



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

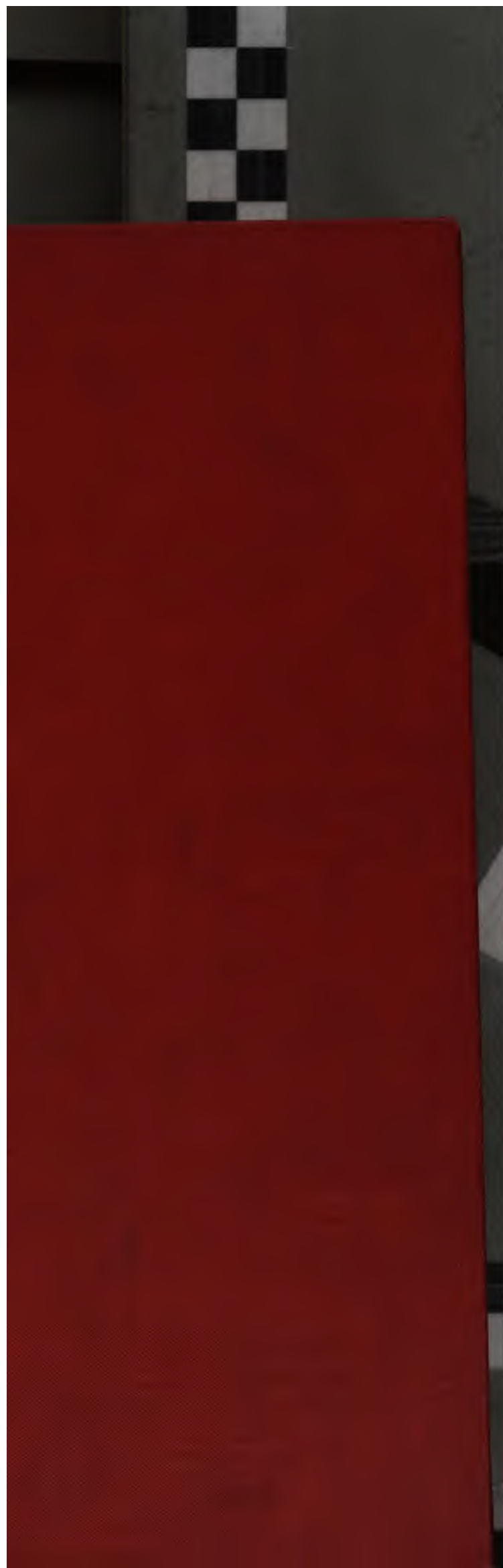
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

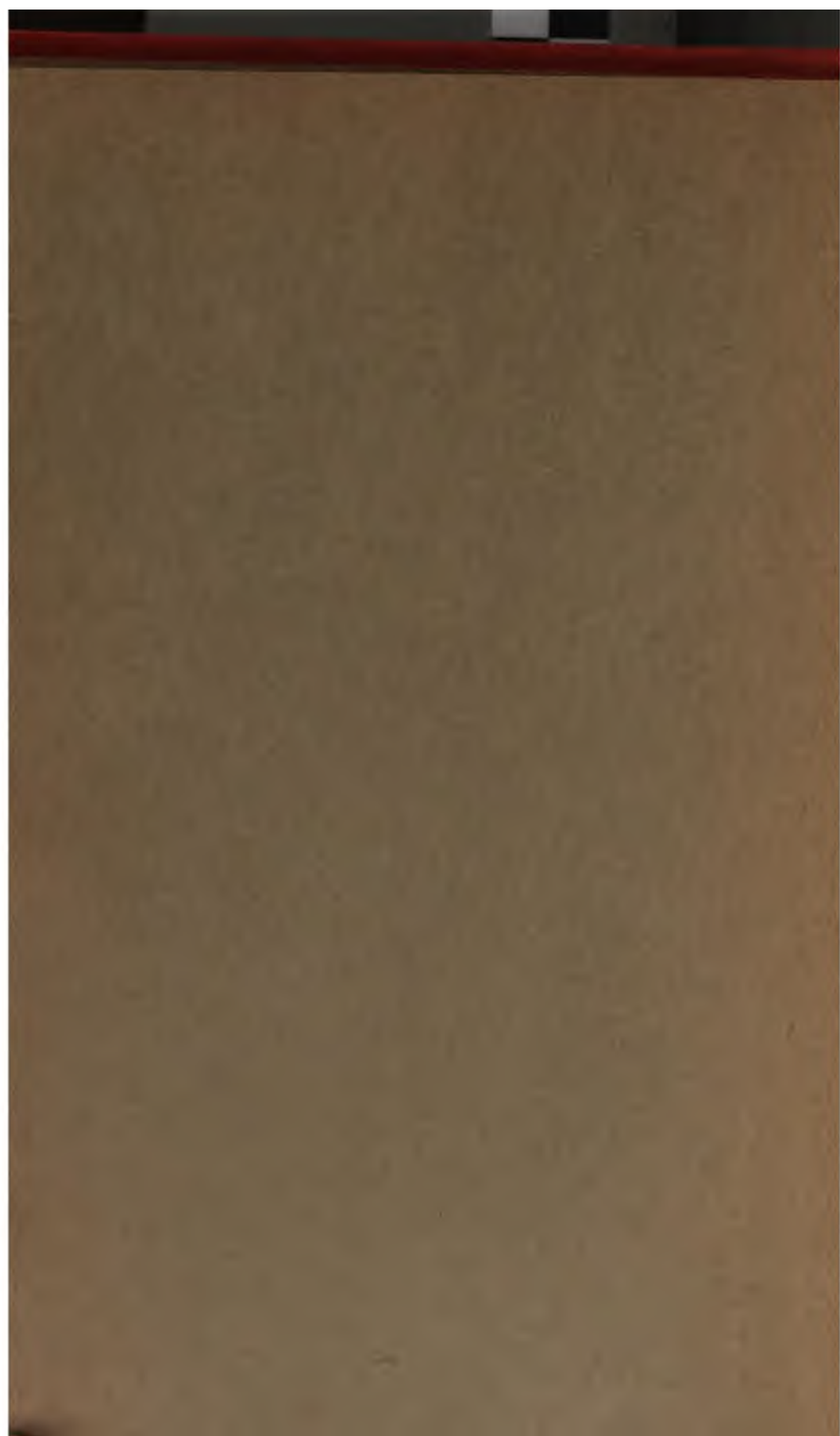
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME DIXIÈME

LÉVIS

1904

RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME DIXIÈME

LÉVIS

1904

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de janvier : La châtelainie de Coulonge, près Québec, Ernest Gagnon ; Protonotaires du district de Kamouraska, P. G. R. ; Testament de M. de Mézy, gouverneur de la Nouvelle-France ; L'hon. Pierre-Amable de Bonne, P. G. R. ; Protonotaires du district de Saint-Hyacinthe, P. G. R. ; Monseigneur François de Mornay, troisième évêque de Québec, Régis Roy ; Les sorciers de l'île d'Orléans ; Un Iroquois brûlé vif à Québec ; Le chevalier de Montalembert, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, J. R. ; Questions, etc., etc.

Gravure : L'hon. Pierre-Amable de Bonne.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

Les abonnées des *Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1903 est maintenant dû.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Le Revd. messire J.-O.-D. Naud, curé du Sacré-Cœur de Jésus, par l'abbé Th.-G. Rouleau, principal de l'école normale Laval—Québec, Imprimerie Darveau, Jos Beauchamp, prop. —1903.

La famille D'Estimauville de Beaumouhel, par Pierre-Georges Roy—Lévis—1903.

De l'autorité de la chose jugée en matière civile, thèse pour le doctorat, par Charles-Auguste Chauveau. Québec, typ. Dussault & Proulx —1903.

Carillon ! Carillon ! Le drapeau national des Canadiens-Français, par un Patriote.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

JANVIER 1904

No 1

LA CHATELLENIE DE COULONGE, PRES QUÉBEC

Le château de Spencer Wood, résidence officielle des lieutenants-gouverneurs de la province de Québec, occupe à peu près le centre de la partie est de l'ancienne terre de Coulonge, érigée en châtellenie par la compagnie de la Nouvelle-France, le 9 avril 1657, en faveur de Louis d'Ailleboust, deuxième successeur de Champlain dans le gouvernement du Canada.

L'acte de foi et hommage que l'on va lire (et qui est absolument inédit) fait connaître les titres primitifs de cette " terre de Coulonge " ainsi érigée en fief de dignité en 1657.

ACTE DE FOI ET HOMMAGE RELATIF A LA CHATELLENIE DE COULONGE

" Du neufviesme decembre 1667, les assizes tenant à l'extraordinaire, le procureur fiscal présent : (1)

" A comparu devant nous Dame Marie-Barbe de Boullongne, veuve de feu Messire Louis Dailleboust, vivant chevalier, Seigneur de Coulonge, cy-devant gouverneur et lieutenant general pour le Roy en ce pays, tant en son nom que comme donataire mutuelle du dit deffunct,—laquelle ayant mis un genouil en

(1) Louis-Théandre Chartier de Lotbinière, procureur fiscal de la Compagnie des Indes Occidentales.

terre, a dit qu'elle nous faisoit et portoit la foy et hommage qu'elle est tenue faire et porter aux dits seigneurs (1) à cause de la terre et chastedenie de Coulonge relevante en plein fief foy et hommage des dits Seigneurs, —laquelle dite terre luy appartient en Sa dite qualité tant à cause de l'acquest que le dit deffunct sieur Dailleboust en avoit fait de Nicolas Gaudry (2) de cinquante arpents de terre par contract passé par devant Andouart, notaire, le dix-septième octobre mil six cent quarante neuf, moyennant la somme de cinq cens cinquante livres, des lots et ventes de laquelle le dit feu sieur Dailleboust auroit obtenu remise de Monsieur de Lauzon, ainsy qu'il appert par acte de luy signé en date du dixneuvième avril mil six cent cinquante-deux, estant au bas du dit contrat, lequel dit Bourbonnière (2) en auroit obtenu tittre de concession de feu Monsieur le Chevalier de Montmagny du quinziesme novembre mil six cent quarante-sept, ratifié par la dite ancienne Compagnie (3) le vingtneufviesme mars mil six cent quarante neuf, à la charge de six deniers de cens par chacun des dits cinquante arpents, qu'à cause des tittres de concession qu'il en a obtenus de feu Monsieur de Lauzon et transport à lui faict, sçavoir est

Quarante-deux arpens de terre par tittre en date du dix-septième avril mil six cent cinquante-deux, signé *de Lauzon*, et, plus bas, par *Monseigneur : Godet*, à la charge de six deniers de cens par chacun d'iceux.

Plus douze arpens et demy de terre size au dit lieu, par tittre du huitième mars mil six cent cinquante

(1) De la Compagnie des Indes Occidentales.

(2) Nicolas Gaudry dit Bourbonnière.

(3) La Compagnie de la Nouvelle-France, appelée aussi Compagnie des Cent Associés.

deux, signé *de Lauzon*, et, plus bas, par *Monseigneur: Godet*, à la charge de six deniers de cens par chacun d'iceux.

Plus vingt-six arpens et demy de terre, ou environ, par tittre en datte du huitième avril du dit an mil six cent cinquante-deux, à la charge de six deniers de cens par chacun des dits vingt-six arpens et demy, le dit tittre signé *de Lauzon*, et, plus bas, par *Monseigneur: Godet*.

Plus cent arpens ou environ par contrat de transport au dit feu Sieur Dailleboust faict par feu Messire Jean Seigneur de Lauzon, chevalier, grand Sénéchal de ce païs, passé par devant Rolland Godet, lors notaire, le vingt-deuxième mars mil six cent cinquante-trois, lequel dit Sieur de Lauzon en estoit propriétaire à tittre de rente annuel de bail d'héritage par contrat passé entre luy et Olivier Letardif, tant en son nom que comme tuteur de Marguerite Nicolet, fille et héritière de feu Jean Nicolet et de Marguerite Couillard, ses père et mère, par devant le dit Godet, le septième mars mil six cent cinquante-deux, lesquels dits Letardif et Nicolet avoient obtenu tittre de concession de l'ancienne Compagnie, de cent soixante arpens de terre, de partage desquels le dit Letardif déclare, par le dit contract de bail à rente, avoir arenté deux arpens de front sur huit de profondeur à Raymond Paget, et cinq arpens de front sur huit de profondeur à Maurice Arrivé et Pierre Tourmente, le dit tittre en date du cinquième avril mil six cent trente-neuf, signé *par la Compagnie de la Nouvelle-France, Lamy*, à la charge de payer à la recepte des dits Seigneurs un denier de cens par chacun des dits arpens et par chacun an.

Plus trente cinq arpens de terre faisant partye de soixante-quinze, accordés au dit feu Sieur Dailleboust par le dit feu Sieur de Lauzon par tittre en datte du

huitième mars mil six cent cinquante-deux, signé *de Lauzon*, et, plus bas, par *Monseigneur : Godet*, à la charge de six deniers de cens par chacun d'iceux,—desquels trente-cinq arpens le dit feu sieur Dailleboust avoit disposé au profit du dit feu Jean Gloria.

“ Toutes lesquelles dites terres ont esté esrigées en tittre de “ Chastellenie,” avec justice haute, moyenne et basse, suivant la coustume de Paris, mouvante de Québec par un seul hommage lige et que les terres qui se trouveront enclavées dars ses bornes releveront de la ditte “ Chastellenie ” et luy payeront les cens et rentes que la ditte Compagnie s'estoit réservés, la consistance desquelles terres de Coulonge bornée à l'orient du grand fleuve St-Laurent, à l'occident des terres de la Coste Ste-Geneviève, au septentrion du ruisseau de St-Denis et au midy des terres appartenantes aux Sauvages et aux Mères Ursulines,—laquelle ditte esrection auroit été faite au nom du dit feu Sieur Dailleboust, par tittre de l'ancienne Compagnie, en date du neufvième avril mil six cent cinquante-sept, signé par *Messieurs de la Compagnie de la Nouvelle-France, A. Cheffault*, à nous exhibé avec l'acte de la deslibération de la dite Compagnie pour la ditte esrection en date du dit jour, signé par *extraits des deslibérations de la dite Compagnie, A. Chaffault*, au bas desquels tittres et acte de la lecture, publication et enregistrement faicts d'iceux aux registres des insinuations de cette jurisdiction en datte du onze janvier mil six cent cinquante-huit, signé *Peuvret*. Et nous a aussi, la dite Dame, fait exhibition de tous autres tittres et contracts cy-devant mentionnez, requérant qu'il nous plaise la recevoir à la ditte foy et hommage, et a signé

“ M. B. de Boullongne.

Le procureur fiscal présent a dit que comme il appert par les ratures et interlignes qui se trouvent en

la délibération et au tittre cy-dessus dattés du neuvième avril mil six cent cinquante sept qu'il y a lieu de douter des véritables bornes et limites accordées par l'ancienne Compagnie pour l'estendue du dit fief, il requiert que coppies signées des dits tittres et délibération soient faites avec luy et mises au greffe dans la huitaine de ce jour, pour y avoir recours quand besoin sera et prendre telles conclusions qu'il advisera bon estre. Sur lequel dit requisitoire faisant droit, nous avons reçu et recevons la ditte Dame Dailleboust à la ditte foy et hommage, sans tirer à conséquence à la charge de fournir son denombrement dans le "delay" de la ditte coustume et ordonné que la dite Dame Dailleboust "fournira" coppies signées des dites délibérations et tittres dans quinzaine".

(signé) L. T. Chartier. (avec paraphe)

(signé) Peuvret. (avec paraphe.)

Vraie copie de l'original conservé aux archives du département des Terres, Mines et Pêcheries, à Québec,—premier volume des archives féodales.

ERNEST GAGNON

Analysant cet acte de foi et hommage du 9 décembre 1667, M. Ernest Gagnon a donné le tableau suivant des concessions et acquisitions qui formèrent la terre et châtellenie de Coulonge.

1^o Cinquante arpents de terre achetés par M. d'Ailleboust (alors gouverneur) de Nicolas Gaudry dit Bourbonnière, le 17 octobre 1649. (Audouart, notaire.) —Ce terrain avait été concédé à M. Bourbonnière par M. de Montmagny (pour la Compagnie de la Nouvelle-France), le 15 novembre 1647.

2^o Deux concessions faites à M. d'Ailleboust par M. de Lauzon (pour la Compagnie de la Nouvelle-France), le 8 mars 1652.

3^o Concession faite à M. d'Ailleboust par M. de Lauzon, le 8 avril 1652.

4^o Concession faite à M. d'Ailleboust par M. de Lauzon, le 17 avril 1652.

5^o Cent arpents acquis par M. d'Ailleboust de M. de Lauzon, le 22 mars 1653. (Rolland Godet, notaire.)

— Ces cent arpents de terre faisaient partie d'une concession plus ample accordée à Olivier LeTardif et Jean Nicolet de Belleborne par la Compagnie de la Nouvelle-France, le 5 avril 1639, — concession qui avait déjà subi quelques mutations.

Les différentes mutations se rapportant à la châtellenie de Coulonge qui ont eu lieu depuis 1657 jusqu'à ce jour, sont indiquées dans le rapport général du commissaire des Travaux publics, P. Q., pour l'année 1899.

PROTONOTAIRES DU DISTRICT DE KAMOURASKA

Philippe Chalou	}	18 octobre 1851
Charles Déry	}	
Joseph-Gabriel Pelletier		6 mars 1858
Charles Déry	}	12 octobre 1866
Joseph-Gabriel Pelletier	}	
Joseph-Gabriel Pelletier		23 septembre 1876
Joseph-Gabriel Pelletier	}	16 avril 1879
Tiburce Dessaint	}	
Joseph-Gabriel Pelletier		3 septembre 1881
Joseph-Gabriel Pelletier	}	10 mars 1887
Zéphirin Perreault	}	
Joseph-Gabriel Pelletier		mai 1892
Joseph-Gabriel Pelletier	}	22 avril 1901
Paschal-Vincent Taché	}	

P. G. R.

TESTAMENT DE M. DE MÉZY, GOUVERNEUR DE LA NOUVELLE-FRANCE

Au nom du père et du fils et du st Esprit.

Pardevant Claude Aubert, nore Royal en la nouvelle france et tesmoins soussignés, savoir Guillaume Soudaye, sieur de la Gimanderye ; Esdme Lemoyne, sieur de la Croix ; Thomas Langlier, sieur Chevallier, et de Mathieu Mutault sieur du Buisson,—le vendredy vingt quatriesme jour d'avril mil six cent soixante cinq, après midy ; fut présent en sa personne Mr Augustin de Saffray Chevalier Seigneur de Mézy, Me de Camp des armées du Roy, Gouverneur et Lieutenant pour Sa Majesté en toute l'estendue de la Nouvelle France ; gisant en son lit malade de corps mais toutesfois sein d'esprit et d'entendement ainsy qu'il est apparu à nous dit notaire tesmoins susdits et soubzsignés par ses gestes, maintien et entretien ; Et considérant qu'il n'est rien plus certain que la mort ny plus incertain que l'heure et le jour a voullu faire et disposer des choses qu'il a pleu à Nostre Seigneur Jésus Christ luy prester en envoyer en ce mortel monde, en la forme et manière de testament et ordonnance de dernière volonté, en la meilleure forme et teneur avec toutes les choses nécessaires à testament, ainsi qu'il ensuict.

Et premierement,

Donne son âme à Dieu et à la très Sainte Vierge Sa bonne mère, laquelle il prie de tout son cœur avec saint Augustin son bon patron, st Jean, St Pierre, St Paul, tous les autres apostres, évangélistes, martirs et confesseurs, et tous les autres saints et saintes qui sont au Royaume Céleste et eternal de l'aradis, d'estre procureurs et intercesseurs pour luy envers Nostre

Seigneur Jesus-Christ, afin qu'il luy plaise recevoir sa pauvre âme et la mettre en lieu de repos.

Supplie très humblement mon dict seigneur Testateur, Monseigneur de Tracy de vouloir agréer s'il luy plaist d'estre exécuteur du présent son testament et ordonnance de dernière volonté, et pour l'absence de mon d. Seigneur de Tracy, Monsieur celui qui tiendra son lieu et place en ce gouvernement, suivant la commission laissée par le dict testateur ;

Item veut et désire le dict seigneur que son corps soit inhumé dans le cimetière des pauvres de l'hospital de Québec ;

Item, veut et desire que son dict corps soit ouvert, que son cœur en soit tiré, embaumé et envoyé à Monsieur de Secqueville Morel en la ville de Caen en Normandie pour estre mis entre les mains des Révérends Pères Capucins de la diète Ville pour le garder et prier Dieu pour luy.

Item, donne et legue aux Révérendes mères hospitalières du dict Hospital la somme de deux cens livres et la somme de trois cens livres au profit et bénéfice des pauvres du dict Hospital.

Item, donne et legue aux Reverendes Mères Ursulines du dict Quebec, la somme de deux cens livres.

Item, donne et legue la somme de trois cens livres pour les charitez les plus necessaires de ce dict pays, laquelle somme cy-dessus le dict Seigneur Testateur prie mon dict Seigneur l'Evesque d'en vouloir faire distribuer les deniers suivant son intention et les prières qu'il luy faict.

Item, donne et lègue à l'Eglise paroissiale du dict Québec la somme de mille livres et pour faire ses funérailles après sa mort et décez, un service tous les mois et au durant, un service tous les ans à perpétuelle

mémoire et à toujours et le tout solennel, avec une messe basse tous les jours de la première année de son dict decez ;

Item, donne et legue à Monsieur de Tilly la somme de cinq cens livres.

Item, donne et lègue à Monsieur de Repentigny la somme de trois cens livres.

Item, donne et lègue à Monsieur de Villiers la somme de deux cens livres.

Item, donne et lègue à Monsieur Denis la somme de deux cens livres.

Item, donne et legue au sieur d'Angoville, major, la somme de deux cens livres, son habit de drap d'Angleterre tout complet, son manteau de Camelot, une paire de souliers neufs, huit chemises avec des boutons aux manches, son espée avec la ceinture, un matelas et une couverte neuve servant à coucher les valetz.

Item, donne et legue à Monsieur Madry la somme de deux cent livres.

Item, donne et legue à Phélix Auber la somme de cinquante livres avec un juste-au-corps de drap de Berry gris, un petit habit de Sergette grise, lequel a esté porté, avec une paire de gros bas blancs.

Item, donne et legue à Monsieur Goumin la somme de cinquante livres.

Item, veut et désire le dict Seigneur testateur que les deniers qui proviendront de ses biens meubles soient employéz et aplicquéz pour satisfaire aux prières qui seront faictes pour luy et que du surplus des choses cy-dessus données et léguées soient prises sur ce que le dict sieur de la Chenays, marchant, luy peut debvoir.

Item, veut et désire que toutes les choses cy-dessus estant accomplies que le restant de ses deniers soient

envoyés en pelletryes au poidz ordinaire et à savoir en castor moytié gras et moytié sec, à Messieurs les marchantz de Rouen pour en rendre compte s'il leur plaist à monsieur de Secqueville Morel pour les distribuer suivant l'intention des ditz présents testament et Ordonnance de dernière volonté et suivant l'avis qu'il luy en sera donné cy après par icelluy.

Item, mon dit Seigneur Testateur supplie tres humblement mon dict sieur de Secqueville d'estre exécuteur des articles cy après déclaréz et mentionnéz.

Item, prie le dict Seigneur, le dict Sieur de Secqueville sytost les dictz deniers reçues de donner sur iceux aux dictz Révérends Pères Capucins du dict Caen avec son dict Cœur qui luy sera adressé pour leur mettre en mains la somme de cinq cens livres.

Item, veut et désire le dict Seigneur que le dict sieur de Secqueville mette ès mains de Monsieur de Roquelé, Prebste, la somme de cinq cens livres pour estre employée aux charitéz dont le dit Seigneur Testateur et le dit Sieur Roquelé ont cognoissance et à son deffault le dit sieur de Secqueville les mettra entre les mains de telle personne qu'il jugera à propos pour estre employéz aux mesmes fins.

Item, le dict sieur de Secqueville est prié de donner sur le mesme fonds la somme de cinq cens livres au Bureau des pauvres de la dite ville de Caen si le dit Bureau subsiste encore et en cas qu'il ne subsistast, qu'il ordonne de la dite somme de cinq cens livre comme il jugera bon estre pour la descharge de la conscience du dit Seigneur Testateur.

Item, le dict Seigneur prie de rechef le dict sieur de Secqueville de faire prier Dieu pour le salut et repos de son âme par prières, services et saintes messes tant à Notre Dame de la Delivrance, Eglise de St-Pierre, Couventz des Révérends Pères Carmes et Cordeliers,

et de le recommander aux prières de ses autres bons amis.

Item, le dict sieur de Secqueville donnera sur le dit fonds à Monsieur de la Fresnays Duguay, beaufrère du dict Seigneur Testateur, la somme de cinq cens livres en faveur de ses enfants

Item, le dict sieur de Secqueville après toutes les choses cy dessus exécutées et accomplies, et les prières que le dict Seigneur Testateur lui a faites par lettre missive l'année dernière passée pour le payement de ses debtes le tout exécuté, il est prié de mettre le restant entre les mains de Monsieur d'Armeville son frère, ou autre de la famille.

Item, donne et legue le dict Seigneur Testateur à Messieurs de la Linette et de Briery en cas qu'ils viennent l'année présente en ce pays de Canadas pour recompense de leurs frais et despens qu'ils auroient peu faire en considération à chacun d'eux la somme de mil livres.

Item, le dict Seigneur Testateur prie le dict Sieur de Secqueville de payer sur le dict fonds cy devant mentionné aux créantiers de feu Monsieur de Chamboy le nombre de vingt livres d'or qu'il devoit au d. sieur de Chamboy.

Item, veut et ordonne le dict Seigneur Testateur que toutes les lettres qui lui viendront de France, papiers ou affaires soient ouvertes et veues par Monsieur de Bernière, prestre, faisant les fonctions curiales du dict Québec, et par le dit sieur d'Angouville, major, afin que s'il est nécessaire de faire responce, le dict Sieur d'Angouville le fera, et les autres papiers immédiatement seront rompus et bruslés.

Item, veut et ordonne le dict Seigneur Testateur que les meubles et marchandises qui luy pourroient

venir de France cette présente année soient employées dans l'Inventaire de ses biens meubles pour estre vendues ainsi que les autres.

Lequel susdict testament a esté à nous dict notaire, dicté et nommé par le dict Seigneur Testateur, et par nous depuis à luy reueu présence dicts tesmoins, et nous a dict le dit Seigneur le tout estre selon son intention sa propre volonté et ordonnance de dernière volonté testamentaire, et en foy de quoy il a avec les dicts tesmoins et moy notaire susdict et soussigné à la minutte des présentes l'an et jour que dessus ; Ainsy signés, Augustin de Saffray Mezy.—Vincent Lemoyne—Gimanderye—Mathieu Mutault—Thomas Langlier—Auber, avec paraphe (Signé) Auber, Nore Royal.

Et advenant le lundy vingt septiesme du dict mois et an après nouvelle lecture du Testament cy devant escrit, et que le dit seigneur après icelle, a dit et déclaré estre sa propre volonté et nous a dict que depuis la closture d'icelluy il avait eu volonté et ce pour le présent veut et ordonne que les articles suivans et par luy cy après déclaréz soient exécutéz comme les autres cy devant escriptes, c'est à savoir que, Premièrement,

Il veut et désire qu'il soit donné à la Demoiselle Fournier la somme de cent livres.

Item, donne de plus au dict Auber la somme de cinquante livres et une paire de gros souliers, outre ce qui est cy devant escrit ; De plus, à Desmarestz soldat la somme de trente livres.

Item, donne et legue au Tambour la somme de trente livres.

Item, désire que la somme de trois cents livres mentionnée cy devant au dict Testament adressée à Monseigneur l'Evesque pour estre apliquée aux plus grandes nécessitez de ce pays, soit mise entre les mains de

Monsieur Morel, prebstre, pour les employer aux Eglizes de la Coste de Beaupré et aux pauvres familles, le requérant de prier Dieu pour luy.

Item, veut et ordonne que sa monstre employée et mise dans son Inventaire, soit envoyée à mon dict Sieur de Secqueville Morel son grand amy, qu'il luy donne par présent en recognoissance des peynes qu'il prend pour l'exécution de son testament.

Item, le dict Seigneur veut et ordonne que l'Obligation montante à la somme de huict mil livres soit envoyée en France par Monsieur de la Chesnays, marchant à Messieurs les Marchands de Rouen, pour faire tenir la dicte somme de huict mil livres à Monsieur de Secqueville Morel pour estre employée au susd. testament.

Item, de plus le dict Seigneur ordonne au sieur d'Angoville, Major, d'envoyer en France par le dit sieur de la Chesnays aux susdictz marchands le nombre de six peaux de loupserverier, une peau de regnard noir, trois castors et quatre peaux de Loultre pour les faire tenir au dict sieur de Secqueville pour en estre uzé ainsy qu'il luy en sera donné advis par le dit sieur d'Angoville.

Item, veut et dézire qu'il soit payé au sieur des Longchamps sur le pied des gaiges qu'il peut donner à son serviteur domestique Charles d'Engueville qui a servy le dict Seigneur trois mois.

Item, le dict seigneur donne au sieur d'Angoville son habit noir affin qu'il porte le deuil de sa personne, ainsy qu'il désire.

Item, ordonne le dict Seigneur qu'il soit payé à la Chesnaye son serviteur, la somme de cinquante livres pour six mois de service à raison de cent livres par an.

Item, veut et ordonne qu'il soit payé à Droissy son serviteur la somme de quinze livres par mois.

Item, veut et ordonne que le dict sieur de Gimanderye, sergent, soit payé de la somme de quatorze livres de gaiges qui luy reste de l'an passé.

Item, veut et ordonne le dict Seigneur testateur que le dict sieur d'Angoville, major, procure à la dilligence de l'exécution du susdit testament affin qu'il soit promptement exécutté, affin que son âme en soit plus-tost deschargée, et acquitter et solliciter le dit Testament.

Item, veut et ordonne le dict Seigneur testateur que par l'article sept dans le dit Testament il est dict qu'il donne la somme de mil livres à l'Eglise paroissiale du dict Québec, pour faire prières pour luy, il veut et entend que la dicte somme soit myse entre les mains de Monseigneur l'Evesque pour en faire à son intention et regler les services pour le repos affin de son âme.

Le tout faict l'an et jour susdicts en présence de Monsieur de Bernières, presbtre, et du sieur Amicet Goumin à ce présents, tesmoins, lesquels ont avec le dict Seigneur et moy notaire susdict et soussigné à la minutte des dictes présentes ; Ainsi signé Augustin de Saffray Mézy—H. de Bernière—Goumin—et moy Notaire avec paraphes, signé Auber, Notaire Royal avec paraphe

La lettre missive et testament ensuite et cydessus ont esté cy dessus registréz au désir de l'ordonnance de Monseigneur de Tracy estant ez liasses du Greffe du Conseil Souverain dattée du quatorziesme avril dernier par le Greffier et secrétaire au dict Conseil soussigné, dont acte, pour servir ce qu'il appartiendra.

(Signé) Peuvert, avec paraphe.

L'HONORABLE PIERRE-AMABLE DE BONNE

Pierre-Amable de Bonne naquit à Montréal le 25 novembre 1758 du mariage de Louis de Bonne de Misèle, chevalier, capitaine au régiment de Condé, et de Marie-Louise Prudhomme. Le gouverneur de La Jonquière était son grand-oncle.

Son père fut tué par une bombe pendant le siège de Québec en 1759. (1) Madame de Bonne se remaria, en 1770, à Joseph-Dominique-Emmanuel LeMoyne de Longueuil. C'est lui qui protégea le jeune orphelin.

Pierre-Amable de Bonne termina ses études au séminaire de Québec en 1776.

Le 24 janvier 1780, il présentait une pétition au gouverneur Haldimand le priant de lui accorder une licence d'avocat. (2) Haldimand se rendit à sa demande le 14 mars 1780.

Le 29 décembre 1791, M. J.-F. Cugnet, secrétaire français et traducteur du gouverneur et du Conseil du Bas-Canada, alors malade, demanda au gouverneur et au Conseil de nommer M. de Bonne son assistant. Ce dernier agit comme tel pendant quelque temps.

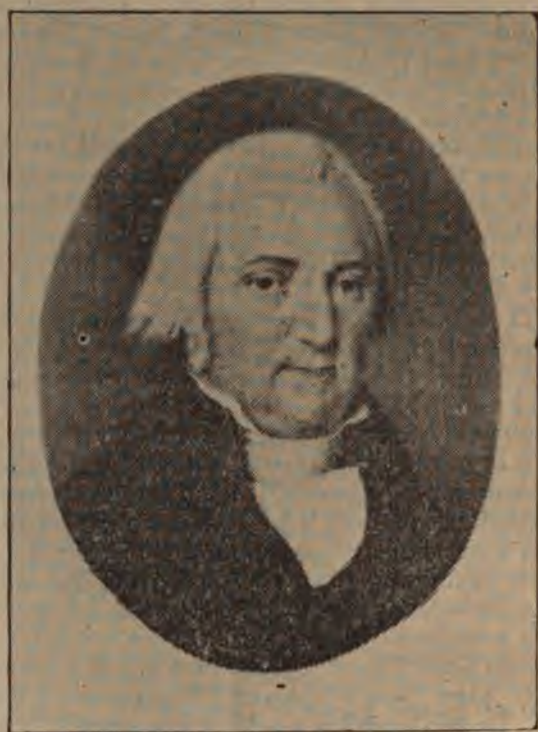
M. de Bonne fut député de York de 1792 à 1796, puis de Trois-Rivières de 1796 à 1804, et enfin de Québec (comté) de 1804 à 1810. (3)

Le 8 février 1794, M. de Bonne recevait sa nomination de juge des Plaidoyers Communs (Common Pleas). Le 16 décembre de la même année, il était nommé juge de la Cour du Banc du Roi pour le Bas-

(1) *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. VI, p. 277.

(2) M. J.-Edmond Roy a publié cette pétition dans son *Histoire du notariat au Canada*, vol. II, p. 125.

(3) Joseph Desjardins, *Guide parlementaire historique*, pp. 136, 141, 143.



L'HON. PIERRE-AMABLE DE BONNE

Canada. Enfin, treize jours plus tard, le 29 décembre, il était appelé au Conseil exécutif.

M. de Bonne porta l'hermine jusqu'au 21 mai 1812, où il donna sa démission.

Il mourut à Beauport le 6 septembre 1816.

M. de Bonne fut à la Chambre d'Assemblée le chef du parti du Château ou du gouverneur Craig. Le parti canadien, pour se débarrasser de lui, présenta une loi qui excluait les juges de la Chambre d'Assemblée. Le Conseil législatif amenda cette loi en décidant qu'elle ne deviendrait exécutoire qu'au parlement prochain. La Chambre d'Assemblée, n'écoulant que son ressentiment, déclara par un simple vote le siège du juge de Bonne vacant. Le gouverneur Craig saisit cette occasion pour proroger le Parlement.

La biographie détaillée de M. de Bonne, remarque Ignotus, est à écrire et ferait un volume intéressant et instructif. Qui pourrait entreprendre cette tâche avec plus de compétence que Ignotus lui-même ?

P. G. R.

PROTONOTAIRES DU DISTRICT DE SAINT-HYACINTHE

Louis-Gustave de Lorimier	.....	6 mars 1858
Louis-Gustave de Lorimier	}	18 octobre 1870
Pierre Boucher de LaBruère		
Louis-Gustave de Lorimier	}	23 juin 1875
Joseph Roy		
Joseph Roy	}	10 juillet 1879
Théodore-Siméon Richer		
Joseph Roy	}	9 septembre 1889
Henri-Albany Beauregard		

P. G. R.

RÉPONSES

Monseigneur François de Mornay, troisième évêque de Québec. (IX, XI, 979.)—Les Mornay sont d'une ancienne et illustre maison originaire du Berry. On retrace leur source à Philippe, seigneur de Mornay, en Berry, qui fut un des principaux bienfaiteurs de l'abbaye de Fontmorigny, en 1151, lorsque saint Bernard y mit des religieux de son Ordre, en la place de ceux de saint Benoît.

La filiation suivie de cette famille commence dans l'*Histoire des grands officiers de la Couronne*, tome VI, page 729, et suivantes. Guillaume de Mornay, chevalier, qui vivait en 1262, y commence la lignée.

Françoise du Bec apporta à son mari, Jacques de Mornay, neuvième degré au tronc de l'arbre généalogique, la terre du Plessis-Marly, don de madame Jeanne de Beauvilliers, sa tante. Voilà comment le titre de du Plessis arriva dans la famille, mais l'évêque de Québec appartenait alors à un autre rameau des Mornay et ne pouvait prétendre qu'à un petit cousinage avec les seigneurs du Plessis-Marly.

Les Mornay ne se sont jamais paré du titre de cette terre du Plessis pour s'en former un nom composé comme les Mornay-Montchevreuil, par exemple, et c'est donc à tort que quelques-uns de nos historiens disent que l'évêque de Québec était un Duplessis de Mornay. On aurait pu écrire : *parent des Mornay, seigneurs du Plessis-Marly, etc., etc.*

La famille de monseigneur François de Mornay avait titre : seigneurs du Mesnil-Théribus, et elle était issue d'un autre rameau de l'arbre familial : celui des Mornay, seigneurs de Montchevreuil.

Jean de Mornay, (VIIe degré en l'arbre généalogique) eut un fils : Guillaume, (VIIIe) qui fonda la

branche des marquis de Mornay-Montchevreuil (1), dont le petit-fils René (Xe) eut Jacques (XIe) qui fonda la maison des Mornay, seigneurs du Mesnil-Théribus.

Charles de Mornay (XIIe) seigneur du Mesnil-Théribus fut le père de l'évêque de Québec. Il devint capitaine de cavalerie. A la bataille de Rocroi en 1643, il eut la jambe fracassée, ce qui le mit hors d'état de continuer son service.

Il avait épousé le 3 juillet 1652, Anne de Quesnel, fille d'Henri, seigneur de Ponchon et de Framerville, et de Charlotte de Bigant. Leurs enfants furent :

1° Charles, mort sans postérité, étant sous-brigadier aux mousquetaires du roi de la première compagnie.

2° Henri, qui continue la lignée. (Cependant cette branche s'éteignit en son fils Armand).

3° François, capitaine, puis major du régiment de Nivernois, etc.

4° Louis-François, évêque de Québec, né en 1663.

5° Jacques.

6° Marie.

7° Anne,

8° Madeleine, } religieuses

9° Françoise, }

10° Henriette, }

Louis-François, qui se retira aux Capucins en 1682 fut nommé coadjuteur de Québec en 1713. Sacré évêque d'Euménie *in partibus* le 22 avril 1714, devint évêque de Québec par la mort de Jean-Baptiste de la Croix de Chevrières de Saint-Vallier. Il se démit de son évêché, et a été pourvu au mois de décembre 1733, du prieuré d'Arbois, Ordre de Cîteaux, diocèse de Besan-

(1) La seule subsistante des Mornay, et représentée actuellement à Paris par M. le marquis de Mornay-Montchevreuil, 70, rue de Ponthieu, 8e arrondissement.

çon. Il eut le malheur d'être écrasé par un carrosse, dans la rue St-Honoré, à Paris, le 28 novembre 1741, en la traversant pour rentrer aux Capucins, où il demeurait, et est mort sur le champ, âgé de soixante-dix-huit ans.

Armoiries de la famille : *Burellé d'argent et de gueules de huit pièces, au lion morné de sable, couronné d'or, brochant sur le tout.*

RÉGIS ROY

Les sorciers de l'île d'Orléans. (IX, II, 922.) — Dès les commencements du dix-huitième siècle on donnait le surnom de sorciers aux habitants de l'île d'Orléans. Pour quelle raison ? Voyons ce qu'en disent les historiens de l'ancienne île de Bacchus :

“ Le dimanche, vingt-deux (septembre 1720), écrit le R. P. Charlevoix, nous étions mouillés par le travers de l'île d'Orléans, où nous allâmes nous promener en attendant le retour de la marée. Je trouvai ce pays beau, les terres bonnes et les habitants assez à leur aise. Ils ont la réputation d'être un peu sorciers, et on s'adresse, dit-on, à eux, pour savoir l'avenir, ou ce qui se passe dans les lieux éloignés. Par exemple, si les navires de France tardent un peu trop, on les consulte pour en avoir des nouvelles, et on assure qu'ils ont quelque fois répondu assez juste. C'est-à-dire qu'ayant deviné une ou deux fois, et ayant fait accroire, pour se divertir, qu'ils parlaient de science certaine, on s'est imaginé qu'ils avaient consulté le diable.” (1)

M. Hubert LaRue donne trois raisons pour expliquer ce surnom d'île des Sorciers. Il ne reste que l'embarras du choix.

“ Un nombre vraiment prodigieux de sources d'eau

(1) *Journal d'un voyage fait par ordre du Roi dans l'Amérique septentrionale*, tome troisième, page 68.

vive se rencontre dans l'île, et l'eau qu'elles fournissent est incomparable, sous le double rapport de la pureté et de la fraîcheur. Il s'ensuivrait donc que du mot *sourre* on aurait fait le mot *sourciers*, d'où par corruption, *sorciers*."

Avouons, avec M. LaRue d'ailleurs, que cette explication est pas mal à l'eau claire. Voyons sa deuxième raison :

" Environnés d'eau de toutes parts, ne pouvant communiquer avec la ville ou avec les paroisses voisines que par le moyen de canots ou de chaloupes, les habitants de l'île ont toujours été marins, comme ils le sont aujourd'hui ; pour eux, c'est affaire de nécessité. Or, il fut un temps où le spacieux port de Québec ne s'enorgueillissait pas, comme aujourd'hui, de compter ses navires par centaines et par milliers ; une voile dans le cours de l'année, parfois deux, et c'était tout. Il fut un temps encore où, de l'arrivée de ce seul navire, dépendait l'existence de la colonie entière, et on peut juger avec quelle impatience toute fébrile, on en attendait le signalement. Dans cette cruelle perplexité, on s'adressait donc tout naturellement aux gens de l'île, les plus expérimentés en fait de navigation, pour apprendre d'eux le jour approximatif de l'arrivée du bâtiment tant désiré. Ces derniers, fiers de l'importance qu'on voulait bien attacher à leurs présages, ne se faisaient pas prier longtemps pour donner une réponse quelconque ; et comme parfois l'événement vint, fort à propos, confirmer leurs prédictions, il s'ensuivit tout naturellement qu'on leur décerna le glorieux surnom de *sorciers*."

La troisième maintenant :

" Autrefois la pêche à l'anguille était des plus abondantes sur nos côtes. Or, à cause du flux et du reflux de la marée, dont l'heure varie de jour en jour, il arri-

vait bien souvent que nos gens allaient faire la visite de leur pêches au beau milieu de la nuit. Pour ce, on se rendait en grand nombre sur la grève, chacun portant à la main, pour s'éclairer dans sa marche et dans ses opérations, un falot de sapin enflammé. Assurément, c'était un spectacle tout-à-fait curieux et féerique que de voir surgir à peu près au même instant, et à une heure assez avancée de la nuit, tous ces feux, allant, venant, se croisant les uns les autres, parfois se réunissant, pour s'éloigner et s'éparpiller encore. Les gens de la côte du Sud ne tardèrent pas à voir du merveilleux et du surnaturel dans la présence de tous ces feux qui venaient ainsi sur la grève, et à une heure aussi indue, danser une ronde infernale sans doute. Bientôt ils s'en effrayèrent, bientôt même ils n'osèrent plus sortir de leurs maisons après une certaine heure de la soirée. Bref, il n'y eut plus moyen d'entretenir aucun doute à cet égard, et nos insulaires furent déclarés à l'unanimité possédés du mauvais esprit, coureurs de loup-garous, feux-folets, sorciers, etc., etc. C'était un moyen de se rehausser dans l'esprit de ces braves gens ; il va sans dire que les gens de l'île ne furent pas assez sots que d'aller les désabuser." (1)

M. L.-P. Turcotte croit que ce sont ces deux dernières raisons qui ont surtout contribué à procurer le titre d'île des Sorciers à l'île d'Orléans. (2)

M. l'abbé L.-E. Bois est, lui aussi, d'opinion que les feux que l'on voyait courir sur les rivages de l'île d'Orléans, à certaines heures de la nuit, et qui n'étaient rien autre chose que les flambeaux dont les insu-

(1) Voyage autour de l'île d'Orléans— *Soirées Canadiennes*, 1861, p. 142.

(2) *Histoire de l'île d'Orléans*, p. 12.

laïres se servaient pour visiter leurs pêcheries, ont donné lieu à ces suppositions bizarres, que l'on aurait pu tout aussi bien appliquer aux cultivateurs de Saint-Vallier, de l'Ange-Gardien, du nord et du sud, puisqu'eux aussi faisaient le tour de leurs pêches la nuit avec des lumières du même genre.

Peut-être aussi, ajoute le savant abbé, que l'ère de prospérité que l'on voyait régner dans les habitations des cultivateurs de l'île d'Orléans, portait-il à attribuer aux procédés magiques plutôt qu'à un travail intelligent et assidu, les heureux résultats d'un mode de culture plus suivi et mieux soigné. Quoiqu'il en soit, il ne se rencontre plus personne qui croie aux pratiques de la magie chez ces insulaires, malgré qu'il y en ait plus d'un, peut-être, qui jalouse leur bonheur, le calme de leur existence et la paix de leurs foyers." (1)

Un Iroquois brûlé vif à Québec. (IX, IX, 969.)—Au mois de février 1692, le gouverneur de Frontenac donna au capitaine Dorvilliers le commandement d'un parti de 120 Français et de 205 Sauvages pour aller attaquer les Iroquois dans leur pays. Après trois jours de marche, M. Dorvilliers fut obligé de revenir sur ses pas, une chaudière d'eau bouillante lui ayant tombé sur les pieds. Il donna le commandement à M. de Beaucour, capitaine réformé. Près de l'île de Tonihata dans la direction de Cataracoui, le parti tomba sur 50 Iroquois. 24 furent tués et 16 furent faits prisonniers. Les 10 autres s'échappèrent. M. de Beaucour s'en revint triomphant à Québec avec ses prisonniers.

M. de Frontenac irrité des déprédations continuel-

(1) *L'île d'Orléans*, p. 7.

les des Iroquois et voulant d'ailleurs intimider ces féroces guerriers par un exemple rigoureux condamna deux des prisonniers à être brûlés vifs.

Pareille exécution ne s'était pas encore vue à Québec et on peut croire que la population supplia le gouverneur de lui épargner un tel spectacle. Mais il ne se laissa pas fléchir. Les deux Iroquois furent instruits des mystères de notre religion par les Jésuites et reçurent le baptême. L'un d'eux cependant évita le supplice en se donnant la mort avec un couteau qu'il trouva dans sa prison.

Le baron de LaFontaine raconte ainsi le supplice de son malheureux compagnon :

“ Quelques jeunes Hurons de Lorette âgés de quatorze à quinze ans, vinrent prendre l'autre, et l'amenèrent sur le Cap au Diamant où ils avaient eu la précaution de faire un grand amas de bois. Il courut à la mort avec plus d'indifférence que Socrate n'aurait fait, s'il se fut trouvé en pareil cas. Pendant le supplice, il ne cessa de chanter qu'il était guerrier, brave et intrépide, que le genre de mort le plus cruel ne pourrait jamais ébranler son courage, qu'il n'y aurait point de tourments capables de lui arracher un cri, que son camarade avait été un poltron de s'être tué lui-même par crainte des tourments, et qu'enfin s'il était brûlé, il avait la consolation d'avoir fait le même traitement à plusieurs Français et Hurons. Tout ce qu'il disait était vrai, surtout à l'égard de son courage et de sa fermeté, car je puis vous jurer avec toute vérité qu'il ne jeta ni larmes, ni soupirs ; au contraire, pendant qu'il souffrait les plus horribles tourments qu'on puisse inventer, et qui durèrent environ l'espace de trois heures, il ne cessa pas un moment de chanter. On lui tint plus d'un quart (d'heure) la plante des pieds de-

vant deux grosses pierres toutes rouges ; on lui fuma le bout des doigts avec des pipes allumées, et on lui tenait ces pipes contre la main sans qu'il la retirât ; on lui coupa les jointures les unes après les autres ; on lui tordit les nerfs des jambes et des bras avec une petite verge de fer, et cela d'une manière inexprimable, et qui devait lui causer les plus affreuses douleurs. Enfin, après lui avoir fait souffrir tout ce qu'on peut imaginer de plus horrible, pour comble de cruauté, ces bourreaux lui découvrirent le crâne, et ils auraient fait tomber peu à peu du sable brûlant si un esclave des Hurons de Lorette n'était survenu fort à propos pour lui décharger sur la tête un grand coup de massue dont il expira. Cela se faisait par ordre de madame l'intendante, (1) qui eut la compassion d'abréger par là les tourments de ce malheureux. Au reste, toutes ces vives et âpres douleurs ne furent point capables d'interrompre la musique de notre homme, et l'on m'a assuré qu'il chanta jusqu'au dernier moment. Je dis que l'on m'a assuré, car je n'assistai qu'au commencement de la pièce, et les seuls préludes de cette tragédie me firent tant d'horreur que je n'en pus soutenir la vue jusqu'au dénouement."

Le chevalier de Montalembert. (IX, VII, 953.)

— Le chevalier de Montalembert entra, en 1731, comme cadet dans la compagnie des gentilshommes de Metz. Deux ans plus tard, cette compagnie ayant été supprimée, il fut placé lieutenant dans le bataillon de Jossieran, milice lyonnaise. L'année suivante, il passait en Italie, en qualité de lieutenant en second, dans

(1) Madame Bochart de Champigny avait fait sans succès toutes les démarches possibles auprès de M. de Frontenac pour empêcher cet horrible supplice.

le régiment de Saint-Simon. En 1736, il devenait lieutenant en pied, puis, en 1744, capitaine dans le même régiment. En 1746, il donnait sa démission pour prendre une compagnie de milice dans le bataillon de Fontenay-le-Comte qui fut destinée à la campagne du duc d'Anville. C'est en 1750, qu'il fut nommé capitaine aux troupes de l'île Royale.

C'est là qu'il épousa Mlle Chassin de Thiéry, fille d'un capitaine de la colonie. Dans une lettre de M. des Bourbes à M. de Surlaville, nous trouvons de curieux détails sur ce mariage. "Le bruit court qu'elle ne l'aime pas, écrit M. des Bourbes. Hier, ils dinèrent chez M. Drucourt ; son épouse pleura pendant tout le repas ; elle eut une contenance très déplacée et qu'on aurait à peine passée à une fille de dix ans. L'on m'a assuré qu'au sortir de chez notre gouverneur, Montalembert voulut donner la main à son épouse, et qu'elle le refusa d'un air de mépris. Elle se leva à trois heures du matin, la première nuit de ses noces ; on la vit, à cette heure, appuyée sur sa fenêtre et pleurant à chaudes larmes. L'on croit qu'elle aurait eu plus de goût pour un capitaine de *Bourgogne*, appelé Desmaille, que pour Montalembert, dont les bonnes façons pourraient la gagner." (1)

Le pauvre Montalembert ne put ramener son épouse à de meilleurs sentiments à son égard. Le 15 mai 1757, M. Joubert, officier à Louisbourg, annonçait à M. de Surlaville la fin de ce mariage mal assorti.

"C'est avec bien de la peine que je vous apprends la triste destinée du pauvre Montalembert. Depuis un mois, l'on ne sait ce qu'il est devenu ; l'on l'a cherché partout, fait battre les bois de Miré par des détache-

(1) Du Bocq de Beaumont, *Les derniers jours de l'Acadie*, p. 149.

ments et des Sauvages, sans que l'on ait pu trouver aucun vestige de lui. Il partit de chez Mme Thiéry, où il restait depuis quelque temps, un mercredi, avec son fusil. Il prit la route du chemin de Miré. L'on ne sait où il a couché la nuit du mercredi au jeudi. Celle du jeudi au vendredi, il coucha à l'habitation de sa belle mère, sur le chemin de Miré, à une lieue et demi de Louisbourg, il en partit le matin. Depuis ce temps personne ne l'a vu. Depuis plusieurs mois, il n'était plus connaissable, par les chagrins que lui donnait sa femme, qui non contente de le maltraiter de bien des manières, entretenait avec un officier de terre une galanterie presque publique. Cette malheureuse l'a ruiné ; Montalembert, avant de se marier, avait mieux de deux cent cinquante louis ; il paraît aujourd'hui qu'il doit environ neuf mille livres. Sa belle-mère, qui n'ignorait pas ce dérangement, bien loin d'y mettre ordre, lorsqu'ils sont venus rester avec elle, ne pouvant plus tenir maison, disait à Montalembert, lorsqu'il se plaignait : " Rendez-vous justice, Montalembert, vous n'êtes plus jeune, vous n'êtes pas de figure à captiver une jeune personne."

Voilà la consolation qu'il recevait de cette femme d'esprit qui l'a laissé abandonné à lui-même pendant trois jours sans parler à personne de son absence. Lorsqu'ils l'ont cru perdu, ils ont envoyé M. Trion savoir s'il ne serait point à l'habitation de M. Raymond. Trion ne l'ayant pas trouvé, le dit à M. La Pilète qui fut le dire au gouverneur. Tout le monde est indigné de la conduite de cette maison ; il y a de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de ces femmes-là. Il était si fort amoureux de cette femme, tout infidèle qu'elle lui était, qu'il n'a jamais eu la force de s'en séparer. S'il m'avait cru, il ne serait point péri ; je fis tout ce que je pus pour le détourner

de ce mariage ; il n'écouta que sa passion et les beaux discours de sa belle-mère." (1)

La famille du chevalier de Montalembert était originaire de Guyenne. Son nom patronymique était Trion ; le nom de Montalembert lui était venu par alliance.

Le " Courrier de Saint-Hyacinthe ". (III, XII, 375.)—Le *Courrier de Saint-Hyacinthe* fut fondé par un français du nom de P.-J. Guité en 1853. En 1860, lors de la visite du prince de Galles à Saint-Hyacinthe, un des écrivains du jour ayant fait sur son compte des remarques désagréables et on pourrait même dire déplacées, les hommes politiques crurent devoir faire une assemblée publique pour désavouer ces remarques et regretter l'incident. Cette conduite déplut au propriétaire qui songea à vendre son établissement.

Louis Delorme en prit la propriété qu'il garda jusqu'en mars 1861.

A cette date, M. Delorme vendit le *Courrier de Saint-Hyacinthe* à Moïse Demers qui prêtait son nom à une compagnie formée de quelques citoyens de Saint-Hyacinthe. C'est alors que Camille Lussier vint de Montréal à Saint-Hyacinthe pour prendre la direction du journal qu'il garda pendant un grand nombre d'années.

Le 6 décembre 1862, Isidore Lussier, Camille Lussier et Norbert Lussier, trois frères, s'en déclaraient les propriétaires-éditeurs, avec Honoré Mercier comme rédacteur.

Le 29 avril 1864, Norbert Lussier laissait ses frères Isidore et Camille seuls propriétaires avec encore Honoré Mercier comme rédacteur.

Le 12 septembre 1865, Camille Lussier se déclarait

(1) Du Bocq de Beaumont, *Les derniers jours de l'Acadie*, p. 214.

seul propriétaire du *Courrier de Saint-Hyacinthe* avec L.-G. Gladu comme rédacteur.

Le 21 mai 1866, Camille Lussier se déclarait encore seul propriétaire, et la rédaction se faisait par un comité de collaboration, dont M. Paul de Cazes était le secrétaire. M. de Cazes, qui était le beau-frère de feu l'hon. M. Mercier, est aujourd'hui le secrétaire du département de l'instruction publique.

Le 28 septembre 1866, Camille Lussier déclarait que le comité de collaboration n'existait plus et le 3 février 1871 il était de plus déclaré que le *Courrier* serait publié à deux éditions, une trois fois la semaine et l'autre une fois.

Le 31 mai 1875, Camille Lussier déclarait qu'il avait cessé d'être le propriétaire imprimeur et éditeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, et le 1er juin de la même année M. P. Boucher de LaBruère, Louis Tellier et Samuel Adam s'en déclaraient les propriétaires. Deux de ces messieurs vivent encore ; M. Adam est mort shérif de Saint-Hyacinthe il y a quelques années.

Le 2 février 1876, une compagnie se formait sous le nom de " La Compagnie d'imprimerie de Saint Hyacinthe " et obtenait des lettres patentes le 21 septembre avec P. E. Roy, de Saint-Pie, Rémi Raymond, Boucher de LaBruère, Camille Lussier, L. S. Adam, Louis Tellier et Hubert Lippé comme directeurs.

Le 16 novembre 1877, la Compagnie ayant fait faillite, l'établissement du *Courrier de Saint-Hyacinthe* fut vendu et acheté par M. Boucher de LaBruère.

Le 19 avril 1895, Louis Lussier, Louis-Aimé Gendron et Montarville de LaBruère se déclarent propriétaires et éditeurs du *Courrier* pour chacun un tiers.

Le 21 février 1901, M. Montarville de LaBruère se déclare seul propriétaire-éditeur.

Le *Courrier de Saint-Hyacinthe* est aujourd'hui publié par M. J. de L. Taché. J. R.

QUESTIONS

990—Dit le *Journal des Jésuites*, à la date de août 1656 :

“ Par ces nouvelles ayant appris les nouvelles de la mort de M. de Montmagny le Conseiller, frère de M. le gouverneur, on dit une grande messe de requiem le lendemain.”

Pouvez-vous me donner des renseignements sur la carrière de ce M. de Montmagny ? XXX

991—On désigne souvent l'université de Lennoxville sous le nom de *Bishop University*. Pour quelle raison ? Un Bishop quelconque a-t-il été mêlé à la fondation de cette université ? SHERB.

992—Je lis dans *Autrefois et aujourd'hui*, au sujet de M. Chs de Lanaudière : “ En 1770, il accompagna, à Londres, Carleton qui s'y rendait pour obtenir certaines réformes. On le nomma surintendant des eaux et forêts : il allait être créé baronnet, mais un titre plus noble, celui de catholique l'en empêcha ” Depuis quand les catholiques peuvent-ils accepter le titre de baronnet ? ANGL.

993—Lord Metcalfe, gouverneur-général du Canada, a-t-il laissé des descendants ? Où est-il mort ? F. B.

994—A-t-on pu identifier l'hermite qui, dans les dernières années de la domination française, se retira dans l'île Saint-Barnabé, près de Rimouski, et y mourut ? RIO.

VOL. 10

FÉVRIER 1904

No 2

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de février : Pierre-Paul Osunkhirhine (Masta), L'abbé J.-A. Maurault ; Protonotaires du district de Beauce, P. G. R. ; Le duc de Richmond ; Particularités de la maladie et de la mort du duc de Richmond, par un officier de son état-major ; Le greffe de Jean Cusson, F.-L. Desaulniers ; Autrefois et aujourd'hui ; L'hon. Jean-Roch Rolland ; Le père Jogues et les Hollandais, N.-E. Dionne ; Questions, etc., etc.

Gravure : L'honorable Jean-Roch Rolland.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

Les abonnées des *Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1903 est maintenant dû.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Livre d'or du clergé canadien, par Horace Têtu—Québec—1903. Prix : \$0.15. S'adresser à l'auteur, à Québec.

La ligue de l'enseignement—Histoire d'une conspiration maçonnique à Montréal, par Henri Bernard—S'adresser à l'auteur, Notre-Dame des Neiges-Ouest, P. Q.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

FÉVRIER 1904

No 2

PIERRE-PAUL OSUNKHIRHINE (1)
(MASTA)

Avant 1830, un jeune Abénakis de Saint-François-du-Lac, du nom de Pierre-Paul Osunkhirhine, (2) si connu depuis sous le nom de Masta, alla passer quelques années aux Etats-Unis. Il y entra dans une école protestante, et embrassa bientôt les erreurs du protestantisme. Vers 1830, il revint dans son village, avec le titre de ministre de l'Evangile, et commença à répandre parmi ses frères les erreurs dont il était imbu.

Les Sauvages repoussèrent d'abord avec horreur ces prédications. Car les Abénakis avaient toujours eu le protestantisme en horreur. C'est surtout leur attachement à leur foi qui les éloignait des Anglais et les liait fortement aux Français. Ils n'ont jamais consenti à se séparer de ceux qui leur avaient enseigné à prier.

Mais la curiosité, ordinairement si grande chez les Sauvages, entraîna quelques-uns. C'était chose si nouvelle pour eux d'entendre parler, en leur langue, sur

(1) VII, III, 786.

(2) Celui qui marche trop en avant. Cette expression " Osunkhirhine " s'emploie le plus ordinairement pour désigner un oiseau qui se sépare d'une bande et vole plus rapidement que les autres.

du 21 mai 1834. Les chefs représentaient au gouverneur que leur instituteur causait des troubles et des difficultés dans leur village, qu'il n'avait pas les qualifications requises pour tenir une école, et qu'en conséquence, ils demandaient un autre instituteur.

La réponse à cette requête se fit longtemps attendre. Masta, croyant que le gouvernement approuvait sa conduite, n'en devint que plus audacieux et plus insolent. Il s'introduisait dans les conseils, et insultait publiquement les chefs et le missionnaire. A l'autonne, M. Pierre Béland, qui venait de succéder à M. Aubry, fit de nouvelles représentations contre l'insolent instituteur. Enfin, après sept mois d'attente, les Sauvages virent arriver chez eux, à la fin de décembre, M. James Hughes, surintendant du département indien. Cet officier était chargé de faire une enquête sur la conduite de Masta.

Cette enquête eut lieu le 29 décembre, en présence de tous les Sauvages. Les plaintes portées contre l'instituteur furent maintenues et prouvées. Alors, M. Hughes le réprimanda fortement, et le déclara publiquement indigne de tenir une école.

Masta fut comme foudroyé par ce coup inattendu. Cependant, il ne se découragea pas. Il alla aux Etats-Unis, où il s'adressa aux membres d'une société biblique, leur représentant qu'il avait une forte congrégation en Canada, et qu'il y était persécuté par les catholiques, qui s'efforçaient de lui enlever tous moyens de subsistance. Ces protestants lui accordèrent quelque secours, et l'encouragèrent fortement à persévérer dans son entreprise de perversion.

Masta revint plein de courage, et continua à faire l'école chez les Abénakis. Les Sauvages en furent étonnés et leur étonnement redoubla lorsqu'ils le virent recevoir comme instituteur, en 1835, l'allocation du

gouvernement. Le missionnaire reclama contre cette injustice, et fit connaître au gouvernement que les Sauvages en étaient très mécontents. A la suite de cette seconde plainte, Masta fut enfin destitué, et un nommé McDonald fut choisi pour le remplacer.

Furieux de cette destitution, l'apostat ouvrit une autre école dans le village, disant qu'il n'avait pas besoin de l'allocation du gouvernement, parcequ'il recevrait des secours des protestants des États-Unis. Dès lors, il annonça aux Sauvages qu'il allait bâtir, dans leur village, une chapelle protestante, avec l'aide d'une riche société des États-Unis.

Cette nouvelle fut un nouveau sujet de querelles parmi les Sauvages. Alors, le missionnaire et les chefs adressèrent une requête au gouverneur Gosford, en date du 19 décembre 1835, demandant du secours pour s'opposer à l'exécution du projet de Masta. Voici ce que les Sauvages exposaient au gouverneur :

“ Que par acte de concession, en date du 13 août 1700, passé devant Mtre Adhémar et son confrère, notaire, dame Marguerite Hertel, veuve Jean Crevier, concéda et accorda à la nation abénakise une demi-lieue de terre de front, laquelle est plus amplement désignée dans le dit acte, dont vos suppliants soumettent une copie à Votre Excellence.

“ Qu'une des clauses du dit acte est conçue dans les termes suivants : “ Pour en jouir (de la dite demi-lieue) par les dits Sauvages pendant tout le temps que la mission que les Pères Jésuites y vont établir pour les dits Sauvages y subsistera, et la dite mission cessante, la dite demi-lieue présentement concédée, en l'état que les terres seront alors, retournera à la dite dame Crevier ès dit nom et au dit sieur son fils ou à leurs héritiers ou ayant cause.”

“ Que le nommé Pierre-Paul Osunkhirhine, connu

sous le nom de Masta, sauvage abénakis du village de Saint-François, qui professe une croyance religieuse étrangère à celle des autres Sauvages du village, voudrait faire ériger une chapelle pour les personnes de sa croyance, sur la dite demi-lieue de terre. Mais vos suppliants prient qu'il leur soit permis d'exposer très-humblement que si cet individu réussissait à faire ériger la chapelle en question, malgré l'opposition des chefs de la nation, la mission, telle qu'établie en conformité à l'acte précité, cesserait d'exister, et la dite demi-lieue de terre accordée, comme vos suppliants ont l'honneur de l'exposer, ainsi que d'autres terres qui ont été accordées aux dits sauvages Abéna'is, retourneraient aux seigneurs de Saint-François, représentant la dite dame Hertel, veuve Jean Crevier.

“ C'est pourquoi, vos suppliants prient qu'il plaise à Votre Excellence de défendre les droits de la dite nation abénakise contre toute innovation que voudrait faire le dit Pierre-Paul Osunkhirhine, alias Masta, dans la mission du village de Saint-François, de vouloir bien donner à la dite nation un avocat ou procureur, afin de lui fournir les moyens de conserver la propriété des dites terres qu'elle se trouverait exposée à perdre, d'après les conditions mentionnées et portées dans ses titres de propriété, et autoriser le dit procureur à faire tout ce que le cas exige pour la conservation des droits de la dite nation.”

Quelques mois après la réception de cette requête le gouverneur défendit à Masta de bâtir sa chapelle, et lui enjoignit de ne pas troubler la paix dans le village. Masta ne fit aucun cas de ces ordres, et poussa l'insolence jusqu'à dire qu'il ne craignait pas le gouverneur, et que les ministres protestants sauraient bien l'arrêter.

Il persévéra donc dans son projet de construction.

Vers 1833, il s'adressa aux membres d'une société biblique aux Etats-Unis, pour obtenir des secours pour cette fin. Ces protestants lui répondirent qu'avant de lui accorder ces secours, ils désiraient connaître le nombre de ses coréligionnaires à Saint-François. Cette demande l'embarrassa un peu, car il n'y avait alors qu'une dizaine de Sauvages qui avaient embrassé ses erreurs. Cependant, il trouva bien vite le moyen de sortir de cet embarras.

Le seigneur Würtele, de Saint-David, menaçait alors les Sauvages de leur enlever une partie de leur seigneurie. Masta fit mine de défendre les droits des derniers. Un jour, il se présenta à eux avec une requête, adressée au gouvernement, qui demandait protection contre les prétentions du seigneur Würtele. Il leur en fit la lecture, et demanda leurs signatures. Pendant que les Sauvages se préparaient à signer cette requête, il lui substitua adroitement un autre papier qu'il fit signer. Ce dernier papier était une requête, adressée aux membres de la société biblique que nous venons de mentionner, demandant un missionnaire protestant pour les Abénakis. Il obtint, par cette ruse, la signature d'une quarantaine de Sauvages, qui furent considérés comme ses coréligionnaires. On lui accorda alors ce qu'il avait demandé, et de plus, une allocation annuelle comme missionnaire chez les Abénakis.

En 1837, il commença à préparer les matériaux pour la construction de sa chapelle. Alors, Louis Gill, agent des Sauvages, renouvela le 17 mai, la requête des chefs auprès du gouverneur Gosford. Un procureur fut nommé aux Trois-Rivières pour s'occuper de cette affaire. Une action fut intentée contre Masta. Mais tout fut sans résultat satisfaisant. La chapelle

protestante fut construite, malgré l'opposition constante des Sauvages.

En 1840, Mgr Signay nous envoyait dans cette mission, pour étudier la langue abénakise, et, en 1847, il nous plaçait résidant au milieu des Sauvages. C'est de cette époque que l'apostat a commencé à perdre son influence auprès des Abénakis (1)

L'ABBÉ J.-A. MAURALT (2)

PROTONOTAIRES DU DISTRICT DE
BEAUCE

Zéphirin Vézina	6 mars 1858
Zéphirin Vézina } Auguste Chassé }	16 mars 1892
Zéphirin Vézina } Louis-Germain-Alfred Legendre }	24 août 1899
Zéphirin Vézina } Louis-Ulric Talbot }	26 janvier 1901
Louis-Ulric Talbot } Charles-Ernest Vézina }	11 février 1902

P. G. R.

(1) Le petit nombre (40 environ) de ceux qu'il était parvenu à pervertir s'étant divisé en deux camps, il perdit tout contrôle sur eux. Bientôt l'un des partis rejeta l'anglicanisme qu'il lui avait fait embrasser pour se faire admettre dans la secte des *Adventists*. C'est alors (1856) que Masta dit adieu pour toujours aux rives du Saint-François. Il alla en Haut-Canada, où il se livra à la prédication, puis passa aux États-Unis et vint mourir à Port-Huron, dans l'état du Michigan, vers 1866.—P. A. WARVANULET

(2) *Histoire des Abénakis*, p. 617.

LE DUC DE RICHMOND

Charles Lennox, quatrième duc de Richmond, était fils de lord George Lennox, second frère de Charles Lennox, troisième duc de Richmond, et de Louisa Kerr, fille du marquis de Lothian.

Il naquit en 1764. Après avoir fini ses études, il entra au service, dans lequel, par l'influence de son oncle, alors maître-général de l'artillerie, il parvint bientôt au grade de capitaine d'une compagnie dans le régiment des Coldstream Guards qui était commandé par le duc d'York. Par cette promotion il acquit le rang de lieutenant-colonel dans l'armée. En 1795, il fut promu à celui de colonel, et passa ensuite par les grades intermédiaires, jusqu'à ce qu'en 1814 il parvint à celui de général en pied. En 1803, il fut nommé au commandement du 35^e régiment d'infanterie. Il n'eut jamais d'occasion de montrer ses talents militaires ayant toujours été employé dans la vie civile.

Lorsqu'il était dans les Coldstream Guards, il s'éleva entre lui et le duc d'York une dispute dans laquelle ce dernier lui reprocha d'avoir laissé dire en sa présence des paroles qu'aucun gentilhomme n'aurait souffert. Le colonel Lennox pria le duc d'York de lui dire quelles étaient ces paroles ; mais c'était à la parade, le duc lui ordonna d'aller à son poste. La parade finie, il fit venir le colonel Lennox, et lui dit qu'il ne chercherait pas à se prévaloir de sa qualité de prince ni d'officier commandant, mais qu'il était prêt à lui donner la satisfaction d'un gentilhomme. Le colonel Lennox le somma donc de contredire le rapport qui avait été fait ; mais, le duc refusant de le faire, il lui demanda un rendez-vous, qui eut lieu le 25 mai sur la commune de Wimbledon. Lord Rawdon, plus tard

marquis d'Hastings, était le second du duc d'York, et lord Winchelsea était celui du colonel Lennox. Le colonel tira, mais il ne fit que raser les cheveux du duc ; ce dernier ne voulut point tirer. Il régnait alors beaucoup d'animosité, et un M. Swift, avocat irlandais, publia une brochure dans laquelle il attaquait la réputation du colonel Lennox ; celui-ci demanda satisfaction à M. Swift, et il s'ensuivit une rencontre qui eut lieu près d'Uxbridge. Lennox tira le premier par convention et il blessa son adversaire.

Lorsque son père, lord George Lennox, se fut retiré du parlement, il fut élu député de Sussex à la Chambre des Communes. Il soutint toujours Pitt et son parti.

A la mort de son père, il devint héritier présomptif de son oncle, le troisième duc de Richmond.

En 1793, il épousait Charlotte Gordon, fille du duc de Gordon, et il en eut une nombreuse famille.

A la mort de son oncle, il succéda au duché et à un revenu clair et net de 18000 louis par an. On peut dire qu'il succéda à trois titres : duc de Richmond en Angleterre, de Lennox en Ecosse, et d'Aubigny en France.

Pour récompenser son attachement au ministère de Pitt, il fut nommé en 1808, vice-roi d'Irlande, poste qu'il occupa près de six ans. Ses talents sociables le firent beaucoup aimer de la noblesse et du peuple d'Irlande.

Il dépensa tellement qu'à l'expiration de sa vice-royauté, par des motifs de prudence, il dût se retirer à Bruxelles et y vivre économiquement.

En 1818, il fut tiré de sa retraite pour prendre le gouvernement général des colonies anglaises de l'Amérique du Nord. On lui permit d'amener avec lui comme lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, son gendre, sir Peregrine Maitland.

PARTICULARITES DE LA MALADIE ET DE LA
MORT DU DUC DE RICHMOND, PAR UN
OFFICIER DE SON ETAT-MAJOR (1)

Le duc, le colonel Cockburn, et moi-même, nous laissâmes Kingston le 20 au matin, et voyageant tantôt en voiture, tantôt à cheval, et les trois ou quatre derniers milles à pied, nous arrivâmes à neuf heures du soir à Stone Mills, à trente mille de Kingston. Nous dinâmes à une ferme sur la route, et y demeurâmes plusieurs heures. Le duc ne parut pas fatigué ; il se mit au lit en très bonne santé à ce qu'il paraissait. Le lendemain matin nous nous remîmes en chemin pour Perth. Sa Grâce fit les six premiers milles en calèche et les vingt-deux milles qui restaient à cheval. Le temps étant extrêmement chaud, nous fûmes tous un peu fatigués ; mais le duc ne le fut pas plus que le colonel Cockburn et moi ; il fit un bon diner, fuma un cigare, et se mit au lit à son heure accoutumée. Le matin suivant le duc parut s'être entièrement rétabli de la fatigue de la veille ; il parcourut une partie des établissements pendant trois ou quatre heures. En revenant à la maison, un violent orage nous mouilla entièrement. Le duc refusa un parapluie et se réjouit plutôt de cet accident. Il changea d'habits aussitôt qu'il fut arrivé à l'hôtellerie, et parut être en parfaite santé. Nous dinâmes avec un parti considérable. Sa Grâce se retira vers onze heures, et se coucha bientôt après. Le jour suivant, étant déterminés à rester à Perth, en conséquence de la pluie du 22, nous marchâmes quelques milles pour voir les établissements ; nous dinâmes à l'heure accoutumée, et le duc se retira

(1) Voyez *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. V, p. 112.

en bonne santé pour prendre du repos, ayant arrêté qu'on partirait de bonne heure le lendemain matin pour Richmond. Le 24, le duc se plaignit à son serviteur qu'il se sentait indisposé, et qu'une douleur qu'il avait à l'épaule et à la gorge, l'avait empêché de dormir. Nous observâmes qu'il ne mangea pas son déjeuner comme à l'ordinaire : et sur ce que je lui fis quelque remarque à ce sujet, il me dit qu'il n'avait pas bien dormi, me faisant observer que c'était une chose bien neuve pour lui : ce qu'il dit d'un air enjoué. Il me dit après qu'il ressentait une douleur à l'épaule droite, et je lui conseillai de se la frotter d'esprit de térébentine ; à quoi il consentit. Nous lui proposâmes de rester encore un jour à Perth, mais il ne voulut pas, et nous partîmes vers huit heures pour nous rendre à Beckwith, éloigné de 15 milles. Le duc voyagea à cheval excepté dans quelques endroits par-ci par-là où le chemin était mauvais. Je remarquai cependant qu'il n'était pas bien et lui proposai d'arrêter à quelque endroit pour laisser passer la chaleur du jour : il y consentit, et nous nous reposâmes trois heures dans une maison qui se trouvait à peu-près à moitié chemin. Le duc se coucha et dormit d'un bon sommeil pendant une heure et demie, prit un bouillon de poulet avant de partir, et parut mieux. Il parut très-altéré et but à plusieurs reprises de l'eau de vie coupée et de l'eau dans le cours de la journée. En arrivant à Beckwith, sa lassitude était visible quoiqu'il eût fait presque tout le chemin à cheval, et il se mit au lit et y resta jusqu'à l'heure du dîner : il se plaignit de son mal d'épaule ; mais il ne me dit point qu'il eût mal ailleurs que là. Je crus que ce pouvait être une légère attaque de rhumatisme, et qu'il avait pris froid : il me dit que c'était là ce qu'il croyait le plus probable : il fit un diner très léger et s'alla cou-

•

•

cher de très bonne heure. Le lendemain matin, étant évident que le duc ne se portait pas encore bien, il fut arrêté que l'on partagerait en deux le chemin de là à Richmond au lieu de le faire en un seul jour, et que Sa Grâce passerait la nuit dans une maison à une distance de onze à douze milles, et qu'elle ferait les trois ou quatre milles restants le lendemain. Ce même matin le duc dit à son serviteur qu'il avait éprouvé une espèce de spasme en se lavant le visage ; il se plaignit encore à lui d'une douleur qu'il ressentait à la gorge ; mais il n'en parla point au colonel Cockburn ni à moi ; son mal d'épaule avait presque disparu. Nous arrivâmes au terme de notre voyage vers les cinq heures après-midi, après avoir laissé passer la chaleur du jour dans une petite chaumière. Je crus que le duc était mieux et je remarquai qu'il n'était pas aussi altéré que la veille. Il ne me fit pas entendre qu'il sentit aucune aversion pour l'eau ; mais il se plaignit un peu de sa gorge. Il ne mangea que très peu et se coucha de bonne heure. Le lendemain qui était le 26, il se leva le premier de tous, et dit qu'il avait bien dormi et qu'il désirait partir sans délai. J'observai qu'il ne s'était ni lavé ni rasé ; mais comme la maison n'était qu'une petite chaumière et que la distance pour arriver à Richmond n'était que de trois à quatre milles, je n'en fus point surpris, croyant qu'il voulait remettre à le faire jusqu'à notre arrivée. Je crois qu'il prit un peu de thé et qu'il goûta d'un œuf. Il marcha d'un bon pas et traversa à pied les savanes ; mais il me dit qu'il éprouvait une espèce de spasme lorsqu'il voyait quelqu'un sauter ou marcher dans un endroit où il y avait de l'eau, et qu'il n'en savait pas la raison. Je ne remarquai rien de particulier dans son air, quoiqu'il me parût n'être pas bien. En arrivant à Richmond, il me dit qu'il préférerait voir les magasins,

les villages, etc., avant de s'habiller. Ce qu'ayant fait, il revint à l'hôtellerie et entra dans sa chambre pour s'habiller, et moi j'entrai dans la mienne. Je n'avais pas fini tout-à-fait, qu'il vint me trouver et me demanda le nom du chirurgien, se plaignant de son mal de gorge. J'envoyai aussitôt chercher le seul qu'il y eût dans l'établissement, et en l'attendant nous déjeunâmes. Je crois que le duc prit un peu de thé. Sitôt que le chirurgien fut arrivé, il visita la gorge du duc et lui recommanda de faire usage d'un gargarisme de vin d'Oporto, de vinaigre et de sucre, et de prendre un peu de médecine. Il me dit, en s'en allant, qu'il croyait que le duc serait parfaitement bien le lendemain. Le duc fit usage du gargarisme ; mais je vis que ce fut avec peine, et qu'au moment où il prit la tasse dans ses mains, il se sentit agité d'un mouvement convulsif. Il était alors de bonne humeur, et il tourna la chose en badinage. Il sortit et se promena quelque temps ; mais trouvant qu'il faisait trop chaud, il s'en revint. De retour à l'hôtellerie, il me dit que c'était une bonne occasion pour écrire, et envoya quérir du papier. Je crus qu'il était bien, à l'exception de son mal de gorge. Après avoir écrit pendant presque une heure et demie, il se leva, traversa la chambre, et dit, autant que je puis m'en rappeler : " Maintenant, mon cher monsieur, ne me prenez pas pour un fou, mais je viens d'écrire une lettre qu'il faudra que vous remettiez à ma fille, s'il m'arrive quelque accident." Ce discours inattendu me surprit extrêmement, et j'essayai la raillerie pour le tirer de ce qui me parut être une attaque de nerfs. Il me parla encore de sa gorge et me dit qu'il croyait devoir se préparer, parce qu'il pourrait être étouffé par une convulsion subite. Puis il discourut pendant quelque temps sur des sujets qui paraissaient l'inquiéter fort, et me dit, qu'après s'être

préparé et avoir écrit, il se trouvait plus tranquille. Ne pouvant deviner la cause de son abattement, j'essayai encore de le badiner. Il prit la chose en bonne part ; mais sur ce que je lui dis qu'il remettrait lui-même sa lettre, il répondit d'un ton très sérieux : " Non, vous la remettrez." Il se plaignit encore de ce qu'il ne pouvait avaler aucun liquide qu'avec difficulté. Je crus m'apercevoir qu'une des glandes de sa gorge était un peu enflée ; je remarquai aussi qu'il essayait continuellement de boire de l'eau, et lui recommandai le gargarisme de préférence. Trois ou quatre officiers de l'établissement dînèrent avec nous ; il parut de bonne humeur, but du vin avec la plupart de ce que nous étions, et badina sur ses spasmes. Il parut être beaucoup mieux, et il fut arrêté que nous nous rendrions le lendemain aux bord de l'Ottawa, comme il désirait de se trouver à Montréal au jour fixe. Le lendemain, à la pointe du jour, il m'envoya quérir. Je le trouvai au lit ; il me dit qu'il avait passé une nuit bien agitée, et qu'il s'était réveillé plusieurs fois sous une oppression semblable au cauchemar, et qu'on lui donnerait le monde entier qu'il ne voudrait pas se recoucher dans le même lit ; qu'il voyait bien que c'était une chose absurde, mais qu'il ne pouvait. Je fus très alarmé, quoiqu'il fut parfaitement à lui, et qu'il me témoignât même plus de bonté et d'affabilité qu'à l'ordinaire. Il parla encore de sa lettre, et me dit que j'aurais à la remettre à lady Mary à Montréal. Quelques moments après, je sortis pour qu'il s'habillât, et j'allai faire les préparatifs pour notre départ. De retour à l'hôtellerie, je le trouvai qui se promenait d'un côté à l'autre de la chambre, dans un état très agité, avec le colonel Cockburn. Ses regards et ses manières n'étaient plus les mêmes. Il nous pria d'aller déjeuner, et il me dit à l'oreille de ne

point faire attention à lui quand il entrerait, parce que ça augmenterait les spasmes qu'il savait qui lui seraient occasionnés par la vue du thé. Nous le quittâmes alors et allâmes déjeuner : il nous suivit bientôt, et voulut prendre du thé, mais n'en put avaler que très peu. Nous tâchâmes de l'engager à rester à Richmond ; mais il était déterminé à partir. Il fut alors décidé que le duc et moi nous ferions une partie du chemin en canot, et nous fîmes environ un mille à pied pour nous rendre au lieu d'embarquement. Pendant cette marche, il fut tout-à-fait tranquille, et parla sur différents sujets sans dire un mot de sa maladie ou de sa gorge.

Nous arrivâmes au bord de l'eau vers huit heures, et il témoigna désirer que quelqu'un entrât avant lui dans le canot pour le tenir, parce qu'il craignait que la vue de l'eau ne le fit tomber. Je vis qu'il était violemment agité en entrant dans le canot. Il y avait quelque chose de frappant dans la manière dont il prit son petit chien, Blucher, entre ses bras et le baisa ; les spasmes qu'il ressentait à la gorge devinrent alarmants ; mais il faisait des efforts pour ne le pas laisser paraître, et il se peignait un sourire forcé sur son visage toutes les fois que je le regardais. Après quelques moments d'efforts, voyant qu'il était impossible d'y tenir plus longtemps, et ses convulsions augmentant de plus en plus, il fallut débarquer. Sitôt qu'il fut à terre, son aversion pour l'eau s'augmenta au décuple, et il s'enfonça dans le bois aussi loin qu'il put. Ayant été rejoints par le colonel Cockburn, nous tâchâmes de l'engager à retourner à Richmond. Mais s'étant trouvé dans notre chemin un petit ruisseau qu'il ne put se forcer à passer, nous fûmes contraints d'avancer pour gagner une ferme éloignée de quelques milles, et ce fut avec la plus grande difficulté qu'avec

nos efforts réunis nous vinmes à bout de lui faire traverser quelques petits ruisseaux et rigoles qui coupaient le chemin. Sur tout autre sujet il raisonnait très bien, et même sur celui-ci il faisait les plus grands efforts pour se vaincre. Il allait de pire en pire, et il n'y avait plus à douter que sa maladie ne fût l'hydrophobie, lorsque nous arrivâmes enfin à la ferme. Le colonel Cockburn s'étant séparé de nous pour aller chercher du secours, le duc gagna en courant une grange ouverte, la préférant, disait-il, à la maison, parcequ'elle était plus éloignée de l'eau. Là il devint plus tranquille, quoiqu'il fût persuadé qu'il ne pouvait pas vivre ; ses paroxismes furent d'abord intermittents, et pendant dit minutes ou un quart d'heure, il se sentit soulagé. Ses pensées et sa sollicitude étaient pour sa famille et ses amis. Le chirurgien étant parti pour l'endroit où nous devions coucher cette nuit-là, il fut quelque temps avant qu'on eût pu le ramener.

Pendant ce temps, il demanda au ciel avec instance la force de soutenir avec patience et résignation tout ce qu'il ordonnerait pour son bien : témoignant en même temps qu'il était prêt à sortir de ce monde, et qu'il était dans une parfaite assurance d'être absout d'avoir jamais fait tort à aucun être humain. Il pardonna à tous ses ennemis du fond de son cœur. Son langage et sa conduite en cette occasion prouvèrent la piété, la force, et la pureté de son âme. Pendant les angoisses les plus violentes, pas un murmure ne lui échappa ; il ne perdit pas un seul instant la douceur de son caractère. Dans les courts intervalles où il fut un peu soulagé de ses douleurs, il écrivit à plusieurs personnes de sa famille et de ses amis, des messages qu'il me pria très instamment de leur faire tenir. A l'arrivée du colonel Cockburn et du chirurgien, il consentit à être saigné, et il fut tiré de son bras environ

une pinte de sang ; ce qui parut le soulager pour un moment. Vers le soir il fut en état de prendre environ 20 gouttes de laudanum dans de l'eau de *peppermint*, et ensuite un grain d'opium dans du bouillon de poulet, dont il prit quelques cuillerées trois ou quatre fois. Au soleil couché nous le transportâmes à la maison, que l'on avait préparée pour le recevoir. Sa convulsion s'affaiblit, et il n'était que trop évident qu'il s'affaiblissait aussi lui-même. Sa mémoire commença à s'égarer, et vers minuit il tomba dans une espèce de stupeur. Un exprès fut dépêché vers quatre heures pour disposer, en quelque sorte, sa famille au fatal événement. Vers le matin du 28, la quantité de salive qui s'était amassée dans sa gorge et sa bouche, produisit une espèce d'écume ; et quelques minutes après huit heures, il expira tranquillement.

Son serviteur, interrogé depuis ce triste événement, a dit que dès le soir du 23 le duc avait éprouvé quelque difficulté à avaler, et que, le 24 au matin, il avait senti une sorte de répugnance à se mouiller le visage ; mais il n'en parla point au colonel Cockburn ni à moi. Il ne fit jamais connaître quelle était sa maladie, si non qu'une fois, le 26, à table, il dit en badinant, que c'était heureux pour lui qu'il ne fût pas chien ; parce qu'il ne manquerait certainement pas d'être passé par les armes comme chien enragé. Il ne perdit son attachement pour son épagneul favori qu'en perdant sa connaissance ; au milieu de ses angoisses, il l'appelait de temps en temps de son ton de voix naturel. Le laudanum ne lui causa point de sommeil. Depuis une heure, le 27, jusqu'à sa mort, il eût une sueur abondante, mais ne parut pas avoir beaucoup de fièvre.

LE GREFFE DE JEAN CUSSON

Monsieur J.-B.-Meilleur-Barthe, conservateur des archives de la Cour Supérieure, au greffe de Trois-Rivières, vient de rendre un fort important service aux amateurs d'études généalogiques, en retrouvant les actes du fameux notaire Jean Cusson, du Cap-de-la-Madeleine. Bien qu'il fut connu que ces actes avaient bel et bien été jadis déposés au greffe de Trois-Rivières, ils étaient devenus introuvables, depuis un grand nombre d'années. Ces actes, surtout ceux des années 1660 à 1680, étaient particulièrement précieux en ce qu'ils donnaient la date de plusieurs mariages contractés par les plus anciens colons français, dans la région trifluvienne. Ni Mgr Tanguay, ni M. Benjamin Sulte, malgré d'actives recherches, ne purent les consulter. Qu'étaient-ils donc devenus ? Personne n'a pu le savoir jusqu'à ces jours derniers, alors que les journaux annoncèrent la précieuse découverte de M. Meilleur Barthe.

Il est bien malheureux que M. Tanguay, en travaillant à son fameux *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, n'ait pu consulter ces vieux documents. Grand nombre des plus anciennes familles du district de Trois-Rivières n'ont pu connaître ainsi l'endroit, de France, d'où venaient leurs ancêtres. De 1651 à 1672, les registres du Cap-de-la-Madeleine ont été perdus, de sorte qu'il ne restait plus que le greffe de Jean Cusson pour obtenir des renseignements. Cette dernière ressource, à son tour faisant défaut, il devenait impossible de connaître les origines d'un grand nombre de familles, même de familles marquantes. Pour ne citer qu'un exemple ou deux, l'origine des familles Rivard-Loranger, Gélinas-Bellemare, Lesieur-Desaul-

niers n'avait pu être éclaircie. De quel endroit de France, pour venir au Canada, étaient partis Nicolas Rivard, Étienne Gélinas et Charles Lesieur ? Impossible de le savoir. Et, cependant ces trois colons français sont la tige de familles très honorables, très nombreuses également, dont les puissants rameaux se sont répandus un peu partout dans la province de Québec, surtout dans la région de Trois-Rivières.

Mais, trêve aux réflexions. Le fameux greffe est retrouvé et j'ai pu, parmi une liasse d'actes, lire tout au long, le contrat de mariage de mon ancêtre, Charles Lesieur, sieur de la Pierre, avec Françoise de Lafond, acte passé devant maître Cusson, le onze octobre mil-six-cent-soixante-et-onze, au Cap-de-la-Madeleine. Depuis au-delà de vingt ans, j'ai fait des recherches aux archives de Montréal, de Québec, d'Ottawa pour retrouver ce contrat de mariage, et cela toujours inutilement. En 1899, lors de la publication des généalogies des familles Gélinas-Bellemare, Lesieur-Desaulniers, il m'a été particulièrement pénible de ne pas avoir de renseignements précis à ce sujet. Quelle n'a donc pas été ma joie de recevoir, de M. Barthe lui-même, la bonne nouvelle que le document tant cherché figurait parmi les actes du notaire Cusson et qu'il était à ma disposition ! J'ai pris une copie fidèle du document, que les bienveillants lecteurs des *Recherches Historiques* pourront lire et consulter au besoin. Sa lecture ne manquera pas de causer une grande joie à tous les Lesieur, les Lapierre, Duchêne, Desaulniers, Coulomb, tous descendants directs de Charles Lesieur, sieur de la Pierre.

Voici l'acte en question :

“ Pardevant Jean Cusson, notaire royal en la juridiction du Cap-de-la-Madeleine, et témoins soussignés au traité et accord de mariage qui s'en suit, furent

présents en leur personne : Charles Lesieur, sr de la Pierre, habitant de ce lieu, fils de Julien Lesieur et de Catherine LeSachée, natif de la paroisse d'Osville, (1) en Basse Normandie, évêché de Coutances, d'une part : et Dame Marie Boucher, veuve de feu Etienne de Lafond, vivant habitant du dit Cap, d'autre part. Entre lesquelles parties a été fait le traité et accord, promesses de mariage, en la forme et manière qui s'en suit, c'est à savoir, que la dite Dame Boucher avait et a promis bailler à mariage Françoise Lafond, sa fille aux présentes au dit Charles Lesieur, sr de la Pierre, lequel a promis et par ces présentes promet de prendre pour sa femme et légitime épouse la dite Françoise Lafond, comme aussi la dite Françoise Lafond a promis et par ces présentes, promet prendre pour son mari et légitime époux le dit sieur, lequel dit mariage sera ci-après solennisé en face de notre mère sainte Eglise catholique, apostolique et romaine et en contemplation et faveur duquel futur mariage les futurs conjoints ont consenti et sont demeurés d'accord qu'ils seront unis et communs en biens, sitôt après le dit mariage consommé, lequel sera ci-après accompli plus tôt que bonnement faire se pourra, si Dieu et notre mère Sainte Eglise consent et accorde. A le dit futur époux, douaire et doué la dite Lafond, sa future épouse, du douaire coutumier, alors la coutume de la ville et vi-comté et prévôté de Paris, suivie en ce pays. A consenti le dit sieur futur époux prendre la dite Lafond, future épouse, avec tous les droits et succession qu'il lui pourront échoir, dont il s'en est contenté et est demeuré d'accord le dit sieur Sr de la Pierre, futur époux, qu'au cas qu'il vint à décéder sans en-

(1) La paroisse d'Osville, en 1885, s'appelle Douville, comme on le voit par l'*Année Ecclésiastique*, de cette année là.

fants d'eux, que la dite Lafond, future épouse, sera en possession et lui fait don irrévocable de tous les biens de la dite communauté situés en ce pays, sans qu'elle en puisse être inquiété par aucun des héritiers du dit futur époux en façon quelconque, et si la dite Lafond, future épouse, vient à décéder sans enfants d'eux, le ressort de ses biens, retournera à ses trois héritiers, le tout a ainsi été accordé entre les dites parties.

Et fait et passé en la maison de Dame Boucher, après midi, ce jourd'hui, le onzième octobre mil six cent septante et un sous le seing du sieur futur époux, la dite Lafond a déclaré ne savoir écrire ni signer, de ce enquis suivant l'ordonnance, a fait sa marque, puis tous les parents et bons amis des dits futurs conjoints ci-après dénommés ; savoir, du côté du dit Lesieur : Louis Beausoleil, sieur de la Plante, et Angille Couturier, sieur de la Censé ; et du côté de la dite Lafond, future épouse : Pierre Boucher, sieur de Gros-Bois (1) et Demoiselle Jeanne Crevier, sa femme, Monsieur de Varennes (2) gouverneur des Trois-Rivières et Demoiselle Marie Boucher, sa femme, le sieur Jean de Lafond (3) et Marie Sénécal sa femme, maître Jean Trottier et Geneviève Lafond sa femme, Pierre Lafond, tous parents de la dite Lafond, future épouse ; Urbain Beaudry, sieur de LaMarche, et Dame

(1) Pierre Boucher, le fameux gouverneur de Trois-Rivières, oncle de Marie Boucher, épouse de Charles Lesieur, sieur de la Pierre.

(2) René Gauthier, chevalier, seigneur de Varennes, époux de Marie Boucher, fille de Pierre Boucher.

(3) Jean de Lafond, frère de Françoise, épouse de Charles Lesieur, de Geneviève, épouse de Jean Trottier, et de Pierre Lafond.

Madeline Boucher (1) sa femme, le sieur Jacques Lefebvre et Dame Marie Beaudry sa femme, Guillaume Beaudry, Beaudry, le sieur Antoine Boulanger et Dame Jeanne Dodier (2) sa femme, maître Pierre Béchard, Dame Jeanne Héroux, veuve de feu Pierre Lefebvre, et Michel Lefebvre, Jeanne Beaudry, tous parents et amis des dits futurs conjoints (*suivent les signatures*) Signé : Cusson, notaire

En même temps que cet acte j'ai pu aussi lire celui du contrat de mariage de François Vanasse, fils de Paul et de Barbe Mousel, de la paroisse de Saint-Maclou, ville de Rouen, province de Normandie, avec Jeanne Fournier, fille de Pierre et de Jeanne Cusson, demeurant au Cap. Jeanne Fournier est dite veuve de Jean Bailloux. (3) Ce contrat a été passé au Cap-de-la-Madeleine, en la maison de Duplaisy, "capitaine du cartier," le 2 août 1671. De François Vanasse et de Jeanne Fournier descendent tous les Vanasse, les Vertefeuille, Beauvais, Bastien, si nombreux dans le district de Trois-Rivières. M. Fabien Vanasse, ancien député d'Yamaska aux Communes d'Ottawa, descend de François Vanasse, en ligne directe

Ce que le lecteur lit aujourd'hui n'est qu'un épis extrait de la gerbe des précieux documents que renferme le greffe de Jean Cusson. Avant longtemps, je me propose de faire d'autres extraits qui ne manqueront pas de faire plaisir à plus d'un lecteur. Du Cap-de-la-Madelaine sont sortis grand nombre de familles remarquables et dont les membres, à diverses époques,

(1) Madeleine Boucher, sœur de Pierre Boucher.

(2) Jeanne Dodier avait épousé, en premières nocces, Adrien Joliet, frère du célèbre Louis Joliet.

(3) Le recensement de 1666 le nomme Jean Baillon, âgé de 20 ans.

ont joué un rôle honorable dans l'histoire de la colonie.

La paroisse du Cap a eu ses beaux jours, autrefois. En 1664, elle occupait la première place après Québec, Montréal et Trois-Rivières. La note suivante, extraite des registres du Conseil Supérieur, l'établit d'une manière concluante : " Le 26 mai 1664, arrivée du navire " Le Noir ", d'Hollande, commandé par le sieur Pierre Fillye, et de 300 hommes, envoyés par Sa Majesté. Il sont distribués par ordonnance du Conseil Supérieur, comme suit : 150 à Québec et les environs ; 75 aux Trois-Rivières ; 25 au Cap de la Madelaine, et 50 à Montréal.

Je suis convaincu que Nicolas Rivard, Etienne et Jean Gélinas, Charles Lesieur, etc., vinrent au Canada, sur ce bateau, puisque leurs noms figurent dans le recensement de 1666.

F.-L. DESAULNIERS

P. S.—M. Léandre Lamontagne, amateur de recherches généalogiques et qui demeure au numéro 324, rue Cadieux, à Montréal, me communique les précieux renseignements qui suivent sur l'ancienne paroisse d'Osville et celle de Montebourg. Ces données ont été extraites du *Dictionnaire Universel* de la France, ancienne et moderne, publié en 1726. Voici :

" OSVILLE, dans la Normandie, Diocèse de Coutances, parlement et Intendance de Roüen, Election de Coutances, a 519 habitants. Ce lieu borde la Forêt de Montbourg ; sa cure dépend de l'Abbaye de ce nom. Il y a un Château nommé de la Varangere. C'est un fort beau terroir.

MONTBOURG, Bourg, du Coutantin, dans la Normandie, Diocèse de Coutances, Parlement de Roüen, Intendance de Caën, Election de Valognes, a 1460 habitants. Il est situé sur une montagne d'où l'on

voit la mer qui n'en est qu'à une lieue. Il y a une belle Abbaye de Bénédictins fondée à la fin du XI^e siècle, en l'honneur de la St^e Vierge, par Richard & Landouin de Riviers, père et fils, qui furent Comtes de Devonshire et Seigneurs de l'Isle de With en Angleterre. Guillaume le Roux, St Henry VI, Ducs de Normandie, et Roi d'Angleterre en confirmèrent et augmentèrent les biens qu'ils laissèrent à la garde des mêmes Fondateurs, et entr'autres le Bourg, le Marché, les Foires et la haute Justice. L'Abbaye vaut vingt mille livres de rente et est taxée à six cens Florins d'or par l'annat. M. Carbon de Canisy, ancien Evêque de Limoges en est Abbé, et en cette qualité nommé à la cure."

La paroisse d'Osville ne figure plus sur la carte géographique actuelle de France. Elle a été enclavée dans Montebourg, arrondissement de Volognes, département de la Manche. S'il en existe encore, c'est là que doivent se trouver les descendants de Julien Lesieur, sieur de la Pierre et de Catherine Le Saché, père et mère de Charles Lesieur, souche de tous les Lesieur du Canada.—F.-L. D.

AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI

Les premiers steamers océaniques vinrent à Montréal en 1853. Cette année-là, les steamers *Genora* de 350 tonnes, *Sarah Sands* de 931 tonnes, et *Lady Eglinton* de 335 tonnes (deux voyages) visitèrent le port de la métropole.

En 1853, quatre steamers visitent Montréal; moyenne du tonnage 488 tonnes, soit un total de 1951; en 1898, 830 steamers se rendent à Montréal. La moyenne du tonnage est de 1890 tonnes, soit un total de 1,567,436 tonnes. Quel changement dans cinquante ans !

L'HONORABLE JEAN-ROCH ROLLAND

M. Rolland fut admis au barreau le 22 mai 1806.

Après une brillante et lucrative carrière de vingt-quatre ans, il fut nommé juge de la Cour du Banc du Roi le 7 janvier 1830, sous Guillaume IV, en remplacement du juge Uniacke.

En 1849, la Cour du Banc de la Reine changea d'attributions. La Cour Supérieure remplaça la Cour du Banc de la Reine et cette dernière dénomination fut donnée à la ci-devant Cour Provinciale d'Appel. En 1850, le juge Rolland était promu à la Cour du Banc de la Reine. Il fut remplacé à la Cour Supérieure par l'honorable juge Vanfelson.

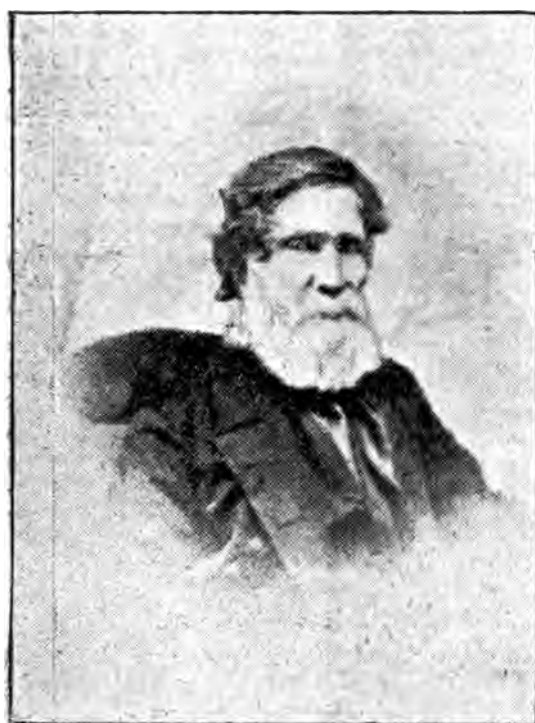
Le juge Rolland siégea à la Cour du Banc de la Reine jusqu'en 1855. Il fut remplacé, le 27 janvier 1855, par l'honorable Jean-François Duval.

La vie active qu'il avait suivi jusque là avait voilé à ses propres observations les défaillances de sa santé. Les loisirs de la retraite opérèrent comme une chute subite de sa vigueur physique qui diminua au point que c'est à peine s'il put faire quelques rares voyages à la ville après sa retraite.

L'honorable Jean-Roch Rolland décéda le 5 août 1862, au manoir seigneurial de Sainte-Marie de Monnoir, à l'âge de 77 ans.

“ Il laissa au barreau le souvenir d'un homme supérieur par son intelligence et ses études légales et surtout par l'impartialité inaltérable qui dictait tous ses rapports avec le public et les membres de la profession.” (1)

(1) Le *Pays*, 7 août 1862.



L'HON. JEAN-ROCH ROLLAND

RÉPONSES

Le pere Jogues et les Hollandais. (IX, III. 931.)—Bien que les *Relations* des Jésuites se plaignent souvent du voisinage des Hollandais, soit à cause de leur commerce d'eau-de-vie avec les Sauvages, soit parce qu'ils ridiculisaient par ci par là, la religion catholique, rendant ainsi moins fructueuse l'œuvre des missionnaires, il est notoire, cependant, et nous en trouvons la preuve dans ces mêmes *Relations*, que les Hollandais rendirent des services signalés aux Français, et en particulier aux missionnaires jésuites. Laissons aux faits le soin de la démonstration.

En 1642, le Père Isaac Jogues, fait prisonnier par les Iroquois, fut amené captif dans un de leurs villages. Les Hollandais de Rensselderwich, ou d'Orange, apprenant cela, se hâtèrent d'envoyer des ambassadeurs pour négocier la délivrance du malheureux missionnaire.

Arendt Van Corlaer, gouverneur du fort, Jean Labadie et Jacob Jansen offrirent aux Sauvages la somme de deux cents piastres pour les séduire. Rien n'y fit : le Père dut rester prisonnier jusqu'à nouvel ordre. Quelques mois plus tard, le captif écrivait à Montmagny, alors gouverneur de la Nouvelle-France :

“ Plusieurs fois, les Hollandais ont essayé de nous délivrer, mais toujours inutilement. Ils renouvèlent encore à présent leurs tentatives ; mais ce sera, comme je pense, avec un même résultat.

La Providence permit ce que le gouverneur de la Nouvelle-France et les autorités hollandaises étaient impuissantes à faire, l'eussent-ils voulu encore plus sérieusement. Un jour que les Iroquois, accompagnés du Père Jogues, étaient à pêcher sur l'Hudson à sept ou huit lieues d'Orange, ils ne s'aperçurent pas de la

disparition de leur prisonnier, qui, résolu de fuir, s'était caché dans un navire hollandais prêt à prendre la mer. Ce fut un ministre protestant, du nom de Johannes Megapolensis, qui avait ménagé au Père les moyens d'échapper à ses bourreaux. Bien que l'ordre eût été adressé à tous les commandants de la Nouvelle-Belgique par les États-Généraux de délivrer le missionnaire, il n'est pas moins curieux de constater que ce fut un ministre du culte protestant qui réussit à arracher le ministre catholique d'une mort presque certaine. En agissant ainsi, Megapolensis exposait ses compatriotes aux conséquences dangereuses d'un conflit avec les Iroquois.

En 1644, le Père Bressany, ayant été fait prisonnier par les Agniers, réussit à obtenir sa délivrance moyennant une assez forte rançon que paya un Hollandais d'Orange. Le Père se réfugia ensuite chez les Hollandais, qui l'accueillirent avec la même courtoisie qui avait distingué leur conduite à l'égard du Père Jogues. Avant de partir pour la France, le Père Bressany reçut du gouverneur Kieft la lettre suivante, destinée à lui servir de sauf-conduit :

“ Nous, Guillaume Kieft, directeur-général, et le Conseil de la Nouvelle-Belgique, à tous ceux qui verront les présentes, salut.

“ François-Joseph Bressany, de la Compagnie de Jésus, fait prisonnier, il y a quelque temps, en Canada, par les Sauvages Iroquois appelés ordinairement Maquois, (C'étaient les “ Agniers ” des Français et les “ Mohawks ” des Anglais. Les Hollandais les désignaient sous le nom de “ Maquas.” Megapolensis les appelle “ Kayingehagas ” : c'était, dit-il, le nom qu'ils se donnaient à eux-mêmes,) tourmenté par eux et à la veille d'être brûlé, a été heureusement, après bien des difficultés, arraché par nous de leurs mains, moyen-

nant une rançon, et délivré. Maintenant, qu'avec notre consentement il va en Hollande pour continuer de là en France, la charité chrétienne exige que tous ceux chez qui il se présentera, le reçoivent avec bonté. En conséquence, nous prions tous les gouverneurs, commandants ou leurs lieutenants, et les capitaines de lui prêter secours à son arrivée ou à son départ, leur promettant de leur rendre en pareil cas le même service.

Fait au Fort de la Nouvelle-Amsterdam, dans la Nouvelle-Belgique, le 20 Septembre, l'an du salut 1644.

“ William Kieft.”

Quelques années plus tard, le Père Jogues, revenu au pays, tomba de nouveau entre les mains des Iroquois, et fut lâchement assassiné par l'un d'eux. Le coup resta inconnu pendant quelque temps. Cependant, des rumeurs vagues de cette mort cruelle étaient parvenues aux oreilles du gouverneur de la Nouvelle-France, lorsqu'une lettre de William Kieft vint confirmer les tristes appréhensions de M. de Montmagny. Nous la publions telle qu'elle fut écrite, dans son style et son orthographe primitifs.

“ Monsieur,

“ J'avois donné réponse à celle de laquelle il vous avoit plu m'honorer par le P. Jogues, dattée du 15 de mai, et j'avoys envoyé au fort d'Orange pour la délivrer au dit P. de Jogues ; mais n'y estant pas retourné, comme on l'espéroit, elle m'a été derechef renvoyée. Celle-cy sera donc pour remercier Votre Seigneurie du souvenir qu'elle a eu de moy, faveur dont je tascherai de me revanger s'il plaît à Dieu de m'en concéder l'opportunité. Au reste j'envoys celle-cy par les quartiers du mort, soit par le moyen des Anglois ou de Mons d'Aunay aux fins de vous advertir du massacre que les barbares inhumains Maquois ou Iroquois ont fait du P. Isaac de Jogues et de son

compagnon ; ensemble de leur dessein qu'ils ont de vous surprendre sous les couleurs de visite, comme vous verrez par la lettre cy-enclose qui, encore qu'elle soit mal dictée et ortographiée vous apprendra à notre grand regret les particularités du tout.

“ Je suis marry que le sujet de celle-cy n'est plus agréable ; mais la conséquence de l'affaire ne m'a pas permis de me taire. Notre ministre d'en haut s'est enquis soigneusement aux principaux de cette canaille de la cause de ce malheureux acte ; mais il n'a pu avoir d'autre réponse d'eux, que le dict Père avoit laissé le diable parmy quelques hordes qu'il leur avoit données en garde, qui avoit fait manger leur bled ou mayx aux vers.

“ Voilà ce que je puis pour le présent escrire à Votre Seigneurie, priant Dieu qu'il veuille la garder et les vôtres de cette traiteuse nation. Vous assurant que je suis votre très humble et obéissant serviteur.

William Kieft

Du fort d'Amsterdam,
en la Nouvelle-Belgique,
ce 14 novembre 1646.

La lettre à laquelle le gouverneur Kieft fait allusion était adressée au docteur Lamontagne, de New-Amsterdam, et non à Jean Bourdon, de Québec, comme le dit la *Relation* de 1647. Le signataire, Jean Labadie, était charpentier et originaire de France. Arrivé au fort d'Orange en 1634, il y avait épousé la veuve d'un nommé Harman van der Bogaert. Fixé définitivement au milieu des Hollandais, il obtint une charge de la Compagnie, et agissait souvent comme interprète.

Jean Lamontagne était aussi français d'origine, médecin instruit. Il vint à New-Amsterdam en 1637. Dès son arrivée, le gouverneur Kieft le choisit pour l'un des membres de son Conseil—et il joua un grand

rôle dans les affaires publiques de la colonies hollandaise.

La lettre de Labadie commence ainsi :

“ Loué soit Dieu, au fort d’Orange ! ”

Puis elle contient des détails sur la mort du Père Jogues et de son compagnon Jean de Lalande, dieppois. Elle se termine par ces mots :

“ Monsieur, je vous supply mon baisemain à Monsieur le Gouverneur.”

Il est évident, d’après le contexte, que si cette lettre fut adressée au docteur Lamontagne, elle dut être envoyée ensuite à Québec, soit à Jean Bourdon, ancien compagnon d’ambassade du P. Jogues, soit aux Jésuites. En tout cas, elle était sous le même pli que cello du gouverneur Kieft, qui avait envoyé le tout à M. de Montmagny.

Après avoir tué le Père Jogues, les Iroquois coururent chez les Hollandais pour leur vendre le missel, le rituel et la soutane du missionnaire, espérant en tirer de grosses sommes. Mais, voyant qu’ils n’en recevaient rien, ils firent cadeau au ministre Megapolensis de ces reliques du martyr. Celui-ci, qui s’était fait l’ami du défunt, les accepta de grand cœur et les conserva précieusement dans sa famille.

N.-E. DIONNE

QUESTIONS

995 — Je lis dans le *Journal des Jésuites*, à la date du 2 juillet 1653 : “ Le camp volant commandé par Eustache Lambert part de Sillery.”

Qu’était un camp volant sous le régime français ?

MILES

996 — A-t-on une liste complète des *portraits* du peintre Dulongpré ?

PINX.

VOL. 10

MARS 1904

No 3

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

—
ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

—
ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

—
Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— *D. H.* —

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mars : Requête des voyageurs de Montréal en 1786. Mgr Henri Têtu : La famille Myrand. Ernest Myrand : Luc Siméon : L'abbé Achille-Edouard Kierskowsky : Pierre Lesieur, P. G. R. : *Le Grot Eusebian* : Les Hollandais de la Nouvelle-Belgique. N.-E. Dionne : Questions, etc.

Gravure : L'hon. Alexandre-Edouard Kierskowsky.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

Les abonnés des *Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1903 est maintenant dû.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Histoire de La corporation de La ville de Montréal depuis son origine jusqu'à nos jours, par J. Cléophas Lamothe, avocat, et LaViolette et Massé, éditeurs—Montréal—1903. Prix : \$19.00. Portraits et biographies des maires, échevins, fonctionnaires etc., etc. S'adresser aux éditeurs MM. LaViolette & Massé, 4, rue St-Jacques, Montréal.

Le Canada ecclésiastique, almanach annuaire du clergé canadien pour 1904. Dix-huitième année. Prix \$0.50. Éditeurs : MM. Cadioux & Derome, 1966-1868, rue Notre-Dame, Montréal.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

MARS 1904

No 3

REQUÊTE DES VOYAGEURS DE MICHIL- LIMAKINAC EN 1786

Parmi les documents que possèdent nos archives sur Michillimakinac, je trouve une requête assez intéressante et édifiante signée par vingt-cinq voyageurs et qui nous fait connaître assez bien l'état de cette mission en 1786. Je dis 1786, quoique la requête ne porte aucune date ; mais l'on sait par ailleurs que ce fut cette année-là que M. Payet, dont il y est fait mention, partit du Détroit et de Michillimakinac et qu'il était le porteur de la lettre que je vais citer en entier. Auparavant il est peut-être utile de rappeler que dès 1675 les Jésuites avaient à Michillimakinac une mission des plus importantes, celle de Saint-Ignace, où résidait le supérieur de leurs missions de l'ouest. Poste militaire et centre de commerce, Michillimakinac situé au nord du lac Huron, "formait comme trois villages, celui des Français, celui des Hurons et celui des Outaouais. Au milieu se trouvait le fort des Français, résidence du commandant de tous les pays d'en haut, auquel obéissaient les commandants des divers postes établis dans cette lointaine portion de la Nouvelle-France." (1) Citons parmi les commandants

(1) *Les Jésuites et la Nouvelle-France*. De Rochemonteix.

de Michillimakinac : MM. de la Durantaye, de Louvigny de la Porte, le célèbre de Lamothe-Cadillac, MM. de Verchères, de la Corne, de Noyelles, de Beaujeu, frère du vainqueur de la Monongahéla. Mais en 1786, il y avait déjà longtemps que ce poste avait perdu de son importance. La fondation du Détroit (1703) avait amené un exode de la plus grande partie des Sauvages et je crois que la petite population qui s'y trouvait réunie et seulement à certaines époques de l'année se composait surtout de voyageurs canadiens. On sait qu'ils ne jouissaient pas d'une grande réputation de sainteté, qu'on les accusait de bien des scandales, et que privés durant longtemps de secours religieux ils étaient exposés à bien des dangers et à bien des misères spirituelles. La requête que je reproduis montre que plusieurs au moins avaient conservé la foi et comprenaient l'importance suprême du salut.

A Sa Grandeur le Seigneur Evêque de la Province de Québec en Canada.

Monseigneur,

Privés depuis onze années d'aucuns secours spirituels en cette région, c'est avec la plus vive satisfaction que nous avons vu arriver Monsieur Payet, missionnaire du Détroit, qui, descendant en Canada, a bien voulu passer par ce poste pour nous les administrer. Ce digne prêtre veut bien encore ajouter aux peines qu'il s'est données pour nous, la grâce de présenter à Votre Grandeur notre très humble supplique en faveur de cette partie éloignée de vos ouailles qui demandent un pasteur.

Tous les citoyens et habitants de cette contrée se joignent ici sous le nom respectable de Chrétiens pour

vous supplier unanimement de leur envoyer un sage Directeur pour les conduire dans la voie du Salut. L'innocence des enfants, la caducité des vieillards, le désordre même des plus vicieux sollicitent fortement votre charité pastorale en leur faveur. Plus : la gloire de la religion exposée au milieu des nations sauvages, est un motif très puissant pour toucher votre bienveillance. C'est pourquoi donc ils vous prient très instamment de considérer, non les mauvaises impressions que l'on a voulu vous donner de leurs mœurs, mais votre charité paternelle, afin de prévenir les tristes égarements d'un troupeau sans pasteur.

La prédication de Monsieur Payet a réveillé tous les cœurs, en a touché et converti plusieurs, et ils espèrent que le compte qui vous sera rendu, Monseigneur, par ce ministre fidèle, vous touchera aussi à leur endroit d'une manière efficace. En conséquence, ils offrent leurs bourses et leurs facultés pour le passage de celui des missionnaires qui leur sera confié. S'il arrive, (vu la dureté des prêtres) que celui qui sera envoyé ne séjourne que quelques mois, il aura, le printemps, tout ce qui est convenable à sa personne et à son caractère, et l'automne, il sera reconduit en son lieu avec le même soin et la même attention.

Si le séjour du missionnaire désiré est soutenu et sans interruption, voici son revenu annuel porté et garanti dans la souscription ci-jointe.

Nos vœux, Monseigneur, sont sincères et unanimes, avec ceux de tout le Diocèse, pour la conservation de Votre Grandeur. Nous nous flattons d'obtenir, avec votre bénédiction paternelle, un directeur de nos âmes zélé, expert, charitable et prudent, tel que Monsieur Payet, au moins pour ouvrir la mission et mettre les

choses en bon ordre dans leur principe. Tel est l'espoir de ceux qui ont l'honneur d'être, avec le plus profond respect,

De Votre Grandeur,
Monseigneur,

Les très humbles et très obéissants serviteurs et
enfants en Notre-Seigneur Jésus-Christ

Et. Campion	J. Bt Barthe
J. Perrin	J. Sanguinet
Billon	J. Bt Laframboise
Louis Gigon s ^e l	G. Cotté
C. Catin	Bte Tabeau
M. Brisbois	A. Marchand
D. Bourassa	Marchesseau
R. Depay	Chs Chaboillez
Jq. Defond	Jean Reevey & Co
Laurent Bertrand	C. Gaulier
Joseph Ducharme	N. Rocheblave
Luc Chevalier	Carignan
	P. Thieney

Les voyageurs disent, en 1786, qu'ils ont été privés depuis onze ans d'aucuns secours spirituels. Quel missionnaire les avait visités en 1775 ? C'était M. Pierre Gibault qui, ordonné prêtre le 19 mars 1768, avait été tout de suite envoyé missionnaire aux Illinois. Mais comme on va le voir, il s'était d'abord arrêté à Michillimakinac où il retourna en 1775. Tout cela est prouvé par des lettres de ce missionnaire, que je trouve assez intéressantes pour les citer ici.

Monseigneur,

J'ai l'honneur, dans le moment que je pars de ce poste, d'assurer Votre Grandeur de mes respects et de vous rendre compte, autant que je le puis faire, dans

l'embarras où je me trouve, de ce que j'ai fait dans ce poste. Jusqu'ici notre voyage a été des plus lent et des plus pénibles par la quantité de pluie que nous avons eue. Depuis Montréal jusqu'à Michillimakinac, nous avons eu vingt-deux jours de degre par la pluie, sans compter le vent. Ce qu'il y a de consolant, c'est que nous n'avons manqué de rien, c'est-à-dire que nous avons eu des vivres pour nous rendre, sans les épargner ; au lieu que les canots qui étaient devant et derrière nous ont jeuné jusqu'à vivre de tripes de roches. En arrivant dans ce poste, après avoir diné chez M. le commandant, je suis entré au confessionnal et n'en suis sorti qu'après dix heures. Et cependant c'est le seul jour où j'en suis sorti le plus tôt. J'ai eu des baptêmes aussi à faire, mais je n'ai fait qu'un seul mariage. J'ai eu de la peine et du chagrin dans mon petit séjour : cependant j'ai eu aussi de la consolation. Ma peine a été de ne pouvoir pas rester assez longtemps pour répondre à l'empressement qu'une quantité prodigieuse de voyageurs m'ont fait paraître pour faire, me disaient-ils, des confessions depuis trois jusqu'à dix ans. Ils m'ont fait toutes les prières possibles pour me retenir, m'offrant de nourrir mes gens jusqu'aux Illinois, de m'y accompagner avec deux canots. Mais n'ayant ordre de Votre Grandeur que pour les Illinois, je craius qu'il n'y arrive quelque malheur par ma faute. Il doit partir demain matin quatre canots avec nous qui vont à cent lieues d'ici, qui ont retardé huit jours exprès pour achever leurs confessions. En un mot, Dieu n'est point encore tout à fait abandonné dans ces lieux ; il ne faudrait que des ouvriers bien résolus à endurer la faim et la soif et à faire un carême continuel. Comme je n'ai point laissé M. Despains jusqu'à présent et qu'il serait fort fâché, s'il n'arrivait pas avec moi aux Illinois, je n'ai pu rester ici que huit

jours. J'espère, Monseigneur, être très bien reçu aux Illinois, selon les nouvelles que j'en ai reçues. Les Espagnols ont chassé le R. Père Meurin de leurs villages ; le commandant anglais l'a fort bien reçu ; sans cela sous vingt-quatre heures, on l'envoyait à la mer. Pour moi je suis bien charmé qu'il soit de mon bord. J'ai eu en ce poste la visite des Sauvages du R. P. Dujonais (1). Ils le regrettent comme le premier jour. Quelques-uns sont venus à confesse, parce qu'ils parlaient français ; d'autres l'auraient bien voulu, mais nous ne nous entendions point. Je désire de tout mon cœur d'arriver à ma destinée pour remplir les vues de Dieu et celles de Votre Grandeur dont je suis avec tout le respect et la soumission

Le très humble et très obéissant serviteur,

Gibault, Ptre

A Michillimakina ce 28 juillet 1768.

(1) Il avait été missionnaire à Michillimakinac de 1742 à 1765. Nous avons une lettre de lui en date du 16 août 1743. Tanguay écrit son nom : Pierre-Luc Du Jaunay. Lui-même signe P. Dujaunay. Le même Tanguay le fait mourir le 17 février 1781. Cependant je lis dans *Les Ursulines de Québec* : " 16 juin 1780 : nous venons de faire une grande perte par la mort du R. P. du Jaunay S. J. qui était notre confesseur depuis l'année 1767." Il va sans dire que Tanguay ne sait rien de cela et surtout n'en dit rien. Qui aura le courage de recommencer *Le Répertoire Général du Clergé Canadien* ? La seconde édition est incomplète, souvent inexacte, tout ce que vous voudrez. Et cependant combien importante et intéressante elle eût été et serait encore surtout ! Pour publier une autre édition—vraie,—il suffirait et il faudrait qu'un prêtre intelligent, retiré du ministère, eût la patience de se transporter d'évêchés en évêchés, et de paroisses en paroisses, et d'épuiser toutes les autres sources d'informations.

Le 9 octobre 1775, je vois que M. Gibault est retourné faire la mission de Michillimakinac, car ce jour-là, il écrit une longue lettre à l'évêque pour lui rappeler que depuis sept ans il travaille et s'épuise au milieu d'épreuves et de privations de toutes sortes, ayant fait " quatre campagnes dont la moindre était de cinq cents lieues," et il termine en demandant une cure au Canada. Le 4 décembre, il écrit la lettre suivante :

Monseigneur,

Quoique j'ai eu l'honneur de vous écrire de Michillimakinac, se trouvant un courrier extraordinaire du Détroit, quoiqu'il en coûte, je ne peux manquer de vous assurer de mes très humbles respects et de vous renouveler tout ce que je vous ai déjà mandé dans celle de Michillimakinac. Je vous apprendrai de plus qu'étant arrivé dans ce dernier poste en septembre, j'y suis resté jusqu'au 4 de novembre, fondé sur l'infailibilité de l'arrivée d'une barque qu'on attendait déjà quand je suis arrivé, de Montréal. Voyant enfin qu'on attendait en vain et qu'il me fallait hiverner, dans cette cruelle alternative, j'ai mieux aimé risquer périr le long du lac Huron que de passer l'hiver en cet endroit ; et dans un petit canot d'écorce, avec un homme et un enfant à leur premier voyage, moi-même n'y ayant passé qu'une fois, il y a seize ans, (1) ne faisant rien dans un bateau, dormant toutes les nuits et bien souvent le jour, et par conséquent ne remarquant guère les endroits difficiles qui ne laissent pas d'être communs dans ce mauvais équipage. Résout à tout

(1) M. Gibault n'avait alors que vingt-deux ans et il ne fut ordonné prêtre qu'à l'âge de trente-et-un ans. Peut-être est-ce *six ans* qu'il faut lire au lieu de *seize* ?

événement, gouvernant moi-même mon canot, dans les glaces, les neiges dont il y avait huit pouces dans les pays plats, parmi les vents et les tempêtes, dans une saison où jamais personne, de mémoire d'homme, ne s'est mis, en vingt-deux jours je me suis rendu au Détroit. (1) Voilà dix jours que j'y suis arrivé. La rivière, dès avant mon arrivée, est couverte de glaces et on ne traverse d'un bord à l'autre que comme de Québec à la Pointe Lévi dans l'hiver. J'y suis donc dégradé. Peut-être en partirai-je cet hiver ; peut-être, comme me le disent tous les anciens, n'en partirai-je, qu'en mars. Dieu soit béni ! La misère que je viens de subir de Michillimakinac ici m'a rendu si insensible que je ne ressens qu'à moitié la peine de n'avoir pu me rendre aux Illinois. Je ferai tout mon possible pour ne pas me rendre inutile au Détroit, et pour soulager les deux vieillards vénérables qui le desservent, (2).....

P. Gibault Ptre

Au Détroit, ce 4e décembre 1775.

D'après la requête des voyageurs, M. Payet les avait évangélisés en 1786 s'en retournant du Détroit en Canada. De fait il fut nommé curé de Saint-Antoine, rivière Chambly, le 22 septembre suivant. Mais touché de la bonne volonté et des louables désirs des voyageurs, encouragé sans doute par son évêque, ce digne prêtre retourna donner une mission à Michillimakinac, l'année suivante, comme le prouve sa lettre adressée à Mgr Hubert. La voici :

(1) De Michillimakinac au Détroit, il y a 120 lieues.

(2) Le Père Pierre Potier, jésuite, et le Père Bocquet, *Le simple*, récollet.

De Michillimakinac, août 14, 1787.

Monseigneur,

Il n'y a ici rien d'extraordinaire. Les choses vont à peu près comme l'année dernière.

La moisson du père de famille n'est pas si considérable qu'elle a été l'année précédente, parce que les voyageurs n'ont pas séjourné si longtemps à Michillimakinac que de coutume. Cependant il s'est trouvé encore un certain nombre de dévôts malgré la multitude des impies.

Nous avons fait à l'église quelques réparations indispensables, comme de la fermer, la plancher, etc., mais le tout avec l'agrément du commandant, le capitaine Scot. La lettre ci-incluse passe pour être de Monsieur De la Valinière qui paraît tracasser beaucoup aux Illinois, si on ajoute foi à plusieurs qui en arrivent. (1)

Mes confrères du Détroit m'ont fait savoir de leurs nouvelles. Ils sont en bonne santé. Je me dispose à les rejoindre dans une dizaine de jours, si le capitaine Borth vient selon mes désirs. Lorsque j'aurai rempli ma mission au Détroit, je rendrai à Votre Grandeur un compte détaillé de tout ce qui mérite votre attention. Je passe sous silence l'histoire de mon voyage, crainte de vous fatiguer plus longtemps ; mais je dirai seulement que je suis passé jusqu'ici sans aucun accident.

Honneur d'être avec un profond respect, de Votre Grandeur, Monseigneur, le très humble et très obéissant serviteur

Payet Ptre

(1) Dans un prochain article, je consacrerai quelques pages à la mémoire de cet abbé.

D'après les actes écrits à Saint-Antoine par M. le curé Payet, il fut absent de sa paroisse pour la mission de Michillimakinac, depuis le 17 juin jusqu'au 15 octobre 1787.

Je ne sais si ce poste fut visité par d'autres missionnaires de 1787 à 1799. Cette dernière année, on y trouve M. l'abbé Gabriel Richard qui rend compte de sa visite à Mgr Carroll, évêque de Baltimore, qui l'avait nommé au Détroit. (1) Aujourd'hui la paroisse de Michillimakinac s'appelle encore *Saint-Ignace*, comté de Mackinac, et il y a un curé résident.

Voici quelques passages du rapport de M. Richard :
“ J'ai quitté Détroit le 20 de juin, dans un vaisseau américain, et après une tempête terrible sur la baie de Saginaw et sur le lac Huron, nous sommes arrivés à Mackinaw le 29 du même mois. Ici je rencontrai un grand nombre de personnes ; car près de mille hommes visitent cet endroit durant la saison d'été, mais la plupart n'y séjournent que quelques semaines. C'est le lieu de rendez-vous des traitants du lac Michigan, de Mississipi, du lac Supérieur et d'autres lieux, et l'on y trouve cinquante maisons.

J'y trouvai toute une pépinière d'enfants et je supplée les cérémonies du baptême à trente d'entre eux. Ils étaient tous âgés de plus de sept ans, la plupart illégitimes. Il est pénible de constater que tant de pauvres créatures soient abandonnées sans instruction religieuse ; car c'est à peine s'il s'en trouve qui peuvent faire le signe de la croix. . . .

M. Richard retourna à Michillimakinac en 1821. Dans une lettre à son évêque, il rappelle la mémoire du P. Marquette, l'illustre fondateur de cette mission.

(À suivre)

MGR HENRI TÊTU

(1) Voir l'intéressante notice sur *L'abbé Gabriel Richard* par M. N.-E. Dionne, page 13.

LA FAMILLE MYRAND

M. l'abbé H.-A. Scott, dans son ouvrage : *Une paroisse historique de la Nouvelle-France, Notre-Dame de Sainte-Foy*, fait erreur lorsqu'il écrit, au chapitre 28ème, page 411 :

“ Originaire du Poitou Jean Migneron dit LaJeunesse a eu une nombreuse postérité, et son nom, transformé en celui de Mignerand puis de Myrand, honorablement porté par plusieurs familles de Sainte-Foy, ne paraît pas, grâce à Dieu, en danger de s'y éteindre.”

Jean Migneron dit LaJeunesse n'est pas l'ancêtre des Myrand de Sainte-Foy et de Québec, non plus que des Mayrand de Deschambault. (1)

Ce n'est pas le nom de famille *Migneron*, qui difformé insensiblement, est devenu Mignerand, puis Myrand, mais le nom d'une paroisse du diocèse de Poitiers : *Meillerand*. Nous, les Myrand actuels, portons un nom de village en guise de nom de famille, tout comme les Languedoc, celui d'une province de France (2).

(1) Ne pas confondre les *Myrand* de Québec et de Sainte-Foy avec les *Mayrand* de Deschambault : ceux-ci ont pour ancêtre Louis Méran ou Mérand. Il était marié à Marie Sauvageau. — Il est au Cap Santé dès 1689 ; plus tard, vers 1750, les Mérand (Méran, Mérand, Mayrand) s'établissent à Deschambault. Cf : *Dictionnaire Généalogique*, tome I, page 424 et tome V, page 600.

(2) Le nom de famille des Languedoc est Garigue, Garigue dit Languedoc. Cf. *Dictionnaire Généalogique*, tome IV, page 178.

Si M. l'abbé Scott veut bien consulter le *Dictionnaire Généalogique* de l'abbé Tanguay, aux pages 257 et 258 du tome VII, plus le *Recensement de la paroisse Notre-Dame de Québec*, année 1744, préparé par l'abbé Jacrau, plus les registres de la paroisse de Sainte-Foy, année 1790 et 1794, plus enfin les "papiers de famille" de son paroissien, mon cousin Georges Myrand, cultivateur de *la Suède*, il constatera comme moi que l'ancêtre des Myrand au Canada se nommait Guillaume Taphorin, et non pas Jean Mignerou dit La Jeunesse.

Il y avait déjà près de trente ans que Jean Mignerou dit La Jeunesse était mort (1) quand Guillaume Taphorin, de Québec, épousa, à "Notre-Dame de Lorette l'ancienne", le 23 novembre 1729, Marie-Louise Routier, comme il appert au document suivant :

"Aujourd'hui, vingt-troisième jour du mois de novembre de l'année mil sept cent vingt-neuf, après la publication des trois bans de mariage faite tant dans la paroisse de Québec que dans celle de Notre-Dame de Lorette l'ancienne, suivant le certificat de M. Boulard, curé de Québec, du 22 du présent, d'entre Guillaume Taphorin fils de Jean Taphorin et de Jeanne Merigone, de la paroisse de Meillerand, évêché de Poitiers, et demeurant dans la paroisse de Québec d'une part, et Marie-Louise Routier, veuve de feu

(1) Né au Poitou en 1636, Jean Mignerou dit La Jeunesse, qui avait épousé, en 1657, Marie Pavie, mourut à Ste-Foy le 17 décembre 1700. Cf. *Dictionnaire Généalogique*, tome I, page 431.

Michel Bonhomme (1) de cette paroisse de Lorette d'autre part ; le dit Taphorin, époux natif de la paroisse de Meillerand, évêché de Poitiers, ayant demeuré pendant plusieurs années dans la paroisse de Québec, je soussigné, prêtre missionnaire, faisant les fonctions curiales de la paroisse de Notre-Dame de Lorette l'ancienne certifie avoir reçu leur mutuel consentement de mariage et leur avoir donné la bénédiction nuptiale suivant les rites et coutumes de notre mère la Sainte-Eglise catholique, apostolique et romaine, et ce en présence de Jean-Baptiste Juneau et François la Ros (*Larault* ?) amis de l'époux et de Charles Routier, père de l'épouse, Elizabeth Routier, sœur, Ignace Bonhomme, Nicolas Bonhomme, Pierre Bonhomme, Nicolas Bonhomme, Michel et Étienne Moisaud et Jean Morin, beaux-frères de l'épouse et témoins, etc.—Jacrau Ptre E. D. M.

Guillaume Taphorin, mon ancêtre, se maria "vieux garçon", c'est-à-dire à l'âge de 45 ans, comme il appert au *Recensement de la paroisse de Québec* (2) fait par l'abbé Mathurin-Joseph Jacrau prêtre du Séminaire de Québec exerçant les fonctions curiales. Ce travail de dénombrement eut lieu entre les mois de novembre 1744 et avril 1745. Taphorin s'y déclare âgé de 60 ans ce qui lui donne 45 ans en 1729 et fait remonter sa naissance à l'année 1684.

Voici l'extrait du recensement de l'abbé Jacrau quant à ce qui regarde la famille de mon ancêtre :

(1) Elle l'avait épousé le 13 janvier 1720.

(2) Cette archive, encore inédite, fait partie du trésor archéologique du Séminaire de Québec.

“ Paroisse de Québec, rue St-Louis, no 77 (1)

Guillaume Taphorin dit Milleraud, bedeau, 60 ans
—Femme Louise Rontier, veuve Michel Bonhomme, 43 ans Enfants : Michel Bonhomme, 22 ans ; Pierre Bonhomme, 16 ans ; Marie-Anne Bonhomme, 19 ans ; Jean-Baptiste Millerant, 10 ans ; Nicolas Taphorin, 2 ans ; Marie Taphorin-Migneran, 13 ans ; Marie-Joseph Migneran, 9 ans ; Louise Migneran, 5 ans ; Angélique Migneran, 3 ans.”

L'étude de cet extrait est aussi instructive qu'intéressante. Elle nous apprend d'abord l'état de Guillaume Taphorin : bedeau, position aussi modeste que pacifique. Mon ancêtre évidemment avait des goûts simples, et la seule ambition de toute sa longue vie fut d'être à la tête du mouvement religieux de l'époque. . dans les processions. Cette vanité en vaut une autre. On sait encore qu'il demeurait sur la rue Saint-Louis. Il n'en faut pas conclure qu'il habitait un château. Loin de là c'étaient les petits gens qui vivaient et se terraient à la haute ville, au Mont Carmel, aux Grisons, “ sur le Cap ” enfin, pour parler un langage moderne. L'aristocratie, elle, demeurait à la “ Ville-Basse ” et dans le voisinage immédiat du Palais des Intendants, aujourd'hui devenu la brasserie Boswell.

A remarquer encore cette singularité, ou plutôt cette

(1) Ce numéro 77 n'est pas un numéro municipal mais seulement un numéro d'ordre. Soixante-treize familles demeuraient alors sur la rue St-Louis. Elles sont classées par Jacrau de numéro 39 à numéro 112 inclusivement. Le recensement de “ la paroisse de Québec ”, c'est-à-dire de la ville de Québec, en 1744, compte 1051 familles. A raison de 6 personnes par famille—et la progression comparée des recensements de 1759 et de 1765 (En 1759, 7,511 et en 1765, 8,997.) justifie cette moyenne,—la population de Québec, en 1744, s'élevait à 6,306 âmes.

négligence orthographique avec laquelle est mené le travail du recensement fait par Jacrau. Dans dix lignes il trouve moyen d'écrire le nom de son paroissien de trois manières différentes. C'est d'abord Guillaume Taphorin dit Millerand, puis Millerant, enfin Mignerand, trois variantes du nom de la paroisse originaire, Meillerand.

Autre bizarrerie encore plus rare. Les enfants d'une même famille portent des noms de famille différents : voilà qui n'est pas banal, n'est-ce pas ? Ainsi l'aîné des garçons s'appelle Jean-Baptiste Millerand, et son frère, le cadet, Nicolas Taphorin. Il y a plus : ils changent de noms entre eux, et on les connaît indifféremment, comme ils s'appellent et signent eux-mêmes, tantôt sous le nom de Taphorin dit Mignerand, tantôt sous celui de Mignerand dit Taphorin.

En voici un exemple pour chacun de ces cas. Le 14 août 1758, une petite fille de Guillaume Taphorin de Meillerand est enterrée à Québec. Et l'acte de sépulture dit : “ Marie-Thérèse Landry, fille d'Hilarion Landry et de Marie *Taphorin dit Mignerand*.”

Quatre ans plus tard, le 8 février 1762, date du mariage, à Beauport, de Jean-Baptiste, l'aîné des enfants de Guillaume Taphorin de Meillerand, le marié est désigné à l'acte comme “ fils de feu Guillaume *Mignerand dit Taphorin*.”

En faisant porter à son fils aîné le nom de Meillerand — nom qu'il avait pris lui-même dès son arrivée à Québec — Guillaume Taphorin voulait perpétuer dans la mémoire de ses enfants le souvenir de sa paroisse natale, du petit village qu'il avait quitté pour venir ici fonder une famille qui allait continuer, au Canada, les traditions, la langue et la foi du pays ancestral, de la France, première mère-patrie.

L'un des prédécesseurs de M. l'abbé Scott à la cure

de la paroisse Sainte-Foy, feu M. l'abbé Jérôme Sasseville, m'écrivait à la date, déjà lointaine, du 4 janvier 1889 :

“ Jean-Baptiste Taphorin, fils de l'ancêtre, c'est-à-dire du chef de la famille au Canada, a commencé de prendre, le premier. (1) le nom de Taphorin dit Meillerand. Cette particularité pourra vous faciliter peut-être le travail dans vos recherches sur les origines de votre famille dont le nom a subi plusieurs altérations orthographiques : Meillerand, Millerand, Mignerand, Migneran, Miran, Myrand.”

Le nom de l'ancêtre, Guillaume Taphorin de Meillerand apparaît, pour la dernière fois sur les registres de la paroisse Notre-Dame de Québec, le 5 avril 1759, comme témoin à l'acte de sépulture de Jean Chabot, journalier, mort à 24 ans. Son propre acte de sépulture demeure introuvable et mes plus actives recherches dans les archives des paroisses de Québec, Ancienne-Lorette et Beauport n'ont rien découvert. S'est-il fait tuer aux batailles du 13 septembre 1759 ou du 28 avril 1760 ? L'événement en est possible, mais peu probable. En 1759, Taphorin avait 75 ans. C'est très vieux pour s'en aller mourir sur un champ de bataille, et la plupart des septuagénaires trouvent suffisamment amer d'agoniser dans un lit. Tout de même

(1) L'abbé Sasseville commet ici une légère erreur. Guillaume Taphorin, le chef de la famille au Canada, et non pas son fils Jean-Baptiste, a bien été le premier à prendre pour lui-même, et à l'imposer ensuite à ses enfants, le nom de Meillerand, comme il appert à l'acte du baptême—23 mars 1841, registres de N.-D. de Québec—de son dernier enfant, Marie-Angélique Taphorin : fille de Guillaume Taphorin dit Millerand”. A cette date—23 mars 1741—Jean-Baptiste Taphorin n'avait que sept ans.

Garneau, notre historien national, nous raconte qu'à " l'affaire " de Sainte-Foy on remarquait dans les rangs de l'armée canadienne-française des enfants de quatorze ans et des vieillards de quatre-vingt quatre ! Guillaume Taphorin était alors assez jeune pour en être. Ce qui expliquerait, glorieusement pour lui, le silence des registres au sujet de sa mort et de sa sépulture.

Tout ce que l'on sait de positif est que Guillaume Taphorin était décédé en 1762, comme il appert à l'acte de mariage (8 février) de Jean-Baptiste Mignerand dit Taphorin " fils de feu Guillaume Mignerand dit Taphorin et de défunte Louise Routier, ses père et mère de la paroisse de Québec. (1)

Jean-Baptiste Taphorin dit Millerand, établi à Beauport, était cultivateur et maître-maçon. Il épousa, le 8 février 1762, Marie-Thérèse Parent. Sa famille se composait de dix enfants. (2) Le 14 novembre 1788, il acheta des sieurs Joseph Dupont, père et Joseph

(1) Sa femme, Louise Routier, l'avait, de plusieurs années précédé dans la tombe. Elle était décédée le 5 mai 1756, à Québec.

(2) Jean Baptiste—Marie-Joseph—François—Louise—Dominique—Michel—Marie-Louise—Magdeleine—Angélique—Marguerite Dominique—né le 4 août 1784, mort en août 1849—était mon grand père. Il épousa, le 1^{er} juin 1813, Cécile-Adélaïde Huppé. De ce mariage naquirent sept enfants : Dominique-Prosper, Louis-Japhet (né le 9 mai 1824, mort le 19 août 1860), Jean-Samuel, Louis-Eusèbe, Cécile-Adélaïde, Catherine-Sara, Samuel-Achille. Je suis le fils de Louis-Japhet. E. M.

Dupont, fils,—par acte passé devant Maître Desche-
naux, notaire public—“ une terre située en la paroisse
de Sainte-Foy, côte St-Pierre ou *La Suède*, de quatre
arpents et demie de front sur trente arpents de pro-
fondeur ”—laquelle terre les dits Joseph Dupont
avaient achetée d'Eustache Harnois et de Marie-
Thérèse Chabot, le 13 juillet 1767. (1)

Cette terre appartenait à Eustache Lambert bien
avant cette date du 13 juillet 1767, avant même qu'elle
fit partie de la paroisse Sainte-Foy, alors qu'elle était
enclavée dans le territoire de la “ Vieille Lorette ”—
l'Ancienne Lorette d'aujourd'hui—comme il appert à
l'Ordonnance du 3 mars 1722 délimitant alors les
bornes de la paroisse de Sainte-Foy :

“ L'étendue de la paroisse, de la dite côte, sera
d'une lieue et demie, tant sur le fleuve St-Laurent que
sur la route de St-Michel dite de St-Jean, à prendre
sur le fleuve depuis les terres de St-Michel et sur la
route depuis le ruisseau Prévost jusqu'à la Rivière du
Cap Rouge, et les profondeurs de la dite paroisse qui
n'étaient que d'environ soixante-dix arpents du côté
du nord-est, à prendre du bord du fleuve, seront aug-
mentées des terres de Pierre et André Hamel,
Eustache Harnois, Lucien et François Poitras, Jean-
Baptiste et Charles Drolet, Alexis Alexandre et du

(1) Cf. Greffes des notaires DuLaurent et Sanguinet, à la
date précitée ; 2o Greffe du notaire J.-B. Panet, minute du
20 juin 1793, endossée : Partage de mobiliers et immobiliers
de la communauté qui a été entre le Sieur J.-Bte Taphorin
dit Migneran et feu Marie Thérèse Parant ; 3o Greffe du
notaire Roger Lelièvre, minute du 18 juillet 1826, endossée :
“ Déclaration de J.-Bte Migneran III—à Robert Chris-
tie, Ecr.”

sieur Destargis, qui sont présentement de la paroisse de la Vieille Lorette." (1)

L'année suivante (1789) J.-Bte Taphorin dit Mignerand quittait Beauport, où il avait vécu plus d'un quart de siècle, et venait prendre possession de la terre des Dupont, devenue sa propriété.

C'est donc en 1789, et pas avant cette date, que les Myrand s'établissent, comme cultivateurs, à Sainte-Foy.

L'année suivante, ils font une autre prise de possession—plus solennelle, celle-là, et plus permanente que l'autre. Ils entrent au cimetière de la paroisse. Le 28 janvier 1790, Marie-Thérèse Parent, décédée dans la force de l'âge, à 47 ans, y est enterrée. Quatre ans plus tard, le 12 mai 1794, Jean-Baptiste Taphorin dit Mignerand vient y rejoindre sa femme. M. l'abbé Scott n'aura qu'à référer aux dates précitées dans les registres de la paroisse pour y retrouver leurs actes de sépulture.

Le fils aîné de Jean-Baptiste Taphorin dit Mignerand, né le 5 décembre 1762, portait le prénom de son père et s'appelait, lui aussi, Jean-Baptiste.

Il épousa en premières noces—5 octobre 1795—Marie-Madeleine Drolet, comme lui de la paroisse

(1) La délimitation de la borne sud-ouest de la paroisse de la Vieille Lorette répète exactement les trois dernières lignes du paragraphe précité : "..... et du côté du sud-ouest depuis l'habitation d'Ignace Salloir jusqu'à celle de Louis Bonin, à l'exception des terres de Pierre et André Hamel, Eustache Harnois, Lucien et François Poitras, Jean-Baptiste et Charles Drolet, Alexis Alexandre et du sieur Destargis, qui en demeureront distraites et jointes comme elles le sont ci dessus à la paroisse Sainte-Foy". Cf. : *Edits et ordonnances*, vol. I, page 446.

Sainte-Foy. Elle était fille d'André Drolet et de Marie-Madeleine Poitras.

En secondes noces, Jean-Baptiste II Taphorin dit Mignerand épouse — 29 juillet 1817 — Marie-Josephite Gauvin, fille de François Gauvin et de Marie-Agathe Dérocher.

Huit enfants naquirent de ces deux mariages (1) L'un d'eux, Jérôme, l'aîné des enfants du premier lit hérita, du vivant de son père, de la maison et du bien paternels. Devenus vieux, Jean-Baptiste II Taphorin et sa seconde femme "*se donnèrent*" à lui aux conditions ordinaires d'un pareil contrat.

L'acte fait connaître aussi la raison qui motiva le choix des "bonnes gens" : "parce que leur dit fils Jérôme a témoigné envers eux plus de tendresses et d'égards." Jérôme Myrand (pour employer maintenant l'orthographe moderne et actuelle du nom) épousa, le 29 août 1837, à Charlesbourg, Marie-Josephite Ampleman, fille de Charles Ampleman, cultivateur, et de Marie-Marguerite Pageot. (2) Onze enfants naquirent de ce mariage, et M. Georges Myrand, l'aîné d'entre eux, est actuellement en possession de "la maison et du bien paternels." Cette maison et ce bien, qui portent aujourd'hui le numéro 36 du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Foy, sont

(1) Quatre garçons et quatre filles. Les garçons se nommaient Jérôme, Jean-Baptiste, Louis et Michel. *Jean-Baptiste* est le grand père de M. Jean-Baptiste Myrand, le maître de poste du Sénat, à Ottawa. *Louis* est le grand père de M. Léon-H. Myrand, le gérant de la Compagnie de Navigation Richelieu & Ontario, à Québec. *Michel* est le grand père de M. Sifroi-Joseph Myrand, marchand, le chef de la raison sociale Myrand & Pouliot à St-Roch de Québec.

(2) Jérôme Myrand est décédé, le 4 septembre 1880, à l'âge de 77 ans; sa femme, Marie-Josephite Ampleman, est morte le 8 février 1889, à l'âge de 73 ans.

encore aujourd'hui la maison et la terre que les sieurs Joseph Dupont, père et fils, vendaient, le 14 novembre 1788, à Jean-Baptiste Taphorin dit Meillerand, de Beauport, cultivateur et maître-maçon, terre qu'eux-mêmes avaient achetée d'Eustache Harnois et de Marie-Thérèse Chabot, le 13 juillet 1767.

Telle est, appuyée sur des documents d'une valeur probante incontestable, l'histoire modeste mais authentique des origines de la famille Myrand au Canada.

Son chef et fondateur, Guillaume Taphorin, venu à Québec vers l'année 1725, se marie en 1729, et meurt entre les années 1759 et 1762.

L'aîné de ses enfants, Jean-Baptiste, s'établit d'abord à Beauport, en 1762, où il demeure vingt-six ans ; puis, au printemps de 1789, il vient, avec toute sa famille, prendre possession, à Sainte-Foy, *Côte Saint-Pierre* (aujourd'hui *Chemin de la Suède*) d'une terre qu'il avait achetée l'automne précédent (1788) des sieurs Joseph Dupont, père et fils.

Depuis cent quinze ans ses descendants occupent sa maison et possèdent sa terre qu'ils garderont, j'en ai la certitude, aussi longtemps qu'ils auront l'honneur d'être cultivateurs.

ERNEST MYRAND

LAC SIMCOE

Le général Simcoe, lieutenant-gouverneur du Canada Supérieur lors de l'octroi de la constitution de 1791, fonda York ou Toronto. Il servit depuis à Saint Domingue et dans la Méditerranée, et devait conduire 12,000 hommes à la défense du Portugal, si le prince régent de ce pays y eût consenti. Un des lacs de la province d'Ontario a retenu son nom.

L'HONORABLE ALEXANDRE-EDOUARD
KIERSKOWSKI

M. Kierskowski naquit dans le grand duché de Posen en 1816. Son père avait servi avec distinction dans les armées du premier empire.

Pendant la révolution de 1830-31, le jeune Kierskowski combattit en Pologne à côté de son père, pour la cause nationale, et reçut deux blessures.

Forcé de prendre le chemin de l'exil, il se rendit à Paris où il étudia le génie civil.

C'est en 1841 qu'il vint au Canada. Il se livra à sa profession et à diverses entreprises industrielles.

Elu le 2 novembre 1858 au Conseil Législatif pour la division de Montarville, il fut privé de son siège par une contestation.

Le 13 juillet 1861, il fut élu à la Chambre d'Assemblée par le comté de Verchères. Cette fois encore son siège lui fut enlevé par la décision d'un comité nommé pour juger de la contestation des élections.

Il fut plus heureux sous le régime de la Confédération. Le 10 septembre 1867, il fut élu par le comté de Saint-Hyacinthe pour la Chambre des Communes.

L'honorable M. Kierskowski mourut à Saint-Ours le 4 août 1870, et fut inhumé dans l'église de Saint-Charles de Richelieu.

“ M. Kierskowski, partisan politique dévoué et énergique, avait su dans la vie privée s'attirer l'estime de ses adversaires par de nobles qualités.”

Il s'était marié deux fois : en premières nocces, à Louise, fille de l'honorable M. Debartzch, et, en secondes nocces, à Caroline-Virginie, fille de l'honorable Roch-François de Saint-Ours.



L'HON. ALEXANDRE-EDOUARD KIERSKOWSKI

RÉPONSES

Pierre Lesueur. (IX, V, 940).—Pierre Lesueur était né vers 1657 à Notre-Dame de Heden, en Artois, du mariage de Victor Lesueur et de Anne Honneur.

Nous ignorons en quelle année il passa dans la Nouvelle France. Il y était déjà en 1681, puisque le 14 juillet de cette année le Conseil Souverain le condamne à cent livres d'amende pour avoir été en traite au Sault Sainte-Marie. (1)

M. Sulte nous apprend qu'en 1683, Lesueur était au lac Pepin sur le Mississipi.

En 1689, le nom de Lesueur se trouve dans l'acte de prise de possession, par Nicolas Perrot, de la baie des Puants, de la rivière des Outagamis, de celle de Ouiscouche, et du Mississipi.

L'année suivante, il revient dans la Nouvelle-France et, le 29 mars 1690, il épouse, à Boucherville, Marguerite Messier.

Dans une Relation des événements les plus remarquables arrivés au Canada de septembre 1692 au départ des vaisseaux en 1693, nous lisons :

“ Lesueur, un autre voyageur va rester à Chagouamigon et va essayer de maintenir la paix récemment conclue entre les Sauteurs et les Scioux. Ceci est de la plus grande conséquence, car c'est maintenant la seule voie par laquelle on peut avoir accès à la dernière nation, dont le commerce est très profitable, la contrée au sud étant occupée par les Renards et les Mascoutins qui ont déjà, à plusieurs reprises, pillé les Français, sous le prétexte qu'ils portaient des muni-

(1) *Jugements et délibérations du Conseil Souverain*, vol. II, p. 594.

tions aux Sioux, leurs anciens ennemis. Ces fréquentes interruptions auraient été punis déjà, si nous n'avions été occupés ailleurs. Lesueur, nous l'espérons, va nous faciliter la route septentrionale par la grande influence qu'il possède sur les Sioux." (1)

En 1693, Lesueur avait le poste des Sioux sous les ordres de LaMothe Cadillac, commandant de Michilimakinac.

En 1695, M. LeSueur, par ordre du comte de Frontenac, gouverneur général du Canada, fit construire un fort dans une île sur le Mississippi, à plus de 200 lieues au-dessus des Illinois, afin de ménager la paix entre les Sauteurs, nation qui habitait le bord d'un lac de plus de 500 lieues de tour, situé à 100 lieues à l'est du fleuve, et les Sioux, placés vers le haut du Mississippi.

La même année, Lesueur descendit à Montréal avec dix ou douze canots montés par des Sauvages. Dans cette troupe il y avait un chef des Sauteurs appelé Chingouabé et un Siou et une Siouse. Ces derniers étaient les premiers de leur nation qui venaient au Canada. Comme on espérait tirer de leur pays quantité de choses utiles au commerce, Frontenac, le chevalier de Callière et l'intendant Champigny les reçurent parfaitement bien.

Trois jours après leur arrivée à Montréal, le 18 juillet, Frontenac leur donna audience en présence des principaux personnages de la colonie.

Le chef des Sioux, qui se nommait Cioscate, étala devant le gouverneur sur une robe de castor vingt-deux flèches, et lui dit que chacune d'elles représentait un village de sa nation qui demandait sa protec-

(1) O'Callaphan, IX, p. 570.

tion et de bien vouloir les regarder comme ses enfants.

M. de Frontenac, après avoir parlé aux autres nations et leur avoir représenté de vivre en paix avec les Sioux afin d'unir leurs efforts contre les Iroquois, se tourna vers Ciostate et lui dit qu'il recevrait sa nation au nombre de ses enfants, à condition que tous écouteraient sa voix. Il ajouta qu'il renverrait Lesueur au milieu d'eux. (1)

Lesueur devait remonter au Mississipi dans le printemps de 1696 avec ce chef sion, qui n'était descendu que sur la parole qu'on lui avait donnée de le reconduire dans son pays. Mais il tomba malade dans l'hiver et mourut à Montréal après trente-trois jours de souffrance.

Lesueur obtint alors du comte de Frontenac la permission de passer en France.

Il avait découvert dans le pays habité par les Sioux des mines de plomb, de cuivre et de terre bleue et verte. Il voulait demander à la Cour la permission de les ouvrir.

Il présenta au Roi un mémoire dans lequel il proposait la formation d'un établissement fixe chez les Sioux. Il représentait le danger d'être prévenus par les Anglais, qui trafiquaient sur l'Onabache et avaient en vue l'occupation du Mississipi. Il terminait en demandant le commandement de Chagouamigon aussi que du Mississipi, des lacs et des rivières compris entre la source de ce fleuve et la rivière des Kikapous.

Le 27 avril 1697, le Roi lui accordait sous réserve de commencer sur le Mississipi l'établissement qu'il avait proposé. Il avait la permission de prendre dans

(1) Margry, (*Découvertes et explorations des Français dans l'ouest et dans le sud de l'Amérique septentrionale*, p. 55) donne un compte rendu détaillé de cette réception.

la colonie vingt ou vingt-cinq hommes, à condition qu'ils ne seraient occupés qu'au travail des mines et nullement à aller faire la traite dans les bois.

Sur la fin de juin de la même année, Lesueur s'embarqua à La Rochelle pour revenir au Canada. En passant sur le banc de Terre-Neuve, il fut pris par une flotte anglaise de 16 vaisseaux, et amené prisonnier à Portsmouth.

À la paix, il retourna à Paris pour chercher une nouvelle commission, car il avait jeté la sienne à la mer, dans la crainte de donner connaissance de son projet aux Anglais.

La cour lui en donna une nouvelle le 21 mai 1698. Cette fois, le Roi lui permettait d'amener cinquante hommes. La défense de traiter le castor était maintenue, mais il obtenait le privilège de traiter des pelleteries qui n'entrent pas dans la fabrication des chapeaux.

Il passa aussitôt dans la Nouvelle-France, et commença ses préparatifs de départ.

L'intendant Champigny, qui avait toujours été opposé à ses entreprises, obtint, le 27 mai 1699, la révocation des privilèges accordés à Lesueur. Ces obstacles l'obligèrent de retourner en France.

Enfin, en décembre 1699, M. LeSueur retournait en Louisiane avec 30 hommes, afin d'y exploiter les mines qu'il avait découvertes. La relation de ce voyage de M. LeSueur au pays des Sioux est publiée dans le *Journal historique de l'établissement des Français à la Louisiane* par Benard de la Harpe, p. 38.

Au mois d'avril 1702, LeSueur se rendit en France avec M. d'Iberville.

En mai 1702, Louis XIV lui accorda une nouvelle concession.

Quelques années après, repassant en Louisiane, LeSueur mourut dans la traversée. P. G. R.

Le Great-Eastern. (IX, XII, 985.) — C'est le samedi, 6 juillet 1861, entre six et sept heures du soir, que le *Great-Eastern* entra dans le port de Québec.

Parti d'Angleterre le 27 juin, le géant nautique avait donc pris neuf jours à faire la traversée d'un port à l'autre.

Nous lisons dans le *Canadien* du 8 juillet 1861 :

“ Plusieurs de nos steamers allèrent à la rencontre du *Great-Eastern*, entre autres le *Napoléon* qui avait à son bord le maire (M. Thomas Pope), les membres du Conseil et du Bureau de Commerce, et une foule nombreuse de citoyens, trop nombreuse même pour l'aise des passagers.

“ Arrivé vers le bout de l'île d'Orléans, on aperçut dans le lointain une grosse fumée, qu'on jugea être celle du *Great Eastern*. Aussitôt lunettes et jumelles de se pointer à l'horizon, et chacun de s'écrier : C'est lui ! C'est bien lui ! Bientôt le *Napoléon* vira de bord et attendit l'approche du *Great Eastern*, qui l'eut bientôt rejoint. Et hourras d'éclater, mouchoirs de s'agiter de part et d'autres, suivis de deux coups de canon à bord du *Great Eastern* en forme de salut, politesse qui fut faite aussi au *MacKenzie* qui arriva quelques moments après.

“ Le *Great Eastern* marchait alors à toute vitesse, avec ses immenses roues latérales et sa puissante roue à hélice, et le *Napoléon* ne tarda pas à être dépassé ; mais le premier, après avoir fait acte de suzeraineté, arrêta ses roues latérales, ne faisant mouvoir que son hélice, et on put alors l'approcher et avancer côte à côte avec lui, jusqu'à l'entrée dans le port, ce qui fut l'occasion de nouveaux hourras répétés à plusieurs reprises. Des deux côtés la foule paraissait animée d'un enthousiasme égal, que partagea la population entière,

qui s'était portée en masses sur les quais, sur la Plateforme, partout où l'on pouvait apercevoir le nouvel arrivant.

“ Le *Great Eastern* a été jeter l'ancre un peu au-dessus du quai de la Reine, où il va décharger les troupes qu'il a amenées, ce qui va prendre quelques jours, après quoi il recevra les visiteurs, à commencer jeudi prochain.”

Le *Great Eastern* reprit la mer le 6 août, à 4 heures du matin.

Pendant son séjour d'un mois dans le port du Québec, le *Great Eastern* fut visité par des milliers et des milliers de curieux venus de toutes les parties du Canada et des États-Unis.

Les Hollandais de la Nouvelle-Belgique. (IX, III, 931.)—Lorsque Champlain fonda Québec, en 1608, les Iroquois étaient en guerre ouverte avec les Algonquins; c'étaient deux nations puissantes, valeureuses et ennemies de longue date.

Les Iroquois, quoique moins nombreux, semblaient cependant l'emporter sur leurs adversaires, malgré leur alliance avec les Hurons et les Micmacs. Cette triple force aurait peut-être réussi à dompter une tribu aussi vaillante que l'était la Confédération dite des Cinq-Cantons, si les Anglais de la Nouvelle-Angleterre et les Hollandais de la Nouvelle-Belgique, établis dans le voisinage immédiat des Iroquois, ne leur eussent vendu des fusils et des munitions qui leur permirent de guerroyer à armes égales contre les Français, alliés aux Algonquins. De ce moment la face des choses tourna, et l'Iroquois féroce par nature, devint de plus en plus redoutable et redouté.

Ce fut en 1609 que Henry Hudson, explorateur anglais, voyageant pour le compte de la Hollande,

découvrit la rivière qui porte encore son nom. Dès l'année suivante, quelques Hollandais vinrent en Amérique pour y tenter fortune. Mais il n'y eut pas de colonisation hollandaise sérieuse avant 1623. Toutefois, en 1613, Adrian Block, ayant été forcé d'hiverner sur l'île de Manatte, y construisit un petit fort qu'il appela New-Amsterdam, en l'honneur de la cité principale de la Hollande.

En 1623, la Compagnie hollandaise des Indes orientales envoya en Amérique un vaisseau chargé de plus de vingt familles wallonnes, qui s'établirent sur les bords de la rivière Hudson. Les uns restèrent à New-Amsterdam (la ville de New-York actuelle), les autres se rendirent jusqu'à Orange, (aujourd'hui Albany). Ces deux groupes s'accrurent assez rapidement, et bientôt le pays compris entre l'Hudson et la rivière Delaware, forma toute une province que les Hollandais appelèrent New-Netherland, et les Français Nouvelle-Belgique. Champlain donnait aux Hollandais, le nom de Flamands. La plupart d'entre eux étaient protestants ; s'il se rencontrait chez quelques-uns de l'intolérance, il s'en trouvait d'autres, par contre, qui respectaient la religion catholique et ses ministres. Pris dans son ensemble, l'élément colonisateur de la Nouvelle-Belgique, était chrétien, moral, industriel, et patriote. Les chefs surtout étaient remarquables à plus d'un titre. Ils ne consentirent jamais à épouser les querelles des sauvages et à batailler pour les uns au détriment des autres. S'ils leur vendirent de la poudre et des arquebuses, c'était plutôt pour des fins de commerce. Ils étaient grands acheteurs de fourrures, qu'ils apportaient ensuite en Europe, où les profits étaient considérables.

La Nouvelle-Belgique connut bientôt une organisation politique. Elle eut ses gouverneurs ou direc-

teurs-généraux. Pendant quarante ans que dura la suprématie hollandaise sur ce coin de terre américaine, six gouverneurs se succédèrent sans interruption, et dans l'ordre qui suit : 1624-25, Cornelius Jacobsen May ; 1625-26, William Verhulst ; 1626-32, Peter Minuit ; 1633-37, Walter Van Twiller ; 1638-47, William Kieft ; 1647-64, Peter Stuyvesant.

Peter Minuit acheta des sauvages l'île de Manatte et vingt-deux mille acres de terre, pour la somme de vingt-quatre piastres. Ce fut sous son administration que la ville de New-Amsterdam fut constituée civilement. Cette année-là (1626), la Nouvelle-Belgique exporta des fourrures pour un montant de dix-neuf mille piastres.

L'année suivante, Minuit régla avec Bradford, gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, les limites de sa province. Elle se trouva bornée au nord-est par la Nouvelle-Angleterre et au sud-ouest par la Virginie, et fut comprise entre les 38^e et 42^e degrés de latitude.

La ville de New-Amsterdam ne connut le système de gouvernement municipal qu'en 1653.

La colonie hollandaise florissait toujours, lorsqu'en 1667, l'Angleterre conclut, à Bréda, un traité de paix avec la Hollande, en vertu duquel elle devenait maîtresse de la Nouvelle-York et du Nouveau-Jersey, ne laissant aux Hollandais que Surinam.

Cette dépossession en règle mit fin à la suprématie des Pays-Bas sur leur colonie américaine. Cependant, en 1673, les Hollandais tentèrent de reprendre leur colonie perdue ; ils y réussirent, mais ils ne purent la conserver que pendant quelques mois. Un nouveau traité, consenti en 1674, les déposséda une seconde fois, et le drapeau anglais continua à flotter sur la Nouvelle-York jusqu'à la déclaration de l'indépendance des États-Unis.

N.-E. DIONNE

QUESTIONS

997—A-t-on des renseignements sur le lieu d'origine et la vie de Etienne de Lessart, qui donna un terrain pour bâtir une église à Sainte-Anne du Petit-Cap ou de Beaupré ?
de L.

998—Jean-Baptiste Duberger, qui a fait un plan en relief de Québec déposé aujourd'hui à l'arsenal de Woolwich, en Angleterre, est-il mort au Canada ?

XXX

999—Doit-on dire et écrire “à Trois-Rivières, à Trois-Pistoles, à Deux-Montagnes”, ou “aux Trois-Rivières, aux Trois-Pistoles, aux Deux-Montagnes” ?

PEDAG.

1000—Dans son “étude biographique et historiographique” intitulée : *Louis Jolliet*, M. Ernest Gagnon dit que le célèbre explorateur qui fut le premier seigneur d'Anticosti mourut en 1700, —dernière année du dix-septième siècle, —entre le 4 de mai et le 18 octobre. (Voir *Louis Jolliet*, pp. 203 et 205.) De son côté, M. l'abbé Camille Roy, dans un récent numéro de la *Nouvelle-France*, dit que Louis Jolliet mourut en l'année 1699. Qui a raison ?

ANTICOSTI

1001—Y avait-il au fort Carillon une chapelle et des aumôniers militaires ? Si oui, étaient-ce des prêtres séculiers, des Jésuites ou des Récollets ?

Quels étaient les aumôniers de l'armée de Montcalm durant son séjour à Carillon et pendant la fameuse bataille ?

XX

VOL. 10

AVRIL 1904

No 4

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Ia mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison d'avril : Requête des voyageurs de Michillimakinac en 1786, (suite et fin), Mgr Henri Têtu ; Migneron, Magneron, Migneran, Maigneron, Myrand, Mayrand, L'abbé H.-A. Scott ; Mgr Plessis à Rome (Extrait des *Mémoires* inédits de l'abbé Casgrain) ; Le chevalier Robert-Anne D'Estimaerville de Beaumouchel, P. G. R. ; Gentilshommes Huissiers de la Verge Noire du Conseil législatif de la province de Québec ; Protonotaires du district de Québec, F.-J. Audet ; Records de la cité de Montréal ; L'indemnité de nos députés, P. G. R. ; La langue française au Canada, Ignotus ; Questions, etc.

Gravure : Le chevalier Robert-Anne D'Estimaerville de Beaumouchel.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Mgr Grandin, oblat de Marie Immaculée, premier évêque de Saint-Albert, par le R. P. E. Jonquet, de la même Congrégation. Se vend au profit des missions de l'Alberta. Montréal 20, rue St-Vincent—1903—531 pp. in-8. Prix : \$1.50, broché ; \$2.00 relié—En vente chez M. Giroux, libraire, 1641, rue Notre-Dame, Montréal.

Le Père Sébastien Rasles, jésuite, missionnaire chez les Abénaquis, 1657-1724. par N.-E. Dionne, M. D., L. L. D. S'adressez à l'auteur, Bibliothèque de la Législature, Québec.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

AVRIL 1904

No 4

REQUÊTE DES VOYAGEURS DE MICHIL- LIMAKINAC EN 1786

(Suite et fin)

VISITE DE MGR DENAUT AU DÉTROIT EN 1801

Mgr Denaut fut le premier évêque qui, après la conquête, fit la visite épiscopale dans les pays d'en haut ; mais il ne se rendit pas à Michillimakinac. Le 12 avril 1801, il écrit à M. Marchand, curé de Sandwich, pour lui annoncer sa venue : " Je suis tout à fait décidé à monter au Détroit, pour visiter votre paroisse, comme je le désire depuis longtemps. Le général Hunter n'étant pas encore à Montréal, et ne voulant point partir d'ici sans avoir avec Son Excellence un entretien sur l'objet, je ne puis dire au juste à quelle date du mois de mai je quitterai cette partie pour m'acheminer. Toujours est-il vrai que ce sera dans le cours de ce mois. Je visiterai les Écossais de M. Alexandre McDonell, les Irlandais et Anglais de la paroisse de St-André, le village des Sauvages de Saint-Régis. J'arrêterai à Kingston pour m'assurer des moyens d'établissement d'une paroisse nouvelle. Je passerai quelques jours à Niagara pour prendre les connaissances nécessaires au projet du lieutenant-

général le comte de Puisaye. (1) De là, je me rendra chez vous dans le mois de juin. Mon dessein est d'aller en bateau jusqu'au Détroit, et mes arrangements sont déjà pris. M. Boucherville est notre conducteur, notre guide, notre intendant, notre *factotum*, notre *Michel Morin*. Il profite de mon occasion pour aller voir sa chère Charlotte, (2) madame De Lery, que je verrai moi-même avec un plaisir particulier. Faites à tous deux, je vous prie, mes meilleurs compliments, et ayez soin de leur faire passer aussitôt la lettre ci-incluse à leur adresse. Vous recevrez ci-inclus le mandement pour la visite. Les exercices ne sont point détaillés : nous réglerons quand nous serons sur les lieux. Je veux tout voir, tout savoir, exhorter, convertir, si je puis, Anglais, Français, Canadiens, Sauvages : tous ont des droits à ma sollicitude, et je n'ai pas de plus grand désir que de m'occuper du soin du salut de tous. Je vous mène un vicaire, comme je vous l'ai promis dans ma dernière, que vous aurez sans doute reçue dans son temps. En attendant le plaisir de vous voir et de vous embrasser, je suis bien toujours avec les mêmes sentiments, etc.

† P. Evêque de Québec

Quels furent les ecclésiastiques qui eurent l'honneur d'accompagner Mgr Denaut ? Je crois que l'évêque de Québec amena avec lui M. l'abbé Louis

(1) Obligés de quitter la France après le désastre de Quiberon (1795), le comte de Puisaye et d'autres gentilshommes vinrent s'établir dans le Haut-Canada, où le gouvernement leur avait assigné des terres. Plusieurs de ces émigrés repassèrent en Europe avec le comte, en 1802. Cet établissement n'eut pas de succès grâce au manque de persévérance de ses fondateurs.

(2) Sa sœur, née Charlotte Boucher de Boucherville.

Payet dont nous avons déjà parlé et M. Félix Gatien, ordonné prêtre le 16 février de la même année 1801. Mgr Denaut le laissa vicaire au Détroit où il demeura jusqu'en 1806 ; de là il devint professeur de philosophie au séminaire de Québec. Curé du Cap-Santé en 1817, il a écrit l'histoire de sa paroisse où il est mort le 18 juillet 1844.

Voici maintenant comment le prélat raconte son voyage dans quelques pages qui sont absolument inédites et qui—comme document historique—seront bien ici à leur place. Que le *Bulletin des Recherches Historiques* est commode et hospitalier !

Mgr Denaut écrit, de Kingston, à Mgr Plessis, le 27 mai 1801.

Monseigneur,

“ J’ai quitté Longueuil vendredi, 15. J’ai couché à Vaudreuil, le 16 aux Cèdres, d’où je suis parti le 17, après midi. M. Alex. McDonell (1) étant malade depuis plus d’un mois, j’ai pensé qu’il n’avait pu préparer son monde pour la visite ; je l’ai différée jusqu’à mon retour. J’ai passé trois jours à Saint-Régis, j’arrive ici. J’ai abandonné le dessein de faire le tour des lacs, comme je me l’étais proposé. Je pars avec le commodore Bouchet pour Niagara dont M. Burke est parti pour n’y plus retourner, je pense. ”

Le 30 du même mois, Mgr Denaut écrit encore à son coadjuteur :

“ Je reçois à l’instant et avec plaisir votre lettre de l’Ascension. Le lendemain de cette fête, j’ai quitté Longueuil, et je suis arrivé ici le 27, comme je l’ai

(1) Missionnaire de Glengary, Haut-Canada. Il y mourut en 1803.

marqué à Votre Grandeur dans une lettre de cette date, qui vous parviendra bientôt. Nous attendions le vent favorable pour lever l'ancre, et il nous tarde qu'il arrive, quelque bien traités que nous soyons par les habitants du lieu, Anglais et Français, qui ont les plus grands égards. Je renets à mon retour du Détroit la visite de cette mission, les sujets n'étant pas assez préparés pour la Confirmation et autres fruits de la visite. Ils ont en général un grand désir pour l'établissement d'une mission fixe ; mais ils sont pour l'exécution, d'une indifférence, dans une apathie qui fait pitié. Pour les encourager, notre petite bande a souscrit pour £55. Je verrai à mon retour quelle impression elle aura faite sur les esprits. Un établissement est absolument nécessaire. Les chrétiens froids et indifférents, pour ne rien dire de plus, remplissent tous les jours la chapelle protestante....."

Voici maintenant le journal de visite écrit tout entier de la main de Mgr Denaut.

Voyage au Détroit—1801.

Quitte Longueuil le 15 mai, dîné à Pointe-Claire, couché à Vaudreuil. Le 16, dîné aux Cèdres et parti de là dimanche 17, 3 h. après-midi., et couché à la Pointe aux Beaudets. Lundi, couché à St-Régis ; 18. L'entrée a été faite, le 19 matin. Le village contient 150 familles, 600 âmes, 270 communians. 190 confirmés. Les Sauvages allouent à leur missionnaire £50. et il en reçoit du roi \$50. Le vicaire £50 par les Sauvages. La dîme n'est point comprise. L'église en pierre a été bénie en 1792. Les proportions sont de 48 sur 100, dehors en dehors. Le presbytère aussi en pierre, qui touche à sa perfection, est 45 sur 36. 2 calices, un ciboire, ostensor d'argent. Les ornements sont assez beaux : moins bien en linge.

Kingston.

Parti de St-Régis le 21 mai à 3 h. du soir. Couché à trois quarts de lieue au-dessous du long Sault. Couché sous tente. Le lendemain, vendredi 22, couché chez un (trois mots illisibles) hollandais. Samedi 23, monté les milles roches. Dîné sous le tendelet. Couché chez un Allemand au-dessus du Galop. Le froid de cette nuit a gelé tout, même les feuilles des arbres. Dimanche de la Pentecôte 24. Dit la messe à Swegatsi, chez madame veuve Verneuil de Lorimier. Dîné et couché chez M. Epih. Jones, Pointe au Pin. Lundi 25, couché chez Thury (isles Toniato). Mardi 26, couché sous tente, à 2 lieues de Kingston où nous sommes arrivés le 27 à 8 h du matin. La ville qui porte ce nom, bâtie dans la baie du même nom, a environ 28 à 29 arpents de front sur 3 ou 4 arpents de profondeur. Les maisons des commerçants sont assez belles, de beaux hangards sont appuyés sur des quais proche desquels arrivent les navires marchands. Au delà de la pointe qui forme cette baie, appelée Pointe Frédéric, sont les vaisseaux du roi dans un port aussi sûr que celui des marchands. Il y a 101 maisons. Il y a un grand nombre de catholiques à Kingston qui, joints aux habitants de la baie de Quité formeraient une mission qui est très désirée par les uns et les autres. Mais ils ont peu de moyens. Une souscription a été ouverte par moi et les messieurs de ma suite, dont le montant s'élève à £80,8,0.

Dimanche 21, jour de la Sainte-Trinité, nous avons tous dit la messe. Nous avons laissé cette ville lundi 1er juin. L'ancre a été levé à 9 h., et quoique nous ayons été obligés de luvoyer une partie de ce jour, poussés ensuite par un bon vent de nord, nous sommes

arrivés à York (1) à 1 h. après-midi 27 heures de passage. Entrevue avec le général Hunter qui nous a gardés à dîner et retenus jusqu'à 7 heures. Calme toute la nuit. Vent contraire le lendemain, louvoyé toute la journée ; passé la barre la nuit ; obligés de jeter l'ancre. Entrés dans la rivière Niagara, le matin entre 7 et 8 h. 4 de juin, Fête-Dieu, dit la messe. Deux jours de séjour dans cette place appelée Fort Georges, vis-à-vis l'ancien fort occupé par les États-Unis. Le Fort Georges agréablement situé sur une hauteur qui commande partout, est flanqué de six redoutes de 4 canons de 12 livres de balles. Quatre mille hommes suffiraient à peine pour le défendre, à cause de sa grandeur. A quelque distance du fort est bâtie la ville. Les rues sont très larges, il y a environ 80 à 90 maisons dont la plupart sont fort belles. Il y a 12 lieues du Fort Georges au Fort Érié. Nous avons passé le portage de Niagara en stage jusqu'à Chipowa où nous avons couché le 7 samedi. Le dimanche 8, nous sommes arrivés au Fort Érié en bateau, accompagnés du colonel McDonell qui a ajouté aux bontés que nous avons éprouvées à Niagara, la complaisance de venir donner lui-même ses ordres aux bâtiment qui doit nous passer le lac Érié et sur lequel nous avons monté, le lendemain, lundi 9 à 8 h. du soir, et levé l'ancre, le 10, à 10 h. du matin. Quoique la barque qui nous portait ne fut pas des meilleurs voiliers, nous avons passé le lac en deux jours ; mais le vent nous ayant manqué dans les isles de Sandoské, nous avons mis plus de temps à faire les 30 lieues qui nous restaient à faire jusqu'à une lieue de Malden, que nous

(1) Toronto.

n'en avons mis à faire les 70 lieues de lac, de sorte que nous nous sommes déterminés d'envoyer un passager dans notre bâtiment pour porter à M. Marchand le mandement pour la visite qui m'a été remis au Fort Érié par M. Chaboyez l'aîné, qui en était le porteur. (Le mandement était daté du 8 avril et le 12 envoyé à Montréal pour être acheminé)

Le 13 juin, nous sommes à Amherst bourg ou Malden, à 1 h. après-midi, chez M. DeLery où nous avons couché trois nuits. Partis de là en bateau conduit par les habitants du Détroit. Nous sommes arrivés, le 16 à midi, à Sandwich, paroisse de l'Assomption, dont M. Marchand est le curé. Nous y avons séjourné jusqu'à ce jour, 15 de juillet, qui est celui de notre départ sur la Charlotte, barque appartenante à M. McIntosh, capitaine Baker.

Arrivés à Malden le soir, et couché. Une pluie continuelle, accompagnée d'éclairs et de tonnerre a duré toute la nuit. Le 16, levé l'ancre à 9 h. Un vent favorable a commencé à souffler à l'entrée du lac, et nous avons fait trente lieues avant le coucher du soleil. Après le coucher, le vent a passé à l'ouest, nous faisions dix milles par heure ; mais devenant plus fort en plus fort, et si furieux que les vagues passant sur la poupe et la proue semblaient menacer d'engloutir le vaisseau. Le 17, louvoyé ; le 18, bon vent jusqu'à midi. Calme et vent contraire, mais faible. Nous espérons arriver au Fort Érié de bonne heure, mais (c'est tout ce qu'il y a sur cette page du manuscrit. Sur l'autre page ce qui suit.)

Visité la paroisse de l'Assomption du Détroit ou Sandwich. Arrivé le 16, mardi à midi. Instruction donnée deux fois le jour jusqu'au dimanche. L'entrée

s'est faite le matin avant la messe. Tous les exercices de la mission ont été faits jusqu'à mercredi. Le sacrement de la Confirmation a été administré tous les jours pendant le séjour, excepté jeudi, samedi, dimanche et jeudi qui ont été employés au Détroit pour les habitants de la paroisse de Ste-Anne dont M. Levadoux est grand vicaire et curé de cette partie sud de la rivière, où il y a eu 580 confirmés. M. Richard en est le vicaire (1). A la Rivière-aux-Raisins, 295 confirmés. Trois jours de séjour, M. Dillet en est le curé.

Vu et alloué les comptes de l'Assomption. Il y a au coffre la somme de 5213 frs 17. Confirmés 529. Communians 600. Habitants 200. Dîme de bled 650. Avoine 120. Orge 0. Bled d'inde 24. La terre dont l'usage de la moitié appartient au curé et l'autre à la fabrique louée par le même à certaines conditions assez favorables a donné, cette année, 312 de bled, non compris les menues grains. L'église de Sandwich. Les ornements sont en bon ordre.

Je trouve à la suite de ce journal ces quelques mots sur la visite de l'année suivante :

Saint-Raphaël et Saint-André ont été visités en février 1892. A Saint-Raphaël 192 confirmés. A Saint-André 59. Il y a environ 100 familles catholiques.

Des mandements et instructions ont été envoyés à chacune de ces paroisses (2). M. Rodrigue McDonell est le curé de la dernière. M. Alexandre McDonell dessert la première.

(1) Voir *L'abbé Gabriel Richard*, par M. N.-E. Dionne.

(2) Ces mandements ont été publiés dans les *Mandements des Evêques de Québec*.

Je crois devoir reproduire ici le document suivant qui complète en partie du moins le journal de la visite de Mgr Denaut au Détroit en 1801.

Extrait des Registres de la mission de la Rivière-aux-Raisins, Monroe, Michigan.

Le dix-huit juin mil huit cent un, Mgr Pierre Denaut, évêque catholique de Québec, arriva vers les trois heures de l'après-midi, à la Rivière-aux-Raisins et débarqua devant la maison de M. J. B. Réaume père, où M. J. Dilhet, curé de la paroisse, le reçut sans solennité; après lui en avoir fait l'offre que M. l'évêque refusa. Il fut introduit dans la susdite maison par M. le curé et il y entra avec M. Michel Levadoux, grand vicaire de M. l'évêque de Baltimore, M. Marchand, curé de l'Assomption du Détroit, et M. Payet, (1) son secrétaire. M. Hubert Lacroix fit à Mgr l'Evêque un compliment au nom de tous les paroissiens, à la fin duquel un grand nombre qui étaient présents se mirent à genoux pour demander la bénédiction de M. l'Evêque qu'il donna à tous sur le champ. Il demanda ensuite qu'on lui préparât des voitures pour aller à l'église et elles se trouvèrent prêtes à l'instant.

(1) C'est le même M. Payet qui avait été curé du Détroit et avait fait deux missions à Michillimackinac. Ce dernier voyage ne lui fut pas favorable, puisqu'il mourut presque immédiatement après son retour, le 26 août 1801. Mgr Denaut se fit un devoir de présider à ses funérailles qui eurent lieu à Verchères dont il était curé depuis 1798. Le 1er de septembre suivant, l'évêque de Québec écrivait à son coadjuteur, Mgr Plessis : " La mort du cher Payet me prive d'un bon ami et le diocèse d'un bon prêtre." On ne pourrait faire un meilleur éloge de cet excellent missionnaire.

Il y entra aussitôt et, dans toute la route, il fut accompagné de près de cinquante hommes à cheval, et d'autres en grand nombre à pied.

Devant toutes les maisons, on se présentait à genoux pour recevoir la bénédiction. Arrivé à l'église, après une légère collation pour rafraîchissement, il y entra pour donner la bénédiction solennelle qui fut précédée d'un discours prononcé par M. Levadoux, qui annonçait que M. l'évêque de Baltimore, Jean Carrol, avait prié Mgr l'évêque de Québec de donner la Confirmation dans cette paroisse, et l'ordre que l'on suivrait les jours suivants.

Le dimanche, qui était le jour suivant, M. l'évêque de Québec, après un discours sur le sacrement de confirmation, administra ce sacrement à ceux qui se présentèrent à la sainte Table pour ce sujet. Il en fit de même les deux jours suivants et voici la liste des confirmés.

Suivent les noms de près de 200 personnes.

1801

Fait et certifié par Rev. C. Maas, Missionnaire de Munroe (Rivière-aux-Raisins), diocèse du Détroit.

Décembre 1872.

(Signé) J. Sasseville, Ptre. (1)

Mgr H. Têtu

(1) Le regretté M. Sasseville, alors curé de Sainte-Foye. Il était réellement érudit, et connaissait autant que pas un l'histoire ecclésiastique du Canada et celle des États-Unis. Hélas ! il n'a pas écrit et il a emporté avec lui bien des secrets, dont il était friand.

MIGNERON, MAGNERON, MIGNERAN, MAIGNERON, MYRAND, MAYRAND

M. l'abbé Rhéaume, d'érudite mémoire, nous avait signalé, notre premier volume à peine paru, l'erreur (1) relevée par M. Ernest Myrand, et nous avions pris nos mesures pour la réparer dans la seconde partie de notre ouvrage. Il eût peut-être été de bonne guerre de l'attendre.

Puisque erreur il y a, du moins paraîtra-t-elle, après une courte explication, moins *impardonnable* chez un homme qui n'est pas de la famille.

Et d'abord remarquons que l'*Histoire de Sainte-Foy* ne contient pas de généalogies. On (2) y note en détail, avec documents à l'appui, les événements petits et grands depuis que les Français ont mis pour la première fois le pied sur ce coin de terre, les noms des premiers habitants, possesseurs de fiefs ou simples défricheurs, et surtout on décrit les progrès et la ruine de la fameuse bourgade de Sillery. Ce n'est qu'incidemment qu'on relie, sans indiquer du reste les anneaux intermédiaires, une famille d'aujourd'hui aux pionniers des anciens temps. Elles sont malheureusement trop peu nombreuses les familles qui se sont perpétuées ici depuis l'origine jusqu'à nos jours.

Il paraît que l'identification de la famille Myrand avec la descendance de Jean Mignerons n'a pas été heureuse. Voyons !

(1) Avec le autre, p. 414, où nous disons dans une note que Pierre Pluchon n'est pas mentionné dans Tanguay. Or il y est sous le nom de Pierre Aubuchon. L'eusses-tu cru !

(2) Qu'on nous pardonne cet *on* moins haïssable que le *moi*.

1° Pour Mgr Tanguay, que M. Ernest Myrand semble considérer comme une autorité et qu'il ne faut jamais citer sans le contrôler—les érudits le savent—les noms de Migneron, Mignerant ou Mignerand, Magneron, Milleron, Lajeunesse, Taphorin, ne sont que des surnoms ou des variations du même nom. (1)

2° Or les Myrand de Sainte-Foy sont des Migneran, (2) comme il appert par nos registres paroissiaux auxquels M. Ernest Myrand a l'amabilité de nous renvoyer ! De Meillerand ou de Taphorin, pas la moindre trace.

3° Le nom de Migneron s'est syncopé tout comme celui de Migneran. En 1792 (3) le lieutenant-gouverneur Cramahé cède à Joseph Routier une terre sise entre les propriétés de Joseph Migneron et d'Antoine Samson. En 1797 Joseph Migneron est devenu Joseph Miron. (4)

Dans l'écriture cursive et en bonne prononciation française, quelle distance sépare Miron de Miran ! Et aux yeux du philologue quelle en est la différence ?

Mais une question de généalogie ne se tranche pas au moyen de la philologie. Pas complètement ni tou-

(1) Tanguay, *Dictionnaire Généalogique*, I, 43 ; VI, 30.

(2) 25 janvier 1790, sépulture d'un enfant de J.-B. *Migneran* et de Thérèse Parent ; — 13 février 1792, mariage de Jos. Langlois et d'Angélique *Migneran* ; — 12 mai 1794, sépulture de J.-B. *Migneran* ; — 5 octobre 1795, mariage de J.-B. Migneran, fils, et de Magdeleine Drolet. C'est ce J.-B. Migneran qui signe J.-B. Miran au baptême de ses enfants, 15 juillet 1795, 8 novembre 1797, etc.

(3) Greffe de Panet, 31 juillet 1792.

(4) Greffe de Voyer, 28 juillet 1797.

jours : d'accord. Venons donc aux papiers de famille qui nous réservent des surprises.

4° Une copie paraphée, et partant contemporaine, du contrat de mariage de J. B. Mignerant et de Thérèse Parent nous a été communiquée. Cet acte, que nous avons soigneusement analysé l'année dernière, est de la main même du notaire Parent, de Beauport. Il porte la date extraordinaire du 31 février 1762. Nous l'avons étudié de nouveau récemment afin d'être bien sûr de nos assertions. En voici le commencement :

“ Pardevant le nottaire public en la seigneurie de Beauport y résidant soussigné et thémoin si bas nommé furent presant en lr persone Jean Baptiste Mignerant d Thafoirat, fils de feu Jean-Baptiste Mignerant d. Thafoirat et feue Louise Routié, ” etc.

Dans les autres anciens papiers de famille on trouve Tafoirain dit Mignerant et aussi souvent Mignerant dit Tafoirain.

Puis, dans le contrat de mariage cité, Jean-Baptiste Mignerant dit *Tafoirat* est donné comme fils, non de *Guillaume* Taphorin, mais de *Jean-Baptiste* Mignerant d. Thafoirat. N'était-il pas assez naturel, pour un profane, de considérer Tafoirain et surtout *Thafoirat* comme un sobriquet et de croire que Mignerant était le vrai nom patronymique ? (1)

Or s'il est vrai que Jean Migneront était mort depuis trente ans lorsque se mariait à Lorette Guillaume

(1) Disons, pour être juste, que l'erreur qui est dans la copie de Parent, n'est pas dans la minute originale, où on lit Guillaume. Il y a de même 31 janvier au lieu de 31 février. Mais ce n'est qu'hier que nous avons voulu voir l'acte original, n'ayant pas soupçonné qu'une copie faite et paraphée par le notaire lui-même pût être fautive. Les deux actes portent bien Mignerant dit Thafoirat.

Taphorin, natif de Meilleran en Poitou, il n'est pas moins vrai qu'il laissait une nombreuse lignée où les *Jean* ne manquent pas. Par malheur, nos registres de 1678 à 1699, qui auraient une si grande importance dans la question présente, ont disparu, et ceux de 1714 à 1752 ont été faits avec une si grande négligence qu'il n'y a guère moyen d'en tirer parti.

Ainsi nous croyons bien que M. Ernest Myrand a raison mais il était aisé de s'y tromper.

Bien plus il serait prudent de ne jurer de rien. Guillaume Taphorin, dit Meillerand ou Mignerant, comme on voit partout, n'apparaît qu'en 1729. Or il y a loin de là à 1657, date du mariage de Jean Migner et bien des choses se sont passées qui ont pu échapper aux recherches de Mgr Tanguay. On sait que le nombre des corrections à faire au *Dictionnaire généalogique* est considérable, pour ne pas dire incalculable. Et, précisément, nous livrons aux méditations de M. Ernest Myrand le contrat de mariage de Jean Magneron et de Marie Pavie, fait par Audouart le 19 août 1657. Au commencement paraît bien Marie Pavie, fille de Christophe Pavie et de Magdeleine Nadaude, du Château d'Oléron, puis Jean Magneron, fils de Pierre Magneron et de Marie Guilminette, (1) de la paroisse de.... en Poitou. Le brave notaire nous dit ensuite que le dit Jean Magneron prend à épouse la dite Marie Guilminette et que la dite Guilminette prend à époux le dit Magneron," etc. Le *quiproquo* est plaisant. Mais ce qui nous intéresse c'est le nom de la paroisse de Pierre Magneron. Tanguay ne l'a pas lu. Cela peut-être Mongon? Mais sur la patte de mouche qui précède le g il y a un point. C'est donc un i. Et alors? On peut et peut-être doit-on lire Morigon ou Merigon. Si maintenant l'on se

(1) Et non Guillemot, donné par Tanguay.

rappelle que Guillaume Taphorin avait pour mère Jeanne Mérigon, ou Mérigone, si M. Myrand le préfère—on féminisait alors bravement les noms de femme—et qu'en ce temps-là les personnes étaient souvent affublées de noms de villes, de villages, de provinces, il est difficile de résister à la tentation de croire qu'il y a entre les Mignerons, les Mignerans, les Myrand et les Mayrand, une parenté bien plus étroite que ne semble l'admettre notre honorable *correcteur*.

Simple conjecture sans doute. En tout cas l'autorité de Tanguay est par trop mince pour en décider.

L'ABBÉ H.-A. SCOTT

MGR PLESSIS A ROME

Lorsque Mgr Plessis séjourna à Rome en 1819, il déroba quelques heures à ses importantes occupations pour visiter les musées. Le grand évêque de Québec avait des qualités d'homme d'Etat, mais il n'était pas artiste et il l'apprit à ses dépens en présence du tableau de la Transfiguration de Raphaël. Au moment où il l'examinait, accompagné de son secrétaire, l'abbé Turgeon, il y avait quelques personnes dans le salon, et devant le tableau un peintre qui en faisait une copie. Tout à coup Mgr Plessis rompit le silence, et dit en indiquant le bras droit de la mère du possédé, placée au premier rang de la toile :

—Voilà un raccourci exagéré, c'est évidemment un défaut.

A cette remarque inattendue, le peintre se redressa, déposa son pinceau, et se retournant vers Mgr Plessis, lui dit :

—M. l'abbé, ici on ne critique pas, on admire.

Et il reprit son travail.

Mgr Plessis ne répliqua pas et sortit de la pièce.

(Extrait des *Mémoires* inédits de l'abbé Casgrain.)

LE CHEVALIER ROBERT-ANNE D'ESTIMAU-
VILLE DE BEAUMOUCHEL

Il était le fils de Jean-Baptiste-Philippe D'Estimauville, sire et baron de Beaumouchel, et de Marie-Charlotte d'Ailleboust, et naquit à Louisbourg le 3 décembre 1754.

Il entra dans l'armée française et servit avec distinction jusqu'à la Révolution.

Il passa ensuite en Allemagne, puis en Angleterre.

C'est quelques années après le traité d'Amiens qu'il vint rejoindre au Canada son frère, Jean-Baptiste-Philippe-Charles D'Estimauville, sire et baron de Beaumouchel, grand-voyer et inspecteur des chemins et des rues pour le district du Québec.

Celui-ci l'employa d'abord en qualité de député-grand-voyer.

Le 30 décembre 1813, il était nommé inspecteur des grands chemins, rues et ponts dans la cité et paroisse de Québec.

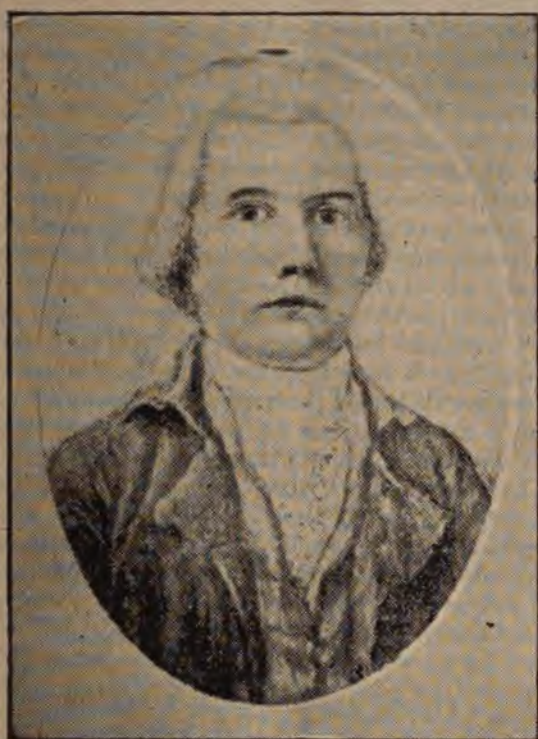
Le 19 janvier 1815, il abandonnait cette charge et était remplacé par Jean-Antoine Bouthillier.

Le 15 mai 1817, le chevalier D'Estimauville se faisait recevoir arpenteur.

Quelques mois plus tard, le 1er octobre 1817, il remettait sa commission de député-grand-voyer du district de Québec.

En mai 1818, le lieutenant-colonel Bouchette nommait, avec l'approbation du gouverneur, M. Joseph Bouchette et M. le chevalier D'Estimauville, ses députés durant son absence de la Province, pour faire les devoirs de son office comme arpenteur général.

A la fin de la même année, M. le chevalier D'Estimauville établissait, en société avec François Romain,



LE CHEVALIER ROBERT-ANNE D'ESTIMAU-
VILLE DE BEAUMOUCHEL

un bureau d'agence générale à Québec. Ce bureau devait fournir des renseignements aux émigrés ou voyageurs qui arrivaient dans notre pays ; s'occuper de trouver des domestiques, de les placer ; vendre, louer les maisons, etc., etc. (1)

Le 2 juin 1821, M. D'Estimauville acceptait de nouveau la charge de député-grand-voyer pour le district de Québec. Le grand-voyer annonçait cette nomination dans les termes suivants :

“ A tous ceux que le présent concerne, —salut :

“ Attendu que la santé de notre député actuel pour ce district ne lui permet pas d'en remplir les fonctions, sachez qu'en vertu de l'autorité à nous conférée par le Statut Provincial 36 George III, chapitre 9, dans le préambule, de nommer et appointer un député pour nous assister dans nos fonctions de grand-voyer de ce district, nous avons, sous le bon plaisir de Son Excellence le Gouverneur en Chef, nommé et appointé comme notre député le chevalier Robert D'Estimauville, Ecuyer, enjoignant à tous les officiers des chemins ainsi qu'à toutes personnes y concernées de le reconnaître et de lui obéir comme tel, comme aussi d'ajouter foi à tous actes qu'il pourra faire en telle susdite qualité de notre député.

J.-Bte D'Estimauville,
grand-voyer du district de Québec ” (2)

En juillet 1822, le chevalier D'Estimauville était assermenté comme grand connétable de la ville et banlieue de Québec. Il remplissait en même temps les fonctions d'interprète pour les cours du Banc du Roi

(1) *Gazette de Québec*, 3 septembre 1818.

(2) *Gazette de Québec*, 4 juin 1821.

et pour les sessions de quartier de la paix dans et pour le district de Québec.

Il ne devait pas exercer ces charges bien longtemps. Le 28 avril 1823, il était nommé gentilhomme huissier de la Verge Noire du Conseil Législatif de cette province, à la place de William Bouthillier, décédé.

Thomas Aylwin le remplaça comme grand-connétable le 25 avril 1823, et comme interprète le 22 octobre suivant.

Le 5 mai 1823, le chevalier D'Estimauville était fait juge de paix pour le district de Québec.

En 1829, M. D'Estimauville publia un ouvrage intitulé *Cursory view of the Local, Social, Moral and Political State of the Colony of Lower Canada*. Bibaud a résumé son opinion de cette brochure en disant que son auteur ne s'y montrait pas Canadien, mais qu'il y dit néanmoins beaucoup de vérités. (1)

Le chevalier Robert-Anne D'Estimauville de Beaumouchel mourut à Québec le 31 juillet 1831. Il fut inhumé le 2 août dans le cimetière des Picotés.

A la suite de ses campagnes en Europe, il avait été créé chevalier de l'ordre noble et militaire de Saint-Lazare et du Mont-Carmel.

M. de Gaspé raconte, dans ses *Mémoires*, une curieuse mystification dont M. D'Estimauville fut la victime. " Peu de mystificateurs ont possédé les talents variés de mon ami le major Pierre La Force, dit-il. Il avait le *knack* d'imiter la langue allemande et les idiomes indiens de manière à tromper allemands et sauvages.

" Le chevalier Robert D'Estimauville ayant servi dans les armées prussiennes parlait la langue allemande

(1) *Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada*, p. 102.

de avec facilité : nous lui dûmes un jour que notre ami le major alors présent, possédait aussi cet idiome. Le chevalier commença aussitôt l'attaque, à laquelle La Force répond, avec un sérieux de glace, par une longue tirade.

— Vous parlez, monsieur, dit le chevalier, un langage corrompu, l'allemand de la Basse-Saxe ; et, sur mon honneur, on ne vous comprendrait pas à la cour de Berlin.

— Je le crois, dit humblement le major. la Basse-Saxe est la seule partie de l'Allemagne où j'aie fait quelques études de cette belle langue.

— Lorsque le chevalier D'Estimauville sut que c'était une mystification, il en aimait peu la plaisanterie." (1) •

P. G. R.

GENTILSHOMMES HUISSIERS DE LA VERGE
NOIRE DU CONSEIL LÉGISLATIF DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Guillaume Boutillier.....	15 décembre 1792
Chevalier Robert-Anne D'Estimauville..	3 avril 1823
John Sewell.....	15 avril 1831
Frederick-Starr Jarvis	10 juin 1841
René Kimber.....	12 juillet 1852
Samuel-Staunton Hatt.....	23 décembre 1867
Frank Pennée.....	22 novembre 1901
Arthur Saint-Jacques.....	14 mars 1904

(1) *Mémoires*, p. 330.

PROTONOTAICES DU DISTRICT DE QUEBEC

David Lynd	}	.....	11 décembre 1794
Pierre-Louis Panet			
David Lynd	}	.....	8 mai 1795
Joseph-François Perrault			
George Pyke	}	.....	14 août 1802
Joseph-François Perrault			
Joseph-François Perrault	}	.....	25 mai 1812
John Ross, jr			
Joseph-François Perrault	}	.....	22 juillet 1826
John Ross			
Edward Burroughs	}	.....	11 décembre 1830
Joseph-François Perrault			
Edward Burroughs	}	.....	9 avril 1844
Edward Burroughs			
Hector-Simon Huot	}	.....	27 juin 1846
Edward Burroughs			
Louis Fiset	}	.....	10 octobre 1861
Louis-Joseph-Cyprien Fiset			
John-Henry-Ross Burroughs	}	.....	4 janvier 1873
Louis-Joseph-Cyprien Fiset			
John-Henry-Ross Burroughs	}	.....	10 janvier 1898
Archibald Campbell			
Philippe Malouin			

RECORDERS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL

John-Ponsonby Sexton	.....	3 mars 1859
Benjamin Testard de Montigny	.....	7 octobre 1880
Alexandre-Eudore Poirier	}	 6 mai 1899
Robert-Stanley Weir		

RÉPONSES

L'indemnité de nos députés. (IX, V, 942.)—
Le 17 décembre 1792, s'ouvrait à Québec, dans l'ancien palais épiscopal, érigé au haut de la côte LaMontagne, la première session du premier parlement de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Ce parlement eut quatre sessions. Pendant ce premier parlement nos députés ne reçurent pas un sou d'indemnité. Ils furent même obligés de payer leurs dépenses de voyages ! L'un d'eux, le député de Gaspé, avait 330 lieues à parcourir pour se rendre au siège du gouvernement. Il ne pouvait faire ce trajet en moins de quinze à dix-sept jours.

On comprend que ce système avait de très graves inconvénients. Le temps que les députés passaient à Québec (1) leur faisait négliger leurs affaires, et cela sans aucune rétribution. Aussi, aux élections pour le deuxième parlement, sur les cinquante députés qu'avait compté le premier parlement quatorze seulement revinrent en Chambre. Quelques-uns des trente-six autres avaient été rejetés par le peuple mais la plupart avaient refusé de briguer de nouveau les suffrages populaires.

A la troisième session de ce deuxième parlement, en 1799, la Chambre s'occupa quelque peu de l'indemnité de ses membres. M. Papineau proposa à la Chambre d'Assemblée d'examiner s'il ne serait pas à propos d'accorder une indemnité à l'orateur et aux députés pour leurs frais de voyages et la perte de leur temps. La grande majorité des députés repoussèrent cette suggestion avec indignation.

(1) La session de 1793-94 dura près de six mois.

Pendant le troisième parlement, à la session de 1802, M. Berthelot, député de Québec, ramena sur le tapis la question de l'indemnité de l'orateur et des membres de la Chambre d'Assemblée. M. DeBonne, bien payé comme juge et qui possédait de la fortune, suggéra de publier la proposition de M. Berthelot pendant trois semaines consécutives dans les journaux de Québec et de Montréal, afin qu'elle parvint à la connaissance des électeurs. Cette suggestion ne fut pas acceptée, mais elle termina la discussion à ce sujet.

En 1807, MM. Bédard et Bourdages firent une nouvelle tentative pour faire payer par la province les dépenses des députés éloignés de Québec, mais la considération de cette mesure fut encore remise indéfiniment par le vote des députés de langue anglaise auxquels se joignirent quelques Canadiens plus favorisés que la plupart de leurs collègues du côté de la fortune. (1)

Pendant la session de 1812, M. Bourdages revint sur la question de l'indemnité des membres. La Chambre décida de leur accorder deux piastres par jour. Un acte fut proposé à cet effet, mais il fut abandonné à sa deuxième lecture.

En 1831, le projet de loi de M. Neilson pour accorder une indemnité aux députés rencontra une vive opposition. " M. Neilson prétendait que les députés n'étant pas salariés, les comtés éloignés ne pouvaient pas toujours envoyer au parlement ceux qu'ils désiraient avoir pour représentants, attendu que leur choix pouvait tomber sur des personnes dont les ressour-

(1) Le *Courrier de Québec* du 28 février 1807 publie les discours prononcés au cours du débat par MM. DeBonne, Bédard, Bourdages, Martineau, Richardson et Planté.

ces ne permettaient pas de faire le sacrifice de leur temps et de leur argent. Les opposants soutenaient au contraire que si on accordait aux membres une indemnité, la conséquence serait que les élections porteraient à la législature des démagogues et des agitateurs qui ne se feraient élire que pour l'appât du gain." Cependant le projet de loi passa mais fut repoussé au Conseil.

" Le conseil législatif, écrivait quelques jours plus tard le rédacteur de l'*Observateur*, a rendu un service au pays en ne concourant pas à un projet de la chambre basse : nous voulons parler du *bill* de la paie des membres de cette chambre. Outre que le rejet de ce *bill* épargne à la province plusieurs milliers de livres, il empêchera que l'Assemblée ne se compose, à l'avenir, en grande partie (comme c'était, en apparence, le but de quelques-uns des fructeurs de la mesure et en particulier de M. Neilson) que de simples cultivateurs, gens très respectables, sans doute dans leur état, mais très peu propres, généralement, à faire des législateurs, parce que, vu l'état général de l'éducation chez la classe agricole, un très grand nombre seraient nécessairement menés et menables, à la volonté d'un très petit nombre comme l'ont remarqué quelques membres, entre autres, M. Cuvillier."

Indigné du rejet de son projet de loi, M. Bourdages proposa d'inclure dans le budget " que la somme de 2000 louis soit accordée à Sa Majesté, pour indemniser les membres de l'Assemblée."

MM. Neilson, Lee et Papineau se prononcèrent pour cette motion, qui fut combattue par MM. Lagueux, Duval, Quesnel et Young. Elle fut finalement adoptée par un vote de 29 contre 20. Chaque député devait recevoir une allocation de dix chelins pour chaque

jour de présence à la Chambre, et de quatre chelins pour chaque lieue de distance entre le lieu de sa résidence et celui des séances de la Chambre. Pour la première fois, depuis la constitution de 1791, nos députés retirèrent une indemnité pour leurs services.

En 1833, le Conseil et la Chambre parvinrent à s'entendre. Le projet de loi de M. Neilson fut enfin adopté avec quelques amendements. C'est le 3 Guillaume IV, chapitre XV. " Pendant chaque session du présent Parlement Provincial, y lisons-nous, il sera *alloué* à chaque membre de l'Assemblée qui assistera aux dites sessions, dix chelins courant pour chaque jour qu'il y aura assisté, et quatre chelins courant pour chaque lieue de distance entre son domicile et le siège du Parlement Provincial."

Le statut 6 Guillaume IV, chapitre 2, accorda la même indemnité aux membres qui devaient assister à la session de 1836 et aux sessions futures.

En 1841, l'indemnité des députés fut fixée à soixante-cinq louis, et les frais de route à dix chelins par vingt milles, aller et retour. Une somme de mille louis fut votée à l'orateur de l'Assemblée législative, à condition qu'il ne remplirait aucune autre charge lucrative.

Pendant la session de 1856, nos députés portèrent leur indemnité à six piastres, chaque jour de la session.

En 1859, la même indemnité fut votée, c'est-à-dire six piastres par jour, si la session ne dépassait pas trente jours ; si la Chambre siégeait plus de trente jours chaque membre devait recevoir six cents piastres.

En 1870 (*Statut 33 Victoria*), nos députés s'accordent \$6 par jour si la session a moins de 31 jours ; si

elle va plus loin ils doivent recevoir \$600 pour la session.

En 1878 (*Statut* 41-42 Victoria), nos députés deviennent économes. Ils baissent leur indemnité à \$500 par session.

En 1885 (*Statut* 48 Victoria) on revient à l'ancien système, c'est-à-dire \$6 par jour si la session n'excède pas 30 jours ; si elle dépasse 30 jours indemnité de \$600.

En 1888 (*Statut* 51-52 Victoria) il est décidé que nos députés recevront \$6 par jour si la session n'a pas 30 jours ; s'ils siègent plus de 30 jours leur indemnité est fixé à \$800.

Pas de changement depuis.

P. G. R.

La langue française au Canada. (III, I, 278.)

—La langue française est aujourd'hui l'une des deux langues officielles du Canada, n'en déplaise aux quelques fanatiques dont cet état de choses offusque les préjugés. Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Il n'y avait aucune clause relative à la langue nationale des Canadiens dans les capitulations de 1759 et de 1760, non plus que dans le traité de Paris, dans l'Acte de Québec (1774), et dans l'Acte constitutionnel de 1791. Cependant, en l'absence de clauses prohibitives, l'Assemblée législative du Bas-Canada décréta, en 1792, que tous les documents et pièces de procédure parlementaires seraient écrits dans les deux langues. Voici les considérants qui précédaient le rapport du comité chargé de formuler des règles à ce sujet.

“ Considérant que l'Assemblée de cette province est composée d'Anglais et de Canadiens, que la grande majorité des électeurs et des représentants sont

Canadiens qui ne parlent et n'entendent que la langue française.

“ Que les anciennes lois, coutumes et usages de ce pays ont été conservés par l'Acte de la 14^{ème} année de George III, chap. 83, avec l'introduction des lois criminelles d'Angleterre en cette province.

“ Que l'acte de la 31^{ème} année de Sa Majesté, chap. 31^{ème}, n'a fait aucun changement à cet égard, mais une provision concernant les droits du clergé protestant.

“ Que la conséquence de ces Actes est que les lois qui nous gouvernent sont en deux langues, et que les Actes à statuer par la législation de cette province résulteront de ces différentes lois.

“ Que les circonstances imposent une nécessité d'établir un principe qui ne répugne ni à la justice ni à la raison de la chose.

“ Que ce principe doit être puisé dans les Actes du parlement qui ont rapport à notre province, et dans les intentions bienfaisantes de notre très gracieux souverain, qui n'a en vue que le bien général de tous ses sujets indistinctement, et la sûreté et la conservation de leurs propriétés ”.

En conséquence, de 1792 à 1840, les journaux de la chambre, les statuts provinciaux, les documents parlementaires furent imprimés en français et en anglais, et les deux langues furent sur un pied d'égalité. Mais l'Acte d'Union adopté par le parlement impérial en 1840, nous fit reculer d'un demi-siècle. La clause 41^{ème} de cette loi décréta : “ Que tous les brefs, proclamations, instruments ayant pour objet de convoquer, de proroger le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative, ou de dissoudre la Législature, et tous les mandats de convocation et d'élection, et tous les brefs et

instruments publics quelconques concernant les dits Conseil Législatif et Assemblée Législative ou l'un d'eux, et tous rapports de tels brefs, mandats et instruments, et tous journaux, entrées ou procédures quelconques écrites ou imprimées des dits Conseil Législatif et Assemblée Législative ou de chacun d'eux respectivement, et toutes procédures, écrites ou imprimées, des comités des dits Conseil Législatif et Assemblée Législative respectivement, devront être en anglais seulement ; pourvu toujours que cette disposition ne soit pas interprétée de manière à empêcher qu'il n'y ait des copies traduites de ces documents, mais aucune de ces copies ne devra être gardée dans les archives du Conseil Législatif ou de l'Assemblée Législative, ni ne sera considérée comme ayant l'autorité d'un texte original ”.

Cette clause proscrivait le français comme langue officielle. On pouvait bien faire des traductions françaises, mais ces traductions n'avaient aucune autorité légale. Les députés canadiens-français du Bas-Canada protestèrent contre l'ostracisme de leur langue. Nous aimons à citer ici les paroles prononcées par M. La Fontaine au début de la session de 1842 : “ On me demande de prononcer dans une autre langue que ma langue maternelle le premier discours que j'aie à faire dans cette chambre. Je me défie de mes forces à parler la langue anglaise. Mais je dois informer les honorables membres que, quand même la connaissance de la langue anglaise me serait aussi familière que celle de la langue française, je n'en ferais pas moins mon premier discours dans la langue de mes compatriotes canadiens-français, ne fût-ce que pour protester solennellement contre cette cruelle injustice de l'Acte d'Union qui tend à proscrire la langue maternelle d'une moitié de la population du Canada. Je le dois à mes

compatriotes, je le dois à moi-même.” Cette noble attitude était de nature à commander le respect de tous les hommes de cœur.

Durant la première session de cette législature, l'Assemblée pourvut à la traduction en français de ses journaux et procédures diverses, pour l'usage de ses membres. Elle adopta aussi cette règle : “ Quand une motion est soumise, elle doit être lue en anglais et en français, par l'Orateur, s'il possède l'usage des deux langues ; sinon, il la lira dans la langue qui lui est plus familière ; et la lecture dans l'autre langue sera faite par le greffier ou son assistant, avant tout débat.” Durant la même session on adopta une loi relative à la traduction de l'Acte d'Union, et des statuts provinciaux pour distribution parmi les Canadiens-français. A la session de 1844-45, l'Assemblée législative décida que tous les bills et documents soumis à la chambre seraient imprimés en français et en anglais, à nombre égal d'exemplaires. Mais pendant cette même session, l'Orateur refusa une motion écrite en français, alléguant que sa réception serait une violation de la clause 41ème plus haut citée. Et sa décision fut maintenue par la chambre. C'est-à-dire que s'il était permis de traduire l'anglais en français, l'anglais seul était officiellement reconnu.

Le 9 décembre 1844, M. LaFontaine proposa une adresse demandant communication de toute correspondance qui pourrait avoir été échangée entre l'exécutif canadien et le gouvernement anglais au sujet de la 41ème clause de l'Acte d'Union, qui faisait de la langue anglaise la seule langue légale. Le gouverneur, qui était alors lord Metcalfe, répondit par un message qu'il n'y avait à ce sujet que des dépêches confidentielles. Le 21 février 1845, un ministre, M. Denis

Benjamin Papineau, proposa une adresse à Sa Majesté, la priant de recommander au Parlement impérial la révocation de cette trop fameuse clause. Cette adresse fut adoptée unanimement. On lit à ce propos, dans la " Vie de lord Metcalfe," par Kaye's : " En sanctionnant une mesure comme celle-là, le gouverneur sentait qu'il descendait de la haute position qu'il avait occupée durant ses cinquante ans passés dans le service public. " Ayant appris, dit-il, que le parti canadien-français dans la chambre avait intention de proposer une adresse à Sa Majesté, la priant de retrancher de l'Acte d'Union la restriction imposée à l'usage de la langue française, dans les procédures législatives, le conseil exécutif résolut de le devancer en proposant la chose lui-même. Il y avait des instructions du gouvernement impérial qui défendaient cela ; mais il était expédient de désarmer l'opposition, et Metcalfe consentit à laisser M. Papineau présenter l'adresse à ce sujet." On sent, en lisant ces lignes, que c'est le fanatisme qui tient ici la plume.

En dépit de cette adresse, le Parlement impérial n'abrogea la clause 41ème de l'Acte d'Union, qu'en 1848. Ce fut lord Elgin qui eut l'agréable devoir d'annoncer cette bonne nouvelle à la chambre. Le discours qu'il prononça en ouvrant la session de 1849, contenait le paragraphe suivant : " Je suis fort heureux d'avoir à vous apprendre que, conformément au désir de la législature locale, exprimé dans une adresse des deux chambres au parlement provincial, le parlement impérial a passé un acte révoquant la clause de l'Acte d'Union qui imposait des restrictions à l'usage de la langue française ". Lord Elgin mit le comble à la joie bien légitime éprouvée à ce moment par nos compatriotes, en lisant en français et en anglais le dis-

cours du trône. C'était la première fois que pareil fait se produisait. Les gouverneurs du Bas-Canada, sous l'ancienne constitution, lisaient le discours en anglais, et le président du Conseil législatif en donnait ensuite lecture en français. Cette courtoisie de lord Elgin excita l'enthousiasme des représentants du Bas-Canada. Le vieil athlète de nos luttes patriotiques, M. Denis-Benjamin Viger, poussa ce cri de bonheur : " Que je me sens soulagé d'entendre dans ma langue les paroles du discours du Trône ! "

Enfin dans l'Acte décrétant la confédération—communément appelé "l'Acte de l'Amérique britannique du Nord"—la langue française est solennellement reconnue comme langue officielle, par la clause 133e, dont voici le texte : " Dans les chambres du parlement du Canada et les chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue française, ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif ; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire ; et dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité du présent acte, et par devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues. Les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues. "

Voilà comment, à travers bien des vicissitudes, la langue de Bossuet, de Montesquieu et de Berryer a triomphé des fanatiques qui voulaient la proscrire, et conservé son droit de cité au Canada.

IGNOTUS

QUESTIONS

1002—On sait qu'en 1646, M. D'Aulnay de Char-
nisay, gouverneur de l'Acadie, envoya MM. Marie et
Louis à Boston pour conclure la paix avec les Anglais.
Est-on parvenu à découvrir l'identité de ces deux
énigmatiques personnages ? Etaient-ils réellement des
religieux ? XXX

1003—Où Bibaud prend-il son autorité pour affir-
mer que Perrot, gouverneur de Montréal, puis de
l'Acadie, " alla perdre la vie à la Martinique " ?
P. O. R.

1004—A-t-il été publié quelque part une liste des
gouverneurs ou commandants de Détroit sous le régi-
me français ? J'ai entre les mains une lettre qui sem-
ble indiquer que Joseph Guyon Dubuisson était com-
mandant de Détroit en 1711. DET.

1005—Garneau nous dit quelque part que Nicolas
Daneau de Muy nommé, en 1707, gouverneur de la
Louisiane, mourut en allant prendre possession de son
gouvernement et qu'il eut M. de Lamothe-Cadillac
pour successeur. *L'Histoire des Ursulines de Québec*
laisse entendre que M. de Muy vivait encore en 1720.
Où est la vérité là-dedans ? Le M. de Muy nommé
gouverneur de la Louisiane en 1707 est-il bien Nicolas
Daneau de Muy ? XXX

1006—Qui était grand-voyer du district de Trois-
Rivières en juillet 1793 ? CUR.

1007—En quelle année la compagnie de Dumesny
est-elle arrivée dans la Nouvelle-France ? J. E. B.

VOL. 10

MAI 1904

No 5

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LEVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mai : L'abbé Pierre Huet de la Valinière, 1732-1794, Mgr Henri Têtu ; François Blanchet, P. G. R. ; Le drapeau tricolore en Canada, Benjamin Sulte ; Commandants de Détroit, Silas Farmer ; La compagnie du sieur Darnesny, P. G. R. ; Les *histoires ou généalogies de familles*, P. G. R. ; Questions, etc., etc.

Gravure : François Blanchet.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Mémoires de Robert-S.-M. Bouchette. 1805-1840. Recueillis par son fils Errol Bouchette et annotés par A.-D. DeCelles.—La Cie de publication de la *Revue Canadienne*, Montréal, Canada.

Famille LeSieur et les premiers colons du fief Grobois—Supplément aux bases de l'histoire d'Yamachiche par M. Raphaël Bellemare. Montréal Imprimerie Bergeron, 1498, rue Notre-Dame—1904.

Robert Lozé, nouvelle, par Errol Bouchette. Montréal, A. P. Pigeon, imprimeur, 1595-97, rue Ontario—1903.

Notice biographique sur M. l'abbé Mayrand, curé de Saint-Isidore (Dorchester), par l'abbé Th. G. Rouleau—Québec, Imprimerie Darveau—1904.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

MAI 1904

No 5

L'ABBÉ PIERRE HUET DE LA VALINIÈRE
1732-1794

Parmi les documents que nous avons fait copier, il y a quelques années, aux Archives de la Marine, à Paris, je remarque une intéressante requête signée par l'abbé de la Valinière. Il s'y prodigue des éloges, se vante d'avoir délivré un prêtre, prisonnier des Bostonnais, attaque Mgr Briand, raconte ses aventures, et demande des faveurs au gouvernement français. Piqué par une curiosité que je crois légitime, désireux surtout de venger au besoin la mémoire de l'évêque de Québec, j'ai fait des recherches sur la vie de cet abbé, et voici à peu près tout ce que j'ai pu trouver. Je citerai d'abord le document en question, puis je tâcherai de suivre M. de la Valinière dans les différentes étapes de sa carrière originale et mouvementée.

A Son Excellence M. de Castries, secrétaire d'Etat au département de la Marine.

“ Votre Excellence excusera, s'il lui plaît, un ancien missionnaire du Canada, qui, de retour en France depuis neuf mois, a été obligé de garder un silence qu'il ne cesse de se reprocher comme pouvant être préjudiciable à l'Etat. Voici le fait.

“Vingt-six années de séjour en Canada, surtout dans le temps le plus critique, tant sous le règne de France que d'Angleterre, ont dû donner quelques connaissances à un homme chargé successivement d'une mission sauvage et de 10 ou 11 paroisses aux deux extrémités du dit pays. L'envie de se rendre utile à Dieu et au Roi lui fit apprendre la langue anglaise, sous le gouvernement du marquis de Vaudreuil, auquel il rendit gratuitement service en qualité d'interprète vis-à-vis le général Abercromby. Mais l'estime générale qu'on avait pour lui l'ayant fait charger du soin de certaines paroisses dont les districts quoique réglés par la cour ne semblaient pas faire obstacle à l'évêque, qui les voulait déranger sans nécessité, notre missionnaire crut devoir s'y opposer, et par le moyen de la justice, il obligea le dit prélat à se désister de son entreprise. Mais hélas ! qu'il est triste pour un prêtre, si loin du soleil et sous la domination anglaise, de défendre son droit contre un évêque de leur nomination et de leur goût !

“Il arriva donc qu'en 1776, les insurgents nommés en Canada les Bostonnais, ayant pris le pays et assiégé Québec, pendant tout l'hiver, jugèrent à propos de détenir deux prêtres prisonniers à Sorel ; alors notre missionnaire, étant le seul qui pût s'expliquer en anglais, crut devoir faire quelques efforts pour les délivrer ; il fut donc à Sorel et eut le bonheur au moins d'en retirer un qu'il amena avec lui. Mais sa demande ne tarda pas à être rendue suspecte au gouvernement anglais, lequel, après trois ans de persécution extrême, le fit enfin partir subitement, le 25 octobre 1779, et l'envoya à Portsmouth, avec défense de le mettre à terre sans l'agrément du ministère. Il a donc été là sept mois et demi, à bord des vaisseaux avec seule-

ment les deux tiers de la ration d'un soldat, puis encore vingt jours prisonnier également contre le droit des gens à Alesford, d'où, avec un passeport, il est venu comme il a pu par Ostende. Mais pour comble de malheur, ayant mis ce qui lui restait dans un coffre à bord du vaisseau pour être conduit à Nantes, le vaisseau a fait naufrage. Pour lui, étant venu par terre à Paris, il prit, à son arrivée, la liberté de demander par écrit une audience à M. de Sartine, qui sans doute n'eut pas le temps de l'honorer d'un mot de réponse.

“ Depuis ce temps-là, ce missionnaire ne cesse de se reprocher son inaction ; ayant surtout appris le départ du comte de Grasse à qui il aurait pu être de quelque utilité, il ne peut s'empêcher d'offrir les services et les connaissances d'un homme âgé bientôt de cinquante ans, suppliant Votre Excellence d'honorer d'un mot de réponse celui qui prend déjà la liberté de se dire

Votre très humble et très obéissant serviteur,

P. Huet de la Valinière, Ptre.”

Voilà comment M. de la Valinière résume en quelques mots les misères et les travaux de sa vie jusqu'en 1780. Nous allons compléter en entrant dans plus de détails et nous le suivrons ensuite jusqu'à sa mort. Cette notice m'est devenu assez facile à écrire, grâce aux précieux renseignements donnés par M. l'abbé P. Rousseau, le pieux archiviste de Saint-Sulpice, par M. l'abbé Perrier, vice-chancelier de l'archevêché de Montréal, et par MM. les curés des diverses paroisses desservies autrefois et successivement par celui dont j'esquisse la biographie. Ajoutez comme sources historiques où j'ai puisé : les archives de l'archevêché de Québec qui contiennent plusieurs lettres de cet abbé

et un plus grand nombre d'autres qui le concernent : enfin la *Vie de madame d'Youville* par Faillon et *The catholic church in the United-States* par Gilmary Shea.

Né le 10 janvier 1732, à Varade, Pierre Huet de la Valinière fit ses études au collège de Nantes et entra au grand séminaire le 22 novembre 1752. Promu au sous-diaconat, il se rendit à Paris et entra au Séminaire de Saint-Sulpice dont il devint l'un des membres. Comme il était doué d'un grand zèle et d'une énergie qui ne se démentit jamais, il crut trouver sa vocation dans l'œuvre des missions lointaines, et, parti de France le 13 avril 1754, il arrivait à Montréal le 9 septembre suivant. Il y fut ordonné prêtre, le 15 juin 1755, (1) par Mgr de Pontbriand et s'employa aux diverses œuvres du séminaire dans la ville ou dans les environs.

C'est à cette époque (1758) qu'il réussit à retirer des mains des Sauvages, une petite fille anglaise nommée O'Flaherty, au moment où ces barbares allaient la faire périr par le feu. " Ils l'avaient déjà attachée à un poteau avec Mme O'Flaherty, sa mère, et étaient prêts à les brûler l'une et l'autre, lorsque cet ecclésiastique, par ses prières, ses instances et ses promesses, parvint à les délivrer de la mort." (2) Cette enfant que madame d'Youville avait reçue chez elle, se donna à sa bienfaitrice et devint sœur de la charité. Plus tard, l'abbé composa à la demande de la pieuse fondatrice des Sœurs de la Charité de Montréal des litanies

(1) Cette date est donnée par Tanguay et je la crois exacte. Mgr de Pontbriand se trouvait à Montréal ce jour-là et d'un autre côté, il est sûr que M. de la Valinière fut ordonné en 1755. Je n'ai pu trouver l'acte d'ordination.

(2) *Vie de madame d'Youville*.

spéciales au Père Éternel récitées tous les jours dans la communauté depuis le 4 avril 1770, où commença ce pieux usage.

Le 22 mai 1759, M. de la Valinière fut nommé curé à la Rivière-des-Prairies et y demeura jusqu'au 19 septembre 1766. On le trouve ensuite curé de Saint-Henri de Mascouche, du 2 novembre 1766 au 3 janvier 1769 ; à Saint-Sulpice, du 30 janvier 1769 au 4 octobre 1773 ; et à l'Assomption, du 11 novembre 1774 au 1er février 1777. Il faut ajouter Lavaltrie, du 18 octobre 1768 au 18 novembre 1771, paroisse qu'il desservit évidemment en même temps que Saint-Henri de Mascouche, puis ensuite avec Saint-Sulpice. Dans une lettre adressée à l'évêque de Québec, il se plaint qu'il a perdu la moitié de ses biens à Lavaltrie. Esprit inquiet et changeant, il ne pouvait évidemment pas rester en place et il fut certainement l'un des plus grands voyageurs de son temps !

Quand il prit possession de la cure de l'Assomption, en 1774, l'abbé de la Valinière semblait prévoir les amertumes qui l'y attendaient ; car il écrit à l'évêque : " au commencement d'un ouvrage aussi formidable comme celui dont on m'a chargé, je me résigne à mon sort, parce que le Seigneur m'a répondu par la voie de mes supérieurs "*ad omnia ad quae mittam, dicit Dominus, ibis.*" Il n'y fut pas heureux en effet, et, peut-être par sa faute, fut compromis et accusé à l'occasion de l'invasion du Canada par les Américains en 1775. D'après son autobiographie que l'on conserve au Séminaire de Montréal, il n'eut cependant absolument rien à se reprocher en toute cette affaire. Il desservait sa paroisse de l'Assomption et ne s'occupait qu'à prier Dieu et à prêcher la fidélité au roi, pous-

sant même le dévouement jusqu'à envoyer à l'armée un de ses serviteurs et à rendre tous les services possibles aux officiers canadiens. Ayant appris que les abbés Robert et Saint-Germain étaient prisonniers des Bostonnais, il se rendit à Sorel au péril de sa vie, dit-il, pour sauver ses deux confrères et il força le général ennemi de lui délivrer M. Robert. Pour arriver à cet heureux résultat, il avait requis les services d'un nommé Durocher, ami de Thomas Walker, marchand de Montréal, qui demeurait à l'Assomption et qui avait réussi à entraîner dans sa révolte un certain nombre des habitants de cette paroisse et des paroisses voisines.

Quoiqu'il en soit et quoique pût dire M. de la Vallinière pour prouver son innocence, il ne fut cru ni par le général Carleton, ni par son supérieur M. Montgolfier, ni par son évêque Mgr Briand. Il passa pour avoir favorisé les rebelles.

Le 12 août 1776, le grand vicaire Montgolfier écrit à l'évêque l'intéressante lettre qu'on va lire.

“ Monseigneur,

“ Depuis la retraite des rebelles, nous avons vécu dans ce district avec beaucoup de tranquillité sous la protection d'un gouvernement équitable ; la probité est respectée et la vertu protégée. Toutes les paroisses, et peut-être sans exception, soit par crainte ou par devoir, me paraissent assez sensiblement rendues à la raison, au moins quant au plus grand nombre des habitants. Les curés, selon les intentions de Votre Grandeur, n'admettent aux sacrements que ceux qui, ayant paru rebelles ou indifférents, reconnaissent leur faute et la rétractent publiquement par leur conduite et dans tous leurs discours, disposés à faire toutes les réparations qu'on jugera convenables ; et je crois qu'il

en est peu qui refusent de se soumettre à ces conditions.

“ Quant au clergé, il continue dans les meilleures dispositions au sujet de la soumission à l'autorité légitime ; ceux qui paraissaient ci-devant avoir mérité quelque reproche rougissent même d'en être soupçonnés, et cherchent des témoignages pour prouver qu'ils ont été constamment attachés au gouvernement. Cette conduite ne renferme-t-elle pas une rétractation et une réparation suffisante de ce qui aurait pu marquer quelque faiblesse dans leur conduite passée ? Sur ce principe, j'ai gardé jusqu'à présent un silence profond à l'égard des trois missionnaires du Sault Saint-Louis, de Longueuil et de l'Assomption. (1) J'ai eu cependant l'honneur de décharger mon cœur à M. le général Carleton au sujet de ce dernier que je crois des plus coupables et le moins revenu. Son Excellence m'a laissé la liberté d'en user à son égard, comme je le jugerais à propos. Le besoin de prêtres m'oblige de l'employer, quoiqu'à regret. Si Votre Grandeur trouve à propos qu'il soit retiré, et s'il y avait un moyen de pourvoir aux besoins essentiels de cette grande paroisse, je n'y verrais aucun inconvénient. Mais je souhaiterais alors que le sujet fût éloigné du pays. Il est absolument volontaire et, quoique de bonnes mœurs, il nous causerait infailliblement quelque autre chagrin.....”

Le 5 septembre suivant, l'abbé de la Valinière écrit à Mgr Briand pour se plaindre de M. Montgolfier qui, dit-il, “ lui a fait part, après le dîner, d'un plat aussi désagréable à la nature qu'avantageux pour l'esprit. ”

(1) Le Père Jos. Huguet S. J., le Père Claude Carpentier, récollet, et M. de la Valinière.

Le supérieur lui reproche de ne pas l'avoir complètement fait à sa tête, d'avoir favorisé les Bossuats. Il devrait avoir quelques liaisons avec eux et les avoir été si hardiment les trouver à Sorel. Il se plaint bien qu'il ne connaît pas le courage des Bossuats. Il cite M. de la Valinière. Ce dernier se justifie dans sa lettre à Mgr Briand : " il a eu le bon sens de contenir dans le devoir une paroisse où de son temps il y avait un Walker et un c. y. " Ailleurs il dit que les ennemis l'ont calomnié et que " messieurs les Vicomtes qui se sont informés de tout avec soin, en ont été dans la dernière des surprises. " Pour comble de malheur, ses paroissiens ne témoignaient pas tous de sa faveur, puisqu'il se plaint d'eux et dit à M. Montgolfier : " que c'était triste de se laisser ainsi prévenir et aujourd'hui surtout par des gens qui ont fait à M. Geai (son prédécesseur) tout le mal qu'ils ont pu faire. . . . "

Le 17 septembre, nouvelle lettre de M. Montgolfier à l'évêque : " Je ne sais pas où en est à présent l'affaire de M. de la Valinière. Je le crois écouté de bien peu de personnes ; mais je voudrais bien en être débarrassé. "

Le 2 octobre, le même au même :

" M. de la Valinière se tient tranquille pour le présent et je le crois maté. Je ne l'ai vu qu'une fois depuis les démarches extravagantes qu'il a faites tout seul, et auxquelles je ne connais personne qui ait pris la moindre part. Je lui ai déclaré nettement que je ne le regardais plus comme membre de notre maison, que je l'abandonnais à son entière liberté et que je n'avais plus de conseil à lui donner, si ce n'est que je pensais toujours qu'il ferait bien de repasser en France, et que je lui en fournirais toutes les facilités. Et il me pa-

rait qu'il n'y pense plus. Et si Votre Grandeur ne l'ordonne autrement, de ma part tout sera fini, et vu la disette de prêtres, je le laisserai dans sa paroisse...."

Tout semblait réglé; mais voilà que le général Carleton intervient, comme le prouve la lettre suivante de M. Montgolfier à l'évêque de Québec :

" Je ne pensais quasi plus à M. de la Valinière, et en parlant de l'affaire du père Huguet, Son Excellence m'a témoigné qu'il serait à propos et même nécessaire de retirer ce missionnaire de l'Assomption, et, si on voulait l'employer ailleurs, de le changer au moins de paroisse, et de l'éloigner de ce district où il est trop connu..... J'espère que Votre Grandeur voudra bien avoir la bonté d'ordonner de son sort lorsqu'il en sera temps. "

Mgr Briand fit venir l'abbé à Québec, et tout en lui permettant de confondre ses calomniateurs, s'il le pouvait, il lui signifia son départ de l'Assomption, et lui offrit de choisir lui-même entre trois situations : ou demeurer au séminaire de Montréal définitivement, ou y rester seulement jusqu'à la navigation et quitter pour l'Europe, ou enfin prendre du ministère dans le district de Québec. Le prélat ajoute : Son Excellence est informée de ma conduite, l'affaire est finie. "

M. de la Valinière fut donc obligé de s'exécuter, et de quitter l'Assomption pour se rendre à Saint-Roch des Aulnaies, en février 1777. Ce fut M. Pétrimoult qui fut son successeur ; et il écrit à M. Montgolfier pour lui rendre compte de l'état des esprits et de la manière dont il a été reçu. Le supérieur de Saint-Sulpice n'était pas sans inquiétude, car il craignait que deux cents habitants sympathiques aux Bostonnais ne manifestassent en faveur de M. de la Valinière et contre son rempla-

çant. Il n'en fut rien : " Ma prise de possession, dit M. Pétrimoult, a été aussi paisible qu'on peut le désirer : du moins jusqu'à ce moment, je n'ai vu ni entendu aucun signe de mécontentement. . . .

" J'ai trouvé, à mon arrivée, samedi, premier de ce mois, M. de la Valinière parti pour Québec, et le presbytère en état de recevoir le bagage qui doit me venir ces jours-ci ; je ne serai pas embarrassé de faire l'inventaire des meubles que j'y ai trouvés, ce sera bientôt fait ; mais cela ne m'inquiète pas."

M. Montgolfier fait remarquer à l'évêque que c'est le quatrième presbytère que M. de la Valinière leur a ainsi dégarni presque entièrement de tous meubles

Quant à ce dernier, il raconte lui-même son pénible voyage au cœur de l'hiver. Trois forts chevaux ne transportent qu'avec peine son ménage à trois cents milles de distance, je le crois bien ! Les chemins sont horribles, la neige épaisse ; au bout de trois lieues, les pauvres bêtes sont épuisées ; et pour comble de malheur, l'abbé est précipité du haut d'une montagne — de neige, je suppose — avec cheval et voiture dans un abîme d'où ses domestiques ont mille peines à le retirer. Enfin il arrive à Saint-Roch des Aulnaies où le presbytère est dans un affreux désordre et où d'autres déboires vont attrister sa vie et mettre sa patience à l'épreuve.

L'année qui avait précédé son arrivée, M. l'abbé Bailly de Messein, chapelain des troupes royalistes, avait réussi avec M. de Beaujeu à enrôler cinquante miliciens de Kamouraska, quatre de la Rivière-Ouelle, vingt-sept de Sainte-Anne et *vingt-cinq de Saint-Roch*.

Il y eut, comme l'on sait, un combat à Saint-Pierre, et les royalistes furent battus par les rebelles ayant avec eux cent cinquante Bostonnais. Trois hommes fu-

rent tués, dix blessés et un plus grand nombre faits prisonniers.

Ce combat eut un grand retentissement dans les paroisses qui avaient fourni des volontaires et répandit la consternation dans les familles. On fit des reproches sanglants aux curés, et on les accusa d'avance d'avoir causé la mort de ceux qui étaient partis. M. de la Valinière pouvait s'en laver les mains tout à son aise, puisqu'il n'était pas là quand le recrutement avait eu lieu.

Mais on voit par une de ses lettres adressée à Mgr Briand — le 9 mai 1777 — qu'il n'était pas sans appréhension et qu'il ne paraissait pas avoir la conscience tranquille. " J'ai appris aujourd'hui, dit-il, une chose qui ne fait pas d'honneur à ma paroisse, et comme le démon mon ennemi a tiré de tout temps avantage de tout contre moi, j'ai sujet de craindre encore aujourd'hui la même chose. Je croyais cette paroisse une des plus zélées pour le service du Roi, comme Votre Grandeur elle-même et ces messieurs du Séminaire m'avaient fait l'honneur de me le dire. En conséquence, je me suis contenté de les louer dans mes conversations et d'encourager ou féliciter ceux dont les enfants ont été blessés ou sont encore prisonniers chez les Bostonnais pour le service du Roi, ou même ont été tués, car plusieurs sont de ce nombre. Mais je croyais superflu de faire ce que je vais faire à présent, c'est-à-dire de prêcher souvent l'obéissance due au Roi. Toutefois, je viens d'apprendre que presque tous ceux qu'on a commandés ont désobéi. Quel avantage mon ennemi ne tirera-t-il pas de ma prétendue négligence !

" Je me trouve ici dans un état de misère que l'on ne peut guère se représenter, à moins que l'on y passe... une église naissante, un presbytère tombé en ruine depuis bien des années, une terre abandonnée,

dénuée de clôture et de tout, sans vache qu'on a pas honte de me faire jusqu'à cent cinquante francs.... ne trouvant ni beurre à acheter ni chose quelconque pour la vie, mais seulement quelque peu par charité ; car je puis dire à la louange de ces pauvres gens, qu'ils m'ont donné et non pas vendu ce dont j'ai vécu jusqu'à présent...."

L'évêque lui répondit qu'il ne fallait pas s'affliger outre mesure. " Les jeunes gens commandés n'ont pas obéi ; quoiqu'il se soit trouvé plusieurs royalistes en Saint-Roch, il ne laissait pas cependant que d'y avoir une certaine quantité de Bostonnais, ce sont sans doute ceux-là qui ont été commandés. Il n'est pas surprenant qu'ils n'aient pas obéi. "

" Ne me parlez pas, mon cher patriote, de misère ; vous ne me persuaderez pas. Je crois bien tout ce que vous me marquez de la situation de votre paroisse, des travaux à faire, et de la cherté des choses, mais vous croire réduit à l'indigence et à la mendicité, c'est ce que je ne puis me persuader. Vous me dispenserez de vous en détailler les raisons." (1)

Mais l'abbé de la Valinière ne se contenta pas de ces difficultés il s'en créa bientôt une autre au sujet d'une annexion d'une partie de sa paroisse à celle de Saint-Jean Port-Joly, annexion déjà décrétée par l'évêque en 1775, et voici ce qu'il en écrit à celui-ci :

" Pour ce qui concerne Saint-Jean, ou la demi-

(1) Mgr Briand se permettait de ne pas croire à la pauvreté dont se plaignait M. de la Valinière, parce qu'il connaissait ses ressources pécuniaires. Quelques années après, M. Gragé écrivait : " M. de la Valinière est venu à Québec... je soupçonne qu'il est venu demander aux héritiers Cugnet 12,000 francs dont le défunt était censé son débiteur. "

lieu des héritiers D'Auteuil, je n'ai pas vu M. Porlier (1) depuis qu'un mot extrait de celle de Votre Grandeur nous a été notifié par un envoyé de M. Hingan (2). J'ose espérer qu'il sera aussi docile que moi et très soumis à votre défense, d'autant plus que nous serons déchargés de quelques petites importunités de la part de ces pauvres gens. Toutefois je me crois obligé de dire à Votre Grandeur que la subtilité normande l'a toujours emporté sur la franchise bretonne (3). Pour ce qui regarde ces pauvres gens, quelque injustice qu'on leur fasse, je les crois dans les meilleures dispositions du monde pour obéir aux ordres de Votre Grandeur....."

M. de la Valinière se trompait. Quelques uns de ces habitants se plaignirent amèrement, l'évêque fut obligé de sévir contre eux et les difficultés duraient encore en 1780. Mais le curé de Saint-Roch lui-même, qui se disait si soumis, ne laissa pas de lutter contre l'autorité épiscopale, et, le 17 novembre 1777, il écrit au prélat :

" Quoique ma liberté ait déjà trop souvent irrité Votre Grandeur, j'ai cru, en vous envoyant le mémoire de ce que j'ai déjà fait à Saint-Roch, être obligé de vous prévenir d'une procédure que je vais intenter au Séminaire de Montréal et à Votre Grandeur en même temps.... Je demande réparation de mon honneur, de mes biens et de ma santé qu'on m'a ravie; je veux en outre ma part des biens du Séminaire ou le

(1) Curé de Sainte-Anne la Pocatière.

(2) Curé de Saint-Jean Port-Joly.

(3) Mgr Briand était breton ! Contrairement à ce que pensait M. de la Valinière, ce breton gagnait toujours, même contre les Normands, il avait le cœur bon et la tête solide.

salaire de 25 ans, proportionné à la qualité d'un prêtre et d'un gentilhomme."

Mgr Briand lui répondit par une lettre admirable de douceur et de bon sens, qui parut toucher un instant le curé de Saint-Roch, car il devint de meilleure humeur; seulement il veut continuer la lutte et se compare "aux saints qui persécutés pour la justice auraient regardé comme un crime, s'ils eussent abandonné les droits de leur église. Mais oh ! pauvre saint Roch, tu as tout quitté pendant la vie et il faut encore qu'on te dépouille après ta mort."

Le 16 juin 1778, l'abbé de la Valinière écrit à l'évêque : qu'il n'a "ni la jeunesse, ni la vertu, ni la science, quoiqu'il ait l'innocence de Joseph dans les prisons de l'Égypte" et termine sa lettre en demandant la cure de son voisin, M. Porlier, curé de Sainte-Anne la Pocatière. Il aimerait mieux cependant retourner "dans le district de Montréal où le climat est plus doux". Mgr Briand exauça en partie ses prières et le nomma curé de Sainte-Anne. Cette fois, l'abbé n'avait qu'un pas à faire pour changer de paroisse.

Il ne s'éjourna qu'un an à Sainte-Anne, de septembre 1778 à octobre 1779. Son dernier acte est du 9 octobre 1779 : on reconnaît la signature *De la Valinière*, et voilà tout ce que l'on peut déchiffrer." (1) Le chagrin l'avait suivi là comme ailleurs. Dans la reddition de comptes qu'il fit avant de partir, après avoir énuméré divers articles dont il faisait présent à la fabrique, il ajoute : "desquels articles il ne demande aucun paiement et il en eut fait ou ferait

(1) *Notes Historiques sur la paroisse et les curés de Sainte-Anne de la Pocatière.*

bien d'autres, si on n'eût pas commencé et si on ne continuait à le payer d'ingratitude."

Dans son autobiographie, M. de la Valinière affirme qu'il avait prédit à ses paroissiens son départ au bout d'un an, car dès lors on travaillait efficacement à le faire partir pour la France

Il raconte au long son voyage à Québec et rapporte des conversations dont l'authenticité peut être mise en doute. Qui croira que Mgr Briand disait de lui : " c'est le prêtre de mon diocèse qui se fait le plus aimer. Dans tous les lieux, son zèle et sa sagesse l'ont fait aimer de tous. Il a le don d'enrichir les fabriques (pas les presbytères !), il prêche bien, on ne lui reproche aucun mal. . . . Il a un talent presque unique ; il repand d'abondantes aumônes et cependant il est toujours prêt à donner." Le modeste auteur de cette autobiographie dit tenir cet éloge admirable, d'un aumônier de couvent devant qui le prélat aurait ainsi parlé. Puis voici, toujours d'après lui-même, M. Smith, seigneur de Sainte-Anne, qui vient à la rescousse de son cher curé : " J'ai vu le gouverneur, lui dit-il, et je lui ai offert 40,000 livres pour cautionner, s'il voulait vous laisser. Il me répondit : Je voudrais être libre." Haldimand aurait dit encore : " Le prélat et Gravé ont demandé, j'ai voulu leur plaire."

En tout cas, voici la lettre que le même Haldimand écrivait à l'évêque pour ordonner le départ de l'infortuné curé de Sainte-Anne. C'est l'original que j'ai trouvé dans nos archives.

" Monseigneur,

" Vous aurez la bonté d'ordonner à monsieur de la Valinière, curé de la paroisse de Sainte-Anne du Sud, de se rendre incessamment en cette ville avec tout son

bagage, et de prendre son logement, pendant sa demeure ici, au Séminaire ou chez les Pères Jésuites, selon que vous le jugerez à propos.

“ Je vous laisse le maître de lui apprendre, si vous le jugez à propos, qu’il doit passer en Europe avec la flotte qui part le 25 de ce mois, et on aura l’attention de lui procurer les rafraîchissements et toutes les commodités possibles pour la traversée. Vous aurez soin de lui recommander surtout de ne pas se laisser aller à ses vivacités ordinaires et de prendre garde à la manière dont il se conduira et parlera jusques à son départ.

“ Monsieur de la Valinière pourra donner sa procuration à la personne qu’il jugera à propos, pourvu que ce soit quelqu’un dont le gouvernement ait lieu d’être satisfait, pour vaquer aux intérêts qu’il laisse en cette Province.”

“ Je ne doute point que le clergé, reconnaissant des bontés que Sa Majesté Britannique, leur Souverain, envers eux et le peuple dont ils soignent les âmes, ne portent ceux-ci à donner des preuves de fidélité, de zèle et de respect, qu’ils lui doivent à tous égards, et par toutes sortes de raisons.

“ J’ai l’honneur d’être avec beaucoup d’estime de considération,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Fred. Haldimand

Québec ce 14^e octobre 1779.

“ A Monseigneur,

Monseigneur l’Evêque de Québec.”

MGR HENRI TÊTU

(A suivre)

FRANÇOIS BLANCHET

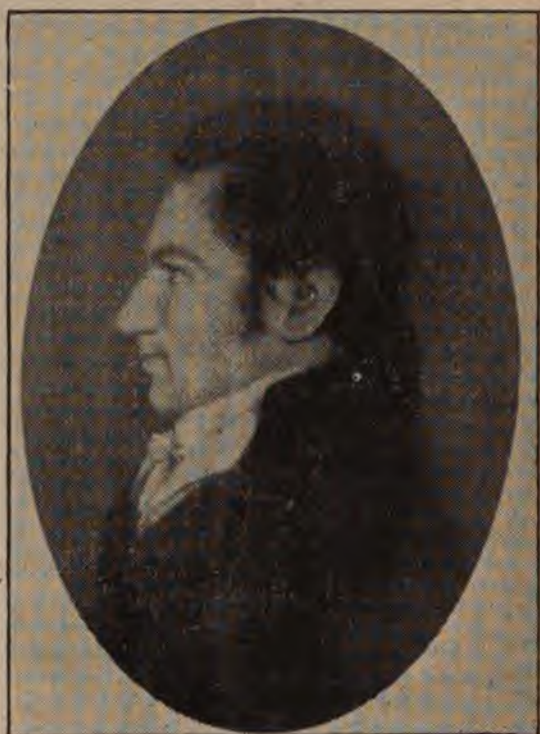
François Blanchet naquit à Saint-Pierre de la Rivière-du-Sud, comté de Montmagny, le 3 avril 1776, du mariage de Jean-Baptiste Blanchet et de Marie-Genève Destroismaisons.

Il reçut son éducation au séminaire de Québec et prit ses degrés en médecine à New-York où il publia, en 1800, un ouvrage sur l'application de la chimie à la médecine intitulé : *Recherches sur la médecine ou l'Application de la chimie à la médecine*.

Le 8 juillet 1801, il recevait sa licence de médecin et chirurgien, et s'établissait définitivement à Québec comme médecin pratiquant.

Le 23 novembre 1809, son comté natal (Hertford) l'élisait pour le représenter à la Chambre d'Assemblée. Il siégea jusqu'au 29 février 1816. Réélu le 6 avril 1818, il représenta Hertford jusqu'à sa mort.

M. Blanchet fut, en 1806, l'un des fondateurs du *Canadien*, avec MM. Pierre Bédard, Joseph Levasseur-Borgia, Louis Bourdages Joseph Planté et Jean-Thomas Taschereau. Le 14 juin 1808, le gouverneur Craig le démettait de son grade de chirurgien de la milice de Québec, " parce qu'il était l'un des propriétaires d'une publication libelleuse et séditieuse, répandue par de grands efforts, dans la province, et qui est expressément destinée à vilipender le gouvernement de Sa Majesté, et de créer un esprit de mécontentement parmi ses sujets, aussi bien que la désunion et l'animosité entre les deux partis qui composent la population." Le 19 mars 1810, le docteur Blanchet était arrêté en même temps que Bédard et J.T. Taschereau. Il était accusé de *pratiques traîtresses*. Il ne fut libéré qu'en juin.



FRANÇOIS BLANCHET

Pendant la guerre de 1812, le gouverneur Prévost mit le docteur Blanchet à la tête de l'état-major médical de la province.

Il fut toujours l'ami sincère de l'éducation du peuple. Ce fut lui qui, en 1814, proposa la première loi à ce sujet.

En 1820, il ressuscita le *Canadien*.

En 1824, il publia une brochure politique qui fit sensation :

Appel au Parlement Impérial et aux habitants des colonies anglaises de l'Amérique du Nord sur les prétentions exorbitantes du Gouvernement Exécutif et du Conseil Législatif du Bas-Canada, par un membre de l'Assemblée Législative.

Le docteur Blanchet décéda à Québec le 24 juin 1830, et fut inhumé dans l'église de Saint - Pierre de la Rivière-du-Sud.

Un de ceux qui avaient siégé avec lui dans la Chambre d'Assemblée et qui par conséquent avait pu le connaître intimement écrivait dans la *Minerve* du 28 juin 1830 :

“ Le décès de M. Blanchet prive la Chambre d'Assemblée d'un membre zélé et laborieux ; le district de Québec en particulier y perd un homme utile dont l'activité et les conseils en fait d'affaires publiques, ne lui manquèrent jamais. Il était au nombre des plus anciens membres de la Chambre représentative, et pendant sa longue carrière il s'occupa de beaucoup de mesures dont la tendance était, en général, favorable à l'amélioration de la condition du peuple, sous les rapports de l'éducation, des communications intérieures, et de l'établissement des Canadiens sur les terres de la couronne.

“ Parmi les mesures dont il avait continué de se

charger, étaient lors de la dernière session le bill des écoles, celui des allocations pour ouvertures de chemins, et aussi celui pour la nomination d'agents provinciaux en Angleterre.

“ M. Blanchet fut emprisonné en 1810, sous le gouverneur Craig, conjointement avec deux autres membres, sous l'accusation vague de pratiques traîtresses : mesure arbitraire, destinée à répandre la terreur, et à paralyser l'énergie naissante du corps populaire. On ne se hasarda pas à lui faire subir un procès. Nous avons entendu l'honorable défunt, lors de la session dernière, dans un discours où il rappelait cette époque, se féliciter de l'immense changement qui avait eu lieu dans le pays : “ Alors, disait-il, ce pays était sans force morale, sans union ; on était frappé de terreur ; on avait enfin honte d'être Canadiens ” Il fit ensuite la comparaison de l'état florissant de la province, de l'accroissement de ses ressources, de son éducation, et de son indépendance. Malgré le respect et le décorum dûs aux séances plusieurs spectateurs ne purent s'empêcher de frapper des mains lorsqu'il rappela qu'à la même époque, il y avait vingt ans, il était en prison.

“ L'honorable membre en avouant qu'alors le pays était dans l'enfance, que son éducation politique avait été orageuse et pénible, acceptait bien sans doute sa part de ce qu'il y avait pu avoir de faible de la part du pays dans ces temps d'épreuve ; et nous ne croyons pas d'ailleurs qu'il eût pour habitude de se vanter de la persécution qu'il avait alors endurée. Cependant son discours amena de la part de quelques honorables membres des répliques acerbes, et des explications assez vives eurent lieu alors.

“ Sous les rapports de sa profession et des sciences, le docteur Blanchet se montra toujours le sincère

ami des lumières, et travailla sans cesse à donner du relief à la partie canadienne des médecins de Québec, dont il était le doyen, et à la profession en général.

“ Le docteur Blanchet fut un des collaborateurs du *Canadien*, à une époque où la naissance d'un journal d'opposition dans la langue du pays fit jeter les hauts cris à la faction anti-national. Depuis, il soutint de ses deniers cet établissement encore chancelant, et enfin la dernière fois, il releva le journal dont la publication était arrêtée, en achetant le fond dont il s'est défait à perte, et sans participer aux recettes à peine suffisantes pour soutenir le papier. Il continua pendant tout ce temps, surtout lors du projet d'union en 1822, et 1823, à contribuer largement de ses écrits.

“ Il est surtout une partie du district de Québec dont le défunt sera regretté sincèrement. Nous voulons parler de la côte du Sud, c'est-à-dire de la partie qui s'étend depuis la Pointe-Lévis jusqu'au bas de la province, formant dans l'ancienne nomenclature les comtés d'Hertford, de Devon et de Cornwallis; le premier desquels il représentait depuis de longues années. Ces comtés habités par une population intelligente et morale, parce qu'elle est entièrement agricole et homogène, avaient l'habitude louable de députer le plus souvent des hommes choisis sur les lieux mêmes. Ces représentants, quelle que fut leur aptitude à servir les intérêts locaux de leurs mandataires, ne pouvaient surtout dans une partie du pays où l'éducation ne commençait qu'à se répandre, avoir des connaissances très générales en fait de politique, de statistique et d'affaires administratives.

“ Le docteur Blanchet leur servait sous ce rapport de conseil et de guide; et il savait au besoin se transporter lui-même dans les diverses paroisses, lorsque sa présence pouvait y être nécessaire. Ce fut lui qui

en 1826 attira le premier l'attention des habitants des comtés ci-dessus, sur l'importance du territoire de la rivière Saint-Jean, réclamé par les Etats-Unis, territoire dont le voisinage pouvait fournir un débouché à la population surabondante, resserrée par les montagnes dans une étroite plaine.

“ La lenteur avec laquelle cette affaire s'avancait, l'engagea à chercher quelque autre issue aux jeunes cultivateurs. Il obtint successivement de la législature en 1829 et en 1830 des sommes d'argent pour ouvrir des chemins depuis les derniers établissements jusqu'à plusieurs vallées fertiles; et quelques objections qu'on y eût pu opposer en fait de principes, ou même vu l'incertitude du succès, on crut qu'il était bon de faire la tentative. Quelques établissements commencés donnaient des espérances à l'honorable membre; Dieu veuille que ses espérances se réalisent, et que quelqu'autre membre le remplace dans la tâche importante de coloniser les terres incultes avec la jeune population du pays. S'il est possible d'y travailler plus en grand et avec plus d'ensemble et de système, on n'y pourra guère du moins mettre plus de zèle.

“ M. Blanchet avait fait cette année, pour la partie du pays qu'il affectionnait davantage, quelques tentatives d'agrandissement commerciaux et d'enquêtes statistiques, qui n'ont pas eu de succès, probablement parce qu'on les regardait comme prématurées.

Enfin sans avoir à un haut degré le don de la parole, sans posséder même des moyens absolument transcendants, l'honorable représentant qui fait le sujet de cet article employait avec zèle une bonne éducation et de bons talents à l'avantage de ses compatriotes, et au soutien des institutions et de l'existence future de son pays.”

P. G. R.

RÉPONSES

Le drapeau tricolore en Canada. (II, XI, 249.)
— C'est à qui, en ce moment, posera des questions au sujet du tricolore, c'est à qui se trompera en cherchant à l'expliquer.

Si l'on s'adresse à moi, la conversation n'est pas longue attendu que l'histoire de ce drapeau n'a qu'une seule heure d'éclat dans notre pays.

C'est le plus souvent sous la forme suivante que je donne mes explications. On me dira, par exemple :

— Pourquoi avez-vous le drapeau de la France actuelle, au lieu de votre ancien étendard ! Comment se fait-il que l'Angleterre n'y trouve pas à redire ?

— Depuis l'automne de 1760 où partirent les troupes françaises, jusqu'à l'été de 1854, aucun drapeau de la France ne flotta sur les bords du Saint-Laurent et les Canadiens-Français n'en connurent pas d'autres que celui de l'Angleterre même aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.

— Alors qui s'est imaginé d'introduire parmi nous cette nouveauté ?

— Un Anglais, mon bon ! Et qui plus est, un Ecosais : M. Hugh Allan, sir Hugh Allan, fondateur de la compagnie de transatlantiques de ce nom. L'Angleterre l'a voulu comme lui en 1855 lorsque ses bureaux, dans le monde entier, arboraient le tricolore à côté de l'Union Jack.

— A propos de quoi cette date de 1855 ?

— La guerre de Crimée, l'alliance française ! Mais ce n'est pas tout. La compagnie Allan, la guerre de Crimée, la *Capricieuse* se suivirent dans l'espace de quinze mois, intensifiant l'emploi du tricolore, de telle sorte que cette heure est devenue historique parmi nous.

Les Anglais nous ayant apporté ce drapeau ne sauraient se formaliser de sa présence dans le pays.

Les trois couleurs créées par Lafayette en 1789 ne furent jamais reçues au Canada, pour la bonne raison que nos pères avant 1854, ne songeaient nullement à se donner un drapeau, et surtout parce qu'ils avaient horreur de la révolution française que représentait à leur esprit la cocarde rouge, blanche et bleu.

Personne n'a découvert dans le passé des Canadiens, de 1760 à 1836, la moindre trace d'un drapeau national.

En 1837, le parti Papineau avait un étendard vert, blanc et rouge.

La société Saint-Jean-Baptiste de Québec refusa, en 1842, d'accepter le rouge, blanc et bleu proposé par M. Narcisse Aubin. Elle adopta un insigne bicolore : blanc et vert, qu'elle conserva jusqu'à 1888 alors que le tricolore de France fut accepté parcequ'il était répandu partout, tandis que le blanc et vert n'était en usage nulle part.

Quant à la Saint-Jean-Baptiste de Montréal, commencée en 1835, elle prit le drapeau britannique dès cette époque et je crois qu'elle le garde encore.

Lorsque la compagnie de steamers Allan se forma en Angleterre, la reine Victoria était en échange de politesse avec la diplomatie française. On voyait poindre Napoléon III sous le costume du président de la république.

Les bâtiments d'Allan se construisaient en Ecosse, pour le service du Canada et, lorsque vint le moment d'enregistrer à la Trinité le pavillon de cette flotte on compagnie, les directeurs furent frappés d'une idée lumineuse : adoptons, se dirent-ils, les trois couleurs françaises, en changeant de place le bleu et le rouge,

c'est tout à fait de circonstance puisque l'Angleterre et l'empire français viennent de s'allier solennellement "à la vie, à la mort !"

Et voilà comment. l'année 1853, il fut décidé que l'on promènerait les couleurs de Lafayette sur l'Atlantique en allant jusqu'à Montréal, afin de leur faire compléter ce tour du monde prédit par l'enthousiaste commandant des premières gardes nationales de Paris.

L'hiver de 1853-4 se passa, d'une part, à gréer les nouveaux navires, d'un autre côté à préparer la guerre anglo-française contre la Russie.

Nous attendions avec impatience l'entrée dans notre fleuve des steamers Allan. Ils parurent au commencement de l'été de 1854, et l'on vit sans aucun émoi flotter à la tête de leur grand mât le rouge, le blanc et bleu. Pour le pavillon français, il faut placer à la hampe le bleu, puis le blanc, puis le rouge, mais Allan avait déplacé les couleurs. Nous disions : blanc bonnet, bonnet blanc, sans y mettre de malice.

La ligne Allan ouvrit une ère nouvelle au commerce, le Grand-Tronc roulait déjà ses premières locomotives, les bois de nos forêts se vendaient comme du pain chaud, et tout cela amenait des banquets, des célébrations à n'en point finir. La prospérité rendait tout le monde joyeux.

Ah ! quel temps fut jamais plus fertile en démonstrations politiques ! Nous célébrions du même coup, le traité conclu avec les Etats-Unis : la réciprocité, un mot quasi neuf pour nous, qui a bien vieilli par la suite. M. McKinley était alors jeune et inconnu.

Mais à peine avions-nous salué le premier navire de la ligne Allan que le second nous apporta la déclara-

tion de guerre contre la Russie, signée par la France et l'Angleterre le 27 mars 1854. Ce fut une explosion de sentiments patriotiques.

Les Anglais arborèrent le tricolore, nous fîmes de même par esprit d'imitation. Pour soulever la foule, les publications anglaises étaient bourrées de récits racontant l'écrasement de la Pologne par les Russes. Nous rangeant avec les opprimés, nous n'avions plus qu'une âme pour demander la guerre, sans trop comprendre ce que la France en retirerait et sans savoir que le grand duc Alexis viendrait un jour se faire acclamer en Canada par les Anglais qui détestaient tant sa famille en 1854.

Une fois la boule lancée elle roula par monts et par vaux. Le 20 septembre 1854, la bataille de l'Alma, gagnée par les troupes françaises, provoqua ici, dès que nous en sûmes la nouvelle, un déploiement de patriotisme qui tenait à la fois de l'Angleterre et de la France. Des discours, des bals, des concerts, des affichages, des articles de journaux, des fêtes de toutes sortes au milieu desquelles nos concitoyens anglais plantaient le drapeau de la France avec ostentation et nous invitaient à crier : " Three cheers for the red, white and blue ! " Les campagnes se laissèrent empoigner de même. C'était si beau cette réunion des forces de la France et de l'Angleterre contre la tyrannie russe ! il m'en souvient ! J'ai même fait des vers là-dessus. Heureusement ils ne sont pas bons.

Ces couleurs ne nous effrayaient pas, bien au contraire. Elles confirmaient la fameuse alliance dont les journaux étaient remplis depuis vingt mois. Les compositeurs anglais lançaient sur les théâtres " the red, white and blue " qui désigne également les cou-

leurs de l'Angleterre, puisque en analysant le drapeau de cette puissance on trouve les mêmes touches. La musique, la poésie, le commerce, la guerre s'en accommodaient fort agréablement. Et les réjouissances publiques de se produire, et les chants d'éclater et les feux d'artifices bleus, blancs et rouges de sillonner l'espace !

Voici Balaklava et la charge des six cents cavaliers homériques. Ont-ils été assez mis à l'ordre du jour, ces héros du 25 octobre 1854 ! Encore des drapeaux, moitié français, moitié anglais sur nos maisons. L'hiver avait beau arriver tête baissée sur nous, la chaleur des esprits ne diminuait pas. Avant Noël on apprit le triomphe d'Inkerman, un coup foudroyant dans lequel les deux armées alliées avaient tout balayé comme une poussière. Nous passâmes la saison rigoureuse couchés sur le lit de la gloire.

Ce n'était pas tout à fait de même en Crimée, mais à la guerre comme à la guerre, dit le proverbe.

Le soleil de 1855 devait activer davantage notre enthousiasme. Lorsque, au mois de juillet, la "*Capricieuse*", frégate française, commandant Belvèse, mouilla dans la rade de Québec, avec mission de saluer les autorités britanniques, portant à sa corne d'artimon les trois couleurs que l'artillerie de la forteresse honorait de salves bruyantes, une effervescence se manifesta jusqu'à Montréal et à Bytown. La frégate arrivait comme un dessert après le dîner.

Crémazie voulut chanter ce drapeau qui annonçait "le retour de nos gens." De Belvèse se prêta à une sorte d'apothéose dans laquelle il personnifiait la France légendaire, glorieuse parente éloignée qui se souvenait de nous. On alla jusqu'au lyrisme, aux

accolades, aux sanglots. Québec, Trois-Rivières, Montréal, Ottawa, s'en donnèrent pour leur argent.

Le télégraphe électrique était à peine en usage que déjà nous avions des piles de Volta dans les nerfs et dans les muscles !

Nous ne voyions dans cette visite que le rapprochement de l'Angleterre et de la France. Nos gens emballés par tout ce qui venait d'avoir lieu, ne demandaient qu'à s'envelopper davantage des fleurs de la rhétorique. Cette situation comparée avec l'attitude calme des Etats-Unis, que l'on prenait pour de la peur, nous inspirait des façons de matamores pas du tout sensées aux yeux des gens qui voyaient les choses de haut. Nous avons été les diudons de la farce.

M. de Belvèse a reçu parmi nous des ovations faites pour le conquérant qui délivre un peuple de ses chaînes. La note était trop forte.

Tout d'abord, personne ne s'en aperçut. Les drapeaux tricolores hissés sur les résidences des Anglais, et les adresses et les banquets et les promenades et les pique-niques et les réceptions municipales, tout marcha avec un entrain de vingt lieues à l'heure.

Quel feu, quelle joie : quelles embrassades !

"Vous êtes des nôtres !" criait-on aux visiteurs, émerveillés eux-mêmes de se voir en pareille compagnie — comme le doge de Venise à Versailles.

A Montréal, le 31 juillet, la municipalité recevait en grande pompe M. de Belvèse et ses marins lorsque l'on apprit le bombardement du Redan et la chute prochaine de Sébastopol. Le chansonnier Marsais improvisa des couplets sur les Anglais et les Français trinquant ensemble.

Inkerman, Balaklava,
Comme fait le Canada,
Ont vu flotter leurs drapeaux
Jointes sur la terre et les flots.

Ensemble ils foulent le sol
Autour de Sébastopol,
Ensemble ils l'occuperont,
Ensemble ils le garderont.

Marsais n'était pas riche de poésie, mais il donnait de si bon cœur le peu qu'il avait en ce genre que tout le monde le portait sur la main.

Faut-il le dire ! tout cela tourna mal. Rentré en France, le commandant de la "*Capricieuse*" fut abandonné aux caprices de la diplomatie anglaise alarmée de ce qu'il n'avait pas contenu les bouillantes allures des Canadiens-Français. On le mit à terre ; il reçut un poste quelconque dans les bureaux publics et l'on en entendit plus parler.

Le 8 septembre, même année, Sébastopol se rendit.

Nouvelles fêtes, plus grand nombre de drapeaux français que dans les cas précédents. Un Anglais n'était pas lui-même s'il ne mariait pas l'arc-en-ciel de la France à la croix de Saint-Georges. Nous en eûmes pour tous les goûts—en bandoulières, en rosettes, en pavillons, en garnitures de chapeaux, en cravates, en costumes de gymnase, que sais-je ! Et tant que la fortune de Napoléon III se maintint ce fut ainsi.

Eh bien ! ce drapeau, dont vous ne voulez plus, ne nous le reprochez pas. Vous avez été les premiers à l'introduire ici. Il fallait vous en abstenir puisque vous n'y croyiez que pour les besoins du moment.

BENJAMIN SULTE

Commandants de Détroit. (X, IV, 1004.)—

Antoine de Lamothe-Cadillac, 1701 à la fin de 1704.

Alphonse de Tonty, 1704 à 1706.

Le sieur de Bourgmont, 29 janvier 1706 à août 1706.

Antoine de Lamothe-Cadillac, août 1706 à l'été de 1711.

Joseph Guyon du Buisson, 1711 à juin 1712.

François Daupin, sieur de La Forest, juin 1712 à 1714.

Jacques-Charles Sabrevois, 1714 à 1717.

Louis de la Porte, sieur de Louvigny, 1717.

Henri de Tonty, 3 juillet 1717 à 1720.

Charles-Joseph de Noyelle, 1720.

Alphonse de Tonty, 1720 au 10 novembre 1727.

Chevalier de Lepernouché, 19 décembre 1727.

Jean-Baptiste Deschaillons de Saint-Ours, 1728.

Charles-Joseph de Noyelle, 1728.

Louis Henri Deschamps de Boishébert, 1728 au 10 juin 1734.

Hughes-Jacques Péan, sieur de Livaudière, 10 juin 1734.

Charles-Jacques Sabrevois, 1734 à 1738.

Charles-Joseph de Noyelle, 1738 à 1741.

Pierre Payan de Noyan, 28 juillet 1741 à 1742.

Pierre de Celoron, sieur de Blainville, 1742 à 1743.

Joseph LeMoyne, chevalier de Longueuil, 1743 à 1747.

Charles-Jacques Sabrevois, 1749.

Pierre de Celoron, sieur de Blainville, 15 février 1751 au 19 mars 1754.

Jacques Dancau de Muy, 1754 au 25 mai 1758.

François-Marie Picoté de Belestre, 1758 à 1760.

SILAS FARMER (1)

(1) *The History of Detroit and Michigan.*

La compagnie du sieur Dumesny. (X, IV, 1007.) — La lettre suivante du gouverneur de Callière datée du 28 octobre 1699 donne approximativement l'année de l'arrivée ici du sieur Dumesny :

“ Le sieur Dumesny, capitaine et lieutenant de vaisseau, m'a demandé de passer aussi (en France) et comme il y a 15 ans qu'il sert en ce pays sans en être sorti et qu'il m'a fait voir par ses lettres qu'il a perdu son père, j'ai cru que Sa Majesté ne trouverait pas mauvais que je lui aye permis d'aller vaquer à ses affaires. ”

Dumesny serait donc arrivé dans la Nouvelle-France en 1684.

P. G. R.

Les “histoires” ou “genealogies de familles.” (V, IX, 658.) — A ajouter à la liste publiée dans le vol. IX du *Bulletin des Recherches Historiques*, p. 276 :

Généalogie de la famille Cousineau, par l'honorable Désiré Girouard, de la Cour Suprême du Canada. — 1884. 7 pp. in-12.

Généalogie de la famille Martineau-Lormière (branche du district de Montréal) suivie de notes généalogiques et biographiques, par le R. P. Marcel Martineau, S. J. — Montréal, imprimerie du Sacré-Cœur — 1902. 174 p. in-8.

Dans l'*Histoire de la paroisse de Saint-Luc, comté de St-Jean*, par M. l'abbé S.-A. Moreau, on trouvera une généalogie complète de la famille Moreau, dont le premier ancêtre, Jean Moreau, vint de Saint-Laurent Parthenay, diocèse de Poitiers, s'établir dans la Nouvelle-France vers le milieu du dix-septième siècle.

P. G. R.

QUESTIONS

1008—Je lis dans le *Nouveau Larousse illustré*, tome VIIe, page 726 : “ *Société de la Patte de lièvre*. Association formée au Canada en 1786 par les partisans de la liberté, et prête à les soutenir contre l’Angleterre.” Pourrait-on me fournir des données plus précises et plus complètes sur l’origine et la nature de cette société, si tant est qu’elle exista dans notre pays ? Un mot également sur son organisation, son influence et sa durée ne serait peut-être pas hors de propos. A. R.

1009—J’entends répéter que Louis XIV était opposé à l’introduction de l’imprimerie dans la Nouvelle-France. Sur quel fondement historique repose cette assertion ? A. R.

1010—Dans les dernières années de la domination française au Canada il est beaucoup question du chevalier de Montreuil ? Sait-on où et quand est mort ce personnage ? Je le perds de vue après 1759. RIAB.

1011—Les noms des braves qui accompagnaient Jumonville tué par l’armée de Washington, bien qu’il portât un drapeau parlementaire, ont-ils été conservés ? MILICIEN

1012—Pour quelles raisons les autorités gouvernementales empêchèrent-elles le duc de la Rochefoucault-Liancourt de visiter le Bas-Canada pendant qu’elles lui laissaient toute liberté de séjourner dans les autres parties des possessions anglaises ? VOYA

1013—M. de Tracy était-il réellement marquis ? ALEX. B.

VOL. 10

JUIN 1904

No 6

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juin : L'abbé Pierre Huet de la Valinière, 1732-1794 (suite et fin), Mgr Henri Têtu; Shérifs du district de Kamouraska; L'hon. Jean-Baptiste Juchereau Duchesnay (Chevalier Duchesnay), P. G. R. ; La construction des vaisseaux sous le régime français, Ignotus ; Le duc de Kent et la comtesse de Saint-Laurent, D. G. ; L'imprimerie dans la Nouvelle-France, P. G. R. ; Les chaires à prêcher, R. ; Questions, etc., etc.

Gravure : L'honorable Jean-Baptiste Juchereau Duchesnay.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

A few remarks on "The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham" by A. Doughty, in collaboration with G. W. Parmelee ; and on the Probable Site of the battle of the Plains of Abraham, by A. Doughty, by P.-B. Casgrain—Ottawa—1904.

The Hon. Henry Caldwell L. C. at Quebec, 1759-1810, by Sir James LeMoine, D. C. L. —Ottawa—1904.

Association catholique de la jeunesse Canadienne-Française—Au Secrétariat, 457, rue Saint-Hubert, Montréal—1904.

Le drapeau national des Canadiens-Français. Un choix légitime et populaire. Publié par le comité de Québec. 1904. En vente chez tous les libraires, et chez M. Wilfrid Bussière, Ecole normale Laval, Québec.

Prix : \$ 0.25.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

JUIN 1904

No 6

L'ABBÉ PIERRE HUET DE LA VALINIÈRE

1732-1794

(*Suite et fin*)

M. de la Valinière partit de Québec le 24 octobre 1779 (1). Il n'avait gagné de procès contre personne, et il était condamné par l'autorité civile en même temps que par l'autorité religieuse, par le gouverneur, par l'évêque, par le grand vicaire Gragé et par son supérieur du séminaire de Saint-Sulpice. Comment croire qu'il eût le droit de son côté, quand il était ainsi abandonné par les siens ?

Cela ne l'empêche cependant pas de chanter victoire et d'affirmer dans sa lettre à M. de Castries que, dans l'affaire de Saint-Roch des Aulnaies, il avait forcé Mgr Briand à se désister de son entreprise. Il répète cette vantardise ridicule dans son autobiographie. Mais c'est une erreur ou un mensonge, puisque le prélat ne retira jamais son décret et qu'en 1780, il s'occupait encore à sévir contre les paroissiens rebelles à ses ordres.

M. de la Valinière n'était pas plus heureux sur mer que sur terre, car il raconte que, durant la traversée, après avoir été leurré par les plus beaux témoignages d'amitié, il fut trompé, volé, dépouillé de tout son ar-

(1) Lettre d'Haldimand. Brymer, 1857, p. 473.

gent. Arrivé à Spithead, en Angleterre, il aurait pu intenter un procès et se faire rendre ses biens ; mais il n'avait pas de rôle, dit-il, et pour comble de malheur on le refint douze mois sur le bateau. Enfin pour se débarrasser de lui, on lui en fabriqua un sur lequel on disait qu'ayant été pris sur un navire français de la marine marchande, M. de la Valinière n'était pas un prisonnier de guerre et qu'il pouvait rentrer en France à ses frais. Il confia sa malle à un bateau—le *St-Antoine*—qui va faire naufrage sur les côtes françaises et faillit perdre son capitaine en envoyant au fond de la mer tout ce qui restait de la fortune du pauvre missionnaire. Celui-ci prit la voie d'Ostende et de là, faute de moyens, fut obligé de se rendre à pieds à Paris.

Il se flattait sans doute d'être bien accueilli par ses confrères de Saint-Sulpice et de recevoir les secours dont il prétendait avoir besoin. Mais prévenus contre lui et ayant cédé au Séminaire de Montréal tous leurs biens et tous leurs droits du Canada, ces messieurs de Paris ne voulurent pas écouter ses doléances et ses demandes, qu'ils trouvaient probablement exagérées.

Toutefois il serait injuste de dire qu'ils abandonnèrent sans pitié et sans charité l'abbé de la Valinière à son triste sort, puisqu'on le voit, en quittant Paris, reçu dans une maison—celle de Saint-Clément—tenue par eux à Nantes pour les prêtres invalides de leur congrégation.

Il put s'y reposer, y rétablir sa santé, recueillir les débris d'un petit héritage et se préparer à recommencer sa vie de missionnaire.

Comme il se défilait, et à bon escient, de ses amis de Montréal, il projeta d'aller d'abord à la Martinique, à Saint-Domingue, ou aux Etats-Unis, avant de se rendre en Canada, but final de son voyage. De fait, il dé-

barqua à Newbury port—ce dut être au printemps de 1785—gagna le Vermont, le lac Champlain et le voilà bientôt retourné à Montréal. La première nouvelle authentique de son arrivée m'est donnée par la lettre suivante adressée par Mgr Desglis à M. Gravé, et datée du 25 juillet 1785.

“ Ci-jointe une belle pièce de M. Huet de la Valinière.

“ Que faire, mon cher grand vicaire, de cet homme ?

Oh ! qu'il est bien tel que M. Montgolfier l'a dépeint dans la lettre qu'il a écrite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, inquiet, turbulent; etc !

“ Il me demande un certificat de vie et de mœurs pour aller où le Seigneur l'appelle. Puis-je lui en donner tant qu'il tiendra une conduite si opposée à mes ordres ! Quoi ? je lui ai défendu, comme vous le savez, de dire la messe publiquement jusqu'à ce qu'il se fût arrangé avec le gouvernement, et il l'a dite cependant sans l'être ; car je ne vois pas par tous ses verbiages qu'il me prouve que Son Honneur M. Hamilton lui permette de rester en cette province. Plût à Dieu pour l'honneur du clergé qu'il ne se décide pas à le lui permettre ! Je voudrais même que vous tâchassiez de lui faire connaître que je serais fort content s'il ne le souffrait pas en ce pays....”

Décidemment l'abbé n'était pas reçu à bras ouverts par le successeur de Mgr Briand. De son côté, M. Montgolfier ne sait comment se débarrasser de lui de nouveau et définitivement ; car M. de la Valinière veut rester au Séminaire envers et contre tous. C'est en vain qu'on lui offre, pour avoir la paix, une pension de six cents livres tournois qui lui serait assignée chaque année à Paris. L'acte est préparé, signé par les Sulpiciens, mais au dernier moment l'abbé change d'avis et refuse de signer lui-même. Après avoir

pendant quelque temps au Séminaire, il se retire chez M. Carreau et va se réfugier ensuite chez M. Thivierge, supérieur des Récollets. Puis il s'adresse à des avocats anglais, entre autres M. Christie, pour plaider en procès aux sulpiciens. (1)

Mais les avocats ne veulent pas plaider sans la permission des M.M. du Séminaire. Alors, après plusieurs voyages à Québec, à Saint-Jean, à l'Isle-aux-Érables, etc. il repart pour les États-Unis—la même année 1784—et se rend jusqu'à Philadelphie où il rencontre M. Carroll, le futur évêque de Baltimore.

Celui-ci l'accueille avec bonté, lui donne des pouvoirs et lui confie le soin du groupe canadien, acadien et français établi à New-York et dans les environs.

Déjà lors des travaux de son ministère, l'abbé de la Valinière trouva le temps de composer un catéchisme bilingue français et anglais, et de former de nombreux équipes pour construire des églises et des chapelles dans les principales villes du pays. Il voulut même acheter une vieille église protestante, à New-York, pour la faire servir aux catholiques, et demander l'aide du gouvernement français. Mais M. de La Rochelle, ambassadeur de France, s'opposa énergiquement à cette mesure, qu'il trouvait inopportune et qui n'aurait pu mener à bonne fin un prêtre zélé sans doute, mais dont il connaissait l'extraordinaire impudence.

L'échec peut-être par cet échec, aussi par les reproches que lui crut son catéchisme dont les protestants disaient qu'il avait protestantisé quelques propositions, l'abbé de la Valinière offrit à Mgr Carroll d'aller exercer son rôle dans l'ouest et il partit revêtu

(1) Lettre de M. Montgolfier, 22 août 1785.

des pouvoirs d'un grand vicaire. Il était certainement rendu aux Illinois dès l'année 1786, (1) comme le prouve une lettre du cardinal Borgia en date du 18 janvier 1787. Toujours ardent et remuant, ne prenant jamais le temps de réfléchir, il s'empressa de condamner tout de suite et de combattre son voisin, le père Paul de St-Pierre, curé de Cahokia. C'était un carme déchaussé, d'origine allemande, qui après avoir servi d'aumônier à l'armée du général Rochambeau, avait reçu des pouvoirs de M. Carroll, et travaillait au ministère depuis 1784. On le trouve successivement à Pottinger's Creek, à Louisville, à Vincennes, à Kaskaskia, à Ste-Geneviève, à Kaskaskia et à Saint-Gabriel, dans la Louisiane. L'abbé J. M. Laval, cité par Gilmary Shea, dit de lui : " Le père de St-Pierre a été certainement l'un des prêtres les plus remarquables qui aient administré l'église de Saint-Gabriel. " Eh bien ! c'est à cet ecclésiastique, que M. de la Valinière déclara la guerre dès son arrivée aux Illinois. Revêtu de pouvoirs qu'il était certainement incapable d'exercer, il accusa et dénonça publiquement son confrère, sans succès du reste comme le prouve le document suivant qui ne manque pas d'originalité et que je me fais un devoir de publier, *ne pereat*.

" Monsieur,

" Nous avons reçu et lu à haute et intelligible voix dans l'assemblée des habitants des Cahos, convoquée ce jourd'hui, dimanche, à l'issue de la grande messe

(1) M. Gilmary Shea le trouve curé à Kaskaskia en avril 1785 et je ne puis le contredire, étant donné le tempérament et la santé du missionnaire. Alors il serait parti de là pour faire son tour au Canada et aurait ensuite repris le chemin des Illinois.

de cette paroisse, votre lettre en date du 11 avril présent mois, à nous adressée, qui nous a été remise par M. Labunière. Nous y repondons en vous déclarant tous d'une commune voix que M. de St-Pierre, notre curé, pasteur et missionnaire a toute notre confiance et que nous n'avons que des louanges, et applaudissements à faire de lui et du zèle spirituel avec lequel il nous instruit ainsi que nos enfants. C'est en vain que vous voudriez nous ôter la confiance que nous avons en lui.

"Son attachement pour nous et son désintéressement nous est connu. Ainsi, Monsieur, dispensez-vous de nous rien écrire davantage de désavantageux à la conduite d'un prêtre aussi digne de respect comme M. de St-Pierre et que nous vénérons tous

"Tant qu'au mariage qu'il a fait dans notre paroisse, à la St-Joseph, il avait des raisons légitimes pour le faire.

"Sa conduite pour tous les cas que vous lui imputez dans la lettre que vous nous écrivez, est irréprochable, et vous faites sentir que la haine que vous avez conçue contre la dignité de notre curé est le seul motif qui vous fait agir.

"Nous sommes des plus sensibles aux termes choquants et insultants dont vous vous servez dans votre lettre, en nous disant qu'il a besoin de nos instructions et de celles de nos femmes pour se conduire.

"Un tel propos (deux mots incompréhensibles) libelle diffamatoire, joint avec le trouble et la désunion que vous avez mis dans les villages de cette rive, depuis que vous y êtes, sont suffisants pour nous déterminer à vous déclarer que nous ne vous recevrons ni ne vous regarderons jamais comme grand vicaire des Illinois.

"La tranquillité dont nous jouissons nous est si chère que nous craindrions avec raison par les termes dont

vous vous servez publiquement et par les censures que vous lancez contre les plus honnêtes gens, que vous voudriez éteindre le flambeau de la religion. Nous ne croyons pas devoir vous en écrire plus long. Cela suffit pour vous prouver nos sentiments et vous prouver que nous ne sommes pas disposés et que nous ne nous soumettrons jamais à vous recevoir pour grand vicaire, vous priant de ne pas vous y exposer, à moins que vous n'ayez de bons ordres de Mgr l'évêque de Québec et de M de Montgolfier, auxquels nous écrivons à ce sujet ; et quand bien même vous en auriez, nous verrions alors si nous devons nous y déterminer.

“ Nous avons cru qu'il était de notre devoir d'envoyer la copie de la présente à MM. La Chause, Janis, St-Genest et Vital Beauvais pour les dissuader de la prostitution que vous avez voulu faire de notre pasteur.

“ Nous espérons qu'ils lui rendront toute leur estime si en cas il l'avait perdue.

“ Ainsi, Monsieur, tenez-vous tranquille dans votre paroisse et ne cherchez pas à mettre le trouble et la désunion entre notre pasteur et nous. Il vous serait impossible d'y parvenir. Et soyez assuré que toute lettre ou écrit venant de votre part seront rejetés et à vous renvoyés sans les lire. Nous tiendrons toutes les censures et discriminations que votre vengeance vous pourrait suggérer contre nous avec mépris; c'est de quoi peuvent vous assurer les habitants des Cahos sous-signés.

“ Il est enjoint au sieur Labunière, notaire, de déposer la présente lettre en son notariat pour y avoir recours quand besoin sera et d'en envoyer copie à M. de la Valinière, à MM. Janis, La Chause, St-Genest et Vital Beauvais. Aux Cahos le 22 avril 1787. ”

“ F. Saucier, J.B. La Croix, x Chatel, A. Girardin,

x Dumai, x Gervais, Ch Ducharme, B. Dabuque (une autre signature illisible)".

Le 14 août de la même année, M. Payet, alors à Michillimakinac, écrit à l'évêque : " la lettre ci-incluse passe pour être de Monsieur de la Valinière qui paraît tracasser beaucoup aux Illinois, si on ajoute foi à plusieurs qui en arrivent. "

A en juger par la lettre suivante, M. de la Valinière avait renoncé, depuis quelque temps, à continuer ses revendications contre le Séminaire de Montréal, mais il n'avait pas abandonné le projet d'aller travailler et de finir ses jours au Canada. Et de même qu'il avait déjà traité d'affaires avec deux ou trois gouverneurs, il était rendu à son troisième évêque, Mgr Hubert, successeur de Mgr Desglis.

Voici ce document du 26 mai 1787.

" Monseigneur,

" La manière avec laquelle je me suis exprimé dans ma dernière (dont j'ignore la réception) du sujet de ma renonciation forcée aux droits du Séminaire, sentirait peut-être un intérêt dont ma conduite passée envers les pauvres dément cependant l'idée. Néanmoins comme le plus léger soupçon d'une telle faiblesse en un prêtre pourrait empêcher le bien que je pourrais faire en votre diocèse et que je ne fais pas certainement ici, je puis assurer Votre Grandeur que quelque petite cure que vous puissiez me donner, pourvu que je puisse être utile au salut des âmes, j'en aurai toujours assez, et j'aime mieux que ce soient d'autres qui fassent des sottises que moi. Faites-moi l'honneur de me répondre le plus tôt possible.

" Je ne sais aucune nouvelle, je ne me mêle ni de la guerre, ni de la paix et je cherche en vain la dernière : c'est pour cela que je suis venue du bout du monde ; toutefois l'ennemi de notre salut m'y poursuit

encore et m'y trouble. Un Carme (1), sans lettres de prêtrise, venu là de lui-même, y soulève le peuple, et M. Gibault tient toujours la conduite qui vous est connue.

“ J'irai donc me prosterner à vos pieds.

“ Si j'ai fait quelque faute, quoique je ne la connaisse pas, elle devrait être effacée, par ce que l'on m'a fait souffrir. L'idée que j'avais conçue pour procurer la paix tant à mes ennemis qu'à moi d'aller fonder la religion à Charlestown s'est évanouie, parce que le consul de New-York, ainsi que beaucoup d'autres, m'ont assuré que ce pays-là est si malsain qu'aucun européen n'y peut passer l'âge de quarante ans. Et d'ailleurs le libertinage est, dit-on, aussi commun qu'aux isles. Cela m'a fait préférer ce pays français, où je ne trouve que le dernier de ces inconvénients. Mais comme un lièvre poursuivi par les chiens revient toujours à son gîte, de même je désire que le Canada qui m'a fait prêtre et auquel je puis rendre encore aucun service, reçoive les derniers fruits de mon sacerdoce ainsi qu'il en a eu les premiers. ”

“ J'ai l'honneur etc., . .

P. Huet de la Valinière, Vic. Gen.

“ Aux Kas-des-Illinois ”

le 26 mai 1787. ”

Chose singulière, M. de St-Pierre désirait lui aussi de même que son aimable voisin, quitter sa paroisse de l'Immaculée Conception pour aller travailler dans le diocèse de Québec. J'en ai eu la preuve dans une

(1) M. de St-Pierre. C'était à M. Carroll à voir si les lettres de ce carme étaient en règle et non à M. de la Valinière. Au reste on a vu plus haut qu'il avait déjà été employé dans le ministère et qu'il le fut longtemps après.

lettre qu'il adressait, le 19 février 1786, à M. Payet, alors curé au Détroit. Cette lettre est très bien écrite en latin. Comme M de la Valinière, il se plaint de la population —*pessimis hominibus*—qui ne craint ni Dieu ni les lois. Au reste l'évêque de Québec ne voulut écouter les prières ni de l'un ni de l'autre, et continua de se passer de leurs services. Depuis 1783, les Illinois et les Tamarois avaient passé aux Anglais Américains, et ce fut le préfet apostolique de la Nouvelle-Angleterre qui eût à pourvoir à ces missions.

C'est à propos de ce changement de juridiction que s'échangèrent plusieurs lettres entre la Propagande, M. Carroll et Mgr Hubert. Celui-ci écrit, le 15 octobre 1787 : " Il paraît qu'en effet M. de la Valinière et M. de St-Pierre ont été députés dans le pays des Illinois.... J'ignore l'étendue de leurs pouvoirs dont ils ne me rendent aucun compte, et du reste je suis disposé à ne pas les inquiéter là-dessus, tant qu'ils ne pénétreront pas plus avant dans mon diocèse." A M. Carroll qui demandait des renseignements sur MM Gibault et de la Valinière " muni, dit il, d'attestations favorables de la part de ses supérieurs ecclésiastiques du Canada ", Mgr Hubert répond, le 6 octobre 1788 :

" Remarquez, s'il vous plaît, que M. de la Valinière est un homme de bonnes mœurs, mais que son esprit remuant est capable de causer beaucoup de troubles à ses confrères, comme nous l'avons éprouvé en Canada ". Le prélat parle aussi de M. Gibault nommé vingt ans auparavant grand vicaire par Mgr Briand, pour les Illinois. Ses pouvoirs n'ont pas été renouvelés, et comme il a été soupçonné de trahison, le gouvernement anglais en a pris ombrage, et l'évêque ne veut plus le recevoir dans son diocèse. Il res-

tera sous la juridiction de M. Carroll, si celui-ci veut bien le garder.

Et c'est ce qui fut fait. (1)

M. de la Valinière quitta les missions de l'ouest en 1790, je ne sais pas exactement à quelle date. Mais, le 25 octobre de la même année, nous le retrouvons à Montréal ! Ce jour-là, c'est M. Brassier, successeur de M. Montgolfier au Séminaire de Saint-Sulpice, qui en donne la nouvelle à Mgr Hubert.

“ Je crois de mon devoir de vous prévenir que le

(1) Je me proposais d'écrire la notice biographique de M. Gibault; mais j'arriverais trop tard, car l'ouvrage a été fait par un autre et publié dans *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia*, décembre 1901. L'auteur de cette étude est Miss Pauline Lancaster Peyton, a graduate of St. Mary's Academy, Notre-Dame, Indiana. Il n'est que juste de dire que les archives de l'archevêché—lesquelles ne sont mentionnées dans cette étude que sous le nom de *Archives of Quebec*—ont fourni à l'auteur de nombreux documents d'une très grande valeur : lettres de Mgr Briand, du R. P. Meurin, S. J., et surtout de l'abbé Gibault lui-même. J'aurais aimé à trouver quelque part dans cet intéressant travail le nom de M. l'abbé Eug. Laflamme qui avait eu la générosité d'enrichir mademoiselle Peyton de pareils trésors. Dans cette notice biographique sur M. Gibault, qui n'est pas absolument complète, il y a des inexactitudes bien pardonnables, mais qui n'en existent pas moins. C'est ainsi qu'à la page 469, on voit que M. Forget avait vendu les biens de la mission des Tamarois à *Mgr Briand* ! Quel mal y aurait-il eu à cela ? Quelques lignes plus loin, l'auteur cite l'*Histoire du Séminaire de Québec* par le cardinal Lascheau ! Ce qui nuira davantage à la mémoire de M. Gibault, c'est qu'il demanda au Congrès des Etats-Unis de le rendre propriétaire des biens dont le Séminaire de Québec lui avait confié la garde. Mgr Carroll en écrivit à l'évêque de Québec et lui

sieur de la Valinière est venu prendre, ces jours passés, logement dans notre maison. Je n'ai pas cru pour la paix devoir lui refuser l'hospitalité. Il a répandu dans les communautés et dans la ville quelques unes de ses brochures. J'ai blâmé les communautés et leur ai défendu d'en faire usage. Il a dit la messe dans les hôpitaux sans permission et s'en est retourné

dit qu'il a présenté un mémoire au général Washington pour protester contre cet acte de l'abbé Gibault. Ce missionnaire était d'une santé et d'une énergie de fer. Il écrivait fort bien une lettre. Envoyé, au sortir du Séminaire et de l'ordination, dans un immense pays de missions, il manquait un peu de formation ecclésiastique, et son zèle inconsidéré le lança dans des entreprises qui ont pu contribuer à sa renommée, mais pas à son bonheur. Rejeté du diocèse de Québec, il sortit également de celui de Baltimore et passa ses dernières années dans les possessions espagnoles. Il mourut à New-Madrid en 1804. En 1777, il avait fait tant de bruit et s'était tellement mêlé de politique, que M. Montgolfier écrivait à l'évêque de Québec : "J'ai entendu dire tout bas, et je ne le crois pas, que M. Gibault, ayant été soupçonné ou accusé d'être l'instigateur des serments contradictoires qui ont été faits depuis peu de temps dans la partie qu'il habite, il avait été pendu." On sait qu'il n'en fut rien, et vraiment je crois que M. Gibault ne mérita jamais pareil châtement. S'il fit des fautes, il travailla rudement et péniblement dans la vigne du Seigneur, il fut patriote et missionnaire à sa façon, et risqua sa vie bien des fois pour rendre service à l'église ou au pays qu'il regardait comme sa patrie. "Next to Clark and Vigo, the United-States are indebted more to Father Gibault, for the accession of the States, comprised in what was the original Northwestern Territory, than to no other man", says Judge Law. With this testimony, the historian of the Church may speak of the good man and pure patriot, Rev. Peter Gibault, his patriotism, his sacrifices, his courage and love of liberty." *Gilmary Shea.*

pour fixer, dit-il, sa demeure sur le lac Champlain, sur la partie des Etats Unis. Comme il doit revenir, cet hiver, faire plusieurs voyages, je serais flatté de savoir la conduite que je dois tenir à son égard. J'ai prévenu Son Excellence du va et vient du dit Sieur, parce qu'il m'est revenu que Sa Seigneurie était surprise de mon silence à cet égard. ”

Monseigneur répond, le 4 novembre, qu'il ne veut pas reconnaître ce monsieur comme membre de son diocèse, qu'il ne lui donnera aucun pouvoir pas même celui de dire la messe, et qu'on devra avertir les communautés de ne pas l'admettre à célébrer.

Dans ce même mois d'octobre 1790, M. de la Valinière se mit à desservir les Canadiens et les Acadiens établis à Split Rock, dans l'état de New-York. Ces pauvres gens étaient enchantés d'avoir un prêtre au milieu d'eux ; ils lui bâtirent une chapelle, et un presbytère ; tout était pour le mieux : on vivait dans l'union, la paix et la prospérité. Mais au bout de trois ans, on ne sait comment, la mésintelligence se glissa entre le pasteur et le troupeau. Un jour, l'église et le presbytère furent incendiés et rasés jusqu'au sol. (1)

C'est pendant son séjour à Split Rock que l'abbé écrivit ses mémoires intitulés : “ Vraie Histoire ou simple Précis des Infortunes, pour ne pas dire des per-

(1) M. Gilmary Shea qui raconte ce fait, met en note :

“ Mgr J. O. Plessis, *Relation d'un Voyage aux Etats-Unis* en 1815, which I owe to the Rev. J. Sasseville. ” Je crois plutôt que c'est M. Sasseville lui-même qui raconta le fait à M. Gilmary Shea. Je ne sache pas qu'il y ait un livre manuscrit ou imprimé qui porte le titre de *Relation d'un voyage aux Etats-Unis* écrit par l'évêque de Québec. Le prélat raconte ce voyage dans son *Journal de mission* de 1815 et il n'y parle pas de M. de la Valinière.

sécutions qu'a souffert et souffre encore le Rév. Pierre Huet de la Valinière, mis en vers par lui-même, en juillet 1792. A Albany, imprimé aux dépens de l'auteur."

Il résume ainsi, dans l'autobiographie déjà citée, ses pérégrinations incroyables : " Je vais errant, par toute l'Amérique, par New-York et Boston, je traverse tous les chemins dangereux, je visite à peu près tous les cantons. . . Je repars pour la Pensylvanie, j'arrive jusqu'au fort Pitt. Je descends tout l'Ohio, le Kentucky et le Mississipi, sans dormir aucun somme, voyageant à pied ou en canot. Cinq fois je traverse le golfe du Mexique et m'essaye à revenir en Canada. La Havane La Floride Espagnole, Charlestown, Stonington et New-York ne m'offrent plus rien de nouveau. "

Impossible de mettre des dates à la suite des villes ou des pays visités par l'infatigable missionnaire.

Nous le trouvons à la Prairie de la Madeleine en 1792. M. J. O. Plessis, secrétaire, lui écrit le 22 mai, qu'avant de lui permettre de dire la messe dans le diocèse, l'évêque sachant qu'il a été renvoyé de cette province, en 1779, par ordre du gouvernement, a besoin de savoir si sa présence est agréable au gouverneur actuel. De plus, il faudra qu'il montre un *exeat* de la part de Mgr de Baltimore dont il était le sujet et le diocésain. De 1792 à 1798, les documents sont défectueux et je suis porté à croire que ce fut dans cet intervalle que M. de la Valinière fit ses grands voyages à la Havane, et à la Floride.

Le 19 février 1798, il se repose à Saint-Sulpice, l'une de ses anciennes paroisses et il y reçoit la lettre suivante de Monseigneur Denaut :

" Votre lettre du 14 m'a été remise par un de mes paroissiens, le 18. Je n'ai pas vu l'express.

" Je ne vous ai pas oublié auprès de M. le Général.

“ En réponse à la lettre que je me suis fait l'honneur de lui écrire, le 25 janvier, il répond, le même jour, qu'il loue la conduite de mes prédécesseurs à votre égard, et promet de me louer aussi, si je ne m'en écarte pas. Cependant il approuve votre résidence en ce pays.

“ En réponse à vos demandes, je dis à la première : quand vous voudrez venir à Longueuil, vous y serez le bienvenu ; à la 2ème : je ne demande ni ne désire voir aucun papier ; à la 3ème : vous pouvez, et je ne m'y oppose pas, faire auprès du gouvernement telle démarche que vous voudrez.”

Muni de la permission du gouverneur et de celle de l'évêque, M. de la Valinière put donc, comme il l'avait désiré, finir ses jours en Canada. Il passa ses dernières années retiré dans la paroisse de Saint-Sulpice. (1) Voici comment on raconte son décès arrivé le 29 juin 1806 : “ Il s'appelait Pierre et mourut le jour de la St-Pierre, dans la paroisse de St-Pierre du Portage (L'Assomption) d'une chute de voiture sur une pierre.” Il fut inhumé à Saint-Sulpice.

MGR H. TÊTU

SHÉRIFS DU DISTRICT DE KAMOURASKA

Ovide Martineau	18 octobre 1851
Jacques-Vincent Taché	16 septembre 1865
François-Alfred Sirois	20 janvier 1879
Joseph-Elzéar Pouliot	20 avril 1899

(1) D'autres disent à Repentigny. Les uns et les autres ont probablement raison, M. de la Valinière ayant bien pu demeurer successivement dans les deux paroisses.

L'HON. JEAN-BAPTISTE JUCHEREAU
DUCHESNAY

(CHEVALIER DUCHESNAY)

Jean-Baptiste Juchereau Duchesnay, plus connu sous le nom de chevalier Duchesnay, naquit à Beauport le 16 février 1772.

Il était fils de l'honorable Antoine Juchereau Duchesnay, seigneur de Beauport, Saint-Roch des Annaies, Fossembault, Gaudarville et autres lieux, et de Catherine LeCompte Dupré.

Il obtint une commission dans le 60e de Ligne et servit pendant plusieurs années dans ce régiment.

Lorsque survint la guerre de 1812 on lui donna le commandement d'une compagnie dans le corps des Voltigeurs Canadiens formé par le lieutenant-colonel de Salaberry. Il se distingua par son intrépidité et sa bravoure en plusieurs occasions mais plus particulièrement à la glorieuse bataille de Châteauguay.

Dans sa dépêche au ministre des colonies en date du 30 octobre 1813, dans laquelle il rend compte de la bataille de Châteauguay, Sir George Prevost écrit :

“ J'ai signalé particulièrement l'aide habile que le lieutenant-colonel de Salaberry a reçu du capitaine Ferguson, commandant la compagnie légère des Fencibles Canadiens ; et du capitaine J. B. Duchesnay, du capitaine Juchereau Duchesnay, de l'adjutant Hebden, des Voltigeurs, de l'adjutant O'Sullivan, de la milice sédentaire, et du capitaine LaMotte appartenant au corps des guerriers sauvages. ”

La 28 mars 1821, pour récompenser son mérite, le gouverneur Dalhousie le nommait aide de camp provincial, avec le grade de lieutenant colonel dans la milice, en remplacement du lieutenant-colonel B. J. Frobisher, décédé.



HON. JEAN-BAPTISTE JUCHEREAU DUCHENAY

En 1828, lorsqu'il était inspecteur des milices avec MM. de Bellefeuille et Heriot, il reçut les compliments les plus flatteurs de lord Dalhousie sur le point de repasser en Angleterre : " Le gouverneur en chef, est-il dit dans l'ordre du 2 avril, croit plus particulièrement de son devoir de remarquer que le lieutenant-colonel chevalier Duchesnay a présenté d'excellents diagrammes de chaque bataillon sous son inspection, sans aucun frais pour le service public. Son Excellence les regarde comme une addition précieuse à être déposée dans le bureau de l'adjutant général, afin qu'on puisse y avoir recours en tout temps. "

Le 4 avril 1832, le gouverneur Aylmer appelait le lieutenant-colonel Duchesnay au Conseil Législatif.

Pendant le choléra de 1832, l'honorable Jean-Baptiste Juchereau Duchesnay fut nommé membre du bureau de santé de Québec. Il se dévoua généreusement au service de l'humanité, et il fut un des membres les plus actifs de ce bureau de santé qui rendit alors des services inappréciables.

Il mourut, après quelques jours de maladie, le 12 janvier 1833. Il fut inhumé dans l'église de Beauport, sous le banc du capitaine, le 15.

" Une maladie de quelques jours, lisons-nous dans le *Canadien* du 14 janvier 1833, enlève à sa famille, à ses amis, à ses concitoyens, un homme qui leur était cher par son urbanité, ses vertus et son empressement à se rendre utile à la société. Après avoir affronté tant de fois la mort, il l'envisagea dans sa dernière maladie avec résignation à la volonté de son Créateur et plein de confiance en ses miséricordes. "

Il était à sa mort seigneur de Saint-Roch des Aulnaies.

P. G. R.

RÉPONSES

La construction des vaisseaux sous le régime français. (IX, VII, 956.)—La construction des navires fut un des objets dont l'intendant Hocquart s'occupa avec le plus de persévérance et d'efficacité. En dépit de quelques essais antérieurs, on peut affirmer, sans injustice pour aucun de ses devanciers, qu'il a été le père de cette industrie au Canada. Dans une lettre du 25 octobre 1729, il disait : " Je regarde la construction des bâtiments comme un des objets qui méritent le plus d'attention par rapport à l'augmentation du commerce. J'y exciterai de toute manière les négociants du pays. " Non seulement il poussa les négociants canadiens dans cette voie, mais il leur donna l'exemple. On vit s'élever non loin du palais de l'intendant, de vastes chantiers d'où montèrent bientôt vers la ville toutes les pacifiques clameurs du travail. Le bruit cadencé de la hache retentit sur les bords de la rivière St-Charles. Les longs trains de bois flotté,—chêne, pin rouge, bordages et pièces de mâtures,—firent leur descente pittoresque, de Terrebonne et de Sorel à Québec, sous la direction de leurs hommes de cages, et vinrent s'échouer majestueusement dans l'estuaire, sur les rives duquel l'art du charpentier allait les transformer en vaisseaux de haut bord destinés à porter le drapeau de la France sur les plages de l'Amérique et de l'Europe.

Il y avait alors au Canada un abbé, homme d'initiative et de progrès, dont la physionomie originale mériterait une esquisse. Son activité semblait plutôt tournée vers les affaires et l'industrie que vers le ministère paroissial, l'enseignement ou la prédication.

Il s'appelait l'abbé Louis Lepage de Sainte-Claire, et

était né le 25 août 1690, à St-François, île d'Orléans, de René Lepage,—qui devint six ans plus tard le premier seigneur de Rimouski,—et de dame Marie Gagnon. Ordonné prêtre le 6 avril 1715, il avait reçu un canonicat le 9 juin 1720, et s'était vu honoré, sub-séquemment, de la dignité de grand vicaire. Depuis 1724, il desservait Terrebonne, d'abord comme missionnaire et ensuite comme curé. Mais non content d'être le pasteur de cette paroisse, il avait voulu en acquérir le titre seigneurial, et l'avait acheté de Marie-François Bouat. Il était donc à la fois le seigneur et le curé de Terrebonne et des Plaines. Cependant, cela ne lui suffisait pas encore, et se faisant industriel, il avait mis en coupe ses forêts domaniales, bâti des moulins et conclu des marchés pour fournir au roi des bois de construction. On conçoit que le chapitre de Québec ne le voyait pas souvent. L'un de ses collègues plus zélé, M. Plante, prêtre du séminaire, le mentionnait dans une lettre écrite en 1728, parmi les chanoines invisibles : "M. Lepage a sa terre et ses moulins à faire valoir, disait-il ; M. Leclair a d'autres vues...." Ici, ouvrons une parenthèse. En faisant ressortir l'originalité de cette figure ecclésiastique, nous n'entendons point faire planer sur elle des ombres fâcheuses. Dans les écrits du temps, nous n'avons pas rencontré une ligne contraire à son honneur sacerdotal. On y constate simplement que chez M. Lepage le prêtre était un peu effacé par l'homme d'affaires, et qu'aux yeux du monde, l'habilité et l'entregent de celui-ci faisaient oublier celui-là.

Au mois d'octobre 1730, l'abbé-seigneur de Terrebonne adressait à M. Hocquart un lumineux mémoire sur la construction des navires et sur les avantages qu'apporterait au Canada l'établissement de cette in-

dustrie, quant au développement du commerce, à la circulation monétaire, à l'écoulement des produits, au progrès des industries connexes et à l'accroissement de la population. Après avoir tracé un vaste plan de constructions navales, il terminait en offrant la fourniture de tout le bois requis à cet effet, à des prix de moitié moins élevés que ceux payés par le roi en Europe. Ce mémoire est, encore aujourd'hui, d'une lecture extrêmement intéressante. M. Hocquart le transmet au ministre avec éloge, et recommanda instamment, pour commencer, la construction à Québec d'une flûte de 500 tonneaux. La réponse ministérielle fut favorable, et le 30 septembre 1731, l'intendant annonçait avec une satisfaction manifeste qu'il avait choisi un endroit fort propice pour l'établissement du premier chantier : "Le lieu le plus propre que j'ai trouvé, disait-il, pour y établir le chantier de la flûte en question, est à quatre ou cinq arpents du palais, sur la rivière St-Charles, au delà de l'ermitage de St-Roch. Le terrain est solide ; il s'y trouvera 18 à 20 pieds, dans les grandes mers ordinaires, qui est un fond suffisant pour y construire les plus gros vaisseaux.

Il y a de plus dans le même voisinage quelques maisons nouvellement bâties qui pourront servir de magasins pour y retirer diverses munitions et ustensiles pendant le cours de la construction". (Hocquart au ministre, 30 octobre 1731.) Quelques jours plus tard, il rendait une ordonnance pour permettre "au sieur abbé Lepage de faire exploiter, dans les seigneuries de Berthier et Dautray, deux mille pieds cubes de chêne, suivant les gabarits et modèles que nous avons fait remettre pour servir à la construction d'une flotte de cinq cents tonneaux, que le roi est dans le dessein de faire construire à Québec ; lesquels bois il fera conduire en cageux jusque dans la rivière St-Charles,

devant le palais de cette ville pour y être reçus et visités en la manière accoutumée". Une permission analogue était adressée au sieur Clément de Sabrevois, sieur de Bleury, pour la seigneurie de Chambly, et les terres dans la profondeur de la seigneurie de Longueuil. MM. de Bleury et Lepage devenaient les fournisseurs conjoints du bois nécessaire au chantier du roi.

Le prix du chêne était fixé à 25 sous le pied cube.

Remarquons ici que dans toutes les anciennes concessions de fief, depuis Talon, le bois de chêne avait été réservé pour le service du roi. Durant son intendance, Hocquart manifesta plus d'une fois sa sollicitude pour la préservation des essences forestières les plus recherchées dans la construction des navires. Ainsi, en 1740, on le verra rendre une ordonnance pour défendre de couper des chênes dans les seigneuries du Lac des Deux Montagnes, d'Argenteuil et de Vaudreuil, et sur l'île Bizard, jusqu'à ce qu'il en eût fait faire la visite et marquer ceux qui se trouveraient propres à la construction des vaisseaux de Sa Majesté ; et cela à peine de dix francs d'amende pour chaque pied d'arbre indûment coupé. (1)

Peu de temps après, on le verra encore rendre une autre ordonnance pour la préservation d'une pépinière de pin rouge, d'une lieue d'étendue, remarquée par lui durant une visite d'exploration qu'il a faite en personne dans la région de la rivière Richelieu et du lac Champlain. (2)

Au bout de quelques années, grâce au zèle intelligent de M. Hocquart, l'industrie de la construction des

(1) *Edits et ordonnances*, vol. II, p. 382.

(2) *Idem*, vol. III, p. 467.

navires avait pris à Québec un merveilleux développement. Dès 1732, une dizaine de petits bâtiments, de quarante à cent tonneaux, furent lancés. On en lança autant l'année suivante.

En 1736, l'intendant écrivit à la cour: "Depuis quelques années, la construction des bâtiments de mer prend faveur; la gratification que Sa Majesté accorde pour ces constructions y a beaucoup contribué.

"La culture et le débouché du tabac donneront par la suite occasion à des constructions considérables.

"Le bois de merisier est reconnu pour très bon, du moins pour les fonds des vaisseaux: il s'en trouve au Canada en abondance de tout échantillon; on tirera pendant longtemps des bois de chêne des environs du lac Champlain et des terres qui sont au-dessus de Montréal, pour faire des bordages. Des armateurs de Rouen et de Bordeaux doivent faire construire cette année deux bâtiments de deux à trois cents tonneaux, à la digue du Palais de Québec. En général, dès que les nouveaux objets de commerce auront lieu, la construction augmentera, ainsi que les autres établissements." (1)

Cette digue du Palais, dont il est ici question, avait été construite en 1733. Elle avait été formée de roches et de cailloux pris dans le lit de la rivière Saint-Charles, et pouvait abriter contre les tempêtes du nord-est une centaine de petits vaisseaux. M. Hocquart y avait employé cinquante ou soixante journaliers, en même temps qu'il en envoyait à peu près le même nombre travailler aux fortifications de Montréal. Outre l'utilité publique, son objet, en faisant faire ces travaux, était de secourir la classe ouvrière dans un moment où la misère était menaçante, par suite de la disette de blé et des ravages de la petite

(1) *Mémoires sur le Canada*, 1736.

vérole. D'après une note de l'abbé Ferland, la digue de M. Hocquart était encore visible vers 1830, et elle a été renfermée depuis dans le quai du Palais.

Comme on le voit par le mémoire que nous venons de citer, le roi accordait une prime de construction.

Encouragés par cette gratification, plusieurs particuliers construisirent des petits navires, qui facilitèrent beaucoup le commerce de cabotage dans le fleuve et le golfe.

Puis l'on eut des spectacles plus imposants. Ce furent des vaisseaux de guerre, des flûtes, des frégates de 26 à 30 canons qui s'ébranlèrent sur leur berceau aux acclamations de la foule et plongèrent leur carène élégante et forte dans les flots bouillants du grand fleuve. Belles et nobles fêtes auxquelles assistaient toutes les sommités religieuses et civiles, le gouverneur, l'évêque, quand il était au Canada, l'intendant, les conseillers, les chanoines, les religieux, les officiers et le peuple, toujours avide de ces solennités. Un dignitaire ecclésiastique bénissait le nouveau-né de l'industrie navale, et, au bruit des mousquetades, le vaisseau, baptisé d'un nom canadien ou français, prenait, en frémissant, possession des vagues. Les archives de la marine nous font assister à ces lancements successifs.

Le 4 juin 1742, c'est le *Canada* dont le futur commandant, M. de Beauvais, n'est pas encore arrivé, et qui n'attend que lui pour cingler vers Rochefort avec un chargement de planches, de fer et d'huile, tous produits canadiens. En 1744, c'est le *Caribou*, flûte de 22 canons, qui sera commandé par le sieur Dubois et dont l'équipage recruté en France est transporté à Québec par le *Phéliepeau*.

En 1745, c'est le *Castor*, frégate de 26 canons, à qui

l'*Heureuse-Marie*, de Saint-Malo, amène son équipage breton. En 1748, c'est le *Saint-Laurent*.

Une autre année, ce sera le *Québec*, ou l'*Original* qui aura la mauvaise fortune de se crever durant son lancement.

Tous ces travaux étaient dirigés par le sieur Levasseur, ingénieur-constructeur. Ils occupèrent une foule d'ouvriers dont les premiers étaient venus de France, mais dont les autres s'étaient formés ici. En 1739, M. Hocquart écrivait qu'il y avait 50 charpentiers à Québec, mais qu'il en fallait davantage.

L'établissement de cette industrie suffirait seule à illustrer l'administration de cet intendant. Il est vrai que quelques années plus tard, on essaya de discréditer les vaisseaux construits au Canada. Dans un mémoire publié en 1758, on voit que deux reproches leur étaient adressés : d'abord qu'ils coûtaient plus cher que ceux dont la construction avait lieu en France, et ensuite qu'ils étaient de moindre durée, d'où l'on concluait que les bois canadiens étaient d'une qualité inférieure. Mais l'auteur du mémoire réfutait ces deux objections. Il démontrait que le coût n'était plus élevé qu'en apparence, " attendu qu'il passe sur le compte de la construction beaucoup de dépenses qui n'y ont aucun rapport." Il ajoutait : " Tout esprit non prévenu sera forcé de convenir qu'on fera construire en Canada des vaisseaux avec plus d'économie que dans les ports de France. toutes les fois qu'on ne confondra pas d'autres dépenses avec celles de la construction ". Quant à la qualité des bois, il entrait dans de longues explications. " Les bois du Canada sont extrêmement droits, disait-il ; ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on trouve dans leurs racines des bois tords, propres à la construction.

Deuxièmement : jusqu'à présent, on a exploité que les chênieres les plus voisines des rivières, et, conséquemment situées dans les lieux bas, à cause de la facilité du transport. Troisièmement : les bois sont coupés en hiver ; on les traîne sur la neige jusques au bord des rivières et des lacs ; lorsque la fonte des neiges et des glaces a rendu la navigation libre, on les met en radeaux pour les descendre à Québec, où ils restent longtemps dans l'eau avant d'être tirés à terre, et où ils en contractent une mousse qui les échauffe : encore imbibés d'eau, ils sont exposés dans un chantier à toute l'ardeur du soleil de l'été ; l'hiver qui succède les couvre une seconde fois de neige, que le printemps fait fondre, et ainsi successivement jusqu'à ce qu'ils soient employés ; enfin, ils restent deux ans sur les chantiers, où de nouveau ils essuyent deux fois l'extrémité du froid et du chaud qu'on sent dans ce climat. Voilà les causes du peu de durée de ces vaisseaux.

“ Si on coupait les bois sur les hauteurs ; s'ils étaient transportés à Québec dans des barques ; si on les garantissait des injures du temps dans des hangars et si les vaisseaux ne restaient qu'une année sur les chantiers, il est évident qu'ils dureraient plus longtemps.

“ Dans la démolition de ceux qui ont été condamnés en France, on a reconnu que les bordages s'étaient bien conservés, et qu'ils étaient aussi bons que ceux qu'on tire de Suède, mais que les membres en étaient pourris. Est-il étonnant que les bois tords, pris à la racine d'arbres qui avaient le pied dans l'eau qu'on n'a pas eu l'attention de faire sécher à couvert, s'échauffent quand ils se trouvent enfermés entre deux bordages ? ” et l'auteur concluait : “ Je ne vois donc pas que les raisons alléguées contre les vaisseaux de Qué-

bec soient suffisantes pour en faire cesser la construction.”

Quoiqu’il en soit de ces critiques, dont les hommes du métier seraient seuls compétents à établir l’exactitude ou l’injustice, il n’en reste pas moins incontestable que M. Hocquart eut le mérite et la gloire de créer au Canada une industrie destinée à faire, durant plus d’un siècle, la prospérité d’une nombreuse population.

IGNOTUS

Le duc de Kent et la comtesse de Saint-Laurent. (IX, X, 975.)—*The Creevy Papers* que vient de publier sir Herbert Maxwell, M. P., contiennent le récit d’une confidence au sujet de madame de Saint-Laurent qui n’est pas étrangère à l’histoire du Canada. C’est le duc de Kent lui-même qui parle à Bruxelles en 1811, s’il faut ajouter foi au témoignage d’ailleurs incontestable de M. Creevy. Le duc de Kent et madame de Saint-Laurent ont habité Halifax et Québec pendant quelques années où ils passaient comme mari et femme, de la main gauche. Voici le récit de M. Creevy :

“ Should the Duke of Clarence not marry, the next prince in succession is myself ; and altho’ I trust I shall be at all times ready to obey and call my country may make upon me, God only knows the sacrifice it will be to make, whenever I shall think it my duty to become a married man. It is now seven-and-twenty years that Madame St Laurent and I lived together : we are of the same age, and have been in all climates, and in all difficulties together ; and you may well imagine, Mr. Greevey, the pang it will occasion me to part with her. I put it to your own feeling—in the event of any separation between you and Mrs. Greevey

“ As for Madame St Laurent herself, I protest I don't know what is to become of her if a marriage is to be forced upon me ; her feelings are already so agitated upon the subject. You saw, no doubt, that unfortunate paragraph in the *Morning Chronicle*, which appeared within a day or two after the princess Charlotte's death ; and in which my marrying was alluded to. Upon receiving the paper containing that article at the same time with my private letters, I did as is my constant practice, I threw the newspaper across the table to Madame Saint-Laurent, and began to open and read my letters. I had not done so but a very short time, when my attention was called to an extraordinary noise and a strong convulsive movement in Madame St. Laurent's throat. For a short time I entertained serious apprehensions for her safety ; and when, upon her recovery, I enquired into the occasion of this attack, she pointed to the article in the *Morning Chronicle* relating to my marriage.

“ From that day to this I am compelled so be in the practice of daily dissimulation with Madame St. Laurent, to keep this subject from her thoughts. I am fortunately acquainted with the gentlemen in Bruxelles who conduct the *Liberal* and *Oracle* newspapers ; they have promised me to keep all articles upon the subject of my marriage out of their papers, and I hope my friends in England will be equally prudent. My brother the Duke of Clarence is the elder brother, and has certainly the right to marry if he chooses, and I would not interfere with him on any account. If he wished to be king—to be married and have children, poor man—Gob help him ! let him do so. For myself—I am a man of no ambition, and wish only to remain as I am Easter,

you know, falls very early this year—the 22nd of March. If the duke of Clarence does not take any step before that time, I must find some pretext to reconcile Madame St. Laurent to my going to England for a short time. St. George's day is the day now fixed for keeping the birthday, and my paying my respects to the Regent on that day will be a sufficient excuse for my appearance in England. When once there, it will be easy for me to consult with my friends as to the proper steps to be taken. Should the Duke of Clarence do nothing before that time as to marrying, it will become my duty, no doubt, to take some measures upon the subject myself.

“ You have heard the names of the Princess of Baden and the Princess of Saxe-Cobourg mentioned. The latter connection would perhaps be the better of the two, from the circumstance of Prince Leopold being so popular with the nation ; but before anything is proceeded with in this matter, I shall hope and expect to see justice done by the Nation and the Ministers to Madame St. Laurent. She is of very good family and has never been an actress, and I am the first and only person who ever lived with her. Her disinterestedness, too, has been equal to her fidelity. When she first came to me it was upon £190 a year. That sum was afterwards raised to £400, and finally to £1,000 ; but when my debts made it necessary for me to sacrifice a great part of my income, Madame St. Laurent insisted upon again retourning to her income of £400 a year. If Madame St. Laurent is to return to live amongst her friends, it must be in such a state of independence as to command their respect. I shall not require very much, but a certain number of servants and a carriage are essentials. Whatever the

Ministers agree to give for such purpose must be put out of all doubts as to its continuance. I shall name Mr. Brougham, yourself Mr. Crevy and two other people on behalf of Madame St. Laurent for this object. ”

Voir *Bulletin des Recherches Historiques*, vol neuvième p., 347 ; Morgan, *Women of Canada*, C 1er, p. 88 ; LeMoine, *Maple Leaves*, ed. 1865, p. 64 ; LeMoine, *Esquisses*, p, 293.

D. G.

L'imprimerie dans la Nouvelle-France.
(X, V, 1009.)— Nous lisons dans le *Journal des Jésuites*, à la date du 24 septembre 1665 :

“ Nous concluons aussi d’écrire pour avoir ici une imprimerie pour les langues.”

Il devait s’écouler de longues années avant que ce projet ne fut mis à exécution.

Le 21 août 1749, le naturaliste suédois Kalm écrivait :

“ Il n’y a pas d’imprimerie maintenant en Canada, quoiqu’il y en ait eu autrefois.”

Kalm d’ordinaire bien renseigné se trompait cette fois, et nous en avons la preuve dans la lettre suivante (4 mai 1749) du ministre de la marine au marquis de la Jonquière : “ Monsieur de la Calissonnière a proposé d’établir une imprimerie dans la colonie : laquelle il a représentée devoir y être d’une grande utilité pour la publication des ordonnances et des règlements de police. Le Roi ne jugeant pas à propos de faire la dépense d’un pareil établissement, il faut attendre que quelque imprimeur se présente pour y pourvoir et dans ce cas j’examinerai à quelles conditions il pourria convenir de lui donner un privilège.”

M. Philéas Gagnon a en sa possession deux mandements *imprimés* adressés par Mgr Pontbriand, évêque de Québec, au clergé et aux fidèles de son diocèse. L'un fut donné vers le mois d'avril 1759, l'autre le 28 octobre de la même année. M. Gagnon a publié un fac-similé de ce dernier à la page 382 de son *Essai de bibliographie canadienne*.

La nature des sujets traités dans ces deux mandements prouve surabondamment qu'ils ont été imprimés dans le pays. Ainsi dans le premier il est question des " préparatifs immenses de l'ennemi, du fleuve qui est à peine entièrement navigable, des semailles qui pressent ", etc. Dans le second daté du 28 octobre, Mgr de Pontbriand ordonne des services solennels dans les villes de Montréal et de Québec pour le repos de l'âme de Montcalm. Or, Montcalm était mort le 14 septembre précédent.

Il faut donc en conclure qu'il y avait une imprimerie au Canada dans les dernières années du régime français.

En quelle année avait-elle été introduite ici ? Il est assez difficile de le dire.

Voir sur ce sujet l'*Union libérale* du 20 juillet et du 28 décembre 1888, et l'*Essai de bibliographie canadienne* de M. Philéas Gagnon, pages 381 et seq.

P. G. R.

Les chaires à prêcher. (III, I, 272.)—En France jusqu'à la Révolution, il n'y avait dans les églises, sauf de rares exceptions, que les chaires mobiles que l'on transportait, après chaque sermon dans la sacristie.

R.

QUESTIONS

1014—Le sieur de Boisbriand, qui fut gouverneur de la Louisiane en remplacement de Bienville, était-il d'origine canadienne? Était-il allié à Sidrac Dugué, sieur de Boisbriand, capitaine au régiment de Carignan, qui prit part aux campagnes de 1684 et 1687 contre les Iroquois? B. A.

1015—Que devint M. de Tracy après son départ de la Nouvelle-France en 1667? A. O.

1016—Bigot écrivant à Lévis, le 20 oct. 1759, se plaint du peu de volonté de certains habitants pour livrer et battre leur blé et en accuse le "*P. Béré, récollet qui porta les lettres de la prise de l'officier Anglais à la Présentation.....*"

De qui étaient ces lettres? Quel était cet officier et où fut-il pris? CARILLONNEUR

1017—Carlo-Carli, parlant du voyage de Bougainville autour du monde en 1765, dit : "*L'Etoile* était commandé par le sieur Giraudais, qui avait à son bord le sieur de St-Simon, capitaine d'infanterie, fort versé dans la langue et les usages des Sauvages. Il était né au Canada." Qui était-il ce Saint-Simon? RIOP.

1018—Dans le récent ouvrage de M. Lamothe, *Histoire de la corporation de la cité de Montréal*, J.-B.-Nicolas-Roch de Ramezay est de nouveau donné comme gouverneur de Montréal de 1739 à 1749. Voulez-vous, une fois pour tout, faire le jour sur ce point d'histoire? De Ramezay, fils, a-t-il été gouverneur de Montréal? MONT.

VOL. 10

JUILLET 1904

No 7

BULLETIN
— DE —
RECHERCHES HISTORIQUES

—
ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—GÉOLOGIE

—
ORGANE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES HISTORIQUES
—

Qui manet in tria et patriam cognoscere tenet.
Is mihi notis sed peregrinus erit

— 2000 —
PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRÉTAIRE
RUE VOÏE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juillet : Un procès criminel au dix-septième siècle, P. G. R. ; Greffiers de la Cour des Plaidoyers Communs du district de Québec, F.-J. Audet ; Jean Perre Pierre Moreau dit la Taupine, P. G. R. ; Michel Drac Dugué, sieur de Boishériand, Benjamin Sulte, questions, etc., etc.

Gravure : Pierre LeMne D'Iberville.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges L., rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

The second Legislature of Upper Canada—1796-1800, by C. C. James, Toronto 1904.

Un problème d'économie sociale : L'enseignement agricole, par J.-C. Chapais. La Cie de publication de la *Revue Canadienne*, Montréal, Canada—1904. 32 pp. in-8.

La ligue de MM. le curé, le maire, le notaire et le médecin, drame en trois actes, par Honoré Boucher. Arthabaska, La Compagnie d'imprimerie d'Arthabaska-ville, imprimeur—1904. S'adresser à l'auteur, à Arthabaska.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

JUILLET 1904

No 7

UN PROCÈS CRIMINEL AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

On connaît l'expédition du gouverneur de Frontenac contre les Iroquois en 1696.

Il avait fait d'immenses préparatifs pour aller écraser dans leurs cantons ces barbares dont les attaques devenaient de plus en plus meurtrières à mesure que le pays se développait.

Les troupes régulières, toutes les milices, les Abénaquis, de la Chaudière, et les Hurons, de Lorette, c'est-à-dire près de deux mille cinq cents hommes, devaient se réunir à l'île Perrot au commencement de juillet, et gagner ensuite le pays des Iroquois.

Une fille de seize ans, Anne Edmond ou Emond, de Saint-François de l'île d'Orléans, dont l'amant avait été appelé sous les armes, s'avisa d'un curieux stratagème pour faire manquer l'expédition de M. de Frontenac.

Après s'être travestie en homme avec les vêtements de son frère, elle se rend à pied jusqu'au bout d'en haut de l'île d'Orléans.

Là, un naïf canotier consent à la conduire à Québec.

Pendant le trajet, elle raconte au bonhomme qu'elle vient de s'échapper des prisons de Boston, où elle a été détenue trois ans, que M. de Saint-Castin, qui avait d'importantes dépêches à transmettre à M. de Frontenac, a mis à sa disposition un canot et un Sauvage ; que ce canot lui a été enlevé, la nuit dernière, pendant

qu'elle reposait à l'extrémité orientale de l'île d'Orléans.

Puis elle ajoute que d'Iberville, qui s'est rendu devant Boston avec ses deux bâtiments, a été pris et brûlé, que les cruels Bostonais l'ont forcée à aider à cette horrible exécution. Elle affirme surtout, à plusieurs reprises, qu'en passant à la Rivière-du-Loup, elle a vu quatre frégates anglaises croiser à la hauteur de Tadoussac et qu'une trentaine d'autres vaisseaux de guerre doivent partir bientôt de Boston pour venir s'emparer de Québec.

L'idée était assez ingénieuse. En faisant croire à une attaque prochaine contre Québec, il était évident que le comte de Frontenac renoncerait à son expédition, et que l'amant de Anne Edmond resterait auprès d'elle.

Une fois débarquée à Québec, elle raconte les mêmes sornettes ; le canotier, de son côté, les répand dans toute la basse-ville. Bref, la capitale fut bientôt dans le plus grand émoi.

Au château Saint-Louis, où Anne Edmond se fit conduire, son accoutrement et ses dires si peu vraisemblables firent bientôt découvrir son imposture.

Arrêtée, elle subit son procès devant M. Chartier de Lotbinière, lieutenant-général de la prévôté, et fut condamnée, le 16 juin 1696, à être conduite dans tous les carrefours de la ville, et là, les épaules nues, être battue et fustigée de verges par l'exécuteur de la haute justice.

La sentence fut exécutée le surlendemain.

C'est l'information de ce singulier procès que nous mettons aujourd'hui au jour. (1) P. G. R.

(1) La Potherie, *Histoire de l'Amérique septentrionale*, tome III, p. 269, et Hubert LaRue, *Les Soirées Canadiennes*, 1861, p. 163, font allusion à la fugue de Anne Edmond.

PROCÈS DE ANNE EDMOND

INFORMATION

Nous, Jean Bochart, écuyer, conseiller, seigneur de Champigny, Verneuïl et Noroi et autres lieux, étant en la chambre où étaient aussi Mre Nicolas Dupont, Jean-Baptiste de Peiras et Claude de Bermen de la Martinière, conseillers au Conseil Souverain, René Louis Chartier.

Interrogée de ses nom, qualité, pays natal et demeure.

Répond Anne Edmond, fille de René Edmond, habitant de l'île Saint-Laurent, et Marie LaFaille, sa mère, âgée de seize ans, native de la dite île, demeurant chez ses dits père et mère.

Interrogée quelle raison elle a eu de venir dire à monsieur le gouverneur général que les Anglais au nombre de onze mille hommes, dans quarante vaisseaux, devaient venir attaquer cette ville.

Répond que c'est parce qu'on lui a fait dire.

Interrogée qui lui a fait dire.

Répond que ça été Joseph Gaulin qui lui a dit le premier et qu'ils étaient quatre.

Interrogée qui étaient les trois autres.

Répond Robert Gaulin, Jean Laviolette et René Edmond, frère de la dite demoiselle qui répond.

Interrogée pourquoi elle n'a pas soutenu au dit René son frère dans la confrontation qui a été faite d'eux, elle ne lui a pas soutenu qu'il en eut connaissance.

Répond parce qu'elle était honteuse de l'état où elle est, et que son dit frère lui dit que si elle venait à être découverte il ne savait pas ce qui arriverait et qu'il ne lui conseillait pas.

Interrogée ce que les trois autres lui dirent.

Répond que Robert Gaulin n'y était pas, mais qu'elle le vit le dimanche suivant, jour de la Pentecôte, lequel lui demanda si elle n'acheverait pas ce qu'elle avait dit à son frère Joseph et que cela lui servirait à lui comme aux autres ; qu'il y avait deux mois que lui Joseph lui en avait parlé, et l'a toujours poursuivie et lui avait dit tout ce qu'il fallait qu'elle fit. Le dit Jean Laviolette lui ayant seulement dit que cela lui servirait comme aux autres.

Interrogée si elle ne savait pas qu'elle s'exposait beaucoup de venir ainsi troubler tout un pays.

Répond que son frère lui a toujours bien dit, mais que Joseph Gaulin la poursuivait toujours, lui disant qu'il ne lui arriverait rien n'ayant pas, elle qui répond, assez de connaissance pour concevoir le mal qu'elle faisait.

Interrogée si son père et sa mère ont eu connaissance de son dessein et qu'elle soit venue déguisée comme elle a fait pour débiter les dites nouvelles.

Répond que non et que lorsqu'elle changea d'habits et partit de chez elle son père et sa mère étaient dans le désert à travailler et ne la virent point.

Interrogée qui lui a conseillé de se déguiser ainsi.

Répond Joseph Gaulin.

Interrogée si elle ne sait pas qu'il n'est pas dans la bienséance pour une fille de s'habiller en homme.

Répond qu'elle le sait bien mais que Joseph Gaulin lui a fait faire.

Interrogée si son frère René lui avait bien laissé la clef de son coffre pour qu'elle prit ses habits.

Répond qu'il lui avait bien laissé la clef de son coffre mais que ce n'était pas pour qu'elle prit ses habillements, et qu'au contraire il lui disait toujours

qu'elle serait découverte, ce qui fut cause qu'elle lui promit qu'elle ne viendrait pas.

Interrogée pourquoi ayant promis à son frère qu'elle ne viendrait pas elle n'a pas laissé de venir.

Répond que c'est à cause qu'une de ses soeurs nommée Suzanne lui a donné un déplaisir.

Interrogée quel est ce déplaisir.

Répond en pleurant qu'il est fâcheux de le dire devant tout le monde.

Sommé de déclarer quelle est ce déplaisir.

A quoi elle n'a voulu rien répondre, continuant de pleurer, et sur l'heure a dit qu'elle le dirait à M. l'intendant, et l'ayant fait approcher elle nous l'a déclaré bas.

Et plus avant n'a été interrogée, lecture faite à la dite qui répond, des interrogatoires et réponses susdits, elle a dit que ses réponses contiennent vérité, y a persisté et déclaré ne savoir signer de ce enquis, et a été renvoyée en prison.

Bochart Champigny

Jean Bochart, chevalier, seigneur de Champigny, Noroi et Verneuïl, conseiller du Roi en ses Conseils, intendant de justice, police et finances en Canada.

Etant nécessaire d'informer contre celle qui a apporté les fausses nouvelles qui courent en cette ville de la venue des Anglais et autres circonstances qui sont contre les intérêts du Roi et ceux de la colonie, et ne pouvant nous même faire cette information à cause du voyage que nous sommes obligé de faire incessamment à Montréal pour le service de Sa Majesté, nous avons commis et commettons le sieur de Lotbinière, lieutenant-général de la prévôté de Québec et notre subdélégué, pour en notre absence informer du fait en

question, décréter contre la dite fille et autres qu'il appartiendra, faire subir interrogatoire et généralement faire toutes les poursuites nécessaires à cet effet jusqu'au jugement définitif; Mandons à toutes personnes d'avoir égard et de déférer à notre présente commission à peine de désobéissance.

Fait à Québec le quatorzième juin 1696

Bochart Champigny

Par Monseigneur

André

L'an mil six cent quatre vingt seize le quatorzième jour de juin.

Nous avons fait tirer des prisons Anne Edmond, y détenue laquelle après serment par elle prêtée de dire vérité.

Interrogée de ses nom, âge, qualité, pays natal et demeure.

Répond son nom être Anne Edmond, âgée de seize ans, fille, fille de René Edmond et de Marie LaFaille, habitant de l'île Saint-Laurent, paroisse de Saint-François, demeurant chez ses dits père et mère, qu'elle n'a point de profession particulière, native de la dite île et même paroisse.

Interrogée comment elle dit être fille vu qu'elle porte l'habillement d'un homme, étant vêtu d'un habillement d'homme, capot, culotte, bas, souliers, chapeau et chemise d'homme.

Répond parce qu'on lui a fait faire ce qu'elle a dit après avoir beaucoup rêvé.

Interrogée qui lui a dit de s'habiller ainsi.

Répond que ce sont les nommés Robert et Joseph Gaulin, René Edmond frère d'elle qui répond et Jean Laviolette, tous habitants de la dite île.

Interrogée depuis quand elle s'est ainsi résolue de s'habiller en homme.

Répond qu'il y a deux mois que les dits sus-nommés lui avaient mis cela dans la tête.

Interrogée qui est celui qui lui en parla le premier.

Répond que c'est Joseph Gaulin.

Interrogée ce qu'il lui dit.

Répond que le dit Joseph Gaulin lui dit qu'il fallait qu'elle s'habillât en homme et vint en cette ville le même jour que les habitants partiraient de l'île, et qu'elle vint dire à monseigneur le gouverneur général qu'elle était un garçon qui se sauvait des Anglais et qu'elle lui venait donner avis que les dits Anglais venaient pour attaquer ce pays et qu'avant de partir de Boston elle avait vu trente deux navires qui se disposaient à partir, et qu'il y en avait quatre dans la rivière à Tadoussac. Le dit Joseph Gaulin lui disant de bien assurer cela et dire qu'elle avait vu les quatre navires en passant à Tadoussac, que cette nouvelle empêcherait qu'ils n'allassent en guerre, que étant ainsi déguisée elle ne serait point reconnue et que quand elle le serait qu'il ne lui arriverait rien en lui disant: "Qu'est-ce que l'on pourrait faire à une fille?"

Interrogée en quel endroit le dit Joseph Gaulin lui a parlé la première fois.

Répond chez elle, dans la maison de son père.

Interrogée s'ils étaient seuls.

Répond que oui, qu'il y avait bien un de ses petits frères mais qu'ils ne se cachaient pas de lui parcequ'il n'a que neuf ans.

Interrogée à qui elle a commencé à parler de ce dessein là.

Répond à son frère René.

Interrogée ce que le dit René lui répondit.

Répond qu'il lui dit de prendre bien garde d'être découverte, puis lui dit : " Quand on le ferait, qu'est-ce qu'on ferait à une fille ? "

Interrogée à qui elle en a parlé ensuite.

Répond qu'elle n'en a parlé à personne mais que Robert Gaulin lui demanda le jour de la Pentecôte si elle était toujours dans le dessein qu'elle avait pris avec son frère Joseph et qu'elle lui dit que oui. Sur quoi le dit Robert lui dit : " Cela me servira à moi comme aux autres. "

Interrogée comment elle en avait parlé à Jean Laviolette.

Répond ce fut le dimanche de devant la Pentecôte que Joseph Gaulin appela elle qui répond. René Edmond son frère et le dit Jean Laviolette et s'adressant à elle il lui demanda si elle était toujours en résolution de faire ce qu'ils avaient dit. Qu'elle répondit que oui, et, qu'alors le dit Jean Laviolette dit que cela lui servirait comme aux autres, qu'alors le dit René Edmond, son frère dit au dit Joseph Gaulin qu'il prit bien garde et qu'elle qui répond n'avait assez de conduite pour exécuter un dessein comme celui-là, et que si il lui en arrivait du mal, que lui Joseph Gaulin ne mangerait jamais de pain, et qu'aujourd'hui un père récollet qu'elle ne connaît point et qui lui a parlé dans la chambre où elle était enfermée au château, lui a dit qu'elle était bien heureuse d'avoir affaire à un bon gouverneur parce que sans cela elle aurait le fouet.

Interrogée si Robert Gaulin n'était pas avec elle et les dits Joseph Gaulin, Jean Laviolette et le dit René Edmond le dit jour de dimanche d'avant la Pentecôte et en quel endroit.

Répond que le dit Robert Gaulin n'y était pas et que ce fut dans les fredoches derrière l'église qu'ils se parlèrent.

Interrogée si son père et sa mère n'ont pas su le dessein qu'elle avait.

Répond qu'ils ne savent rien et qu'à l'heure qu'il est ils sont en peine d'elle et qu'ils la chercheront.

Interrogée si elle a quelque nouvelle de cette peine de ses père et mère.

Répond que non mais que ne la trouvant plus cela leur donnera de la peine ne sachant ce qu'elle sera devenue principalement lorsqu'ils verront ses hardes dans le coffre de son frère, et qu'ils ne trouveront plus celles de son dit frère.

Interrogée comment il est possible qu'elle n'ait jamais parlé à ses père et mère du dessein qu'elle avait concerté avec le dit Joseph Gaulin.

Répond qu'elle n'avait garde de leur dire parce que ils ne l'auraient pas laissé faire.

Interrogée si son dit frère René ne leur en a pas parlé.

Répond que non et que s'il leur en avait parlé, la mère d'elle qui répond lui aurait bien dit.

Et attendu l'heure de midi nous avons mis la continuation du dit interrogatoire à ce jourd'hui une heure de relevée et avons la dite Edmond renvoyé en prison.

Et le dit jour deux heures de relevée en continuant le présent interrogatoire avons fait tirer des prisons la dite Anne Edmond, laquelle a pris serment.

Interrogée en quelle lieu elle a pris les habits d'homme qu'elle porte.

Répond chez son père.

Interrogée qui les lui a donnés.

Répond que personne ne lui a donnés et que son frère René partant de chez son dit père donra à elle qui répond la clef de son coffre. Que les dits habits

sont ceux de son dit frère qu'elle a pris dans son coffre.

Interrogée où elle a mis ses habits à elle.

Répond qu'elle les a quittés.

Interrogée en quel lieu elle les a quittés.

Répond dans le même coffre de son dit frère, où elle a pris ceux qu'elle porte.

Interrogée pourquoi son frère lui a donné la clef de son coffre et ne la donnait pas plutôt à son père ou à sa mère.

Répond qu'il ne s'en souciait pas.

Interrogée si son frère ne lui donna pas la dite clef pour qu'elle prit ses habits afin de se déguiser dans le dessein qu'ils avaient formé ensemble.

Répond que son dit frère ne lui parla point de cela, et que même elle lui avait dit qu'elle ne viendrait point en cette ville pour donner la nouvelle des Anglais, parce qu'elle avait peur d'être découverte et qu'elle serait perdue.

Interrogée ce qui l'a donc obligé de venir déguisée et travestie comme elle a fait.

Répond que c'est un déplaisir qu'une de ses sœurs lui a donné qui s'appelle Suzanne.

Interrogée quel est ce déplaisir.

Répond qu'elle ne le dira point.

Interrogée quelle raison elle a de ne point déclarer le sujet qu'elle dit avoir eu de faire une chose si extraordinaire.

Répond que c'est pas une chose à dire.

Interrogée si sa sœur l'a trouvée couchée avec quelque homme.

Répond qu'elle ne le dira point.

Interrogée si elle ne sait pas qu'elle est obligée de dire vérité quand elle est interrogée par un juge qui a le pouvoir de lui faire dire.

Répond qu'elle sait bien qu'elle y est obligée mais que ce n'est pas une chose à dire, sinon à son confesseur.

Interrogée si elle ne voit pas, que dire qu'elle a une raison de s'être ainsi déguisée et faire ce qu'elle a fait sans vouloir expliquer cette raison cela donne lieu de croire que ça été méchamment qu'elle l'a fait ensuite de la résolution qu'elle en avait prise

Auquel interrogatoire elle n'a voulu répondre étant demeurée comme stupide et interdite.

Interrogée si lorsqu'elle parla à son frère de ce qu'elle avait résolu avec Joseph Gaulin le dit son frère ne lui dit pas que lorsqu'elle voudrait venir en cette ville pour débiter les méchantes nouvelles qu'ils avaient inventées elle trouverait Dorval tout prêt à la passer.

Répond que son frère ne lui nomma personne, mais lui dit seulement qu'elle n'avait qu'à marcher le long de la côte jusqu'à ce qu'elle trouva un homme qui la passa et qu'elle n'a trouvé que le dit Dorval qui l'ait voulu passer l'ayant demandé à plusieurs autres personnes qui toutes l'avaient refusée.

Interrogée si ceux qui refusèrent de la passer la connaissaient.

Répond que non et que personne de l'île ne la reconnut quoiqu'elle ait mangé en deux endroits, que même personne ne l'aurait reconnue sans un nommé Lacroix qui fut assez effronté pour mettre la main dans sa chemise.

Interrogée si le dit Dorval ne la reconnut pas lorsqu'il lui parla pour la passer.

Répond que non.

Interrogée ce qu'elle dit au dit Dorval.

Répond qu'elle lui dit qu'elle le priait de la passer à la côte de Beaupré croyant ensuite de venir par terre

et que le dit Dorval lui dit que ne sachant pas le chemin de la côte de Beaupré elle n'avait qu'à se mettre dans son canot, et qu'il la mènerait à Québec où il venait chercher des terrines.

Interrogée pourquoi le dit Dorval lui offrait de la mener à Québec puisqu'elle lui demandait d'aller à la côte de Beaupré.

Répond qu'elle dit au dit Dorval que quand elle serait à Beaupré qu'elle viendrait par terre à Québec ce qui fit que le dit Dorval s'offrit de la mener à Québec comme elle a dit.

Interrogée si elle ne parla point au dit Dorval de ce qu'elle venait faire à Québec avant de partir de l'île.

Répond que non.

Interrogée si ce n'est pas le dit Dorval qui l'amena au château.

Répond qu'il l'amena jusqu'à la porte du dit château et qu'il la laissa, lui montrant les gardes de monseigneur le gouverneur général, et lui disant qu'elle n'avait qu'à s'adresser à eux.

Sur quoi nous avons remontré qu'il fallait bien qu'elle eût dit au dit Dorval ce qu'elle venait faire en cette ville puisqu'il l'amena au château.

Répond que le dit Dorval ne la connaissant point, il la prit pour un homme qui venait de loin.

Interrogée quelle raison elle a de dire qu'elle n'a pas parlé à Dorval de ce qu'elle venait faire à Québec puisque aussitôt qu'elle fut à terre le bruit se répandit partout que les Anglais devaient venir nous attaquer.

Répond que c'est parce qu'on ne la connaissait pas et qu'on la prit pour un Anglais.

Interrogée qui sont ceux avec lesquels elle avait formé le dessein de venir débiter cette fausse nouvelle.

Répond qu'elle les a nommés.

Interrogée si il n'y a pas eu d'autres personnes qui aient eu part à ce dessein.

Répond qu'elle n'a point connaissance que d'autres le sussent, n'en ayant jamais parlé à d'autres.

Interrogée comment elle a débité cette nouvelle et ce qu'elle a dit.

Répond qu'elle ne s'en souvient pas et qu'une personne de son âge n'a pas trop bonne mémoire.

Interrogée si elle n'a pas dit qu'elle s'était sauvée de Boston où elle avait vu trente-quatre navires qui devaient partir pour venir attaquer cette ville, qu'elle avait même vu embarquer de la poudre dans les dits navires pendant quatre jours, ce qui l'avait engagée de venir s'étant échappée afin d'en donner avis.

Qu'elle avait aussi vu brûler le sieur d'Iberville qui avait été pris devant Boston, qu'elle-même avait été obligée d'aider à le brûler y étant contrainte par les Anglais, et que venant de la Rivière-du-Loup elle avait vu quatre navires anglais devant Tadoussac lesquels navires portaient pavillon blanc, quoiqu'anglais, et qu'il devait y avoir sur la flotte anglaise onze mille hommes dont il y avait trois cents Français pris avec le sieur d'Iberville lesquels devaient brûler et ravager toutes les côtes de ce pays, étant plus méchants que les Anglais même avec lesquels ils avaient pris parti.

Répond qu'elle a dit toutes ces choses, mais que nous pouvons bien croire qu'elle n'a pas pris cela sous son bonnet, et qu'on lui a fait dire.

Interrogée qui lui a donc fait dire.

Répond qu'elle nous a déjà dit que c'est Joseph Gaulin.

Interrogée comment elle a si facilement entrepris de dire des choses de cette conséquence sur le simple dire du dit Gaulin.

•

Répond parcequ'elle croyait en faisant cela empêcher que monseigneur le gouverneur général partit pour aller faire la guerre aux Iroquois, les dits Gaulin et René Edmond lui disant tous les jours qu'elle ne les reverrait jamais et qu'on les menait à la boucherie que les dits Robert Gaulin et Jean Laviolette lui disaient la même chose, nous priant de lui dire si le dit René Edmond son frère ne sera point châtié, parce que ce n'est pas la malice qu'il a qui lui faisait dire et que les autres en étaient cause.

Interrogée quelle part elle prend à la conservation du dit Joseph Gaulin.

Répond que c'est plutôt pour la conservation de son frère que pour lui, et que si c'était quelque garçon bien fait nous pourrions dire qu'elle en serait amoureuse mais qu'aussi bien qu'elle c'est un gros mal bâti.

Interrogée pourquoi elle ne veut pas avouer qui sont ceux qui véritablement ont eu le dessein d'empêcher que l'on alla à la guerre et qui l'ont fait agir.

Répond que voilà déjà trois ou quatre fois qu'elle nous l'a dit.

A elle remontré qu'elle ne nous a pas dit la vérité ayant dit que ça avait été le dit Joseph Gaulin qui lui avait parlé le premier il y a près de deux mois, que le dit Gaulin son frère René et Jean Laviolette ne lui en ont parlé que le dimanche de devant la Pentecôte derrière l'église de Saint-François et que Robert Gaulin ne lui a parlé que le même jour de la Pentecôte, puis a dit que tous lui avaient fait faire ce qu'elle a fait.

Répond que c'est bien eux tous qui en sont cause et qu'ils lui en ont parlé comme elle a dit, et pas autrement.

Interrogée si elle ne sait pas que c'est un des plus grands crimes que l'on puisse commettre que de vou-

loir s'opposer aux commandements des personnes qui ont l'autorité du Roi en main et empêcher l'exécution des choses qu'ils entreprennent.

Répond en ces termes : " Croyez-vous, monsieur, que j'avais assez de conduite pour connaître les conséquences. Ça, c'était à ceux qui me le faisaient faire à la voir. "

Interrogée comment elle est si disposée à suivre les mauvais conseils.

Répond qu'elle croyait exempter son frère d'aller en guerre.

A elle remontré que ce n'était pas pour exempter son frère puisqu'elle prit cette résolution avec Joseph Gaulin seulement.

Répond que le dit Gaulin lui dit qu'en faisant cela elle exemptait tous, son frère comme les autres.

Interrogée si elle est en bonne réputation dans l'île Saint-Laurent.

Répond que oui et que nous pouvons nous en informer.

A elle remontré qu'il n'est pas cependant d'une honnête fille de s'habiller en homme.

A quoi elle n'a rien répondu et a baissé la tête.

Interrogée si d'autres personnes que celles qu'elle a nommées n'ont pas eu connaissance de ce qu'elle avait entrepris de faire.

Répond que non.

Interrogée si elle n'avait pas promis au dit Joseph Gaulin de le suivre à la guerre.

Répond : non, monsieur.

Et plus avant n'a été interrogée, lecture faite à elle qui répond de ses interrogatoires et réponses ci-dessus, elle a dit que ses dites réponses contiennent vérité,

y a persisté et a déclaré ne savoir écrire ni signer de ce
interpellée et a été renvoyée en prison.

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

Soit communiqué au procureur du Roi.

Fait à Québec ce quatorze juin 1696.

R. L. Chartier de Lotbinière

Vu l'interrogatoire ci-dessus, ensemble celui de René Edmond avec les confrontations du dit Edmond à la dite Anne, et de la dite Anne au dit Edmond, en date de ce jour, je requiers pour le Roi que la dite Anne soit écronée, que le dit Dorval soit interrogée ; l'interrogatoire duquel servira de déposition si le cas y échoit, au surplus qu'il soit informé du fait dont il s'agit, pour de fait et à moi communiqué requérir ou conclure ce que de raison.

Fait à Québec les dits jour et an que dessus.

Dupuy

L'an mil six cent quatre vingt seize le quatorzième
jour de juin.

Nous avons fait tirer des prisons René Edmond
y détenu, lequel après serment.

Interrogé de ses nom, âge, pays natal, qualité et
demeure.

Répond son nom être René Edmond âgé de vingt
ans, qu'il n'a point de métier, demeurant à l'île Saint-
Laurent chez René Edmond son père en la seigneurie
d'Argentenay.

Interrogé depuis quand il a été commandé pour
monter en guerre avec monseigneur le gouverneur
général.

Répond qu'il ne se souvient pas bien du temps.

Interrogé quelle raison il a de vouloir s'empêcher de
faire ce voyage.

Répond qu'il ne demande pas mieux que de le faire.

Interrogé s'il est vrai qu'il soit si prêt à faire ce voyage pourquoi il a obligé sa sœur de se déguiser et se travestir en homme pour venir donner les fausses nouvelles qu'elle apporta le jour d'hier.

Répond en ces termes : " Je vous demande pardon, je ne lui en ai jamais parlé. "

Interrogé pourquoi il dénie d'en avoir parlé à sa sœur Anne Edmond puisqu'il est vrai que Joseph Gaulin et lui sont ceux qui lui ont dit de se vêtir en homme aussitôt qu'ils seraient partis de l'île et venir dire en cette ville, étant ainsi travestie, qu'elle était un garçon qui se sauvait de Boston et que les Anglais se disposaient à venir attaquer cette ville.

Répond qu'il se peut faire que Joseph Gaulin lui ait dit mais que lui qui répond n'en a jamais parlé à sa dite sœur ni n'en a point ouï parlé au dit Gaulin.

Interrogé si sa dite sœur ne lui a pas dit ce qu'elle avait concerté là dessus avec le dit Gaulin afin de les empêcher de monter en guerre.

Répond qu'elle ne lui en a jamais parlé et qu'il n'aurait eu garde de lui donner ce conseil là, puisqu'il ne demande pas mieux que de faire le voyage.

Interrogé si le dimanche d'avant la Pentecôte le dit Joseph Gaulin n'appela pas lui qui répond avec la dite Anne sa sœur et Jean Laviolette et si tous ensemble ils ne se retirèrent pas derrière l'église de Saint-François dans les fredoches, et si étant là le dit Joseph Gaulin ne demanda pas à sa dite sœur si elle continuait dans sa résolution.

Répond que ce jour là il était à la Sainte-Famille pour la revue que l'on faisait, pour voir ceux qui avaient des fusils et qu'il n'alla point à Saint-François.

Interrogé si lui qui répond ne dit pas au dit Joseph

Gaulin sur ce qu'il disait à sa dite sœur de prendre garde à lui et que si sa dite sœur était reconnue, lui dit Joseph Gaulin ne mangerait jamais de pain.

Répond qu'il n'a jamais parlé de cela disant : " Monsieur, je vous dis la vérité comme elle est. "

A lui remontré qu'il faut que lui ou sa sœur soient de grands menteurs puisque c'est elle qui vient de nous dire qu'il avait connaissance de ce qu'elle devait venir donner nouvelle que les Anglais devaient venir nous attaquer, faisant semblant d'être un garçon qui s'échappait de Boston, et par là empêcher que l'on ne montât en guerre.

Répond qu'il est prêt encore de lever la main qu'il n'en a jamais eu aucune connaissance, et ne lui en a jamais parlé non plus qu'à Gaulin ni à personne.

Interrogé si le dit Joseph Gaulin voyait souvent sa dite sœur nommée Anne.

Répond qu'il la voyait bien quelques fois, mais qu'il y avait plus d'un mois qu'il ne l'avait vu lorsqu'il vint leur dire adieu, qui était le vendredi de devant la Pentecôte.

Interrogé si le dit Joseph Gaulin ne recherche pas sa dite soeur en mariage.

Répond que sa dite soeur lui a dit, mais que le dit Gaulin n'en a jamais parlé à son père ni à sa mère ni même à lui qui répond, que sa dite soeur lui a dit aussi que le dit Gaulin lui avait donné des gages, mais qu'elle n'a jamais voulu les montrer à son père ni à sa mère ni à lui qui répond, ce qui fit que son père la querella, pourquoi elle s'enfuit le soir et lui qui répond l'alla chercher le lendemain après que son père eut cherché jusqu'à minuit sans la pouvoir trouver, et lui qui répond la trouva à un quart de lieue de chez eux, chez un nommé Martineau.

Interrogé si sa soeur ne s'est jamais déguisée en homme.

Répond que non disant : “ Je ne sais pas qui lui a mis cela en tête.”

Interrogé si sa dite soeur aime le dit Joseph Gaulin.

Répond oui, elle l'aime beaucoup à ce qu'elle peut montrer au moins.

Interrogé si ce n'est pas l'amitié qu'elle a pour le dit Joseph Gaulin qui l'a obligé de faire ce qu'elle a fait.

Répond cela se pourrait bien, car je ne fus jamais plus surpris que quand j'appris cela hier.

Et plus avant n'a été interrogé, lecture faite au dit qui répond, des interrogatoires et réponses ci-dessus, il a dit que ces dites réponses contiennent vérité, y a persisté et déclaré ne savoir écrire ni signer de ce interpellé suivant l'ordonnance et a été renvoyé en prison.

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

Soit communiqué au procureur du Roi.

Fait à Québec ce quatorze juin 1696.

R. L. Chartier de Lotbinière

(A suivre)

GREFFIERS DE LA COUR DES PLAIDOYERS
COMMUNS DU DISTRICT DE QUÉBEC

Wm Kluck	}	.....	14 février 1765
Jean-Claude Panet			
Nicolas-Gaspard Boisseau		.....	30 septembre 1766
David Lynd		.....	7 mai 1767
Wm Miers (durant l'absence de Lynd)			14 juillet 1768
David Lynd		.....	15 juillet 1769
David Lynd	}	.....	1er mai 1776
Nicolas-Gaspard Boisseau			
Pierre-Louis Panet (1)		.....	22 septembre 1783
			F.-J. AUDET

(1) Il occupa son poste jusqu'à l'abolition de cette cour.



PIERRE LEMOYNE D'IBERVILLE

RÉPONSES

Jean Pere et Pierre Moreau dit la Taupine. (IV, V, 458.)—“ Dès les premiers temps de la colonie de la Nouvelle-France, écrit Henry Harrisse, les missionnaires, puis les gouverneurs et les intendants, trouvèrent de précieux auxiliaires dans des Français, presque tous venus de Normandie, qui incapables de se plier aux exigences de la vie de colon, ou préférant mener une existence remplie d'aventures et de dangers, se livraient à des courses souvent indépendantes et à un commerce plus ou moins clandestin chez les sauvages. Ils revenaient de leurs expéditions lointaines avec une connaissance du pays et de la langue des indigènes ; et comme messagers, comme interprètes, comme pionniers, ils rendirent des services que leur titre de simples agents, ou même l'épithète de *coureurs des bois* pour plusieurs a fait oublier. ” (1)

Dans cette catégorie Brulé, Couture, Nicollet, Jolliet, Hertel, Perrot sont bien connus. A l'aide des *Relations des Jésuites* et des mémoires contemporains, on peut retracer leurs courses périlleuses. Qui connaît Pierre Moreau dit la Taupine ? Quels sont ceux qui ont entendu parler de Jean Peré ?

Les courses de ces deux hardis aventuriers se confondent tellement que la plupart de nos historiens ont fait de Peré et de Moreau dit la Taupine un seul personnage.

Essayons de les remettre chacun à leur place.

Le *Journal des Jésuites* nous apprend que c'est en juin 1660 que Jean Peré arriva dans la Nouvelle-France :

(1) *Notes sur la Nouvelle-France*, p. 174.

“ Le 12 (juin 1660), un samedi, parut le premier vaisseau de Normandie ensuite du nouveau traité fait pour le commerce du pays par le sieur de Bécancour et la semaine suivante vinrent M. le Gangneur dans une chaloupe, M. Denis le jeune avec le P. Frémin, et le lendemain jeudi, une autre chaloupe, où étaient Massé, Peré et autres petits marchands. ” (1)

En 1667, Peré forme une société avec Corneille Teele, Mathurin Normandin, Robert Cachelièvre, Dugast, LeValon, pour aller traiter aux Ottawas. Les trois premiers fournissaient les marchandises nécessaires et devaient avoir la moitié des profits. Cette société amena un procès devant le Conseil Souverain.

Cette même année 1667, le R. P. Allouez était arrivé à Québec portant avec lui des échantillons de cuivre qu'il avait recueillis sur les bords du lac Supérieur.

Louis Jolliet et Jean Peré furent envoyés par l'intendant Talon pour reconnaître si ces échantillons ne provenaient pas de quelque mine de cuivre.

Le 11 novembre 1669, Jean-Baptiste Patoulet, secrétaire de l'intendant, écrivait au ministre :

“ Les sieurs Jolliet et Peré, auxquels M. Talon a fait payer, à l'un 400 livres et à l'autre 1000 livres, pour aller connaître si la mine de cuivre qui se trouve au-dessus du lac Ontario et dont vous avez vu quelques morceaux est abondante, facile à extraire et à faire descendre ici, ne sont pas encore de retour. Le premier devait l'être dans tout le mois de septembre dernier, et cependant on n'en a aucune nouvelle, de manière qu'il faut remettre à l'année prochaine à

(1) Edition Burrows, vol. XLV, p. 156.

vous donner une connaissance certaine du fruit qu'on devra attendre de la dite mine."

Jolliet arriva à Québec peu de temps après.

Il revenait plus riche de renseignements sur le pays et ses habitants que de données certaines sur la mine de cuivre. Il avait laissé chez les Ottawas son compagnon, Jean Peré, qui devait continuer ses recherches.

Le 10 novembre 1670, Peré n'était pas encore de retour à Québec. A cette date, dans un mémoire adressé au Roi, Talon se plaint de ne pas recevoir de Peré les "éclaircissements" qu'il en attendait. Le coureur des bois était resté au Sault Sainte-Marie où, sans doute, la traite était plus profitable que les recherches scientifiques. (1)

Enfin, après bien des atermoiements, Peré annonça à Talon qu'il y avait effectivement une mine de cuivre près du lac Supérieur.

Le 1er octobre 1672, Jean Peré signe, devant Rageot, notaire, un contrat de société avec Louis Jolliet, François de Chavigny, Zacharie Jolliet, Jean Plattier, Jean Thiberge et Jacques Largelier pour faire voyage au pays des Ottawas et y faire la traite. La dépense de ce voyage se monta à trois mille livres. Peré eut pour sa part de profit trois cents livres. (2)

En 1677, on trouve le sieur Peré au fort Frontenac.

Dans un mémoire au ministre daté du 10 novembre 1679, l'intendant Duchesneau se plaint que le gouverneur de Frontenac protège les coureurs des bois :

"Monsieur de Sissé, homme de qualité, prêtre du séminaire de Saint-Sulpice établi dans l'île de Montréal,

(1) Ernest Gagnon, *Louis Jolliet*, pages 15 et 16.

(2) *Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, volume 1er, p. 334.

que ses affaires domestiques obligent de passer en France, vous dira, si vous lui voulez faire l'honneur de l'entendre, que le nommé Peré ayant pris la résolution de courir les bois était allé à Orange pour s'aboucher avec les Anglais et pour y porter son castor, afin d'avoir des canons de porcelaine pour retourner traiter aux Ottawas, qu'il y fut arrêté par le Gouverneur de ce lieu et envoyé au major Andros, gouverneur général qui a sa résidence à Manatte, que son dessein était de lui proposer de lui amener tous les coureurs de bois avec leurs pelleteries s'il les voulait recevoir, et même qu'on croit qu'il se faisait fort de se joindre avec Dulut et se rendre maîtres de tous les coureurs, qu'on pense même que le dit Peré devait donner espérance d'attirer tout le commerce des Ottawas, après avoir été bien reçu et fort caressé du major Andros et amené avec lui le nommé Poupart, habitant de ce pays, et le nommé Turcot, français réfugié depuis longt mps parmi les Anglais pour éviter la punition des crimes qu'il avait commis. " (1)

En 1684, Peré et deux autres Français se rendirent jusqu'à la baie d'Hudson. Ils furent bien reçus par les Anglais qui y faisaient le commerce. Après quelques jours de séjour au milieu d'eux, nos trois voyageurs prirent congé. " Ils se retirèrent le long de la mer ; le troisième jour, comme ils se reposaient, ayant laissé leur canot échoué, ne se défiant point de la marée, lorsque le canot fut en flotte, un petit vent de terre le poussa au large sans qu'ils s'en apperçurent ; ainsi ils se trouvèrent dégradés ce qui les détermina à retourner par terre chez les Anglais. "

(1) *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. IX, p. 132.

Le commandant anglais soupçonnant les trois Français de mauvais dessein les fit arrêter. Il en envoya deux à l'île Charleston, à dix lieues au large, et garda l'un au fort avec lui.

Les deux prisonniers de l'île Charleston fabriquèrent un canot d'écorce d'épinette avec lequel ils traversèrent sur la terre ferme où ils trouvèrent des Sauvages qui les ramenèrent à Michillimakinac. M. de la Durantaye, qui commandait ce poste, donna immédiatement avis au gouverneur général de la détention de Peré à la baie d'Hudson.

Aussitôt les négociants de Québec et de Montréal proposèrent au gouverneur d'aller enlever les trois forts que les Anglais occupaient à la baie d'Hudson.

L'expédition se fit dans l'hiver de 1686, et eut un plein succès. Mais on ne put délivrer le sieur Peré pour la bonne raison que le commandant anglais l'avait envoyé en France par voie d'Angleterre. (1)

Peré revint dans la Nouvelle-France au printemps de 1687. (2)

On connaît l'effroyable tricherie commise envers les Iroquois par le gouverneur de Denonville. Pendant l'hiver de 1687, l'intendant Champigny, sur l'ordre du gouverneur, invita tous les Iroquois à une grande fête qui devait avoir lieu au mois de juin suivant au fort Frontenac. Le jour fixé, tous ces Iroquois qui s'étaient rendus là avec l'espoir de prendre part à un grand festin, furent faits prisonniers et envoyés à Québec dans les fers. De là, ils furent dirigés sur la France pour servir sur les galères du roi.

Peu satisfait de ce coup de filet, M. de Denonville envoya Peré, assisté d'un détachement de quarante

(1) *Collection de manuscrits*, vol. I, pp. 553 et 558.

(2) *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 560.

Canadiens, sous le commandement de Repentigny et de Portneuf, pour saisir, au nord du lac Ontario, tous les Iroquois qu'il rencontrerait à vingt-cinq lieues du fort. Peré tomba à l'improviste sur les villages iroquois situés au nord du lac Ontario et prit dix-huit hommes et soixante-deux femmes et enfants.

C'est aussi Peré qui s'empara du fameux Oureouaté, le persécuteur du Père de Carheil. Envoyé aux galères, Oureouaté revint au Canada avec Frontenac, dont il était devenu l'ami, en 1689. (1)

En 1690, il fut question d'une expédition contre Manathe et Boston. Le gouverneur de Denioville dans un mémoire à M. de Seignelay, en janvier 1690, dit :

"Le nommé Peré, qui est à La Rochelle connaît parfaitement les environs de Manathe du côté des terres ; Peré peut servir très utilement à cette entreprise ; il est de bonne volonté." (2)

C'est la dernière fois, croyons-nous, qu'il est fait mention de Peré dans notre histoire.

Il est probable qu'il mourut en France.

Un de ses frères, Armand Peré, était marchand à La Rochelle. Il fut intéressé dans la traite des Ottawas pendant un certain temps.

Un mot maintenant de Pierre Moreau dit la Taupine.

Il était né vers 1639 à Saint-Eric de Massa, Xaintes, en Saintonge, du mariage d'Abraham Moreau et de Marguerite Nauret.

C'est en 1664, ou peu avant, qu'il passa ici. Peut-

(1) *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. IX, p. 362, 363.

(2) *Collection de manuscrits*, vol. II, p. 5.

être même arriva-t-il en 1665 comme soldat dans le régiment de Carignan.

En 1670, l'intendant Talon envoya les sieurs de Saint-Lusson et de LaSalle prendre possession des pays situés autour des grands lacs. Saint-Lusson passa l'hiver chez les Amikoués, sur les bords du lac Huron, et fit avertir les nations du nord et les Sauteurs de se réunir au saut Sainte-Marie. Au printemps, Saint-Lusson s'y rendit et rencontra les députés de quatorze nations. Le 14 juin 1671 se fit la cérémonie de prise de possession. Saint-Lusson fit planter une croix et arborer les armes du roi de France sur une éminence qui dominait la bourgade des Sauteurs.

Le procès-verbal de prise de possession est signé, entre autres personnages, par Pierre Moreau dit la Taupine, "soldat de la garnison du château de Québec." (1)

Dans le mémoire adressé par l'intendant Duchesneau au ministre de Seignelay, le 10 novembre 1679, nous lisons :

"Le nommé la Taupine, fameux coureur de bois, qui partit au commencement du mois de septembre de l'année dernière 1678, pour aller aux Outaouas avec des marchandises et qui a toujours été intéressé avec monsieur le gouverneur, en étant arrivé cette année et ayant eu avis qu'il avait traité en deux jours 150 robes de castor dans un seul village de ces nations, qui font près de 900 castors, ce qui est de notoriété publique, et qu'il avait laissé auprès de Duluth deux hommes qu'il avait emmenés avec lui, je crus être obligé de le faire arrêter et de l'interroger ; mais m'ayant représenté un

(1) *Documents relative to the history of the state of New-York*, vol. IX, p. 804.

congé de Mr. le gouverneur, par lequel il lui avait permis, et aux nommés Lamonde et Dupuy, ses camarades, d'aller dans les nations outaouaises pour exécuter ses ordres secrets, je le fis mettre en liberté et aussitôt qu'il fut sorti, le sieur Prévost, major de la garnison de Québec, vint à la tête de quelques soldats pour forcer les prisons en cas qu'il y fut encore, suivant les ordres qu'il en avait reçus par écrit de Mr. le gouverneur, conçus en ces termes :

“ Le comte de Frontenac, conseiller du Roi en ses conseils, gouverneur et lieutenant-général pour Sa Majesté en la Nouvelle-France ;

“ Il est ordonné au sieur Prévost, major de Québec, en cas que Mr. l'intendant fit arrêter Pierre Moreau dit la Taupine, que nous envoyons à Québec porter nos dépêches, sous prétexte d'avoir été dans les bois, de le faire mettre incessamment en liberté, et d'employer à cet effet toutes sortes de voies à peine d'en répondre.

“ Fait à Montréal, le 5 septembre 1679 ”

(Signé) Frontenac

(Et plus bas) Par Monseigneur, Barrois ”

“ Il est certain, Monseigneur, que le dit la Taupine a porté des marchandises aux Outaouas ; que ses deux compagnons sont demeurés dans les nations sauvages apparemment auprès de Duluth, et qu'il y a traité, qu'il a vu une si grande quantité de coureurs de bois qu'il n'en a pu dire le nombre ni les noms. ”

Le P. Claude Chauchetière écrivant de Montréal à son frère, le 7 août 1694, dit :

“ Je fus il n'y a que deux jours voir M. l'intendant pour voir s'il n'y aurait pas le moyen d'avoir le congé de Pierre Moreau qui était autrefois de la compagnie

de M. de la Chassaigne ; il est à présent à Contrecoeur ; son congé ne sera pas pour cette année. (1)

En 1716, il était gardien du port de Québec et demeurait dans la haute ville, quartier du Palais. (2)

Il mourut à Québec le 24 août 1727.

P. G. R.

Michel-Sidrac Dugué, sieur de Boisbriand. (X, VI, 1014.)—Il était fils de Pierre Dugué, sieur de la Boulardière, et de Périnne de Chambellé, (3) de Perseuil, évêché de Nantes.

Il servit dans les régiments de Montaigne et Chambellé. Dans ce dernier corps, il était capitaine lorsque, en 1664, on organisa une troupe pour l'Amérique, de sorte qu'il arriva à Québec conservant son grade de capitaine au régiment de Carignan.

Le 14 juin 1666, on le voit en garnison à Montréal.

L'automne de 1667, l'intendant Talon lui permit de faire travailler à des défrichements sur l'île Sainte-Thérèse, près de Repentigny ; le titre de cette seigneurie lui fut donné le 29 octobre 1672.

C'est aussi l'automne de 1667 qu'il épousa, à Montréal, Marie Moyen.

Il commandait à Montréal en 1670.

Tout en colonisant un peu l'île Sainte-Thérèse il avait les yeux fixés sur les belles terres du haut de l'île de Montréal et, en 1671, voyant Lefrenaye-Brucey et surtout Berthé-Chailly qui plantaient leurs établissements dans ces lieux, il s'empressa d'y ériger un bâti-

(1) *Relations des Jésuites*. Edition Burrows. Vol. LXIV, p. 138.

(2) *Recensement de Québec en 1716*, publié par l'abbé Beaudet, p. 18.

(3) Elle était parente du maréchal de ce nom.

ment quelconque pour faire acte de possession, mais bientôt il donna de la valeur à ce poste qui lui fut concédé régulièrement (19 janvier 1672) par le Séminaire et qui prit le nom de fief de Boisbriand. Il est situé à l'entrée du lac des Deux-Montagnes, et mesure en superficie 200 arpents.

En 1778, on rencontre Dugué de Boisbriand à l'assemblée des notables pour examiner la question de la traite de l'eau-de-vie.

Vers cette date, il alla demeurer à l'île Sainte-Thérèse, car son fils Joseph-François fut baptisé à la Pointe-aux-Trembles le 18 mars 1679. (1)

Trois mois plus tard, il vendait le fief Boisbriand, au prix élevé de 1768 livres, à Charles LeMoine de Longueuil et Jacques LeBer. Jusqu'à 1685 cette propriété resta aux deux associés, puis LeBer le garda seul et lui imposa le nom de Senneville qu'elle conserve de nos jours.

Au recensement de 1681, descendant le fleuve, on voit Longueuil puis l'île Sainte-Thérèse, ensuite le fief Tremblay et Boucherville. L'île Sainte-Thérèse compte 9 hommes, 9 femmes mariées, 19 hommes ou garçons, 16 filles—en tout 53 âmes. Ces habitants sont Dugué, Brien, Catin, Gauthier, Trochon, Limousin, Ragueneau, Desmarcs, Voine, Hayet, Masta, Bousquet, Trajean, Choquet. Le seigneur Dugué est porté à 43 ans, sa femme à 34 ; sept enfants : Jean, 13 ; Marie, 11 ; Jacques, 10 ; Pierre, 8 ; Jeanne, 6 ; Joseph, 4 ; Elizabeth, 1. Domestiques : Jean Deperteau, 51 ; Nicolas Ragueneau, 33 ; Marie . . . , 20. 4 fusils, 4 pistolets, 16 bêtes à cornes, 40 arpents de terre en valeur. Trois colons possèdent chacun de 8 à 9 arpents de terre cul-

(1) Parrain par procuration, François Dugué, sieur de Fougère, lieutenant-colonel du régiment de Conti.

tivée ; les autres, de 2 à 4 seulement. Il est visible que Dugué avait vécu en haut de Montréal par le commerce des pelleteries et qu'il continuait ce négoce à l'île Sainte-Thérèse, car ces défrichements ne donnent pas l'idée d'un cultivateur indépendant.

Comme il lui fallait de vastes domaines pour subsister d'après ce régime, il se fit accorder une autre seigneurie, à la côte du nord, le 24 septembre 1683, comprenant " les terres qui sont à commencer où finit la concession du sieur Daulier des Landes (Terrebonne) dans la rivière Jésus, jusqu'à la rivière Duchêne, icelle comprise, ce qui compose un front de quatre lieues et demie sur trois de profondeur. Cette seigneurie, dite des Mille-Iles, retourna à la couronne le 1er mars 1714, faute d'être habitée. Cinq jours plus tard, le gouverneur et l'intendant l'accordaient à deux fonctionnaires : 1^o Jean Petit, trésorier de la marine en ce pays, conseiller et ancien contrôleur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, marié, en 1706, à Charlotte, fille du capitaine Sidrac Dugué (alors défunt) ; 2^o Charles-Gaspard Piot, écuyer, sieur de l'Angloiserie, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, lieutenant du roi au gouvernement de la ville de Québec, marié, en 1691, à Marie-Thérèse, fille du dit capitaine Dugué.

Le capitaine Dugué de Boisbriand prit une part utile aux campagnes de 1684, 1687, contre les Iroquois, à la tête d'un bataillon de la milice.

Il décéda à Montréal le 18 décembre 1688, un an après sa femme.

Trois de leurs fils ont fourni des carrières militaires remarquables, à la baie d'Hudson, Terre-Neuve, contre les Iroquois, aux Antilles, à la Louisiane, dans l'ouest et au Détroit. La descendance est encore nombreuse et bien vue en Canada.

Benjamin Sulte

QUESTIONS

1019—Jean-Paul Godefroy qu'on voit membre du Conseil de Québec était-il parent de Jean-Baptiste Godefroy de Normanville et de Thomas Godefroy de Normanville ?
XXX

1020—Le 27 août 1667, MM. de Tracy, de Courcelle et Talon enjoignent au sieur de la Frédière, sur les plaintes nombreuses des habitants contre lui, de retourner en France. Quel sujet de plaintes les habitants avaient-ils contre cet officier ?
A. G. R.

1021—Quand a-t-on commencé à fabriquer de la potasse et du goudron au Canada ?
INDUST.

1022—Sous quel nom était connu des Français la tribu iroquoise que les auteurs américains et anglais désignent sous l'appellation de Senecas ?
LING.

1023—Le nom de *Connétable* donné aux officiers chargés de maintenir l'ordre dans nos églises est-il d'origine française ou anglaise ?
CURÉ

1024—Que devint le chevalier de Troyes après son expédition contre les forts anglais de la baie d'Hudson en 1686 ?
A. O. B.

1025—Dans ses *Pages d'histoire du Canada*, M. Benjamin Sulte dit p. 63 : En 1546, il n'y avait pas d'habitations françaises entre Québec et les Trois-Rivières, sauf celle de M. de Chavigny à Sillery. . . . Où était située cette habitation ; le long du fleuve, ou sur la côte ?
JOSEPH

VOL. 10

AOÛT 1904

No 8

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de août : Prêtres Savoyards au Canada, en 1781, Mgr H. Têtu ; Grand-voyers du district de Trois-Rivières, F.-J. Audet ; Un procès criminel au dix-septième siècle, (suite et fin), P. G. R. ; Formulette, E. G. ; Jean-Paul Godefroy, P. G. R. ; Jumonville et ses compagnons ; M. de Tracy était-il marquis ? Thomas Chapais ; Le Père Daulé, Ernest Myrand ; Lord Metcalfe ; Questions, etc., etc.

Gravure : Charles-Michel D'Irumberry de Salaberry.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Annuaire de l'Ecole normale Jacques-Cartier, année académique 1903-04.

Séminaire de Ste-Thérèse, année scolaire 1903-04.

Séminaire St-Joseph aux Trois-Rivières, année académique 1903-04, 2ème série, no 9.

Annuaire du collège Sainte-Anne de la Pocatière. No 17. Année académique 1903-04

Annuaire du séminaire de Chicoutimi pour l'année scolaire 1903-04.

Un Canadien de désir, le vin. Ant.-Sylv. Receveur. Extrait de la Nouvelle-France. Québec—1904.

La famille Massicotte, par E. Z. Massicotte.

Séminaire de St-Hyacinthe. Année scolaire 1903-04. No 26.—St-Hyacinthe, imprimerie de La Tribune—1904.

Annuaire du collège de Lévis. Quatrième série. No 9. Année académique 1903-04—Lévis—1904.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

AOUT 1904

No 8

PRÊTRES SAVOYARDS ENVOYÉS AU CANADA, EN 1781

Dans son *Journal d'un voyage en Europe*, Mgr Plessis parle avec grands éloges des prêtres Savoyards qu'il eut l'occasion de rencontrer. Il ajoute : " On frémissait autrefois en Canada du projet qu'avait un gouverneur (feu Sir Frédéric Haldimand) d'y introduire des prêtres Savoyards. Mais certes, s'ils étaient alors aussi bien formés qu'aujourd'hui, l'acquisition n'eut pas été mauvaise. "

Voici que dans les copies que l'on m'envoie d'Ottawa, (1) se trouvent les trois lettres suivantes qui donnent sur ce sujet les détails les plus intéressants.

Lettre de l'évêque de Genève au Cardinal Préfet de la Propagande.

" Monseigneur,

" J'ai reçu, par la voie de M. l'Archevêque de Turin, la lettre dont Votre Éminence m'a honoré, avec celle qui est adressée à M. l'Evêque de Québec, au sujet des prêtres de mon diocèse qui sont destinés pour le Canada.

J'ai d'abord écrit à ce prélat pour lui donner la liste de ces prêtres dont il trouvera d'ailleurs les noms désignés dans la Patente d'*Excat* que je leur ai fait

(1) Les documents originaux de cette collection sont à la Propagande, à Rome, et c'est Mgr Taschereau qui les fit copier en 1884, à la demande du gouvernement.

expédier en due forme ; et pour satisfaire à ce que V. E. a demandé, je joins encore ici la liste de nos missionnaires avec une petite indication de leurs qualités. Comme ils doivent partir de Genève dès ce mois, je compte qu'ils pourront arriver à Londres les premiers jours du mois prochain."

Annecy, le 7 août 1781.

† J. P. Evêque de Genève."

" Liste des Prêtres envoyés au Canada par l'Evêque de Genève, en suite de la demande qu'en a été faite par la Cour de Londres.

1° Noble Joseph-François DuClos qui est dans sa treizième année de prêtrise et qui a continuellement exercé les fonctions du saint ministère dans des paroisses où il s'est également distingué par sa capacité, ses talents, et l'honnêteté de ses manières. C'est celui qui a été désigné pour chef et supérieur de la bande des missionnaires.

2° Joseph Masson, qui a quatorze ans de prêtrise, pendant lesquels il a toujours fait les fonctions de vicaire dans une des principales paroisses du diocèse, avec un succès qui a répondu à son mérite et à ses talents particulier ; il a aussi été quelquefois dans des missions où il a donné des preuves non équivoques de son zèle.

3° Jean-Pierre Besson, prêtre depuis sept ans, qui a également vicarié dans quelques unes des principales paroisses du diocèse, où il a toujours rempli ses devoirs d'une manière à s'attirer l'estime et les éloges du public.

4° Joseph-Vincent Bosson, qui n'est prêtre que depuis deux ans, pendant lesquels il a aussi fait les fonctions de vicaire dans une paroisse, mais qui joint à l'esprit de son état une capacité bien suffisante et la

maturité qu'il a acquise en servant, pendant onze ans, dans le Régiment de Savoie, où il a toujours édifié par la régularité de sa conduite et qui par là même a paru plus propre à l'oeuvre sainte à laquelle il s'est dévoué par une suite du zèle dont il est animé."

Le 22 décembre 1782, M. de Villars, vicaire général, à Paris, de Mgr Briand, écrit au cardinal :

" Votre Eminence eut la bonté de m'apprendre par sa lettre du 23 mars 1782 qu'il était parti pour Québec quatre bons prêtres, sujets du Roi de Sardaigne, autorisés de la Sacrée Congrégation, à la réquisition du gouvernement britannique. Je crois, Monseigneur, devoir avoir l'honneur de vous informer aujourd'hui que j'apprends par une lettre de M. Gravé, procureur du Séminaire de Québec, du 21 octobre dernier, que les *quatre prêtres Savoyards demandés par M. le gouverneur général du Canada ont été pris, en y allant, et ramenés en France.* Si cela est bien vrai, c'est une nouvelle très fâcheuse....."

Autre lettre du même au même, le 10 février 1783 :

" Je crois devoir informer Votre Eminence que deux des prêtres du diocèse d'Annecy, envoyés par la Sacrée Congrégation à Québec, sont arrivés, depuis un temps assez considérable, à Bordeaux.

" Mgr Focras, prêtre du diocèse de Grenoble, m'a assuré les y avoir vus et leur avoir parlé lui-même.

" Ils lui ont dit qu'étant partis d'Angleterre, ils furent pris par un corsaire français, dans la Manche, et menés en France, où on leur permit d'aller où ils voudraient : qu'ils se rendirent à Londres, et se rembarquèrent pour le Canada, et qu'en y allant, ils furent pris pour la seconde fois, mais par un corsaire américain qui les débarqua à Bordeaux.

" Le même Mgr Focras m'a ajouté que ces deux

ecclésiastiques Savoyards lui avaient dit que les Anglais leur donnaient cent louis d'or de pension, et qu'on leur avait promis à chacun d'eux des cures en Canada, du revenu de deux cents louis d'or chacune, et que, après avoir demeuré dix ans ou environ, ils comptaient retourner en Savoie. Ce même bruit s'est répandu à Québec, comme Mgr l'évêque me l'a écrit, en m'ajoutant que si ces deux prêtres sont partis d'Angleterre avec ces prétentions, ils seraient fort trompés dans leurs espérances; n'y ayant guère ou point du tout des cures dont le revenu soit de deux cents louis, mais beaucoup où il en faut deux pour pouvoir faire vivre un seul curé....."

Il est certain, que ces prêtres Savoyards ne se rendirent jamais au Canada et que l'on n'essaya point d'en introduire d'autres.

MGR H. TÊTU

GRANDS-VOYERS DU DISTRICT DE TROIS-RIVIÈRES (1)

Antrobus, John.....	11 juin 1793
Antrobus, Edmund-William-Romer..	28 janvier 1820
Bostwick, Augustus-David.....	17 avril 1822
Panet, Pierre-Louis.....	22 novembre 1826
Heney, Hughes.....	7 décembre 1832.

F.-J. AUDET

LE NAUFRAGE DU "CHAMEAU"

Le R. P. Rodolphe de La Germanlière, de la Province de France, fut un des trois jésuites qui périrent dans le naufrage du *Chameau*.

A. E. J.

(1) X, VI, 1006.

UN PROCÈS CRIMINEL AU DIX-SEPTIÈME
SIÈCLE

(Suite et fin)

L'an mil six cent quatre vingt seize le quatorzième jour de juin.

Nous avons fait tirer des prisons les dits René et Anne Edmond lesquels étant en présence l'un de l'autre nous leur avons fait prêter serment de dire vérité. Interpellé de leur connaissance, le dit René Edmond a dit bien connaître la dite Anne pour être sa soeur, l'habit d'homme dans lequel elle est ne l'empêchant pas de la connaître, quoiqu'il dut bien la désavouer après ce qu'elle a fait. Comme aussi la dite Anne Edmond a dit bien connaître le dit René pour être son frère. Après quoi nous avons fait faire lecture à la dite Anne Edmond des articles de son interrogatoire par elle subi devant nous ce jourd'hui, qui concernent le dit René Edmond et notamment l'entrevue qu'elle a dit au dit interrogatoire avoir été entre eux derrière l'église de Saint-François dans les fredoches en présence de Joseph Gaulin et Jean Laviolette et sommée la dite Anne Edmond de déclarer si le dit article est véritable, la dite Anne Edmond a dit que le dit article est véritable et le dit René Edmond a dit que sa dite sœur peut dire ce qu'elle voudra mais qu'elle ne le peut pas dire en conscience et qu'il était ce jour-là à la Sainte Famille disant en ces termes : " Il n'y a pas manque de monde qui m'y ont vu. " Sur quoi nous avons sommé la dite Anne Edmond de dire vérité lui donnant à entendre que si elle l'a dit dans son interrogatoire elle le doit soutenir mais que si elle ne l'avait pas dit elle doit maintenant se désavouer elle-même, laquelle n'a rien voulu répondre. Sommée une seconde fois la dite

Anne de répondre elle est demeurée comme une stupide et sans lever les yeux ni ouvrir la bouche. Sommée pour la troisième fois de répondre et dire la vérité elle est demeurée dans le même état sans proférer aucune parole, ce que voyant le dit René il a dit parlant à la dite Anne : “ Nous n'avons qu'une âme à sauver, tu dois dire la vérité, tu sais bien que je n'ai point été à Saint-François depuis le premier jour de mai jusques au jour de la Pentecôte.” Après quoi nous avons fait lire à la dite Anne l'article par lequel il lui est demandé à qui elle a commencé de parler du dessein qu'elle avait, la réponse duquel interrogatoire est que c'est à son frère. Sommée la dite Anne de répondre, laquelle sommation nous lui avons réitéré jusqu'à trois fois, même le dit René lui a dit :

“ Dis la vérité à Monsieur ; m'en as-tu jamais parlé ; tu sais bien que non. ” A quoi elle n'a rien voulu répondre et est demeurée comme muette, ce qui nous a engagé de demander au dit René de nous dire la vérité, lequel a répondu qu'il s'en rapporte à la conscience de sa dite soeur, et qu'elle sait bien qu'elle ne lui a jamais parlé de cela, et plus avant n'ont été confrontés, lecture faite aux dits René et Anne Edmond de la présente confrontation. Le dit René a dit qu'il a dit la vérité, et la dite Anne n'a voulu répondre et a le dit René déclaré ne savoir signer et la dite Anne sur la demande que nous lui avons faite si elle sait signer, elle a dit en entr'ouvrant la bouche non et ont été renvoyés en prison.

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

Soit communiqué au procureur du Roi.

Fait à Québec ce quatorze juin 1696.

R. L. Chartier de Lotbinière

Du quinzième jour de juin.

Nous avons fait tirer des prisons Anne Edmond aux fins de lui être confronté Jean Bouchart dit Dorval lequel la après serment par lui prêté en présence l'un de l'autre.

Interpellé de leurs connaissances la dite Anne Edmond a dit bien connaître le dit Dorval pour être celui qui l'a amenée en cette ville, comme aussi le dit Dorval a dit bien connaître la dite Anne Edmond pour être le jeune homme qu'il a amené de l'île mercredi dernier mais qu'il ne la connaissait point avant le dit jour comme aussi la dite Edmond a dit qu'elle ne connaissait point le dit Dorval avant le dit jour. Après quoi nous avons fait faire lecture au dit Dorval de son interrogatoire de ce jour, et sommé de déclarer s'il contient vérité lequel a dit que ses réponses contenues dans le dit interrogatoire contiennent vérité ; et la dite Edmond étant vêtue comme elle est lui a dit toutes les choses contenues au dit interrogatoire. Laquelle Edmond a dit qu'il est vrai qu'elle a dit toutes ces choses là, mais que c'était pour trouver passage l'ayant prié de l'amener à Québec, et que la femme de Lafranchise le priait aussi sur ce qu'elle dit Edmond avait dit à la dite Lafranchise les mêmes nouvelles et qu'elle voulait les venir dire à Québec et que la dite Lafranchise lui dit qu'elle allait l'amener à un homme qui la passerait bien et qui avait un canot. Sommé le dit Dorval de déclarer s'il a dit à la dite Edmond qu'il devait venir en cette ville pour acheter des terrines lequel a dit que non mais que sa femme le voyant partir lui demanda bien si il en apporterait et qu'il répondit qu'il n'était pas précautionné pour cela, ne venant que pour amener le prétendu jeune homme qui l'en priait laquelle Edmond a dit que la chose est comme le dit Dorval, et plus avant n'ont été confronté lecture faite de la présente confron-

tation, les dits Dorval et Edmond ont persisté et déclaré ne savoir signer de ce enquis, et a été le dit Dorval renvoyé à la charge de se représenter toutes fois et quantes s'il est ainsi ordonné, et a été la dite Edmond renvoyée en prison.

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

Soit communiqué au procureur du Roi.

Fait à Québec.

L'an mil six cent quatre vingt seize, le quinzième jour de juin.

Est comparu Barthélemy-François Bourgonnière témoin mandé d'office à la requête du dit procureur du Roi lequel après serment et qu'il a dit de ce enquis, son nom être Barthélemy-François Bourgonnière, sieur de Hauteville, âgé de vingt-six ou vingt-sept ans, l'un des secrétaires de monseigneur le gouverneur général de ce pays, demeurant au château du fort, qu'il n'est parent ni allié des parties et sur le fait dont il est question.

Dépose que mercredi dernier sur les cinq heures et demie du soir étant à la basse-ville il entendit dire qu'il était arrivé un homme de Boston qui en apportait des nouvelles, ce qui l'obligea de monter au château où étant arrivé il sut que le prétendu homme était à l'office pour manger un morceau, que lui déposant y alla où étant, le dit prétendu homme fut reconnu pour être fille ou femme, qu'elle était vêtue d'un capot brun, une chemise blanche avec de la dentelle aux poignets, un chapeau noir, des gants et le reste d'habillement d'homme, qu'après que la fille ou femme eut mangé elle fut mandée pour entrer dans le cabinet de mon dit seigneur le gouverneur, qu'à la porte du dit cabinet quelqu'un dit que c'était une femme ou une fille,

à quoi elle répondit que cela n'était point vrai et qu'on lui faisait un grand affront, ce qui fut cause que mon dit seigneur le gouverneur la fit entrer dans son cabinet, avec le sieur Galiffet, major de cette ville, et le sieur de Monseignat lui disant que si elle était homme elle n'aurait pas de peine de se laisser voir, qu'un moment après le sieur de Galiffet et Monseignat assurèrent à mon dit seigneur le gouverneur que c'était une femme ou une fille et aussitôt mon dit seigneur le gouverneur, monseigneur l'intendant, M. Prévost, lieutenant du Roi, Galiffet, major, de Monseignat entrèrent avec elle dans le dit cabinet et lui qui dépose fut averti d'entrer aussi. Alors elle fut interrogée d'où elle était, qu'elle répondit être de la seigneurie de la Grande Anse en la côte du sud, qu'elle était fille, qu'elle avait traversé à l'île Saint-Laurent avec son frère où étant arrivée elle s'était habillée en homme à l'insu de son dit frère, et que traversant de la Grande Anse à l'île Saint-Laurent elle avait vu quatre vaisseaux qui barraient la rivière et quoique l'on lui dit que cela ne pouvait pas être vrai, elle persista disant que l'on pouvait y envoyer voir, que lui déposant fut envoyé pour faire conduire le frère de la dite fille dans une chambre haute, puis étant redescendu et demeuré seul avec elle, elle convint avec lui qu'elle avait dit qu'elle venait de Boston et qu'elle avait rapporté que les Anglais devaient nous venir attaquer, ce qu'elle avait dit à dessein d'empêcher son frère et son amant nommé Joseph Gaulin d'aller à la guerre, que le dit Gaulin la recherchait en mariage mais qu'elle ne l'aimait pas parce qu'il était trop laid et qu'il n'avait point d'esprit que cependant c'était le dit Gaulin qui lui avait inspiré le premier de se déguiser et venir donner ces fausses nouvelles, et que le dimanche de devant la Pentecôte, les nommés Robert

Gaulin et Jean Laviolette après avoir parlé avec son frère lui demandèrent si elle n'exécuterait pas ce qu'elle leur avait promis, à quoi elle répondit que oui et s'en retourna avec son frère, et le déposant lui ayant demandé si ses père et mère n'avaient point de part au projet qu'elle avait fait elle répondit qu'ils lui avaient dit de faire ce qu'elle voudrait ce qu'elle n'avait cependant pas exécuté sans un déplaisir que lui donna sa soeur cadette, et qu'elle avait dit à sa soeur en partant, qu'elle n'avait qu'à s'en assurer, qu'elle allait où ils savaient bien et que lui ayant demandé encore, si elle était assurée de trouver passage elle dit que son frère lui avait dit qu'elle n'avait qu'à aller le long de la côte Saint-Pierre, et qu'elle y trouverait le nommé Dorval qui était de ses amis qui la passerait, et est tout ce qu'il a dit savoir lecture faite au dit témoin de sa déposition il a dit qu'elle contient vérité, y a persisté, et signé et n'a requis aucun salaire.

Hauteville

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

Du dit jour quinzième juin de relevée

Nous avons fait tirer des prisons Anne Edmond aux fins de lui être confronté Barthélemy-François Bourgonnière, témoin ouï en l'information faite en l'encontre d'elle, lesquels après serment par eux prêtés en présence l'un de l'autre interpellés de leur connaissance, le dit témoin a dit bien connaître la dite accusée pour être celle qu'il a vu au château de cette ville, et que c'est d'elle dont il a entendu parler dans sa déposition et dans son récolement le tout en date de ce jour comme aussi la dite accusée a dit bien connaître le dit témoin pour avoir été contenu avec lui dans la salle du dit château. Sommée la dite accusée de four-

nir présentement ses réponses à l'encontre du dit témoin si aucune elle a lui ayant donné à entendre qu'après la lecture qui lui va être faite de sa déposition, elle ne sera plus reçue à en donner aucune. Pour quoi nous lui avons fait lire le premier article de la déposition du dit témoin contenant ses nom, âge, qualité et demeure, elle a dit qu'elle n'a aucunes réponses à proposer à l'encontre du dit témoin qu'au contraire il lui a parlé honnêtement, après quoi nous avons fait faire lecture au dit témoin de sa déposition en présence de la dite accusée, laquelle déposition est la première dans la dite information et es date de ce jour, de son récolement de ce même jour sommé le dit témoin de déclarer si le tout contient vérité, il a dit que ce qui est contenu dans sa dite déposition et dans son récolement contiennent vérité et cela le soutiendra face à face à la dite accusée laquelle a dit que cela peut bien être vrai, mais qu'elle ne s'en souvient plus et plus avant n'ont été confrontés et a le dit témoin signé et la dite accusée a déclaré ne savoir écrire ni signer de ce requise suivant l'ordonnance et a été renvoyée en prison après lecture de la présente confrontation.

Hauteville

R. L. Chartier de Lotbinière

Soit communiqué au procureur du Roi.

Fait le procès à Québec ce quinzième juin 1696.

R. L. Chartier de Lotbinière

Récolement.

L'an mil six cent quatre vingt seize le quinzième jour de juin.

Est comparu Barthélemy-François Bourgonnière témoin ouï en la dite information et par nous mandé d'office à la requête du dit procureur du Roi. Lequel après serment et lui avoir donné à entendre qu'il a été

mandé pour être récoilé en la déposition qu'il a faite devant nous à l'encontre de Anne Edmond. Sommé de déclarer s'il se souvient d'avoir déposé. Il a dit qu'il se souvient d'avoir déposé devant nous aujourd'hui et après lui avoir fait faire lecture de sa dite déposition laquelle est la première dans la dite information, et après lui en avoir fait faire lecture, sommé de déclarer s'il veut y augmenter ou diminuer, il a dit que sa dite déposition contient vérité, y a persisté ajoutant que la dite Anne Edmond lui dit qu'elle avait projeté dès l'hiver dernier de faire ce qu'elle a fait dès que l'on eut fait partir les habitants qui étaient choisis pour la guerre et que les chemins n'eussent pas été trop mauvais, sur quoi lui déposant lui répondit qu'elle avait bien peu d'esprit de se persuader que l'on eut cru que les Anglais pussent venir sur les glaces, et ainsi récoilé, a persisté et signé après lecture du présent récolement, disant qu'il est prêt de soutenir sa déposition à la dite Edmond s'il est ainsi ordonné.

Hauteville

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot

L'an mil six cent quatre vingt seize le quinziesme jour de juin.

Nous avons mandé venir Jean Dorval aux fins du présent interrogatoire, lequel après serment.

Interrogé de ses nom, âge, qualité, pays natal et demeure.

Répond son être Jean Bouchard dit Dorval, âgé de quarante-six ans, habitant de l'île Saint-Laurent, y demeurant paroisse Saint-Pierre.

Interrogé s'il connaît Anne Edmond.

Répond qu'il ne la connaît point.

Interrogé si un jeune garçon vêtu d'un capot brun ne le pria pas mercredi dernier de le passer à la côte de Beaupré.

Répond que le dit jour de mercredi dernier sur les une heure de l'après midi, la femme dénommée Lafranchise lui amena un jeune homme vêtu d'un capot brun lesquels ensemble lui dirent que le dit jeune homme se sauvait des Anglais, qu'il avait passé chez le sieur de Saint-Castin lequel avait donné au jeune homme un paquet de lettres pour monseigneur le gouverneur général avec un canot et un sauvage pour l'amener.

Le dit jeune homme disant qu'il avait couché au bout d'en bas de l'île et que son canot lui avait été pris, pourquoi il avait pris d'un côté de l'île et le sauvage de l'autre afin de tâcher de trouver le dit canot, et le dit jeune homme continuant dit que étant à Boston il avait vu partir quatre grosses frégates qui devaient venir dans cette rivière pour attendre la flotte de France. Qu'il y avait encore quarante bâtiments à Boston qui devaient venir joindre les quatre frégates afin d'attaquer ce pays, qu'ils avaient été un an à cuire le pain de cette armée qui devait être de dix à onze mil hommes, qu'il ajouta encore que le sieur de Villebon était mort de maladie et que Guion était mort aussi ayant été pris des Anglais, et que le sieur d'Iberville s'était allé battre devant Boston avec ses deux bâtiments, qu'il avait été pris dans le sien et que son frère s'était fait couler bas, que les gens du sieur d'Iberville étaient avec les Anglais et qu'ils devaient venir avec l'armée, que le dit sieur d'Iberville avait été brûlé par les Anglais, disant lui qui répond qu'il crut tout cela dur comme fer, après quoi le dit jeune homme pria lui qui répond de le mener en cette ville, que c'était une affaire de conséquence et qu'il ne devait pas le refuser ne lui ayant point parlé de le passer à la côte de Beupré.

Interrogé s'il ne s'est pas aperçu que le jeune homme prétendu était une fille ou une femme.

Répond qu'il n'en eut jamais la pensée et qu'il se serait précautionné d'une autre façon.

Interrogé si arrivant en cette ville il ne dit pas à quelqu'un ces nouvelles là.

Répond qu'il n'en a parlé qu'à monseigneur le gouverneur général.

Interrogé comment il dit ne pas connaître la dite Anne Edmond puisqu'elle est de l'île Saint-Laurent comme lui.

Répond qu'il faut que cela soit du bout d'en bas et qu'il ne connaît personne au delà la Sainte-Famille.

Interrogé s'il n'a pas donné conseil à la dite Edmond de venir débiter ces nouvelles.

Répond qu'il n'a eu garde de lui donner ce conseil, et qu'il n'eut point d'autre pensée que de l'amener parceque la chose lui parut de conséquence pour le pays.

Interrogé s'il ne connaît pas le père et la mère de la dite Edmond.

Répond que non à moins qu'ils aient un autre nom.

Sur quoi nous lui avons dit que le père de la dite Edmond s'appelle ordinairement le Grand René.

Répond que de toute cette famille il ne connaît qu'un nommé Robert pour avoir été avec lui en voyage à Sonnantouan. Il n'était pas cependant de même cabane ni de même canot.

Et plus avant n'a été interrogé lecture faite au dit qui répond des interrogatoires et réponses ci-dessus, il a dit que ses dites réponses contiennent vérité, y a persisté et déclaré ne savoir écrire ni signer de ce interpellé suivant l'ordonnance et a été fait demeure au dit sieur d'être confronté avec la dite Edmond.

R. L. Chartier de Lotbinière
Rageot

Répétition d'interrogatoire.

L'an mil six cent quatre vingt seize le quinzième jour de juin.

Nous avons fait tirer des prisons Anne Edmond y détenue laquelle après serment.

Interrogée de ses nom, âge, qualité, pays natal et demeure.

Répond son nom être Anne Edmond âgée de seize ans à ce qu'elle croit, fille de René Edmond habitant d'Argentenay dans l'île Saint-Laurent demeurant chez son père avant sa détention, qu'elle n'a point de profession particulière.

Interrogée pourquoi elle vint mercredi dernier demander passage à Dorval et le prier de la mener en cette ville.

Répond parcequ'elle y voulait passer pour dire ce qu'on lui faisait dire.

Interrogée ce qu'on lui voulait faire dire.

Répond ce que nous fimes mettre hier en écrit dans le temps que nous l'interrogeâmes.

Interrogée à qui elle a dit ces nouvelles

Répond à monseigneur le gouverneur général et qu'il y avait deux ou trois autres personnes avec lui.

Interrogée ce qu'elle a dit.

Répond qu'elle l'a dit hier et qu'elle ne le peut pas répéter aujourd'hui.

Interrogée si elle n'a pas dit à monseigneur le gouverneur général les mêmes choses, contenues dans la troisième réponse de l'interrogatoire de Dorval pour quoi nous lui avons fait lire le dit article.

Répond qu'elle lui a dit tout ce qui est contenu au dit article à la réserve de la mort du sieur de Villebon dont elle ne lui a pas parlé, mais qu'elle lui dit qu'elle avait aidé à brûler le sieur d'Iberville, les Anglais l'ayant obligé de le faire.

Interrogée pourquoi elle a dit avoir parlé du dessein

qu'elle avait de se travestir en homme à son frère René et à Jean Laviolette derrière l'église de St-François dans les fredoches puisque cela n'est pas vrai.

Répond que son frère ne veut pas le dire crainte qu'il ne lui arrive quelque chose disant qu'elle ne doute pas que les autres ne denient aussi et que son frère lui a laissé la clef de son coffre à dessein qu'elle prit ses habits.

Interrogée pourquoi dans son interrogatoire de ce jour d'hier lui ayant demandé si son dit frère ne lui donna pas la clef de son coffre, pour qu'elle prit ses habits afin de se déguiser dans le dessein qu'ils avaient formé ensemble, elle dit que son dit frère ne lui avait point parlé de cela, et que même elle lui avait dit qu'elle ne viendrait point en cette ville pour donner la nouvelle des Anglais, crainte d'être découverte et qu'elle serait perdue.

Répond qu'elle croit bien qu'il ne s'attendait pas qu'elle viendrait parcequ'elle lui avait dit qu'elle ne viendrait pas.

Sur quoi nous lui avons remontré qu'elle ne dit pas la vérité, ayant dit hier que son frère ne lui laissa point sa clef pour qu'elle prit ses habits, et disant aujourd'hui qu'il lui a laissé la dite clef afin qu'elle les prit.

Répond qu'elle n'est pas assurée qu'il lui ait laissé pour cela et qu'il faudrait avoir bien de l'esprit pour ne pas se tromper.

Interrogée combien de fois elle a parlé à Jean Laviolette du dessein qu'elle avait de se déguiser, et venir donner ces nouvelles.

Répond qu'elle ne lui en a point parlé que derrière l'église Saint-François, qu'elle le verrait bien entrer qu'elle ne le connaîtrait pas, mais que pour Joseph Gaulin elle le connaîtrait entre un millier d'hommes, et que si nous voulions lui faire une grande grâce ce serait de ne point faire voir le dit Joseph Gaulin.

Interrogée ce qu'elle dit au dit Jean Laviolette.

Répond que ce fut Joseph Gaulin qui dit parlant d'elle qui répond : " Voilà une fille qui nous empêchera d'aller en guerre."

Interrogée où elle a parlé à Robert Gaulin.

Répond à la Sainte-Famille le jour de la Pentecôte.

Interrogée si elle fit ses dévotions ce jour là.

Répond que non.

Interrogée ce qu'elle dit au dit Robert Gaulin.

Répond que le dit Robert Gaulin lui demanda si elle acheverait le dessein qu'elle avait pris avec son frère et qu'elle dit qu'elle ne savait point parcequ'elle avait peur d'être découverte.

Interrogée pourquoi elle ne veut pas voir le dit Joseph Gaulin.

Répond parceque c'est lui qui est cause qu'elle est dans l'état où elle est, ce qu'elle a dit en pleurant.

Interrogée comment il en est cause.

Répond que c'est lui qui lui a mis à la tête, et qu'une pauvre fille ne peut pas savoir ce que c'est.

Interrogée comment elle s'est ainsi laissé aller au sentiment du dit Joseph Gaulin et si elle l'aime assez pour entreprendre une chose pareille.

Répond que c'est parcequ'il lui mettait à la tête qu'elle empêcherait lui et son frère d'aller en guerre.

Interrogée si le dit Gaulin ne lui a pas parlé du mariage.

Répond que non, qu'il y a bien trois ans qu'il rôde à la maison mais qu'il n'en a point parlé à elle.

Interrogée si elle aime tant son frère comment elle peut l'accuser comme elle fait.

Répond qu'elle dit ce qui est.

Interrogée si elle ne s'est pas enfuie de chez son père il y a trois ou quatre mois et pourquoi.

Répond qu'elle ne partit que le soir, mais qu'il

l'avait mise dehors et qu'il courut après elle, et la ramena chez lui.

A elle remontré qu'elle ne dit pas la vérité puisque ce ne fut son père qui la ramena, ayant été trouvé chez Martineau.

Répond que ce fut son père qui la trouva après souper.

Et plus avant n'a été interrogée lecture faite à la dite qui répond de ses interrogatoires et réponses ci-dessus, elle a dit que ses dites réponses contiennent vérité, y a persisté et déclaré ne savoir signer de ce interpellée suivant l'ordonnance.

R. L. Chartier de Lotbinière

Rageot.

Le procureur du Roi de la prévôté de Québec commis en cette partie par monseigneur l'intendant qui a vu les procédures faites à l'encontre d'Anne Edmond détenue prisonnière et poursuivie à sa requête pour s'être travestie en homme et venue en cette ville à dessein de surprendre monseigneur le gouverneur le voulant persuader faussement, lui disant qu'il était un homme qui revenait des prisons de Boston où elle avait été détenue trois ou quatre années et d'où elle était sortie afin de lui donner avis que les Anglais venaient assiéger son gouvernement au nombre de dix ou onze mil hommes avec plusieurs autres impostures qui ont causé une grande rumeur et troublé le repos public, les dites procédures consistant savoir en un interrogatoire subie par la dite Edmond, autre interrogatoire par René Edmond ensemble la confrontation de l'un à l'autre avec notre réquisition tendant à ce que le nommé Dorval fut aussi interrogé pour l'interrogatoire servir de déposition si le cas y échéait au surplus qu'il fut informé du fait et a en effet la dite Edmond fut éconuée, le tout en date du quatorze de ce mois, interrogatoire subi par Jean Dorval avec sa confrontation à la dite Edmond, répétition de l'interrogatoire

subi par la dite Edmond, déposition de Barthélemy-François Bourgonnier, sieur de Hauteville, un des écrivains de monseigneur le gouverneur, le récolement en sa déposition avec confrontation à la dite Edmond, et l'ordonnance de monsieur le lieutenant général portant que le procès nous serait communiqué le tout en date d'hier et après avoir tout considéré et examiné le dit procureur du Roi conclut à ce que la dite Anne Edmond soit déclarée duement atteinte et convaincue de s'être travestie en homme pour venir surprendre monseigneur le gouverneur lui voulant persuader qu'elle venait des prisons de Boston pour l'avertir que les Anglais venaient au nombre de dix ou onze mil hommes assiéger le pays et autres impostures et faussetés qui ont troublé le repos public et qui tendaient à empêcher le progrès des armes du Roi en ce pays, pour réparation de quoi soit condamnée à être conduite par l'exécuteur de la haute justice par toutes les rues de la ville, et être battue et fustigée les épaules nues de verges par le dit exécuteur dans les carrefours et lieux accoutumés de cette ville pour ensuite être remise en prisons où ses parents viendront la recevoir pour être par eux conduite en l'île d'Orléans lieu de leur demeure où ils veilleront à sa conduite mieux qu'ils n'ont fait par le passé à peine d'en répondre et la dite Edmond condamnée en vingt cinq louis d'amende envers le Roi et que les hardes d'homme dont elle s'est travestie soient vendues à l'encan pour le prix en être distribué aux pauvres de l'Hôpital-Général. Pour ce qui regarde Dorval renvoyé déchargé et absous, et au sujet de Robert et Joseph Gaulin avec René Edmond et Jean Laviolette, ils seront tenus de se représenter toutefois et quant les charges tenant à leur égard au procès.

Conclu à Québec le seize juin 1696.

DUPUY.

FORMULETTE

Grâce aux indications d'un distingué magistrat, juge de la cour d'appel, et à l'heureuse mémoire d'un lettré bien connu, membre du barreau de Québec, je puis donner aujourd'hui la " formulette écrite " à laquelle j'ai fait allusion dans les *Recherches Historiques* du mois de juillet 1899, et que j'ai signalée comme étant bien connue des anciens élèves de nos collèges canadiens.

Voici cette formulette, qui a orné la première page blanche de plus d'un dictionnaire latin-français :

Hic liber,
Pour de l'argent,
Emptus est,
Chez un marchand.
Si quis illum,
Par aventure,
Inveniet
Sur son chemin,
Reddat mihi
La couverture,
Quæ facta est
De peau de chien.

F. G.

On demandait en 1659 pour le passage de France à Québec, 175 francs, indépendamment des provisions.

On entendait par les *officiers de plume*, le contrôleur de la marine ; les écrivains principaux, ordinaires et autres ; le trésorier ; le garde des magasins.



CHARLES-MICHEL D'IRUMBERRY DE
SALABERRY

RÉPONSES

Jean-Paul Godefroy. (X, VII, 1019.)—Messire Jean-Paul, comme on le voit souvent désigné, était fils de Robert Godefroy, conseiller du Roi et trésorier-général de l'extraordinaire des guerres, et de Marie Marteau, de Saint-Nicolas des Champs, de Paris.

Robert Godefroy fut un des membres de la Compagnie des Cent Associés.

Le désir de voir des pays nouveaux avait poussé le jeune Jean-Paul Godefroy à s'engager comme matelot dans un des vaisseaux de Champlain.

Il était déjà dans la Nouvelle-France en 1623. (1)

En 1629, lorsque Champlain fut obligé de rendre le fort de Québec à Louis Kertk, Godefroy retourna en France avec son chef.

Il revint avec lui en 1633.

En 1636, Godefroy est commis de la traite à Trois-Rivières. (2)

Dans l'automne de 1644, Pierre LeGardeur de Repentigny et Jean-Paul Godefroy furent délégués en France par les habitants du Canada pour obtenir du roi quelques changements au monopole de la traite des fourrures possédé par la Compagnie de la Nouvelle-France. Ils étaient aussi chargés d'obtenir le retour des Récollets au Canada pour y exercer le ministère paroissial pendant que les Jésuites se dévoueraient à l'évangélisation des Sauvages. Cette dernière demande ne fut pas accordée. Mais ils gagnèrent leur premier point. La Compagnie de la Nouvelle-

(1) *Voyages du sieur de Champlain.* Réimpression de l'abbé Laverdière, tome 6, p. 58.

(2) *Relation de 1636—The Jesuit Relations and allied documents*, vol. IX, pp. 33, 57.

France céda le commerce des fourrures aux habitants de la Nouvelle-France. Ceux-ci, en retour, devaient payer les frais d'administration de la colonie, les garnisons, soutenir les communautés religieuses et payer à la Compagnie de la Nouvelle-France chaque année 1000 livres de peaux de castor comme rente seigneuriale.

En 1645, Godefroy commande un vaisseau. (1)

Même chose en 1647. (2)

Le 5 mars 1648, le roi promulguait un nouveau règlement qui modifiait considérablement le "règlement pour établir un bon ordre et police en Canada," donné le 27 mars 1647.

Le gouverneur général, à l'avenir, devait être nommé pour trois ans. Il pouvait cependant avoir un second terme de trois années. Le Conseil jusqu'alors composé de trois membres devait comprendre le gouverneur de la colonie, le supérieur des Jésuites de Québec (en attendant qu'il y eût un évêque), le dernier gouverneur sorti de charge, deux habitants du pays élus de trois ans en trois ans par les gens tenant le Conseil et par les syndics des communautés de Québec, de Montréal et de Trois-Rivières. S'il n'y avait point d'ancien gouverneur dans le pays, l'on choisissait le cinquième conseiller parmi les habitants du pays. Les gouverneurs particuliers de Montréal et de Trois-Rivières avaient entrée, séance et voix délibérative, lorsqu'ils se trouvaient à Québec.

Les premiers membres du nouveau Conseil de Québec furent M. d'Ailleboust, gouverneur général, le R. P. Jérôme Lallemant, supérieur des Jésuites, et

(1) *Journal des Jésuites*, 1645. *The Jesuit Relations and allied documents*, vol. XXVII, p. 87.

(2) *Journal des Jésuites*, 1657. *Idem*, vol XXX, p. 190.

les sieurs François de Chavigny de Berchereau, Jean-Paul Godefroy et Robert Giffard.

M. de Montmagny, remplacé au gouvernement de la Nouvelle-France par M. d'Ailleboust, partit de Québec le 23 septembre 1648 sur le vaisseau amiral.

M. Jean-Paul Godefroy se trouvait sur le même vaisseau. Mais M. de Montmagny commanda lui-même.

Au voyage de retour, M. Godefroy fut amiral de la flotte, en remplacement de M. Pierre LeGardeur de Repentigny. (1)

En 1650, Jean-Paul Godefroy forme une société avec Charles LeGardeur de Tilly, François Bissot, Louis Couillard de Lespinay et d'autres, pour faire la chasse des loups-marins à Tadoussac et la traite avec les Sauvages. (2)

Les négociants de la Nouvelle-Angleterre avaient fait, en 1648, des démarches pour établir des relations commerciales entre leur pays et la Nouvelle-France. Les autorités du pays étaient favorables à cette proposition. Seulement, elles mirent pour condition que les deux peuples s'uniraient pour combattre les Iroquois, qui étaient continuellement en guerre contre les tribus favorables aux Européens.

Le R. P. Gabriel Druillettes chargé d'entamer les négociations était parti de Québec le 1er septembre 1650. Il fut très bien reçu dans la Nouvelle-Angleterre où il passa la plus grande partie de l'hiver de 1650-1651. Il fut de retour à Québec le 4 juin 1651, et rendit compte de ses négociations.

(1) *Journal des Jésuites*, 1647-48 — *The Jesuit Relations and allied documents*, vol. XXXII, p. 104.

(2) *Journal des Jésuites*, 1650. Idem, vol. XXXV, p. 56.

Le Conseil de Québec étudia de nouveau la question, et, le 20 juin 1651, il chargeait Jean-Paul Godefroy et le R. P. Druillettes d'aller à Boston discuter avec les Commissaires de la Nouvelle-Angleterre la question du secours demandé contre les Iroquois.

Les délégués étaient porteurs d'une lettre des membres du Conseil de Québec aux Commissaires de la Nouvelle-Angleterre. " La Nouvelle-Angleterre ayant proposé de lier commerce avec la Nouvelle-France, était-il dit dans cette lettre, il est désirable d'entrer en même temps en une ligne offensive et défensive contre les Iroquois, qui empêcheraient ce commerce. " (1)

Le R. P. Druillettes et M. Godefroy partirent le 22 juin 1651. En arrivant à Boston, ils constatèrent que les sentiments avaient changé. La Cour des Commissaires discuta les propositions des délégués de la Nouvelle France, et, après une longue délibération, les commissaires décidèrent qu'ils étaient favorables à la liberté de commerce entre les colonies anglaises et les colonies françaises ; mais ils ajoutaient qu'ils aimaient mieux y renoncer que de s'engager dans une guerre contre les Iroquois. M. Godefroy fut de retour à Québec le 30 octobre de la même année.

En 1653, Jean-Paul Godefroy était marguillier de Québec. Il signe le procès-verbal d'une assemblée de marguillier le 29 octobre 1653. (2)

Nous ignorons où et quand décéda Jean-Paul Godefroy. Tout ce que nous savons c'est qu'il mourut avant le 23 décembre 1668.

(1) Cette lettre datée du 20 juin 1651 est publiée en entier dans la *Collection de manuscrits relatifs à la Nouvelle-France*, vol. I, p. 128.

(2) *Les Ursulines de Québec*, tome I, p. 223.

Il avait épousé, à Québec, le 3 octobre 1646, Marie-Madeleine, fille de Pierre Le Gardeur de Repentigny et de Marie Favery.

Ils eurent deux enfants : Barbe et Marie-Charlotte.

Cette dernière entra aux Ursulines de Québec et fit profession sous le nom de sœur Charlotte du Saint-Sacrement. Elle mourut le 13 janvier 1720.

Nous ne connaissons pas non plus le sort de madame Godefroy de même que celui de sa fille Barbe. Ce qui nous porte à croire qu'ils allèrent, comme M. Godefroy, mourir en France.

P. G. R.

Jumonville et ses compagnons. (X, V, 1011.)

— Dans le printemps de 1754, le capitaine Pécaudy de Contrecoeur, commandant du fort Duquesne, apprenant que le colonel Washington était dans la vallée de l'Ohio à la tête d'un corps de troupes, chargea l'enseigne Coulon de Villiers de Jumonville d'aller le sommer de se retirer du territoire français. Cet officier partit avec une escorte de trente hommes pour aller accomplir sa mission.

Le 27 mai, au soir, il s'arrêta avec sa petite troupe dans un vallon profond et obscur pour y passer la nuit. Mais des Sauvages ennemis avaient prévenu Washington de sa présence en cet endroit et le lendemain, 28 mai, vers 7 ou 8 heures du matin, Jumonville et ses trente hommes se trouvèrent enveloppés par les Anglais et les Sauvages. Accompagné de son interprète, l'officier français s'avança pour leur expliquer qu'il était porteur d'un message de son chef.

Mais les Anglais ne voulurent rien entendre, et leurs balles couchèrent sur le sol, blessés à mort, Jumonville et neuf de ses compagnons. Les autres membres de

L'escorte furent faits prisonniers. Un seul, un Canadien du nom de Manceau ou Monceau, put s'échapper, et alla avertir M. de Contrecoeur du guet-apens dans lequel venait de tomber M. de Jumonville.

Les noms des braves qui accompagnaient l'enseigne de Jumonville ont été conservés.

Furent tués : Deroussel (Québec) ; Caron (Québec) ; Charles Bois (Pointe Claire) ; Gerosme (Laprairie) ; L'Enfant (Montréal) ; Paris (Mille Isles) ; Languedoc (Boucherville) ; Martin (Boucherville) ; LaBatterie, tambour.

Furent faits prisonniers et envoyés à Londres : Drouillon, officier ; Boucherville, cadet ; Dusablé, cadet ; Louis Paul (Sorel) ; Jean-Baptiste Berger (Varennas) ; Augustin Bonvouloir (Longueuil) ; Joachim Parent (1) (Soulanges) ; Nicholas Milles (LaChine) ; Ducharme (LaChine) ; Joseph Brown (Montréal) ; Albert Ouimet (Mille Isles) ; Joseph Duchâtelet (L'Assomption) ; Joseph Larabel (Longue Pointe).

Furent faits prisonniers et envoyés à la Martinique : Girardin (Ile Jésus) ; Lavigne (Varennas) ; Morisseau (Repentigny) ; Trouin (Repentigny) ; Collet (Charlesbourg) ; Homier (Montréal).

Fait prisonnier et envoyé en prison à la Virginie : Laforce.

C'est à l'occasion de l'assassinat de Jumonville que

(1) M. E.-B. O'Callaghan, dans son important ouvrage *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. X, p. 352, publie une déclaration de Jean-Baptiste Berger et de Joachim Parent dans laquelle ils racontent tous les mauvais traitements qu'on leur fit subir pendant leur captivité. Ils furent mis en liberté le 27 septembre 1755.

l'académicien Thomas écrivit son poème *Jumonville*.

Outre nos grands historiens, on peut consulter avec profit sur le guet-apens du 28 mai 1754, les *Anciens Canadiens* où M. de Gaspé défend avec chaleur et talent la mémoire de M. de Jumonville, qui était son grand-oncle.

M. de Tracy était-il marquis ? (X, V, 1013)
— M. de Tracy était-il marquis ? Tous nos historiens, suivant en cela Charlevoix, lui ont donné ce titre. Cependant, à deux exceptions près, il n'est désigné ainsi dans aucun écrit contemporain.

Dans sa commission de lieutenant général, il est appelé " le sieur de Prouville Tracy ou le sieur Prouville de Tracy. " (*Edits et ordonnances*, vol. III, p. 27).

Voici comment il s'intitule lui-même dans le préambule d'une ordonnance rendue par lui à la Martinique:

" Nous, Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur des deux Tracy, Conseiller du roi en ses conseils, Lieutenant général des armées de Sa Majesté et dans les Isles de la Terre ferme de l'Amérique méridionale et Septentrionale, tant par mer que par terre ; ayant reconnu que par concession, Privilège et Coutumes il se pratiquait ou se devait pratiquer en l'île de la Martinique les choses suivantes, ... en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, avons fait les réglemens qui suivent. " (*Moreau de Saint-Méry, Lois et Coutumes des colonies françaises*, vol. I, p. 138).

Dans les plumitifs du Conseil Souverain, M. de Tracy est appelé " Messire Alexandre de Prouville, chevalier, seigneur de Tracy, conseiller du roi en ses conseils, lieutenant général pour Sa Majesté en Amérique Méridionale et septentrionale tant par mer que par terre. " (*Jugemens et Délibérations du Conseil Souverain*, vol. I, p. 364).

La Mère de l'Incarnation, Talon, Colbert, Louis XIV, en parlant de lui, disent : " M. de Tracy " ou " le sieur de Tracy. " Cependant Mgr de Laval, dans son *Informatio de statu ecclesiae Novae Franciae* du 21 octobre 1664, l'appelle " *Dominus Marchio de Tracy.* " Et la *Relation* de 1665 dit : " le roi fit choix de Monsieur le Marquis de Tracy. " Charlevoix et l'auteur de l'*Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec* ont emboité le pas au Père LeMercier, rédacteur de cette relation. Où est la vérité ? Ce n'est point là un point très important, mais nous avons cru devoir le signaler.

(Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 65).

Le Père Daulé. (VI, XII, 768.)—Le 26 juin 1794, débarquait à Québec un jeune prêtre, âgé de 28 ans, qui n'avait pour tout bagage qu'un bréviaire, un violon, et un recueil de cantiques. Encore ce recueil—pour éviter sans doute des frais de douane—n'était-il imprimé que dans sa mémoire. Il se nommait Jean-Denis Daulé. C'était un prêtre que la Révolution Française avait chassé de son pays. Dans sa vieillesse, le bon *Père Daulé*, —c'est ainsi que toute la population de Québec, s'accordant en cela avec le clergé, appelait le vénérable octogénaire—le bon Père Daulé se complaisait à raconter une étrange et singulière aventure survenue le jour même de son arrivée en Angleterre.

Il pouvait être cinq heures du soir, à la nuit tombante, en octobre. Le triste émigré suivait, au hasard de la route, un chemin parallèle au rivage d'ou s'éloignait déjà le navire sauveur dont les blanches voiles éclairaient seules un ténébreux horizon. Il s'en allait, absolument perdu sur cette terre étrangère, ne sachant même pas le nom de la ville ou du hameau vers lequel il marchait. Où coucherait-il aujourd'hui ? Mangerait-il demain ?

Tout à coup un galop furieux se fait entendre derrière lui. Le pauvre vagabond, qui se tenait au milieu de la chaussée, se range au plus vite. Le cheval, en apparence indomptable, semblait emporter son cavalier à l'abîme. Comme il passait devant lui, l'animal affolé fit un écart terrible. Mais son maître, par un prodigieux coup de bride, l'arrêta net. Daulé, se croyant mort, était tombé à genoux, les mains jointes, criant : " Mon Dieu ! " Le cavalier saute à terre, court au prêtre, le relève, puis, avec le grand geste d'un assassin qui poignarde, il lui enfonce... un portefeuille dans la poitrine. Avant que le proscrit épouvanté ne soit revenu de sa stupéfaction, le fantastique inconnu remonte en selle, pique des deux, et disparaît dans l'obscurité comme un personnage suspect de légende.

Le portefeuille contenait vingt louis d'or et une carte sur laquelle était écrit le nom d'un pays que le lecteur devinera sans peine. Avec cet argent le bon *Père Drulé* paya ses frais d'auberge au village, son voyage à Londres et son passage à bord du premier navire appareillant pour le Canada.

Il débarqua à Québec le 26 juin 1794, et se retira au séminaire. Le premier octobre suivant, il alla résider chez les Jésuites. Il fut curé de la paroisse des Ecureuils de 1795 à 1806. De 1806 à 1832—vingt-six ans—il fut le chapelain des religieuses Ursulines à Québec. Ce fut durant ce long séjour au monastère qu'il prépara son *Recueil de cantiques à l'usage du diocèse de Québec*, en reconnaissance du fraternel accueil qu'il avait reçu au pays. Ce *Recueil* fut publié en 1819 sous le voile de l'anonymat.

Devenu aveugle, Jean-Denis Daulé se retira à l'Ancienne Lorette chez M. François-Xavier Gilbert, instituteur, son protégé, où il mourut, le 16 novembre 1852, à l'âge patriarcal de 86 ans.

ERNEST MYRAND

Lord Metcalfe. (X, I, 293.) — C'est à Calcutta, capitale de l'Inde anglaise, que naquit Charles-Théophilus Metcalfe le 30 janvier 1785.

Son père, le major Thomas-Théophilus Metcalfe, après avoir fait une fortune considérable dans l'Inde retourna s'établir en Angleterre peu après la naissance de son fils. Il était un des principaux directeurs de la Compagnie des Indes Orientales.

Ses études terminées, le jeune Metcalfe entra au service de la puissante Compagnie. Ses talents le firent arriver très vite. En moins de vingt-cinq ans, de simple commis il s'éleva à la position importante de lieutenant-gouverneur d'Agra. Mais en 1838 un différend avec les directeurs de la Compagnie des Indes Orientales l'engagea à donner sa démission.

L'année suivante, il était nommé gouverneur de la Jamaïque. Un chancre contracté dans l'Inde et qui lui rongea la figure le força à demander son rappel en 1842. Il partit de la Jamaïque regretté de tous.

Dès son arrivée en Angleterre, Metcalfe se mit sous les soins de médecins éminents. Sir Benjamin Brodie et un médecin indien, le docteur Martin, lui firent subir une opération. Le patient se crut guéri.

Quelques semaines plus tard, il acceptait le poste de gouverneur-général du Canada que lui offrait le gouvernement anglais. Sa commission est en date du 24 février 1843. Il arriva ici un mois plus tard.

En 1845, la maladie empirant toujours, il fut forcé de donner sa résignation. Il retourna en Angleterre où il mourut, le 5 septembre 1846.

Pendant son séjour au Canada Metcalfe avait été appelé à la chambre des lords.

Son corps repose dans les caveaux de la petite église de Winkfield, près de Fern Hill.

Lord Metcalfe ne s'était pas marié. Son titre s'éteignit avec lui.

QUESTIONS

1026—Le lieutenant George Weir qui fut tué à Saint-Denis par les patriotes, le 23 novembre 1837, fut-il inhumé dans le cimetière de cette paroisse ?

PAT.

1027— Le sieur François Prévost, major de Québec en 1690, est-il le même François Prévost qui fut gouverneur de Trois-Rivières ?

J.-R.

1028—Le testament de Champlain a-t-il été publié quelque part ?

AUBR.

1029—Les journaux d'Angleterre annonçaient, l'année dernière, qu'on avait retrouvé le journal du fameux major André pendant les campagnes de 1777-1778 ? Où ce précieux manuscrit a-t-il été déposé ?

P. O. G.

1030—Qu'était-ce que cette affaire de "*double shuffle*" qui fit tant de tapage au Canada il y a un demi-siècle ?

DEP.

1031—Y a-t-il eu plusieurs souches de familles Garneau au Canada ? Doit-on écrire Garnault ou Garneau ?

GARN.

1032—Le sieur de Villeneuve, ingénieur de la Nouvelle-France, de 1685 à 1688, puis de 1691 à 1693, est-il mort dans notre pays ?

XXX

VOL. 10

SEPTEMBRE 1904

No 9

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet,
Is n.ih. non civis sed peregrinus erit

Op. Op.

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de septembre : Visite pastorale de Mgr Denaut en Acadie en 1803, Mgr H. Têtu ; Le monument de Champlain à Brouage, P. G. R. ; Doit-on écrire Sainte-Foy ou Sainte-Foye ? L'abbé H.-A. Scott ; José Paul, L'abbé G. Dugas ; Le nom de Longueil, Benjamin Sulte ; Protonotaires du district de Trois-Rivières ; La fabrication de la potasse au Canada, Thomas Chapais ; Le sieur de Villeneuve, ingénieur du roi, P. G. R. ; John Antrobus, P. G. R. ; Le chevalier de Troye, P. G. R. ; Questions, etc., etc.

Gravure : Jeanne-Françoise Juchereau de Saint-Ignace.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'abbé I-Grégoire DeBois, deuxième curé de St-Milom de Cranborne, par l'abbé J.-B.-C. Dupuis. Prix : \$9.25. S'adresser à l'auteur, Hospice des Sœurs de la Charité, Québec.

Université du collège St-Joseph 1903-04. St-Joseph, N. B.

Le jubilé de 1904 à l'usage des communautés et des fidèles, par l'abbé Joseph Saint-Denis, curé de Saint-Basile le Grand. En vente chez les principaux libraires du Canada et des États-Unis.

Les Jubilés et les églises et chapelles de la ville et de la banlieue de Québec, par Joseph Trudelle. Volume deuxième.

Annuaire du séminaire de Rimouski, 1903-04. No XVIII.

Annuaire de l'université Laval pour l'année académique 1904-1905 —No 48—Québec—1904.

Palmarès de l'Académie commerciale Catholique de Montréal—1903-1904.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

SEPTEMBRE 1904

No 9

VISITE PASTORALE DE MGR DENAUT EN ACADIE EN 1803

Lorsque Mgr Denaut visita l'Acadie, en 1803, il y avait cent dix-sept ans qu'un évêque y avait pénétré. Depuis la visite de Mgr de Saint-Vallier, en 1686, les voyages en France et la captivité en Angleterre de ce prélat, les guerres entre la France et l'Angleterre, la longue vacance du siège épiscopal après la conquête, les difficultés énormes qui suivirent, la maladie prolongée de Mgr Briand, l'âge et les infirmités de son successeur : tout cela avait empêché absolument l'évêque de Québec d'aller donner la confirmation aux Acadiens. Mgr Denaut fut le premier qui pût remplir ce devoir important, en même temps qu'il allait organiser d'une manière plus parfaite cette partie si intéressante et si méritante de son immense diocèse.

Mgr Hubert, son prédécesseur, avait bien eu l'intention de se rendre jusqu'à Halifax ; mais après avoir parcouru tout le pays jusqu'à la Baie-des-Chaleurs inclusivement, il avait été obligé de renoncer à ce dessein pour se préparer à la mort.

Le 27 mars 1802, Mgr Denaut, qui, comme on sait, demeurait à Longueuil, écrit à son coadjuteur Mgr Plessis : " J'ai reçu d'Halifax les nouvelles les plus consolantes. La paix y règne ; on témoigne la plus grande soumission, on m'en a donné les preuves les moins équi-

voques. Aussi suis-je plus déterminé que jamais d'aller visiter, ce printemps, ces bons Irlandais, que votre Grandeur verrait sans doute avec plaisir, si j'en étais empêché par quelque accident que je ne prévois pas."

Le 26 avril, autre lettre du même au même :

"La saison avançant toujours, et ne trouvant point d'occasion pour envoyer ce gros paquet qui renferme les Mandements pour la visite de la Nouvelle-Ecosse, Isle Saint-Jean, Cap-Breton, etc., je suis obligé de payer à la poste, dans l'espérance que Votre Grandeur trouvera prochainement une occasion favorable pour l'acheminer à l'adresse de M. Burke.

"Je crois partir d'ici vers le 15 ou 29 de mai pour Québec. C'est, je suppose, le temps le plus propre pour trouver des bâtimens qui voyagent à Halifax. Votre Grandeur voudrait-elle se donner la peine de s'informer d'avance ?"

Mais, le 11 juin de la même année, le prélat est obligé de retirer son mandement du 20 avril précédent et d'annoncer aux habitants de la Nouvelle-Ecosse qu'il lui est impossible de se mettre en route pour aller les visiter. "Nous nous proposons de profiter du premier vaisseau qui ferait voile vers quelqu'un de vos ports ; mais la Providence divine en a ordonné autrement. Aucun bâtiment d'Halifax, ou d'aucune partie de la Nouvelle-Ecosse, n'a encore paru dans la rade de Québec ; et les vents constamment opposés auraient empêché notre voyage, quand même nous eussions trouvé quelque moyen de nous embarquer.

"Nous sommes donc forcé, pour les raisons sus-dites, et vu la saison avancée, de remettre à l'an prochain la visite de vos missions ; et la douleur que nous ressentons de ce retardement n'est adoucie que par l'espérance que Dieu nous donne de recueillir une plus abondante moisson, lorsque vous aurez produit, pendant le

cours de cette année, de nouveaux fruits de salut et de justice....” (1)

Bien décidé de ne plus se fier aux hasards de la navigation fluviale, Mgr Denaut prit le parti le plus sûr et choisit la route des Etats-Unis pour se rendre à Halifax.

Le 2 mai 1803, il écrit à Mgr Plessis : “ Mon départ est fixé à demain ; j’irai coucher à Saint-Jean, et m’embarquerai, le lendemain, sur un bâtiment ou bateau jusqu’à Burlington, qui fera ma route à Boston. J’ai la chance d’avoir rencontré, pour ce voyage, M. Nanched, français de nation, établi depuis 18 ans en cette ville, et qui est venu dernièrement en Canada pour ses affaires, très recommandé par M. Matignon.

“ Il sera pour nous un bon compagnon, un guide nécessaire.....

“ Son Excellence m’a envoyé par la poste dernière des lettres de recommandation aux gouverneurs des endroits que je dois parcourir, j’en suis chargé des différents particuliers qui y ont de bonnes connaissances.....”

Mgr Denaut partit en effet, le 3 mai, pour sa pénible et longue visite pastorale. Il avait pour compagnons de voyage, M. Pierre Conefroy, curé de Boucherville, et M. l’abbé Jean-Jacques Lartigue, qui, prêtre depuis trois ans seulement, était secrétaire de l’évêque de Québec. Mais on verra qu’il manqua le bateau à Saint-Jean et partit ensuite de Québec pour aller rejoindre le prélat à Halifax. Je vais continuer de citer des extraits des lettres que Mgr Denaut adressa à Mgr Plessis, puis je reproduirai le cahier de cette visite pastorale. Il est écrit tantôt par l’évêque lui-même, tantôt par M. Conefroy, ou par l’abbé Lartigue, et

(1) *Mandements des Evêques de Québec*, 2ème vol., p. 529.

contient des statistiques importantes pour l'histoire de l'Acadie.

“ Halifax, 18 juin 1803.

“ Monseigneur,

“ Je ne vous ferai pas de reproches, mais pourtant je m'attendais, en arrivant ici le 13 du courant, trouver une lettre de Votre Grandeur, ou en recevoir immédiatement par un vaisseau qui a jeté l'ancre dans ce port, le lendemain de mon arrivée, et qui aurait dû porter mon secrétaire que j'apprends être à Québec, quelques jours avant son départ. Serait-il aussi maladroit à Québec qu'il l'a été à Saint-Jean ? Le capitaine de ce vaisseau m'a dit qu'il y avait un brig prêt à faire voile pour ce pays, et j'espère qu'il ne manquera pas cette occasion pour me joindre ici, d'où je ne dois partir qu'à la fin de l'autre semaine. (1)

“ Vous avez su que j'ai quitté Longueuil le 3 de mai. Un vent contraire m'a arrêté à Saint-Jean quatre jours. Partis enfin, le dimanche à 6 heures du matin, nous avons fait voile pour Burlington devant lequel nous avons passé à 7 h. du soir. A 10 h. du matin, nous sommes arrivés à Charlottetown et avons été traînés comme des criminels condamnés à la potence, sur des wagons les plus durs, par des chemins horriblement mauvais, à travers des montagnes escarpées, dans une distance de 104 milles jusqu'à Walpool, où nous

(1) Quel homme malchanceux que ce digne et vertueux abbé Lartigue qui devint le premier évêque de Montréal ! Les maladies et les chagrins l'accompagnaient partout, et l'on sait qu'il fut loin de trouver le bonheur dans l'épiscopat qu'il avait refusé. Comme son divin Maître, on pouvait dire de lui : *Et sui eum non receperunt*. Au moment où les difficultés paraissaient aplanies, arrivèrent les troubles de 1837 et 1838, pour mettre le comble à ses peines et empoisonner les dernières années de sa vie.

avons trouvé des stages qui nous ont conduits à Boston très à notre aise. Nous avions besoin de ce changement heureux de voitures et de chemins pour nous remettre des grandes fatigues que nous avons essuyées depuis Saint-Jean ; car nous n'avons pas été mieux traités sur mer que sur terre. Enfin, après toutes ces misères, dont nous rions à présent, nous sommes arrivés à Boston, dimanche midi, 15 mai. J'y ai séjourné jusqu'au 21. Je plus honorablement traité, comblé d'honnêtetés et de politesses par les personnes les plus distinguées. (1) Si j'y eusse demeuré un mois, selon leurs désirs, je n'aurais pu mangé une seule fois à mon auberge, que j'ai quittée, avec leur charmante ville, à leur grand regret exprimé de la manière la plus capable d'exciter les sentiments de la plus vive reconnaissance dans un cœur moins susceptible que le mien.

“ Quelle différence ! Il n'y a pas vingt ans qu'ils m'auraient pendu sans forme de procès.

“ Neuf à dix jours ont été employés à la visite des paroisses du Cap Sable et de Sainte-Marie. Je suis à Halifax depuis lundi, 13 du courant, traité avec autant d'honneurs qu'à Boston par les puissances civiles et ecclésiastiques. Car l'évêque Charles (2) est ici, en visite comme moi ; nous nous en acquittons chacun de notre côté, à qui mieux mieux. Nous sommes avec M. Lester, qui jouit d'une très bonne santé, les commensaux de M. Burke, qui est toujours le même à peu près. Il fait du bien dans cette mission.....

“ Je suis avec un respectueux attachement...

“ † P. Evêque de Québec.”

(1) Les deux seuls prêtres résidant alors à Boston étaient les abbés Cheverus et Matignon.

(2) L'évêque protestant le Dr Charles Inglis.

“ Halifax, 3 juin 1803.

“ Monseigneur,

“ M. Lartigue, porteur de la lettre de Votre Grandeur, datée du jour de la Fête-Dieu, vient de me la remettre ce matin. Je croyais partir d'ici pour Arichat demain, mais sa faible santé que le trajet a rendue mauvaise, jointe à d'autres raisons de poids, m'a déterminé à différer mon départ de cette ville jusqu'à mardi. Le capitaine Doucet, le fils, doit me conduire à ce poste où je suis attendu avec impatience et où j'ai impatience de me rendre ; mais il y a eu tant d'affaires, qu'il est difficile de les terminer avec promptitude ; j'ai l'espérance pourtant de réussir.

“ J'ai écrit à Votre Grandeur, par la première poste, après mon arrivée à Halifax ; mais cette voie est très lente.....

“ Présentez, je vous prie, Monseigneur, à Son Excellence (1) mes respectueux hommages, et faites-lui mes plus sincères remerciements pour la glorieuse réception que m'a faite Son Excellence le gouverneur Sir John. (2)

“ Je doute pas que je ne doive à sa lettre de recommandation toutes les bontés que j'éprouve de Son Excellence et de Milady. Oh ! l'amiral Sir André Mitchell ! Je n'ai point d'expressions pour vous rendre ses attentions, ses égards, son affection, son respect même. Tout plein de ses bontés, j'en suis confus, et quand je me plains qu'il en fait trop, il m'assure qu'il m'est encore redevable.

“ L'autre jour, il me fit conduire à son bord par son premier capitaine. Quand j'eus mis le pied sur le vaisseau, je crus être amiral moi-même, car, par ses ordres, on me fit les mêmes honneurs. Chacun était à son

(1) Sir Robert Shores Milnes.

(2) Sir John Sherbrooke.

poste. La garde se mit sous les armes, fit le salut militaire, et, conduit par tous les officiers, je visitai tout ce qu'il y avait de curieux à voir, et fus reconduit avec les mêmes honneurs. Il en a encore fait plus, mais le détail serait trop long, je vous le ferai à Québec, si j'y pense. Bien loin d'être enorgueilli de tant d'honneurs, je vous dis, Monseigneur, avec toute sincérité, je suis humilié ; j'admire et adore la Providence qui se joue etc.

“ Il me disait hier, qu'il espérait que la déclaration de la guerre ne l'empêcherait pas de faire un voyage en Canada, ce qu'il désire. “ Mon évêque, car c'est ainsi qu'il m'a toujours appelé, je ne veux pas quitter ces contrées sans avoir votre bénédiction. ” Si nous nous trouvons ensemble à Québec, vous verrez que tout ce que je vous dis n'est rien en comparaison de ce dont vos yeux seront les témoins.

“ J'ai terminé hier ma visite que j'ai commencée le lendemain de mon arrivée. Il y a eu beaucoup d'ouvrage, quelques difficultés. Le Seigneur a béni mon travail. Je quitte ce pays avec les plus grandes consolations et j'éprouve avec reconnaissance que Dieu se sert souvent de plus petits instruments pour faire les meilleurs ouvrages.

“ † P. Ev. de Québec.”

“ Arichat, 11 juillet 1803.

“ Monseigneur,

“ Parti d'Halifax, jeudi dernier, j'arrive ici entre dix à onze heures en bonne santé, fatigue en bâtiment exceptée. Je trouve ici M. Lejamtel, missionnaire d'une très grande étendue de terrain, à droite et à gauche, devant et derrière, courant çà et là avec promptitude et avec zèle à ce qu'il me paraît. Avec lui est M. Alain, à cheveux blancs, qui dit la messe et a soin de la cabane, pendant l'absence du premier, et qui serait ca-

pable de plus s'il n'était travaillé de l'asthme. D'ailleurs il paraît jouir d'une bonne santé.

“ Ces deux messieurs me détournent d'aller chez M. Champion (1), qui n'a qu'une très petite population éloignée d'ici de trente lieues, et une mauvaise navigation pour y parvenir. Je ne suis pas encore déterminé ; je prendrai hauteur ; je fais écrire à ce monsieur une lettre qui l'informe que je suis ici et que je désire l'y voir.

“ † P. Evêque de Québec.”

“ Arichat, 25 juillet 1803.

“ Monseigneur,

“ Je ne sais si mes lettres écrites d'Halifax vous sont parvenues ; je n'en ai reçu de Votre Grandeur, que celle qui me fut remise en arrivant à cette ville que j'ai quittée le 14 au soir. Je suis arrivé à ce havre le 18.

“ Les brumes fréquentes dans ces parages ont retardé le passage. Les Sauvages qui arrivent en bandes me retarderont encore deux jours. Je partirai ensuite sur une goélette que j'ai louée pour un mois, pour le Havre à Boucher, Tracadie et Pumket, où, selon les apparences, je séjournerai 8 à 10 jours. M. McDonell, qui est venu me saluer ici, doit me présenter cent familles écossaises qui sont plus à proximité de deux de ces postes. Ce monsieur est seul chargé de la desserte de plusieurs missions très éloignées les unes des autres, qui forment une population de 3.000 âmes. Le père Augustin (2) n'est chargé du soin d'aucune âme. Il est venu à St-Jean pour vivre et mourir en repos chez son frère qui réside en cette isle.

(1) A Chétican.

(2) M. Augustin McDonald. Il demeurerait chez son frère le Capitaine McDonald, à Tracadie, Isle Saint-Jean ; comme on le verra plus bas, le 25 août 1803, Mgr lui donna des pouvoirs pour qu'il pût desservir les gens des environs.

“ Je n’ai point été à Sydney. Le voyage eût été trop coûteux, pénible et rien à faire. Je suis presque décidé, contre ma première résolution, d’aller à Chéticau, Magré et aux Isles de la Madeleine, Isle St-Jean, etc. Je ne crois pas pouvoir être à Québec au temps dont je m’étais flatté d’abord. Les passages d’un lieu à un autre sont difficiles et il y a beaucoup d’ouvrage à faire.

“ Continuez de prier pour votre etc.

“ † P. Evêque de Québec.”

“ Charlottetown, 15 août 1803.

“ Monseigneur,

“ J’ai écrit à Votre Grandeur, d’Arichat que j’ai quittée le 26 juillet pour me rendre au Havre à Boucher, où je suis arrivé le lendemain. J’ai visité le Havre, Tracadie et Pumket, qui ont pris 8 jours. De là j’ai poursuivi ma route avec M. McDonell qui s’est trouvé dans ces postes pour présenter à la Confirmation les Ecosseis de l’Isle du Cap-Breton. à Maniganish où j’ai séjourné cinq jours pleins. J’ai passé ensuite à Pictou pour quelques affaires particulières, et me voilà à Charlottetown d’où je partirai demain, après avoir administré le sacrement de la force à quelques personnes de la Congrégation de M. Calonne. dont le nombre s’est borné à 25 à 30, dont la majeure partie sont des ivrognes. Le galant homme que cet abbé ! Que de talents ! que de vertus ! que de simplicité ! que d’humilité ! je me flattais du plaisir de l’emmener en Canada, où je l’attendais dès l’automne dernier ; mais je crains de n’avoir pas cet avantage ; je le devine d’après le peu que nous avons dit. Je finirai avec lui cette affaire dans le cours de la visite de cette isle, qu’il fait avec moi. Je vois de quel côté il penche, et je

sens que je ne pourrai pas m'empêcher de me prêter à ses desirs.

“ J'ai reçu à Arichat par M. Champion la lettre que Votre Grandeur a confiée au bateau qui a abordé à Chétican. La population est si petite, la distance si éloignée (il faudrait retourner sur mes pas pour plus de 30 à 40 lieues), que, d'après l'avis de ces messieurs, j'ai continué ma route.

“ En arrivant ici, j'ai trouvé un père capucin muni d'attestations favorables d'un évêque d'Irlande, et d'obédience de son provincial, envoyé particulièrement par ce dernier pour un établissement nouveau, que doivent faire cent familles écossaises, que l'on attend chaque jour, sur un vaste domaine que possède mylord de Selkirk qui en fait les frais. Il leur donne des terres, il les nourrit trois ans etc., paie au missionnaire cent louis par année jusqu'à ce que les habitants puissent par eux-mêmes lui en donner autant. Il est allé faire la visite de ses possessions peu éloignées de cette ville, et il doit être demain de retour, dans l'espoir de me voir et de nous entretenir.

“ Il est dernièrement arrivé plus de cent familles catholiques qui vont augmenter la population de M. McDonnell déjà très nombreuse, et qui vient d'apprendre par une lettre de son évêque, qu'il n'aura point le compagnon qu'il attendait. Ce monsieur est encore vigoureux et fort, mais il est surchargé.

“ On me dit que le même vaisseau qui porte ces Écossais, porte aussi un M. McDonnell que j'ai demandé, l'automne passé, pour remplacer M. Alexandre vivant; il le remplacera mort.

“ J'espère le voir avant de quitter cette isle. Je lui faciliterai son passage à Québec. Je crois bien qu'il est à mes frais; ménagez l'argent en cas que j'en aie besoin. Je suis parti de Longueuil avec 300 louis, et

mon trésorier Conefroy, à qui je parle de dépense nouvelle, me répond que, si je vais ce train, je serai obligé d'emprunter avant mon retour à Québec. *Deus providet* Paie toujours.

“ Je doute si je pourrai tout voir avant la fin de septembre ; il faudrait plus d'un été pour tout faire.

“ Je me porte assez bien ; mais je suis sans aucun appétit. Je ne mange que de la soupe, et du pain quand j'en trouve ; nous n'en avons pas toujours. Conefroy jouit de la meilleure santé, il a engraisé, de deux pouces au moins, son ventre pointu. Lartigue serait bien si un mal d'aventure au pouce ne le faisait beaucoup souffrir ; mais c'est un mal qui se passe vite. Ils me prient tous deux de vous présenter leurs hommages. Mes compliments à tous. Portez mes meilleurs aux trois communautés ; je sens l'effet de leurs prières, je désire qu'elles continuent. Ne cessez pas vous-même de penser à

“ Votre très humble serviteur,

“ † P. Evêque de Québec.”

“ Gédéon, 25 septembre 1803.

“ Monseigneur,

“ Je quitterai demain ce poste pour me rendre à Memramkoug ; j'y passerai quatre ou cinq jours, et de là droit à Québec par la rivière Saint-Jean. Je visiterai Madawaska, et Votre Grandeur recevra de là de mes nouvelles par l'express qui ira chercher des chevaux.

“ M. Lartigue que j'ai laissé à Miramichi, pour se remettre des fatigues de la mer, qu'il ne peut plus supporter, va hiverner à Halifax. J'ai rencontré le père Ciquard à Richibouctou ; M. Power paraît lui disputer la place.....

“ Je suis avec un profond attachement....

“ † P. Evêque de Québec.”

Lettre de Mgr Denaut à " M. Augustin McDonald, ptre,
Présent "

" Tracadie en l'Isle St-Jean, 25 août 1803.

" Monsieur,

" Vous êtes autorisé par la présente à continuer de rendre à la famille du Capitaine McDonald et à tous ses fermiers les services que vous leur avez rendus jusqu'à présent ; et de leur part ils continueront à vous donner les mêmes honoraires. Pendant le temps de cette desserte, vous exercerez les mêmes pouvoirs qu'exerçait M. McEachern avant l'année 1803, et dont il vous donnera copie. Je vous permets de dire la messe, même la messe paroissiale, pour les personnes susdites, dans une chapelle bénite à cet effet, et même dans une maison particulière, pourvu que ce soit dans une chambre décente

" † P. Evêque de Québec."

Mgr Denaut était à Gêdaik le 23 septembre ; le 9 octobre, on le trouve à Ste-Anne, N. B. ; le 19, à Madawaska, et le 29, à Québec.

Dans un prochain numéro, nous publierons les parties les plus intéressantes du cahier de cette visite pastorale.

MGR H. TÊTU

(A continuer)

LE MONUMENT CHAMPLAIN A BROUAGE(1)

Dans l'*Acadiensis* de juillet-octobre 1904 (nos 3-4, vol. IV), on trouvera une belle gravure du monument élevé à Brouage, en Saintonge, en l'honneur de Champlain. M. David-Russell Jack donne dans la même livraison des détails très intéressants sur la ville de Brouage.

P. G. R.

(1) IX, IX, 373.

DOIT-ON ÉCRIRE SAINTE-FOY OU
SAINTE-FOYE ?

L'Histoire de *Notre-Dame de Sainte-Foy* adopte, en son titre même, la première orthographe, et l'auteur, au nom de la vérité historique, exprime le désir de la voir prévaloir sur celle qu'a consacrée l'usage. Mais l'usage n'est-il pas *jus et norma loquendi* ? Sans doute, pourvu qu'il ne soit contraire ni à la grammaire, ni à l'histoire—ni au sens commun. Or ici, qu'on examine la question au point de vue historique ou purement grammatical, monseigneur l'usage paraît bien être en cette posture fâcheuse.

Essayons de le démontrer court et clair.

Il faut, au préalable, remarquer que le nom actuel de *Notre-Dame de Sainte-Foy* est formé de deux noms : *Sainte-Foy*, nom donné par M. de Puiseaux à un fief qui lui fut concédé en 1637, et N.-D. de Foy, titre de la statue miraculeuse envoyée, en 1669, au P. Chaumonot par le P. de Véroncourt, et vénérée pendant longtemps dans la petite chapelle de la côte Saint-Michel. (1) Le fief situé—il est difficile de le contester—dans les anciennes limites de la paroisse, et même, on peut l'affirmer sans grande chance d'erreur, (2) sur la rive gauche de la rivière du Cap-Rouge, a laissé son nom à tout ce coin de pays. Et ce nom, parce qu'il était plus ancien ou plus court peut-être, a prévalu sur celui de Notre-Dame de Foy donné à la paroisse par Mgr de Saint-Vallier, lors de l'érection canonique en 1698 : il est maintenant environné d'un trop grand

(1) Aujourd'hui chemin Sainte-Foy.—On nous pardonnera de renvoyer pour plus de détails à l'*Hist. de N.-D. de S.-F.*, I. 135, 149 ss.

(2) Voir les raisons, *Op. cit.*, 152-153, col. 149.

éclat historique pour qu'il soit désirable, ou même possible de le changer.

Mais sans le changer, il n'est pas défendu de l'écrire correctement. Hé bien, étudié sous l'une ou l'autre forme, la conclusion s'impose, nécessaire, inévitable, qu'il faut l'écrire *Sainte-Foy* et non *Sainte-Foye*. (1)

Au point de vue grammatical, rien qu'un mot tant la chose est évidente.

Notre-Dame de Foy, qu'on l'invoque sous le titre de *Virgo fidelis* (2), comme en Belgique, ou de *Mater fidei*, comme à Amiens où une chapelle lui est dédiée, est toujours considérée et honorée comme le modèle ou la gardienne de la Foi. Quant à sainte Foi—on écrivait jadis sainte Foy—, patronne de quelques paroisses de France, c'est en latin, *sancta Fides*. Encore la *Foi*. Or, de l'aurore de la langue française jusqu'à nos jours, jamais le mot *foi*, dans le sens d'hommage ou de croyance, n'a été écrit avec un e : on a écrit fé, fi, fay, foy (3) ; foye ou foie en aucun temps. La vierge martyre d'Agen a été appelée sainte Fide, nulle part sainte Foye ou sainte Foie.

Le mot foie, comme tout le monde sait, désigne tout autre chose qu'une vertu théologale ! et ainsi *Sainte-Foye* est non seulement une faute contre la grammaire, mais un contre-sens.

Le point de vue historique, plus important, fournit des preuves plus éclatantes encore. Enumérons-les sans les développer.

(1) Dans le *Bulletin*, de mars 1900, nous avons exprimé des scrupules sur ce point. Depuis notre conscience s'est formée. Nous ne croyons pas que la radiation de l'e parasite puisse en rien nuire à l'histoire.

(2) *Hist. de N.-D. de Lorette*, par l'abbé Lindsay, 133, ss.

(3) V. Littré.

1° En Belgique, où le culte de N.-D. de Foy a pris naissance, au commencement du XVII^e siècle, on a toujours écrit N.-D. de Foy. (1)

2° Dans l'authentique (2) envoyée au P. Chaumonot avec la statue miraculeuse en 1669, il y a *N.-D. de Foy*. — De quel droit le bon père écrivait-il N.-D. de Foye ?

3° Dans l'édition Burrows des *Relations*, où les documents sont donnés avec leur orthographe originelle, si l'on trouve parfois N.-D. de Foye, on trouve très souvent N.-D. de Foy. (3) Et d'ailleurs l'orthographe des *Relations*, fut-elle toujours fautive, ne saurait prévaloir sur celle que suivait la Belgique et que portait l'authentique jointe à la statue.

4° Dans l'acte d'érection canonique de la paroisse, le 18 septembre 1698, Mgr de Saint-Vallier dit.....

“ Comme dans le lieu appelé communément *Notre-Dame de Foy*, il y a un nombre considérable de fidèles et une église... (4) etc.

5° Le nom de *Sainte-Foy* (5), donné à son fief par M. de Puiseaux, fut, à n'en pas douter, emprunté comme celui de Saint-Michel, à quelque village de France. Il y avait alors et il y a encore en France deux

(1) Voir *Histoire de N.-D. de Foy*, par le P. Bauncue, S.-J.

(2) Voir cette pièce dans le *Bulletin* de mars 1900.

(3) Voir vol LII, 124, 130 ; LV, 248, 256, 276, 312, etc., LVII 46, 62, toujours *N.-D. de Foy*, dans le texte du P. de Lamberville, LVIII, p. 130, dans le titre ; LX, pp 68-80, 86.

(4) Aux archives du Sém. de Québec.

(5) V. *Hist. de N.-D. de S.-F.*, I, 135, 149, ss. — Nous ne disons rien de *Sainte-Foix*, parce que M. Faillon a été seul à orthographier de la sorte et encore, une fois seulement. — *Hist. de N.-D. de Ste-Foy*, I, 152, not 2.

bourgs ou petites villes de près de quatre et cinq mille âmes respectivement appelés Sainte-Foy : Sainte-Foy-la-Grande, dans le département actuel de la Gironde, ancienne place forte des protestants, et Sainte-Foy, près de Lyon. Or jamais ces noms n'ont eu d'autre orthographe que celle que nous donnons ici.

6° Nous avons des documents originaux où est mentionné le fief de M. de Puiseaux: la donation qu'il en fait aux associés de Montréal, en 1641 (1), la rétrocession consentie par M. de Maisonneuve en 1646 (2). Or partout on écrit *Sainte-Foy*.

7° Le 29 octobre 1678, Mgr de Laval érige une grande paroisse. " Sanè, dit-il, *cum in locis vulgo nuncupatis Sainte-Foy, Gauderville, Saint-Michel, la route Saint-Ignace et Lorette, multus jam existat populus fidelis et ecclesia aedificata, Parochiam constituere decrevimus. . . .* (5) "

On pourrait ajouter la manière dont écrivent les anciens notaires, les greffiers du Conseil Souverain qui authentiquent nos registres, les plus vieilles pièces de nos archives. Mais ce que nous avons dit suffit, croyons-nous, à prouver amplement que l'orthographe *Sainte-Foye* est aussi contraire à la grammaire qu'à l'histoire et au bon sens.

Sera-ce assez pour déraciner la routine? Si tous les lecteurs du *Bulletin*, qui forment une élite intellectuelle, se donnaient la main peut-être y pourrait-on arriver. Mais une erreur est facile à accréditer, difficile à faire disparaître. Le bon père Chaumonot, auteur de celle-ci, a eu pour complice nos grands historiens

(1) " *Hist. de N.-D. de Ste-Foy*, " I 150, ss.

(2) Idem appendice, 503, ss.

(3) Pièce originale, aux archives du Sém. de Québec.

qui ne pouvaient guère s'occuper de ces détails. Ce n'est certainement manquer de respect ni à l'un ni aux autres que de chercher à la faire disparaître. La vérité une fois connue doit être *reconnue*.

Déjà la poste nous donne le bon exemple et ses cachets portent désormais *Sainte-Foy*.

A nous de l'imiter.

L'ABBÉ H.-A. SCOTT

JOSE PAUL

José Paul était un Canadien né à Sorel. Sa force musculaire était prodigieuse. Un jour, dans un magasin de la Compagnie de la Baie d'Hudson, un commis voulut essayer les forces de José. Dans un coin du magasin, il avait entassé des barils de sucre, parmi lesquels il en avait glissé un rempli de plomb. Comme José était à converser avec quelques amis, le commis, ayant l'air de lui demander un service, le pria de lui mettre sur le comptoir les barils qu'il lui désigna. Un baril de cent livres ne pesait pas aux bras de José ; il se mit à les passer lestement. Tout à coup il s'aperçut du tour qu'on voulait lui jouer ; il venait de saisir le baril de plomb. Alors, comme Samson, arrachant les portes de la ville de Gaza, il fait un effort suprême et levant cet énorme poids dans ses bras, il le rabat de toutes ses forces sur le comptoir. Le commis ne riait plus ; les planches furent brisées en morceaux, le plancher enfoncé, et le baril roula au fond de la cave. — Tiens ! dit José, va ramasser ton plomb, mon petit.

L'ABBÉ G. DUGAS

LE NOM DE LONGUEIL

Pour faire suite aux notes que j'ai publiées dans le *Bulletin* (1899, p. 209) voici des renseignements qui se trouvent dans le *Journal des Débats*, de Paris, à la date du 19 février 1904, sous la signature bien connue d'André Hallays :

“ La famille de Longueil, originaire de Normandie où sa seigneurie était voisine de Dieppe, possédait la terre de Maisons depuis la fin du quatorzième siècle. Elle l'avait agrandie par des acquisitions successives. ” Maisons est à cinq lieues de Paris, du côté de Saint-Germain. La Seine coule devant cette propriété.

René de Longueil était conseiller au parlement lorsque, en 1642, il fut nommé président à mortier, et tout aussitôt, confia à François Mansart le soin de lui élever un château sur le domaine en question. On en a évalué la dépense à plus de six millions de francs, ce qui représente autant de piastres de notre monnaie actuelle.

“ Comment Longueil put-il s'offrir cette royale fantaisie ? Nous sommes là-dessus assez mal renseignés. Tout ce que l'on sait, c'est qu'en 1650 il fut nommé surintendant des finances. Quand, peu de temps après, on le remercia, il eut ce mot charmant et significatif :

— Ils ont tort ; j'avais fait mes affaires ; j'allais faire les leurs.

Souvenons-nous que, en 1651, François-Nicolas de Longueil, page du roi, fut envoyé au Canada avec Jean de Lauzon. L'été de l'année suivante, on le trouve présent à un mariage aux Trois-Rivières en compagnie de Charles LeMoine, natif de Dieppe, et qui devait être de son âge. Je suppose que François-Nicolas était fils de René, ce qui nous ramène à la

seigneurie de Dieppe. Lorsque, plus tard, Louis XV anoblit LeMoine celui-ci adopta le nom de Longueil, qui s'écrivait communément Longuenil.

Le château de Maisons, l'un des plus magnifiques de la France qui en compte un si grand nombre, passa de René à ses descendants dont le dernier s'éteignit en 1732. Ensuite, allant de main en main, il devint la propriété du banquier Lafitte qui morcela la terre, en 1830, et démolit plusieurs bâtiments. Tel qu'il est c'est encore une merveille. On va le démolir pour vendre des lots à construire des villas.

BENJAMIN SULTE

PROTONOTAIRES DU DISTRICT DE TROIS-RIVIÈRES

Charles Thomas	11 décembre 1794
Charles Thomas } Hugh Fraser	7 octobre 1809
Hugh Fraser	2 mai 1816
Charles Thomas } Hugh Fraser	2 août 1817
Hugh Fraser	9 mars 1826
William-Craigie-Holmes Coffin	4 décembre 1830
Edward Barnard	1849
Philippe-Olivier-Ernest Pacaud	14 juin 1878
Philippe-Olivier-Ernest Pacaud } Louis-Dosithée Paquin	8 mai 1879
Philippe-Elisée Panneton	20 février 1880
Alfred Désilets	3 août 1880
Sévère Lemaître de Lottinville } Alfred Désilets	9 décembre 1887
Alfred Désilets	19 mars 1894
Sévère Lemaître de Lottinville } Jean-Baptiste-Onésime Dumont	23 octobre 1897



JEANNE-FRANÇOISE JUCHEREAU DE SAINT-IGNACE.
SUPÉRIEURE DE L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC
1683-90 ; 1698-99 ; 1702-08.

REPONSES

La fabrication de la potasse au Canada. (X, VII, 1021.)—Après son retour, en 1670, Talon s'appliqua spécialement à établir des fabriques de potasse et de goudron. Durant son séjour accidentel à Lisbonne, en 1669, il avait connu un marchand qui s'était souvent entretenu avec M. de Saint-Romain, ambassadeur de France en Portugal, des avantages que procurerait l'établissement de potasseries au Canada. Il déterminna ce négociant à passer en France afin de soumettre ce projet à Colbert, qui l'agréa. Mais comme ce marchand ne pouvait alors quitter ses affaires, le ministre entra en pourparlers avec un sieur Nicolas Follin et lui fit accorder un privilège pour la fabrication de la potasse et des "savons mols" en la Nouvelle-France. (1)

Cet industriel affirmait qu'il avait appris le secret de faire la potasse comme en Moscovie, et le savon mou comme en Hollande. Sa potasse, disait-il, blanchissait mieux et usait moins le linge que les soudes d'Alicante et des côtes d'Espagne, et elle était d'une moindre dépense. Par son privilège il avait droit à dix sous par tonneau de potasse, et sa production était admise en France comme si elle eut été fabriquée pour le royaume. (2) Follin se rendit dans la colonie, et Talon le seconda de tout son pouvoir en mettant à sa disposition les constructions et les fonds nécessaires. Les cendres de nos bois se trouvèrent d'excellente qualité. L'intendant écrivait, le 11 novembre 1671 : "J'ap-

(1) *Extrait d'un mémoire pour l'établissement des manufactures de potasse ; Collection de Manuscrits*, I, p. 328.

(2) *Supplément Richard*, p. 242 ; *Jugements du Conseil Souverain*, I, p. 664.

prends seulement aujourd'hui par une barrique de potasse et une barrique de savon mol que l'entreprise du sieur Follin a eu le succès qu'il avait promis, et je juge qu'il y a lieu d'espérer qu'on fournira de l'Acadie et d'ici une partie nécessaire à la France, puisqu'en cette matière les Moscovites cessent de faire leur commerce avec nous par l'entremise des Hollandais." Après que les premières expériences eurent réussi Colbert écrivait au sieur Follin : " J'ai été bien aise d'apprendre que vous ayez trouvé les cendres de la Nouvelle-France, non seulement de la qualité nécessaire pour bien faire la potasse, mais même à un prix raisonnable. . . . Comme M. Talon a fait faire tous les bâtiments dont vous avez besoin et qu'il vous a laissé des fonds suffisamment pour faire travailler pendant cette année, je m'assure que par le retour des vaisseaux qui viendront cet hiver, vous enverrez au moins cinq ou six cents milliers de cette marchandise, et qu'ainsi vous exciterez les intérêts à cette manufacture à augmenter le fonds qu'ils ont fait pour cet établissement." (1) Cette industrie promettait beaucoup. Les premiers échantillons de la potasse canadienne furent jugés excellents, soit employés seuls pour lessiver le linge, soit convertis en savons mous pour descruer les soies et dégraisser les draps. On pouvait en fabriquer ici des quantités assez considérables pour permettre à Paris de se passer des soudes d'Espagne, dont cette capitale faisait une énorme consommation. Il y avait même lieu d'espérer que Douai, Lille, Tournai, Courtrai et autres villes de Flandre, de même que celles de France qui blanchissaient les draps, pourraient dorénavant se passer des potasses

(1) Colbert au sieur Follin, 13 juin 1673 ; *Lettres, Instructions, etc.*, 3. II, p. 560.

de Moscovie, et de la vedasse de Cologne, qui fortifiaient le commerce des Hollandais, lesquels faisaient de cette matière une partie de leurs retours lorsqu'ils portaient leurs épiceries et leurs castors en ces contrées. La potasse canadienne devait être d'autant mieux reçue à Paris, que la soude d'Espagne, âcre et caustique, brûlait le linge, ce que l'on évitait avec la potasse.

On voit que cette fabrication était très utile à l'ancienne France qu'elle affranchissait du tribut payé à l'Espagne pour ses soudes. Elle ne l'était pas moins à la nouvelle, car elle mettait les colons, les gens de peine, à même de réaliser un gain très appréciable, soit en coupant, soit en brûlant les bois. Elle encourageait les habitants à défricher incessamment leurs terres, parce qu'elle leur fournissait le moyen de payer aussitôt leurs dépenses. En effet on évaluait à quarante francs le coût du défrichement d'un arpent de terre. Or chaque arpent d'abatis rendait de vingt à vingt-quatre barriques de cendres qui, remises au magasin de potasse établi sur le bord du fleuve pour en faciliter le transport, étaient payées à raison de quarante sous ou deux francs la barrique, ce qui compensait et au-delà la dépense du défrichement.(1) Cette industrie était donc très avantageuse pour nos habitants et nos journaliers. Cependant la suite ne répondit pas aux débuts. On finit par constater que Follin n'avait pas toute la compétence nécessaire, et après le départ de Talon l'entreprise périclita. (Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 401).

(1) *Mémoire sur le Canada*. par Talon, 1673 ; *Collection de Manuscrits*. p. 241.

Le sieur de Villeneuve, ingénieur du roi. (X, VIII, 1032.)—C'est au commencement de l'été de 1685 que M. de Villeneuve, ingénieur du roi, fut envoyé dans la Nouvelle-France.

Dès son arrivée à Québec, le gouverneur de Denonville lui donna la confection des plans d'un magasin pour recevoir les poudres. Jusque là ces matières si dangereuses avaient été déposées dans des maisons qui n'étaient pas à l'épreuve du feu.

Le 8 mai 1686, M. de Denonville écrivait au ministre, M. de Seignelay :

“ J'ai dessein d'envoyer à Niagara cette année le sieur Dorvilliers avec le sieur de Villeneuve, dessineur (sic) que vous m'avez donné afin d'en lever le plan, et après que j'aurai vu les Iroquois à Villemarie, en l'île de Montréal, et que nous saurons à quoi nous en tenir avec eux, je verrai si je ne pourrai point moi-même y aller faire un tour pour pouvoir vous en rendre compte plus sûrement, car pour s'en fier au sieur de Villeneuve, seul, il est très bon, très sûr et très fidèle dessineur, mais pour le reste il n'a pas l'esprit assez arrangé, et l'a trop court pour pouvoir donner aucunes vues pour l'établissement d'un poste, et pour en avoir la conduite de son chef. ” (1)

Effectivement, Villeneuve s'occupa en 1686 à faire les plans du fort Niagara.

En 1687, le marquis de Denonville lui fit préparer des plans pour entourer d'enceintes fortifiées LaPrairie de la Madeleine et Chambly.

Villeneuve avait porté certaines accusations contre M. Prévost, major de Québec.

Le 8 juin 1687, M. de Denonville écrivait à M. de Seignelay à propos de ces accusations :

(1) *Correspondance générale*, vol. 8, p. 31.

“ Notre ingénieur est un fou, un libertin, un débauché, dont il faut souffrir parce que nous en avons affaire. Vous ne devez pas ajouter aucune foi à tout ce qu’il vous écrira contre qui que ce soit ne faisant rien que par caprice. C’est un panier percé. Cependant il travaille admirablement bien de la main et fort vite quand il veut. Monsieur de Vauban vous peut bien rendre compte de son caractère d’esprit. Si je ne l’avais logé chez moi et ne le nourrissais pas, je n’en aurais jamais pu rien tirer, devant partout. M. l’intendant vous rendra compte de la manière qu’il a fait couvrir notre magasin, la couverture de pierre faite en pavé n’ayant pas été suffisante pour empêcher l’eau de pénétrer dans les jointures outre que la chaux et le ciment qu’on y a employé ne résiste point du tout à la gelée en ce pays. C’est une chose que j’ai vu en plusieurs endroits depuis que je suis ici. ” (1)

Le 8 mars 1688, le roi ordonnait à Villeneuve de repasser en France. Il partit après le 27 juin 1688, car, à cette date, on le voit signer comme témoin à un acte de Genaple.

Il faut croire que là-bas Villeneuve fit jouer certaines influences puisqu’au mois de mars 1691 il se rembarqua pour la Nouvelle-France.

L’intendant Champigny ne lui fit pas une trop belle réception, s’il faut en croire le mémoire suivant présenté à M. de Pontchartrain :

“ Le sieur de Villeneuve, ingénieur du roi, remontre à Votre Grandeur, qu’au mois de mars 1691, il fut envoyé au Canada pour le service du roi. Aussitôt son arrivée M. le comte de Frontenac le fit reconnaître suivant l’ordre de Sa Majesté, ce que M. l’intendant refusa de faire, quoique cet ordre lui fut aussi adressé.

(1) *Correspondance générale*, vol. 9, p. 20.

Ce refus procédait de ce que pendant cinq années précédentes que le dit sieur de Villeneuve avait demeuré au pays en qualité d'ingénieur par ordre de feu le marquis de Seignelay il s'était toujours opposé aux dépenses superflues qui s'y faisaient tant pour la construction de l'Intendance, qu'autres ouvrages que monsieur l'intendant faisait faire par des gens incapables”

Le 1er mars 1693, Villeneuve était remplacé comme ingénieur de la Nouvelle-France par Jacques LeVasseur de Néré.

Il dut retourner en France la même année.

On a de l'ingénieur Villeneuve :

Plan de la ville et château de Québec fait en 1685.

Carte des environs de Québec en la Nouvelle-France mesurée sur le lieu très exactement en 1685 et 1686. (1)

Carte de la comté de Saint-Laurent (2), en la Nouvelle-France, mesurée très exactement en 1689. (3)

Plan de Québec et de ses environs, en la Nouvelle-France, assiégé par les Anglais le 16 d'octobre 1690 jusqu'au 22 du dit mois qu'ils s'en allèrent après avoir été bien battus par M. le Comte de Frontenac, gouverneur général du pays. (4)

P. G. R.

(1) Villeneuve refit cette carte en 1688, en 1689 et en 1690. Ces cartes donnent les noms et surnoms des habitants de Québec et des paroisses environnantes. Celle de 1688 a été publiée dans l'ouvrage de M. l'abbé Scott, *Notre-Dame de Sainte-Foy*, reproduite d'une copie photographiée de la collection de M. Philéas Gagnon.

(2) Ile d'Orléans.

(3) Cette carte est reproduite dans l'ouvrage posthume de M. l'abbé L.-E. Bois, *L'île d'Orléans*.

(4) Ce plan donne les noms des habitants et des principaux endroits de Québec. M. Philéas Gagnon possède aussi ce plan dans sa collection.

John Antrobus. (X, IV, 1096.) — En 1784, John Antrobus était épicier à Québec.

En 1788, Antrobus était encore à Québec. On le voit se prononcer, avec un grand nombre d'autres citoyens, en faveur d'un gouvernement constitutionnel.

L'année suivante, il va s'établir dans la ville de Trois-Rivières.

Le 25 avril 1790, il est nommé juge de paix pour le district de Trois-Rivières.

Le 11 juin 1793, John Antrobus abandonnait le commerce pour remplacer M. de Bellefeuille comme grand-voyer du district de Trois-Rivières. Il conserva cette position jusqu'au 27 janvier 1820.

Il mourut à Trois-Rivières le 8 mai de la même année.

La *Gazette de Québec* du 15 mai 1820 annonce son trépas dans les termes suivants :

“ Aux Trois-Rivières, lundi le 8 mai 1820, décède, à l'âge de 64 ans, John Antrobus, Ecr, ci-devant marchand de cette ville, et pendant les 25 dernières années de sa vie, grand-voyer du district de Trois-Rivières. Le grand nombre de qualités estimables qui l'ont distingué, rendront sa mémoire longtemps et justement chère au cercle nombreux et respectable de ses amis et de ses connaissances. ”

M. Antrobus avait épousé une des filles de l'honorable James Cuthbert, seigneur de Berthier. Elle décéda à Sorel le 22 janvier 1806.

M. Antrobus avait habité Berthier pendant quelques années. M. l'abbé Moreau, dans son *Précis de l'histoire de la seigneurie et de la paroisse de Berthier*, nous apprend qu'il eut des difficultés avec le curé de Berthier, M. Pouget. Il l'accusa auprès de l'évêque de Québec

de détourner ses serviteurs de son service. Le bon curé n'eut pas de peine à se défendre. Il n'avait fait que son devoir de pasteur, en disant aux serviteurs de M. Antrobus que, si leur maître ne pouvait les nourrir en maigre les jours où l'Eglise défend de manger gras, ils devaient laisser son service.

P. G. R.

Le chevalier de Troye. (X, VII, 1024.) — Le 1er janvier 1685, le marquis de Denonville était nommé gouverneur de la Nouvelle-France, en remplacement de M. de la Barre.

Le roi donna au nouveau gouverneur un renfort de 500 soldats. 150 moururent pendant la traversée.

Pierre de Troye, qui, le 5 mars 1685, avait reçu le commandement d'une compagnie d'infanterie, arriva ici avec ce secours dans l'été de la même année.

La prise du fort Bourbon, situé sur la rivière Sainte Thérèse, à la baie d'Hudson, avait été une grande perte pour la *Compagnie du Nord*. M. de Comporté avait obtenu du roi, le 20 mai 1685, au nom de cette compagnie, la permission de le reprendre aux Anglais.

Le marquis de Denonville réunit à Montréal une troupe de 70 Canadiens commandés par M. Lenoir Rolland et les trois frères d'Iberville, de Sainte-Hélène et de Maricourt, et de 30 soldats sous les ordres des sieurs de Catalogne et Duchesnay. Le chevalier de Troye reçut le commandement suprême. Il se fit accompagner du R. P. Silvy, jésuite, comme aumônier.

Ces braves partirent de Montréal le 20 mars 1686, après avoir entendu la messe dans l'église Notre-Dame.

Ils avaient plus de deux cents lieues à parcourir en raquettes et en canots d'écorce avant d'arriver au premier poste anglais. " Il fallait être Canadien, remar-

que Bacqueville de la Potherie, pour supporter les incommodités d'une si longue traverse. ”

Le 20 juin 1686, le fort Monsipi, situé dans la rivière Monsoni, vigoureusement attaqué, se rendait au chevalier de Troye. Dans les premiers jours de juillet, le fort Rupert, éloigné de 40 lieues de Monsipi et situé sur la rivière Nemiscau, tombait à son tour aux mains des guerriers canadiens. Enfin, le 26 juillet, jour de la fête de sainte Anne, patronne de l'expédition, le fort Quitquitchouan ou Albany était aussi obligé de capituler. Il ne restait plus aux Anglais, dans toute la baie d'Hudson, que le fort Bourbon ou Nelson, situé à quelques centaines de milles au nord du fort d'Albany.

Le 10 août 1686, le chevalier de Troye, ayant atteint son but, remettait le commandement à d'Iberville et se mettait en route pour Montréal, où il arriva en octobre.

Le marquis de Denonville fut bien satisfait de lui. Il écrivait à M. de Seignelay le 11 novembre 1686 :

“ Le sieur de Troye est le plus intelligent et le plus capable de nos capitaines ; il a l'esprit tel qu'il faut pour avoir tous les ménagements nécessaires pour commander aux autres. On ne saurait avoir une meilleure conduite que celle qu'il a eue dans l'entreprise du Nord car il lui a fallu du savoir-faire pour tirer des Canadiens les services qu'il en a eu et pour les mettre dans l'obéissance. ” (1)

(1) *Correspondance générale*, vol. 8, p. 161. Sur l'expédition de M. de Troye à la baie d'Hudson on peut consulter Bacqueville de la Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale*, tome premier, p. 147 ; Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*, tome premier, p. 505. Dans son *Estat présent de l'église et de la colonie française dans la Nouvelle France*, p. 114, Mgr de Saint-Vallier

Les attaques réitérées des Iroquois contre les alliés des Français engagèrent le marquis de Denonville à aller porter la guerre dans leur pays. Tout l'hiver de 1686-87 se passa à faire des préparatifs.

Le 13 juin 1687, l'expédition forte de près de 2000 hommes partit de Montréal. Les milices étaient commandées par les capitaines Berthier, LaValterie, Grandville et LeMoyne de Longueuil, avec pour chef Dugué de Boisbriand, ancien capitaine au régiment de Carignan. Les troupes régulières avaient pour commandants MM. D'Orvilliers, St-Cirq, de Troye et Valrennes, et avaient pour chef, le chevalier de Vaudreuil.

M. de Callières était commandant en chef des deux divisions de l'armée sous les ordres du marquis de Denonville.

Après avoir brûlé les villages iroquois et avoir tué un grand nombre de ces barbares, M. de Denonville se décida à revenir au pays.

Mais il s'arrêta avant à Niagara avec toute son armée pour y rétablir le fort de ce nom.

Le dernier jour de juillet 1687, le fort était entièrement terminé. M. de Denonville y laissa une garnison de cent soldats d'élite, avec six officiers, un garde magasin et trois charpentiers, sous les ordres du chevalier de Troye.

Le 25 août suivant, à son arrivée à Montréal, M. de Denonville écrivait au marquis de Seignelay :

“ Ce poste (Niagara) étant en défense j'y ai laissé cent hommes sous le commandement du sieur de Troye,

publie une lettre du R. P. Silvy, du 30 juillet 1786, où on trouve un récit fidèle de cette expédition. Les instructions données à M. de Troye pour son expédition font partie du volume 8 de la *Correspondance générale* aux Archives d'Ottawa.

qui fit l'an passé l'expédition du Nord. C'est un très bon sujet qui mérite bien quelque part en l'honneur de vos bonnes grâces et de votre protection. Il peut vous être utile à bien des choses ; il est sage et entendu et de bonne volonté, et a bien servi sur terre." (1)

Malheureusement, les fournisseurs de l'armée n'avaient laissé à Niagara que des vivres à moitié gâtés.

Le scorbut et d'autres maladies se déclarèrent dans la garnison. Presque tous les soldats moururent. Le commandant lui-même, M. de Troye, fut emporté par ce fléau le 8 mai 1688

Un des rares survivants de la garnison de Niagara raconte que quelques semaines avant la mort de M. de Troye on avait formé le projet de l'égorger :

"..... C'était à lui (M. de Troye) qu'on attribuait la principale cause de la maladie, en ce que dès l'autonne il avait retranché les vivres, refusé de tuer une vache qu'il avait, que par ce moyen on aurait eu le foin qui lui était destiné pour mettre dans les paillasses des soldats qui étaient contraints de coucher sur la terre. Cette dureté détermina toute la garnison à former une sédition, c'est-à-dire à égorger le commandant et quelques autres officiers de qui ils n'étaient pas contents et voulaient s'élire un commandant pour les conduire chez les Anglais à la Nouvelle-York. De toute la garnison, il n'y en eut que trois qui ne voulurent pas être de la partie. La veille que l'exécution devait se faire, un gros parti d'Iroquois se présenta devant le fort qui de loin firent quelques escarmouches et tinrent la garnison en haleine pendant plusieurs jours ; cela fit ralentir leur dessein, et plusieurs tombèrent malades, ce qui fit rompre le projet." (2)

P. G. R.

(1) *Correspondance générale*, vol. 9, p. 61.

(2) *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 566.

QUESTIONS

1033—Nous lisons dans l'ouvrage de W.-L. Stone, *Revolutionary Letters* (p. 67) : " Le 31 décembre 1776, on célébra à Québec avec grande pompe le premier anniversaire de la levée du siège par les Bostonais. A neuf heures du matin une messe fut chantée dans la cathédrale par l'évêque. Huit infortunés Canadiens qui avaient soutenu les rebelles furent amenés dans la cathédrale la corde au cou, et là, devant toute l'assistance, durent demander pardon à Dieu, à l'Eglise et au Roi. " Y a-t-il du vrai là dedans ? Ce récit est-il confirmé quelque part ?

AMERIC.

1034—Les registres paroissiaux de Détroit, pour la période française, existent-ils encore ? Où sont-ils déposés ?

XXX.

1035—Le *Dictionnaire abénaquis* du R. P. Rasle a-t-il été publié ? Où ?

A. O.

1036—Sait-on où est mort le fameux abbé Louis-Joseph de LeLoutre, missionnaire chez les Acadiens, pour l'arrestation duquel les Anglais offrirent une forte récompense en 1745 ? Où trouverais-je des renseignements sur sa vie agitée ?

ACAD.

1037—Quel est ce M. Charest qui, en 1763, fut député auprès du roi d'Angleterre par les catholiques du Canada ?

CATHO

1038—Le sieur Patoulet, secrétaire de l'intendant Talon dans la Nouvelle-France de 1665 à 1671, est-il le même qu'on voit intendant aux Iles françaises en 1679 ?

CUR.

VOL. 10

OCTOBRE 1904

No 10

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit.

— 3930 —

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de octobre : Visite pastorale de Mgr Denaut en Acadie en 1803 (suite et fin), Mgr H. Têtu ; Josué Boisberthelot de Beaujours, P. G. R. ; L'hon. Roch-François de Saint-Ours ; Pierre Dugué de Boisbriand, P. G. R. ; Le *Dictionnaire abénaquis* du R. P. Rasle ; Questions, etc., etc.

Gravure : L'hon. Roch-François de Saint-Ours.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'abbé I-Grégoire DeBois, deuxième curé de St-Odilon de Cranborne, par l'abbé J.-B. C. Dupuis. Prix : \$0.25. S'adresser à l'auteur, Hospice des Sœurs de la Charité, Québec.

Université du collège St-Joseph 1903-04. St-Joseph, N.B.

Le jubilé de 1904 à l'usage des communautés et des fidèles, par l'abbé Joseph Saint-Denis, curé de Saint-Basile le Grand. En vente chez les principaux libraires du Canada et des États-Unis.

Les Jubilés et les églises et chapelles de la ville et de la banlieue de Québec, par Joseph Trudelle. Volume deuxième.

Annuaire du séminaire de Rimouski. 1903-04. No XVIII

Annuaire de l'université Laval pour l'année académique 1904-1905 — No 48 — Québec — 1904.

Palmarès de l'Académie commerciale Catholique de Montréal — 1903-1904.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10 OCTOBRE 1904 No 10

VISITE PASTORALE DE MGR DENAUT EN ACADIE EN 1803 *(Suite et fin)*

Registie pour la visite dans la Nouvelle-Ecosse,
Briswick, Halifax et la Baie des Chaleurs. etc.

J. J. Lartigue, Ptre, secrétaire.

Arrivé le 27, vendredi matin, à Ste-Anne de Tousquet
et Pobomkook.

CONFIRMÉS

Le 29 mai.....	34
Le 30 "	65
Le 31 "	95
Le 1er juin	27
	221
Le Bas de Tousket.....	16 familles
Le Haut.....	12 "
Le Milieu.....	15 "
Pobomkook.....	17 "
Le Ruisseau de l'Anguille.....	20 "
	80 "

12 francs par famille pour le curé.

A été visitée la paroisse de Ste-Anne, mai 27 jusqu'au
1er juin 1803. M. Sigogne curé. Communians 250.
Au coffre £6, 12, 7.

Ordonné qu'il soit fait le plus tôt possible un ciboire
d'argent, doré en dedans, qui puisse contenir 150 hos-

ties, aussi des burettes de même métal ou du moins d'étain fin.

2^o Que quatre chasubles de couleur convenable, blanc, rouge, vert et violet, ou deux doubles de deux couleurs chacune soient faites d'étoffe de soie ou de laine suivant les moyens du moment. Donné dans le cours de la visite pastorale. Ste-Anne, le 1^{er} juin 1803.

(signé) † P. Evêque de Québec

Pour copie,

J. J. Lartigue, Ptre, secr.

Requête des habitants de Ste-Anne d'Argyle. Pour demander à l'évêque la permission de construire une nouvelle église dans un endroit plus convenable

Décret de l'évêque, 1^{er} juin 1803.

Requête des habitants de Pombomkook pour demander la permission de construire une église.

Permis le 1^{er} juin 1803. (1)

MISSION DE STE-MARIE.

Arrivé le 3 juin.

CONFIRMÉS

5 juin.....	131
6 "	158
7 "	109
8 "	3

401

François Comeau et Isidore Gaudet de Ste-Marie ont demandé un graduel.

Reçu 8 schellings.

Reçu pour remettre à la fabrique d'Halifax une guinée pour un missel fourni par Mr Jones. Remis à M. Burke, plus 4 piastres pour le missel de Ste-Marie.

(1) Ces requêtes ainsi que les réponses de l'évêque se trouvent dans le cahier, mais je ne crois pas opportun de les publier ici. Je ne reproduirai pas non plus les ordonnances, que je me contenterai d'indiquer.

Reçu 40 schellings pour 5 graduels à Bénoni Mélançon, Anselme Leblanc, Nicolas Godin, Joseph Terrio, Anselme Doucet de Ste-Marie.

Reçu 30 schellings pour 5 cantiques pour Marguerite Boudreau, François Commeau, Armand Robicheau, Marguerite Bourg et Scolastique Bourg.

104 familles. Au coffre trois louis.

Requête des habitants de la Rivière aux Saumons et d'Amétégane pour demander le changement de place de l'église, 6 juin 1803.

Ordonnance de Monseigneur pour la paroisse de Sainte-Marie, Nouvelle-Ecosse, pour fixer la nouvelle place de l'église, 8 juin 1803.

Pouvoirs de M. Sigogne, missionnaire de Ste-Marie et de Ste-Anne, Nouvelle-Ecosse, 6 juin 1803.

Pouvoirs de M. Pichard, missionnaire de Tracadie, en la Nouvelle-Ecosse, 2 septembre 1803.

HALIFAX.

Missionnaire, M. Burke, grand vicaire.

CONFIRMÉS

juin 19.....	72
“ 20.....	112
“ 21.....	139
“ 22.....	89
“ 23.....	96
“ 24.....	196
“ 25.....	90
“ 26.....	140
“ 27.....	105
“ 28.....	40
“ 29.....	118
“ 30.....	22
juillet 1.....	19
jusqu'au 6.....	36

Confirmés à Halifax 1265

DÉPENDANCES D'HALIFAX.

Chezzetkook, qui est distant d'Halifax de neuf lieues par mer et de cinq par terre, est composé de 45 familles qui paient au missionnaire trois piastres par famille. Il n'y a qu'une très petite chapelle, mal en ordre et un presbytère non logeable. Il est défendu à M. Grace d'y célébrer les saints mystères, jusqu'à ce que l'un et l'autre soient réparés.

Il est ordonné aux habitants de bâtir, avec le temps et le plus tôt qu'ils pourront, une église dont les principales dimensions seront de 32 pieds de large sur 40 de long, 10 pieds au-dessus des lambourdes, avec une sacristie de 14 pieds sur 16. Le presbytère aura 24 pieds sur 26.

Familles, comme ci-dessus,.....	45
Ames.....	224
Communians.....	130
Confirmés (on ne sait)	

Ni vases sacrés, ni ornements, ni linges.

Prospect est éloigné d'Halifax d'environ 10 lieues, et distant de Ketchharbour de 3 lieues, et de deux lieues d'Herringsshore. Il n'y a point de chapelle.

Familles de Prospect, 14; Ketchharbour 11 familles.

Communians y compris les engagés....130

Ceux-ci ne restent dans ces contrées que le temps de la pêche.

Confirmés.....	5
----------------	---

Le revenu consiste en 100 quintaux de morue.

Sauvages Micmacs errants depuis Cap Sable jusqu'au détroit de Canso. A peu près,

Familles.....	58
Communians.....	52
Ames.....	269
Confirmés, on ne sait pas au juste.	

Ces Sauvages ne donnent rien au missionnaire.

La Mission de Charlottetown en l'Isle St-Jean étant insuffisante pour l'entretien d'un prêtre, Monseigneur lui a ôté son missionnaire M. de Calonne. Cette mission n'a ni chapelle, ni ornements, ni presbytère et l'état des catholiques y est comme suit :

Nombre des âmes de la ville et des environs 348
Nombre des communians..... 91
Confirmés..... 75

N. B. Voyez ci-après les instructions au Père Fitzsimons.

J.-J. L. P. S.

Ordonnance pour la Mission de Chezzetcook.

Halifax, 6 juillet 1803.

Arrivé au Havre Arichat, lundi 11 juillet. La visite a commencé le dimanche d'après 17.

Pouvoirs donnés à M. Champion, missionnaire à Chéticamp.

Réponse de Mgr l'évêque de Québec aux Sauvages Micmacs de Labrador du Cap Breton, assemblés le 26 juillet à Arichat. (1)

On ne sait au juste le nombre des Sauvages confirmés à Arichat et aux autres lieux ci-dessous mentionnés.

Les deux Labrador donnent cent familles et plus.

Elle ne fournissent rien au missionnaire.

Confirmés à Arichat..... 1162

“ au Havre à Boucher 393 dont 131 Ecosais.

“ à Tracadie..... 168

“ à Pommequette.... 210 dont 126 Ecosais.

(1) J'ai déjà publié cette réponse dans la *Semaine Religieuse*, au chapitre 2ème des *Visites Pastorales de Mgr Plessis*.

Population des lieux desservis par M. Lejamtel, missionnaire d'Arichat.

	Distance de N.-D. d'Arichat.	Communi- nants.	Enfants.
Autour du havre d'Arichat		203	128
Au petit Arichat	4 milles	61	65
Au Barachois	5 "	88	87
A l'Isle à l'Ourse	12 "	47	37
A l'Escousse	9 "	71	79
A la Rivière à Bourgeois	11 "	38	29
A la grande Digue	11 "	44	32
A l'Ardoise	15 "	52	43
Au Havre à Boucher	20 "	69	87
A Tracadie	39 "	115	109
A Pommequette	48 "	28	51
Total		846	738

Le missionnaire d'Arichat a pour revenu un quintal de morue par famille ; et les parents dont tous les enfants sont mariés ne sont plus sujets à cette contribution.

N. B. Monseigneur a approuvé les registres de la paroisse d'Arichat pour les baptêmes, mariages et sépultures.

J. J. L. P. S.

Ordonnance pour l'église d'Arichat.

Donné à Pommequette, dans le cours de nos visites, le 2 août 1803.

Population des lieux desservis par M. Champion, missionnaire de Chéticamp.

Distance de Chéticamp	No. des âmes	communiants
A Chéticamp	185	101
A Magré.....15 milles	168	81
Iles de la Magdeleine 60 "	351	111
	704	293

Le revenu du missionnaire de Chéticamp est d'un écu par communiant.

Titulaires d'Arichat, Notre-Dame ; du Havre à Bou-

cher, Notre-Dame ; de Tracadie, St-Pierre ; de Pommequette, la Ste-Croix.

Ordonnance pour les Missions de Tracadie, Pommequette et Havre à Boucher. 3 août 1803.

Ordonnance pour l'église de St-Pierre d'Halifax. 2 juillet 1803.

Pouvoirs donnés à M. Alexandre McDonald, missionnaire à Pictou. Charlottetown, 15 août 1803.

Pouvoirs donnés au Père Fitzsimons, récollet, dans l'Isle St-Jean. 16 août 1803.

Ordonnance pour la mission écossaise de Pictou. De Tracadie, en l'Isle St-Jean, 18 août 1803.

Mission écossaise de M. Alexandre McDonald, au Golfe St-Laurent.

Nombre des âmes sur la Nouvelle-Ecosse, ... 2200

“ “ “ “ l'Isle du Cap Breton 700

Nombre des communians sur la Nouvelle-Ecosse, 1200

“ “ “ “ l'Isle du Cap Breton 300

Confirmés dans la visite. 635

Mission de M. McEachern

Confirmés à Tracadie. 246

“ “ St-André 427

“ “ notre retour à Tracadie. . . 74

747

Distances

De Charlottetown à Tracadie. 14 milles

De Tracadie, à St-André. 8 “

De St-André à Naufrage. 23 “

Du même à la Pointe de l'Est. 22 “

Du même aux Trois-Rivières, par terre 20 milles, par mer 10 milles

Du même à la Fortune. 32 milles

De la Fortune aux Trois-Rivières. 10 “

Ordonnance pour la mission écossaise de M. McEachern. De Tracadie, 24 août 1803.

N. B. De tous les districts de la mission de M. McEachern, il n'y a que les Trois-Rivières qui aient une chapelle ; et aucun district n'a d'ornements qui lui appartiennent. J. J. L. P. S

Population des divers districts de la mission de M. McEachern.

	Communians	âmes
Naufrage et Pointe de l'Est..	178	483
Trois-Rivières.....	69	177
Fortune-Bay.....	38	83
St-André.....	173	454
Tracadie.....	212	425
	670	1622

Pvoirs renouvelés à M. McEachern, missionnaire de St-André, en l'Isle St-Jean, et donnés à M. Augustin McDonald, prêtre de la dite Isle. De Tracadie, 25 août 1803.

Instructions au R. P. Fitzsimons, récollet, missionnaire dans l'Isle St-Jean. Rusticot, 28 août 1803.

MISSION DE M. PICHARD.

Rusticot, Malpec, Casconpec, Tagueniche.

Distance de Charlottetown à Rusticot....	16 milles
“ “ Rusticot à Malpec.....	27 “
“ “ Malpec à Casconpec.....	27 “
“ “ Casconpec à Tagueniche....	12 “

Revenu du missionnaire à Rusticot, un écu par communiant ; à Malpec, Cosconpec et Tagueniche, la dime. Dime de cette année, 40 piastres en tout.

CONFIRMÉS

A Rusticot.....	297
A Malpec.....	396, dont
103 Ecossais et 31 Sauvages	

Population		
	Familles	communians âmes
A Rusticot.....	52	140 285
A Malpec. Acadiens	84	112 235
A Casconpec.....	8	21 65
A Tagueniche.....	16	52 102
A Malpec—18 Anglais—13 Sauvages—70 confirmés		
A Rusticot, presbytère et chapelle sans ornements ;		
à Malpec, ditto ; à Tagueniche, ditto ; à Casconpec, rien.		
Titulaire de Rusticot, St-Augustin ; de Malpec St-		
Jean-Baptiste. La chapelle de Tagueniche sera bénite		
sous le nom de St Simon, apôtre.		

Les Ecossais de Malpec sont desservis par M. McEachern, qui a, pour y venir, 65 milles, et qui reçoit une piastre par communiant. La population est de 118 communicants et 353 âmes.

Monseigneur a ajouté à la mission de Rusticot celle de Bédéc qui a 4 familles et qui est distante de Malpec de 8 milles, et celle de la Rivière des Blancs, qui a 5 familles et qui est distante de Malpec de 16 milles.

A cette desserte est annexée l'isle Lenox habitée par 18 familles sauvages.

Monseigneur a chargé M. de Calonne de la mission de Rusticot etc., avec les pouvoirs de grand vicaire en l'Isle St-Jean ; et a chargé M. Pichard de la paroisse de Tracadie sur la Nouvelle-Ecosse.

Ordonnance pour les Missions de Rusticot, Malpec, Casconpec et Tagueniche.

Donné à Miramichi, le 10 septembre 1803.

MISSION DE M. JOYER.

Arrivée le 5 août 1803.

Confirmés.....	13
“	353

—
366

Compris 144 Sauvages, 35 Anglais, le reste Acadiens.

Population

Le grand et le petit Nigaouet

9 familles—45 communicants—âmes 80

Taboujamtake

2 familles—4 communicants—âmes 7

Bartabogue

28 familles anglaises—80 communicants—âmes 160

La haute Pointe

6 familles—18 communicants—âmes 40

Tracadu

32 familles—75 communicants—âmes 200

LA MISSION SAUVAGE

49 familles—135 communicants—âmes 245

126 “ 357 “ “ 732

Les Acadiens paient dîme de patates et de blé, pois et avoine.

Le grand et le petit Nigaouet ont donné, cette année, environ 200 minots de patates et 6 minots de blé.

Les Sauvages donnent une piastre par communicant. Cependant, depuis quelques années, ils ne paient que deux piastres par famille.

Les Anglais de Bartabogue une piastre par communicant.

La haute Pointe partie argent, partie en grains.

Tracadu paye en grains et patates. Reçu cette année, 125 minots de patates, 3 de blé.

Distance de la mission des Sauvages à la Bartabogue, 5 lieues ; à Nigaouet, une lieue et demie ; à Taboujamtake, 4 lieues ; à Tracadu, 10 ; à la haute Pointe, 4 ; à Karaquet, 15 lieues.

Le 11 août, compris la quête de ce jour, dans le coffre de la fabrique 195 frs 16.

J. J. L. P. S.

Ordonnance pour la Mission des Sauvages de Miramichi.

Donné à Richibouctou, le 15 septembre 1803.

Arrivés à Richibouctou le 14 septembre.
Titulaire St-Antoine de Padoue.

CONFIRMÉS

Le 16.....	142
Le 17 sur lesquels 35 Sauvages...	151
Le 18 " " 29 " "	104
Le 19 " " 60 " "	72
	469

Population

Au poste de Richibouctou

- 21 familles—40 communicants—106 âmes
L'Ardoine au Nord—distance 2 lieues de Richibouctou.
23 familles—67 communicants—132 âmes
Chigibougouet—distance 4 lieues.
17 familles—40 communicants—98 âmes
Chigibougouachiche—distance 6 lieues.
2 familles—4 communicants—9 âmes.
La Baie des Winds—distance 15 lieues
15 familles—55 communicants—105 âmes.
Bouctouche, du sud—distance 5 lieues.
31 familles—85 communicants—170 âmes.
Cocagne—distance 9 lieues.
20 familles—54 communicants—110 âmes.
Jédaique—distance 12 lieues.
22 familles—60 communicants—100 âmes.
Le Barachois—distance 15 lieues.
12 familles—32 communicants—64 âmes.
Total 166 familles—480 communicants—894 âmes.
Boujagane—distance 17 lieues. A établir le printemps prochain.
Chimoyoui. 25 lieues. A établir le printemps prochain.
Sauvages : 40 familles—86 communicants—166 âmes.
La dîme de tous grains et de patates. Reçu, cette année, environ 70 minots de blé, 3 à 4 de pois, 10 minots d'avoine, de patates à peu près 1000 minots.

Les Sauvages ne donnent rien ou presque rien.

En 1802, ils ont donné environ la valeur de 53 livres ; cette année, ils n'ont donné que 24. J. J. L. P. S.

Ordonnances pour les missions de M. Ant. Bédard.

Donné à Memramkook, le 30 sept, 1803.

Confirmés à Gédéaïque, 409.

Arrivés à Memramkook le 26 septembre.

Confirmés 786.

Population : familles—communians—âmes.

Memramkook	75	300	525
Peticodiac—distance 4 lieues	59	175	380
Menaudi “ 12 “	52	152	257
	186	627	1162

Ordonnance pour la mission de M. Ciquard.

Donné à Ste-Anne de la Nouvelle Brunswick, le 9 octobre 1803.

Mission de Ste-Anne, Nouvelle Brunswick, ordonnance 9 octobre 1803.

36 familles Sauvages—communians 90—âmes 159

12 “ françaises “ 52 “ 101

Confirmés, sur lesquels 91 Français... 223

N. B. Appartenant à la mission 4 riches chasubles, une aube, un missel, une croix, robes et surplis pour les servants, un crucifix d'ivoire, la cloche, trois ehandeliers de cuivre, une chape et drap mortuaire.

J. J. L. P. S.

MISSION DE MADAWASKA.

Point de missionnaire. Une église et presbytère en mauvais état ; des vases sacrés et quelques ornements.

Dîme : 180 minots de blé, 10 minots de pois, 21 minots d'avoine. 81 familles, 239 communians, 207 enfants, 456 âmes, 186 confirmés, dont 56 Sauvages. Titulaire St-Basile.

Ordonnance pour la Mission de Madawaska.

Donné à Madawaska, le 19 octobre 1803.

MGR H. TÂTU

JOSUÉ BOISBERTHELOT DE BEAUCOURS

Il était fils de Jacques-Hyacinthe Boisberthelot et de l'érounelle (1) de Magnan, et était originaire de Bothou, diocèse de Cornouailles, en Bretagne.

Le 1^{er} mars 1688, le roi donnait au jeune de Beaucours une commission d'enseigne dans les troupes employées ici.

Il s'embarqua la même année pour la Nouvelle-France.

Deux ans plus tard, en 1690, il était promu lieutenant.

Nommé gouverneur de Trois Rivières en 1690, M. de Ramezay s'occupa aussitôt de faire mettre la place en état de défense. Ces travaux assez considérables furent exécutés sous la direction du lieutenant de Beaucours. M. de Frontenac qui les visita au mois de juin 1691 s'en déclara parfaitement satisfait.

Vers la fin de 1691, un parti d'Iroquois ayant attaqué vingt-deux Sauvages alliés qui faisaient la chasse dans les environs de Chambly les firent prisonniers. Les Sauvages du Sault Saint-Louis aussitôt avertis se mirent à la poursuite des Iroquois. Ils les rejoignirent sur le lac Champlain, en tuèrent seize, et remirent leurs prisonniers en liberté.

Les vainqueurs s'empressèrent de venir informer le comte de Frontenac de leur coup. Ils lui demandèrent en même temps d'organiser un parti de Français et de Sauvages pour aller attaquer les Iroquois. Le gouverneur acquiesça à leur demande et, au mois de février 1692, il rassembla cent vingt Français et deux cent cinquante Sauvages qu'il mit sous la conduite de M. d'Orvilliers, à qui il donna M. de Beaucours com-

(1) Tanguay dit Pétronille.

me second. Les lieutenants de Sourdy, Sénéchal d'Auberville, de la Brosse, Forsan, et de Beaubassin faisaient aussi partie de l'expédition. Trois jours après le départ de Montréal, M. d'Orvilliers ayant eu la jambe échaudée par une chaudière d'eau bouillante, fut forcé de remettre le commandement à M. de Beaujours et de revenir sur ses pas. Le parti se rendit jusqu'à l'île de Tonihata, dans la direction de Cataracoui, où ils découvrirent cinquante Iroquois. Ils en tuèrent vingt-quatre et en firent seize prisonniers. Les dix autres purent s'échapper. Trois Français que ces barbares avaient pris à Lachine furent aussi délivrés. M. de Beaujours n'avait perdu qu'un Français et cinq Sauvages, et cinq de ses hommes avaient été blessés. (1)

Le roi le récompensa du succès de son expédition en le nommant, le 1er mars 1693, capitaine d'une compagnie au Canada, à la place du sieur Dumesnil LaChaise.

En 1693, M. de Frontenac, informé que les colonies anglaises préparaient une expédition contre Québec, se décida à mettre les fortifications de la capitale en état de résister à une attaque. Il confia cette tâche à M. de Beaujours qui agissait alors comme ingénieur-en-chef de la Nouvelle-France, en attendant l'arrivée de M. Le Vasseur de Néré nommé, le 1er mars 1693, pour remplacer M. de Villeneuve. Il se mit à l'oeuvre avec ardeur. La même année, il traçait et faisait commencer l'enceinte des fortifications, construisait la redoute du Cap-aux-Diamants et les portes Saint-Jean et Saint-Louis. (2)

(1) Charlevoix. *Histoire générale de la Nouvelle France*, vol. II, p. 112 ; *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 596 ; O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New York*, vol. IX, p. 534 ; *Correspondance générale*, vol. 12, p. 93.

(2) Le *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 1er, p. 57, contient le devis de la porte St Jean dressé par M. de Beaujours le 12 mai 1693.

Le 28 avril 1697, le ministre de la marine donnait ordre à M. de Beaucours de passer en Acadie pour prendre le commandement de la compagnie de M. de Villieu qui avait été pris par les Anglais et était détenu à Boston.

En 1704, M. de Vaudreuil forma un parti de Français et de Sauvages pour aller faire une incursion dans la Nouvelle-Angleterre. Ce parti qui se composait de 700 à 800 hommes fut mis sous le commandement de M. de Beaucours. Arrivé à une journée de marche de l'ennemi, un soldat déserta. Les Sauvages se croyant trahis ne voulurent pas continuer, et le sieur de Beaucours dut revenir sans avoir rien fait. (1)

M. de Brouillan étant mort dans l'hiver de 1705, fut remplacé comme gouverneur de l'Acadie, par M. de Subercase. Cet officier, actif et vigilant, proposa à la cour de chasser les Anglais de Terre-Neuve.

Ce projet fut approuvé, et M. de l'Espinay, qui devait conduire en Canada le vaisseau du roi le *Wesp*, eut ordre d'embarquer des Canadiens à Québec, et de les mener à Flaisance. Il y en débarqua en effet cent y compris douze officiers, le tout sous les ordres de M. de Beaucours.

M. de Subercase partit le 15 janvier 1705, à la tête de quatre-cent-cinquante hommes. Ils furent repoussés à Saint-Jean où il perdirent 15 hommes tués ou blessés, mais ils s'emparèrent de presque tous les autres postes de l'île, brûlèrent un grand nombre d'habitations et firent un nombre considérable de prisonniers. (2)

(1) O'Cailaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. IX, p. 764.

(2) Ferland, *Cours d'histoire du Canada*, vol. II, p. 354 ; *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 608 ; Sulte, *Histoire des Canadiens-Français*, tome V, p. 149 ; Charlevoix, *Histoire générale de la Nouvelle-France*, vol. II, p. 298.

Le 9 juin 1706, le ministre écrivait à LaMotte Cadillac que s'il croyait que M. de Beaucours, qui revenait de Plaisance, pouvait lui être utile pour commander en second au Détroit, il n'avait qu'à le demander à M. de Vaudreuil. " Il est bon officier et ingénieur en même temps, " ajoutait-il. (1)

Cette proposition n'eut pas de suite.

En 1707, MM. de Vaudreuil et Raudot firent travailler aux fortifications de Québec. M. LeVasseur de Néré, étant alors absent de la capitale, fut remplacé, pour la conduite des travaux, par M. de Beaucours. Ce dernier rendit d'importants services en rapport avec ces travaux.

Le gouverneur et l'intendant lui en marquèrent leur reconnaissance en demandant pour lui, en novembre 1707, la croix de Saint-Louis.

Le 6 juin 1708, le ministre écrivait à M. de Beaucours qu'il appréciait beaucoup son zèle et ce qu'il avait fait à l'égard des fortifications en l'absence de M. LeVasseur de Néré.

En 1708 et 1709, MM. Raudot, père et fils, faisaient lever des cartes des gouvernements de Montréal, Québec et Trois-Rivières par les sieurs de Catalogne, aidé de M. de Beaucours, " tous deux fort habiles. "

En 1711, M. de Beaucours fut occupé à surveiller la construction du fort de Chambly qui avait été commencé l'année précédente. Les travaux furent poussés avec une telle activité qu'au mois de septembre ce fort était terminé.

MM. de Vaudreuil et Raudot informaient M. de Pontchartrain que M. de Beaucours avait mis tous ses

(1) Richard, *Supplément du rapport du Dr Brymner sur les archives canadiennes*, 1899, p. 377.

soins et toute son application à cette construction, et que " les ouvrages en étaient bons et solides comme devant durer toujours."

Un demi siècle plus tard le marquis de Montcalm confirmait ce témoignage. Il écrivait dans son *Journal*, à la date du 25 juin 1758, au sujet du fort de Chambly :

" C'est M. de Beaujours qui l'a fait construire sur la rive gauche de la rivière Sorel ; quatre bastions de pierre, place d'armes dans l'intérieur, assez spacieux ; le plus joli fort du Canada, avant que M. Pouchot eut construit Niagara, et, chose qui tient du prodige, M. de Beaujours n'a pas volé le Roi en le faisant construire. " (1)

Cette même année 1711, lorsque le gouverneur de Vaudreuil apprit que les colonies de la Nouvelle Angleterre faisaient des préparatifs pour venir s'emparer de Québec, il manda auprès de lui M. de Beaujours afin d'aviser sur les mesures à prendre pour mettre la ville à l'abri d'une attaque. Celui-ci tirant son épée du fourreau répondit au gouverneur qu'il n'y avait point d'autre parti à prendre pour combattre l'ennemi que de bien affiler son épée, attendu qu'il n'était plus temps d'élever des fortifications (2)

Tout de même, M. de Beaujours se mit à l'œuvre.

M. de Vaudreuil écrivait au ministre le 25 octobre 1711 :

" Des nouvelles aussi positives que celles que je recevais de toutes parts ne me donnant plus aucun lieu de pouvoir douter que nous allions être attaqués vivement par en haut et par en bas, je pris de mon côté toutes les précautions que je crus devoir prendre pour opposer à nos ennemis une vigoureuse résistance J'écrivis très

(1) *Journal du marquis de Montcalm*, p. 377.

(2) *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 621.

fortement sur cela à M. le marquis d'Aloguy à Québec pour presser les fortifications et pour faire retirer dans la profondeur des bois aux premières nouvelles des ennemis en rivière, les femmes, les enfants, les vieillards et aussi les bestiaux dont on n'avait pas besoin dans la ville. Mes ordres ayant été donnés sur cela dès le petit printemps les habitants avaient eu la précaution de faire des parcs dans les bois et j'avais assez l'esprit en repos sur cet article. J'étais aussi très persuadé que le sieur de Beaucours ne négligeait rien de son côté pour mettre la ville en état de soutenir un siège et par toutes les occasions il me revenait que d'un jour à autre les fortifications avançaient à vue d'œil, cela me faisait un vrai plaisir. Je dois cette justice, monseigneur, au sieur de Beaucours, il a trouvé le secret de contenter tout le monde, l'habitant est venu jusque à quatre fois aux travaux, sans peine et sans chagrin et satisfait des raisons que lui donnait le sieur de Beaucours, il s'en retournait chez lui content et convaincu que nous batterions les ennemis. Desi bonnes dispositions n'étant pas à négliger j'ai été moi-même dans plusieurs côtes faire des revues pour encourager les habitants à se bien défendre et à tout abandonner pour la cause commune. " (1)

Le R. P. Charlevoix écrit à ce sujet :

" M. de Beaucours, non content de fortifier le corps de la place autant que lui avaient permis de le faire le peu de temps qu'il avait eu pour y travailler, et les moyens qu'on lui avait fournis, avait encore pris de bonnes mesures pour empêcher les ennemis de débarquer du côté de Beauport, comme ils avaient fait en 1690, et jamais peut-être dans aucune ville on ne marqua plus de résolution et de confiance, tous, jusqu'aux

(1) *Correspondance générale*, vol. 32, p. 53.

femmes, étant disposés à contribuer de leur mieux à la plus vigoureuse défense. ” (1)

Le 21 juin 1712, M. de Beaucours était nommé ingénieur en chef de la Nouvelle-France à la place de M. Le Vasseur de Néré qui se retirait du service à cause de l'état de sa santé. Le roi accordait en même temps la croix de Saint-Louis à M. de Beaucours.

Le 17 mars 1715, M. de Beaucours remplaçait M. L'Hermitte comme ingénieur à l'île Royale. Il devait en même temps remplir les fonctions de lieutenant du roi. On lui accordait 1700 livres comme lieutenant du roi, mais il ne devait pas retirer d'appointements comme ingénieur.

En 1716, le Conseil de marine décidait que Port-Dauphin serait à l'avenir le principal établissement de l'île Royale. Le 22 avril de cette année, il ordonnait au gouverneur de l'île Royale, M. de Costebelle, de faire dorénavant sa résidence à Port-Dauphin. Le même jour, M. de Beaucours recevait le commandement de Port-Toulouse où le gouverneur avait résidé jusque là. Il devait faire tout son possible pour déterminer les Acadiens à s'établir en cet endroit.

L'année suivante, le Conseil de marine envoyait M. de Beaucours commander à Port-Dauphin.

Le 3 février 1722, M. de Beaucours recevait ordre de passer à l'île Saint-Jean en qualité de commandant pour Sa Majesté.

Un an après, le 24 février 1723, la Cour lui ordonnait de venir reprendre son poste à l'île Royale.

Le 21 décembre 1725, M. de Saint-Ovide de Brouillan, gouverneur de l'île Royale, demandait le gouvernement de Trois-Rivières pour M. de Beaucours.

Le 14 août 1725, il renouvelait sa demande en faveur de M. de Beaucours.

(1) *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*, vol. I, p. 355.

Cette fois il réussit, et, en 1730, M. de Beaucours était nommé gouverneur de Trois-Rivières. Il se rendit dans cette ville dans l'été de la même année. Il fit dans son gouvernement de sages règlements afin de prévenir les incendies qui y étaient fréquents.

En 1733, M. de Beaucours remplaçait M. Bouillet de la Chassaigne au gouvernement de Montréal. Il y mérita les éloges les plus flatteurs. Dans une note officielle de 1739 on lit :

“ M. de Beaucours a toujours servi avec distinction ; il a toutes les qualités pour remplir le poste qu'il occupe.”

On regrette cependant qu'en maintes circonstances il se soit montré antipathique à la vénérable madame d'Youville.

Le 15 février 1748, M. de Beaucours était mis à la retraite, et remplacé comme gouverneur de Montréal par Charles LeMoynes, deuxième baron de Longueuil.

Rendu à un âge très avancé, après soixante-deux années de bons et loyaux services, M. de Beaucours se trouvait réduit à la misère.

Le 8 octobre 1748, MM. de la Galissonnière et Bigot le recommandaient aux bonnes grâces du ministre dans les termes suivants :

“ M. de Beaucours, ancien gouverneur de Montréal, à qui vous avez procuré la retraite, à commencer du 15 février dernier, doit au roi environ 1800 livres qu'il a touché de trop sur ses appointements de la présente année. Comme cet officier dont vous connaissez le mérite est dans la dernière indigence, étant obligé de vendre ses meubles journellement pour subsister nous vous prions de vouloir bien lui accorder cette somme en gratification.

“ Nous vous ajouterons, monseigneur, qu'il ne sera pas possible à cet officier de vivre avec la pension de 3000 livres que vous lui avez procuré sur le trésor royal. Il ne trouve pas un sol à emprunter sur cette

pension, et s'il était possible de lui faire toucher sur les fonds de la marine, vous le tireriez de la misère où il se trouve.

“ La vie est fort chère dans le pays et il ne sait où prendre le premier sol pour sa subsistance journalière.

“ Il serait en outre disgracieux de voir un officier de distinction par sa place et par lui-même et d'un âge aussi avancé être réduit à la mendicité.” (1)

M. de Beaucours mourut à Montréal le 11 mai 1750. (2)

P. G. R.

L'HON. ROCH-FRANÇOIS DE SAINT-OURS

La noblesse de la famille de Saint-Ours remonte au treizième siècle. Plusieurs documents attestent le fait.

Le premier de cette famille qui s'établit dans la Nouvelle-France fut Pierre de Saint-Ours, officier dans le régiment de Carignan. La seigneurie de Saint-Ours lui fut concédée en 1672.

Roch-François de Saint-Ours naquit à Saint-Ours le 23 octobre 1800 du mariage de l'honorable Charles-Louis-Roch de Saint-Ours, qui fut conseiller législatif du Bas-Canada de 1808 à 1834, et de Josephite Murray.

Il fut député du comté de Richelieu de 1824 à 1832.

Il fut appelé, le 1er janvier 1832, à siéger au Conseil législatif.

Le 3 avril 1837, on lui confiait la charge importante de shérif de Montréal.

Il mourut dans cette ville le 10 septembre 1839, et fut inhumé dans l'église de Saint-Ours.

(1) *Correspondance générale*, vol. 91, p. 40.

(2) Mgr Tanguay (*Dictionnaire généalogique*, vol. 3, pp. 471, 472) fait deux personnages de Josué Boisberthelot de Beaucours.



L'HON. ROCH-FRANÇOIS DE SAINT-OURS

RÉPONSES

Pierre Dugué de Boisbriand. (X, VI, 1014.)— Pierre Dugué de Boisbriand était né à Montréal le 21 février 1675. Son père, Michel-Sidrac Dugué, sieur de Boisbriand, fut l'un des plus braves capitaines du régiment de Carignan. Grâce à la protection de M. de Frontenac, il entra, tout jeune, comme cadet dans les troupes de la marine.

A dix-neuf ans, il était déjà enseigne.

Dans l'hiver de 1694-1695, le gouverneur de Frontenac mit plusieurs partis en campagne, tant pour employer ses gens que pour faire quelques prisonniers afin d'avoir des renseignements sur les projets des ennemis.

Le premier de ces partis était composé de cinquante Sauvages du Sault commandés par le lieutenant Deschaillons et l'enseigne Dugué de Boisbriand. Il se dirigea vers Orange. Là, il se divisa. Le 15 avril 1695, une partie d'entre eux revint avec trois prisonniers iroquois. Dix ou douze jours plus tard, Deschaillons, Dugué de Boisbriand et le reste du parti revinrent avec un Hollandais dont ils s'étaient emparé à une lieue d'Orange. (1)

En 1696, M. Dugué de Boisbriand prit part à l'expédition de M. d'Iberville contre Terre-Neuve. Envoyé pour s'emparer de Kirividi, à trois quarts de lieue de Saint-Jean, il réussit parfaitement et fit un grand nombre de prisonniers.

Charlevoix dit à propos de cette expédition :

“ Après M. d'Iberville, qui donna en cette rencontre

(1) E.-B. O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New York*, vol. IX, p. 600.

de grandes preuves de sa capacité, et se trouvait partout où il y avait plus de risques à courir et plus de fatigues à essuyer, et Montigny, qui prenait pour l'ordinaire les devants, et souvent laissait peu de choses à faire à ceux qui le suivaient, Boucher de la Perrière, d'Amour de Plaine, Dugué de Boisbriand, trois gentilshommes canadiens, et Nescambiouit, furent ceux qui se distinguèrent le plus. " (1)

L'année suivante, M. Dugué de Boisbriand accompagna d'Iberville dans son expédition de la baie d'Hudson. Le 12 septembre 1697, le commandant du fort Bourbon, Henry Bailey, capitulait. M. d'Iberville prit possession de sa conquête, et après avoir établi pour commandant le sieur de Marigny et pour lieutenant du roi le sieur Dugué de Boisbriand, il s'embarqua (24 septembre) sur le *Profond* pour la France. (2)

La paix de Ryswick ayant donné quelque espoir de repos à la France, Pierre LeMoyne d'Iberville s'offrit au roi pour continuer les entreprises de Cavelier de LaSalle. Sa proposition fut acceptée, et le ministre Pontchartrain lui donna deux frégates de trente canons et deux autres bâtiments. Cette petite flotte partit de La Rochelle le 24 septembre 1698. Elle portait deux cents colons et quelques officiers.

Ce ne fut qu'au mois de février 1699 qu'elle arriva à la Louisiane, d'Iberville ayant d'abord fait escale au cap Français, dans l'île de St-Domingue, puis à Sainte-Rose, près de Pensacola.

D'Iberville décida d'établir le point principal de sa colonie à l'extrémité orientale d'une baie qu'il nomma

(1) R. P. Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, tome II, pp. 196, 197.

(2) Idem, tome II, p. 208.

la baie de Biloxi. Un fort fut immédiatement construit, et d'Iberville qui retournait en France laissa ses frères Sauvole et Bienville le premier comme commandant du fort et l'autre comme lieutenant.

Le 7 décembre 1699, d'Iberville était de retour et annonçait que le roi avait nommé Sauvole gouverneur de la Louisiane, Bienville lieutenant-gouverneur, et de Boisbriand major du fort Biloxi.

En février 1704, Bienville envoya aux Chactas, sous l'escorte de 25 soldats commandés par Dugué de Boisbriand, 70 Chikassas, qui voulaient faire la paix avec eux. Mais les Chactas qui étaient des perfides massacrèrent les Chikassas sous les yeux de l'officier canadien. Que pouvait-il faire avec 25 hommes ? Dans leur lutte avec les Chikassas, les Chactas avaient blessé de Boisbriand. Pour lui en marquer leur regret, ils l'escortèrent au nombre de 300 jusqu'à la Mobile.

De 1704 à 1718, nous avons peu de renseignements sur la carrière de M. de Boisbriand.

Le 8 mars 1718, deux frégates *La duchesse de Noailles* et *La Victoire* jetaient l'ancre à l'île aux Vaisseaux, Louisiane. La première de ces deux frégates portait Pierre Dugué de Boisbriand qui venait d'être nommé lieutenant du roi à la Louisiane et commandant aux Illinois. Il apportait avec lui la commission nommant M. de Bienville gouverneur de la Louisiane à la place de M. de l'Espinay, rappelé. (1)

Au mois d'octobre, suivant, M. de Boisbriand partait de la Mobile avec un fort détachement de troupes régulières pour aller établir aux Illinois un poste militaire permanent afin de protéger les habitants français

(1) French, *Historical Collections*—New Series (1869) p. 140 ; aussi 1^{re} série, p. 66.

de cette immense région. Arrivé à Kaskaskia, il s'établit là temporairement, puis au bout de quelques mois il faisait commencer la construction d'un fort à seize milles au nord-ouest de Kaskaskia. Ce fort fut terminé au printemps de 1720 et reçut le nom de fort de Chartres.

M. Dugué de Boisbriand resta plusieurs années commandant aux Illinois, et se rendit très populaire parmi les naturels qui habitaient cette région.

M. de Boisbriand n'avait point ces avantages de la nature qui préviennent les gens en leur faveur. Né avec une épaule plus haute que l'autre, il était voûté. Mais il était d'un mérite si distingué et parlait l'idiome illinois avec une si grande facilité, qu'il racheta tout de suite ses défauts physiques qui, chez les Illinois, étaient mis en ligne de compte.

Peu de temps après son arrivée au milieu des Illinois, il reçut les députés de chaque tribu qui vinrent lui présenter le calumet de paix. La cérémonie terminée, M. de Boisbriand harangua lui-même les Illinois, sans le secours de l'interprète, à peu près dans les termes suivants :

“ Illustre et valeureuse nation illinoise, alliée et amie des Français, ouvrez vos oreilles pour écouter ma parole qui est vraie, aussi pure et claire que le soleil qui paraît aujourd'hui sur l'horizon, et que je prends à témoin, comme l'agent du maître de l'univers.

“ Le grand chef des Français demeure, vous ne l'ignorez pas, au-delà du grand lac d'eau salée, dans l'ancien monde, où des hommes blancs, ses sujets, sont en aussi grand nombre que les feuilles des arbres dans vos forêts. Ce puissant monarque ayant été informé par l'écorce parlante, que ses fidèles alliés et enfants les hommes rouges illinois, ainsi que leurs confédérés les braves

Kaekahias, Mitchigamias, Penhenguichias, Kaokias, Tamaroes, etc, lui avaient donné en toute rencontre des preuves signalées de leur attachement inviolable envers sa couronne et pour le bien de sa colonie, Sa Majesté a bien voulu m'honorer par le choix qu'elle a daigné faire de ma personne, pour venir résider sur vos terres, afin de les conserver toujours blanches, et pour vous donner des marques authentiques de sa bonté paternelle, puisqu'il sait que c'est à juste titre que les hommes rouges illinois se qualifient de ses enfants. Cette prédilection de la part du grand empereur des Français, et qui me flatte infiniment, m'autorise à vous dire en même temps que si je suis petit de corps, mon cœur est assez grand pour y loger, comme dans une spacieuse cabane, tous nos enfants les hommes rouges illinois.

“ Je viens donc pour vous ratifier cette parole, qui est celle du plus tendre père et du meilleur roi de la terre, puisque je suis chargé de vous apporter de ses magasins, des marchandises qu'il vous envoie pour couvrir vos femmes et vos jeunes filles ; car le cœur de ce grand chef des hommes blancs souffre beaucoup de savoir que ses enfants les hommes rouges, sont dignes de pitié (c'est-à-dire qu'ils ont le corps nu) en outre, pour les faire vivre de viande de chasse, les faire redouter et les défendre contre vos ennemis mortels les Renards, je leur apporte des armes blanches, des fusils, de la poudre et des balles. Et comme un véritable père, il a ajouté de son lait (1) pour réjouir et donner de la vigueur aux vénérables vieillards de la nation, afin qu'ils conseillent sagement les jeunes guerriers, et leur recommandent expressément de ne point perdre l'es-

(1) Eau-de-vie.

prit, c'est-à-dire, de ne jamais se moquer du maître de la vie ou de l'Etre suprême, qui vous protégera contre la nation des fins Renards, vos ennemis perpétuels.

“ Et si après, ils étaient assez téméraires pour venir vous morguer pendant que je résiderai sur vos terres, vous me verrez élevé, c'est-à-dire que je marcherai alors sur la plante des pieds, à la tête de tous mes valeureux guerriers français et illinois, avec des gros fusils (1) qui foudroyeront ces audacieux fanfarons, et nous ferons des bourres à canon de leurs chevelures.

“ Vous saurez donc que le grand chef de tous les Français ne manquait nullement de capitaines mieux faits et bien plus grands que moi, pour venir dans votre pays ; mais cet auguste souverain appréhendait, avec juste raison, que s'il en eût envoyé un autre que moi pour expliquer sa parole royale, cet autre Français n'eût pu la rendre à ses enfants les hommes rouges avec la même force ou la même intelligence, parcequ'il a été informé que je parle comme vous la langue illinoise (2) ; voilà précisément pourquoi le bon monarque des Français m'a préféré aux capitaines les plus grands de son vaste empire, pour venir dans votre pays, avec ses marchandises et ses munitions de guerre, afin que je vous en fasse la repartition suivant ses ordres, que j'exécuterai ponctuellement sans qu'il en soit détourné une aiguille. ”

Ce discours qui avait été écouté avec le plus profond silence n'était pas plutôt terminé que les applaudissements éclatèrent dans toute l'assemblée.

(1) Petites pièces d'artillerie.

(2) L'idiome illinois est extrêmement difficile à apprendre. Cependant M. de Boisbriand surpassa toutes les difficultés de cette langue barbare, et il l'apprit si parfaitement que par l'usage qu'il en fit, l'on eût dit qu'elle lui était naturelle.

Le plus ancien orateur de la nation se leva ensuite, et fit la harangue suivante :

“ Ta parole a pénétré dans nos coeurs aussi promptement que le trait d’un arc. Nos guerriers et nos jeunes gens, qui souvent ne jugent que sur l’apparence, t’avaient auparavant, comme des ignorants, méprisé ; ils reconnaissent présentement, avec justice, que tu es plus haut en lumière et en valeur, que ne sont les étoiles sur nos têtes et que tu es plus profond en pénétration et en connaissance que les gouffres du fleuve de Méchassepi (appelé le Mississipi ou fleuve Saint-Louis, par les Français) ; ils pensent comme moi, que c’est la force de ton esprit qui a empêché ton corps de croître. Aussi le maître de la vie, ou l’auteur de la nature t’a copieusement dédommagé de la petite taille de ton corps, en t’accordant la grandeur de l’âme, avec des sentiments vraiment héroïques, pour défendre et protéger contre leurs ennemis, les hommes rouges illinois et leurs alliés, qui s’efforceront de gagner ton amitié, et en même temps qu’ils chérissent l’adoption qu’a bien voulu faire de notre nation le grand empereur des Français.

“ En conséquence, nous te prions très-instamment de mander, dans l’écorce qui parle, à notre père, le grand chef des hommes blancs, que nous ne trouvons point dans notre langue de termes assez expressifs pour le remercier de l’attention paternelle qu’il a bien voulu avoir pour notre nation, en envoyant résider sur notre terre, afin de la conserver toujours blanche, un capitaine de valeur tel que toi. Aussi, pénétrés d’amour envers ce digne chef, et pour lui en marquer notre sincère et vive reconnaissance, nous députerons des considérés ou des notables pour aller de l’autre

côté du grand lac d'eau âcre, assurer notre père dans sa grande cabane, au grand village des Français, que nous voulons vivre et mourir ses plus fidèles alliés et enfants les hommes rouges illinois. " (1)

En 1724, le gouverneur de Bienville, par suite de l'opposition de ses ennemis, fut rappelé en France, et son frère, Chateauguay, perdit aussi son emploi de lieutenant-gouverneur de la Louisiane. De Boisbriand, comme lieutenant du roi, prit, par *intérim*, la charge de gouverneur de la Louisiane. Il laissa donc la place de commandant des Illinois pour venir prendre ses quartiers-généraux à la Nouvelle-Orléans.

M. de Boisbriand fut en butte aux mêmes intrigues que son prédécesseur. Le 24 octobre 1725, il se plaignait au ministre de l'esprit de coterie, d'injustice et d'insubordination dont était animé le Conseil Supérieur de la Louisiane, qui, disait-il, ne se plaisait qu'à le contrecarrer et à opprimer les habitants.

Le 9 août 1726, M. Périer, officier de marine, était nommé gouverneur de la Louisiane en remplacement de M. de Bienville. Il vint quelques mois plus tard relever M. de Boisbriand.

M. de Boisbriand, paraît-il, aurait peut-être obtenu le gouvernement de la Louisiane. Mais pendant son *règne* intérimaire M. de LaChaise avait été nommé pour faire une enquête sur la conduite des principaux officiers de la Louisiane. M. de Boisbriand n'exécuta pas les ordres qu'il avait reçus d'aider M. de LaChaise.

(1) *Nouveaux voyages dans l'Amérique septentrionale*, édition de 1778, p. 228. M. Bossu, chevalier de Saint-Louis, et capitaine d'une compagnie de la marine, qui visita les Illinois en 1771, dit que la mémoire de M. de Boisbriand était encore en vénération parmi ces Indiens.

Il fit, au contraire, tout ce qu'il put, pour l'empêcher de connaître la vérité.

Il fut sévèrement censuré, et le ministre le rappella en France pour avoir des éclaircissements sur sa conduite.

M. de Boisbriand décéda en 1736. Il touchait une pension de huit cents livres depuis six ans, lorsque la mort vint l'enlever à l'affection des siens. (1)

P. G. R.

Le "Dictionnaire abenaquis" du R. P. Rasle. (X, IX, 1935.)—Le manuscrit du *Dictionnaire abenaquis* est conservé à l'université de Harvard. Il a été imprimé dans les *Mémoires de l'Académie Américaine des arts et des sciences*, en 1833 (Vol. I, pp. 375 à 574). M. le docteur Dionne remarque que sur le premier feuillet de son *Dictionnaire*, le R. P. Rasle avait écrit : " 1691. Il y a un an que je suis parmi les Sauvages, je commence à mettre en forme de dictionnaire les mots que j'apprends. " Il l'avait donc commencé lors de son séjour à la mission de Saint-François de Sales.

Dans l'ouvrage de George Heriot, *Travels through Canada* (Londres, 1807) on trouvera le Vocabulaire de la langue algonquine par le R. P. Rasle.

(1) L'abbé Daniel, *Le vicomte de Iery et sa famille*, p. 195. Mgr Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, vol. Ier, p. 210, fait marier Pierre Dugué de Boisbriand, à l'Ange-Gardien, le 17 février 1694, avec Angélique Lugré. Il fait erreur. C'est Pierre Duguay, fils de Guillaume Duguay et de Marie Bouguet, de la paroisse de Chorac, évêché de Savières, qui se marie à l'Ange-Gardien le 17 février 1694.

QUESTIONS

1039—Les nombreuses familles du nom de Levasseur que nous voyons aujourd'hui dans la province de Québec descendent-elles de Jacques LeVasseur de Néré qui, en 1703, fut chargé par le roi de France de refaire les fortifications de Québec ? Ce Levasseur est-il mort dans la Nouvelle-France ? LEV.

1040—En quelle année et par quelle loi furent abolies les cours des Plaidoyers Communs ? RIO.

1041—Tanguay ne donne pas, dans son *Dictionnaire généalogique*, la date et l'endroit de la mort de Antoine Pécody de Contreccœur, capitaine au régiment de Carignan et premier seigneur de Contreccœur. Serait-il retourné mourir en France ? A B C.

1042—Il existe à Varennes, dans une chapelle située à quelques arpents de l'église paroissiale, un tableau de sainte Anne couronnée en 1842. Connaît-on sur ce tableau quelques détails antérieurs à son couronnement ? D'où vient-il ? Quel en est l'auteur, ou est-ce une copie de quelque tableau connu ? Il aurait d'abord appartenu à la famille Lussier, de cette paroisse. Les actes notariés de cette famille en font-ils mention ? A quelle date est-il devenu propriété paroissiale ? Existe-t-il dans les journaux du temps ou ailleurs un compte-rendu de la cérémonie du couronnement, le 26 juillet 1842 ? peut-on donner quelques détails sur les deux premières chapelles, où fut conservé le tableau jusqu'en 1862, époque de la construction de la chapelle actuelle ? Par qui et à quelles dates ces chapelles ont-elles été érigées ? D.

VOL. 10

NOVEMBRE 1904

No 11

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

**ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE**

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

— // —

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de octobre : Les *engagés* de la Nouvelle-France, Ignotus ; Jacques Babie, P.-B. Casgrain ; Bartholomew - Conrad - Augustus Gagy, F. G. R. ; Deuxième régiment de la milice du comté d'Essex, B. Sulte ; Le Pays des Hurons, B. Sulte ; M. de Tracy était-il marquis, Régis Roy ; Nicolas Daneau de Muy, P. G. R. ; Le *Double Shuffle*, F. L. ; Questions ; etc., etc.

Gravure : Bartholomew-Conrad-Augustus Gagy.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

DESIDERATA

Bulletin des Recherches Historiques, tous les nos des premier et deuxième volume

Enseignement Primaire, vol. 24, nos 3 (nov 02) ; 4 (déc 02) ; 5 (janv 03) ; 6 (fév 03) — vol. 25, no 3 (nov 03)

Répertoire du Clergé Canadien de Mgr Tanguay (Seconde édition)

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10

NOVEMBRE 1904

No 11

LES "ENGAGÉS" DE LA NOUVELLE-FRANCE

Un mot qui se rencontre souvent dans les vieilles annales de la Nouvelle-France, c'est celui d'*engagé*. De nos chroniques et de nos documents anciens il a passé dans la langue courante des Canadiens, et l'on s'en sert communément aujourd'hui pour désigner les domestiques, surtout à la campagne. Qu'était-ce donc que les *engagés* dans les premiers temps du Canada ?

Ouvrez le vénérable et intéressant dictionnaire de Trévoux. Au mot *engagé* vous lirez ce qui suit : " Nom qu'on a donné à celui qui, voulant s'aller établir aux Indes, s'engageait à servir trois ans celui qui le défrayait pendant le voyage. " *Obligatus, mancipatus* ". On les appelle les " trente-six mois ". En Hollande, on exige sept ans d'engagement. Ce marché ne se fait plus aujourd'hui ; mais on donne encore le nom d'engagés ou de " trente six mois " à ceux qui s'engagent avec les habitants des îles pour les servir pendant trois ans. "

Dans son ouvrage, *La France aux colonies*, M. Rameau publie ces lignes : " Tout habitant des colonies, tout capitaine de navire avait droit d'engager en France des ouvriers ou apprentis pour un service de trois ans, exactement comme les racleurs du recrutement. Ils avaient dès lors sur eux les mêmes droits qu'un chef

militaire, et ces contrats étaient négociables et transmissibles. Tout le monde sait que les terribles flibustiers de la Tortue et de Saint-Domingue se recrutaient de cette manière ; chez eux les droits de maîtrise étaient exercés avec une rigueur extrême, et la vie de l'engagé était d'autant plus dure qu'elle était le noviciat par lequel on entraait dans la redoutable corporation des flibustiers. Au Canada, ce régime était plus paternel ; l'engagé vivait dans la famille, épousait souvent une des filles du maître et s'établissait près de lui ". Plus loin, dans une note, M. Rameau ajoute :

“ Le système des engagés, qui a été en vigueur dans nos colonies de l'Amérique, fut suggéré avant 1660 par un avis du Conseil Supérieur de Québec, qui, afin de parvenir à accroître la population et de procurer au pays les ouvriers dont il avait besoin, proposa dans un avis motivé un ensemble de mesures qui, adoptées en France, devinrent la base du règlement des engagés. Chaque capitaine de navire qui se destinait pour l'Amérique étant obligé de se munir d'un passe-port spécial, qui était une sorte de faveur, on ajouta comme condition spéciale à tous ces passe-ports l'obligation de transporter en Amérique trois engagés pour un navire de 60 tonneaux, 6 pour un navire de 100 tonneaux, etc. Les capitaines embarquaient ainsi des jeunes gens qui s'obligeaient à aller servir en Amérique pour trois ans, ce qui les fit appeler des Trente-six mois, moyennant un salaire convenu et l'obligation par le patron de les nourrir et entretenir de vêtements. Arrivé à sa destination, le capitaine, pour s'indemniser des frais du transport et de l'équipement de l'engagé, cédait son contrat pour une somme qui variait suivant la qualité de l'engagé, et suivant le plus ou moins de besoin que l'on avait d'ouvriers dans la colonie. Il fallait pour que le capitaine fut bien couvert de ses frais, qu'il pût

tirer en moyenne 130 livres de chaque engagé, mais souvent il était obligé de les céder pour beaucoup moins, puisqu'à diverses reprises ils obtinrent d'être déchargés de cette obligation en versant 60 francs à la caisse de la marine pour chaque engagé qu'ils auraient dû transporter. ”

Avec ce système la classe des engagés devint bientôt assez nombreuse au Canada. Au recensement de 1666, nous voyons figurer 401 engagés, sur une population de 3,215.

M. Rameau fait évidemment erreur quand il parle d'un règlement du Conseil Supérieur de Québec, relatif aux engagés, antérieur à 1660. Le Conseil Souverain, qui plus tard s'appela le Conseil Supérieur, ne fut établi qu'en 1663. Le premier acte de ce corps délibératif et judiciaire où il soit question des engagés est du 15 octobre de cette année. En voici la teneur :

“ Sur ce qui a été remontré par le procureur général du Roy que tous les passagers venus de France dans les vaisseaux de Sa Majesté tant l'année dernière que la présente, lesquels font difficulté de servir les habitants auxquels ils ont été distribués sans qu'au préalable, il ne soit limité un temps ; en outre qu'il y a plusieurs personnes inutiles au travail et défrichement des terres tant à cause de leur vieillesse, infirmités naturelles, maladies, qu'à cause de leurs sévices et mauvais déportements venus dans les dits vaisseaux, au nombre desquels sont quelques soldats licenciés, tous lesquels sont à charge au public, et pour cet effet il serait à propos de les renvoyer en France ; que d'ailleurs il y a plusieurs hommes de travail qui ont servi le temps auquel ils étaient engagés envers leurs maîtres qui demandent la liberté de repasser en France ; il a été résolu que les hommes de travail venus dans les vaisseaux de Sa Majesté tant cette année que l'année der-

nière, lesquels ont été distribués aux habitants, seront obligés de servir trois ans les dits habitants après lequel temps ils seront libres de s'habituer, séjourner au pays ou repasser en France sans qu'ils puissent être retenus par force non plus que ceux qui ont accompli le temps qu'ils étaient obligés envers leurs maîtres " (1)

Vers le même temps, M. Pierre Boucher écrivait dans son *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France*, qui fut imprimée en France l'année suivante : " La plupart de nos habitants qui sont ici sont des gens qui sont venus en qualité de serviteurs et après avoir servi trois ans chez un maître se mettent à eux ; ils n'ont pas travaillé plus d'une année qu'ils ont défriché des terres et qu'ils recueillent du grain plus qu'il n'en faut pour les nourrir. Quand ils se mettent à eux d'ordinaire, ils ont peu de chose ; ils se marient ensuite à une femme qui n'en a pas davantage ; cependant en moins de quatre ou cinq ans vous les voyez à leur aise s'ils sont un peu gens de travail et bien ajustés pour des gens de leur condition ".

Il paraît que dans les premiers temps de la colonie, les *engagés* n'étaient pas toujours très disciplinés ni fidèles à leurs contrats. De là une multiplicité de règlements et d'arrêts. Ainsi le 5 décembre 1663, le Conseil Souverain décrétait ce qui suit :

" Sur ce qui a été représenté par le procureur général du roi qu'il est averti qu'il y a nombre de compagnons volontaires qui font plein exercice de débaucher les serviteurs domestiques des habitants du service de leurs maîtres leur donnant des moyens dont ils se servent pour ennuyer leurs dits maîtres de leurs mauvais

(1) *Jugements du Conseil Souverain*, vol. I, p. 29.

services afin de les obliger de les chasser ; que les dits volontaires et domestiques boivent et s'enivrent scandaleusement et donnent de très mauvais exemples aux Sauvages chrétiens, et que quelquefois ces débauches continuent plusieurs journées de suite, et que les dits engagés ne font nulle difficulté d'aller chercher de nouveaux maîtres, se confiant en la retraite qui leur est donnée en quantité de maisons, et qu'il est à propos de pourvoir à ce désordre. A quoi faisant droit, le conseil a fait et fait très expresses interdictions et défenses à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de retirer sous quelque prétexte que ce soit, aucuns serviteurs sans congé par écrit, de leurs maîtres à peine d'amende arbitraire et aux dits serviteurs engagés de quitter le service de leurs dits maîtres sans congé par écrit, sous même peine, et de payer à leurs dits maîtres chaque journée d'absence ou de temps perdu, à la somme de quatre livres, en faisant déclaration au greffe de ce conseil, par les maîtres de la sortie de leurs valets incontinent après icelles. Défenses sont aussi faites à toute personne de déboucher les dits serviteurs domestiques ni de boire avec eux, et à toutes personnes qui vendent vin d'en vendre ni distribuer aux dits domestiques à peine d'amende arbitraire, comme aussi de s'enivrer à peine de dix livres d'amende payables sans déport."

On trouve dans les jugements du Conseil Souverain, plusieurs arrêts contre des engagés qui avaient brûlé la politesse à leurs maîtres. Le 14 janvier 1664, Louis Lepage, domestique de Charles LeGardeur, est condamné à la prison pour avoir quitté ce dernier et s'être retiré " en la côte de Beaupré. " Au mois de mars de la même année, la veuve Badeau est condamnée à dix livres d'amende pour avoir retiré chez elle deux

engagés du sieur de la Ronde, en rapture de service, et ceux-ci sont condamnés, l'un à dix livres et l'autre à six, avec défense de récidiver sous peine de punition corporelle. Peu de temps après, un autre délinquant du même genre, est menacé du fouet pour la prochaine offense. En 1674, Jacques Renault, qui a déserté son maître Mathurin Moreau, est condamné à subir la peine du carcan, pendant deux heures, durant lesquelles il portera, sur l'estomac cet écriteau : " Serviteur engagé qui a laissé le service de son maître pour la première fois. " Et ainsi de suite. Comme on le voit, la discipline à laquelle étaient soumis les engagés, était rigoureuse. Cette sévérité était sans doute nécessaire pour maintenir le bon ordre.

Les capitaines astreints à l'obligation d'amener aux colonies des engagés, ne les choisissaient pas tous de la même valeur. Afin de diminuer leurs déboursés et leurs risques, ils prenaient souvent des incapables ou des enfants. On trouve indiqué dans certains de nos recensements des engagés de 10 et 12 ans. " En 1664, écrit M. Rameau, il arriva un convoi de 100 hommes amenés par deux capitaines, 20 seulement étaient en état de travailler de suite ; on les distribua aux habitants moyennant un salaire de 20 à 30 écus. " Il ne s'agissait pas précisément cette fois d'engagés racolés par des capitaines. M. Rameau a pris ce renseignement dans une lettre du Conseil souverain du roi, dans laquelle il était question d'un envoi de travailleurs expédiés d'après les ordres de Sa Majesté. Cet envoi était composé de trois cents personnes sous la conduite des capitaines Gargot et Guillon. " Il en fut laissé soixante-quinze à Flaisance, en l'île de Terre-neuve, lisens-nous dans cette lettre ; il en mourut en mer jusqu'à soixante ; l'on en débarqua ici cent cinquante-neuf

de ce nombre étaient six familles composées de vingt-une personnes, trente-huit filles qui ont depuis été dispersées tant ici et aux environs qu'aux Trois-Rivières et Montréal et depuis mariées, excepté trois, dont une a été prise par les Iroquois dans l'île d'Orléans et emmenée captive. Parmi les cent restants, il n'y avait tout au plus que vingt hommes prêts à faire quelque travail, les autres étaient malades et faibles à ne pouvoir se tenir sur leurs pieds, d'ailleurs la plupart jeunes gens, clercs, écoliers ou de cette nature, dont la majeure partie n'avaient jamais travaillé. ”

Par un règlement du 16 novembre 1716, le roi décréta que les travailleurs qui savaient les métiers de maçon, tailleur de pierre, forgeron, serruriers, menuisiers, tonnelier, charpentier, calfat et autres métiers utiles dans les colonies, seraient comptés aux capitaines pour deux engagés. Une ordonnance du 20 mai 1721 permit aux armateurs de payer soixante livres entre les mains du trésorier de la marine pour tenir lieu de chaque engagé qu'ils n'embarqueraient pas. C'était une commutation d'obligation ; ou bien un engagé, ou bien soixante livres.

Avec le temps, il s'établit un système de fraude. Des armateurs imaginèrent de présenter au bureau des classes de port de leur embarquement des particuliers qu'ils faisaient passer pour engagés quoiqu'ils ne le fussent pas, et qu'ils renvoyaient après les avoir fait passer en revue. Pour rendre compte ensuite de l'absence de ces pseudo-engagés, ils rapportaient des certificats de désertion. Pour remédier à cet abus, le roi rendit une ordonnance, le 15 février 1724, en vertu de laquelle les capitaines et propriétaires de vaisseaux, assujettis à porter des engagés aux colonies, étaient

tendus de payer entre les mains du trésorier-général de la marine, un mois après l'arrivée de leurs vaisseaux dans le port de débarquement, la somme de soixante livres pour chaque engagé qu'ils n'auraient pas remis dans les dites colonies, et dont ils ne rapporteraient pas un certificat. Pour les engagés de métier, la somme à payer était de cent-vingt livres. L'ordonnance ajoutait qu'il ne serait tenu aucun compte des certificats de désertion.

Une autre classe d'engagés, était celle d'engagés par condamnation judiciaire. En voici un exemple. Le 8 octobre 1675, René Lambert, accusé de vol avec effraction et de contravention à l'ordonnance concernant la traite, fut condamné à servir par force pendant trois ans la personne qui lui serait indiquée par la Cour et qui ne lui devait en retour de son travail que le vivre et le vêtement absolument nécessaire. Il était aussi condamné à soixante livres d'amende qui devaient être payées à son acquit par son futur maître, vingt livres par année. A l'instant comparut le sieur Marson, qui demanda à la Cour de lui accorder le condamné Lambert, pour l'emmener en Acadie, où il est en terme de partir pour s'y en aller et où il a un extrême besoin d'avoir du monde pour le servir, étant prêt de faire les soumissions requises pour le payement de l'amende en laquelle le dit Lambert est condamné. La Cour acquiesça immédiatement à la requête du sieur de Marson.

Ces quelques notes contribueront peut-être à faire mieux connaître en quoi consistait le régime des engagés dans la Nouvelle-France, au XVIème et au XVIIème siècle.

IGNOTUS

JACQUES BABIE

La souche primitive des Bâly du Canada est Jacques Babie, né en France en 1633. Il passa en ce pays en 1665, dans le régiment de Carignan-Salières étant sergent dans la compagnie du capitaine de Saint-Ours, dans laquelle Thomas de Lanaudière était enseigne. C'était un renfort envoyé à M. de Tracy pour réduire les Iroquois. Il arriva à Québec en trois détachements : le premier, composé de quatre compagnies, débarqua le 1^{er} juin 1665 ; le deuxième et le troisième, chacun de huit compagnies, en août et septembre suivant. M. de Tracy, sans attendre la deuxième arrivée, envoya le premier contingent s'emparer au plus tôt des postes les plus avantageux afin d'avoir un passage libre dans le pays des Iroquois pour la guerre du printemps suivant, que le retard des troupes avait empêché pour l'année. C'est alors que furent construits les forts de Richelieu, Chambly et St-Jean, où l'on avait déjà érigé quelques travaux de défense. Il est probable que la compagnie de M. de Saint-Ours fit partie de cette avant-garde, car on le voit donner son nom à la seigneurie qui lui fut concédée dans ces environs, et MM. de Sorel et de Chambly en firent de même pour leurs seigneuries et les deux premiers forts.

Les trois expéditions de la campagne de 1666, dont il fut beaucoup parlé dans le temps, coûtèrent beaucoup d'hommes qui périrent par le froid et la faim, sans amener d'autre résultat que la destruction de quelques cahutes abandonnées par les Iroquois.

C'étaient pourtant de belles et bonnes troupes que ces soldats européens défilant pour la première fois à travers les forêts du Nouveau-Monde. Organisé d'a-

bord dans la Savoie, le régiment de Carignan passa ensuite au service du roi de France. Il s'était distingué dans la Hongrie et sur les frontières des Turcs. Ses officiers sortaient des familles de la noblesse italienne et française. On lui adjoignit le régiment de Salières pour en former un seul corps sous les deux noms réunis.

Cette guerre en Amérique était bien différente de celles que le régiment avait faites jusques-là. Il s'agissait de poursuivre et d'atteindre des ennemis cachés, dispersés et insaisissables, mais toujours alertes, harcelants et guerroyants. Le résultat de cette expédition n'est donc pas surprenant.

La campagne terminée contre les Cinq-Nations, principalement contre les Agniers, la paix fut conclue (à la fin de 1666).

Suivant les *Relations* des Jésuites un bon nombre de ces officiers et plus de 400 soldats licenciés grossirent alors la colonie en profitant de la permission du Roi qui voulait favoriser la colonisation du pays en leur offrant des conditions avantageuses. Chaque soldat, en s'habituant, recevait 100 francs ou 50 francs et des vivres pour un an ; le sergent 50 écus ou 100 francs et des vivres pour un an, à leur choix ; 6000 livres étaient destinées aux officiers. Fort peu de l'effectif du régiment retourna en France, avec M de Salières, son colonel, quand le rappel en fut ordonné. La force en avait été considérable, composée qu'elle était de 20 compagnies de 75 hommes qui devait former environ 1500 soldats.

Jacques Babie obtint son congé, suivant les intentions du Roi, et dans le but arrêté de s'établir au pays. Il abandonna la vie des camps pour celle des champs, et se livra en même temps au commerce, dont l'exercice dans ces vastes régions requérait un esprit de har-

diessé et d'aventure auquel il était déjà fait. La légitime ambition de faire fortune et de fonder une forte race, en l'implantant sur le nouveau sol d'Amérique, devint sa préoccupation.

Il était alors âgé de 33 ans, actif et vigoureux. Né dans le midi de la France, il avait la chaleur de tempérament du terroir. Issu de race noble, il était né du mariage de honorable homme Jehan Babie, seigneur de Ranville, avec demoiselle Isabeau Robin, de Montreton, évêché d'Agen, alors dans l'Agenois de la Guienne. Ranville n'est qu'à quelques lieues d'Agen.

Dès le mois de juin 1668 on voit Jacques Babie rendu à Champlain, endroit fertile sur le bord du Saint-Laurent, où les défrichements étaient déjà commencés. Le 27 mars de l'année suivante, il y acquiert deux terres à la côte Champlain, sur le fleuve, chacune de deux arpents de front sur quarante de profondeur ; la première d'un habitant nommé Jacques Gratiot, bornée au sud-ouest à Pierrot Jeanneaux et au nord-est à Louis Pinard, maître chirurgien, avec maison et grange ; la seconde, voisine, venant du nommé Pierre Juneau (Jeanneaux), bornée au sud-ouest à Masse (bossué) Bégué (ce nom est illisible), au nord-est au susdit Jacques Gratiot, avec aussi une maison sus-construite. Il en acheta ensuite deux autres au même endroit et une autre de l'autre côté du fleuve, vis-à-vis, à Gentilly.

On voit par le recensement de 1681, que Jacques Babie avait alors quarante arpents de terre défrichés et huit bestiaux, tout autant que M. de Varennes, gouverneur de Trois-Rivières. Il était muni d'un fusil et d'un pistolet et avait à son service deux domestiques dont les noms de baptême nous sont conservés : Maximin, né en 1631, et Magdeleine, née en 1635.

Les terres de Babie dans Champlain, Gentilly et la

Baie-du-Febvre sont indiquées sur le plan et carte du gouvernement de Québec, levés depuis l'année 1685 à 1709, par ordre de M. de Pontchartrain, secrétaire d'Etat, faits par M. de Catalogne, lieutenant des troupes, et dressés par J.-Bte de Couagne, arpenteur juré.

Jacques Babie convenablement établi sur ses terres et ayant la perspective d'augmenter sa prospérité par le négoce, songea à se marier et prit pour femme demoiselle Jehanne Dandonneau, fille de Pierre Dandonneau, sieur du Sablé, seigneur de l'Isle-du-Pads, et de Françoise Jobin. Elle n'avait pas encore quinze ans. Leur contrat de mariage fut passé devant Mtre de la Rue, notaire, le 1er juin 1670.

Jacques Babie ne tarda pas à agrandir le champ de ses opérations commerciales en faisant la traite des pelleteries jusque chez les Ottawas qui s'étendaient au loin dans les régions de l'ouest, sur les bords du lac Michigan et dans les environs de la baie des Puants (Green Bay), où les missionnaires jésuites avaient établi une mission dès 1669.

Au milieu de cette vie active qui semblait devoir amener une prospérité solide et durable pour Jacques Babie, la mort vint l'enlever prématurément à l'âge de 55 ans. Elle vint couper court à toutes ses entreprises et ses projets.

Il mourut en sa demeure vers minuit le 28 juillet 1688, muni des sacrements de l'Eglise. Cette mort soudaine fut-elle la suite d'un accident ou d'une épidémie ? On n'en sait rien, sinon qu'il fut inhumé le même jour, sur les cinq à six heures du soir, sous son banc, dans l'église de la paroisse, en présence de M. de Saint-Claude, curé de Batiscan, et du seigneur de Champlain.

P.-B. CASGRAIN

BARTHOLOMEW-CONRAD-AUGUSTUS GUGY

M. Guky naquit à Trois-Rivières le 6 novembre 1796. Il était le fils de l'honorable Louis Guky, Suisse de naissance, qui fut colonel au service de l'Angleterre après avoir été officier au régiment de Schomberg qui se distingua par sa fidélité à la cause royaliste, en France pendant la Révolution. L'honorable M. Guky fut shérif de Trois-Rivières, puis de Montréal, et conseiller législatif.

Le 25 mars 1812, le jeune Guky obtenait une commission d'enseigne dans les *Canadian Fencibles*. Il prit part à la bataille de Châteauguay, et quelques semaines plus tard, le 13 novembre 1813, il était promu lieutenant.

La guerre terminée, M. Guky étudia le droit, et, le 7 août 1822, il se faisait admettre au barreau. Il ne tarda pas à se faire une nombreuse et lucrative clientèle.

Le 24 septembre 1831, M. Guky était élu membre de la Chambre d'Assemblée par le comté de Sherbrooke. Il devait y siéger jusqu'au 27 mars 1838. Il fut naturellement du côté du gouvernement, et il eut de nombreuses et émouvantes passes d'armes avec le grand Papineau.

Lors des troubles de 1837-38, il laissa là sa clientèle pour s'enrôler dans la milice. Le colonel Wetherall le chargea d'une mission de paix auprès des insurgés de Saint-Charles. Il échoua. Sir John Colborne l'amena ensuite avec lui dans son expédition dans le comté des Deux Montagnes. C'est lui qui comman-

dait la cavalerie à l'affaire de Saint-Eustache, le 14 décembre 1837. Il y fut blessé assez grièvement. (1)

Le 22 novembre 1838, M. Guky était nommé magistrat stipendiaire pour le district de Montréal.

Le 8 juillet 1840, il recevait sa commission de magistrat de police pour le même district.

Lord Sydenham le récompensa de son zèle en le nommant, le 14 mars 1841, adjudant-général des milices du Bas-Canada à la place de Vassal de Montviel, mis à sa retraite.

La même année, M. Guky se présentait dans le comté de Saint-Maurice mais il fut battu par l'honorable J. E. Turcotte.

Le 24 janvier 1848, le comté de Sherbrooke réélisait M. Guky son représentant à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada. Il y siégea jusqu'en 1851. Il fut l'un des plus violents adversaires de lord Elgin.

A l'exposition de Londres en 1851, M. Guky représenta le Canada et s'acquitta avec succès de ses délicates fonctions.

Le 10 octobre 1853, M. Guky était nommé inspecteur et surintendant de la police pour la cité de Montréal. Cette nomination était temporaire seulement et pour aider au capitaine Ermatinger.

C'est la même année qu'il quitta Montréal pour venir s'établir à Québec. On se rappelle ses procès avec Brown qui ont duré vingt-deux années et ne se sont terminés que par l'incendie du palais de justice de Québec, le 1er février 1873.

(1) On a accusé le colonel Guky d'avoir traité les Canadiens avec cruauté pendant les malheureux événements de 1837-38. Une brochure assez rare que nous avons en ce moment sous les yeux, *Attestations de six curés au sujet de la conduite du colonel Guky en 1837-38*, établit qu'on a mis beaucoup plus de passion politique que de vérité dans ces accusations.



BARTHOLOMEW-CONRAD-AUGUSTUS GUGY

M. Gagy mourut à Beauport le 11 juin 1876, et fut inhumé au cimetière Mount Hermon, à Québec.

M. Raphaël Bellemare apprécie ainsi le colonel Gagy : " Il était propriétaire des seigneuries de Machiche et de la Rivière du-Loup, Grandpré, Grosbois et Dumontier. Il en était encore seigneur au temps de l'abolition du régime féodal en Canada, en 1854. Il était fidèle à collecter ses rentes, mais nous ne croyons pas qu'il ait jamais eu recours à des procédés vexatoires. Plus sage administrateur de ses affaires personnelles que ne l'avait été son père, il n'a pas laissé à ses héritiers de grosses dettes à payer, mais des rentes à recevoir.

" Dans la vie publique, comme avocat, comme colonel de milice, comme commissaire et président de la cour des sessions de la paix, comme adjudant-général et ensuite comme membre du parlement, il a toujours fait belle et grande figure. Il n'a jamais été, croyons-nous, un ennemi haineux des Canadiens-Français, mais il n'a pas été populaire parmi eux, parce qu'en politique il épousait généralement les causes et les sentiments des Anglais de son temps contre nous. Ces sentiments alors étaient beaucoup plus hostiles et injustes qu'aujourd'hui.

" Quoique d'origine suisse et canadien de naissance, il était ce qu'on appelle maintenant, *britisher to the core*, " Anglais jusqu'à la moelle des os " ! Il avait du sang huguenot dans les veines et cependant le fanatisme religieux n'a jamais paru au fond de son caractère. Il était plutôt indifférent en cette matière.

" Avec lui le nom de Gagy a disparu du Canada. " (1)

P. G. R.

(1) *Les bases de l'histoire d'Yamachiche*, page 100.

**DEUXIÈME REGIMENT DE LA MILICE DU
COMTÉ D'ESSEX**

BORDEREAU DE PAYE DU 2 AU 24 JUILLET 1812 :

Commandant : Lieutenant-colonel Jean-B. Baby ;

Major : Thomas McKee ;

Paie-maître : Alex Pringle ;

Adjudant : Will. Smith ;

Quartier-maître : James McKintosh.

Capitaines : Alexis LaBute, Jean-B. Barthe, Richard Pattinson, Pierre LaBute, Alexis Maisonville, Julien LaBute, James AsKin, Toussaint Maisonville, James Wood, Will. Smith.

Lieutenants : James Askin, Toussaint Maisonville, James Wood, Jean-B. Pitre, Thomas-P. Réaume, Jean B. Labadie, Alexis Parent, James McGregor, Joseph Parent, Duncan McIntosh, Alex. D. Askin.

Enseignes : Duncan McIntosh, Alex. Askin, Will. Hands, Alex. Pringle, Joseph Eberts, Brice Wood, Jean-B. Ouellette, Charles Smith, Hypolite Janisse, Jacques Parent.

Compagnie du capitaine Alexis Labute : Lieutenant, Thomas-P. Réaume ; Enseigne, Joseph Eberts ; Sergeant-major, Abram Unsworth ; sergent quartier-maître, Alex. Pringle ; Sergents, François Janbrinville, François Marentete, Joseph Eberts.

Soldats : Laurent Parent, Isaac Parent, Julien Parent, Jacques Parent, Antoine Langlois, Joseph Leblanc, Nicolas Langlois, Alexis Langlois, Benjamin Nantais, Joseph Cousineau, François Raimond, Joseph Gena, François LeClair, Ignace Olish, Jean-B. Sabourin, Pierre Leblanc, Claude Labute, Dominique Pratt, Théodore Pratt, François Pratt, François Cabina, Paul Marentete, Julien LaBute, Charles LaBute, Benjamin

Marentete Joseph Langlois, Jean-B. Charvin, Paul Leduc, Paul Lalime.

Compagnie du capitaine Jean-Baptiste Barthe : Lieutenant, Jean-B. Pitre ; Enseigne, Brice Wood ; Sergents, Pierre Valois, Charles Lespérance, John Edwards.

Soldats : Charles Champeau, Joseph Cadet, Thomas DuChêne, James McDougall, Jean-B. Nadeau Charles Champeau, Wm DeJardin, Jean-B. Beaubien, Encas Pere, François Miron, Pierre Lespérance, Joseph Miron, Joseph Mauran, Amable Hamel, Joseph Reneau, Pierre Birotteau, Charles Moisan, Joseph Bouchet, Jean-B. Leblanc, Antoine Carmel, Antoine Charon, Paul Chevalier, André Blondin, Jean-B. Campeau, François Ayette, Charles Bruver, Maurice Turner.

Compagnie du capitaine Richard Pattinson : Lieutenants : James Askin, James McGregor, Alex. Askin ; Sergents, François Pétrimoux, Joseph Farineau, François Mayou

Soldats : Alexis Laderoute, Charles T. Réaume, Pierre T. Réaume, François Degundre, Lambert Dedine, Jean-B. Clément, Albert Gabriou, Peter McDougall, Jean-B. Meloche, Pierre Cartier, Medar Pitre, Jean-B. Pitre, James Fields, Antoine Soumandre, Jean-B. Rachon, Charles Dedine, Pierre Dedine, Louis Badichon, Paschal Soumandre, Joseph Ouellette, Thomas Martin, Antoine Morasse, Williams Hands.

Compagnie du capitaine Pierre LaBute : Lieutenant, Jean-B. Lebadie ; Enseignes, Duncan McIntosh, Hypolite Janisse ; Sergents, André Beniteau, Antoine Gagnon.

Soldats : Jean-B. Ouellette, Joseph Mayou, Antoine DeHaitre Will. G. Watson, André Peltier, Jean-B. Ouellette, François Janisse, Hypolite Goyon, Pierre Mayou, John Gentle, John I. Watson, Jean Roc, Antoine Mayou, Charles Ouellette, Jean-B. Beniteau, Ba-

zil Tourneur, Louis Normandin, Charles Tourneur, Jean-B. Goyon, Nicolas Janisse, Dominique Tourneur, Antoine DeHaitre, Jean-B. Bonvouloir, Jean-B. Martel, Joseph Onellette, Joseph Laplante, Charles Beniteau, Victor Tourneur, François Beniteau, Jacques Chamberlain, Hypolite Janisse.

Compagnie du capitaine Alexis Maisonville : Lieutenants, James Woods, Joseph Parent ; Enseigne, Charles Smith ; Sergents, Thomas Lavis, Joseph Cotté.

Soldats : François Bougrand, Nicholas St-Denis, François Maréchal, Joseph Dulac, Jean-B. Mercure, Dominique Raymond, Henry Elerts, Pierre Lajeunesse, James Moody, Wm Bangle, Michel Lavoye, Nicolas Leader, Alexis Hodiene, John Allan, Louis Soyer, Jean-B. Tallard, Alexis Arquoitte, John Thompson, Asa Smith, François Dunox, William Donabough, Joseph Rigby, Pierre Dupuis, Jean-B. Tivierge, Paul LaSaline, Joseph Fourmette, Charles Smith, Chrysostôme Pajot, Augustin Roy, Pierre Groux, Jean-B. Provost, François Sabourin, Bryce Woods, Charles Bougrand, Pierre Cotté, Pierre Cotté.

Compagnie du capitaine Julien Labute : Lieutenant, Alexis Parent ; Enseignes, Joseph Parent, Jacques Parent ; Sergents : Alexis Ladéroute, Honoré Drouillard, Gabriel Peltier.

Soldats : Pierre Meloche, Augustin Lagrave, François Maisonville, René Clontier, George McDougall, Joseph Pillette, Joseph Sansquartier, François Letourneaux, Jean-B. Pira, Pierre Badichon, Nicholas Fortier, St-Luc Montreuil, Pierre St-Louis, Pierre Casavan, Hubert Villair, Jean-B. Pillette, Joseph Bazinois, Antoine Réaume, Joseph Gaudette, Jacques Gaudette, Alexie Peltier, Pierre Guilliotte, Michel Réaume, Jean-B. Leblanc, Alexis Drouillard, Lambert Parent, Jacques Parent.

Compagnie du capitaine James Askin : Lieutenant,

Wm. Smith ; Enseignes, Alex Astin, Jean-B. Ouellette ; Sergents, Vital Dumouchelle, Pierre St-Louis.

Soldats : Louis St-Louis, Jacques Duplessis, Jacques Belleperche, Jos. Belleperche, Théodore Duroseau, Jean-B. Laforais, Félix Peré, Jean-B. Ebert, Jacques Robert, Joseph Morin, Pierre Morin, Jean-B. Tremble, Jacob Baker, Jean-B. Pere, Bazil Lozon, Vital St-Louis, Antoine Belleperche, Joseph Laforet, Charles Bernier, Bernardin Soulière, Jean-B. Soulière, Gabriel Lozon, Jean-B. St-Louis.

Compagnie du capitaine Toussaint Maisonville : Lieutenant, Pierre Réaume ; Enseigne, William Hands ; Sergents, Jean-B LeDuc, Pierre Dumouchelle, Jean-B. Parent.

Soldats, Louis Réaume, Benjamin Parent, Pierre Marentete, Pierre Parent, Hypolite Parent, Ignace Cochois, Antoine Marentete, Laurent Marentete, Pierre Laferrière, Jean-B Proux, Louis Arquoitte, François Desmarais, Nicholas Parent, Jeseeph Marentete, Antoine Parent, Joseph Reneau, Simon LeDuc, Jean-B. Charbonneau, Jean-B. Riche, Joseph Hodiennne, François Dumarais.

Compagnie du capitaine James Woods : Lieutenants, Toussaint Maisonville, Duncan McIntosh, Enseigne, Alexander Pringle ; Sergents, Laurent Boismie, Joseph Drouillard, Bazil Bellant, François Marchand,

Soldats : Joseph Pineau, Jean-B. Bertrand, François Peré, Pierre Peré, Louis Peré, Jean-B. Dufour, Antoine Dufour, Pierre Plant, François Parnier, Antoine Plant, Louise Marie, Antoine Bertrand, Pierre Tachilan, Paul Généreux, Jacques Touranjeux, Augustin Praite, François Dufour, Sheldon Seely, Augustus Cohan, François Cueilléré, Jean-B. Dufour, Joseph Drouillard, Bazil Bellant.

Compagnie du capitaine William Smith : Sergents, Antoine Soumandre, Laurent Boismie, Jean-B. Proux.

Soldats : Antoine Morcerfs, Thomas Martin, Jean-B. Provost, St-Luc Montreuil, Pierre Cotté, François Desmarais, John Allan, James Fields, Pierre Dumouchelle, Pascal Soumandre, Charles Bougrand, Paul LeDuc, Joseph Ouellette, Antoine Réaume, Hypolite Parent, Louis Réaume, Jean-B. Badiehon.

B. SULTE

LE PAYS DES HURONS

A l'aide des *Relations* des Jésuites et de diverses études concernant les missions huronnes, de 1634 à 1650, j'ai dressé le tableau suivant des distances entre les lieux où les missionnaires travaillaient, dans l'espérance de faciliter la lecture des *Relations* :

Ibonatiria ou Saint-Joseph I —à Saint-Michel, une lieue et un quart.—à Ouenrio, une lieue.—à Arontean, deux lieues —à Anonatea, une lieue.—à Sainte-Marie, trois lieues.—à Ossossané, cinq lieues un quart.—à Saint-Joseph II, neuf lieues.

Sainte-Marie à Saint-Jean, deux lieues et un quart.—à Saint-Louis, une lieue. à Saint-Ignace II., cinq milles.—à Saint-Joseph II., quatre lieues et un quart.—à Ossossané, six lieues.—à Sainte-Anne, près d'une lieue.—à Saint-Denis, un peu plus de cinq milles.—à Saint-Michel, trois lieues.

Ossossané ou la Conception à Saint-Joseph II., cinq lieues.—à Saint-Joseph I, cinq lieues un quart.—à Angoutenc, trois quarts de lieue.

Saint-Louis à Saint-Ignace II., une lieue.

Saint-Jean-Baptiste à Saint-Ignace II, environ six lieues.

Sainte-Anne à Ouenrio, demie lieue.

Arontean à Tondachra, une lieue.

BENJAMIN SULTE

RÉPONSES :

M. de Tracy était-il marquis ? (X, V, 1013.
—M. de Prouville était-il marquis de Tracy ? Telle est la question posée il y'a quelque temps, dans le *Bulletin*. Deux contemporains seulement, disait-on, avaient ainsi qualifié notre vice-roi : Mgr de Laval et le rédacteur de la *Relation* de 1665.

Aux notes servies dans le numéro d'août dernier, tirées de *Jean Talon*, de M. Thomas Chapais, nous pouvons ajouter ce qui suit, en attendant une solution complète.

Clément dans son ouvrage sur *Colbert* a deux renvois aux bas de pages, qui se lisent : " Alexandre de Prouville, *marquis* de Tracy, avait été chargé en 1646 de veiller à une levée de troupes étrangères en Allemagne, dont il reçut le commandement. Lientenant-général en 1651 ; envoyé comme tel au Canada, en l'absence du comte d'Estrade, (vice-roi), le 19 novembre 1669. Revint en France en 1667 et eut à son retour le commandement de Dunkerque et ensuite le gouvernement du château Trompette, à Bordeaux. Il mourut le 28 avril 1670. (1)

M. Clément donne du *marquis* à M. de Prouville, alors que les lettres de Colbert sur lesquelles l'historien place ces renvois, ne désignent notre haut personnage autrement que : M. de Prouville et le sieur de Tracy.

A cette époque, et depuis longtemps même, l'usurpation de titres nobles se faisait avec une désinvolture édifiante, et du *marquis*, s'il vous plait, plus que tout

(1) *Colbert*, par Clément, tome I, p. 5 ; tome III, p. 391

autre, à tel point que le roi dût sévir, mais combien inefficacement.

Pour ne parler que du titre mentionné, disons que Tallemant des Réaux et de St-Simon, deux contemporains, racontent que :

Le chevalier de Bois-Dauphin épousant une riche veuve, se transforme le lendemain matin de son mariage en marquis de Laval.

Par la même occasion, c'est-à-dire en se mariant l'un des valets du béarnais Henri IV, prend le nom de marquis d'Avaray. C'est la tige des ducs de ce nom.

Philippe de Courcillon *dit le marquis de Dangeau* fut une espèce de personnage en détrempe. Sa noblesse était fort courte ; il n'avait rien ou fort peu de choses.

Vauban, le grand, l'immortel Vauban, l'ingénieur, le bâtisseur de forteresse, le maréchal de France, n'était lui aussi qu'un audacieux usurpateur. Il prenait le titre de marquis de Vauban, mais de son vrai nom s'appelait Leprêtre, et il avait été élevé parmi les paysans.

D'un autre côté je trouve les notes : " Pierre Dreux, conseiller au Parlement de Rennes, père de Thomas Dreux, conseiller au Parlement de Paris. Thomas Dreux, fils de celui-ci, dit le marquis de Dreux, devint Grand'maître des cérémonies de France, et il a transmis cette belle charge à sa noble lignée. " Ajoutons pour compléter l'historiette de cette famille modeste que le fils aîné du ministre Chamillard, pour se marier, se travestit en marquis de Cany.

Le financier Castille prit le nom d'une terre qu'il avait achetée. La mère de Castille avait nom Jeannin. Il fit une salade de son nom à lui, de celui de sa mère et du nom de sa terre, en assaisonnant le tout de particules, et saluez : Jeannin de Castille *marquis de Montjeu*.

Les Mesmes étaient des paysans de Mont-de-Marsan. Trois frères tirèrent la famille de l'obscurité : le *marquis* de Maigneville, le *comte* d'Avaux et Jean-Antoine d'Irval, *vicomte* de Vadenil. Ce dernier laissa entre autres enfants, le *marquis* de Givry et le *vicomte* de Neuchâtel dont le fils fut *marquis* de St-Etienne. Rien que ça de *marquis* !

Prenons les Phélipaux ; on y trouve deux *marquis* : de Taulay et de Châteauneuf.

Le généalogiste Mangard avance qu'il y avait en 1788 au moins huit mille *marquis*, *comtes* et *barons*, dont deux mille au plus l'étaient légitimement ; quatre mille, bien dignes de l'être mais qui ne l'étaient que par tolérance abusive. Que dire des deux mille restant ?

Il est vrai, remarque quelque part St-Simon :

“ Que les titres de *comte* et de *marquis* sont tombés dans la poussière par la quantité de gens de rien et même sans terres qui les usurpent et par là tombés dans le néant, si bien que ceux qui sont *marquis* ou *comtes*, qu'ils me permettent de leur dire, ont le ridicule d'être blessés qu'on leur donne ces titres en parlant d'eux. ”

Le 20 décembre, 1675, Madame de Sévigné, alors aux Rochers, écrivait à Bussy-Rabutin : “ Vous ne voulez plus qu'on vous appelle *comte*, et pourquoi, mon cher cousin ? Ce n'est pas mon avis ; je n'ai pas encore vu personne qui se soit trouvé déshonoré de ce titre. Les *comtes* de St-Aignan, de Sault, de Lude, de Grignan, de Fiesque, de Brancas, et mille autres l'ont porté sans chagrin. Il n'a point été profané comme celui de *marquis*. Quand un homme veut usurper un titre, ce n'est pas celui de *comte*, c'est celui de *marquis* qui est tellement gâté qu'en vérité je pardonne à ceux qui l'ont abandonné. ”

Combien d'autres à citer, mais nous croyons avoir suffisamment démontré par ces quelques cas, pris un peu au hasard de nos notes, la pratique général au temps de notre M. de Tracy.

Il est à remarquer que tous les ambassadeurs d'alors se couvraient du titre de comte, et M. de Tracy qui nous venait en vice-roi, pouvait bien passer pour un marquis.

D'après le *Dictionnaire des fiefs de l'ancienne France*, de M. de Genouillac, M. de l'rouville, en 1648, n'était que baron de Tracy, cette seigneurie était sise en l'Orléanais.

Pour aller au château de Tracy, selon l'*Etat présent de la noblesse* (1866), on passait par la Lamotte-Beuvron, à quarante kilomètres environ d'Orléans.

C'est bien la même place ?

Genouillac encore, dans son *Recueil d'armoiries*, page 378, arme de l'rouville : *De sinople à la croix angrelée de gueules*.

RÉGIS ROY

Nicolas Daneau de Muy. (X, IV, 1005.)—La campagne infructueuse de M. de la Barre contre les Iroquois en 1684 lui ayant valu son rappel, M. de Denonville fut nommé pour le remplacer. Le nouveau gouverneur-général de la Nouvelle-France arriva à Québec le 29 juillet 1685, accompagné de trois ou quatre cents soldats et d'une vingtaine d'officiers. Au nombre de ces derniers se trouvait Nicolas Daneau de Muy, capitaine d'un détachement des troupes de la marine.

Il était fils de Jacques Daneau de Muy et de Catherine Driot, de Saint-Martin, ville de Beauvais.

Nous n'avons pas beaucoup de renseignements sur

les premières années du séjour de M. de Muy dans la Nouvelle-France.

En 1690, lorsque Phips essaya de s'emparer de Québec, il est bien probable que M. de Muy était au nombre des vaillants officiers qui, sous les ordres de M. de Frontenac, repoussèrent les Anglais.

Dans l'été de 1691, le major Shuyler se mit à la tête d'un parti de soldats et de Sauvages et poussa une pointe jusque dans les environs de Montréal. Le 10 août, dans la nuit, il surprit le camp de la Prairie de la Madeleine. Mais les Français se défendirent avec tant de courage et de bravoure qu'ils le forcèrent à abandonner son attaque.

Il retournait dans son pays par la rivière Richelieu quand il rencontra un détachement d'habitants et de Sauvages commandés par MM. de Varennes, de Muy, Dorvilliers et Dupuy de l'Espinay que le gouverneur de Frontenac avait envoyé pour protéger Chambly. Les Français, quoique beaucoup moins nombreux, infligèrent une sanglante défaite à la petite armée de Shuyler. (1)

Le 10 octobre 1692, M. de Frontenac écrivait au ministre : " Le sieur de Muy est un bien bon officier."

Deux ans plus tard, le 5 novembre 1694, MM. de Frontenac et Champigny recommandaient de nouveau M. de Muy au ministre : " Trouvez bon, Monseigneur, que nous vous rendions témoignage du mérite du sieur de Muy, capitaine en ce pays, étant un des meilleurs officiers que nous ayons, brave homme, appliqué au service et capable de commander, ce qui nous engage à vous prier de lui faire plaisir dans les occasions."

(1) O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New York*, vol. IX, p. 525 ; Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. II, p. 102.

En 1696, M. de Muy prit part à la campagne de M. de Frontenac contre les Iroquois. Il commandait l'un des quatre bataillons de soldats réguliers. Cette campagne eut pour effet de rendre aux Français toute leur influence sur les Sauvages des pays d'en haut. (1)

Cette même année 1696, Pierre LeMoynes d'Iberville avait obtenu du roi de France la permission de former une expédition pour aller attaquer les stations anglaises de Terre-Neuve.

M. de Muy reçut instruction du gouverneur de Frontenac de conduire à Plaisance un détachement de 80 soldats et Canadiens qui devaient prendre part aux opérations contre les Anglais. Il s'embarqua à Québec, sur le *Wesp*, le 25 août 1695.

Sous les ordres de M. de Brouillan et de M. d'Iberville il fit toute cette campagne, et revint à Québec à la fin de juillet 1696.

M. de Muy s'était tellement distingué au cours de cette campagne que M. de Brouillan, pour se l'attacher, lui offrit le commandement de Saint-Jean qu'il avait contribué à prendre.

Le jeune officier ne voulut pas accepter ce commandement, le ministre lui ayant ordonné, le 9 mars 1697, de retourner à Québec aussitôt la campagne finie.

Le R. P. Charlevoix qui raconte au long cette campagne dit que M. de Muy était "un officier de mérite et des plus capables qu'il y eut alors dans la colonie." (2)

(1) Charlevoix, *Histoire de la Nouvelle-France*, t. II, p., 168.

(2) *Histoire de la Nouvelle-France*, t. II, pp. 176 et 197. Voir aussi *Histoire du chevalier d'Iberville*, p. 153 : *Journal de l'expédition de d'Iberville en Acadie et à Terre-Neuve*, p. 83 ; *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. IX, p. 670.

C'est peu de temps après cette campagne qu'on donna à M. de Muy le commandement du poste de Chambly.

MM de Callière et Champigny écrivaient au ministre le 20 octobre 1699 : " Nous avons fait connaître aux sieurs de la Durantaye, de Longneuil, du Lhut et de Maricourt, la satisfaction que Sa Majesté avait eue en apprenant leur exactitude à bien payer leurs soldats. Le sieur de Muy dont feu M. de Frontenac et le sieur de Champigny ont rendu de bons témoignages à Sa Majesté étant un très bon officier, agit à l'égard de sa compagnie avec le même désintéressement. Il y a lieu d'espérer que les autres les imiteront, soit par un motif d'honneur, soit par le soin que nous prendrons d'empêcher les abus qui se pourraient commettre. "

Le 18 octobre 1700, MM. de Callière et Champigny revenaient à la charge : " Le sieur de Muy, capitaine, qui commande au fort Chambly, est un bon officier qui s'acquitte bien de son devoir. "

En 1703, MM. de Vandreuil, administrateur, et de Beauharnois, intendant, proposaient au ministre d'ériger le poste de Chambly en gouvernement sous les ordres du gouverneur de Montréal et d'en donner le commandement à M. de Muy.

" Comme il a beaucoup d'esprit, écrivaient-ils le 15 novembre 1703, qu'il sait ménager les Sauvages et qu'il entend les établissements des nouvelles colonies, dans peu de temps ce poste deviendrait considérable par ses soins. Si vous ne voulez, Monseigneur, faire un nouveau fond pour ses appointements en qualité de gouverneur, en lui laissant la compagnie pour garnison et joignant une pension ou gratification nouvelle à sa paie de capitaine, cela le mettrait en état de soutenir l'emploi dont vous l'aurez honoré. "

Le 14 juin 1704, le roi accordait à M. de Muy la place de major des troupes à Québec, vacante par l'avancement de M. d'Alogny.

Les dissensions qui existaient depuis plusieurs années entre les officiers supérieurs de la Louisiane et le gouverneur de cette colonie, M. de Bienville, ayant amené la destitution de ce dernier, M. de Muy fut nommé en 1707, pour le remplacer. (1)

Le 23 juillet de la même année le ministre remettait l'ordonnance suivante à M. de Muy :

“ Sa Majesté, ayant été instruite par plusieurs lettres écrites de la Louisiane que le sieur de Bienville, qui y commande, a prévariqué dans ses fonctions et qu'il s'est appliqué plusieurs effets appartenant à Sa Majesté, a enjoint au sieur de Muys qu'elle a choisi pour gouverneur de ce pays de vérifier les faits avancés contre lui, suivant les mémoires qui lui sont remis, de le faire arrêter s'ils sont véritables et l'envoyer prisonnier en France. ”

M. de Muy, qui était alors en France, s'embarqua immédiatement pour aller prendre possession de son gouvernement. Mais il mourut à la Havane avant de pouvoir s'y rendre. (2)

Le vénérable Pierre Boucher, fondateur de Boucherville, avait beaucoup d'estime pour M. de Muy, qui était son gendre. Dans ses *Dernières volontés*, après avoir fait ses recommandations à sa femme, il s'adresse à M. de Muy, avant même d'avoir fait ses adieux à ses propres enfants :

(1) L'auteur de l'ouvrage *Les Ursulines de Québec* (tome second, p. 359) dit qu'il avait refusé précédemment le gouvernement de Cayenne.

(2) Il dut mourir à la fin de 1707 ou avant le 25 février 1708.

“ A monsieur de Muy,

“ Je vous prie, monsieur, comme un homme d'esprit, de vouloir bien contribuer à maintenir la famille en bonne intelligence. Vous savez, monsieur, que vous m'avez souvent dit que vous vouliez vivre et mourir mon ami, et que vous me donneriez des preuves dans toutes les rencontres. En voici une occasion. Je sais qu'il n'appartient qu'à une âme aussi généreuse que la vôtre, de servir un ami après sa mort ; c'est quelque chose de grand, puisque c'est le servir sans intérêt. C'est ce que j'attends de votre générosité, et je meurs dans cette confiance que vous travaillerez de tout votre pouvoir à maintenir tous vos beaux-frères et belles-sœurs dans l'union, et que vous ferez tout votre possible pour qu'il n'y ait aucune brouillerie entre eux. Je leur ordonne d'avoir beaucoup de confiance en vous et de déférence pour vos sentiments. ”

Puis après avoir adressé une bonne parole à chacun de ses enfants, il revient à M. de Muy :

“ Je prie derechef M. de Muy de se souvenir qu'il m'a promis d'accommoder les petits différends qui pourraient naître dans la famille. Souvenez-vous, monsieur, que Dieu vous a donné de l'esprit et du talent pour cela ; de plus, vous êtes homme d'honneur en de parole ; ce qui fait que je fonde beaucoup sur vous. ”

P. G. R.

Le Double Shuffle. (X, VIII, 1030 — C'était en 1858. M. John A. Macdonald (plus tard Sir John A. Macdonald) était au pouvoir, et M. George Brown, rédacteur en chef du *Globe* de Toronto, était chef de l'opposition. Le gouvernement ayant été défait, M. Brown fut appelé à former une nouvelle administration. Comme lui et ses collègues qui appartenaient à l'Assemblée Législa-

tive étaient obligés de se faire ré-élire, il se trouvait en minorité dans ce corps. M. Langevin (maintenant Sir Hector Langevin) proposa un vote de non confiance contre le gouvernement, et sa motion passa. M. Brown demanda alors une dissolution du Parlement à Sir Edmund Head, le gouverneur général. Sir Edmund refusa. Cela força M. Brown à donner sa démission après avoir été au pouvoir seulement 48 heures. Sir Edmund appela M. Georges-Etienne Cartier (depuis Sir Georges-Etienne Cartier) à former un nouveau gouvernement. Il y appela tous ceux qui avaient formé partie de l'administration de M. Macdonald. M. Brown et ceux qui avaient formé partie de son cabinet se trouvaient hors de la chambre, en attendant leur ré-élection. Ils comptaient que leurs adversaires allaient eux aussi, être obligés de se faire ré-élire, ce qui aurait laissé les deux partis comme ils étaient avant la résignation de M. Macdonald. Mais Sir Edmund Head permit à ses nouveaux ministres de rester dans le gouvernement sans subir de ré-élection. La raison qu'il donna fut que la loi dispensait de la ré-élection le ministre démissionnaire qui entrait dans le gouvernement dans les 30 jours qui suivaient sa démission. Le résultat de ce double jeu, de résigner puis de former un autre gouvernement après avoir défait celui de M. Brown fut de mettre le parti de celui-ci en minorité dans l'Assemblée Législative, en attendant sa ré-élection et celle de ses collègues. M. Brown prétendit qu'il y avait eu un complot entre ses adversaires et Sir Edmund Head pour arriver à ce résultat et il appela ce complot *Double Shuffle*, à cause du double jeu de résigner pour le faire appeler à former un gouvernement, et de le mettre en minorité pour le faire résigner ensuite et rétablir le gouvernement battu sans faire ré-élire les nouveaux ministres.

F. L.

QUESTIONS

1043—Je possède une brochure de 15 pages, sans couverture, qui porte en tête de la première page : " Sermon funèbre prononcé à l'occasion de la mort de M. Benjamin Frobisher. " Au bas de la dernière page, je lis : " A Montréal, chez F. Mesplets, imprimeur. 1737 " .

Peut-on me dire quel est l'auteur de ce sermon et me donner des renseignements sur Benjamin Frobisher ?

E. Z. M.

1044—Talon écrit à Colbert, le 7 octobre, 1665, et dit, parlant de l'abjuration de *M. Berthier, capitaine du régiment de Carignan-Salière* : " Voilà le 16e converti, depuis mon arrivée, qui n'est pas encore d'un mois. " Qui peut me donner les noms et prénoms de quelques-uns ou de tous ces seize convertis ? Cela m'est important pour élucider un point d'histoire.

REGIS ROY

1045—Y a-t-il encore des membres de la famille Bécard de Grauville au Canada ?

BEC.

1046—Le Lamothe qu'on voit commandant militaire à Montréal en 1669 est-il le même Lamothe qui a laissé son nom à l'île Lamothe, dans le lac Champlain, et qui a servi plusieurs années sous Cavalier de LaSalle ?

R. I. O.

1047—J'aimerais bien à avoir des renseignements sur le naufrage d'une goélette au sud-ouest de l'île aux Grues dans l'automne de 1845. Plusieurs personnes périrent dans ce naufrage.

MARIN



VOL. 10

DÉCEMBRE 1904

No 12

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit.*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par an.

Les abonnés du *Bulletin des Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1904 est maintenant du.

DESIDERATA

Bulletin des Recherches Historiques, tous les nos des premier et deuxième volume.

Enseignement Primaire, vol. 24, nos 3 (nov 02) ; 4 (déc 02) ; 5 (janv 03) ; 6 (fév 02) — vol. 25, no 3 (nov 03)

Répertoire du Clergé Canadien de Mgr Tanguay (Seconde édition)

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. 10 DÉCEMBRE 1904 No 12

TABLE DES MATIERES DES DIX PREMIERS VOLUMES DU " BULLETIN DES RECHER- CHES HISTORIQUES " 1895-1905

<i>Abeille canadienne</i> , L'.....	VIII, 29
Abraham.—Voir Plaines d'Abraham	
Abréviation, Une.....	II, 96, 141
Acadie, Amour de la France en.....	V, 111
" Gouverneurs de l'.....	VII, 218
" Origine du mot.....	VIII, 192, 75
" Voyage de Mgr de Saint-Vallier en....	I, 161
Acadiens à Beaumont, Les.....	IV, 223 ; V, 182
" après leur dispersion, Les.....	IV, 223, 284
" Chant national des.....	V, 148
" et les évêques de Québec, Les.....	I, 31
" protestants après 1755, Les.....	III, 32
<i>Accommodation</i> , Le bateau à vapeur.....	VII, 64, 83
Achelai ou Achelac:.....	VIII, 160
Adelsheim, Charles-Frédéric d'.....	IV, 319 ; V, 83
Adhémar de Saint-Martin, Antoine:.....	VII, 32, 214
Aérolithes.....	I, 96, 121
<i>Africaine</i> , Naufrage de l'.....	IV, 377 ; V, 84
Aides de camp du Roi et de la Reine.....	IX, 320
Ailleboust.—Voir D'Ailleboust	
Ainslie, Thomas.....	I, 157
Ajets, Les.....	VII, 192
<i>A la claire fontaine</i>	III, 48, 75

- Alfonse, Le pilote Jean II, 44 ; IV, 135, 395 ; VIII, 37
 Aliénés, Asiles d'..... I, 127, 143, 15 ;
 Allison, Le capitaine Thomas..... I, 63 ; VII, 313
 Alogny de la Grois, Le marquis d'..... IX, 96, 12 ;
 Amazone aventurière.—Voir Cadet
 Ambroise. Voir Rouillard
 Américains à Beauport en 1775, Les..... IX, 175
 Amérique, En..... V, 95, 216
 Amherst, Sir Jeffery..... III, 57 ; IV, 353 ; VI, 192
 Amnistie de 1838, L'..... V, 64, 94, 152, 182
 Amqui, Saint-Benoît Labre de..... VII, 195
 Ancourt, Le comte d'..... VI, 64, 117
 André, Le Journal du major..... X, 256
 Angers, Armes de l'hon Auguste-Réal..... V, 76
 Anglais au pays avant la Cession Les.....
 II, 143, 176 ; I, 9 ; IV, 354
 Angleterre et la France en 1774, L'..... IV, 95
 “ La Nouvelle..... VI, 62
 “ Les titres des souverains d'..... VII, 128, 285
 “ Superbe isolement de l'..... V, 352
 Anguille, La peau d'..... IV, 63, 118
 Annapolis, Origine du nom..... VII, 340
 Anne, Le cap..... II, 112, 173
 Année de la grande noirceur, L'..... III, 96 ; IV, 83
 Années, Les bonnes..... V, 64, 91
 Anti-Coton à Québec, L'..... I, 32, 45
 Anticosti, Origine du mot..... IX, 64, 90
 Antrobus, Edmund-William-Rowen ... II, 140 ; X, 228
 “ John X, 228, 283
 Apôtres, Club des douze..... III, 192 ; IV, 88
 Apparition, Une..... VIII, 64, 95
 Archaibault, Jacques..... III, 112
 Archdeacon de Québec.—Voir Mountain
 Archives, Nos.....
 III, 5, 186 ; IV, 160, 217, 252, 311, ; VI, 373
 Argenson, Pierre de Voyer d'..... VII, 373

- Argentenil. Lettres de pardon accordées à D'Aille-
boust d'.....VII, 160, 209
Argent. Sa rareté autrefois.....V, 104
Armagh. Origine du nom.....I, 112, 125
Armaillé, Les d'Hiunisdal et les d'.....I, 175, 190
Armes de l'archidiocèse de Québec, Les.....
.....I, 192 ; II, 137 ; IX, 191
Armes de l'intendant Talon, Les.....II, 96
Armes des lieutenants-gouverneurs de Québec..V, 73
Armoiries de la province de Québec, Les.....II, 19
Arnaud, Origine du nom Canton.....X, 181
Arnold, Le général.....V, 51, 288, 346
Arnoux et la mort de Montcalm.—Voir Montcalm
Arpentage sous le régime français, L'...I, 17, 33, 49
Arthur, Sir George.....IV, 219
Artigny, Louis Fouer d'.....I, 178
Arts au Canada. Développement des.....I, 31
Assistants au trône pontifical, Les.....
.....VI, 256, 285, 286 ; VII, 284
Atalante, Le navire l'.....I, 63, 109 ; III, 8
Atchemberg, J. G.....I, 112
Atlantique. Le passage de l'.....III, 160 ; VIII, 319
A Trois-Rivières ou aux Trois-Rivières.....X, 96
Aubert, Claude.....IV, 181
Aubert, La carte de.....VI, 160, 183
Aubert. Le navigateur.....VI, 192
Aubert du Forillon.....IV, 285
Aubéry, Le Père Joseph.....I, 37, IV, 191 ; VI, 324
Au Canada ou en Canada.....
.....III, 48, 141, 161, 176 ; IV, 22
Auger, Jean-Baptiste.....I, 51
Auguste, Le naufrage de l'.....VII, 32 ; 207
Aulnay, Charles Menou d'.....V, 63, 214 ; X, 128
Autray, Le sieur d'.....VII, 96, 122
Autrefois et aujourd'hui....VI, 333 ; IX, 18 ; X, 57

- Avangour au sieur Couture, Ordre de M. d'.....
 II, 31 ; VII, 41
 Avocats sous l'ancien régime, Les..... II, 31 ; IV, 18
 " Préséance sur les anciens marguilliers. IX, 378
 Avocats de Saint-Pierre au Canada..... IV, 378 ; VII, 64
 Aylmer et la session de 1831, Le gouverneur..... IV, 10
 Aylmer et James Stuart, Le gouverneur..... VII, 256
 Babie, Jacques..... X, 329
 Babin, Marie..... VII, 260
 Bacqueville. — Voir Potherie
 Badelard, Le chirurgien I, 176 ; II, 27, 45, 73 ; IV, 340
 Bagot, Sir Charles..... III, 160, 189 ; IV, 212, 249
 Baie de Fundy, Origine du nom..... VII, 288, 317
 Baie des Puants, Origine du nom..... VII, 81
 Baie d'Hudson, Jean Bourdon et la..... II, 2, 21
 Baie Saint-Paul, Congrès de la..... IV, 31, 61
 Baie Verte, Origine du nom..... I, 15, 31 ; VII, 81
 Baillaigé, Pierre-Florent..... VII, 256 ; VIII, 25
 Baillargeon, Mgr Charles-François..... IV, 165
 Bailly de Messein, Mgr..... IV, 320, 348 ; VI, 136
 Baldwin et le comté de Rimouski, M..... III, 176, 190
 Ballestaquin sieur de Chesne, Gabriel..... IV, 351
 Bank of Lower Canada, The..... IV, 32, 94
 Banque Henry de Laprairie, La..... IV, 96
 Baptiste, Le capitaine..... III, 112 ; V, 8 ; VI, 121
 Baraudin née de Bougainville, Madame de..... VIII, 96
 Barbeau, Joseph..... I, 113
 Baron, Le..... III, 112
 Baronnet, Les catholiques et le titre de..... X, 32
 Baronnets de la Nouvelle-Ecosse, Les..... IV, 64
 Baronnie canadienne, La dernière..... IV, 127, 185, 212
 Baronnie du port Maltais, La..... II, 31 ; VII, 150
 Baronnies et comtés au Canada..... VI, 378 ; VII, 188
 Barons, Club des..... IV, 160, 251
 Barrois, Le sieur le..... I, 153
 " *Bas de soie*, " Irlandais..... IV, 378 ; V, 85

- Bostonais.**—Voir Bostonais
- Bateau à vapeur océanique à Montréal, Le premier.** VIII, 160 ; X, 57
- Bateau à vapeur sur le Saint-Laurent, Le premier.** VII, 64, 83
- Bateaux à vapeur sur la rivière Saguenay,** IV, 31, 180
- Batiscau, Le nom.** V, 160, 274
- Bazire, Charles.** IV, 107
- Baude, " Origine du nom " Moulin.** V, 378 ; VII, 352, IX, 28
- Beauce, Colonisation de la.** V, 32
- " **Jarrets noirs de la.** IV, 369
- " **Mines d'or de la.** I, 175 ; II, 186
- " **Protonotaires du district de.** X, 40
- Beaucours, Boisberthelot de I,** 37, 58 ; II, 71 ; X, 301
- Beauharnois, Le gouverneur III,** 128, 155 ; VII, 293
- Beauharnois, L'intendant de III,** 128, 155 ; VII, 303
- Beauharnois, Orthographe du nom.** II, 112, 159, 189
- Beaujeu, Charles-François-Liénard Villemonble de.** VI, 320 ; VII, 17
- Beaujeu, confesseur de Louis XVI, L'abbé de.** IV, 191 ; VII, 64, 126
- Beaujeu, Daniel-Hyacinthe-Marie de.** IX, 128
- Beaujeu, Louis-Liénard Villemonble de.** VI, 137
- Beaulieu, L'acadien.** IX, 320, 350
- Beaumont, Saint-Etienne de.** I, 47, 129 ; IV, 353 ; V, 182
- Beaumont et Bazaine, M. de.** V, 378
- Beauport, L'asile de.** I, 127, 143, 155
- " **La seigneurie de.** IX, 149
- " **Les Américains à.** IX, 175
- Beaupré, Antoine Sarras.** II, 130, 168
- " **Côte de.** III, 79
- " **Pierre.** V, 237
- Beausoleil, Cléophas.** VIII, 19
- Beaver Club, Le.** IV, 160, 216

Béancour, La colonisation à	VIII, 42
“ Sauvages à	VII, 135
Beckwith, Julia-Catharine	I, 47 ; VII, 369
Becquet, Romain	I, 184 ; IV, 161
Bédard, Elzéar	V, 285
“ Hospice	V, 285
“ Isidore	V, 286, 308
“ Jean-Baptiste	I, 55
“ Pierre	I, 111 ; III, 151 ; V, 209, 224, 250, 285 ; VI, 57 ; VII, 80
Bédard, Le député Thomas	III, 23
Bedini au Canada, Le délégué apostolique	IV, 160
Bedout, Jean-Antoine	I, 183
Bégin, Les ancêtres de Mgr	V, 95, 123
Bégon, L'intendant	IV, 195, 265 ; VIII, 161
“ gouverneur de Trois-Rivières	II, 71 ; IV, 271
Beignets de Sainte-Rose, Les	IV, 378 ; IX, 185
Béland, L'abbé Joseph-Octave	VII, 107
Bélangier, L'abbé Charles-Edouard	IV, 95, 154
Belette rozelet ou l'hermine, La	II, 80 ; VI, 209
Bell, James	VII, 224, 248
Belleau, Armes du lieutenant-gouverneur	V, 73
Belleborne à Québec, Le ruisseau	VII, 114
Bellechasse, Le nom de	V, 160
Bellecombe	II, 80, 141
Bellegarde et la montre de Montcalm, Jean	VIII, 15
Bellestre, Picoté de	II, 140
Belvéze, Le commandant de	II, 13 ; VII, 310
Bénard, Michel	I, 183
Benoist, Le mémoire du chevalier	I, 126
Berczy, Le peintre	I, 160, 172
Beresford, Origine du nom	II, 143 ; IV, 80
Berey, Le Père de	III, 80, 152 ; X, 192
Bergerac, Cyrano de	IX, 262
Bergères.—Voir Rigauville	
Bergeronnes, Origine du nom	I, 175 ; II, 59

- Bergier, L'abbé Jean.....IV, 108
 Bernard, L'abbé Louis-Théodore..... VII, 109
 Berquin, Les œuvres de.....IV, 95, 122 ; V, 255
 Bersimis, La réserve de VI, 141
 Berthelot, Amable.....IX, 253, 282
 " Michel.....II, 140
 Berthier, Le capitaine Alexandre.....
VII, 128, 155 ; IX, 32, 56, 273, 310
 Biard, Le Père Pierre.....IV, 192 ; VII, 266
 Bibliographie canadienne, Ouvrages sur la...IX, 256
 " de la poésie franco-canadienne...VI, 232
 " de la flore canadienne.....VI, 329
 Bibliothèque circulante, Une.....VI, 142
 Bic, Sainte-Cécile du.....VII, 323
 Bienville, Saint-Antoine de V, 195
 Bigot après 1759, L'intendant.....II, 32, 90
 " Le château.....IV, 194
 " Les malversations de l'intendant...IV, 288, 342
 " L'intendant.....VI, 224 ; VII, 47
 " Son billet à Vergor.....I, 128, 144, 157
 Billard, Le Père.....I, 52
 Billards sous le régime français.....I, 64, 94, 188
 Birdsley & Co, marchands à Québec IV, 63
 Bishop University à Lennoxville.....X, 32
 Bissot de Vincennes, Jean.....III, 34, 50 ; VI, 109
 Black stone, Henry.....VII, 357
 Bairfindie, Le nom.....VI, 128 ; VII, 367
 Blais, Le capitaine Michel.....VI, 352, 375
 Blake, Sir John-A. Macdonald et le député...VI, 215
 Blanchet, François.....X, 145
 " Joseph-Goderic.....I, 158
 Blocus continental et le Canada, Le.....IV, 287, 317
 Blouin, La capitaine Charles.....II, 80, 140 ; III, 23
 Bochart, Jean.....VII, 325
 Bochart et Kerbodot.....II, 63, 178 ; V, 80

- Bréufs, Manière de les atteler au Canada.....IV, 256
 Boileau, député de Chambly, René.....IV, 3 6
 Boiret, Mgr Urbain.....II, 64, 93, 139
 Bois, Les oeuvres de l'abbé L.-E.....V, 191 ; VI, 280
 Boisbriand, Michel Sidrac Dugué de.....X, 192, 221
 " Pierre Dugué de.....X, 192, 311
 Bois-Brûlés, Les Métis ou.....V, 17
 Boisclerc, Jean-Eustache Lanouiller de.....
 I, 79 ; II, 77, 140 ; VII, 336
 Bois-Francis, Les.....VII, 288, 315
 Boishébert, Le comte de.....VI, 7
 Boisseau, Nicolas.....I, 7, 184
 " Nicolas-Gaspard.....I, 184
 Bolduc, Louis.....IV, 37
 Bolton, Origine du nom.....IV, 287
 Bonami, Le frère Louis. — Voir Louis
 Bondy, Thomas Douaire, sieur de.....II, 7
 Bonne. — Voir DeBonne
 Bonnécamp, Le jésuite.....I, 52, 53 ; III, 16, 107
 Bonnet carré, Le.....I, 112 ; III, 187
 " phrygien, Origine du.....I, 64, 92, 111
 Bonnets à batteaux, Les.....IV, 256
 Bon-Temps, Ordre du.....V, 178
 Boquet, Le Père Simple.....VI, 352, 376
 Bord-à-Plouffe, Le.....V, 378 ; I, 115
 Borgia, Joseph Levasseur.....VI, 40, 146
 " Le moulin et la maison.....VI, 37
 Borniol, Le curé.....III, 40 ; V, 187
 Bostonais, Origine du nom II, 192 ; III, 13 ; VII, 191
 Bouc, Charles-Baptiste.....VII, 32, 53
 Boucalt, Nicolas-Gaspard.....II, 128 ; III, 25
 " de Godefus, Gilbert-Charles.....III, 25
 Boucher-Belleville, L'abbé.....I, 77
 Boucher et Mgr Lafèche, Le curé.....IX, 174
 " Pierre.....II, 63, 69, 138
 " dit Boisbuisson, Lous-Marin.....I, 18

- Bouchette, L'arpenteur-général..... V, 96, 186
 " L'exploit du capitaine J.-B. ... V, 191, 817
 Bouchette, Robert-Shore-Milnes..... VIII, 118
 Bougainville et les Acadiens, M. de..... IX, 256
 Boulard, Le curé..... III, 114
 Boullé, Eustache..... V, 288, 297, 328 ; VIII, 37
 Boulogne, La mère de..... V, 44 ; VI, 32, 155
 Bourbon, Jean-Louis de..... IX, 32, 59
 Bourdon, Jean..... I, 16, 17, 32, 61, 152 ; II, 2, 21, 39, 67 ; IV, 101, 105, 106, 111
 Bourg, L'abbé Joseph-Mathurin..... VI, 8, 41, 263
 Bourg de Sainte-Anne..... II, 112 ; III, 9
 Bourgeois, Marguerite..... VIII, 37
 Bourget, Mgr Ignace..... V, 42 ; IX, 18
 Bourlaniaque après la guerre du Canada.....
 III, 15 ; IV, 20 ; V, 350
 Bourreau au Canada, Le..... V, 127 ; VI, 256, 281
 Bouteroue, Claude de..... VIII, 341
 Boutet, Martin..... I, 19, 40
 Boutin, Jean..... I, 49
 Boyer, Pointe..... II, 31 ; III, 16, 74
 " Rivière..... II, 31 ; IX, 275
 Boyvinet, Gilles de..... IV, 108
 Braillard de la Madeleine, Le..... III, 48, 76
 Brandy-Pot, Origine du nom..... II, 32, 76
 Brassard dit Beausoleil, Noël..... IX, 288, 314
 Bréard, Jacques-Michel..... I, 32, 45, 182
 Bréard, Le conventionnel..... I, 32, 45
 Brébeuf, Le Père Jean de..... IV, 191, 220
 Breslay, L'abbé de..... I, 148 ; VI, 260
 Brigands du Cap-Rouge, Les..... VII, 288
 Brion, L'amiral de..... IV, 378 ; V, 150
 Brock, Le major-général sir Isaac.. IV, 219 ; VIII, 94
 Brome, Origine du nom..... I, 48, 76 ; IV, 287
 Broughton, Origine du nom..... I, 127, 142
 Bruchési, La famille..... VII, 64, 94

- " Brûleur " de la Côte de Beaupré, Le III, 64, 79
 Brûlot, moustique, maringouin I, 126, 155 ; II, 24
 Brunelle, L'ingénieur Isambard-Kingdon . . I, 160, 174
 Buies, Ouvrages de Arthur . . . VII, 128, 150 ; IX, 374
 Bureau des pauvres à Montréal, Le V, 223, 279
 Burton, Francis-N . . . II, 71 ; IV, 275, 283, 364, 367
 " " Le major-général Ralph . . IV, 223 ; VII, 31
 Button, Origine du nom Iles VII, 272
 By, John I, 42
 Cabanac, Joseph Desjordis de H, 70
 Cabot et la découverte de l'Amérique . . II, 96 ; III, 71
 Cacouna, Saint-Georges de III, 177
 Cadeau, Jean-Baptiste V, 351 ; VI, 83
 Cadet, Le munitionnaire IV, 223
 Cadet, Louise I, 176 ; II, 24
 Cadieux, La légende de III, 96, 172
 Cadillac. — Voir LaMothe
 Caen, Eméric V, 297, 325
 Calèche canadienne, La I, 160 ; II, 10
 Calendrier du clergé canadien V, 224
 Callières, Louis-Hector de IV, 211
 " " Orthographe du nom de III, 112
 Calomnie historique, Une VIII, 97, 129
 Calonne, L'abbé de V, 240 ; VII, 283
 Camail, Le I, 112, 124, 141 ; III, 187
 Camériers secrets de Sa Sainteté, Les . . . V, 192, 313
 Campbell indien et le marquis de Lorne, Un . . IV, 46
 Camp volant sous le régime français, Un . . . X, 64
 Canada avant 1672, L'histoire du . . . V, 192 ; VI, 92
 Canada et le blocus continental, Le . . . IV, 287, 317
 " " Le Haut VI, 339
 " " Le Petit V, 221
 " " Manière d'apprendre l'histoire du . . .
 IV, 352 ; V, 156
 Canada ou " en Canada, " Au
 III, 48, 141, 151, 176 ; IV, 22

- Canadiana*.....VII, 373 ; VIII, 13, 15, 19, 47
Canadien émigrant, L'auteur du....III, 32, 47, 62, 91
Canadien errant, La complainte *Un*...IV, 255 ; V, 148
Canadien et le gouverneur Craig, *Le*.....I, 63, 77
Canadiens déportés à la Nouvelle-Galles du Sud, *Les*
.....VII, 192 ; VIII, 70
Canadiens, Le drame *Les Anciens*...VII, 192 ; IX, 96, 249
Canadien guillotiné, *Un*.....II, 130, 168
Canadiens au Pôle Nord, *Les*.....IV, 159, 215, 278
Canadiens et la guerre de l'Indépendance, *Les*.....
.....III, 144, 156 ; VI, 160, 209
Canadiens-Français, Emblèmes...IV, 63, 119, 153, 181
Canadiens-Français et les Sauvages.....IV, 352, 360
" *scieurs de bois*.....IX, 378
Canal de Lachine sous le régime français.....
.....I, 160 ; II, 123 ; VI, 260
Canardière, Les drapeaux du camp de la...II, 16, 60, 74
Cancer, La guérison du.....IV, 287 ; V, 115
Canon du midi et du soir.....I, 192
Canon, La flotte de M.....I, 175 ; II, 123
Canons dans la Nouvelle-France, *Usine de*...IV, 319
Canso, Origine du nom.....VI, 205
Cantique de Noël.....I, 63, 77
Canton vs township.....I, 128, 174 ; III, 9, 107
Cantons de l'Est, Le nom de.....II, 15, 59
Cap à l'Arbre, *Le*.....V, 223, 314
" *la Roche*.....V, 315
Cap Anne, *Le*.....II, 112, 173
Cap Chat, Origine du nom.....II, 176 ; III, 12, 28
Cap Chat, Saint-Norbert du.....IX, 257
Cap de Rhé ou de Rave.....I, 192 ; III, 40
Cap Saint-Ignace, Saint-Ignace du.....VI, 291
Capitaines de la Côte.....III, 89, 122
Capitaines des portes, *Les*.....VIII, 288
Capots d'écoliers.....I, 64, 78, 94, 121, 188
Capricieuse à Québec, *La*.....II, 13 ; VII, 64, 310

- Cap Tourmente, La croix du..... V, 63 ; VI, 158
 Cardinal canadien, Le premier..... IV, 356 ; V, 36
 “ La femme du patriote..... III, 144
 Carême autrefois, Le..... VII, 81
 Carignan, Le régiment de..... V, 116
 Carillon ou Carrion..... I, 81
 “ Aumôniers du fort..... X, 96
 “ Drapeau de..... VIII, 19
 Carleton.— Voir Dorchester
 Caron, Armes du lieutenant-gouverneur..... V, 74
 Carré, Le sieur Pierre..... II, 60
 Carte du Canada, La plus ancienne..... VI, 160, 183
 Cartel, Charles..... II, 68
 Cartier et le Brésil..... III, 144, 158
 “ Aumôniers de..... II, 143
 “ Compagnons de..... IV, 320
 “ Croix plantée à Gaspé par..... II 64 ; V, 177
 “ Fort Jacques..... VI, 32
 “ Quatrième voyage de..... III, 176 ; IV, 140
 Cartographie sous le régime français..... I, 17, 33, 49
 Cassegrain, L'abbé l'aul..... V, 224 ; VI, 86
 Castor est-il un poisson, Le..... II, 32, 47, 76
 Castor, symbole canadien, Le..... IV, 63, 119, 153
 Catalogne, Gédéon de..... I, 49 ; II, 116
 Catalogne, La..... II, 16, 30
 Cataractes, Origine du nom..... VIII, 243
 Catéchisme de Québec, Le premier..... IV, 127 ; IX, 287
 Catholiques et protestants, dans la même église.....
 V, 377 ; VI, 63 ; VIII, 127
 Cavelier.— Voir LaSalle
 Caucus, Origine du mot..... VIII, 128, 157
 Caughnawaga, Les Iroquois de..... VI, 96, 116 ; VII, 138
 “ Saint-François-Xavier de..... V, 131
 Caulincourt, Le général de..... VI, 64, 117
 Causapscal, Saint-Jacques de..... VII, 291
 Caverne de Saint-Michel à Montréal, La..... VIII, 252

Cazeau, François.....	III, 167
Cedar Hall, Saint-Pierre du Lac de.....	VII, 257
Ceinture fléchée, La.....	III, 96, 172
Cent-Associés, Les noms des.....	IV, 288
Centenaire authentique, Une.....	VI, 79
Chabot, Laurent.....	VI, 320, 377
Chabot, Le capitaine.....	III, 15 ; VIII, 280
Chailly, Louis de Berthé de.....	I, 165
Chaires à prêcher.....	III, 15 ; X, 191
Chambly, Charles-François.....	II, 168
Chambly, Le canal.....	VI, 224, 285
Chambly, Le capitaine de....	I, 192 ; II, 13 ; IX, 244
Chambre d'Assemblée, Les pupitres de la..	VIII, 199
Chameau, Le naufrage du.....	III, 48, 74 ; VIII, 320 ; IX, 193, 225 ; X, 228
Champdour, François de.....	I, 64, 79 ; II, 67
Champlain, Chapelle.....	IV, 290, 321
“ Madame de.....	IV, 304
“ Oraison funèbre de.....	IV, 63
“ Orthographe du nom	V, 64 ; VI, 313
“ Samuel de.....	IV, 210
“ Seigneurie de.....	II, 166
“ Servante de.....	IV, 274
“ Testament de.....	V, 287, 370 ; X, 256
“ Visitation de.....	II, 161
“ à Brouage, Le monument.....	IX, 288, 318 ; X, 268
Champlain et les Sauvages.....	VII, 352
Chanson dans la Nouvelle-France, La.....	VI, 50
Chanson de 1812, Une.....	V, 237
“ sur l'expédition de Walker.....	VI, 81
“ sur Nicolet.....	I, 47, 58
Chant et musique.....	II, 80, 156
Chapais, L'hon. J.-C.....	V, 368
Chapelains d'honneur de Sa Sainteté..	V, 192 ; VI, 247
Chapleau, Armes du lieutenant-gouverneur....	V, 76

Charest délégué en Angleterre. M...	IV, 63 ; X, 288
Charland et le siège de 1775. M.....	IX, 320
Charlesbourg, Amalécites de.....	VII, 137
“ Prêtres et religieux nés à.....	VII, 328
“ Royal, Où se trouvait.....	II, 79, 187
Chartier, L'abbé Étienne.....	VII, 160
Chassaigne, Jean Bouillet de la.....	II, 70, 114
Chasse-galerie, La.....	V, 96 ; VI, 51, 282
Chasseur à Québec, Le musée.....	VIII, 224, 251
Chaste, Aymar de.....	VIII, 37
Chateaubriand et le Canada.....	VI, 256
Châteaufort, Bras de fer de.....	II, 66 ; IX, 128, 186
Châteauguay, Discours du colonel de Salaberry à.....	IV, 378 ; V, 85, 117
Châteauguay, Qui commandait à.....	I, 97
Chauffage des églises autrefois. IV, 352 ; V, 57, 83, 117	
Châtelets, Noël Juchereau des.....	VIII, 86
Chaumonot, Le Père.....	VI, 224, 255 ; VIII, 38
Chavigny, François de.....	III, 64 ; X, 224
Chazelles, L'intendant Guillaume de.....	VII, 75
Chefs de canton.....	II, 144, 183
Chemin de fer canadien, Le premier.....	II, 16, 29
“ “ “ sur la glace, Un.....	IV, 31, 59
“ Comin, Le.....	II, 87
Chenal du Moine, Origine du nom.....	II, 176 ; VI, 159
Chenal entre Québec et Montréal, Le.....	VI, 224, 252
Chéron, Martin.....	I, 178
Chesnaye, Charles Aubert de la.....	I, 171 ; III, 6 ; IV, 38, 105
Chesnaye, François Aubert de la.....	I, 177
Cheval de bois, Le.....	IX, 192, 254
Chevalier errant des nations.....	IV, 359
Chevalier, Le titre de.....	V, 319 ; VIII, 36
Chevaux au Canada, Les.....	I, 127 ; II, 11 ; VI, 218
Chevreuil blanc.....	I, 176
Chien d'or, L'histoire du.....	V, 128, 191

- Chiniquy, L'apostat III, 12
 Chouaguen, Drapeaux de III, 15 ; V, 349
 " Origine du mot III, 48, 76, 92
 Chouard des Groseillers, Médard
 IV, 32, 92, 150, 366 ; V, 274
 Christ, Les vêtements du I, 96 ; II, 23
 Chute Montmorency I, 176 ; II, 1
 Chute Niagara IV, 128 ; VI, 125
 Cimon, Le capitaine III, 23
 Clairon du roi, Le V, 96, 216
 Clarke, Alured IV, 233
 Clergé de Québec, Serment de fidélité du IX, 266
 Cleveland, Origine du nom Canton IX, 181
 Clinton, Origine du nom Canton IX, 181
 Cloutier, L'abbé Charles-Onésime VII, 74
 Club Beaver IV, 160, 216
 Club de raquettes à Québec en 1809 I, 48
 " des Barons IV, 160, 251
 " des douze apôtres III, 192 ; IV, 88
 Clubs ou cercles sous le régime français I, 16
 Colborne et la femme de Duquette, Lady III, 144
 Colborne, Sir John IV, 219, 225
 Collet, Mathieu-Benoist I, 186
 Colombière, Joseph de la I, 177 ; III, 128
 Commissaires-ordonnateurs sous le régime français...
 VI, 352 ; VII, 127
 Compagnie des Habitants, La VII, 256, 279
 Compain, L'abbé Pierre-Joseph IV, 11, 77 ; V, 115
 Comporté, Gauthier de VII, 320, 368
 Comtés et baronnies au Canada VI, 378 ; VII, 188
 Confédération, Pères de la II, 122 ; V, 255, 346
 Confesseur canadien de Louis XVI
 IV, 191 ; VII, 64, 126
 Confréries de sainte Anne I, 175 ; II, 73
 Congrès de la Baie Saint-Paul IV, 31, 61
 " des États-Unis, Le II, 192 ; III, 14

Connétable. Ce nom est-il d'origine française. . .	X, 224
Conseil de Québec, L'ancien.	IV, 160, 217 ; V, 53
Conseil Souverain et Conseil Supérieur. VIII, 160, 191	
" " Lieu des séances du. . .	IV, 127, 183
Conseil Spécial, Membres du.	VII, 64, 82
Conseillers au Conseil Supérieur. . .	I, 126, 151, 170, 177
Conspiration de 1806, La.	IV, 41
Constantin de l'Halle, Les deux religieux.	IV, 255 ; VIII, 128, 149
Construction des vaisseaux sous le régime français. . .	II, 133 ; IX, 224 ; X, 179
Consuls de France à Québec, Les. . .	VI, 378 ; VII, 59
Contrecœur. Antoine Pécody de.	X, 320
Coq du clocher, Le.	II, 15, 28
Coroners de Montréal.	VIII, 244
" " Québec.	VIII, 78, 147
Corrège au Canada, Un tableau du. . .	IV, 378 ; V, 61
Corriveau, La.	IV, 307
Corvées, Les.	V, 96, 216 ; VII, 256, 284
Côte à Moreau.	III, 160
Côtes, Les.	IX, 288, 351
Couagne, Jean-Baptiste de.	I, 49
Couette de nos ancêtres, La.	IV, 320 ; VI, 80
Couillard, L'abbé.	IV, 255
Couillard, Guillaume.	VI, 115
" de L'Espinay, Louis.	VII, 48
Coulange, La châtellenie de.	X, 3
Coup de pied, Un royal.	V, 107
Coureurs en patins.	II, 167
Courcelles, Orthographe du nom.	II, 112, 142
Cour des Plaidoyers Communs, Greffiers de la. . .	X, 211
Cour du Banc du Roi, octobre 1828, ...	VIII, 245
Courier dit Bourguignon, L'abbé.	IX, 256
<i>Courrier de Québec ou Héraut Français</i> , Le. . .	III, 96, 153
<i>Courrier de St-Hyacinthe</i> , Le.	X, 30

- Courrier des Etats-Unis*, Le..... I, 48, 60
 Courvaline, La..... II, 80, 111
 Courville, Origine du nom Côte de..... II, 160, 190
 Coutant, Le frère récollet Marc..... II, 98, 119
 Coutume américaine, Une ancienne..... IV, 134
 Couture,compagnon de LaSalle..... VII, 320
 Couture, Ordre de M. D'Avaugour à..... II, 31 ; VII, 41
 Couvent de la Congrégation à Québec.... I, 128, 156
 Cox, Nicolas..... V, 146
 Cox, Sir Edmund..... V, 31 ; VII, 23 ; VIII, 28
 Craig, Adresse des habitants de Lorette à .. VI, 332
 " Médaille sur sir James..... IV, 63, 120
 " Portrait de sir James..... IV, 97
 Craig's-Road..... VI, 64 ; VII, 288, 316
 Cramahé, Théophilus..... II, 71 ; IV, 276, 365
 Crémazie, La famille..... VIII, 197
 Créquy, L'abbé Jean-Antoine-Aide..... VI, 153
 Crespieul, Le Père François de..... VI, 268
 Crespin, Jean..... I, 179
 Crevecœur, Mademoiselle de..... VIII, 224
 Crisasy, Les frères..... II, 70 ; VI, 320, 346
 Croix à l'entrée du séminaire de Québec... ..
 III, 32 ; VI, 150
 Croix de l'île de la Visitation..... IV, 351, 369
 Croix de tempérances, Sociétés de la II, 176 ; III, 12, 44
 Croix du Cap Tourmente..... V, 63 ; VI, 158
 Croix plantée par Cartier sur la côte de Gaspé.....
 II, 64 ; V, 177
 Crysler Farm..... VIII, 78
 Cugnet, François-Etienne..... I, 179
 " " Joseph..... II, 140
 Cugnet, Nicolas..... III, 192 ; IV, 209 ; VIII, 320
 " Thomas-Marie..... I, 183
 Cuillers, Les fondeurs de..... IV, 128, 158
 Cure, Prise de possession d'une..... I, 126 ; II, 9

Curés de Longueuil.....	VII, 327
“ “ Sainte-Anne de la Pérade.....	VI, 224 ; VIII, 126
“ “ “ “ des Plaines.....	VI, 273
Curés de Notre-Dame de Québec.....	VIII, 276
Cusson, Le greffe de Jean.....	X, 51
Cuthbert, L'hon. James.....	II, 177 ; IV, 347, 371 ; VII, 341
“ “ “ “.....	VIII, 60
D'Aigremont, M.....	IV, 268
D'Ailleboust, Louis.....	II, 67 ; IV, 211, 296, 351 ; V, 54, 79, 364
D'Ailleboust, Louise-Catherine.....	IV, 35 40
“ “ et le <i>Dictionnaire généalogique</i> , Madame.....	V, 43
D'Ailleboust de Saint-Vilmé, Marie-Anne.....	III, 144 ; IX, 375
Daine, François.....	I, 184
Dalhousie, Pique-niques de la comtesse de.....	III, 170
“ Lord.....	IV, 65
Dalling, Le major.....	VII, 224
Dambourgès, François.....	, 32, 41
Damours de Chauffours, Mathieu.....	I, 152, 153, 170 ; IV, 110
Damours de Freneuse, Mathieu.....	I, 171
Daneau de Muy, Nicolas.....	X, 128, 345
Daniel, Charles.....	II, 158 ; V, 297, 327, 331, 333
Dansereau, Arthur-Clément.....	VIII, 19
D'Armaillé, La famille.....	I, 175, 190
Daulé, Le Père.....	VI, 378 ; VIII, 345 ; X, 253
D'Aulnay, Charles de Menou, seigneur.....	V, 214
D'Auteuil, Denis-Joseph Ruette.....	I, 152, 154, 170, 184 ; IV, 108
D'Auteuil, François Magdeleine Ruette.....	I, 184 ; IV, 133
“ Louis-Joseph Ruette.....	II, 7 ; IV, 39
DeBonne, Le capitaine.....	IV, 275 ; V, 270, 272 ; VI, 277
DeBonne, L'hon. Juge Pierre-Amable.....	IV, 345 ; X, 17
De Gaspé.— Voir Gaspé	

- DeGuire, L'abbé Jean-Baptiste II, 110
 Deheer, Louis-Chrétien VIII, 128
 Délégué en Angleterre en 1763, Un . . IV, 63 ; X, 288
 Délégués en Angleterre en 1783, Les . . .VII, 82, 213
 DeLino.—Voir Lino
 De l'isle, Antoine de Bréhaut II, 66
 Delisle, David-Chabrand III, 2 ; IV, 316
 Delisle de la Cailletterie, Jean-Guillaume . . VII, 32, 213
 Demers, L'abbé Benjamin VII, 175
 DeMeulles.—Voir Meulles
 Demoiselle, Origine du mot II, 112, 127
 Denaut au Détroit en 1801, Visite de Mgr . . . X, 97
 “ en Acadie en 1803, Visite de Mgr . . .X, 257, 289
 Dénéchaud, Claude VIII, 271
 Denonville, La marquise de V, 364
 “ La trahison du gouverneur de
IV, 95, 123, 183
 DeNoue.—Voir Noue
 Denys, Nicolas V, 192 ; VI, 94 ; VIII, 219
 “ de Vitré, Charles I, 153
 “ “ Mathieu-Théodore III, 178
 Dépenses de l'Angleterre pour conquérir le Canada . .
VIII, 304
 Déportés canadiens à la Nouvelle-Galles du Sud VIII, 79
 Déportés de 1755, La dernière survivante des .VII, 260
 L'épûté d'autrefois, Un III, 23
 “ malgré lui I I, 106
 Députés du premier parlement canadien . . . , 111, 122
 “ de Saint-Maurice V, 283
 “ L'indemnité de nos X, 118
 Dequen, Le Père VIII, 38
 “ Dernier coup de canon ” II, 47, 62, 91
 Désaulniers, Les frères III, 150
 “ Le nom de VII, 373
 DesBergères.—Voir Rigauville
 Desceliers, L'abbé Pierre VI, 183

Deschambault, Les Anglais à.....	V, 63, 316
Désertion à l'ennemi.....	VIII, 340
DesGozis, Notes de M.....	VIII, 294
Deshaies.....	I, 36
Desjardins, L'abbé Louis-Joseph...	V, 187, 192; VI, 164
“ L'abbé Philippe-Jean-Louis.....	V, 187, 344; VI, 32, 56
Desjardis de Saint-Georges, François.....	II, 70
Desmeules à Québec, La rue.....	IV, 160
Desrochers, Le sergent.....	II, 67
Des Ormeaux.—Voir Dollard	
D'Estimauville de Beaumouchel, Jean-Baptiste..	I, 140
“ “ “ Robert-Anne..	X, 112
D'Estrées, Le vice-roi Jean.....	VI, 288, 314
“ Le vice-roi Victor-Marie..	VI, 288; VII, 348
Desty, Robert.....	IV, 72
Détroit, Les commandants de.....	X, 128, 158
“ Les registres paroissiaux de.....	X, 288
Devise canadienne, Une.....	IV, 63, 181; VI, 214
Devise de la province de Québec.....	II, 19
Devise de l'écu britannique.....	II, 80, 155
Dia, Les expressions Hue et.....	I, 128, 136
<i>Dictionnaire abénaquis</i> de Rasle..	VI, 207; X, 288, 319
<i>Dictionnaire généalogique</i> de Mgr Tanguay, Le	VIII, 238
Didace, Le Frère—Voir Pelletier	
Diner de curé, Un.....	II, 135
Diner de Pâques à la prison de Québec, Le...	III, 15
Docier, Le cadet.....	IX, 378
D'Olbeau, Les deux Pères.....	IV, 191; VI, 278
Dollard et ses compagnons ...	III, 96, 142; VI, 26, 123
“ Orthographe du nom de.....	III, 80, 95
“ Où a eu lieu le combat de...	III, 144; IV, 146
Dollier de Casson, M.....	IX, 174
Domaine d'Occident, Le.....	II, 192; III, 59
Dombourg, Le sieur Bourdon de..	I, 90; VII, 96, 122
Domrémy, Origine du nom Canton.....	IX, 181

- Doncaster, Origine du nom Canton... II, 143 ; III, 58
Dorchester et sa famille au Canada, .I, 175 ; VIII, 58
Dorchester, Conseil législatif formé par..... VII, 224
“ Lieutenant-gouverneur de Québec. IV, 283
“ Pont..... IV, 54, 87
“ Portrait de lord..... IV, 161
Dorion, J.-B.-Eric, ... V, 31, 90, 119 ; VI, 64 ; VII, 125
Dorvilliers..... II, 115
Dosque, Le curé Bernard-Sylvestre... I, 160 ; II, 13, 34
Dosquet et le curé Voyer, Mgr..... VII, 128, 366
Dot de soixante filles pauvres..... VIII, 48
Douanes à Québec, l'arcepteurs des..... I, 144, 157
Double shuffle..... X, 256, 350
Douglas, Le comte de..... VII, 160, 221
Douville, Pierre..... IX, 64, 95
Drapeau, Le..... I, 48, 109
Drapeau du camp de la Canardière..... II, 16, 60, 74
Drapeau étoilé des Etats-Unis, Le..... IV, 191, 253
Drapeau tricolore, L'histoire du..... II, 64, 93
Drapeau tricolore au Canada.....
..... II, 176 ; III, 29, 43, 73 ; X, 151
Drapeaux de Chouaguen, Les..... III, 15 : V, 349
“ des régiments de Lévis..... V, 128, 309
Droits seigneuriaux (banalité, quint, retrait)..... V, 136
Drouet de Richerville, Le récit du sieur..... IV, 128
Drummond, Sir Gordon..... IV, 219
Drommondville, Saint-Frédéric de V, 227
Dubé, L'abbé Pascal-Prudent..... VII, 110
Duberger et son plan de Québec, ... I, 32, 41 ; X, 96
Dubergès, Duberger, Dambourgès, Les familles.. I 32, 40
Dubrowski, Pierre..... III, 5
Dubuc, Antoine..... IV, 96
Dubuisson, Joseph Guyon..... X, 128
Dubuque, Origine du nom..... VI, 196
Duburon ou Dubuvon..... III, 130
DuCalvet, Pierre..... I, 14 ; II, 192 ; III, 58

Duchesnay, Ignace Juchereau.....	VII, 64, 318
“ L'hon. Antoine Juchereau.....	IX, 177
“ L'hon. Henri-Elzéar Juchereau....	IX, 77
“ L'hon. Jean-Baptiste Juchereau....	X, 176
Duchesneau, Jacques.....	IV, 192 ; VII, 153 ; IX, 182
Duel sous le régime français.....	V, 31
Dufour, Le colonel Joseph.....	III, 144, 157 ; VII, 309
“ L'abbé Edouard.....	VII, 105
Dugué de Boisbriand, Michel-Sidrac....	X, 192, 221
“ “ “ Pierre.....	X, 192, 311
DuLaurent, Chrystophe-Hilarion.....	I, 184 ; V, 273
Dulongpré, Le peintre Louis.....	.....
..... II, 109 ; VIII, 96, 119, 150, 160 ; X, 64	
Duluth, Origine du nom.....	VI, 196 ; VIII, 38
Dumas, Le sieur.....	IV, 319 ; VI, 287
Dumesnil tué d'un coup de pied.....	VIII, 32
Dumesny, La compagnie du sieur.....	X, 128, 159
Dunn, L'honorable Thomas.....	VI, 245
Duplessis-Fabert.....	II, 116
Duplessis de Kerbodot, Guillaume ..	II, 68, 178 ; V, 80
Dupont, Emilien.....	III, 80, 95
“ Robert.....	III, 16, 151
“ de Neuville, Nicolas.....	.....
..... I, 153, 170, 171 ; IV, 132 ; VIII, 14	
Dupré, Le Compte.....	VI, 96, 249
Dupuy, Paul.....	IV, 39, 130 ; VII, 48, 96, 218
“ L'intendant.....	III, 114 ; IV, 268 ; VII, 373
Duquet et lady Colborne, La femme du patriote..	III, 144
Durand, Louis.....	VIII, 352, 366
Durantaye, Olivier Morel de la.....	.....
..... I, 177 ; III, 81 ; IV, 131, 194, 199 ; V, 137	
Durban, La ville de.....	VI, 128, 158
Durham, Excentricités de lord.....	III, 144, 174
“ Ordonnance de lord.....	V, 64, 94, 152, 182
“ Rapport de lord.....	III, 160 ; IV, 25
Davernay, Ludger.....	VII, 280

Ecole au Canada, La première.....	VIII, 353
Ecosais au Canada, Les.....	V, 159, 219
Ecosse, La Nouvelle.....	VI, 87
Ecu britannique, La devise de l'.....	II, 80, 155
" Ecuyer, " Le titre.....	III, 48, 78, 107, 171 ; VII, 183
Eglise protestante au Canada, Première.....	IV, 288, 318, 347, 371
Eglises consacrées dans le diocèse de Québec...	I, 48, 90
Elections sous l'Union, Les.....	VI, 82
Elgin, Lord.....	IV, 257
Emblèmes des Canadiens-Français.....	IV, 63, 119, 153, 181
Emigration canadienne aux Etats-Unis, L'.....	II, 80, 188 ; III, 90
Emigrés de la Révolution au Canada, Les.....	III, 56, 146
Emond, Information du procès de Anne.....	X, 195, 229
" En Canada " ou " au Canada ".....	III, 48, 141, 151, 176 ; IV, 22
Enfant Jésus, Quête de l'.....	IV, 352 ; V, 25
Enfant né dans une colonie, Premier.....	VIII, 192, 216
" Enfant Terrible " — Voir Dorion	
" Enfin le roi va dormir tranquille ".....	I, 159 ; II, 153, 169
Engagements à vie, Les.....	III, 16
" Engagés " au début de la Nouvelle-France.....	II, 176 ; III, 43 ; X, 21
Epée sous l'ancien régime, Le port de l'.....	VIII, 47
Episode de 1837-38, Un.....	IV, 207
Epluchette, Une.....	V, 96, 186
Ermatinger, Frederick-William.....	VIII, 17
Eslavage au Canada, L'.....	I, 112, 125 ; II, 44, 73, 136, 153, 186 ; III, 40 ; VI, 119
Escoumans, Les Montagnais des.....	VII, 140
<i>Estat présent de l'Eglise dans la Nouvelle-France.....</i>	IV, 64, 248
Estèbe, Guillaume.....	I, 180 ; IV, 196
Estrées. — Voir D'Estrées	
Etablissements français au Labrador, Les.....	I, 159 ; III, 6

Etat des 3000 livres accordées par le roi.	VIII, 48
Etats-Unis, Drapeau étoilé des.	IV, 191, 258
Été des Sauvages.	I, 176 ; IV, 350
<i>Etudiant</i> , L'.	VIII, 216
Evêché de Québec, L'.	II, 63, 78
Evêque de la Nouvelle-France, Premier.	III, 25
Evêques de Québec, Lieu de sépulture des.	III, 48, 63
“ “ “ et les détenus.	III, 15
Exécution capitale à Québec, III, 80 ; IV, 80, 144, 307	
Expressions anciennes.	V, 144
“ canadiennes.	III, 89
“ glaciaires.	I, 80 ; IV, 19
“ viciennes, Nos.	VII, 374 ; VIII, 84
<i>Extrait des Messieurs</i> , L'.	III, 64, 78
Faillon, Les œuvres de l'abbé. II, 31, 76 ; VI, 288, 317	
Familles canadiennes, Les premières.	V, 242
Faribault et M. de Salaberry.	VIII, 376 ; IX, 21
Farnham, Origine du nom.	IV, 287
Faucher de Saint-Maurice, M.	III, 70
Fanx-Sauniers, Les.	IV, 319, 372
Femmes et le droit de vote au Canada, Les.	II, 176
Fénélon, L'abbé de.	I, 57
“ Un ouvrage de.	V, 240
Fenelon's Falls, Origine du nom.	VI, 339
Fer-blanc au Canada, Le.	III, 15, 171
Ferme du roi dans la Nouvelle-France, La.	V II, 219
Fête du sacerdoce.	III, 176
Feuquières, Le marquis de.	VI, 288 ; VII, 24
Feyrol, M.	V, 288
Fiedmont, Jacau de.	V, 173
Fief Saint-François, Le.	I, 16
“ simple et fief de dignité.	VI, 224, 248
File indienne.	IV, 378 ; VI, 159
Fils de la liberté.	III, 11
Finlay de Gros-Pin.	III, 163 ; IV, 41
“ et le Père de Glapion, Hugh.	VI, 206

Finlay et le service postal, Hugh.....	VII, 89
Fisher, John Charlton	V, 305
Flaubert et le Canada.....	V, 352
Flesche, L'abbé Jossé.....	VIII, 39
Fletcher, Le juge.....	II, 79, 109, 139
Flibustier.....	V, 8
Flore canadienne, Bibliographie de la.....	VI, 329
Flotte de M. Canon, La.....	II, 123
Foi et hommage.....	II, 144 ; III, 27 ; IV, 242
Fondeur de cuillers.....	IV, 128, 158
Fontaine, Jossé LeDuc des.....	I, 186
Fontange, Ce que c'est qu'une.....	I, 192 ; II, 14
Forbes, Alexander.....	V, 147
Forbin-Janson et les déportés canadiens, Mgr de.....	VIII, 65
Ford, Bibliothèque circulante de.....	I, 159
Forest, M. de la.....	IX, 128
Forillon, Le.....	IV, 224, 285, 314 ; VI, 307
Formulettes écrites	V, 207 ; X, 244
Forster, Les mineurs.....	III, 128
Fort Carillon, Aumôniers du.....	X, 96
“ Lévis.....	III, 32 ; IV, 179
“ Saint-Frédéric, Ancien....	III, 160, 189 ; IV, 26
“ Sainte-Anne au Cap-Breton.....	II, 112, 158
“ “ “ “ lac Champlain.....	II, 112, 142
Fortier, Richard-Achille.....	VIII, 275
Fortier, Pierre-Michel.....	VIII, 320
Fossebault, Seigneurie de.....	IX, 192
Foucault, François.....	I, 180
Foucher, Le juge.....	VII, 80 ; VIII, 46
Fournier, La canne du curé.....	IX, 174
Foy et hommage.....	II, 144 ; III, 27
Franc, Sa valeur au dix-septième siècle.....	VI, 331
Français restés à Québec en 1629, Les..	V, 329 ; IX, 60
France antarctique, La.....	VI, 96, 156, 250
“ en algonquin, Le mot.....	V, 320
“ et Angleterre en 1774, La.....	IV, 95

Francs-Maçons à Québec, L'hôtel des.....	I, 62, 91
“ “ canadiens, Les premiers..	IV, 128, 188, 214
Franklin, Benjamin.....	II, 112, 189
“ Sir John.....	IV, 159, 215, 278 ; V I, 96
Franquelin, Jean-Baptiste-Louis.....	I, 33, 56
Fraser, L'hon. John.....	VI, 245
Frazi.....	IV, 19
Fréchette, Charles.....	IV, 288 ; VI, 153
Frédière, Le sieur de la.....	X, 224
Freer, Edward-S.....	VIII, 18
Frémont, Jules-Joseph-Taschereau..	VI, 1, 344
“ John-Charles.....	II, 144, 189 ; IV, 277 ; VIII, 360
Frères jumeaux, Deux.....	III, 128, 154, 174
“ siamois au Canada.....	II, 64 ; III, 24
Frontenac, Cœur de M. de.....	III, 96 ; IV, 245
“ et le fils de Duchesneau	IV, 192 ; VII, 153
“ Madame de.....	I, 159 ; VIII, 97, 129
“ Mort du fils de M. de.....	II, 48, 140
“ Oraison funèbre.	I, 47, 65, 67, 82, 99, 159, 172
“ parrain.....	IV, 34
“ Statue de M. de.....	I, 65, 119
“ Testament de M. de.....	VII, 68
“ et sa victoire de 1690, M. de.....	II, 31
“ M. de Villeray et M. de....	VIII, 352, 367
<i>Fuite en Egypte</i> de Murillo, La.....	V, 303
Fundy, Baie de.....	VIII, 288, 317
Gage, Le général.....	IV, 276, 364
Gaillard, Guillaume.....	I, 178 ; IV, 133, 194, 205
Galiffet, M. de	II, 69 ; IV, 40 ; V, 255, 347 ; VIII, 374
Galissonnière et madame Taschereau, M. de la	VIII, 328
Galissonnière et la flore canadienne,	II, 192 ; III, 139
Galissonnière, Le titre de M. de la...	III, 160 ; IV, 85
Galissonnière, M. de la.....	I, 32, 46 ; VII, 122
Gand, François de Ré, de	IV, 98, 287 ; VII, 23 ; IX, 23
Gaunes, Louis.....	IV, 223

- Gardes-marines. Les..VI, 352, 373 ; VII, 191 ; IX, 127
 Garneau, D'où venaient les ancêtres de IX, 224; X, 256
 Garneau, Une erreur de.....VII, 373
 " *Voyage en Angleterre* de..IV, 159, 190, 279
 Garthby, Saint-Charles Borromée de.....V, 363
 Gaspé, M. Philippe Aubert de.....
 I, 16, 46, 75 ; VII, 192 ; VIII, 64 ; IX, 96, 249
 Gaspé, Philippe-gnace Aubert de.....VI, 79, 277
 " Lieutenants-gouverneurs de.....V, 146
 Gaudarville, Seigneurie de.....IX, 192, 246
 Gaudiakteha, Catherine.....VII, 373,
 Gaulin, Mgr Rémi.....V, 37
 Gaultier, Jean-Frs I, 182 ; II, 192 ; III, 139 ; IV, 340
 Gaumine, Mariages à la.....II, 192 ; III, 30, 46
 Gavazzi à Montréal, L'apostat.....VII, 96, 125
 Gazelle, L'abbé V, 187, 224, 344 ; VI, 255 ; VIII, 185
Gazette de Québec, La.....VI, 160, 213
Gazette de Saint-Philippe.....VII, 160
 Généalogies de familles canadiennes, Les.....
 VI, 305 ; IX, 276 ; X, 159
 Gentilhommes huissiers du Conseil Législatif..X, 116
 Geoliers de la prison de Québec.....I, 62, 121
 Georges III à Montréal, Buste de.....
 III, 192 ; VII, 352 ; VIII, 21
 Georges III, Mémoire prodigieuse de.....VI, 7
 Gériu-Lajoie et l'Enfant Terrible.....VI, 64 ; VII, 125
 " " et son *Canadien errant* ..IV, 255 ; V, 148
 Gerrymander, Le mot.....\, 64, 94
 Giffard, Contrat de mariage de Robert.....IX, 267
 " Etait-il noble? Robert.....VIII, 288, 314
 " Marie-Françoise.....VII, 86 ; VIII, 46, 47
 " sieur de Beauport IV, 242 ; V, 54, 340 ; IX, 128
 Gilbert, Clotilde.....II, 186
 Girod, Amury.....VIII, 139
 Girouard, Autoine.....V, 39, 205
 " en Canada, Famille.....V, 205

Girouard en France, Famille.....	VIII, 289
“ L'hon. juge Désiré	VIII, 296
“ et le colonel Simpson, Jean-Joseph V	I, 32, 59
Girouardville ou Saint-Hyacinthe.....	VIII, 192
Glandelet, L'abbé Charles de.....	I, 66 ; II, 136
Glapon, Hugh Finlay et le Père de.....	VI, 206
Godefroy, Jean-Paul.....	X, 224, 246
“ de Linctot	II, 117
“ de Saint-Paul, Amador.....	III, 6
Gomin, Chemin.....	II, 87
Gore, Sir Francis.....	IV, 191, 218
Gorgendière, Louis Fleury de la.....	II, 149
Gorribon, Le sieur.....	I, 153
Gosselin, Le commandant Clément.....	IV, 6 ; VI, 135, 219
Goyer, Le récollet Olivier.....	I, 47, 65, 67, 82, 159
Goudron au Canada, Fabrication du.....	X, 224
Gouverneurs, Appointements de nos.....	IV, 319 ; VI, 350
“ de l'Acadie.....	VII, 128, 218
“ et lt gouverneurs de la Nouvelle-Ecosse ..	VII, 128, 287
Gouverneurs de Québec.....	VII, 62, 111, 229
“ de Trois-Rivières.....	II, 64, 66, 178 ; IV, 275, 364
Gouverneurs du Canada et la marine, Les	III, 96 ; IV, 24
“ français au Canada, Familles des.....	I, 175
“ morts au Canada, Les.....	IV, 127, 210, 249 ; V, 52, 82
<i>Grammaire des paresseux</i> , Une.....	VIII, 128
Grands-voyers de la Nouvelle-France	II, 79, 124, 139, 187
“ “ du district de Trois-Rivières.....	X, 128, 228
Grant, Alexander.....	IV, 218
“ David-Alexander.....	IV, 186, 212 ; V, 145
“ et Wolfe, L'historien.....	IX, 32
Grasse, L'amiral de.....	VIII, 376 ; IX, 19
Graveurs au Canada, Les.....	II, 63, 108

- Gray, Edward-William.....VIII, 16
 “ et Wolfe, L’élégie de.....VII, 288 ; VIII, 51
 Great-Eastern, Le I, 169, 174 ; IX, 378 ; X, 92
 Green-Bay, Origine du nom.....III, 15, 31 ; VII, 81
 Greffiers des Plaidoyers Communs à Québec.....X, 211
 Gnérin, Jean.....IX, 32, 86
 Gugy, Barthélemi.....V, 320 ; VI, 89
 “ Bartholomew Conrad-Augustus..VI, 92 ; X, 333
 “ Conrad.....V, 320 ; VI, 89
 “ L’hon. Louis.....V, 320 ; VI, 89
 Guignolée, La.....V, 95 ; VI, 28
 Guillaume IV au Canada, Voyage de.....VI, 147
 “ “ et le barbier yankee.....V, 107
 Guillin, Charles.....I, 179, 182
 Guillotinés américains, Les.....II, 130, 168 ; V, 238
 Guimont, Louis.....IX, 192, 274
 Guyon, Jean.....I, 18
 Habitant, Origine du mot.....IV, 352, 376 ; V, 105
 Habitants, Compagnie des.....VII, 256, 279
 Haldimand, Sir Frederic.....II, 71 ; IV, 275, 365
 Hale, Le colonel.....IX, 224
Halifax Gazette, La.....VI, 160, 213
 Hamilton, Henry.....IV, 283
 Hardinge, Sir Henry.....III, 176 ; VIII, 370
 Haut-Canada, Lt-gouverneurs du...IV, 191, 218, 281
 Haut-Canada, Origine du nom.....VI, 339
 Hazen, Le brigadier-général Moses.....VII, 128, 159
 Hazeur, François.....I, 177, 178
 Hazeur, Thierry.....IV, 110, 112
 Head, Le fils de sir Edmund-Walker..III, 192 ; IV, 58, 90
 “ Les deux gouverneurs.....IV, 143
 “ Sir Francis-Bond.....IV, 33, 219
 “ Sir Edmund-Walker.....I, 63
 Hébert, Louis.....V, 295, 327 ; VI, 64, 88
 Henry’s Bank of Laprairie, La.....IV, 96
 Hermine ou Belette roselet, L’.....II, 80 ; VI, 209

Hermite de l'île Saint-Barnabé, L'.....	X, 32
“ de Trois-Pistoles.....	V, 223, 260
Heriot, George.....	VII, 90
Herriott, Frederic-George...I, 98 ; V, 227 ; VII, 171	
Hertel de Rouville à Boston, M.....	IX, 192
Hiché, Henri.....	I, 183
Hinnisdal et les d'Armaillé, Les d'.....	I, 175, 190
Hinsdell, Le captif anglais.....	IV, 354
Hirondelles, Les migrations hivernales des...III, 80, 94	
<i>Histoire de N.-D. de Bon-Secours à Montréal.</i> ..	VI, 242
Histoire du Canada avant 1672.....	V, 192 ; VI, 92
Histoires de familles.....	V, 288 ; IX, 276 ; X, 159
Hochelaga, Signification du mot.....	IV, 224, 286
Hocquart, Gilles.....	VII, 7
Holland, Major Samuel.....	I, 26 ; V, 96
Hollandais de la Nouvelle-Belgique...IX, 96 ; X, 93	
Holmes, Le capitaine.....	IV, 277, 365
Hommage, Foy et.....	III, 27 ; IV, 242
Honorable homme, L'expression.....	VI, 192, 223
Hope, Henry.....	IV, 283
Horse boats, Les.....	VI, 160, 191
Houdin, Le récollet.....	IV, 31
Hoüel, Louis.....	III, 125 ; IV, 224
Howick, La paroisse de.....	IV, 159, 190
Huananiche ou Ouananiche.....	V, 63, 338
Hubert, Complainte du curé.....	VII, 256 ; VIII, 28
<i>Hue</i> , Les expressions <i>dia</i> et.....	I, 128, 136
Huissiers et praticiens, Les.....	V, 38
Huitres au Canada, Les.....	II, 80, 110, 140
Humphrey, Le bourreau.....	VI, 256, 281
Hunter, Le lieutenant-général Peter...IV, 218, 281	
Hurons, Les..VI, 32, 64, 96 ; VIII, 32, 90 ; IX, 288 ; X, 25	
Hygiène sous le régime français.....	V, 192, 281
Iberville, Pierre LeMoyne d'.....	
..... II, 48, 62 ; VI, I, 298, 301 ; IX, 224 ; X, 212	
Icebergs.....	IV, 19

Ile aux Grues.....	IV, 165
“ “ Lièvres.....	VIII, 96
“ “ Oies.....	VI, 47
“ “ Oeufs.....	IV, 221
“ “ Ruaux.....	I, 144, 157, 172, 189 ; I, 88
“ de Brion.....	IV, 378 ; V, 150
“ de la Madeleine.....	V, 151
“ de la Visitation, Croix de l’.....	IV, 351, 369
“ d’Orléans.....	II, 90, 159 ;
IV, 377 ; V, 72, 100 ; VIII, 288, 318 ; IX, 64 ; X, 22	
Ile du Prince-Edouard.....	VI, 378 ; VIII, 286
“ ésus, La colonisation à l’.....	IV, 128
“ Lamotte, Origine du nom de.....	VI, 196
“ Madame.....	I, 144, 157, 172, 189
“ Oracointon.....	III, 32 ; IV, 179
“ Saint-Barnabé, L’hermite de l’.....	X, 32
“ Saint-Hélène comme lieu de détention.....	I, 128
“ “ “ près de Montréal.....	V, 352
Iles Les.....	VI, 224
“ Saint-Pierre et Miquelon.....	III, 176 ; IV, 28 ; VIII, 151
Imbert, Jacques.....	I, 183
Imprimerie dans le Nouvelle-France. L’.....	X, 160, 190
Indemnité de nos députés, L’.....	IX, 160 ; X, 118
Indépendance, Les Canadiens et la guerre de l’.....	VI, 209
Index, Ouvrages canadiens à l’.....	II, 64, 79
Inglis, Charles.....	VII, 359
Inhumations hâtives, Les.....	V, 364 ; VI, 41
Institution Royale, La décadence de l’.....	IV, 66
Intendants de la Nouvelle-France.....	VII, 256 ; VIII, 55
“ Intitulations, ” La querelle des.....	VIII, 352, 367
Invasion de 1775-76, L’.....	VI, 132
Irlandais, <i>bus de soie</i>	IV, 378 ; V, 85
“ et Canadiens, Animosités entre.....	V, 319
Iroquois brûlé vif à Québec, Un.....	IX, 288 ; X, 25
Iroquois.....	IV, 95, 123, 183 ; VI, 96, 116 ; VII, 352
Jacau de Fiedmond.....	V, 178

Jacques-l'artier, Le fort.....	VI, 32
" J'ai du bon tabac dans ma tabatière ".....	III, 16, 47
James, Origine du nom Baie.....	VII, 272
Jarretière, Canadien décoré de la.....	IV, 32, 92
Jarrets noirs, Les.....	IV, 320, 369
" Je m'en moqué comme de l'au quarante ".....	III, 128, 153
" Je me souviens, " Origine de la devise.....	II, 20
Jemmerais, Madame de la.....	VII, 25
Jérémie, Nicolas.....	IX, 96, 188, 246
Jésuites canadiens et Jésuites français.....	V, 256
" <i>Journal des</i>	II, 32, 47 V, 21, 52
" <i>Relations des</i>	II, 48, 155 ; IV, 226
" Leur mascarade à Mâcou.....	IV, 159
Jésus, Quête de l'Enfant.....	V, 25
" Je te payerai trois liches moins deux lires ".....	III, 89
Jetté, Armes de l'hon. sir Louis-A.....	V, 77
Jogues, Le jésuite.....	VIII, 148 ; X, 60
Johnson, Le mont.....	VII, 160, 181
Johnstone, Le chevalier.....	IV, 128 ; VII, 56
Joliet, L'hon. Barthélemi.....	VIII, 13, 20
Jolliet, Mort de.....	I, 38 ; VIII, 277, X, 96
" Descendants de.....	VII, 373 ; VIII, 277 ; IX, 351
" Frères de Louis.....	VIII, 313
" Orthographe du mot.....	VIII, 39
" et le lac des Illinois.....	II, 112, 189
" et sa carte de 1673-74.....	I, 20, II, 112, 189
Jonathun, Le sobriquet <i>Frère</i>	V, II, 288, 316
Jonquière, Couplets sur M. de la.....	II, 57
Jonquière, La mort de M. de la.....	III, 112, 127 ; IV, 211
" Le testament de M. de la.....	V, 268
" au Canada, Les de la.....	IV, 275
Journal canadien-français, Premier.....	III, 153 ; VI, 160, 213
" <i>des familles</i>	VIII, 154
" du curé Récher.....	I, 126 ; IX, 97, 129, 161, 289, 321, 353
" <i>du dimanche</i>	VIII, 124
" français aux Etats-Unis, Premier.....	VIII, 281

Journaux du Canada	III, 176 ; IV, 28
“ publiés à Lévis.....	III, 176 ; VI, 286
“ “ à Longueuil.....	V, 22
“ “ à Trois-Rivières.....	III, 176; VII, 256, 280
Jours, Différence de la longueur des	I, 112
Jubilaires, Quatre	IV, 71
Juchereau de Maur, Noël	VI, 81
“ de St-Denys, Louis.....	V, 352; VII, 64; VIII, 154
Juchereau de Saint-Ignace, Jeanne-Françoise ..	X, 276
Juchereau des Châtelets, Noël	VII, 64; VIII, 86
Judicature en 1732, La	V, 203
Juge en prison, Un	VIII, 113
Juges canadiens-français de 1775 à 1812	VII, 80
Juges de Trois-Rivières	VI, 128, 144
Jumonville et les Villiers, Les	VII, 256
“ et ses compagnons.....	X, 160, 250
Juneau-City, Origine du nom	IX, 265
Juridiction royale dans l'Ouest	V, 160
Jurons populaires, Nos	V, 359
Justice à la fin du dix-septième siècle, La	VI, 36
Justice et nos seigneurs, La haute	VIII, 224, 286
Kalm au Canada	II, 143 ; V, 68 ; VI, 80
Kamouraska, Protonotaires du district de	X, 8
“ Saint-Louis de.....	II, 81
“ Shérifs du district de.....	X, 175
Kanucks, Origine du sobriquet	IV, 377
Kempt, Sir James	II, 116
Kent et le curé Renault, Duc de	II, 128 ; IV, 246
“ et la comtesse de Saint-Laurent, Duc de..	X, 187
“ et les francs-maçons canadiens, Duc de..	IV, 214
“ parrain, Duc de.....	IX, 320, 347
Kerbodot, Bochart et	II, 68, 178 , V, 80
Kerr, La suspension du juge	II, 176 ; III, 42
Kierskow-ski, L'hon. Alexandre-Edouard	X, 86
Kilder, Le récollet	VI, 352
Kimber, La famille	V, 160, 252

- Kirke, Les frères. . . III, 96, 141 ; V, 326, 330 ; VIII, 39
 Knox, Une légende de. I, 128 ; II, 136
 Kondiarouk, La fille de. VII, 224
 Kreighoff, Le peintre. I, 32, 45, 57
 LaBarre, Antoine Lefebvre de. II, 82, 84
 La Boujonnier, Flour. IV, 325 ; V, 79
 Labrador, Etablissements français au . . I, 159 ; III, 6
 Labrie, Le docteur. . . . IV, 95, 122 ; V, 288 ; VIII, 50
 LaBrosse, Le Père jésuite. . . V, 11, 77, 159 ; VII, 285
 LaChassaigne. — Voir Chassaigne
 L'Achigan, Saint-Jacques le Majeur de. . . . II, 17
 LaChine, Le canal de. I, 160 ; II, 123 ; VI, 260
 " Le massacre de VI, 47
 La Colombière. — Voir Colombière
 LaCorne, l'abbé de. I, 182
 " Le capitaine. II, 115
 Lac Saint-Louis, Postes du. I, 145, 165
 " Saint-Pierre, Origine du nom. II, 72
 " Simeon. X, 85
 La Durantaye. — Voir Durantaye
 La Fayette et le Canada II, 162
 Laffilard, Le conseiller. I, 32, 45
 Lafèche et le curé Boucher, Mgr. IX, 174
 Lafontaine, Jacques Belcour de I, 180
 LaFontaine, Sir L.-H. III, 190 ; IV, 139
 La Galissonnière. — Voir Galissonnière
 Lagier, La mort du Père. III, 112, 143
 La Jonquière. — Voir Jonquière
 Lajoue, François. I, 39, 58
 Lajus, Le docteur. I, 10 ; IV, 340
 Lalemant, Le Père Gabriel. VIII, 19, 39
 LaMartinière, Bermen de . . . I, 52, 170, 178 ; IV, 133
 Lambert, Eustache IV, 109
 La Mollerie, L'enseigne de. VII, 160, 185, 209
 LaMothe-Cadillac, M. de. . . I, 160 ; IV, 209 ; VIII, 39
 Lanaudière, Charles de. VI, 7 ; X, 32

- Lanaudière, Famille de**.....VII, 373
 " **Marguerite de**.....I, 175 ; II, 13
Landriève, Le commissaire.....II, 15, 45, 50, 89
Langevin, La Trappe de.....VI, 203 ; VII, 352
Langlois, Germain.....VI, 142
 " **Le Père trappiste**.....IV, 378 ; VI, 156
Langue française au Canada.....
 III, 16 ; IV, 191, 812 ; VII, 256 ; VIII, 52 ; X, 122
Lanouillier de Boisclerc.—Voir Boisclerc
LaPérouse à Québec, Le navigateur.....II, 79, 94
LaPlace, Le commandant.....IV, 160
Laporte, L'abbé Stanislas.....VII, 145
La Potherie—Voir Le Neuf, Le Roy, Potherie
LaRigaudière, L'aventure de M. de.....III, 15, 61
LaSalle, Le fils de M. de.....VI, 160
 " **Lieu de naissance de M. de**.....III, 72
 " **Mort de M. de**.....III, 160, 175
 " **Orthographe du nom**.....IV, 128, 308
 " **et la Société de Jésus, M. de**.....II, 31, 154
LaTerrière. Descendants du docteur....IV, 63, 117
LaTour, L'abbé de.....I, 66
Latresse et la presse des matelots.....IV, 22
Lauberivière, Notes sur Mgr de.....I, 4
Laure, Le Père Pierre.....I, 37 ; VI, 152
Lauréats canadiens de l'Académie française..III, 160
Laurentides, Le nom de.....III, 32, 151
Laurier, La famille de Sir Wilfrid.....I, 160, 173
 " **L'arpenteur Charles**.....II, 112
Lauzon, La famille de M. de.....V, 196
Laval et les religieuses de Port-Royal, Mgr deIX, 240
 " **Le vénérable François de**.....VIII, 117
 " **L'oraison funèbre de Mgr de**.....III, 128, 156
LaValinière, L'abbé Huet de..VII, 96, 178 ; X, 129, 161
LaVallière, Madame de.....II, 160, 191 ; III, 27
Lavolette, fondateur de Trois-Rivières..II, 66 ; IX, 320
 " **Pierre**.....I, 47, 58

Leaders de township.....	II, 144, 183
Leake, Le capitaine Matthew	V, 96
LeBer de Saint-Paul, Jacques.....	32, 89
LeBlond de Saint-Hilaire, Le chevalier.....	III, 167
LeBrun, Un tableau de.....	IV, 378; V, 158, 249
L'Ecuyer, Eugène.....	VII, 288; IX, 122
Lees, John.....	IV, 344
Lefebvre, Le Père.....	IV, 207
Lefebvre de LaBarre—Voir LaBarre	
“ et Mme de la Pérade, Le curé..	VI, 160, 340
Lefrançois, Le Frère Luc.....	IV, 223; VI, 152
“ L'imprimeur patriote.....	II, 80, 95, 126
LeGardeur de Saint-Pierre, Jacques.....	V, 233
LeGauffre, Thomas.....	II, 143; III, 25
Légendes de nos ancêtres, Les.....	V, 100
LeJeune, Premiers élèves du Père.....	IV, 31, 91
LeLoutre, L'abbé Louis-Joseph de.....	X, 288
LeMaistre, Francis.....	V, 147
LeMercier, Le chevalier.....	IX, 378
Lemieux, L'hon. François-Xavier.....	IX, 308
LeMoine, sieur de Chassé.....	II, 96
LeMoyne, Orthographe du mot.....	VIII, 39
LeNeuf de la Potherie.—Voir Potherie	
LeNeuf du Hérisson, Michel.....	II, 69
Lennoxville, Bishop University de.....	X, 32
Lepage, L'abbé.....	I, 144; V, 32, 91, 341
Le Roy de la Potherie.—Voir Potherie	
Léry, Joseph-Gaspard de.....	II, 50, 51, 140
“ Traité de M. de.....	I, 37; VII, 128, 157
“ L'hon. Louis-René de.....	VIII, 158
Lessart, Etienne de.....	X, 96
Lessay, Pointe à.....	III, 32; IV, 376; VI, 153
LeSueur, Le voyageur Pierre.....	IX, 160; X, 88
Letellier de Saint-Just, Armes de l'hon. Luc...V,	74
Lettres de noblesse de Dupont de Neuville..	VIII, 14
LeVasseur de Neré, Jacques..I, 37, 38; IV, 39; X,	320

- Le Verrier.**— Voir Verrier
- Lévis, Gaston-Pierre-Marc de.** VI, 20
- “ **La guerre de l'Indépendance et M. de.** ...III, 16
- “ **Les journaux publiés à.** VI, 286
- “ **L'île Oracointon et le fort.** ... III, 32 ; IV, 179
- “ **et les drapeaux de ses régiments.** ... V, 128, 309
- “ **Montcalm et.** VIII, 79
- “ **Notre-Dame de la Victoire de.** V, 7
- Lévy, François-Christophe de.** VI, 288 ; VII, 154
- “ **duc de Ventadour.** V, 292, 294 ; VIII, 189
- L'Hermitte, L'ingénieur.** I, 37
- Lino, Martin de.** I, 171, 179
- “ **Pierre de.** II, 140
- L'Islet, Notre-Dame de Bonsecours de.**
VI, 355, 358, 362 ; VII, 11, 14, 35, 39, 228, 274
- Lieutenants-généraux de la Prévôté de Québec.** VI, 328
- Lieutenants-gouverneurs de Gaspé.** V, 146
- “ “ **de la Nelle-Ecosse** VII, 128, 287
- “ “ **de Québec.**
IV, 223, 283 367 ; V, 73 ; VII, 62, 111, 229
- Lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada.** IV, 218, 281
- Littérateurs en 1843, Nos.** II, 128, 174
- Liturgie, Questions de.** V, 363
- Livre brûlé par le bourreau à Québec.** I, 32, 45
- Lods et ventes.** V, 136
- Loi du timbre au Canada.** II, 144
- Londres, Incendie de.** IV, 92
- Longueuil, Baronnie de.** IV, 127, 185, 212
- “ **Château de.** VI, 76
- “ **Curés et desservants de.** VII, 327
- “ **Dernier rejeton des.** V, 145
- “ **Jos.-Dom.-Emmanuel de** VII, 224, 255, 292
- “ **Journaux publiés à.** V, 22
- Longueuil, Le nom.**
 ... III, 176 ; IV, 114 ; V, 209 ; VI, 157, 349 ; X, 274

- Longueuil, Paul-Joseph LeMoyné, chevalier de... II, 71
 " Le premier baron de. II, 70 ; IV, 47
 Lonvilliers de Poincy, Philippe de.... IV, 377 ; V, 212
 Lorette, Hurons de la Jeune-..... VII, 137
 Lorne, Un Campbell indien et le marquis de... IV, 46
 Lotbinière, Eustache-Chartier de..... I, 178 ; IX, 238
 " Le récollet F.-L.... II, 31 ; IV, 9 ; VI, 210
 " L'hon. M.-E.-G. Alain Chartier de... IX, 263
 " Louis-Théandre Chartier de.... I, 152, 154
 " et les octrois en terre, M. de..... IX, 64
 " René-Louis Chartier de..... I, 170, 171
 Loubias, Arnould de..... II, 69
 Louis, délégué à Boston, M..... X, 128
 Louis, Le Frère..... IV, 96, 125 ; VII, 206, 267
 Louis autrefois, La valeur du..... IX, 18
 Louis XV au Canada, Un fils naturel de... IX, 32, 59
 Louis XVII est-il venu au Canada ? III, 66, 131
 Louis d'or et napoléons de France.... II, 64, 78, 170
 Louisbourg, Fondation de..... II, 79, 187
 " Médailles du siège de... VIII, 32, 127
 Louisiane, La meilleure histoire de la..... IX, 192
 " Origine du nom..... VI, 196
 Louis-Philippe et le Canada..... IV, 96, 126
 Loup-garou, Le..... V, 304
 Louvigny, Louis de la Porte de..... II, 70
 Luc.—Voir Lefrançois
 Lutin, Le..... V, 78
 Lyonnais, Les enfants du docteur..... III, 96
 Mabane, L'hon. juge.. VI, 245 ; VII, 42, 320, 351 ; IX, 148
 " Elizabeth..... VII, 320, 351
 Macart, Charles..... I, 178, 186 ; IV, 102, 106
 Macaulay, Le père de l'historien... II, 80, 172 ; II, 7
 Macdonald, Un duel de sir John.... V, 31 ; VI, 215
 MacIntosh, William..... II, 64
 Mackenzie, Origine du nom..... VII, 272
 " et ses Canadiens, Sir Alexander.... V, 287

MacNab et la langue française, Sir Allan	VI, 64
“ et le catholicisme, Sir Allan	V, 31, 62, 119
Madame, Origine du mot	II, 112, 127
Madeleine, Le braillard de la	III, 48, 76
Mademoiselle, Origine du mot	II, 112, 127
Magnan, Jean-Baptiste	II, 140
Maillou, Le sieur Noël	II, 187 ; III, 192
Maires de Montréal	I, 112, 125
“ “ Québec	I, 176 ; II, 13
“ “ Sherbrooke	VII, 141
“ “ Trois-Rivières	VII, 6
<i>Maison canadienne, La</i>	VIII, 160
Maisonneuve, Devise et blason de	VIII, 288
Maistre, Mgr Plessis et Joseph de	V, 241
Maitland, Sir Peregrine	IV, 219
Maitres de postes de Montréal	VIII, 16
Maizerets, Louis Ango des	II, 16, 123 ; IV, 287
Maladie de la Baie	I, 111, 123, 138
Malapart, André de	II, 67
Malartic, Le comte de	V, 109
Malavergne, L'abbé Pierre-Joseph	V, 128 ; VII, 316
Malbaie, Origine du nom	I, 111, 123, 138
“ Saint-Pierre de la	VII, 131
Malherbe, Le Frère	III, 176 ; IV, 85
Maltais, Le Port	II, 31 ; VII, 150
Manitoba, Origine du mot	II, 64, 92
Maniwaki, La réserve de	VII, 136
Mare Coutant, Le Frère récollet	II, 98, 119
Marchand, L'abbé II, 112, 141, 173 ; III, 115, 117, 132	
Marcoux, Pierre	II, 140
Marguerite au Canada, La	I, 32, 89
Marguillier protestant, Un	II, 48, 76
Maria, Les Micmacs de	VII, 139
Mariage à la gauminc	II, 192 ; III, 30, 46
Marie, délégué à Boston, M	X, 128
Marie de l'Incarnation, La mère	V, 365 ; VI, 151, 152

<i>Marie</i> , Le navire <i>La</i>	I, 63, 109
Marié cinq fois	II, 48, 62, 77, 91 ; IV, 242
Maringouin.....	I, 126, 155 ; II, 24 ; III, 160, 189
Marquette, Le Père.....	II, 96, 158 ; IV, 255, 286 ; VIII, 40
Martel, Jean.....	IV, 243 ; VI, 21
“ L'abbé Joseph Stanislas	VII, 108
“ et le général Wolfe, Le curé.....	II, 192 ; III, 90
Martin, Abraham	I, 43 ; VIII, 352
Martineau, L'abbé David.....	VII, 168
Martyrs ou patriotes.....	V, 31, 88
Mascouche, Origine du nom.....	II, 49
Massé, Le Père Ennemond.....	VIII, 40
Masson, Armes du lieutenant-gouverneur	V, 75
Masta, L'apostat.....	VII, 96 ; X, 33
Mattawa, Origine du nom.....	VII, 16
Maurault, L'abbé Thomas.....	VII, 274
Maure, Seigneurie de.....	VI, 256 ; VII, 52 ; IX, 83
McDonald, Le capitaine Donald.....	II, 143 ; III, 58
McDonell, Le lieutenant-colonel.....	I, 98
McLane, L'exécution de David.....	IV, 80, 144
Méan, Le baron de.....	II, 160, 190 ; III, 11
Médecine au Canada, Pionniers de la.....	IV, 159, 339
Médecins licenciés de 1789 à 1848.....	VII, 175, 201
Meilleur, Jean-Baptiste.....	VIII, 18
Memramcook, Registres paroissiaux de.....	V, 127
Ménage, Le curé.....	V, 362
Ménagerie des pauvres.....	II, 144 ; III, 11 ; V, 279, 341
Mère de trente-deux enfants.....	III, 64, 79
Mère des églises du continent américain.....	IV, 223, 254
Mésaventure, Une.....	VI, 141
Mésaventure d'un ambassadeur, La.....	III, 116
Messe du revenant, Le.....	III, 112, 142 ; IV, 51, 166
Messe en la Nouvelle-France, Première.....	IV, 162
Messes propitiatoires à Québec.....	I, 64, 78
Mesures de nos pères, Les.....	IV, 192
Metcelfe, Lord.....	IV, 321 ; X, 32, 255

- Métis ou Bois-Brulés.....V, 17
 Meulles, L'intendant Jacques de..... VIII, 268
 Meurons, Régiment des..IV, 288, 318, 346, 368 ; V, 56, 115
 Mézy. Mort du gouverneur de.....IV, 211 ; V, 52
 " Testament du gouverneur de..... X, 9
 Mezzofante, Le cardinal....III, 176 ; IV, 30 ; V, 319
 Michel, Le vice-amiral Jacques..IV, 192, 281 ; V, 327
 Michillimakinac, Requête des voyageurs de ..X, 65, 97
 Milice, Les commandants de notre..... V, 191, 275
 Milices avant 1759.III, 32 ; V, 95 ; VI, 185 ; VIII, 156
 Milices en 1775..... III, 52 ; VIII, 224
 Milices en 1812..... II, 168 ; V, 95, 184 ; X, 337
 Milnes, Robert-Shore.....IV, 283
 Mines d'ardoises au Canada..... I, 175
 Mines de fer à la Baie Saint-Paul..... II, 48, 77
 Mines d'or à la Beauce..... I, 175 ; II, 186
 Ministre, Origine du mot..... V, 378
 Minto à Rome, Lord..... VIII, 96
 Miquelon, Iles Saint-Pierre et III, 176 ; IV, 28 ; VIII, 151
 Mirabeau, Le chevalier de..... IV, 224
 Miramon, Les filles du général..... I, 126
 Missionnaires apostoliques, Les..... V, 192 ; IX, 190
 Mitaine des Puritains, La..... V, 96, 152
 Moine, Le chenal du..... II, 176 ; VI, 159
 Monck La révocation du gouverneur.. V, 96 ; VII, 319
 Moncton, Origine du nom.....VIII, 77
 Monnaie autrefois, Valeur de la.....IX, 18
 Monnaie de cartes au Canada, La.....II, 32
 Monnaies canadiennes les plus rares, Les..III, 64, 109
 Monongahéla, Le héros de la..... IX, 128
 Monroe, La doctrine.....IV, 191
 Monseignat, Charles de.....I, 171, 184 ; IV, 39, 133
 Montalembert, Le chevalier de..... IX, 224 ; X, 27
 " et le Canada, Le comte de..... V, 352
 Montcalm, La sépulture de.....II, 48 ; IX, 288
 " Le cocher de..... I, 113

- Montcalm, *Eloge historique du marquis de* VIII, 352, 374
 “ Jean Bellegarde et la montre de. . . VIII, 15
 “ Le frère de. II, 176 ; III, 27
 “ Le marquis de. II, 45 ; V, 320 ; VII, 79, 360
 “ Mort de (tableau de Watteau). . . . VII, 300
 “ Paroles de. II, 11 ; V, 144
 “ Maison. VIII, 225, 257, 329
 “ à Townshend, Lettre de. VIII, 395
 “ et l'Académie française. II, 48
 “ et la maison Arnoux. V, 378 ; IX, 3, 33, 65
 “ Lévis. VII, 79
 “ et Wolfe, Le monument.
 IV, 32 ; V, 305 ; VII, 360 ; IX, 75
 Montcalm, Uniformes de l'armée sous. . III, 32 ; VI, 185
 “ Lettres prophétiques de. III, 80, 111
 Montel, “ armateur du Canada ”. IV, 128
 Montenach, La famille de. VI, 365
 Montesson, M. de. III, 22
 Montgomery, Les deux. III, 64, 79
 Montmagny et la mort de Champlain. . . . IV, 31
 “ Un frère du gouverneur de. . V, 32 ; X, 32
 Montmollin, David-Francis de. II, 126 ; III, 2 ; VII, 288
 Montmorency, La chute. I, 176 ; II, 1 ; IV, 224
 Montréal à Québec, De. V, 239
 “ Buste de Georges III à.
 III, 192 ; VII, 352 ; VIII, 21
 Montréal, Capitulation de. V, 310
 “ Château de. III, 57
 “ Coroners de. VIII, 244
 “ Maires de. I, 112, 125
 “ Nom de. V, 32 ; IX, 255
 “ Place d'armes à. V, 351
 “ Premiers steamers à. VIII, 160 ; X, 57
 “ Records de. X, 117
 “ Revue littéraire à. I, 16
 “ Shérifs de. VIII, 200

- Montréalistes ou Montréalais..... II, 192 ; III, 71
 Montreuil, Le chevalier de X, 160
 Moquin, L'avocat Louis.....I, 160, 172 ; II, 54
 Morcellement des propriétés.....V, 72
 Moreau dit la Taupine, Pierre.....X, 213
 Morel, L'abbé Thomas.....III, 128 ; VII, 212
 Morin, La sœur Marie.....VI, 378 ; VII, 86
 Morin, Le curé Joseph Marie.....III, 129, 138
 Morin, Le juge A.-N.....V, 20, 267
 Morisseaux, curé de Charlesbourg, L'abbé.... II, 135
 Mornay, Mgr de.....IV, 247, 258 ; IX, 352, 375 ; X, 20
 Mots d'origine sauvage III, 48, 139 ; VI, 294
 Mouchy, M. de.....I, 153, 184
 Mounier, L'hon. François..II, 32, 62 ; IV, 343 ; VII, 284
 Mountain, George-Jehosaphat....III, 176, 190 ; IV, 317
 Mountain, lord évêque de Québec.....IV, 287, 316
 Mount-Murray, La concession de.....I, 123
 Moustique.....I, 126, 153
 Moyen, sieur des Granges, Jean-Baptiste.... VII, 47
 Murillo au Canada, Un tableau de.....IV, 303
 Murray au siège de Minorque.....III, 112 ; IV, 113
 Murray et le curé Martel.....II, 192 ; III, 90
 " Le général James.....IV, 365 ; VI, 312
 Murray, Sir George.....IV, 219
 Murray Bay.....I, 123
 Musique, Chant et.....II, 80, 156
 Myrand, La famille.....X, 75, 107
 Nadeau, Le capitaine.....III, 64 ; VI, 279
 Napoléon 1er et le Canada..II, 144, 158, 162 ; IV, 41, 317
 " " et l'île Sainte-Hélène.....I, 128
 Napoléons de France.....II, 64, 78, 170
 Natureau, Le mot.....IV, 351, 375
 Naufrage de l'*Africaine*.....IV, 377 ; V, 84
 " de l'*Auguste*.....VII, 32, 207
 " du *Chameau*.....
 III, 48, 74 ; VIII, 320 ; IX, 193, 225 ; X, 228

- Naufrage de l'*Orignal*.....VIII, 288, 306
 " en face de Laprairie.....IV, 64
 Navarre, M. de.....II, 45
 Navières, L'abbé Joseph.....V, 288, 366
 Navigation à vapeur sur l'Océan.....I, 12
 Navire en ivoire, Un.....II, 16 ; III, 40
 " espagnol à Québec.....III, 32 ; IV, 178
 Navires suspendus dans les églises..II, 16, 46, 59 ; III, 40
 Navires, Construction des....II, 133 ; IX, 224 ; X, 179
 Nègres à Québec sous le régime français III, 192 ; IV, 149
 Neilson, L'hon. John.....VIII, 246
 Nelson, Le docteur Wolfred.....IV, 160 ; VI, 189
 " Origine du nom Rivière.....VIII, 359
 Neuville.—Voir Dupont
 Niagara, La chute.....IV, 128 ; VI, 125
 Nicolai, Le comte et le vicomte de.....II, 79, 109
 Nicolet, Le nom, de.....VI, 378 ; VII, 21
 Nobles à la cession du pays, Exode des.....VI, 274
 Noblesse obligé, Le proverbe.....V, 319 ; VI, 20
 Noireur, L'année de la grande,.....III, 96 ; IV, 83
 Normandin, Joseph-Laurent.....I, 51 ; V, 319
 " Nos cœurs à la France, nos bras à l'Angleterre"....
 I, 175 ; II, 13
 " Nos institutions, notre langue et nos lois ".....
 IV, 63, 181 ; VI, 214
 Notre-Dame de Bonsecours à Montréal.....VI, 242
 " " de Bonsecours.—Voir L'Islet
 " " de Sainte-Foy..V, 377 ; VI, 67 ; VII, 244
 Notre-Dame de la Victoire de Lévis.....V, 7
 " " de Recouvrance à Québec, L'église VII, 64
 " " du Canada.....I, 80 ; II, 73, 186
 " " du Lac Saint-Jean (Roberval).....V, 67
 " " du Portage.....VI, 163
 Nouchet, Joseph-Etienne.....I, 182
 Noue, La mort du Père de.....II, 144 ; III, 42
 Nourritureau, Le mot.....IV, 351, 375

Nouveau-Brunswick, Le	IV, 320
Nouvelle agréable	I, 63, 77
Nouvelle-Amsterdam	IX, 96 ; X, 60
Nouvelle-Angleterre	V, 378 ; VI, 62
Nouvelle-Ecosse, Gouverneurs de la	VII, 128, 287
“ “ Origine du nom	V, 377 ; VI, 87 ; VII, 340
Nouvelle-France, Le nom de	I, 128, 133 ; IX, 20
Noyaux, Les	V, 81
Nuns of Canada	I, 47
O'Farrell, John	III, 99
Officier bleu	IX, 160
“ de marine	VI, 352, 373
“ de plume	X, 244
“ réformé, Ce que c'est qu'un	I, 92 ; II, 15
Oïes, L'île aux	VII, 47
Oka et ses missionnaires	VI, 147, 220
“ Les Iroquois d'	VII, 139
Olivier, L'hon. juge Louis-Auguste	VII, 146
Omar et le Père Vaillant, Le testament d'	VI, 42
Oncle à la mode de Bretagne	I, 126, 142
Onguiaahra, La rivière	IV, 256
Ontario, Lieutenants-gouverneurs d'	IV, 191, 218
Oracointon, L'île	III, 32 ; IV, 179
Orange, Où était située	IX, 96 ; X, 60
Ordre de la Jarretière	IV, 32, 92
“ de Saint-Louis	V, 126
“ de Saint-Michel	V, 126
“ de Saint-Sépulcre	VI, 256, 309
Ordre du Bon-Temps	I, 16 ; V, 178
Ordres du Roi	IV, 377 ; V, 126
Orgue apportée d'Europe par Mgr de Laval	III, 32
Orignal, Le naufrage de l'	VIII, 288, 306
Osier du Canada	II, 48, 77
O'Sullivan, L'hon. juge Michel	I, 97
Osunkhirhine, L'apostat	VII, 96 ; X, 33
Ottawa, Outaouais ou Outaoua	IV, 127, 187, 213

Ouananiche et huananiche	IV, 63, 338
Ouelle, Origine du nom de Rivière	III, 96, 125
Outardes, Volée ou voilier d'	II, 32, 47
Ouvrages canadiens à l'Index, Les	III, 64, 79
Pabos, Sainte-Adélaïde de	II, 129
Pain bénit, Le	IV, 127, 157 ; VI, 24
Painchaud, Le curé	I, 77 ; VIII, 256
Panet, Mgr Bernard-Claude	IV, 71
“ L'abbé Jacques	IV, 71
“ Lettre de Taschereau à l'hon. J.-A.	IX, 206
“ L'hon. Jean-Antoine	I, 157 ; VI, 333 ; VII, 80
“ L'hon. Pierre	VI, 243 ; VII, 80
“ L'hon. Pierre-Louis	III, 6, 49
Papiers, Les vieux	V, 200
Papineau, Joseph	III, 106 ; V, 191, 223, 253
Papineau à Montréal, Chemin	VIII, 64, 82
<i>Papineau, La chanson C'est la faute à</i>	V, 224
Paradis, Le capitaine	IV, 192, 221
Parkin, J. B.	III, 82, 98
Parlement canadien, Premier	I, 111, 122
Parricide du roi	I, 64, 78
Paroisse, La visite de	IX, 18
Paroisses, Les histoires de	VIII, 267
Pasquine, L'ingénieur	I, 36
Passage de France à Québec, Prix du	X, 244
Passage, d'Europe en Amérique	III, 160 ; VIII, 319
Pasteurs protestants après la conquête	II, 96, 126 ; III, 2
Patins, Coureurs en	II, 167
Patriotes de 1837, Les	II, 144 ; III, 11 ; V, 223 ; VIII, 32
“ ou martyrs	V, 31, 88
“ pendus dans le Haut-Canada en 1838	VIII, 32
Patron des Canadiens	II, 32, 169
Patronage dans l'armée, Le	II, 114
“ Le droit de	VI, 64
Paul, José	X, 273
Pécaudy de Contrecoeur	II, 117 ; IV, 193 ; X, 320

- Peinture sous le régime français, La... IV, 223 ; VI, 150
 Peiras, Jean-Baptiste de..... I, 153, 170
 Pellegrin, Le pilote du roi..... I, 53
 Pelletier, La médaille..... VIII, 376
 Pelletier, Le frère récollet Didace..... I, 27 ; VII, 373
 Pelletier, colon du lac Saint-Jean V, 319 ; IX, 160, 216
 Pemberton, Le pari de M..... V, 239
 Pemquid et l'emaquid..... III, 80
 Percepteurs des douanes à Québec..... I, 144, 157
 Pérade, Pierre-Thomas-Tarieu, sieur de la.. VI, 160, 340
 Percival, M..... I, 157
 Père et fils prêtres tous deux..... II, 80, 110
 Peré, Le sieur Jean..... IV, 160 ; X, 213
 Pères de la Confédération..... II, 122 ; V, 255, 246
 Perrault, J.-F.... IV, 181 ; V, 175 ; VII, 273, 320, 365
 Perrault, L'hon. Jean-Baptiste-Olivier VII, 80 ; VIII, 33
 Perrot, gouverneur de Montréal..... X, 128
 Perthuis, Joseph..... I, 182, 187 ; II, 62 ; IV, 344
 Petit, Jean..... I, 178
 " L'abbé Louis..... IV, 132
 Petit-Canada, Le..... V, 191, 221
 Petit de Verneuil, Jacques..... V, 112
 Petite-Nation, Seigneurie de la..... IV, 128, 173
 Peuple de gentilhommes..... III, 160, 188 ; IV, 26
 Peuvret de Gaudarville, Alexandre... I, 184 ; IV, 112
 Peuvret de Mesnu, J.-B. I, 152, 183 ; II, 5
 " " " Denis..... I, 184
 Phips, Sir William... I, 62, 92 ; II, 31, 46, 60, 74 ; III, 149
 Piastre, Origine du signe \$..... VI, 160, 216
 Pichon, Thomas..... V, 32, 92
 Pie, La navire La..... I, 63, 109
 Pierre philosopale à Québec, La..... II, 79
 Pierron, Le Père..... VI, 150
 Pilon au Canada, La peine du... II, 192 ; III, 14, 30
 Pin de la rivière Saint-François, Le..... III, 80, 95, 123
 Pinguet, La famille..... IV, 104, 110

Piopolis, Saint-Zénon de.....	VI, 195
Pitt, Le jeune	VI, 288 ; IX, 224
Pizeau, Côte à.....	VI, 64
Plaidoyers Communs, Les Cours des.....	X, 320
Plaines d'Abraham..I, 43 ; II, 126 ; III, 7, 58, V, 325	
“ “ Prisonniers des.....	VI, 288, 247
Plaines d'Abraham et Agnès Thompson.....	V, 551
Plamondon, L'abbé François-Xavier.....	VII, 173
“ Louis.....	VIII, 242
Platon et son histoire, Le.....	VIII, 15
Plessis à Rome, Mgr.....	X, 111
“ et de Maistre, Mgr.....	V, 241
“ et le serment du test, Mgr.....	II, 141
“ et le tableau de Saint-Michel, Mgr..	V, 32, 276
“ et Mezzofante, Mgr.....	III, 176 ; IV, 30
Plouffe, Abord ou Bord à.....	V, 378 ; VI, 115
Poëles au Canada, Les premiers.....	II, 53
“ dans les églises, Les.....	IV, 352 ; V, 57, 83, 117
Poème héroï-comique, Un.....	III, 114, 117, 132
Poésie franco-canadienne, Bibliographie de la	VI, 232
Poincy, Philippe de Louvilliers de...	IV, 377 ; V, 212
Pointe-à-la-Garde, Le combat de la.	V, 192, 282 ; VI, 153
Pointe-à-Laissay	III, 32 ; IV, 376 ; VII, 153
Pointe-au-Pic, Orthographe du nom.....	I, 160 ; II, 137
Pointe-aux-Trembles, Saint-Frs de la.....	III, 129
Pointe Boyer.....	II, 31 ; III, 16, 74 ; X, 275
Pointe Olivier.....	V, 291
Pôle Nord, Les Canadiens au.....	VI, 159, 215, 278
Pommes de terre au Canada.....	I, 32, 46, 57, 159
Pommier, L'abbé Hughes.....	VI, 152
<i>Pomone</i> , Le navire <i>La</i>	I, 63, 109 ; III, 8
Pompadour et la Nouvelle-France, La	
.....	I, 32, 46, 159 ; II, 64, 124, 153
Ponent, La marine de.....	IV, 320, 348
Pontentre l'île aux Grues et le Cap	VIII, 288 ; IX, 58

- Pont sur la rivière Saint-Charles, III, 192 ; IV, 54, 87
 Pont Victoria, Inauguration du..... V, 127, 189
 Pontleroy, L'ingénieur de..... I, 37
 Porlier, Le curé P. A..... VI, 132
 Portage, Notre-Dame du..... VI, 163
 Port-Daniel, Saint-Georges de..... V, 323
 Porteous, James..... VIII, 18
 Port-Malais, Le..... II, 31 ; VII, 150
 Portneuf, La famille de..... II, 140 ; IV, 37
 " La seigneurie de..... II, 62 ; IV, 344
 " René Robineau de Bécancour, baron de II, 140
 " Pierre Robineau de Bécancour, baron de II, 140
 " Le curé Philippe-René de V, 31, 213 ; VII, 250
 " Le rocher de..... I, 48, 62
 Port-Royal et Mgr de Laval, Les religieuses de IX, 240
 Postes du Roi, Les..... II, 79, 187
 Postes autrefois, Les..... II, 48, 77 ; VII, 89
 Potasse au Canada, Fabrication de la.... X, 224, 277
 Potherie, Jacques LeNeuf de la.....
 II, 67 ; IV, 288 ; VI, 29 ; IX, 160, 311
 Potherie, Le lieu de la..... I, 224 ; VI, 29
 " L'historien LeRoy de la IV, 288 ; IX, 160, 286
 Potton, Origine du nom..... IV, 287
 Poulet, Dom George-François..... V, 223, 260
 Powell, John..... VII, 215
 Praticiens, Les anciens huissiers et..... V, 38
 Prédiction mystérieuse, Une..... IV, 165
 Prélats domestiques de Sa Sainteté, Les... V, 192, 219
 Premier né dans une colonie... VIII, 192, 216
 Prescott, Robert..... IV, 283 ; VIII, 90
 " Origine du nom..... VIII, 209
 Presnaux, Mgr Machéo de..... III, 128 ; IV, 247
 Presse des matelots à Québec.... III, 48, 91 ; IV, 22
 Presse pédagogique dans Québec, La..... IV, 147
 Prêtre député au Congrès... II, 192 ; III, 13, 45, 74 ; VI, 197
 " médecin, Un..... V, 115

Prêtres, Cinq frères	V, 273
Prêtres et le droit de vote, Les	III, 16
Prêtres français prisonniers à Québec ..	VI, 101; IX, 271
" nés à Saint-Nicolas	I, 16
" français réfugiés au Canada	V, 128, 186
" savoyards envoyés au Canada	X, 225
Prevost, François	II, 70 ; IV, 130 ; X, 256
" Lettre de Salaberry à sir George	VII, 79
" à Québec, Statue de sir George	II, 160
" et l'habitant canadien, Sir George	II, 165
Prévôt de la maréchaussée à Québec ..	VII, 320, 368
Prévôt ou syndic des marchands	IX, 362, 376
Prévôté de Québec, Lieutenants généraux de la	VI, 328
Prie-Dieu, L'affaire du	IV, 224 , VIII, 181
Primogéniture au Canada, Loi de	II, 192; V, 160; VI, 286
Prince-Edouard, L'île du	VIII, 286
Prise de possession d'une cure	I, 126 , II, 9
Prisons à Québec avant 1759	V, 64 ; VI, 53
Procès criminel au dix-septième siècle	X, 193, 229
Procureur fiscal, La charge de	III, 192
Procureurs-généraux de la Nouvelle-France ..	IX, 82
Propriétés, Le morcellement des	V, 72
Prospectus	I, 1
Protestants et catholiques dans la même église	V, 377 ; VI, 63 ; VIII, 127
Protonotaires apostoliques canadiens	V, 127, 184, 252, 285
" du district de Beauce	X, 40
" " " " Kamouraska	X, 8
" " " " Québec	X, 117
" " " " Saint-Hyacinthe	X, 19
" " " " Trois-Rivières	X, 275
Proulx, L'abbé Louis	IX, 49
Proverbes, Deux	VI, 276
Puisaye, Le comte de	III, 146 ; V, 255 ; VI, 192, 280, 320 ; VII, 27
" puisieux ou Puseaux	VIII, 41

- Québec, Administrateurs de la province de.. VII, 229
 “ Anse des Mères à..... V, 256
 “ Armes de l'archidiocèse de I, 192; II, 137; IX, 191
 “ “ des lieutenants gouverneurs de... V, 73
 “ Armoiries et devise de la province de II, 19, 20
 “ Bastion du Cap aux Diamants à.... VII, 352
 “ Bibliothèque de la Législature de..... VI, 288
 “ Bureau de poste à..... V, 128, 153, 247
 “ Cathédrale de VI, 128 ; VII, 268
 “ Caveaux de la basilique de..... IV, 98, 130
 “ Château Saint-Louis de VII, 268
 “ Citadelle de IV, 307
 “ Club de raquettes à..... I, 48
 “ Collège des Jésuites à.....
 IV, 32, 192 ; V, 28 ; VIII, 224, 247
 Québec, Compagnie de protection de III, 192
 “ Consuls de France à..... VI, 378 ; VII, 59
 “ Coroners du district de..... VIII, 78, 147
 “ Côte à Moreau à..... III, 160
 “ Curés de Notre-Dame de..... VIII, 276
 “ de 1620 à 1632..... V, 292, 324
 “ Evêché de.... II, 63, 78
 “ Fonte de cloches à..... VI, 192
 “ Français qui y restèrent en 1629.....
 IV, 320 ; V, 329 ; IX, 60
 Québec, Gardiens de la prison de..... I, 121
 “ Incendie du théâtre Saint-Louis à V, 192, 343
 “ Iroquois brûlé vif à..... X, 25
 “ Lien des exécutions capitales à III, 80; IV, 307
 “ Lieutenants-gouverneurs de
 IV, 223, 283, 367 ; VII, 62, 111, 229
 Québec, Maires de la cité de..... II, 13
 “ Mère des églises du continent .. IV, 223, 254
 Québec, Messes propitiatoires à..... I, 64, 78
 “ Nègres sous le régime français à III, 192; IV, 149

- Québec, Organisation contre les incendies à
 IV, 160 ; VI, 221
- Québec, Origine du mot VII, 96, 119
- “ Paroisse Notre-Dame de IV, 127
- “ Percepteurs des douanes à I, 144, 157
- “ Porte Saint-Jean à I, 57
- “ Premier cabaret à IV, 31, 116
- “ Prisons à III, 15 ; V, 64 ; VI, 53
- “ Protonotaires du district de X, 117
- “ Retraites ecclésiastiques du diocèse de
 VII, 160, 275
- Québec, rue Desmeules à IV, 160
- “ Rue du Trésor à VIII, 32
- “ Rue Port-Dauphin à II, 64, 78
- “ Rue Saint-Jean à I, 48, 61
- “ Serment de fidélité du clergé de IX, 266
- “ Shérifs du district de VII, 274
- “ Siège de
 I, 47, 144, 157 ; II, 31, 46, 143 ; V, 288 ; VI, 277
- Québec, Société du feu de VI, 96, 221
- “ Source d'eau minérale à II, 160
- “ Supérieurs du séminaire de V, 320 ; VI, 85
- “ Terrasse Dufferin à IV, 127
- “ Vaisseaux de guerre français à VI, 64, 310
- “ Vauban et les fortifications de VII, 192
- Quertier, L'abbé III, 13
- Quesnel, Comé lies de Joseph IX, 224
- Question de géographie I, 56
- Quête de l'Enfant-Jésus IV, 352 ; V, 25
- Rabat dans le diocèse de Québec I, 112, 124, 141
- Raby, L'abbé Louis IX, 17
- Racine, Mgr Antoine VII, 170
- “ Ville de II, 16, 59 ; III, 41
- Radisson, Pierre IV, 32, 92, 366 ; V, 104
- Raffaix, Le Père I, 37
- Rageot, Gilles I, 183

- Raimbault, L'abbé Jean.....V, 187
 Ralde, Raymond de la.....V, 295, 297, 298
 Ramezay, Claude...II, 70, 116 ; IV, 132, 378 ; V, 348
 " J.-B.-N. Roch de V, 59; VII, 288; IX, 192; X, 192
 " La noblesse de la famille de...IV, 378 ; V, 59
 Randin, L'ingénieur.....I, 36
 Rasles, *Dictionnaire du Père*.... VI, 207 ; X, 288, 319
 " Orthographe du nom..... I, 64, 78
 " Le Père Sébastien..... V, 228
 " La peinture et le Père.....VI, 152
 Raudot, Les deux intendants... I, 176; 191 ; IX, 157
 Raye, Cap de..... III, 40
 Ré, sieur de Gand, M. de IV, 98, 287; VII, 23 ; IX, 23
 Rébellion de 1837-38.....IV, 207
 Recensements du Canada...VII, 96, 115, 147 ; IX, 192
 Réchauds, Au temps des..... V, 117
 Récher, Épitaphe du curé.....VI, 144
 " Journal du curé I, 126; IX, 97, 129, 161, 289, 321, 353
 Récollets au Canada, Les... II, 96 ; IV, 96, 157
 Records de la cité de Montréal..... X, 117
 Réduits pour se protéger contre les Iroquois...III, 192
 Régiment " Royal Canadien ", Le VII, 352, 372
 Régime seigneurial, Le.....VII, 142
 Règne militaire.....IV, 364
 Renaud, Jean.....II, 140
 Renault, Le duc de Kent et le curé.. III, 128 ; IV, 246
 Rente foncière..... V, 136
 Repentigny, Jean-Baptiste LeGardeur de I, 177; V, 191
 Représentation du peuple au Congrès..... II, 192
 Réserves du clergé, Les VII, 160, 186
 Retraites ecclésiastiques de Québec.... VII, 160, 275
 " Rétribution ", Les articles signés..... II, 143
 Revenant, La messe du.... III, 112, 142 ; IV, 51, 166
 Révolution, Les émigrés de la.....III, 56, 146
 Rhéaume, commandant des milices..... IV, 224
 Richard, L'abbé Gabriel.. II, 192; III, 13, 45, 74; VI, 197

- Richmond, Duc de IV, 193, 211; V, 112; VIII, 30; X, 41, 43
 Rigaud, Sainte-Marie Madeleine de VII, 355
 Rigauville, Hon. J.-Marie des Bergères de VIII, 128, 350
 " Nicolas des Bergères de VIII, 249
 " Raymond des Bergères VIII, 212
 Rimouski, Le fondateur du collège de VIII, 352
 " M Baldwin et le comté de III, 176, 190
 Ristigouche, Bataille de V, 192, 282 ; VI, 153
 " Micmacs de VII, 140
 Riverin, Denis I, 171
 Rivet, Pierre I, 184
 Rivière, Hilaire Bernard de la I, 39, 58
 Rivière Boyer, Le nom de la II, 31; IX, 275
 " du Sud, La seigneurie de la VII, 32, 117
 " Ouelle, Origine du nom III, 96, 125
 Roberge, serviteur de Mgr de Laval IV, 65, 181
 Robert, Edmé-Nicolas IX, 53
 " Louis IX, 53
 Roberval, Notre-Dame du lac Saint-Jean de V, 67
 " Le navire de VI, 207
 Robins, Le capitaine Willian-G VII, 94
 Robinson, Sir Frederick-Philippe IV, 219
 Robitaille, Armes de l'hon. Théodore V, 75
 Rocheblave, La famille de IV, 357
 Rochefoucault-Liancourt, Le duc de X, 160
 Rocher au Pin III, 80, 95, 123
 Ræbuck, John-Arthur IV, 160, 310 ; V, 371
 Roger Guillaume I, 184
 Rohault, Le Père René IV, 192 ; V, 28
 Rolette, Frédéric I, 20, 44
 " Le canton V, 64, 146
 Rolland, L'hon. Juge Jean-Roch X, 58
 Rosaire, Le I, 31
 Rototte, Le lieutenant V, 141
 Rottenburg, Le major-général Francis de IV, 219
 Rouffio, Madame Joseph I, 176 ; II, 24

Rouge, Jean le.....	I, 18
Rouillard, Le Père Ambroise	III, 176 ; IV, 52
Round Robin, Le	IX, 192, 245
Rousseau, Le général L.-H.....	III, 176 ; IV, 114
Routh, Sir Randolph-Isham....	VIII, 111, 112
Rouville à Boston, Hertel de.....	IX, 192
Royal Canadien ou Royal Canadian Volunteers.....	VII, 352, 372
Royal William, Le navire à vapeur.....	I, 12
Rupert, Origine du nom Rivière.....	VII, 272
Ryland à l'hon. G.-E. Taschereau, Lettre de	VII, 335
Sacerdoce, La fête du.....	III, 176, 190
Saguenay, Bateaux sur la rivière.....	IV, 31, 180
Saint-Albert, T. N. O.....	VIII, 136
Saint-Alphonse de Liguori, La théologie de....	VI, 192
Saint-Alphonse du Saguenay.....	VI, 35
Saint-Ange, La côte.....	IX, 128, 319
Saint-Ancet de Godmanchester.....	III, 33
Saint-Anselme.....	II, 145
Saint-Antoine de Bienville	V, 195
“ “ “ Tilly.....	VIII, 321
Saint-Augustin de Portneuf....	IX, 83
Saint-Barnabé, L'hermite de l'île.....	X, 32
Saint-Benoit Labre de Amqui.....	VII, 195
Saint-Bonaventure de Hamilton.....	VII, 227
Saint-Castin, Les barons de	VIII, 192 ; IX, 222
Saint-Cendre ou Saint-Xendre.....	III, 112
Saint-Charles Borromée de Garthby.....	V, 363
“ “ Pont sur la rivière..	III, 192 ; IV, 54, 87
Saint-Clet de Soulanges.....	VI, 99
Saint Cuthbert.....	II, 177
Saint-Denis, Distillerie de.....	IX, 352
“ “ Fief.....	IX, 160, 213
“ “ Joseph-Charles Juchereau de..	VIII, 154
“ “ Le ruisseau.....	VII, 114
Saint-Elie de Caxton.....	IV, 65

Saint-Eloi de Témiscouata.....	VI, 259
“ “ La fête de.....	IV, 352, 376
Saint-Epiphanie de Viger.....	II, 81
Saint-Etienne de Beaumont.....	IV, 353
“ “ “ la Malbaie.....	I, 123
“ “ “ Lauzon.....	VIII, 118
Saint-Fabien de Rimouski.....	V, 99
Saint-Ferdinand d'Halifax.....	III, 17
Saint-Ferréol.....	I, 144, 158 ; VII, 5
Saint-François, Origine du nom Rivière.....	IX, 184
“ “ de S. de la Pointe-aux-Trembles.....	III, 129
“ “ du Lac, Les Abénaquis de.....	VII, 136
“ “ Régis et le Canada.....	II, 48, 78, 108, IV, 16
“ “ -Xavier de Caughnawaga.....	V, 131
Saint-Frédéric Le fort.....	II, 160, 189 ; IV, 26
“ “ de Beauce.....	II, 113
“ “ de Drummondville.....	V, 227
Saint-Georges de Cacouna.....	III, 177
“ “ de Port-Daniel.....	V, 23
Saint-Germain, Pierre Lamoureux, sieur de.....	I, 148
Saint-Henri de Lauzon.....	IX, 96, 152
Saint-Henri de Mascouche.....	II, 49
Saint-Hyacinthe, Le <i>Courrier</i> de.....	X, 30
“ “ Protonotaires du district de.....	X, 49
Saint-Ignace du Cap Saint-Ignace.....	VI, 291
Saint-Jacques de Causapsal.....	VII, 291
“ “ le Majeur de l'Achigan.....	II, 17
Saint-Jean-Baptiste de Québec.....	VII, 163, 166, 168, 196, 201
Saint-Jean Port-Joli.....	VIII, 81
Saint-Joseph de Carleton.....	VIII, 137
“ “ de Lanoraie.....	V, 163
“ “ de la Pointe-Lévy.....	V, 35
Saint-Joseph, patron du Canada.....	I, 192 ; II, 14, 74
Saint-Laurent, Creusage du.....	VI, 224, 252
“ “ Découverte du.....	III, 71
“ “ de l'île d'Orléans.....	V, 259

Saint-Laurent entre Québec et Lévis, Le	III, 160; IV, 84
“ “ Signaux du	III, 22
“ “ Traversée du	V, 18
“ “ Le duc de Kent et la comtesse de	X, 187
Saint-Louis, Postes du lac	I, 145, 165
“ “ de Kamouraska	III, 81
Saint-Luc	VII, 71
Saint-Magloire de Roux	III, 1 ; VI, 323
Saint-Malo	IV, 289
Saint-Marc, L'abbé de	VII, 64, 85, 249
Saint-Martin de la Rivière-au-Renard	III, 145
“ “ Le capitaine	IX, 96
“ “ professeur-ès-mathématiques	I, 18
Saint-Mathias de Rouville	V, 291, 363
Saint-Maurice, Députés de	V, 283
Saint-Médard de Warwick	II, 33
Saint-Michel, Anse	VII, 32
“ “ Caverne	VII, 160; VIII, 252
“ “ de Sherbrooke	III, 65
Saint-Narcisse de Champlain	II, 65
Saint-Norbert du Cap-Chat	IX, 257
Saint-Ours, L'hon. Roch-François de	X, 309
Saint-Patrice de Beaurivage	VIII, 170
Saint-Patrice, Le trou	III, 144, 159
Saint-Paul de Chester	IV, 97
“ “ Congrès de la Baie	IV, 31, 61
“ “ Mines de fer à la Baie	II, 48, 77
Saint-Pierre, Joseph LeGardeur de	V, 233
Saint-Pierre de la Malbaie	VII, 131
“ “ du Lac	VII, 259
“ “ et Miquelon, Iles	III, 176 ; IV, 28 ; VIII, 151
“ “ , Lac	II, 72
Saint-Prime du lac Saint-Jean	IV, 225
Saint-Prosper de Champlain	III, 161
Saint-Régis	V, 141 ; VII, 139 ; VIII, 12
Saint-Rémi de LaSalle	IV, 257

Saint-Sauveur, L'abbé de.....	II, 156
Saint-Sépulcre, Ordre de.....	VI, 256, 309
Saint-Simon, Le sieur de.....	X, 192
“ “ Paul-Denis de.....	I, 178
Saint-Stanislas de la Rivière des Envies.....	V, 95
Saint-Ulric de la Rivière Blanche.....	VI, 334
Saint-Valier, Captivité de Mgr de.....	II, 160, 190 ; III, 11
“ “ Orthographe du nom.....	V, 63 ; VI, 95
“ “ Saint-Philippe et Saint-Jacques ..	VI, 131
“ “ Un livre de Mgr de.....	IV, 64, 248
“ “ Voyage en Acadie de Mgr de.....	I, 161
Saint-Vilmé, Mlle d'Ailleboust de... III, 144 ; IX, 375	
Saint-Vincent, M. de.....	IV, 288
“ “ de Paul.....	III, 113 ; VI, 143
Saint-Zénon de Piopolis.....	VI, 195
Sainte-Adélaïde de Pabos.....	II, 129
Sainte Anne au Canada.....	VI, 378 ; VII, 216 ; VIII, 218
Sainte-Anne au Cap-Breton, Le fort.....	II, 112, 158
Sainte-Anne au lac Champlain.....	II, 112, 142
“ “ “ Bourg d.....	II, 112 ; III, 9
“ “ “ à Sainte-Marie de Beauce, ..	VIII, 193
Sainte-Anne de Beaupré, Livres qui traitent de.....	IV, 224
“ “ “ “ Chapelle de.....	VIII, 376 ; IX, 210
Sainte-Anne, Récit des merveilles arrivées à.....	III, 128 ; VII, 212
Sainte-Anne de la Pêrade, Curés de... VI, 224 ; VIII, 126	
“ “ de Varennes.....	IV, 129 ; X, 320
“ “ des Plaines, Curés de.....	VI, 273
“ “ du Cap-Breton.....	II, 112, 158
“ “ Mont.....	IX, 96, 190
Sainte-Cécile de Valleyfield.....	VI, 5
“ “ du Bic.....	VII, 323
Sainte-Clotilde de Châteauguay.....	II, 97
Sainte-Foy ou Sainte-Foye ?.....	X, 269
“ “ Notre-Dame de.....	V, 377 ; VI, 67 ; VII, 244
Sainte-Geneviève de Batiscan.....	IV, 33 ; VIII, 19, 47

Sainte-Geneviève de Jacques-Cartier.....	IV, 321
Sainte-Julie de Somerset.....	VII, 99, 104, 133
Sainte-Luce de Rimouski.....	VI, 227
Sainte-Marie de Sayabec.....	VII, 67
“ “ Madeleine de Rigaud.....	VII, 255
Sainte-Mélanie de d'Ailleboust.....	III, 49
Sainte-Pétronille de Beaulieu.....	III, 97
Sainte-Rose, Beignets de.....	IV, 378 ; IX, 185
Sainte-Sophie de Lévrard.....	IV, 161
Sainte-Trinité de Contrecoeur.....	IV, 193
Salaberry, Charles-Michel d'Irumberry de.....	
.... I, 176, 191 ; II, 13 ; VIII, 376 ; IX, 21 ; X, 245	
Salaberry à Châteauguay.. I, 97 ; IV, 378 ; V, 85, 117	
“ à sir George Prévost, Lettre de M ...	VII, 79
“ Etat des services de l'hon. de ...	VI, 145
<i>Sam</i> , Origine du sobriquet <i>Oncle</i>	VIII, 288, 372
Saroni, Le photographe.....	I, 159 ; VII, 20
Sarracenia, La.....	III, 128, 188
Sarrasin, Michel.....	
..... I, 178, 180 ; III, 128 ; IV, 339 ; IX, 320	
Sartigan, L'ancien fort.....	VI, 224
Satan, constructeur d'églises.....	IV, 352 ; V, 245
Sault au Matelot, Croix du.....	VI, 150
Sault au Récollet.....	IV, 369
Sault Montmorency.....	II, 1
Saunders, Sir Charles.....	VI, 46
Sauniers au Canada, Les Faux.....	IV, 319, 372
Sauvages dans la province de Québec.....	VII, 135
Sauvages, L'été des.....	I, 176 ; IV, 350
Sauvagesses dans la vie religieuse.....	VII, 224
Savoyards au Canada en 1781, Prêtres.....	X, 225
Sayabec, Sainte-Marie de.....	VII, 67
Scamp, Michel.....	II, 168
Sceau de la province de Québec.....	II, 19
Schipper, L'artiste.....	III, 192
Scorbut, Remède pour guérir le..	III, 32 ; IV, 21, 50

Scott Belle-sœur de Sir Walter.....	III, 6
Scott, Thomas.....	II, 64, 109, 146; III, 24
Seigneurie de la Petite Nation, La.....	IV, 128, 173
Séminaire de Québec, Supérieurs du... V, 320; VII, 85	
Senecas, Leur nom autrefois.....	X, 224
Senechal de la Nouvelle-France.....	II, 144, 159, 175
Senezergues, Où fut inhumé M. de... II, 15; IX, 84	
Sentence arbitrale, Une.....	IV, 352
Serment de fidélité du clergé de Québec.....	IX, 266
Serment du test, Le.....	II, 80, 141, 156, 173
" Serviteurs et servantes de Dieu dans le ciel ".....	IX, 81
Session, Une ouverture de.....	IV, 10
Shawinigan, Le nom.....	IV, 287, 341, 367; V, 30
Sheaffe, Sir Roger-Hale.....	IV, 219
Sherbrooke, Maires de.....	VII, 141
" Sir John.....	
..... III, 112; IV, 1; VI, 320, 351; VIII, 64, 95	
Sherifs du district de Kamouraska.....	X, 175
" " " de Montréal.....	VIII, 200
" " " de Québec.....	VII, 274
" " " de Trois-Rivières.....	VII, 356
Shoolbréd, La concession de.....	I, 123
Short et son fils, Le Révérend M.....	VIII, 256
Shuffle, L'affaire du Double.....	X, 256, 350
Siamois au Canada, Les frères.....	II, 64; III, 24
Siège de Québec.....	
..... I, 47, 144, 157; II, 31, 46, 143; V, 288; VI, 277	
Simcoe, Lac.....	X, 85
" Le major-général John-Graves.....	IV, 218
Simonet, François.....	I, 187
Simpson, M. Girouard et le colonel.....	VII, 32, 59
Smet, Le Père de.....	VI, 256, 284
Smillie, Le graveur.....	II, 108
Société de la Croix de Tempérance.....	II, 176; III, 12, 44
" " " Patte de Lièvre.....	X, 160

- Société des Amis.....VIII, 64, 121
 “ d’études littéraires et scientifiques. II, 128, 174
 “ du feu, La..... VI, 96, 221
 Soldats, Nos ancêtres étaient-ils..... IV, 177
 Soldats tués en 1759.....II, 96, 126 ; III, 7
 Soo.....VI, 224
 Sorciers de l’île d’Orléans, Les..IV, 377 ; IX, 64 ; X, 22
 Sorel, Ville de..... I, 48, 59
 Source d’eau minérale à Québec.....III, 160
 Steiger, Le capitaine..... IV, 288 ; VIII, 187
 Sténographie au Canada, La..... I, 126
 Stobo et la bataille des Plaines d’Abraham....IX, 256
 Stuart et le gouverneur Aylmer, James.....VII, 256
 Suète Senanne, La..... III, 15 ; IV, 49 ; VIII, 373
 Suggestion, Une.....IV, 172
 Suicide sous le régime français.....II, 80 ; VI, 312
 Suisses au Canada, Troupes..... I, 48, 62
 “ Canadiens, Les..... IV, 256, 315 ; VIII, 72
 Sullivan, L’arpenteur.....VI, 352
 Sutton, Origine du nom.....IV, 287
 Sydenham, Lord..IV, 212, 219, 289 ; V, 82 ; VIII, 13
 Sylvain, Le sieur Timothé..... VI, 378 ; VII, 24
 Syndic des marchands, Le.....IX, 352, 376
 Système postal sous le régime français.....II, 48, 77
 Tabac à canel..... II, 31
 Table à Rolland.....IX, 96, 190
 Taché, marchand de draps.....IV, 344
 Taché et son *Tableau de la mer*, Jean.....IX, 352
 “ , Sir Etienne-Paschal..... II, 47, 62, 91, 122
 Tadoussac ou Tadousac.....I, 96, 138, 155, 189
 “ Règlement concernant la mission de VI, 269
 Taffanel, L’abbé Jean de Cabanac.....
II, 10, 63, 128, 142 ; IV, 275 ; V, 270, 273
 Talon, L’intendant Jean...II, 95 ; IV, 199 ; VII, 236
 Tanguay, Le *Dictionnaire* de Mgr..... VIII, 238
 Tanswell, James.....III, 96, 126, 141, 153 ; IV, 188

- Uniformes des miliciens en 1776... III, 32 ; VIII, 191
 " " " sous l'ancien régime.....
 III, 32 ; VI, 185 ; VIII, 156
 Union, Les élections sous l'..... VI, 82
 Usine à canon au Canada, Une IV, 319
 Vacciner, La manière de VI, 208
 Vaillant et le Canada, Le maréchal..... VI, 288
 " Le Père..... VI, 42
 Vaisseaux de guerre français à Québec... VII, 64. 310
 " Construction des... II, 133 ; IX, 224 ; X, 17
 Valinière. — Voir La Valinière
 Valleyfield, Sainte-Cécile de VI, 5
 Vallier, Le sieur I, 181
 Vallières de Saint-Réal, Le juge
 V, 127, 153, 160, 275 ; VII, 127 ; VIII, 113 ; IX, 55
 Varennes, M. de I, 179 ; II, 69 ; IV, 129
 Varin, Jean-Victor I, 180
 Varlet, Mgr Dominique-Marie III, 18
 Vassal de Montviel, Le capitaine..... VI, 277
 " Va-t'en voir, Jean, s'ils viennent. " I, 160
 Vauban et les fortifications de Québec..... VII, 192
 Vaucouleurs, Origine du nom IX, 181
 Vaudreuil, Chef d'escadre marquis de. IV, 95 ; VIII, 352
 " Comte de II, 96 ; IV, 95
 " gouverneur de Montréal..... V, 364
 " Premier gouverneur de... I, 147 ; II, 15, 28
 " Second gouverneur de.....
 II, 28, 71, 143, 155 ; IV, 95 ; VI I, 64
 Vauquelain, Jean I, 199
 Ventadour. — Voir Lévy
 Ventes et lods V, 136
 Vergor, Le billet de Bigot à I, 128, 144, 157
 Verrier, Le procureur-général Guillaume..... I, 182
 Vers, A propos de I, 79
 Versailles en 1670..... IV, 150

- Veyssière, Le récollet apostat.** II, 126 ; III, 2
Vezin, Pierre-François-Olivier de. IX, 378
Vialar ou Vialars, Anthony. IX, 64
Victoria, Inauguration du pont. V, 127, 189
Vieillards maltaisants. I, 64, 92
Vienne en France, Evêché de. I, 56
Viger, Amalécites du canton. VII, 136
 " **Origine du nom Canton.** II, 81
Villade ou Villain, L'abbé Antoine. IX, 32, 123
Villeneuve, L'ingénieur. I, 36 ; IV, 376 ; X, 256, 280
Villeray, Augustin Rouer de. I, 177
 " **Louis Rouer de.** I, 152, 153, 154, 170 ;
 II, 160 ; V, 356 ; VI, 192 ; VIII, 352, 367 ; IX, 64
Villeray ou Villeré, Joseph de. IX, 128
Vilermola, Le sulpicien. I W, 223
Villette, Marquis de. IX, 288
Villiers, Le capitaine de. IX, 352
 " **Les Jumonville et les.** VII, 256
Vilieu, Le sieur de. IX, 64
Vincennes, Jean Bissot de. III, 34, 50 ; VI, 109
Vincent de Paul, Lettre de saint VI, 143
Visitation, La croix de l'île de la. IV, 351, 369
Vitré, Charles-Denis de. I, 153, 170
 " **John-Denis de.** III, 183
 " **Le traître Denis de.** III, 160, 178
Volant de Saint-Claude, Les frères. III, 128, 154, 174
Volée ou voilier d'outardes. II, 32, 47
Voltaire et le Canada. II, 153, 169 ; IV, 20
Voyer, Mgr Dosquet et le curé. VII, 128, 366
Walker, Chanson sur l'expédition de. VI, 81
Washington, Original de la capitulation de. I, 127
Watteville, Le général. I, 97
 " **Le régiment de.** IV, 318 ; V, 115
Weir, Où fut inhumé le lieutenant. X, 256
Weld, Le cardinal. IV, 356 ; V, 36

- Wellington à Marieville, Le fils de.....IX, 32
Wheelwright, Mère Esther..... V, 128, 164
William-Henry ou Sorel..... I, 48, 59
 " " — Voir Guillaume
Williams, Eléazar..... III, 66, 131 ; IX, 270
 " James..... VIII, 17
Willis, Le député..... VI, 141
Winsor, Justin..... V, 288 ; VI, 54
Wolfe à Québec, Statue de..... III, 144 ; VII, 360
 " à Westminster, Monument de.. VI, 329 ; IX, 29
 " à Westerham, Monument de .. VII, 64, 366
 " La langue française et..... I, 48, 60
 " La sépulture de .. I, 47, 59, 76, 192
 " L'élégie de Gray et..... VII, 288 ; VIII, 51
 " Le monument Montcalm et.....
 IV, 32 ; V, 305 ; VII, 360 ; IX, 75
 " L'épée de..... V, 63 ; VI, 287
 " Les portraits de..... V, 63
 " et le capitaine écossais..... V, 208
 " et l'historien Grant..... IX, 32
 " Tragédie sur..... I, 47
 " Un ouvrage de..... IV, 320
Wynyard, Le général George..... VIII, 64, 95
Youville, La vénérable mère d'..... VII, 96, 121
Zamore, L'indien..... I, 128
-

GRAVURES PUBLIÉES DANS LES DIX PREMIERS VOLUMES DU " BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES "
1895-1905

Amherst, Sir Jeffrey	IV, 353
Angers, Armes du lieutenant-gouverneur A. R. . .	V, 76
Arnoux, Signature du chirurgien	IX, 35
Bagot, Sir Charles	III, 177
Beauharnois, Armes des	VII, 302
" Le gouverneur de	VII, 302
Beauport, Manoir de	IX, 268
Bégon, Armes des	VIII, 163
" Michel	VIII, 163
Béland, L'abbé Joseph-Octave	VII, 107
Belleau, Armes de sir N.-F.	V, 73
Bernard, L'abbé Louis-Théodore	VII, 109
Bienville, Eglise Saint-Antoine de	V, 195
Blanchet, Le docteur François	X, 146
Bochart, Armes de l'intendant Jean	VII, 327
Bouchette, Robert-Shore-Milnes	VIII, 116
Bonteroue, Armes de l'intendant	VIII, 343
Buies, Joseph-Marie-Arthur	IX, 374
Cap Saint-Ignace, Eglise du	VI, 290
Caron, Armes du lieutenant-gouverneur	V, 74
Caughnawaga, Eglise de Saint-F.-X. de	V, 130
Chapleau, Armes de sir Adolphe	V, 76
Chazelles, Armes des	VII, 78
Colborne, Sir John	IV, 225
Craig, Sir James	IV, 97
Cuthbert, L'hon. James	VII, 341

Dalhousie, Lord.....	IV, 65
DeBonne, L'hon. juge Pierre-Amable.	X, 18
Demers, L'abbé Benjamin.....	VII, 176
D'Estimaerville de Beaumouchel, Robert-Anne. X.	113
Dorchester, Lord.....	IV, 161
Drummondville, Eglise de Saint-Frédéric de . .	V, 227
Dubé, L'abbé Paschal-Prudent.....	VII, 110
Duchesnay, L'hon. Antoine Juchereau.....	IX, 177
“ L'hon. Henri-Elzéar Juchereau....	IX, 79
“ L'hon. Jean-Baptiste.....	X, 177
Duchesneau, Armes des.....	IX, 184
Dufour, L'abbé Edouard.....	VII, 105
Elgin, Lord.....	IV, 257
Forbin-Janson, Mgr de.....	VIII, 67
Fortier, Le docteur Richard-Achille.....	VI I, 275
Frémont, Le général John-Charles.....	VIII, 361
“ Jules-Joseph-Taschereau.....	VIII, 344
Frontenac, Statue du comte de.....	I, 65
Gaspé, Philippe Aubert de.....	IX, 251
Girouard, Blason des.....	VIII, 292
“ L'hon. Désiré.....	VIII, 296
Gugy, Bartholomew-Conrad-Augustus.....	X, 335
Head, Sir Bond.....	IV, 33
Hinsdell, Signature de Mehuman.....	IV, 355
Hocquart, Armes de Gilles.....	VII, 9
“ Gilles.....	VII, 9
Iberville, Pierre Le Moyne.....	X, 212
Ile Royale en 1751, Plan de l'.....	IX, 198
Jetté, Armes du lieutenant-gouverneur.....	V, 77
Jogues, Le Père Isaac.....	VIII, 148
Joliette, L'hon. Barthélemi.....	VIII, 20
Jonquière, Le gouverneur de la.....	III, 113
Juchereau de Saint-Ignace, La Mère.....	X, 276
Kent, Le duc de.....	IX, 349
Kierskowski, L'hon. Alexandre-Edouard.....	X, 87

Kreighoff, Cornélius.....	I, 33
Labrie, Le docteur.....	VIII, 50
Lanoraie, Eglise de Saint-Joseph de.....	V, 162
Lauberivière, Mgr de.....	I, 1
Lenieux, L'hon. François-Xavier.....	IX, 309
Letellier de Saint-Just, Armes de M.....	V, 74
Lévis, Chevalier de.....	VIII, 80
Lévis, Eglise de Notre-Dame de la Victoire de...V,	6
Levy, François-Christophe de.....	VII, 154
L'Islet, Académie commerciale de.....	VII, 15
" Couvent de.....	VII, 40
" Eglise de.....	VI, 354
Longueuil, Château de.....	VI, 76
Lotbinière, L'abbé Eustache Chartier de.....	IX, 239
" L'hon. M.-E.-G. Chartier de.....	IX, 264
Louis, Le frère.....	VII, 206
Mabane, L'honorable Adam.....	IX, 148
Malartic, Le comte de.....	V, 108
Martel, L'abbé Joseph-Stanislas.....	VII, 108
Martineau, L'abbé David.....	VII, 168
Masson, Armes du lieutenant-gouverneur.....	V, 75
Metcalfe, Lord.....	IV, 321
Meulles, Armes de l'intendant de.....	VIII, 270
Montcalm, Le marquis de.....	VII, 78; VIII, 79
" Plan de la maison.....	VIII, 227
Moquin, Louis.....	III, 161
Morin, L'abbé Joseph-Marie.....	III, 129
Neilson, L'hon. John.....	VIII, 246
Olivier, L'hon. juge Louis-Auguste.....	VII, 146
Palais législatif de Québec.....	I, 1
Parkin, J.-B.....	III, 97
Pelletier, Le frère récollet Didace.....	I, 17
Perrault, L'hon. Jean-Baptiste-Olivier.....	VIII, 35
" Joseph-François.....	VII, 273
" Ecole de Joseph-François.....	VII, 365

Piopolis, Eglise de Saint-Zénon de	VI, 194
Phips, Sir William	III, 81
Plamondon, L'abbé François Xavier	VII, 174
Portage, Eglise Notre-Dame du	VI, 162
Port-Daniel, Eglise Saint-Georges de	V, 322
Prévost, Sir George	IV, 129
Proulx, L'abbé Louis	IX, 49
Puisaye, Le comte de	III, 145
<i>Quatre cents</i> , Dorval	VIII, 297
Québec, Censive de Notre-Dame de	IV, 323
" Plan du haut et bas	IV, 322
Raby, L'abbé Louis	IX, 17
Racine, Mgr Antoine	VII, 171
Randot, Armes des	IX, 159
Richmond, Le duc de	IV, 193
Roberval, Eglise de N.-D. du Lac St-Jean de ..	V, 67
Robert, Armes des	IX, 53
Robitaille, Armes du lieutenant-gouverneur ..	V, 75
Rolland, L'hon. juge Jean-Roch	X, 59
Routh, Sir Randolph-Isham	VIII, 111
St-Alphonse du Sagnenav, Eglise de	VI, 34
" Benoît Labre de Anupri, Eglise de	VII, 194
" Bonaventure de Hamilton, Eglise de	VII, 226
" Cler de Soulanges, Eglise de	VI, 98
" Eloi de Témiscouata, Eglise de	VI, 258
" Fabien de Rimouski, Eglise de	V, 99
" Ferreol, Eglise de	VI, 4
" Isidore, Eglise de	VII, 34
" Jacques de Causapscal, Eglise de	VII, 290
" Jean-Baptiste de Québec, Eglise de	VII, 162
" Jérôme de Matane, Eglise de	VII, 354
" Joseph de la Pointe-Lévy, Eglise de	V, 34
" Laurent de l'Île d'Orléans, Eglise de	V, 258
" Magloire de Roux, Eglise de	VI, 322
" Mathias de Rouville, Eglise de	V, 290

St-Ours, L'hon. Roch-François de	X, 310
“ Paul de Joliette, Eglise de	V, 354
“ Pierre de la Malbaie, Eglise de	VII, 130
“ “ du Lac, Eglise de	VII, 258
“ Vallier, Eglise de St-Philippe et St-Jacques	VI, 130
Ste-Anne à Ste-Marie de la Beauce, Chapelle	VIII, 195
“ Cécile du Bic, Eglise de	VII, 322
“ Foy, Eglise Notre-Dame de	VI, 66
“ Julie de Somerset, Eglise de	VII, 98
“ Luce, Eglise de	VI, 226
“ Marie de Sayabec, Eglise de	VII, 66
Salaberry, L'hon. Chs.-Michel de	X, 245
Sherbrooke, Sir John-Coape	IV, 1
Sydenham, Lord	IV, 289
Talon, Armes de l'intendant	VII, 235
“ Jean	VII, 235
Taschereau, Antoine-Charles	VIII, 138
“ L'hon. Gabriel-Elzéar	VIII, 5
“ L'hon. Jean-Thomas	IX, 207
Trudelle, L'abbé Charles	VI, 106
Valleyfield, Eglise Sainte-Cécile de	VI, 4
Villade, L'abbé Antoine	IX, 125
Vincennes, Signature de Bissot de	VI, 109

RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME ONZIÈME

LÉVIS

1905



VOL. XI

JANVIER 1905

No 1

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

—
ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

—
ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

—
Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— // —

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de janvier : L'abbé Louis Jolivet, P. G. R. ; Juges royaux et lieutenants-généraux civils et criminels en la juridiction royale de Trois-Rivières, P. G. R. ; Oraison funèbre de Mgr Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, prononcée dans l'église paroissiale de Montréal le 25 juin 1760, par l'abbé Louis Jolivet ; Procureurs du roi et substituts du procureur-général en la juridiction royale de Trois-Rivières, P. G. R. ; Les batailles de Saint-Denis et de Saint-Charles, B. de L. ; La fabrication du goudron dans la Nouvelle-France, Thomas Chapais ; François Prévost, P. G. R. ; Les abjurations à Québec en 1665, Mgr H. Têtu ; Les noms anglais des cinq cantons iroquois, Thomas Chapais ; Les ancêtres de l'historien Garneau ; Mort du Père de Noue, Benjamin Sulte ; L'abbé Pierre-Joseph Compain ; Les Plaines d'Abraham ; Questions, etc., etc.

Gravure : Charles Taché, père de Mgr A.-A. Taché.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par an.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Avant la conquête. Episode de la guerre de 1759—Par Adèle Bibaud—Montréal, The Montreal Printing and Publishing Co, Limited—1904.

Pages d'histoire ancienne et contemporaine de ma paroisse natale, Saint-Laurent de l'île d'Orléans, par l'abbé D. Gosselin. Brochure in-12 ornée de plusieurs gravures hors texte. Prix : \$0.50. S'adresser à l'auteur, à Charlesbourg.

1741-72.
Ducharme
11-16-43
48719

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

JANVIER 1905

No 1

L'ABBÉ LOUIS JOLIVET

M. Louis Jolivet naquit le 20 avril 1725, dans la paroisse de Saint-Pierre, au diocèse d'Orléans.

Le 8 octobre 1741, il entra au séminaire Saint-Sulpice, de Paris, dans la communauté plus indulgente pour les faibles santés, appelée les Robertins.

Promu au sacerdoce le 31 juin 1749, il reçut, deux années plus tard, le bonnet de docteur. Il avait très brillamment soutenu ses actes en Sorbonne.

C'est le 14 avril 1752 qu'il s'embarqua pour la Nouvelle-France. Il arriva à Montréal le 30 juillet.

M. Jolivet se livra d'abord à la prédication.

Le 15 septembre 1760, il était nommé curé d'office de Notre-Dame de Montréal.

L'église de Notre-Dame de Bonsecours avait été incendiée en 1754. M. Jolivet s'occupa aussitôt de la reconstruction de ce temple béni. Ce ne fut cependant qu'en 1771 qu'il put mettre son projet à exécution. Le 30 juin, M. Montgolfier, grand-vicaire, bénit et posa la première pierre et M. Jolivet posa la deuxième. L'église fut bénite solennellement et la première messe y fut dite deux ans plus tard, le 30 juin 1773.

M. Jolivet exerça ses fonctions de curé de Notre-Dame de Montréal avec zèle et bénédiction pendant plus de quinze ans.

Il mourut à Montréal le 26 janvier 1776, et fut inhumé le surlendemain dans le chœur de son église paroissiale.

M. Jolivet était d'une activité fébrile, d'un zèle qui ne connaissait pas le repos quand il voyait une occasion de procurer la gloire de Dieu et le salut des âmes.

Mgr Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, décéda au séminaire de Montréal le 8 juin 1760. Il fut inhumé le 10 du même mois dans l'église paroissiale de Notre-Dame de Montréal.

Le 25 juin, on fit dans la même église un service solennel pour le repos de l'âme de Mgr de Pontbriand. C'est à cette cérémonie que l'oraison funèbre du regretté prélat fut prononcée par M. Jolivet.

P. G. R.

JUGES ROYAUX ET LIEUTENANTS-GÉNÉ-
RAUX CIVILS ET CRIMINELS EN LA
JURIDICTION ROYALE DE
TROIS-RIVIÈRES

Mathien-Michel Leneuf du Hérisson.....
Pierre Boucher.....17 novembre 1663.
Mathieu-Michel Leneuf du Hérisson..29 octobre 1664.
Gilles de Boyvinet 26 octobre 1672. (1)
Jean LeChasseur.....15 mars 1687.
René Godefroy de Tonnancour 12 mai 1714.
Louis-Jean Poulain de Courval.....1er avril 1740.
René-Ovide Hertel de Rouville.....1er avril 1745.

P. G. R.

(1) Sa commission fut renouvelée le 15 avril 1675 par Louis XIV lorsqu'il reprit le Canada de la Compagnie des Indes.

Oraison funèbre de Mgr Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, prononcée dans l'église paroissiale de Montréal le 25 juin 1760, par l'abbé Louis Jolivet.

Mortuus est Samuël et congregatus est universus Israël et planxerunt cum.

Samuel mourut et tout Israël s'étant assemblé, le pleura.

Au livre des Rois I, chap. 25, v. 1

Les larmes que versait Israël à la mort de Samuel étaient sans doute bien justes et bien placées. Illustre par sa naissance et consacré à Dieu, même avant que de naître, ce religieux prince avait été dans son temps un des plus fermes appuis de la maison du Seigneur, qui avait réformé le gouvernement de l'état et y avait fait fleurir l'ordre et la religion. Bien aimé de son Dieu, il s'était rendu agréable à ses yeux par la sainteté de sa vie, avait été reconnu vrai Prophète dans sa foi et fidèle en ses paroles : digne sacrificateur il avait invoqué le Seigneur tout-puissant en lui offrant un agneau sans tache, et le Seigneur en sa considération avait regardé favorablement Jacob ; juge intègre il avait su s'élever au dessus de la vanité, de la corruption et de l'intérêt ; acquérir et garder sur le peuple et sur le roi même une autorité toujours soutenue ; il allait tous les ans, dit l'Ecriture, à Bethel, à Galgala et à Maspha, rendre la justice au peuple d'Israël ; et de retour à Ramatha, le lieu de sa demeure, il s'appliquait continuellement aux fonctions de sa charge : enfin, après vingt ans de son gouvernement et de sa judicature, il meurt et en mourant il défie tout Israël de lui rien reprocher sur sa conduite et sur ses jugements, *et non accusavit illius homo.* Un homme de ce carac-

tère méritait bien sans doute les larmes et les regrets du peuple qui le perdait. Ceux mêmes qui l'avaient haï et rejeté pendant sa vie, le pleurèrent à sa mort et rendirent à sa vertu la vénération et les louanges qui lui étaient dûes ; *mortuus est Samuël et congregatus est universus Israël et planxerunt eum.*

Vous me prévenez déjà, MM., et dans l'éloge que vous venez d'entendre du grand prophète d'Israël dicté par le Saint-Esprit même, vous reconnaissez sans peine l'auguste prélat que nous avons perdu, et dont la pompe funèbre nous assemble en ce lieu.

Sorti d'une ancienne famille de la Bretagne, distingué par sa noblesse et plus encore par sa piété, M. de Pontbriand se vit dès sa jeunesse, conduit par de vertueux parents dans de saintes retraites où, comme le jeune Samuel élevé à l'ombre du sanctuaire sous les yeux du grand-prêtre Héli, il se forma de bonne heure à la science et aux vertus propres de l'état ecclésiastique.

Élevé à l'épiscopat, il se rendit docile à la voix du Seigneur qui l'appelait à la conduite de ce vaste diocèse, et en devint la gloire, l'ornement et le soutien par ses talents et ses vertus. Pontife saint, il était dans les jours de sa vie, un médiateur puissant auprès de Dieu pour les fonctions de son sacerdoce. Il a paru vrai prophète dans sa foi par la pureté de sa doctrine et la force de sa prédication. Il parcourait avec un zèle infatigable, les paroisses et les maisons de son diocèse, et de retour à son siège épiscopal, on le voyait continuellement appliqué à se rendre utile à son peuple par les pieuses industries de son zèle et de sa charité. Constamment élevé au dessus de l'ambition, de l'intérêt et de la vanité, il a su soutenir la dignité de son rang, de manière à se concilier l'estime, l'affection et la vénération des grands également que du peuple. Enfin pendant près de vingt ans qu'il a gouverné cette

église, je ne crains pas d'avancer qu'il s'est toujours montré irréprochable dans sa doctrine, dans ses mœurs et dans sa conduite, *et non accusavit illius homo.*

Cesont là, M.M., autant de sujets d'admiration et d'édification tout ensemble que nous a donnés pendant sa vie Mgr l'illustrissime et révérendissime Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, dont nous pleurons aujourd'hui la mort avec des larmes aussi amères et aussi justes que celles que versait le peuple d'Israël à la mort de l'ancien Samuel. *Mortuus est Samuël et congregatus est universus et planxerunt eum.* Saint Bernard parlant des vertus propres de l'épiscopat exige des pontifes de Jésus-Christ une science consommée et une charité parfaite, sans lesquelles il les juge absolument indignes d'être placés sur le chandelier de l'église. La science sans la charité, dit ce grand docteur, ne sert qu'à enfler l'esprit et n'enfante que la vanité. *Tantum lucere sanare.*

La charité sans la science les rend peu utiles aux autres et incapables de les conduire. *Tantum ardere parum.* Mais ces deux qualités se trouvent-elles réunies dans un même sujet elles font le vrai mérite, la perfection et l'héroïsme du pontife du Seigneur. *Ardere et lucere perfectum.* Ne recherchez pas ailleurs, M.M., d'autres sujets de l'éloge funèbre de l'illustre prélat que nous regrettons, que dans l'union de ces deux vertus qu'il a possédées dans un degré éminent. Il a éclairé cette église par sa doctrine et l'a conduite avec sagesse ; il l'a édifiée par sa charité et sanctifiée par son zèle : éloge d'autant plus grand qu'il est plus rare de voir les grands talents concourir avec les grandes vertus ; éloge d'autant plus juste qu'il est personnel, fondé sur son esprit et sur son cœur, seuls principes du vrai mérite de l'homme, éloge enfin d'autant plus

accompli qu'il renferme tout ce qui lui a concilié l'estime, l'amour et la vénération de son peuple pendant sa vie et ce qui fait le juste sujet de nos regrets et de nos larmes à sa mort : *mortuus est Samuel*, etc., etc.

PREMIER POINT

Heureux celui, dit l'Esprit-Saint, qui a la crainte de Dieu et la justice en partage : elle le nourrira du pain de vie et d'intelligence, lui fera boire de l'eau de la sagesse ; elle l'affirmera dans lui : le nourrira et le fortifiera, trois avantages de la véritable sagesse qui ont paru dans M. de Pontbriand d'une manière si admirable qu'il est aisé de voir que la grâce, de concert avec la nature a pris plaisir à nous dépeindre en lui le portrait du véritable sage qu'il s'efforçait lui-même de copier tous les jours de sa vie, je veux dire un homme savant et éclairé, d'une conduite sage et d'une force d'esprit supérieure.

Né avec d'heureuses dispositions pour les sciences, M. de Pontbriand eut le bonheur de recevoir de ses vertueux parents les secours les plus propres à cultiver les talents de son esprit et les bonnes qualités de son cœur. Il fut dès son enfance envoyé au collège de Laflèche où la noblesse du royaume s'empresse à procurer à ses enfants une éducation chrétienne sous la direction des Pères de la Compagnie de Jésus, dont tout le monde connaît les talents supérieurs et qui excellent particulièrement dans celui d'élever la jeunesse dans la piété et la science. De là conduit au séminaire de Saint-Sulpice, cette célèbre école du sacerdoce qui donne à l'église tant de dignes prélats et fournit à cette colonie depuis plus de cent ans des zélés missionnaires, il ne tarda pas à donner des mar-

ques d'un esprit vif et pénétrant, judicieux et solide, propre aux plus hautes sciences et particulièrement à celles de son état. A peine a-t-il fait son cours d'études dans la célèbre Université de Paris, qu'il y soutint sa thèse de bachelier avec des applaudissements extraordinaires, et se fit dès lors un jeu d'enseigner la philosophie. Dans la célèbre académie de Bretagne, il fit l'admiration de ses rivaux mêmes, mais ce fut surtout dans le cours de sa licence, où l'on vit paraître au plus grand jour les rares talents de son esprit. Que j'aime à me le représenter sur les bancs de Sorbonne, où l'on ne pouvait se lasser de l'entendre et de l'admirer : tantôt proposant les difficultés de théologie avec une force toute nouvelle et un tour ingénieux que les hérétiques lui enviaient, tantôt répondant sur les matières les plus abstraites, avec un ordre, une clarté, une justesse et une précision qui ne laissaient rien à désirer, partout soutenant les dogmes, expliquant la doctrine des Pères et les sentiments de l'École avec une érudition et une éloquence qui lui méritèrent d'un commun suffrage la première place parmi les savants théologiens qui accouraient de toutes les parties de la France à cette célèbre Université. Ce fut sans doute dans ces exercices scientifiques que notre illustre prélat puisa son amour pour l'étude que l'on peut dire avoir été une de ses passions dominantes de sorte que tout le vide que laissaient aux jours de son épiscopat, les soins de ce diocèse, qui, tout vaste qu'il est, ne suffisait pas encore à l'étendue de son esprit, se trouvait rempli par son application à cet exercice. Et il m'a avoué lui-même que dans le cours des visites actives et passives auxquelles il paraissait se refuser, dans le sein même de ses occupations extérieures auxquelles il paraissait se livrer, il avait soin de se ménager régulièrement quatre ou cinq heures

tous les jours pour l'étude, tant il était persuadé qu'une science commune ne suffit pas à un évêque qui est obligé d'être en état d'instruire le peuple et dont les lèvres doivent être plus encore que celles des prêtres les dépositaires de la science.

De là encore ce fond de science qu'il avait acquis avec tant de travail et qu'il communiquait avec tant de facilité, tantôt dans des exercices de son séminaire, où comme l'aigle voltigeant au-dessus de ses petits pour les exciter et leur apprendre à voler, il mettait son plaisir, à disputer, à conférer avec les jeunes ecclésiastiques, à les voir élever sous ses yeux, les instruire par lui-même, et les former de sa main ; tantôt dans les conférences qu'il a instituées parmi les prêtres où comme un bon père de famille, il tirait du trésor de son esprit les nouvelles connaissances dont il les enchérisait et repandait en eux comme une nuée féconde les rosées salutaires de sagesse dont il était rempli ! Que ne puisse, MM., vous dépeindre ici au naturel, cet esprit de conseil et de conduite si nécessaire à un évêque et qui semble avoir été le propre caractère de notre illustre prélat ! Saint Paul nous assure que celui qui ne sait pas conduire sa maison, est incapable de gouverner celle de Dieu.

Quel ordre M. de Pontbriand n'a-t-il pas mis dans la sienne ! Bien éloigné des faux principes de l'orgueil des grands qui croient s'avilir, se dégrader en s'abaissant chez eux à des offices domestiques et qui regardent comme des soins roturiers ceux de se former des serviteurs dignes d'eux-mêmes ; il choisissait les siens parmi de jeunes enfants de la campagne à qui il tenait lieu de père plus que de maître et les formait à la piété en même temps qu'à son service, stylant chacun aux fonctions de son emploi et assistant avec eux à la prière et à la lecture qui s'y faisait tous les jours

en commun à une heure réglée. Il veillait sur leur conduite avec une attention qui les a toujours rendus irréprochables, et après leur avoir donné dans sa maison une éducation convenable à leur état, il savait leur procurer un honnête établissement pour récompense de leurs services. Quelle prudente économie ne lui a pas été nécessaire pour fournir avec un revenu aussi modique que le sien à la dépense de sa maison où sans s'écarter des bornes de la modestie ecclésiastique, il exerçait l'hospitalité d'une manière noble, généreuse et digne de son rang.

Avec quelle prudence et quelle sagesse notre illustre prélat ne dissipa-t-il pas les premiers nuages qui semblaient devoir troubler la sérénité des beaux jours de son gouvernement ! Arrivé à Québec il console cette église affligée sur la mort de son époux qui lui avait été enlevé dès les premiers jours de sa réunion ; il pacifie les troubles qui agitaient la capitale, il réforme les nouveautés que la longue absence du siège avaient introduites dans ce diocèse, et il le fait avec une telle fermeté qu'aucun n'a jamais osé faire valoir contre lui des prétentions conformes aux usages des autres diocèses et autorisés par la cour avec tant de douceur et de sagesse tout ensemble qu'il a su se concilier les esprits et gagner les cœurs de ceux mêmes qui étaient les plus éloignés de ses vues et les plus intéressés à s'y opposer. Qui mieux que lui a su maintenir la concorde et l'union, je ne dis pas seulement entre les membres d'un même corps si nécessaire pour leur édification commune, mais aussi parmi les différents ouvriers évangéliques qu'il envoyait travailler de toutes parts à la vigne du Seigneur ! Au lieu de ces démêlés scandaleux qui déchirent parfois la robe de Jésus-Christ jusque dans le sein de l'Eglise, quelle ferveur et quelle régularité n'a-t-on pas remarqué dans les communau-

tés confiées à ses soins et cela dans un temps où elles étaient plus difficiles à observer soit par la disette des vivres qui les réduisaient à une vie plus dure et plus austère, soit par le tumulte des armes qui se faisait entendre jusque dans les asiles sacrés de la paix, soit enfin par les maladies contagieuses qui multipliaient parmi ces sages les offices extérieures de leur charité et semblaient donner lieu de craindre d'en voir altérer les forces.

Qui mieux que lui a su concilier les doutes du sacerdoce avec ceux de l'empire dans les circonstances critiques où il s'est trouvé vis-à-vis des puissances qui nous représente si dignement la personne sacrée de nos rois en cette colonie : On lui demande les secours de son autorité pour engager plus efficacement les peuples à fournir aux troupes les vivres nécessaires pour le service, et il le fait avec un zèle et une ardeur digne du père commun de l'Eglise et de l'Etat. On lui demande de pareils subsides de la part de son clergé ; quelque sacrées que soient les communautés il s'y prête avec le même zèle qu'auparavant et donne volontiers son nom tant que bon employé la voix de la prière et de sa supplication, le gage d'un pauvre qui demande l'aumône ; mais a-t-on recours à d'autres voies, il les méconnaît et élude adroitement la proposition qu'on lui en fait sans en rien faire paraître, tandis que sous main il emploie tout son pouvoir et toute son autorité pour faire contribuer son clergé au-delà de ce qu'on avait lieu d'en attendre. Ce récit, MM., n'a rien, je pense, qui puisse offenser personne. Je crois devoir, à la mémoire de votre illustre prélat, la justification d'un des beaux traits de sa vie, qui aurait pu lui attirer quelques reproches et mérite néanmoins toute la reconnaissance de l'église et de l'état.

Combien de fois l'a-t-on vu assidu auprès des

grands, ménager pour son peuple leur faveur et leur protection sans avilir auprès d'eux la dignité de son caractère, s'immiscer dans leur esprit pour gagner leur bienveillance et leur faire mieux goûter les sages remontrances qu'il était obligé de leur faire tantôt pour obtenir la continuation des faveurs de la cour qu'on était sur le point de retrancher, tantôt pour en solliciter de nouvelles en faveur des pauvres hôpitaux pour qui il s'est toujours intéressé d'une manière particulière ; quelquefois il employait avec succès le secours de l'autorité contre les rebelles scandaleux que ni les prières et les menaces ne pouvaient arrêter et d'autres fois gémissant avec eux des abus qu'il eut été dangeureux d'entreprendre de corriger.

Dans quel degré éminent ne posséda-t-il pas sur tout cet art tout divin, l'art des arts, de la conduite des âmes dans les voies du salut et de la perfection. Quel discernement n'a-t-il pas fait paraître dans le choix des sujets qui se présentaient pour le sacerdoce ou la profession religieuse : la dévotion des uns et la persévérance des autres ne sont-elles point autant de preuves de la vérité du Seigneur qu'il en avait porté auparavant sans presque s'y méprendre. Eloigné dans sa doctrine des sentiments d'une morale sévère et des opinions trop relâchées, il l'était aussi dans la pratique des excès d'un zèle outré et des défauts d'une trop molle indulgence. Ennemi des coups d'éclat qui ont toujours quelque chose d'odieux, il s'étudiait à prévenir les abus pour s'épargner la peine de les corriger et savait aller efficacement à sa fin en disposant tout avec douceur. Sa vertu, toute solide qu'elle était n'avait rien de cet air farouche plus propre à lui susciter des ennemis qu'à lui gagner des partisans ; elle ne se montrait en lui que sous des dehors tout à fait aimables, et personne ne sut mieux allier tout ensem-

ble les devoirs de la société avec ceux de la religion, les bienséances du monde avec les règles de l'Évangile.

Et ne vous imaginez pas, MM., que cette condescendance aux faiblesses de l'homme, cette facilité de notre vertueux prélat à s'accommoder aux personnes, aux circonstances et aux temps aient rien diminué de la fidélité qu'il devait à son ministère ou énervé en lui cette vigueur apostolique nécessaire à un évêque pour le maintien de la discipline. Toute sa vie en est un fidèle garant. Sans parler des différentes occasions qui se sont présentées dans ce diocèse et qui vous sont connues, quelle fermeté ne fit-il point paraître dans une visite qu'il fit dans le diocèse de St-Malo, où il a exercé si dignement les fonctions de grand vicaire plusieurs années avant son épiscopat ! Tout jeune qu'il était, il vint à bout de réformer un grand nombre d'abus anciens et invétérés que l'évêque lui-même n'osait entreprendre de corriger, de retrancher un grand nombre de chapelles domestiques établies à la faveur des puissants seigneurs et autorisées par la longue absence des premiers pasteurs, commençant par celle du château de Pontbriand sans aucun égard pour sa famille, afin d'être en droit de n'en avoir pour aucune autre. Il sut faire respecter son autorité à des religieuses indociles qui méconnaissaient celle de leur évêque pour s'autoriser dans le relâchement, et renverser les idoles de l'erreur placées jusque dans le sanctuaire de la vérité.

Quelle force d'esprit n'a point fait paraître notre illustre prélat dans la discussion des affaires les plus épineuses qui ont été portées à son tribunal ! Qui n'a souvent admiré en lui cet esprit fort et supérieur aux préjugés si ordinaires aux personnes en place, aux

excès que condamne la foi, aux faiblesses même de l'homme et des grands hommes.

Judicieux il savait apprécier les choses selon leur valeur, il pesait tout avec une sage délibération et prenait prudemment son parti qu'il ne quittait pas légèrement. Facile à écouter tout le monde et difficile à se laisser persuader, il avait un talent particulier pour discerner la vérité de ce qui n'en avait que l'apparence, et jamais personne n'a eu lieu de se plaindre d'avoir reçu de lui des reproches déplacés ou des corrections injustes. Versé dans les disputes et les controverses on le voyait humblement soumis en tout aux dogmes de la foi, sans jamais donner dans les excès de ces prétendus grands génies qui mettent toute la force de leur esprit à abuser de leur raison plutôt qu'à s'en servir. Jaloux de ses droits et de son autorité, il savait soutenir son rang et exiger les honneurs dûs à sa dignité autant qu'il en fallait pour la faire respecter et entretenir la subordination nécessaire, et, dans le particulier, on le voyait le plus humble de tous et demander pardon à ceux mêmes qui l'avaient offensé.

Mais c'est surtout, MM., dans les calamités et les événements fâcheux que paraît davantage la force d'esprit et la véritable grandeur d'âme. Voyons comment s'est contenue celle de M. de Pontbriand dans les disgrâces les plus sensibles et les épreuves les plus rudes où il s'est trouvé. Il a vu son diocèse surtout pendant les dernières années de son épiscopat, successivement désolé par les horreurs de la guerre, la disette des vivres et les maladies contagieuses. Au milieu de tous ces fléaux qui affligeaient plus particulièrement la capitale, tout malade et languissant qu'il était a-t-il rien perdu de la force de son esprit ! L'a-t-on jamais vu une seule fois ému au bruit du canon, au

milieu du tumulte des armes ; mécontent de son sort, se plaindre de la modique distribution des vivres qui le réduisait comme le de la ville, timide et criatif, éviter le péril de la mort qui l'environnait de toutes parts. Il a vu consumer par le feu de l'ennemi sa cathédrale qu'il avait construit lui-même et ornée de ses mains, tomber les murailles de son palais épiscopal et s'écrouler jusque dans ses fondements ; ses biens, ses objets les plus précieux exposés à la main du soldat vainqueur et dans tous ces événements fâcheux et les plus personnels, sensible aux pertes communes, l'a-t-on vu s'occuper des siennes propres ? Gémissant dans le fond de son cœur sur les malheurs de son peuple, il mettait tout en usage pour le consoler et le soutenir dans son affliction. Il envoie à ses prêtres éloignés du premier pasteur les règles de conduite les plus sages et les plus utiles dans les circonstances critiques où ils pouvaient se trouver sans donner aucune prise sur lui dans ses écrits ni à la puissance qui le chérît, ni à celle qui le menace.

Quelle force et quel courage n'a-t-il pas fait paraître n'étant encore que diacre à la mort d'une vertueuse mère qu'il aimait tendrement et dont il était lui-même tendrement aimé : quelque sensible que fut à la nature cette dure séparation, la religion modère sa douleur pour lui suggérer à ce dernier moment tous les motifs de consolation dont elle avait besoin. Ses amis les plus fidèles éloignés de la maison, les domestiques occupés ailleurs, les ministres du Seigneur absents, les parents fondant en larmes auprès du lit de la malade : seul il a le courage d'exhorter à la mort celle qui lui a donné le jour. Il reçut avec la même contenance la nouvelle de la mort d'un oncle à qui tout le monde sait combien il était attaché et qui lui avait longtemps tenu de père. Sa mort même, écueil si

ERRATUM

Page 16, troisième ligne, il faut lire : “ le réduisait
comme le dernier de la ville, timide et craintif. . . ”

(En sera dans la prochaine édition)

PROCUREURS DU ROI ET SUBSTITUTS DU PROCUREUR-GÉNÉRAL EN LA JURIDICTION ROYALE DE TROIS-RIVIÈRES

Maurice Poulain de la Fontaine . . . 17 novembre 1663.
Louis Godefroy de Normanville 1er 1677.
Réné Godefroy de Tonnancour 1er juin 1695.
Louis-Jean Poulain de Courval 12 mai 1714.
Louis-Joseph Godefroy de Tonnancour . 1er avril 1740.

P. G. R.

LES BATAILLES DE SAINT-DENIS ET DE SAINT-CHARLES

Tous connaissent le fait historique des batailles de Saint-Denis et de Saint-Charles sur les bords de la rivière Richelieu, la première arrivée le 22 novembre 1837, et la seconde, le 25 novembre suivant.

A Saint-Denis, " M. Ovide Perrault, membre de la Chambre, fut mortellement blessé, dit Garneau, par un boulet de canon, dans le moment même qu'un autre renversait cinq hommes ".....

Voici les noms des Canadiens tués qui sont mentionnés dans les registres de l'état-civil de Saint-Denis pour l'année 1837.

" Eusèbe Faneuf, fils de Frs Faneuf et de Marguerite Bousquet, âgé de 21 ans.

François Dufaux, menuisier, fils d'Augustin Dufaux et de Marie Gauthier, âgé de 22 ans.

Charles St-Germain, cardeur, époux d'Esther Tétreau dit Ducharme, âgé de 25 ans

Pierre Minet, cultivateur, époux d'Emilie Allard, âgé de 31 ans.

Joseph Dudevair, cultivateur, époux de Scholastique Mongeau, âgé de 43 ans.

A la bataille de Saint-Charles, à deux lieues et demie de Saint-Denis, en remontant la rivière, au delà de cent Canadiens perdirent la vie, d'après Garneau. Sur ce nombre de tués, vingt-quatre catholiques furent inhumés dans le cimetière de Saint-Charles, d'après l'acte de décès qui suit, extrait du registre original de cette paroisse pour l'année 1837.

" Le vingt-sept novembre mil huit cent trente-sept ont été inhumés dans le cimetière du lieu les corps de vingt-quatre catholiques morts en combattant contre les troupes de Sa Majesté le vingt-cinq du même mois dont voici les noms : Joseph Goddue, fils de Joseph

Goddue et de Marie Cordeaux, âgé de dix-huit ans ; Henri Chaume, fils d'Antoine Chaume et de Marie Cathérineau, âgé de vingt et un ans ; Olivier Lescaut, fils de Joseph Lescaut et de Rose Giboule, âgé de vingt-deux ans ; Louis Fénix, fils de feu Louis Fénix et de Victoire Benoit, âgé de vingt-quatre ans ; Moïse Lemoine ; Joseph Comeau, époux de Sophie Loiseau, âgé de vingt-neuf ans ; Toussaint Loisel, époux de Madeleine Authier ; François Mingo, époux de Adélaïde Lescaut ; Jean-Baptiste Hébert, époux de Marie Fontaine ; Amable Hébert, époux d'Adélaïde Loïselle, âgé de quarante-six ans ; Gabriel Hamel, époux de Charlotte Dufaud, âgé de cinquante-quatre ans ; Moïse Pariseau, fils de Joseph Pariseau, meunier, et de Luce Casavan, âgé de dix-huit ans, de Saint-Marc ; Joseph Boulé, fils de feu Antoine Boulé et de Marie-Anne Decelles, âgé de dix-neuf ans, de St-Marc ; Joseph Fénix, fils de Joseph Fénix, cultivateur, et de Marguerite Dallancour, âgé de vingt-cinq ans, de St-Marc ; André Lévesque fils de feu François Lévesque et d'Amable Chagnon, de St-Marc ; Xavier Pariseau, menuisier, fils de feu Jean-Baptiste Pariseau et de N. Girard, âgé de vingt-trois ans, de Verchères ; Isaac Fontaine, fils de Joseph Fontaine et de Geneviève Dandeneau, âgé de vingt-deux ans, de St-Denis ; Pierre Emery Codaire, fils de Marc Emery Codaire et de Angélique Desgranges, âgé de vingt et un ans ; un Provost, un Hamel, un Ménard, de St-Jean-Baptiste ; Abraham-Remi Bellefleur, fils de François-Remi Bellefleur et de Thérèse Lafleur, âgé de vingt-deux ans, de St-Hilaire ; Gabriel Gosselin, époux de Judith Ledoux, âgé de cinquante-trois ans, de Verchères.

Étaient présents à l'inhumation Charles Desautels qui a signé, Joseph Goddue, Jean-Baptiste Rousselle, Joseph Lefebvre et François Belisle qui ont déclaré ne savoir signer, de ce requis.

B. DE L.



CHARLES TACHÉ
PÈRE DE MGR A.-A. TACHÉ

RÉPONSES

La fabrication du goudron dans la Nouvelle-France. (X, VII, 1021.)—L'intendant Talon tenait d'autant plus à ce que l'industrie de la fabrication du goudron pût réussir ici, qu'il connaissait les vues de Colbert à ce sujet. Pour ce produit si essentiel à la marine, comme pour beaucoup d'autres, ce ministre patriote voulait que la France se passât des étrangers. Il avait fait venir d'habiles ouvriers qu'il établit dans la Provence et le Médoc ; et comme certains intendants semblaient peu favorables à cette innovation, il affirma nettement sa volonté : " Je ne veux point, écrivait-il, faire venir du goudron de Hollande, étant persuadé que, si l'on veut s'appliquer à le faire aussi bien que celui du Nord, on peut y réussir. S'il y a quelque dépense à faire pour cela, je la ferai volontiers n'y ayant rien de si important pour notre marine que de nous mettre en état de nous passer des manufactures étrangères, et particulièrement de celle-ci, dont il se fait une si grande consommation dans nos ports. " (1) Quelle joie pour Colbert, s'il pouvait tirer de la Nouvelle-France ce goudron de première qualité si nécessaire à ses ateliers maritimes ! Talon y mit toute son application, et dès l'automne de 1670 il pouvait laisser entrevoir au ministre l'espérance du succès. Le 10 novembre il écrivait : " Le sieur Arnould Alix, le faiseur de goudron (goudron) est établi pour son hivernement avec le nombre d'ouvriers qu'il m'a demandé. Depuis qu'il est arrivé au poste que je lui ai désigné, il m'a fait savoir qu'il avait quinze cents pieds d'arbres écorchés, que sans sortir de ce lieu il pouvait se promettre de

(1) *Histoire de Colbert*, I, p. 408.

ressant de la matière pour travailler trente ans du-
rant. Si ces conducteurs d'ateliers pour vaisseaux,
mines et goudron sont habiles et ne donnent pas trop
aux apparences, vous pourrez faire au Canada un ou-
vrage glorieux pour le roi et plus utile à son Etat." (1)
Dans son mémoire du 2 novembre 1671, l'intendant
donnait ces encourageantes informations : "Le gou-
dron réussit par la qualité. J'en envoie pour épreuve
un baril à La Rochelle et un à Dieppe. Le maître
entrepreneur le dit aussi bon qu'aucun autre tiré des
pays étrangers ; il trouve de la disposition à faire
du brai et de la résine. Il a six milles pieds d'arbres
écouchés qui mûrissent attendant le temps propice à
la distillation. . . . A présent que par le succès de l'é-
preuve de cette année, j'ai persuadé que le Canada
pouvait produire du goudron et du brai, je fais tra-
vailler ce maître ouvrier à instruire et enseigner les
habitants et soldats établis la méthode de le faire, pour
que les colons de la Nouvelle-France fournissent à
ceux de l'ancienne cette matière utile à la marine, la
secourant de ce nécessaire et se bénéficiant eux-mêmes
du produit par le retour d'autres denrées " (2)
(Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nou-
velle-France*, p. 404).

François Prevost. (X, VIII, 1027.)—François
Prevost était parisien. Il était fils de Charles Pré-
vost et de Jeanne du Gousset.

Prevost, s'il faut en croire la mère Juchereau de

(1) *Mémoire de Talon à Colbert sur le Canada*, 10 nov.
1670 ; Arch. féd. Canada, corr. gén., vol. III.

(2) *Mémoire au roi sur le Canada et l'Acadie* ; Arch.
féd. Ibid.

Saint-Ignace, avait été officier dans le régiment de Carignan. (1)

Le 14 mai 1669, par commission donnée à Saint-Germain-en-Laye, il était nommé major de la ville et château de Québec.

En 1673, M. Prévost accompagna le comte de Frontenac dans son voyage au lac Ontario.

Lorsqu'il fut question d'enlever le gouvernement de Montréal à François-Marie Perrot, le gouverneur de la Baie ne trouva pas dans la Nouvelle-France d'officier plus qualifié que M. Prévost pour remplir cette charge importante. Dans sa lettre du 4 novembre 1683 à M. de Seignelay, il écrit : " On m'informe qu'on doit vous proposer le sieur Dugué comme gouverneur de Montréal à la place de M. Perrot. Je suis obligé de vous informer qu'il est lourd de corps et d'esprit, et qu'il est incapable de l'activité nécessaire dans ce gouvernement ; le sieur Bernier est celui qui est le plus capable de remplir la charge, si le sieur Prévost, major de cette ville ne vous convient pas." (2)

L'ingénieur de Villeneuve ayant porté au ministre certaines accusations contre M. Prévost, celui-ci fut défendu avec énergie par le gouverneur de Denonville. Le 8 juin 1687, il écrivait à M. de Seignelay :

" Ce que l'on vous a écrit méchamment du sieur Prévost, major de Québec, ne le doit pas perdre dans votre esprit monseigneur, puisque sans contredit, c'est le plus honnête homme, le plus droit et le moins intéressé que j'aie trouvé dans le pays. Jusques ici c'est le seul ancien officier que j'aie vu qui ne s'est mêlé

(1) *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 317.

(2) *Correspondance générale*, vol. 6, p. 151.

d'aucun commerce ni entré dans aucun des démêlés passés, ne s'étant attaché qu'à son devoir. Sur ce qu'on vous a écrit de lui ce que j'en ai appris de certain est qu'il a un engagé pour valet que l'entrepreneur faisait travailler comme maçon auquel il payait ses journées. C'est un usage en ce pays. Si j'en avais été informé d'abord je lui aurais demandé de n'en rien faire pour les conséquences. L'entrepreneur avec lequel M. de Meulles avait fait marché est le meilleur maçon du pays mais fort grand ivrogne duquel je me méfiais, et pour cela étant monté ici l'an passé avec l'ingénieur, je priai le major de Québec et le sieur de Comporté, notre prévôt, d'avoir l'œil sur lui. Il est très faux que le major se soit servi du nom de qui que ce soit pour faire aucune fourniture puisque je sais qu'il n'a chez lui ni chez autrui aucune marchandise et qu'il ne fait aucune traite. Ceci est un effet de vangeance de notre petit ingénieur, auquel il a tenu pied sur quelques hommes qu'il lui avait donné par mon ordre pour lui aider à faire ses cartes et qu'il n'avait pas payé quoique je lui eusse fait donner de l'argent pour cela; M. de Champigny vous pourra dire, monseigneur, quel homme c'est que notre major et s'il est capable de friponnerie." (1)

Dans son expédition contre les Tsonnontouans en 1687, le marquis de Denonville amena avec lui comme second en commandement M. de Callières, gouverneur de Montréal. Dès le 11 novembre 1686, il avait demandé à M. de Seignelay de l'autoriser à nommer M. Prévost, commandant à Montréal, pendant l'absence de M. de Callières. " Il est très honnête et très intelligent," écrit-il. (2)

(1) *Correspondance générale*, vol. 9, p. 46.

(2) *Idem*, vol. 8, p. 161.

De retour à Montréal, il écrivait de nouveau à M. de Seignelay, le 25 août 1687 :

“ Pendant cette campagne j'ai laissé le sieur Prévost, major de Québec, en commandement ici. Je ne puis vous exprimer trop hautement la manière dont il s'est acquitté de sa charge, et l'intendant loue également les services qu'il a reçus de lui. ” (1)

En 1690, lorsqu'on apprit à Québec que la flotte de Phips remontait le fleuve, le gouverneur, M. de Frontenac, était absent. M. Prévost, qui commandait, se mit à l'oeuvre avec une grande activité pour mettre la capitale en état de défense. “ M. de Frontenac, dit une Relation anonyme, visita toutes les portes dès qu'il fut arrivé, trouva toutes les choses en parfait bon état et fut surpris de la diligence avec laquelle M. le major (M. Prévost) avait fait faire des retranchements aux endroits qui n'étaient point fortifiés, et des batteries que l'on aurait cru avoir été commencées depuis plus de deux mois, quoiqu'on n'y eut travaillé que six jours avec fort peu de monde. ” (2)

Le roi fut très satisfait du zèle et de la bravoure de M. Prévost au siège de Québec. Le 7 avril 1691, il lui faisait écrire pour le féliciter et l'informer qu'il aurait la lieutenance du roi à Québec si des raisons graves n'empêchaient pour le moment la création de cette charge.

L'année suivante, en 1692, il faut croire que ces *raisons graves* étaient disparues, puisque une lieutenance du roi était créée à Québec, et que M. Prévost en était le premier titulaire.

(1) *Correspondance générale*, vol. 9, p. 61.

(2) *Collection de manuscrits*, vol. I, p. 517.

Le 28 mai 1699, M. Claude de Ramezay ayant été appelé au commandement des troupes de la Nouvelle-France, M. Prévost, par commission du même jour, le remplaçait au gouvernement de Trois-Rivières.

Le Roy de la Potherie écrivait à ce sujet au ministre en 1702 :

“ On vous a donné, Monseigneur, mille bénédictions, quand vous avez donné à M. Prévost le gouvernement des Trois-Rivières. C'est un homme généreux, il est aimé de toute la ville. Il ne cherche que les moments de faire plaisir à un chacun. Il ne se mêle point dans le commerce des pelleteries des bourgeois qui auraient volontiers chanté le *Te Deum*, en actions de grâce, quand vous leur avez ôté M. de Ramezay. Les peuples des colonies demandent à être menés par la douceur. Il les chagrinait cependant dans leur traite de pelleteries avec les sauvages, enlevant aux marchands avec une autorité fatigante, tout ce qu'il pouvait trouver de meilleur. Les sauvages qui veulent avoir la liberté de commercer à leurs fantaisies ne s'accommodaient guère de toutes ces manières. ” (1)

Malheureusement Trois-Rivières ne jouit pas longtemps du paternel gouvernement de M. Prévost. Il mourut à Québec le 1er juin 1702, et fut inhumé le 5 dans la cathédrale de Québec.

P. G. R

Les abjurations à Québec en 1665. (X, XI, 1044.)—Abjurations inscrites dans le Registre de l'archevêché de Québec du 21 août au 8 octobre 1665 :

Le 8 octobre 1665 : Isaac Berthier, capitaine au régiment de l'Allier, de la paroisse de Bergerac, en Périgord, diocèse de Périgueux. Mgr de Laval.

(1) *Correspondance générale*, vol. 18.

Le 23 septembre 1665, Jean Eluard, de la ville de Rennes en Bretagne et baptisé à Vitré. Le R. P. Dablon, de la Cie de Jésus.

Le 8 septembre 1665 : Pierre Gelbert de St-Juvin d'Usez. Henri de Bernières, curé de Québec.

Le 17 septembre 1665 : Pierre LeBaron de Coué, en Poitou. Louis Ango, Ptre.

Le 12 septembre 1665 : Mathieu Hienné de la ville de Metz en Lorraine. Gabriel Souart Ptre.

Le 15 septembre 1665 : Isaac Lessart natif de Ruffé en Angoumois. Jean Dudouyt Ptre.

Le 19 septembre 1665 : Jean Harcouët de Morenne en Saintonge. Hugues Pommier Ptre.

Le 19 sept. 1665 : Pierre Curtart Mombaron de Paisenodoüiz en Angoumois. R. P. Claude Dablon.

Le 14 sept. 1665 : Moyse Faure de la juridiction de Montrouel en Périgord. R. P. Claude Dablon.

Le 14 sept. 1665 : Jeau Recoüet, natif de Marene proche de la Rochelle. R. P. Claude Dablon.

Le 14 sept. 1665 : Jacques Gaultier de Chandenuers en Poitou. R. P. Claude Dablon.

Le 14 sept. 1665 : Philippe Poictiex de St-Surin de Mortaix. R. P. Claude Dablon.

Le 13 sept. 1665 : Moyse Aimé. R. P. Claude Pijart.

Le 26 août 1665 : Jean Renoüart natif de Janserre. R. P. Dablon.

Le 26 août 1665 : DeChoisy. Louis Ango Ptre.

Le 21 août 1665 : Pierre Serre. Chs. DeLauzon Ptre V. G.

Mer H. Têtu

Les noms anglais des cinq cantons iroquois. (X, VII, 1022.)—En parcourant les auteurs américains et anglais qui ont écrit sur l'histoire du Canada, on constate qu'ils donnent aux cinq cantons iroquois des noms autres que ceux attribués à ces derniers par les Français. Nous croyons utile de mettre ici en regard les deux séries d'appellations :

FRANÇAIS	ANGLAIS
Agniers	Mohawks
Onnontagués	Onondagas
Onneyouts	Oneidas
Goyogouins	Cayugas
Tsonnontouans	Senecas

(Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 500.)

Les ancêtres de l'historien Garneau. (X, VIII, 1031)—“Le fondateur de la famille Garneau au Canada, écrit l'abbé H.-R. Casgrain dans sa biographie de notre historien national, faisait partie de la nombreuse émigration venue du Poitou en 1655.”

“ Cette phrase est un pur effort d'imagination, ” répond Benjamin Sulte, et l'éminent historien saisit cette occasion de nous faire l'histoire de la famille Garneau.

Il n'y a eu dans la Nouvelle-France qu'une seule souche de Garneau.

Louis Garneau, l'ancêtre de l'historien, a dû venir ici en 1662. Le 23 juillet 1663, il épouse, à Québec, Marie Barault, fille d'Etienne Mazoué et de Marie Merand, de Notre-Dame de Cognes, diocèse de la Rochelle. Le registre paroissial de Québec le qualifie

de fils de Pierre Garnaud et de Jeanne Barault, de la paroisse de la Grimaudière, diocèse de Poitiers.

Disons ici avec Sulte que l'orthographe *Garnaud* est de la main du prêtre qui célébra le mariage et ne fait loi en aucune manière.

Au recensement de la côte de Beaupré, 1667, on lit : Louis Garnaut, 32 ans ; Marie Mason, 26 ans, sa femme ; enfant : François, 2 ans. Treize arpents de terre en valeur. " En 1681, recensement des mêmes endroits : Louis Garnaut, 40 ans ; Marie Masoué, 37 ans, sa femme ; enfants : François 16, Louis 13, Jean 6, Jacques 4. Un fusil, dix bêtes-à-cornes, vingt-cinq arpents de terre en valeur. " La terre de Garnaud était à l'Ange-Gardien.

François, son fils aîné, y demeura après lui et y épousa, le 7 février 1689, Louise Carreau.

De ce mariage naquit, le 1er mai 1696, un fils du nom de François, qui se maria à l'Ange-Gardien, le 7 novembre 1718, avec Marie Quentin ou Cantin. Ce second François résida à l'Ange-Gardien jusqu'à 1742 au moins, puis il alla s'établir à la Pointe-aux-Trembles ou à Saint-Augustin. Il y fut inhumé le 19 octobre 1763.

Jacques, fils de François, né à l'Ange-Gardien, le 18 avril 1728, se maria à Québec le 30 janvier 1751 avec Marie Charlotte de la Rue, veuve d'Antoine Delisle.

Son fils qui porta le même nom que lui épousa en 1776 Geneviève Laisné dit Laliberté. C'est de lui que Garneau a écrit : " Mon vieil aïeul, courbé par l'âge, assis sur la galerie de sa longue maison blanche, perchée au sommet de la butte qui domine la vieille église de Saint-Augustin, nous montrait de sa main tremblante le théâtre du combat naval de " l'Atalante " avec plusieurs vaisseaux anglais, combat dont il avait

été témoin dans son enfance. Il aimait à raconter comment plusieurs de ses oncles avaient péri dans les luttes héroïques de cette époque, et à nous rappeler le nom des lieux où s'étaient livrés une partie des glorieux combats restés dans ses souvenirs."

François-Xavier, fils de Jacques second, né à Saint-Augustin le 17 août 1781, épousa, au même endroit, Gertrude Amiot de Villeneuve, le 25 juillet 1808, et vint s'établir à Québec.

C'est là que naquit son fils, notre historien, le 15 juin 1809. Marié à Québec le 25 août 1835, à Esther Bilodeau, il mourut dans cette ville, le 3 février 1866.

Mort du Père de Noue. (II, IX, 234.)—L'hiver de 1645-46 la garnison du fort Richelieu se composait de quelques Français et de quatre Hurons. Peut-être y avait-il aussi des Algonquins comme en 1643 (*Relation*, p. 30).

Le Père de Noue était attendu des Trois-Rivières à date fixe. Ne le voyant pas arriver on s'inquiéta.

Le 2 février, un soldat assez adroit prend deux Hurons, de quatre qui se trouvaient pour lors en cette habitation, il s'en va chercher le gîte où le Père.... Ce soldat suivant toujours les pistes que les Hurons découvraient.... ils trouvèrent son corps à genoux...." (*Relation*, 1646, p. 10.)

Nous n'avons pas les noms du Français et des deux Sauvages. Ce fut un engagé appelé Caron qui apporta les restes du Père de Noue aux Trois-Rivières, le même qui voyagea par la suite dans les missions du Haut-Canada. Voici un passage qui n'a pas été remarqué je crois :

Le Père Chaumonot écrivant le 1er juin 1649 après le désastre des missions huronnes, dit que, à la prise d'Assossané par les Iroquois "Aco8end8tie d'Orentet, baptisé là-bas, fut trouvé les mains jointes après sa

mort ; ce fut l'un des Hurons qui trouvèrent le corps du Père de Noue les mains jointes ; sans doute qu'il l'a voulu imiter. " (*Relation*, 1649, p. 29.)

Le bourg d'Orenté était à l'extrémité ouest des missions huronnes, tout près d'Assossané.

BENJAMIN SULTE

L'abbé Pierre Joseph Compain. (IV, IX, 509.)

—Il a déjà été question de M. Compain dans le *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. IV, pp. 11 et 77, et vol. V, p. 115. La lettre suivante que M. Montgolfier écrivait de Montréal le 1er novembre 1767 à Mgr Briand donne des détails peu connus sur cet abbé :

" Le nommé Compain, fils du barbier de cette maison (Séminaire Notre-Dame) avait ci-devant fait une partie de sa rhétorique à Québec ; il a quitté les études pendant le siège. Il a eu quelque commencement de chirurgie sous M. Feltz, mais je crois qu'il ne l'a jamais exercé en son nom. Il s'applique depuis quelque temps au commerce, et a été marié, mais il est veuf depuis 7 à 8 mois ; il paraît de bonnes moeurs, et se présente pour aller recommencer la rhétorique à Québec avec nos jeunes gens. "

Les Plaines d'Abraham. (V, XI, 673.)—En avril 1828, Madame Agnès Thomsom représentait au secrétaire des colonies que feu son père, John Dowell, qui avait servi dans le 43^e à pied au siège de Québec, avait reçu, lors de son congé, les Plaines d'Abraham en concession pour ses services, mais qu'étant retourné en Irlande il y mourut avant d'avoir pu faire usage de la concession.

Il semble y avoir eu erreur de la part de madame Thomson ; les Plaines d'Abraham étaient depuis plusieurs années en possession des Ursulines et des religieuses de l'Hôtel-Dieu.

QUESTIONS

1048— Je vois que Guillaume Estèbe, garde-magasin du Roi à Québec, était conseiller honoraire au Conseil Supérieur de la même ville. Y a-t-il eu ainsi plusieurs conseillers honoraires au Conseil Supérieur de Québec ?

Avoc.

1049— Dans son discours sur la Contédération l'hon. Alex McKenzie affirme que la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada accorda l'émancipation politique aux Juifs trente ans avant que le Parlement de la Grande-Bretagne ne leur donna le même privilège. Depuis quand les Juifs ont-ils les privilèges des sujets britanniques au Canada ?

JFR.

1050— Quel est ce Vincelot, qui, en 1699, fut chargé d'aller annoncer au ministre de Pontchartrain la mort de M. de Frontenac arrivée à Québec le 28 novembre 1698 ?

XXX

1051— L'épisode du pavillon du vaisseau amiral de Phips que les Canadiens allèrent chercher à la nage est bien connu. Mais sait-on de façon absolument certaine quel fut le tireur qui eut l'adresse d'abattre ce pavillon ?

MILES

1052— Garneau dit que le privilège des postes et messageries fut accordé à M. Lauouillier, et Mgr Tanguay (dans *A travers les registres*) nomme M. LaNau-guère (Lanau dière) comme étant celui qui obtint ce privilège de Bégon. Lequel de ces deux personnages eut l'honneur d'inaugurer le système des postes au Canada ?

Post-O.

VOL. XI

FÉVRIER 1905

No 2

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de février : Oraison funèbre de Mgr Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, prononcée dans l'église paroissiale de Montréal le 25 j in 1760, par l'abbé Louis Jolivet ; Le pays des Hurons, A.-E. Jones S. J. ; Le "double shuffle", Ignotus ; M. de Tracy après son départ de la Nouvelle-France, Thomas Chapais ; Les rebelles à Québec en 1775 ; Questions, etc., etc.

Gravure : Charles Aubert de la Chesnaye.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Avant la conquête. Episode de la guerre de 1759—Par Adèle Bibaud—Montréal, The Montreal Printing and Publishing Co, Limited—1904.

Pages d'histoire ancienne et contemporaine de ma paroisse natale, Saint-Laurent de l'île d'Orléans, par l'abbé D. Gosselin. Brochure in-12 ornée de plusieurs gravures hors texte. Prix : \$0.50. S'adresser à l'auteur, à Charlesbourg.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

FÉVRIER 1905

No 2

Oraison funèbre de Mgr Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, évêque de Québec, prononcée dans l'église paroissiale de Montréal le 25 juin 1760, par l'abbé Louis Jolivet.

(Suite et fin)

DEUXIÈME POINT

S'il suffisait pour être saint, de tirer son origine de personnes illustres en sainteté, je vous ferais voir, MM., la vertu, comme héréditaire dans la famille de M. de Pontbriand. Un père vertueux mourant comme il a vécu, dans les beaux sentiments de la religion, une pieuse mère dont la mémoire est en bénédiction dans la Bretagne et dont la vie sainte se lit avec édification dans les ferventes communautés, une sainte dame dont l'heureuse fécondité a donné à l'Eglise un grand nombre de vertueux enfants qui ont fait honneur à l'état ecclésiastique et à la profession religieux. Je vous ferais voir un frère distingué parmi les plus vertueux ecclésiastiques de Paris, connu par ses pieux ouvrages sur la religion et par son zèle à procurer à ses dépeus des instructions chrétiennes aux jeunes savoyards et aux domestiques de cette grande ville ; je vous rappellerais le fameux château de la Garaye changé en un hôpital public dont ses vertueux parents se sont

faits eux-mêmes les fondateurs, les administrateurs, les serviteurs et les domestiques des pauvres que leur charité y retire et y entretient depuis plus de quarante ans et où notre digne prélat lui-même a exercé les premières fonctions de son zèle et consacré les essais de son sacerdoce.

Il suffirait encore, pour être saint, de répondre d'abord avec fidélité à une éducation chrétienne. Vous verriez notre illustre défunt placé dès sa jeunesse dans de saintes maisons, y faire la consolation de ses maîtres par ses vertus et l'édification de ses condisciples par les pieuses industries de son zèle, les gagner à Dieu. Conduit de là dans un séminaire distingué par sa ferveur et sa régularité, s'y distinguer lui-même par sa piété autant que par sa science.

Mais je sais, MM., qu'il n'en est pas de la sainteté comme de la noblesse qui coule avec le sang, et que l'on voit souvent une vertu soutenue dans la retraite, s'éclipser au plus grand jour, semblable à ces fleurs qui répandent à l'ombre une odeur douce et agréable, mais qu'un soleil ardent flétrit, dessèche en peu de temps : aussi, MM., ne pretens-je vous produire ici d'autres sujets de l'éloge de notre illustre prélat, que ceux de sa vertu, qui lui sont personnels, et c'est sur le chandelier de l'église où la main de Dieu l'avait placé que je me propose de vous le montrer comme un soleil éclatant qui non seulement a éclairé cette hémisphère par l'éclat de sa science, mais encore qui l'a embrasée par les ardeurs de son zèle et de sa charité : *Quasi sol refulgens, sic ille effulsit in templo Dei.*

A peine a-t-on appris en France la vacance du siège de Québec que le cardinal de Fleury, instruit du grand zèle avec lequel M. de Pontbriand travaillait dans le diocèse de St-Malo, jeta les yeux sur lui pour occuper une place si difficile à remplir dignement. Il lui écrit

de la part du Roi que les intentions de sa Majesté sont de le nommer bientôt à quelque évêché de France ; que celui du Canada vacant par la mort de Mgr de Lauberivière lui paraissait plus propre qu'aucun autre au goût qu'il faisait paraître pour les missions ; qu'au reste s'il ne l'était pas à ses inclinations, il pouvait lui marquer ses sentiments avec confiance, sans craindre de rien diminuer de l'estime que la Cour faisait de son mérite, ni perdre des grâces qu'elle lui préparait. L'Évêché du Canada n'a pas beaucoup de quoi flatter l'orgueil de l'homme de mérite et de la protection qu'avait M. de Pontbriand. Il faut pour le Canada un évêque détaché de sa famille et de la Cour, qui aime la pauvreté et méprise les honneurs, dur au travail et fait à la fatigue, qui, outre toutes les qualités que saint Paul exige d'un évêque, eût assez de zèle pour entreprendre de longs et pénibles voyages, assez de force et de courage pour en soutenir la fatigue : un évêque, en un mot digne de la primitive Eglise, qui ne cherche en tout que la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes. Tel était M. de Pontbriand, et ce fut encore le motif qui lui dicta la réponse qu'il fit au ministre que tout indigne qu'il se reconnaissait de l'Épiscopat, si on lui laissait le choix, parmi les évêchés de France, il donnerait volontiers la préférence à celui de Québec, parcequ'il paraissait y avoir plus à travailler pour la gloire de Dieu. Il s'exprime dans les mêmes termes à l'un des messieurs ses frères qui était venu l'accompagner jusqu'à Larochele : " Quand je serais sûr, lui dit-il, en le quittant de trouver des millions en arrivant à Québec rien ne serait capable de me faire embarquer tant est grande la répugnance que j'ai pour la mer ; mais il est question de la gloire de Dieu et du salut des âmes, rien ne me retardera." Il part en disant ces dernières paroles et toute la conduite qu'il a tenue

pendant son épiscopat nous a été une preuve continuelle qu'elles n'étaient que l'interprète des sentiments de son cœur.

Quel zèle en effet n'a point fait paraître notre illustre prélat dans les différentes fonctions de son ministère ! Persuadé que le premier devoir d'un pasteur est de connaître son troupeau et de pourvoir à ses besoins, il entreprend dès la première année, une visite générale dans son diocèse, dans laquelle il s'appliqua à connaître l'état des paroisses, à instruire et à édifier son peuple avec un zèle vraiment apostolique. Pasteur bien différent de ces faux pasteurs, vraies idoles du temple, qui semblent n'être faits que pour représenter, qui croient honorer beaucoup les vêtements sacrés dont ils sont revêtus quand ils paraissent dans une cérémonie éclatante de religion où on les couronne avec pompe des lauriers que les autres ont cueilli avec bien de la peine. On voyait notre zélé prélat à la tête de ses ouvriers évangéliques travailler lui seul plus qu'aucun autre, lasser les plus robustes, prêcher régulièrement quatre ou cinq fois le jour et toujours avec force et action, administrer les sacrements de confirmation à une multitude de peuples, faire des conférences publiques également instructives et édifiantes, écouter avec bonté tous ceux qui s'adressaient à lui, se porter lui-même pour médiateur entre les ennemis, terminer les différends, pacifier les troubles, corriger les scandales, réformer les abus, en un mot, mettre tout en usage pour la conversion des pécheurs et la sanctification des âmes confiées à ses soins, tels étaient les travaux de notre illustre prélat dans les visites de son diocèse qui ont fait sa principale occupation pendant les jours de son épiscopat. Mais c'est surtout, MM., au temps du dernier jubilé qu'ont paru avec plus d'éclat les travaux et le zèle de notre vertueux pontife, soit dans les missions

qu'il fit à Montréal et dans les bourgs voisins, pour distribuer à son peuple avec plus d'abondance les trésors et les faveurs de l'Eglise, soit dans les retraites qu'il donna aux communautés religieuses en répandant la parole de Dieu avec une sainte profusion, sur ces terres bien préparées, il les rendait fécondes en fruits de grâce et de sainteté.

Que j'aime à me le représenter sur les bords du fleuve St-Laurent, comme un autre saint Jean-Baptiste sur les bords du Jourdain, tout occupé à préparer au Seigneur un peuple parfait, allant de paroisse en paroisse prêcher l'évangile de la paix et annoncer les vérités du salut dans ces contrées éloignées, ramasser jusque dans les cabanes sauvages les brebis dispersées de la maison d'Israël.

Qu'il est beau de le voir animé d'un saint zèle dans le voyage qu'il fit à la Présentation, malgré la répugnance naturelle qu'il avait pour l'eau, qu'augmentaient encore les dangers des rapides qui vous sont assez connus, malgré les difficultés des chemins et tout ce qu'on pût dire pour l'en détourner : marcher au milieu des ronces et des épines, tantôt dans des bourbiers, tantôt sur des pointes de rochers, arriver après bien des fatigues et montrer un évêque à ces nations infidèles qui n'en avaient jamais vu ; annoncer les vérités de la religion avec une onction qui touchait jusqu'aux larmes les coeurs des barbares, baptiser de sa main cent trente-deux adultes, donner la bénédiction nuptiale à ceux qui n'avaient d'autres liens de leur mariage que ceux de la nature ; administrer le sacrement de confirmation à tous ceux qui étaient régénérés dans les eaux du baptême, les exhortations à persévérer dans la fidélité qu'il doivent à Dieu et au Roi, enfin passer dans cette mission des jours entiers dans les fonctions d'un véritable apostolat ! Ne sont-ce point là,

MM., autant de preuves éclatantes du grand zèle de notre vertueux prélat capable de tout entreprendre et de tout exécuter, toujours prêt à sacrifier son repos, sa santé, sa vie même pour le salut des âmes qui lui sont confiées.

J'en appelle à votre témoignage, dignes coopérateurs de son zèle qui l'avez suivi dans ses courses apostoliques, combien de fois l'avez vous vu dans de longs et pénibles voyages porter sans murmurer le poids de la chaleur du jour, faire bien des lieues à pied, dans de très mauvais chemins, dans l'eau quelquefois jusqu'aux genoux, arriver tout en sueur et hors d'haleine ; d'autres fois surpris par le mauvais temps, obligé de se retirer dans de pauvres chaumières, tout transi de froid et tout couvert de neige, obligé de coucher sur la dur ; se contenter d'un peu de pain et d'eau qu'il trouvait chez les pauvres gens ! Combien de fois l'avez vous engagé à ménager sa santé, à partager davantage, les travaux et les fatigues de son apostolat, sans pouvoir rien diminuer de l'intensité de son zèle. En vain les plus vertueux ecclésiastiques et les plus fervents religieux de Québec, mettent tout en usage pour le détourner de la dernière visite qu'il fit en bas dans les dernières paroisses de son diocèse. En vain les médecins lui représentaient-ils qu'il ne pouvait l'entreprendre sans altérer sa santé. Quelle réponse fait-il à toutes ces représentations et à leurs conseils ? Point d'autres que les belles paroles de l'apôtre saint Paul que l'on peut dire avoir été sa devise : que rien n'était plus capable de l'arrêter dans la carrière qu'il avait à fournir qu'il n'estimait pas sa vie plus que son devoir et que, quand il en devrait mourir il ne pouvait point souhaiter une mort plus sainte ni plus glorieuse : *Nil vereor : nec facio animam meam pretiosiore quam me dummodo consummem cursum meum, et ministerium,*

verbi ; quod accepi a Domino Jesu. Ne sont-ce point encore les mêmes sentiments qu'il a fait paraître dans les différentes occasions qui se sont présentées de signaler son zèle ! Combien de fois, ville infortunée de Québec, l'avez-vous entendu, comme un autre Moïse, dans des temps de calamité, s'offrir au Seigneur en hostie de propitiation pour les péchés de son peuple, demander à Dieu dans la sincérité de son cœur de frapper le pasteur et d'épargner le troupeau. *Dimitte eis hunc noxam, aut si non facis, dele me de libro vitae.*

Avec quelle charité a-t-on vu ce bon pasteur exposer sa vie pour ses brebis, dans le temps de maladies contagieuses qui désolaient la ville de Québec, aller lui-même en personne non seulement à tour de rôle faire le service de l'hôpital, mais encore suppléer aux absents, visiter régulièrement tous les jours ces pauvres malades, passer au milieu des souffles de mort qu'exhalaient de toutes parts ces hommes pestiférés, pour écouter les pénitents, consoler les affligés, donner les onctions saintes aux malades, porter le pain de vie aux mourants, procurer la sépulture aux morts ! Et n'est-ce pas une chose connue de tout le monde, que c'est dans cet exercice héroïque qu'il a contracté cette longue maladie qui lui a fait trainer une vie languissante et enfin conduit au tombeau ? Avec quelle ardeur n'a-t-il pas travaillé au rétablissement de l'Hôpital des Trois-Rivières et de celui de Québec ravagés tous deux par les incendies ? Il se faisait lui-même tout à la fois le promoteur de cet ouvrage, le conducteur et l'architecte, le piqueur et le manoeuvre, contribuant de sa bourse à la plus grande partie de la dépense, fournissant au reste par les aumônes des fidèles qu'il avait soin d'exciter.

Ne sont-ce pas autant de monuments subsistant de

sa charité, qui font beaucoup mieux son éloge que les langues les plus éloquentes ne sauraient le faire? *Laudent eum in portis opera ejus.*

Que le temps ne me permet-il de vous remettre devant les yeux toutes les autres vertus dont notre illustre pontife nous a donné pendant sa vie des exemples si édifiants : une humilité qui le portait à se mettre sous les pieds de tout le monde jusqu'à obliger ses inférieurs à lui faire les reproches les plus durs, à lui dire les choses les plus humiliantes, à lui faire remarquer jusqu'au moindre défaut qui aurait pu échapper à sa vigilance? Sa chasteté qu'il a conservée pure, sans tache comme un lys entre les épines, au milieu d'une Babylone corrompue, se rendant exact jusqu'au scrupule à toutes les règles que l'Eglise présente à ses ministres, par lesquelles il a été exempt non seulement de tout reproche mais même du moindre soupçon sur cette matière ! Sa charité envers le prochain qui le rendait affable aux plus petits, toujours prêt à obliger tout le monde, ingénieux à excuser dans autrui des défauts qui offensaient les yeux de tous les autres ! Sa tendresse pour l'Eglise son épouse, à laquelle il a demeuré fidèle jusqu'à la mort sans jamais s'éloigner d'elle malgré les instantes sollicitations de ses proches et de quelques puissants seigneurs de la Cour qui l'engageaient à repasser en France, soit pour les affaires de son diocèse, soit pour le rétablissement de sa santé, soit pour s'épargner la misère des temps fâcheux où il s'est trouvé, aimant mieux, à l'exemple de Moïse, partager avec son peuple les souffrances et les humiliations que le Seigneur lui envoyait, que de goûter sans lui les délices de la vie et les honneurs de la cour ! Son amour pour la pauvreté qu'il a témoigné pendant sa vie par la noble simplicité qui a paru dans son palais, ses meubles, ses habits, son train et tout son extérieur,

à la mort pauvre et dénué de tout, comme il le disait lui-même au dépositaire de ses dernières volontés :

Vous direz aux pauvres que je ne leur laisse rien en mourant parce que je meurs moi-même plus pauvre qu'eux. Il a aimé les pauvres pendant sa vie, il les aime à sa mort en se faisant leur égal ; au-delà du tombeau, témoignant le désir qu'il avait d'être enterré comme pauvre, sans pompe et sans appareil dans ses funérailles. Sa mortification d'autant plus solide qu'elle était intérieure, s'appliquant principalement à retenir ses sens, à mortifier son esprit, à se refuser à ses désirs, à ses inclinations, ingénieux à mortifier son corps pendant qu'il était en santé, dans la chose la plus naturelle et la plus nécessaire à l'homme qui est le sommeil, l'assujétissant pendant la maladie, à l'ordre des médecins, sans vouloir rien accorder à ses désirs ni à son goût ; sa patience au milieu de la longueur et des ennuis d'une maladie de plus de dix-huit mois, où il ne goûtait presque pas les douceurs du sommeil, connaissant tous les dangers de son mal sans s'inquiéter, exposant naturellement sa situation sans en désirer une meilleure, acceptant les remèdes qu'on lui donnait sans en demander d'autres, également content de ce qu'on lui donnait et de ce qu'on lui refusait, soumis en tout à la volonté de Dieu dans les événements les plus fâcheux de la colonie et les plus sensibles à son bon cœur ; dans la maladie comme dans la santé, dans l'adversité comme dans la prospérité. Le Seigneur, disait-il quelquefois, me fait des grandes grâces en mourant : Je meurs sans souffrir des douleurs bien aiguës ; il ménage ma faiblesse, ma sensibilité ; je meurs dans un temps où les affaires de la colonie sont dans un bien mauvais état, il épargne à mon cœur une croix qui lui serait bien rude. " Heureux le pasteur qui ne verra point les maux qui doivent dé-

soler son troupeau, mais plus heureux encore celui qui fait la volonté du Seigneur !

Il meurt ce digne pontife, et dans ce dernier moment la force de son esprit et la grandeur de sa religion se manifestent tout entières ; il meurt non point comme les lâches ont coutume de mourir, dit l'Écriture, mais il meurt en chrétien, en héros de la religion, en évêque et en saint, touché du repentir le plus amer de ses fautes et du scandale qu'il croit avoir donné et dont il demande pardon publiquement ; d'une foi pure et vive, d'une espérance ferme qui ne craint point d'être confondue, d'une charité parfaite et d'une entière conformité à la volonté de Dieu qu'il adore du plus profond de son cœur. Il meurt en héros de la religion, tout couvert des blessures qu'il a reçues dans les combats de la milice chrétienne et tracé des traits même de sa charité, ne respirant que la gloire de Dieu et le salut des âmes confiées à ses soins, désirant si les forces lui permettaient d'aller à la Louisiane, visiter le reste de son troupeau et y répandre l'abondance de ses bénédictions. Il meurt en évêque plein de tendresse pour son église, qu'il recommande à ses prêtres comme autrefois Jésus-Christ recommandait à ses apôtres l'église qu'il venait fonder sur la terre, ramassant ce qui lui reste de force dans un corps mourant pour les exhorter à exercer les fonctions de leur zèle, à persévérer dans la prière et à réparer les fautes qu'il disait avoir commises dans les fonctions de son ministère. Il meurt en saint dans le baiser du Seigneur, plein de vertus et de mérites, suivi de toutes les bonnes œuvres qu'il a pratiquées pendant sa vie et précédé des âmes qu'il a gagnées à Jésus-Christ, lesquelles comme autant de témoignages de sa fidélité et de ses vertus, sollicitent hautement auprès du Souverain Juge la couronne de justice que Dieu dont les paroles ne

passeront jamais à promis à ceux qui auront légitimement combattu pour sa gloire. *Bonum certavi, cursum consummavi, fidem servavi. In reliqua reposita est mihi corona justitiae quam reddet mihi Dominus in illa die justus iudex.*

Il est mort, ce grand prélat, digne d'une plus longue vie, si nous avions été nous-mêmes digne de le posséder plus longtemps et si lui-même n'en avait abrégé le cours par les pieux excès de son zèle et de sa charité. Il est mort.

Ici, MM., mon ministère est achevé ; les paroles me manquent pour vous exprimer la grandeur de la perte que nous faisons. Vos larmes, vos soupirs, vos sanglots doivent suppléer au défaut de ma langue et achever son éloge. Pleurez, Eglise de la Nouvelle-France, si longtemps désolée par l'absence de vos premiers pasteurs, consolée pendant quelque temps par la présence de celui-ci, qui avait essuyé les larmes d'une longue viduité ; pleurez et livrez vous à la douleur ; vos larmes ne seront jamais plus justes et mieux placées ; ou si quelque chose est capable de vous consoler dans votre affliction, que ce soit la confiance où vous devez être d'avoir engendré au ciel celui que vous avez perdu sur la terre : *Plange quasi virgo accincta sacco super virum pubertatis suae.*

Pleurez, prêtres, faites retentir de vos cris la voûte de ce temple, ministres des autels, parce que vous avez perdu celui qui faisait votre gloire, votre consolation et votre soutien : *Plangite sacerdotes, ululate ministri altaris*, pleurez, parceque le grand prêtre qui donnait des sacrifices à Juda, étant mort, les offrandes saintes vont diminuer sur nos autels : *quoniam interiit de domo Dei vestri sacrificium et libatio* ; pleurez, infortunée colonie, parceque, le pasteur frappé, vous avez lieu de craindre de voir bientôt le troupeau dispersé, et d'être, comme des brebis errantes, sans pas-

teur et sans guide exposées à la fureur des loups : *depopulata est regio* ; pleurez, terre féconde en fruits de grâce et de salut, cultivée de ses mains et arrosée de ses sueurs, *luxit humus* ; pleurez dans la crainte de voir bientôt le froment des élus ravagé par les incursions des méchants ou étouffé par les mauvaises herbes que l'homme ennemi y fera croître en abondance : *luxit humus quoniam devastatum est triticum* ; pleurez, vierges sages consacrées à Dieu, la perte de la vigne qui donnait à nos âmes ce vin délicieux qui entretenait la ferveur parmi vous et y faisait germer la grâce et la pureté virginale : *Confusum est vinum*. Pleurez jeunes lévites, la mort de l'olivier qui devait faire couler sur vos têtes l'onction sainte propre à les consacrer et à vous faire répandre parmi les fidèles la bonne odeur de Jésus-Christ : *Etanguit oleum* ; pleurons tous, MM., une perte qui nous est commune à tous. Nous perdons dans Mgr de l'ontbriand, un vrai citoyen et un ami sincère et fidèle, un pasteur affectionné à son troupeau, un père tendre et compatissant aux besoins de son peuple ; pleurons, mais que notre douleur ne soit point stérile et infructueuse. Souvenons-nous, devant le Seigneur de celui qui a si souvent porté au pied de son trône, nos prières et nos vœux. Si les restes de la fragilité humaine ou quelque négligence commise dans un ministère aussi pénible que le sien le rendaient encore redevable à la justice divine, abrégeons le cours de sa pénitence par nos prières et nos bonnes oeuvres ; remontez à l'autel, ministres sacrés, faites violence à votre douleur, prêtres vénérables, dépositaires de ses dernières volontés, comme vous l'aviez été de sa confiance et de son autorité pendant sa vie : arrosez ses cendres précieuses du sang de l'Agneau sans tache, afin que, sorti glorieux des ténèbres et des ombres de la mort, il entre dans la terre des vivants et le séjour de la gloire éternelle. Ainsi soit-il.

LE PAYS DES HURONS

Les amateurs de l'histoire des temps héroïques de la colonie doivent s'intéresser à tout effort tenté pour jeter de la lumière sur la topographie de l'ancien pays des Hurons ; aujourd'hui surtout que l'on s'occupe activement de la béatification de quelques-uns de nos anciens missionnaires. C'est pourquoi nous devons savoir gré à M. Benjamin Sulte d'avoir dressé le tableau des distances entre les anciennes missions huronnes. (*Bulletin*, vol. X, p. 341).

Mais s'il est utile de dresser un tableau des distances respectives des lieux où les missionnaires travaillaient en vue de "faciliter la lecture des *Relations*," il est surtout important d'être aussi précis que possible dans les indications qui doivent servir à cette fin ; autrement, on s'expose à égarer les esprits, et à accroître la confusion qui existe déjà à cause du petit nombre de données et souvent aussi de l'ambiguïté de la phrase incidente où on les trouve enchevêtrées. Car il ne faut pas oublier que les missionnaires n'écrivaient pas dans le but de faciliter la reconstruction de la topographie de l'Huronie par des cartes deux siècles et demi postérieurs à l'occupation de la contrée. Ils se doutaient peu, en effet, que ces terres, parsemées alors de bourgs et de villages, devaient rester pays désert jusqu'à nos jours.

C'est donc dans le but annoncé par M. Sulte, et non pas par esprit de critique, que je me permets de rectifier quelques erreurs qui, vu la difficulté du sujet, ont pu se glisser dans les renseignements donnés si obligeamment par M. Sulte. Je prierais en même temps ceux qui sont plus au fait de me remettre sur la voie si je venais moi-même à m'égarer.

Dans mes remarques, je suivrai exactement l'ordre adopté dans les notes sur " Le pays des Hurons " pour les distances respectives des différents villages, et je renverrai en même temps aux sources où j'ai puisé mes renseignements.

DISTANCE D'IHONATIRIA OU SAINT-JOSEPH I.

A Saint-Michel ou Scanonaenrat. Je n'ai trouvé aucune indication dans les *Relations* ou autres écrits du temps, sur la distance directe entre Ihonatiria ou Saint-Joseph I. et le bourg de Saint-Michel, autrement Scanonaenrat ; mais la distance d'Ihonatiria à Teanaostaiaé, Saint-Joseph II., est donnée comme de sept à huit lieues, et celle de ce dernier bourg à Saint-Michel, tirant sur le côté d'Ihonatiria, est marquée comme étant d'une lieue un quart.

Le P. de Brébeuf écrit d'Ihonatiria le 27 mai 1635 (*Relation* de 1635, p. 41, Edit. Québec, 1858) : " Le dix-neufiesme Janvier, ie partis pour aller en la maison de Louys de Saincte Foy, distante de nostre village de sept ou huit lieuës (même *Relation* p. 39, 1ère col.). Ce Louis était de Teanaostaiaé, ou Saint-Joseph II. D'après la *Relation* de 1637 (pp. 106, 197) il est certain que son père y demeurait. Mais une lettre écrite en 1638 par le P. Charles Garnier à son père en France contient ce passage : " Nous sommes sur le point de transporter la résidence de Saint-Joseph (I.) du petit village où elle est, nommé Ihonatiria, au plus gros bourg de ce pays, nommé Teanaustayaé. C'est d'où était natif Louis de Ste Foy, que vous avez pu voir en France il y a neuf ou dix ans. "

D'un autre côté Saint-Michel était à une lieue ou une lieue un quart de Teanaostaiaé : " Le bourg sur lequel d'abord on ietta les yeux fut celui de Scanona-

entat... parcequ'il n'est esloignée que de cinq quarts de lieues de la Résidence de Saint-Joseph (II.) (voir *Rel.* 1637, p. 72, 1 col.). Le P. DuPeron pensa cependant que la distance entre Saint-Michel et Teanaostaiaé (St-Joseph II.) était moindre que celle donnée dans cette *Relation* du P. Jérôme Lalemant : " Nos Pères (partis d'Ossossané) étant arrivés à 4 heures du soir au lieu de la mission nommé St-Michel. se mirent en chemin pour prendre quelque avis de nos Pères de St-Joseph, éloignés de là d'une lieue. " (Lettre datée de la Conception, 27 avril 1639, voir Carayon, *Pre-mière mission*, etc, Paris, 1864, p. 180.)

Mettons que la distance entre Ihonatiria ou Saint-Joseph I., et Teanaostaiaé ou Saint-Joseph II. ne fut que de sept lieues (la distance la plus courte donnée par les *Relations*, tandis que M. Sulte met neuf lieues) et que celle entre Saint-Michel et Saint-Joseph II. fut d'une lieue et un quart, il est géométriquement impossible que la distance entre Ihonatiria ou Saint-Joseph I. et Saint-Michel ne soit aussi que d'une lieue et un quart soit que Saint-Michel se trouvât sur la même ligne joignant Ihonatiria à Saint-Joseph II., soit qu'il fût placé en dehors de cette droite. Avec les chiffres que je viens de rapporter la simple soustraction nous donne cinq lieues trois quarts.

M. Benjamin Sulte a probablement, par inadvertance, supposé que " la Résidence de Saint-Joseph, " mentionnée dans la *Relation* de 1639, p. 72, 1 col., se rapportait à Ihonatiria ou Saint-Joseph I., tandis qu'il s'agit là de Teanaostaiaé ou Saint-Joseph II. La résidence des Pères, sous le nom de Saint-Joseph (I.) était encore à Ihonatiria le 9 juin 1638 (*Rel.* 1638, p. 59, 1 et 2 cols.). Mais le changement à Teanaostaiaé, ou Saint-Joseph II. s'était effectué avant le 7 juin 1639 (vr. date, *Rel.* 1639, p. 49, 2 col.).

A OUENRIO. La distance donnée par M. Sulte est correcte comme nous pouvons le voir dans la *Relation* de 1637, p. 137, 1 col.

A ARONTAEN. M. Sulte est encore d'accord avec les *Relations* en mettant deux lieues entre ces deux villages (voir *Rel.* 1636, p. 123, 1 col. et *Rel.* 1637, p. 110, 1 col.) Dans cette dernière relation il est dit environ deux lieues.

A ANONATEA. Une lieue, c'est la distance indiquée dans la *Relation* de 1637, p. 141, 1 col.

A SAINTE-MARIE I. Si cette distance de trois lieues est donnée dans les *Relations* ou autres écrits du temps elle m'a échappée. Le village d'Ihonatiria ou Saint-Joseph I., comme nous l'avons vu, fut complètement abandonné avant le 7 juin 1639 (*Rel.* 1639, p. 49, 2 col.) Sainte-Marie I. ne fut établie qu'au milieu de l'automne de 1639 quand la résidence d'Ossossané y fut transportée. Celle de Teanaostaiaé y fut également transférée, mais seulement au printemps de 1640 (*Rel.* 1640, p. 63, 2 col.). Ces deux habitations n'existaient pas, par conséquent, simultanément. Du site d'Ihonatiria ou Saint-Joseph I., près de Todd's Point, aux ruines de Sainte-Marie, qui se voient encore, il y a en droite ligne à peu près trois lieues et deux tiers.

A OSSOSSANÉ. M. Sulte nous dit que Ossossané était éloigné d'Ihonatiria de "cinq lieues un quart;" les *Relations* mettent à quatre lieues. Ceux qui prennent part à la fête des morts "vont à petites journées; notre Village (Ihonatiria) fut trois iours à faire quatre lieues, et à aller à Ossossané, que nous appelons Larochelle, où se devoient faire les cérémonies" (*Rel.* 1636, p. 134, 1 col.). Et ailleurs: "Le 9 le Père Supérieur retourna (d'Ihonatiria, vr. *Rel.* 1637, p. 137, 1 col. et p. 138, 1 col.) à Ossossané avec le Père Pierre Chastellain et Simon Baron. Je ne mande rien icy à

notre Reverence de la difficulté des chemins. ie diray seulement qu'il n'estoit question que de quatre lieues, et cependant la journée ne se trouuoit gueres trop longue pour en venir à bout " (*Rel.* 1637, p. 139, 2 col.). De fait un des sites d'Ossossané, près de la Pointe Varwood se trouve précisément à quatre lieues de la Pointe Todd, emplacement d'Ihonatiria.

A SAINT-JOSEPH II. i. e. TEANAOSTAIAÉ. M. Sulte le met à neuf lieues de Ihonatiria. Nous avons vu plus haut que le P. de Brébeuf lui en donnait sept ou huit. La vraie distance de Todd's Point, site de Ihonatiria à la terre de M. Flanagan (moitié ouest du lot 7, concession IV, canton de Medonté), plus vraisemblablement que toute autre le site de Saint Joseph II, ou Teanaostaiaé, où le Père Daniel fut massacré, est, en ligne droite, de sept lieues et sept huitièmes.

DISTANCES DE SAINTE-MARIE I.

A SAINT-JEAN. L'estime de M. Sulte est aussi correcte que possible, c.-à-d. deux lieues un quart : "... le Père Pijar (qui était alors à Saint-Jean) s'en estant retourné le mesme iour à Saint-Joseph (III.), éloigné de deux bonnes lieues" (*Rel.* 1640, p. 72, 2 col.). Il est à remarquer que le " Saint-Joseph " mentionné ici n'est autre que la résidence de Sainte-Marie I., dont la chapelle bâtie plus tard, fut dédiée à saint Joseph (voir p. 63, 2 col. et p. 64, 1 col., même *Relation*). Le bref original de Urbain VIII, en date du 4 février 1644, préservé aux archives du collège Ste-Marie, Montréal, accorde certaines indulgences à ceux qui visitent l'église de Saint-Joseph à Sainte-Marie dans le pays des Hurons.

A SAINT-LOUIS. Une lieue dit M. Sulte. L'expression des *Relations* est " ce bourg de St-Louis n'estant

pas esloigné de nous plus d'une lieuë" (*Rel.* 1649, p. 11, 1 col.). Le P. Bressani écrit : " Le nuage de fumée que nous apercevions de notre résidence (Ste-Marie), située seulement à deux milles de là (St-Louis), nous avertit d'abord de ce désastre..." Traduction du Père Martin p. 254). Toutefois, les deux milles italiens équivalent à 3704 mètres.

A SAINT IGNACE II. C'est cinq milles que M. Sulte met entre Sainte-Marie et ce bourg qui fut témoin de la mort des pères de Brébeuf et Lalemant. Nous venons de voir que de Sainte-Marie à Saint-Louis il n'y avait pas plus d'une lieue : les *Relations* en font foi : " Ils reconnurent de nuit l'estat de la première place sur laquelle ils anoient dessein etc. " et plus bas, même colonne, " ce premier bourg estoit celui que nous nommions de Saint-Ignace, lequel, etc. " (*Rel.* 1649, p. 10, 1 col.). Et immédiatement avant cette dernière phrase il est dit : " Trois hommes.....portèrent l'alarme et l'épouvante à un autre bourg (Saint-Louis) plus prochain, éloigné environ d'une lieuë. " Le même fait est raconté plus clairement et avec plus de précision par le P. Bressani : " Le 16 mars, avant d'avoir été aperçus ils (les Iroquois) se montrèrent aux portes du premier village des Hurons, nommé St-Ignace. Son site et les fortifications, que nous y avions fait faire, le rendaient imprenable, du moins pour les Sauvages : mais comme, etc. . . Trois personnes, à moitié nues, parvinrent seules à s'échapper, et allèrent donner avis au village voisin, celui de St-Louis, à 3 milles seulement de distance (i. e. 3 milles italiens 5556 mètres. Traduction du P. Martin, pp. 252, 253).

Si donc ces trois bourgs, St-Ignace, St-Louis et Ste-Marie se trouvaient sur la même droite nous aurions la distance de Ste-Marie à Saint-Ignace II, mais seulement d'une manière approximative car la première

quantité ne dépasserait pas une lieue et la seconde serait d'environ une lieue, et la somme à peu près deux lieues. Il y a bien la lettre du P. Charles Garnier du 25 avril 1649, à son frère Henri, mais son appréciation de la distance entre St-Ignace et St-Louis n'est pas plus précise ; il dit " une lieue de là ou environ. "

Pour avoir la distance directe de Sainte-Marie à Saint-Ignace II., il faut donc la chercher ailleurs. Dans la lettre circulaire écrite à la mort du Frère François Malherbe il est rapporté qu'il eut la dévotion et la charité de transporter sur son dos les corps grillés et rotis des deux martyrs (les I^r.P. de Brébeuf et Lalemant) l'espace de deux lieues. (1) En effet, ces corps furent ainsi transportés de St-Ignace II. à Sainte-Marie I. par deux *donnés*, François Malherbe et Christophe Regnaut, qui devinrent plus tard frères coadjuteurs dans la compagnie de Jésus.

A SAINT-JOSEPH II. M. Sulte met quatre lieues un quart entre ces deux places. Les *Relations* en mettent davantage. Un vieillard de Saint-Joseph II. (*Rel.* 1646, p. 79, 1 col.) alla de ce bourg à Sainte-Marie I., " un chemin de cinq ou six lieues " (*Id. ibid.* plus bas). Et ailleurs... " les Chrétiens qui sont morts tant au bourg de la Conception qu'au bourg de Saint-Joseph (II.) à cinq lieues de nostre Maison, ont désiré estre enterrez chez nous. " (*Rel.* 1644, p. 76, 2 col.). Le chapitre où se trouve les paroles citées, a pour titre " De la Maison et Mission de Sainte Marie " (*Id.* p. 74).

Malgré ces données, je suis d'avis que M. Sulte est

(1) Voir la *Semaine Religieuse de Québec*, 9 juin 1889, p. 322, et *Canadian Archives Report*, Douglass Brymner, 1884, p. XV. Le Frère Regnaut, dans sa lettre de 1678 écrit : ".....nous allasmes sur la place, chercher le reste de leurs corps, au lieu où ils auoient este fait mourir"... M^en Rapport de 1884, p. LXIV.

plus près de la vérité, s'il s'agit de la ligne droite qui unit les deux points. Du site de Sainte-Marie I., il ne peut y avoir de doute ; les ruines sont là pour attester qu'il fut situé sur le lot 16, concession III, canton de Tay. Quant au site de Teanaostaiâ ou Saint-Joseph II, tout me porte à croire que c'est sur la terre de M. Flanagan qu'il faut le chercher, c'est-à-dire dans le canton de Medonté, lot 7, concession IV. L'élévation du terrain, sa position non loin des sources de la rivière Coldwater, telle que marquée sur la carte de Ducreux, et la nature des trouvailles (1) qu'on y a faites sur une assez vaste étendue de surface semblent confirmer la chose. Quelles furent les sinuosités du vieux sentier des Sauvages, et combien elles ajoutèrent à la longueur du chemin, il est difficile de le dire ; mais la distance en ligne droite entre les deux sites serait à peu près de quatre lieues un quart.

A OSSOSSANÉ. Les six lieues de M. Sulte excède d'une moitié la distance. Il y a environ trois lieues des ruines de Sainte-Marie I. à la pointe Varwood près de laquelle se trouvaient à différentes époques les trois sites d'Ossossané mentionnés dans les *Relations*. Joseph Chihoua:enhoua était de ce bourg (*Rel.* 1638, p. 46, 48 50. Voir titre du chapitre V ; *Rel.* 1641, p. 63, 1 col ; aussi la lettre du P. Charles Garnier du 20 juin 1641). "... Il estoit venu en nostre maison (Sainte-Marie : *Rel.* 1640, p. 70, 1 col.), éloignée maintenant de la sienne d'environ trois lieues " (*Rel.* 1640, p. 103, 1 col).

(1) Entr'autres choses trouvées sur le terrain il y a une pièce angulaire de la base carrée d'un chandelier ou d'un crucifix comme on en voit sur nos autels. L'état de cet objet en laiton à moitié fondu montre qu'il a été soumis à un feu très intense.

A SAINTE-ANNE. M. Sulte dit " près d'une lieue. " Les *Relations* lui donnent raison. Ce village fut le premier affligé par la maladie (*Rel.* 1640, p. 70, 1 col.). Le premier huron atteint fut porté à son bourg " éloigné de nous d'environ une lieue. . . . puis le mal se répandit . . . de bourg en bourg " (*Id.* p. 54, 2 col.).

A SAINT-DENIS. M. Sulte dit " un peu plus de cinq milles. " Avec Sainte-Anne, Saint-Louis et Saint-Jean il formait un groupe, qui, comme missions, dépendaient de Sainte-Marie (*Rel.* 1640, p. 70, 1 col.), et le prenant conjointement avec ces deux derniers, la *Relation* dit " un peu plus éloignez " que ne l'était Sainte-Anne mentionnée dans la première colonne (*Id.* p. 70, 2 col.) qui était à environ une lieue de distance tandis que Saint-Jean était éloigné de deux bonnes lieues. Des ruines de Sainte-Marie à la moitié ouest du troisième lot, concession V du canton Tay, où on a trouvé des indices certains d'un village huron, qu'on a tout lieu de croire être celui de Saint-Denis, il y a une lieue deux tiers. La distance donnée par M. Sulte est par conséquent correcte.

A SAINT-MICHEL. M. Sulte est encore ici d'accord avec les *Relations* qui donnent pour distance trois lieues. Un huron chrétien, Michel Exouaendaen de nom, demeurait au bourg Saint-Michel (*Rel.* 1646, p. 77, 2 col.). Pour être guéri de ses infirmités, il fait un pèlerinage à Sainte-Marie pour vénérer l'image de la Sainte-Vierge (*Id.* p. 78, 1 col.). " Il sort de son bourg, et se traîne le mieux qu'il peut, tantost à quatre pattes, tantost sur des potences. . . . Enfin il arrive chez nous, ayant employé plus de quinze heures à faire trois lieues de chemin " (*Id.* p. 78, 2 col.).

DISTANCES D'OSSOSSANÉ OU LA CONCEPTION

A SAINT-JOSEPH II, ou TEANAOSTAIAÉ. La distance de la pointe Varwood, près de laquelle était situé

Ossossané, à la ferme de M. Flanagan, site supposé de Teanaostaiaé ou Saint-Joseph II. est d'un peu plus de cinq lieues. M. Sulte met cinq, et le P. François Du-Peron cinq ou six. Ce dernier dans une lettre à son frère, daté de La Conception, 27 avril 1639, écrit : " Nous sommes icy des Nôtres dix, en deux Résidences. l'une de la Conception de Notre-Dame, l'autre de Saint-Joseph : elles sont éloignées l'une de l'autre de cinq à six lieues " (Carayon, *Première mission*, etc., p. 172). Il ressort du titre du chap. V, p. 66 de la *Relation* de 1639 ainsi conçu " De la Résidence de St-Joseph au bourg de Teanaustayé, etc " que la résidence de Saint-Joseph, ici mentionnée n'était autre cette année là que celle de Teanaostaiaé.

A SAINT-JOSEPH I. ou IHONATIRIA. La distance donnée par M. Sulte est de cinq lieues un quart. Je l'ai déjà discutée à l'article d'Ihonatiria. Nous avons vu qu'elle excédait d'une lieue un quart la distance donnée dans les *Relations*, et de la même longueur la distance réelle entre la pointe Todd et la pointe Varwood.

A ANGOUTENC. Le site de ce boarg est en partie sur la terre d'Alexandre Santimo (corruption de St-Amand), et en partie sur celle d'André Parent, quarts nord-ouest et nord-est du onzième lot, concession X du canton Tiny. Les vestiges qui indiquent l'emplacement de ce village sont situés sur le bord d'un courant autrefois assez impétueux, mais maintenant presque à sec en été, et à une distance d'un peu plus de trois quarts de lieue à l'est du site d'Ossossané. " La mortalité estoit partout " dit la *Relation* de 1638, " mais surtout au bourg d'Angoutenc, qui n'estoit qu'à trois quarts de lieue de nous, " c'est-à-dire d'Ossossané (voir pp. 43 et 59, et aussi *Rel.* 1637, p. 178, 2 col.). C'est cette même distance que M. Sulte met entre les deux bourgs.

DISTANCE DE SAINT-LOUIS

A SAINT-IGNACE. Une lieue. J'en ai déjà parlé plus haut.

DISTANCE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE

A SAINT-IGNACE II. M. Sulte dit environ six lieues, et il se peut qu'il soit parfaitement exact dans son appréciation de cette distance ; mais, si je ne me trompe, ni les *Relations*, ni les autres écrits du temps n'en disent mot. Il est vrai que dans la *Relation* de 1644 (plus correctement 1643), page 99, nous lisons au commencement du chapitre VII, intitulé " De la Mission de Saint Jean Baptiste aux Arendaromons " ce qui suit : " Le Père Antoine Daniel a continué dans le soin de cette Mission, qui cette année a eu dans son ressort les bourgs de S. Jean Baptiste et de S. Joachim, et vn troisieme esloigné d'environ six lieues, qui porte le nom de S. Ignace. " Mais ici il s'agit certainement pas de Saint-Ignace II., mais de Taenhatentaron ou Saint-Ignace I. La raison en est claire, Saint-Ignace II ne fut commencé comme village qu'en 1648 : " Cette porte fut suivie d'une plus grande fort peu de iours apres....ce qui depuis a obligé ceux de ce bourg de Saint-Ignace (I.) à s'approcher de nous et se mettre plus à l'abry qu'ils n'estoient des incursions de l'ennemy " (*Rel.* 1648, p. 50, 2 col). Ce changement de site eut lieu avant le 16 avril (voir date de la *Relation*, p. 45, 1 col).

La difficulté dans le cas présent c'est que l'on ne s'accorde pas sur le site de Saint-Jean-Baptiste. Parkman l'a placé à cinq milles à l'ouest de Washago, tandis que le Père Martin croyait qu'il devait se trouver tout près de la ville d'Orillia un peu au sud vers Shingle Bay. Tout en m'inclinant devant des autorités si

respectables, j'ose croire que ce bourg était situé dans le voisinage immédiat de la petite ville de Hawkstone, moitié chemin entre Barrie et Orillia. D'un autre côté on ne s'accorde pas davantage sur la position de Saint-Ignace I. ou Taenhatentaron. Mais si les "trois lieues ou environ" de la *Relation* de 1642, p. 81, 2 col. se rapporte à Saint-Ignace elle doit se trouver près de "The Old Fox Farm," lot 20, concession X, canton de Médonté. Car cette terre est à deux lieues de Saint-Joseph II. autrement Teanaostaiaé (*Rel.* 1639, p. 74, 2 col., vr. aussi titre du chapitre) et cinq lieues et demie du bord du lac Simcoe en face de Hawkstone où on a trouvé des restes considérables d'un village huron, qui formait, je suis porté à le croire, le port de Saint-Jean-Baptiste, lui-même situé sur les hauteurs en arrière du village. Les *Relations* cependant exigent six lieues, comme nous avons vu, entre Saint Jean-Baptiste et Saint-Ignace I.

DISTANCE DE SAINTE-ANNE

A OUENRIO. M. Sulte dit une "demie lieue." Quoique la distance ne soit donnée nulle part dans les *Relations* ou autres écrits, autant que j'ai pu le constater, j'ose dire que la chose n'est guère possible. Ouenrio était à une lieue d'Ihonatiria (*Rel.* 1637, p. 137, 1 col.). Sainte-Anne, que l'on a continué de confondre avec Kaontia, était à une lieue environ de Sainte-Marie (*Rel.* 1640, p. 70, 1 col. et p. 54, 2 col.), et dans une direction presque opposée. Trois lieues deux tiers seraient le minimum de la distance à mon avis.

DISTANCE D'ARONTAEN

A TONDACHRA. M. Sulte en donnant une lieue est en parfait accord avec la *Relation* de 1637 : " Et puis il fallut partir pour aller à Tondachra, qui est à une lieue d'Arontaen " (p. 112, 1 col.).

A.-E. JONES S. J.



CHARLES AUBERT DE LA CHESNAYE
(Voir *Bulletin*, I, p. 171 ; III, p. 6 ; IV, pp 38, 105.)

REPONSES

Le "double shuffle." (X, VIII, 1030.) — Si je demandais à mes lecteurs quel souvenir l'expression "double shuffle" éveille en eux, la plupart me répondraient sans doute qu'elle n'en éveille aucun. Et pourtant, ces mots ont eu une immense signification et ont fait grand tapage dans notre monde politique, il y a quelque quarante ans. Voici à quel incident ils se rattachent.

En 1858, le gouvernement Macdonald-Cartier donnait sa démission, à la suite d'un vote de la Chambre qui blâmait le choix d'Ottawa comme capitale. Le gouverneur-général, sir Edmund Head, après avoir appelé d'abord M. Galt, confia à M. George Brown la tâche de former l'administration nouvelle. M. Brown se mit à l'œuvre et réussit. Son cabinet se composait comme suit : Haut-Canada — George Brown, inspecteur-général, John A. Macdonald, procureur-général ; James Morris, président du Conseil Législatif ; M. H. Foley, maître-général des postes ; Oliver Mowat, secrétaire provincial ; S. Connor, solliciteur-général ; Bas-Canada — A. A. Dorion, commissaire des terres ; L. F. Drummond, procureur-général ; L. H. Holton, commissaire des travaux publics ; François Lemieux, receveur-général ; I. C. Thibaudeau, président du Conseil exécutif ; Charles Laberge, solliciteur-général.

Le chef du nouveau cabinet, M. Brown, était l'incarnation du fanatisme anti-catholique et anti-français. Il agita depuis des années le Haut-Canada au cri de "No popery, no french domination". Son nom était en abomination dans le Bas-Canada. Son ministère ne pouvait donc être accueilli avec faveur par les re-

présentants de cette province. Aussi, à peine le personnel de l'administration fut-il annoncé en chambre qu'un vote de non-confiance fut adopté ; M. Bureau ayant soumis une motion demandant l'émission d'un bref d'élection pour la cité de Montréal, que M. Dorion avait jusque-là représenté, M. Langevin proposa d'ajouter cet amendement : " Que tout en ordonnant l'émission du dit " writ ", cette Chambre reconnaît qu'il est de son devoir de déclarer que l'administration qui a été formée ne possède pas la confiance de cette Chambre, ni celle du pays ".

Le procédé était inusité et énergique. Voter non confiance dans un gouvernement dont les membres ne pouvaient encore siéger en chambre, parce que la loi leur imposait une réélection, c'était un fait sans précédent. Mais la présence de M. Brown à la tête du gouvernement était une provocation trop forte. Et l'amendement fut adopté par soixante et onze voix contre trente et une. Tous les députés du Bas-Canada présents, moins quatre, votèrent pour la motion Langevin. En face d'une marque d'hostilité si évidente de la part de l'Assemblée Législative, M. Brown demanda au gouverneur une dissolution et des élections générales. Mais sir Edmund Head refusa en motivant fortement sa décision. Il ne restait plus au nouveau cabinet qu'à démissionner. Et c'est ce qu'il fit après avoir vécu quarante-huit heures seulement.

Ce fut M. Cartier qui fut chargé de former le nouveau ministère. Nous disons " nouveau " pour la forme, car les anciens membres du gouvernement Macdonald-Cartier, à l'exception de deux, firent partie du gouvernement Cartier-Macdonald.

C'étaient MM. Cartier, N. F. Belleau, Sicotte, Alleyn, pour le Bas-Canada ; J. A. Macdonald, Vankoughnet,

S. Smith, John Ross, pour le Haut-Canada. MM. Cayley et Loranger, membres de l'ancienne administration, s'effacèrent pour laisser entrer dans le cabinet MM. Galt et Sherwood.

Nous arrivons maintenant à l'incident mentionné par nous au début de cet article. L'acte relatif à l'indépendance du parlement adopté en 1857 contenait la clause suivante : " Lorsqu'une personne occupant la charge de receveur-général, d'inspecteur-général, de secrétaire de la province, de commissaire des terres, d'orateur du Conseil Législatif, de président du Conseil Exécutif, de ministre de l'Agriculture ou de maître-général des postes, et étant en même temps un membre de l'Assemblée Législative ou un membre élu du Conseil Législatif, résignera sa fonction, et, dans le délai d'un mois après sa résignation, acceptera " une autre " des dites charges, elle ne rendra pas par là vacant son siège à la Chambre ou au Conseil. "

D'après la lettre de cette clause, si les ministres démissionnaires reprenaient " le même " portefeuille, on pouvait prétendre qu'ils devaient se faire réélire. La question était douteuse, et des autorités considérables soutenaient que, même dans ce cas, ils n'étaient pas soumis à la réélection. Mais on résolut de se conformer au texte même de la loi, pour éviter les ennuis et les frais d'une élection nouvelle. Et les anciens ministres prirent d'abord des portefeuilles différents de ceux qu'ils avaient auparavant. Ainsi, M. Cartier se fit assermenter en premier lieu comme inspecteur-général, M. Macdonald comme maître-général des Postes, etc. Puis le jour même ou le lendemain, ils donnèrent leur démission et reprirent leurs anciens portefeuilles. MM. Cartier et Macdonald redevinrent procureurs-généraux pour le Bas et le Haut-Canada, et ainsi de suite. De cette manière leurs sièges ne pouvaient

être déclarés vacants. C'est cette manoeuvre que l'on appela le " double shuffle. " On mêla deux fois coup sur coup le jeu de carte ministériel. Les anciens ministres, devenus nouveaux ministres, conservèrent donc leur mandat, tandis que, spectacle piquant, M. Brown et ses collègues, pour avoir été pendant 48 heures des fantômes de ministres, se voyaient obligés de retourner devant leurs électeurs.

En ce moment de conflit et de passion politique, le procédé des ministres fut dénoncé avec fureur. Le " Globe " les accusa de parjure. Toute l'opposition, toute la presse libérale les couvrit d'invectives. Le " National ", de Québec, rédigé par MM. Fournier, Huot et Plamondon, s'écriait : " M. Cartier, le Canadien-français par excellence, n'a pas eu honte le moins du monde, à venir annoncer en pleine chambre d'assemblée qu'un ministère avait été formé, que les différents membres qui le composaient, après avoir accepté des portefeuilles, avaient résigné leur situation pour accepter la plupart les mêmes portefeuilles qu'en premier lieu. Et dans quel but ? Dans le seul et unique but d'éviter l'obligation de comparaître de nouveau devant leurs constituants, où ils auraient, nous ne craignons pas de le dire, échoué tour à tour. Quel défi porté au peuple ! et quel souverain mépris de la loi ! Acte ignoble, inouï et qui ne pouvait être tenté que par un renégat politique de la trempe de Cartier. " Comme on le voit la virulence dans nos discussions politiques ne date pas d'hier.

Un vote de non-confiance fut proposé en chambre à ce sujet. La motion proposée par M. McGee déclarait que les ministres avaient frauduleusement éludé l'acte de l'indépendance du parlement, et commis une violation grossière des droits populaires, et qu'ils avaient perdu tout titre à la confiance de la chambre et

du pays. " Cette motion fut repoussée par 52 voix contre 28.

Les adversaires du gouvernement n'en restèrent pas là. Ils traduisirent devant les tribunaux, les honorables MM. Macdonald, Smith et Vankoughnet, pour avoir siégé et voté illégalement. Mais la Cour du Banc de la Reine décida à l'unanimité que les ministres n'avaient pas violé la loi.

Cette affaire du " double shuffle " défraya pendant des mois la polémique des journaux et les philippiques des tribuns. Il est certain que les ministres conservateurs avaient fait servir la loi pour un cas qui n'avait pas été prévu par les législateurs. Mais est-ce un grand crime ? Bien peu de gens le soutiendraient aujourd'hui.

IGNOTUS

M. de Tracy apres son depart de la Nouvelle-France. (X, VI, 1015.)—M. de Tracy, de retour en France, continua de s'intéresser à la colonie, et remit au ministre des mémoires sur le Canada. Peu de temps après, le roi le nomma commandant de la place Dunkerque, puis, subséquemment gouverneur du Château-Trompette. Le 30 mars 1669, Colbert écrivant à M. de Mondevergue, gouverneur de l'île Dauphine, parlait en ces termes de notre ancien lieutenant-général : " Si les services que je m'efforce de rendre à Sa Majesté vous peuvent laisser quelque doute de la sûreté de la récompense à votre égard, l'exemple de M. de Tracy vous en doit entièrement persuader. Il est demeuré quatre ans dans les îles d'Amérique et dans le Canada, où il a parfaitement bien servi, rétabli activement ces pays-là et leur a donné une nouvelle vie. A son retour, Sa Majesté lui a donné le commandement de la place Dunkerque et ensuite le gouvernement du Châ-

teau-Trompette... La récompense que vous recevez, et celle que M. de Tracy a déjà reçue, porteront à l'avenir quantité de personnes de mérite et de qualité à prendre ces emplois " (*Lettres, Instructions, et Mémoires de Colbert*, Paris, 1835, vol. 3, IIème partie, p. 434.) Le Château-Trompette était le château-fort de Bordeaux. C'est là que M. de Tracy mourut le 28 avril 1670. (Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 194).

Les rebelles à Québec en 1775. (X, IX, 1033.) — Nous lisons dans la *Notice biographique de Mgr Briand* par Mgr Henri Têtu (*Les évêques de Québec*, p. 345) :

“ Le 31 décembre 1776, l'évêque (Mgr Briand) fit encore un mandement pour ordonner le chant du *Te Deum* en actions de grâces pour la délivrance de Québec et de toute la colonie. La cérémonie à la cathédrale fut des plus solennelles. Après la messe célébrée pontificalement, le prélat entonna l'hymne de la reconnaissance, le canon tonna sur les remparts et la milice catholique présente sous les armes fit de nombreuses décharges de mousqueterie à la porte de l'église. “ Douze prisonniers canadiens qui avaient pris les armes contre le roi, eurent leur grâce, après avoir fait amende honorable, la veille, dans la prison, et avoir été conduits, le jour, à la porte de la cathédrale, au sortir de la cérémonie, pour demander pardon du scandale qu'ils avaient donné ; après quoi, ils furent renvoyés chez eux, avec ordre d'en faire autant chacun dans leur église paroissiale. ”

Mgr Têtu cite pour autorité une lettre de la mère Marie-Catherine de Saint-Ignace, de l'Hôpital-Général de Québec.

QUESTIONS

1053—Pendant sa visite pastorale en Acadie, Mgr Denaut écrit d'Halifax à Mgr Plessis : " Nous sommes avec M. Lester, qui jouit d'une bonne santé, les commensaux de M. Burke. " Quel est ce M. Lester ?
H. T.

1054—Je lis dans un ouvrage publié en 1888 : " Le célèbre navigateur LaPérouse épousa une demoiselle d'Ailleboust d'Argenteuil. " Cette personne appartenait-elle à notre famille canadienne d'Ailleboust ?
A. B. C.

1055—L'ingénieur Randin qui construisit le fort Cataracoui en 1673 est-il le même Randin, officier au régiment de Carignan, qui se fit concéder un fief par Talon et a laissé son nom à l'île Randin près de Berthier (en haut) ?
IGN.

1056—D'après une délibération du Conseil Souverain que j'ai sous les yeux un évêque de Québec aurait défendu par mandement, le prêt à intérêt. Quel est cet évêque ? Ce mandement a-t-il été publié dans la collection des mandements des évêques de Québec ?
PTRE

1057—Quand on veut faire valoir le patriotisme, la valeur et la loyauté des Canadiens-français, instinctivement on cite le lieutenant-colonel de Salaberry et ses trois cents braves qui, le 26 octobre 1813, arrêtaient une armée de 8000 hommes sur la rivière Châteauguay. On connaît les officiers qui assistaient à cette mémorable journée. Mais a-t-on songé à recueillir les noms des humbles soldats qui prirent part à cette bataille ? Le *Bulletin* ferait une œuvre bonne en les réunissant avant qu'il soit trop tard.
FILS DE HÉROS

VOL. XI

MARS 1905

No 3

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHEOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui in met in patriâ et patriam cognoscere tenent
Is mihi non civis sed peregrinus erit

M. M.

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mars : Le moulin de Dumont, P.-B. Casgrain ; L'honorable Jean Chabot, Mgr H. Têtu ; Le vieux français, Benjamin Sulte ; Greffiers de la Prévôté de Québec, P. G. R. ; Une vieille expression, Philo. ; Les œuvres de Joseph Marmette ; François-Marie Perrot, P. G. R. ; Le pavillon du vaisseau amiral de Phips, P. G. R. ; Le capitaine de la Fredière, Thomas Chapais ; L'émancipation politique des Juifs au Canada, P. G. R. ; Le sieur de Vincelot ; Le duc de LaRocheffoucauld-Liancourt et le Canada, N.-E. Dionne ; Le sieur Patoulet, secrétaire de Talon, Thomas Chapais ; Questions, etc., etc.

Gravure : Jean Chabot.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Choses d'autrefois. Feuilles éparses, par Ernest Gagnon. Québec, Typ. Dussault & Proulx—1905. Prix : \$0.85

Les ecclésiastiques et les royalistes réfugiés au Canada à l'époque de la Révolution, 1791-1802, par N.-E. Dionne. Prix : \$1.15.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

MARS 1905

No 3

LE MOULIN DE DUMONT

Ce petit endroit, où se livra, le 28 avril 1760, la bataille de Sainte-Foye, entre Lévis et Murray, mérite bien qu'on lui consacre quelque attention. Il est à propos de recueillir et de conserver les détails historiques et les données particulières qui sont attachés au terrain sur lequel se trouvait érigé le moulin ; de même qu'il est intéressant de faire connaissance avec son propriétaire d'alors, qui, inconsciemment, lui a légué son nom. Ce coin de terre, disputé comme poste stratégique avec une égale valeur et un acharnement prolongé et mortel, a été le théâtre d'un fait d'armes des plus glorieux pour les deux armées engagées. Il restera à jamais célèbre dans nos fastes militaires et sera toujours connu sous le nom de *Moulin de Dumont*, quoiqu'il ne reste plus le moindre vestige pour rappeler le petit édifice d'autrefois.

Jean-Baptiste Dumont, négociant de Québec, possédait en 1759-60, sur les hauteurs d'Abraham, à une demi-lieue de Québec, une terre et habitation attenante au sud-est au chemin de Sainte-Foye, ci-devant Saint-Jean, mais il n'y demeurait pas, étant domicilié en ville. Il était originaire du midi de la France, et fils de Vincent Dumont et d'Eléonore Thierry, de St-Caprais, diocèse d'Agen. Le 3 septembre 1742, il épousa à Québec Marie-Joseph de Villedonné, qui lui donna dix-sept enfants.

Comme sa propriété se trouvait située dans la censive du Roi, il rendit aveu et fit déclaration de tenure au greffier du domaine en 1756, pour "trois arpens de terre de front sur vingt arpens de profondeur, à la Côte St-Jean, Coteau Ste Geneviève, à prendre du grand chemin Sainte-Foye jusqu'à cinq arpens de la rivière Saint-Charles, bornés au sud-ouest aux représentants du Dr Sarrazin" (alors Jacques Belcourt de la Fontaine) "et au nord-est aux représentants du sieur d'Artigny" (alors les Dames Religieuses Ursulines de Québec. Cf. *Déclaration des censitaires de Québec*. A. 1. 28 décembre 1756.

Cette terre porte les numéros 26 et 27, du plan du cadastre officiel de la banlieue de Québec, et se trouve aujourd'hui entre la propriété de feu M. Robert Hamilton (maintenant M. I. A. Fortin) du côté nord-est, et celle de feu M. Chouinard (ensuite M. Dunscumb, maintenant les héritiers Langlois), du côté sud-ouest. Le monument qui y est érigé indique de loin l'endroit et repose sur le site même où se trouvait jadis le moulin. Cette construction était un simple moulin à tan ; cependant il était bâti en pierre et tournait à tout vent, tel qu'étaient les anciens moulins banaux des seigneurs dont on voit encore ça et là des restes de tourelles en maçonnerie dans nos campagnes.

Cette propriété appartenait dans les premiers temps au sieur Charles Perthuis, du Conseil Souverain, pour lui avoir été adjugée par sentence du siège de la Prévôté à Québec, du 1er mars 1712, et il l'avait vendue aux RR. PP. Jésuites, le 25 octobre 1734, par contrat devant Mtre l'inguet, notaire. Ceux-ci, y est-il dit, avaient acquis "cette terre et habitation avec les bâtiments dessus construits pour servir de maison de campagne et de récréation aux pensionnaires nouvellement établis en leur collège de la ville de Québec."

Ayant ensuite changé de dessein, ils s'en départi-

rent par vente à Dumont, du 25 octobre 1741, devant le même notaire Pinguet et pour le même prix qu'ils avaient stipulé, savoir 4,500 livres, demeurées à rente constituée dans les mains du nouvel acquéreur.

Singulièrement, on constate que le principal de cette rente fut remboursé suivant quittance devant Mtre Boisseau, notaire, du 25 octobre 1752, à notre trop fameux Vergor, Louis Dupont Duchambon, sieur de Vergor, comme lui étant advenu du chef de sa femme, demoiselle Joseph Riverin, petite-fille de Charles Perthuis, en vertu de son contrat de mariage avec lui, passé devant Mtre Saillant, notaire, le 5 juillet 1752.

Ensemble sur cette terre il y avait, compris dans la vente, une maison en l'état où elle se trouvait, une tannerie et accessoires, avec divers ustensiles à son usage ; une petite maison y attenante, moulin à tan et une grange ; tel que le tout avait été passé aux Pères Jésuites, et sujet à la charge d'entretenir le chemin et le pont vis-à-vis sur le ruisseau, le même qui y coule aujourd'hui.

On sait que la veille de la bataille, Lévis avait repoussé de l'église de Sainte-Foye. l'avant-garde du colonel Burton et s'était avancé à sa poursuite jusqu'au moulin de Dumont, où il prit poste avec cinq compagnies de grenadiers, à la place de l'ennemi qui l'avait évacué durant la nuit. Ce fut de ce côté et tout près que, le lendemain matin, Murray ouvrit l'attaque avec 20 pièces de campagne et deux obusiers. Les grenadiers résistèrent avec courage, autour et dans le moulin, contre le nombre, les balles et les boulets, mais furent forcés de l'évacuer et de retraiter avant l'arrivée de leurs troupes. En expulsant les grenadiers français avec son infanterie légère Dalling, qui commandait, s'enhardit et les poursuivit au-delà.

D'Alquier, lieutenant-colonel de Béarn, comman-

dant à gauche la 5ème brigade, composée de LaSarre et de Béarn, qui arrivait la dernière, et non encore toute déployée, la porta, à ce moment de lui-même, quoique blessé, à la rescousse des grenadiers qui avec cette aide firent volte-face et parvinrent à reconquérir le moulin. Le fort du combat fut longtemps engagé là et le moulin et la maison de Dumont furent pris et repris avec une attaque et une résistance opiniâtre de part et d'autre. Déployant tous les efforts que le courage et la force puissent mettre en action, tantôt les Ecossais, avec la claymore et la dague, tantôt les grenadiers, avec la baïonnette, prenaient le dessus ; les uns entrant alternativement par les portes et rejetant les autres par les fenêtres ; tant qu'à la fin, les grenadiers toujours maintenus par l'indomptable d'Aiguebelle, leur capitaine, se virent réduits à quatorze par compagnie, et les Ecossais en même proportion. Les commandants de part et d'autre arrêterent ce duel à mort, en ordonnant la retraite. C'est ainsi, dit le chevalier Johnstone, que le moulin demeura terrain neutre pendant quelque temps.

Alors le brave d'Alquier, quoique atteint de nouvelles blessures, s'adjoignit le reste des grenadiers et ils donnèrent ensemble avec une telle impétuosité à la baïonnette sur le corps de Dalling, le deuxième Royal-Américain, qu'ils le refoulèrent, le dispersant sur la droite de l'ennemi, masquant par là son front et couvrant son feu. Pour s'en dégager, ce fut en vain que Burton, qui commandait de ce côté, voulut lui faire reprendre sa position ; ce corps fut taillé en pièces, à tel point qu'il fut mis hors de combat pour le reste de la journée et se retira en débris à l'arrière-garde. Les Français restèrent ainsi finalement maîtres du moulin.

Ce n'est pas ici le lieu de signaler plus au long les autres détails de la brillante victoire de Lévis, et la dé-

route complète de Murray, ainsi que la fuite précipitée de ses soldats, abandonnant sur le champ, canons morts et blessés. Nous les avons consignés dans les *Transactions de la Société Littéraire et Historique de Québec* pour l'année 1900, p. 83.

Qu'il nous suffise de dire que cette bataille fortement disputée et sanglante, coûta cher aux Français, mais leur devint malheureusement une victoire inutile, si ce n'est pour racheter la gloire et le prestige de leurs armes, et démontrer en même temps la valeur vraiment guerrière et efficace des Canadiens.

Car l'arrivée quelques jours après de la flotte anglaise dans la rade de Québec enleva à Lévis tout espoir de secours de France et le força à lever le siège de la ville et à sauver précipitamment le reste de son armée.

Une victoire sans résultats matériels et tangibles est bientôt laissée inaperçue, quelque glorieuse qu'elle soit ; et il n'était guère utile ni opportun, pour les Canadiens, de rappeler, à la suite de la conquête, les lauriers de Ste-Foye, ni glorieux pour les Anglais de revenir sur leur défaite. On laissa donc dormir en paix les morts des deux côtés, qui reposaient mêlés ensemble sous le même gazon. Ce ne fut que longtemps après, au bout de 94 ans, que le souvenir des braves qui y ont versé leur sang fut réveillé et que surgit l'idée d'honorer leur mémoire ; et c'est à l'occasion du *Moulin de Dumont*, dont on voyait encore quelques traces en 1850, et où on avait mis à découvert plusieurs ossements humains, qui rappelaient le champ de bataille, qu'on y commença des fouilles.

Il n'est pas besoin de dire que les divers bâtiments de Dumont exposés à un feu terrible et plongeant, furent rudement ravagés pendant le combat qui dura trois grandes heures. La maison demeura demantelée et toute l'habitation fut dévastée et ruinée.

Sans chercher par quelle voie ce qui en restait était passé temporairement après la conquête entre les mains de Louis-François Borgia Levasseur, qui était propriétaire de la terre vis-à-vis, de l'autre côté du chemin, il suffit d'établir que celui-ci en fit bail d'une partie provenant de Dumont au nommé Samuel Sills, négociant de Québec, par acte passé devant Mtre J. C. Panet, notaire, le 2 décembre 1763, contenant, y est-il dit, " un terrain vis-à-vis le front de sa terre et situé du côté nord-ouest du chemin St-Jean, consistant et divisé en trois clos, à une demie lieue de la ville sur le chemin St-Jean, ensemble une maison, grange et étable, cour, jardin et dépendances, tenant au nord est aux Ursulines, au sud-ouest au Côteau Ste-Geneviève. " On remarque certaines conditions particulières dans ce bail, entre autres : *de réparer la maison, la rendre logeable, y mettre et fournir les chassiss,* " etc.

Il nous semble voir là assez clairement les effets encore apparents et les suites des ravages de la guerre, comme aussi la preuve d'une habitation bien montée et entretenue avant la bataille.

On remarquera aussi qu'il n'est pas question du moulin ni de la tannerie dans ce bail. Il est à croire que Dumont n'en a pas disposé alors, ni du reste de sa terre, puisqu'on le retrouve plusieurs années après encore maître de tout l'ensemble de la propriété, qu'il offre à louer ou à vendre par diverses annonces dans la *Gazette de Québec*, du 15 avril 1779, 5 octobre, 2 et 16 novembre 1780. Il la vante avec un beau jardin et toutes les bâtisses dessus construites, consistant en un moulin à vent en pierre, qui tourne à tout vent, propre à moudre l'écorce pour une tannerie, le site étant très favorable pour cela, et l'eau qui n'y manque jamais dans les plus sèches saisons est la meilleure de la province pour préparer le cuir, y ayant toujours eu là une tan-

nerie : une grange pour les produits de la ferme qui donne à présent quatre à cinq mille bottes de foin, et peut en rendre beaucoup plus. ”

A la suite de cette annonce, l'honorable Henry Caldwell, qui se trouvait alors voisin du côté sud-ouest, comme représentant le général Murray, son auteur, acquit de Dumont cette propriété avec les mêmes bornes et étendue. Le voisin du côté nord-est était alors le révérend Josephat Mountain, évêque anglican de Québec, qui représentait Routier, Tapin et les Dames Religieuses Ursulines,—ainsi que le tout appert par acte passé devant Mtre J. A. Panet, notaire, le 10 novembre 1781.

Puis en 1799, le même Henry Caldwell, par contrat du 2 février, devant Mtre F. Têtu, notaire, vendit son acquisition à Jean Guillet dit Tourangeau. Les héritiers de celui-ci firent partage entre eux, le 6 juin 1850, devant Mtre Michel Tessier, notaire, et cette propriété et dépendances furent départies à Delle Julie Henriette Guillet dit Tourangeau, dont les héritiers et représentants sont aujourd'hui nommément portés au cadastre officiel de la banlieue de Québec comme propriétaires. Et c'est d'eux, comme nous l'allons voir, que la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec a acquis le terrain pour y asseoir le monument à la mémoire des braves de 1760.

L'initiative de l'érection du monument est due à feu M. Julien Chouinard, riche négociant de Québec ; car il avait acquis la propriété voisine de celle de Dumont, du côté sud-ouest, et représentait l'honorable Henry Caldwell. En 1848, il s'y était bâti une belle résidence de campagne. Le ruisseau que nous avons mentionné, qui coule là en droite ligne, sépare les deux terres et a creusé un ravin profond.

En construisant la maison et en réparant les clôtures de ligne, souvent endommagées par la crue des eaux

et les éboulis, les travailleurs avaient mis à découvert, à plusieurs reprises, des quantités considérables d'ossements humains. Ces restes, ramassés avec soin, étaient déposés dans une pièce de la maison de M. Chouinard. Ces découvertes furent rapportées à feu M. le docteur Olivier Robitaille, qui était alors et fut longtemps président de la section Saint-Jean de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Celui-ci rendait souvent visite à son ami à Sainte-Foye, aussi ancien président de la section Notre-Dame de la même société, et, ensemble, ils parvinrent à éveiller l'attention du public sur ce sujet.

Après une visite des lieux, en septembre 1852, on commença, sous les auspices de la Société, et avec l'assistance de M. le Dr Robitaille, de M. L. G. Baillargé et de notre historien national, M. Garneau, à pratiquer des fouilles judicieuses, et l'on put constater par une quantité suffisante d'ossements mis à découvert, qu'on était, à n'en pas douter, sur le champ de bataille de Sainte-Foye.

La Société Saint-Jean-Baptiste, ayant obtenu la permission de l'autorité religieuse d'inhumer ensemble tous ces restes précieux en terre bénite, la cérémonie en fut faite le 5 juin 1864, avec beaucoup d'éclat et une grande solennité à la basilique de Québec.

Un char funéraire, richement décoré et traîné par six chevaux caparaçonnés de noir, était suivi par une procession solennelle, et rapporta pieusement de l'église ces touchantes dépouilles, qui furent déposées ensemble dans une fosse bénite, creusée à l'endroit même du moulin de Dumont, en attendant qu'on put y élever un monument digne de la mémoire de ces braves soldats.

La Société Saint-Jean-Baptiste de la cité de Québec avait été incorporée en 1849, par acte du parlement de la province du Canada, 12 Vict., ch. 148. Voulant per-

pétuer la mémoire des braves, vainqueurs et vaincus, qui succombèrent à la bataille de Sainte-Foye, elle avait résolu, dès le mois de mars 1854, de leur élever un monument à l'endroit même du moulin de Dumont. Dans ce but, elle acheta, par acte authentique, devant M^{re} Phil. Huot, notaire, le 19 juin 1855, le terrain nécessaire pour y asseoir le monument, et le 18 juillet suivant, en présence de plusieurs milliers de personnes, et avec le concours des autorités civiles et militaires, eut lieu l'imposante cérémonie de la pose de la pierre angulaire du monument par le général Rowan, alors administrateur de la Province.

Le 24 juin 1861, jour de sa fête patronale, la Société put aller saluer processionnellement et en corps la colonne en fonte du monument qui venait d'être terminée.

Enfin, le 19 octobre 1863, fut fait l'inauguration de la statue de la Victoire qui couronne le *Monument des Braves de 1760*, laquelle est un don de Son Altesse Impériale, le prince Jérôme Bonaparte. La cérémonie fut célébrée avec une pompe magnifique par Son Excellence le gouverneur général, entouré de l'élite de la société, ainsi que des autorités religieuses, civiles et militaires et au milieu d'un grand concours et de l'enthousiasme général.

Et, afin de perpétuer son œuvre, la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, fit don du monument au public, et obtint de la Législature du Canada, en 1864, un acte le déclarant propriété publique et monument national.

Nous devons à M. Chouinard, greffier de la cité de Québec, et petit-fils de M. Julien Chouinard, d'avoir recueilli et publié les comptes rendus complets des cérémonies qui ont eu lieu à l'occasion des célébrations que nous avons indiquées ci-dessus.

P.-B. CASGRAIN

L'HONORABLE JEAN CHABOT

M. Chabot naquit à Saint-Charles de Bellechasse en 1807, de Basile Chabot et de Joseph Prévost. Il fit ses études au séminaire de Québec et étudia ensuite le droit dans le bureau du juge Elzéar Bédard. Il lut avec ardeur et pour ainsi dire avec opiniâtreté les meilleurs auteurs, et débuta en 1834 au barreau de Québec où il ne tarda pas à remporter de brillants succès et à se placer au premier rang des juriconsultes.

En 1843, la cité de Québec le choisit pour la représenter au Parlement et l'élut par acclamation. Il en fut de même jusqu'en 1849.

M. Chabot était donc représentant du peuple lorsque le 17 novembre 1846, il fut appelé par les vœux unanimes des membres à présider la première conférence de Saint-Vincent de Paul établie au Canada, celle de Notre-Dame de Québec. Le 7 février 1847, à la première assemblée générale, il fut également nommé président du conseil de Québec. Il remplit avec zèle ces importantes fonctions. Il présidait lui-même les assemblées générales de la Société et il y prenait chaque fois la parole pour donner aux membres les conseils les plus sages et les plus pratiques.

En 1849, il devint membre du Conseil Exécutif et commissaire des travaux publics. Comme il était obligé de s'absenter souvent de Québec, il ne crut pas pouvoir garder en même temps sa charge de président de la Société de Saint-Vincent de Paul, et, le 23 février 1850, date de l'établissement d'un Conseil Provincial pour le Canada, il fut remplacé par M. Augustin Gauthier.

Voici ce que ce dernier écrivait de lui dans la lettre qu'il adressa aux Conférences, immédiatement après l'élection :



JEAN CHABOT

“ Ce serait ici le lieu, ce me semble, de payer un juste tribut de reconnaissance au respectable président qui, depuis l'établissement de notre Société à Québec, l'a dirigée avec tant de zèle et de prudence. Sans doute, si la confiance de ses concitoyens et le bien du pays ne l'eussent forcé à se séparer de nous, nous l'eussions vu, à la tête du Conseil Provincial, déployer le même zèle et la même prudence. Mais ne nous éloignons pas de l'esprit de notre association en louant un de ses membres en particulier, efforçons-nous plutôt de marcher sur ses traces. ”

M. Chabot fut réélu député de Québec, le 29 janvier 1850, et le 24 décembre 1851 il devenait aussi membre de la législature provinciale pour le comté de Bellechasse.

Le 23 septembre 1852, on le voit de nouveau nommé conseiller du pouvoir exécutif et commissaire en chef des travaux publics ; le 4 octobre 1852, député du comté de Bellechasse ; le 20 novembre de la même année, directeur du Grand-Tronc-Est, jusqu'au 17 décembre 1854 ; le 10 août 1854, élu en même temps député pour Québec et Bellechasse. Le 14 octobre, il résigne son mandat pour Bellechasse et reste député de la cité de Québec jusqu'au 19 septembre 1856.

Enfin le 26 septembre 1856, il est nommé juge de la Cour Supérieure, ayant sa résidence à Montréal. Un an plus tard, sa résidence fut transférée à Québec où il ne tarda pas à conquérir l'estime de ses collègues et de tout le barreau. On admirait la droiture de ses sentiments, la rapidité de son coup d'œil et sa grande et pratique intelligence des affaires.

Cet homme qui avait été revêtu des plus grands honneurs et qui avait rempli les plus hautes charges de l'Etat, était dans la vie privée d'une admirable simplicité de manières ; c'est chez lui qu'il fallait le

voir, au milieu d'un cercle d'amis choisis, pour comprendre de quels trésors de bonté son cœur était rempli.

Il était d'une inépuisable charité et faisait le bien sans ostentation comme sans respect humain, et l'on put dire de lui à sa mort que si ses années n'avaient pas été longues, il n'en avait pas moins fourni une longue carrière de bonnes œuvres.

M. Chabot avait épousé Melle Hortense Hamel qu'il eut la douleur de perdre en 1849 et qui mourut du choléra. Il n'en eut pas d'enfants et ne contracta pas d'autre mariage.

M. Chabot avait été affligé de la petite vérole et il en avait conservé sur sa figure des souvenirs indélébiles. Il était robuste et de haute taille. Il n'était pas ce que l'on peut appeler un orateur mais il était d'une très grande popularité et il faisait une puissante impression sur les électeurs. Aussi était-il un candidat redoutable et l'on peut dire invincible ; s'il ne parlait pas très bien en public, il avait la sagesse de parler peu longtemps, pas plus de dix minutes, généralement. Il laissait faire son adversaire, et tout à coup il le terrassait par une de ces ripostes terribles dont on ne revient pas. Il avait beaucoup d'esprit, et avait l'art de s'en servir au moment favorable ; ce qui ne plaisait guère sans doute à ceux qui l'attaquaient, mais qui le rendait infiniment agréable à ses nombreux et distingués amis.

Il mourut le 31 mai 1860, à l'âge de 53 ans. Le *Courrier du Canada* écrivait le lendemain de sa mort :

“ Québec vient de perdre un homme qui fut dans la force du terme un bon citoyen, un homme de bien. L'honorable Jean Chabot, juge de la Cour Supérieure, ancien ministre d'Etat, est mort hier, sur les deux heures du matin, après une longue et douloureuse maladie.

“ Sa vie avait été consacrée tout entière au bien pu-

blic ; sa fin a été celle d'un vrai chrétien. Il a donné jusqu'à sa dernière heure des preuves de cette fermeté de caractère qui le distingua durant toute sa carrière. La mort et ses redoutables approches n'eurent rien qui put troubler la sérénité de son âme ; il s'y était préparé dès longtemps et il la vit venir sans appréhension. Avant et pendant sa maladie, il s'était fortifié contre les trances de ce terrible passage, par la pratique des vertus chrétiennes et par la réception des sacrements.

"Sa foi était des plus vives. Il y a environ deux mois, certains symptômes firent croire au médecin que tout pouvait finir pour le juge d'un moment à l'autre, et il crut devoir l'en avertir.

C'est bien ! dit le juge ; et mettant ordre avec calme à quelques derniers intérêts d'ici-bas, il songea aussitôt après à recevoir son Dieu. Ce fut au milieu de la nuit, qu'on lui apporta l'adorable sacrement de nos autels. Malgré une faiblesse extrême, il s'était fait lever et avait voulu qu'on le parât d'un habit tout neuf, comme en portent les juges. " Je ne pourrais, dit-il, mieux étrenner cet habit qu'en cette occasion, puisque je vais recevoir mon Dieu, le juge des juges. "

" Les quelques amis qui étaient là présents sortirent de cette chambre extrêmement édifiés.

" Il eut encore depuis, le bonheur de recevoir plusieurs fois la sainte Eucharistie, et ce fut toujours avec les plus vifs sentiments de foi et de piété.

" Deux heures avant sa mort, il ne voyait plus, il ne parlait plus, mais il avait conservé son intelligence, et son âme était tout entière absorbée en Dieu. " Il mourut assisté par son neveu, M. l'abbé Hamel, aujourd'hui vicaire général et protonotaire apostolique. (Mgr Têtu, *Noces d'or de la Société St-Vincent de Paul à Québec*, p. 352.)

LE VIEUX FRANÇAIS

Pierre Carlet de Chamblain de Marivaux, qui a laissé son nom à une certaine manière d'écrire — le *marivaudage* — ou genre de style précieux, coquet et maniéré, n'est pas, à cause de cela, un auteur à dédaigner. Il a de l'esprit et il sait le français. Je viens de lire une de ses comédies — *l'Épreuve* — que le grand théâtre de nos jours répète fréquemment et avec succès. Sans m'arrêter aux mérites de la pièce, il me semble convenable de mettre sous les yeux des lecteurs une liste des mots que j'y ai relevés et qui sont précisément du nombre de ceux que l'on qualifie parmi nous d'expressions "canadiennes" parce qu'elles sont communes à toute notre population et qu'on les croit étrangères à la France. Souvenons-nous que *l'Épreuve* fut écrite en 1740. Les Canadiens n'ont pas pu enseigner ces expressions à Marivaux. Nous les avons emportées du vieux pays, où elles étaient en usage, surtout chez les gens de la campagne — aussi est-ce dans la bouche des paysans que l'auteur ici nommé les place toujours.

Voyons cette liste :

Je parle de *voute* maladie.

Cette petite *criature*-là est une bonne fille.

Je *sis* de bonne *himeur*.

Faut pas peser sur *sti-ci* pour soulager *sti-là*.

Ça m'étourdit un *brin*.

J'y manquerai pas *drès* que monsieur le commande.

Il se revirera *itou* contre elle.

La *velà* pour la voilà, la voici.

Continuez, *pus* vous allez, mieux vous dites.

Ah ! *tampire*, c'est pas ça !

Je veux me comporter à *l'avenant* avec vous.

Eh ben, qu'*alle* le dise !

Ce français, qui est encore celui des campagnes de France, n'est pas moins français que le langage approuvé de nos jours.

En tous cas, nous ne l'avons pas inventé. S'il a des défauts, ne les attribuons pas aux Canadiens.

Les faiseurs de dictionnaires adoptent, rejettent, approuvent, condamnent les mots, selon leurs goûts et fantaisie. Eh bien, moi *itou* j'ai ce privilège, et j'en use !

BENJAMIN SULTE

GREFFIERS DE LA PRÉVOTÉ DE QUÉBEC

Gilles Rageot.....	5 mai 1666.
François Genaple de Bellefonds.....	10 mars 1685.
Gilles Rageot.....	29 mai 1685.
Charles Rageot de Saint-Luc.....	1er mars 1693.
Nicolas Rageot de Saint-Luc.....	1703.
François Rageot de Beaurivage.....	1er juin 1704.
Pierre Rivet Cavellier.....	7 juillet 1711.
René Hubert.....	17 septembre 1714.
Nicolas Boisseau.....	23 avril 1726.
Nicolas-Gaspard Boisseau.....	25 mars 1744.

P. G. R.

UNE VIEILLE EXPRESSION

Que de fois les citadins ne se moquent-ils pas de nos bons habitants lorsqu'ils disent " Je suis *paré* ", pour " Je suis prêt.

Or, dans une lettre écrite à son frère, de la baie Delagoa, par le fameux colonel Villebois-Mareuil, je lis : " Mon cher ami, demain matin, je roulerai vers Pré-toria, tout est *paré*, mes bagages sont à la gare"

PHILO.

LES ŒUVRES DE JOSEPH MARMETTE

Charles et Eva—*Revue Canadienne*, tome troisième, p. 703 ; tome quatrième, pp. 62, 98, 319.

François de Bienville—Québec, chez Léger Brousseau, imprimeur-éditeur. 1870. 299 pp. in-8. 1870. (1)

L'intendant Bigot—Montréal : George-E. Desbarats, éditeur. 1872. 84 pp. in-12.

Le chevalier de Mornac—Montréal : typographie de l'« Opinion publique, » No 319, rue Saint-Antoine. 1875. 100 pp. in-8.

La fiancée du rebelle—*Revue Canadienne*, tome douzième, pp. 8, 82, 162, 241, 321, 405, 644, 722, 804.

Le tomahawk et l'épée—Québec, imprimerie de Léger Brousseau. 1877. 207 pp. in-8.

Les Machabées de la Nouvelle-France—Québec, imprimerie de Léger Brousseau. 1878. 180 pp. in-12.

Héroïsme et trahison—Québec, typographie de C. Darveau. 1878. 204 pp. in-12. (2)

Récits et souvenirs—Québec, typographie de C. Darveau, 80 à 84, rue de la Montagne. 1891. 259 pp. in-8.

A travers la vie—*Revue Nationale*, vol I, pp. 70, 161, 271, 372, 467 ; vol. II, p. 25. (3)

(1) Une seconde édition a été publiée à Montréal, en 1883, par Beauchemin & Valois, libraires-imprimeurs, 256 et 258, rue Saint-Paul. 441 pp. in-12.

(2) Une autre édition a été publiée par le même éditeur en 1880.

(3) M. Marmette écrivait son roman chapitre par chapitre, au fur et à mesure que chacun d'eux s'imprimait dans la *Revue Nationale*. Lorsque la mort l'a enlevé trois chapitres seulement avaient été publiés.

REPONSES

François Marie Perrot. (X, IV, 1003.)—Capitaine au régiment d'Auvergne, François-Marie Perrot fut nommé, le 13 juin 1669, gouverneur particulier de Montréal, par M. de Bretonvilliers, supérieur général de la Compagnie de Saint-Sulpice qui était propriétaire de l'île de Montréal. L'intendant Talon dont Perrot venait d'épouser la nièce, Madeleine Lagnide Meynier, ne fut pas étranger à cette nomination.

Perrot s'embarqua à La Rochelle le 15 juillet de la même année en compagnie de sa femme, de Talon, de trois Pères Récollets et d'un Frère du même ordre. Leur vaisseau fut assailli par des tempêtes, et il lutta pendant trois mois contre l'Océan. Finalement il put atteindre Lisbonne, en Portugal, où après s'être ravitaillé, il se remit en route. Mais il fit naufrage à trois lieues de cette ville. Perrot et sa femme se sauvèrent sur un mât rompu de leur navire en promettant aux matelots une grosse somme d'argent. Tous ceux qui échappèrent à la mort retournèrent en France où ils arrivèrent au commencement de 1670. (1)

Au mois de mai suivant, Perrot quitta de nouveau la France pour le Canada avec Talon, et six Récollets, quatre Pères et deux Frères. La traversée fut longue. Ils arrivèrent à Québec le 18 août 1670.

Perrot monta immédiatement à Montréal pour prendre possession de son gouvernement.

Le nouveau gouverneur voulait s'enrichir rapidement. Il se mit à faire la traite sur une grande échelle, malgré les ordonnances qui la réglementaient.

La Hontan, qu'il ne faut pas toujours croire cependant,

(1) Thomas Chapuis, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 325.

dit à ce sujet : “ M. Perrot, gouverneur de la place, n’a que trois mille livres d’appointements ; mais comme il fait un grand négoce de pelleterie avec les Sauvages, il a, dit-on, amassé cinquante mille écus en fort peu de temps. ” (1)

L’abbé Faillon donne des renseignements peu édifiants sur Perrot : “ Il avait un magasin ouvert à Montréal, où on le voyait lui-même remplir des barriques d’eau de vie, et vendre toutes sortes de marchandises aux Sauvages, les forçant même quelquefois, de ne vendre qu’à lui seul leurs pelleteries. Enfin, il trafiquait d’une manière si indigne de son caractère, qu’un jour il vendit à un Sauvage, son chapeau, son habit, son baudrier, son épée, jusqu’à ses rubans, ses bas et ses souliers ; et qu’au lieu de rougir de ce commerce honteux, il s’applaudissait ensuite, d’avoir gagné 30 pistoles à ce marché, tandis que le Sauvage paraissait dans la place publique, vêtu en gouverneur. ” (2)

On connaît les démêlés de Perrot avec le gouverneur de Frontenac qui lui valurent un emprisonnement de 11 mois au château Saint-Louis de Québec, puis de trois semaines à la Bastille. (3)

Perrot s’étant brouillé avec les Messieurs de Saint-Sulpice, lesquels, avaient, en qualité de seigneurs, le droit de présentation à ce gouvernement, le roi, pour le bien de la paix, lui enleva, en 1684, le gouvernement de Montréal. Mais Talon était toujours là pour protéger son indigne neveu, et, le 10 avril de la même

(1) *Voyages dans l’Amérique Septentrionale*, tome premier, p. 28.

(2) *Vie de Mlle LeBer*, p. 306.

(3) Garneau, *Histoire du Canada*, tome 1, pp. 229 et seq. ; Ferland, *Cours d’histoire du Canada*, tome II, pp. 97 et seq. ; Faillon, *Histoire de la colonie française en Canada*, tome III, pp. 446 et seq., et 474 et seq.

année, il lui obtint le gouvernement de l'Acadie, à la place du sieur de la Vallière.

Sa conduite en Acadie fut pire encore qu'à Montréal. Il alla jusqu'à commercer clandestinement avec les Anglais. Le roi mit fin à sa carrière le 5 avril 1687, en nommant M. Robineau de Menneval gouverneur de l'Acadie.

Perrot continua à résider à Port-Royal où il se livra sans contrainte à sa passion pour le commerce.

En 1690, deux bâtiments flibustiers vinrent piller Port-Royal. Le 30 juin, Perrot était à bord du navire *Union* ancré à l'embouchure de la rivière Saint-Jean lorsque les deux flibustiers arrivèrent sur lui à toutes voiles. Perrot fit filer les cables pour échouer l'*Union*, puis, avec les huit pièces de canon qu'il avait à son bord il fit une vigoureuse défense. Mais l'ennemi était supérieur en nombre, et Perrot dût bientôt sauter dans une chaloupe pour gagner terre. Les forbans débarquèrent et se mirent à sa poursuite. Ils le rejoignirent bientôt et, après l'avoir amené à leur bord, lui firent subir toutes sortes de mauvais traitements pour lui faire déclarer où il avait caché son argent et ses effets.

M. de Frontenac nous apprend la triste fin de Perrot dans une lettre au ministre datée de Québec le 20 octobre 1691 :

“ Vous avez appris la misérable destinée du Sr Perrot qui après avoir été traité d'une manière inouïe et extraordinaire par les forbans qui l'avaient pris, a enfin perdu la vie à la Martinique, après avoir été dépouillé de beaucoup d'effets qu'il avait dans son vaisseau et d'autres qui étaient restés à Port-Royal, lorsque les Anglais s'en emparèrent l'année dernière. ”

P. G. R.

Le pavillon du vaisseau amiral de Phips. (XI, I, 1951.)—On sait que pendant le siège de Québec en 1690 les Canadiens allèrent dans un canot chercher le pavillon du vaisseau amiral de Phips qu'un boulet venait de jeter dans le fleuve et qu'ils le portèrent en triomphe à la cathédrale où il fut longtemps suspendu à la voûte.

Sait-on de façon absolument certaine quel fut le tireur qui eut l'adresse d'abattre ce pavillon ?

La mère Juchereau de Saint-Ignace écrit dans son *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec* :

“ Nous n'avions pas de canonniers ; deux capitaines, M. de Maricourt et M. de Lotbinière, prirent soin des batteries et pointaient le canon, mais si juste qu'ils ne perdaient point de coup. M. de Maricourt abattit avec un boulet le pavillon de l'amiral et sitôt qu'il fut tombé nos Canadiens allèrent témérairement dans un canot d'écorce l'enlever et le tirèrent jusqu'à terre à la barbe des Anglais. ”

M. Ernest Myrand, dans son ouvrage *Sir William Phips devant Québec*, dit que ce fut M. LeMoyne de Sainte-Hélène qui abattit le pavillon de Phips.

D'un autre côté, M. LeRoy de la Potherie, qui fut contrôleur de la marine dans la Nouvelle-France de 1698 à 1701, écrivait à M. de Pontchartrain en 1700 :

“ N'était-ce pas une chose étrange que, lorsque le général Phips vint attaquer Québec avec toutes les forces de la Nouvelle-Angleterre il n'y avait pas une âme pour tirer sur les vaisseaux anglais que l'on aurait coulé à fond. Il n'y eut que M. de Mines, qui est lieutenant de vaisseau en France, qui savait pointer le canon et qui eut l'adresse de couper le pavillon de l'amiral. ” (1)

(1) *Correspondance générale, Canada*, vol. 13.

M. de la Potherie était le beau-frère de M. de Mines. Il avait donc puisé son renseignement à bonne source.

M. de Frontenac tenait M. de Mines en très haute estime. Il écrivait au ministre le 20 octobre 1691 :

“ Je ne saurais m'empêcher de vous représenter que le sieur de Mines, capitaine dans ce détachement (de la marine) est un de ceux qui le méritent plutôt (qu'on ait quelque égard à leurs services), parce que c'est un très bon officier, qui s'est distingué dans le siège de Québec, comme je le mandais à feu M. le marquis de Seignelay, et que s'il jugeait à propos de l'avancer dans les premières promotions qu'il ferait des charges de la marine, et ayant plus de treize ans qu'il est enseigne de vaisseaux, cela donnerait une grande émulation à tous les officiers qui sont ici et qui ont servi aussi dans le même corps et faire encore mieux leur devoir, voyant que pour être éloignés ils ne sont pas oubliés. ”

M. de Mines se fit tuer au siège de Gibraltar (1704-05). Il avait épousé Marie-Anne de Saint-Ours, fille du seigneur de Saint-Ours.

P. G. R.

Le capitaine de la Frédière. (X, VII, 1020.)

— Au printemps de 1667, M. Talon fit lui-même le recensement de l'île de Montréal. Il parcourut alors les habitations pour s'enquérir des besoins et des griefs de chacun. Or, il y avait en garnison à Villemarie un capitaine du régiment de Carignan qui faisait la terreur de la population. Officier supérieur dans les troupes, neveu du colonel de Salières, le sieur de la Frédière profitait de son autorité pour tyranniser les faibles et assouvir ses honteuses passions. Epris de la femme d'un nommé Jaudoin, colon et charpentier, il avait imposé injustement à ce dernier une corvée de

dix-neuf jours, afin de le tenir éloigné de son logis et d'avoir le champ libre pour ses entreprises criminelles. Dans une autre occasion il avait fait emprisonner et mettre aux fers un habitant appelé André Demers, puis l'avait condamné à subir la torture du cheval de bois avec des poids de cent vingt livres aux pieds. Le crime de Demers était d'avoir voulu l'empêcher de chasser à travers ses blés et de ruiner sa moisson. La Frédière faisait de plus ouvertement le traite de l'eau-de-vie avec les Sauvages, et joignait le vol au mépris des lois en ajoutant une proportion d'eau considérable aux boissons alcooliques troquées contre leurs pelletteries.

Tous ces faits furent portés à la connaissance de Talon quand il fit sa visite de la ville et des côtes. Et son esprit de justice ne se laissa point arrêter par le grade et la haute situation du coupable. " Indigné d'une conduite si atroce, écrit M. Faillon, et voulant délivrer la colonie d'un homme si dangereux, M. Talon exposa ses griefs à M. de Tracy, qui, en sa qualité de chef de l'armée, ordonna au sieur de la Frédière de repasser en France. " (1) Cet ordre fut signé à Québec par MM. de Tracy, de Courcelle et Talon, le 27 août 1667. (2) La Frédière voulut recourir à son supérieur hiérarchique, — qui était en même temps son oncle, — le colonel de Salières. Celui-ci, croyant voir un empiètement sur son autorité, le prit de très haut. Le 12 septembre, il écrivit à l'intendant une lettre dans laquelle il se plaignait amèrement des procédés de

(1) *Histoire de la colonie française*. vol. III, p. 385 et suivantes.

(2) " Copie de l'ordre de MM. Tracy, Courcelle et Talon, remis au sieur de la Frédière, par lequel il lui était enjoint, sur les plaintes des habitants contre lui, de retourner en France. " (Richard, *Supplément au Rapport sur les archives*, 1899, p. 52).

MM. de Tracy et de Courcelle.—Il omettait diplomatiquement M. Talon, et n'attaquait que le lieutenant-général et le gouverneur, sans doute parce que ceux-ci avaient agi comme chefs militaires. Suivant lui, ils n'avaient pas le droit d'agir ainsi envers un officier de son régiment. Hors de France, lui seul comme colonel pouvait, à moins d'ordres exprès du roi, juger les délits de cette nature.

Sur réception de cette lettre, Talon voulant faire paraître l'équité de la mesure prise contre l'indigne officier, ordonna au lieutenant civil et criminel de Montréal de tenir une information sur les accusations portées contre lui. Les preuves furent accablantes, comme on peut le constater en consultant les vieilles archives de Villemarie. En dépit de l'intervention de son colonel, la Frédière dut s'embarquer, bien heureux encore de ne pas subir une punition plus sévère. Le 29 octobre 1667, Talon, écrivant à Colbert au sujet de ce capitaine, disait : " Il ne voulait pas obéir, appuyé de M. de Salières, son oncle, qui, par son chagrin et sa mauvaise humeur, nous donne ici beaucoup de peine et nous fait de grands obstacles aux établissements que vous m'ordonnez de faire en faveur des officiers et soldats. . . . Du jugement que le roi portera sur cet officier (La Frédière) dépend la sûreté et le maintien du Canada et le maintien de l'autorité des supérieurs qui se trouvent dans des pays aussi éloignés. " (1)

Cet exemple éclatant dut démontrer à tous que, sous l'intendance de Talon, les criminels puissants n'étaient point à l'abri de la justice, et que les faibles et les humbles pouvaient compter sur la protection du pouvoir. (Thomas Chapais, *Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France*, p. 210).

(1) Archives fédérales, Canada, Correspondance générale, vol. II.—*Talon à Colbert*, 29 octobre 1667.

L'émancipation politique des Juifs au Canada. (XI, I, 1049.)— Depuis l'immolation du fils de Dieu sur le Golgotha, les Israélites ont été considérés par presque tous les peuples comme des parias, indignes de toute considération.

Dans la plupart des pays de l'Europe, notamment en Angleterre, les Juifs n'ont obtenu les droits politiques des autres citoyens qu'après des années et des années d'efforts et de démarches.

En 1807, M. Ezéchiel Hart, marchand et citoyen très respectable mais juif de naissance, fut élu député de Trois-Rivières à la Chambre d'Assemblée du Canada.

Le 30 janvier 1808, le lendemain de l'ouverture des Chambres, M. Hart prit son siège de député, après avoir prêté le serment à la façon juive, c'est-à-dire sur la Bible et la tête couverte.

Le même jour, on s'inquiéta de savoir si M. Hart avait bien le droit de siéger. Après plusieurs jours de discussion, le 20 février, la Chambre adopta par 21 voix contre 5 la résolution suivante :

“ Que c'est l'opinion de ce comité (de cette Chambre) que Ezéchiel Hart, Ecr, professant la religion juidaïque, ne peut prendre place, siéger, ni voter dans cette chambre. ”

M. Hart dût donc boucler ses malles et retourner à Trois-Rivières.

De nouvelles élections eurent lieu à Trois-Rivières en mai 1808. Ezéchiel Hart fut élu avec Joseph Badeaux contre Pierre Vézina et L.-C. Foucher.

Le Parlement s'ouvrit le 10 avril 1809. M. Hart prit son siège. Mais on ne le laissa pas longtemps jouir en paix de sa victoire.

Le 19 avril, M. Mondelet, député de Montréal-Est, attira l'attention de la Chambre sur la présence de M. Hart. Puis pendant plusieurs séances on s'occupa du juif

Hart. Finalement, le 5 mai, M. Bédard proposa la motion suivante, appuyé par M. Papineau :

“ Résolu qu’Ezéchiel Hart, professant la religion judaïque, ne peut siéger ni voter dans cette Chambre. ”

Cette résolution fut adoptée par un vote de 18 voix contre 8.

L’expulsion de M. Hart était donc décrétée pour la seconde fois.

Le gouverneur Craig, qui était l’ami de Hart, le vengea en prorogeant brusquement le Parlement.

Au mois d’octobre 1809, de nouvelles élections eurent lieu par toute la province. A Trois-Rivières trois candidats furent mis sur les rangs : MM. Bell, Badeau et Hart. Mais les deux premiers ayant pris la majorité dès le premier jour de la votation, M. Hart se retira de la lutte.

Ce fut le coup de grâce des ambitions politiques du juif Hart.

La Chambre d’Assemblée fut ensuite plusieurs années sans être ennuyée par la question des Juifs.

Le 31 janvier 1831, les Juifs adressaient à la Chambre d’Assemblée, par l’entremise de M. Neilson, une pétition dans laquelle ils réclamaient le droit de recevoir et de posséder des offices ou places de confiance soit civiles ou militaires dans cette province.

Une semaine plus tard, le 7 février, M. Samuel-Bécancour Hart, né sujet britannique, se plaignait à la Chambre d’Assemblée qu’on lui avait refusé une commission de juge de paix parceque, professant la religion judaïque, il ne pouvait prêter le serment de qualification.

Les préjugés étaient tombés à l’égard des Juifs, et, dès le 16 mars 1831, un bill fut présenté par M. Neilson pour leur donner le bénéfice de tous les droits et privilèges des autres sujets de Sa Majesté dans la pro-

vince du Bas-Canada. Il fut adopté par les deux Chambres presque sans susciter de discussion. Réservé pour le plaisir de Sa Majesté, cet acte obtint la sanction royale le 5 juin 1832. C'est le I, Guillaume IV, chapitre 57.

“ Vu qu'il s'est élevé des doutes, si par la loi, les personnes qui professent le judaïsme ont le droit à plusieurs des privilèges dont jouissent les autres sujets de Sa Majesté en cette province : Qu'il soit donc déclaré et statué, que toutes personnes professant le judaïsme, et qui sont nées sujets britanniques, et qui habitent et résident en cette province, ont droit, et seront censées, considérées et regardées comme ayant droit à tous les droits et privilèges des autres sujets de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, à toutes intentions, interprétations et fins quelconques, et sont habiles à pouvoir posséder, avoir ou jouir d'aucun office ou charge de confiance quelconque en cette Province. ”

Depuis 1832, les Juifs jouissent donc en Canada de tous les privilèges des sujets britanniques.

On nous a souvent traité d'*arriérés*. En Angleterre on a discuté bien longtemps la question de savoir si on devait donner les droits politiques aux Juifs. Ce n'est qu'en 1858 qu'on leur a ouvert les portes du Parlement. Nous avons donc devancé dans ce cas la vieille Angleterre de plus d'un quart de siècle. En cherchant un peu peut-être trouverions-nous d'autres circonstances où nous avons fait la leçon à la mère-patrie.

On trouvera dans la *Revue Canadienne* de 1870 d'intéressants articles de MM. Benjamin Sulte et Joseph Tassé sur la vie politique de Ezéchiel Hart.

P. G. R.

Le sieur de Vincelot. (XI, I, 1050.) — Le gouverneur de Frontenac mourut à Québec le 28 novembre 1698. M. François Prévost, lieutenant du roi à Québec, se hâta de porter ce triste événement à la connaissance de M. de Callières, gouverneur de Montréal, qui était porteur d'un ordre du roi pour suppléer M. de Frontenac en cas de mort ou d'absence.]

M. de Callières et M. de Vaudreuil, commandant des troupes, appartenaient à des familles qui avaient beaucoup d'influence à la Cour. Tous deux avaient l'ambition de succéder à M. de Frontenac.

M. de Callières, afin d'obtenir la nomination, usa d'un habile stratagème. C'est M. LeGardeur de Courtemanche, lieutenant dans les troupes de la marine, qui avait été porter le message de M. Prévost à M. de Callières. Celui-ci se décida à envoyer M. de Courtemanche, porter ses dépêches à la Cour. Mais laissons parler Gédéon de Catalogne, un contemporain :

“ Aussitôt, mais incognito, M. de Callières fit ses dépêches pour la Cour en faisant connaître au public qu'il écrivait à Québec, donna le mot au sieur de Courtemanche qui se chargea des lettres des particuliers parce que c'était la dernière navigation, et remit toutes les lettres qu'il s'était chargé à M. de Callières et partit de Montréal comme s'il avait fait sa route vers Québec et lorsqu'il fut à Sorel, nuitamment, prit le chemin d'Orange, la paix avec les Anglais étant faite alors.

“ Comme M. de Champigny et de Vaudreuil qui aspiraient au gouvernement général virent que la navigation s'allait fermer et que le sieur de Courtemanche ne revenait point, ils se défilèrent d'un tour de Normand, joints à quelques connaissances particulières qu'ils eurent, ils firent partir le sieur Vincelot avec toutes les lettres d'instructions, des lettres de créances

et de l'argent pour armer un vaisseau du premier port de la Nouvelle-Angleterre où il aborderait.

“ Il en arma un à Pentagouët et quelques avances et diligence que le sieur de Courtemanche eût pu faire, il ne fut rendu à Paris que quelque heures avant le sieur Vincelot pour avoir le temps de rendre ses lettres au comte de Callières qui, dans ce moment, fut demander au Roi le gouvernement pour son frère, qui le lui accorda.

“ D'un autre côté, M. Vincelot porta les lettres de MM. Champigny et Vaudreuil à M. de Pontchartrain sans savoir que M. de Courtemanche fut arrivé.

“ Le ministre fut informer le Roi de la mort de M. de Frontenac. Le Roi lui dit qu'il le savait et qu'il avait accordé le gouvernement à M. de Callières, pour son frère, et il n'y avait point de réplique. ” (1)

Le M. Vincelot dont il est ici question était Charles-Joseph Amyot, sieur de Vincelot, seigneur du Cap Saint-Ignace. Il était alors âgé de 33 ans, étant né à Québec le 23 mars 1665.

C'est le seul incident de sa vie qui soit parvenu jusqu'à nous.

Il mourut subitement à Québec le 9 mai 1735.

Le duc de LaRocheboucauld-Liancourt et le Canada. (X, V, 1012.)—François-Alexandre-Frédéric, duc de LaRocheboucauld-Liancourt, naquit le 11 janvier 1747. C'était un homme politique, un agronome et un philanthrope. Il se sauva en Angleterre après le 10 août 1792, puis passa en Amérique en 1795, où il séjourna pendant quatre ans. Le duc avait fait de grands sacrifices pour la défense du roi. Il publia, en 1798, la relation de son voyage aux Etats-Unis en

(1) *Collection de manuscrits*, I, p. 601.

8 volumes, et en 1800 un petit ouvrage sur les prisons de Philadelphie.

Dans une circonstance, assez intéressante pour qu'on la mentionne, lord Dorchester refusa catégoriquement de recevoir au Canada ce noble français, qui pourtant aurait désiré un meilleur accueil. Le duc de LaRoche-foucauld-Liancourt avait déjà parcouru une partie des Etats-Unis. A Philadelphie il avait visité M. Hammond, qui lui avait promis d'écrire en sa faveur au gouverneur du Canada. Accompagné d'un autre Français de ses amis, il traversa la frontière et se rendit à Newark, où il reçut la plus cordiale hospitalité de lord Simcoe. De là il courut à Kingston. Ici il devait recevoir ses papiers de Québec. Mais au lieu du permis qu'il attendait, il fut surpris de trouver l'intimation de quitter le Canada sous le plus court délai. Imaginez la colère de ce grand personnage, que lord Simcoe avait hébergé sans réfléchir aux conséquences. Aussi jugea-t-il à propos de déverser sa bile sur lord Dorchester, l'auteur de tout ce mal. Voici un échantillon de sa prose atrabilaire :

“ Son Excellence m'a fait donner *un ordre d'exclusion* par son secrétaire, car il n'a pas même pris la peine de signer la lettre, et a ajouté ainsi la grâce des formes à l'agrément de la chose. On me dit pour me consoler que son *Excellence* est un *radoteur*, qu'il ne fait rien lui-même, etc. ; que, sans doute, quelque prêtre français émigré m'aura rendu ce bon office auprès de quelque secrétaire ; cela est possible, car quoique, grâce au ciel, je n'aie jamais fait de mal à personne, je ne laisse pas de trouver des gens qui voudraient m'en faire. Quoi qu'il en soit, il faut prendre son parti, et rire de ce désapointement. . . . En arrivant au Canada, *ma grâce* était comblée d'honneur, des officiers pour

me suivre, des hommes de respect, etc. ; aujourd'hui j'en suis chassé comme un vaurien.

.....Et je n'ai mérité
Ni cet excès d'honneur ni cette indignité." (1)

L'on se demandera à bon droit quelles raisons pouvait avoir lord Dorchester pour fermer les portes du Canada au duc de La Rochefoucauld-Liancourt. Si on juge l'homme par ses écrits, il nous paraît que le gouverneur n'avait pas eu tort. Ses récits de voyages pullulent de diatribes contre le clergé catholique en général et contre le clergé canadien en particulier. En maints endroits de son grand ouvrage il exalte outre mesure l'amour des Canadiens pour la France, essayant de faire croire qu'ils retourneraient facilement à leur ancienne allégeance, si l'Angleterre les traitait mal.

N.-E. DIONNE

Le sieur Patoulet, secrétaire de Talon. (X, IX, 1038.)—Jean-Baptiste Patoulet était venu au Canada avec Talon en 1665. Celui-ci l'envoya en France en 1667. Il revint ici en 1669. A l'automne de 1670 il traversa de nouveau l'océan. Colbert l'envoya en Acadie, avec le titre de commissaire de la marine, au printemps de 1671. Il rejoignit Talon à Québec la même année. Il fut subséquemment contrôleur de marine à Rochefort et commissaire de marine à Brest (1677). En 1679 il était intendant aux Antilles. L'intendant Duchesneau écrivait de Québec à Colbert : " M. Patoulet que vous avez envoyé intendant aux Iles m'a mandé qu'il avait ordre de vous, Monseigneur, de me faire savoir que vous voulez que nous prenions des mesures ensemble pour y lier le commerce." (Thomas Chapais, *L'intendant Talon*, p. 370).

(1) *Voyage dans les Etats-Unis d'Amérique*, t. II, p. 167

QUESTIONS

1058— Y eut-il des pertes de vie dans le naufrage de l'*Eléphant* sur les battures du cap Brûlé dans le mois de septembre 1729 ?
N. A. G.

1059— Je sais que la *devise* de la province de Québec est : “ Je me souviens. ” Pourriez-vous me donner les devises des autres provinces de la Confédération canadienne ?
P. I. N. X.

1060— En quelle année la charge de grand-voyer a-t-elle été abolie au Canada ?
X. X. X.

1061— En 1870, parut le vol. I des *Mélanges* du Dr Larue, comprenant le chapitre sur le parler des Canadiens-français. En 1873, M. Chauveau écrivait à M. Francisque Michel, lui disant qu'il avait lu son article sur le Canada paru dans la *Revue Britannique*. Plus tard, M. Dunn et M. Benjamin Sulte, critiquent cet article de M. Michel, établissent que l'écrivain français a copié le premier chapitre du Dr Larue, et mentionnent aussi que cet article a paru dans la *Revue Britannique*.—On devrait donc trouver l'étude de Michel dans ce dernier périodique de 1870 à 1874 : il ne s'y trouve pas, du moins dans la revue de ce nom que je connais. Quelqu'un pourrait-il me dire où se trouve cet article ?
A. R.

1062— M. le chevalier de Troye a-t-il, et où, publié son journal et sa relation de l'expédition de 1686 à la Baie d'Hudson ?
E. L.

1063— Pourrait-on me dire où je trouverais le portrait de M. de Varennes, gouverneur de Trois-Rivières en 1686 ?
E. L.

VOL. XI

AVRIL 1905

No 4

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— 1880 —

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de avril : Mgr Marquis, fondateur de l'Institut des Sœurs de l'Assomption, Mgr H. Têtu ; La mort de Mgr D'Esgly, Extrait des mémoires de Nicolas-Gaspard Boisseau ; Le comté de Wolfe ; Sir Allan MacNab et la langue française, P. G. R. ; Le naufrage de l'Eléphant, N.-E. Dionne ; Le chevalier de Montreuil, P. G. R. ; Pierre Bécard de Grandville, P. G. R. ; Questions etc., etc.

Gravure : L'hon. I.-M.-L.-A. de Salaberry.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Choses d'autrefois. Feuilles éparses, par Ernest Gagnon. Québec, Typ. Dussault & Proulx—1905. Prix : \$0.85

Les ecclésiastiques et les royalistes réfugiés au Canada à l'époque de la Révolution, 1791-1802, par N.-E. Dionne. Prix : \$1.15.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

AVRIL 1905

No 4

MGR MARQUIS, FONDATEUR DE L'INSTITUT
DES SŒURS DE L'ASSOMPTION

Dans la *Semaine Religieuse de Québec* du 14 janvier dernier, M. J. E. Prince écrit : " Ce n'est pas M. Marquis qui a fondé la communauté des Sœurs de l'Assomption de Saint-Grégoire. C'est M. Harper. " Dans cet article, je ne puis trouver aucune preuve, aucun argument sérieux. Tout peut se résumer ainsi : M. Harper était un homme zélé, dévoué, intelligent, expérimenté ; il était curé de Saint-Grégoire et " il n'avait aucunement besoin de l'initiative d'un vicaire, quel qu'il fût, pour concevoir ou réaliser une pareille entreprise. " Donc M. Harper est le fondateur. M. Marquis était vicaire ; jeune alors, il a pu aider, lui, son curé. " Qu'il ait même eu l'occasion de conseiller les futures religieuses, en usant toutefois d'une discrétion trop naturelle à un jeune vicaire—discrétion dont, sans doute aussi, devaient user fort les novices en religion vis-à-vis de lui—dans une question aussi importante, cela est encore possible. Mais que M. Marquis ait lui-même décidé de leur vocation, et qu'il ait tracé au nouveau couvent ses règles, c'est évidemment trop curé pour un vicaire. " Donc M. Marquis n'est pas le fondateur.

Monseigneur Suzor, qui n'avait pas aimé ce genre d'argumentation, répondit à M. Prince dans la même *Semaine Religieuse*, le 4 février suivant : " Je ne veux

pas, dit-il, en commençant, parler des insinuations qu'il renferme, et que j'appellerais malveillantes, si elles étaient tombées d'une plume autre que celle de votre distingué correspondant, qui est connu de tous pour ses sentiments respectueux à l'égard du clergé." Puis le vénérable prélat prouve que M. Harper ne partageait pas les idées de M. Prince à l'endroit du fondateur, quand il écrivait à M. Marquis, le 18 juillet 1868: (1) " En votre qualité de fondateur de la communauté." Mgr Cooke, non plus, puisque dans son mandement du 17 août 1856, il dit " s'être convaincu que les dites Sœurs de l'Assomption avaient été formées à la connaissance et à la pratique des devoirs de la vie religieuse par les soins de Messire Calixte Marquis. "

Ne pensent pas non plus comme M. Prince, toujours d'après Mgr Suzor, les Sœurs de l'Assomption elles-mêmes qui, dans une supplique au Saint Père, disent qu'elles sont une congrégation fondée en 1853 par M. l'abbé C. Marquis. "

Et la première signataire est l'une des quatre fondatrices, alors supérieure générale de l'Institut.

Mais tout n'est pas fini ; car le 25 février, M. Prince, qui avait ménagé toutes ses forces, les lance contre l'ennemi. Je vais résumer les huit pages du combat.

1^o L'habile avocat cite en faveur de sa thèse un passage de la notice biographique publiée sur le *Journal des Trois-Rivières* du 3 août 1869, (2) quelques jours après la mort de M. Harper. Eh bien, je me proposais de citer le même passage pour prouver que M. Harper n'a pas fondé l'Institut des Sœurs de l'Assomption. Si, en effet, il avait mérité le titre de fondateur, c'était bien le temps et le lieu de le proclamer.

(1) Je reproduirai toute la lettre plus loin.

(2) Moi, je l'avais lue sur le *Journal de Québec*.

Or voici le passage :

“ Si la paroisse de St-Grégoire possède aujourd’hui le couvent qui fait son ornement et sa gloire, c’est dû en grande partie à son zèle désintéressé et son grand désir de répandre une saine éducation parmi le peuple. Malgré son vieil âge, ce zèle ne se ralentissait pas ; et il avait l’intention de faire construire une autre magnifique bâtisse pour ce couvent, lorsque la mort . . . ”

L’as un mot sur la fondation de l’institut.

2^o M. Prince reproche à Mgr Suzor de n’avoir reproduit que la *fin* du mandement de Mgr Cooke, du 17 août 1856, pour l’érection canonique des Sœurs de l’Assomption, et, lui, il nous donne le *commencement*. Et que dit ce commencement ? — tout simplement que “ M. Jean Harper, curé, et les marguilliers du banc, agissant pour et au nom de la fabrique de la paroisse de Saint-Grégoire. . . ont fait préparer aux dites Sœurs, au compte de la fabrique, une vaste et belle maison. ” Et c’est tout.

Alors il est évident que Mgr Cooke ne regardait pas M. Harper comme le fondateur de la Communauté, car il n’aurait pas manqué de le déclarer dans son mandement, d’autant plus qu’à la *fin*, il ne pouvait s’exempter de dire que les Sœurs avaient été formées à la vie religieuse par l’abbé Marquis. D’un autre côté, on comprend parfaitement que par respect et déférence pour M. Harper, curé de la paroisse, l’évêque n’ait pas poussé les choses plus loin et proclamé fondateur de l’institut, son ancien vicaire, devenu son voisin.

Cela me rappelle la fondation du collège de Rimouski attribuée dans un document public à la Fabrique et à l’Evêque, quand tout le monde savait que cet établissement avait été fondé par M. l’abbé Cyprien Tanguay.

3° Le 23 juin 1853, Mgr Cooke écrit à Mgr Bourget, évêque de Montréal, pour lui demander l'envoi à Saint-Grégore d'une Sœur de la Congrégation de Notre-Dame, qui puisse remplir dans le nouveau couvent l'office de maîtresse des novices. Il lui dit que M. Jean Harper, respectable curé de son diocèse, a réuni dans une même maison un certain nombre de filles choisies pour former une espèce de communauté ; il approuve son projet et son zèle. Enfin voilà un document qui a une certaine valeur mais qui doit être interprété à la lumière de la critique historique, en tenant compte des circonstances où il a été écrit et du but que l'on voulait atteindre. Il ne s'agissait pas de savoir qui avait fondé la Communauté, mais de l'établir sur des bases solides. On voulait une Sœur expérimentée pour diriger les premiers pas des novices de St-Grégore, et cette Sœur était demandée à la Congrégation de Notre-Dame qui avait refusé deux fois et trois fois de se charger de la nouvelle maison. Evidemment il ne fallait pas susciter de nouvelles difficultés ; le grand point était — sans manquer à la vérité — de ne pas provoquer les objections et les remarques défavorables au projet. Cela posé, voyez-vous bien Mgr Cooke écrire à Mgr Bourget : “ M. Marquis, vicaire de M. Harper, a fondé à St-Grégore une nouvelle communauté ; tâchez donc de nous envoyer une Sœur de la Congrégation pour qu'elle soit, pendant quelque temps, la maîtresse des novices. ” Eh bien, dans ces cas-là, c'est au nom du curé que l'on traite les affaires, quand bien même le vicaire en a fait cent fois plus que le curé. Au reste, ce document ne dit pas que M. Harper est le fondateur de la Communauté.

4° D'après des documents cités par M. Prince et par Mgr Suzor, les Sœurs de l'Assomption ont donné le

titre de fondateur tantôt à M. Harper, tantôt à Mgr Marquis. Pourquoi ?—Je n'en sais rien ; mais cela ne prouve certainement pas que M. Harper a fondé et que M. Marquis ne l'a pas fait.

5° Arrive la fameuse épitaphe latine sur le monument élevé, dans l'église de St-Grégoire, à la mémoire de M. Harper. L'inscription manque de clarté, et si on voulait dire que M. Harper avait *fondé* la communauté des Sœurs de l'Assomption, il était bien facile de l'exprimer autrement et mieux. M. Prince lui-même n'aime pas certain verbe qu'il aimerait changer. Mais je n'insiste pas et je veux admettre que M. Harper y est reconnu comme fondateur. Alors c'est le temps de dire : “ menteur comme une épitaphe ! ” Les excellentes religieuses qui ont élevé ce monument de reconnaissance croyaient sans doute qu'elles avaient deux fondateurs : M. Harper et M. Marquis. Elles gravent le nom du premier sur le marbre funèbre, mais comme le second est encore en parfaite santé, elles ne peuvent songer à lui rendre tout de suite le même devoir. (1)

L'année précédente, le 13 octobre 1868, les Sœurs de l'Assomption avaient écrit à M. l'abbé Marquis :

“ Révérend et bien cher Père,

“ Si la reconnaissance que nous conservons pour un bienfaiteur doit être en rapport avec la grandeur du bienfait, quelle ne sera pas celle des Sœurs de l'Assomption ? Aussi est-ce avec le plus grand bonheur qu'elles voient arriver le jour de la fête de *leur digne et vénéré Fondateur* ”

(1) On sait que le mot *fondateur* ne dit pas la même chose à tout le monde. D'après moi et bien d'autres, pour être fondateur, il faut avoir l'idée de la fondation à faire, et la commencer le premier. Ceux qui viennent ensuite ne sont pas fondateurs.

6° En 1870, les habitants de Saint-Grégoire, dans une requête à l'évêque, parlent de M. Harper, comme du fondateur de l'établissement des Sœurs de l'Assomption. L'Institut existait depuis dix-sept ans, et M. Harper venait de mourir, M. Marquis était parti depuis longtemps. Je pense bien qu'un certain nombre de paroissiens regardaient M. Harper comme le fondateur du Couvent, parce qu'il était le curé et que M. Marquis n'avait été que le vicaire. C'est l'argument dont se sert M. Prince lui-même dans son premier article sur la *Semaine Religieuse*. Cet argument, qui n'a aucune valeur, en impose nécessairement à ceux qui ne connaissent pas les faits et qui, du reste, n'ont pas à examiner quelles pourraient être les prétentions d'un vicaire fondateur. Je pourrais faire la même réponse pour la preuve tirée du *Mémorial de l'Education* du Dr Meilleur. Maintenant qu'il s'agit de tirer les choses au clair, nous ne devons plus nous occuper des préjugés, tout respectables qu'ils soient, et nous allons citer des témoins oculaires et sérieux qui n'ont pu se tromper et qui, en trompant le public, auraient commis une flagrante injustice soit envers M. Harper, soit envers M. Marquis.

Il n'est que juste d'ajouter qu'en terminant son habile plaidoyer, M. Prince reconnaît très volontiers les services rendus par M. l'abbé Marquis, à l'origine de la fondation et " qu'à certains égards et quoique dans une lumière inférieure, il mérite d'être regardé comme un coopérateur ou, si vous voulez, en étendant les termes, un *cofondateur de l'Institut* en question." (1)

(1) Cela vaut mieux que le passage suivant cité avec complaisance par M. Prince : " M. Marquis, dit, l'autre jour, le *Trifluvien*, dans un article fort sensé, a été le premier chapelain des SS. de l'Assomption. " On ne saurait pousser plus loin la générosité.

C'est un commencement de conversion ! Après avoir publié ce dernier article, la *Semaine Religieuse*, ayant déjà donné l'hospitalité aux onze pages de M. Prince et aux trois pages de Mgr Suzor, déclare que pour elle l'affaire est close et que sa porte est fermée. Je suis loin de la blâmer ; après avoir tant usé et peut-être abusé moi-même de ses colonnes, je n'ai nulle envie de vouloir forcer la consigne, et me voici encore une fois entré dans les salons du *Bulletin des Recherches Historiques*.

M. Prince a écrit : “ Ce n'est pas M. Marquis qui a fondé la Communauté des Sœurs de l'Assomption. C'est M. Harper. ” J'offre la variante suivante : “ Ce n'est pas M. Harper, c'est M. Marquis. ”

Voici mes preuves :

1° Dans le *Répertoire du Clergé* (1893), Mgr Tanguay dit que Mgr Marquis est le “ fondateur de la communauté des Sœurs de l'Assomption. ” Ce témoignage est très important, puisque c'est celui d'un contemporain, d'un confrère de MM. Harper et Marquis. Sûrement il savait à quoi s'en tenir, et s'il refuse à M. Harper le titre de fondateur pour le donner à Mgr Marquis, c'est qu'il croyait rendre justice à chacun et dire la vérité à ses lecteurs.

Savez-vous comment on s'efforce d'annuler ce témoignage ? — En renvoyant au *Répertoire du clergé* publié en 1868 “ où le compilateur ne fait pas du tout mention du fait quand il parle de M. Marquis. ” En voilà un argument ! Je suppose alors que lorsqu'un historien ne parle pas d'un fait, c'est qu'il le nie ?

Au reste il est bien facile d'expliquer pourquoi Tanguay omet de parler de la fondation dans son édition de 1868 et la mentionne en 1893. M. Harper vivait encore en 1868 et en 1893, il était mort depuis longtemps. Dans la dernière édition, voulant rendre

pleine et entière justice à M. Harper, l'auteur prend la peine de renvoyer le lecteur à sa notice biographique : " Voir *Journal de Québec*, 6 août 1869 "

M. Prince nous recommande aussi la lecture de " certaine feuille de Cadioux et Dérome, " et celle d'un *Recueil sur diverses matières* préparées par les Sœurs Grises de la Providence.....ouvrage approuvé par le Comité Catholique, " etc. Eh bien, toutes ces publications, excellentes d'ailleurs, n'ont pour moi, dans le cas qui nous occupe, aucune autorité, et il en faudrait des centaines de ce genre pour renverser le témoignage de Mgr Tanguay qui affirme carrément que Mgr Marquis a fondé l'Institut des Sœurs de l'Assomption.

2° Voici maintenant Mgr B. O'Reilly si bien connu au Canada et aux Etats-Unis.

Le 24 juillet 1892, le vénérable prélat écrit un long article dans le *New-York Herald* et parle de M. Harper et de M. Marquis. Après avoir dit que ce dernier avait été nommé vicaire de St-Grégoire, il ajoute : " Le curé de cette paroisse était le Rév. John Harper. Depuis mon arrivée en Canada, en 1832, ce prêtre à vertus héroïques fut toujours pour moi jusqu'à sa mort un père et un ami. Il était très attaché à Mgr Marquis dont la piété solide et éclairée, les connaissances variées et le joyeux caractère faisaient de lui un charmant compagnon. " Puis en parlant de l'œuvre des orphelins irlandais de 1847, il loue le zèle et la charité sans bornes de ces deux excellents prêtres, MM. Harper et Marquis, et les unit tous les deux dans son admiration et dans sa reconnaissance. Mais quand il s'agit des Sœurs de l'Assomption, c'est Mgr Marquis seul qui apparaît. Voici les paroles de Mgr O'Reilly : " Mgr Marquis founded at St. Gregoire the Sisters of the Assumption. " Ici pas un mot de M. Harper.

A qui fera-t-il accroire que Mgr O'Reilly ait pu se tromper ou qu'il ait pu commettre une injustice envers M. Harper qu'il avait toujours regardé comme un père et un ami ? " Since my arrival in Canada, in 1832, this heroic priest had ever up to his death been to me a father and a friend. "

Il est évident que si M. Harper avait été le fondateur de l'Institut des Sœurs de l'Assomption, Mgr O'Reilly se serait fait un devoir de justice et de reconnaissance de le proclamer. Mais il savait le contraire, il avait été témoin des hésitations, des répugnances parfaitement justifiables du vénérable curé à encourager l'œuvre de son vicaire, et c'est ce témoin qui nous dit : " Le fondateur des Sœurs de l'Assomption, c'est Mgr Marquis. "

3^o Monseigneur Antoine Racine, 1^{er} évêque de Sherbrooke, connaissait parfaitement et M. Harper et M. Marquis. Du même âge que ce dernier, il était missionnaire à St-Louis de Blanford, Bulstrode et Stan-ford, de 1849 à 1851, pendant que son ami, M. Marquis, était vicaire à St-Grégoire et s'occupait d'y établir les Sœurs de l'Assomption. Voilà encore un témoin et un bon. Eh bien, voyons ce qu'il a écrit sur ce sujet :

" Mgr Cooke, son évêque lui confia (à M. Calixte Marquis) la mission spéciale de travailler à l'œuvre de la colonisation et de la fondation de nouvelles paroisses. Pendant plusieurs années, il déploya au succès de cette cause, à la fois religieuse et nationale, le même zèle et la même intelligence que dans l'administration de sa paroisse ; il fonda douze paroisses nouvelles. . . .

" Il a fondé la Congrégation des Sœurs de l'Assomption dont le but spécial est l'enseignement. . . . " Est-ce assez clair ?

4^o Il sera sans doute intéressant de connaître l'opi-

nion de l'honorable P.-J.-O. Chauveau, encore un contemporain. La voici :

“ Montréal, 11 octobre 1882.

“ Cher monsieur,

“ Je suis heureux de rendre témoignage du zèle que vous avez montré pour la cause de l'Instruction Publique, à l'époque où j'étais ministre de l'Instruction Publique, à celle où j'étais Surintendant, et même du temps de mon vénérable prédécesseur, le docteur Meilleur. Vous avez fait beaucoup pour combattre les ennemis de l'éducation de 1846 à 1851, et si l'on a pu rétablir le fonctionnement du système scolaire dans la partie du district des Trois-Rivières où vous étiez, ça été grâce à vos efforts. A vous est due la construction de nombreuses écoles et l'établissement d'une nouvelle Communauté de Religieuses enseignantes, les Sœurs de l'Assomption.”

5° Le témoignage de l'honorable Gédéon Onimet n'est pas moins explicite :

Après avoir parlé des oeuvres de colonisation et autres de M. Marquis, il ajoute :

“ Il a fondé une communauté religieuse connue sous le nom de *La Congrégation des Soeurs de l'Assomption de la Ste-Vierge*. ”

6° M. Michel-Edouard Méthot, alors recteur de l'Université Laval, était du même avis, quand il a écrit : “ M. l'abbé J. C. Marquis... a fondé une Congrégation pour l'éducation et l'instruction des jeunes filles, sous le nom de *Congrégation des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge*. ”

7° Je pourrais citer bien d'autres témoins ; mais il faut se limiter. Pour prouver cependant que la tradition s'est continuée et sans interruption jusqu'aujourd'hui, je reproduirai, en partie, une lettre de Mgr

L. N. Bégin, alors évêque de Chicoutimi, et une autre de l'abbé Raymond Casgrain.

Le premier écrit, le 3 octobre 1889, à S. E le cardinal J. Simeoni, préfet de la Propagande : " Notre Saint-Père le Pape Léon XIII a voulu reconnaître les services rendus à la sainte Eglise par ce vétéran du sacerdoce, en le créant Protonotaire Apostolique *ad instar*. M. Marquis a épuisé ses forces dans les travaux apostoliques : il a fondé plusieurs paroisses maintenant florissantes et une *congrégation d'excellentes religieuses* Sa piété et ses vertus ont constamment brillé d'un vif éclat et il a fait beaucoup de bien. "

Le 20 octobre 1891, l'abbé Casgrain écrit à un de ses amis de Rome :

" M. Marquis vient de partir pour Rome et ne manquera pas d'aller vous rendre hommage dès son arrivée. Vous n'ignorez pas la haute valeur de ce personnage. Sa carrière ecclésiastique a été une longue série de bienfaits pour l'Eglise et le Canada. Il a été l'un de nos missionnaires les plus zélés et les plus efficaces. Il a été le fondateur d'un très grand nombre de nouvelles paroisses. Il est également *fondateur d'un de nos ordres religieux* qui a eu une expansion merveilleuse, lequel continue de rendre les plus grands services dans l'enseignement et lui a valu l'insigne honneur d'être nommé Protonotaire Apostolique. "

8^e Mgr Suzor vient à son tour, et si son humilité l'a empêché de faire valoir autant qu'il l'aurait pu, l'importance de son témoignage personnel, s'il a mieux aimé faire entendre d'autres voix que la sienne, nous ne sommes pas obligés à la même réserve. Fait prêtre en 1849, M. Suzor était missionnaire à Saint-Christophe en 1851. Ami de MM. Harper et Marquis, il a été témoin de leur zèle et de leurs œuvres, il a connu

les circonstances de la fondation dont il s'agit. Aujourd'hui il est encore en parfaite santé et aussi honnête homme que jamais. Eh bien, quand ce vénérable prélat vient dire que Mgr Marquis a été le fondateur de l'Institut des Sœurs de l'Assomption, je le crois tout de suite, et toutes les épitaphes du monde ne me feront pas changer d'avis.

9° Le 18 juillet 1868, M. Harper écrit à M. Marquis, curé de St-Célestin :

“ Mon cher monsieur,

“ J'ai la douleur de vous apprendre que la mort vient d'enlever à la Communauté une de ses plus jeunes soeurs professes, Ste-Catherine (née Bourgoin), âgée de vingt ans. Les funérailles auront lieu modestement, selon les règles de la Congrégation, lundi à 7 heures.

“ En votre qualité de fondateur de la Communauté, on vous verra avec reconnaissance prendre part à cette cérémonie funèbre.

“ Vous serez attendu la veille

“ Tout à vous,

“ J. Harper, Ptre.”

Cette lettre a déjà été publiée, mais je la reproduis, parce que pour moi elle pèse d'un grand poids dans la balance.

M. Prince n'est pas du même avis. Pour lui, ce n'est qu'un “ billet de pure politesse, écrit peut-être à la hâte, en quelques lignes” . . . “ S'il fallait, comme dit le *Tripluvien*, prendre à la lettre les certificats que se décernent, parfois, dans leurs relations intimes, les confrères et les amis, à quelles conséquences invraisemblables n'arriverait-on pas ? ”

Franchement je ne comprends pas comment et pourquoi M. Harper aurait écrit “ en votre qualité de fondateur de la communauté ”, si ce titre n'avait pas

appartenu légitimement à M. Marquis. Les circonstances ne prêtaient pas beaucoup à la plaisanterie ; il n'était pas dans le caractère de M. Harper de décerner ainsi un certificat ironique à son voisin, surtout au moment où il l'invitait à des funérailles. Au reste, je ne crois pas que ce soit l'usage, même entre confrères et amis, de se décerner ainsi des titres de fondateurs. Je n'ai jamais reçu de compliment aussi honorable, et pour cause !

10^e Trop jeune encore pour avoir été témoin de la fondation, je suis cependant assez vieux pour parler d'une tradition de trente-quatre ans, puisque c'est le nombre d'années que j'ai passées à l'archevêché. Or je déclare en toute vérité que je ne me rappelle pas y avoir entendu dire une seule fois : que le fondateur de l'Institut des Sœurs de l'Assomption était M. l'abbé Jean Harper. Par contre, que de fois l'on m'a nommé l'abbé Marquis, soit en sa présence ou autrement, et que de fois l'on a parlé devant moi de sa Communauté de *marquises* ! Aussi, grande a été ma surprise, quand j'ai appris qu'il était question de transférer à un autre la gloire qui avait appartenu jusqu'alors à Mgr Marquis.

Ce témoignage absolument et uniquement personnel ne vaut peut-être pas grand'chose, mais je tiens à le donner, pour rendre justice au vénérable prélat qui m'honorait de son amitié et que je regarderai toujours comme l'un de nos grands Canadiens. C'était un vrai patriote, un organisateur hors ligne, un caractère fortement trempé, et d'une originalité extraordinaire, un prêtre éducateur, colonisateur, créateur de paroisses, fondateur d'œuvres encore plus importantes. D'une énergie indomptable, jamais à court de moyens, quand il avait un projet en tête, quand il entreprenait

quelque chose, il semble que le succès était assuré. L'Institut des Sœurs de l'Assomption fut l'une des œuvres de sa jeunesse, et c'est pour cela qu'il la chérissait davantage.

11° Si M. Harper a déclaré ne pas être le fondateur de l'Institut de l'Assomption, parce qu'il ne l'était pas. Mgr Marquis lui, parce qu'il l'était, réclame ce titre.

On sait jusqu'à quel point le vénérable prélat avait, si je puis m'exprimer ainsi, la passion des reliques, quelle collection il avait réussi à amasser, et de quels trésors religieux il avait pu enrichir un grand nombre d'églises et de chapelles. (1) Or sur les certificats imprimés qu'il donnait en même temps que les reliques, pour qu'elles pussent ensuite être authentiquées par les évêques, je lis en tête :

Josephus Callixtus Marquis Pres :
Protonotarius Apostolicus ad Instar Participantium

.....
Fondator (2) Congregationis Sororum a Beata
Virgine Assumpta

Mais le vénérable Prélat a laissé des mémoires et, en particulier, le récit de la fondation de la Communauté des Sœurs de l'Assomption.

Je publierai ce récit sur le prochain numéro du *Bulletin*, et, au besoin, j'y mettrai des notes.

Mgr H. Têtu

(à suivre)

(1) Nommons entre autres : Sainte-Anne de Beaupré, la Basilique et la Chapelle du Séminaire de Québec, St-Jean-Baptiste de New-York, toute une chapelle de reliques à St-Célestin.

(2) C'est plus expressif que l'*erigendo* de l'épithaphe !

LA MORT DE MGR D'ESGLY

Le 28 mai 1788, Sa Grandeur Mgr Louis-Philippe Mariaudeau D'Esgly, évêque de Québec, tomba malade à sept heures du soir d'une fièvre intermittente accompagnée de frisson. On dépêcha aussitôt le docteur Just à la Sainte-Famille, qui s'y rendit. Il trouva la fièvre de Sa Grandeur très mauvaise et jugea à propos de le saigner ; il put à peine lui tirer quelques gouttes de sang. Mgr demanda à se faire purger. Le docteur lui dit que cela pouvait lui faire du bien. Il lui donna en conséquence une petite médecine qui le fit un peu évacuer.

Le lendemain, la fièvre augmenta. Sa Grandeur passa une mauvaise journée.

Le vendredi, son secrétaire, M. Hamel, envoya un courrier avertir le confesseur ordinaire de Mgr (le P. Glapion, jésuite), qui arriva à 8 heures du soir avec M. le docteur Badelard. Ils trouvèrent Sa Grandeur bien mal et en danger de mort. Toute la nuit suivante, grosse fièvre.

Le lendemain, à huit heures, Mgr demanda à se lever. On le mit dans son fauteuil et on le porta à quatre dans sa chambre. A dix heures, il se confessa avec une entière connaissance. A midi, M. Badelard lui donna un grain d'émétique qui le fit vomir deux fois.

Il passa le reste de la journée et la nuit dans une grande faiblesse, ne prenant, de deux heures en deux heures, qu'une cuillerée d'eau et de vin, seule chose qu'il voulut prendre pendant sa maladie.

Le lendemain, 3 juin, à sept heures du matin, M. le secrétaire Hamel lui demanda s'il désirait recevoir le Saint-Viatique. Il répondit qu'il fallait attendre en-

core un peu, qu'il désirait que toute sa paroisse fut avertie. Mais comme l'on vit qu'il affaiblissait de plus en plus et qu'il perdait même connaissance de temps à autre, M. Pinet, curé de Saint-Jean, en cette île d'Orléans, lui adressa ces paroles à quatre heures de l'après-midi :

— Monseigneur, j'ose me présenter à vous comme votre enfant pour vous prier de vouloir bien permettre que nous vous procurions ce que vous avez procuré à tant d'autres.

A quoi, Mgr repliqua qu'il désirait recevoir les derniers sacrements, mais qu'il fallait au préalable qu'on lui donna le Saint-Viatique, qui lui fut aussitôt donné par M. Hamel, qui lui fit recevoir ensuite l'extrême-onction. Sa Grandeur présenta elle-même ses mains, récita le credo, et paraphrasa plusieurs versets des psaumes, entr'autres ceux-ci :

“ Laudate Dominum omnes gentes, laudate eum omnes populi.

“ Quoniam confirmata est super nos misericordia ejus, et veritas Domini, monet in æternum.

“ Gloria Patri, etc. ”

M. son secrétaire lui fit ensuite une lecture qu'il écouta attentivement. Il eut ensuite une si forte crise que l'on crût qu'il allait expirer : on lui lut les prières des agonisants, il revint un peu de cette crise qui fut suivie de bien d'autres toute la nuit.

Le lendemain, 4 juin, à huit heures du matin, son pouls était très faible et s'arrêtait pendant près d'une minute par temps ; de sorte que le docteur Just ne pouvait comprendre comment il pouvait vivre. Vers neuf heures, M. Hamel lui demanda s'il voulait qu'il lui fit une lecture, à quoi il répondit : — Sans doute. Pendant cette lecture on le vit faire des élévations de cœur à Dieu. A dix heures, on lui récita une quanti-

te d'actes de foi et autres qu'il écouta attentivement, jetant les yeux sur un crucifix qui était au pied de son lit.

A onze heures et demie, il eut une crise très forte suivie d'un râle. M. Hamel acheva les prières des agonisants, récita les litanies et plusieurs *oremus*. A midi, il revint de cette crise. A une heure après midi, arriva de Québec M. Dupré, conseiller et neveu du prélat. Il s'approcha du lit de son oncle à qui il parla mais il ne put proférer que ce mot—Ah ! Enfin, il resta depuis ce moment jusqu'à cinq heures sans parole, mais ayant toujours connaissance et rendit doucement l'esprit à cinq heures huit minutes, dans la soixante-dix-huitième année de son âge, sa cinquantedeuxième de prêtrise et la quatrième de son épiscopat. Il avait été coadjuteur et évêque de Dorçlée.

Dès qu'il fut mort, M. Hamel écrivit à Mgr l'ancien (Mgr Briand) afin d'ordonner le lieu et le temps de l'inhumation. Mgr Briand remit le soin de cette affaire entre les mains de M. Gragé, ci-devant grand-vicaire, qui fit la réponse suivante à M. le secrétaire Hamel :

“ Monsieur,

“ Mgr l'ancien, après la triste lecture de votre lettre, m'a chargé de présider le clergé en son nom jusqu'à révocation de Mgr d'Almyre (c'est le coadjuteur de Mgr de Québec qui était pour lors en visite dans le district de Montréal) et de régler toutes choses le mieux qu'il se pourrait. Je ne sais pas qui est l'exécuteur testamentaire, c'est à lui et aux parents de régler le temps de l'inhumation. MM. de Léry, Dupré et mademoiselle Bonfit (ce sont les seuls parents de l'évêque), consultés, m'ont répondu que je ferais pour le mieux, et qu'étant impossible de l'embaumer il serait plus impossible encore de retarder l'inhumation

plus loin que vendredi à onze heures ; qu'ils pensaient qu'il serait mieux de l'enterrer à Saint-Pierre que dans sa cathédrale.

“ Quant à la manière : 1^o Tenez le corps le plus fraîchement que vous pourrez pour éviter la corruption. 2 Les prêtres ou ecclésiastiques doivent l'ensevelir, et, s'il est possible, il faut l'exposer avec ses habits pontificaux dans sa chambre. 3^o Vous, M. Gatien et autres direz demain la messe dans sa chapelle domestique. J'irai demain y dire la messe et les ecclésiastiques iront après-midi dans notre bateau, jusqu'au moulin, ils y chanteront ou psalmodieront l'office ordonné par le cérémonial des évêques.

Je suis, etc.,

Gravé, l'trè. ”

Ensuite est écrit :

“ Vous tendrez l'église en noir, le mieux que vous pourrez. Vous mettrez des cierges à l'église le plus possible ; dans sa chambre six suffisent. ”

Tout cela fut exécuté de point en point par MM. Hamel et Gatien. Le lendemain, 5 juin, M. Gravé arriva à dix heures du matin, et ordonna à M. Hamel d'ouvrir le testament que Sa Grandeur avait fait. Ce qu'il fit en présence de mon père, moi et plusieurs autres témoins. Mon père y était nommé exécuteur testamentaire. M. Hamel y était légataire de plus grande partie de son ménage, du cheval, calèche, vache et autres animaux. La moitié de son argenterie. Il y avait 600 à chacun de ses domestiques, 600 à sa nièce Bonfit. Il ordonna que son portrait restât dans sa chambre, etc. Le testament est du mois de mars dernier passé devant M. Crépin, notaire, en présence de MM. Pinet et Gatien, prêtres.

Après la lecture du testament, M. Gravé célébra la sainte messe dans la chapelle domestique du prélat, en

présence du corps du défunt, revêtu de ses ornements pontificaux.

Le 13 juin, à huit heures du matin, on transporta le corps à l'église avec toute la pompe due à un évêque. Il y fut exposé sous un mausolée près du chœur. On y chanta matines et laudes, ce qui dura jusqu'à dix heures et demie. A onze heures, M. Grivé commença le service auquel étaient présents MM. de Léry, Dupré, Duchesnay, Perrault, Duchesnaux fils, et M. Taschereau, et de plus de quarante prêtres ou ecclésiastiques. Le service fut chanté en musique et dura jusqu'à une heure après midi.

Le corps de l'illustre prélat fut ensuite inhumé dans l'église, avec une partie de ses habits pontificaux, sous la lampe à l'entrée du chœur.

Ainsi furent ordonnées et exécutées les funérailles de Mgr D'Esgly, évêque de Québec, auxquelles assista un concours de peuple considérable, de qui il fut généralement regretté. (Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau).

LE COMTÉ DE WOLFE

L'existence municipale du comté de Wolfe date du 1er juillet 1855, en vertu de la loi 18 Vict. Chap. 100.

La première séance régulière du Conseil de comté eut lieu à Ham Sud, le 21 septembre 1855. Étaient présents : Amos Bishop, maire de Dudswell ; Eusèbe Côté, maire de Weedon ; George Goodenough, maire de Ham Sud ; Frs. St-Jean, maire de Wotton ; Michael Hurly, maire de Wolfestown.

Le conseiller Goodenough fut choisi comme président de l'assemblée.

M. Côté, maire de Weedon, fut élu comme premier préfet du comté et le premier secrétaire-trésorier fut M. Saunders Shepherd, cultivateur de Dudswell.



HON. I.-M.-L.-A. DE SALABERRY

REPONSES

Sir Allan MacNab et la langue française.
(VI, II, 697.)—La clause 41 de l'Acte d'Union se lisait comme suit :

“ Et qu'il soit statué que depuis et après la réunion des dites deux provinces, tous brefs, proclamations, instruments pour mander et convoquer le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de la province du Canada, et pour les proroger et les dissoudre, et tous les brefs pour les élections et tous brefs et instruments publics quelconques ayant rapport au Conseil Législatif et à l'Assemblée Législative ou à aucun de ces corps, et tous rapports à tels brefs et instruments, et tous journaux, entrées et procédés écrits ou imprimés, de toute nature, du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, et d'aucun de ces corps respectivement, et tous procédés écrits ou imprimés et rapports de comités du dit Conseil Législatif et de la dite Assemblée Législative, respectivement, ne seront que dans la langue anglaise : Pourvu toujours que la présente disposition ne s'entendra pas empêcher que les copies traduites d'aucuns tels documents ne soient faites, mais aucune telle copie ne sera gardée parmi les records du Conseil Législatif ou de l'Assemblée Législative, ni ne sera censée avoir en aucun cas l'authenticité d'un record original. ”

Pendant la session de 1845 de l'Assemblée législative, une pétition du docteur William Thurber et autres, du comté de Lotbinière, demandant de transporter la cour de circuit à Sainte-Croix, ayant été renvoyée à un comité spécial, M. Joseph Laurin, député de Lotbinière, proposa de soumettre au même comité une pétition de Daniel Byrne et autres, de Saint-Sylvestre, demandant l'annexion de cette paroisse au comté de Mégantic pour les fins de l'enregistrement.

L'orateur, sir Allan MacNab, refusa de recevoir la motion de M. Laurin, parcequ'elle était écrite en langue française, et contraire, conséquemment, à la clause 41 de l'Acte d'Union.

Appel fut immédiatement fait à la Chambre de la décision de l'orateur MacNab, et un violent débat s'ensuivit.

M. LaFontaine (plus tard sir L.-II.), député de Terrebonne, déclara qu'une loi qui voulait empêcher un peuple de parler sa langue était immorale et nulle de fait ; qu'il y avait quelque chose au-dessus de l'Acte d'Union, et que ce quelque chose était la capitulation de Québec. (1)

M. A.-N. Morin, député de Bellechasse, ne fut pas moins énergique. " Des lois comme celle-là, déclara-t-il, sont contre la nature, et il faut agir comme si elles n'existaient pas. "

M. Marc-Pascal de Sales Laterrière, député du Saguenay, n'y alla pas, non plus, par quatre chemins pour donner son opinion. " Si nos institutions sont ainsi à la merci d'une majorité fébrile, s'écria-t-il, le rappel de l'Union est notre seul recours. "

Finalement le vote fut pris et la décision de l'orateur fut maintenue par l'Assemblée à la majorité d'une seule voix, et cette voix fut celle de M. Denis-Benjamin Papineau, membre du ministère.

" Avant de voter, dit un journal du temps, M. Papineau se leva et s'assit deux ou trois fois, comme un homme qui va faire une action qui répugne à son cœur, mais qu'il accorde pourtant aux exigences de sa position. "

P. G. R.

(1) Sur ce sujet voir *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. IV, p. 312 ; vol. VIII, p. 52, et vol. X, p. 122.

Le naufrage de l'Elephant. (XI, III, 1058)—

Un des naufrages les plus tristement célèbres enregistrés dans les annales canadiennes, est celui du navire l'*Elephant* en 1729. Parti de La Rochelle vers la fin de juillet, le vaisseau qui était un fin voilier, serait arrivé à Québec le 2 septembre, s'il ne se fût brisé la veille, sur les battures du Cap Brulé, vis-à-vis de l'île-aux-Grues. Le sieur LeBeau, avocat en parlement, l'un des passagers, raconte comment l'accident arriva :

“ Nous allions fort doucement et toujours la sonde à la main. Nous passâmes de cette façon l'île-aux-Lièvres et celle au Coudre, qui a bien trois lieues de long, et nous étions déjà parvenus dans un endroit où nous n'avions plus guère que 16 ou 17 lieues pour nous rendre à Québec, quand cette lenteur d'aller, impatientant tout le monde, et surtout MM. les ecclésiastiques qui étaient en grand nombre et croyaient toujours qu'ils ne seraient jamais assez tôt à cette ville ; quand ces prêtres, dis-je, voyant bien plus, que l'on allait déjà jeter l'ancre, parce que la nuit commençait à tomber prièrent M. le comte de Vaudreuil avec tant d'instance et de si bonne grâce, de la point faire jeter, que ce seigneur qui est bon de son naturel, se laissa gagner à leurs prières. Il faut avouer d'ailleurs, que la beauté du ciel, qui commençait à s'étoiler, jointe à un petit vent nord-est qui donnait alors, contribua beaucoup à cette complaisance du comte, que nous pensâmes tous payer aux dépens de notre vie.

“ Le vent devenait beaucoup plus violent et nous avançons toujours, lorsqu'environ vers le milieu de la nuit, voici notre vaisseau qui tout à coup heurte et saute rudement sur un rocher. Déjà cette secousse épouvantable suivie de quantité d'autres attouchements, durant l'espace de plus de trente toises, sur ce rocher imprime la terreur dans l'esprit des plus hardis. Déjà

deux ancres sont jetées, et nos matelots, sans perdre de temps ni recevoir aucun commandement, courent ça et là et sautent au plus vite à la manœuvre quand, malgré la promptitude de leurs bras occupés à hisser les voiles, le navire file sur ses cables et fait encore un autre saut, mais bien plus terrible que le premier, qui lui brisant sa quille, le jette sur la pointe d'un autre rocher qui était le dernier de ce chenal. Ce fut là donc où la quille de notre bâtiment brisée, nous échouâmes malheureusement. ”

L'*Eléphant* portait environ 150 personnes, parmi lesquelles se trouvaient Mgr Dosquet, évêque de Samos, et coadjuteur de Mgr de Mornay, M. Hocquart qui venait prendre charge de l'intendance du pays, le comte de Vaudreuil, M. de Cavagnial et de Rigaud, ses deux frères, le Père Luc, Récollet, l'abbé Claude de Vernède de Saint-Poncy, secrétaire de l'évêque Dosquet, l'avocat LeBeau, le chevalier de Courbuisson, le chevalier de Beauvillé, de Picardie, le chevalier de Taxé, parisien.

Les officiers d'équipage s'appelaient Chaviteau, Blanchard, Testu, Rivière, Sérigny de Loire, le chevalier de Bretonville, Duperat de la Bernardaye, Duquesne Menneville, et Vaudreuil, commandant.

Tout ce monde aurait probablement péri, si des secours ne fussent venus dès le point du jour. Ce fut d'abord le pilote du roi, M. de la Gorgendière, qui descendait le fleuve dans le but de prendre la direction de l'*Eléphant* jusque dans la rade de Québec. Son retard avait été cause du désastre. Tout de même il aida dans une large mesure au sauvetage des naufragés.

Sur les dix heures du matin, arriva M. de la Richardière, capitaine du port, qui fit couper les mâts du navire, pour empêcher une perte totale de la cargaison. Des hommes venus de Québec travaillèrent pen-

dant huit jours au déchargement, et réussirent non sans peine à en tirer tout ce qu'il contenait, à l'exception de quelques ballots, de la poudre et du pain que l'eau avait gaspillés, quelques canons et deux ancres. L'un des canons fut trouvé, en 1859, par le capitaine Lavoie, de l'île-aux-Grues, qui en fit cadeau au séminaire de Québec. C'est une pièce de fort calibre, mesurant cinq pieds huit pouces sur la longueur, ayant treize pouces de diamètre.

M. Hocquart perdit dans ce naufrage plus de 8,000 livres, et Mgr Dosquet reçut du roi la somme de mille écus pour le dédommager de ses pertes.

La plus grande partie de l'équipage fut transportée sur le rivage, et dut se rendre à pied jusqu'à Québec. Leur première étape fut à Saint-Joachim, dans une des maisons du séminaire où ils reçurent la plus cordiale hospitalité. Puis ils arrivèrent à destination, heureux d'avoir échappé à un naufrage aussi malencontreux.

N.-E. DIONNE

Le chevalier de Montreuil. (X, V, 1010.)—Avant de venir dans la Nouvelle-France le chevalier Pierre-André de Montreuil était capitaine des grenadiers au régiment de la Reine.

Le 1er mars 1755, le baron de Dieskau, maréchal de camp des armées de Sa Majesté, recevait le commandement du corps de troupes envoyé au secours de la Nouvelle-France. Le chevalier de Montreuil devait être employé sous lui en qualité d'aide-major général, avec le brevet de lieutenant-colonel.

Le baron de Dieskau et le chevalier de Montreuil partirent de Brest le 3 mai 1755 sur l'*Entreprenant*, vaisseau de 74 canons, commandé par le comte Dubois de la Mothe. Ils arrivèrent à Québec vers le milieu de juin.

Le 8 septembre de la même année, le baron de Dieskau livra bataille, dans les environs du lac Saint-Sacrement, au général Johnson. Grièvement blessé, Dieskau tomba aux mains des Anglais, et Montreuil dut prendre le commandement de l'armée. Mais la bataille était perdue et le chevalier de Montreuil pour empêcher une plus grande perte de vies ordonna la retraite.

Il remit ensuite le commandement à M. de Roquemare, commandant du bataillon de la Reine, qui était resté avec les troupes de réserve au camp des Deux-Rochers.

Le chevalier de Montreuil fut blâmé, particulièrement par le gouverneur de Vaudreuil, pour avoir laissé tomber M. de Dieskau aux mains des ennemis. Mais une lettre que lui écrivit ce général, de Bath, Angleterre, le 26 janvier 1758, le venge de cette imputation. Il y déclare qu'il dut se servir de son autorité de commandant suprême pour lui ordonner de l'abandonner à son sort et de courir prendre le commandement de l'armée. (1)

Le chevalier de Montreuil servit aussi en qualité d'aide-major général sous le marquis de Montcalm qui succéda au baron de Dieskau.

Il prit part au siège et à la prise du fort William-Henry (9 août 1757). C'est lui que le marquis de Montcalm chargea de faire l'inventaire des effets trouvés dans le fort.

A la bataille de Carillon (8 juillet 1758), M. de Montreuil se distingua beaucoup. M. de Montcalm écrivait au marquis de Vaudreuil le lendemain même de ce beau fait d'armes : " Monsieur le chevalier de

(1) Le docteur O'Callaghan a publié cette lettre dans son ouvrage *Documents relative to the colonial history of the state of New York*, vol. X, p. 682.

Montreuil, major général, a eu la plus grande activité du monde pour faire passer tous les ordres nécessaires pour encourager les troupes et faire distribuer les munitions . . . ” (1)

M. de Montreuil en profita pour demander le grade de brigadier. Le roi lui accorda une pension de six cents livres et le duc de Belle-Isle lui fit savoir qu’il ne l’oublierait pas à l’occasion.

A la journée du 13 septembre 1759, le chevalier de Montreuil eut encore une occasion de montrer son sang-froid et sa bravoure.

A la glorieuse bataille de Sainte-Foye, le 28 avril 1760, le chevalier de Montreuil commandait en second. Nous lisons dans une *Relation anonyme* : “ Le chevalier de Lévis a été assez heureux pour n’être point blessé, quoiqu’il ait été pendant tout le temps de l’action à cheval entre le feu des ennemis et celui de nos troupes. Il a été très bien aidé dans les mouvements qu’il leur a fait faire par le chevalier de Montreuil, aide-major général, qui s’est extrêmement distingué dans cette action. ” (2)

Le chevalier de Montreuil s’en retourna en France en même temps que le chevalier de Lévis, dans la flûte *la Marie*, qui mit à la voile le 18 octobre 1760.

Le 1er janvier 1763, M. de Montreuil, qui avait été élevé au grade de brigadier des armées du roi, devenait commandant en chef des troupes de Sa Majesté aux îles Sous-le-Vent.

Le 4 août 1763, le vicomte de Belsunce, gouverneur de ces îles, décédait, et M. de Montreuil prenait l’interim en vertu de sa commission.

Nous le perdons ensuite de vue.

Pendant son séjour dans la Nouvelle-France le che-

(1) *Collection de manuscrits*, vol. IV, p. 170.

(2) *Relations et journaux de différentes expéditions*, p. 234.

valier de Montreuil se tenait en rapports continuels avec la Cour. Ses lettres nous montrent qu'il avait conscience que le pays s'en allait à la ruine ; les malversations de Bigot et de ses comparses lui étaient aussi connues puisqu'il y fait souvent des allusions peu cachées. Le ministre, évidemment, était un des protecteurs de M. de Montreuil, et, avant son départ pour la Nouvelle-France, l'avait chargé de le tenir au courant de tout ce qui se passait dans la colonie.

Le commissaire des guerres Doreil n'avait pas une grande confiance dans les capacités militaires du chevalier de Montreuil. Il écrivait au marquis de Paulmy, le 28 octobre 1755 : ".....Soit dit sans vouloir faire de tort à personne, nous avons dans l'aide-major-général un bien faible homme. J'ose dire que, si je ne me chargeais un peu de tout, la besogne serait bien plus mal faite. C'est un fort honnête garçon, rempli de bonne volonté, mais si neuf, que je m'étonne, permettez moi de vous le dire, Monseigneur, qu'on ait songé à lui....." (1)

M. de Montcalm n'était pas éloigné de penser la même chose. Il écrivait à M. de Belle-Isle le 27 octobre 1758 : " M. le chevalier de Montreuil, major-général, est très estimable à cause de son courage, de son sang-froid, de ses conseils, de sa manière de vivre, il est honnête et honorable, et il ferait bien à la tête d'un régiment ; il est superbe dans un engagement, mais il n'a pas assez d'activité et de détail pour sa situation ; néanmoins, je l'emploie utilement...." (2)

P. G. R.

(1) L. Dussieux, *Le Canada sous la domination française*, p. 275.

(2) O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. X, p. 862.

Pierre Becard de Grandville.(X, XI, 1045.)—

Il était originaire de Paris, paroisse Saint-Eustache, et passa dans la Nouvelle-France en 1665 avec le régiment de Carignan dans lequel il était enseigne.

En 1668, le régiment de Carignan fut rappelé en France. Quatre compagnies furent cependant laissées ici pour la défense du pays. De plus, les soldats qui voulurent s'établir dans la colonie reçurent leur congé. Plus de quatre cents soldats et un grand nombre d'officiers profitèrent de cette permission. Pierre Bécard de Grandville fut du nombre.

Pour s'attacher d'avantage à son pays d'adoption, il se maria, dans l'automne de la même année, avec Anne Macard, fille d'un des principaux citoyens de Québec.

Le 29 octobre 1672, l'intendant Talon concédait à Pierre Bécard de Grandville l'îlet du Portage avec une demi-lieue de terre en deçà et une autre au delà du dit îlet.

Dans sa campagne contre les Tsonnontonans en 1687, le marquis de Denonville confia le commandement de quatre compagnies de milice à M. de Grandville. Le 25 août 1687, il rendait compte au ministre du résultat de son expédition : " Les sieurs de la Durantaye, Grandville, Dupuis, Berthier, la Vallière et Longueuil, qui ont très bien servi, seraient de très bons capitaines. Je ne vous saurais assez dire combien Grandville et Longueuil, à chacun desquels j'avais donné quatre compagnies à commander, se sont distingués par dessus les autres. " (1)

En 1689, M. de Grandville était agent de la Ferme à Tadoussac.

En 1690, lorsque M. Prévost, qui commandait à

(1) *Correspondance générale*, vol. 9, p. 61.

Québec en l'absence de M. de Frontenac, apprit que la flotte de Phips remontait le Saint-Laurent, il envoya son beau-frère, M. de Grandville, sur une biscaïenne armée, pour reconnaître les différentes passes du fleuve jusqu'à Tadoussac.

M. de Grandville s'étant avancé avec trop peu de précaution ou, peut-être encore, trompé par des pavillons français arborés sur les vaisseaux ennemis, fut fait prisonnier par l'équipage du vaisseau amiral.

Il remonta en compagnie de Phips jusqu'à Québec.

Les Anglais entendant de leurs vaisseaux le bruit que faisaient les milices de Montréal arrivant, tambour battant, pour prendre part à la défense de la capitale, demandèrent à leur prisonnier ce que ce bruit signifiait. M. de Grandville, après avoir écouté les fifres et les caisses et voyant bien d'où cela venait, leur dit cavalièrement : " Ma foi, messieurs, vous ne tenez rien, c'est M. le gouverneur de Montréal qui arrive avec les gens d'en haut, vous n'avez qu'à plier bagage ; ce secours pour Québec vous fera perdre vos peines. "

M. de Grandville fut échangé, le 25 septembre 1690, pour le capitaine Davis qui avait été pris par le sieur de Portneuf au fort Royal (Portland).

Dans l'expédition de M. de Frontenac contre les Onnontagués en 1696, les milices canadiennes furent divisées en quatre bataillons. Celui de Québec fut commandé par M. de Saint-Martin, celui de Trois-Rivières par M. de Grandpré et celui de Montréal par M. Deschambault. Le bataillon de la côte de Beau-pré eut M. de Grandville pour commandant.

Le 2 juin de cette même année 1696, le comte de Frontenac et l'intendant Champigny concédaient à MM. de Grandville et Aubert de la Chesnaye deux lieues de front sur trois de profondeur joignant d'un

côté l'îlet du Portage, appartenant à Grandville, et de l'autre à la seigneurie de Terrebois, propriété de M. de la Chesnaye.

En 1699, la majorité de Trois-Rivières étant devenue vacante par la mort de M. Boucher de Grandpré, MM. de Callières, gouverneur général, et de Champigny, intendant, proposèrent M. de Grandville pour remplir cette charge. Le roi leur fit répondre, le 31 mai 1701, qu'il ne pouvait donner la majorité de Trois-Rivières à M. de Grandville parce qu'il était beau-frère de M. Prévost, gouverneur de ce lieu.

MM. de Callières et de Champigny en prirent occasion pour écrire au ministre le 5 octobre 1701 :

“ Quand nous avons proposé le sieur de Grandville pour la place de major des Trois-Rivières, nous n'avons pas cru que ce fut un obstacle pour lui d'être beau-frère de M. Prévost, puisqu'il lui peut être d'un grand secours, pour le service de Sa Majesté, lorsqu'il est incommodé de la goutte, par la confiance qu'il a en lui. D'ailleurs ce gouvernement étant au milieu de la colonie, quand ils ne seraient pas aussi honnêtes qu'ils le sont, il n'y aurait rien à appréhender. ” (1)

Le 20 juin 1703, M. de Grandville recevait du roi la compagnie de M. de Louvigny, nommé major de Québec.

M. de Grandville mourut à Québec le 6 mai 1708.

De son mariage avec Anne Macard, M. Bécard de Grandville eut plusieurs enfants. Deux d'entre eux, Jean-Baptiste et Charles, furent successivement procureurs du roi à la Prévôté de Québec.

La famille Bécard de Granville est éteinte, croyons-nous.

P. G. R.

(1) *Correspondance générale*, vol. 19, p. 3.

QUESTIONS

1064— Jean Amyot, qui se nova en face de Trois-Rivières le 23 mai 1648 et dont le P. Lalemant fait de si grands éloges, est-il le premier ancêtre de tous les Amyot que nous comptons aujourd'hui dans la province de Québec ?

AR. AY.

1065— On lit dans les anciens titres de propriétés situées sur les bords du fleuve près de Québec : “ Tel- le terre bornée par devant au fleuve St-Laurent.” Est- ce que ce terme veut dire à partir de marée *basse* ou de marée haute seulement ? En d'autres termes l'ancien propriétaire avait-il droit à la grève vis-à-vis sa terre ? — Avait-il le droit d'y tendre des pêches, y ériger un quai ou autre construction, ou fallait-il qu'il obtint un permis spécial, notamment pour la pêche et la chasse ?

QUESTEUR

1066— Le *Témoin oculaire* raconte qu'au commence- ment de la bataille de Châteauguay, le capitaine Long- tin, de la milice de Beauharnois, se mit à genoux, fit une courte prière avec ses hommes, et leur dit, en se relevant : *A présent que vous avez rempli votre devoir envers votre Dieu, faites votre devoir pour votre Roi.* Avez-vous quelques renseignements sur ce brave capi- taine Longtin ?

ROMEO

1067— Je vois qu'en 1764 plusieurs Canadiens-Fran- çais étaient officiers dans un régiment ou bataillon qu'on appelait le *Corps Canadien*. Où trouverais-je des renseignements sur ce corps militaire formé au Ca- nada un an après la cession ?

MILITAIRE

1068— D'où vient la coutume de planter le *mai* le premier mai de chaque année ?

P. B.

VOL. XI

MAI 1905

No 5

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— M. —

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mai : Mgr Marquis, fondateur de l'Institut des Sœurs de l'Assomption, Mgr Henri Têtu ; Jean Bouillet de la Chassaigne, P. G. R. ; Origine de quelques noms canadiens, P. G. R. ; Liste des officiers des troupes du détachement de la marine avec le nombre des sergents, caporaux, anspessades et soldats suivant la revue qui en a été faite le 1er octobre 1722 ; La sépulture de Montcalm, Amédée Gosselin, prêtre ; Le cérémonial du mai dans les campagnes, Extrait des mémoires de Nicolas-Gaspard Boisseau ; Le " Journal " du major André ; Questions, etc., etc.

Gravure : Ludger Duvernay.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Mélanges de polémique et d'études religieuses, politiques, et littéraires, par Thomas Chapais. Prix : \$1.00

La bonne sainte ou l'histoire de la dévotion à sainte Anne, par le R. P. Paul-Victor Charland, des Frères Prêcheur. S'adresser à J.-G.-Télesphore Charland, Lauzon, Lévis.

Radisson in the Northwest, 1661-63, by Benjamin Sulte.

La maison du Chien d'or à Québec, par P.-B. Casgrain.

The monument to Wolfe on the Plains of Abraham, and the Old Statue at Wolfe's Corner, by P.-B. Casgrain.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

MAI 1935

No 5

MGR MARQUIS, FONDATEUR DE L'INSTITUT
DES SOEURS DE L'ASSOMPTION

(Suite et fin)

“ MÉMOIRE ” DE MGR MARQUIS

LA VÉRITÉ EST LA BASE DE L'HISTOIRE.

Paroles de S. S. Léon XIII. 1886.

Le 20 octobre 1845, j'arrivai à St-Grégoire comme vicaire, à l'âge de 24 ans ; Messire Jean Harper était le curé de cette paroisse.

Il y avait alors dans cette paroisse 2,500 communicants. Il fallait aller aux malades jusqu'à une distance de cinq lieues et demie. Je relevais alors d'une longue maladie, causée par un excès de travail. M. Harper, doué d'une très forte constitution et d'un cœur d'or, avait pour moi les plus grands ménagements.

Je crois lui avoir témoigné une profonde reconnaissance par le dévouement sans borne que je lui ai prodigué dans les circonstances difficiles qu'il a eu à traverser, et dans le ministère pénible qui pesait sur ses épaules. Nous étions faits l'un pour l'autre, et nous avons été l'un pour l'autre.

Peu de temps après mon arrivée à St-Grégoire, il nous arriva plusieurs fois de parler de l'avantage qu'il y aurait pour la paroisse et les paroisses voisines d'avoir un couvent tenu par les Sœurs de la Congrégation

de Notre-Dame de Montréal. Cette question venait souvent sur le tapis.

A cette époque, le pays subissait une crise importante au sujet des écoles. On venait de passer une loi qui rendait obligatoire la contribution pour le soutien des écoles paroissiales. Il s'en était suivi des troubles considérables en différentes parties du pays, à St-Grégoire entre autres.

M. le docteur Bourgeois était le secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de la paroisse de St-Grégoire. Fatigué de cette lutte qui lui était préjudiciable dans sa profession de médecin, il résigna sa charge, et, sur l'avis de M. le curé Harper, je fus choisi pour le remplacer. Plein d'ardeur pour la cause de l'éducation, trop jeune pour prévoir les difficultés, je pris la charge de secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de la paroisse de St-Grégoire.

Je ne tardai pas à méditer le projet d'avoir un couvent à St-Grégoire ; de la méditation à l'action le délai ne fut pas long.

Il y avait à côté de l'église de St-Grégoire une vaste maison en pierres à deux étages, bâtie, au commencement du siècle, par M. Desforbes, le premier curé résidant de St-Grégoire. Cette bâtisse a été faite en 1801-1802. Pour cette époque, c'était un château. Le terrain comprenait une superficie de cinq arpents. La propriété appartenait à M. Damase St-Arnaud. Tout était en ruines.

Muni d'une procuration des commissaires d'écoles de St-Grégoire, je fis pour eux l'acquisition de la propriété, pour la somme de \$500.00 ; c'était pour rien, mais il fallut réparer et compléter. Je payai le prix d'acquisition au comptant, les lods et ventes, le droit d'amortissement, le contrat, l'enregistrement du titre

et toutes les autres dépenses incidentes. Je fis faire des réparations considérables à la vieille maison et aux dépendances et je fis construire deux ailes qui furent achevées avec le temps. Le tout avait coûté la somme de \$2,050.00.

Pour solder les comptes, j'avais obtenu du gouvernement la somme de \$1.000.00. J'étais grand ami du docteur Meilleur, alors surintendant de l'Instruction Publique, auquel j'avais rendu des services appréciables, et c'est par son entremise que j'avais obtenu cette faveur. Il y avait chez M. Harper une vieille cousine à lui, riche et amie des bonnes œuvres ; elle m'avait donné \$400.00. J'avais fait sur mes honoraires quelques épargnes de \$300.00, je n'hésitai pas à les dépenser pour cette œuvre. La paroisse de St-Grégoire avait souscrit une somme de \$130.00 ; en outre quelques particuliers avaient fait des dons généreux, mais en très petit nombre. Sur la part afférente aux deux écoles du village de St-Grégoire, les commissaires après avoir payé le salaire des instituteurs et institutrices, avaient mis la balance en caisse, au profit de l'œuvre, soit \$215.00.

J'avais acheté au moulin des chenaux, à Trois-Rivières, un lot de 4000 morceaux de bois qui m'avaient coûté \$160.00. J'en ai revendu pour \$100.00, puis il m'en est resté pour faire les réparations et constructions et un surplus valant \$75.00. Les habitants de St-Grégoire favorables à l'entreprise m'avaient donné en journées de corvée pour une valeur de \$200.00. La bâtisse avait donc coûté \$2,050.00, et en corvées environ \$200.00.

Le travail de fondation du couvent de St-Grégoire avait commencé en 1849 par l'achat de la propriété, et

s'était terminé, ou à peu près, en 1852. Je parle du terrain et de la bâtisse. (1)

Pendant les travaux de construction, j'ai fait trois voyages à Montréal pour engager les Sœurs de la Congrégation à prendre la direction de notre couvent. M. Harper y est allé une fois, et la seule réponse que nous avons pu obtenir est celle-ci : " Laissez pousser le bois." Ma réponse a été celle-ci : " Le bois a fini de pousser ; si vous ne voulez pas venir, nous allons taire des religieuses avec de l'étoffe du pays. "

Découragés de notre entreprise auprès des Sœurs de la Congrégation, nous nous adressâmes à Mgr Signay,

(1) Pour cette partie matérielle de la fondation, il est évident que M. Marquis a tout fait, M. Harper rien. Quand Mgr Cooke dit dans son mandement de 1856, déjà cité : " Comme messire Jean Harper.....et les marguilliers.....au nom de la fabrique.....ont fait préparer une vaste et belle maison.....," il faut entendre que tout avait été préparé d'avance par M. Marquis. De fait, M. Harper ni la fabrique n'eurent rien à y voir jusqu'au 29 novembre 1852, jour où M. l'abbé Marquis, au nom des commissaires d'écoles, donne le terrain " de un arpent.....de front sur environ cinq arpents.....de profondeur...avec ensemble une maison en pierres, à deux étages, ayant deux ailes en bois, à un seul étage, de vingt-cinq pieds sur trente chacune, et avec toutes les autres dépendances dessus érigées." Ce contrat d'échange entre la Fabrique de St-Grégoire et la Commission des Ecoles est signé par sieur Moyse Bourgeois, marguillier en charge, et par M. Calixte Marquis, secrétaire-trésorier des commissaires. La Fabrique n'avait pas eu un centin à payer pour l'achat ou les réparations de la maison Desforges, qui devait devenir le couvent. Le 31 décembre 1850, M. Marquis avait, en la même qualité, échangé un autre terrain avec la Fabrique dans l'intérêt de la commission scolaire. Etudes des notaires J. Jutras et L. L. Rivard.

archevêque de Québec, le priant d'intercéder pour nous auprès des Sœurs de la Congrégation. L'entreprise avait été faite avec l'approbation de Sa Grandeur. Sa tentative, comme la nôtre, échoua.

Grand était le désappointement. Que faire ?

Un soir, nous étions à jongler sur cette affaire, M. Harper et moi. Dans un moment de zèle, je lui dis, très sérieusement : " Puisque nous ne pouvons pas avoir de religieuses toutes faites, il faut en faire. "

M. Harper me répondit par un immense éclat de rire : " Faire des religieuses ! mais y pensez-vous ? " " Certainement, j'y pense. " — " C'est une chose impossible, chassez-vous cela de l'idée. "

Les glaçons me tombaient sur la tête, drus comme mouches ; il me fallait bien rengainer.

Plusieurs mois s'écoulèrent ainsi dans la glace. Jè me trouvais bien embêté avec cette affaire. Tant de peines perdues ! Les gouailleurs ne manquaient pas ; j'étais très fatigué, même épuisé. J'avais souvent rappelé à M. Harper le projet de fondation d'un nouvel ordre religieux. Inutile d'y penser.

Enfin le 27 septembre 1852, j'eus une longue conférence avec M. Harper sur ce sujet. Il y avait sept ans que j'étais vicaire à St-Grégoire (à cette époque les vicariats duraient 3 ans au plus). J'avais déjà refusé plusieurs cures, espérant toujours que le projet d'un couvent à Saint-Grégoire réussirait un jour ou l'autre.

M. Harper me répondit comme de coutume : " C'est une chose impossible. " — " Eh bien, lui dis-je, si c'est impossible, n'y pensons plus. Il y a assez longtemps que je suis vicaire, il faut que je pense à moi. Mgr va

vous donner un autre vicaire, et je vais courir ma chance." (1)

M. Harper répliqua par ces paroles que j'ai toujours bien retenues : " Fonder une communauté religieuse ! mais c'est impossible, nous allons faire rire de nous. "

Je lui répliquai : " Faire rire de vous, c'est bien de valeur, à votre âge. Pour moi, quand bien même je ferais rire de moi, je suis jeune, j'aurai le temps de poser des pièces. "

M. Harper me répliqua : " Je n'ai ni le temps ni les aptitudes requises pour faire une œuvre semblable. Si vous voulez fonder une communauté, fondez-la ; moi je ne puis m'en mêler ; arrangez-vous comme vous pourrez. "

" Bien, lui dis-je, je vais essayer et je prends tout sur mes charges, et, si je manque mon coup, j'en porterai toute la responsabilité. "

Je partis, le même soir, pour aller voir Mgr l'archevêque de Québec, alors Mgr Turgeon. Je lui contai tout. Il me donna des lettres de curé de St-Célestin, tout en continuant d'être vicaire résidant à St-Grégoire.

(1) Je ne dirai rien ici des droits, des devoirs et des fonctions d'un vicaire, question traitée par M. Prince, cela ne servirait de rien. M. Marquis connaissait et les uns et les autres ; sur cet article il s'entendait à merveille avec son digne curé. La preuve, c'est qu'il resta vicaire à St-Grégoire durant neuf ans. Nommé curé de St-Célestin en septembre 1852, il continua de résider à St-Grégoire et ne se rendit qu'en 1854 à St-Célestin. M. Prince dit que M. Marquis fut nommé curé en 1853, c'est une erreur. Le même jour où il donnait des lettres de curé à M. Marquis, Mgr Turgeon écrivait à M. Harper pour l'en avertir et il ajoutait : " M. Marquis continuera de vous aider à St Grégoire, en qualité de vicaire, titre qu'il paraît apprécier beaucoup. "

re, et me permit de m'occuper de la fondation d'une communauté de *marquises* (textuel) ; il riait de moi ! (1)

Je revins à St-Grégoire, et j'organisai tout de suite une école modèle de filles dans le couvent projeté.

J'ai fait venir de Paris une caisse de livres, cartes, etc.—Je donnai de temps en temps des conférences sur la vie religieuse ; plusieurs d'entre les élèves pensaient à faire partie de la nouvelle communauté.

Dans le courant de l'année, le choix fut fait des sujets qui devaient fonder la maison. Naturellement je ne pouvais faire le choix sans la participation de M. Harper, qui à son âge unissait une grande expérience et un esprit supérieur. Il fut décidé que les demoiselles Léocadie Bourgeois, Julie Héon, Mathilde Leduc et Hedwidge Buisson seraient les quatre premiers sujets et les fondatrices de la Congrégation. La troisième était la pénitente de M. Harper, et les trois autres étaient mes pénitentes. (2)

Le 8 septembre 1853, les demoiselles Bourgeois et Leduc entrèrent dans la nouvelle communauté, Delle Buisson entra le lendemain, et Delle Héon n'entra qu'après le jour de l'an pour des raisons d'affaires de famille.

(1) Ce n'était certes pas un vilain nom que celui de *marquises*, et il faut avouer que si l'on devait s'occuper du nom, quand il s'agit du fondateur d'une communauté, le nom de l'abbé Marquis faisait meilleur effet que celui de M. Harper. Décidément je ne pourrai jamais être fondateur : Les religieuses ne voudraient pas s'appeler.....comme moi !

(2) Cela ne s'accorde pas beaucoup avec les idées de M. Prince sur les rôles respectifs du curé et du vicaire ; non plus qu'avec le *Mémorial de l'Education* qui dit : " quatre demoiselles se réunirent sous sa direction (M. Harper). " Alors, si le reste du passage cité par M. Prince ne vaut pas mieux, il ne vaut rien. Je préfère le mandement de Mgr Cooke qui dit que les fondatrices ont été formées à la vie religieuse par M. Marquis.

Elles prirent pour costume provisoire une robe de coton gris de 10 sous la verge, avec collerette et coiffure blanche. Elles portèrent ce costume durant deux ans. Je remplissais les fonctions de directeur de la Communauté et de Préfet des Etudes. Je prenais une part active dans l'enseignement. L'école était sur un bon pied. La petite communauté allait assez bien ; mais elle avait énormément à lutter contre les préjugés au dedans et au dehors. M. Harper ne pouvait se convaincre que l'entreprise réussirait, il voyait tout en noir ; plus d'une fois il voulut tout dissoudre et retourner à l'ancien système laïque. Beaucoup étaient de son opinion. J'étais tellement ahuri de toutes ces difficultés que me causait la non-confiance de M. Harper, que je pris moi-même la résolution de tout abandonner.

Sur ces entrefaites, arriva à St-Grégoire M. Bernard O'Reilly, mon compagnon de collège et l'ami de M. Harper. Ce qui se passa entre eux deux, je l'ignore un peu ; mais ce que je sais, c'est que M. Harper changea en peu de temps : il me laissa continuer l'œuvre et parut voir le projet d'un meilleur œil.

Je m'occupai activement de procurer un règlement pour les Sœurs. Je leur procurai aussi un cérémonial formé de tout ce que j'avais trouvé de plus beau dans toutes les communautés que j'avais visitées, avec une addition de mon cru. Ce cérémonial est sans contredit un chef d'œuvre dans son genre, il fait l'admiration des spectateurs dans les grandes cérémonies publiques.

Il fut décidé qu'en 1855, la robe de coton gris serait remplacée par le costume religieux. J'en avais également choisi le modèle dans différentes communautés. L'expérience y a apporté quelques modifications.

Le jour de l'Assomption 1855, on fit avec une grande solennité, dans l'église de St-Grégoire, l'entrée des quatre sœurs comme postulantes, et leur prise d'habit (robe noire et voile blanc) comme novices.

Le jour de la même fête, en 1856, eut lieu l'institution canonique de la Congrégation par un mandement de Mgr Croke, premier évêque des Trois Rivières, et les quatre Sœurs prononcèrent leurs premiers vœux, qui étaient pour cinq ans. La solennité fut grandiose, et elle produisit un effet considérable et sur le clergé et sur le peuple.

Quand il fut question de la rédaction du mandement, il survint une question à décider : il s'agissait de nommer le fondateur. Nommer M. Harper, c'était blesser la vérité ; me nommer, c'était manquer envers M. Harper. Je suggérai un remède facile : c'était de ne nommer personne ; cela fut accepté avec une satisfaction universelle.

La communauté progressait, mais pas au goût de M. Harper ; il voyait toujours de grandes difficultés, qui paraissaient insurmontables.....

M. le curé de Nicolet voulait faire venir des Sœurs de France pour établir un couvent à Nicolet. M. Harper lui offrit les siennes. Les citoyens de Nicolet, le docteur Rousseau en tête, vinrent à St-Grégoire, un dimanche après-midi, pour conférer du projet avec M. Harper. Les habitants de St-Grégoire eurent vent de l'affaire et reçurent très mal les citoyens de Nicolet, qui voulaient leur enlever *notre couvent*.

A ce spectacle, M. Harper renonça au projet, plusieurs fois formulé par lui, de dissoudre la Communauté.

Cinq années s'étaient écoulées : il était temps de fermer boutique ou de prononcer les derniers vœux. M. Harper, voyant l'opinion publique se tourner du côté des Sœurs, et voyant aussi les progrès incontestables qu'avait faits la communauté, se décida... à me donner toute liberté d'action. Il était beaucoup encouragé par les compliments très flatteurs que faisaient les prêtres étrangers qui assistaient aux cérémonies de vêture, chaque année.....

Vint la célèbre cérémonie de l'émission des derniers vœux, cinq ans après les premiers, selon les constitutions. Ce fut un véritable succès. Au dîner, les félicitations pleuvaient sur la table. M. Harper répondait avec sa jovialité si aimable : " Ce n'est pas ma faute, c'est la faute de cet homme-là, " en me pointant avec sa fourchette. (1) L'œuvre était consommée et bien consommée.

En 1854, j'avais quitté St-Grégoire pour aller résider à St-Célestin ; mais deux fois par semaine, je descendais à St-Grégoire, pour donner des conférences aux Sœurs, et pour surveiller les études. Cette dernière besogne était relativement facile ; car j'avais à diriger des Sœurs très capables, remplies de bonne volonté, très estimées de leurs élèves et de la paroisse.

Après ces deux années, il me fallut abandonner à peu près toute la besogne. J'avais entrepris une énorme tâche de colonisation : à une certaine époque, j'avais huit missions à desservir. Je ne pouvais suffire à tout. M. Harper se procura l'assistance de MM. de Lottinville et Guilmet successivement ; puis au bout de quelques années, il crut devoir se passer de leurs services. C'était une économie importante ; les Sœurs étaient assez avancées pour se conduire elles-mêmes ; on leur donnait chaque année d'excellentes retraites ; et M. Harper lui-même faisait l'œuvre d'un chapelain.

(1) Je trouve dans un autre manuscrit de Mgr Marquis le passage suivant : " M. Harper n'a jamais manqué de dire à qui voulait l'entendre, que je lui avait imposé cette nouvelle fondation Il n'a fait ni le travail, ni les dépenses de cette fondation.....Après la fondation, M. Harper a pris confiance et protégé l'œuvre, et il l'a fait d'une manière digne de son noble cœur. Toutefois il n'a pas pu le faire pécuniairement d'une manière bien notable, parce que les pauvres, ses amis de prédilection, absorbaient tous ses revenus. "

Les années s'accumulaient sur la tête du vénérable curé. La desserte de la paroisse réclamait à peu près tout son temps. Il songea à demander de l'aide pour la desserte du couvent.

Dans l'hiver de 1869, il envoya son vicaire, M. Beaulien, pour me faire des ouvertures : savoir si je consentirais à retourner à St-Grégoire, pour y demeurer avec lui et prendre soin de la communauté. (1)

Le projet ne me répugnait pas en lui-même ; mais il y avait des difficultés à surmonter, bien des affaires à régler. Je répondis que je pourrais considérer le projet. L'été suivant, M. Harper laissait ce monde subitement et tous les projets étaient à l'eau. Mais la communauté était assise sur des bases solides au point de vue moral et temporel.

De tout ce qui est exprimé ci-dessus, il appert clairement :

1° Que M. Harper était, dès le principe, opposé à la fondation de la Congrégation des Sœurs de l'Assomption, parce qu'il croyait la chose impossible.

2° Que je lui ai imposé, malgré lui, cette fondation.

3° Que M. Harper, poussé au pied du mur, a consenti à me laisser tenter l'entreprise.

4° Que M. Harper, avec son génie supérieur et sa grande expérience, voyait les obstacles quasi insurmontables qu'on allait rencontrer ; tandis que, moi, avec la fougue et la courte vue de ma jeunesse, je ne prévoyais rien de semblable. Il me semblait que tout allait marcher comme sur des roulettes.

5° Que la Providence a bien voulu profiter de ma vue courte pour me lancer dans une entreprise gigantesque, à peu près ridicule dans les circonstances où

(1) M. Harper ne pouvait donner à son ancien vicaire une plus grande preuve d'estime et d'amitié. Et ce fait les honore également tous les deux.

nous nous trouvions. Et Elle a prouvé, une fois de plus, que l'homme n'est rien, que tout vient d'en haut. Un pareil succès avec de tels éléments, c'est un prodige.

Il se présente une question : Comment ai-je pu me décider à tenter une semblable entreprise ? Le voilà en deux mots ce secret, je le recommande.

En récitant mon bréviaire, je voyais souvent ces paroles : *“ Revela Domino viam tuam ; spera in eo ; et ipse faciet. ”* (Psaume : 6)

Dans le temps où je méditais profondément le projet de fonder une Communauté à St-Grégoire, je fus vivement frappé de ces paroles ; et je me disais : si ces paroles sont bonnes pour les autres, pourquoi seraient-elles non-bonnes pour nous ?

C'est justement ce qu'il me faut. “ Je vais révéler mes projets au Seigneur ; je vais mettre mon espérance en lui et c'est lui-même qui va accomplir mon projet.”

Et factum est ita.

La Congrégation existe ; elle est dans de bonnes conditions, elle prospère sous tous les rapports.

Gloire à Dieu !

D'après tout ce qui précède, il est facile de répondre à une question que l'on a soulevée depuis peu d'années, savoir : “ qui a fondé la Congrégation de l'Assomption de la Sainte-Vierge ? ”

Je réponds avec conviction : c'est moi.

.....
Le mémoire de Mgr Marquis contient ensuite quelques pièces justificatives, comme le mandement de Mgr Cooke, la lettre de M. Harper, la supplique des Sœurs au Saint-Père.

Mgr Marquis continua jusqu'à la fin de sa vie de s'intéresser à la communauté dont il était le père.

D'un autre côté, il est facile de prouver que les Sœurs de l'Assomption l'ont considéré jusqu'à nos

jours comme le fondateur de leur Institut. Le vénérable prélat ne conservait pas toutes leurs lettres, mais il en reste un grand nombre et je mentionnerai celles de 1866, 67, 68, 69, 70, dans lesquelles on trouve “ le vénéré, le zélé fondateur, ” “ le but que vous vous êtes proposé dans la fondation de notre maison. ” En 1871, c’est “ le meilleur des pères ” ; “ les désirs ardents sont que vous soyez bientôt le père et le directeur de la communauté dont vous êtes le digne et zélé fondateur. ” Les lettres de 1872, 73, 79, 80 ne sont pas moins éloquentes ; “ Les Sœurs de l’Assomption conservent à votre égard le doux titre de vos filles spirituelles. ” “ Le tribut qu’elle vous doit et vous devra toujours à titre de père et de fondateur de cette congrégation. ” “ Le portrait de notre vénéré fondateur occupera maintenant sa place parmi ceux dont le souvenir nous est cher. ” En 1881 : “ Notre vénéré fondateur. C’est à ce titre surtout que notre communauté entière vous offre l’hommage respectueux, etc. ” En 1882 et 1887, je retrouve encore “ le vénéré fondateur. ”

Mais en 1888, il semble qu’il y ait eu une éclipse partielle, au moins dans les almanachs, puisque M. Prince nous renvoie, pour cette année-là, au *Directory de Sadlier* et demande à Mgr Suzor de vouloir bien lui dire “ à quoi ont abouti les protestations de certain personnage intéressé contre l’insertion du nom de M. Harper que les religieuses avaient donné comme fondateur de l’Institut ? ”

Je me permettrai à mon tour de poser quelques questions : Sont-ce les Sœurs qui ont demandé le changement et mis le nom de M. Harper à la place de celui de Mgr Marquis ? N’était-il plus leur fondateur vénéré ? Est-ce “ qu’un certain personnage ” ne serait pas intervenu, dans cette circonstance, pour faire prévaloir ses préférences et manifester ses antipathies ?

Quoiqu'il en soit, la température a changé, non seulement dans les almanachs, mais aussi dans quelques lettres de 1889, 90, 92, où je vois bien que les Sœurs de l'Assomption sont "les très respectueuses filles en N.-S." de Mgr Marquis, mais où celui-ci n'est plus appelé fondateur. En 1893, le soleil de la renaissance réchauffe de nouveau les cœurs. "La reconnaissance la plus entière et la plus vive est toujours au cœur de celles qui vous doivent l'inestimable avantage de couler leurs jours à l'ombre du sanctuaire." (1)

Mgr Marquis a écrit en note : "le titre de vénéré fondateur est éliminé, cette fois, mais il est remplacé par une périphrase équivalente, mais moins ronflante. Vive la science !"

Enfin, en 1895 et 1896, le prélat est encore appelé fondateur : "Avec les années s'accroît sans cesse la reconnaissance de notre famille religieuse envers notre vénéré Fondateur et Père."

Mgr Suzor a cité une supplique présentée au Saint-Père et signée par la Sœur St-Joseph, Supérieure-Générale (l'une des fondatrices), Sœur St-Grégoire, Assistante, Sœur Ste-Marie, sous-assistante, (autre fondatrice), Sœur Ste-Philomène, Dépositaire, et Sœur Ste-Elisabeth, secrétaire. Ces quatre religieuses écrivent au nom de toute la Communauté et elles disent qu'elle a été "fondée en 1853 par M. l'abbé Marquis." S'il faut en croire M. Prince, cette supplique ne prouve pas grand'chose, car, dit-il : "1^o Elle n'a pas été faite sous l'inspiration de la communauté."—Réponse : Où en est la preuve, et, après tout, qu'est-ce que cela peut bien nous faire que cette lettre ait été rédigée par

(1) Cette année-là, Mgr Marquis avait rendu aux Sœurs de l'Assomption des services signalés, et il avait travaillé avec succès, au Canada et à Rome, pour les faire triompher dans une cause très importante et qui intéressait tout l'Institut.

celui-ci ou par celui-là ? a-t-on signé à l'aveugle et sans avoir lu ? Mais non, puisque, continue M. Prince : “ 2° Elle n'a été signée qu'après de vives protestations et parce que M. Marquis n'était pas mis comme unique fondateur. ” Et la preuve de tout cela ?

Mais admettons qu'il y a eu discussion, plaidoyers, vote même : le résultat et le jugement n'en seront que plus importants, et nous sommes en droit de dire que c'est après sérieux examen et mûre délibération que les Sœurs ont reconnu Mgr Marquis comme fondateur de leur Communauté.

“ 3° Enfin personne ne pensait que ce document dût servir à établir les droits de Mgr Marquis au titre de *principal fondateur*, au détriment des *droits bien fondés de M. Harper*. ”

Cela ne pouvait exempter les bonnes Sœurs de dire la vérité et je crois sincèrement qu'elles l'ont fait.

M. Prince ajoute : “ Je regrette que Monseigneur (Suzor) m'ait obligé à dire ces choses. ” —

Franchement je ne vois pas quelle obligation il y avait à les dire, et je crois que d'autres en ont eu plus de chagrin que le vénérable Mgr Suzor.

Si, à l'époque où la Communauté a été établie, on pouvait se demander qui, de M. Harper curé, ou de M. Marquis vicaire, en était le fondateur ; si alors la présomption était tout naturellement en faveur du curé, aujourd'hui il n'en est plus ainsi et, dans le doute — qui ne peut exister —, la présomption devrait être en faveur de Mgr Marquis. Et pourquoi ? — Parce que l'on connaît maintenant la vie et les œuvres de ces deux excellents prêtres, et qu'il est évident, pour tous ceux qui ont cette connaissance, que l'abbé Marquis avait plus que son vénérable curé, les talents, les aptitudes, le caractère, la taille enfin d'un fondateur.

Mgr H. TATU

JEAN BOUILLET DE LA CHASSAIGNE

Il était né à Paray (aujourd'hui Paray-le-Monial), comté de Charolles.

Entré dans l'armée en 1672, il servit dans le régiment de Navarre et de Condé, et fut fait capitaine en 1678.

C'est en 1689 qu'il passa au Canada avec un détachement des troupes de la marine.

M. de la Chassaigue commandait à Lachine en 1690.

Dans l'hiver de 1690-91, les Iroquois semèrent la terreur dans les environs de Montréal. M. de la Chassaigue envoyé à leur poursuite à la tête d'un détachement ne put les rejoindre.

En 1709, dans l'expédition de M. de Ramezay contre les Iroquois, M. de la Chassaigue avait un des principaux commandements.

En mai 1710, M. de la Chassaigue remplaçait le baron de Longueuil à la majorité de Montréal.

Six ans plus tard, en 1716, il devenait major de Québec.

En juin 1720, il était promu lieutenant du roi à Montréal.

En décembre 1724, M. de la Porte de Louvigny avait été nommé gouverneur de Trois-Rivières. La mort tragique de ce brave officier dans le naufrage du *Chameau* obligea le roi à faire une nouvelle nomination. Son choix tomba sur M. de la Chassaigue. Il fut nommé en 1726.

Le 20 juillet 1727, M. de la Chassaigue recevait ordre de M. de Beauharnois, gouverneur général de la Nouvelle-France, d'aller enjoindre à M. Burnet, gouverneur de la Nouvelle-York, de faire démolir le fort que les Anglais avaient élevé à l'embouchure de la rivière Oswego contrairement aux stipulations du

traité d'Utrecht. M. de la Chassaigne s'acquitta de sa mission avec célérité et succès. Le 8 août de la même année, M. Burnet écrivait à M. de Beauharnois :

“ Vous m'avez fait un grand plaisir en me donnant l'occasion de connaître une personne (M. de la Chassaigne) d'un si grand mérite, et en envoyant avec lui des gentilhommes qui font honneur à leur pays. ”

En 1730, M. de la Chassaigne remplaçait son beau-frère, Charles LeMoyne, premier baron de Longueuil, comme gouverneur de Montréal.

M. de la Chassaigne mourut à Montréal le 31 janvier 1733.

Il avait épousé, à Montréal, le 28 octobre 1699, Marie-Anne, fille de Charles LeMoyne de Longueuil et de Catherine Primot.

Après la mort de son mari, elle se retira au Couvent des Ursulines de Trois-Rivières, où elle mourut.

“ Peu de pensionnaires, dît l'*Histoire des Ursulines de Trois-Rivières*, ont laissé dans cette maison de si aimables souvenirs que cette personne distinguée, affable, spirituelle, polie à l'égard de tout le monde ; elle se montra toujours satisfaite de tout ce que l'on fit pour elle. ”

P. G. R.

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Barthe : Clôture d'arbrisseaux, haie.

Beauregard : Synonyme de Bellevue.

Beausoleil : Endroit bien exposé.

Belair (Bel air) : Bonne façon de se présenter, belle prestance.

Bisson : Buisson.

LISTE DES OFFICIERS DES TROUPES DU DÉTACHEMENT DE LA MARINE
AVEC LE NOMBRE DES SERGENTS, CAPORAUX, ANSPESADES ET
SOLDATS SUIVANT LA REVUE QUI EN A ÉTÉ FAITE
LE 1^{er} OCTOBRE 1722

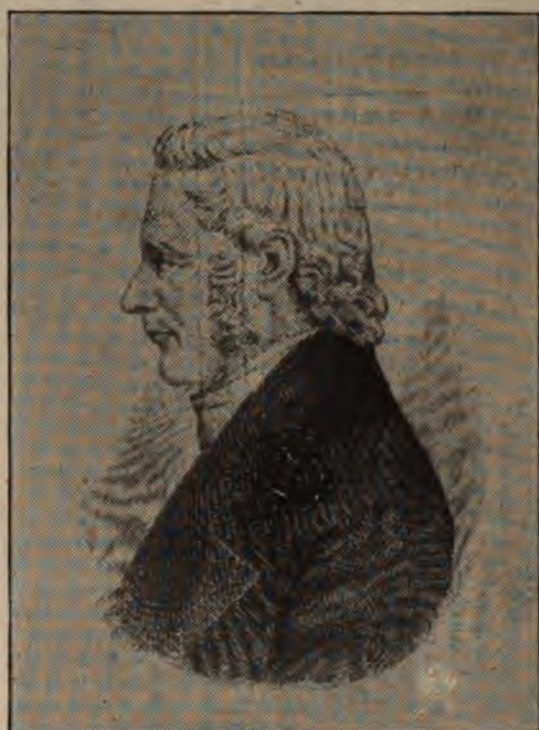
Capitaines	Lieutenants	Enseignes	Enseignes en second	Lieutenants réformés	Sergents	Caporaux	Anspesades	Soldats	Total
St-Martin	Boishebert	Fonville	de Plaine	LaParade	22	33	33	19	27
Blainville	Bragelogne	Ch ^{re} de Ramezay	Pommeray	St-Michel	22	33	33	19	27
Tonty	Contrecoeur	Celoron	Moras	Langy	22	33	33	19	27
Sabrevois	Herbin	LaVeranderie	Nieuvville	"	22	33	33	21	29
Begon	Noyan	L'Espervanche	Montcours	"	22	33	33	21	29
de Gannes	Villiers	de Gannes	du Sablay	"	22	33	33	19	27
Lignery	Lafresnière	Darnault	Costebelle	"	22	33	33	19	27
Repentigny	LaValterie	Repentigny, fils	Raymond	"	22	33	33	19	27
Lacorae	LaPlante	Desjordy	Lacorne, fils	"	22	33	33	19	27
Montigny	St-Michel	Boucherville	Catalogne	"	22	33	33	20	28
St-Vincent	Dufiguier	Rigauville	Duburon	"	22	33	33	19	27
L'Echaillon	Duplessis	Verchères	Douville	"	22	33	33	21	29
Beaujeu	Lagauchetière	Pachot	Bercy	"	22	33	33	21	27
de Vivier	Desnoyelles	de Vivier, fils	Dumont	"	22	33	33	19	27

de Périgny	Thiersan	Belestro	Vieuxpont	2	3	3	19	28
de Villedonné	LeCherRigaut	Legardour	Clignancourt	2	3	3	20	27
du Buisson	Cournoyer	de Cabanac	Normanville	2	3	3	19	27
Beauvais	Joncaire	Langloiserie	Dugué	2	3	3	19	29
Cavagnial	Rigaut	Bailly	Montmidy	2	3	3	21	27
St Pierre	Joannevres	Domeloiso	Hertel	2	3	3	19	27
Portneuf	Bail'eul	Lathauvignerie	Picard	2	3	3	19	27
Senneville	Navennes	Sennueville	Richarville	2	3	3	19	27
Amariton	Morville	Chartrain	Ferrière	2	3	3	19	27
St-Ours	Lanoué	Linctot	Beaulac	2	3	3	19	27
Longueuil	LaPerrière	Dassigny	Damour	2	3	3	19	27
LaTour	Ramezay, fils	Belleva	Philbort	2	3	3	19	27
Budemont	Catalogne	Chastelin	Marin	2	3	3	19	27
Jean	Largenterie	Croisil	Lamartinière	2	3	3	19	27
Capacs. 24	Lieuts. 28	Enseignes 28	Ens. Sec. 28	56	84	4	544	768
			Lts Ref. 3					

Fait et certifié véritable à Québec, le 16 octobre, 1722.

(signé) Begon,

(signé) DAIGREMONT.



LUDGER DUVERNAY
FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE

REPOSES

La sepulture de Montcalm. (IX, IX, 968) — La tradition qui veut que Montcalm ait été enterré dans un trou creusé par une bombe, est-elle bien fondée ? Nous en doutons plus que jamais après l'étude des pièces et documents que nous avons consultés. Ces pièces et documents, nous les devons à l'obligeance de M. Pierre-Georges Roy, à la mine inépuisable qu'est la Saberdache de M. J. Viger et aux recherches que nous avons faites. Nous allons essayer de fondre le tout et de faire voir que Montcalm pourrait bien, comme un simple mortel, avoir été enterré dans une fosse creusée de mains d'homme.

Et d'abord, d'où nous vient cette tradition, ou, si l'on aime mieux, cette légende ? Nous ne pensons pas qu'elle ait pris naissance au pays ; du moins, les écrits du temps tels que lettres, journaux, acte de sépulture de Montcalm, n'en disent rien : elle nous vient donc d'Europe.

En janvier 1760, le *Mercur de France* publiait un *Eloge historique du Marquis de Montcalm* ; vers la fin de l'article, on lit ce qui suit : " Il (Montcalm) mourut en héros le lendemain, 14 septembre, à cinq heures du matin et fut enterré sans faste dans un trou de bombe, sépulture digne d'un homme qui avait résolu de défendre le Canada et de s'ensevelir sous ses ruines."

Voilà, croyons-nous, la première mention de la bombe et elle est bien affirmative. Mais quel est l'auteur de cet *Eloge* ? Probablement un officier, compagnon de Montcalm, peut-être même M. de Bougainville qui, pourtant, n'aurait pu parler de ce fait que par ouï-dire puisqu'il n'était présent ni à la mort, ni à la sépulture de son général. Mais si M. de Bougainville ne lança pas lui-même l'histoire de la bombe, du moins

il ne contribua pas peu à la propager.

En effet, le 24 mars 1761, il écrivait à Pitt la lettre suivante : (1)

“ Monsieur,

“ Les honneurs qui ont été payés, sous votre ministère à M. Wolfe, m'assurent que vous ne désapprouverez pas que les troupes françaises, dans leur reconnaissance, fassent leurs efforts pour perpétuer la mémoire du marquis de Montcalm. Le corps de ce général, que votre nation même a regretté est enterré à Québec. J'ai l'honneur de vous envoyer une épitaphe faite par l'Académie des Inscriptions ; j'ose M., vous demander la faveur de l'examiner, et, si vous n'y avez point d'objection vous voudrez bien m'obtenir la permission de l'envoyer à Québec, gravée sur un marbre qui sera placé sur la tombe du marquis de Montcalm. J'ose me flatter que vous voudrez bien m'en informer, et m'envoyer en même temps un passe-port, afin que le marbre avec l'épitaphe puisse être reçu sur un vaisseau anglais, et placé, par les soins de M. Murray, dans l'Eglise des Ursulines.....”

Le 10 avril suivant, Pitt répondit :

“ Monsieur,

“ C'est avec la plus grande satisfaction que je vous envoie le consentement du roi sur un sujet aussi intéressant que l'épitaphe du marquis de Montcalm composée par l'Académie des Sciences et qui selon vos désirs doit être envoyée à Québec gravée sur un marbre et placée sur la tombe de cet illustre guerrier. Elle est parfaitement belle ; et le désir des troupes françaises qui ont servi en Canada, de payer un semblable tribut à la mémoire de leur général qu'ils ont vu expirer à leur tête, d'une manière si glorieuse et pour eux

(1) Cf. *Courrier de Québec*, vol. II, p. 110.

et pour, lui, est vraiment et honorable et digne de louanges.

“ J’aurai le plaisir, M., de vous faciliter de toute manière dans ces louables intentions, et dès que j’aurai reçu avis des mesures que vous aurez prises pour faire embarquer le marbre, je ne manquerai pas de vous envoyer le passeport que vous désirez, et des directions au gouverneur de Québec pour le recevoir...”

On ne sait pour quelle raison, mais le projet de Bougainville n’eut pas de suite et ce ne fut qu’en 1859, qu’on pût voir aux Ursulines de Québec, gravée sur un marbre, cette inscription composée depuis près de cent ans. (1)

Nous n’en donnons ici que la dernière partie qui seule a rapport au sujet qui nous occupe :

Mortales optimi Ducis exuvias in excavata humo
Quam globus bellicus decidens desiliens que defoderat
Galli lugentes deposuerunt

Et generosæ hostium fidei commendârunt.

“ Les Français en pleurant déposèrent dans la fosse, qu’une bombe en éclatant avait creusée, les restes de leur brave capitaine, et les confièrent à la loyauté d’un ennemi généreux. ” (2)

Cette épitaphe, ainsi que les lettres de Bougainville et de Pitt furent publiées, en juillet 1761, dans le *Mercur de France* et autres journaux d’Europe.

Ce fut probablement après ce *tour d’Europe* que la légende nous est arrivée, au Canada, avec des airs de véracité que le temps n’a pu faire disparaître.

(1) M. Doughty, dans son ouvrage *The Siege of Québec and the battle of the Plains of Abraham*, vol. I, p. 248, a publié un fac-similé de ce monument.

(2) On trouvera une belle traduction de cette épitaphe dans l’ouvrage de Dussieux : *Le Canada sous la domination française*, p. 466.

Vingt ans plus tard, comme si l'inscription et l'*Eloge historique* n'eussent pas été suffisants pour accréditer l'erreur, la peinture et la gravure vinrent leur prêter secours.

On lit dans les *Mémoires de Pouchot* publiés à Yverdon en 1781 (1) " Ce fut d'après les vœux et à la sollicitation de M. de Bougainville que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres fit, en 1761, son *Epitaphe*. Quelques uns de ces mêmes officiers viennent de fournir le sujet d'une *Estampe* dessinée par le jeune Watteau et gravée par le Sr. Chambers, anglais, en l'honneur de M. de Montcalm. "

Puis, suit la description de cette gravure que tout le monde connaît, description que l'éditeur des *Mémoires* a empruntée presque mot à mot à l'inscription ou légende qui accompagne la gravure. Nous donnons ici cette légende telle que nous la trouvons sur une de ces estampes gravée, non par Chambers celle-là, mais par Martini.

MORT DU GÉNÉRAL DE MONTCALME (sic)

.....
" Il est étendu sur un lit de camp, près de sa tente, soutenu par M. de *Montreull*, Maréchal de camp, dépositaire de ses dernières vœux, et par M. de *Bougainville*, dont la plume et l'épée honorent la Nation et qui tous deux le fixent avec attendrissement. C'est dans ce moment où se sentant prêt à expirer, que par un héroïsme inouï, ou en nouveau *Cursius*, (il) prie ses officiers de ses amis de lui donner pour tombeau le trou d'une bombe qui se trouve près de lui, sépulture en effet digne d'un brave capitaine qui avait résolu de défendre le *Canada* ou de périr sous ses ruines. Des sauvages sont occupés à retirer du trou les restes de la

(1) Vol. II. pp. 146-47, note.

bombe qui, par son explosion d'un précipice, en a fait un dépôt respectable même à l'ennemi. Un groupe d'officiers et de soldats assemblés près de lui expriment la douleur la plus caractérisée. Sur le second plan on reconnaît les officiers généraux Senezergue et Fontbonne qui commandaient les deux ailes de son armée tués dans l'action et apportés sur un brancart dans la tente du Quartier-Général où l'on voit déjà plusieurs officiers blessés. ”

Cette inscription ne pêche pas par excès de clarté et il serait inutile de faire remarquer qu'il y a plus de poésie que d'histoire dans cette gravure.

Sans parler de l'arbre aux allures tropicales à l'ombre duquel Montcalm est censé mourir, et qui pour la couleur locale du moins, aurait été mieux placé aux Antilles que sur les bords du St-Laurent, on peut affirmer sans crainte, que bien peu de détails, y compris celui de la bombe, sont exacts. Le fond même est de pure imagination, puisqu'il est certain que Montcalm n'est pas mort sur le champ de bataille. La présence de Bougainville, auprès de son général mourant, est une licence non moins poétique, sans doute, mais tout aussi forte : on sait en effet, que M. de Bougainville qui venait au secours de Montcalm, ayant appris la défaite de l'armée française, se replia sur l'Ancienne-Lorette où il attendit de nouveaux ordres. (1)

Au reste, pourquoi chicaner ? Ce n'est pas une œuvre historique que l'on a proposée au jeune Watteau, mais une œuvre d'imagination : quelque chose de beau, de grand, de poétique, qui rappelât en même temps et la grandeur d'âme du général et l'affectueux souvenir de ses officiers.

Voilà, d'après nous, les documents sur lesquels s'appuient ceux qui pensent que Montcalm repose dans

(1) Cf. *Journal de Lévis*, Coll. Lévis, p. 210.

un trou creusé par une bombe. Voyons maintenant la contre partie.

Tout le monde sait que M. de Montcalm a été inhumé dans l'église des Ursulines ; ce serait là qu'une bombe, en éclatant, aurait creusé sa fosse.

Nous l'avons dit plus haut, les pièces écrites au Canada à cette époque n'en parlent pas.

Dans les *Ursulines de Québec* (tome III, p. 8) on lit ce qui suit : " Un des projectiles ayant fait une large ouverture dans le plancher, on en profita pour creuser la fosse du général ; de là sans doute l'opinion généralement reçue que " M. de Montcalm a été enterré dans un trou de bombe," tradition conservée dans l'Inscription composée en 1763 (sic) par l'Académie Française. " (sic)

D'après cela, la bombe, si le projectile dont on parle en est une, ne semble pas avoir joué le rôle qu'on lui attribue généralement ; elle s'est contentée d'ouvrir un passage qui permet d'aller, avec plus de facilité, creuser la fosse du général, et c'est déjà beaucoup.

Mais cet extrait que nous venons de citer n'est-il qu'une explication de la tradition ; a-t-il été tiré des *Annales de la Communauté* ? M. Maguire, aumônier des Ursulines, écrivait en 1840 que les *Annales* ne font pas mention du trou de bombe et il semble ignorer l'histoire du trou dans le plancher.

Si les *Annales* des Ursulines ne parlent pas de ce fait, il ne reste donc que la tradition. Mais est-elle bien sûre cette tradition ? M. Vigier voulut en avoir le coeur net. Pensant avec raison que personne plus que les Dames Ursulines, n'était en état de donner des renseignements plus certains à ce sujet, il écrivit en 1840, à M. Maguire, alors aumônier de la Communauté, et le pria de lui dire si la tradition chez les Religieuses ou les papiers du monastère pouvaient fournir la confirmation du fait.

Voici la réponse que fit M. Magnire le 13 juillet 1840 ; nous la donnons en entier, malgré sa longueur, à cause de son importance :

....“ L'idée d'un trou de bombe qui reçut la partie mortelle d'un héros distingué, est pleine de poésie et mon imagination a souvent été bercée de la pensée que l'immortel Montcalm avait obtenu ce rare bonheur. Mais un certain instinct m'ayant porté, il y a quelques années, à chercher les preuves de ce fait, j'eus la douleur de voir disparaître ce qui me paraît aujourd'hui une douce illusion, et, malgré mes efforts, depuis, pour rétablir ma première croyance, je n'ai pu y réussir.

“ Les arguments qui ont ébranlé ma foi sont :

“1°—Que les *Annales de la Maison* ne font nulle mention du trou de bombe : on y lit seulement ces paroles *Il (le général Montcalm) a été enterré dans notre église à la lueur des flambeaux.*

“2 —Que la tradition du Couvent à cet égard est presque nulle ; car de toutes les anciennes Sœurs deux ou trois seulement croient avoir ouï raconter ce fait, tandis que les autres anciennes n'en ont jamais entendu parler. D'ailleurs il est très possible que l'on ait pris pour une tradition de la Maison ou du pays la mention de la bombe faite dans l'*Histoire du Canada* par Smith.

“3°—Que la tradition chez le peuple n'a pas conservé la mémoire de ce fait : j'ai interrogé dans le temps de mes premières recherches, et encore tout récemment, à l'occasion de vos questions, des vieillards intelligents du peuple, et notamment une personne fort sensée et d'une excellente mémoire, dont le père avait servi dans l'armée vaincue ; la réponse invariable a été que l'Eglise des Ursulines reçut la cendre de Montcalm ; mais nul souvenir du trou de bombe.

“4°—Que lors de l'ouverture de la tombe de Mont-

calm en 1833, et, en plusieurs occasions après, une ancienne Religieuse du Couvent, Soeur St-Ignace, morte l'an dernier, et qui avait été présente (remarquez-le bien) à la sépulture du général, interrogée par moi à plusieurs reprises et à des intervalles assez longs, a constamment répondu qu'elle n'avait jamais entendu parler du trou de bombe.

“5°—Qu'il est fort douteux qu'une bombe ait jamais percé la toiture de l'Eglise des Ursulines de Québec. Un examen soigneux vient de faire découvrir, dans cette toiture plusieurs trous-de boulets de canon, et seulement un trou que quelques personnes croient être celui d'une bombe, tandis que d'autres pensent le contraire.

“6°—Que dans la supposition même que ce trou serait celui d'une bombe, il est de toute impossibilité que cette bombe ait pu aller par ce chemin, creuser la tombe de Montcalm, par cette raison simple, que ce trou est dans le côté *nord* de la toiture de l'Eglise, et que pour le percer, une bombe lancée des batteries de la Pointe-Lévi, (sic) qui est au *sud* du Monastère, aurait dû se recourber sur elle-même, ce qui est une absurdité. L'inspection des plans et l'examen de la position relative du Monastère et du local des batteries de la Pointe-Lévi, prouvent au premier coup d'oeil, la vérité de cette assertion : et je vous avouerai que cette dernière observation a fait sur moi plus d'impression que tous les autres raisonnements ensemble.

“Voilà, mon cher Monsieur, les arguments sur lesquels repose ma conviction que *l'histoire de la bombe est controuvée*. Mais le dirai-je ? malgré le poids de ces raisons le nom de Bougainville vient troubler parfois ma conscience : et ce qui me fâche, c'est que ne pouvant mettre la main sur la lettre que ce célèbre navigateur publia en 1761 sur la mort de Montcalm, je ne suis pas en position pour le combattre de front.

“ Quant au récit du même fait fait par les compilateurs de Dictionnaires historiques et par l'Académie Française dans son Epitaphe composée pour le Tombeau de Montcalm, je pense, que tous ces auteurs ont puisé à la même source ; et qu'en dernière analyse, l'anecdote repose sur la seule autorité de Bougainville qui, avec un imagination ardente, un enthousiasme exalté, s'est *peut-être* laissé entraîner, égarer par une brillante pensée.”

(signé) “ Tho. Maguire ”

Que reste-t-il, après cette lettre, de l'histoire du trou de bombe ? peut-être, tout au plus, l'ouverture dant le plancher.

L'*Histoire des Ursulines* a été publiée plus de vingt-cinq ans après la date de cette lettre et il est possible qu'on ait découvert quelque chose à ce sujet après 1840. Mais en admettant qu'une bombe ait fait un trou dans le plancher, il faudra, croyons-nous, s'en tenir là et laisser au fossoyeur, le *bonhomme Michel* (1) ou autre, l'honneur d'avoir creusé la fosse où devaient reposer les restes de Montcalm.

Nous avons voulu exposer simplement le pour et le contre de cette tradition ; nous laissons au lecteur le soin de juger et de dire si l'imagination ardente de Bougainville ou de quelques officiers n'a pas pu créer cette légende que certains historiens ont acceptée et propagée sans trop s'occuper, peut-être, de savoir si elle était ou non conforme aux données de l'histoire.

Si l'on nous prouvait que nous avons tort de penser ainsi nous n'en serions pas fâché . . . pour la mémoire de Montcalm.

AMÉDÉE GOSSELIN, P^{RE}

(1) Le *bonhomme Michel* était contre-maître chez les Dames Ursulines et c'est lui qui fit le cerceuil de Montcalm, *Hist. des Ursulines, loc. cit.*

Le ceremonial du mai dans les campagnes.
(XI, IV, 1068.)—Le dernier jour d'avril de chaque année, quatre pères de famille vont demander au capitaine de milice de la paroisse où ils résident la permission de planter un *mai* (c'est un sapin de soixante pieds de haut orné d'une girouette) à sa porte ; ce qu'il leur permet toujours car c'est une marque d'honneur pour lui. En conséquence de cette permission, le lendemain de grand matin, on voit arriver à sa maison les quatre mêmes pères de famille suivis d'une douzaine de jeunes gens armés de fusils, qui escortent le *mai* tiré par deux chevaux attelés à deux paires de petites roues éloignées de vingt pieds l'une de l'autre sur lesquelles est couché le *mai*. Dès qu'ils sont rendus à la place désignée par le capitaine, ils y creusent un trou de quatre pieds perpendiculaires, l'élèvent de la manière suivante : un homme fort se met au pied et pose une planche dans le trou, sur laquelle vient s'accoter le pied du *mai*. Pendant que les uns le soulèvent avec des pièces de bois de douze pieds de long, les autres le soutiennent avec des gaffes, et ils s'approchent du pied à mesure que le *mai* s'élève. Dès qu'il est debout et qu'ils sont sûrs qu'il est bien droit, un jeune homme vif et vigoureux se saisit avec hâte d'une houe et remplit le trou de terre aux côtés du *mai*. Ils enfoncent ensuite à grands coups de masse des piquets tout autour, les autres continuant toujours à le soutenir avec leurs gaffes, jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de piquets pour le soutenir soient posés. Ils placent alors six *guettes* en cercle sur le *mai*. Ces *guettes* ont cinq pieds de long. Le *mai* ainsi fixé, les jeunes gens font une décharge de fusil pour saluer le capitaine, à quoi il répond en tirant aussi un coup. Le chef de la brigade tire aussitôt une bouteille d'eau-de-vie qu'il a caché

sous son capot, et en présente un coup au capitaine, et ensuite à tous les assistants, et ce à l'entour du *mai*.

Cette cérémonie faite, le capitaine les prie d'entrer chez lui, où ils trouvent une table dressée, avec une quantité de crêpes, arrosées de melasse ou de sucre d'érable, et quelques viandes, mais principalement quantité d'eau-de-vie. A chaque coup qu'ils boivent trois jeunes gens se lèvent de table, et vont tirer une décharge de fusil sur le *mai* afin de le marquer, car c'est en quoi consiste le plus grand honneur que de noircir le *mai* à coups de fusil. Le reste de la journée est employé à danser.

Et c'est la cérémonie du *mai* qui se fait non seulement pour les capitaines de milice, mais encore pour tous les autres officiers. (Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau).

Le "Journal" du major Andre. (X, VIII, 1029).

—Le grand père de lord Grey, notre gouverneur actuel, était commandant d'un régiment anglais en Amérique au temps de la guerre, et le major André faisait parti de son état-major. C'est ce qui explique la présence du journal d'André dans les papiers de famille de lord Grey. Pour bien s'assurer de l'authenticité du document, lord Grey a écrit aux Etats-Unis pour se procurer des échantillons de l'écriture d'André, échantillons qu'il n'a pu trouver en Angleterre.

Ce journal est l'histoire de la campagne jour par jour durant les années 1777-1778.

Les faits sont présentés simplement, avec toute la brutale franchise d'un soldat qui écrit ses impressions sur les champs de bataille.

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juin : Les gouverneurs de Montréal, P. G. R. ; Jacques L'Hermitte, P. G. R. ; Les armoiries du collège de Sainte-Anne de la Pocatière, N.-E. Dionne ; Les " Mémoires " du chevalier Johnstone, P.-B. Casgrain ; Une statue équestre de sir George Prévost à Québec. P. G. R. ; Questions, etc.

Gravure : François-Joseph Cugnet.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS DU MOIS

Noms sauvages. Étymologie, par Eugène Rouillard.

Notes historiques sur la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton avec la généalogie des familles DeSerre, Vanasse, Melançon, Dupuis, Desaulniers, Lessard, Houde, Adam, Blais, Gélinas, Lamoureux et Touzin, par F.-L. Desaulniers. En vente chez l'auteur, 8, rue St-Denis, Montréal. Prix : \$1.00.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

JUIN 1905

No 6

LES GOUVERNEURS DE MONTRÉAL (1)

Loyseau, dans son *Traité des offices*, nous donne quelques renseignements sur les fonctions des gouverneurs particuliers. Ils n'avaient d'autres pouvoirs, dit-il, que ceux conférés aux capitaines de places et châteaux, et seulement en ce qui concernait les armes. " Ils consistaient à recevoir et loger garnison, fournir de vivres, munitions, pionniers et autres choses nécessaires pour la guerre....avoir et tenir l'œil ouvert à la garde, sûreté et conservation des dites places, châteaux et forteresses, et, pourvoir aux choses pour ce requises et nécessaires."

Les gouverneurs particuliers n'observaient aucune formalité de justice, comme de verbaliser et rédiger par écrit leurs procédures et ordonnances.

Ils n'avaient pas droit de vie et mort. Une ordonnance du 7 mai 1679 leur défendit même " de faire arrêter et mettre en prison aucun des Français habitués au pays, sans l'ordre exprès du gouverneur et lieutenant-général, ou arrêt du Conseil Souverain. " Cette ordonnance leur enleva aussi le droit de condamner leurs administrés à l'amende.

Subordonnés aux gouverneurs et lieutenants-

(1) VII, IX, 835 ; X, VI, 1018.

généraux, ils étaient tenus de faire exécuter leurs ordonnances. (1)

L'île de Montréal fut concédée par la Compagnie de la Nouvelle-France, le 15 janvier 1636, à Jacques Girard, chevalier, seigneur de la Chaussée, qui n'agissait, comme il le déclare dans un acte de transport du 30 avril 1638, que comme le prête-nom de messire Jean de Lauzon, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et directeur de ses finances.

Le 7 août 1640, à la demande du P. Lalemant, M. de Lauzon abandonnait l'île de Montréal à Pierre Chevrier, baron de Fancamp, et Jérôme le Royer de la Dauversière, représentants la future Société de Notre-Dame de Montréal, aux conditions auxquelles il l'avait reçue. Mais comme M. de Lauzon n'avait rempli aucune des conditions de sa concession dans le temps prescrit, la Compagnie de la Nouvelle-France s'opposa à cet abandon, et réclama son droit de propriété. Elle céda enfin aux sollicitations des membres de la Société de Notre-Dame de Montréal, et, le 17 décembre 1640, elle leur remettait l'île de Montréal, tout en s'en réservant la partie supérieure. (2) Le roi confirma cette cession et donna à la Société de Notre-Dame de Montréal le pouvoir d'y nommer les gouverneurs, d'y avoir de l'artillerie et des munitions de guerre pour la défendre.

Désireux de commencer leur fondation, les pieux Associés nommèrent aussitôt Paul de Chomedey, sieur

(1) *Mémoires et documents publiés par la Société Historique de Montréal*, troisième livraison, p. 125.

(2) En 1655, elle remit l'île entière en la possession de la Société de Notre-Dame de Montréal.

de Maisonneuve, premier gouverneur de Montréal. (1) Retardé par de furieuses tempêtes, M. de Maisonneuve n'arriva à Québec que le 20 août 1641. Comme la saison était avancée, il se contenta d'aller prendre possession de l'île de Montréal et revint passer l'hiver de 1641-42 à Sillery. Le 8 mai 1642, le gouverneur et sa colonie partirent dans deux barques pour Montréal. Ils y arrivèrent le 17. Le lendemain, ils débarquèrent, et la messe fut célébrée par le P. Vimont. C'est de ce jour que date Montréal.

M. de Maisonneuve resta tout près de vingt-cinq ans à Montréal. Dans ce quart de siècle, il fit quatre voyages en France. Pendant son premier et son deuxième voyage, il se fit remplacer au gouvernement de Montréal par M. Louis d'Ailleboust (1645-46). M. Charles-Joseph d'Ailleboust des Musseaux le suppléa pendant son troisième voyage (1651-53). A son quatrième voyage il nomma comme commandant de Montréal le major Lambert Closse (1655-57). Dans l'automne de 1662, M. de Maisonneuve se décida de passer en France pour obtenir du secours pour sa colonie. Le 10 octobre, il nomma, pour le remplacer pendant son absence, le major Zacharie Dupuy. (2) M. de Maisonneuve descendit ensuite à Québec pour s'embarquer pour son long voyage. Mais M. d'Avaugour, gouverneur-géné-

(1) Les pouvoirs de M. de Maisonneuve se bornaient à l'île de Montréal. Ses successeurs, nommés par le roi, virent leurs pouvoirs étendus depuis Sorel jusqu'au dessus de l'île de Montréal. Voir " Copie des provisions pour l'augmentation du gouvernement de l'île de Montréal données par M. de Denonville, 6 octobre 1685. " Correspondance générale, Canada, vol. 7. c. 11.

(2) *Quatrième rapport du secrétaire de la province de Québec pour l'exercice 1889-90*, p. 80.

ral, lui refusa la permission de s'absenter. Il revint dans son gouvernement dès le lendemain.

Le 9 mars 1663, la Compagnie de Notre-Dame de Montréal remettait l'île et seigneurie de Montréal au séminaire de Saint-Sulpice de Paris. Le supérieur du Séminaire, M. de Bretonvilliers, s'empessa de confirmer M. de Maisonneuve dans sa charge de gouverneur de Montréal.

La même année, la Compagnie des Cent-Associés remettait au roi la propriété et seigneurie de la Nouvelle-France. M. de Mézy jugeant que les pouvoirs dont il était revêtu comme gouverneur général avaient anéanti tous les privilèges donnés jusqu'alors par le roi s'arrogea le droit de nommer le gouverneur de l'île de Montréal. Le 23 octobre 1663, il faisait parvenir à M. de Maisonneuve une nouvelle commission conçue dans les termes suivants :

“ Le pays de la Nouvelle-France étant maintenant dans les mains et sous la protection du roi, par la démission des sieurs de la Compagnie qui en étaient ci-devant seigneurs, et Sa Majesté nous ayant établi gouverneur et lieutenant-général dans toute l'étendue de ce pays, nous avons cru qu'il était du bien de son service de pourvoir des personnes capables pour commander dans les lieux éloignés, et notamment dans l'île de Montréal, poste plus exposé aux incursions des Iroquois nos ennemis, à cause de la proximité de leur demeure ; et que, pour cet effet, nous ne pouvions faire un meilleur choix que celui de votre personne, étant bien informé des services que vous avez rendus depuis plus de vingt ans que vous commandez dans ce lieu. Pour ces causes, et plein de confiance en votre fidélité au service du roi, en votre valeur, en votre expérience et votre sage conduite au fait des armes, nous vous remettons et députons pour exercer la

charge de gouverneur de l'île de Montréal, tant et si longtemps que nous le jugerons utile pour le service du roi. " (1)

M. de Maisonneuve accepta la commission qu'on lui donnait sans préjudice du droit des seigneurs de l'île de Montréal.

L'utilité de M. de Maisonneuve ne fut pas de longue durée. Le 20 juin 1664, M. de Mézy nommait à sa place, comme gouverneur de Montréal et commandant de la garnison, le sieur Etienne Pezard de la Touche, capitaine de la garnison de Trois-Rivières.

M. Pezard de la Touche ne semble pas s'être prévalu de sa nomination. A tout événement, on voit le nom de M. de Maisonneuve avec le titre de gouverneur de Montréal dans les actes de l'état civil de cette ville aux dates du 6, du 13 et du 20 avril 1665.

A peine arrivé dans la Nouvelle-France, au printemps de 1665, M. de Tracy, prévenu d'avance, destitua M. de Maisonneuve comme gouverneur de Montréal et le remplaça, comme commandant, par le major Zacharie Dupuy.

Mais comme M. de Tracy savait que les seigneurs de Montréal avaient des lettres patentes du roi qui leur donnaient le droit de nommer le gouverneur de leur île, il eut la précaution de supposer dans la commission de M. Dupuy que M. de Maisonneuve allait faire un voyage en Europe.

" Ayant permis à M. de Maisonneuve, gouverneur de Montréal, dit il, de faire un voyage en France pour ses affaires particulières, nous avons jugé de ne pouvoir faire un plus digne choix, pour commander en

(1) *Registre des insinuations du Conseil Supérieur*, vol. A., p. 5.

son absence, que de la personne du sieur Dupuy, et ce autant de temps que nous l'estimerons à propos."

L'année suivante, 1666, Dupuy dût s'absenter puisqu'on voit M. de la Fredière, capitaine au régiment de Carignan, exercer le commandement à Montréal. Cet officier, disgracié au physique par la perte d'un œil, cachait sous cet extérieur repoussant une âme asservie aux passions les plus avilissantes. Sa conduite fut tellement indigne que MM. de Tracy, Courcelles et Talon, sur les plaintes des habitants, lui intimèrent, le 27 août 1667, l'ordre de repasser en France.

On voit figurer Zacharie Dupuy comme commandant à Montréal pour la dernière fois le 22 octobre 1668. (1) Il dût abandonner cette charge peu après, car, dans un acte du 14 janvier 1669, il n'est plus qualifié que du titre de major.

C'est Pierre de Saint-Paul, sieur de la Mothe, capitaine au régiment de Carignan, qui remplaça Dupuy comme commandant à Montréal. Nicolas Perrot, qui était de passage en cette ville en juillet 1669, dit que M. de la Mothe y commandait. " C'était, ajoute-t-il, un homme de cœur et d'honneur ; sa compagnie est la seule du régiment de Carignan restée dans le pays. " (2) Le 10 mars 1670, au contrat de mariage de Abraham Bouat, de la Mothe est encore qualifié de " commandant de cette isle. "

En 1670, Michel Sidrac Dugué de Boisbriand est aussi appelé " commandant de ce lieu (Montréal). "

M. de Bretonvilliers, supérieur du séminaire de Saint-Sulpice de Paris, avait nommé, le 13 juin 1669, François-Marie Perrot, capitaine au régiment d'Auvergne, gouverneur de Montréal. La commission de M. Perrot se lisait comme suit :

(1) Contrat de mariage devant Duquet.

(2) *Mémoires*.

“ Désirant pourvoir à la charge de gouverneur de l'île de Montréal, vacante par la démission du sieur de Maisonneuve, ci-devant pourvu de la même charge par messieurs de la Compagnie dite de Montréal, à la place desquels est à présent le Séminaire de Saint-Sulpice, et suivant le pouvoir attribué aux seigneurs de Montréal par les lettres patentes du Roi : nous, dûment informés de votre bonne vie et mœurs, de vos talents, capacité, mérite et bonnes qualités, avons fait choix de votre personne pour remplir et exercer la charge de gouverneur, de laquelle nous vous avons pourvu et pourvoyons par ces présentes : espérant que les habitants de cette île recevront de vos soins et de votre bonne conduite toutes sortes d'avantages et de satisfaction. Enjoignons à nos officiers et à nos justiciables de l'île de Montréal qu'ils aient à vous recevoir et à vous reconnaître en cette qualité de gouverneur ; sans toutefois que vous puissiez prétendre aucuns gages ni appointements autres que ceux que le pays a accoutumé de donner. ” (1)

Perrot jugeant que la commission d'un particulier ne lui donnait pas un caractère qui convint à un officier du roi, et craignant peut-être que les services qu'il rendrait dans ce poste ne lui seraient pas comptés, obtint, par la haute influence de l'intendant Talon, oncle de sa femme, le 29 avril 1670, une commission du roi. (2) Il était cependant expressément marqué, dans cette commission, qu'elle avait été donnée sur la nomination de M. de Bretonvilliers.

Le nouveau gouverneur n'arriva à Québec que le 18

(1) Greffe de Ville-Marie, registre des audiences, 13 juin 1669.

(2) Edouard Richard. *Supplément du rapport du Dr Brynner sur les archives canadiennes*, p 53.

août 1670 sur le navire qui ramenait Talon. Il monta immédiatement à Montréal.

On connaît les difficultés qui s'élevèrent en 1674 entre M. Perrot et le gouverneur de Frontenac. Celui-ci garda l'errot en prison pendant quelques mois à Québec puis l'envoya en France.

Le 10 février 1674, M. de Frontenac donnait la commission suivante à Thomas de La Nauguère (Lanaudière) :

“ Les plaintes et les avis que nous avons eus de la mauvaise conduite du sieur Perrot, gouverneur particulier de l'île et de la ville de Montréal, et ses contraventions aux ordres de Sa Majesté et aux nôtres, nous ont obligé de le mander en cette ville et de nous assurer de sa personne. Comme la santé et l'âge du sieur Dupuy, major du dit lieu, ne lui permettent pas d'agir avec toute la diligence requise pour faire arrêter et punir les coureurs de bois, et empêcher les autres désordres qui se commettent dans ce gouvernement : nous avons estimé qu'il était nécessaire d'y commettre quelque personne fidèle et agissante, et nous ne pouvons faire un meilleur choix que du sieur LaNauguère, qui, ayant déjà fait paraître, dans tous les emplois de guerre qu'il a eus en France et dans ce pays, beaucoup de zèle et d'affection pour le service de Sa Majesté, nous fait prendre une entière confiance en sa fidélité, sa capacité et sa bonne conduite, et nous donne lieu de croire qu'il fera exécuter les ordres du Roi et les nôtres avec soin et vigueur. Nous l'établissons donc commandant dans la ville et l'île de Montréal pendant que le sieur Perrot en sera absent, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté ou par nous. Nous lui donnons pouvoir d'assembler, quand il le jugera bon, les officiers, bourgeois, habitants, soldats et milices de ces lieux, de leur faire prendre les armes et

de veiller à ce qu'ils en apprennent le maniement, en faisant de temps en temps l'exercice ; comme aussi de terminer à l'amiable, autant qu'il se pourra, les différends des particuliers ; d'empêcher les désordres, les pilleries, les violences, et principalement les courses et traites dans les bois, sans une permission expresse de nous par écrit ; de poursuivre et de faire arrêter les contrevenants, et de nous les envoyer sous bonne et sûre garde ; de changer même de garnison, s'il le trouve à propos ; de casser ceux de qui la fidélité serait suspecte, d'en mettre d'autres à leur place ; enfin de faire observer à tous une exacte discipline, et généralement de faire tout ce qu'il croira de meilleur et de plus avantageux pour le service de Sa Majesté, la conservation et la défense du pays, l'augmentation de la colonie, et pour maintenir les habitants de la ville et ceux de l'île de Montréal en bonne intelligence et en union tant entre eux qu'avec les Sauvages. Nous mandons au sieur Dupuy, major, de faire reconnaître par les officiers et soldats de la garnison le sieur de LaNauguère en qualité de commandant, et ordonnons aux seigneurs, aux juges, aux officiers et aux habitants de toute l'étendue de ce gouvernement qu'ils aient pareillement à le reconnaître en cette qualité, et à lui obéir en tout ce qu'il commandera pour le service de Sa Majesté et pour l'exécution de nos ordres. " (1)

Comme les lettres de commandement données à M. de LaNauguère portaient atteinte au droit que les lettres patentes du Roi de 1644 attribuaient aux seigneurs de Montréal de commettre tel capitaine ou gouverneur particulier qu'ils voudraient nommer,

(1) Archives du séminaire de Ville-Marie, 10 février 1674.

ceux-ci protestèrent juridiquement, au commencement de mars 1674, que sans s'opposer à la commission de ce commandant, elle ne pourrait nuire à leurs droits ni tirer à conséquence.

A son arrivée en France, Perrot fut enfermé trois semaines à la Bastille, et le Roi le renvoya ensuite dans son gouvernement de Montréal.

Le 10 avril 1684, Louis-Hector de Callières était nommé gouverneur de Montréal. (1) Il arriva à Montréal dans l'automne de la même année. M. de Callières conserva ce poste jusqu'au 23 avril 1699, date de sa nomination comme gouverneur de toute la Nouvelle-France.

En 1687, Callières qui avait fait partie de l'expédition de M. de Denonville contre les Iroquois fut remplacé au gouvernement de Montréal par M. Prévost, major de Québec.

Le 10 octobre 1698, Frontenac écrit au ministre que Grandpré commande à Trois-Rivières en l'absence de Vaudreuil qui lui-même commande à Montréal pendant l'absence de Callières.

Le chevalier de Callières eut pour successeur Philippe de Rigaud, chevalier et plus tard marquis de Vaudreuil. Sa commission est en date du 28 mai 1699.

En 1704, M. de Vaudreuil succédait à M. de Cal-

(1) M. de Belmont écrit dans son *Histoire du Canada* : " 1684—M. de Meulles, intendant, s'en retourne. M. de Champigny vient. Au retour de la guerre arrivèrent les vaisseaux, M. de Callières, M. Hénault des Rioux, gouverneur de Montréal, et trois capitaines de vaisseaux. " Il doit y avoir transposition dans cette dernière phrase. " Gouverneur de Montréal " devrait venir après " M. de Callières. " M. Hénault des Rioux n'a jamais été gouverneur de Montréal.

lières au gouvernement de toute la Nouvelle-France. Il fut remplacé, au gouvernement de Montréal, en juin 1704, par Claude de Ramezay, gouverneur de Trois-Rivières. Celui-ci exerça cette charge pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à sa mort.

Ce fut Charles LeMoyne, premier baron de Longueuil, qui succéda à M. de Ramezay comme gouverneur de Montréal. Sa commission est datée du 9 septembre 1726. Mais nous croyons qu'il prit le gouvernement de Montréal aussitôt après la mort de M. de Ramezay puisque, en octobre 1725, " en sa qualité de gouverneur de Montréal " (en vertu de l'Ordonnance de Sa Majesté du 28 janvier 1718) il prenait l'intérim du gouvernement de la Nouvelle-France à cause de la mort de M. de Vaudreuil. Il le garda jusqu'au 2 septembre 1726, jour de l'enregistrement à Québec des lettres de M. de Beauharnois comme gouverneur général. Il retourna à Montréal, où il mourut le 7 juin 1729.

Le baron de Longueuil fut remplacé, en 1730, par son beau-frère, Jean Bouillet de la Chassaigne. Ce dernier mourut à Montréal le 31 janvier 1733.

Montréal eut ensuite pour gouverneur M. Josué Boisberthelot de Beaucours. Il fut nommé dans l'été de 1733.

Le 15 février 1748, Charles LeMoyne, deuxième baron de Longueuil, remplaçait, comme gouverneur de Montréal, M. de Beaucours mis à la retraite, à cause de son grand âge.

Cette même année 1748, Gaspard d'Adhémar de Lantagnac, major de Montréal, agit comme commandant pendant une absence de M. de Longueuil.

A la mort du gouverneur-général de la Jonquière, en 1752, M. de Longueuil administra la colonie,

comme l'avait fait son père, jusqu'à l'arrivée de M. DuQuesne au mois d'août 1752.

Il mourut à Montréal le 17 janvier 1755.

D'ordinaire, le gouverneur de Trois-Rivières remplaçait celui de Montréal. Lorsque M. de Longueuil mourut, le gouverneur de Trois-Rivières était Pierre-François de Vaudreuil, sieur de Rigaud. Il obtint le poste, mais non sans difficulté. De fortes représentations furent faites à la cour. Nous avons une de ces notes sous les yeux :

“ Le gouvernement de Montréal est très important en temps de paix, comme en temps de guerre. Il est toujours le centre des négociations et de toutes les correspondances avec les Sauvages. C'est là particulièrement que se font tous les préparatifs pour les opérations militaires. Le gouverneur général est obligé par ces raisons d'y faire un voyage tous les ans ; mais lorsqu'il n'y est pas, le gouverneur particulier se trouve souvent dans le cas de prendre sur le champs son parti sur les objets les plus intéressants. Le sieur de Rigaud, qui a de très bonnes qualités, ainsi qu'on l'observe dans un mémoire, n'aurait peut-être pas le temps de recevoir les instructions et les ordres du gouverneur général. On pense qu'il est à propos de le laisser dans le gouvernement des Trois-Rivières, dont il a bien rempli jusqu'à présent les objets qui sont simples, et de différer le remplacement de celui de Montréal jusqu'à l'année prochaine, afin de donner le temps de choisir un sujet que Sa Majesté puisse y destiner et sur lequel elle puisse même avoir des vues pour le gouvernement général, quand il viendra à vaquer. ”

Le roi ne voulut pas prendre une décision sans consulter le gouverneur général lui-même. Celui-ci déclara que si on nommait un autre que son frère pour gouverneur de Montréal, il serait forcé de le faire retirer du service en demandant pour lui à Sa Majesté

une retraite honorable avec la continuation du poste de la Baie pendant trois ans. (1)

Le 12 juin 1756, le gouverneur général, M. de Vaudreuil, faisait de nouvelles instances auprès du ministre pour faire obtenir le gouvernement de Montréal à son frère. " Il n'y a pas d'inconvénients à craindre, disait-il, puisque par les lettres patentes expédiées de l'année dernière, le commandement de la Nouvelle-France est donné au marquis de Montcalm, arrangement qui est tenu secret, les lettres patentes étant renfermées dans un paquet, dont l'intendant est le dépositaire et qui doit être ouvert qu'en cas de mort du gouverneur général actuel. " (2)

M. de Rigaud appelé à se prononcer lui-même répondit que cette place regardait le sieur d'Ailleboust, lieutenant du roi à Montréal, ou le sieur de Longueuil, lieutenant du roi à Québec. Il ajoutait qu'il préférerait le second, " parcequ'il a beaucoup plus d'expérience et de connaissance dans tout ce qui concerne le service de la colonie et qu'il a beaucoup de crédit sur les Sauvages particulièrement sur les Iroquois. " Cette réponse était aussi modeste que digne.

La dernière démarche de M. de Vaudreuil n'était pas nécessaire. Le 1er mai 1756, M. de Rigaud avait été nommé gouverneur de Montréal. Il remplit ce poste important à la satisfaction de tous jusqu'à la fin du régime français au Canada (3)

Résumons par un tableau :

1^o PAUL DE CHOMEDEY DE MAISONNEUVE, gouverneur, 1641.

Louis d'Ailleboust, commandant, 1645-46.

(1) Correspondance générale, vol. 101, C. 11.

(2) Idem.

(3) On a donné Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay comme gouverneur de Montréal. Il ne l'a jamais été.

Charles-Joseph d'Ailleboust des Musseaux, commandant, 1651-53.

Lambert Closse, commandant, 1655-57.

Zacharie Dupuy, commandant, 1662.

Etienne Pezard de la Touche, commandant, 20 juin 1665.

Zacharie Dupuy, commandant, 23 octobre 1665.

LaFrédière, commandant, 1666.

Pierre de Saint-Paul de la Mothe, commandant, 1669.

Michel-Sidrac Dugué de Boisbriand, commandant, 1670. (1)

2° FRANÇOIS-MARIE PERROT, gouverneur, 13 juin 1669.

Thomas de LaNauiguère (Lanaudière), commandant, 10 février 1674.

3° LOUIS-HECTOR DE CALLIÈRES, gouverneur, 10 avril 1684.

François Prévost, commandant, 1687.

Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, commandant, 1698.

4° PHILIPPE DE RIGAUD, MARQUIS DE VAUDREUIL, gouverneur, 28 mai 1699.

5° CLAUDE DE RAMEZAY, gouverneur, juin 1704.

6° CHARLES LEMOYNE, PREMIER BARON DE LONGUEUIL, gouverneur, 9 septembre 1726.

7° JEAN BOUILLET DE LA CHASSAIGNE, gouverneur, 1730.

8 JOSUÉ BOISBERTHELOT DE BEAUCOURS, gouverneur, 1733.

9° CHARLES LEMOYNE, DEUXIÈME BARON DE LONGUEUIL, gouverneur, 15 février 1748.

Gaspard d'Adhémar de Lantagnac, commandant, 1748.

10° PIERRE-FRANÇOIS DE VAUDREUIL, SIEUR DE RIGAUD, gouverneur, 1er mai 1756.

P. G. R.

(1) Perrot n'arriva à Montréal qu'en août 1670.

JACQUES L'HERMITTE

M. L'Hermitte commença sa carrière dans le corps des ingénieurs.

Au bout de neuf ans de service, il entra dans les troupes du détachement de la marine.

Le 13 mars 1695, le roi lui donnait le brevet de major et d'ingénieur de Plaisance.

Le 26 mars 1698, le sieur L'Hermitte recevait instruction de visiter toutes les côtes et rades de l'Acadie pour se renseigner sur les établissements qui s'y trouvaient, ceux qu'on pouvait établir, tant pour la pêche et la culture que pour l'exploitation des bois. Il devait examiner particulièrement la baie de Chibouctou pour s'assurer des avantages qu'offrait cet endroit comme havre et poste de défense, en vue d'un établissement sérieux. Il devait en faire autant pour la rivière St-George, Pentagoët, Pesmacody, St-Jean, Port-Royal, LaHève et Chedabouctou. Il devait se rendre également à la Baie des Chaleurs pour y examiner le bois de service.

Dans l'hiver de 1704-05, M. L'Hermitte accompagna M. de Subercase, gouverneur de Plaisance, dans son expédition contre les postes anglais de Terre-Neuve.

En 1711, les Anglais, maîtres de l'Port-Royal, résolurent d'incendier les fermes des colons des environs qui n'avaient pas encore fait leur soumission. Huit officiers et une soixantaine de soldats reçurent ordre d'accomplir cette triste besogne. Mais les Micmacs avaient eu vent de ce projet. Leur chef, Simouret, les mit en embuscade au milieu d'épais taillis, et ils firent sur les Anglais des décharges si meurtrières que pas un seul put se sauver.

Les colons, enthousiasmés par cet exploit, prirent les armes ; les Micmacs, sous la direction de leur mis-

sionnaire, M. Gaulin, se joignirent à eux. La garnison anglaise de Port-Royal ne se composait plus que de cent cinquante soldats, la plupart malades. Colons et Micmacs résolurent d'importer la place d'assaut. Mais il leur manquait un chef. Ils députèrent un courrier à M. de Costebelle, gouverneur de Plaisance, pour le prier d'envoyer M. L'Hermitte, afin qu'il se mit à la tête du détachement. Malheureusement M. de Costebelle n'était pas en mesure de se priver des services de son major, et l'expédition fut en conséquence manquée. (1)

Le 1er janvier 1714, M. L'Hermitte était nommé second lieutenant du roi à l'île Royale avec des appointements de 1700 livres.

Un an plus tard, le 17 mars 1715, il était nommé capitaine et ingénieur en chef de la Nouvelle-France en remplacement de M. de Beaucour. Il devait en même temps remplir les fonctions de lieutenant du roi à Trois-Rivières, mais sans appointements. (2)

En novembre 1715, M. L'Hermitte passait en France et proposait au ministre d'aller lever les cartes de l'île Royale et de l'île de Sable. Son projet fut accepté, et, le 20 mars 1716, il recevait ses instructions du Conseil de marine. Il devait visiter les ports, havres et baies de l'île Royale et de l'île de Sable. Il devait aussi examiner si le chemin qui avait été fait par le sieur Denys, autrefois gouverneur de l'île Royale, du golfe nommé Labrador au port Toulouse, subsistait encore et si l'on en pouvait faire usage.

(1) Charlevoix. *Histoire de la Nouvelle-France*, tome IV, p. 92 ; *Documents sur la Nouvelle-France*, vol. II, p. 547.

(2) Comme ingénieur, M. L'Hermitte retirait 800 livres par année. Sa compagnie lui faisait toucher 1080 livres. Ce qui lui donnait en tout 1880 livres d'appointements par année.

Les dépenses de ce voyage se montèrent à 2375. 1375 livres lui furent payées l'année même de son voyage. La balance (1000 livres) lui fut payée en 1717.

En 1716, M. Chaussegros de Léry, ingénieur, était envoyé dans la Nouvelle-France pour faire les plans des ouvrages déjà faits aux fortifications de Québec et ceux qui restaient à faire.

Le 25 mai 1717, le Conseil de marine avertissait M. L'Hermitte de se mettre bien au fait des plans préparés par M. Chaussegros de Léry afin d'exécuter ces travaux lorsque leur exécution serait décidée.

Evidemment, la nomination de Chaussegros de Léry ne plaisait pas à M. L'Hermitte. Le 17 octobre 1717, il écrivait, entr'autres choses, au Conseil de marine :

"Il (M. Chaussegros de Léry) est marié depuis trois jours, dans l'espérance de revenir ingénieur l'année prochaine. Il serait bien mortifiant pour moi après si longtemps de services, de me voir subordonné à mon inférieur. Il faudrait pour cela que le Conseil n'eut pas de confiance en moi pour les travaux. Si le sieur de Chaussegros revenait, je supplierais très humblement le Conseil de m'attacher des appointements à la lieutenance de roi qu'il a plu à Sa Majesté m'accorder avec la compagnie et de me donner la direction des travaux audessus de Québec en travaillant de concert, sans être subordonné l'un à l'autre, plutôt que de m'assujétir à servir sous un autre." (1)

Douze jours plus tard, le 29 octobre, M. L'Hermitte revenait à la charge.

"Sur le bruit que le sieur de Chaussegros a répandu ici qu'il était sûr de revenir l'année prochaine ingénieur, je prends la liberté de redoubler mes représentations au Conseil et de lui représenter qu'il serait très

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 38, c. 11.

mortifiant pour moi qu'il m'engageât à servir sous mon inférieur, ce qui m'engage à le supplier plutôt que de me donner pareil déboire de m'attacher des appointements à la lieutenance du roi qu'il a plu à Sa Majesté de m'honorer et de me conserver la compagnie si mieux aime me laisser la conduite des places d'audessus de Québec sans être subordonné au sieur Chaussegros." (1)

Le 5 juillet 1718, le Roi accordait la croix de Saint-Louis à M. L'Hermitte.

Trois jours plus tard, le 8 juillet 1718, le Conseil de marine écrivait à M. L'Hermitte qu'il ne devait point se formaliser des instructions données à M. Chaussegros de Léry au sujet des fortifications. M. L'Hermitte ne devait point servir sous les ordres de M. Chaussegros de Léry, ni se mêler des travaux.

En 1723, M. L'Hermitte proposait au ministre de visiter le bas Saint-Laurent, pour y reconnaître les baies, les mouillages, les bois de constructions, etc., etc.

MM. de Vaudreuil et Bégon écrivaient au ministre à ce sujet le 14 octobre 1723 :

" Nous avons reçu les deux lettres que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 13 mai dernier avec un congé pour M. L'Hermitte, lieutenant du roi des Trois-Rivières, à qui le sieur de Vaudreuil l'a remis.

" L'avis qu'il donne qu'il y a dans le sud du fleuve Saint-Laurent une baie de sept lieues d'ouverture sur quarante de profondeur dans laquelle il y a plusieurs havres, est la baie des Chaleurs. Les navigateurs la connaissent et plusieurs personnes de ce pays y ont des concessions.

" Nous croyons cependant que son voyage peut être utile, ne nous ayant point paru que jusqu'à présent il ait été fait des observations exactes sur lesquelles on puisse compter, tant sur le nombre de ports et la qua-

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 38, c. 11.

lité des mouillages, que sur les bois qu'on peut tirer et sur les mesures qu'il y aurait à prendre pour y faire des établissements avantageux au royaume et à cette colonie.

"Il n'aurait pu exécuter cette année son projet parce qu'il ne serait parti que sur la fin du mois d'août et tout ce qu'il aurait pu faire aurait été de se rendre à l'île Royale avant les coups de vent qui sont fort fréquents dans l'automne. Il en est convenu avec nous et qu'il partirait dans le mois de mai prochain. Il se contente d'un charroi. Le sieur Bégon le lui fera fournir et tout ce qui lui sera nécessaire pour ce voyage avec le plus d'économie que faire se pourra." (1)

M. Bégon écrivait de nouveau au ministre le 2 novembre 1724 :

"M. L'Hermitte est parti ce printemps pour aller au sud du fleuve Saint-Laurent reconnaître les ports et havres qui y sont et les bois qu'on en pourrait tirer. Le sieur Bégon a fait avec le sieur Gosselin le marché dont copie est ci-jointe suivant lequel il n'en coûte à Sa Majesté pour ce voyage que 1000 livres et deux barils de poudre fine pour le fret du bateau du sieur Gosselin et les vivres pour la subsistance du sieur L'Hermitte." (2)

Le 29 août 1724, M. L'Hermitte écrivait de Louisbourg au ministre pour lui rendre compte de la tournée qu'il venait de faire dans le golfe Saint-Laurent. (3)

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 45, c. 11.

(2) Correspondance générale, Canada, vol. 46 c. 11.

(3) Correspondance générale, Canada, vol. 46, c. 11. On a aussi un "Mémoire du voyage fait par le sieur Gosselin avec L'Hermitte au nom du gouverneur pour visiter les lieux, reconnaître les bois de construction, et prendre les sondes depuis Gaspé jusqu'à la pointe de Miscou." Voir Édouard Richard, *Supplément du rapport du Dr Brymner sur les archives canadiennes*, 1899, p. 44.

A l'automne de la même année 1724, M. L'Hermitte s'embarquait sur un vaisseau du roi pour se rendre en France.

Il revenait dans la Nouvelle-France au mois d'août suivant à bord du *Château* lorsqu'il périt dans le naufrage de ce vaisseau sur les rochers de l'île Royale, dans la nuit du 27 au 28 août 1725.

En apprenant cet horrible naufrage, Mgr de Saint-Vallier, évêque de Québec, écrivait au ministre le 4 octobre 1725 :

“ J'attendais l'arrivée du vaisseau du Roi pour vous parler de plusieurs choses, mais quelle nouvelle, ô bon Dieu ! venons-nous d'apprendre ! Après une navigation assez heureuse jusqu'aux terres de l'île Royale ceux qui le conduisaient ont si mal pris leurs mesures qu'ils l'ont fait périr la nuit du 27 au 28 d'août à deux lieues et demie de Louisbourg sur un banc de rocher si fort qu'il a été entièrement brisé des premiers coups qu'il a donnés. Tous ceux qui étaient dedans ont péri de même. De manière qu'il ne s'est pas sauvé une seule personne. Cette nouvelle arrivée ici a causé un si épouvantable effroi, désolation et pauvreté que je ne puis m'empêcher de vous recommander plusieurs veuves. Madame de Louvigny mérite, à cause des bons services de son mari, que vous lui accordiez la continuation de la pension que vous avez mis sur la tête de son mari pour elle et pour ses deux filles. Madame L'Hermitte passe ici pour devoir être la plus désolée parce qu'elle n'a rien du tout, la pension que vous avez accordée, à ce qu'on dit, ce dernier voyage, à son mari pourrait donner du pain à elle et à ses deux filles. ” (1)

P. G. R.

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 47, c. 11.

LES ARMOIRIES DU COLLÈGE DE SAINTE-ANNE DE LA POCATIERE

Les directeurs du collège de Sainte-Anne de la Pocatière ont eu l'heureuse idée d'adopter des armoiries qui sans doute seront considérées comme officielles, à moins de détermination contraire. Cependant nous ne voyons pas quelle raison ils auraient de modifier une œuvre qui nous paraît absolument irréprochable, et qui, suivant l'expression consacrée, comble une réelle lacune. Si Gérard de Nerval a pu dire avec vérité que " la connaissance du blason est la clef de l'histoire de France," l'on peut assurer que celui qui connaîtra bien les nouvelles armoiries du collège de Sainte-Anne, saura du coup plusieurs des plus beaux chapitres de son histoire, et il les aura appris en un clin-d'œil.

Essayons maintenant de blasonner l'écu dont suit la figure :



L'on m'a apporté deux manières de lire ces armes. Je les donne, sans toutefois cacher ma préférence pour la seconde :

Parties de gueule et de sinople à la croix d'or centrée d'un Maria d'or sur champs d'azur, chargé au chef dextre d'un calice d'or, à senestre d'un livre d'or maintenu ouvert par une palme de même métal inclinée de dextre à senestre, chargé à la pointe dextre d'une gerbe d'or, portant sur un listel la devise : *Facere et docere*.

Ecartelé 1 et 4 de gueules, 2 et 3 de sinople, à la croix d'or chargée en cœur d'un Maria sur champs d'azur, cantonnée au 1er d'un calice d'or avec une hostie de même mouvant du calice, au 2ème d'un livre d'or maintenu ouvert par une palme de même inclinée de dextre à senestre, au 3ème d'une nef d'or, et au 4ème d'une gerbe d'or retenant une faucille de même, portant sur un listel la devise : *Facere et docere*.

La croix d'or chargée d'un Maria est destinée à rappeler la fondation de la Congrégation de la sainte Vierge, la plus chère au cœur des enfants de Sainte-Anne. Il convenait d'insérer ce souvenir historique dans le blason collégial.

Le calice d'or surmonté d'une hostie rayonnante a été placé dans un des émaux, afin de mettre en pleine lumière le fait, que durant ses soixante-quinze années d'existence, le collège de Sainte-Anne a fourni au sacerdoce près de quatre cents prêtres et religieux qui font l'honneur de la religion dans tous les coins de l'Amérique.

Le livre d'or maintenu ouvert par une palme inclinée représente les sciences et les arts ainsi que les succès obtenus par les élèves dans les joutes pacifiques de l'intelligence au-dedans comme au dehors du Collège.

La gerbe d'or, c'est l'emblème de l'agriculture, question vitale pour l'avenir de notre nationalité. Les directeurs du collège ont travaillé à la résoudre en fondant une école spéciale, encore vivante et toujours prospère.

La devise : *Facere et docere* ne demande guère d'explication. Agir, c'est travailler, et prier. On trouve cette devise sur les murailles des salles d'études du collège, et si on l'oublie quelque peu pendant les années de l'internat, on est bien forcé de s'en souvenir une fois qu'on a pris la clef des champs.

Somme toute, ces armes sont bien choisies, parce qu'elles sont parlantes.

N.-E. DIONNE

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Bochet : Petit bois.

Bonneau : Terrain marécageux, borbier, fondrière.

Bouc : Gare de canal ou de rivière.

Bouillon : Marécage, boue, endroit fangeux. Bouillon désigne aussi une eau qui sort en bouillonnant.

Bourget : (diminutif de bourg.) Dans beaucoup de villes, en France, on appelait le *bourg* la portion centrale de la ville, le quartier commerçant et actif et les quartiers extrêmes étaient dits le *bourget*.

Bousquet : Petit bois.

Brulotte : Lieu où l'on a brûlé des bois, des gazons.

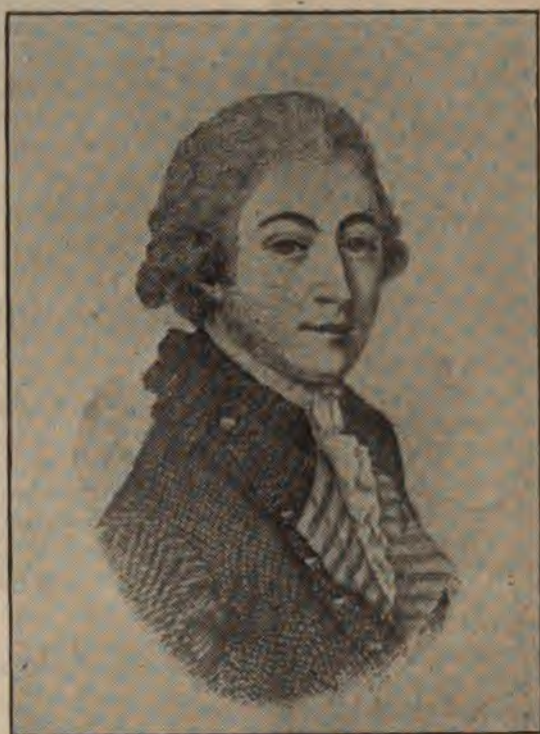
Buisson : Bois de peu d'étendue.

Champeau : Petit champ.

Chatillon : Du latin *crstellio*, poste défensif.

Collet : Diminutif de *colle*, contrefort d'une colline.

Courcelle : (diminutif de court) petite culture, petit enclos.



FRANÇOIS-JOSEPH CUGNET

REPONSES

Les " Mémoires " du chevalier Johnstone. (IV, IV, 440.)— Ces *Mémoires* dont la Société Littéraire et Historique de Québec a publié un extrait d'après une copie d'une version anglaise obtenue en 1855 des archives du département de la guerre à Paris, et qui a pour titre *A Dialogue in Hades*, ne sont pas aussi généralement connus qu'ils devraient l'être en Canada. Cette Société, lors de cette publication, semble avoir ignoré, (et nous l'ignorions nous-mêmes jusqu'à récemment) que ces *Mémoires* ont été écrits en français. Les dissemblances que nous avons remarquées dans le texte de la deuxième version anglaise de ce même extrait, telle que publiée en Canada en 1885, (*Manuscrits français*, vol. IV, p. 231.) comme aussi la tournure de phrase qui paraît assez fréquemment plutôt française qu'anglaise d'idiome ; de même que certaines expressions mal rendues nous avaient fait persuader que ni l'uné ni l'autre de ces versions ne pouvait être le texte primitif. Les mêmes remarques aussi peuvent s'appliquer à une troisième version, celle du Dr Winchester, publiée en 1871, à Aberdeen, en Ecosse, par D. Wylliedson.

Cette observation que nous avons cru ne pas omettre en écrivant sur l'endroit de la maison du chirurgien Arnoux, où Montcalm est mort, tel que rapporté par le chevalier Johnstone, son aide de-camp, en nous basant sur le texte de la Société Littéraire et Historique de Québec, nous la communiquâmes à M. le colonel Neilson, de Cornock, à Sainte-Foy. Grâce à son obligeance, nous avons été à même de nous éclairer sur ce point. Il nous a mis entre les mains l'ouvrage du Dr Winchester, publié en trois volumes.

Or dans sa préface l'auteur nous fait connaître comment le manuscrit original en français des *Mémoires*

du chevalier Johnstone lui est parvenu pour en faire une traduction, et comment il a été retracé au collège écossais de Paris au commencement du siècle dernier, et est retourné aux descendants de la famille du chevalier, aujourd'hui la famille Leslie, de Powis, en Ecosse. En 1871, M. Hugh Fraser Leslie l'avait en sa possession et c'est lui qui le passa au Dr Winchester pour le traduire. M. Leslie est mort depuis quelques années. Il descendait de Cécilia Johnstone, sœur du chevalier, laquelle avait épousé lord Rollo, pair d'Ecosse de haut et puissant lignage. (1)

Johnstone, âgé de 25 ans, dans toute la fougue et l'ardeur de son tempérament guerrier, s'était jeté, malgré son père, dans la rébellion de 1745. Il y joua un rôle important comme aide-de-camp de lord George Murray, commandant des rebelles. Il était à Prestonpans, Falkirk, à Gladsmuir et prit part aux divers engagements qui suivirent et jusqu'au désastre final de Culloden. Echappé par la fuite à l'échafaud en passant à travers les impasses les plus périlleuses, tantôt en se cachant tantôt en jouant de hardiesse et de courage, il parvint au bout d'un an, après toutes sortes de misères, de dangers et d'alertes, à aborder le continent et put passer en France. Exilé et sans ressources pécuniaires, il prit du service sous le drapeau français et s'embarqua pour l'Amérique en destination de Louisbourg. Il prit part à la guerre de sept ans. Lors de la reddition de Louisbourg il parvint à s'évader et échappa une seconde fois aux mains des Anglais, puis il alla rejoindre Montcalm sous les ordres duquel nous le trouvons aux Plaines d'Abraham. Enfin c'est lui qui fit la dernière résistance, à l'Isle-aux-Noix, mais

(1) Singulièrement ce même lord Rollo se trouvait à combattre contre lui au siège de Louisbourg. *Life of Wolfe*, Wright, p. 455.

en l'abandonnant il fut assez habile pour en sauver la garnison par une évacuation heureusement dirigée.

Ainsi il avait vu la guerre sous des aspects fort variés et comme il était doué d'une intelligence peu commune et d'un jugement solide et droit, il en écrit avec connaissance de cause et une perspicacité remarquables. La narration qu'il fait des diverses batailles où il s'est trouvé engagé, entre autres celle des Hauteurs d'Abraham, est fort intéressante en particulier pour nous Canadiens. L'appréciation qu'il en fait est claire, raisonnée, en même temps que d'une vérité incontestable quant aux détails.

Dans le cours de ses *Mémoires* le chevalier Johnstone a maintenu le dire de l'épigraphe qu'il a choisi, tel qu'il l'énonce, c'est-à-dire, qu'il les a écrits avec une plume de fer et une pointe de diamant. Homme de guerre brave et hardi, d'une expérience consommée, éprouvée par une longue suite de combats, de revers, de périlleuses rencontres et aventures de toutes sortes, il se montre plein de sang-froid pour conserver à point sa présence d'esprit dans les pas difficiles et prendre sur-le-champ et hardiment son parti d'un coup-d'œil sur et se tirer par là d'embarras. Il raconte les événements de sa vie et ses campagnes naturellement sans jactance, et sans gêne. Il peint d'une manière sobre et brève, mais vivante, les détails des batailles où il assiste, en décrit l'ensemble et en juge avec le savoir et la justesse d'un militaire qui a étudié la guerre et connaît le métier des armes, pour lequel d'ailleurs il se sent né et porté d'instinct.

La troisième partie de ses *Mémoires* embrasse ses considérations sur la campagne qu'il a vu se terminer en 1760 par la conquête de la Colonie. Elle contient, sous forme de dialogue, un aperçu et un examen impartial et raisonné des opérations et des fautes des deux armées en présence devant Québec, et paraît cependant desti-

née en somme à servir de justification au marquis de Montcalm. Johnstone fut son aide-de-camp et son ami jusqu'à la dernière heure et continua d'être son admirateur. Bien placé pour observer, ses appréciations sont justes et saines. Elles dénotent un examen attentif et une étude suivie des succès et des vicissitudes dans les opérations militaires qu'il a vues. Ses considérations sont aussi utiles à ceux qui suivent la carrière des armes, qu'aux historiens qui savent en tirer parti.

Le manuscrit de Johnstone, suivant les derniers renseignements que nous avons reçus d'Ecosse, serait sorti de la famille de M. Fraser Leslie, de Powis, après son décès survenu depuis quelques années. Son héritier ou successeur, M. Barnett, de Powis, croit que le manuscrit a été donné, sans qu'il sache à qui, et il a bien voulu nous dire que s'il était retrouvé ou s'il obtenait quelques traces à cette fin, il nous le ferait savoir. Nous n'osons pas croire qu'il a été perdu ou a été détruit. Il faut espérer le retrouver. Car il est à désirer qu'on puisse bientôt publier le texte français de ces précieux *Mémoires*, qui ne l'a pas été. C'est pourquoi nous y attirons spécialement l'attention de nos bibliophiles.

P. B. CASGRAIN

Une statue equestre de sir George Prevost à Québec. (II, X, 245.) — Sir George Prevost pendant son séjour de quatre années dans le Bas-Canada avait gagné les cœurs des Canadiens par son affabilité et la sympathie qu'il leur avait montrée en toute occasion.

Quelques jours avant son départ pour l'Angleterre, le 21 mars 1815, la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, voulut lui donner une marque de reconnaissance pour ce qu'il avait fait en faveur des Canadiens, et elle décida, par une adresse, de lui offrir un service d'argenterie de cinq mille livres sterling.

Le 23 mars 1816, cette adresse était transmise à sir George Prévost qui y faisait la réponse suivante :

“ Je vous remercie de l'opinion favorable que vous avez exprimée de mes services, et je transmettrai au gouvernement de Sa Majesté votre adresse remplie de sentiments si flatteurs pour moi, afin que son Altesse Royale le prince régent puisse diriger votre libéralité par ses ordres. ”

Le 21 mai 1815, le comte Bathurst informait sir George Prévost que le prince régent consentait à ce qu'il acceptât cette marque d'approbation de son gouvernement par la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada.

Un bill fut en conséquence présenté à la Chambre d'Assemblée par M. Jean-Thomas Taschereau, député de Dorchester. Il fut adopté le 12 février 1816, et transmis immédiatement au Conseil Législatif. Mais ce corps était composé en grande partie d'adversaires de sir George Prévost et il ne donna pas sa concurrence au bill de M. Taschereau.

Les choses en restèrent donc là.

Sept ans plus tard les sympathies de la Chambre d'Assemblée pour sir George Prévost se réveillèrent. Le 3 décembre 1823, M. Louis Bourdages, député de Buckingham, appuyé par M. Jean Dessaulles, député de Richelieu, proposait la résolution suivante :

“ Que les Communes du Bas-Canada, animées d'un sentiment de justice, de reconnaissance et de respect pour la mémoire de feu sir George Prévost, baronnet, ci-devant gouverneur-en-chef de cette province, désirent perpétuer et transmettre à la postérité, par quelque témoignage public, la haute idée qu'elles ont toujours eue et qu'elles ont encore de la sagesse, de l'intégrité et de l'habileté avec lesquelles, dans les circonstances les plus embarrassantes, il a administré le gouvernement de cette province, et du succès des opérations par lesquelles, avec des moyens disproportionnés,

il a préservé les Canadas du péril imminent de conquête dont ils étaient menacés, pendant la dernière guerre avec les Etats-Unis.

“ Que ce n'est que par des circonstances auxquelles les Communes de cette province n'ont pu obvier que la résolution de l'Assemblée de la dite province du 21 mars 1815, qui affectait la somme de cinq mille livres pour l'achat d'un service d'argenterie pour être présenté à feu sir George Prévost de leur part, comme un témoignage de la haute idée que les Communes avaient de ses talents distingués, de sa sagesse et de son habileté dans l'administration du gouvernement de cette province, et dans la défense heureuse d'icelle durant la dernière guerre, avec les Etats-Unis, n'a pu être réalisée et mise à effet. ”

La même résolution demandait de former un comité de cinq membres pour considérer et faire rapport à la Chambre des moyens les plus convenables et les plus efficaces pour mettre à effet et perpétuer les sentiments des Communes du Bas-Canada relativement aux services publics et à la conduite distinguée de feu sir George Prévost.

Ce comité fut composé de MM. Bourdages, Blanchet, Heney, Taschereau et Proulx.

Le 3 janvier 1824, M. Bourdages déposait devant la Chambre le rapport du comité :

“ Ayant donné l'attention la plus sérieuse au sujet référé pour aviser aux moyens les plus convenables et les plus efficaces pour mettre à exécution les résolutions de cette Chambre, exprimant ses sentiments relativement aux services publics et à la conduite distinguée de feu sir George Prévost, baronet, ci-devant gouverneur en-chef de cette province, d'une manière qui pût répondre aussi dignement à la mémoire de cet illustre personnage que la sincérité des sentiments exprimés par cette Chambre dans ses résolutions du troisième jour

de décembre dernier, et aussi considérant l'état actuel des finances de cette province, la majorité de votre comité est d'opinion :

“ Premièrement, qu'il conviendrait qu'une statue équestre fût érigée dans un lieu convenable au devant du bâtiment où siègent les Communes du Bas-Canada, avec cette inscription :

In Memoriam
Illustrissimi viri
D. Georgii Prevost
Baroneti,
Hujusce Provinciæ Gubernatoris,
Atque
Copiarum Dulcis,
Canadarum Servatoris,

Hoc monumentum
Grato animo
Decreverunt Communes
Inferioris Canadæ,
Die...januarii 1824.

“ Secondement, que l'orateur de cette Chambre prenne des moyens convenables pour s'enquérir des dépenses probables pour l'érection d'une telle statue, pour être le tout mis devant la Chambre il'Assemblée de cette province à la prochaine session. ”

Nous ignorons si l'orateur de la Chambre d'Assemblée, qui était alors l'honorable Joseph-Rémi Vallières de Saint-Réal, s'acquitta de la mission que lui confiait les députés. Ce qui est certain c'est que ce projet de statue équestre à la mémoire de sir George Prevost ne revint jamais devant la Chambre.

Conclusion : Sir George Prevost n'a pas eu de statue sur aucune place publique de Québec. Ceci ne veut pas dire qu'il ne la méritait pas.

P. G. R.

QUESTIONS

1075—A l'occasion des fêtes de Saint-Malo, on serait heureux de savoir si quelqu'un connaît l'existence d'un surtout de table en argent dans le milieu duquel se trouve une statuette représentant Jacques Cartier, et dans quelles mains se trouve actuellement cet objet d'art qui aurait été, paraît-il, jadis offert à sir Georges-Etienne Cartier.

XXX

1076—Que devint, après la conquête, Joseph Perthius, le dernier procureur-général du Conseil Supérieur de Québec ?

PINK.

1077—A-t-on conservé les rapports des recherches minéralogiques et géologiques faites dans la Nouvelle-France en 1666 par l'ingénieur français de la Tesserie ? A-t-il écrit quelque rapport sur les mines de fer de la Baie Saint-Paul ?

MINÉ

1078—Après la cession du pays à l'Angleterre quelques Canadiens-Français obtinrent des charges publiques. Dans les instructions qui accompagnaient la commission de Murray comme gouverneur, on voit que toute personne appelée à un emploi public devait prêter serment contre la puissance du Pape et faire une déclaration contre la transsubstantiation. Les catholiques qui obtinrent ainsi des emplois prêtèrent-ils cet odieux serment du *Test* ?

CATH.

1079—Connaît-on quelques détails historiques sur le pèlerinage de Sainte-Anne du Bout-de-l'Ile, près de Montréal, dont l'origine est due à la piété des anciens voyageurs canadiens ? Peut-on donner des renseignements sur les époques de célébrité qu'eues ce lieu de pèlerinages ?

L.

VOL. XI

JUILLET 1995

No 7

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere temet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

M. H.

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juillet : Philippe Clément du Vuault de Valrennes, P. G. R. ; Louis Le Gardeur de Repentigny ; Fortifications des Trois-Rivières, Benjamin Sulte ; Bal de la Reine donné par lord Dorchester au château Saint-Louis à Québec le 18 janvier 1787 ; Jean Amyot, P. G. R. ; La " Maison Canadienne ", A. D. DeCelles ; Le camp volant sous le régime français ; Le dernier procureur-général du Conseil Supérieur ; Les femmes électeurs, P. G. R. ; Les camériers d'honneur de Sa Sainteté ; Questions, etc.

Gravure : Louis Le Gardeur de Repentigny.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS DU MOIS

Conférences et discours, par l'hon. A.-B. Routhier, juge en chef de la Cour Supérieure pour la province de Québec. —Deuxième série. Montréal, librairie Beauchemin, 256, rue St-Paul—Prix : \$1.25. S'adresser aux éditeurs.

Les Frères Mineurs à Québec. 1615-1905. Simple coup d'œil historique, par le P. Odoric—M. Jouve, O. F. M.—Québec, Couvent des S. S. Stigmates. Prix: \$0.25. S'adresser au Couvent des Frères Mineurs, Notre-Dame de Québec.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL XI

JUILLET 1905

No 7

PHILIPPE CLÉMENT DU VUULT DE VAL- RENNES (1)

La famille Clément faisait remonter son origine jusqu'au douzième siècle. Ses alliances étaient illustres et puissantes, et elle avait possédé, à la cour et dans l'armée, les charges les plus importantes.

Antoine Clément du Vuault, seigneur de Valrennes, qui fut capitaine dans le régiment de M. de LaTour, "son parent très proche", puis dans celui du prince Furstenberg, se distingua au siège d'Arras. Il épousa Françoise de Cœur, et habita Saint-Germain de la Poterie, évêché de Beauvais.

Son fils, Philippe Clément du Vuault de Valrennes, né en 1655 à Saint-Jean de la Poterie, évêché de Beauvais, entra comme enseigne, en 1682, dans le régiment de Pagny. Il servit ensuite dans les bataillons de campagne et dans le régiment de Normandie pendant treize années.

(1) XI, V, 1070. On a écrit Vallerennes, Valrennes, Vallerenne, Valrenno. Sur la noblesse des Clément du Vuault de Valrennes on peut consulter une étude signée H. V. (M. l'abbé Hospice Verreau) dans le *Journal de l'instruction publique*, livraisons de mai et septembre 1871. Denis-Joseph Ruette d'Auteuil, procureur-général de la Nouvelle-France, épousa Claire-Françoise Clément de Monceau, cousine de Philippe Clément du Vuault de Valrennes

Il passa dans la Nouvelle-France en 1685 en qualité de capitaine dans les troupes envoyées pour la défense de la colonie.

Dans l'expédition de M. de Denonville contre les Tsonnontouans en 1687, les quatre commandants des troupes régulières étaient MM. d'Orvilliers, Saint-Cirq, de Troves et Valrennes, "capitaines d'infanterie et bons officiers."

Au retour de l'expédition, M. de Valrennes fut laissé commandant au fort Cataracoui ou Frontenac avec une garnison d'une cinquantaine de soldats. Il devait y passer deux ans.

Le marquis de Denonville voyant l'éloignement du fort Frontenac, l'état impraticable du chemin pour y parvenir, les dangers pour la garnison de ne pouvoir être ravitaillée, se décida à le faire abandonner. Le 24 septembre 1689, il écrivait dans ce sens à M. de Valrennes. Mais il fallait faire porter ces ordres au commandant. La tâche n'était pas aisée, car les partis iroquois battaient le pays. Un brave, Repentigny de Saint-Pierre, se dévoua, et fut assez heureux pour échapper aux Iroquois, et remettre à Valrennes la lettre de M. de Denonville. Le gouverneur semblait regretter l'ordre qu'il donnait : "Vous pourrez, disait-il, reculer ou avancer votre départ selon l'état de votre garnison, les vivres que vous aurez, et la santé de vos hommes."

M. de Valrennes, conscient de la faute que commettait le gouverneur, retarda le plus qu'il pût l'exécution de ses ordres. A la fin d'octobre, les provisions et les munitions furent jetées dans le lac Ontario, les barques coulées, les ouvrages de pierre minées, et lorsque la garnison s'éloigna avec son chef, un soldat resté en arrière mit le feu aux mèches afin de faire sauter les fortifications.

Mais, dans l'intervalle, M. de Frontenac était arrivé

pour relever M. de Denonville, et aussitôt qu'il apprit les ordres donnés de faire sauter le fort Frontenac, qui était son œuvre, il envoya un contre-ordre à M. de Valrennes. Le messager du gouverneur, M. d'Ailleboust de Mantebt, rencontra le 6 novembre, à deux heures de Montréal, M. de Valrennes et sa petite troupe. Il était trop tard. Tout était fini.

Lorsque, le 16 octobre 1690, le parlementaire de Phips présenta, dans une des pièces du château Saint-Louis, la sommation de son maître à M. de Frontenac d'avoir à lui remettre Québec, les principaux officiers de la garnison étaient présents.

Le Père Charlevoix raconte ainsi cet incident :

“ Cet écrit fut lu à haute voix et il excita l'indignation de toute l'assistance. Dès qu'on en eut achevé la lecture le trompette tira de sa poche une montre, la présenta au gouverneur-général, et lui dit qu'il était dix heures et qu'il ne pouvait attendre sa réponse que jusqu'à onze. Alors il se fit un cri général et le sieur de Valrennes, élevant la voix, dit qu'il fallait traiter cet insolent comme l'envoyé d'un corsaire, d'autant plus que Phips était armé contre son légitime souverain et s'était comporté au fort-Royal en vrai pirate, ayant violé la capitulation et retenu prisonnier le sieur de Menneval, contre sa parole et le droit des gens.

“ Monsieur de Frontenac, quoique piqué au vif, témoigna plus de modération ; il ne fit pas même semblant d'entendre le discours de Valrennes et adressant la parole au trompette il lui dit :

“ Je ne vous ferai pas tant attendre. Dites à votre général que je ne connais point le roi Guillaume et que le prince d'Orange est un usurpateur qui a violé les droits les plus sacrés du sang en voulant détrôner son beau-père.....

“ Le trompette demanda cette réponse par écrit, le

général refusa de la donner et ajouta :

“ Je vais répondre à votre maître par la bouche de mon canon : qu'il apprenne que ce n'est pas de la sorte qu'on fait sommer un homme comme moi. ” (1)

En 1691, les Agniers s'entendirent avec les Anglais de New-York pour faire une expédition, au temps des récoltes, contre l'île de Montréal. Schuyler fut mis à la tête de ce parti.

Aussitôt que M. de Callières, gouverneur de Montréal, apprit que l'ennemi approchait, il rassembla sept à huit cents hommes qu'il fit camper à la Prairie de la Madeleine, puis, pour protéger Chambly, il y envoya M. de Valrennes avec deux cents hommes. Il lui ordonna, si les ennemis s'attaquaient à ce poste, d'y entrer pour le défendre, et s'ils passaient outre, de suivre leurs pistes, afin de les prendre en queue, pendant que lui-même les attaquerait de front.

Le 11 août, à la pointe du jour, les Anglais et les Agniers attaquèrent la Prairie de la Madeleine. Le capitaine de Saint-Cirq qui commandait les Français et les Canadiens, en l'absence de M. de Callières malade, s'avança imprudemment contre les ennemis. Ceux-ci se retranchèrent dans une maison, firent quelques décharges qui tuèrent plusieurs officiers et soldats, et, cet exploit accompli, se retirèrent.

M. de Valrennes les attendait dans les environs du fort de Chambly. M. Bénac, dans une *Relation des actions qu'il y a eu, cette campagne, entre les Français et les Sauvages Anglais*, raconte la bataille qui s'en suivit :

“ M. de Callières attendait l'armée ennemie, et croyant que leur retardement venait de ce qu'ils attaquaient peut-être le fort Chambly, avait heureusement

(1) *Histoire de la Nouvelle-France.*

envoyé la veille de ce jour fatal M. de Valrennes avec 160 soldats et Canadiens de ce côté là. Le samedi matin, ils entendirent l'attaque de la Prairie, ce qui les fit revenir sur leurs pas, et ce fut à mi-chemin entre les deux forts que sur les neuf heures du matin, ils virent les ennemis qui d'abord se jetèrent sur eux pleins de furies avec leurs cris ordinaires. D'abord on essaya leur première décharge par ordre de M. de Valrennes qui fit coucher tous ses gens à temps derrière un gros arbre étendu qui les couvrait. Cinq ou six des nôtres y furent blessés et entr'autres, le sieur Duchesne, fils de M. LeBer, qui conduisait les Canadiens. Il en est mort au Montréal. Cependant nos gens s'étant levés suivant l'ordre donné, le combat fut sanglant pendant deux ou trois heures, où les ennemis combattant en désespérés furent enfin forcés de se retirer, après avoir laissé sur la place 65 Anglais, 12 Agniés et 5 Loups, outre un grand nombre de blessés que l'on juge y avoir, dont la plupart seront morts de leurs blessures à cause de la grande chaleur, car on en trouva le lendemain 17 morts presque en un tas et huit petits sentiers pleins de sang. On en a encore trouvé depuis et le tout va jusqu'à 130, tant Anglais que Sauvages. Vous voyez par là, Monseigneur, que, autant le matin du samedi, 11 août, nous fut funeste, autant nous fut avantageux le reste du jour par la bravoure et sage conduite de M. de Valrennes et le courage des siens. Quelques Sauvages du Sault et de Lorette ont aussi fait merveilles en cette rencontre, et un y a été tué en exhortant tout le monde à combattre pour la foi. Dans toute cette journée nous avons eu environ 45 morts et plus de 60 blessés. Un seul Anglais que voulut prendre en vie M. de Valrennes a dit qu'il devait venir, au retour de ce premier parti, un second de 400

et du côté de Cataracoui, 503 Sauvages Iroquois pour empêcher les récoltes. " (1)

M. de Frontenac complète la relation de M. Bénac dans sa lettre du 20 octobre 1691 :

" Un parti de cinq cents Anglais, Loups et Agniés étant venus jusqu'à la Prairie de la Madeleine, qui est à deux lieues de Montréal, M. de Callières qui en avait eu avis et qui croyait même le parti plus considérable avait ramassé toutes les troupes que je lui avais envoyées avec quelques habitants qu'il y avait joints, et était allé se poster au pied du fort de la Prairie ayant détaché deux cents hommes sous le commandement de M. de Valrennes pour s'en aller à Chambly qui était l'endroit par où les ennemis devaient venir avec ordre de les laisser passer et de les suivre en queue.

" Les ennemis qui apparemment avaient dessein d'attaquer le fort de la Prairie, puisqu'ils avaient apporté des grenades, s'en approchèrent une heure avant le jour le 11 d'août et entrèrent dans le camp des habitants dont la plupart, fatigués d'une pluie qui était survenue et d'avoir été toute la nuit sous les armes, étaient rentrés dans le fort et n'étaient pas aussi alertes qu'ils l'auraient dû être ; mais les troupes qui étaient plus sur leurs gardes ayant marché au premier bruit, regagnèrent le camp des habitants, après avoir essuyé la décharge des ennemis qu'ils croyaient des nôtres, parcequ'il ne faisait pas encore assez clair pour se reconnaître et les en chassèrent l'épée à la main, et quoiqu'ils se ralliassent à cent pas au delà, à la faveur d'un rideau qui les couvrait, ils les rechargèrent encore et les obligèrent à se retirer. Cependant, comme ils avaient mis du désordre parmi

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 11, fol. 299.

nos habitants et que dans ces deux charges nous avions perdu quelques officiers et soldats ils s'en retournèrent pleins d'orgueil et d'insolence, lorsque leurs découvreurs rencontrèrent à une lieue et demie de là ceux du sieur de Valrennes qui avaient toujours suivi leurs pistes. Il les attaquèrent croyant qu'ils en auraient bon marché, mais ils furent trompés dans leur attente car quoique le sieur de Valrennes fut de moitié moins fort qu'eux, il disposa ses gens avec tant d'ordre, de conduite et d'intrépidité qu'après un combat qui dura près d'une heure et demie et s'être mêlés par trois différentes fois, jusqu'à se mettre la bourre dans le ventre et s'y brûler les chemises en tirant, il les fit plier et les mit entièrement en déroute, leur ayant tué plus de six vingts hommes sur la place, parmi lesquels il y avait cinq ou six de leurs chefs tant Anglais que Sauvages, blessé un beaucoup plus grand nombre, pris un de leurs drapeaux et fait quelques prisonniers.

“ S'il n'avait pas été aussi fatigué de trois jours de marche qu'il avait fait sans avoir à peine mangé et par des chemins presque impraticables il les aurait suivis plus loin qu'il ne fit et il n'en serait pas échappé un seul pour en rapporter la nouvelle, mais ce qu'il lui était impossible de faire, nos Sauvages du Sault l'auraient pu facilement exécuter, puisqu'étant arrivés de leur fort une heure après l'action au nombre de 120 tout frais et en apparence dans une disposition de bien faire, ils auraient pu les joindre facilement, ils se contentèrent au lieu de cela, de visiter les morts, de les compter et de les dépouiller, ce qui a beaucoup augmenté mes soupçons aussi bien que ceux du public et m'oblige d'écrire un peu vertement aux R.R. Pères qui n'ont pu les excuser que par de très méchantes raisons. Il faut néanmoins s'en payer et attendre qu'ils fassent

mieux une autre fois dont ils témoignent avoir envie présentement par la honte qu'on leur a faite.

“ Depuis l'établissement de la colonie, il ne s'est rien passé en Canada d'aussi fort ni de si vigoureux et l'on peut dire que le sieur de Valrennes a conservé la gloire des armes du Roi et procuré un grand avantage au pays puisque cela nous a donné moyen d'achever nos récoltes paisiblement dans lesquelles nous aurions été fort inquiétés, et qui, venant à nous manquer, nous auraient mis dans la dernière désolation.

“ Il espère aussi bien que moi, Monseigneur, que vous aurez la bonté de faire valoir auprès de Sa Majesté ce qu'il a fait et que vous lui procurerez quelque récompense, la chose étant d'une plus grande conséquence que je ne saurais vous le dire dans la conjoncture où elle est arrivée. C'est un des bons et des plus fermes officiers que nous ayons. Il a un beau-frère qui le tourmente pour des affaires de famille et qui lui fait des procès qui l'auraient obligé de passer en France, si je ne lui avais fait espérer que vous voudriez bien lui accorder des lettres d'état pour les arrêter, comme il vous en supplie par le placet que je vous envoie. ” (1)

Le roi accorda une pension à M. de Valrennes.

Le 5 septembre 1692, Frontenac remerciait le ministre :

“ Le sieur de Valrennes vous fait lui-même ses très humbles remerciements des grâces que vous lui avez procurées, et il prend la liberté de vous supplier de lui en accorder encore une par le placet qu'il vous présente, pour le mettre à couvert d'une affaire qui lui est arrivée il y a trente et un ans et qu'il n'en avait que quatorze, et que son beau-frère s'est avisé de

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 11.

recueillir pour avoir un prétexte de l'exclure de la succession de son père et de sa mère ; ce sont des lettres de réhabilitation qu'il demande. Les services qu'il a sans interruption rendus depuis ce temps-là et qu'il continue de rendre en ce pays semblent lui devoir faire espérer que vous ne les lui refuserez pas. " (1)

L'intendant Champigny écrivait à son tour au ministre le 21 septembre 1692 :

" Le sieur de Valrennes est très obligé à Sa Majesté de la pension qu'elle a eu la bonté de lui donner en considération de ses longs et bons services et des lettres d'état que vous avez pris la peine de lui faire expédier pour la conservation de ses intérêts. Il supplie très humblement Sa Majesté de lui accorder des lettres de réhabilitation pour une affaire qui lui est arrivée lors de sa grande jeunesse il y a environ 30 ans ; depuis lequel temps il a toujours été au service de Sa Majesté, et il vous sera présenté une requête avec les papiers concernant cette affaire. Tout ce que nous pouvons vous dire c'est qu'il est très bon serviteur du Roi et qu'il mérite d'être favorisé. " (2)

Le roi se rendit à la demande de MM. de Frontenac et de Champigny comme on le voit par la lettre suivante de l'intendant Champigny du 4 novembre 1693 :

" Le sieur de Valrennes est très reconnaissant des témoignages que Sa Majesté veut bien lui donner de la satisfaction qu'elle a de ses services et de la volonté où elle est de lui accorder des lettres de réhabilitation. Il est fort incommodé d'une paralysie qui l'oblige de repasser en France pour essayer de se guérir. Son nom est Philippe et on lui a apparemment donné

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 12.

(2) Idem.

dans la procédure celui de Paul, parce qu'étant enfant on l'appelait *Paul*. " (1)

En 1696, M. de Valrennes était recommandé pour la croix St-Louis.

" Il descend des quatre premiers maréchaux de France du nom de Clément qu'il porte. C'est le plus ancien capitaine du Canada. Il a trente-trois ans de service et est couvert de blessures. "

En 1697, M. de Valrennes, rempli d'infirmités par suite de ses longues et dures campagnes, demanda sa retraite. Le 19 octobre 1697, MM. de Frontenac et Champigny écrivaient au ministre :

" Nous vous avons plusieurs fois informé, Monseigneur, des services, que le sieur de Valrennes a rendus, qui sont expliqués dans le placet ci-joint qu'il se donne l'honneur de vous adresser. Il est à présent si chargé d'infirmités qu'il ne peut plus remplir ses devoirs de capitaine, dont il est véritablement mortifié par rapport à la disposition où il a toujours été de s'en bien acquitter, en sorte que nous nous sentons obligés de vous prier d'écouter favorablement la supplication qu'il vous fait de lui procurer auprès de Sa Majesté une pension qui puisse lui aider à subsister pendant sa vie. L'expédient que nous trouvons, sans augmentation de dépenses pour le Roi, est de faire passer sa compagnie à un des capitaines réformés dont les appointements de capitaine réformé qui sont de 720 livres par an seraient changés en une pension annuelle de pareille somme, dont il vous aurait une très grande obligation. " (2)

Le Roi accorda la demande de M. de Valrennes, et, le 1er mai 1698, signait en sa faveur un brevet de pension.

Le 15 octobre 1698, MM. de Frontenac et de Cham-

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 12.

(2) Correspondance générale, Canada, vol. 15.

pigny informaient le ministre que M. de Valrennes se retirait en France.

“ Le sieur de Valrennes, capitaine de ce pays, se retire cette année en France, bien satisfait de ce que Sa Majesté a bien voulu lui permettre à cause de ses infirmités. Nous l'assurons de sa très humble reconnaissance de la pension qu'elle a eue la bonté de lui accorder, dont nous la remercions pareillement, nous ayant fait la grâce d'écouter favorablement la prière que nous lui en avons faite. ” (1)

M. de Valrennes mourut avant le 6 juin 1708, car, à cette date, le ministre écrivait à M. l'abbé de Mignon pour lui demander si la veuve de Valrennes, qu'il lui recommandait, était Française ou Canadienne et si elle était *demoiselle*.

P. G. R.

LOUIS LE GARDEUR DE REPENTIGNY

Louis Le Gardeur naquit à Montréal le 5 août 1721 du mariage de Jean-Baptiste Le Gardeur de Repentigny et de Marie-Catherine Juchereau de Saint-Denys. C'est le chevalier de Repentigny dont les faits d'armes sont bien connus. Après la chute de Québec, il passa en France et il continua à servir son roi avec dévouement et valeur. En mai 1783, il acceptait le poste de gouverneur et commandant en chef du Sénégal, de Gorée, Rivière de Gambie, Côte d'Afrique, etc. M. de Repentigny mourut à Paris le 11 octobre 1786, honoré et hautement estimé de tous. (2)

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 16.

(2) Il ne faut pas confondre le chevalier de Repentigny avec son frère aîné, Pierre-Jean-Baptiste-François Xavier Le Gardeur de Repentigny qui, en janvier 1748, tua le bourgeois Philibert d'un coup d'épée. Ce M. de Repentigny devint brigadier des armées du Roi et gouverneur de Mahé. Il mourut en 1776.



LOUIS LE GARDEUR DE REPENTIGNY

FORTIFICATIONS DES TROIS-RIVIÈRES

Oui, les fortifications des Trois-Rivières. Cela vous étonne ? S'il n'y en a pas aujourd'hui, il y en avait autrefois. On peut en parler. La nature du terrain s'y prêtait. Le Platon est une assiette forte par elle-même. Il commande partout autour de lui et ses canons coupent le chenal du fleuve qui en est tout près. C'est même pour cela que le gouvernement fédéral le conserve, afin qu'il reste découvert et qu'on puisse y placer de l'artillerie. Et voilà comment il est loué à la ville moyennant une piastre par année.

Toute la côte, la Table, depuis la rue du Château jusqu'au cap Métaberotine, est indiquée pour recevoir des batteries. Impossible de remonter le fleuve sous le feu des pièces, si jamais cette position dominante en est garnie.

Le Platon ? C'était la pointe du lac au temps où les vagues battaient le pied des côteaux de Sainte-Marguerite et la bordure nord de la rue des Forges.

Bien avant les Français il y avait eu sur cette éminence un fort algonquin dont LaViolette retrouva les ruines le 4 juillet 1634.

Oui, l'endroit est fortifiable et a été fortifié—Platon et ville.

Le Père Buteux écrivait en septembre 1649 :
“ Dans cette résidence des Trois-Rivières où nous donnons nos soins aux Français et aux Sauvages, nous n'y avons pas d'autres forts que des forts en bois, d'autres remparts que des marais desséchés. ”

Le fort en bois construit sur le platon en 1634 avait un ou deux bastions. C'était toute la défense de la bourgade.

En décembre 1650, M. d'Ailleboust songeait à élever quelque fortification aux Trois-Rivières, mais le projet en resta là.

Au mois de juin suivant, ce gouverneur donna aux Pères Jésuites un terrain entre les rues actuelles Saint-Louis et du Château "à condition de bâtir la renclure fermée du village."

Le Père LeMercier nous fait entendre que, l'automne de 1652, on fit certains travaux de défense aux Trois-Rivières, mais si l'on consulte la *Relation* de l'année suivante on comprend que rien ou très peu de chose était fait à ce sujet.

Le 6 juin 1653 le gouverneur-général d'Ailleboust étant aux Trois-Rivières vit que l'on travaillait à mettre la place à l'abri d'une surprise. Il donna ordre à Pierre Boucher de faire exercer la milice au tir à la cible et au maniement des armes.

La bourgade comptait trente-huit ménages : 76 âmes
Hommes non mariés.....13 "
Jeunes garçons.....38 "
Jeunes filles.....26 "

153 "

Je ne mentionne pas les engagés. La milice devait former une compagnie de cinquante hommes.

Les instructions du gouverneur à Boucher lui enjoignent "de faire son possible pour presser la construction de la palissade et tenir mémoire des journées qui seront données, par qui, à quoi et combien.

"S'il arrivait quelques réfractaires au commandement, ou qui manquassent aux gardes, il les condamnera à l'amende telle qu'il jugera à propos.

"La palissade et les deux redoutes achevées, il divisera le bourg en trois escouades, ou quatre s'il y a assez d'hommes, dont une entrera tous les soirs en garde dans la redoute qui regarde les champs. Dans un corps-de-garde, il y aura toujours une personne qui veillera et celui qui devrait être en sentinelle fera

ronde tout autour du dedans de la palissade et aura l'oreille au guet pour ne se point laisser surprendre du dehors par l'ennemi ni du feu qui se peut mettre par accident en quelque maison.

“ Il aura soin de faire qu'un chacun tienne ses armes en bon état et bien chargées de postes ou de balles. Il excitera souvent ceux qui vont au travail (des champs) de se tenir sur leurs gardes ; surtout il aura l'œil que les armes soient bien chargées. ”

Il est visible que la palissade demandée, en 1651, ne fut plantée qu'au mois de juin 1653. Vers la fin de juillet on mettait la dernière main aux préparatifs de défense. Pierre Boucher avait alors quarante-six hommes exercés, prêts à agir. Le Père Le Mercier qui s'était tenu aux Trois-Rivières depuis le 15 au 20 juillet, pour voir aux ouvrages ci-dessus, rentra à Québec le 21 août.

Le gouverneur Jacques LeNeuf de la Poterie étant absent, la direction des Trois-Rivières revenait à Pierre Boucher. Les Iroquois infestaient les environs de la bourgade et tuaient de temps en temps quelques travailleurs isolés.

Le 22 août fut une journée mémorable. Cinq ou six cents Iroquois tentèrent l'assaut de la place mais ils reculèrent sous un feu meurtrier partant des fusils de la milice et de la bouche de quelques pièces de canon que M. Boucher avait portées fort à propos sur la croupe du Platon pour tirer à feu plongeant.

L'attaque paraît avoir été dirigée non pas contre le village mais contre le fort et cela se conçoit puisque les Sauvages se seraient vu maîtres de tout, après la capture du Platon.

Durant onze années encore les Iroquois continuèrent leurs maraudes autour des Trois-Rivières, escarmouchant ça et là avec nos patrouilles, mais sans oser

s'approcher de la place. Après 1664 on ne les revit plus jamais.

Le 16 mai de cette année 1644, M. de Mézy gouverneur-général, et Mgr de Laval signent un acte pour donner aux habitants le terrain destiné à l'érection d'une église paroissiale, "à prendre, du côté du sud-ouest, joignant la grande porte du bourg qui regarde la plateforme ; au nord-nord-ouest joignant la porte de la rue Saint-Pierre ; à l'est-nord-est attenante à la palissade du bourg ; au sud-ouest au chemin qui est entre la dite place et la plateforme."

La plateforme c'est le Platon. Alors, la palissade courait depuis le boulevard le long de la rue du Château jusqu'au coude de la rue Notre-Dame, où il y avait une porte, et se continuait jusqu'à la rue Saint-Pierre où était l'autre porte. Le terrain de l'église allait de la porte le long de la rue Saint-Pierre jusqu'à la rue Saint-Jean.

Je ne saurais dire depuis quand l'enceinte s'étendait ainsi jusqu'à l'intersection des rues Notre-Dame, Bonaventure et Saint-Pierre. En tous cas, le portail de l'église de bois qui fut construite peu après faisait face à cette partie de la rue Notre-Dame qui descend à la rue des Forges.

Le 14 juin 1684, le baron de LaHontan, qui venait de passer aux Trois-Rivières, écrivait que ce lieu n'est protégé ni par des ouvrages en pierre ni par des palissades. Vingt ans avaient donc suffi pour la suppression de la clôture mentionnée en 1664.

Remarquons que la guerre des Iroquois paraissait imminente au moment de la visite de LaHontan, aussi le nouveau gouverneur-général Denonville, arrivé de France le 30 juillet 1685, s'empressa-t-il de garnir la petite ville d'un rempart quelque peu rassurant.

Le plan daté du 14 novembre 1685 montre treize

bastions dans la palissade, ce qui ne s'accorde pas avec la lettre officielle. Peut-être que les travaux de ce plan n'avaient été exécutés qu'en partie puisqu'on demandait des fonds pour les compléter.

La clôture en question allait du coin des rues Notre-Dame et Saint-Pierre jusqu'au boulevard ; de là à la rue Saint-François-Xavier et même plus loin jusqu'à une ravine ; ensuite elle courait au nord-ouest, puis au sud ouest pour atteindre à peu près le site actuel de l'école des Frères, et elle suivait la rue Saint-Pierre d'un bout à l'autre. Le Platon est nu de muraille sur ce plan, mais il porte sept canons placés sur des affûts.

La lettre du gouverneur-général marquis de Denonville, en date du 12 novembre 1685, dit que le poste des Trois-Rivières est entouré de hautes palissades sans postes militaires et qu'elles ne sont pas flanquées, sauf que l'année précédente, on y a commencé deux grandes tourelles qui ne sont pas terminées et qui restent très exposées. " Ce poste est très important ; il aurait pu être mieux placé plus près des trois embouchures de la rivière, mais il est trop tard pour le changer. "

La guerre des Iroquois recommençait et devait durer jusqu'à 1701. Il n'y a pas de doute que la position du cap Métabérotine est plus forte, militairement, que celle du Platon, mais les cultivateurs ne s'étaient pas établis pour faire la guerre.

Je viens de dire une grande vérité, mais, voyez la chose étrange, cette même année 1685, LaHontan écrivait que " les Trifluviens sont les meilleurs soldats de la colonie. "

LaHontan, qui était dans le pays, dit que, l'été de 1690, le comte de Frontenac fit une visite aux Trois-Rivières et y traça le plan d'un fort. L'hiver suivant

la ville fut entourée " d'une très belle palissade, " dit un document officiel.

Les Iroquois se trouvaient maîtres du Haut-Canada, le fort Cataracoui étant abandonné. Tout le gouvernement de Montréal était ravagé par les bandes qui massacraient les habitants et brûlaient les maisons. Saint-François-du-Lac avait subi un assaut. Plusieurs Français venaient d'être pris au lac Saint-Pierre.

Un contrat du notaire Ameau, dressé en mai 1692, mentionne la rue que nous appelons Bonaventure laquelle " regarde la grande porte de la ville, " par conséquent cette porte était au coude ouest de la rue Notre-Dame où commence la rue Saint-Pierre.

La population des Trois-Rivières et autres lieux en remontant jusqu'à Chambly, à Châteauguay, à Lachine, avait abandonné les champs pour se réfugier dans des enclos décorés du nom de forts. Ceux qui avaient allumé cette guerre étaient retournés en France, laissant aux colons la mission de défendre le pays.

Le 15 septembre 1692, Frontenac et Champigny écrivant au ministre, lui expliquent que la palissade des Trois-Rivières a été reconstruite à neuf avec des redoutes et qu'on y a fait d'autres réparations, mais qu'il faut de l'argent pour augmenter l'enceinte.

Le 24 octobre 1694, Champigny mentionne dans les menues dépenses des " réparations faites aux portes de la ville des Trois-Rivières. " On rendait compte à Versailles de chaque clou enfoncé dans un pieu et de chaque bardeau posé sur une couverture.

Le 4 novembre 1693, MM. de Frontenac et Champigny font rapport que " la clôture des Trois-Rivières a été réparée et son enceinte augmentée pour fermer la maison du gouverneur et porter la clôture sur la croupe de la hauteur, afin de mieux commander la

campagne, et la basse-ville étant auparavant trop retirée. ”

Ainsi, on avait prolongé la palissade côté du sud pour embrasser le Platon, et vers le nord on enveloppait le terrain des Récollets.

En 1701, Bacqueville de la Potherie remarque que la ville est “ entourée de pieux d'environ dix-huit pieds de haut. ”

Sur le plan de 1704 la clôture entoure le Platon et dans son ensemble elle nous montre huit bastions. Au nord elle enveloppe le terrain des Ursulines. Au nord-ouest la rue Saint-Pierre est toujours la limite de cette fortification. Les portes ne sont pas indiquées, non plus que sur le plan de 1685.

Vers 1704, quelqu'un a dessiné une vue de la place et elle a été publiée. La seule copie que je connaisse⁽¹⁾ de cette œuvre a été découverte en Allemagne. Elle donne tous les détails de la palissade mais elle laisse le Platon sans défense, ce qui nous ferait reculer jusqu'à 1692, pourtant le monastère des Ursulines est à sa place actuel et cela nous amène à 1700 ou 1702. L'église de la paroisse est encore sur le site où elle se trouvait depuis 1664 jusqu'à 1715. On y voit sur le Platon une maison avec ses dépendances (M. de Ramezay) mais pas le château qui ne fut bâti qu'en 1723. Ce problème allemand m'intrigue fort. Il est évidemment croyable dans toutes ses parties, sauf l'absence de palissade sur le Platon.

La palissade si gentille du plan de 1704 (que j'ai publié) s'accorde bien avec la jolie rangée de pieux du dessin allemand de la même date, mais voilà que, cinq ans plus tard, on déclare pourrie et ruinée toute cette défense.

(1) Propriété de notre archiviste Arthur G. Doughty.

Le Platon, en 1709, portait trente canons.

La guerre contre les colonies anglaises éclatait. On construisit le fameux fort de Chambly, on releva l'enceinte des Trois-Rivières.

En 1721 nous avons un croquis soigné qui représente la palissade s'étendant au delà du monastère des Ursulines et comprenant tout le Platon. L'aspect en est bien modeste. On ne dirait pas que c'est un ouvrage militaire. L'œil passe entre les pieux. On n'y voit pas le moindre bastion. Que sont devenus ceux de 1704 ? N'ont-ils existé que sur le papier ? L'ingénieur propose et le roi dispose puisqu'il tient les cordons de la bourse.

De 1744 à 1748 nous eûmes la guerre contre les colonies anglaises.

L'ingénieur Franquet, qui visita les Trois-Rivières durant l'été de 1752, note ce qu'il a vu et y ajoute ses observations :

“ Nous parcourûmes les vestiges de l'enceinte brûlée des quarante-cinq maisons et du couvent des Ursulines consumés par l'incendie du 19 au 22 mai de cette année. Il a été si considérable, pendant trois jours qu'on eut toutes les peines du monde d'arrêter le feu. Avant cet incendie la ville était fermée d'une enceinte de pieux de dix à douze pouces de diamètre, sur douze pieds de hauteur, que le feu a brûlée, de manière qu'aujourd'hui elle est ouverte. ”

Ainsi, la palissade entourant le village avait été faite en mai-juillet 1653, augmentée, plus tard, reconstruite, changée plusieurs fois, et elle fut détruite en mai 1752, ayant subsisté quatre-vingt-dix-neuf ans, mois pour mois.

Franquet proposait de reconstruire l'enceinte, mais il voulait une muraille de brique parcequ'il avait exa-

miné la briqueterie de la Commune et disait que la terre était excellente pour cet objet. Il ajoute que le bois favorable pour faire de bons pieux dans les conditions requises ne se trouve pas facilement aux environs.

La guerre de Sept Ans commença sur l'Ohio en 1753. Ni Québec, ni Montréal ni Trois-Rivières ne reçurent de fortifications. On se battit à la frontière jusqu'à 1759, où Wolfe arriva devant Québec.

Trois-Rivières se relevait malaisément de ses ruines au milieu de la famine, des expéditions militaires et des privations de tous genres qui marquent cette époque.

J'ai remarqué que, en parlant des Trois-Rivières au cours de la guerre de Sept Ans, les écrivains disent que la palissade était délabrée—mettons plutôt qu'il n'y en avait pas.

Voici une autre vue des Trois-Rivières prise en 1757. Du fleuve c'est une côte absolument sauvage. Quelques maisons apparaissent au sommet. Le château est visible sur le Platon. Aucune trace de défense. Ni palissades, ni canon, ni tourelle, ni parapet. L'endroit, à cet égard, était retourné à un siècle en arrière. Il est vrai que les Iroquois n'étaient plus à craindre. Dans le port on voit une goëlette, des chaloupes, des canots d'écorce et plusieurs sauvagesses avec des enfants et quelques hommes de leur nation qui ont l'air de faire la traite. La côte, sous le boulevard actuel, est de plusieurs formes, ayant des creux, des renflements sur le point de s'écrouler, et tout cela est couvert de broussailles, de petits arbres, au milieu desquels sont plantés hardiment de hauts bois blancs, des pins, des épinettes. Ce devait être ainsi en 1634 lorsque La Violette débarqua pour construire le fort.

BENJAMIN SULTE

BAL DE LA REINE DONNÉ PAR LORD DOR-
CHESTER AU CHATEAU SAINT-LOUIS
A QUÉBEC LE 18 JANVIER 1787

Le 18 janvier, je résolus de sortir de mon île (1) malgré un froid de 25 degrés et deux pieds de neige dans le chemin pour aller voir le bal de la reine, y étant engagé par le récit que l'on me faisait très souvent de ces assemblées.

Je m'y rendis donc à 6.30 heures du soir. Le bal s'ouvrait. Le château était rempli d'officiers majors et subalternes et des connétables de la ville. Les dames y étaient en grand nombre et formaient un assez beau coup d'œil, étant rangées sur les bancs qui s'élevaient en amphithéâtre au nombre de trois degrés. Les hommes étaient debout.

On commença le bal par des menuets, au son d'une très belle musique. Le lord était au haut de la chambre. Le premier salut du menuet s'adressait au lord, le second était pour le couple qui dansait. Il ne fut dansé que cinq menuets, après quoi on commença les contre-danses anglaises. A chaque contre-danse il y a vingt-cinq couples. Elles durent une heure chacune, ce qui est si ennuyant que si ce n'eut été de la musique qui me réveillait, je crois que je m'y serais endormi, ou du moins que j'aurais sorti bien vite.

Il y avait d'heure en heure plusieurs domestiques qui offraient à tout le monde des rafraîchissements. C'était du bon vin de Madère avec de l'eau chaude et du sucre, et quantité de bonbons.

Le lord se tint toujours debout jusqu'à 11.30 heures que l'on vint annoncer que le souper était dressé. Chaque cavalier prit en conséquence sa partenaire et

(1) Ile d'Orléans.

la conduisit dans une chambre basse où les tables étaient placées. Le lord s'y plaça à la tête avec les premières dames à ses côtés et deux ou trois officiers généraux. Tous les autres messieurs étaient debout derrière leurs partenaires.

Le souper est très curieux à voir. Tout y est artistement arrangé. L'on y voit avec plaisir s'élever quantité de pyramides de fruits, tous plus succulents les uns que les autres.

Le souper dura une heure et demie, à la fin duquel les belles voix des principales dames y furent entendues. Le lord se leva ensuite de table, et se retira, ce qui n'empêcha pas le bal de se continuer jusqu'à 5 heures du matin. (Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau).

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Couture : Terre cultivée avec soin, jardin maraîchier ; en Normandie la *Couture* est un enclos planté d'arbres fruitiers attenant à une ferme.

Dubeau : De bos, bosc, bost, bois.

Francheville : Est le nom qu'on donnait aux communes auxquelles on avait accordé des franchises c'est-à-dire la dispense de certains impôts, de servitudes ou encore un conseil municipal.

Forest : Le forest est un nom d'écart très répété en France.

Gauthier : Petit passage ouvert dans les barrages pour faciliter le flottage à bûches perdues.

Goulet : l'assage étroit et long qui conduit à une rade ou à un port dont il ferme l'entrée et la sortie.

Goupil : (vieux français) Renard (du latin *vulpes*).

Hamel : Hameau.

VIEILLES POÉSIES

Dans des paperasses qui viennent de me passer sous les yeux je trouve deux petites poésies adressées à Françoise-Catherine Hertel, épouse de Ignace-Michel-Louis-Antoine de Salaberry, et mère du héros de Châteauguay, à l'occasion de sa fête patronale, le 25 novembre 1805.

L'une, un quatrain, est signée Jean-Baptiste d'Estimauville. Elle se lit comme suit :

“ Catherine avait à Sienne,
L'amour de ses concitoyens ;
Réjouissons-nous, chers Canadiens,
Notre pays fournit la sienne. ”

L'autre signée des initiales D. M., est adressée à “ madame de Salaberry et ses demoiselles ” :

Si Catherine est la fête
Que nous célébrons en ce jour
Amis, mettez-moi à la tête
De ceux qui lui feront la cour.

Mon amitié le demande,
Que je chante un si beau nom ;
Muse ! orne donc mon offrande,
Elle est dictée par la raison.

Oui, je veux chanter Catherine,
Elle a des droits sur nos cœurs.
Et cette *Souris* si divine,
Met le comble à ses faveurs

En nous donnant dans ses trois filles
De vrais modèles de vertus ;
En elles les mêmes talents brilles,
Chers amis que voulez-vous de plus.

REPONSES

Jean Amyot. (XI, IV, 1064.) — Il était arrivé très jeune dans la Nouvelle-France vers 1635.

Il passa plusieurs années au pays des Hurons en qualité d'*engagé* des missionnaires jésuites.

Amyot fut interprète à Trois-Rivières de 1645 à sa mort. Les Sauvages qui l'estimaient beaucoup l'avaient surnommé Antaïok.

En 1647, les Iroquois paraissant en divers endroits sur les rives du Saint-Laurent, une escouade de Français et de Sauvages chrétiens entreprit de leur donner la chasse. Amyot qui était d'une force physique peu ordinaire et qui ne demandait qu'à courir les aventures, fut un des premiers à entrer dans cette petite troupe d'élite. Il fut assez heureux pour s'emparer à la course d'un Iroquois qui avait donné le coup de mort au Père Jogues. Ce barbare fut conduit à Québec pour être livré au gouverneur. Celui-ci le donna à un capitaine sauvage. Les Pères jésuites de Sillery, après l'avoir instruit des mystères de notre religion, le baptisèrent et lui donnèrent le nom de sa victime, le Père Jogues.

Le capitaine sauvage, à qui le gouverneur l'avait donné pour en tirer justice, lui fit subir les derniers tourments. Pendant les horribles souffrances qu'on lui fit endurer, au lieu de chanter sa chanson de mort comme les Iroquois avaient coutume de le faire, il criait : " Antaïok (Amyot) est cause que je vais au ciel, j'en suis bien aise, je lui en sais bon gré. " Il cria aussi plusieurs fois Jésus ! Jésus !

Quelques mois après cet exploit, Amyot, de passage à Québec, provoqua tous les jeunes Sauvages à la course, soit avec des raquettes aux pieds, soit sans raquettes.

Plusieurs entrèrent en lice contre lui, mais il les battit tous.

Le 23 mai 1648, Jean Amyot et François Marguerie traversaient en canot d'écorce le Saint-Laurent, en face de Trois-Rivières. Une tempête s'étant élevée tout-à-coup, leur canot qui ne valait plus rien s'entrouvrit et les deux interprètes se noyèrent à la vue des Français, impuissants et désolés de ne pouvoir les secourir. Leurs corps furent retrouvés le 10 juin suivant, celui de Amyot proche de Sillery, et celui de Marguerie proche de Québec. Tous deux furent inhumés le même jour, l'un à Sillery, l'autre à Québec.

Ces deux braves furent bien regrettés, tant pour leur vertu que pour la connaissance qu'ils avaient des langues sauvages.

Le Père Lalemant, dans la *Relation* de 1647-48, fait l'éloge des nombreuses et belles qualités qui distinguaient Amyot.

“ Il était adroit à détourner les mauvais discours, et à reprendre avec grâce ceux qui juraient, ou qui se donnaient des imprécations, et par ce moyen empêchait bien du mal, et n'offensait personne : car son innocence, avec l'opinion qu'on avait de son courage, le mettait à couvert. Il avait une dévotion très particulière et très constante à saint Joseph, qu'il avait prise en la maison de Sainte-Marie aux Hurons, où il a été élevé. Comme il se jetait à toute heure dans les dangers, aux alarmes que nous donnaient les Iroquois, il dit à un de nos Pères : “ S'il arrive que je meure, je désire que ces bois et les autres matériaux que je dispose pour me faire bâtir une maison, soient appliqués pour faire dresser une petite chapelle à l'honneur de saint Joseph. ” Il avait fait vœu de jamais ne rien refuser de tout ce qui lui serait demandé au nom de ce grand saint. Il lui dédiait ses courses,

ses voyages, ses combats, etc., et comme on parlait d'un camp volant contre les Iroquois : " S'il m'était permis, disait-il, de nommer cette petite armée, je l'appellerais l'armée de saint Joseph." Ce chaste époux de la Vierge avait obtenu à ce jeune guerrier une pureté angélique. Ceux qui l'ont connu plus particulièrement assurent que jamais il n'est tombé en aucune coulpe mortelle, il s'est trouvé dans mille dangers, il a été si fortement sollicité, qu'il lui a fallu laisser la robe ou le manteau aussi bien que l'ancien Joseph, Dieu l'a voulu mettre au rang des vierges. Il était sur le point de se marier quand il est mort, ses camarades s'étonnaient de sa retenue : car il faisait l'amour en ange, pour ainsi dire.

" Plusieurs ont cru que Dieu l'avait ravi en sa jeunesse, afin que le crédit et l'estime dans lequel il entrait par son courage et par son adresse n'altérassent son innocence, et ne fissent brèche à sa vertu.

" Je lui ai ouï raconter qu'étant allé certain jour à la chasse, où il y avait des Iroquois en embuscade, il se sentit saisi d'une grande frayeur, ce qui ne lui arrivait jamais : car il était hardi au dernier point, prudent néanmoins fondant son courage sur l'appui qu'il avait en Dieu. Il s'efforça plusieurs fois d'avancer, mais il ne faisait que tourner dans les bois, en sorte qu'il ne put passer outre. Il s'adresse à son père saint Joseph, et à même temps il dit à un Huron qui l'accompagnait : " Retirons nous d'ici, il n'y fait pas bon. " Le lendemain quelques Algonquins allant en ce lieu même, tombèrent dans l'embuscade des Iroquois. Pour conclusion, ce brave soldat de saint Joseph a fait vingt-cinq ou trente lieues de chemin après sa mort, pour être enterré en la résidence de Saint-Joseph (de Sillery). "

P. G. R.

La " Maison Canadienne. " (VIII, V, 873.)

—C'est M. Edouard-Raymond Fabre (père de Mgr Fabre) qui, avant 1837, organisa toutes les souscriptions nécessaires pour tenir sur pied les comités chargés d'entretenir le feu patriotique, payer les députations des députés en Angleterre ; c'est lui qui fut en maintes circonstances le bailleur de fonds de la *Minerve*, alors que le pauvre Duvernay n'en pouvait mais ; c'est encore ce grand citoyen qui ressuscita le *Vindicator* après la mort de Tracey en 1832, le soutint de ses deniers jusqu'au jour où il le passa à son beau-frère, Louis Perrault.

Que de secours n'a-t-il pas rendus après l'insurrection à des compatriotes en détresse ! Commentant l'autre jour l'article de M. de Caix sur le Canada, je m'efforçais d'expliquer l'infériorité économique des Canadiens au regard des Anglais et leur sujétion au capital étranger. M. Fabre fut un des premiers à tenter de nous soustraire à un joug par trop pesant et la fondation de la *Maison Canadienne* en partie sa création, entreprit cette autre œuvre de délivrance. Elle visait à établir un grand entrepôt de marchandises de toutes espèces que l'on aurait vendues aux marchands détailliers, alors taillables et corvéables à merci par le haut commerce anglais. La deveine qui poursuivait les nôtres voulut que la maison canadienne ne réussit point. (A. D. DeCelles, *Presse*, 1er avril 1905).

Le camp volant sous le régime français. (X, II, 995.)—Le gouverneur de Montmagny, pour protéger les habitations contre les dévastations des Iroquois, avait projeté de former un *camp volant* qui serait continuellement sur le qui-vive. Les soldats qui auraient formé ce camp volant se seraient toujours tenu prêts à poursuivre l'ennemi lorsqu'il se serait montré dans le voisinage des habitations. Malheureusement, les ressources manquèrent à M. de Montmagny pour mettre son projet à exécution.

Le successeur de M. de Montmagny, M. d'Ailleboust, reprit ce projet et réussit à le mettre à exécution.

Au printemps de 1649, Charles J. d'Ailleboust, neveu du gouverneur, est envoyé par lui jusqu'à Montréal "avec quarante hommes qu'il commandait sous le nom de camp volant, afin d'y aider à y repousser les ennemis."

Le dernier procureur général du Conseil Supérieur. (XI, VI, 1076.)—Charles Perthuis, originaire de Tours, paroisse Saint-Saturnin, était venu s'établir à Québec vers la fin du dix-septième siècle pour y faire le commerce. De son mariage avec Madeleine Roberge il eut onze enfant.

Joseph, l'un d'eux, né à Québec le 30 août 1714, se livra d'abord au commerce comme son père.

Le 1er janvier 1747, il était nommé conseiller au Conseil Supérieur à la place du sieur d'Artigny, décédé.

Après la mort du procureur général Verrier arrivée à Québec le 14 septembre 1758, c'est M. Perthuis qui fit provisoirement les fonctions de procureur général.

Pendant le siège de Québec en 1759, les conseillers se retirèrent à Montréal, où, sur l'avis de Perthuis, ils continuèrent de siéger. Leur dernière réunion eut lieu le 28 avril 1769.

Lorsque Perthuis vit que le pays passait aux Anglais il se décida à aller s'établir en France. Le 17 septembre 1763, il vendait sa seigneurie de Perthuis (Portneuf). C'est quelques semaines plus tard qu'il s'embarqua pour la France avec sa famille.

Il fixa d'abord sa résidence dans la vicomté d'Aunay (Haut-Poitou).

En 1774, il obtenait une charge de conseiller secrétaire du roi en la chancellerie de Poitiers.

Dans ses lettres de provisions, enregistrées le 23 juillet 1774, il est dit : "Voulant pourvoir à l'un des offices de

nos conseillers secrétaires en la chancellerie de Poitiers un sujet capable d'en remplir les fonctions avec honneur, nous avons accordé l'agrément à sieur Joseph Perthuis de la Salle ; la confiance que nous avons en ses sens, suffisance, capacité et expérience, et les services qu'il nous a rendus, d'abord en qualité de notre conseiller en notre Conseil Souverain du Canada, et ensuite en celle de notre procureur au dit conseil, nous persuadant que nous ne pouvons faire un meilleur choix ; pour ces causes et autres, etc.

Joseph Perthuis de la Salle décéda le 19 mars 1782

Un arrière-petit-neveu du dernier procureur-général de la Nouvelle-France, M. de la Salle, pratique comme avocat à Mâcon (Saône-et-Loire).

Les quelques notes qui précèdent nous ont été communiquées par M. Emile Desmaizière, de Pont de Veyle (Ain), France.

Les femmes électeurs. (II, XI, 254)—La constitution que nous octroya l'Angleterre en 1791 ne défendait pas aux femmes de voter. Mais nos grand'mères s'occupaient plus de leur foyer que des affaires politiques, aussi très peu allaient enregistrer leur vote.

En 1809, M. Joseph Papineau, le père du grand Papineau, brigait les suffrages de la division-est de Montréal. Le poll était ouvert depuis quelques heures lorsqu'une femme âgée, encore fraîche et vigoureuse, se présenta pour voter. Quand on lui demanda pour qui elle désirait voter (on avait alors le vote ouvert) elle répondit, d'une voix forte mais émue :

—Pour mon fils, M. Joseph Papineau, car je crois que c'est un bon et fidèle sujet.

Madame Papineau—née Rosalie Cherrier—avait deux sœurs. L'une fut la mère de Mgr Lartigue, premier évêque de Montréal, l'autre devint la femme de l'honorable Denis-Benjamin Viger.

On ne reprochera certainement pas à madame Papi-neau d'avoir laissé un instant son foyer pour aller au poll enregistrer son vote pour un fils qui devait lui faire tant honneur.

Les camériers d'honneur de Sa Sainteté.(V, VI, 629.)—" L'institution des camériers d'honneur " *extra urbem* " remonte à Pie VI, mais ils ne furent sous ce pontificat pas plus de trois. Pie VII, en eut quatorze ; Léon XII, et Pie VIII, n'en nommèrent point, et Grégoire XVI commença une nouvelle série qui s'augmenta sous les deux pontificats suivants.

" Les camériers d'honneur " *extra urbem* " ont le titre de Monseigneur et celui de familiers du Pape ; ils ont les mêmes vêtements que les camériers secrets et les camériers d'honneur, à l'exception de la cappa rouge. Toutefois ils ne peuvent porter ce costume dans Rome et par conséquent n'y ont point droit au titre de Monseigneur, puisqu'ils ne sont camériers d'honneur qu'*extra urbem*.

" Le Souverain Pontife ne nomme pas ordinairement camérier d'honneur *extra urbem* un ecclésiastique résidant à Rome. Cette dignité est réservée à des ecclésiastiques habitant hors de la Ville Eternelle, et si le Pape quittait Rome, il trouverait ainsi dans ces villes des camériers de service pouvant entrer immédiatement en fonctions. Cette charge finit avec le pontificat. " (Battandier).

Camériers d'honneur canadiens :

Mgr Charles-E. Poiré, Sainte-Anne de la Pocatière (1887) ;

Mgr George-Elzéar Brochu, Southbridge, E. U. ;

Mgr Jean-Baptiste Proulx, St-Lin des Laurentides, (1878).

QUESTIONS

1080— Dans l'hiver de 1693, un parti alla attaquer les Iroquois dans leur pays. Ce parti se composait de 300 Canadiens, de 100 soldats et de 230 Sauvages. Après environ un mois de marche, ils s'emparèrent du village de Agnié, où ils firent 200 prisonniers. Jacques LeBer de Saint-Paul qui faisait partie de cette expédition en a écrit une histoire détaillée. Elle fut envoyée à l'un de ses fils alors en France. *L'héroïne chrétienne*, p. 313, publie quelques extraits de ce mémoire dont l'original se trouvait, paraît-il, à la Bibliothèque Royale, de Paris. Où est-il maintenant ? Je voudrais bien le consulter.

MONT.

1081— Je vois qu'en 1790, pendant la session de la Cour du Banc du Roi à Québec, Frs-Régis Caron et Marie-Geneviève Charpentier sont marqués dans la main pour crime de haut larcin. Le compte rendu ajoute " le bénéfice du clergé leur a été accordé." Que veut dire cette dernière expression ?

XXX

1082— Le nom de l'officier anglais qui, le 16 octobre 1690, vint si insolemment, au nom de l'amiral Phips, sommer Frontenac de lui remettre Québec, est-il connu ?

ANG.

1083— Quel est ce Le Roy de la Potherie, né à Québec, qui, le 21 octobre 1767, fut réhabilité par un conseil de guerre assemblé à l'Hôtel des Invalides à Paris ?

QUEB.

1084— Le *Bulletin* parlait l'autre jour du service d'argenterie que la Chambre d'Assemblée décida de présenter à sir George Prevost en 1815. Le même corps n'a-t-il pas offert une épée d'honneur à lord Dalhousie vers 1820 ou 1821 ?

A. G. R.

VOL. XI

AOUT 1905

No 8

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— 2020 —

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison d'août : La milice canadienne-française à Québec en 1775 ; Origine de quelques noms canadiens ; Louis Bourdages ; Greffiers de la paix à Québec, F. J. A., P. G. R. ; Le "Corps Canadien" ; Le naufrage de l'"Endeavour", Nummus ; Ordre de Saint-Sylvestre ; Questions, etc., etc.

Gravure : Elzéar Bédard.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS DU MOIS

Conférences et discours, par l'hon. A.-B. Routhier, juge en chef de la Cour Supérieure pour la province de Québec. —Deuxième série. Montréal, librairie Beauchemin, 256, rue St-Paul—Prix : \$1.25. S'adresser aux éditeurs.

Les Frères Mineurs à Québec. 1615-1905. Simple coup d'œil historique, par le P. Odoric—M. Jouve, O. F. M.—Québec, Couvent des S. S. Stigmates. Prix : \$0.25. S'adresser au Couvent des Frères Mineurs, Notre-Dame de Québec.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL XI

AOÛT 1905

No 8

LA MILICE CANADIENNE-FRANÇAISE A QUÉBEC EN 1775

Le 9 juin 1775, le gouverneur Carleton proclamait la loi martiale dans la province de Québec et les territoires en dépendants. Il ordonnait en même temps de mettre incessamment sur pied les milices de toute la Province. La tâche n'était pas aisée puisque, virtuellement, les milices avaient cessées d'exister avec le régime français.

Les Canadiens-Français de Québec, fidèles à leur serment d'allégeance, décidèrent aussitôt de prendre les armes contre les envahisseurs, et, le 29 juin 1775, ils adressaient la supplique suivante au gouverneur Carleton, alors à Montréal :

“ Les bourgeois et citoyens de Québec, considérant la triste situation de cette ville, prennent la liberté de représenter à Votre Excellence, que toujours zélés pour défendre les droits de leur auguste souverain croient ne pas devoir lui offrir des services qui lui appartiennent de droit, en attendant de Votre Excellence de moment en moment, en conséquence de sa proclamation, ses ordres pour nous mettre en milices telles qu'elles étaient précédemment, et ainsi que Votre Excellence vient de l'établir à Montréal, afin de maintenir le bon ordre et veiller à la tranquillité publique. ”

Le 3 juillet, le gouverneur Carleton répondait aux sujets canadiens de Sa Majesté résidant à Québec :

“ J’ai bien des remerciements à vous faire de votre supplique, remplie de bon sens et d’obéissance envers un souverain dont le premier soin est le bonheur et la protection de ses sujets ; les milices des districts de Montréal et des Trois-Rivières étant à peu près complétées, je vais prendre les arrangements nécessaires pour celles du district de Québec, quand je me flatte que ceux qui cherchent à donner atteinte à la tranquillité de cette province, par les armes et la violence, ou par des rapports faux et séditeux, seront châtiés, comme leurs crimes le méritent. ”

Le 2 août, le gouverneur Carleton était de retour à Québec, et, dès le lendemain, il se mettait à l’œuvre pour organiser la milice de la capitale. Les Canadiens s’enrôlèrent avec tant de bonne volonté que le 11 septembre, à six heures du matin, le lieutenant-gouverneur Cramahé passait les milices en revue sur la Place d’Armes. C’est le rôle de cette parade que nous publions ici. Cette pièce a d’autant plus d’intérêt qu’elle donne, à peu d’exceptions près, les noms de ceux qui, le 31 décembre 1775, eurent le glorieux privilège de repousser l’attaque de Montgomery.

Rôle général de la Milice Canadienne de Québec passée en Revue le 11 Septembre. Tenu par Gabriel Elzéar Taschereau, Ecuyer, Capt. Aide Major de la dite Milice.

1775.

OFFICIERS

Dates des Commissions.

Colonel—M. Noël Voyer	25 Juin
Lieut. Colonel—M. Jn. Baptiste Dumon	23 Juin

OFFICIERS MAJORS

Major—M. Comte Dupré	25 Juin
Capt. Aide Major—M. Gabriel El. Taschereau	14 Août
Sec. Aide Major—M. Louis Germain fils	6 Octobre
Aide Major pour l'artillerie—M. Guichau	7 Octobre
Sous-Aides { M. Jn. Frans. Cugnet fils	14 Août
Majors. { M. Pierre Perras fils	15 Août

CAPITAINES

M. Louis Dunières	4 Aout
M. François Baby	5 Aout
M. Jacques Perras	6 Aout
M. Pierre Marcoux	7 Aout
M. Charles Berthelot	8 Aout
M. Alex. Dumas	9 Aout
M. Louis Frémont	10 Aout
M. Henry Morin	11 Aout
M. Michel Fortier	12 Aout
M. Henry Laforce	15 Aout

CAPITAINES EN SECOND

M. Richardière Corbin	4 Aout
M. Lizot	5 Aout
M. Dufau	6 Aout
M. Chabot	7 Aout
M. Louis Corbin	8 Aout
M. Charles Voyer	9 Aout
M. Louis Fornel	10 Aout
M. Pierre Marchand	11 Aout
M. Charles Lambert	12 Aout
M. Pommereau	15 Aout
M. Charles Riverin	5 Octobre
M. Charles Liard	7 Octobre

LIEUTENANTS

M. Jn. Dechamblain	4 Aout
M. Jacques Perrault	6 Aout
M. Bouchard	7 Aout
M. Duval l'ainé	9 Aout
M. Alexandre Picard	10 Aout
M. Liberal Dumas	11 Aout
M. Paul Lacroix	12 Aout
M. Guerreau	13 Aout
M. Raby fils	15 Aout
M. Serindæ	6 Octobre
M. Turgeon	7 Octobre
M. Pinguet Vaucour	5 Octobre

ENSEIGNES

M. Fortier fils	6 Aout
M. Pierre Perrault	7 Aout
M. Jean Rte Panet fils	4 Aout
M. Volan	9 Aout
M. Jean Bte. Chevalier	10 Aout
M. Noel Dupon	12 Aout
M. François Valin	13 Aout
M. Launière fils	15 Aout
M. Louis Marchand	4 Octobre
M. Joseph Noel	6 Octobre
M. Curen St-Germain	6 Octobre
M. René Marchand	6 Octobre
M. Amant Primont	8 Octobre
M. Bruneau	5 Octobre
M. Larche	7 Octobre

ROLE DE LA PREMIERE COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Louis Dunière
Capitaine en second—M. Richardière Corbin

Lieutenant—M. Jean Dechamblain
 Enseigne—M. Jean-Bte. Panet
 Premier Sergent—Jacques Pampalon
 Second Sergent—Antoine Jacson

MILICIENS

Rue St-Louis.

Pierre Montreuil	barbier	Nicolas Lemage	journalier
Joseph Fortier,	demestique	Michel Racine	ditto
de M. Panet		Jn. Dominique	Levasseur
Simon Barbau	père	Jn. Bte. Gacien	couvreur
François Kirouet		Vincent Plaigné	} Domes- tiques
Pierre Laurencel	tailleur	Baptiste Duret	
Joseph Luneau	navigateur	de l'honorable Lieut. Gou- verneur.	
Pierre Roy,	domestique de	François Gagné	journalier
M. Vialars		Antoine Dubeau	ditto
J. Bte. Voizel	voilier	Joseph Michon	ditto
Jacques Poussard		Jean Beauché	ditto
Jean Gagné			

Rue Ste-Ursule ou des Carrières

Louis Coutan	menuisier	Pierre Philipon	idem
Etienne Bois	filz perruquier	François Bedouin	journalier
Philippe Drolet	boulangier	Antoine Grenier	idem
Charles Lamontagne	jour- nalier	Etienne Moras	tonnelier
Louis Petitclair	chartier	Charles Cochin	dit Sainton- ge menuisier
Joseph Bois	chartier	Alexandre Lafontaine	vi- trier
Louis Descareaux	charpen- tier	Alexis Larose	journalier
Charles Derome	Descareaux	Michel Drolet	idem
Nicolas Dauphiné	tonnelier	Jn. Bte. Lepine	maçon
Joseph Mommelian	char- pentier	Paul Cambray	journalier
		Jn. Bte. Campeau	

Rue des Grisons, Cartier de la Citadelle.

Charles Monier navigateur	Jacques Lamontagne char-
Joseph Dussault fils pilote	tier
Jean Pierre	voilier Louis Turcot idem
Jacques Lemage père jour-	Jean Bte. Girard journalier
nalier	Jos. Mignerant navigateur
Augustin Gelie idem	Julien Guigrant cuisinier
Arnaud Duchemain jardi-	de son Excellence
nier	Pierre Bilot dit Larose père
Jn. Bte. Chamberland jour-	journalier
nalier	Antoine Belot domestique
Antoine Simon dit Lafleur	de M. Johnston
tonnelier	Pierre Bonhomme journa-
Joseph Drouin journalier	lier
Joseph Silvam idem	Antoine Martinet idem
Charles Pouliot chartier	Antoine Baron idem
Thomas Carret maçon	Etienne Chamberland fils
François Malouin idem	idem
Charles Parant boulanger	Prisque Chamberland char-
Jn. Bte. Pasquet journalier	pentier
François Godbou tonnelier	Florent Dubeau chartier
Joseph Larivière menuisier	Jn. Bte. Demeule idem
Louis Lacroix journalier	Jean Bte. Petitclair idem
Jn. Bte. Hebert ramoneur	Louis Charland père cor-
Philippe Philibert journalier	donnier
Pierre Houle idem	Gabriel Landry idem
Louis Bureau journalier	Joseph Caron journalier
Philippe Galarneau naviga-	Joseph Moizan fils
teur	Pierre Laville chartier
Antoine Dubeau	Joseph Michon

Faubourg St-Louis

Jean Dabin	jardinier Jacques Dion	maçon
Joseph Proveau	chartier	

Volontaires

M. Chaussegros Delery	M. Panet fils
M. Panet père	M. Vancour Pinguet

*Tous Vieillards et infirmes exempts de Commandement
par ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur*

Jean Gobert	chartier	Pierre Chamberland
François Levasseur		Jean Moizan père
Etienne Bois père		Guillaume Provau père
Pierre Provau	chartier	

ROLE DE LA SECONDE COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Fran. Baby
 Capitaine en second—M. Louis Lizot
 Lieutenant—M. Pinguet Vaucour
 Enseigne—M. Amand Primont
 Premier Sergent—Jn. Bte. Durouvray
 Second Sergent—Ch. Descareau

MILICIENS

Rue Champlain

Fran. Bellette	navigateur	Joseph Lucas	orfèvre
François Malherbe	tailleur	Joseph Pellion	perruquier
Joseph Crête	perruquier	Michel Audy	tonnelier
Louis Borneuf	marchand	Augustin Martel	idem
François Meurse	navigateur	Joseph Audy	idem
Antoine Vezinas	forgeron	Joseph Plette	tailleur
Fr. Bellette fils	navigateur	Pierre Castagnet	forgeron

Rue sous le Fort

Claude Chauvau	tonnelier	Louis Pilliard
Jn. Bte. Norau	idem	Jn. Bte. Carier

Pierre Bonnet	boulangier	Joseph Deruisseau	journa-
Jn. Bte. Lachaine	tonnelier	lier	
Michel Chatelrau	idem	Martin Chennequy	pilote
Bouchard père		François Vigneau	journa-
Joseph Onel		lier	
Antoine Franchair	tonnelier	Louis Carignant	charpen-
		tier	

Rue St. Pierre

Pierre Labady fils	tonnelier	Pierre Coté	navigateur
Antoine Bistodeau	boucher	Franç. Detourneau	forge-
Jean Bte. Bonet fils	navi-	ron	
gateur		François Bedouin	idem
Louis Aillot	journalier	Charles Marié	tonnelier

Rue de la Canotrie

François Bussièrès		Simon Barbau	tonnelier
Pierre Traham	maçon	Pierre Beauchesne	forgeron
Augustin Clusau	naviga-	Joseph Cloutier	maçon
teur		Réné Toupin	forgeron
Jn. Bte. Gilbert	forgeron	Baptiste Dassilva	idem
Etienne Delisle	menuisier	Pierre Labady	tonnelier
François Delisle	idem	Jn. B. Portugais	maçon
Germain Langevin	sieur	Franç. Rouillard	tonnelier
Jacque Langevin	naviga-	Jcseph Verrau	maçon
teur		Charles Vadebonceur	
Paul Verrau	maçon	Joseph Chevalier	journalier
Paul Verrau fils	idem	Louis Tremblay	idem
François Valois	idem		

Rue St. Charles

Charles Dassilva	navigateur	Thomas Giroux	navigateur
Joseph Doucet	destilateur	Jn. Caron dit Chevalier	ca-
Jn. Bte. Marmet	tonnelier	baretier	
Pierre Leblanc	journalier	Joseph Chevalier	journalier

Charles Lefèvre	chartier	Fr. Joseph Cugnet	volon-
Charles Menard	tonnelier	taire	
Louis Corbin	charpentier	Jn. Baptiste Dervy	
Louis Larivé	tonnelier	Jn. Dupon	
Michel Cornau	idem	Joseph Saussier	
Réné Lafleche	charpentier	Pierre Doucet	
Thimothé Lafleche	idem	Joseph	
Bte. Poitvin	tonnelier	Pierre Sire	
Franç. Griphard	navigateur	Charles Auclair	
François Claise	idem	Pierre Tibau	
Urbain Pageot	dit Lange	Pierre Moizan	
vin menuisier		Ephrem Robichand	
Etienne Dufraine	tourneur	Pierre Turcot	
Louis Ouâlet	navigateur	Jean Bromme	

*Vicillards et Infirmes exemptés de Commandement par
ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur.*

Charpentier dit Saintonge	Bernard dit Larose
Jn. Bte. Govrau	Louis Provau
François Desroches	Jn. Marie Dassilva

ROLE DE LA TROISIÈME COMPAGNIE
OFFICIERS

Capitaine—M. Perras
Capitaine en second—M. Dufau
Lieutenant—M. Perrault
Enseigne—M. Fortier fils
Premier Sergent—Joseph Damien
Second Sergent—Thomas Mariu

MILICIENS

Rue de la Montagne

Joseph David	tailleur	Etienne Griauf	Larivière for-
Jn. Bte. Onel	fils perruquier	geron	
Joseph Laforge		Louis Parent	fils

Rue Sault au Matelot

Jean Baillargé pere menuisier	François Blanchard forgeron
François Baillargé fils idem	Charles Crochetiere idem
Joseph Feuilletau père idem	François Chamberland navigateur
Joseph Feuilletau fils idem	Michel Philibert idem
Barthelemy Turier boulanger	Denis Dutil idem
Maurice Jean idem	Michel Dutil idem
Rodrigue chez Sinaï navigateur	Jacques Valerant idem
Rodrigue chez Protin idem	Jean Renaud idem
François Sinaï	Jean Fornel idem
J. B. Vozel fils menuisier	Jn. Bte. Amiot tonnelier
Charles Crottat journalier	navigateur
Jn. Plante forgeron	Alexis Vallé navigateur
Michel Sauvageau tonnelier	Louis Vallé idem
Louis Descaraux cordonnier	Yves Lanchot idem
Louis Pasquet tonnelier	Joseph Girouard idem
Joseph Pasquet idem	Antoine L'heureux menuisier
Pierre Becquet idem	Silvestre Dubé tonnelier
Jean Lespérance idem	Jean Bte. Dubé idem
J. B. Levasseur aubergiste	François Gosselin idem
Pierre Boivert marchand	Joseph Girouard idem
Jos. Bouvet fils menuisier	Joseph Bouvet menuisier
Pierre Cognac idem	Pierre Protin nav. & plâtier
Charles Cognac idem	Jean Letournau fils armurier
Claude Cognac idem	
Jn. Bte. Montauban journalier	Etienne Normandau fils
François Roza voilier	Benjamin Maillou forgeron
Voyer chez Saint-Pierre	Elie Laparre chirurgien
Pierre Chamberland journalier	Charles Babin
	François Bourgnion
	Lebœuf journalier

Fr. Lonnais	tonnelier	Pierre Hamfry
Alexis Dorion	journalier	Joseph Belivan
Jean Marie Dassilva	idem	Pascal Letournau forgeron
Nicolas Bergevin	chartier	Michel Laparre fils
Baptiste Jourdain	maçon	François Dorval boulanger
Dominique Tenasse	commis	Noel Dubord maçon
Claude Chamberland	jour-	Joseph Dumas
nalier		Jean Bte. Guste
Joseph Pasquet	tonnelier	Gille Serindæ tonnelier
Antoine Crequy	maçon	Jean Baptiste Dumas
Deslettres Beaujour	maçon	Raphael Monier
entrepreneur		Michel Perrault

ROLE DE LA QUATRIEME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Maréoux
 Capitaine en second—M. Chabot
 Lieutenant - M. Bouchard
 Enseigne—M. Pierre Perrault
 Premier Sergent—Joseph Bonneville
 Second Sergent—Pierre Roy

MILICIENS

Rue Saull au Matelot

Charles Roy	journalier	Baptiste Picar	navigateur
Joseph Gelly	navigateur	Pierre Cauté	idem
Jean Baptiste Morié	idem		

Quartier St. Roch

Antoine Richaud	armurier	Charles Verray	chartier
Chambau Trudel	naviga-	Pierre Cornelier père	cor-
teur		donnier	
Pierre Duval	armurier	Jn. Bte. Cornelier fils	idem

Joseph Arnois	forgeron	Pierre Giroux	tanneur
Michel Lamoutagne	char-	François Deligny	sellier
pentier		Jean Primaux	idem
Paul Fr. Chalifour	journa-	Bidgaré	tanneur
lier		Nicolas Levasseur	idem
Pierre Cazau	charon	Charles Flamand	maçon
Batiste Allard	idem	Charles Flamand	tanneur
Ignace François	forgeron	Nicolas Venier	cabaretier
Jean Lefevre	idem	François Beaudoin	journa-
Pierre Poulin	journalier	lier	
Jean Marie Flamand	tan-	Joseph Cauté	idem
neur		Joachim Primaux	père tan-
Joseph Nollet	journalier	neur	
Labonté	idem	Joachim Primaux	idem
Joseph Parent	maçon	Jacques Fluet	idem
Joseph Audy	journalier	Maurice Delignie	sellier
Joseph Gagnon	cabaretier	Pierre Vincent	potier
Pierre Bocquet	cordonnier	Pierre Mercier	idem
François Sasseville	char-	Etienne Thibodau	journa-
pentier		lier	
Charles St-Michel	boucher	L'heureux	idem
Jn. Bte. Gagnié	tonnelier	Pierre Lairgnon	tanneur
Louis Odet	idem	Paul Cochou	maçon
Augustin Cottin	idem	Fr. Burot	père menuisier
Bergeront	journalier	Bélanger	journalier
Baptiste Dubois	idem	Pierre Chevalier	père idem
Charles Navair	menuisier	Pierre Chevalier	idem
Gabriel Cauté	charon	Joseph Larivé	père idem
Joseph Lepine	maçon	Joseph Larivé	idem
Jn. Bte. Beaulieu	charpen-	Jean Hemond	chartier
tier		Simon Audy	journalier
Louis Nollet	journalier	Louis Trudel	idem
Jacques Beaulieu	charpen-	Baptiste Tourangeau	idem
tier		Leonard Brousseau	idem
Charles Brisset	journalier	Jean Beaulieu	charpentier

Joseph Blondin journalier	Joseph Dussault tanneur
Jacques Minet scieur	Joseph Lafond journalier
Augustin Minet journalier	Pierre Tourangeau idem
Jean Tourangeau père idem	François Campau
François Tourangeau fils	Jean Pasquet
idem	Jacques Cochon
Nicolas Curé dit Champa-	Augustin Guilmain
gne sellier	Louis Bouvet père
Simon Thibodaux potier	Goulet
Joseph Flamand fils maçon	André Chandonet père
Etienne Robitaille potier	François Chandonet fils
Pierre Robitaille tanneur	Pierre Tourangeau père
Pierre Robitaille père idem	Plamondon
Paul Lary navigateur	Joseph Cardinal
Jas. Levesque dit Lafrance	Charles Burot fils
tisserand	Joseph Gagné
Bte. Lafrance fils tonnelier	Le Petit Jean Bourget
François Dervau chartier	Jean Bourget
François Henry fils forgeron	Jean Tourangeau fils
Pierre Lamusique chartier	Sivrac fils
Prisque Lamusique idem	Louis Beaudoin journalier
Zacharie Gagnon tanneur	

ROLE DE LA CINQUIÈME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Charles Berthelot
 Capitaine en second—M. Louis Corbin
 Lieutenant—M. Serindæ
 Enseigne—M. René Marchand
 Premier Sergent—Fr. Paul Larivière dit La-
 [victoire
 Second Sergent—Jacques Brizard

Rue de la Fabrique

George Martinau économel	Antoine Parant commis
du Séminaire	Jn. Bte. Leurope dit Berry
Alexis Pinet marchand	tailleur
Augustin Lemire forgeron	Fr. Ranvoizé orfèvre
Antoine Denechand fils	Jn. Delzelne apprenti or-
commis	fèvre

Rue St-Jean

Louis Frerau ferblantier	Michel Laporte navigateur
Antoine Destrampe commis	Etienne Chevalier maçon
Laurent Lassonde ferblan-	Jn. l te. Thoret menuisier
tier	Melchior Poncet boulanger
Etienne Gastier sellier	Jean Baptiste Chayé idem
Laurent Bitner idem	Joseph Pageot journalier
Pierre Lamontagne idem	Jean Pageot idem
Jacques Flamand idem	Charles Lorty fils commis
Pierre Vezina forgeron	Denis Lebreton Lalancette
Pierre Vaucet idem	navigateur
Jean Marie Liberge idem	George Bizé dit Versaille
Etienne Garenne cabaretier	ramoneur
Js. Vaucet dit Potvin ma-	Jean Dalmasse idem
çon	Claude Guidet dit Laver-
Jn. Bte. Brassard commis	dure idem
François Romain vitrier	François Laroche idem
Antoine Gosselin journalier	Joseph Dupon fils boucher
Jacques Boitau menuisier	

Rue des Anges

Joseph Fouré Lesperance	Fr. Descaraux maçon
tailleur	Louis Fluet tanneur
Jn. Bte. Metivier menuisier	Joseph Hamel menuisier
Pierre Ratté idem	Joseph Falardau maçon
Arnaud Chaussat Sainton-	
ge idem	

Rue Ste-Anne

Jn. Bte. Dubois	chartier	Jn. Bte. Gernac Saint Ger-
Fr. Dubois fils	journalier	main journalier
Pierre Morau	chartier	Louis Levrau chapelier
Jn. Bte. Brunet	idem	Jean Bte. Falardau perru-
Charles Bezau	idem	quier
Michel Flamand	maçon	Joseph Delorme charon
Pierre Joseph Bezau	char-	Charles Morau maçon
tier		Guillaume Deluga naviga-
Pierre Bezau	idem	teur
Noel Belau	maçon	Fr. Bergnac dit Lafleur
Louis Vezina	menuisier	cabaretier
Js. Jarnac Saint	Germain	Franç. Meignot marchand
journalier		Fr. Valiere fils menuisier

Rue des Jardins

Roger Lelievre	boucher	Labranche dit Laflamme
Duchery Mondor	naviga-	cabaretier
teur		

Rue du Parloir

Pierre Allard	} Domes Bernard Monier fils char-	
Bte. Bonhomme		tiques tier
Jn. Bte. Monceau		des Joseph Monier boucher
Ursulines		

Rue St-Louis

Edouard Robichaud	} acca-	J. Bte. Olivier dit Sasseville
Olivier Leblanc		Louis Connetroy
Vinlon Robichaud		diens Michel Mayot
Jn. Bte. Golin	tonnelier	Jn. Bt. Dubois fils
Fr. Golin	journalier	Pierre Portugais

Jean Pierre Dalmasse fils	François Dassilva	
journalier	Louis Bruchevin	
Nicolas Patois dit Desre-	Michel Cotton	
sier	Fr. Bergnac fils	
Michel Bezaud	M. Berthelot	notaire
Pierre Rafou	M. Olery aîné	
Pierre Caret	M. Olery cadet	
Jean Laberge		

*Infirmes exemptés de commandement par ordre de
L'honorable Lieut. Gouverneur.*

Louis Langlais père	Petit Jean
Joseph Langlais fils	Pierre Labreche
Michel Mary	Louis Robichaud

ROLE DE LA SIXIÈME COMPAGNIE
OFFICIERS

Capitaine—M. Alex. Dumas
Capitaine en second—M. Charles Voyer
Lieutenant—M. Joseph Duval
Enseigne—Jean Bte. Volant
Premier Sergent—Charles Gautier
Second Sergent—Augustin Lavan

Diverses rues de la Haute Ville

Fr. Pelisson	patissier	François Allard	chartier
Pierre Poulin	tonnelier	Etienne Parent	navigateur
Jn. Clermont domestique		Jn. Bte. Dubois	sellier
de M. Lanaudiere		Jean Cordonier	Pret-a-boire
Pierre Duprat	journalier	journalier	
Alexis Charland	cordonnier	Jean Doucet père	idem
Jn. Brilland domestique de		Joseph Dassilva	Portugais
M. Delery		chartier	

Antoine Filion	Champagne	cuisinier	François Proux	tonnelier
Jn. Bte. Normand	boucheur		Joseph Girard fils	idem
Pierre Carié	menuisier		Joseph Girard père	idem
Jean Berger	tailleur		Thomas Dumas	menuisier
Fr. Lacasse	couvreur		Joseph Trudel	journalier
Jacques Amelot	faiseur de		André Bernard	chartier
	tabac		Jn. Bte. Belleville	sacristain
Antoine Lamothe	perruquier		Jean Baptiste Pasquet	forgeron
Michel Letournau	menuisier		Joseph Carpentier	journalier
Joseph Morau	boulangier		François Ferrière	idem
Antoine Vital	marchand		Jn. Bte. Dassilva	Portugais
Antoine Beaulieu	menuisier			chartier
Fr. Amiot	tonnelier		Joseph Sansoucy	tonnelier
Maurice Coutlau	maçon		Charles Chenic	journalier
Jean Garant	idem		Voyer l'ainé	
Louis Dumontier	menuisier		Augustin Mathieu	journalier
Pierre Audy	idem		Antoine Dassilva	navigateur
Saint Agnant	tailleur		Michel Charlery	charpentier
Gabriel Maranda	journalier			
Louis Leclair	menuisier		Charles Thomas	navigateur
Pierre Dumontier	idem			
Charles Audy	idem		Jn. Bte. Charland	pilote
Pierre Emond	idem		Joseph Maranda	fils
Joseph Proux	tonnelier		Henry Mailloux	navigateur
Antoine Lemire	armurier		Charles Ebert	idem
Pierre Dachat	marchand		Jacques St-Hubert	idem
Nicolas Doucet	fils domes-		Joseph Crequy	idem
	tique de M. Scott		Jean Valière	idem
Pierre Auchu	menuisier		Jean Gobert	idem

Pierre Prat	tailleur	Bazil Gosselin
Louis Pepin	forgeron	Jacques Chuper
Jn. Bte. Lacroix	bedeau	Joseph Trudel boulanger
Jacques Franchair	journalier	Urbain Comte
Jean Audy	menuisier	Jn. Fr. Cordonier fils
Guillaume Henry	idem	Louis Trudel
E. Hianveu dit Lafrance	perruquier	Pierre Sedra
Joseph Gilbert	journalier	Pierre Augé
Louis Denis	menuisier	Pierre Gagnon
Bigaret	idem	Pierre Dupuy
Pierre Thomas	forgeron	Charlery l'ainé
Michel Parent	maçon	Laurent Lemelin
Jean Dassilva	Portugais	Pierre Jacques
chartier		Joseph

*Viellards et Infirmes exemptés de Commandement
par ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur*

Jean Huet	Joseph Trudel
Joseph Jugon père	Jean Dassilva
Joseph Jugon fils	

(La fin dans la prochaine livraison)

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Houle : Concavité du sol, dépression, nom très répété en Normandie.

Jonquièrre : Lieu où abonde le jonc.

Labadie : Abadie, abbaye. Ce nom rappelle une propriété appartenant autrefois à une abbaye voisine.

La Bruère : Forme de bruyère.

Lacombe : Dépression de terrain d'une assez grande étendue, vallée enfoncée.

Lacoste : Costa, côte.



ELZÉAR BÉDARD

PREMIER MAIRE DE QUÉBEC

(Voir *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. V, p. 286.)

LOUIS BOURDAGES

Il descendait d'une des familles acadiennes qui furent obligées de s'expatrier de la Nouvelle Ecosse par suite des mésintelligences survenues sur la nature du serment d'allégeance qu'on exigeait d'eux lorsqu'ils devinrent sujets anglais. Cette époque fut la plus épouvantable de l'établissement de l'autorité anglaise dans les anciennes colonies françaises ; si la mémoire de l'intendant Bigot peut être chargée des fautes qui amenèrent ces tristes résultats, cela ne justifie point les Bretons des horreurs qu'ils commirent alors et du dépeuplement total de cette colonie.

Il déploya dans sa jeunesse une énergie de caractère qui doit être prise pour exemple par la jeunesse future, et qui fonda son premier titre à la considération de ses concitoyens. Après avoir terminé son cours d'étude au séminaire de Québec, il porta son attention vers le commerce maritime, et fit plusieurs voyages aux Iles et ailleurs. Il épousa plus tard à Québec la fille de feu M. Soupirant, avec laquelle il goûta un bonheur sans nuages ; ce fut alors qu'il partit, accompagné de sa jeune épouse, pour la Rivière Chambly, où il s'occupa à défricher et à cultiver ses terres de ses propres mains. Ce travail honorable lui prospéra, il y amassa les moyens de vivre à l'aise et indépendant. Ayant assuré son avenir et celui de sa famille, il se plaça chez un notaire ; ses nouvelles études eurent le succès qu'on devait attendre d'un esprit instruit et élevé, en sorte que sa réception à ces fonctions importantes en devint la juste récompense.

Vers 1804, des amis de son épouse le disposèrent à se porter candidat pour la Chambre d'Assemblée. Il se présenta et son élection fut une chose facile, car sa réputation était aussi étendue que bien établie. Il prit

une part active dans les mesures de feu M. le juge Bédard, dont le but était d'exclure les juges de la Chambre et de faire l'offre de payer les dépenses civiles de la Province ; on sait combien ces mesures amenèrent de désagréments aux membres d'alors et les persécutions dont ils furent les victimes. En 1810, lors de l'emprisonnement de M. Bédard, sous l'acte aussi injuste qu'une politique qui suspendait le droit d'*habeas corpus*, que la Chambre avait agréé à l'unanimité depuis 1791, M. Bourdages se donna tous les mouvements imaginables pour défendre ses collègues ; il se porta avec ardeur à la Chambre de 1811, à l'appui des mesures malheureusement infructueuses, qui avaient pour but l'élargissement des détenus. Pendant la session de 1812, quelques mésintelligences survinrent entre lui et M. Bédard, et par des motifs qu'on ne connaît point, elles ne purent jamais disparaître entièrement. M. Bourdages fut nommé peu après lieutenant-colonel des milices, et se porta sur les frontières avec son bataillon dans la guerre de 1813. Des difficultés entre lui, ses officiers et ses miliciens, et surtout l'opposition intempestive de M. Debartzch, lui firent perdre son élection pour le comté de Richelieu ; mais il fut réélu pour Buckinghamshire, en grande partie par l'influence de M. Legendre, ancien membre pour ce comté, et il fut élu pour la partie du comté maintenant appelé Nicolet.

M. Bourdages, comme membre de la Chambre depuis 1804, et comme son doyen, fut le moteur d'une foule de propositions dans le bien et l'intérêt du pays ; il en soutint encore un plus grand nombre ; sa qualité de plus ancien membre lui fit renvoyer une foule d'affaires et de questions qui reçurent l'influence de son appui, et bien plus encore celle de ses talents ; l'histoire de sa carrière parlementaire contiendrait des volumes et serait beaucoup trop étendue pour

une simple notice biographique ; les procès-verbaux de la Chambre seraient seuls propres à constater ses travaux extraordinaires, et nous y renvoyons pour fonder les monuments à sa gloire législative. Cependant on doit rappeler qu'il prit part au projet de loi sur les fabriques, et plus tard aux efforts fait pour l'abolition et l'érection du Conseil Législatif.

Après la mort de l'honorable Hugh Finlay, député maître des postes, et surintendant des courriers ou postes de la province, M. Bourdages fut nommé à cette dernière charge. Il y déploya une activité remarquable et améliora les postes dans tout le pays. Les contrats pour transporter les malles de Québec à Montréal ayant été donnés aux propriétaires de diligences, et l'usage des courriers ayant cessé, les postes perdirent leur importance, la loi provinciale qui les régla expira, ne fut point renouvelée, et M. Bourdages quitta un office dans lequel il laissa des traces de sa sage administration, malheureusement ces traces se perdirent pour cette branche intéressante des affaires publiques.

M. Bourdages était sujet loyal quoiqu'il ne suivait point ou plutôt parcequ'il ne suivait pas les principes des loyaux d'aujourd'hui ; il envisageait la loyauté dans ce qu'elle est réellement : *soutenir les droits de sa patrie et éclairer le gouvernement sur le bien qu'il peut et doit faire*. Il était sincèrement attaché à sa religion, sans être hypocrite ni bigot ; nonobstant ce que peuvent penser de lui ceux qui voyaient d'autres suites dans les mesures qu'il appuya ; il fut l'un des plus fidèles sujets de Sa Majesté et l'un des hommes les plus religieux de son temps. Il mourut à St-Denis de Richelieu le 20 janvier 1835. (1)

(1) *La Minerve*, 16 février 1835.

GREFFIERS DE LA PAIX A QUÉBEC

William Conningham.....	1er septembre 1764
Jérémie-Condé Russell.....	1765
James Shepherd.....	18 mai 1765
David Lynd	} 31 mars 1777
Nicolas-Gaspard Boisseau	
David Lynd	} 12 mai 1795
Joseph-François Perrault	
George Pyke	} 14 août 1802
Joseph-François Perrault	
Joseph-François Perrault	} 25 juin 1812
William Green	
William Green	} 1er avril 1815
François-Xavier Perrault	
William Green	} 31 décembre 1817
Paul Vallée	
François-Xavier Perrault	} 20 juin 1832
Alexander-S. Scott	
François-Xavier Perrault.....	8 novembre 1842
François-Xavier Perrault	} 20 novembre 1846
Pierre-Antoine Doucet	
James Green	} 31 décembre 1853
Pierre-Antoine Doucet	
Pierre-Antoine Doucet.....	19 mai 1858
Henri-Elzéar Taschereau.....	30 septembre 1868
William Duval.....	7 octobre 1868
Denis Murray.....	28 février 1872
Ludovic Brunet.....	5 octobre 1889
	F. J. A.
	P. G. R.

REPONSES

Le "Corps Canadien." (XI, VI, 1067.)—Le fameux chef outaouais Pontiac avait toujours été l'ennemi acharné des Anglais. Son prestige dans l'ouest était immense. Lorsque, après la chute de Québec et de Montréal, des officiers anglais prirent le commandement des postes d'en haut, Pontiac déclara que ni lui ni les siens ne seraient esclaves des blancs. "Ce fut une traînée de poudre enflammée, dit M. Benjamin Sulte. Depuis le Détroit jusqu'au fond du Wisconsin et de l'Illinois, dans l'Indiana et l'Ohio, des bandes armées se levèrent. Le plan de ce second Spartacus consista en une attaque simultanée et soudaine de tous les postes dispersés sur l'étendue de cette ligne, de manière à les empêcher de se secourir les uns les autres."

Les Anglais avaient peu ou point de troupes sur les grands lacs. Dans le Bas-Canada, ils n'avaient que quelques régiments. Le gouverneur Murray, estimé des Canadiens, se tourna vers eux pour obtenir du secours contre Pontiac. Il organisa un bataillon de volontaires canadiens auquel il donna le nom de *Corps Canadien*.

Ce bataillon devait être composé de cinq compagnies de soixante hommes chacune. Les gouvernements de Québec et de Montréal devaient fournir deux compagnies chacun, et celui de Trois-Rivières la cinquième.

Il n'y avait pas encore cinq ans que les Canadiens avaient déposé les armes, aussi les animosités n'étaient guère éteintes. Murray, en fin diplomate, gagna d'abord les bonnes grâces de M. Briand, vicaire général. Celui-ci, le 8 mars 1764, adressait la lettre suivante à tous ses curés :

"Son Excellence est dans le dessein de former un corps de volontaires commandés par des officiers

canadiens ; ils auront un aumônier catholique. Le but de notre général est d'en imposer aux Sauvages des pays d'en haut et de les forcer à demander la paix.

“ Nous devons tous prendre intérêt au succès d'un projet avantageux à cette colonie, dont le commerce se trouve notablement diminué par la révolte de quelques-unes de ces nations. Vous encoureriez l'indignation de Son Excellence, si vous paraissiez devant le peuple blâmer cet enrôlement. Je l'ai assuré que je ne connaissais aucun curé capable de tomber dans cette faute que je regarderais comme un crime, et que j'étais convaincu que tous, s'il était nécessaire, exhorteraient les peuples à entrer dans ses vues.

“ Je suis persuadé que vous n'avez pas d'autres sentiments et me tiens assuré de la sagesse et de la prudence de votre conduite sur cet article. ” (1)

Ce point gagné, Murray adressa une circulaire aux capitaines de milice :

“ Quoique je vous aie déjà instruit de bouche des soins que Sa Majesté se donne pour assurer le bonheur de ses sujets, et de la ferme résolution qu'elle a prise de faire revenir à la raison quelques nations sauvages, dont la mauvaise volonté s'est manifestée par la trahison et la violence, et de les obliger à conclure une paix stable qui assure le retour d'un commerce avantageux et la tranquillité si nécessaire à ses peuples, j'ai cru devoir vous informer qu'à cet effet le gouvernement s'est déterminé de joindre cinq compagnies de Canadiens aux troupes qui doivent être employées à procurer ce but. Ces compagnies seront composées de soixante hommes chacune. Deux seront levées dans le gouvernement de Québec, deux dans celui de

(1) Mgr Têtu et Mgr Gagnon, *Mandements des évêques de Québec*, volume deuxième, p. 178.

Montréal et une dans celui des Trois-Rivières, et seront commandées par des officiers canadiens. On n'agrégera dans ces compagnies que ceux qui, de leur plein gré, seront déterminés de rester sous l'empire de Sa Majesté Britannique.

“ Pour reconnaître et récompenser la bonne volonté de ceux qui s'enrôleront, on donnera douze piastres en argent à chaque volontaire ; on leur délivrera un capot, deux paires de souliers sauvages et une paire de mitaines. On les pourvoiera d'armes, de munitions et de vivres, durant tout le temps de la campagne. La solde affectée pour chaque homme sera de six sous anglais par jour, et on aura soin de les faire accompagner par un prêtre pour y exercer les fonctions de son ministère.

“ Le service de ces volontaires finira avec la campagne, après laquelle chacun sera libre de retourner chez soi.

“ Une telle démarche suppose de la part du gouvernement bien de la confiance envers les sujets de Sa Majesté. On est en droit d'attendre qu'ils y répondront non seulement par un grand empressement à s'enrôler, mais encore par une grande fidélité à soutenir leurs engagements dans toutes les circonstances où le bien du service les placera. Du moins, ils doivent le faire autant par honneur et par devoir que par reconnaissance, et par zèle pour leur propre intérêt.

“ En attendant que vous soyez à même de publier cette ordonnance dimanche prochain, à la porte de l'église, vous aurez soin, autant qu'il dépendra de vous, de la rendre publique, mais surtout parmi vos jeunes gens, afin qu'ils puissent être instruits de toutes les conditions qui leur y sont offertes. ”

Les Canadiens, dociles à la voix de leurs curés, s'enrôlèrent en grand nombre, et quelques semaines plus

tard l'effectif du *Corps Canadien* était au complet.

La solde fut réglée ainsi : major, \$3.00 par jour ; capitaine, \$2.00 ; lieutenant, \$1.00 ; sergent, 1 chelin (20 centins) ; caporal, 8 deniers (13 centins) ; soldat, 6 deniers (10 centins).

On sait comment se termina la guerre entreprise par Pontiac. Après avoir fait subir de nombreuses défaites aux troupes anglaises, il vint mettre le siège devant Détroit. Battu à Bushy-Run il fut forcé de faire la paix en 1766.

Le *Corps Canadien* n'ayant plus sa raison d'être fut débandé la même année.

Il serait assez difficile de dresser une liste complète des officiers du *Corps Canadien*. Le commandant, qui avait grade de major, fut Jean-Baptiste-Marie des Bergères de Rigauville.

Le naufrage de l' " Endeavour. " (VIII, XII, 913)—Le jeudi, 26 novembre 1835, à midi, la barque *Endeavour*, chargée de pommes, de potasse et de fourrures, laissait le port de Québec avec un bon vent et tout espoir de gagner la haute mer, car la température était douce et il n'y avait encore aucune glace sur le fleuve, bien que la saison fut fort avancée. Quinze hommes la montaient, le capitaine Walter Douglas, le pilote Guillaume Lachance et treize manœuvres dont l'un était de Saint-Michel. A onze heures, le même soir, le vent ayant changé, ils jetèrent l'ancre en face de l'île-aux-Oies, et ce ne fut qu'à trois heures le lendemain, vendredi, qu'une brise favorable permit de descendre jusqu'à la Traverse. Là, l'*Endeavour* rencontra beaucoup de glaces qui l'incommodèrent grandement, obligée qu'elle était de se frayer un passage à travers ces blocs flottants qui couvraient presque totalement le fleuve. Le reste du jour et le lendemain

samedi, le vent manquant, l'*Endeavour* dériva jusque entre les Pélerins et Kamouraska, malgré les efforts de l'équipage pour ouvrir au vaisseau un libre passage à travers les glaces. Le vendredi soir, l'ancre avait été jetée à une profondeur de soixante brasses, mais sans pouvoir prendre fond, et le navire continua à dériver. Le temps était excessivement froid : il tombait une forte bordée de neige : tout espoir de gagner la pleine mer était perdu. Le capitaine et le pilote prirent avis, et il fut résolu qu'on travaillerait à toucher, si c'était possible, la rive sud afin de mettre le vaisseau dans une anse sûre. Le pilote, croyant approcher le Bord à Barrette, donna l'ordre de mettre l'ancre, mais ce fut en vain, et, vers quatre heures samedi matin, l'équipage s'aperçut à la faveur du temps qui devenait plus clair, que le vaisseau se trouvait près du Pot à l'eau-de-vie (Brandy-Pot), vers lequel les glaces le portaient avec une vitesse effrayante. L'*Endeavour* était inévitablement perdu, et tous s'attendaient à tout instant à le voir chavirer. Quand le navire fut assez près de terre, ordre fut donné à l'équipage de le quitter avec les provisions nécessaires, et tous atteignirent heureusement le rivage de l'île en passant sur les glaces. Après être demeuré trois heures sur cette plage inhabitée, le capitaine et le pilote crurent qu'il y avait quelque possibilité de mettre le vaisseau en sûreté, et tous s'embarquèrent de nouveau pour travailler de plus belle, mais ils furent bientôt déçus, et cette fois ce ne fut qu'avec mille périls qu'ils purent regagner l'île qu'ils venaient de quitter. Un d'entre eux cependant fut assez courageux pour rester à bord, et l'*Endeavour*, abandonné à lui-même, le conduisit, à travers des dangers sans nombre, jusque près de l'Île-Verte où il aborda en marchant sur les glaces flottantes ; là, il se réfugia dans l'habitation du phare.

L'équipage de l'*Endavour* ne comptant plus que quatorze personnes, douze manœuvres, le capitaine et le pilote, était donc abandonné sur l'île déserte du Pot à l'eau-de-vie (Brandy Pot) avec quelques provisions et une chaloupe du vaisseau qu'ils avaient tirée à terre. Par un froid intense, sans abri, à quatre lieues de la rive sud, ils étaient destinés à une mort certaine à moins qu'un secours providentiel ne vint les arracher à leur affreuse situation. Dans ces conjonctures, le pilote Guillaume Lachance rendit de très grands services à l'équipage, en l'aidant, de son expérience, à se préserver de la température. Il fit faire des feux continuels sur une partie élevée de l'île, afin qu'ils pussent être aperçus de la rive sud. Sept jours se passèrent ainsi, lorsqu'enfin le samedi suivant, 5 décembre, vers midi, ils virent deux canots venant de la Rivière-du-Loup, montés par sept hommes à la tête desquels était le pilote Joseph Pelletier. Ces canots contenaient des provisions en quantité. Inutile de dire avec quelle joie hommes et provisions furent reçus. Tous passèrent la nuit sur l'île, et, le lendemain, dimanche, ils quittèrent le Pot à l'eau-de-vie dans la chaloupe, précédée des deux canots, et atteignirent heureusement la rive sud. Ils furent cordialement accueillis par les habitants qui étaient venus au devant d'eux sur la batture avec tous les secours nécessaires.

Le capitaine Douglas de retour à Québec, se plut à reconnaître le service signalé rendu en cette occasion par le pilote Joseph Pelletier. C'était lui, en effet, qui, après avoir aperçu les feux sur l'île et répondu aux signaux des naufragés, avait réussi par son habileté et la fermeté de son caractère à engager quelques-uns de ses co-paroissiens à se joindre à lui dans cette tentative périlleuse. Les marchands de Québec et autres personnes intéressées dans la marine firent entre eux

une souscription pour présenter à ce brave Canadien une médaille, en témoignage de leur haute appréciation de sa conduite intrépide et pleine d'humanité.

La médaille en question était un disque d'or de forme elliptique, long de deux pouces et demie, large de deux, d'une demi ligne d'épaisseur, entouré d'une bordure élégamment travaillée au burin.

Sur la face principale on lisait :

Presented
to
M. Jos. Pelletier
Branch Pilot
for the
River St-Lawrence
by
the Merchants
of
Quebec.

Et sur le revers :

In token of
The High Sence
which they entertain
of
His valour, humanity and
perillous exertions in rescuing
on the 5th Dec. 1835,
The master and crew of the
Barque Endeavour
from a situation of great
suffering and imminent
danger at the
Brandy Pots.

Cette médaille fait aujourd'hui partie du musée numismatique de l'université Laval de Québec.

NUMMUS

Ordre de Saint-Sylvestre. (VI, VIII, 737)—Le grand Constantin, avec l'approbation du pape saint Sylvestre, fonda un ordre de chevalerie qui devint célèbre dans le moyen âge sous le nom de l'Ordre de l'Épéron d'or.

Plus tard, on en rendit l'admission trop facile. Des archevêques et des évêques obtinrent du Souverain Pontife la permission de donner les insignes de l'Épéron d'or. Le nombre des décorés devint tellement grand que l'ordre tomba dans le discrédit.

Grégoire XVI reconstitua l'ordre de l'Épéron d'or sous le nom du pape saint Sylvestre, son premier inspirateur.

L'ordre de Saint-Sylvestre comprend des commandeurs et des chevaliers. Les commandeurs portent leur décoration attachée par un collier d'or, les chevaliers par un ruban à raie rouges et noires. La croix à huit pointes, ayant en bas un éperon d'or, porte d'un côté le portrait de saint Sylvestre, avec les mots *Sanc. Sylvester P. M.*, et de l'autre *MDCXLI, Gregorius XVI restituit.*

Les commandeurs et chevaliers ont de plus le droit de porter un costume spécial rouge avec épaulettes. Ils ont droit à l'épée et aux éperons d'or comme les membres de l'ancien ordre de l'Épéron d'or.

Quelques Canadiens ont été faits commandeurs de Saint-Sylvestre. Signalons sir Louis-Hypolite Lafontaine, l'honorable Joseph-Amable Berthelot et M. Louis-Edouard Couture, de Lévis. MM. Clément Vincelette et Olivier Robitaille furent aussi faits chevaliers de Saint-Sylvestre. Nous serions obligé à ceux qui nous feraient connaître d'autres Canadiens qui ont été commandeurs ou chevaliers de Saint-Sylvestre.

QUESTIONS

1085—Est-ce bien deux ou quatre maris que la *Corriveau* envoya dans l'autre monde ? ST VALL

1086—La Hontan rapporte que vers 1691 ou 1692 un riche Anglais du nom de Nelson retenu prisonnier à Québec donna un grand dîner auquel il avait convié Frontenac, l'évêque, l'intendant, etc. Pour quelles raisons cet Anglais était-il prisonnier à Québec ?

(URIEUX

1087—Quand et par qui a été établie notre milice *d'élite et incorporée* ? Quelle différence y avait-il entre cette milice et la milice ordinaire ? P. F. R.

1088—Le musée numismatique de l'université Laval possède une médaille qui porte l'inscription suivante : *Quebec Fishing Club, established July 1826*. Connaissez-vous quelque chose relativement à ce club de pêche établi à Québec en 1826 ? PICH.

1089—Le capitaine Ecuyer ou L'Ecuyer qui servit à Châteauguay, sous les ordres de Salaberry était-il d'origine canadienne ou étrangère ? Où est-il mort ? P. O. G.

1090—Je lis dans une étude sur la franc-maçonnerie au Canada : " La première loge maçonnique fut établie à Québec, quelques années seulement avant la cession du Canada vers 1755. On conserve encore, dans les archives de l'ordre, les noms de ces premiers maçons. " Je serais curieux de connaître les noms de ces Canadiens qui, sous le régime français, s'affilièrent à la franc-maçonnerie ? RIOP.

VOL XI

SEPTEMBRE 1905

N^o 9

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam *cognoscere* tenet
Is mihi non civis sed peregrinus erit

///

PIERRE-GEORGES ROY

ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE

RUE WOLFE

LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de septembre : La milice canadienne-française à Québec en 1775, (suite et fin) ; Origine de quelques noms canadiens ; L'Étymologie du mot Missisquoi, D. Girouard ; Le "député du peuple" à Londres, Ignots ; L'ingénieur Randin, P. G. R. ; Le castor comme emblème canadien, George Johnson ; Questions, etc.

Gravure: L'honorable René-Edouard Caron.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Conférences et discours, par l'hon. A.-B. Routhier, juge en chef de la Cour Supérieure pour la province de Québec. —Deuxième série. Montréal, librairie Beauchemin, 256, rue St-Paul—Prix : \$1.25. S'adresser aux éditeurs.

Les Frères Mineurs à Québec. 1615-1905. Simple coup d'œil historique, par le P. Odoric—M. Jouve, O. F. M.—Québec, Couvent des S. S. Stigmates. Prix: \$0.25. S'adresser au Couvent des Frères Mineurs, Notre-Dame de Québec.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

VOL XI SEPTEMBRE 1905 No 9

**LA MILICE CANADIENNE-FRANÇAISE A
QUÉBEC EN 1775**

(Suite et fin)

ROLE DE LA SEPTIEME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Louis Fremont
Capitaine en second—M. Louis Fornel
Lieutenant—M. Alex. Picard
Enseigne—Jn. Bte. Chevalier
Premier Sergent—Jean Chevalier
Second Sergent—Joseph Cauté

Rue Couillard

Charles Carier	journalier	Berthelemy Hince	menui-
GuillaumeBeriau	menuisier		sier
Pierre Deguise	maçon	Nicolas père	charpentier
Louis Claisse	ferblantier	Nicolas fils	forgeron
Charles Pageot	chartier	Bazil Lespérance	charpen-
Nicolas Tellier	perruquier		tier
Joseph Parant	chartier	George Tranquil	cordonnier
St-Pierre	journalier	François Roy	marchand
		Robichaud	navigateur

Rue St-François

Marin de Lorbetray na-	Jn. Papy Lafleur menuisier
vigateur	Jn. Bte. Chevalier. perru-
Charles Duret tonnelier	quier
Joseph Douvil idem	Louis Dantu chirurgien
Etienne Yvon navigateur	

Rue St-Joseph

Michel Voyer navigateur	François Mathon boulan-
Joseph Petitclair chartier	ger
Joseph Richard journalier	Pierre Levasseur chartier
Antoine Baron idem	Augustin Bedard marchand
Pierre André Spenard be-	Antoine Rigodieu idem
dau	Joseph Duperré père jour-
Charles Brousseau chartier	nalier
Joseph Drolet forgeron	Pierre Picard Dequoy re-
Joseph Drolet fils idem	lieur
Jean Amiot père traiteur	Pierre Navarre tonnelier
Jean Amiot fils orfèvre	Amand Duga navigateur
Louis Amiot fils mancho-	Jacques Bolduc journalier
nier	Louis Renvoizé armurier

Rue des Pauvres

Jacques Plamondon domes-	Martial Bardy marchand
tique de M. Descheuneaux	François Campagna jour-
Ignace Gagné } domes-	nalier
Etienne Perrault } tiques	Charles Martin menuisier
Joseph Beaupré } de l'Hô-	François Bridau charpen-
Simon Touché }pital	tier

Rue St-Charles

Bernard Damien boulanger	Louis Lepine fils journalier
François Dlenel idem	Léon Gagnon chartier
Jos. Methot père boucher	Pierre Point navigateur

Simon Donul	navigateur	Jacques Duchesnau	tonne-
Michel Garenne	menuisier	lier	
Charles Larose	journalier	Joseph Méthot	fils boucher
Michel Godin	navigateur	Pierre Badau	menuisier
Pierre Chaloup	boulangier	JacquesChevalier	tonnelier
Charles Gravelle	journalier	Chrétien	Chirurgien chirurgien
François Breton	fils char-	gier	
tier		Pierre Flamand	maçon
Baptiste Bornay	journalier	Jugon	tounelier

ROLE DE LA HUITIEME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Henry Morin
 Capitaine en second—M. Pierre Marchand
 Lieutenant—M. Liberal Dumas
 Enseigne—M. Joseph Noel
 Premier Sergent—Joseph Canac Marquis
 Second Sergent—Antoine Gosselin

Cul de Sac et Basse Ville

Michel Levitre	chartier	François Griffard	charpen-
Jean Forton	pouleur	tier	
Louis Forton	idem	Simon Hot	journalier
Nicolas Dassilva	perru-	Charles Guenet	navigateur
quier		Jacques Damien	boucher
Thomas Brilland	charpen-	George Borne	marchand
tier		Etienne Damien	forgeron
AugustinDugal	navigateur	François Lepine	idem
Jacques Samson	chartier	Pierre Lefrançois	idem
Joachim Silvestre	perru-	Jean Couture	boulangier
quier		Joseph Ponsant	commis
Joseph Leroux	navigateur	Pierre Leclair	navigateur
Etienne Marchand	journa-	Pierre Berlinguet	fils bou-
lier		cher	

Jean Delisle fils	couvreur	Pierre Langlais domestique
Guillaume Garnau	naviga- teur	de M. Dufour
André Vallé	tonnelier	Jacques Languedoc caba- retier
François Dupuis	navigateur	Charles Couture marchand
Ja. Enouille dit Lanoix	journalier	Joseph Vallerant naviga- teur
Simon Turcotte	journalier	Joseph Cadoret idem
Joseph Bourg	navigateur	Charles Garenne menuisier
Antoine Chartrain	journa- lier	Joseph Drapau forgeron
Louis Vallerant	navigateur	Jacques Cramaye boulan- ger
Augustin Gagné	journalier	François Morin fils
Jean Bte. Tardy	navigateur	François Descaraux
Jn. Laurent Provençal	fils	Nicolas Duval
idem		Antoine Debonvil
Michel Mectau	idem	Jean Morin
Hives Boivin	coroyeur	Hives Chiquet
Fr. Tourangeau	navigateur	Augustin Bourré
Pierre Gagné	chartier	François Drouin
Amable Drapeau	cordonnier	Labany navigateur
Pierre Dupuy dit Caton	navigateur	François Vallerant
Olivier Labauve	navigateur	François Mignau
François Dupuy St-Michel	idem	Charles Vallerant
Joseph Descaraux	idem	François Ray dit Crepin
Chs. Mars	charpentier	Joseph Rodrigue
Joseph Monmeny	journalier	Ant. Descaraux navigateur
Olivier Servant	navigateur	Jean Descaraux
<i>Vieillards et Infirmes exemptés de commandement par</i>		Réné Babinau
<i>ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur.</i>		Pierre Tavernier idem
Jacques Protin		St. Jean Deliasse
François Tirouet		Joseph Namur
Joseph Goupille		

ROLE DE LA NEUVIEME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Michel Fortier
 Capitaine en second—M. Charles Lambert
 Lieutenant—M. Paul Lacroix
 Enseigne—M. Joseph Dupon
 Premier Sergent—Joseph Bouvet
 Second Sergent—Solomon Petit

Faubourg St-Roch

Pierre Breton	boulangier	Paul Trudel	Chevalier char-
Malisson dit Philibert	mar-	tier	
chand		Michel Pampalon	journa-
François Pasquet	maçon	lier	
François Goulet	navigateur	Jn. Bte Delaye	navigateur
Joseph Tremblay	chartier	Pierre Desgranges	domesti-
Baptiste Trudel	idem	que du Capt. Thomson	
Simon Lebeuf	journalier	Joseph Gosselin	charpentier
Baptiste Thomas	chartier	Amand St-Martin	idem
Pizane	boulangier	Jacques Badau	idem
Guillaume Lassainte	idem	Jean Landry	idem
François Corbin	charpentier	Charles Renaud	maçon
François Alaire	journalier	Ignace Ratté	journalier
Pierre Godbou	charpentier	Joseph Dugal	idem
Joseph Arnois	idem	François Rouillard	naviga-
Charles Gagnon	chartier	teur	
François Tremblay	idem	Louis Pasquet	journalier
Charles Talin	navigateur	Champagne	idem
Etienne Talin	idem	Gollin	idem
Louis Lecomte	chartier	Theodore Breau	chartier
François Bilmer		Pierre Chalifou	idem
Joseph Arnois père	char-	Bernard Diesse	cabaretier
pentier		Jean Terrien fils	journalier
Hyacinthe Gauvrau	forge-	Jacques Frichette	boulan-
ron		ger	

François Portugais journa-	François Geneste journalier
lier	Jean Cazau charon
Vadeboncœur coutellier	Bertrand Badau charpentier
Jean Cardinal chartier	Louis Morel journalier
Baptiste Protau charpentier	François Belanger charon
Charles Provau journalier	François Belanger fils idem
Joseph Chatelrau idem	Réné Brunau chartier
Pierre Closel	Larose journalier
François Delage fils calfa-	Dassilva Portugais idem
teur	Moran navigateur
Pierre Labrecque charpen-	Constantin nau journalier
tier	Jean Marchand idem
Ignace Pouliot journalier	Baptiste Melançon calfat
Thomas Leroux dit Cardi-	Charles Nollin
nal idem	Pierre Portugais
Pierre Leroux idem	André Maclure
Leon Quelan	George Maclure
Alexandre Vaillancour père	Joseph Bigaouët
journalier	Baptiste Govin
Alexandre Vaillancour fils	Saint-Laurent
idem	

*Vieillards et Infirmes exemptés de Commandement
par ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur*

Pierre Delage	Charles Arnois
Louis Duran	Jean Terrien père

ROLE DE LA DIXIÈME COMPAGNIE
OFFICIERS

Capitaine
Capitaine en second—M. Charles Riverin
Lieutenant—M. Turgeon
Enseigne—M. Cureux Saint Germain
Premier Sergent—Jean Bertin
Second Sergent—Dervecher dit la Liberté

Faubourg St-Jean

Baptiste Mondor	naviga- teur	Charles Leroux	journalier
Jn. Bte Langlais	forgeron	Pierre Bourassa	navigateur
Pierre Duplessy	chartier	François Robitaille	chartier
Alexis Elot dit Julien	idem	François Chenevert	menui- sier
Louis Marcoux	forgeron	Eméry Fournier	ramoneur
Louis Marcoux fils	idem	François Bassulair	
Noel Langlais	marchand	Louis Riopel	journalier
Jean Crottan	journalier	Pierre Drolet	chartier
Paul Thibodau	menuisier	Antoine Gauvin	menuisier
Etienne Couture	journalier	Joseph Lemery	
Etienne Mainard	sellier	François Vocol	maçon
Jean Girard	chartier	Antoine Gossein	père
Michel Fizet	maçon	François Dorion	boucher
Joseph Riopel	chartier	Alexis Drouin	chartier
Joseph Bezaud	charpentier	Joseph Barbau	maçon
Jean Matte	idem	Louis Couture	charpentier
Pierre Beaupré	marchand	Thomas Langlais	boucher
Joseph Boivin	menuisier	François Couture	charpen- tier
Louis Tranquil	journalier	Louis Masse	menuisier
Joseph Tranquil	idem	Louis Goverau	tanneur
Louis Tranquil fils	idem	Claude Goverau	idem
François Roucet	charpen- tier	Goverau	idem
François Perche	idem	Jean St-Michel	idem
François Perche fils	navi- gateur	Joseph Larose	idem
Pierre Lafleur	idem	Jean Morau	maçon
Jn. Louis Maillot	auber- giste	Jean Bezaud	chartier
Charles Bernard	menuisier	Jacques Boufard	menuisier
Charles Auclair	charpentier	Fizet	chartier
Charles Guedon	ramoneur	Cholet fils	journalier
		Charles Rancin	menuisier
		Jean Langlais	marchand

Jean Robitaille charpentier	Charles Trudel	chartier
Jean Robitaille fils	idem Jean Mondor	tanneur
Ignace Moisan	chartier François Tomelet	sellier
Prisque Lessard père	Louis Duval	
Prisque Lessard fils	Charles Falardau	
François Robitaille	chartier Thibault père	
Pierre Bedard	boulangier Boutet	
Pierre Maurice Jean	idem Thibault fils	

*Infirmes exemptés de Commandement par ordre
de L'honorable Lieut. Gouverneur*

Joseph Henry Dubois	Laurent Martin
Louis Levasseur	forgeron

ROLE DE LA ONZIEME COMPAGNIE

OFFICIERS

Capitaine
Capitaine en second—M. Charles Liard
Lieutenant—M. Guerrault
Enseigne—M. François Valin
Premier Sergent—Alexis Gauvrau
Second Sergent

BANLIEUE

Canardière et Gropin

Michel Normand	habitant	Etienne Belanger	habitant
Joseph Martel	idem	André Belanger	idem
Louis Bedard	passager	Jean Pasquet fils	en Ville
François Pasquet	habitant	François Régis	Belanger
Jean Pasquet	idem	habitant	
Charles Normand	idem	Gil. Chalifour	idem
Pierre Normand	idem	Pierre Lagravelle	idem
Joseph Belanger	idem	Augustin Plante	idem

François Bte Belanger père | Jean Racine
habitant

Petite Rivière

Alexandre Menu	aubergiste	Guillaume Fluet	habitant
		Louis Loizel	idem
Louis Galarnau	habitant	Joseph Falardau	idem
Philippe Deschamps	idem	François Lessard	idem
Joseph Deschamps	idem	Adrien Parant	idem
Jacques Vadeboncœur	cabaretier	Charles Tartre	idem
		Joseph Drapau	idem
Joseph Gauvrau fils	habitant	Charles Lepaye	idem
		Jacques Montreuil	idem
Joseph Dion	idem	Nicolas Chartré	idem
François Julien	idem	J. Sedilot Montreuil	idem
François Julien fils	idem	François Normand	idem
Jean Bte Richard	idem	Etienne Dorion	idem
François Julien Elot	idem	Jn. Bte Silvestre	idem
Claude Petitclair	idem	Bte. Silvestre fils	idem
Louis Julien	idem	Pierre St-Michel	idem
Pierre Cloutier	idem	Pierre St-Michel fils	idem
Etienne Dion	idem	François Vezina	idem
Alexis Fluet	idem	Masserol	

St-Jean

Charles Gregoire	habitant	Pierre Boivain	habitant
Jean Bte Oloncour	idem	Pierre Lapointe	idem
François Laberge	idem	Michel Hamel fils	idem
François Boivain	idem	Jeau Macarty fils	idem

*Vieillards et Infirmes exemptés de Commandement par
ordre de L'honorable Lieut. Gouverneur.*

François Bilodau	Manceau	tanneur
Jean Macarty fils		

ROLE DE LA COMPAGNIE D'ARTILLERIE

OFFICIERS

Capitaine—M. Laforce
 Capitaine en second—M. Pommereaux
 Lieutenant—M. Raby
 Premier Enseigne—M. Launière fils
 Second Enseigne—M. Brunau
 Premier Sergent—J. Bte Vozel dit Belhumeur
 Second Sergent—Alexis Berauger

Etienne Grenier dit Parisien	menuisier	Germain Tessier	menuisier
Jean Bte Lepine dit Lalime	menuisier	Joseph Lepine	Legris forgeron
Louis Vallé	maçon	Michel Jourdain	maçon
François Delisle	menuisier	Henry Dubourg	boucher
Jacques Lemoine	traiteur	Alexis Dauphiné	tonnelier
Jean Racet	tonnelier	Pierre Delorier	forgeron
Antoine Parant	perruquier	Gabriel Masse	idem
François Parant	tonnelier	Joseph Maillot	chartier
Louis Parant	forgeron	Louis Bernier	idem
Jean Pierre	tonnelier	Jean Doucet	boucher
Augustin Normandau	idem	Joseph Quimper	père
Gabriel Messeiller	boulangers	Biron dit Laliberté	bou-cher
Pierre Chauvau	fils tonnelier	Joseph Quimper	fils
Antoine Dalcia	traiteur	André Hamel	maçon
Jacques Duval	forgeron	Thomas Damien	boucher
Joseph Delorme	charon	Etienné Emond	menuisier
Guillaume Berlinguet	ferblantier	Joseph Rainville	forgeron
Joseph Descaraux	tonnelier	Jos. Monier	père boucher
		Joseph Langlais	menuisier
		Pierre Atina dit	Laviolet
			sellier

Augustin Jourdain	maçon	Louis Giroux	tanneur
Chs. Hiot dit Lafeuillade	armurier	François Vezina	menuisier
Jn. Bte Bonet	charpentier	Ignacé Constantinau	boucher
Pierre Labady père	tonnelier	Baptiste Dorval	menuisier
Jacques Lafrance	idem	Joseph Bossu	Lionnais forgeron
Pierre Couture	forgeron	Louis Falardau	maçon
Jean Bois	tonnelier	Pierre Cochy dit Lacou-	tailleur
Baptiste Dubord père	char-	ture	tailleur
pentier		Charles Vezina	menuisier
Baptiste Dubord fils	tonne-	Marseille	peintre
lier		Joseph Monier fils	
Nicolas Segain	idem	Pierre Normandau	menui-
Jacques Lessard	naviga-	sier	
teur		Pierre Mainard	maçon
François Larivière	forgeron	Nicolas Amiot	Villeneuve
François Bigahouet	forge-	forgeron	
ron		Pierre Onel	perruquier

RECAPITULATION DES SOLDATS MILICIENS

1ere Compagnie	93	8me Compagnie	72
2me Compagnie	92	9me Compagnie	77
3me Compagnie	82	10me Compagnie	76
4me Compagnie	112	11me Compagnie	60
5me Compagnie	97	12me Artillerie	65
6me Compagnie	92		
7me Compagnie	73		891

RECAPITULATION COMPLETE

Officiers	57	Sergents des Compagnies	
Sergents major	2		24
Soldats Miliciens	891		974

La Milice Canadienne de Québec conformément aux Rôles que j'ai tenus conjointement avec les Capitaines de la dite milice se monte aujourd'hui, compris les officiers sergents et miliciens aussi compris les miliciens partis pour la pêche depuis le mois de Septembre, et qui ont servi jusqu'au jour de leur départ, à neuf cent soixante et quatorze hommes.

G. E. TASCHEREAU,
Capt. A. Major

ROLE DE LA COMPAGNIE DES VOLONTAIRES

OFFICIERS

Capitaine—M. Pierre Marcoux
Capitaine en second —M. Chabot
Lieutenant—M. Bouchard
Enseigne—M. P. Marchand
Sergent—Joseph Bonneville
Caporal—Rocray

VOLONTAIRES

Pierre Marcoux fils	François Flamand Deguise
Antoine Beaubien	Charles Pinet
Roch Chevalier	Joseph Gautier de Varenne
Antoine Lapommeray	Jacques Hubert
Antoine Dauphiné	Réné Languedoc
Jacques Guichaud	Michel Perrault
Pierre Debonne	Louis Marchand
Pierre Gagnon	Panet père
François Poitras	Panet fils
Hubert Lacroix	Pierre Guerout

Thomas Quimbert	Lamotte	} vers le 10 Mars
Pierre Labady	Papineau	
Chevrefils	Loizau	} à la fin de Mars
Pierre Bazin	Roussau	
Jean Baptiste Drouin	Maugé	} ou le pr. jour
Antoine Hamel	Rainville	
Michel Launière	Brisset	} Tous de Mont-
Joseph Lafontaine	Labbé	
Joseph Labroquerie	Mongeon	} réal
Joseph Vignau	Soupirant chir.	
Huet Dulude	Deschamblain	} a fait le
Chaude Hubert		
		depuis le 18 de Mars

MILICIENS CANADIENS QUI ONT SERVI DANS LE CORPS DE LA
MILICE BRITANNIQUE

Lafleur	Levasseur	
Toupin	Laforme	perruquier
Labady	Benoist	idem
Menager dit Houseman	Laforme	
Begin	Michel Hamel	
Ouellet	Joseph Belanger	
François Simon	Joseph Pellerin	
Joseph Tranquil	Louis Ratté	

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Maheu : Forme bretonne du nom de Mathieu.

Masères : Réunion de mesures, de maisons pauvres, d'habitations construites d'une façon primitive, soit avec des planches, soit avec des murs en pierres sèches enduits en terre.

Meloises : Nom donné dans le Morvan aux terres de meilleure qualité puisque ce nom vient de *meliores*.

L'ETYMOLOGIE DU MOT MISSISQUOI

Lorsqu'en 1903, j'annonçais dans la préface de mon *Supplément au lac St-Louis* que je sortais du champ des recherches historiques—et je puis ajouter ici, pour me livrer entièrement à la préparation de mes travaux judiciaires toujours croissants—j'étais loin de prévoir que j'y retournerais sitôt à la découverte de l'origine d'un nom sauvage d'un intérêt presque insignifiant, qui cependant semble passionner les antiquaires de l'autre côté de la frontière depuis plusieurs mois. Je n'ai pu résister au plaisir de rendre service à un chercheur de Worcester, Mass., qui me demande l'étymologie du nom Missisquoi donné à une petite rivière du nord de l'état du Vermont, à une baie du lac Champlain et à un comté de la province de Québec. Tout le monde sait qu'elle est sauvage comme l'origine des noms de plusieurs rivières, lacs et localités que nous avons conservés, car il n'y a pas de doute que les nations indigènes avaient une géographie qui leur était propre ; il est probable que chaque nation avait la sienne, remontant à une antiquité plus ou moins reculée. Aujourd'hui que les langues des tribus sauvages disparaissent, lentement il est vrai, mais sûrement—les Hurons en sont un exemple frappant comme on le verra bientôt—les dictionnaires inédits (français-sauvages et vice-versa) des anciens missionnaires, entr'autres ceux du Père Aubéri, S. J., missionnaire des Abénaquis du lac Saint-François de 1708 à 1755, et d'autres semblables de missionnaires de différentes tribus, sont d'une grande valeur au point de vue historique et avant longtemps ils seront indispensables. Le public canadien a toujours été tellement indifférent à l'endroit des indigènes de ce pays que le Père Burtin, missionnaire du Sault Saint-Louis, un érudit, n'a pu trouver

un imprimeur pour son histoire des Sauvages de sa mission, si étroitement liée à celle de Montréal ; il me l'a avoué lui-même. Le Département des Archives devrait acheter ces manuscrits précieux.

De quelle nation, le nom Missisquoi vient-il ? A quel dialecte appartient-il ?

Afin de faciliter la solution du problème, j'ai recherché d'abord les diverses épellations authentiques du nom. Les archives et les cartes anciennes, reproduites par Justin Winsor et Faillon, entr'autres une carte de 1660 (3 Faillon 124), indique parfaitement le lac Champlain et son nom actuel, mais elles ne font aucune mention de la baie de Missisquoi, bien qu'elle y soit tracée. Le plus ancien document qui en parle, est la concession faite le 6 avril 1733 au sieur de Lusignan d'une seigneurie à la Baie de Missiskouy (*Titres Seigneuriaux*, t. 1er, p. 164). Le nom devait cependant être connu des Français longtemps auparavant. Un autre document officiel écrit en langue anglaise en 1783 et reproduit au long par M. John P. Noyes, C. R., président de la Société Historique du comté de Missisquoi, dans son intéressante étude sur les *Early Settlers in the District of Bedford*, pages 15 et 16, fait mention de Missisquoi Bay. En 1815, Bouchette, *Topographical Description of Lower Canada*, pages 185 à 190, l'épelle Missisqui Bay. C'était la prononciation anglaise de l'ancien nom Missisquoy. Aussi trouve-t-on dans les anciens Statuts Révisés du Bas-Canada de 1845, une loi délimitant les divisions électorales du Bas-Canada, passée en 1828, 9 Geo. IV, c. 73, où le comté de Missiskoui est décrit. Enfin en 1853, lors de la division du Bas-Canada en districts, on observe que l'orthographe a été changée et la législature pour la première fois, je crois, adopta celle qui invariablement a été suivie depuis, Missisquoi. Elle est consacrée par les Statuts

Refondus du Bas-Canada de 1860, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 et tous les dictionnaires, cartes et livres de géographie modernes. Evidemment, on a adopté une épellation française et répondant peut être mieux à l'euphonie du mot.

Mais quelle est la signification du nom ? Etranger aux idiomes indiens, j'ai dû m'adresser aux missionnaires des diverses tribus de la province et aux antiquaires du district et l'on verra que ça n'a pas été une tâche facile d'arriver à une solution satisfaisante. Je leur demandais à tous l'origine du nom Missisquoi ou Missiskouy. Ma première réponse fut de M. John P. Noyes, de Cowansville. Elle est datée du 23 mai 1905. Je cite textuellement :

" I am unable to give an absolutely definite answer to your query as to the origin and meaning of " Missisquoi. " I have been trying for some time to run it to earth, and have pretty well satisfied myself, but in such matters one must have an open mind. When one has to rely largely on tradition there is always an element of doubt, even in the best considered theory.

" The definitions given allege Indian origin, but Indian is an indefinite term. One wants to know the particular dialect and tribal peculiarities. The locality of Missisquoi Bay, from which the County is named, was frequented by the Iroquois and Algonquins, and possibly by the Hurons, and must have been christened something by them. I am told that the first syllable of Mississippi and Missouri rivers—Indian names—means water, and if true helps my belief as to the name of Missisquoi.

" The definitions, so far as I know, are two—at least those advocated in print.

1°. An Indian name meaning " Much Water Fowl. "

2°. " " " " " Old Squaw. "

I accept the first, "Much Water Fowl." Missisquoi Bay, from the earliest days, was, and is, famous for the large quantity and variety of its water fowl, being on the highway of the migratory fowls between our north and their southern winter house. Its sheltered waters make a safe natural resting place. Indian names are largely adopted from their habits as to eating and war. Missisquoi Bay was a place to which they resorted to hunt and fish, according to tradition. It seems quite natural, and according to Indian traits, that the name "Much Water Fowl" should have been given to a place where game was so abundant. The early settlers relate that the flocks of fowl at certain seasons near the Bay were so large and dense that the sun would be obscured as though darkened by a cloud. There were no natural marks about the Bay of so distinctive character as to suggest a name. In addition to the foregoing, a very old man of the County wrote in a local paper some years ago, that he was taught some sixty years before that "Missisquoi" was an Indian name meaning "Much Water Fowl." Thus we have tradition, presumptions and Indian traits in accord.

"To the definition "Old Squaw," I attach no importance. I can find neither tradition nor circumstance in its support. It may have been inferred from a broad pronunciation, Misses-Squaw—misses being the ordinary country name Mistress or Madame, and therefore presumably old. It could just as well mean Miss or Young Squaw. But the spelling of to day is not that of the old time. Three quarters of a century ago, and before, and even for some time after, it was spelled "Missiskoui." Papers in the Dominion Archives show that in 1785 it was spelled "Missisquie." It is only about half century since the present name

received a statutory endorsement. I have no access to the archives, nor anything else, to show what Missisquoi Bay was called during the French *Régime*. Being on the war route between the St-Lawrence and the N. E. settlements it must have had a distinctive name.

" I have hoped many times that a query like yours would be sent to that excellent publication, the " Bulletin des Recherches Historiques. " I did not dare to put my feeble French on record in a periodical submitted to so many scholarly eyes. "

Et récemment dans le *Bedford News* du 23 juin 1905, M. Noyes ajoute sous le nom de plume *Wayside Warbler* :

" There is an old text book recently placed in my hands which tells a story of its own. It was printed in the Eastern Townships, in its youthful days, as a text book for the English schools of the province and its cover bears the title " Geography and History of Lower Canada, Designed for the use of Schools, by Zadock Thompson, A. M. late Preceptor of Charleston (Hatley) Academy, Stanstead and Sherbrooke, L. C., Published by Walton & Gaylord, 1835 " . . . In that geography the County of Missisquoi is called Missisko, as to which I find the following foot-note touching upon a still debatable matter : " The orthography of this word is very unsettled. It has been written Missisquoi, Missisqui, Missique, Missiskoui and Missisco ; but it is, I believe, pretty uniformly pronounced as if written Missisco and this, I consider the preferable way of spelling it, because it is most easily pronounced, is shorter and most conformable to the original, if, as has been said, the name is derived from the two Indian words Missi-much and Kisko-water-fowl. The name Missiskisko is said to have been given by the

natives to the bay and river on account of the abundance of water-fowl in and about there, and Missiskisko was at length shortened to Missisco. It afterwards became the name of a county.' The meaning of the name, ajoute M. Noyes, given by him is also borne out by the traditions of the inhabitants. "

Puis, M' Ernest Racicot, C. R., de Sweetburg, un autre chercheur enthousiaste du passé, m'écrivait le même jour :

" D'après ce que j'ai souvent entendu dire, le mot Missisquoi veut dire " much water fowl ". Encore aujourd'hui, les outardes et les canards—dans leurs migrations du sud au nord le printemps et du nord au sud en automne—font une station à la baie de Missisquoi où les chasseurs les guettent. Autrefois quand les alentours de la baie étaient en bois et n'étaient fréquentés que de temps à autres par les sauvages, ces oiseaux devaient sans doute se rendre là et s'y arrêter dans leurs voyages en bien plus grand nombre. J'ai raison de croire que " mis " ou " missis " signifie " eau "—" water ". Mississipi, Missouri. La syllable " quoi " (qui a été écrite de plusieurs manières " koi "—" kow "—" quoi " etc.) ressemble à " quoi " du nom Iroquois. Tout cela est du sauvage. Il est probable qu'avant l'arrivée des français au commencement du 17^e siècle, tout le lac (maintenant Champlain) au sud de la baie devait avoir un nom sauvage—probablement Missisquoi, ou quelque nom de ce genre. Le nom de ce comté doit venir du vieux nom de la baie. "

D'un autre côté, un ancien missionnaire du Sault Saint-Louis, familier avec la langue iroquoise, m'écrivait que le nom n'est pas d'origine iroquoise, et qu'il croit qu'il est algonquin.

Un autre missionnaire des Algonquins d'Oka, pendant un grand nombre d'années, me répondit que Missisquoi (lisez observe-t-il, *Missiskaw* pour les besoins de l'étymologie) n'est pas algonquin :—

“ En Algonquin, dit-il, la racine *Mis* signifie gros, grand, énorme. *Mis-abe*, homme grand, géant ; *Mis-abos*, grand-lièvre, âne, à cause de ses oreilles ; *Misisipi*, grande rivière, *Mississipi* (Chateaubriand écrit *Meschacébé* et traduit ‘ Père des eaux ’ ; il se trompe). Les Sauvages riverains de l'Ottawa l'appelaient autrefois *Kissisipi*, la Grande-Rivière, celle qui reçoit beaucoup d'affluents. Non loin d'Ottawa, on trouve le petit missisipins, comme on trouve la Belle-Rivière, Ohio, en iroquois.

“ Que signifie la seconde racine de *Missi-skaw* ? Faut-il y voir le mot *Squaw*, femme, conservé en anglais, et conclure qu'il y avait à Missisquoi quelque femme extraordinaire ? Qui nous le dira ? Je n'ose m'arrêter à cette hypothèse. ”

Je tournai alors mes regards sur le missionnaire des Hurons de Lorette, près Québec, qui s'empressa de m'informer que ses hurons ont complètement perdu leur langue et qu'ils parlent que le français, et il me renvoie à un prêtre huron de naissance demeurant à *Mastaï*, près Québec. Ce dernier répondit que le mot n'est pas huron. Sans perdre courage, je m'adressai alors au Père de Gonzague, missionnaire des Abénakis à St-Thomas de Pierreville (1). Leur village n'est pas très éloigné de la baie en question. Voici donc ce qu'il m'écrivit :

“ L'origine du mot Missisquoi est “ *Masipskoik* ”,

(1) On sait d'ailleurs que ces sauvages ont habité différentes parties du pays ou même de cette partie du continent, entr'autres le lac Saint-François. (*Tanguay, Répertoire*, 8.)

mot qui signifie endroit où il y a du caillou et plus spécialement encore " Pointe de cailloux ".

" Nous avons fait des recherches chez nos vieux Abénakis et tous regardent la chose comme connue depuis longtemps chez eux. "

M. Noyes, à qui je transmis cette révélation n'est pas convaincu qu'elle soit correcte et il préfère celle qu'il a adoptée " Much water fowl ". " Still," dit-il, " I have an open mind. " Il ajoute qu'il n'y a pas de cailloux à la baie, mais qu'on trouve jusqu'au bord de l'eau des carrières qui sont exploitées pour la construction à Montréal. Puis il affirme que la rivière Missisquoi est remplie de cailloux, de rapides et de chutes.

Ce fait me semble régler la question. C'est la rivière qui a donné son nom à la baie et au comté. Encore une tradition à l'eau comme bien d'autres, par exemple celle qui enseignait que LaSalle avait construit un fort de pierre à Lachine dont on voyait encore les ruines. Et puis la tradition de 75 ans invoquée par M. Noyes est loin d'être ancienne, bien insuffisante pour expliquer un nom qui remonte à près de deux siècles. Enfin elle est repoussée par les langues sauvages que nous connaissons.

D. GIROUARD

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Mingui : (pour *men ti*). En Bretagne, maison de pierre.

Montreuil : (pour *monastérieul*) Petit monastère.

Moreau : Brun, noirâtre et par extension nègre.

Morel : Noirâtre.

Morin : Noirâtre.

Mousseau : Variation de Montceau et signifie petit mont.



L'HONORABLE RENÉ-EDOUARD CARON

DEUXIÈME MAIRE DE QUÉBEC

1834-46

leur cause. Cette nouvelle les affermit dans leur détermination. Il est intéressant de lire cet extrait d'une lettre écrite par M. Gragé, l'un des directeurs du séminaire de Québec, à M. François Villars, ancien supérieur de cette maison, qui était retourné en France, depuis 1754 :

“ Que nous sommes tristes ! Il y a deux jours que nous reçûmes l'affligeant règlement de la cour qui nous refuse un évêque, comme une chose contraire aux lois de la Grande-Bretagne. . . . Cela ne nous empêchera pas de presser M. le député du peuple (M. Charest), de partir. . . . Il part en effet demain. . . . Depuis le départ de M. de Montgolfier, il y a eu du trouble à Montréal. M. Gage, lors gouverneur et depuis quelques jours lieutenant général du Roi dans toute l'Amérique, a fait appeler MM. Peignet, grand vicaire, Favart et Jolivet, pour leur dire qu'il voulait absolument que les mariages des catholiques et des protestants se fissent dans l'église par le curé. Ils ont répondu que M. Montgolfier apporterait sur cela quelques règlements, mais qu'ils ne pouvaient maintenant consentir à ce qu'il demandait. A quoi ils ont reçu cette réponse : “ Je connais maintenant vos sentiments. La porte du Canada est encore ouverte, j'ai votre passeport tout préparé. ” Je ne sais ce que tout cela deviendra. ”

Cette lettre était datée du 25 octobre 1763. Deux jours auparavant le 23 octobre, le gouverneur Murray, écrivant au ministre en Angleterre, l'informait que les craintes des habitants Français, relativement à l'avenir de leur église, les avaient poussé à déléguer M. Charest pour soumettre leur cas. Il faisait l'éloge de ce délégué qui jouissait d'une bonne réputation. Murray entraînait ensuite dans d'autres considérations assez

curieuses. D'après lui, si l'on trouvait moyen d'instruire les jeunes Canadiens aspirant à la prêtrise, ils pourraient sans répugnance, se séparer de la hiérarchie; après qu'ils avaient reçu leur éducation au séminaire, on pourrait les envoyer, aux frais de l'Etat, se faire ordonner prêtres par un évêque catholique dans quelque pays allié de l'Angleterre. On pourrait servir une pension aux Jésuites, qui sont peu nombreux; leurs biens pourraient être confiés à une meilleure administration et leurs terres louées à des cultivateurs anglais pour introduire une meilleure culture. Le séminaire de Montréal, qui fait partie de celui de Paris, pourrait être forcé de vendre tous ses biens ou de se séparer du séminaire de Paris, pour s'unir à celui de Québec. Le gouvernement de l'église devrait être confié à trois vicaires généraux dont l'un serait nommé supérieur du séminaire.

Ces considérations, d'un homme comme Murray, qui était pourtant si bien disposé envers nous, montrent de quels préjugés étaient aveuglés nos vainqueurs, et quels dangers courait en ce moment l'église canadienne.

On voit, d'après la lettre de M. Gravée, citée plus haut, que M. Charest, député du peuple, partit pour Londres le 26 octobre 1768. Il était chargé spécialement de faire valoir, auprès du gouvernement anglais, les raisons qui rendaient indispensables la nomination de l'épiscopat dans notre pays. M. Charest était accompagné de M. Aniot, un respectable citoyen de Québec. Il apportait avec lui une adresse des citoyens français de Québec, une adresse du chapitre de Québec, une adresse des habitants français de Montréal, et une adresse des habitants français des Trois-Rivières.

Au commencement d'octobre, M. Montgolfier, élu pour remplir la vacance du siège, sauf l'approbation

du Souverain Pontife, s'était embarqué pour l'Angleterre, où il allait négocier cette grande affaire de la succession épiscopale. C'était au succès de la même mission que M. Charest, au nom des catholiques canadiens, allait travailler auprès du ministère anglais.

Ce délégué du peuple, comme on l'appelait, comptait parmi nos citoyens les mieux posés. Il était marchand et seigneur de Lauzon. Son aïeul, Etienne Charest, né en France, en 1631, avait épousé à Québec, en 1670, une fille du célèbre François Bissot de la Rivière ; en société avec son beau-père, il avait exploité une tannerie à Saint-Joseph de Lévis, et avait laissé à sa famille une jolie fortune. A sa mort, en 1699, son fils, que nous appellerons Etienne II, en style généalogique, lui avait succédé dans son exploitation. — Né en 1678, Etienne II avait épousé en 1713, Thérèse du Roy. En 1714, il avait acheté le fief de Lauzon du sieur Regnard Duplessis, qui l'avait acquis en 1699, de Thomas Bertrand, lequel l'avait acheté de Marguerite Gobelín, veuve du sieur Jean de Lauzon, concessionnaire du fief, en 1636, sous le nom de Simon Lemaître. M. Charest, dont nous nous occupons en ce moment, était le fils d'Etienne II, et s'appelait aussi Etienne, comme son père et son aïeul. Il était né en 1717 et avait épousé, en 1742, Catherine Trottier.

Nous avons dit qu'il était porteur, entr'autres, d'une adresse du chapitre de Québec. Elle contenait les lignes suivantes : " On propose un évêque avec une pleine, libre et entière juridiction purement ecclésiastique sur le clergé et sur les peuples catholiques du diocèse, suivant les canons et les usages ci-devant observés, vivants simplement parmi les prêtres et séminaires, où il trouverait son entretien et sa subsistance comme l'un d'entre eux, lorsqu'il lui plairait d'y demeurer.

Mais il ne suffisait pas de rédiger des adresses ni d'envoyer des délégués. Il fallait songer à payer les dépenses de ceux-ci. Un voyage en Angleterre était alors long, pénible et coûteux et il n'aurait pas été raisonnable d'en laisser peser le fardeau uniquement sur M. Charest et son compagnon. D'un autre côté, la pénurie était grande et l'argent était rare chez nos compatriotes, durant les sombres années qui suivirent la conquête. On eut recours au moyen suivant. Avant le départ de M. Montgolfier, les trois grands vicaires nommés par le chapitre pour Québec, Trois-Rivières et Montréal, MM. Briand, Perrault et Montgolfier lui-même, avaient adressé aux curés des paroisses des trois gouvernements un mandement où nous lisons ce qui suit :

“ Très vigilants pasteurs,
“ Nous vous donnons avis que sur les représentations qui nous auraient été faites, en la requête du 22 septembre de la présente année, par Messires Charest et Amiot, au nom et comme chargés des marguilliers anciens et nouveaux de la fabrique de l'église cathédrale de Québec, qu'il aurait été arrêté de députer vers la cour d'Angleterre pour demander et poursuivre conjointement avec messires les grands vicaires de ce diocèse, lors à Londres, l'exécution du 4ème article du traité de paix concernant le libre exercice de la religion catholique selon le rite romain en Canada, aux fins des requêtes adressées à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne par les différents gouvernements de cette colonie, mais qu'ils tenteraient vainement de faire une quête pour subvenir aux frais de la dite députation, que le temps était trop court pour se flatter de réussir avant le départ du vaisseau pour l'Europe, et que d'ailleurs les peuples avaient été pour la plupart ruinés par l'évènement de la guerre.

“ Pourquoi ils auraient conclu et requis qu’il nous plût 1o autoriser le marguillier en charge de la fabrique de l’église cathédrale de Québec à faire l’emprunt de la somme de six mille livres dont pour toute cotisation elle payerait l’intérêt d’une année ; 2o autoriser aussi toutes les fabriques des églises des trois gouvernements à faire le remboursement dans le cours de l’année prochaine de la dite somme de six milles livres à la fabrique de Québec, chacune pour ce qu’elle serait employée sur l’état de répartition qu’il nous plairait d’arrêter. ”

Les vicaires généraux autorisaient donc le marguillier en charge de la fabrique de Québec à emprunter six mille livres (dont cette fabrique paierait l’intérêt d’un an), et les autres fabriques à rembourser la fabrique de Québec de cette somme, chacune pour une quote-part proportionnelle. “ Observant néanmoins”, ajoutait le mandement, “ que celles dans le gouvernement de Québec contribuent et remboursent pour la somme de deux mille livres ; que celles dans le gouvernement de Montréal contribuent et remboursent pour la somme de deux mille huit cents livres, et que celles dans le gouvernement des Trois-Rivières contribuent et remboursent la somme de douze cents livres. ”

Voilà de quelle manière furent défrayées les dépenses des délégués à Londres, et voilà de quelle manière la paroisse de Nicolet s’est trouvée appelée à payer 75 francs, en 1763, “ pour le député en Angleterre au sujet des affaires de la religion. ”

Cette mission ne fut pas d’abord couronnée de succès. Murray, mécontent de ce que M. Montgolfier n’eut pas communiqué avec lui avant son départ, écrivit à lord Shelburne, une lettre dans laquelle il disait : “ M. de Montgolfier part pour l’Angleterre. Il est très probable qu’il vise à la mître. . . Si un prêtre aussi hautain et impérieux, bien connu en France, est placé à la tête de

cette église, il peut causer plus tard beaucoup de désagréments." Cette lettre rendit la position de M. Montgolfier insoutenable. On lui dit nettement qu'on refuserait de le laisser retourner au Canada s'il se faisait consacrer comme évêque. Il revint donc au pays en 1764, et adressa au chapitre une renonciation en bonne et due forme au siège pour lequel il avait été élu l'année précédente. M. Briand, élu à son tour, accepta malgré lui cette onéreuse dignité. Il dû, lui aussi, partir pour Londres, en novembre 1764. Mais il avait l'appui de Murray. Son élection ayant été ratifiée par le Saint-Siège, il fit de longues et pénibles démarches pour obtenir l'agrément du gouvernement anglais à sa consécration et à son retour au Canada comme évêque.

En définitive, M. Briand fut informé officieusement qu'il pouvait aller se faire sacrer en France, sans bruit, et qu'on fermerait les yeux. Il reçut la consécration à Paris, le 16 mars 1766, et arriva à Québec le 28 juin suivant.

La chaîne interrompue depuis six ans de nos pontifes était renouée ; le veuvage de notre église cessait ; l'épiscopat canadien était sauvé, et échappait au naufrage de l'ancien régime.

IGNORÉS

L'ingénieur Randin. (XI, II, 1055.)—Randin était enseigne de la compagnie de Sorel au régiment de Carignan qui passa ici en 1665.

En 1669, le régiment de Carignan fut rappelé en France. Plusieurs officiers et un grand nombre de soldats s'établirent dans le pays. Randin fut du nombre.

En 1671, M. Randin fut chargé d'une mission en Acadie. L'intendant Talon écrivait à Colbert le 11 novembre 1671 : " Le vaisseau que j'avais envoyé et

duquel j'étais en peine mouilla le 2 de ce mois à la rade de Québec. J'ai reçu les mémoires sur les instructions que j'avais données au sieur Randin, officier qui le commandait. Ces mémoires me font connaître que le fort de Pentagonët se soutient et qu'il est en assez bon état." (1)

Le 29 octobre 1672, l'intendant Talon concédait à M. Randin une demi lieue de front sur le fleuve Saint-Laurent, sur une lieue de profondeur, à prendre depuis la concession du sieur de Comporté (fief Dorvilliers), jusqu'aux terres non concédées avec l'île nommée de son nom Randin. (2) Cette concession était faite en considération des bons, utiles et louables services qu'il avait rendus à Sa Majesté en différents endroits, tant en l'ancienne France que dans la Nouvelle depuis qu'il y est passé par ordre de Sa Majesté, et en vue de ceux qu'il témoigne vouloir encore rendre ci-après."

Randin ne garda pas sa seigneurie longtemps. Le 3 novembre 1673, il la vendait à Alexandre Berthier, capitaine au régiment de Carignan.

Dès son arrivée dans la Nouvelle-France, le gouverneur de Frontenac employa Randin comme ingénieur.

Dans l'été de 1673, Randin traça les plans du fort Frontenac et en dirigea la construction.

Quelques années plus tard, Randin dressait une carte de l'Amérique septentrionale. Il signe sur cette carte "Randin, l'ingénieur et l'obligé du Cte de Frontenac." (3)

Le 13 novembre 1680, l'intendant Duchesneau se plaint au ministre de Seignelay que le gouverneur de

(1) Correspondance générale, Canada, vol.3, c. 11.

(2) Cette île située en face de Berthier-en-haut est encore connue sous le nom de l'île Randin.

(3) Cette carte qui se trouvait aux archives du dépôt de la marine, à Paris, est disparue. (Harrisse, *Cartographie de la Nouvelle-France*, pp. XXV, 209).

Frontenac, sous le prétexte de confier à M. Randin une ambassade chez les Outaouais, l'envoie tout simplement faire la traite, et qu'il a avec lui une société dont il retire des profits :

“ Il (Frontenac) a envoyé derechef la Taupine, ce fameux coureur de bois que je fis arrêter l'année dernière et duquel je vous envoyai l'interrogatoire. C'est celui dont il se sert pour porter ses ordres et pour traiter dans les nations outaouaises et aussi pour en rapporter les pelleteries qui y ont été laissées par le nommé Randin qui était ce prétendu ambassadeur avec lequel, et ses autres associés, M. le gouverneur avait fait une convention pour la traite dont je vous envoie une copie collationnée sur l'original. ” (1)

Cavelier de LaSalle, écrivant le 22 août 1682, se plaint des coureurs de bois, et dit que Randin, *qui est décédé*, allait, sur l'ordre de Frontenac, inviter les Sioux à se rendre à Montréal.

P. G. R.

Le castor comme emblème canadien. (IV, II, 417.)—Le castor paraît pour la première fois comme emblème du Canada sur la cotte d'armes accordée par Charles Ier, roi d'Angleterre, à sir William Alexander.

En 1632, sir James Balfour, *Lyon King of Arms*, reçoit de Sa Majesté l'ordre de régler et fixer la cotte d'armes de Sir William Alexander, vicomte de Stirling, lord Alexander of Canada, etc., etc.

Dans les armes données par Balfour à Alexander on peut voir un castor représenté exactement comme on le voit aujourd'hui dans les nombreux emblèmes que l'on a fait pour symboliser l'intelligence, l'industrie et la persévérance du peuple canadien.

GEORGE JOHNSON

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 5, c. 11.

QUESTIONS

1091—Je lis dans un no de la *Gazette de Québec* de 1788 : “ Lord et lady Dorchester avec cinq de leurs enfants sont arrivés à leur maison de campagne à Ste-Foye, près de cette ville. ” Où se trouvait cette maison de campagne ?

STE-FOYE

1092—On voit deux Pinguet—Louis et Charles—jouer un certain rôle pendant la guerre de 1812. L'un d'eux même rendit des services éminents au colonel de Salaberry à la bataille de Châteauguay. D'où étaient ces Pinguet ? Que devinrent-ils ?

CUR.

1093—En 1807, le Parlement du Bas-Canada donnait à Jean-Baptiste Bédard le privilège exclusif de bâtir des ponts dans la Province suivant des modèles préparés par lui. Ce M. Bédard a-t-il bâti quelques uns de ces ponts ? En quoi différaient-ils des ponts ordinaires ?

CONST.

1094—Quel est ce LaValtrie tué par les Iroquois près de l'île de Montréal en 1693, à son retour de Michillimakinac ?

XX

1095—Il y a quelques semaines, cinq valeureux Canadiens qui autrefois avaient été défendre le domaine temporel des Papes contre l'attaque des Piémontais, étaient créés par Pie X chevaliers de Saint-Grégoire le Grand. Le Saint Père a-t-il plusieurs ordres de chevalerie ? Quels sont les Canadiens qui ont reçu des décorations papales ?

CURÉ

1096—N'y a-t-il pas eu une bataille à Beaver-Dam, entre les Sauvages bas-canadiens et les troupes américaines, pendant la guerre de 1812-13 ?

XXX

VOL. XI

OCTOBRE 1905

No 10

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*



PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison d'octobre : La preuve que Jacques Cartier est malouin, H. Harvut ; Les juges à Arthabaska ; Charles de Monseignat, P. G. R. ; Notre-Dame des Douleurs de Verdun ; Liste des passagers et des marins du *Rubis* venus malades à l'Hôtel-Dieu de Québec et des personnes qui ont pris le mal contagieux en allant au secours de ce vaisseau ; Origine de quelques noms canadiens ; Le sieur Nelson, Ignotus ; Le colonel Burton, lieutenant-gouverneur de Québec, K. ; La Corriveau, Aubert de Gaspé. Questions, etc.

Gravure : Sir Etienne-Paschal Taché.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

La maison de Borgia, premier poste de Wolfe à la bataille des Plaines d'Abraham, où était-elle située, par P. B. Casgrain.

Le moulin de Dumont, par P.-B. Casgrain.

The fight for Canada by major Wood and The fight with France for North America by A. G. Bradley, reviewed by P.-B. Casgrain.

The House of the Golden Dog in Quebec, by P.-B. Casgrain

Jean Nicolet et le Canada de son temps, (1618-1642), par l'abbé Auguste Gosselin. Vol. in-12 de 300 pages. Prix : \$1.00. S'adresser à l'auteur, à St-Charles de Bellechasse.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

OCTOBRE 1905

No. 10

LA PREUVE QUE JACQUES CARTIER EST MALOUIN

Au cours des fêtes magnifiques d'inauguration de la statue de Jacques Cartier à Saint-Malo, il a été fait, plusieurs fois, allusion à l'obscurité qui semble régner sur les lieu et date précise de la naissance de cette noble figure. M. Dupont, président de la société historique et archéologique, l'un des orateurs, voulut bien reconnaître, cependant, au cours de son allocution, que toutes les probabilités et les argumentations que nous-mêmes avions fait valoir, militaient en faveur de Saint-Malo.

Jaloux de la gloire de notre rocher, qui, selon nous, fut bien le berceau de Jacques Cartier, nous allons exposer ci-dessous, les raisons sur lesquelles nous basons notre conviction, certain que nous sommes, en ce faisant, d'être agréable à nos frères du Canada, qui ont conservé, si vivace, l'amour de Saint-Malo et de la France.

C'est avec âpreté que certaines personnes prétendent que l'illustre *découvreur* n'est point né à Saint-Malo, alors que les partisans de la thèse contraire conservent le calme qui convient à des gens étayant leurs convictions de preuves probantes.

En quelques mots et *avec preuves à l'appui*, nous établirons que Jacques Cartier, dont nous sommes si fiers, à juste titre, est bien *natif de Saint-Malo*.

Les registres de mariages du seizième siècle sont plutôt, à proprement parler, des livres *d'enregistrement des publications de mariages*, ce n'est que plus tard qu'on commença à faire mention, en marge, de la publication, de la date de la célébration ; mais ils sont précieux, cependant, et surtout parceque les initiés y trouvent des renseignements fort intéressants, qui échappent aisément à des chercheurs plus laborieux qu'expérimentés dans l'art d'utiliser les moindres indications.

Or, à cette époque reculée on n'omettait jamais de mentionner la paroisse d'origine des futurs *quand ceux-ci n'étaient point de Saint-Malo*, et c'est cela qui nous permet d'affirmer que Jacques Cartier EST MALOIN.

En effet : les publications de mariages qui précèdent et suivent celles de Jacques Cartier au registre de l'année 1519, sont ainsi conçues ;

.....
Pierre Le Juiff—Michelle Lé Gay paroissienne de Ste-Catherine de Honfleur.

Macé Jacques, paroissien de (illisible) en Dol—Jehanne Orguen.

Jamet Constantin—Jehanne Pierres, paroissienne de Corseul.

Jehan Du Tertre—Jehanne Maingard.

Mesuce de Bresville, paroissien de Bresville—Dolle Fleurie d'Agon.

Jacques Cartier— Catherine des Granches.

Jehan Louvet de St-Euogat—Guillemette Daubert.

Julien Sainmain, paroissien de St-Coulomb—Guillemette Bertre.

.....
Nous pourrions multiplier ces exemples à l'infini, mais

il nous semble que c'est suffisant. On remarquera qu'indifféremment, qu'il s'agisse du futur ou de la future, la paroisse d'origine est indiquée *quand elle est autre que Saint-Malo*.

On avouera qu'après cette constatation il faudrait un véritable parti pris pour prétendre encore que Jacques Cartier est né ailleurs qu'à Saint-Malo ; du reste on n'a, jusqu'à présent, apporté le plus infime semblant de preuve, ni même un argument de quelque valeur en faveur de cette thèse aussi fantaisiste que tardive : (on a mis 400 ans à trouver ça !!!). Il ne s'agit point de dire, il faut prouver, ou, tout au moins, édifier des probabilités. Cela n'a point été fait, et pour cause, mais y eut-on, malgré tout, péniblement réussi que tout l'échafaudage s'écroulerait à la simple lecture du travail ci-dessus, lequel, nous semble-t-il, démontre d'une façon absolument péremptoire que Jacques Cartier est et restera une gloire malouine.

H. HARVUT

LES JUGES A ARTHABASKA

Le premier juge de ce district a été l'honorable Marcus Doherty, nommé le 22 septembre 1873, et transféré dans le district de Saint-François, le 9 avril 1874.

Il fut remplacé à Arthabaska, le 9 septembre 1874, par l'honorable juge Marc-Aurèle Plamondon.

M. Plamondon eut pour successeur son gendre, M. François-Xavier Lemieux, nommé le 13 novembre 1897.

En 1898, M. Lemieux était transféré à Sherbrooke, et, le 7 juillet de la même année, l'honorable M. Philippe-Auguste Choquette montait sur le banc d'Arthabaska.

Enfin, en 1899, M. Choquette retournait à la politique, et le 5 janvier 1905, l'honorable M. Albert Malouin le remplaçait comme juge d'Arthabaska.

CHARLES DE MONSEIGNAT

Originaire de Paris, il était fils de Jean de Monseignat et de Hélène Perchot.

M. de Monseignat travailla d'abord à la Chambre des Comptes à Paris.

Il fut ensuite à l'emploi de M. de Mannevillette qui fut secrétaire des Commandements de Monsieur, frère du Roi, et receveur-général du clergé de France. C'est M. de Monseignat qui fit les comptes que M. de Mannevillette rendit à l'assemblée générale du clergé de France tenue à Pontoise en 1670.

M. de Monseignat eut subséquemment la recette des ponts et chaussées de France, la trésorerie générale des fortifications, et celle de receveur général des aides de Champagne sous M. Choart, plus tard surintendant de Madame la Dauphine.

En 1678, M. de Monseignat passa dans la Nouvelle-France avec Cavalier de LaSalle, le fameux découvreur. On le voit commis de ce dernier au fort Frontenac en 1680. (1)

Il fut ensuite sous-directeur des fermes en ce pays.

En 1683, il retourna en France, et remplit successivement les charges de contrôleur des vivres au camp de Maintenon (1685), trésorier des vivres (1686), sous-directeur de l'hôpital de l'armée à Coulomb sur la rivièrre d'Eure (1687), vérificateur au bureau-général des fermes à Paris (1688-89).

Le 7 juin 1689, M. de Frontenac était pour la seconde fois nommé gouverneur-général de la Nouvelle-France, et invitait M. de Monseignat à le suivre ici en qualité de premier secrétaire. Frontenac s'embarqua

(1) *Jugements et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, vol. II, p. 368.

à La Rochelle dans les premiers jours d'août avec son secrétaire. Il débarqua à Québec le 12 octobre 1689 et fut reçu en triomphe par toute la population qui le regardait comme le seul gouverneur capable de sauver la Nouvelle-France de l'invasion anglaise.

M. de Monseignat devait servir le gouverneur de Frontenac jusqu'à sa mort. Il l'accompagna dans toutes ses expéditions guerrières. C'est lui qui, à l'automne de 1696, fut choisi pour aller porter au roi la nouvelle des avantages qu'avait remportés Frontenac sur les Onnontagués et les Onneyouts. Dans les dépêches dont il l'avait chargé M. de Frontenac demandait pour son secrétaire la charge de commissaire de la marine. M. de Pontchartrain ne put la lui accorder, mais il le reçut avec bonté et l'engagea à continuer à servir son maître avec fidélité, lui promettant que si M. de Frontenac venait à manquer, ce qui était fort possible vu son grand âge, il prendrait soin de lui.

M. de Frontenac mourut à Québec le 28 novembre 1698. Par son testament reçu par le notaire Genaple six jours avant sa mort, il instituait son premier secrétaire et le sieur François Hazeur, marchand bourgeois, ses exécuteurs testamentaires.

Le 20 octobre 1699, MM. de Callières et de Champigny, qui n'étaient guère sympathiques à M. de Monseignat, écrivaient au ministre :

" M. de Frontenac avant sa mort a recommandé au sieur de Champigny le sieur de Monseignat, son secrétaire, qui l'avait servi pendant dix ans, dont il était satisfait. Il n'y a pas ici d'emploi vacant qui lui convienne. " (1)

M. de Monseignat dût donc passer en France pour aller rappeler sa promesse à M. de Pontchartrain.

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 17, c. 11.

Les puissants ont la mémoire courte, et Monseignat fut obligé de solliciter pendant dix-huit mois avant d'obtenir un emploi.

Enfin, le 1er juin 1701, il était nommé contrôleur de la marine à Québec à la place du sieur LeRoy de la Potherie, avec des appointements de 1000 livres par année.

Un an à peine après sa nomination, les commissaires et contrôleurs par commissions furent supprimés et érigés en titre d'office. Monseignat, qui n'était pas riche, ne pouvait songer à acheter sa charge de contrôleur. Le 3 novembre 1702, MM. de Callières et de Beauharnois écrivaient au ministre :

" Le sieur de Monseignat, contrôleur de la marine en ce pays, se trouve dans une grande peine pour satisfaire, Monseigneur, à ce que vous lui mandez touchant l'achat de sa charge de contrôleur. L'alternative que vous lui proposez de trouver 30,000 livres ou d'abandonner son emploi est pour lui une très fâcheuse extrémité. Il a peu de biens, une grande famille et on vient récemment de lui faire une banqueroute de ce qu'il avait de plus liquide. Il espère en considération des longs services qu'il a rendus à feu M. le comte de Frontenac et de ce qu'il s'acquitte bien de son emploi que Sa Majesté voudra bien le lui conserver sans l'ériger en charge ou du moins lui diminuer une partie du prix auquel elles sont fixées. " (1)

Monseignat fut continué dans ses fonctions de contrôleur, mais ses appointements furent réduits à 500 livres par an. Pour le dédommager un peu, le Roi le fit, le 1er juin 1703, conseiller au Conseil Supérieur.

MM. de Vaudreuil et de Beauharnois écrivaient au ministre le 15 novembre 1703 :

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 20 c. 11.

“ Le sieur de Monseignat vous remercie de lui avoir conservé l'emploi de contrôleur et de l'avoir fait conseiller au Conseil Supérieur de ce pays. Comme il n'y a que trois cents livres attachés à cette charge, il vous supplie de lui accorder celle de greffier qui en a cinq cents afin que ses appointements soient égaux à ceux qu'il avait. ” (1)

Le Roi se rendit à la nouvelle demande de Monseignat, et, le 1er juin 1704, il remplaçait Alexandre Peuvret de Gaudarville comme greffier du Conseil Supérieur. (2)

Mais il manquait quelque chose au bonheur de Monseignat et, le 19 octobre 1705, MM. de Vaudreuil et Raudot, s'adressaient encore au ministre en sa faveur :

“ Le sieur de Monseignat a l'honneur de vous représenter que les provisions de greffier que vous avez eu la bonté de lui procurer de Sa Majesté sont bien différentes de celles que ses prédécesseurs ont eues, auxquels Sa Majesté accordait la qualité de conseiller, secrétaire et greffier en chef. Comme vous le verrez par les copies que nous avons l'honneur de vous envoyer, et dans les siennes il n'y a que celles de greffier du Conseil Supérieur. Les sieurs de Vaudreuil, Beauharnois et Raudot vous supplient de vouloir bien faire réformer ses provisions et de les lui donner pareilles à celles de ses prédécesseurs.

“ Le sieur Raudot vous supplie de faire attention que le sieur de Monseignat n'a plus d'ordre de Sa Majesté pour faire les fonctions de contrôleur ici ; il vous supplie de vouloir bien lui accorder un brevet d'écrivain du Roi avec les appointements y attachés, avec

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 21, c. 11.

(2) Reg. Ins. C. S. vol. 3 p. 7.

ordre à lui de faire les fonctions de contrôleur de la Marine ici jusqu'à ce que cette charge soit remplie par un titulaire. Le sieur de Monseignat étant un bon sujet et un homme qui sert bien et depuis longtemps, les sieurs de Vaudreuil et de Beauharnois joignent leurs prières à celles du sieur Raudot pour obtenir cette grâce de vous en sa faveur ; ils ont l'honneur de vous faire remarquer à son sujet que depuis deux ans il est contrôleur sans appointements, et quoiqu'il soit greffier du Conseil de l'année dernière, il ne peut recevoir aucun gage ni émoluments de cette charge qu'à présent qu'il en a été mis en possession. Si vous vouliez bien avoir quelque bonté pour lui, nous vous supplierions de lui faire toucher les appointements de contrôleur pendant les années 1704 et 1705, n'étant point employé sur l'état pendant ces années là. " (1)

Le 9 juin 1706, le ministre de Pontchartrain envoyait à M. de Monseignat les provisions rectifiées de greffier du Conseil Supérieur. (2)

L'année suivante, le 15 juillet, les fermiers généraux du domaine d'Occident nommaient M. de Monseignat leur agent et directeur des fermes du roi à Québec.

En 1717, M. de Monseignat demanda au Conseil de marine d'augmenter ses appointements de contrôleur et d'accorder à son fils âgé de 24 ans non pas une survivance mais un simple ordre pour faire à son défaut ses fonctions, " attendu ses incommodités et qu'il était d'un âge assez avancé. "

Le Conseil de marine, ne voulant pas augmenter les dépenses, refusa l'une et l'autre demandes.

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 22, c. 11.

(2) Edouard Richard, *Supplément au rapport du Dr Brymner sur les archives canadiennes*, 1899, p. 379.

M. de Monseignat mourut à Québec le 21 octobre 1718, et fut inhumé dans l'église paroissiale.

Nous avons de Monseignat une excellente relation du siège de Québec par les Anglais en 1690. Elle fut rédigée sur l'ordre et probablement avec la collaboration de Frontenac, au lendemain même des événements.(1)

Monseignat, paraît-il, se créait des revenus extraordinaires en faisant du commerce et en acceptant ce qu'on appelle aujourd'hui des pots de vin. " Si vous me permettez, Monseigneur, écrivait au ministre le sieur Le Roy de la Poterie en 1702, si vous me permettez de dire mon sentiment sur M. de Monseignat, il laissera courir l'écu avec tranquillité parce que ses vues de commerce sont grandes, ce qui ne convient guère à un contrôleur. " (2)

M. de Champigny écrivait au ministre le 24 octobre 1694 :

" Je ne vous ai point mandé, sans fondement, Monseigneur, que le secrétaire de M. de Frontenac se procurait des grands profits sur les congés accordés pour la traite des Ottawas, puisqu'il m'est avoué d'accord qu'il était de moitié avec le nommé Lesueur qui eut l'an passé permission de monter quatre canots chargés de marchandises, qui sont autant de congés.

" Il m'a aussi avoué que le sieur de Louvigny était convenu de lui donner 500 livres par an en considération de ce que M. de Frontenac lui avait donné le commandement de Machilimaquina (Machillimakinac) dont il n'avait été néanmoins payé que la première année.

(1) M. Ernest Myrand l'a publié dans son ouvrage *Sir William Phips devant Québec*.

(2) Correspondance générale. On peut consulter aussi l'hon. M. Girouard, *Supplément au " Lake St-Louis, " p.87.*

“ La femme du sieur de Louvigny m’a confirmé la chose, et le mari n’en a pas voulu demeurer d’accord.

“ Ce secrétaire a aussi profité de 2000 livres dans une pareille affaire à celle de Lesueur, dont le rapport m’a été fait par le frère de celui qui a eu cette négociation avec lui.

“ Mais comme il m’a d’ailleurs toujours paru assez honnête homme, étant même convenu franchement de la vente, et qu’il a eu de la peine de ce que vous avez écrit à M. de Frontenac, il y a lieu de croire qu’il ne s’engagera plus dans de semblables entreprises. ” (1)

Monseignat avait eu une nombreuse famille de ses deux mariages.

P. G. R.

NOTRE-DAME DES DOULEURS DE VERDUN

Verdun est située sur le Saint-Laurent, entre la Pointe Saint-Charles et Lachine.

Les premières terres à Verdun furent concédées en 1665. On donnait alors à cet endroit le nom de côte de Gentilly. Plus tard, il prit le nom de Verdun, en souvenir du village de Verdun, en France.

En 1830, Verdun portait le nom de Rivière Saint-Pierre et faisait partie de la municipalité des Côteaux Saint-Pierre. En 1878, le nom de Verdun revenait à la surface.

En 1899, les établissements religieux de la Côte Saint-Paul, dont Verdun faisait partie, ayant été détruits par un incendie, Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, en profita pour ériger Verdun en paroisse sous le vocable de Notre-Dame des Sept-Douleurs de Verdun.

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 13, p. 11.

LISTE DES PASSAGERS ET DES MARINS DU
RUBIS VENUS MALADES A L'HÔTEL DIEU
DE QUÉBEC ET DES PERSONNES QUI ONT
PRIS LE MAL CONTAGIEUX EN ALLANT
AU SECOURS DE CE VAISSEAU.

Le 10 juin 1740, le vaisseau du roi le *Rubis*, commandé par M. de La Sausaye, partait de La Rochelle pour Québec. Outre Mgr de Lauberivière et plusieurs prêtres, le *Rubis* portait un grand nombre de passagers. Peu après qu'il eut quitté les côtes de France, la maladie se déclara à bord parmi les passagers et les hommes de l'équipage. C'était une fièvre continue, accompagnée de violents transports au cerveau.

A son arrivée au Pot-à-l'eau-de-vie (Brandy Pot) le 27 juillet, plus de 160 personnes étaient malades sur le *Rubis*. Les matelots étaient tellement affaiblis que M. de La Sausaye fut obligé de dépêcher une chaloupe à Québec pour demander à l'intendant de lui envoyer 50 des meilleurs matelots de la rade de Québec pour mettre le *Rubis* en état de continuer son voyage.

L'intendant Hocquart fit diligence et peu de jours après deux bâtiments remplis de pilotes et de manœuvres arrivaient au secours du *Rubis*. L'un de ces bâtiments demeura avec le vaisseau du roi, et l'autre amena à Québec la plupart des malades pour les faire soigner à l'Hôtel-Dieu.

“ Je n'ai jamais tant vu de malades chez nous, écrivait la mère Sainte-Hélène ; les salles, greniers, parloirs extérieurs, tout en est plein, et à peine pouvons-nous passer entre leurs lits, tous deviennent noirs comme des nègres, sitôt qu'ils sont morts. ”

Nous devons cette liste à l'obligeance de la Révérende Mère Saint-André, archiviste de l'Hôtel-Dieu de Québec.

EQUIPAGE DU RUBIS—Août 1740

- M. François Pomier, chirurgien, sorti le 22.
Jean Chabot, matelot, sorti le 11.
Jean Garaigne, matelot, sorti le 11.
Pierre Marie le Brun, soldat, sorti le 21.
Etienne Laborde, matelot, natif de Bayonne, âgé de 45 ans, mort le 24 février 1741, muni des sacrements.
Jean Baste, soldat, sorti le 24.
Jean Chonaleuse, sergent suisse, mort le 15, muni des sacrements de l'église.
François Pronto des Sables-d'Olonne, âgé de 52 ans, mort le 11, muni des sacrements de l'église.
Jean Goutras, matelot, sorti le 31.
Alexandre Ratasse, pilotin de Dunkerque, âgé de 18 ans, sorti le 11.
Pierre Pidra, m., sorti le 30.
René Dago, de Redon en Bretagne, âgé de 26 ans, soldat de marine, mort le 13, muni des sacrements.
Hyacinthe Chabduc, pilotin, sorti le 14.
Pierre Favron, matelot, sorti le 1er novembre.
Jean Placé, soldat de marine, sorti le 3 septembre.
Pierre la Coste, m., sorti le 22.
Augustin Guignard, sorti le 31.
Jean Nouveau dit l'Espérance, soldat, sorti le 11.
Pierre Gasquet dit Latourte, soldat, sorti le 31.
Jean Brun de Libourne, m., âgé de 24 ans, mort le 14, muni des sacrements de l'église.
Jacques Raphin, m., sorti le 11.
Jean de Trouille, m., sorti le 22.
François Marquis, charpentier, sorti le 18.
Jean Baptiste Boussard dit Laforme, soldat, sorti le 12 septembre.
Jean de Laurent, m., sorti le 16.
Philibert Pato, m., sorti le 25—Entré le 2 sept., sorti le 9.

Luc Romo, m., sorti le 11.
René Barbo, m., sorti le 11.
Felix Gibon, m., sorti le 26.
Augustin Dignetolo, soldat, sorti le 11.
Augustin Billou, m., sorti le 15 sept.
Rencontre, soldat sans parole, mort le 8.
M. Dufrond, écrivain pour le pays, sorti le 12 sept.
Nicolas Geofroy, forgeron, sorti le 11.
Joseph Aubry, forgeron, sorti le 15.
Jacques Sabourin, sorti le 31.
René Bordin, charpentier pour le pays, sorti le 31.
Noël Surrannet, charpentier pour le pays, sorti le 11.
Louis Rose, sorti le 11.
Anouime le Mercier, sorti le 11.
Louis Camin, mort le 16, muni des sacrements de l'église.
Pierre François Sarobert, sorti le 11.
Etienne Giroux, sorti le 11.
Claude Boileau, sorti le 11. (1)
Louis Fromont, sorti le 28.
Louis Bertrand, sorti le 22.
Jacques Guillaume, boitar, sorti le 4 sept.
Charles Barde, sorti le 11.
Pierre Pigeau, sorti le 11.
Renaut Barbin, charpentier pour le pays, sorti le 16.
septembre.
Guillaume Omet, charpentier pour le pays, sorti le 11.
Daniel Qreleur, soldat suisse, sorti le 4 sept.
André Tessier, soldat suisse, sorti le 11.
Christophe Bourdigal, matelot, sorti le 11.
Jean Garé M., sorti le 11.
Laurent Du Mont, M., sorti le 11.

(1) Tous ceux qui précèdent étaient entrés à l'Hôtel-Dieu le 7 août.

Jean Morin, mousse, sorti le 26.
M. Maurice Cognet, maître d'hôtel, sorti le 20.
Louis Valancho, mousse, sorti le 18.
Paul Mimo, charpentier, sorti le 11.
Jacques Busso, bombardier, sorti le 18.
Anne Ricolade m., sorti le 16.
Michel Grillé dit Clementin, soldat, sorti le 16.
Bernard Noël, nègre, sorti le 18.
Etienne Gravois dit St-Maclou, soldat, sorti le 31.
Antoine Enos, soldat, sorti le 31.
Louis Gironde, m., sorti le 16 sept.
Martial Bayonne, m., sorti le 31.
Jean Armandane, m., sorti le 19 sept.
Pierre Caré, m., sorti le 26.
François Bitou, m., sorti le 11.
René Gontrand, m., sorti le 11.
Bertrand Naurv, m., sorti le 31.
Charles Borde Bouché, sorti le 11.
Pierre Héros, m., sorti le 11.
Jean Pajot, m., sorti le 11.
Mathurin Nicolo, m., sorti le 31.
Pierre Boissy, m., sorti le 11.
Pierre Fromentin, m., sorti le 9 septembre.
Jacques Chauveau, m.
Pierre Pchon, soldat, sorti le 11.
Antoine Gibet, m. de Rochefort, âgé de 35 ans, mort
le 2 sept.
Pierre Rabi, mousse, sorti le 15 sept.
Jacques Petrequet, soldat, sorti le 15.
Pierre Richard m., sorti le 6 sept.
Jean Gachet, caroumen, sorti le 4 sept.
Vincent Moneret dit Belion, caporal du Dauphiné,
âgé de 35 ans, mort le 12, mari des sacrements de
l'Eglise.
Reze St-Jean m., sorti le 31.

Jean de Dieu Douins, m., sorti le 31.
Jean Limono, m., sorti le 18.
Jean Piorle m., sorti le 11.
Nicolas Cordo, soldat, sorti le 11.
Dominique Yenard, m., sorti le 11.
Jacques Colombier. m., sorti le 31.
Jean Hibo, m., sorti le 31.
Pierre Charo, mousse, sorti le 26.
Christophe Laurent m., sorti le 11.
Jean Placero, cuisinier, sorti le 15.
Pierre Hardy, m., mort le 22, muni des sacrements
de l'Eglise.
Pierre Gaillard Bossement, sorti le 26.
François Tort. m., de la Tremblade, âgé de 42 ans,
mort le 14, muni des sacrements de l'église.
Jean Julien, soldat, sorti le 22.
George Diolo, soldat, sorti le 22.
Jacques Gadouin. commis, sorti le 12.
Pierre Jalaud, canonnier, sorti le 15.
André Chabot, domestique, sorti le 18.
Pierre Julien, timonier, pilotin, sorti le 26.
Robert Guérin, m., des Sables-d'Olonne, âgé de 43
ans, mort le 18, muni des sacrements de l'église.
Jacques Bonnet, m., sorti le 26.
Jean Julien Audebert, 3eme Pilote, sorti le 16.
Jean Casserau, domestique, sorti le 15.
Henri Champagne de Rochefort, âgé de 38 ans, maî-
tre calfat, mort le 19, muni des sacrements.
Pierre Dechelo, m., sorti le 22.
Pierre Marchand, bombardière, sorti le 21.
Luc Romo, m., sorti le 9 sept.
Jean François Lapierre, tonnelier, mort le 12, muni
des sacrements.
Jacques Burluro, m., sorti le 1er novembre.
Michel Duporto, m., sorti le 26.

Charles Cadou, m., de l'Isle Dieu, mort le 15, muni des sacrements.

Pierre Hablin, m., sorti le 4 sept.

Mathieu Godin, m., mort le 23, natif de Bordeaux âgé de 23 ans, refusa d'abjurer la fausse religion, inhumé dans les champs.

Emmanuel Bonneard, m., sorti le 24.

Pierre Grignon, m. de Moïsse, âgé de 22 ans, mort le 22 sept.

Monsieur Chevalier, second chirurgien, sorti le 13.

Pierre Bients, caporal suisse, sorti le 4 sept.

Martin Dechinique, m., sorti le 4 sept.

Jean Augé, m., sorti le 26. (1)

Jean Joubert, contre-maître, de Rochefort, âgé de 42 ans, mort le 25, muni des sacrements.

Jacques Pouzo, bombardier, sorti le 4 sept.

Léonard Gardel dit Larose, soldat, sorti le 20.

Jean-Baptiste de Momorillon, soldat, sorti le 16.

Denis Magno, maître valet, sorti le 16.

Jacques Chalivan dit Bellehumeur, soldat, sorti le 16.

Audie Boneto, maître d'équipage, sorti le 16.

Pierre Frechette, tambour, sorti le 21.

Arnand Lafarque m., sorti le 4 sept.

Jean Mandret, m., mort le 2 octobre, natif de l'Isle Dieu, âgé de 40 ans.

Jacques Nicolas, armurier, sorti le 8 sept.

Pierre Pico, aide-pilote de Mareine, âgé de 25 ans, mort le 25, fit son abjuration, se confessa et reçut l'Extrême-Onction.

M. LeMintier, brigadier, sorti le 5 sept.

M. Domale, garde-marine, sorti le 5 sept.

Bernard Larino, m., sorti le 31.

(1) Tous ceux qui précédent étaient entrés à l'Hôtel-Dieu le 8 août.

Daniel Billebo, bombardier sorti le 4 sept.
Antoine Fion dit Provençal, sergent de marine, sorti le 18.
André Tessié, soldat suisse, sorti le 23.
Elie Thomas, contre-maître, sorti le 26.
Pierre Mesillo, m., sorti le 15 sept.
Pierre Dupuy, sorti le 25.
Pierre Blot, mousse sorti le 20.
Jean Panobio, bombardier, sorti le 18.
Antoine Veuille, mousse, sorti le 22.
Paul Labate, pilotin.
Jacques Blanchet, mousse, sorti le 31.
Louis Salos, mousse, sorti le 6 sept.
Augustin Digne folo dit Sans-chagrin, soldat, sorti le 26.
Michel Grillé dit Clémentin, soldat, sorti le 26.
Jacques Petregnet, soldat suisse, sorti le 1er sept.
Jean Grenier, m., sorti le 31.
Pierre Lalonde, m., sorti le 31.
Jacques Goulard, charpentier, sorti le 29.
Jacques Chalivet dit Belle humeur, soldat, sorti le 1er septembre
Charles Larat, m., sorti le 3 sept.
Charles Bussier, m., sorti le 31.
Jean Montasier m., sorti le 31.
Pierre Drix, coq du Rubis, sorti le 8 sept. Plus loin on voit : Pierre Drin, coq du *Rubis*.
Jean Sardre, m., sorti le 31.
Pierre Lafrenière, mousse.
Jean Patozeau, m., sorti le 4 sept.
Jacques Menantas, canonnier, mort le 3 sept. Il reçut l'Extrême-Onction étant sans parole.
NOUVELLES LEVÉES
Pierre Agasse, sorti le 20.
Charles Valin, sorti le 22.

Etienne Lacombe, soldat, sorti le 6 octobre.

Pierre Eustache Mompoirier, sorti le 19.

Pierre François Sarobert, sorti le 26 sept.

Claude L'oiseau dit Dutel, sorti le 22.

Etienne Girau, sorti le 5 sept.

Pierre Agasse, sorti le 4 sept.

François Bernard, sorti le 18 sept.

Louis François Bertrand, sorti le 18 sept.

CHARPENTIERS POUR LE PAYS

Mare Lièvre, poulieur, sorti le 31.

Antoine Macha, maître-perceur d'Angoulême, âgé de 40 ans, mort le 24, muni des sacrements.

Jean Bedore la Borde de Rochefort, mort le 17, âgé de 38 ans, muni des sacrements. Sa femme mourut à Québec chez son hôte, et ses enfants furent renvoyés en France par le même vaisseau.

Michel Vergnon, sorti le 22.

Jacques Merceron sorti le 24.

Etienne Nicolas, sorti le 20.

Louis la Borde de Rochefort, âgé de 10 ans, sorti le 16 octobre.

Charles Charest, sorti le 26 sept.

Pierre Marchet, sorti le 6 sept.

Jacques Pouvrot, mort le 25, âgé de 25 ans, muni des sacrements.

Guillaume Omet, sorti le 24.

Noël Suzanet, sorti le 5 sept.

Jean la Borde de Rochefort, âgé de 7 ans, sorti le 16 octobre.

Jean Bouchard sorti le 18 sept.

Jacques Merceron sorti le 5 sept.

FAUSSEMENTIERS

Antoine Pile, sorti le 31.

George Jary, maître faussementier, sorti le 12 sept.

Athanase, sauvage de l'Acadie, sorti le 30 sept.

**MATELOTS DES AUTRES NAVIRES QUI ONT ÉTÉ AU SECOURS
DU RUBIS**

Pierre Navron, patron de chaloupe de la Déesse, sorti le 23.

François Herambourg, m. de la jte. Guionne, sorti le 29

Jean Birau, m. de la Déesse, sorti le 31 sept.

Gilles Hérichet, m. de la Minerve, sorti le 18.

François Olivier, m. du Duc de Bretagne, sorti le 3 septembre.

Jean Barcouillard, m. de la Déesse, sorti le 19, rentré le 3 sept., âgé de 58 ans, natif des Sables-d'Olonne, mort le 5 sept.

Jean Barthelemy, m. des Deux-Frères, sorti le 20 sept.

Jacques Picard m. de la Ville de Québec, sorti le 11 novembre.

Hippolyte Vautier, m. de la Minerve, sorti le 5 sept.

Jean Bourgeois, m. du Duc de Bretagne, sorti le 3 septembre.

Dominique Salabery, m. de la Reine du Nord, sorti le 10 septembre.

Pierre Cheveré, basque, m. de la Reine du Nord, mort le 11 sept.

Louis Bouché, m. du Grifon, sorti le 15 sept.

Vincent Pigeon, m. du Comte de Matignan, sorti le 6 octobre.

Nicolas Provot, de Rouen, âgé de 22 ans, m. de la l'Heureux Moyne, mort le 8 sept.

Robert Le Male, natif du Havre, m. de la Ville de Québec, mort le 6 sept.

CHIRURGIENS, INFIRMIERS, ET PERSONNES DU PAYS

M. Nicolas le Clere, chirurgien de la Minerve, sorti le 3 novembre.

Pierre Chabot dit Lusignan, infirmier, C. de Rigauville, sorti le 11 février.

Jean-Baptiste dit Frappe partout soldat congédié, sorti le 27 oct.

Raymond Le Roy dit Lajoie, soldat natif de Neil, proche Larochelle, comp. de Meloises, mort le 18 sept. âge de 25 ans.

Valencienne, C. de St-Vincent, sorti le 8 sept.

Ladouceur, C. de la Ronde, sorti le 3 sept.

St-Denis, C. de Fonville, sorti le 11 oct.

St-Louis, C. de Meloises, sorti le 11 oct.

Pierre Veret, sorti le 23.

M. Gignos, chirurgien.

Nicolas Geofroy, pour les forges, sorti le 11.

Joseph Aubery, pour les forges, sorti le 20

Jacques Sabourin, domestique de M. Rigaud, sorti le 31.

M. Paul Lajus, chirurgien de May en Bearn, âgé de 25 ans, mort le 25.

Monsieur Paul La Jus, chirurgien à Québec, natif de May en Béarn, est entré en cet Hôtel-Dieu le 19 août 1740, et il y est décédé le 25, âgé de 25 ans. muni des sacrements de l'église ; il fut inhumé le jour même, dans le cimetière des pauvres, à cause de la contagion ; il avait été envoyé au devant du vaisseau du Roi, le *Rubis*, pour soulager les malades dont il était rempli, et lui-même le devint et en mourut.

Philibert Pato, matelot du Rubis, sorti le 9.

Jean-Baptiste Richard, venu du Rubis, sorti le 8.

Louis Marandas, venu du Rubis, sorti le 15.

Jean Pinaut, m. venu du Rubis, sorti le 12.

Michel Boissel, m. venu du Rubis, sorti le 16.

Joseph Lafranchise, venu du Rubis, sorti le 28.

Charles Gadion, dit Saint-Louis, venu du Rubis, sorti le 12 oct.

Bernard Poujalet, m. du Rubis, sorti le 6.

Jean-Baptiste Godion dit St-Louis, de Québec, âgé de 25 ans, venu du Rubis, sorti le 16 octobre.

Pierre Goudré, m. de la Déesse, venu du Rubis, sorti le 1er novembre.

Philippe Belot, mousse du Rubis, sorti le 12.

Le 11 octobre, au registre mortuaire, on lit : Pierre Berthelot, matelot de Gaspé, venu avec d'autres pour aider à remener le vaisseau le Rubis, dont l'équipage était bien affaibli, natif de Lambasse, en Bretagne, est entré en cet Hôtel-Dieu le 7 oct. 1749 et il y est décédé le 11, âgé de 36 ans, muni des sacrements. Il fut inhumé le 12 dans le cimetière des Pauvres.

“ Le 7 août, un Français faussonnier, dont nous n'avons pu savoir le nom, ni le pays, ni l'âge, est entré fort malade en cet Hôtel-Dieu avec tous ceux qui y furent reçus. Il y fut traité charitablement comme les autres, et après y avoir beaucoup souffert il y mourut le premier septembre muni des sacrements de l'église, et fut inhumé le même jour à cause de la contagion, dans le cimetière des Pauvres. Les personnes qui ont vu l'extrême embarras où nous étions ne s'étonneront pas que le nom d'un malade nous ait échappé.”

ORIGINE DE QUELQUES NOMS CANADIENS

Nou : Nonveau, neuf.

Pinault : Petit pin.

Plessis : (en latin plexitium) Habitation au milieu d'un parc clos par des haies de branchages entrelacés ou par des palissades formant fortification, par extension château.

Quesnel : Jeune chêne.

Rioux : Petit ruisseau.

Rivet : Ruisseau.



SIR ETIENNE-PASCHAL TACHÉ

REPOSES

Le sieur Nelson. (XI, VIII, 1086)—Dans l'automne de 1691, l'année qui suivit le siège de Québec par Phips, un vaisseau français captura un navire anglais dans les eaux de la Baie Française, et plusieurs Anglais de Boston qui se trouvaient à bord de ce dernier furent faits prisonniers. M. Nelson, riche négociant, le colonel King et M. Alding, citoyens importants de la Nouvelle-Angleterre, furent envoyés à Québec par M. de Villebon, gouverneur de l'Acadie. M. Nelson avait eu, avant d'être fait prisonnier, une correspondance avec M. de Frontenac, au sujet des relations entre les deux colonies, et le gouverneur du Canada s'était montré satisfait des termes honnêtes de ses lettres.

LaHontan parle en ces termes de ce M. Nelson :

“ Il y avait quelques jours qu'on avait amené prisonnier à Québec un gentilhomme de la Nouvelle-Angleterre, nommé M. Nelson, qui fut pris dans la rivière Kénébec, sur les côtes de l'Acadie, avec trois bâtiments qui lui appartenaient, et comme il est fort galant homme, M. de Frontenac le logea chez lui et le traita avec toutes sortes d'honnêtetés. ”

Nelson passa agréablement le temps de sa détention à Québec, si l'on en croit les chroniqueurs de l'époque. Il donna un jour, un grand dîner au gouverneur, à l'évêque, à l'intendant, et à quelques personnes de considération. Il s'était lié d'amitié avec un membre du Conseil Souverain, et voulut donner en dot mille écus à la fille de ce magistrat, pour favoriser son mariage avec un jeune capitaine, que le gouverneur Frontenac, parrain de la jeune demoiselle, poussait à cette union. LaHontan raconte cet épisode avec force fioritures.

Cependant cette grande liberté laissée à Nelson parut excessive à la cour. Le ministre écrivit à M. de

Frontenac : “ Je dois vous dire, sur la trop libre communication que j'apprends avoir été permise au sieur Nelson, qu'on pouvait bien garder avec lui les mesures de l'honnêteté et du bon traitement qui se peuvent faire à un prisonnier de quelque distinction, mais il aurait été nécessaire de prendre plus de précautions en cela, pour empêcher qu'un homme comme lui n'eût pas pu prendre connaissance de l'état où vous êtes par la liberté qu'il a eue de voir les lieux et de communiquer avec toutes sortes de gens. ” Le 15 septembre 1692, le gouverneur répondit comme suit à ce reproche :

“ Comme ils (les prisonniers), nous sont fort à charge, aussy bien que le sieur Nelson et les autres particuliers anglais que nous avons pris ou qu'on a retirés des mains de nos sauvages, qu'il leur serait dans la suite facile de trouver les moyens de s'échapper et de retourner dans leur país et que les Anglais de Boston n'ont point de nos prisonniers pour proposer aucun eschange, ceux de la garnison de Port Royal ne pouvant entrer comme vous me le marquez par vos despêches, nous avons cru, Monsieur l'intendant et moy, pour nous délivrer de ces embarras et de la dépense que cela nous cause, devoir en renvoyer la plus grande partie et les disperser dans les vaisseaux qui retournent en France, afin que vous ordonniez ce qu'on en fera, et qu'on les empêche surtout de repasser à Boston et principalement le sieur Nelson, le colonel King et le fils de cet Aldin.

“ La liberté honneste que j'ay donné au premier n'a pas beaucoup augmenté ses connaissances de ce país et de cette ville, où il avait fait un long séjour avant la guerre pour la connaître et voir qu'elle est présentement en meilleur état qu'elle ne l'était en ce temps-là.”

Les prisonniers anglais furent incarcérés dans diverses forteresses de France. M. Nelson fut détenu au château d'Angoulême.

Le 14 février 1693, le ministre écrivait à M. de Villebon : " Le roy ne rendra pas le sieur Nelson que les Anglais n'aient remis en liberté et renvoyé les soldats de la garnison de Port-Royal, le fils du sieur Perrot, et les autres Français qu'ils ont surpris. "

Enfin, après un an de captivité à Angoulême, le roi Louis XIV consentit à relâcher M. Nelson, sur parole et conditionnellement. Le ministre écrivit à M. Bégon, intendant à La Rochelle :

" A Versailles, le 13 janvier 1694.

" Le Roy voulant bien permettre au Sieur Nelson, Anglois, à présent détenu prisonnier au Chasteau d'Angoulesme, de passer en Angleterre pour se mettre en estat de satisfaire à l'engagement particulier dans lequel il estoit cy-devant entré, conjointement avec le feu Colonel King et le Sieur Jean Adding, lorsqu'ils furent pris dans la baye françoise, pour faire mettre en liberté les soldats de la garnison du Port-Royal de l'Acadie; retenus à Boston au préjudice de la capitulation, par lequel ils doyvent estre renvoyés à Québec.

" Sa Majesté a trouvé bon de donner les ordres nécessaires pour le faire sortir du chasteau d'Angoulesme, affin d'estre remis au messenger du dit lieu à Paris pour s'y rendre directement avec le dit Sieur Messenger, aussytost que vous aurez faict decevoir le cautionnement qui doit estre faict et fourny pour le dit Sieur Nelson, par un ou plusieurs marchands de la Rochelle de sa connaissance qui s'obligeront envers Sa Majesté et convenus par leurs propres deniers et affaires de payer la somme de 15,000 louis faute par le sieur Nelson de se représenter dans 18 mois en cas qu'il n'ayt pas satisfait à l'obligation qu'il passera avant de sortir

du chasteau d'Angoulesme devant le gouverneur acceptant pour Sa Majesté de faire mettre en liberté les soldats et sans faute et avecq la subsistance nécessaire et convenable, à la ville de Québec, ou au moins jusques au premier lieu de l'obéissance de Sa Majesté en Acadie, et ce entre les mains des officiers de Sa Majesté qui en donneront descharge, de faire rendre aussy le fils du feu Sr Perrot, vivant gouverneur de l'Acadie, qui luy avoit esté confié par le dit Sieur Pachot, procureur des intéressez en la Compagnie de l'Acadie, la somme de 1,200 £ à eulx due par le sieur Alding; aussy, lorsque vous aurez faict recevoir l'acte de cautionnement et retiré la quittance des 1,200 £ vous enverrez les duplicata au gouverneur du Chasteau d'Angoulesme, afin que suivant les ordres que je lui envoie de la part de Sa Majesté, il fasse partir le dit Sieur Nelson pour se rendre à Paris au Chasteau de la Bastille et delà, passer en Angleterre. ”

En 1696, M. Nelson demanda à être déchargé du cautionnement qu'il avait donné prétendant qu'il avait réussi à faire renvoyer à Québec, par le gouverneur de Boston, les cinq soldats qui restaient seuls détenus de la garnison de Port-Royal, les autres étant déjà passés en France, ou ayant pris un autre parti. Le ministre chargea M. de Repentigny, de faire une enquête auprès de ces cinq soldats, pour savoir ce qui en était véritablement.

En 1722, M. Nelson était encore marchand à Boston, et se conduisit très généreusement envers M. de St-Castin, fait prisonnier traîtreusement et détenu contre toute justice dans la capitale du Massachusetts. Il lui prêta une somme de 150 livres dans un moment où St-Castin était réduit à la plus grande détresse. Il prouva ainsi qu'il n'avait pas oublié les bons traitements dont il avait été l'objet à Québec.

IGNOTUS

Le colonel Burton. Lieutenant-gouverneur de Québec. (IV, VII, 478.)—Nous avons écrit (*Bulletin des Recherches Historiques*, vol. IV, p. 367) que le colonel Burton a été le premier lieutenant-gouverneur de Québec et qu'il a été nommé le 23 octobre 1759.

Voici nos preuves :

Knox, *Campaigns in America*, tome deuxième, p. 177, cite l'acte officiel du commandant en chef qui avait remplacé Wolfe.

(ORDERS, 23d october

“ The honorable Brigadier-General Murray, being to remain in command of the corps, is appointed to act as Governor, and colonel Burton as *Lieutenant-Governor, of the town of Quebec and dependencies.* ”

Monckton part pour New-York le 26 du même mois, et, à la date du 28, Knox écrit, p. 180 :

“ The several corps of Officers are paying their compliments to the Governors. ”

Le 14 novembre, Murray faisait publier une ordonnance (*standing orders*) pour régler les honneurs que la garnison devait rendre aux différents officiers du gouvernement et de l'armée :

“ If the Governor, or any person intitled to compliments, should pass by the guards, during the relief, the oldest Officer is to give the word of command to both the guards. All guards to turn out to the Governor. All guards to turn out the *Lieutenant-Governor*, with rested arms, etc, to the Major of the day, etc. (pp. 192, 194).

“ Round may demand an escort from any guard ; when the Governor or *Lieutenant-Governor* think proper to visit the guards in the night, they are to be received as grand rounds and will answer *Governor's* or *Lieutenant-Governor's round*, (p. 198) Plus loin, p. 208, Knox raconte que “ *our two Governors, with an*

engineer, escorted by a detachment of light infantry, marched out to our advanced posts, etc. ”

Nous croyons qu'il est inutile de faire d'autres citations.

Burton a été lieutenant-gouverneur dans toute l'étendue du territoire soumis aux Anglais, comme Murray en a été gouverneur. Dans une proclamation—probablement la première—qu'il adressait aux Canadiens, ce rude militaire s'intitulait “ The Honorable James Murray, Brigadier-General, Commander in chief of his Britannic Majesty's Troops in the River St-Lawrence, Governor-General of Quebec and of the conquered Country, etc. ”

Cela doit suffire.

K

La Corriveau. (XI, VIII, 1085.)—Trois ans après la conquête du pays, c'est-à-dire en 1763, un meurtre atroce eut lieu dans la paroisse de Saint-Valier, district de Québec ; quoiqu'il se soit écoulé plus d'un siècle depuis ce tragique événement, le souvenir s'en est néanmoins conservé jusqu'à nos jours, entouré d'une foule de contes fantastiques, qui lui donne tout le caractère d'une légende.

En novembre 1749, une femme du nom de Corriveau se maria à un cultivateur de Saint-Valier.

Après onze ans de mariage, cet homme mourut dans cette paroisse, le 27 avril 1760. Une vague rumeur se répandit alors que *la Corriveau* s'était défait de son mari, en lui versant, tandis qu'il était endormi, du plomb fondu dans l'oreille.

On ne voit pas toutefois que la justice de l'époque ait fait aucune démarche pour établir la vérité ou la fausseté de cette accusation ; et trois mois après le décès de son premier mari, *la Corriveau* se remariait en secondes noces, le 20 juillet 1760, à Louis Dodier, aussi cultivateur de Saint-Valier.

Après avoir vécu ensemble pendant trois ans, la tradition s'accorde à dire que, sur la fin du mois de janvier 1763, *la Corriveau*, profitant du moment où son mari était plongé dans un profond sommeil, lui brisa le crâne, en le frappant à plusieurs reprises avec un *broc* (espèce de pioche à trois fourchons). Pour cacher son crime, elle traîna le cadavre dans l'écurie, et le plaça en arrière d'un cheval, afin de faire croire que les blessures, infligées par le *broc*, provenaient des ruades de l'animal. *La Corriveau* fut, en conséquence, accusée de meurtre conjointement avec son père.

Le pays étant encore à cette époque sous le régime militaire ce fut devant une cour martiale que le procès eut lieu.

La malheureuse Corriveau exerçait une telle influence sur son père (*Joseph Corriveau*), que le vieillard se laissa conduire jusqu'à s'avouer coupable de ce meurtre : sur cet aveu, il fut condamné à être pendu, ainsi que le constate la pièce suivante extraite d'un document militaire, propriété de la famille Nearn, de la Malbaie.

“ Québec, 10 avril 1763.

Ordre général

“La Cour martiale, dont le lieutenant-colonel Morris était président, ayant entendu le procès de *Joseph Corriveau* et de *Marie-Joseph Corriveau*, canadiens, accusés du meurtre de *Louis Dodier*, et le procès d'*Isabelle Sylvain*, canadienne, accusée de parjure dans la même affaire ; le gouverneur ratifie et confirme les sentences suivantes : *Joseph Corriveau*, ayant été trouvé coupable du crime imputé à sa charge, est en conséquence condamné à être pendu.

“La Cour est aussi d'opinion que *Marie-Joseph Corriveau*, sa fille, veuve de feu *Dodier*, est coupable d'avoir connu avant le fait le même meurtre, et la condamne, en conséquence, à recevoir soixante coups de fouet à neuf branches sur le dos nu, à trois différents

endroits, savoir : sous la potence, sur la place du marché de Québec et dans la paroisse de Saint-Valier, vingt coups à chaque endroit, et à être marquée d'un fer rouge à la main gauche avec la lettre M.

“La Cour condamne aussi Isabelle Sylvain à recevoir soixante coups de fouet à neuf branches sur le dos nu, de la même manière, temps et places que la dite Josephthe Corriveau, et à être marquée d'un fer rouge à la main gauche avec la lettre P.”

Heureusement ces sentences ne furent point exécutées, et voici comment le véritable état de la cause fut connu.

Le malheureux Corriveau, décidé à mourir pour sa fille, fit venir le père Glapion, alors supérieur des Jésuites à Québec, pour se préparer à la mort.

A la suite de sa confession, le condamné demanda à communiquer avec les autorités. Il dit alors qu'il ne lui était pas permis consciencieusement d'accepter la mort dans de pareilles circonstances, parcequ'il n'était pas coupable du meurtre qu'on lui imputait. Il donna ensuite aux autorités les moyens d'arriver à la vérité et d'exonérer Isabelle Sylvain du crime supposé de parjure, dont elle était innocente.

A la suite des procédures ordinaires, l'ordre suivant fut émané :

“ Québec, 15 avril 1763.

Ordre général

La Cour martiale, dont le lieutenant-colonel Morris était président, est dissoute.

La Cour martiale générale ayant fait le procès de Marie-Josephthe Corriveau accusée du meurtre de son mari Dodier, l'a trouvé coupable. Le gouverneur (Murray) ratifie et confirme la sentence suivante :— Marie-Josephthe Corriveau sera mise à mort pour ce cri-

me, et son corps sera suspendu dans les chaînes, à l'endroit que le gouverneur croira devoir désigner.

(Signé) Thomas Mills, major de ville. ”

Conformément à cette sentence, Marie-Joséphite Corriveau fut pendue, près des plaines d'Abraham, à l'endroit appelé les buttes à Nepveu, lieu des exécutions.

Son cadavre fut mis dans une cage de fer, et cette cage fut accrochée à un poteau, à la fourche des quatre chemins, qui se croisent dans la Pointe-Lévis, près de l'endroit où fut plus tard le monument de tempérance, à environ douze arpents à l'ouest de l'église, et à un arpent du chemin.

Les habitants de la Pointe-Lévis, peu réjouis de ce spectacle, demandèrent aux autorités de faire enlever cette cage, dont la vue, le bruit et les apparitions nocturnes tourmentaient les femmes et les enfants. Comme on n'en fit rien, quelques hardis jeunes gens allèrent décrocher, pendant la nuit, *la Corriveau* avec sa cage, et allèrent la déposer dans le cimetière, en dehors de l'enclos.

Cette disparition mystérieuse, et les récits de ceux qui avaient entendu, la nuit, grincer les crochets de fer de la cage et cliqueter les ossements, ont fait passer *la Corriveau* dans le domaine de la légende.

Après l'incendie de l'église de la Pointe-Lévis, en 1830, on agrandit le cimetière ; ce fut ainsi que la cage s'y trouva renfermée, et qu'elle y fut retrouvée en 1850, par le fossoyeur. La cage, qui ne contenait plus que l'os d'une jambe, était construite de gros fer feuillard. Elle imitait la forme humaine, ayant des bras et des jambes, et une boîte ronde pour la tête. Elle était bien conservée et fut déposée dans les caveaux de la sacristie. Cette cage fut enlevée secrètement, quelque temps après, et exposée comme curiosité à Québec, puis vendue au Musée Barnum, à New York.

AUBERT DE GASPÉ

QUESTIONS

1097—Quelques chefs hurons de Lorette ne se sont-ils pas rendus, au commencement du siècle, auprès du roi d'Angleterre pour lui demander de leur faire remettre la seigneurie de Sillery qui, prétendaient-ils, appartenait à leurs ancêtres ? En quelle année firent-ils ce voyage ? Quel fut le résultat de leur entrevue avec le Roi ?

HURON

1098—En quelle année a-t-on commencé à se servir de bateaux à vapeur pour remorquer les vaisseaux à voile sur le Saint-Laurent ?

PILOTE

1099—Pouvez-vous me dire en peu de mots les droits et privilèges des seigneurs dans les églises sous le régime français ?

CURÉ

1100—Dans l'inventaire des meubles de Hertel fait en 1641, on lit : " cinq barrique de *bouillon*. " Quel était ce breuvage ?

A. G. G.

1101—Où est mort le brave Claude-Pierre Pécaudy de Contrecoeur, qui commandait au fort Duquesne lorsque l'infortuné Jumonville tomba sous les balles des soldats de Washington ? A-t-il servi en Acadie, ainsi qu'on l'a écrit plusieurs fois ?

R. A. G.

1102—L'hon. M. Chauveau, dans la belle étude qu'il a consacrée à notre historien national François-Xavier Garneau, dit que quelques années après la conquête les grands jurés de Québec dénoncèrent l'existence de la population catholique au Canada comme un désordre social—*as a nuisance*.—En quelle année ce rapport a-t-il été fait ? Il serait intéressant de donner à vos lecteurs les noms de ces intelligents jurés.

FRED. B.

VOL. XI

NOVEMBRE 1905

No. 11

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de novembre : Oraison funèbre de Mgr Briand ; Protonotaires du district de Montréal, F.-J. Andet, P.-G. R. ; La bataille de Beaver-Dam, D. Ducharme ; Les Canadiens-Français et le serment du Test, P.-G. R. ; Un naufrage en face de Laprairie ; Mgr Mornay, Régis Roy ; Les chefs hurons auprès de Georges IV ; Lord Dalhousie et son épée d'honneur ; Le premier remorqueur sur le Saint-Laurent ; La Courvaline ; Questions, etc., etc.

Gravure : Le marquis Duquesne de Menneville.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Papineau, 1786-1871, par Alfred-D. DeCelles. Prix \$1.75.

Au théâtre du martyre. Pélerinage de Québec à Auriesville, 3 septembre 1905. Par l'abbé L. Lindsay. Extrait de la *Nouvelle-France*. Québec—1905.

Manuel de l'instituteur catholique de la province de Québec, par Paul de Cazes. Librairie Beauchemin, Montréal—1905.

Parlons français, par Joseph Dumais. Montréal—1905.

Notes et impressions de chez nous, par Claude Paysan (Jules Lesage)—Québec, Léger Brousseau, imprimeur-éditeur. Prix : \$0.35.

Emile Nelligan et son œuvre. Montréal—Prix : \$0.75. S'adresser à Madame D. Nelligan, 586, rue St-Denis, Montréal.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

NOVEMBRE 1905

No. 11

L'ORAISON FUNEBRE DE MGR BRIAND

Mgr Jean-Olivier Briand, ancien évêque de Québec, mourut au séminaire de Québec le 25 juin 1794.

“ La confiance du gouvernement qu'il a toujours su se concilier, dit la *Gazette de Québec*, l'autorité spirituelle qu'il a exercée avec tant de bonté sur le clergé et les communautés, l'amour et le respect que lui ont porté tous les peuples, les aumônes abondantes qu'il a répandues dans le sein des pauvres, le souvenir de tout cela fait aujourd'hui couler bien des larmes, et atteste, plus que tout ce que l'on en pourrait dire, des vertus morales, chrétiennes et sociales dont la grâce de Dieu l'avait doué. ”

Les funérailles de Mgr Briand se firent dans la cathédrale de Québec le 27 juin. C'est dans cette occasion que M. Plessis prononça son éloge funèbre.

“ Cette tâche lui appartenait à plus d'un titre, remarque Mgr Têtu, dans son bel ouvrage *Les évêques de Québec*. Pendant longtemps secrétaire de Mgr Briand, il était resté son confident et son meilleur ami. Il comprenait mieux que tout autre peut-être, la grandeur de l'œuvre accomplie par le prélat qui venait de mourir ; nul autre ne pouvait mieux que lui rendre justice aux travaux immenses accomplis par Mgr Briand, et faire connaître les vertus aimables qu'il avait pratiquées pendant toute sa vie. ”

Oraison funèbre de Mgr Jean-Olivier Briand, ancien évêque de Québec, prononcée dans la cathédrale de Québec, le 27 juin 1794, par l'abbé Joseph-Octave Plessis, curé de Québec.

Mortuus que est ibi Moyses servus Domini, jubente Domino, ... fleverunt que eum filii Israël in campestribus Moab.

Là mourut par ordre de Dieu son serviteur Moïse et les Israélites le pleurèrent dans les champs de Moab.

Ces paroles sont tirées du livre du *Deutéronome*, chap. 34, v. 8.

Douleur bien légitime que celle des enfants d'Israël à la mort de leur chef ! Ne soyons pas surpris qu'ils le pleurent pendant trente jours après l'avoir eu quarante ans à leur tête, ni que le Seigneur leur dérobe la connaissance de son tombeau, de crainte qu'ils ne voulussent honorer comme Dieu celui dont Dieu s'était servi tant de fois pour opérer devant eux les plus grandes merveilles. Il avait été leur ami, leur conseil, leur refuge, leur lumière, leur médiateur, leur juge, leur père commun. Aucun d'eux qui n'eût fait quelque épreuve ou de sa bonté, ou de sa tendresse, ou de son équité, ou de son crédit auprès du Très-Haut. S'aveuglant eux-mêmes sur son grand âge, ils se flattaient de ne le jamais perdre et ne voulait point qu'il s'éloignât d'eux. Son absence de quelques jours les avait réduit au désespoir ; et voilà que tout à coup il leur échappe pour toujours, *mortuus que est ibi Moyses*. Quelle désolation ! Ils font retentir les vallées de Moab de leurs regrets et de leurs sanglots, *fleaverunt que eum in campestribus Moab*.

C'est ainsi, grand Dieu, que pour exercer votre souverain domaine, vous nous ravissez de temps en temps

des têtes précieuses, des hommes irréprochables, lorsque nous avons appris à les apprécier. L'illustre mort dont la pompe funèbre nous assemble aujourd'hui est un de ces hommes rares dont la perte ne se répare que très difficilement. Comme Moïse il nous avait été accordé dans des temps plus difficiles encore, et lorsque nous commençons à peine à goûter le fruit de ses travaux, votre main toute puissante vient nous le ravir, *mortuus que est ibi Moyses*. Vous vous étiez servi de son ministère comme de celui de Moïse pour nous conduire à vous, il était l'organe de vos volontés, le chef de votre peuple, le père des orphelins, le consolateur des affligés, l'âme de la discipline, la gloire de notre Eglise ; et c'est peut-être en punition de nos iniquités que le Canada perd aujourd'hui un homme qui, ce semble, n'aurait jamais dû mourir. Mais cet accident est la volonté de Dieu, *jubente Domino*, que nous reste-t-il donc à faire, si non d'adorer en silence ses décrets éternels et de faire entendre nos gémissements et nos soupirs jusqu'aux extrémités de cette province arrosée de ses sueurs et sanctifiée par ses travaux, *fleverunt que eum filii Israël in campestribus Moab* !

Je me trompe, mes frères, la piété, la justice, la reconnaissance exigent de nous quelque chose de plus. C'est en lui rendant les derniers devoirs, de chercher dans le souvenir de ses vertus, de ses grandes œuvres, de ses rares mérites, un sujet précieux d'édification.

Il est parlé dans l'histoire des Rois d'un cœur docile et soumis à toutes les leçons de la vérité, *cor docile*. Il est parlé dans l'Ecclésiastique d'un cœur noble et élevé dont tous les desseins brillent d'une véritable grandeur, *cor splendidum*. Il est parlé dans le même livre d'un cœur généreux et intrépide, *cor confirmatum*. Or il faudrait n'avoir point connu l'illustrissime et révérendissime seigneur Jean-Olivier Briand, ancien évê-

que de Québec, pour ne pas avouer que ces trois mots font le portrait achevé de son cœur. Il n'en fut peut-être jamais un plus droit, plus sincère et plus capable de saisir la vérité, jamais un plus élevé, plus grand et plus sublime dans ses vues ; jamais un plus ferme, plus intrépide et plus uni en lui-même contre les événements les plus fâcheux. Car dans des emplois subalternes il a conservé une docilité, une déférence inestimable pour la volonté de ses supérieurs, *cor docile* ; ce sera la première partie de son éloge. Dans l'épiscopat il a montré une supériorité de vues et de génie dont peu d'hommes sont capables, *cor splendidum*, ce sera la seconde partie. Dans sa retraite Dieu lui a accordé une constance, une fermeté à l'épreuve des frayeurs ordinaires de la mort, *cor confirmatum*, ce sera la troisième. Mes frères, ne perdez pas un trait de tout ce que je vais vous dire. Je n'avancerai rien dont vous ne puissiez aisément vous procurer la preuve.

PREMIÈRE PARTIE

Toute matière est bonne entre les mains du Très-Haut qui a formé notre premier père de boue et lui a donné une âme par son seul souffle divin. Tout homme peut donc également devenir capable de procurer sa gloire. Il n'a besoin pour cela ni d'une extraction noble et distinguée, ni des ressources que présente la fortune, ni d'une éducation prise dans des écoles célèbres, ni des leçons de tel maître plutôt que de tel autre, mais il a soin d'inspirer de bonne heure à ceux qu'il destine à de grands emplois des sentiments convenables à leur importance. Il veut qu'Abraham soit le père d'une postérité immense, et il met dans son cœur une foi vive, à l'épreuve des plus rudes tentations. Il veut que Moïse soit le chef et le guide d'un peuple nombreux et il lui donne en partage une prudence et une

grandeur d'âme supérieures à tous les événements. Il veut que Bezélél et Ochiab soient les architectes du tabernacle et de l'arche d'alliance, et il les revet de son esprit, de la sagesse et de la science nécessaires pour conduire ce grand ouvrage à sa perfection. Il veut que Jérémie fasse entendre sa voix au Roi de Juda, à ses princes, à ses prêtres et aux peuples de la terre, il lui délie la langue, il fait de lui une forteresse, une colonne de fer et un mur d'airain qui ne peut être ébranlé.

Vous voyez déjà, messieurs, où tend cette induction. Dieu avait pareillement destiné M. Briand à défendre un jour la gloire de son nom et à devenir le boulevard de sa Religion dans cette partie du nouveau monde. C'est pour cela qu'il lui donne dès ses premières années un cœur docile, *cor docile*, un esprit juste, droit, perçant, aimant le bien et travaillant toujours à le procurer. Né sur les bords de l'océan, il connut de bonne heure celui qui commande aux flots et qui calme les tempêtes, et se destina comme Samuel à le servir dans le silence du tabernacle, loin du tumulte des grandes villes et des dangers qu'on y rencontre à chaque pas. Revêtu du sacerdoce, il s'attacha étroitement à un fervent ecclésiastique, célèbre par l'établissement d'une confrérie de charité, qui jusqu'à ces derniers temps, a fait la gloire de l'église de Bretagne. Sous les ordres de ce prêtre respectable il s'exerça d'abord aux fonctions du saint ministère, et ce fut à son invitation et en se servant de ces généreuses paroles de saint Pierre : Je vous suivrai partout, *sequar te quocumque ieris*, que, dédaignant plusieurs bénéfices qu'on lui offrait dans son diocèse, il prit partie pour la mission du Canada.

Vous avez dit, Seigneur, que quiconque abandonnerait pour votre amour sa maison, son père, sa mère, ses

frères ou ses sœurs, en recevrait le centuple et posséderait la vie éternelle. Eh ! bien récompensez aujourd'hui votre serviteur, car il a fait tout cela pour vous. M. Briand part secrètement de Plérin, n'emportant avec lui que son breviaire et les regrets de ses proches. Il se rend à pied jusqu'à Lamballe et de là, prenant la poste, se trouve en peu de jours prêt à embarquer à La Rochelle. Sa famille désolée ne sait ce qu'il est devenu. Une mère tendre, des frères, des sœur chéries pleurent amèrement son départ. Son père troublé passe plusieurs jours en recherches de différents côtés. Mais où courez-vous, père aveugle ? ne savez-vous pas qu'un vrai disciple de Jésus-Christ n'a pas même la liberté de vous aller ensevelir ? M. Briand est déjà sur le point de faire voile pour le Canada.

Hâtez-vous donc, généreux étranger, venez enrichir notre hémisphère de l'éclat de vos vertus. Apprenez-nous ce que c'est qu'un cœur docile à la voix de Dieu. Déployez vos talents et faites les servir au salut de ces heureux colons, inspirez à cette jeunesse dont l'éducation va vous être confiée, des sentiments nobles, des sentiments modestes, des sentiments pieux, tels, en un mot, que ceux qui vous rendent si estimable. Faites retentir la voûte de cette église du chant des psaumes auquel vous destine le devoir canonical. Rétablissez la paix dans les monastères troublés par des dissensions intestines. Réunissez sous votre seule houlette ces brebis dispersées dont chacune court après un pasteur différent. Soyez le dépositaire des secrets d'un grand prélat et le confident de ses peines ; son conseil dans les affaires épineuses ; sa joie dans les délassements domestiques ; son support dans les calamités publiques.

Car ce fut, messieurs, à toutes ces bonnes œuvres que se livra M. Briand en arrivant dans ce diocèse. Il trouva l'ingénieux secret de remplir en même temps

des fonctions qui jusqu'alors avaient semblé incompatibles. Tantôt chargé de la conduite d'une troupe de jeunes séminaristes, il les porte par ses paroles et par son exemple à la pratique des plus solides vertus. Tantôt assis au milieu des chanoines, ses confrères, il les édifie également et par son assiduité aux offices divins et par sa sagesse dans leurs assemblées délibérantes. Tantôt plongé dans les ténèbres d'un ministère obscur, il amasse dans le confessionnal de deux communautés qu'il dirige successivement ces palmes précieuses que Dieu seul peut estimer, comme lui seul est témoin des peines par lesquelles on les gagne. Tantôt attaché au service de son évêque, aujourd'hui dans la ville épiscopale demain en campagne dans la visite laborieuse des paroisses, il voit, comme saint Basile encore jeune, rouler presque sur lui seul toutes les affaires de l'Eglise. Continuellement en haleine, il se trouve partout, il pourvoit à tout, mais avec une présence d'esprit, une sagesse, une liberté, un détail, une modestie, une déférence pour les autres, dont on ne peut se former d'idée à moins de l'avoir connu particulièrement.

Ames mondaines, qui si souvent gémissiez sous le poids de votre inutilité et de votre nonchalance, venez apprendre de notre illustre mort comment remplir ces jours vides de bonnes œuvres qui occupent la plus grande partie de votre temps, interrogez ce cercueil qui renferme ses précieux restes ; interrogez ceux qui ont eu l'avantage de le suivre dans ses travaux multipliés. Ils vous diront si j'ajoute un seul coup de pinceau à la vérité dans l'image que je vous présente de son activité infatigable.

Au reste, messieurs, n'allez pas croire qu'au milieu de ce grand nombre d'occupations, M. Briand fût un homme perdu pour la société, ou qu'il tombât dans ce sérieux mélancolique ou dans cette misanthropie

sèche que le monde regarde comme l'apanage inévitable du ministère ecclésiastique. Personne ne sut peut-être mieux que lui allier la gravité de son état et les agréments de la société ; ce qu'on doit à Dieu et ce qu'il faut accorder aux hommes. Il était l'âme des sociétés, la joie des conversations, recherché non seulement de ses confrères, mais encore des généraux et intendants, des officiers civils et militaires, en un mot, de tout ce que la colonie renfermait de plus distingué et de plus respectable. Ami fidèle, il savait ménager son temps de manière à pouvoir s'épanouir dans des conversations intimes où Dieu trouve bon qu'on se délasse avec une sainte joie des fatigues de la journée mais c'est surtout auprès du prélat dont il possédait entièrement la confiance, qu'il montra dans tout son jour cette candeur, cette politesse, cette cordialité, cette modestie aimable qui font l'éloge complet de la docilité de son cœur, *cor docile*. Des nuages s'étaient abaissés sur la maison épiscopale, il les dissipa en un instant, il y attira, il y forma une société de personnes choisies dont les qualités respectables faisaient l'éloge de son tact. Il en chassa cette tristesse qui tue, pour introduire cette gaiété qui porte à Dieu et qui soutient dans son service. Lui-même leur proposait des sujets d'entretien, d'instruction et de récréation.

Par ces changements heureux il prolongea de plusieurs années la vie de son illustre prédécesseur dont la santé déperissait visiblement, et mérita cette confiance publique dont Dieu se servit pour le conduire comme par la main à des fonctions infiniment plus importantes. Voyons le donc maintenant sur un autre théâtre déployer toute cette grandeur d'âme dont la docilité de son cœur n'était que la base. Car s'il fut remarquable par ce premier endroit, il ne le

fut pas moins par la noblesse de ses vues et la grandeur de ses entreprises, *cor splendidum* ; c'est ma

SECONDE PARTIE

Les désordres qui régnaient dans cette colonie s'élevaient jusqu'au ciel, avaient crié vengeance et provoqué la colère du Tout Puissant. Dieu la désola par les horreurs de la guerre, et ce qui fut considéré par les âmes justes comme un fléau encore plus terrible, l'église du Canada se trouva veuve et sans chef par la mort du prélat qui la gouvernait depuis dix-neuf ans. Perspective désolante ! Ah ! qu'elle répandit d'amertume dans toutes les familles chrétiennes ! Chacun plaignait son malheureux sort et s'affligeait de ne pouvoir quitter un pays où le royaume de Dieu allait être détruit pour toujours. Nos conquérants, regardés d'un œil ombrageux et jaloux, n'inspiraient que de l'horreur et du saisissement. On ne pouvait se persuader que des hommes étrangers à notre sol, à notre langage, à nos lois, à nos usages et à notre culte, fussent jamais capables de rendre au Canada ce qu'il venait de perdre en changeant de maîtres. Nation généreuse, qui nous avez fait voir avec tant d'évidence combien ces préjugés étaient faux ; nation industrielle, qui avez fait germer les richesses que cette terre renfermait dans son sein ; nation exemplaire, qui dans ce moment de crise enseignez à l'univers attentif, en quoi consiste cette liberté après laquelle tous les hommes soupirent et dont si peu connaissent les justes bornes ; nation compatissante, qui venez de recueillir avec tant d'humanité les sujets les plus fidèles et les plus maltraités de ce royaume auquel nous appartenîmes autrefois ; nation bienfaisante, qui donnez chaque jour au Canada de nouvelles preuves de votre

libéralité ; non, non, vous n'êtes pas nos ennemis, ni ceux de nos propriétés que vos lois protègent, ni ceux de notre sainte Religion que vous respectez. Par loûnez donc ces premières défiances à un peuple qui n'avait pas encore le bonheur de vous connaître ; et si, après avoir appris le bouleversement de l'état et la destruction du vrai culte en France, et après avoir goûté pendant trente-cinq ans les douceurs de votre empire, il se trouve encore parmi nous quelques esprits assez aveugles ou assez mal intentionnés pour entretenir les mêmes ombrages et inspirer au peuple des désirs criminels de retourner à ses anciens maîtres, n'importe pas à la multitude ce qui n'est que le vice d'un petit nombre.

Bien éloigné de donner dans ces erreurs M. Briant vit à peine les armes britanniques placées sur nos portes de villes, qu'il conçut en un instant que Dieu avait transféré à l'Angleterre le domaine de ce pays ; qu'avec le changement de possesseurs nos devoirs avaient changé d'objet ; que les liens qui nous avaient jusqu'alors unis à la France étaient rompus, que nos capitulations ainsi que le traité de paix de 1763 étaient autant de nœuds qui nous attachaient à la Grande-Bretagne en nous soumettant à son souverain, il apperçut (ce que personne ne soupçonnait) que la religion elle-même pouvait gagner à ce changement de domination. Aussi, messieurs, l'époque de notre passage sous l'empire britannique fut-elle en même temps celle où commença à briller dans tout son éclat la grandeur d'âme de notre illustre mort, également plein et d'affection pour l'église de Jésus-Christ et de loyauté pour son roi, *cor splendidum*. Héritier des pouvoirs du dernier évêque comme il avait été maître de sa confiance, chargé en chef de la conduite d'une grande partie du diocèse, abandonné de la plupart des chanoines, ses confrères,

sans autre secours que la prière, son étude particulière et son expérience, je le vois faire face aux affaires avec une activité et une supériorité de talents dont on trouve peu d'exemples, rendant à César ce qui appartient à César, mais se gardant bien de ravir à Dieu ce qui appartient à Dieu.

Convenons, messieurs, de la double difficulté où le jetait la vacance du siège épiscopal jointe au changement de domination. Il avait à ménager d'un côté la délicatesse d'un nouveau gouvernement, et de l'autre la faiblesse d'un peuple mal instruit de ses intentions bienfaisantes. D'un côté la cause de la religion, de l'autre les intérêts politiques des fidèles confiés à ses soins. D'un côté les droits de l'évêque défunt considéré comme délégué du Saint-Siège, de l'autre ceux du chapitre dépositaire né de la juridiction épiscopale pendant la vacance. Il fallait pourvoir à la conduite des monastères et en même temps ne pas négliger la desserte des paroisses, s'attirer la confiance des officiers du roi, sans rien perdre de celle du clergé dont il avait également besoin. Il fallait plier la règle sans la rompre, faire céder à la religion quelque chose de sa rigidité sans blesser les principes de la discipline. La nouveauté des circonstances amenait devant lui une infinité de questions différentes. Pour les résoudre et satisfaire tout le monde, les nuits se consumaient à feuilleter les canons de l'Eglise et les jours à prendre des informations, à voir les personnes, à confondre les intérêts, à traiter des affaires en apparence totalement étrangères les unes aux autres, mais que son grand et puissant génie savait rapporter toutes à un seul but, celui de la gloire de Dieu à laquelle il s'était dévoué. Un jour, amené ignominieusement devant le représentant du roi, pour répondre de la conduite d'un prêtre calomnié, il se présente avec intrépi-

dité, étonne le gouverneur par la solidité et la noblesse de ses réponses, dissipe tous les ombrages qu'on lui avait inspirés et se retire plein de gloire, laissant la plus haute opinion de sa grandeur d'âme et de sa vertu. Ainsi les disciples de Jésus-Christ avaient-ils appris de leur divin maître à ne point trembler devant les rois et les gouverneurs, à ne pas s'inquiéter de ce qu'ils auraient à répondre persuadés que l'Esprit-Saint ne manquerait pas de leur suggérer des réponses convenables. *Non enim vos estis qui loquimini, sed spiritus patris mei qui loquitur in vobis.*

Ici, grand Dieu, vos desseins éternels se découvrent. En assimilant M. Briand aux apôtres dans le cours de son vicariat vous indiquez qu'il sera un de leurs successeurs dans l'épiscopat. N'ayez donc égard ni à sa répugnance extrême, ni à la persuasion où il est de son insuffisance, ni aux instantes prières, ni aux démarches pleines d'humilité auxquelles il se livre pour faire tomber ce pesant fardeau sur d'autres épaules que les siennes. Ah ! voilà la pierre de touche à laquelle on reconnaît les véritables vocations. Défiez-vous, mes frères, de celles qui porteraient des caractères différents.

M. Briand a pour lui les désirs du peuple, le suffrage du clergé, l'élection du chapitre de la cathédrale, la volonté positive du représentant du roi, et néanmoins il tremble à l'aspect de l'épiscopat, et si après grand nombre de résistances, il consent enfin à l'accepter et même à faire les démarches nécessaires pour l'obtenir, c'est parce qu'il n'aperçoit aucun autre moyen de le perpétuer en Canada ; et parce que ses oreilles sont trappées de ces paroles imposantes de son confesseur : Si vous ne l'acceptez pas, vous répondrez au tribunal de Dieu de la perte de la religion en ce pays. En effet, il en est de la vacance du siège épiscopal dans une

église comme d'un interrègne ou d'une régence dans un état politique. L'autorité subsistante n'est pas assez forte, les ressorts de la discipline se relâchent ; l'impunité encourage les vices ; les abus se glissent ; les désordres croissent lorsqu'il n'y a qu'un demi-pouvoir pour les réprimer. De tels inconvénients ne pouvaient échapper à la pénétration de notre illustre mort, et comme il consentait à être le second fondateur de ce diocèse en y ramenant l'épiscopat après six ans d'interruption, il voulut l'y rétablir sur une base solide et permanente, en se donnant un coadjuteur avec droit à sa succession.

Or je vous le demande, mes frères, où trouverez-vous des exemples d'un zèle aussi prévoyant, des mesures aussi sages pour perpétuer le royaume de Jésus-Christ en Canada ? Remontez dans l'histoire de cette Eglise, mais remontez lentement, prenez haleine, il vous faudra faire des pauses. Vous verrez dans M. de Pontbriand un prélat recommandable par une connaissance profonde de la théologie et des lois de l'Eglise, par une régularité de vie et de conduite qui le rendait infiniment cher à ses diocésains ; dans M. de Laubervière une jeune et tendre fleur que le même jour vit naître et s'épanouir, et dont on eut à peine le temps de respirer la bonne odeur ; dans M. Dosquet, un évêque vigilant, singulièrement attaché à la conduite des monastères et à la visite du diocèse ; dans M. de Saint-Valier un homme ami de l'ordre, exact à tenir des synodes et à faire des règlements pour la conservation de la foi et de la discipline. Mais comme dans le temps critique dont nous parlons il ne s'agissait plus seulement d'entretenir mais de régénérer, vous ne trouverez à vous arrêter qu'au fondateur de cette Eglise, au premier de ses pontifes. Dans M. de Laval seul vous rencontrerez ce courage infatigable, cette

étendue de desseins, cette prévoyance habile, ce génie créateur que tout le monde a admiré dans M. Briand.

Que ne puis-je, messieurs, vous le représenter pendant son séjour en Angleterre, attentif au but de son voyage, éprouvant des contrariétés sans nombre, mettant en œuvre toutes les ressources que ses grands talents lui fournissaient, dérangé dans ses premières démarches par le changement subit du ministère, obligé de recourir de nouvelles correspondances avec les nouveaux ministres, flottant entre l'espérance de parvenir à son but et la crainte d'un mauvais succès, toujours occupé de ses chères ouailles du Canada, les consolant par ses lettres, vivant dans la pauvreté pour épargner leurs aumônes et tâchant par mille privations volontaires d'obtenir du ciel l'épiscopat qu'il redoutait pour lui-même, mais qu'il désirait ardemment pour eux. Ainsi voit-on une mère tendre mais pauvre, s'oublier elle-même pour procurer la subsistance à ses enfants nécessiteux, et se persuader par une pieuse illusion qu'elle est dans l'abondance dès qu'elle leur voit quelques aliments.

Enfin après beaucoup de voyages, de peines, de traverses, d'amertumes, notre illustre prélat victorieux de tous les obstacles se rend à Paris, et prêt à revenir en Canada il incline sa tête vénérable pour recevoir l'onction pontificale et avec elle cet esprit de sagesse profonde qui a fait de sa vie publique un miroir d'édification. Mer, applanissez-vous, retenez vos vents et vos tempêtes et frayez à ce missionnaire, à ce véritable évêque, à cet homme apostolique un prompt accès à son Eglise. Entreprendrai-je d'exprimer l'allégresse publique occasionnée par son retour ? non, elle ne peut être estimée que par l'inquiétude qu'avait causé son absence. En peu de jours, le bruit de son arrivée se répand aux extrémités de la province, la joie, les

applaudissements, les transports sont universels. On ne parle que du nouvel évêque, de ses grandes qualités, de la gloire que la religion va retirer de son ministère. C'est à qui le verra le premier. Les fidèles pleurent de consolation, lèvent les mains au ciel, remercient Dieu d'avoir jeté des regards de miséricorde sur son peuple et de s'être servi d'un aussi digne sujet pour le rétablissement de l'épiscopat. Dis-je rien là, mes frères, dont un grand nombre d'entre vous ne se souviennent encore d'avoir été les témoins ?

Le voilà donc élevé sur le chandélier de l'Eglise de Québec et donné en spectacle, mais en spectacle édifiant et imposant au plus vaste diocèse du monde. Représentez-vous le, messieurs, sur les bords du fleuve qui arrose ce pays, comme Jean-Baptiste sur les bords du Jourdain, prêchant la pénitence aux peuples de la campagne, distribuant les dons du Saint-Esprit, donnant de sa propre main la communion à tous ceux qu'il confirmait, jeûnant tous les jours, annonçant le royaume de Dieu et la rémission des péchés, mettant dans ses discours une onction, dans ses ordonnances une fermeté, dans le choix des ministres subalternes un discernement dont on voit peu d'exemples. Il rétablit et encourage dans son séminaire les études interrompues par le malheur des temps, ne dédaigne pas d'en visiter fréquemment les plus basses classes et de leur donner des prix sur ses épargnes. Quel soin n'avait-il pas des monastères ? Quelle exactitude à les visiter, quelle ardeur à défendre leurs intérêts, quelle habileté à y maintenir la ferveur et la régularité, en un mot, à les mettre sur le pied respectable où nous les voyons encore ! Qui montra jamais plus d'attention à favoriser les vœux monastiques, plus d'amour pour le culte divin, plus de grâce et de majesté dans les cérémonies, plus de goût pour la décoration des autels, plus de tendresse pour les membres de Jésus-Christ souffrant ?

Temples qu'il a ornés, chapelles qu'il a contraintes, monastères qu'il a réparés, vierges qu'il a dotées, clercs qu'il a formés, pauvres qu'il a nourris, familles qu'il a honorées et soutenues, parlez ici en sa faveur. Vous nous rappelerez bien ce qu'il a fait pour vous ; mais vous n'exprimerez jamais la manière noble dont il le faisait ; jamais vous ne pourrez nous rendre combien ses paroles étaient consolantes, combien son visage était gracieux, combien ses larmes étaient touchantes, combien ses conversations étaient instructives, combien ses lettres étaient moëlleuses et paternelles, combien ses mandements étaient affectueux et attendrissants.

Au reste, mes frères, notre illustre mort n'aurait cru être qu'à demi évêque, si en remplissant ses devoirs de pasteur il eut négligé ceux de citoyen. Persuadé qu'un état ne jouit des douceurs de la paix qu'autant que l'union y règne entre l'empire et le sacerdoce, il regarda toujours comme un devoir essentiel d'entretenir la concorde la plus parfaite avec le gouvernement. De là, cette délicatesse à ne rien entreprendre où la puissance civile se trouvât heurtée. De là, cette vigilance extrême à prévenir tout ce qui aurait pu occasionner le moindre conflit. De là cette soumission pour les ordres du Roi qu'il considérait dans la personne de ses représentants. De là aussi cette considération singulière, cette confiance sans réserve, ces égards précieux que lui a montré jusqu'à la fin celui de tous les gouverneurs de cette Province dont la bonté d'âme et la grande sagesse, annoncent le mieux, expriment le plus parfaitement la dignité de la personne royale.

M. Briand avait pour maxime qu'il n'y a de vrais chrétiens, de catholiques sincères, que les sujets soumis à leur souverain légitime. Il avait appris de

Jésus-Christ qu'il faut rendre à César ce qui appartient à César ; de saint Paul que toute âme doit être soumise aux autorités établies, que celui qui résiste à la puissance, résiste à Dieu même et que par cette résistance il mérite la damnation ; du chef des apôtres que le Roi ne porte pas le glaive sans raison, qu'il faut l'honorer par obéissance pour Dieu, *propter Deum*, tant en sa personne qu'en celle des officiers et magistrats qu'il députe, *sive ducibus tanquam ab ea missis*. Tels sont, chrétiens, sur cette matière, les principes de notre sainte religion : principes que nous ne saurions trop vous inculquer ni vous remettre trop souvent devant les yeux, puisqu'ils font partie du corps de cette morale évangélique à l'observance de laquelle est attaché votre salut. Néanmoins lorsque nous vous exposons quelquefois vos obligations sur cet article, vous murmurez contre nous, vous vous plaignez avec amertume, vous nous accusez de vues intéressées et politiques et croyez que nous passons les bornes de notre ministère. Ah ! mes frères, quelle injustice ! Avez-vous jamais lu que les premiers fidèles fissent de tels reproches aux apôtres ou ceux-ci au Sauveur du monde lorsqu'il leur développait la même doctrine ? Cessez donc de vouloir nous imposer silence, car notwithstanding vos reproches, nous ne cesserons de vous le redire : Soyez sujets fidèles, ou renoncez au titre de chrétiens.

Lors de l'invasion de 1775, notre illustre prélat connaissait déjà la délicatesse ou plutôt l'illusion d'une partie du peuple à cet égard, mais il aurait cessé d'être grand, si une telle considération l'avait fait varier dans ses principes ou dérangé dans l'exécution. Sans donc s'inquiéter des suites, il se hâte de prescrire à tous les curés de son diocèse la conduite qu'il doivent tenir dans cette circonstance délicate. Tous reçoivent

ses ordres avec respect et en font part à leurs ouailles. Le prélat prêche d'exemple en s'enfermant dans la capitale assiégée. Dieu bénit cette résolution. Le peuple après quelque incertitude reste enfin dans son devoir. Les citoyens se défendent avec zèle et avec courage. Au bout de quelques mois, un vent favorable dissipe la tempête ; les Assyriens confus se retirent en désordre : Bétbulie est délivrée, la province préservée, et ses temples retentissent de chants de victoire et d'actions de grâces.

Il me reste, messieurs, à vous faire voir M. Briand dans les dernières années de sa vie ; retiré du monde et se préparant à la mort avec une fermeté, un héroïsme digne de la docilité de cœur et de la grandeur d'âme qui l'avaient déjà rendu si recommandable, *cor confirmatum*. C'est le dernier trait de son éloge.

(*La fin dans la prochaine livraison*)

PROTÉNOTAIRES DU DISTRICT DE MONT-
REAL

John Burke	}	...11 décembre 1794
Jacques Saveuse de Beaujeu		
John Reid	}	20 mai 1800
Jacques Saveuse de Beaujeu		
Jacques Saveuse de Beaujeu	}	12 mars 1812
Alexander Reid		
John Reid	}	24 décembre 1813
Antoine-Louis Levesque		
John Reid	}	3 mai 1815
Antoine-Louis Levesque		
Samuel-Wentworth Monk		

Hugh Fraser	}	 11 novembre 1826
Antoine-Louis Levesque		
Samuel-Wentworth Monk		
Antoine-Louis Levesque	}	31 janvier 1827
Samuel-Wentworth Monk		
Robert-Lester Morrogh		
Samuel-Wentworth Monk	}	12 mai 1828
Robert-Lester Morrogh		
Samuel-Wentworth Monk		12 juin 1844
Samuel-Wentworth Monk	}	5 juillet 1844
William-Craigie-Holmes Coffin		
Louis-Joseph-Amédée Papineau		
William-Craigie Holmes Coffin	}	5 avril 1865
Louis-Joseph-Amédée Papineau		
John-Slepp Honey		
René-Auguste-Richard Hubert	}	11 janvier 1866
Louis-Joseph-Amédée Papineau		
John-Slepp Honey		
René-Auguste-Richard Hubert	}	16 juin 1876
John-Slepp Honey		
Pierre-Samuel Gendron		
John-Slepp Honey	}	7 juillet 1884
Pierre-Samuel Gendron		
John-Slepp Honey	}	9 septembre 1887
Arthur-Bénoni Longpré		
Adolphe Cherrier		
Arthur-Bénoni Longpré		17 juillet 1888
Henri-René-Arthur Turcotte		19 août 1890
Dominique Monet		18 octobre 1905
		F.-J. AUDET
		P.-G. R.



LE MARQUIS DUQUESNE DE MENNEVILLE

GOUVERNEUR DE LA NOUVELLE-FRANCE

1752-1755

REPOUNSES

La bataille de Beaver-Dam. (XI, IX, 1095.)

—Beaver-Dam est situé sur les bords du canal Welland, entre Niagara et Sainte-Catherine, Ontario.

C'est à Beaver-Dam, le 24 juin 1813, que les Sauvages du Bas-Canada au nombre d'une couple de cents commandés par le capitaine Dominique Ducharme battirent le colonel américain Boerstler.

On a élevé à Beaver-Dam un monument avec inscription pour rappeler ce glorieux fait d'armes.

Plusieurs versions ont été données de la bataille de Beaver-Dam. Des officiers qui n'y ont pas même pris part se sont attribué le mérite de la victoire. Nous avons en ce moment sous les yeux une relation de la bataille de Beaver-Dam écrite par le capitaine Dominique Ducharme, celui-là même qui commandait les Sauvages du Bas-Canada en cette occasion. Il est donc difficile d'avoir un meilleur témoin.

Le 16 juin 1813, le capitaine Ducharme recevait du chevalier Johnson, surintendant général des Sauvages du Haut et du Bas-Canada, l'ordre de conduire à Niagara un parti de 180 Sauvages. M. Ducharme avait sous ses ordres les officiers suivants : capitaine Jean-Baptiste de Lorimier, lieutenants Gédéon Gamelin, G. Gaucher, Isaac Leclair, L. Langlade et Evariste Saint-Germain.

A Niagara, M. Ducharme devait recevoir de nouveaux ordres.

Arrivé à la tête du Lac, avec son parti, le colonel Claus lui adjoignit 200 Agniers et leurs officiers, le capitaine Kerr et les lieutenants Brant, Grenette et Exen.

Ils reçurent ordre d'aller camper au 20 Mile-Creek, ou Beaver-Dam, sous le commandement du major de Harren.

Laissons maintenant parler le capitaine Ducharme :

“ Le 24, j'envoyai des découvreurs sur les différents chemins qui conduisent au fort George. Sur les huit heures deux reviennent et annoncent que l'ennemi venait en grand nombre, infanterie, cavalerie, charriots, etc. J'en fis mon rapport au major de Harrén.

Il me fit mettre mon parti en file. Je lui intimai que nous désirions aller surprendre l'ennemi dans le bois, il y consentit. Nous partîmes tous aussitôt, officiers et sauvages.

“ Nous arrivâmes au chemin par où l'ennemi venait, à la distance de $\frac{1}{2}$ lieue, de 20 Mile Creek. Comme nous allions prendre nos positions nous fûmes nous-mêmes surpris par 20 cavaliers de l'arrière garde de l'ennemi ; qui furent tués à la première décharge.

“ Les Sauvages se jetèrent sur les morts pour les dépouiller, malgré mes instances de n'en rien faire, mais de prendre notre position dans le bois.

“ On nous tira du canon à mitraille. Nous ne nous y attendions nullement. Heureusement le feu en fut si mal dirigé, qu'il nous passa audessus de la tête.

“ J'ordonnai aux Sauvages de gagner le bois. Nous ne pouvions résister à un feu général de mousqueterie.

“ Le capitaine de Lorimier prit l'aile gauche pour s'opposer à la retraite de l'ennemi, et garda le passage avec la plus grande intrépidité. Il n'avait avec lui que le lieutenant Leclaire et 25 hommes.

“ Je gagnai le bois à l'opposite de l'ennemi, pour attaquer le centre. Je perdis en plaine 9 hommes, et j'eus 8 blessés.

“ Nous gagnâmes cependant notre position nonobstant le feu obstiné des carabiniers.

“ Tous les Agniers nous abandonnèrent à l'exception de 20 hommes. Alors le capitaine Kerr et le lieutenant Brant me laissèrent pour tâcher de ramener les Sauvages, et demander le secours des troupes. Ils ne reparurent plus dans l'engagement.

“ Une partie de mes Sauvages voulait suivre les Agniers. Je les rappelai. Le souvenir de leurs morts ranima leur courage, et les rendit furieux. Les bois retentissaient de leurs hurlements.

“ Le feu était sérieux. Les cris continuels des Sauvages démontèrent l'ennemi. Tout à coup, cavalerie et infanterie s'enfuirent et se retirèrent dans une coulée en plaine pour se mettre à l'abri.

“ Notre feu devenait nul. Nous perdions en vain nos munitions. Je criai aux officiers de ma droite de cerner la coulée le plus vite possible, ce qui fut exécuté avec toute la célérité et la diligence imaginable par les lieutenants Gédéon Gamelin Gaucher, Langlade, Grenette et 50 Sauvages.

“ Busler reçut deux blessures. Les chevaux d'un canon furent tués. L'ennemi pris en flanc souffrit une grande perte et fut obligé de retraiter. Les cris des mourants et des blessés achevèrent de le déconcerter. Il s'enfuit en désordre.

“ Vivement poursuivi et poussé par les Sauvages, il hissa pour la première fois le pavillon parlementaire.

“ Je criai aux Sauvages de discontinuer le feu. Mais, près de l'ennemi, qui était hors d'état de s'échapper, et enragés de la perte de leurs frères, ils ne m'écoutèrent qu'à demie. Le feu continua.

“ L'ennemi nous lâcha un coup de canon. Ce fut le dernier. Il hissa pour la deuxième fois le pavillon parlementaire.

“ Un de nos dragons voyant que l'ennemi était rendu fût en faire rapport à un officier nommé Fitzgibbon du 49ème Régiment qui venait de Beaver-Dam avec 40 hommes pour nous secourir. Ce M. laissa son détachement à un demi-mille de nous, et vint nous dire qu'il était envoyé par le major de Harren pour faire la capitulation.

“ J’eus toutes les peines imaginables à faire cesser le feu. Ce ne fut encore qu’aux conditions qu’on donnerait aux Sauvages toutes les dépouilles de l’ennemi, que je réussis. Ce qu’on promit.

“ Je fis ranger en hâte les Sauvages pour recevoir et conduire les prisonniers au 10 Mile Creek où les troupes étaient campées.

“ Le succès de cette bataille est seul dû aux Sauvages. Ils l’ont gagnée sans l’aide d’aucune troupe.

“ Aucun de nos officiers ne fut blessé. Nous eûmes 16 Sauvages tués, 20 de blessés.

“ L’ennemi perdit environ 150 tués, 50 blessés, 601 prisonniers. Total 801 hommes avec Busler et 20 de ses officiers.

D. DUCHARME, Dept sauvage,
Au Lac, 20 février 1818.”

Les Canadiens-Français et le serment du Test. (XI, VI, 1078.)—Lorsque le général Murray fut nommé gouverneur de la province de Québec le 21 novembre 1763, il reçut instruction d’exiger de toute personne appelée à un emploi public le serment du *Test*. On sait que ce serment niait la présence réelle de Jésus-Christ dans l’Eucharistie et l’autorité du pape. Aucun catholique, conséquemment, ne pouvait le prêter.

L’*Acte de Québec* adopté par le parlement britannique en 1774 et sanctionné par George III le 7 octobre de la même année, contenait la clause suivante :

“ Pourvu toutefois, et qu’il soit convenu qu’aucune personne professant la religion de l’église de Rome et résidant dans la dite province, ne sera obligée de prêter le serment requis par le statut passé dans la première année du règne de la reine Elizabeth, ou tout autre serment substitué à celui-ci ; mais que toute telle personne qui, par le dit statut passé dans la

prêter le serment plus haut mentionné, sera obligée et est par les présentes requise de souscrire au serment suivant devant le gouverneur, etc., etc. (serment de suprématie.)”

A partir de 1775 on n'exigea donc plus le serment du *Test* des Canadiens-Français catholiques. Les protestants, eux, en Canada comme en Angleterre, furent tenus de le prêter jusqu'à 1829.

Quelques Canadiens-Français catholiques ont obtenu des charges publiques de 1764 à 1775. Aucun d'eux n'a prêté le serment du *Test*. Lors de la discussion de l'Acte de Québec devant un comité de la Chambre des Communes d'Angleterre, en 1774, le baron Masères, procureur général de Québec de 1766 à 1773, déclara qu'à sa connaissance jamais un Canadien-Français n'avait prêté le serment du *Test*. Ce témoignage a de la valeur dans la bouche de Masères qui n'aimait pas les catholiques.

P. G. R.

Un naufrage en face de Laprairie. (IV, II, 420.)—Le 14 mai 1819, le bateau de Joseph Brosseau chargé de grains de semence et d'une quarantaine de passagers partait de Montréal pour Laprairie. 10 des passagers furent débarqués vis-à-vis l'île Saint-Paul. A cinq heures du soir, arrivé dans le plus fort du courant, au milieu de la traverse, le vent du sud soufflant alors avec impétuosité, le bateau fut submergé par les rouleaux, et tous les efforts faits pour jeter à l'eau le grain, dans le dessein de l'alléger, furent inutiles, et ne purent l'empêcher de chavirer. 36 personnes furent englouties par les flots. Trois seulement eurent le bonheur d'échapper au péril : la femme de Paul Lanctot, dont le mari se noya, Pierre Lemieux et François Faille. Ils furent trouvés à huit heures

du soir cramponnés avec l'énergie du désespoir au bateau chaviré.

Le *Canadian Courant* du 22 mai 1819 donne la liste des personnes qui se noyèrent dans cette triste circonstance :

De Saint-Constant : Louis Faille, Paul Pinsoneau, la femme de J.-B. Prévost, Antoine Tourangeau, la femme de Louis Brosseau, Paul Lanctot, Suzanne Barbeau, Joseph Lamoureux, la femme d'Augustin Bruveau, la femme de J.-B. Perras, Romain Lesselin, la femme de Joseph Pominville, J.-B. Brindamour et sa mère, Ignace Payen, la femme de Louis Aymard, la femme de François Viau, Augustin Dupuis, Michel Surprenant, la femme de J.-B. Tougas, François Quertier, Antoine Longtin, Antoine Gamelin, J.-B. Decoste, la femme de François Parent, la veuve Clermont.

De Laprairie : Louis Brosseau.

De Châteauguay : Nicolas Grégoire, M. Papineau.

De Saint-Philippe : Ignace Dupuis et sa fille, J.-B. Plaque, Joseph Lamoureux, Louis Gervais, la femme de François Longtin.

Mgr de Mornay. IX, XI, 979.)—Aux notes fournies par moi l'an dernier, (*Bulletin des Recherches Historiques*, vol. X, p. 20) en voici d'autres relevées au cours de la lecture des *Mémoires* du duc de Saint-Simon et du *Journal* du marquis de Dangeau.

L'abbé de Mornay était fils de M. et de Mde de Montchevreuil, l'un et l'autre favoris si cher de Mde Maintenon et de Louis XIV.

L'abbé était homme d'esprit et de mérite, sage et capable, et n'avait point fait parler de ses mœurs comme beaucoup de ses contemporains. C'était un grand homme blond, fort bien fait, de visage agréable, qui capriça Louis XIV et que rien ne put vaincre. Cette

opiniâtreté d'une part, et la considération du père et de la mère, de l'autre, lui firent donner l'ambassade du Portugal (1714) où il réussit très bien et s'y fit fort estimer. L'année suivante le roi lui accorda une gratification de 3,000 francs.

Plus tard, le régent (d'Orléans), lui donna l'archevêché de Besançon, mais notre coadjuteur n'en put jouir ni même être sacré. Peu avant son retour de Lisbonne, il perdit presque les yeux d'une fluxion, et, en chemin il les perdit tout à fait. En arrivant à Madrid, il se trouva mal, et en peu de jours y mourut, dont ce fut grand dommage. Ce fait, rapporté par Saint-Simon, ne s'accorde pas avec ce qu'ont enregistré les généalogistes la Chesnaye des Bois et Badier, dans leur précieux dictionnaire : qu'il fut écrasé par un carrosse comme il rentrait chez lui à Paris.

RÉGIS ROY

Les chefs hurons auprès de Georges IV. (XI, X, 1097.)—Les Hurons de Lorette prétendent que la seigneurie de Sillery (dont la réserve actuelle de Lorette n'est qu'une très faible partie) avait été à l'origine concédée à leurs ancêtres, et que les Jésuites s'étaient indûment emparé de cette seigneurie.

Dès 1791, les Hurons s'adressaient à lord Derchester pour se faire remettre la seigneurie de Sillery. En 1793, ils faisaient la même demande au gouverneur Prescott. Puis, les gouverneurs Milnes, Craig, Prevost, Sherbrooke, Richmond, Dalhousie reçurent pareilles demandes.

En 1824, fatigués de ne recevoir que des réponses évasives, les Hurons décidèrent d'envoyer des délégués auprès du roi.

Le 15 novembre 1824, Nicolas Vincent (Tsawouen-houhi), grand chef des Hurons de Lorette, André

Romain (Tsouhahissen) et Stanislas Kootska (Arathaka), chefs du conseil, et Michel Tsiouï (Téachéaandalé), chef des guerriers de la même nation, prenaient passage dans le brick l'*Indian*, capitaine Mathias, pour l'Angleterre.

L'*Indian* arriva à Liverpool le 16 décembre, après une heureuse traversée.

Les chefs hurons, en débarquant, s'empressèrent d'aller saluer le maire de Liverpool puis, le lendemain, prenaient la diligence pour Londres.

A Londres, M. Butterworth, membre du Parlement, s'occupa beaucoup d'eux. C'est lui qui les présenta à lord Bathurst, ministre des colonies.

Ce dernier sans s'engager à rien, reçut néanmoins les envoyés hurons avec beaucoup de considération. Il leur assigna pour logement un hôtel garni très convenable et il fit payer toutes les dépenses par le gouvernement.

Le 8 avril 1825, les chefs hurons, accompagnés de sir John Chapman et de M. Brock (frère de sir Isaac Brock), se rendirent, sur l'invitation qu'ils en avaient reçue, au château de Windsor. Ils furent présentés au roi dans les jardins de ce beau château. Les médaillons de Georges III, qu'ils avaient reçus de la main de sir Isaac Brock, ayant attiré l'attention de Georges IV, il leur dit que comme ils avaient le portrait de son père, ils n'auraient peut-être pas d'objection à porter aussi le sien. Il suspendit ensuite au cou de chacun d'eux un beau médaillon d'or, qu'ils baisèrent avec la plus grande ardeur.

Le grand chef Tsawouenhouhi s'adressa ensuite au roi en français dans les termes suivants :

“ Sire, on m'avait dit de ne point parler en la présence royale, à moins que ce ne fût pour répondre aux questions de Votre Majesté, mais je ne puis

résister aux sentiments que j'éprouve ; mon cœur est gonflé ; je suis surpris de tant de grâce et de condescendance, et je ne puis douter que Votre Majesté ne me pardonne l'expression de notre gratitude. Le soleil verse ses rayons vivifiants sur nos têtes. Il me rappelle le grand créateur de l'univers ; celui qui peut faire vivre et faire mourir. Ah ! puisse cet Etre bienfaisant, qui promet d'exaucer les prières de son peuple, verser abondamment ses bénédictions sur Votre Majesté ; puisse-t-il vous accorder la santé du corps, et, pour l'amour de vos heureux sujets, prolonger votre vie précieuse ! Ce ne seront pas seulement les quatre individus que Votre Majesté voit devant elle, qui conserveront jusqu'à la fin de leur vie le souvenir de cette touchante réception : la nation entière, dont nous sommes les représentants, aimera toujours avec dévouement son grand et bon père. ”

Georges IV répondit très gracieusement et en français. Il dit en substance qu'il avait écouté avec un vif intérêt cette harangue affective et loyale ; qu'il avait toujours respecté le peuple excellent dont se formaient les différentes tribus dans ses possessions de l'Amérique septentrionale, et qu'il profiterait de toutes les occasions pour augmenter leur bien-être, assurer leur bonheur, et se montrer vraiment leur père.

Le roi conversa ensuite avec eux en français, et de la manière la plus affable, pendant plus d'un quart d'heure.

On leur montra l'intérieur du château de Windsor, les écuries, les animaux, les oiseaux, etc. Puis, sir Andrew Barnard les conduisit à Cumberland-Lodge, où une table chargée de rafraîchissements les attendait.

Les chefs hurons laissèrent Windsor pour Londres, pleins de reconnaissance d'avoir vu leur bon père le roi Georges, et de la manière dont ils avaient été reçus.

Outre les médaillons que Georges IV avait suspendus à leur cou, il avait fait présent à chacun d'une gravure d'après son portrait grandeur naturelle fait par Lawrence.

Les quatre chefs hurons revinrent au pays aux frais du gouvernement anglais. Ils s'embarquèrent sur le *Caledonia* et arrivèrent à Québec le 27 septembre 1825.

Lord Dalhousie et son epee d'honneur. (XI, VII, 1084.)—Ce n'est pas la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada qui vota une épée d'honneur à lord Dalhousie, mais bien la Chambre d'Assemblée de la province de la Nouvelle-Ecosse.

Lord Dalhousie était gouverneur de la province de la Nouvelle-Ecosse lorsqu'il reçut ses lettres de nomination comme gouverneur de tout le Canada en 1820.

La Chambre d'Assemblée, en témoignage d'estime et d'adieu, vota une somme assez importante pour lui présenter une épée et une étoile.

Lord Dalhousie, qui avait été en antagonisme avec ce corps comme il le fut un peu plus tard avec notre Chambre d'Assemblée, refusa d'accepter ce souvenir.

Le 13 avril 1820, il adressait à l'orateur de la Chambre, M. Robie, une lettre dans laquelle il motivait son refus.

“ Quand je vois, écrivait-il, les principales mesures de mon administration rejetées et supprimées d'une manière si peu respectueuse pour le poste élevé que j'occupe, et au moment même où l'on m'offre ces dons approbatifs, mon devoir envers mon roi et envers la province, et, surtout le devoir sacré de veiller à mon honneur, me défendent d'accepter la somme votée. ”

Le premier remorqueur sur le Saint-Laurent. (XI, X, 1098.)—Le premier remorqueur qui ait sillonné le Saint-Laurent est l'*Hercule*, et cela pendant la saison de navigation de 1824. Nous lisons en effet dans la *Gazette de Québec* du 22 novembre 1824 : " La saison qui vient de finir est la première qui a vu employer un bateau à vapeur à touer les vaisseaux sur le Saint-Laurent. Cette manière d'appliquer la vapeur à la navigation n'est connue que depuis un ou deux ans en Angleterre, et nous croyons qu'elle est encore ignorée partout ailleurs. L'*Hercule* a fait, pendant la saison, 26 voyages. Ses passages entre le Bic et Québec (160 milles) prenaient deux jours et demi. On estime que ceux des bâtiments à voiles prennent en moyenne 16 jours. L'*Hercule* a monté 2 navires, 32 bricks, 12 goélettes. Il a descendu 18 bricks. Dans un voyage il a descendu 3 bricks et 3 goélettes ; dans un autre 3 bricks et 2 goélettes. Il a consommé environ 2500 cordes de bois et 7000 boisseaux de charbon. "

La Courvaline (II, V, 202.)—Sir James Craig, malgré la haine qu'il portait à tout ce qui était canadien-français et catholique, fut heureux de se servir des remèdes de M. de Courval, curé de la Pointe-aux-Trembles (Montréal). Il écrivait, le 15 janvier 1811, à son secrétaire H.-W. Ryland, alors en Angleterre : " En vérité, j'ai négligé de vous dire, quoique mon frère a dû vous en informer, que j'ai eu une sérieuse attaque (de maladie) cet hiver. J'ai été, pendant quelque temps, très malade. Je suis maintenant rétabli, et, chose étrange, je me traite à l'aide du remède de Courval (la Courvaline), qui me fait du bien, je crois. A tout événement, il ne me fait aucun mal. "

QUESTIONS

1103—Quel était ce droit de *litres* pour lequel les grands vicaires de l'évêque de Québec faisaient requête au Conseil Supérieur en 1709 ?
A. G.

1104—N'y a-t-il pas eu une école de sourds-muets à Québec au commencement du dix-huitième siècle ?
CUR.

1105—*Les Ursulines de Québec*, vol. II, p. 13, nous disent que M. Henri de Bernières fut le premier prêtre ordonné au Canada. Son ordination eut lieu dans la cathédrale de Québec le 13 mars 1660. Mgr de Laval était débarqué dans la capitale le 16 juin 1659. Est-on bien certain qu'il n'a pas fait d'ordination l'année même de son arrivée ?
PRETRE

1106—En mars 1810, le gouverneur Craig faisait arrêter Pierre Lafoice, Pierre Papineau, de Chambly, et François Corbeil, de l'île Jésus, sur accusation de *pratiques traîtresses*. Pouvez-vous me donner quelques renseignements sur les crimes commis par ces trois bons Canadiens ?
LAF.

1107—Les "moulins à bateau" du sieur Lanoullier de Boisclair faisaient depuis 1722 un service plus ou moins régulier entre Lévis et Québec, dit M. l'abbé Gosselin dans son intéressante étude *Québec en 1731*. Peut-on m'expliquer le mécanisme de ces moulins à bateau ?
XXX

1108—Que devint le sieur Cazeau qui, en 1837, fabriquait des balles pour les patriotes avancés de Québec, et chez qui la police fit une descente ?
ANG. B.

VOL. XI

DECEMBRE 1905

No. 12

BULLETIN
— DES —
RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de décembre : Oraison funèbre de Mgr Briand ; La famille de Bonne de Lesdiguières ; Le major Thomas-Edmund Campbell ; Les honneurs dus aux seigneurs dans les églises ; La "race inférieure" et sir Edmund-Walker Head ; Le bouillon, Benjamin Sulte ; L'auteur des "Anciens Canadiens" en prison. P. G. R. ; La "représentation" des grands jurés de Québec en 1764 ; Claude-Pierre Pécaudy de Contrecoeur ; Le récollet Houdin ; Mgr Turgeon et les Sulpiciens ; Questions, etc ; Table des matières ; Table des gravures.

Gravure : Le major Thomas-Edmund Campbell.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

Les abonnées du *Bulletin des Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1905 est maintenant dû.

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'apostolat des bons livres et l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Conférence donnée par l'hon. M. Thomas Chapais, à l'inauguration de la salle Loyola, le 24 octobre 1905. Québec, imprimerie de l'*Écénement*, 30, rue de la Fabrique—1905. Prix : \$0 10.

Annuaire de l'Ecole normale Laval pour l'année académique 1905-1906—No 3. Québec, imprimerie Dus-sault & Proulx—1905.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XI

DÉCEMBRE 1905

No 12

ORAISON FUNÈBRE DE MGR BRIAND

(Suite et fin)

TROISIÈME PARTIE

M. Briand disait familièrement qu'il ne voulait être que le charretier de l'épiscopat en ce pays. Il avait promis aux pieds de son consécrateur d'y renoncer dès que son coadjuteur aurait lui-même reçu la consécration. Divine Providence ! vous ne voulûtes pas que ce projet fut alors exécuté, mais parvenu à l'âge de 70 ans, sentant croître ses infirmités, ayant pour coadjuteur un homme encore plus âgé que lui et craignant que la mort de l'un et de l'autre ne privât encore une fois le diocèse de la succession épiscopale, il renonce à son titre, s'éloigne des affaires publiques, et se retire dans l'intérieur du séminaire pour ne plus songer qu'à Dieu et à son salut. Qu'il est admirable, mes frères, l'homme de son mérite, quand il se consacre aux travaux du sanctuaire, quand il sacrifie volontairement son repos, sa santé, sa liberté, sa jeunesse au salut des âmes rachetées par Jésus-Christ ! Mais qu'il est généreux, lorsque sentant affaiblir ses forces, il renonce par son choix aux dignités, aux honneurs, aux cahos des affaires pour s'occuper de ses fins dernières ! Hommes

du siècle, écoutez la grande leçon que vous donne en ceci notre illustre mort. Votre ambition comme vos plaisirs n'a point d'autres bornes que la vie. Une fois engagés dans les affaires vous vous absorbez sans réserve et, j'ose dire, sans discrétion. Tous les jours, nouveaux projets, nouvelles entreprises, nouvelles spéculations pour augmenter vos richesses, pour multiplier vos plaisirs, pour vous procurer de nouvelles places et de nouveaux honneurs. Insensés ! pour qui amassez-vous ? pour un héritier dissipateur que vous ne connaissez pas, qui va ruiner en un jour les travaux d'un grand nombre d'années. Pour qui ces vains plaisirs ? pour un cadavre qui vous échappera peut-être cette nuit et plongerá votre âme dans un vide affreux. Pour qui ces honneurs ? Pour une famille qui ne saura point les ménager et qui avant un demi-siècle rentrera malgré toutes vos mesures dans la poussière d'une condition ignoble d'où vous aviez voulu l'arracher contre l'ordre de Dieu. Vous semez beaucoup, dit le prophète, mais vous recueillez peu, *seminastis multum et intulistis parum*. Vous mangez, mais sans vous rassasier ; *comedistis et non estis satiati*. Vous buvez, mais sans vous désaltérer ; *bibistis et non estis inebriati*. Vous vous chargez d'habits, mais sans pouvoir vous rechauffer, *operuistis vos et non estis calefacti*. Vous amassez des richesses, mais le sac même qui les enferme, se perce et les laisse tomber, *et que mercedes congregavit, misit eas in saeculum pertusum*. La mort enfin se présente à vous : elle vous saisit, elle vous étonne, elle vous fait trembler. Ah ! c'est que vous avez mal vécu ; c'est que vous ne l'avez pas vu venir de loin ; c'est que son image vous est étrangère et que vous ne l'avez jamais bien méditée.

Or, en ceci, mes frères, le digne prélat auquel nous rendons les derniers devoirs peut encore vous servir

globes électriques, remplis d'un feu vif qu'ils recèlent jusqu'à ce qu'on les touche. M. Briand plein de lumières, d'observation, de connaissances sur l'état du diocèse et sur la manière de le gouverner, faisait profession dans sa retraite, de ne prendre pour l'ordinaire aucune part à son administration, mais du moment qu'il y était provoqué par une consultation, dès lors il développait, il étalait, il faisait toucher au doigt ses excellents principes avec une présence d'esprit, une netteté, une fermeté qu'on n'aurait pas dû attendre d'un homme de son âge. Combien de fois, monseigneur, dans des temps nébuleux, a-t-il essuyé vos larmes, raffermi votre cœur abattu sous le poids de la tribulation, suggéré au zèle et à la piété de Votre Grandeur les moyens de se soutenir et de se satisfaire ! J'aime, disait-il, l'église du Canada. Je me suis, depuis longtemps, sacrifié pour elle, jusqu'à ma mort elle aura droit à mes services, autant de fois qu'elle les exigera.

Cependant le temps arrive où Dieu avait résolu d'appeler à lui son serviteur. Le mal redouble et avec lui la patience, avec lui la ferveur, avec lui l'amour de Dieu, avec lui la piété la plus affectueuse. Je le vois étendu sur le lit qu'il ne devait plus quitter, attendant comme Moïse sur la montagne ou comme Jacob au milieu de ses enfants et de ses petits enfants le coup salutaire qui doit délivrer son âme de la prison où elle est enfermée. Tous les regards sont fixés sur lui. Un silence de consternation saisit ceux qui l'approchent, la douleur tire des larmes de tous les yeux. Il pleure lui-même mais de joie et de consolation. Une seule chose l'inquiète, c'est la crainte de ne pas recevoir en pleine connaissance les sacrements de l'église. C'est pour cela qu'il se les fait donner longtemps d'avance car vous n'auriez pas voulu, Seigneur, lui refuser cette dernière grâce, après l'avoir si hautement protégé

jusque là. Enfin muni de tous les secours de la religion, comblé d'années, de travaux, de vertus et de mérites, après onze ans de maladie, vingt-huit ans d'épiscopat et cinquante-cinq ans de prêtrise, après avoir vu mourir le coadjuteur du coadjuteur de son coadjuteur, ce vénérable patriarche digne de vivre encore des siècles, rend doucement sa belle âme à Dieu, à l'âge de quatre-vingts ans, et s'en va dans l'autre monde recevoir la seule couronne qui soit réellement désirable, celle de l'immortalité.

Ne vous étonnez pas, mes frères, qu'il emporte avec lui des regrets universels. Car si je demande qui a perdu ? l'Eglise me répondra qu'elle a perdu un époux fidèle, l'Etat un citoyen zélé pour sa défense ; le clergé un chef inestimable, les vierges consacrées à Dieu un père infiniment respectable, les pauvres un appui, les affligés un consolateur ; vous, monseigneur, un modèle, un confrère, un ami constant ; vous, peuple, un intercesseur puissant dont les mains souvent élevées au ciel calmaient sa colère prête à fondre sur vous et à punir vos désordres. Ah ! gardez-vous, mes frères, d'oublier devant le Seigneur celui qui a si souvent transmis au pied de son trône éternel vos prières et vos vœux, celui dont les exemples encore mieux que les discours vous ont appris à mépriser les choses périssables, et qui conservant encore un ton d'autorité dans le tombeau, fait marcher la persuasion sans les paroles et vous dit que tout sur la terre n'est rien et que quiconque y attache son cœur, n'aime que la vanité et le mensonge, *ut quid diligitis vanitatem et quaeritis mendacium ?*

N'insistons pas davantage, messieurs, sur cette matière affligeante. Disons seulement que M. Briand n'est plus avec nous, et voilà de quoi exciter les regrets les plus légitimes. Dieu a enlevé ce Moïse du

milieu d'Israël, *mortuus que est ibi Moyses*. Mais il nous reste un Josué instruit de ses maximes, formé à son école, rempli du même esprit, revêtu de la même autorité pour gouverner son peuple.

Oui, c'est à vous, monseigneur, qu'il était réservé de lui rendre les derniers devoirs. Vous avez fermé les yeux de cet illustre mort ; répandez des larmes sur sa cendre et des oblations sur son tombeau. Désormais la conduite d'Israël sera confiée toute entière à vos soins. Revêtez-vous donc de la force d'en haut, *confortare et esto robustus*. Car c'est à Votre Grandeur qu'il appartient de nous retirer de ce désert, de cette vallée de misères et de larmes où nous languissons pour nous introduire dans la terre promise, dans la terre des vivants, dans la Jérusalem céleste qui doit être dans ce monde l'objet de nos espérances et dans l'autre le terme de nos désirs. Amen.

LA FAMILLE DE BONNE DE LESDIGUIÈRES

La famille de Bonne, à laquelle appartenait le juge de Bonne décédé à Beauport le 6 septembre 1816, était très ancienne.

Elle était originaire du Dauphiné, où elle possédait la seigneurie de Lesdiguières.

Sa filiation, suivant Guy Allard, remontait à Bosonnet de Bonne, qui vivait vers 1250. François de Bonne, dernier rejeton de la branche de Lesdiguières, maréchal et connétable de France, obtint l'érection de la terre de Lesdiguières en duché-pairie, pour lui et son gendre, Charles de Blanchefort, sire de Créquy, dont le petit-fils mourut sans postérité en 1712.

LE MAJOR THOMAS-EDMUND CAMPBELL

Le 12 octobre 1855, à un banquet donné en l'honneur du gouverneur Head, à Cobourg, province du Haut-Canada, le major Thomas-Edmund Campbell, seigneur de Saint-Hilaire, rendait l'hommage suivant à l'habitant canadien-français :

“ Il y a maintenant neuf ans que j'habite parmi les Canadiens-français, et je crois pouvoir honnêtement prétendre avoir appris quelque chose de ce qui les concerne et parler d'eux d'une manière désintéressée. Croyez-m'en, Jean-Baptiste, ainsi qu'on appelle souvent le Canadien-français, est un honnête et bon sujet. Il est laborieux et affable, et je puis dire qu'il est bon. Il peut avoir ses préjugés, mais qui n'en a pas ? N'avez-vous pas aussi vos préjugés comme il a les siens ? Tout ce que je peux dire, c'est que jamais je n'ai vécu parmi un peuple meilleur. Les plus anciens d'entre ceux qui le composent peuvent difficilement (et n'en est-il pas de même aussi par rapport à nous ?) changer leurs habitudes et bannir leurs préjugés. Mais avec les habitants jeunes cette difficulté n'existe pas. Les bienfaits de l'éducation se répandent promptement dans toute la province, et le résultat s'en fait appercevoir ; et, si vous vivez seulement quelques années encore vous trouverez ce résultat manifeste.

“ On vous dit, peut-être dans des vues de parti, que les Canadiens-français ne sont pas indépendants, qu'ils sont les créatures de leurs prêtres. Je dis que, d'après l'expérience que je possède, tel n'est pas le cas. J'avouerai bien qu'ils dépendent de leurs prêtres en toute matière religieuse ; et pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Mais en toute autre affaire il en est autrement, et vous le diriez également si vous aviez eu comme moi l'occasion d'être présent à leurs

assemblées de paroisses. En bien des cas ils tiendront ferme et parleront à leurs prêtres en termes aussi énergiques que pourra le leur permettre leur politesse naturelle. L'on dit encore de ces messieurs, je parle présentement des prêtres canadiens-français, qu'ils sont toujours occupés à faire du prosélytisme ; qu'ils sont des ennemis de l'éducation et de l'agriculture. Je nie le fait. Dans la paroisse où j'ai demeuré, je n'ai pas connu moins de cinq prêtres et je n'ai jamais cessé d'être avec eux dans les meilleurs rapports d'amitié, bien que je ne partage pas moi-même leur croyance. J'ai toujours été avec eux en de bons termes, et les ai trouvés prêts en tout temps à m'aider en tout ce que je pouvais proposer pour le bien général. Pour vous mettre à même de voir combien cela est vrai, je vous en citerai un exemple. Nous avons eu dans la paroisse le même prêtre pendant quatre ans. Il remplit si admirablement ses devoirs, me seconda si bien dans l'intérêt des écoles et en toute chose, qu'à l'époque où il allait quitter la paroisse et qu'une adresse devait lui être présentée, je me suis rendu auprès de lui et lui ai moi-même présenté cette adresse. Je lui dis en cette occasion qu'il devait être surpris de me voir au milieu de ses ouailles, puisque je n'étais pas de leur nombre, mais que j'avais remarqué sa conduite et l'avais vu remplir tellement bien ses devoirs, que je croirais que ce serait manquer au mien que de ne pas saisir cette occasion de venir le lui témoigner.

“ Ainsi, quand vous entendez dire ou lisez des choses contraires, vous devriez vous demander à vous-mêmes : qui a dit cela et par quel motif ? Si cela procède de motifs politiques ou de l'esprit de parti, dédaignez-le, et dites que vous avez entendu quelqu'un, non un homme politique ni un homme de parti, mais quelqu'un qui a résidé au milieu d'eux et est un observateur juste de l'humanité, vous dire que ces choses ne sont pas vraies. ”



LE MAJOR THOMAS-EDMUND CAMPBELL

REPONSES

Les honneurs dus aux seigneurs dans les églises. (XI, X, 1099.)—Un arrêt du Conseil Supérieur rendu le 8 juillet 1709 règle les honneurs que les curés devaient rendre aux seigneurs haut justiciers dans leurs églises :

1^o Les curés ne reconnaîtront à l'avenir qu'un seul seigneur dans leurs paroisses qui sera celui sur la terre en haute justice duquel l'église sera bâtie, lequel seigneur haut justicier aura seul les droits honorifiques de l'église après le patron quand il y en aura un.

2^o Le seigneur haut justicier aura un banc permanent dans la place la plus honorable qui est la droite en entrant dans l'église, à distance de quatre pieds du balustre afin de laisser un passage libre pour les communions, lequel banc sera de la même largeur de ceux des autres habitants pour ne point embarrasser les cérémonies de l'église et qui ne pourra être que du double de profondeur des autres.

3^o Le seigneur haut justicier ira si bon lui semble le premier à l'offrande après la personne qui aura offert le pain bénit et ses enfants mâles après lui, et en cas d'absence du seigneur, ses enfants mâles qui auront atteint l'âge de seize ans.

4^o Le seigneur haut justicier ira après le clergé revêtu de surplis le premier et ses enfants mâles après lui au balustre prendre les cierges le jour de la Chandeleur, et recevoir les cendres et les rameaux et en cas d'absence du seigneur, ses enfants mâles qui auront atteints l'âge de seize ans.

5^o Le seigneur haut justicier marchera aux processions immédiatement et le premier après le curé, et ensuite ses enfants mâles, et en cas d'absence du seigneur, ses enfants mâles qui auront atteints l'âge de seize ans.

6° Le seigneur haut justicier aura droit de sépulture dans le chœur hors du sanctuaire pour lui et sa famille, lorsqu'il aura donné la terre sur laquelle l'église aura été bâtie sans qu'on leur puisse faire des tombeaux élevés, et sans qu'il soit obligé de payer le droit d'ouverture de terre mais seulement les autres droits de la fabrique et du curé. (1)

7° Après l'œuvre et le chœur, le seigneur aura le premier l'eau bénite par aspersion aussi bien que sa femme et ses enfants, en son absence sa femme, et en l'absence de l'un et l'autre de ses enfants de l'âge de seize ans. (Les marguilliers auront l'eau bénite avec les autres habitants).

8° Le seigneur aura le premier le pain bénit après le clergé revêtu du surplis, et après lui sa femme et ses enfants qui se trouveront dans son banc, et en cas d'absence du seigneur sa femme, et si l'un et l'autre ne se trouvent point à l'église, ses enfants, et ce avant les marguilliers et les chantres non revêtus.

9° Les co-seigneurs et seigneurs de fiefs, si aucuns se rencontrent dans une même paroisse, paieront à la fabrique les bancs qu'ils occuperont dans l'église, lesquels bancs ensemble ceux qui seront concédés à des personnes de caractère seront placés après celui du

(1) Les vicaires-généraux du diocèse de Québec ayant représenté au Conseil Supérieur qu'il pourrait arriver dans la suite qu'un seigneur prétendrait se faire enterrer lui et les siens dans l'espace du chœur tel qu'il est disposé dans toutes les églises de ce pays où il ne contient qu'un assez petit réduit pour le curé et les chantres, le Conseil Supérieur, le 5 août 1709, remplaça cette règle 6 par la suivante: " Le seigneur haut justicier de même que sa famille ne pourront être enterrés que dans l'endroit où est placé son banc qui sera réputé être dans le chœur. "

seigneur haut justicier dans les endroits qui leur seront convenables et au dessus de ceux des habitants.

10° Les femmes même celles du patron et du seigneur haut justicier n'auront aucun rang dans les cérémonies de l'église lorsqu'elles sortiront de leurs bancs qu'après tous les hommes. Quand elles iront chercher les cierges, les cendres et les rameaux, et se trouveront aux processions, elles marcheront les premières avec leurs filles à la tête de toutes les autres femmes.

11° Les curés de chaque paroisse seront tenus de recommander nommément aux prônes le seigneur haut justicier et sa femme, et leurs enfants en nom collectif.

La "race inférieure" et sir Edmund-Walker Head. (I, IV, 33.)—Où et quand sir Edmund-Walker Head a-t-il traité les Canadiens-Français de *race inférieure* ?

Evidemment, ce n'est pas devant un auditoire canadien-français que sir Edmund-Walker Head a fait ce compliment à notre race.

Le 8 octobre 1855, le gouverneur Head laissait Québec, après avoir reçu une adresse très flattée du maire et du conseil de ville, pour aller résider à Toronto, qui devait être le siège du gouvernement pour les quatre années à suivre.

Quatre jours plus tard, le 12 octobre, les citoyens de Hamilton donnaient un banquet à sir Edmund-Walker Head. Au cours de ce dîner, le gouverneur-général répondant à sa santé, prononça les paroles suivantes :

"As we look to the east to see the sun rise to pursue its daily journey, so, in Canada, we look westward, to observe the greatest progress in wealth and population (Cheers). There are many circumstances, as you are aware, to which the superiority of our

western country may be attributed. *It is owing to the superiority of the race from which most of you have sprung* (Cheers) ; owing to the fertility of the soil, and the moderation and salubrity of the climate ; owing to the advantages of position and of internal communication. ”

“ De même que nous regardons vers l'est pour voir le soleil se lever et poursuivre sa course journalière, de même, en Canada, nous regardons du côté de l'ouest pour observer les plus grands progrès en richesse et en population (Applaudissements). Il est, comme vous le savez, diverses circonstances auxquelles on peut attribuer cette prééminence de votre contrée de l'ouest. *Elle est due à la supériorité de la race dont la plupart de vous descendez* (Applaudissements) ; due à la fertilité du sol, à la douceur et à la salubrité du climat ; due aux avantages de votre position et de vos communications intérieures. ”

Le discours du gouverneur Head publié dans les journaux du Haut-Canada souleva une véritable tempête dans le Bas-Canada.

Nos journaux canadiens mirent proprement à sa place ce gouverneur qui, représentant de la reine d'Angleterre, insultait d'une façon si outrageante ses sujets canadiens-français qui avaient donné déjà tant de preuves de leur fidélité.

Le *Canadien*, entre autres, n'y alla pas de main morte. Le 24 octobre 1855, il donnait une leçon d'histoire au gouverneur Head.

“ La race canadienne-française est ce peuple du Bas-Canada que les liens de sa descendance rattachent à cet autre peuple de France qui a donné à l'Angleterre, par droit de conquête, une portion notable des habitants qui la peuplent, et les hauts barons et chevaliers dont l'influence et les conseils envoient au

Canada des gouverneurs qui peut-être devraient s'en ressouvenir.

“ La race canadienne-française est ce peuple du Bas-Canada qui deux fois a conquis sur les champs de bataille, au profit de l'Angleterre, l'estime et la reconnaissance du peuple anglais.

“ La race canadienne-française est ce peuple du Bas-Canada qui s'énorgueillit d'appartenir encore, par les aspirations et par le caractère aussi bien que par l'origine, à cette nation héroïque sans la valeur de laquelle pas un seul soldat de l'armée anglaise n'existerait aujourd'hui sur le sol de l'Europe.

“ La race canadienne-française est ce peuple du Bas-Canada qui, déjà quelque chose de ce qu'il doit être un jour, grâce à une autre fortune politique, s'efforcera d'imiter par l'emploi actif de ses aptitudes le peuple glorieux qu'il saura prendre encore pour modèle au jour des grandes épreuves nationales, et qui, silencieux toujours devant des mépris qu'il n'a nullement mérités, répond ordinairement par tolérance aux dédains affectés de ses ennemis.

“ Voilà le sommaire de ce qu'est la race française du Bas-Canada. Elle n'accepte d'ailleurs aucune démarcation arbitraire au moyen de laquelle on voudrait lui imposer des “ supérieurs ” : elle ne reconnaît ici que des égaux. Ce sera au temps à décider si ce n'est pas à ceux qui prétendent lui marquer une place aux gradins les plus bas, plutôt qu'à elle, qu'il faudrait reprocher avec justice la faute d'avoir trop présumé de soi-même ! ”

Le gouverneur Head, s'apercevant mais un peu tard qu'il avait fait une bétise, essaya de la réparer.

Le 2 novembre, répondant à une adresse du maire de Toronto, il disait :

“ J’espérais que chacune des paroles que j’ai prononcées et chacun de mes actes depuis que j’ai mis le pied en Canada, devaient me protéger contre l’accusation de vouloir en aucun cas regarder avec défaveur nos frères du Bas-Canada en alléguant la supériorité d’une race sur l’autre. Dieu me garde d’en agir ainsi.

“ Je désavoue de la manière la plus énergique une telle pensée ; je me suis sans doute exprimé trop laconiquement, bien que je ne puisse répéter les termes dont je me suis servi. attendu que je ne me les rappelle plus.

“ Je sais que j’avais présentes à l’esprit et que je reconnaissais comme un grand élément de progrès dans le Haut-Canada l’habilité ainsi que l’aptitude particulières dont vous avez fait preuve dans la direction pratique de vos propres affaires locales.

“ Je comprenais que cette habilité avait été, de la part de plusieurs d’entre vous, exercée plus promptement dès le jeune âge, ayant été familiers avec les institutions municipales telles qu’établies dans la Grande-Bretagne parmi vos ancêtres. Mais je ne dirai rien de plus que ce peu de mots : La Providence a dispensé aux différentes nations des qualités diverses, et votre tâche, en vue du caractère national à venir du Canada, est d’unir le courage chevaleresque et la gracieuse courtoisie du français à l’attachement inflexible pour la liberté et au respect des lois par lesquels l’Anglais s’est caractérisé de tout temps. ”

Comme on le voit l’explication était plutôt boiteuse.

Le bouillon. (XI, X, 1100).—Dans l’inventaire des meubles de Jacques Hertel, en 1651, il est fait mention de “ cinq barriques de *bouillon*. ”

Pierre Boucher, gouverneur de Trois-Rivières, écrivait en 1663 : “ On a en ce pays un breuvage que

l'on appelle du *bouillon*, qui se boit communément dans toutes les maisons. ”

Ce breuvage est maintenant inconnu au Canada.

Il était très répandu parmi les pauvres en Picardie, au dix-septième siècle. D'après le *Dictionnaire de Trévoux* il avait beaucoup de rapport avec le *chousset* des Turcs, lequel est fait de pâte crue mais levée, qu'on cuit dans un chaudron plein d'eau, et quand cette pâte est rassise puis séchée, l'on en prend la grosseur d'un œuf qu'on jette dans l'eau.

BENJAMIN SULTE

L'auteur des “Anciens Canadiens” en prison. (VIII, II, 859.)—Lorsque, en mai 1838, M. de Gaspé, l'auteur des *Anciens Canadiens*, fut emprisonné, par suite de la trop grande confiance qu'il avait placée en de faux amis, il connaissait déjà ce que c'était que la prison puisqu'il y avait passé un mois moins de trois années auparavant.

En 1835, M. de Gaspé suivait les débats de la Chambre d'Assemblée en qualité de reporter ou de sténographe pour le *Canadien* et le *Mercury*. Offensé d'un article du *Vindicator* qui l'accusait de rapporter les débats “malhonnêtement”, il eut, le 9 novembre, une altercation avec le docteur E.-B. O'Callaghan, député d'Yamaska et rédacteur du *Vindicator*, qu'il raconte lui-même dans les termes suivants :

“ Immédiatement après avoir lu l'article du *Vindicator*, je me rendis à la Chambre. Je fis demander M. O'Callaghan par un des messagers de la Chambre et je le priai de sortir avec moi. Il m'accompagna jusqu'à la porte et refusa d'aller plus loin, donnant pour prétexte qu'il n'avait pas son chapeau. Je lui présentai alors le *Vindicator* en lui disant :—“ Pray, doctor, are you the author of this article. ” Il répondit dans la négative. Je lui dis alors :—“ I suppose,

doctor, consequently that you will have no objection to deny that it was written with your consent. Il répondit qu'il ne le ferait pas. J'ajoutai :—" If you were not a member of the House, I would call you a d.....d infer.....l scoundrel, and would also horsewhip you. "

De retour à la Chambre, M. O'Callaghan se plaignit à l'orateur d'avoir été insulté et menacé par M. de Gaspé. L'orateur donna aussitôt ordre au sergent d'armes d'arrêter M. de Gaspé.

Le lendemain, 10 novembre, après de longs débats auxquels prirent part MM. de Bleury, Lafontaine, Morin, Viger et Fortin, M. de Gaspé, sur la proposition de M. Fortin, fut condamné à être confiné pendant un mois dans la prison commune.

M. de Gaspé sortit de prison le 9 décembre 1835.

P. G. R.

La "representation" des grands jurés de Québec en 1764 (XI, X, 1102.)—Dans le célèbre rapport que le général Murray adressait au gouvernement anglais en 1765, nous lisons :

" Le gouvernement civil établi, il fallut faire des magistrats et prendre des jurés d'entre quatre cent cinquante commerçants, artisans et fermiers méprisables principalement par le défaut d'éducation. Il ne serait pas raisonnable de supposer qu'ils ne furent pas éivrés du pouvoir, ainsi mis entre leurs mains contre leur attente, et qu'ils ne furent pas empressés de faire voir combien ils étaient habiles à l'exercer. Ils haïssaient la noblesse, à cause de sa naissance, et parce qu'elle avait des droits à leur respect : ils abhorraient les paysans, parce qu'ils les voyaient soustraits à l'oppression dont ils avaient été menacés. La représentation des grands jurés de Québec, en 1764, (tous

anglais et protestants) met hors de doute la vérité de ces observations. *Ils représentèrent les catholiques comme une nuisance ou à peu près, à cause de leur religion.* ”

L'obligeance de notre ami M. F.-J. Audet, d'Ottawa, nous permet de mettre sous les yeux des lecteurs du *Bulletin* une copie complète et exacte de la “représentation” des grands jurés de Québec en 1764. La lecture de ce document les convaincra que le général Murray ne jugeait pas trop sévèrement les citoyens parmi lesquels il était obligé de choisir les magistrats et les jurés :

“ *Presentments of October Sessions made at a continuance thereof by Adjournment held at the Session House in the city of Quebec the 16th october 1764 by the Grand Jury in and for the Said District represent*

“ 1st That the great number of Inferior courts established in this Province with an Intention to administer Justice, are tiresome litigious and expensive to this poor colony, as they very often must be attended with the disagreeable necessity of Appeals, and of course of many exorbitant Fees.

“ 2d The great number of appointed Justices of the Peace out of so few men of Character, legally Qualified and fit to be trusted with determining the Liberty and Property of His Majesty's Subjects, to serve their country as Jurors is burthensome, and not practised in other Infant Colonys Like this.

“ 3d It can answer no good end to waste men's time attending on Courts, where no men on the Bench is qualified to explain the Law and Sum up the evidence to the Jury to prevent its being misled by the Barristers. That in the Southern Colonys when men qualified to serve the Publick are scarce there are no Juries called. But when the chief Justice of the

Province presides, therefore neither the lives nor Libertys of His Majesty's Subjects, nor any property above the value of three pounds sterling are left finally to the Decision of the Justices of the Peace, and for the easy and speedy dispatch of Justice, there are annually held three courts of Common Pleas, and two of Sessions or Assises, when Juries are summoned in Rotation from Different parts of the Province and Return by Ballot, yet we are of Opinion from the present State of this Colony, it would be Reasonable to authorise any three of His Majesty's Justices of the Peace finally to Decide the Fate of any sum not exceeding ten pounds without either Jury or Appeal.

" 5th We represent also as a very great grievance, that the Market places are converted into Hutts, Stalls etc, for a nursery of Idlers who would out of necessity be employed in Several Branches of Industry such as Fishing Farming, if not permitted contrary to good Policy to occupy and infest the public Ground.

" 6th Giving away and turning the King's Batteries, docks and wharfs into private property or suffering them to be so occupied are great Grievances to the Inhabitants of this Province.

" 7th We recommend the Exertions of the Laws of the Mother Country for the due observance of the Sabbath, that the same may not longer be profaned by selling, buying, keeping open shops, balls, Routs Gaming or any other Idle Diversions for the better accomplishing of which a Learn'd Clergyman of a moral and Exemplary Life Qualified to preach the Gospel in its Primitive Purity in both Languages would be absolutely necessary.

" 8th From the sense of the Nature of Oaths administered to Juries, as also of the Consequence of the matters that may occur for Discussion we in

Justice to ourselves and to our fellow subjects are Resolved never more to sit as Jurors at any Court, where some man not Versed in the Law does not preside.

“ 9th We Represent that as the Grand Jury must be considered at present, as the only Body Representative of the Colony, they as British Subjects have a right to be consulted before any ordinance that may affect the Body, they Represent, be passed into a Law, and as it must happen that Taxes be levied for the necessary expences and Improvement of the Colony, in order to prevent all abuses and embezzelments or wrong application of the Publick Money.

“ 10th We propose that the publick accounts be laid before the Grand Jury at least Twice a year, to be examined and checked by them and that they may be Regularly settled every six months before them, which practice strickly adhered to will very much prevent the abuses and confession so common in these matters.

“ 11th An Ordinance passed by the Governor in Council confirming and Rendering Valid, all Decrees of the Different military councils erected in this Province before the Establishment of the civil Law, may be amended by allowing an appeal to any of the civil Courts of the matters, decided in the Military Courts exceeding the sum of ten pounds.

“ 12th The Ordinance made by the Governor and Council for Establishing courts of Judicature in this Province is grievous and some clauses of it we apprehend to be unconstitutionnel therefore it ought forthwith to be amended to prevent His Majesty's Subjects being aggrieved any Longer thereby.

“ 13th Proper Regulations regarding the measurement and Quality of firewood are wanted as well as the following Articles Viz

For regulating Carts and Carriages of every kind.

For cleaning and keeping clean the Publick Streets, Docks, and Landing Places for Establishing a Publick Protestant School and a poor house.

“ 14th For suppressing Gaming houses and in particular that of the Quebec Arms kept, by John King in the Lower Town, which we are informed has been very particularly countenanced and which we ourselves present from our own knowledge as a Notorious Nuisance and prejudicial to the Trade and industry of this city.

“ 15th Also for the preventing for the future any abuses arising from (and for the amending of) that well intended order for carrying Lanthoms in the night Time, the Regular people going about their Lawfull Business without giving disturbance to the publick Quiet may not be liable to imprisonment by Sentrys, Sergeants or Officers.

James Johnston, foreman—John Lymburner—Samuel Sills—Dumond—Perault—Boisseau—John Dancier—Panzé—Amiot—Charet—Alex McKenzie—Tachet—Philip Payne—Gilbert McRandle—Samuel Duncos—George Fulton—Thos. Story—Peter Janneuil—A. Dumas—Daniel Boyne—Thos. Aylwyn.

“ That among the many Grievances which Require Redress this seems not to be the least that persons professing the Religion of the church of Rome, do acknowledge the Jurisdiction and Supremacy of the Pope and admitt Bulls, Briefs, absolutions etc, from that see as acts binding on their conscience have been impanell'd on Grand and Petit Juries even where Two Protestants were parties, and whereas the Grand Inquest of a county, city or Borough of the Realm of Great Britain are obliged by their oath to present to a court of Quarter Sessions or assises whatever appears

an open Violation of the Laws and statutes of the Realm, any nuisance to the subjects or Danger to His Majesty's Crown and Dignity and security of his Dominions. We therefore Beleive nothing can be more dangerous to the latter than admitting such person to be sworn on juries who by the Law are Disabled from holding any office, Trust or Power more especially in a Judicial capacity with Respect to which above all others, the Security of His Majesty as to the possession of His Dominions, and of the subject as to his Liberty, Property, and Conscience is most eminently concerned that By the Definitive Treaty the Roman Catholick Religion was only tolerated in the Province of Quebec so far as the Laws of Great Britain admitts, It was and is enacted by the 3rd Jacobus, Chap. 5, Section 8th " no papist or Papist Recusant convert shall practice the common Law as a Counsellor, Clerk, or Attorney, or Solicitor nor shall practice the civil Law as advocate or Proctor, nor Practice Physick, nor be an apothecary, nor shall be a Judge, Minister, Clerk, or Steward, or in any court or keep any court, nor shall be Register or Town Clerk or other Minister or office in any court nor shall be ar any office or charge as Captain, Lieutenant, Sergeant, Corporal, or antient Bearer or company of Soldiers, nor shall be Captain, Master, Governor or bear any office of charge of or in any ship, castle or Fortress, and be utterly disabled for the same, and every person offending herein shall forfeit one Hundred pounds half to the King, and half to him that shall sue."

" We therefore believe admitting persons of the Roman Catholick Religion who own the Authority Supremacy and Jurisdiction of the Church of Rome, or Jurors, is an open Violation of our most sacred

Laws and Libertys and tending to the either Subversion of the Protestant Religion and His Majesty's Power, Authority, Right, and Possession of the Province to which we belong.

“ That so many gentlemen of the Army and in actual Service, exercising any Judicial Authority to be unconstitutional nothing but necessity by the want of a Sufficient number of Subjects Qualified for the purpose can Excuse even in a new Country such an Unwarrantable Encroachment on the Established Maxims of a British Government.

“ The foregoing Representations of Grievances, abuses and nuisances we the Grand Jurors of the District of Quebec believed it our indispensable Duty to make from the Nature of our Oath and Charge, and from the information presented to us, as well as what occurs to our own observation and to strong by Represent the same for Redress to all those, who by their sacred Oath are bound to Redress them.

James Johnston, foreman—Thos. Story—Alex. McKenzie—Thos. Aylwyn—Sam. Sills—John Lymburner—Sam. Duncan—Philip Payne—Dan. Bayne—Peter Faneuil—George Fulton—John Duncon—A. Dumas—Gilbert McRandle.

Claude-Pierre Pécoudy de Contrecoeur. (XI, X, 1101.)—Le brave de Contrecoeur, qui commandait au fort Duquesne lorsque Jumonville tomba sous les balles des soldats de Washington, mourut à Montréal le 13 décembre 1775.

Nous devons son acte de sépulture à un distingué magistrat qui se délasse de l'étude des auteurs de droit dans les recherches sur l'histoire du Canada :

“ Le quinze décembre mil sept cent soixante et quinze, par moi, soussigné, vicaire général du diocèse

de Québec, supérieur du séminaire et curé de la paroisse de cette ville, a été inhumé dans la chapelle de St-Amable, le corps de Messire Pierre Claude Pécaudy, Ecuyer, seigneur de Contrecoeur, chevalier de l'ordre Royal et militaire de St-Louis, décédé le treize de ce mois, âgé d'environ soixante-et-dix ans. Ont été présents messieurs Jollivet et Poncin, prêtres soussignés.

(Signé) JOLLIVET, vic,
PONCIN, ptre,
MONTGOLFIER "

Le recollet Houdin. (IV, I, 401.)— Le récollet Potentien Houdin vint au Canada en juin 1740.

En 1746, il était supérieur des Récollets aux Trois-Rivières.

Mgr Tanguay nous apprend qu'il partit de la Nouvelle-France en 1754.

De retour en France, Houdin apostasia. Il passa en Angleterre où il devint ministre de la religion réformée.

En 1759, il revint dans la Nouvelle-France en qualité de chapelain du 48^e régiment de Sa Majesté Britannique.

M. Houdin demeura une couple d'années à Québec. Nous ignorons s'il mourut au Canada.

Mgr Turgeon et les Sulpiciens. (V, I, 568.)— On trouvera dans l'ouvrage de Mgr Henri Têtu, *Les évêques de Québec*, p. 586, l'explication du retard apporté à l'expédition des bulles de Mgr Turgeon que Mgr Signay avait choisi et désigné comme son coadjuteur dès février 1833.

QUESTIONS

1109—Je cherche depuis longtemps l'origine du mot *Ungava*. Quelqu'un de vos lecteurs connaît peut-être quelque chose à ce sujet ?
F.-J. A.

1110—Possède-t-on au Canada les recueils généalogiques du Père Anselme, de la Chesnaye des Bois, de d'Hozier, etc., etc ?
XXX

1111—Notre gouverneur Duquesne était-il bien un de Menneville ?
CUR.

1112—Je lis dans une relation qui raconte les fêtes données à Québec en 1730 à l'occasion de la naissance du dauphin : " Il se fit une décharge de plus de cent boîtes et des canons du château et de la *citadelle*. " Il y avait donc une citadelle à Québec en 1730 ?
A. B. C.

1113—Si je ne me trompe, c'est en 1868 que les sœurs de l'Hôpital-Général de Québec ont formé leur pensionnat. En quelle année ce pensionnat, où on donnait l'éducation aux jeunes filles, avait-il été ouvert ?
ANC. EL.

1114—En 1691, une épidémie éclata à Québec. Mgr de Laval, ancien évêque de Québec, en l'absence de Mgr de Saint-Vallier, suggéra et fit réussir la fondation d'un nouvel hôpital à Québec, qui fut confié, comme l'autre, aux Sœurs de l'Hôtel-Dieu, et placé dans la maison précédemment occupée par les Récollets. Où était cette maison ?
QUEB.

1115—Lord Dorchester n'a-t-il pas fait naufrage sur l'île d'Anticosti lors d'un de ses voyages en Angleterre ?
VOYA.

TABLE DES MATIÈRES

Abjurations à Québec en 1665.....	26
Agniers ou Mohaws.....	28
Ailleboust, Louis d'.....	163
" d'Argenteuil, épouse de La Pérouse, Une.....	64
" des Musseaux, Charles-Joseph d'.....	163
Alexander, Sir William.....	287
Alix, Armand.....	21
Amyot, député du peuple en 1763.....	279
" Jean.....	128, 217
" de Vinet et, Charles-Joseph.....	32, 92
André, <i>Le Journal</i> du major.....	159
Armoiries du collège de Ste-Anne de la Pocatière.....	181
Aronaen, au pays des Hurons.....	57
Arthabaska, Les Juges à.....	291
Aubert de la Chesnaye, Charles.....	57
Bataille de Saint-Denis et de Saint-Charles.....	18
Beaucours, Josué Boischetelot de.....	171
Beaver-Dam, La bataille de.....	288, 341
Bécard de Grandville, Pierre.....	125
Belard, Ezzar.....	243
Bedard et la construction des ports, J.-B.....	288
" <i>Bénéfice du Clergé</i> ", Le.....	224
Bernier, Le sieur.....	29
Bernières, L'abbé Hector.....	352
Besset, Le.....	320, 396
Bourlages, Louis.....	244
Braves, <i>Le</i>	71
Briand, Oraison funèbre de Mgr.....	321, 353
Burton, Le.....	315
Calderes, Louis-Henri.....	179
Camériers l'honneur de Sa Sainteté, Les.....	223
Campbell, Le major Thomas-Elmott.....	359
Camps volants sous le régime français, Les.....	229
Canadiens-Français et le serment du <i>Tier</i> , Les.....	132-344

Carleton en 1775, Le gouverneur.....	225
Caron, L'honorable René-Edouard.....	278
Cartier, malouin, Jacques.....	289
Cartier, Un cadeau à sir Georges-Etienne.....	192
Casgrain, L'abbé H.-R.....	28
Castor, emblème national. Le.....	287
Catholiques dénoncés par les grands jurés.....	320, 369
Cayugas ou Goyogouins.....	28
Cazeau, Le patriote.....	352
Chabot, L'honorable juge Jean.....	74
Charest, député du peuple.....	279
Chassaigne, Jean Bouillet de la.....	144, 171
Clâteauguay, Soldats qui assistaient à la bataille de.....	64
Cherrier, Rosalie.....	222
Closse, Lambert.....	163
Compain, L'abbé Pierre-Joseph.....	31
Conseillers honoraires au Conseil Supérieur de Québec.....	32
Contrecoeur, Claude-Pierre Pécaudy de.....	320
Corbeil, François.....	352
<i>Corps Canadien</i> , Le.....	128, 248
Corriveau, La femme.....	256, 316
Courvaline et sir James Craig, La.....	351
Cugnet, François-Joseph.....	184
Dalhousie, Une épée d'honneur à lord.....	224, 250
De Bonne de Lesdignières, La famille.....	358
Denonville, Le gouverneur de.....	23
Député du peuple à Londres, Le.....	279
Desgly, La mort de Mgr Mariaucheaue.....	111
Devises des différentes provinces de la Confédération.....	96
Dieskau, Le baron de.....	121
Dion-Dumontier, Le voyageur.....	160
Dorchester à Sainte-Foye, Lord.....	288
“ , Bal de la reine donné par lord.....	214
“ Double shuffle ”, Le.....	58
Dowell, John.....	31
Dugué, Le sieur.....	23

Dugné de Belle-Isle, Michel-Siméon.....	128
Dumont, Le marquis de.....	65
Dupuy, Zacharie.....	163, 165
Duquesne le Marquis de. Le marquis de.....	340
Duverney, Luigé.....	146
Elephant, Le mariage de.....	116, 119
Endeavour.....	251
Estel, G. G. Larue.....	32
Expression, "The noble".....	60
Fabre, Edouard-Raymond.....	220
Felix, Le chirurgien.....	31
Femmes et enfants, Les.....	222
Forges Saint-Martin, Les.....	1
Franchet, Le vicar.....	79
Franchet, Le vicar.....	256
Franchet, Le vicar.....	186, 188
Frontenac, Le gouverneur de.....	23
Garnier, Les ancêtres de Théodore.....	28
Gasté, Le vicar, M. Arden de.....	267
Germain, Le vicar de Hal-Bour.....	160
Gentil, Le vicar de N. et de F. de la dévotion du 21	
Gouverneur de Montréal, Les.....	161
Head et la "race d'élite", Le gouverneur.....	363
Hodges, Le vicar.....	376
Jones, L'abbé de l'Église.....	217
Johnston, Les Mémoires du chevalier.....	185
Jullien, Le vicar de l'Église.....	3, 33
Juges à Antichaska, Les.....	291
Juges royaux de la juridiction de Trois Rivières.....	4
Juifs au Canada, Emancipation politique, Les.....	32, 39
Laforte, Pierre.....	352
La Motte, Pierre le Saint-Paul de.....	166
Lanaugère (Lanaudière), Thomas de.....	163
Langue française et sir Allan MacNab, La.....	117
Lanouillier, Les "moulins à bateau" du sieur.....	352
" " ou Lanaugère.....	32
Lantagnac, Gaspard d'Adhémar de.....	171

La Tesserie, L'ingénieur de.....	192
Laprairie, Un naufrage en face de.....	345
La Rochefoucauld-Liancourt et le Canada, Le duc de.....	93
Lavalltrie, Le sieur de.....	288
Le Ber de Saint-Paul, Jacques.....	224
L'Ecuyer, Le capitaine.....	256
Le Gardeur de Courtemanche, M.....	92
" de Repentigny, Louis.....	203
Léry, Chaussegros de.....	177
Lester, M.....	64
L'Hermitte, Jacques.....	175
Lieut-généraux de la juridiction de Trois-Rivières.....	4
<i>Litres</i> , Le droit de.....	352
Longtin, Le capitaine.....	128
Longueuil, Le baron Charles Le Moyne de.....	171
MacNab et la langue française, Sir Allan.....	117
<i>Mai</i> dans les campagnes, Le cérémonial du... ..	128, 158
<i>Maison Canadienne</i> , La.....	220
Maisonneuve, Paul Chomedey de.....	162
Marée basse ou marée haute.....	128
Marguerie, François.....	218
Marmette, Les œuvres de Joseph.....	81
Marquis, Mgr Célestin.....	97, 129
Mashamengoose, Le lac.....	160
Michel, Un article de Francisque.....	96
Milice canadienne-française à Québec, en 1775, La.....	225
" d'élite et incorporée.....	256
Missisquoi, L'étymologie du mot.....	270
Mohawks ou Agniers.....	28
Monseignat, Charles de.....	292
Montcalm, La sépulture de.....	149
Montréal, Les gouverneurs de.....	161
" Les protonotaires du district de.....	338
Montrenil, Le chevalier de.....	121
Mornay, Mgr de.....	346
Naufrage de l' <i>Eléphant</i>	96, 119

.....	30
.....	146
.....	28
.....	28
.....	288
.....	53
.....	352
.....	80
.....	95
.....	375
.....	254
.....	23, 82, 166
.....	192, 221
.....	165
.....	224
.....	32, 85
.....	288
.....	31
.....	321
.....	216
.....	5, 33
.....	32
.....	224
.....	64
.....	352
.....	22
.....	188
.....	17
.....	338
.....	214
.....	315
.....	320, 369

Québec, Club de pêche fondé en 1826, à.....	256
“ Conseillers honoraires au Conseil Supérieur..	32
“ Greffiers de la paix à.....	247
“ Greffiers de la prévôté à.....	80
“ Le monument des braves à.....	71
“ Le moulin de Dumont à.....	65
“ Une école de sourds-muets à.....	352
“ Une statue de sir George Prevost à.....	188
“ en 1665. Abjurations à.....	28
“ “ 1775, La milice canadienne à.....	225, 257
“ “ 1655, Une loge maconnique à.....	256
Ramezay, Claude de.....	26, 171
Randin, L'ingénieur.....	64, 285
Remorqueur sur le Saint-Laurent, Le premier..	320, 351
Rioux, Hénault des.....	170
<i>Rubis</i> , Liste des passagers malades du.....	299
Saint Charles, La bataille de.....	18
“ Denis, “ “ “.....	18
Saint-Jean-Baptiste au pays des Hurons.....	55
Saint-Louis.....	55
Saint-Maurice, Les forges.....	160
Saint-Sylvestre, L'ordre de.....	255
Sainte-Anne au pays des Hurons.....	56
“ “ de la Pocatière, Armoiries du collège..	181
“ “ du bout de l'Île, Le pèlerinage.....	192
Sainte-Marie I au pays des Hurons.....	49
Salaberry, L'hon. Ignace-Michel-Louis-Ant. de..	116, 216
Salines au Canada, L'exploitation des.....	170
Seigneurs dans les églises, Droits et priv. des....	320, 361
Senecas ou Tsonnontouans.....	28
<i>Shuffle</i> , Le <i>Double</i>	58
Sourds-muets à Québec, Une école de.....	352
Substituts du procureur du roi de Trois-Rivières...	17
Taché, Charles.....	20
“ Sir Etienne-Pascal.....	310

<i>Test</i> , Les Canadiens-Français et le serment du..	192, 344
Thompson, Agnès.....	31
Tracy après son départ de la Nouvelle-France, M de..	62
Trois-Rivières, Fortifications de.....	205
“ “ Juges royaux de.....	4
“ “ Lieutenants-généraux de.....	4
“ “ Procureurs du roi de.....	17
“ “ Substituts du procureur du roi de..	17
Troye, Le Journal de l'expédition de M. de.....	96
Turgeon et les Sulpiciens, Mgr.....	376
Valrennes, Philippe Clément du Vault de...160, 193	
Varennés, Le portrait de M. de.....	96
Vaudreuil, Philippo de Rigaud de.....	170
“ Pierre-François de Rigaud de.....	172
“ , commandant de l' <i>Eléphant</i> , M. de...120	
Villeneuve, L'ingénieur de.....	23
Vincelot, Charles-Joseph Amyot de.....	32, 92
Verdun, Notre-Dame des Douleurs de	298

TABLE DES GRAVURES

Aubert de La Chesnaye, Charles.....	57
Bédard, Elzéar.....	243
Campbell, Le major Thomas-Edmund.....	361
Caron, L'honorable René-Edouard.....	278
Chabot, L'honorable juge Jean.....	75
Cugnet, François-Joseph..	184
Duquesne, Le gouverneur.....	340
Duvernay, Ludger.....	148
Repentigny, Louis Le Gardeur de.....	204
Sainte-Anne de la Pocatière, Armoiries du collège...181	
Salaberry, L'honorable I.-M.-L.-A. de.....	116
Taché, Charles....	20
Taché, Sir Etienne-Paschal.....	310

RECHERCHES HISTORIQUES

BULLETIN D'ARCHÉOLOGIE, D'HISTOIRE, DE
BIOGRAPHIE, DE BIBLIOGRAPHIE, DE
NUMISMATIQUE, ETC., ETC.,

PUBLIÉ PAR

PIERRE-GEORGES ROY

VOLUME DOUZIÈME

LÉVIS

1906

VOL. XII

JANVIER 1906

No 1

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

—
ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

—
ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

—
*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere vultit
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

—
PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de janvier : Les trois frères Lanoullier, P. G. R. ; Le remède de M. Compain pour le cancer ; Les fortifications de Québec en 1730, l'abbé Auguste Gosselin ; Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand ; Le " Dictionnaire de la noblesse " de la Chesnaye des Bois ; Le naufrage de l' " Active " ; Questions, etc., etc.

Gravure : Vicomte Frs-Joseph Chaussegros de Léry

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

Les abonnées du *Bulletin des Recherches Historiques* voudront bien se rappeler que leur abonnement pour 1905 est maintenant dû

PUBLICATIONS RÉCENTES

L'apostolat des bons livres et l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Conférence donnée par l'hon. M. Thomas Chapais, à l'inauguration de la salle Loyola, le 24 octobre 1905. Québec, imprimerie de l'*Événement*, 30, rue de la Fabrique—1905. Prix : \$0.10.

Annuaire de l'Ecole normale Laval pour l'année académique 1905-1906—No 3. Québec, imprimerie Dusault & Proulx—1905.

Hist.-G.
Ducharme
11-14-43
48719

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

JANVIER 1906

No 1

LES TROIS FRÈRES LANOULLIER (1)

Nous lisons dans le *Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada et de l'Amérique* de Bibaud :

“ Lanouiller (Jean-Eustache) : agent-général de la Compagnie des Indes, grand-voyer de la Nouvelle-France, entrepreneur des postes entre Montréal et Québec sous les intendants Bégon et Dupuy.

“ Lanouiller de Boisclerc (Nicolas) : Il reçut de l'intendant Hocquart mission de visiter une mine de plomb au Portage des Chats (1734) et obtint pour dix ans de Louis XV le privilège de construire sur le Saint-Laurent des moulins sur bateaux. ”

Il y a autant d'erreurs que de lignes dans ces deux paragraphes. Comme Bibaud n'est pas le seul de nos historiens qui ait mêlé les carrières des Lanoullier, il est peut-être à propos de les mettre chacun à leur place.

Nous avons eu trois Lanoullier à Québec sous le régime français. Ils étaient frères. Leur père, Jean Lanoullier, bourgeois, habitait la paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris.

Nicolas, l'aîné des frères Lanoullier, né vers 1679, était avocat en Parlement.

Le 25 juin 1712, le ministre de Pontchartrain informait le gouverneur de Vaudreuil que la Compagnie

(1) XI, I, 1052 ; XI, XI, 1107.

du castor était sur le point d'envoyer Nicolas Lanoullier à Québec pour prendre connaissance de ses affaires et diminuer les dépenses.

Nous croyons cependant que Nicolas Lanoullier ne vint pas à Québec avant 1714

Le 2 mars 1714, Philémon Cadet, marchand, de Paris, Jean-Baptiste Neret, avocat en Parlement, de Paris, et Jean-Baptiste Gayot, marchand, de Paris, nommaient Nicolas Lanoullier leur procureur pour se transporter à Québec dans le but de régler leurs comptes avec les sieurs Aubert et de Maur leurs commis et employés, et surveiller leurs affaires.

En 1720, M. Lanoullier remplaçait M. Petit comme commis des trésoriers généraux de la marine en la Nouvelle-France. Il continua à agir comme agent-général de la Compagnie des Indes qui avait remplacé la compagnie du castor.

Jusqu'à 1721, aucun système de poste et de messageries n'existait au Canada. Les lettres envoyées de Québec à Trois-Rivières et de cet endroit à Montréal, et celles qui venaient à Québec de ces deux villes, étaient transportées par des canots, soit par occasion ou par exprès, ce qui occasionnait des dépenses considérables et empêchait le commerce de la colonie de prospérer.

M. Lanoullier proposa au gouverneur de Vaudreuil et à l'intendant Bégon d'établir à Montréal, Québec et Trois-Rivières des bureaux de postes, des messageries et un service de voitures publiques. Il s'offrait de faire construire des bacs, sur toutes les rivières qui sont entre Québec et Montréal, d'une grandeur suffisante pour passer des bestiaux, chevaux, charrettes et autres voitures.

MM. de Vaudreuil et Bégon heureux de pouvoir doter à si bon marché la colonie de l'importante et

utile institution des postes et messageries se hâtèrent d'accorder le privilège demandé. Le 27 janvier 1721, ils rendaient l'ordonnance suivante :

“ Nous, sous le bon plaisir de Sa Majesté, avons accordé et accordons au dit sieur Lanoullier le privilège exclusif, pendant vingt années, pour tenir les postes pour lettres et courriers ; tenir pareillement les messageries et autres voitures publiques pour aller par terre de Québec à Montréal, passant par les Trois-Rivières, et revenir de Montréal à Québec, dont il sera payé suivant les taxes qui en seront par nous faites ;

“ Lui permettons d'établir des bacs dans tous les lieux où ils seront nécessaires sur le dit chemin de Québec à Montréal, et d'en faire percevoir le droit de péage suivant le tarif qui en sera par nous réglé ;

“ Faisons défenses à toutes personnes d'entreprendre les postes ni autres voitures publiques pendant le cours du dit privilège, à peine de confiscation des chevaux et voitures, et de cinq cents livres d'amende, applicable au suppliant, qui sera tenu d'obtenir de Sa Majesté la confirmation du dit privilège l'année prochaine, faute de quoi il en sera déchu. ” (1)

Le 14 novembre 1721, MM. de Vaudreuil et Bégon écrivaient au Conseil de marine :

“ Nous avons l'honneur d'envoyer au Conseil un placet du sieur Lanoullier, commis de MM. les trésoriers généraux de la marine en ce pays-ci, par lequel il demande la permission de faire construire des moulins et des bateaux devant cette ville, suivant un modèle qu'il a fait venir de Paris ; qu'il nous a fait voir, et qui nous a paru fort bien exécuté.

(1) *Edits et ordonnances*, vol. II, p. 456.

“ M. Chaussegros, qui l’a examiné, est persuadé que ces moulins peuvent être faits ici avec succès, comme il parait par son certificat joint au placet.

“ Nous croyons qu’il convient d’accorder au sieur Lanoullier le privilège qu’il demande pour en jouir pendant dix années, les nouveaux établissements étant toujours avantageux dans une colonie, quand même ceux qui les font n’y réussiraient pas comme ils l’espèrent. ” (1)

Le placet du sieur Lanoullier se lisait comme suit :

“ A Son Altesse Sérénissime Monseigneur le comte de Toulouse, amiral de France.

“ Monseigneur,

“ Nicolas Lanoullier, commis de MM. les trésoriers généraux de la Marine en la Nouvelle-France, représente très humblement à Votre Altesse Sérénissime qu’il a fait venir de Paris à Québec, lieu de sa résidence, un modèle de moulin sur bateau, sur les proportions de ceux qui sont établis sur la Seine entre le Pont aux Changes et le Pont Neuf, lequel il désirerait faire exécuter en ce pays-ci.

“ Que ce modèle a été vu par MM. les gouverneur général et intendant et par M. Chossegros de Léry qui a donné son certificat ci-joint par lequel il estime que ces moulins seront fort utiles pour les bourgeois et habitants de Québec et pour toute la colonie.

“ Cet établissement qui n’a pas encore été tenté en ce pays-ci peut devenir très utile pour le commerce des farines, d’autant que s’il a le succès qu’il a lieu d’en espérer, plusieurs particuliers à son exemple en feront faire sur le fleuve Saint-Laurent ou sur les rivières, ne demandant que la permission d’en faire devant la ville de Québec, et de les placer dans des lieux où

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 44, c. 11.

ils ne pourront point nuire à la navigation, qui seront à cet effet désignés par MM. les gouverneur général et intendant sur le rapport du capitaine du port et que cet établissement n'est sujet à aucune contestation de la part des propriétaires des seigneuries, la ville de Québec étant du domaine du Roi.

“ Mais comme ce modèle a déjà beaucoup coûté au suppliant tant pour le faire faire que pour le faire apporter en ce pays-ci, et qu'il lui en coûtera encore beaucoup pour l'exécuter, il n'a pas cru devoir l'entreprendre sans une permission craignant d'être troublé dans la jouissance, après avoir fait beaucoup de dépenses, c'est ce qui l'oblige de supplier Votre Altesse Sérénissime de lui accorder la permission d'établir des moulins à bateau sur le fleuve Saint-Laurent audevant de Québec pour en jouir pendant dix années avec défense à toutes personnes d'en faire construire de pareils sur le dit fleuve proche de la dite ville dans l'étendue du domaine de Sa Majesté.

LANOULLIER ”

Le Conseil de marine vit d'un œil favorable le projet de M. Lanoullier et, le 27 janvier 1722, le roi lui accordait la permission et le privilège exclusif pour dix ans, à compter du jour de l'enregistrement du dit brevet, de faire construire sur le fleuve Saint-Laurent tel nombre de moulins sur bateaux qu'il aviserait.

Le 10 février 1722, Nicolas Lanoullier était nommé conseiller au Conseil Souverain, à la place du sieur de Lino, fait premier conseiller. (1)

(1) Cette même année 1722, il devint l'acquéreur de quatre arpents carrés détachés de la seigneurie de la “ Maison Blanche ” de M. Hiché, où se trouve maintenant bâtie une bonne partie de la paroisse St-Roch de Québec. (Note de M. Philéas Gagnon).

M. Lanoullier ne se pressa pas de se mettre à l'œuvre pour établir ses moulins à bateau.

Le 2 novembre 1724, MM. de Vandreuil et Bégon écrivaient au ministre :

“ Les mêmes raisons qui ont engagés le sieur Lanoullier l'année dernière de surseoir l'exécution de son entreprise pour faire des moulins à bateau sur le fleuve Saint-Laurent subsistent encore ; ils rendront compte du succès lorsqu'il en aura fait faire. ” (1)

Le 2 novembre 1724, l'intendant Bégon écrivait au ministre :

“ Je vois, Monseigneur, que les plaintes qui avaient été faites au Conseil de marine en novembre 1721 contre le sieur Lanoullier vous ont été renouvelées ; il ne m'en était point revenu en ce temps-là et il ne m'en a aussi été fait aucune depuis.

“ Il tient un compte particulier de ce qu'il donne à chacun des officiers lorsqu'il les paie, et si les personnes qui ont taché de le desservir auprès de vous, Monseigneur, et de M. Gaudion voulaient se faire connaître, il serait facile de vérifier sur ces comptes particuliers si ces plaintes sont bien ou mal fondées. Il ne demande point qu'elles lui soient nommées ; mais il serait de son intérêt que si la malignité est le seul motif qui les fait agir comme j'ai lieu de le croire, il faut vous en persuader ; cette vérification serait facile à faire par celui qui me remplacera ici l'année prochaine ; si vous voulez bien lui nommer ceux qui se sont plaint et lui dire les sujets qu'ils en ont eus, il

(1) Ce ne fut qu'au mois d'avril 1743 que Lanoullier demanda au Conseil Supérieur d'enregistrer le brevet que Sa Majesté lui avait accordé en 1722. Le Conseil Supérieur refusa d'enregistrer ce brevet avant que M. Lanoullier obtint de Sa Majesté des lettres de surannation. Le projet en resta là. (*Edits et ordonnances*, vol. II, p. 216)

pourrait même sans nommer au dit sieur Lanoullier ces officiers vérifier sur son registre si leurs plaintes sont bien ou mal fondées.

“ Il n’y a rien qu’on puisse imputer au sieur Lanoullier de ce qu’il a tiré l’année dernière pour 202,000 livres de lettres de change sur M. Gandion, n’ayant pu se dispenser de le faire pour acquitter toutes les dépenses pour lesquelles j’ai expédié des ordonnances. Toutes ces dépenses doivent être régulièrement acquittées dans le temps des vaisseaux, sans quoi le service ne pourrait pas se soutenir et il n’a tiré des lettres de change qu’en paiement des acquits qui lui ont été fournis, ce qui sera éclairci sans qu’il puisse sur cela rester aucun doute, par les arrêtés que je ferai l’hiver prochain des comptes de 1723 et 1724 et par le bordereau des dépenses qui entreront dans le compte de 1725 jusqu’à mon départ dont je vérifierai les acquits avec mon successeur. On connaîtra alors si le sieur de Lanoullier a disposé ou non des effets de la caisse pour ses affaires particulières, mais je puis vous assurer, Monseigneur, par assurance du contraire et que vous jugerez que ce n’est pas peu dans un pays comme celui où il n’y a point d’emprunts à faire par le peu d’argent qui y reste de soutenir le service. ” (1)

Après la mort du sieur Collet, procureur général du Conseil Supérieur, arrivée à Québec le 5 mars 1727 ce fut Nicolas Lanoullier qui fit les fonctions de procureur général en attendant la nomination de son successeur. Son administration ne fut guère heureuse. La fameuse querelle occasionnée par les funérailles de Mgr de St-Vallier fut son écueil. Il prit avec passion le parti de l’intendant Dupuy et se signala par la violence de ses réquisitoires contre le vicaire-capitulaire,

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 46, c. 11.

M. Boulard, et contre le gouverneur lui-même. Le 8 mars 1728, M. de Beauharnois était obligé de lui imposer silence " sur toutes ces matières jusqu'à ce qu'il ait plu à Sa Majesté de faire savoir ses intentions sur le tout. "

Le 15 septembre 1730, M. Varin, contrôleur de la marine en Canada, requérait l'intendant Hocquart de faire procéder à la saisie des biens du sieur Lanoullier, commis des trésoriers généraux de la marine, dont l'état de compte accusait déficit et graves irrégularités.

M. Hocquart se rendit à cette demande. De plus, M. Lanoullier fut fait prisonnier chez lui et gardé à vue.

Le 28 novembre 1730, M. Hocquart permettait à M. Lanoullier de sortir tous les jours, accompagné du sieur de Saint-Simon, dans le but de mieux s'employer à recouvrer les sommes qui lui étaient dues et de la sorte payer le déficit dans ses comptes.

Le 17 octobre 1730, M. Hocquart écrivait au ministre :

" J'ai été occupé presque tout l'hiver à faire mettre en forme toutes les dépenses qui comportent le bordereau de 1728, celles qui regardent la guerre des Renards, le rétablissement du palais, la bâtisse de la maison de Niagara, la construction des barques et quantités d'autres qui n'étaient point en règle. La multiplicité des acquits ne puis-je supposer d'charges qui avaient été données pour les dépenses étaient presque infimes, par la suite le dispensable n'était pas par le passé, faite d'une manière exacte. Le tout est les ordres sur le trésorier à Niagara, savoir et tous les acquits étaient tellement fréquents qu'il a fallu un temps considérable pour les passer et cette opération étant faite, j'ai dressé les bordereaux de dépenses des années 1726, 1727 et 1728 avant mon départ pour Montréal.

mais cependant les arrêter, le sieur Lanoullier m'ayant représenté que son commis en la dite ville avait des acquits de dépense à lui remettre et que je ne pouvais par conséquent, avant ce temps, constater les recettes et dépenses ; il monta à Montréal avec moi et il fit de son côté ses opérations avec le sieur Beré ; j'ai cru, Monseigneur, devoir lui donner tout ce temps pour arranger les affaires de sa caisse, mais comme j'en voulais venir au dénouement, il me donna un mémoire assez informe qui contenait les effets qu'il voulait représenter pour remplir le vide de la caisse, j'étais déjà prévenu depuis quelque temps des parties qui devaient le composer et ça été sur ces connaissances que j'ai exécuté les ordres dont j'ai été chargé par le mémoire de Sa Majesté de l'année dernière. J'ai fait arrêter le sieur Lanoullier le cinq du mois dernier par le prévôt de la maréchaussée et je donnai ordre sur le champs au sieur Varin, contrôleur de la marine, de se transporter chez lui avec le sieur Boisseau que je nommai greffier et de faire assister aux scellés le sieur Laine, contrôleur de la compagnie des Indes.

.....
“ Le sieur Lanoullier s'est beaucoup plaint de la sévérité dont j'ai usé à son égard, soit en le faisant arrêter et faisant saisir et inventorier tous ses effets ; je me flatte cependant, Monseigneur, que dans la conduite que j'ai tenue, vous verrez que je n'ai fait qu'exécuter les ordres de Sa Majesté expliqués dans le mémoire du Roi de 1729 où il est dit : Si le sieur Hocquart s'aperçoit que le sieur Lanoullier ait diverti les fonds de recettes extraordinaires, il s'assurera de sa personne et prendra les plus justes mesures pour qu'il ne puisse pas s'évader et pour la sûreté des effets qu'il aura divertis, soit pour les employer à son profit ou autrement.

— D'un autre côté, j'ai en pour lui tous les autres ménagements qu'il m'a été possible d'avoir : il n'a été dans les prisons que deux ou trois fois vingt-quatre heures. Je l'ai fait reconduire dans sa maison même, après en avoir fait griller les fenêtres. M. le marquis de Beauharnois y a établi à ma prière un petit corps de garde : le dit sieur Lanoullier a été en état de travailler aux affaires de la Compagnie des Indes dont il est agent et aux intérêts de laquelle j'ai pourvu aussi, sans que son service ait été interrompu au moyen de l'ordre que j'ai donné au sieur Daine dont copie est ci-jointe.

— Je ne dois point oublier, Monseigneur, de vous dire ce qui peut être en faveur du sieur Lanoullier : le dérangement de sa caisse ne vient en partie que de la facilité qu'il a eu d'avancer aux officiers leurs appointements et à M. Bégon des sommes considérables par les pertes que cet intendant a faites dans ce pays ayant essuyé deux incendies dont un total, la perte entière d'un grand nombre d'effets et de provisions par le naufrage du *Chacoma*. " (1)

Nicolas Lanoullier passa en France au mois d'octobre 1732, et il faut croire que ses explications furent trouvées satisfaisantes, puisque, à son retour à Québec, il continua à exercer ses fonctions de conseiller au Conseil Supérieur.

Le 5 octobre 1733, l'intendant Hocquart apprend au ministre que M. Lanoullier lui a demandé la ferme de Tadoussac. Il ne croit pas que cela améliore beaucoup ses affaires. Tout de même, s'il voit qu'il n'y a aucun inconvénient à affermer le domaine de Tadoussac il donnera la préférence au sieur Lanoullier.

Puis il continue :

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 33, c. 11.

“ Puisque vous êtes, Monseigneur, dans l'intention de lui procurer les moyens de rétablir ses affaires, trouvez bon que je vous en propose un qui lui sera avantageux et qui ne coûtera rien au Roi.

“ Les munitions et marchandises qui sont envoyées chaque année par le vaisseau de Sa Majesté n'occupent pas la moitié de l'encombrement du vaisseau ; vous pourriez, si vous l'aviez pour agréable, accorder au sieur Lanoullier pendant quatre années consécutives le port ou fret de 40 ou 50 tonneaux, ce qui lui tiendrait lieu de 4 ou 5000 livres par année et pourrait le mettre en état de se relever du moins en partie. Je vous supplie, Monseigneur, de lui accorder cette grâce si vous n'y trouvez aucun inconvénient. Je prends la liberté de vous dire que je n'en trouve aucun.

“ Comme j'ai un peu diminué les frais de régie du Domaine vous pouvez, Monseigneur, me permettre de l'employer sur le pied de 16 ou 180) livres au lieu de 120) livres. C'est une légère augmentation, et qui le mettrait un peu mieux en état de pouvoir vivre.”(1)

Le 10 octobre 1733, le gouverneur de Beauharnois écrivait au ministre que le sieur Lanoullier méritait la protection du roi.

“ J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 mai dernier à l'occasion du sieur Lanoullier ; je vous fais, Monseigneur, mes très humbles remerciements de l'attention que vous avez bien voulu faire à ma recommandation, je vous supplie de continuer, à lui accorder l'honneur de votre protection, il en a besoin, vous savez qu'il mérite beaucoup.

“ M. Hocquart a l'honneur de vous rendre compte par une lettre commune de ce qu'il a fait pour lui

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 60, c. 11.

suivant vos ordres, j'aurais fort souhaité qu'on lui eût pu procurer d'autres avantages." (1)

Le 21 mars 1735, M. Lanoullier était nommé garde des sceaux du Conseil Supérieur.

Il passa en France au printemps de 1737. Le 14 mai 1737, il est à Paris et donne une obligation de 45,000 livres au sieur Barthelemi Mouffle de la Thuillerie, trésorier général de la Marine. Cette obligation était pour combler le découvert de ses livres.

Le 9 octobre 1740, le gouverneur de Beauharnois écrivait au ministre au sujet de la position pénible dans laquelle se trouvait Lanoullier.

" J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 mai dernier, à l'occasion du sieur de Lanoullier. Je n'ai été que trop informé de sa triste situation, si j'avais pu Monseigneur, remédier aux maux qu'il a soufferts, je l'aurais fait avec grand plaisir, rien ne m'a plus touché que la fâcheuse extrémité où il a été réduit, quoique M. Hocquart en dise il aurait bien pû trouver les moyens de le soulager et même de rétablir ses affaires, le poste de Tadoussac en était la véritable source, le sieur de Lanoullier m'a dit qu'il lui avait promis l'année qu'il a passé en France, et qu'il n'était allé avec lui que dans l'espérance de l'obtenir ; j'ai trouvé dans le mémoire du Roi du 10 mai 1737, qu'il vous avait proposé le sieur Cugnet, pour qu'on lui accordât la ferme de ce poste sur le pied de 4,500 livres par an, sur l'exposé du peu de produit de la traite, des avances qu'elle exige et des embarras qu'elles occasionnait, j'ai été plusieurs fois informé qu'elle rapportait considérablement, et je pense que si le sieur Cugnet n'avait pas cru y faire son profit, lui qui en était le régisseur depuis l'année 1719,

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 59, c. 11.

il ne l'aurait pas demandé avec tant d'instance, et offert de donner 4500 livres d'une ferme qui, suivant cet exposé, ne devait rien rapporter que de l'embarras.

“ Je me suis déterminé, Monseigneur, à faire participer le sieur de Lanoullier dans la distribution des congés pour une somme de 3000 livres par an, tant que vous les trouverez bon, je ferai en sorte que les pauvres familles à qui Sa Majesté a la bonté d'accorder ces grâces n'en souffrent pas, et si je peux trouver d'autres occasions de l'obliger, je ne les laisserai pas échapper ” (1)

Quelques jours plus tard, le 20 octobre, M. de Beauharnois suggérait au ministre des moyens de lui venir en aide :

“ Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 9 de ce mois au sujet du sieur de Lanoullier, il m'a été fait une proposition par le sieur de la Fontaine et Compagnie de prendre la ferme du poste de Tadoussac sur le pied de 10,000 livres par an. Si vous jugiez à propos, Monseigneur, de l'accepter, il y aurait deux avantages dans cette affaire, le sieur de Lanoullier, y trouverait 5,500 livres par an, au lieu de 3.000 livres que j'ai promis de lui donner, sous votre bon plaisir, sur la distribution des congés, dont je lui ai avancé 1,000 livres et de mon côté, je retrouverais cette somme, je suis obligé de retrancher sur chacune des pauvres familles, qui ne peuvent se passer de ces secours pour subsister.

“ Je n'ai point d'abord saisi les avantages que cette proposition fait naître, sans en même temps prévoir la difficulté que s'y rencontre par rapport au bail du sieur Cugnet, et je pense même, Monseigneur, que le temps qui en reste à expirer pourrait être un obstacle

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 74, c. 11.

à ce projet, mais reprenant la chose dans son principe, il est aisé de connaître que cette ferme a été donnée à la faveur, ou avec bien de la facilité, et sur des raisonnements qui prouvent l'idée ou l'on est aujourd'hui, que le fermier qui en était le régisseur, ait osé risquer d'en donner 4600 livres par an, puisqu'il n'y faisait voir chaque année que de la perte, où un gain si médiocre, qu'il n'évaluait pas ce qu'il en offrait, ces discours sont plus spécieux que solides, puisque par les recours considérables qui proviennent tous les ans du poste, balancés avec les dépenses pour l'exploiter, on entrevoit un bénéfice de plus de 20,000 livres chaque année suivant ce qui m'a été dit, et qui a rapport à ce qu'en veulent donner le sieur de la Fontaine et Compagnie, qui m'a assuré en avoir une parfaite connaissance.

“ Il paraîtrait, Monseigneur, que votre religion ayant été surprise, dans le bail accordé au sieur Cugnet, sans avoir observé les formalités d'une adjudication publique, qui l'aurait peut-être fait monter au delà même de ce qui en est offert aujourd'hui, il ne pourrait se plaindre que Sa Majesté revint contre la cession qui lui est faite par rapport au bas prix qui paraît n'avoir été déterminé que sur les connaissances que le sieur Cugnet en a données en lui laissant, Monseigneur, l'option de continuer son bail sur le prix qui en est offert, il ne pourrait réclamer contre la résiliation, ni demander des dédommagements pour une chose qui ne lui a été accordée que par la confiance que l'on a apportée dans tout ce qu'il a exposé, qu'il ne serait peut-être pas de ses intérêts que l'on traitât avec plus de pénétration.

“ En 1736, le sieur de Lanoullier en voulut donner 6000 livres, les sieurs de la Fontaine et Estèbe en 1737, offrirent publiquement à M. Hocquart de donner

mil écus au sieur Cugnet et de payer quatre mil cinq cent livres du prix de la ferme, au lieu d'entrer dans cette proposition, il garda le silence.

“ M. Hocquart vous a indiqué, Monseigneur, l'année dernière, des moyens pour soulager le sieur de Lanoullier dans ses peines, où j'ai pris beaucoup plus de part que lui.

“ Voilà les miens qui lui seront bien plus avantageux si vous avez agréable de les accepter. ” (1)

Nicolas Lanoullier mourut à Québec chez sa fille, madame Benard, le 6 janvier 1756, et fut inhumé dans l'église paroissiale le surlendemain. Il était âgé de 77 ans. (2)

En 1719, Jean-Eustache Lanoullier de Boisclerc, frère de Nicolas Lanoullier, était nommé contrôleur de la marine et des fortifications du Canada, en remplacement de Charles de Monseignat, décédé.

Le 26 octobre 1720, MM. de Vaudreuil et Bégon écrivaient au ministre :

“ Nous avons l'honneur de le remercier de la grâce qu'il a faite au sieur de Boisclerc, contrôleur de la marine, de remettre à 1900 livres par an ses appointements.

“ Il s'acquitte de son emploi avec beaucoup d'application et nous sommes persuadés qu'il continuera de le faire avec l'exactitude qu'il doit. ” (3)

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 74, c. 11.

(2) Il avait épousé Marie-Jeanne Bocquet, au cours d'un voyage en France, pendant l'hiver de 1725-1726. Son contrat de mariage fut passé devant Meny et Bouron, notaires au Châtelet de Paris, le 22 février 1726. (Note de M. Philéas Gagnon).

(3) Correspondance générale, Canada, vol. 45, c. 11.

En 1728, M. Lanoullier de Boisclerc eut un différend avec M. de Silly.

Le 29 décembre 1728, M. de Beauharnois écrivait au ministre :

“ La mort de M. Daigremont a formé une difficulté entre MM. de Silly et Boisclerc. Ce dernier prétend, comme contrôleur de la marine ici avant que M. de Silly fut commissaire avoir le droit du son côté. M. de Silly qui n'est pas de cet avis m'a mandé que M. de Boisclerc n'était contrôleur que faute de commissaire. Comme ce dernier m'a dit qu'il me laissait le maître de la décision et que je ne trouve point dans son brevet qu'il soit parlé du même rang, je compte à l'arrivée de M. de Silly décider en sa faveur. ¶ Ce qui me fait prendre ce parti, Monseigneur, c'est que j'ai demandé à M. de Boisclerc ce qu'étaient devenus les sieurs de la Boissellerie et Noël que j'ai vu autrefois contrôleurs de la marine ici. Je savais le sort du premier (aide-major à la Guadeloupe). Il me dit que le second à son retour en France avait été à l'île de Rhé ou à l'île d'Oléron. Je lui dis sur cela que ce n'était ordinairement que des écrivains principaux devenus depuis ce temps là commissaires aux classes qui étaient dans ces sortes de département. ” (1)

En mai 1729, M. Lanoullier de Boisclerc fut révoqué de son emploi de contrôleur de la marine et des fortifications.

Son différend avec M. de Silly ne fut peut-être pas étranger à sa disgrâce.

M. Hocquart écrivait au ministre le 25 octobre 1729 :

“ J'ai déclaré au sieur Lanoullier de Boisclerc le

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 50, c. 11.

contenu de l'ordre du Roi qui le révoque de son emploi.

.....
" Je ne puis m'empêcher, Monseigneur, de vous rendre compte et je le fais sans prétentions et sans aucune sollicitation que le sieur de Boisclerc s'est prêté avec toute la vivacité et l'attention possibles au déchargement des effet naufragés, à leur arrangement dans les magasins et qu'il a contribué efficacement à empêcher que rien ne fut pillé ni égaré de tout ce qui avait été sauvé, ce qui m'a déterminé à profiter de sa bonne volonté et l'employer pour ses appointements jusqu'au dernier septembre. Il s'embarque sur un des vaisseaux marchands qui passent en France cette année. " (1)

La mort du baron de Bécancour rendit en 1729 l'importante charge de grand-voyer de la Nouvelle-France sans titulaire. Le 25 octobre 1729, MM. de Beauharnois et Hocquart informaient le ministre que MM. LeGardeur de Croizille, de Porneuf, d'Argenteuil, de la Pérade, Bercy, de la Gorgendière, Boucault, et de Grandpré étaient tous candidats à la position. M. Lanoullier de Boisclerc alors en France fit jouer ses influences et il obtint la position. Ses lettres de nomination lui furent accordées le 10 avril 1731. (2)

Le 10 octobre 1732, l'intendant Hocquart faisait au ministre l'éloge du grand-voyer Lanoullier de Boisclerc.

" Il a reconnu dans la route de Québec à Montréal l'attention du sieur Boisclerc grand-voyer. Cet officier a

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 51, c. 11.

(2) Reg. Ins. Cons. Sup. 1731 à 1736. G. No 7. Il écrit lui même sur une requête adressée à l'intendant pour se faire installer en la dite charge que sa commission de grand voyer est datée de Versailles, le 25 mai 1730. [Note de M. Philéas Gagnon]

mis en règle tous les habitants pour la réparation et l'entretien des grands chemins, service qui avait été négligé jusqu'à présent, au point qu'ils ne se croyaient presque plus tenus des réparations. Il a encore tracé et fait établir le long du lac St-Pierre un chemin qui était projeté depuis plus de 30 ans, et qui sera dans sa perfection l'été prochain ; ce nouveau chemin qui est sur une hauteur dans les terres et à couvert des inondations, a déjà engagé plusieurs habitants à prendre des concessions de ce côté là, et il y a lieu de croire que dans peu d'années la communication jusqu'à Montréal sera aussi libre par terre qu'elle l'a été jusqu'à présent par eau. " (1)

Le 7 septembre 1747, l'intendant le charge d'aller explorer une minière à la Pointe-du-Lac en compagnie des sieur Simonnet fils, Cressé et Maurice Dery. Les 14 et 15 du même mois, les explorateurs dressent procès-verbal de leur visite pour être présenté à l'intendant. (2)

En 1743, M. Lanoullier de Boisclerc est nommé commissaire par l'intendant pour faire une levée de 4000 minots de blé dans les côtes pour la subsistance des troupes et des habitants de la ville de Québec. (2)

Le 23 juillet 1743, M. Lanoullier de Boisclerc reçut de l'intendant instruction d'aller reconnaître une mine de plomb dont on signalait l'existence au Portage-des-Chats, sur l'Ottawa.

" M. Lanoullier de Boisclerc, dit Ignotus, fut probablement le plus efficace et le plus utile de nos grands voyers sous la domination française.

" Cependant la fin de sa carrière fut peu brillante.

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 58, c. 11.

(2) Notes de M. Philéas Gagnon.

Il se laissa aller malheureusement à des habitudes d'ivrognerie qui compromirent sa position. Le 15 octobre 1750, l'intendant Bigot écrivait au ministre pour lui proposer de remplacer le sieur Boisclerc devenu impotent à la suite d'excès de boisson par le sieur de la Gorgendière. Le 6 novembre de la même année, M. Lanoullier de Boisclerc écrivait, de son côté, pour demander qu'on lui conservât sa gratification de 3000 liv es. ”

Il mourut à l'Hôtel-Dieu de Québec le 25 novembre 1750, à l'âge d'environ 64 ans.

* * *

Le troisième des frères Lanoullier se nommait Paul-Antoine-François Lanoullier, sieur des Granges. Il fut généralement connu sous le nom de M. Des Granges.

En 1741, il était écrivain du Roi dans le port de Québec.

Le 20 décembre 1748, il était nommé notaire à Québec.

Il fut installé juge prévôt de la seigneurie de Notre-Dame des Anges par François Daine, le 6 mars 1750. Vers ce temps on le voit mentionné comme suit : “ Juge prevost des fiefs et seigneuries de Notre-Dame des Anges, St-Gabriel, Sillery, Belair, St-Joseph et St-Bernard.” (Note de M. Philéas Gagnon).

Le 22 juin 1750, les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec lui donnaient la charge de juge de leur seigneurie de Saint-Bernard, près de Charlesbourg.

Lanoullier des Granges laissa le Canada dans l'automne de 1760 pour aller s'établir à Loches en Touraine.

P. G. R.



VICOMTE FRS-JOSEPH CHAUSSEGROS DE LERY

INGÉNIEUR EN CHEF DE LA GRANDE ARMÉE

Né à Québec le 12 septembre 1754.

REPONSES

Le remède de M. Compain pour le cancer.
(IV, IX, 509.)—Il a déjà été question du remède de l'abbé Compain pour le cancer, dans le *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. V, p. 115.

En 1799, l'abbé Compain écrivait la lettre suivante à la supérieure de l'Hôtel-Dieu de Québec :

“ Ma très-révérende Mère,

“ Permettez-moi de vous présenter mes très humbles respects, et, en même temps, de vous offrir le secret de guérir les cancers et, par là, vous aider à augmenter votre revenu et vous aider, avec plus d'aisance, à secourir les pauvres misérables qui se trouvent atteints de cette maladie mortelle.

“ Comme le nombre en augmente tous les jours, de toutes parts, pour donc, le bien général de cette province, et pour prouver mon humanité envers le genre humain, j'ai résolu de remettre mon secret à trois communautés, chargées du soin des malades : c'est-à-dire, à votre communauté, à celle de Montréal et aux Trois-Rivières.

“ Si vous êtes dans la disposition de l'accepter, voici mes conditions :

“ 1° Les pauvres seront guéris gratis.

“ 2° Vous ferez payer ceux qui sont en état de le faire, et en cela vous pouvez toujours retirer quelque chose.

“ 3° Je ne demande de votre part, pour toute reconnaissance, rien autre chose sinon que, tous les mois, il se fera, dans votre communauté, une prière pour la sanctification de mon âme et la santé de mon corps.

“ 4° Je me réserve de soigner quand il me plaira.

“ 5° Le dit secret sera conservé dans votre communauté, sans être mis public de mon vivant.

“ Si cela vous convient, je vous prie de me faire l'honneur d'une réponse, et aussitôt, je vous remettrai le secret, avec les instructions absolument nécessaires. Cela fait, vous obligerez celui qui a l'honneur de se dire, avec tout le respect possible,

“ Ma très-révérende Mère,

Votre très humble et obéissant serviteur,

P.-J. COMPAIN, Ptre. curé.

St-Antoine de Chambly.

“ 1799.

“ A M Plessis, coadjuteur du diocèse de Québec, pour remettre, s'il lui plait, à madame la supérieure de l'Hôtel-Dieu de Québec. ”

Les fortifications de Québec en 1730. (XI, XII, 1112.)—L'enceinte de la haute ville était (en 1730) beaucoup plus restreintes qu'elle n'est aujourd'hui, les fortifications passant, à cette époque, à peu près sur la rue Sainte-Ursule, et allant rejoindre la redoute du cap au Diamant, à l'extrémité est de ce cap.

Cette redoute, c'était la “ citadelle ” dont parle la *Relation de ce qui s'est passé à Québec, en Canada, ville capitale de la Nouvelle-France, à l'occasion de la naissance de Mgr le dauphin*, car la citadelle actuelle ne date que du commencement de ce siècle. Elle était reliée par une courtine au cavalier de Dumont, ainsi appelé à cause du moulin Dumont, où il y avait une batterie. Cà et là s'avançaient quelques bastions ; dans l'un d'eux s'élevait une autre redoute, appelée la redoute Royale. Il y avait deux autres redoutes, l'une en dehors des fortifications, la redoute Dauphine, et l'autre au palais.

Tout autour du promontoire de Québec se dressaient des batteries : il y en avait une de vingt-deux embra

sures au château ; la moitié était en dedans du fort, l'autre moitié en dehors. Deux autres batteries se trouvaient sur les remparts, en arrière de l'Hôtel-Dieu : on les appelait batteries de l'Hôpital ; deux autres, sur le chemin des Rondes, près du séminaire et de l'évêché : on les appelait batteries du Clergé : celle de l'évêché avait vingt et une pièces de canon et un mortier. Enfin, trois autres batteries, situées à la basse-ville, sur le bord de la rivière, la batterie Dauphine, la batterie Royale et la batterie Vaudreuil, complétaient le nombre de ces " forteresses " dont parle la *Relation*.

Les fortifications de Québec, telles qu'elles étaient en 1730, étaient l'œuvre de nos gouverneurs Frontenac, Callières, Vaudreuil. Celui-ci, surtout, y avait fait travailler sans relâche, dans le temps qu'il s'était vu menacé d'une invasion anglaise en 1711. Il avait été bien secondé par la générosité des Canadiens. Écrivant au ministre l'année suivante :

" J'ai tout lieu d'être content, disait-il, de la diligence du sieur de Beaujours, aussi bien que de la bonne volonté des peuples, qui viennent aux corvées sans faire la moindre difficulté..... Les marchands de cette ville, sur la représentation que je leur ai faite que nous manquions de fonds, tous ensemble, de la meilleure grâce du monde, nous ont fait prêt de 150 mille livres du pays, et l'auraient fait plus considérable si nous l'avions voulu. "

Tous ces ouvrages militaires formaient un ensemble assez imposant : et cependant ils étaient jugés par les hommes compétents comme absolument insuffisants. M. de Louvigny, lieutenant du roi, écrivant au ministre en 1724 :

" Dans peu d'années, disait-il, la colonie sera en état de se soutenir contre les ennemis du roi, si

Sa Majesté a pour agréable de faire une faible dépense pour fortifier la ville de Québec, dix mille écus chaque année pendant cinq ans. Les peuples du Canada ont de la valeur, ils aiment leur roi. ”

M. de Louvigny désirait sans doute voir exécuter le magnifique plan de citadelle et de fortifications qu'avait préparé quelques années auparavant Chaussegros de Léry. Celui-ci écrivait à ce sujet au ministre :

“ J'ai l'honneur d'envoyer au conseil (d'Etat) le plan en relief de la ville de Québec, qui est entièrement fini. Toutes les fortifications approuvées du Conseil dans la haute ville y sont en relief. J'ai mis une enceinte dans la basse ville, qui serait construite sur une batture de roches. J'ai observé toutes les pentes et hauteurs de la montagne.....”

Malheureusement, le plan de fortifications de cet ingénieur ne fut pas exécuté. On ne voyait en 1730 que celles de Vaudreuil et de Beaujours.

Celles-ci passaient, comme je l'ai dit, par la rue Sainte-Ursule, sur le terrain des ursulines, laissant comme issue au public les portes Saint-Jean et Saint-Louis. On aura une idée des dégâts qu'on avait faits en construisant ces fortifications, avec leurs bastions et leurs terrasses, par l'extrait suivant d'une lettre des ursulines à la cour :

“ Les religieuses ursulines de Québec représentent qu'on leur a fait deux torts considérables. Le premier est une terrasse que le sieur de Beaujours, ingénieur, a fait élever malgré elles si proche de leur maison, qu'il semble qu'il n'ait eu en cela d'autre dessein que de les chagriner. En effet, cette terrasse, qu'il aurait pu facilement reculer, est un chemin passant, qui domine tout leur monastère, où elles ne peuvent plus se cacher, et où elles essuient toutes sortes de railleries et même d'insultes du public.

“ Le second est que pour construire cette terrasse qui leur est si préjudiciable, le dit sieur de Beaujours qui disait par raillerie que de là il verrait toutes les religieuses, a pelé et enlevé jusqu’au roc toutes les terres circonvoisines, appartenantes aux ursulines, en sorte qu’elles ne peuvent plus même marcher dans les lieux qui en partie faisaient leur enclos, qu’on leur a inhumainement retranché, où elles avaient auparavant jardins, vergers, pâturages et basse-cour, d’où elles tiraient une partie de leur subsistance, et qui présentement sont semblables, par l’épuisement de ces terres aux endroits bouleversés par la mine, renversés par un tremblement de terre et foudroyés par le feu du ciel.....” (L’abbé Auguste Gosselin, *Québec en 1730*).

Ordre de Saint-Gregoire-le-Grand. (VI, VIII, 737.)—C’est le 1er septembre 1831, que le pape Grégoire XVI fonda l’ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, pour récompenser le courage militaire et le mérite civil.

L’ordre de Saint-Grégoire-le-Grand est divisé en quatre classes: les grand’croix de première classe, les grand’croix de seconde classe, les commandeurs et les chevaliers.

Les grand’croix de première classe portent en sautoir un grand ruban rouge liseré de jaune qui soutient, sur le flanc droit, la décoration de l’ordre. Sur la poitrine, se met un crachat ou plaque, qui est la même décoration entourée de rayons.

Les grand’croix de seconde classe portent la croix au cou et une plaque ou crachat, mais sans rayons.

Les commandeurs ont la croix suspendue au cou par une cravate rouge liserée de jaune.

Les chevaliers portent une petite croix à la boutonnière.

La décoration de Saint-Grégoire-le-Grand est une croix à huit pointes en émail rouge. Au centre, dans un cercle en émail bleu, se détache en or la tête de saint Grégoire avec la colombe traditionnelle, et tout autour de ce cartouche, les mots *Sanctus Gregorius Magnus*. Derrière : *Gregorius XVI. P. M. Anno I. Pro Deo et Principe*.

Le costume se compose d'une tunique vert sombre avec des ornements en argent représentant des feuilles de chêne. L'épée se termine par une garde de nacre avec la dragonne en or. Le chapeau est un claque à plumes noires.

Les Canadiens suivants ont été faits membres de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand :

GRAND'CROIX

- Hon. René-Edouard Caron, Québec, 1875. (1)
Hon. Adolphe-Basile Routhier, Québec, 1875.
Hon. Honoré Mercier, Montréal, 1883.
Hon. Louis-François George Buly, Montréal, 1889.
Hon. Auguste-Réal Auger, Québec, 1890.

COMMANDEURS

- Sir Louis-Hippolyte Lafontaine, Montréal.
Jacques Viger, Montréal, 1854.
Honorable Charles Wilson, Montréal, 1854.
Sir George-Etienne Cartier, Montréal.
Jean-Etienne Landry, Québec.
Abel-Frédéric Gauthier, Québec.
Hon. Thomas-Jean-Jacques Loranger, Montréal.
Sir Etienne-Paschal Taché, Montmagny, 1862.
Sir Hector Langevin, Québec, 1870.
Sir William Hingston, Montréal, 1875.

(1) D'abord chevalier en avril 1873.

Sir Adolphe Chapleau, Montréal, 1881.
Hon. Philippe Landry, Québec, 1883.
Hon. Gédéon Ouimet, St-Hilaire de Rouville, 1886.
Hon. Louis-François-Roderic Masson, Terrebonne, 1887.
Louis de Gonzague Baillairgé, Québec, 1887.
Hon. Jean-Thomas Taschereau, Québec, 1887.
Joseph-Henri Guillet, Lowell, Mass, E.-U., 1888.
Gustave-A. Drolet, Montréal, 1888. (1)
Hon. Joseph Shehyn, Québec, 1891.

CHEVALIERS

Jean-Balzara Turgeon, Ottawa, 1853.
Auguste-Eugène Aubry, Québec.
Charles Frémont, Québec, 1860.
T.-Edmond d'Orsonnens, Montréal.
Hon. Joseph-Amable Berthelot, Montréal.
Côme-Séraphin Cherrier, Montréal, 1869.
George-Manly Muir, Québec, 1869.
M.-J.-A. Prendergast, Montréal, 1871.
Gédéon Désilets, Trois-Rivières, 1871.
L.-A. Huguet-Latour, Montréal, 1877.
Hon. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, Montréal.
George-A. Hughes, Montréal, 1889.
Charles Tradelle, Québec, 1889.
Charles-A. Vallée, Montréal.
J.-W.-D. Macdonald, Manchester, E.-U.
N^o J. Pinault, Saint-Cloud, E.-U.
P.-J.-Oscar Rousseau, Nicolet, 1892.
Charles Brochu, Québec, 1895.
W.-J. Cronin.
Alexander McDonald, Dawson city, 1901.
Charles-E. Rouleau, Québec, 1901.
Joseph Nault, Saint-Hyacinthe, 1903.

(1) D'abord chevalier en 1877.

J. E. A. Dubuc, Chicoutimi, 1904.
M.-H.-Anastase Plamondon, Montréal, 1904.
Joseph Bussièrès, Montréal, 1904.
André Gadbois dit Vandaudaigne, Montréal, 1904.
Léon Des Carries, Notre-Dame de Grâce, 1904.
A.-Charles Guilbault, Québec, 1905.
Louis Lefebvre, Québec, 1905.
L. Dussault, Trois-Rivières, 1905.
Edouard Hurtubise, Montréal, 1905.

Le "Dictionnaire de la noblesse" de la Chesnaye des Bois. (XI, XII, 1110.)—Aubert de la Chesnaye des Bois né en 1699 et mort dans un hospice, à Paris, en 1784, fut d'abord capucin. Il quitta bientôt le cloître, et se mit à la solde des abbés Desfontaines et Granet, qui lui firent écrire des articles littéraires. C'est en 1770 que la Chesnaye des Bois publia son *Dictionnaire de la noblesse*.

M. Borel d'Hauterive apprécie ainsi l'ouvrage de la Chesnaye des Bois :

" La Chesnaye des Bois, simple compilateur, n'avait aucune connaissance paléographique. Il ne s'était point préparé par des études préliminaires à la publication de son dictionnaire, où il s'est contenté d'imprimer les mémoires généalogiques fournis par les familles, ou de recueillir des articles généalogiques tirés de Moréri ou des nobiliaires de province. Il cachait si peu les sources où il puisait, que dans ses préfaces il invitait les familles à lui envoyer des mémoires et qu'il donnait à la fin de chaque volume la liste de celles dont il n'avait encore rien reçu. "

Le *Dictionnaire de la noblesse* fut reçu à l'origine très froidement par le public. Son auteur en fut si affecté qu'il tronqua la matière des derniers volumes

pour arriver plus vite à la fin de son œuvre. Il consacra à chacune des premières lettres de l'alphabet un et quelquefois deux volumes. Le onzième volume contient les lettres N, O, P, Q et le douzième et dernier comprend tout le reste de l'alphabet.

On peut consulter le *Dictionnaire de la noblesse* (19 vols in-4—1763-76) de la Chesnaye des Bois, à la bibliothèque du Parlement, à Ottawa.

Le naufrage de l'“Active”. (XI, XII, 377.)—

Le 9 juillet 1796, lord Dorchester, gouverneur-général du Canada, ayant obtenu un congé de Sa Majesté, s'embarquait pour l'Angleterre avec sa famille sur la frégate *Active*, capitaine Gower. Les habitants de Québec étaient loin de se douter en lui souhaitant un bon voyage qu'il leur faisait ses adieux définitifs.

Six jours plus tard, le 15 juillet, par une nuit brumeuse, l'*Active* allait se jeter sur les récifs de la pointe sud de l'île d'Anticosti.

La mer, heureusement, était assez calme et les passagers de l'*Active* furent débarqués sans trop de difficultés.

Le 26 juillet, une goélette en route pour Percé fut hélée et lord Dorchester et sa famille acceptèrent l'hospitalité du cabotier canadien.

La frégate *Dover* fut envoyée d'Halifax à Percé pour transporter le gouverneur du Canada en Angleterre. La *Dover* entra à Portsmouth le 19 septembre de la même année. Il y avait 70 jours que lord Dorchester était parti de Québec.

La frégate *Pearl*, envoyée au secours de l'*Active*, sauva tout ce qu'elle pût du naufrage et transporta l'équipage de l'*Active* en Angleterre. Quant au vaisseau lui-même il fut abandonné.

QUESTIONS

1116—Quelle est l'origine de la formule employée autrefois par les rois de France : *Car tel est notre plaisir* ?
XXX

1117—Henry Mezière qui publia l'*Abeille canadienne* à Montréal, de 1818 à 1819, était-il originaire du Canada ?
ER.

1118—Combien de fois le choléra asiatique a-t-il visité Québec ? Pouvez-vous me donner le nombre approximatif de ses victimes, chaque fois ?
M. D.

1119—Quelle est l'origine du nom de Rougemont donné à une montagne et à une paroisse du comté de Belœil ? La montagne de Belœil n'est pas plus rouge qu'une autre montagne.
BELO.

1120—Je lis dans le *Canadien* du 11 mars 1850 : “ Madame Alexis Berthelot, née Marie-Charlotte Latouche Pézard de Champlain, est décédée à Ste-Genève le 4 du courant. Elle descendait en ligne directe de Champlain, fondateur de Québec. ” J'avais toujours été sous l'impression que Champlain n'avait pas eu d'enfants ?
QUEBEC

1121—Est-il vrai que, pendant qu'il était gouverneur de Québec, Murray, par un ordre du jour, obligea tous ses officiers et soldats de saluer le prêtre portant les saintes espèces et les processions religieuses dans les rues de la ville ?
HAUT

1122—Où trouverais-je un récit détaillé, fait par un témoin oculaire, de l'expédition de M. de Tracy contre les Iroquois, en 1666 ?
ROB.

QUÉBEC-CENTRAL

LES TRAINS QUITTENT LÉVIS

8.00 } EXPRESS DES MONTAGNES BLANCHES
A. M. } Pour Fabyans, Portland, Sherbrooke, Beauce
jusqu'à Portland. et Mégantic, chars Pullmand, Parloir, Buffot

3.50 } EXPRESS DE BOSTON ET NEW-YORK,
P. M. } pour Sherbrooke, Boston, Springfield, New-
York, tous les points de la Nouvelle-Angleterre,
aussi Beauce et Mégantic, chars Pullman d'ortoirs sur ce
train.

2.05 } SPÉCIAL DE NEW-YORK ET BOSTON.
P. M. } Ce nouveau train commencera à circuler le 24.
rapide entre Québec et New-York. juin avec chars directs faisant le trajet le plus

7.00 } ACCOMMODATION. De Lévis à Sherbrooke,
P. M. } et tous les points sur le chemin de fer Boston
& Maine.

LES TRAINS ARRIVENT À LEVIS

Express de Boston et New-York à 12 hrs, midi. Spécial
de Boston et New-York à 1.10 hr. p. m. Express des Mon-
tagnes Blanches à 8.55 hrs p. m. Accommodation à 8.45 h
a.m.

VIENT DE PARAÎTRE :

Le Canada Ecclesiastique

ALMANACH ANNUAIRE DU CLERGÉ CANADIEN

PUBLIÉ PAR

LA CIE CADIEUX & DEROME

POUR L'ANNÉE 1905

DIX-NEUVIÈME ANNÉE

PRIX : \$1.00

S'adresser à la librairie Saint-Joseph, 1666, rue
Notre-Dame, Montréal.

DESIDERATA

FOYER DOMESTIQUE : 5^e année (1880) nos de février, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre.

ALBUM DES FAMILLES : 6^e année (1881) nos de juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre ; 7^e année (1882), nos de août et décembre ; 8^e année (1883), nos 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 ; 9^e année (1884) tous les nos parus.

GAZETTE DES FAMILLES : vol. 3 (71-72) no 24 ; vol. 7, nos 8 et 12 ; vol. 8, no. 8.

SENTINEL OF THE BLESSED SACRAMENT : no de janvier 1904.

REVUE CANADIENNE : nos de décembre 1872 et de avril 1873.

MONDE ILLUSTRÉ : vol. 1er (1884-85) nos 1, 2, 16, 29, 30, 36 ; vol. 2, (1885-86) no 60 ; vol. 4 (1887-88) no 163 ; vol. 6 (1889-90) nos 297, 302.

ECHO DU CABINET DE LECTURE PAROISSIAL : vol. 1er (1859), no 23.

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES : tous les nos du 1er volume (1895).

HEROISME ET TRAHISON, par Joseph Marmette.

PETITE ARITHMÉTIQUE, par Hubert LaRue.

PIERRE-GEORGES ROY

LÉVIS

VOL. XII

FEVRIER 1906

No 2

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de février : Origine du nom Missisquoi, D. Girouard ; Charles Gaspard Piot de Langloiserie ; Crête-de-Coq ; L'honorable François Bâby, P.-B. Casgrain ; Les ouvrages de Hubert Larue ; Les frères Pinguet, P. G. R. ; Le gouverneur DuQuesne, Régis Roy ; Mgr de Mornay ; La formule du bon plaisir, Borel d'Hauterive ; Le premier prêtre ordonné au Canada : Le général Murray et les processions religieuses, F.-J. A. ; Ordre de Pie IX ; Sir John Franklin et le Canada ; La milice d'élite et incorporée ; Les "histoires" ou "généalogies" de familles ; Questions ; etc., etc.

Gravure : Mgr Alexandre-Antonin Taché.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Echo du Mont-Royal, par Auguste Charbonnier. 130 pp. in-8 avec portrait de l'auteur. 30 chansonnettes. Prix : \$0.55. S'adresser à la Cie J.-B. Rolland & Cie, 6 à 14, rue St-Vincent, Montréal.

Notices généalogiques sur la famille Guibord. Prix : \$2.00. S'adresser au Frère Thomas, des Ecoles Chrétiennes, Collège Notre-Dame, Hull.

Alcool et Alcoolisme (Causeries sur l'intempérance), par Edmond Rousseau—Un vol. in-12 de 168 pages. Prix : \$0.50. S'adresser à l'auteur, Québec.

La famille Demers, d'Etchemin, par l'abbé Benj. Demers. S'adresser à l'auteur, Pensionnat St-Louis de Gonzague, 2, rue Richelieu, Québec.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

FÉVRIER 1906

No 2

ORIGINE DU MOT MISSISQUOI

Depuis la publication de mon premier article dans le *Bulletin des Recherches Historiques*, (vol. XI, p.270), j'ai reçu de M. Joseph Laurent, ancien chef des Abénakis de Saint-François, près de Saint-Thomas-de-Pierreville, une longue et intéressante lettre dont je détache le passage suivant :

“ Je regrette beaucoup que votre lettre du 14 juin au sujet du mot *Missisquoi*, etc., soit restée si longtemps sans réponse. J'étais alors dans les Montagnes Blanches (New-Hampshire), où j'ai passé près de cinq mois. Mais, comme on dit souvent, mieux vaut tard que jamais.

“ En vous donnant la signification du nom de *Missisquoi*, je crains que vous ne soyez pas plus satisfait que je ne le suis moi-même. Le mot s'épelle de tant de manières : “ Missiquoi ” et “ Missiquoy ” suivant votre lettre (1), et “ Messisco ” “ Messisquoi ” et “ Missiscoug ”, suivant celle de M. Geo. McAleer, de Worcester,(2) en date du 25 septembre dernier. A ces cinq différentes épellations j'ajoute la mienne, selon la forme employée il y a quelque soixante ans passés :

(1) Ma lettre épelait le dernier mot avec un *k* au lieu de *q*.

(2) Le chercheur américain mentionné dans mon premier article.

— Massipskoik — où les différentes syllabes, Massi-
pskoik, étaient toutes distinctement sonnées et où le
premier *s*, dans *mass*, articulait tout comme les autres :
car dans notre langue toutes les lettres se prononcent,
c'est-à-dire que chacune a sa valeur.

— Dans la langue moderne des Abénakis, l'endroit
porte le nom de *Massipsk-ik* (Massipskoik), qu'on
prononce *Massipsko-wik*, et qui signifie "où il y a
de la pierre à fusil—where there is to be found."

— Je ne suis jamais allé à cet endroit, mais on me
dit qu'il n'y a eu là de la pierre à fusil.⁽¹⁾

Le 14 décembre, le chef Laurent m'adressait ce qu'il
appelle son dernier mot. Il observe d'abord que la
langue abénakise a subi de si grandes modifications
depuis un siècle qu'il est presque impossible de trou-
ver le sens de noms que l'on sait être d'origine abéna-
kise. Il finit par dire que le mot "Massipskoik" où
il y a de la pierre à fusil, ressemble tellement à
— "Massipskoik", — "Massipskoikak", où il y a de
grandes roches, que la véritable origine du mot
— "Missisquoi" — est douteuse.

Finalement, le 19 décembre, je recevais de M. Lau-
rent un petit vocabulaire composé et publié par lui
en 1884, imprimé par Brousseau, de Québec portant
le titre de "New Familiar Abenakis and English
Dialogues". Mon attention n'est pas attirée sur aucune
page, mais en le parcourant, je lis à la page 216, sous
le titre de "Etymology of Indian names by which
are designated certain Tribes to day, rivers, lakes,
etc." l'exemple suivant : — "Missisquoi, comes from
Masipskoik (Abénakis), where there is flint."

Le chef Laurent s'accorde avec le P. de Gonzague

(1) M. McAker affirme qu'il n'y a jamais eu de pierre à
fusil à cet endroit.

à dire que l'origine du mot *Missisquoi* est abénakise. Cela n'est pas surprenant quand on se rappelle qu'à l'exception des Micmacs, tous les Indiens des colonies de la Nouvelle-Angleterre, (1) maintenant presque disparus, parlaient la langue abénakise. (*Histoire des Abénakis*, par l'abbé Maurault, 1866, pp. 6, 9, et 10.) L'abbé Maurault, pendant plus de trente ans missionnaire chez les Abénakis, cite entre autres, un grand nombre de noms de rivières, de montagnes, de villages, etc., donnés par les Indiens et conservés jusqu'à nos jours, quoique souvent plus ou moins défigurés. Le mot *Missisquoi* est un de ces noms ; mais d'après le chef Laurent ce mot n'est pas abénakis dans cette forme. En effet il a été francisé : la lettre *q* n'existe pas en abénakis et le son correspondant s'y rend par *h*, dit l'abbé Maurault, p. XI. Dans la concession de M. de Lusignan, le mot *Missisquoy* est épelé avec un *k* et non avec la lettre *q*. La ratification qui en fût faite en 1735 l'épelle de la même façon. (Ar. Can., 1904, p. 218). M. Laurent nous dit que la baie qui porte ce nom est maintenant connue des Abénakis sous celui de " *Mas-sipskoik* ", et qu'elle l'était il y a soixante ans sous celui de " *Messipskoik* ", qui veut dire " où il y a de la pierre à fusil. "

Cette signification diffère un peu de celle que mentionne le P. de Gonzague ; mais tous deux s'accordent à dire que le mot a trait à une sorte de pierre et non pas à la Poule d'eau, " *Water Fowl* ", et qu'il est possible qu'il voulait dire de grandes pierres. M. de Gonzague, en réponse à une de mes questions, vient juste-

(1) Une ancienne carte du Canada publiée par le P. de Rochemonteix, S. J., au tome 1er des " *Jésuites en la Nouvelle France* " indique une vaste contrée au sud-est du lac Champlain comme étant le pays des Abénakis.

ment de m'écrire que dans la première lettre que j'ai publiée de lui, il avait simplement exprimé l'opinion des Indiens les mieux renseignés qui se trouvaient dans le village. M. de Gonzague admet qu'il ne se considère pas comme connaissant la langue des Abénakis, quoiqu'il ait été leur missionnaire pendant plusieurs années et qu'il soit lui-même d'origine abénakise. Durant le ministère de M. Maurault, 1840-1871, chez les Abénakis, la langue indienne était celle des offices et des instructions religieuses. C'est pourquoi il se trouve encore nombre de vieillards qui comprennent bien le dialecte. M. Laurent observe de son côté que l'abénakis est la langue des Abénakis, quoiqu'ils soient tous familiers avec le français et l'anglais. M. de Gonzague n'a aucun doute, ajoute-t-il, que l'orthographe et l'interprétation données par M. Laurent soient correctes. Il regarde celui-ci comme faisant autorité en la matière, connaissant le dialecte et son histoire, et à en juger par ses lettres et son livre, cette appréciation est juste. Il est évident cependant qu'il a un penchant pour la définition de son livre. En entendant le nom abénakis de "Messipekoik" ou "Massapekouik" les Français eurent bientôt fait de le prononcer *Missiskouy* d'abord, *Missiskoui*, et finalement *Missisquoi*, sans guère s'inquiéter de la signification du mot.⁽¹⁾ Il était tout naturel pour eux de se servir du nom donné par ces Indiens, qui, d'abord groupés çà et là sous différents noms à travers les colonies de la Nouvelle-Angleterre, au commencement du 17^e siècle, puis, s'y trouvant décimés à la suite de longues années de guerre avec les Anglais, vers l'année 1680, avaient

(1) Dès 1739, les Français écrivaient "Missisquoi". (Ar. Can. 1904, p. 26).

fini par se réfugier au Canada, à Bécancour et à Saint-François, près du lac Saint-Pierre. (1)

Il ne sera peut-être pas sans intérêt de remarquer que le savant abbé Maurault dit que les noms de *Coaticook*, *Memphrémagog* et *Megantic*, que l'on rencontre près du lac Champlain sont aussi d'origine abénakise, étant dérivés des mots " *Koakitek*," (rivière du pays des pins); " *Mamhrobegak*," (grande étendue d'eau), et " *Namesokanjik*," (où le poisson séjourne). M. Laurent, dans sa lettre et son livre, n'épelle pas ces noms indiens de la même manière que l'abbé Maurault, mais tous deux—et M. de Gonzague s'accorde avec eux—nous disent que l'abénaquis qui se parlait du temps du P. Aubéry, S. J. (1712), a subi de nombreuses modifications empruntées aux langues anglaise et française et à d'autres sources. L'abbé Maurault ajoute qu'il ne trouve sur la carte du Canada que ces trois noms dont l'étymologie soit abénakise. M. Laurent en cite six ou sept autres dans son livre " *Massipskoik* " ou " *Masipskoik* ".

L'aveu de M. Laurent qu'il est possible que le mot signifiant un endroit où il y a eu de grandes pierres soit l'origine du nom *Missisquoi* et si l'on ajoute que l'on y trouve beaucoup de cailloux et de grandes roches et pierres, des carrières enfin, il me paraît concluant que telle fut l'origine de *Missisquoi*, ainsi que je le disais dans mon premier article. Il me semble clair que nos ancêtres, français et anglais, ont eu peu de peine à faire *Missiskouy*, *Missisquie* et *Missisquoi* du mot " *Messipskoik*. "

D. GIROUARD

(1) Dans mon premier article (*Bulletin*, XI, p. 276) j'ai affirmé, sur l'autorité de Mgr Tanguay, *Répertoire du Clergé*, p. 81. que les Abénakis avaient habité au lac St-François. C'est sans doute St-François du Lac qu'il voulait dire. La mission de Pierreville a été longtemps connue sous ce nom.

... M. de Langloiserie et de Anne

... dans la Nouvelle-France
... compagnie du déta-

... M. Bizard à la majorité de

... au ministre de Pont-

... le sieur de Langloise-

... major de Mont-

... la mort du sieur Bizard...

... est un gentilhomme

... tous deux ans, qui mérite

... et que Sa Majesté

... avec les appointe-

... M. de Pont-

... de la charge de

... au sieur de

...

... envoyé pour

... de commission.

... cette année.

... du fen-

...

... M. de Langloiserie

... en l'absence

...

... M. de Pont-

...

Le 14 juin 1695, le roi donnait au sieur de Langloiserie l'ordre de commander à Montréal en l'absence du lieutenant du roi et du sieur de Vaudreuil.

En 1698, M. de Langloiserie demandait au ministre de porter ses appointements à 1200 livres. M. de Frontenac et Champigny l'appuyèrent chaudement. Ils écrivaient le 15 octobre 1698 :

“ Nous vous supplions encore de faire quelque considération sur ce que vous représentera le sieur de Langloiserie, major de Montréal, sur la modicité de ses appointements qui ne sont que de 1000 livres. Il y aurait de la justice à les égaler à ceux du major de Québec qui sont de 1200 livres, d'autant plus qu'il est à la tête du pays, où il y a plus de fatigues pour lui et plus de dépenses à cause de la forte garnison qui y est toujours. Il passe en France pour ses affaires domestiques, où il n'a point été depuis douze ans. ” (1)

Le 28 mai 1699, M. de Langloiserie devenait major de Québec. Ses appointements étaient augmentés.

Des envieux ayant accusé M. de Langloiserie d'indolence dans le service, le gouverneur de Callières prit vivement sa défense auprès du ministre :

“ J'ai appris que des gens malintentionnés pour le sieur de Langloiserie, major de cette ville, vous avaient fait un portrait de lui qui ne lui ressemble nullement, l'accusant d'indolence dans le service. Je me sens obligé de rendre témoignage à la vérité et de vous dire, Mgr, que l'on ne peut pas avoir servi avec plus d'activité, de zèle et d'affection qu'il a fait pendant qu'il a été sous mes ordres major de Montréal, et qu'il faut que sa grande exactitude lui ait attiré ces mauvais offices par des gens qui n'aiment pas qu'on leur fasse faire leur devoir. S'il se présentait quelques occasions pour son avancement, il mérite l'honneur de votre

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 16, c. 11.

protection, étant un très bon serviteur du roi et très digne sujet." (1)

M. de Langloiserie avait demandé la lieutenance du roi à Trois-Rivières. Le roi ne put la lui accorder, mais pour le dédommager il lui donna, le 27 avril 1700, le rang et le commandement sur tous les autres capitaines.

Le 7 novembre 1700, M. de Callières écrivait au ministre :

" On m'a dit, monseigneur, que vous aviez dessein de faire un gouvernement du poste de Chambly. Si cela était vous ne sauriez choisir un officier plus propre que le sieur de Langloiserie, major de cette ville, qui y a commandé longtemps avec distinction, étant très capable de remplir l'emploi qu'on voudra lui donner." (2)

M. de Callières se trompait cependant, le ministre n'avait nullement cette intention.

En juin 1703, M. de Langloiserie était promu lieutenant du Roi à Québec.

Deux années plus tard, le 24 juin 1705, il obtenait la croix de Saint-Louis.

M. de Langloiserie mourut à Québec le 21 février 1715.

CRETE-DE-COQ

Il y a dans la paroisse de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, un rang qui porte le nom de Crête-de-Coq.

D'après le savant abbé Bois, qui fut curé de Maskinongé, ce nom tire son origine d'un Anglais du nom de Christian Corek, qui fut un des premiers habitants de ce rang. Nos bons habitants trouvant ce nom trop difficile à prononcer désignèrent leur voisin anglais sous le surnom de Crête-de-Coq. De l'individu ce nom passa bientôt au rang, qui l'a conservé. R. DE LESSARD

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 17, c. 11.

(2) Correspondance générale, Canada, vol. 18, c. 11.

L'HONORABLE FRANÇOIS BABY

François Bâby était fils de Raymond Bâby et de Thérèse LeCompte Dupré. Né le 4 octobre 1738, à Montréal, il entra jeune au collège des Jésuites, à Québec, où il fit son cours d'études.

Durant la guerre de la conquête les quatre frères Bâby prirent une part active à la défense de la colonie. François, alors dans toute la vigueur de la jeunesse, se distingua dans les diverses expéditions, servit sous M. de Beaujeu à la bataille de la Monongahéla, et tint la campagne jusqu'à la reddition de Québec.

Au printemps de 1760, il passa à La Rochelle, avec l'intention probablement de rester en France. François Bâby séjourna plus de deux ans en France, où il avait des intérêts considérables pour son commerce et pour le recouvrement d'un fort montant de valeurs en papier-monnaie, qu'il comptait retirer du gouvernement du Roi qui l'avait émis forcément au Canada. Ses espérances, comme celles de bien d'autres porteurs, furent réduites en réalité à presque rien pour son papier, et la Cour oublia ses services.

Il revint à Québec, et la paix étant conclue, il y reprit son commerce en société avec M. Chartier de Lotbinière. Comme la colonie n'attendait plus rien du côté de la France et était définitivement cédée à l'Angleterre par les traités, il prêta le serment d'allégeance au nouveau Roi et devint, en s'y soumettant, un sujet loyal et fidèle, comme son frère Duperron Bâby, au Détroit. De même que celui-ci, qui fut appelé à rendre dans le Haut-Canada des services importants au nouveau gouvernement, de même François Bâby en rendit de semblables dans le Bas-Canada. Tous deux s'avancèrent d'un pas égal et ferme dans leur province respective et y occupèrent les premières charges.

En 1775, à l'occasion de l'insurrection, il fut nommé capitaine de la milice des citoyens de la ville de Québec, et fut l'un des défenseurs lors de l'assaut anglais. Après il fut promu major de la milice de la ville et du district de Québec ; puis lieutenant-colonel, en remplacement de son frère, le capitaine Dupré. En janvier 1779, il fut nommé secrétaire canadien des transports militaires, poste qui lui confiait le poste d'adjoint du secrétaire britannique, il rendit les plus grands services à la cause d'Angleterre. Il jouissait d'un grand crédit auprès du gouverneur, et il devint son avisoir confidentiel. Il était le seul qu'il consultait pour l'assu- rance de la fidélité des Canadiens-Français et rechercher les moyens de les séparer des rebelles. C'est ainsi qu'il fut le premier à porter sur les agissements de la milice canadienne, et fut arrêté, puis déporté en Angleterre, où il fut relâché.

Après son retour, il ne se mêla pas de la politique, et se consacra à ceux de ses compa- gnons qui étaient en exil, les amis des libertés civiles, et chercha à rendre aux auto- rités anglaises la confiance qu'elles avaient perdue. Il fut en fait foi- ble, et ne réussit à convaincre personne. Il mourut dans une misère et une solitude, et fut enterré dans une tombe anonyme. Ses mérites furent oubliés, et il ne fut jamais dans son pays pour flatter, et pour servir les intérêts des autorités impé- riales. Il fut le seul des Canadiens-Français qui ne se soit jamais voulu faire relâcher

ou laisser en liberté ceux, parmi les compromis, qu'il savait devoir rentrer dans le devoir. Plusieurs lui durent leur liberté. On était sûr, en s'adressant à lui, de n'être pas repoussé et d'obtenir son appui quand l'intérêt public n'en souffrait pas dans ces temps orageux.

Lors de la nouvelle constitution créée en 1796, qui divisait la colonie en deux provinces, M. Bâby fut encore choisi comme un des membres du Conseil Législatif et fut aussi nommé membre du Conseil Exécutif du Bas-Canada. Comme tel il prit une part effective dans le gouvernement et la législature de sa province pendant près d'un demi-siècle.

En formant partie du Conseil Exécutif, qui était alors constitué en Cour d'Appel, M. Bâby se trouvait *ex officio* un des juges de cette Cour. Son grand sens, sa droiture et son impartialité, joints aux lumières professionnelles du juge en chef et du procureur du Roi, ses collègues, suppléèrent chez lui à une étude spéciale et approfondie des lois, qu'il n'avait pas été à même de faire. (1)

M. François Bâby était parvenu déjà à un certain âge quand il se décida à se marier. Il épousa à Québec, le 27 février 1786, Marie-Anne Tarieu de Lanaudière, fille de feu l'honorable Charles-François Tarieu de Lanaudière, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, capitaine d'infanterie, et conseiller au Conseil Législatif du Bas-Canada, seigneur de Sainte-

(1) Les notes qu'il a transcrites pour parvenir à ses décisions judiciaires montrent un travail consciencieux et intelligent; on y voit un discernement qui mène à l'équité et rappelle l'esprit juste de nos prud'hommes d'autrefois *Rectum enim est iudex*. Ces notes sont conservées avec respect par son petit-fils, l'honorable juge Bâby, de Montréal, un des anciens membres, lui aussi, de la présente Cour d'Appel.

Anne de la Parade, Saint-Valier, Saint-Pierre-les-Becquets et autres lieux, et de dame Catherine Le Moyne de Longueuil. Cette femme accomplie était aussi petite-fille de la célèbre *Madelon Jarret de Verchères*.

La vie de M. Bâby fut longue, laborieuse et très active. Le gouvernement lui confia plusieurs charges et commissions, et entr'autres, en 1801, celle de commissaire pour administrer les biens des Jésuites.

Sous le régime qui précéda la constitution de 1791, il fut nommé conjointement avec MM. Williams et Taschereau, commissaire pour s'informer de l'état des esprits, dans nos campagnes, à l'égard du gouvernement ; mission fort délicate assurément, mais dont, avec l'aide de ses collègues, il s'acquitta avec prudence, discrétion et grand discernement. Lord Dorchester l'avait en haute estime et ne cessait de lui en donner des témoignages des plus flatteurs. Il s'inspirait volontiers auprès de M. Bâby de ce qui intéressait le bien public, reconnaissant en lui beaucoup de perspicacité, de droiture et une intégrité à toute épreuve. Ces excellents rapports durèrent longtemps après le retour du noble lord en Angleterre et jusqu'à sa mort. Sa correspondance témoigne d'une sincère et durable amitié entre lui et la famille Bâby.

Le gouverneur Hallimaud continua aussi à correspondre avec M. Bâby et à s'intéresser à sa famille. C'est ainsi qu'il aida à l'avancement de ses neveux, les trois frères Bâby qui entrèrent dans l'armée anglaise.

Sir Robert-Shore Milnes ayant convoqué au château Saint-Louis, le 6 février 1802, les commandants des milices de la province, afin d'apporter par une nouvelle législation, plus d'efficacité dans le service de la milice, et sachant l'intérêt que M. Bâby portait à ce corps, le proposa comme président du comité et il fut porté unanimement à la présidence.

A diverses reprises M. Bâby fut appelé, par lettres-

patentes, à présider le Conseil Législatif : une première fois par lord Dorchester, une autre par sir Robert-Shore Milnes, et une troisième fois par l'administrateur Dunn. On lui proposa même la charge d'administrateur en l'absence du gouverneur-général, mais ne voulant pour aucune considération prêter le serment du *test*, il déclina l'honneur de cette fonction.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner que dès 1790 l'on s'occupait de l'abolition de la *tenure seigneuriale*. Comme membre du Conseil Exécutif et du comité chargé de s'enquérir de la question, M. Bâby prit une ample part aux travaux du comité, qui fit rapport en faveur de l'abolition. M. Bâby partageait à ce sujet les opinions de M. de Lanaudière dont les intérêts étaient en jeu comme propriétaire, lui aussi, de plusieurs seigneuries, mais chez lesquels l'intérêt public l'emportait sur tout.

En 1811, la guerre étant devenue imminente du côté des Etats-Unis, il fallait absolument des officiers valides et actifs dans ces temps critiques. M. Bâby, à cause de son grand âge et de sa faible santé, se démit de ses fonctions d'adjudant-général des milices et fut remplacé par Charles-Gaspard de Lanaudière, son beau-frère. Après le décès, en juillet de la même année, de Charles de Lanaudière, frère du précédent et membre du Conseil Législatif, lequel remplissait la charge de grand-voyer, M. Bâby fut nommé à ce dernier emploi (en septembre suivant).

Durant sa longue carrière, sous le régime anglais, M. Bâby ne dévia jamais de sa ligne de conduite tracée par son serment et son devoir. Il la suivit jusqu'à la fin avec zèle, fermeté et constance. Tous les gouverneurs depuis la conquête trouvèrent en lui un conseiller sage et prudent, et furent bien aise d'utiliser ses services, en particulier dans les circonstances difficiles. La continuité du crédit et de la faveur dont il

a joui pendant un demi-siècle auprès d'eux suffit, à elle seule, pour montrer qu'il en était digne et qu'il ne pouvait manquer de les maintenir par les qualités réelles et reconnues du vrai mérite.

Mais, malgré ses excellentes qualités, et peut-être à cause de cela même, M. Bâby rencontra des envieux, comme Duperron Bâby, son frère, en rencontra aussi. En devenant sujets anglais dans toute l'acception du mot, tous deux en avaient accepté les devoirs et les remplissaient avec une loyauté à toute épreuve. Cette fidélité de M. François Bâby à la Couronne et à son gouvernement dans sa province ne manqua pas d'être critiquée par certains de ses compatriotes français de Québec. Suivant eux, il s'était trop *anglifié* et ils cherchaient à le rendre impopulaire en le décriant à cet égard.

Toutefois sa réputation était solidement établie. Son intégrité comme homme public, sa probité en affaires, la dignité de son caractère et de sa conduite, lui valurent de conserver l'estime et le respect de la grande masse de ses concitoyens.

Il s'éteignit doucement de vieillesse, à l'âge de 87 ans, entouré de ses enfants, le 9 octobre 1823.

Catholique sincère et pratiquant, il s'était, sans ostentation, appliqué à en remplir les devoirs exactement. Le clergé le comptait comme un de ses appuis fidèles; nos communautés religieuses lui doivent aussi beaucoup. Les directeurs du séminaire de Québec, dont il était le voisin, pour témoigner de l'estime et de la considération qu'ils avaient pour le défunt, réclamèrent, comme une faveur, de déposer ses restes près de ceux des bienfaiteurs de leur maison, dans le caveau de leur chapelle.

Sa veuve lui survécut jusqu'en 1844 et put maintenir, dans une honnête aisance, la position sociale de la famille.

P.-B. CASGRAIN



MGR ALEXANDRE-ANTONIN TACHÉ
PREMIER ARCHEVÊQUE DE SAINT-BONIFACE

LES OUVRAGES DE HUBERT LARUE

Le défricheur de langues. Tragédie-bouffe en trois actes et trois tableaux. 1859. 8 pp. in-8. (1)

Université Laval de Québec. Thèse pour le doctorat en médecine, présentée et soutenue le 15 juin 1859, par F.-A.-H. LaRue, licencié en médecine. *Du suicide.*— Québec : de l'imprimerie de St-Michel et Darveau, 11, rue Lamontagne, basse-ville—1859—128 pp. in-8.

Voyage autour de l'île d'Orléans. (*Soirées Canadiennes*, 1861, de p. 113 à p. 173).

Réponse au Mémoire de MM. Brousseau, frères, imprimeurs des Soirées Canadiennes, par F.-A.-H. LaRue (un des collaborateurs). Québec—1862.—10 pp.—in-8.

Les chansons populaires et historiques du Canada (*Foyer Canadien*, 1863, de p. 321 à p. 384).

Eloge funèbre de M. l'abbé L.-J. Casault, premier recteur de l'université Laval, prononcé le 8 janvier 1863, par F.-A.-H. LaRue, M. D. L.—Québec, atelier typographique du Canadien, 21, rue Lamontagne—1863—29 pp. in-18.

Les chansons historiques du Canada. (*Foyer Canadien*, 1865, de p. 5 à p. 72).

Éléments de chimie et de physique agricoles, par F.-A.-H. LaRue, maître ès arts, docteur en médecine, membre correspondant de la Société de médecine de Louvain (Belgique), professeur à l'université Laval. Québec, imprimerie de l'*Événement*—1868—38 pp. in-12.

Petit manuel d'agriculture à l'usage des écoles élémentaires, par Hubert LaRue. Approuvé par le Conseil de l'Instruction Publique.—Québec : atelier typographique de Léger Brousseau, no 7, rue Buade—1870—53 pp.—in-12. (2)

(1) Publié sous le pseudonyme Isidore de Méplats.

(2) En 1877, cet ouvrage en était à sa treizième édition.

Etude sur les industries de Québec, par Hubert LaRue. Québec, atelier typographique de Léger Brousseau, 7, rue Buade—1870—47 pp. in-12.

Mélanges historiques, littéraires et d'économie politique, par Hubert LaRue—Québec, Garant et Trudel, éditeurs, rue La Fabrique—1870—299 pp. in-8.

Les corporations religieuses catholiques de Québec, par Hubert LaRue. Québec, Aug. Côté & Cie, imprimeurs-éditeurs—1870—24 pp. in 8.

The Catholic religious corporations of the city of Quebec by Hubert LaRue. (Translated from the french)—Quebec : printed by George-Thomas Cary, Fabrique street—1870—25 pp. in-8.

Petit manuel d'agriculture à l'usage des cultivateurs, par Hubert LaRue. Approuvé par le Conseil de l'Instruction publique et par le Conseil d'agriculture, Edition spéciale publiée par l'ordre de l'honorable ministre de l'agriculture de la province de Québec. Québec : C. Darveau, imprimeur-éditeur, no 8, rue La Montagne—1873—69 pp. in-12.

Histoire populaire du Canada ou Entretiens de madame Genest à ses petits-enfants, par Hubert LaRue—Québec, Blumhart & Cie, libraires-éditeurs, no 26, rue Saint-Pierre—1875—216 pp. in-8. (1)

De la manière d'élever les jeunes enfants au Canada ou Entretiens de madame Genest à ses filles, par Hubert LaRue—Québec, C. Darveau, imprimeur-éditeur, no 82, rue de la Montagne—1876—128 pp. in-12.

Les corporations religieuses catholiques de Québec et les nouvelles taxes qu'on veut leur imposer, par Hubert LaRue. Québec, Aug. Côté & Cie, imprimeurs-éditeurs—1876—28 pp. in-8.

(1) Il y a eu une seconde édition.

The catholic religious corporations of the city of Quebec and the proposed new taxations, by Hubert LaRue (Translated from the French) Quebec, printed by George-Thomas Cary, Buade street—1877—VI + 26 pp. in-8.

Eloge de l'agriculture. Rapport du docteur Hubert LaRue sur le concours d'agriculture ouvert par l'Institut Canadien de Québec. (Annuaire de l'Institut Canadien de Québec—1878. No 5, p. 83 à p.101).

Petit manuel d'agriculture, d'horticulture et d'arboriculture, par Hubert LaRue—Québec, C. Darveau, imprimeur—1878—108 pp. in-8.

Voyage sentimental sur la rue Saint-Jean. Départ en 1866, retour en 1880. Causeries et fantaisies aux 21. Par Hubert LaRue—Québec, typographie de C. Darveau—1879. 168 pp. in-12. (1)

Petite grammaire française très élémentaire à l'usage des jeunes enfants (Livre du maître et de l'élève), par Hubert LaRue. Québec, typographie de C. Darveau—1880—36 pp. in-24.

Petite histoire des États-Unis très-élémentaire ou Entretiens de madame Genest avec ses petits-enfants, par Hubert LaRue. A mes enfants—Québec, imprimerie Augustin Côté & Cie—1880—22 pp. in-24.

Petite arithmétique très élémentaire à l'usage des jeunes enfants (livre du maître et de l'élève), par Hubert LaRue. Québec, typographie de C. Darveau—1880—IV x 13 pp. in-24.

Mélanges historiques, littéraires et d'économie politique par Hubert LaRue.—Volume II. Québec, imprimerie de P. G. Delisle, 1, rue Port Dauphin—1881—275 pp. in-8.

(1) On lit sur la couverture: " Pour paraître prochainement—*Deuxième voyage sur la rue Saint-Jean, Départ en 1880, retour en 2880.* " Cet ouvrage n'a pas paru.

REPONSES

Les frères Pinguet. (XI, IX, 1092.)—Trois frères Pinguet servirent comme officiers dans notre milice pendant la guerre de 1812-13.

Bon sang ne peut mentir, dit le proverbe. Les frères Pinguet tenaient de bonne souche puisque leur père, Charles Pinguet de Vaucour, négociant à l'aise de la basse-ville de Québec, avait servi en qualité de lieutenant dans la deuxième compagnie de milice, capitaine François Baby, pendant le siège mémorable de 1775. M. Pinguet fut marguillier de la paroisse de Québec et magistrat de la cité pendant un grand nombre d'années. Il mourut à Québec, respecté de tous, le 28 mai 1821, à l'âge de 81 ans. De son mariage avec Françoise Chauveau il eut, entr'autres enfants, Luce qui se maria à Jacques Voyer et qui avait l'ardeur militaire de ses frères puisqu'elle suivit son mari sur les frontières en 1812-13, Louis-Basile, François-Xavier et Charles-Casimir.

Louis-Basile Pinguet, l'aîné, naquit à Québec, le 6 mai 1777.

Le 28 mai 1812, Sir George Prevost le nommait assistant adjudant-général des milices du Bas-Canada.

En 1821, Louis-Basile Pinguet était contre-maître du guet.

Il mourut à Québec le 3 août 1853, à l'âge de 76 ans et 3 mois.

“ Quoique possesseur d'une certaine aisance, il avait toujours vécu avec la plus grande simplicité, se refusant toutes dépenses superflues, afin d'avoir à sa disposition plus de moyens de secourir les pauvres. ”

Le deuxième des frères Pinguet, François-Xavier, naquit à Québec le 27 mars 1778.

Il mourut à Québec le 24 décembre 1820.

Sa veuve—Charlotte Mure, fille de l'honorable John

Mur—se remaria à l'honorable Jean-Baptiste Taché, frère de sir Paschal-Etienne Taché.

Charles-Casimir, le troisième des frères Pinguet, naquit aussi à Québec le 27 décembre 1781.

Dès les premières rumeurs de guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis, Charles-Casimir Pinguet se fit donner une commission de lieutenant dans les *Canadian Fencibles*, régiment presque entièrement composé de Canadiens-Français.

A la bataille de Châteauguay, le 13 octobre 1813, Pinguet était lieutenant de la compagnie légère commandée par le capitaine Ferguson. Il seconda avec zèle et habilité les efforts de son capitaine. Le *Témoin oculaire* lui en rend témoignage : " On n'a pas moins remarqué dans ce combat sévère, le courage et la bravoure du capitaine LaMothe, du département des sauvages, du lieutenant Pinguet, de l'infanterie légère (*Fencibles*) canadienne..."

Le lieutenant Pinguet écrivait à son frère quelques jours après la bataille de Châteauguay et sur le lieu même de ses exploits : " Je crois à présent qu'un homme est capable d'endurer sans crever plus de misère qu'un bon chien." (1) L'infortuné jeune homme se trompait car il prit dans cette campagne le germe de la maladie qui l'emporta quelques mois plus tard. Il mourut à Saint-Philippe de Laprairie, où son régiment était en cantonnement, le 13 juin 1814.

" Ses parents, dit la *Gazette de Québec* du 23 juin 1814, perdent en lui un parent affectionné, les officiers de son régiment un ami sincère, et le service un officier qui promettait beaucoup."

P. G. R.

(1) Deux des lettres de Charles Pinguet à son frère ont été publiées dans les *Soirées Canadiennes* de 1864. Celle du 21 novembre 1813 donne des détails précieux sur la bataille de Châteauguay.

Le gouverneur Du Quesne. (XI, XII, 1111).

—Les généalogistes français (1) ont trouvé que le gentilhomme qui administra le Canada de 1752 à 1755, orthographiait son nom : *Du Quesne-Menneville*.

Pour faire connaître un peu la famille de ce gouverneur nous commencerons nos notes depuis l'aïeul de M. Du Quesne-Menneville ; il serait facile de remonter encore plus loin mais il nous suffira de débiter avec Abraham I Du Quesne qui naquit en 1610, à Dieppe, devint chef d'escadre en 1647 et lieutenant-général de la marine en août 1677. Ce brave marin expira subitement dans la nuit du premier février 1688.

Abraham I laissa trois fils : Abraham II surnommé le *Grand Du Quesne*, et qui fut l'un des plus célèbres marins du 17^e siècle ; *Etienne* et *Jacob*, qui, tour à tour, embrassèrent la carrière du père. L'aîné, en récompense de ses services, obtint du roi l'érection de sa terre en marquisat.

Afin de se distinguer entre cousins, les fils des trois frères Du Quesne firent des additions à leur nom. Alexandre, fils d'Etienne, utilisa le nom de sa mère : Susanne Le Mounier et signa : Du Quesne-Monnier. Il fut le père de notre gouverneur. M. Du Quesne-Monnier naquit vers 1653 ; entra dans la marine à 24 ans ; enseigne de vaisseau en 1678 ; capitaine de galiote, 1684, et l'année d'ensuite sur brevet capitaine de vaisseau ; chef d'escadre le 5 août 1715 et commandant du port de Toulon en 1725, alors qu'il maria sa fille Ursule à M. Guillaume d'Icard. Au contrat de ce mariage figure Ange Du Quesne, sieur de Menneville. M. Du Quesne-Monnier était commandeur de l'Ordre de St-Louis. Il mourut à Toulon le 17 novembre 1726,

(1) La Chesnaye-Desbois et Badier, *Dict. Généalogique* ; Vte de Magny, *Le Nobiliaire de Normandie*, vol. II, p. 587 ; A. Jal. *Du Quesne et la marine du 17^e siècle*.

âgé de 73 ans ; au moment de sa mort il avait 7 enfants :

1°—Le premier (dont nous n'avons pas le nom) entra dans la marine comme garde en 1697 ; il périt sur le *Vaillant* à l'automne de cette même année.

2°—Le second : *Louis-Marie*, naquit en 1694 ; garde de la marine à treize ans ; enseigne, 1712 ; lieutenant, 1727 ; capitaine, 1738, et chevalier de St-Louis. Mourut, 1747. Louis-Marie contrairement à l'habitude de tous les membres de sa famille signait Du Quesne en un seul coup de plume : *Duquesne*.

3°—Le troisième fils de M. Du Quesne-Monnier et d'Ursule Possel fut *Ange Du Quesne*, sieur de Menneville qui à 12 ans fut garde de la marine, (1714) ; enseigne de vaisseau le 17 mars 1727 ; lieutenant le 1er juillet 1735, et major le 1er janvier 1746. Aimant mieux servir comme capitaine il quitta la majorité le 25 août 1749. Il fut nommé gouverneur du Canada le premier janvier 1752 et devint chef d'escadre en 1755.

Il fit 18 campagnes ; en 1744 il assista au combat rendu par M. de Court (La Bruyère), lieutenant-général, devant Toulon contre une grosse escadre anglaise.

On se battit bien mais la fortune ne fut point du parti de M. de Court, que l'on punit de n'avoir pas été heureux.

M. Du Quesne-Menneville commandait en avril 1759, le vaisseau le *Foudroyant* ; il soutint contre trois vaisseaux anglais un combat qui ne dura pas moins de sept heures. Il fut à la fin contraint de se rendre. (*Gazette de France* 13 avril 1759). Sa conduite fut vivement critiquée ; le ministre, M. de Choiseul-Stainville se montra très dur, mais sans doute, le chef d'escadre parvint à se justifier complètement, car en janvier 1763, il fut fait commandeur de St-Louis, avec

la pension de 3.000 livres. En 1726, le roi lui avait accordé une pension de 200 livres.

Il mourut à Antony (Seine), le 17 septembre 1778, et fut enterré le lendemain dans le cimetière du village. (Registres de St-Saturnin d'Antony).

Il s'était retiré du service le 8 avril 1776, avec les provisions de lieutenant-général et 6.000 livres d'appointements, conservés sur le fonds de la marine.

4.—Le quatrième fils de Du Quesne-Monnier fut connu sous le nom de *Du Quesne-Cannocier*. Il entra aussi dans la marine, et mourut à Pondichery, en 1750.

5° 6° 7°—*Trois frères* des quatre marins entrèrent dans l'Eglise et l'on ignore ce qu'ils devinrent.

Ange Du Quesne-Menneville est mort sans postérité. Il portait l'écu de ses armes entouré du cordon de l'Ordre de St-Louis, surmonté d'une couronne de marquis, titre dont Sa Majesté l'avait décoré en lui confiant le gouvernement général du Canada. Il avait pour cimier un bras nu armé d'un casse-tête ou massue.

La famille blasonnait : *d'argent au lion de sable, armé et lampassé de gueules*. Couronne : de marquis. Supports : deux lions.

Je suis porté à croire que la famille existe encore en France et je compte m'assurer de ce fait bientôt.

Régis Roy

Mgr de Mornay. (IX, XI, 979.)—M. Régis Roy nous prie de corriger l'impression que ses dernières notes sur Mgr de Mornay (*Bulletin*, vol. XI, p. 346), ont pu produire. Le M. de Mornay ci-mentionné abbé de M. etc., est un cousin du titulaire au siège épiscopal de Québec.

La formule du bon plaisir. (XII, I, 1116.)—Qui de nous n'a pas lu ou entendu répéter maintes fois que la formule : “ Car tel est notre *bon plaisir*”,

était celle adoptée par la chancellerie de France, avant 1789 ? Des historiens, pour donner plus de crédit à leur assertion, ont précisé et même affirmé que l'usage de cette clause finale avait été introduit par le roi François Ier.

Cette formule blessante et justement décriée a été souvent une arme dont l'ironie et la haine se sont emparées pour attaquer l'ancienne monarchie, que l'on a appelée le *règne du bon plaisir*. La croyance générale à ce sujet s'était tellement enracinée de nos jours, qu'on l'admettait sans le moindre contrôle.

Cependant si, comme l'a fait le comte de Malastrie (*Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, tome XLII), on consulte les recueils d'édits, de lettres-royaux et d'ordonnances, depuis François Ier jusqu'à Louis XVI, on verra qu'il n'y a pas un seul de ces actes où ait été employée la formule : " Car tel est notre bon plaisir. " Celle qui fut constamment en usage avant 1789, c'était : " Car tel est notre plaisir. " Or, il suffit de comparer ces deux phrases pour comprendre combien leur signification est différente.

Le mot plaisir, isolée de l'épithète bon, n'a plus d'autre valeur que celle du mot plaire dans les locutions interrogatives : Plait-il ? Au contraire, par leur réunion, ces deux mots impliquent une idée choquante de caprice et d'odieux arbitraire. On ne dénaturerait pas d'avantage l'expression *car telle est notre volonté*, si l'on y intercalait l'épithète bonne et si l'on écrivait : " Car telle est notre bonne volonté. "

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que cette formule du bon plaisir date du premier Empire. Lorsqu'en 1804 le gouvernement monarchique fut rétabli en France, la chancellerie impériale adopta ce protocole, et la Restauration le conserva, sans même soupçonner peut-être l'origine de cette innovation qui s'était introduite sous le régime impérial.

BOREL D'HAUTERIVE

Le premier prêtre ordonne au Canada. (XI, XI, 1105.)—Le 29 juillet 1657, MM. Gabriel de Queylus, Dominique Galinier, Gabriel Souart, prêtres de Saint-Sulpice, et François D'Allet, *diacre*, arrivaient à Québec.

Un peu moins de deux années plus tard, le 16 juin 1659, Mgr de Laval mettait à son tour pied à terre dans la capitale de la Nouvelle-France.

Les biographes de M. D'Allet nous apprennent qu'il reçut l'onction sacerdotale le 15 août 1659, c'est-à-dire deux mois après l'arrivée de Mgr de Laval dans la Nouvelle-France.

M. D'Allet a-t-il été ordonné à Québec ?

Le *Journal des Jésuites*, tenu par le supérieur de la mission lui-même, enregistre les moindres événements religieux qui se passent à Québec. Il est peu probable qu'il aurait oublié de noter un fait aussi important que la première ordination faite par Mgr de Laval au Canada. M. D'Allet a dû être ordonné au cours d'un voyage en France.

M. Henri de Bernières est, croyons-nous, le premier prêtre ordonné dans la Nouvelle-France.

La vénérable mère Marie de l'Incarnation dit dans une de ses lettres :

“ Un neveu de M. de Bernières l'a voulu suivre (Mgr de Laval). C'est un jeune gentilhomme qui ravit tout le monde par sa modestie. Il se veut donner tout à Dieu à l'invitation de son oncle et se consacrer au service de cette nouvelle église, et afin d'y réussir il se disposa à recevoir l'ordre de prêtrise. Ses vœux furent bientôt exaucés, car il fut le premier ordonné à Québec dans l'église paroissiale (13 mars 1660) ”

“ L'abbé Henri de Bernières, lisons-nous dans *Les Ursulines de Québec* (tome II, p. 13), arriva à Québec avec Mgr de Laval, et pendant quarante ans, il fut par ses vertus sacerdotales, le modèle du clergé, la joie et

l'appui du premier pasteur, l'honneur de l'Eglise du Canada. Il avait été le premier prêtre ordonné au Canada, et il dit sa première messe dans notre chapelle avec grande solennité, le 19 mars 1660. ”

Le general Murray et les processions religieuses. (XII, I, 1121.)—Il est parfaitement vrai que, pendant qu'il était gouverneur de Québec, Murray obligea les militaires à saluer toutes les processions religieuses des Canadiens. Ceci n'a pas été fait par un ordre du jour, mais bien par un ordre permanent qui est encore en force aujourd'hui. Cet ordre, daté du 4 novembre 1759, ne s'appliquait qu'à Québec pour la bonne raison que les Anglais n'étaient encore maîtres que de cette ville. Je ne sais si un ordre semblable a été promulgué à Montréal, après la capitulation de cette ville, mais la chose est plus que probable. Un N. B. à la fin de cet ordre dit qu'il devra être lu à la garnison une fois par mois.

Dans son ouvrage *The Siege of Quebec*, M. A.-G. Doughty dit, pages 317 et 318 du troisième volume :

“ Special provision was made not only for the protection of their property, but for a due and proper respect for their religious observances. Thus we find it stated in the General Orders of the 4th of November that “ The French inhabitants of Quebec, by the capitulation, being intitled to the possession of their effects, and His Majesty's proclamation for the free exercise of their religion, it is determined to punish all robbing and plundering, or insult offered to their persons, in an exemplary manner ; and when any of their processions are made in the public streets, it is ordered that the Officers pay them the compliment of the hat, because it is a civility due to the people who have chosen to live under the protection of our laws ; should this

piece of ceremony be repugnant to the consciences of any one, they must retired when the procession approaches. ”

F.-J. A.

Ordre de Pie IX. (VI, VIII, 737.)—Dans une lettre apostolique, donnée à Gaëte sous l’anneau du pècheur, le 17 juin 1847. Pie IX institua un ordre de chevalerie qui est aujourd’hui connu sous le nom d’Ordre de Pie IX.

Cet ordre se divise en deux classes : les commandeurs et les chevaliers.

La décoration de Pie IX est une croix d’or à huit pointes, dont les intervalles sont remplis de flammes rayonnantes. Sur un cartouche en émail blanc, qui se trouve au milieu, on lit *Pius IX* et ce cartouche est entouré d’un ruban en émail bleu, sur lequel se lit, en lettres d’or, la légende : *Virtute et merito*. Derrière se trouve la date : *Anno 1847*.

Le ruban qui attache la décoration est en moire bleu sombre avec un bord rouge.

Les Canadiens suivants ont reçu la décoration de l’Ordre de Pie IX :

COMMANDEURS

Hon. Thomas-Jacques-Jean Loranger, Montréal.
Alfred Larocque, Montréal, 1867.
Olivier Berthelet, Montréal, 1869.
P.-J.-O. Chauveau, Montréal, 1873.

CHEVALIERS

B.-A. Testard de Montigny, Montréal, 1884.
Lucien Forget, Montréal, (1898).
Hugh Murray, Québec.
Euclide H. Richer, Saint-Hyacinthe (1896).
Joseph Taillefer, Whitewood, N. O., 1873.

Noé Raymond, Saint-Hyacinthe (1896).
M.-J.-A. Prendergast, Montréal.
Edouard Lefebvre de Bellefleur, Montréal, 1869.
Honoré Alphonse Desjardins, Montréal (1872).
Charles-E. Rouleau, Québec, 1905.

Sir John Franklin et le Canada. (VII, III, 784).

— Nous lisons dans la *Canadian Magazine* de avril 1825 : “ Les officiers de l'expédition par terre au pôle Arctique, le capitaine Franklin, commandant, le lieutenant Kendal, astronome, le docteur Richardson, chirurgien et naturaliste, et M. Drummond, botaniste, sont arrivés d'Angleterre, via New-York, à Niagara, le 2 courant, et après avoir examiné les chutes, se sont embarqués dans un paquebot pour York dans la soirée du 4. On dit que tout le parti s'assemblera à Bear Lake, et que dans le printemps de 1826 il descendra la rivière McKenzie et s'embarquera sur la mer polaire en juillet de la même année, et fera voile dans la direction du couchant vers Icy Cape. S'ils ne peuvent rencontrer là le capitaine Parry, le *Blossom* de 28 canons (qui a fait voile récemment d'Angleterre aux mers du sud) les attendra dans le détroit de Behring, au cas où l'expédition atteindrait ce point. ”

Franklin revint au Canada en 1827.

Le 16 août de cette même année, il posait la pierre angulaire du canal Rideau. Une lettre adressée à la *New Montreal Gazette* et datée du même jour dit à ce sujet :

“ J'ai ce soir à vous communiquer un des événements les plus importants qui aient eu lieu au Canada, — un événement qui sans aucun doute formera une ère dans l'histoire de ce pays pour les âges à venir. Ce n'est rien moins que la pose de la première pierre des portes du Canal Rideau. Hier soir, tard, le capitaine

Franklin, le célèbre voyageur, est arrivé aux quartiers généraux du 71^{ème} régiment, maintenant en devoir ici. Le colonel By décida alors de souhaiter la bienvenue dans les régions de l'hospitalité et de la civilisation à cet entreprenant voyageur d'une manière qui identifierait son retour avec une grande entreprise si hautement profitable au continent qu'il a si longtemps exploré c'est-à-dire la pose de la première pierre des portes du canal Rideau. Ce matin donc, à 4 heures, la pierre pesant 1 $\frac{3}{4}$ tonne fut mise sur son lit. Le colonel By accompagna Franklin à l'endroit et le célèbre voyageur frappa la pierre bien en forme. "

La milice d'élite et incorporée. (XI,IX,1087)

—C'est le 28 mai 1812 que sir George Prevost forma quatre bataillons de milice d'élite et incorporée. La liste des officiers de ces quatre bataillons intéressera peut-être un bon nombre de lecteurs :

PREMIER BATAILLON

Quartier-général : Pointe-aux-Trembles.

Etat-major : Louis de Salaberry, lieutenant-colonel commandant ; L.-A. Duchesnay, major ; J.-Bte d'Esrimanville, adjudant ; J. Voyer, payeur ; John Coates, quartier-maître ; Joseph Painchaud, chirurgien.

Capitaines : Pierre Bazin ; Pierre Laforce ; Bernard-Antoine Panet ; J.-W. Woolsey ; Philippe Panet ; John McKay ; Olivier de Lagorgendière ; Isaïe Boudreau.

Lieutenants : George de Tonnancour ; Joseph de Vareunes ; Etienne de Vareunes ; Joseph-Stephen McKay ; George Finlay ; Louis Gariépy ; Pierre Garneau.

Enseignes : Lous-Etienne Faribault ; Louis Rolette ; Thomas Fortier ; Edouard Larue ; Séraphin Primeau ; Louis Méthot ; Antoine Parent ; Augustin Mercure.

DEUXIÈME BATAILLON

Quartier-général : La Prairie de la Madeleine.
Etat-major : J. B. Hertel de Rouville, lieutenant-colonel commandant ; P.-J. Mailhiot, major ; Michel Currot, adjudant ; François Rolland, payeur ; David Lukin, quartier-maître ; T. A. Talham, chirurgien.

Capitaines : René de LaBruère ; Chevalier de Beaujeu ; Pierre Weillbrenner ; Piedmont de La Bruère ; Pierre Grisé ; Stephen McKay.

Lieutenants : François-Victoire Mailhiot ; Testard de Montigny ; Guillaume Lamothe ; J.-M. de Tonnancour.

Enseignes : J.-B.-Etienne Laviolette ; Pierre Marasé ; Ed-Martial Leprohon ; J.-François Bouthillier ; Edouard Kimber ; Philippe Vignau ; Robert Grant ; Pierre Levesque.

TROISIÈME BATAILLON

Quartier-général : Berthier-en-haut.

Etat-major : James Cuthbert, lieutenant-colonel commandant ; C. S. de Blenry, major ; Charles Delav, adjudant ; François Bucher, payeur ; John Doglerty, quartier-maître ; Gustave Isenhoff, chirurgien.

Capitaines : J.-R.-P. de Courval ; Saint-Vallier Mailloux ; Charles Lemaistre Auger ; Antoine Saint-Louis ; Pierre Vézina ; N. R. Doherty.

Lieutenants : Antoine Rana, Erenne Racyné, J.-F. Dume ; François Desjard ; X. Lussan Chabot.

Enseignes : William Aird ; Petrus Noiseux ; Benjamin Schiller ; Eustache-Antoine de Bellefeuille ; Joseph LeBlanc ; Hercule Olivier.

QUATRIÈME BATAILLON

Quartier-général : Saint-Thomas de Montmagny.

Etat-major : J.-P.-T. Taschereau, lieutenant-colonel commandant ; Louis Duvière, major ; Robert Tanswell, adjudant ; Henry Cowan, payeur ; Jean Masse, quartier-maître ; Gaspard Couillard, chirurgien.

Capitaines : J.-Bte. Larue ; Charles Huot, Louis Boucher, Charles Taché.

Lieutenants : Gaspard Boisseau ; Edouard Pratte ; Joseph Blanchet.

Enseignes : Pierre de Tonnancour ; Charles Fournier ; François Paré ; Jacques Langevin.

Les "histoires" ou "genealogies" de familles (V, IX, 658.)—A ajouter à la liste des "histoires" ou "généalogies" de familles publiée dans le *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. IX, p. 276, et vol. X, p. 159 :

La famille Le Moine. Mémoire de famille (privé) 28 pp. in-8. S. l. n. d.

Notices généalogiques sur la famille Guibord—A. Bureau & Frères, imprimeurs, 550, rue Sussex, Ottawa—1904—34 pp. in-8.

La famille Demers, d'Etchemin, par l'abbé Benj. Demers—Lévis, 1905. 124xXVII pp. in-8.

Généalogie de la famille Lepage (branche du district de Rimouski), par J. W. Miller. (Cette généalogie a été publiée, en 1905, dans le *Progrès du Golfe*, de Rimouski).

QUESTIONS

1123—*La Gazette de Québec* du 23 décembre 1837 dit qu'Amury Girod, le patriote qui se flamba la cervelle au moment où il allait être fait prisonnier, fut enterré sur la voie publique " avec un pieu enfoncé à travers le corps, ainsi que le veulent nos lois pour inspirer plus d'horreur du crime de suicide. " C'est la première fois que j'entends parler de cette loi. A-t-elle réellement existée ?

G. B. A.

1124—Quand a-t-il été question pour la première fois d'annexer l'île de Montréal à la province du Haut-Canada afin de donner à cette province un port océanique indépendant du Bas-Canada ?

XXX

1125—Est-il bien vrai qu'une ordonnance de Louis XV accordait la noblesse héréditaire à la troisième génération de chevaliers de Saint-Louis ?

XXX

1126—J'ai devant moi une carte de l'île Visitation, située vis-à-vis le Sault-au-Récollet. Cette carte datée du 2 septembre 1768 est de Jean Delisle. J'y vois une espèce de petite chapelle avec la note " oratoire de M. Lesquade. " Quel était ce M. Lesquade ?

A. P. F.

1127—Connait-on le nom de cet habitant de Québec qui, occupé à faire la pêche dans les environs de l'île-aux-Oeufs lorsque la flotte de sir Hovenden Walker se jeta sur les récifs de cette île en 1711, y fit un si riche butin. La mère Juchereau rapporte que, de retour à Québec, il fut jeté en prison et qu'il n'obtint sa liberté que sur les instances de quantité de personnes considérables ?

XXX

1128—L'ingénieur de Catalogne, qui travailla aux fortifications de Québec, est-il mort au Canada ?

G. B.

VOL XII

MARS 1906

No 3.

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mars : La famille des Champs de Boishébert : Jean-Baptiste-François des Champs de la Bouteillerie ; Origine de noms canadiens ; Edmund-William-Romer Antrobus ; Lennoxville ; Inscription sur le monument érigé à la mémoire de sir George Prevost, gouverneur du Canada, dans la cathédrale de Winchester, en Angleterre ; Frontenac poète ; Michel Le Courtois de Surlaville, G. du Bosq de Beaumont ; Les débuts de l'imprimerie au Canada, Raoul Renault ; Le choléra asiatique à Québec ; Emilien Dupont, L'abbé V.-A. Huard ; " Bishop " ou " évêque, Courr. de St-H. ; Questions, etc., etc.

Gravure : Le général baron Antoine-Pierre Juchereau de Saint-Denys.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

La bannière de Marie Immaculée pour 1906 (14^{em} année). Prix : \$0.25. S'adresser aux Pères Oblats de M. I., Juniorat du Sacré-Cœur, Ottawa.

Alcool et Alcoolisme, par Edmond Rousseau. Prix : \$0.50. S'adresser à l'auteur, 94 rue Scott, Québec.

La papauté et les zouaves pontificaux, par C.-E. Rouleau. S'adresser à l'auteur, Québec.

Les débuts de l'imprimerie, par Raoul Renault—Québec—1905. Prix : \$1.00. S'adresser à l'auteur, Québec. (Tiré à 300 exemplaires numérotés).

300 cantiques anciens et nouveaux, à l'usage des maisons d'éducation, des communautés et des paroisses, recueillis par Louis Bouhier, S.S., professeur au collège de Montréal. Prix : \$1.00.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

MARS 1906

No 3

LA FAMILLE DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

La famille des Champs est très ancienne en Normandie.

Un de ses membres fit la troisième croisade. (1)

Le premier des Champs sur qui on a des données certaines est Gilles des Champs, qui fut évêque de Coutances et cardinal. Etant encore professeur de théologie, il avait assisté comme théologien au concile de Coutances et avait collaboré avec le célèbre Jean Gerson et le cardinal Pierre D'Ailly à un ouvrage intitulé : *Des trois voies pour faire cesser le schisme*. Le roi Charles VII l'employa comme ambassadeur auprès du pape Clément VII et de l'empereur Wenceslas de Pologne. Il lui confia ensuite la charge de grand aumônier de la cour. Gilles des Champs représenta son souverain au concile de Pise, et mourut le 15 mars 1413. Ses restes reposent dans la cathédrale de Rouen.

I. Robert des Champs, frère du cardinal des Champs, fut seigneur de Tourville en Caux, et maire de Rouen en 1382. De son mariage avec Jeanne Mustel, il eut trois fils :

1° Robert des Champs continua la lignée.

2° Gilles des Champs remplaça son oncle comme professeur de théologie, et, le 9 mars 1434, fut nommé

(1) On trouve également le nom d'un Boishébert dans la liste des compagnons de Guillaume le Conquérant.

doyen du chapitre de la cathédrale de Rouen. Lorsque les Anglais se rendirent maîtres de cette ville, le chanoine des Champs devint leur ami. En 1438, une réaction s'opéra à Rouen contre les Anglais. Gilles des Champs fut la première victime du ressentiment populaire. Il fut jeté en prison où il mourut de chagrin le 13 octobre 1438.

3° Jacques des Champs reçut de Henri V, roi d'Angleterre, l'office de l'argenterie des bois en la forêt de Conches, dépendant de la généralité de Paris.

II.—Robert des Champs, écuyer, fut seigneur d'Esnitot, de Cabourg, d'Igneaumare et du Mesnil-Tournant. Il obtint du roi de France Charles VII, en 1437, des lettres patentes par lesquelles il recevait 500 livres tournois sur les biens confisqués à Jean Marcel et à Simon de la Mote, habitants de Rouen, qui avaient favorisé le parti des Anglais. Il fut nommé, en 1452, conseiller à la cour, et lieutenant au gouvernement de Montivilliers. Robert des Champs laissa trois fils :

1° Jean des Champs, écuyer, seigneur d'Esnitot, qui exerça, lui aussi, la charge de lieutenant au gouvernement de Montivilliers. Il épousa, avant le 5 juillet 1501, Marguerite de Plaimbleu.

2° Adam des Champs qui continua la lignée.

3° Robert des Champs, seigneur d'Escures.

III.—Adam des Champs, écuyer, seigneur de Grenques, fut procureur du roi en la vicomté de Montivilliers, et mourut avant le 15 février 1534. Il eut de son mariage avec Marie d'Escrépintot :

1° Pierre des Champs, qui continua la lignée.

2° Adam des Champs.

IV.—Pierre des Champs, écuyer, seigneur de Grenques et de Lorient, remplaça son père comme procureur du roi en la vicomté de Montivilliers. Il se démit de cette charge le 27 avril 1566, en faveur de son cousin

germain Jean Tirel, écuyer, licencié en droit et avocat au Parlement. Il était mort le 4 septembre 1573. Il avait épousé Marie, fille aînée de noble homme Nicolas de la Mare, seigneur de Montlévêque, de Beuzeville, etc., etc., et qui lui donna :

1^o Guillaume des Champs, écuyer, seigneur de Beuzeville-la-Guérand.

2^o Antoine des Champs, qui continua la lignée.

3^o Perrette des Champs mariée par articles sous seings privés du 24 octobre 1564 à noble homme François le Pougneur, écuyer, seigneur de Limezy.

4^o Isabeau des Champs mariée au sieur du Putz et de Casave au Béars.

V.—Antoine des Champs, écuyer, seigneur de Grengues, de Beuzeville-la-Guérand et de Montlévêque en partie. Le 4 septembre 1573, il vendit moyennant la somme de 400 livres le fief et seigneurie de Grengues à Guillaume le Seillier, sieur d'Auberville. Il mourut avant le 30 août 1603. Il avait épousé, par articles sous seings privés du 2 janvier 1565, Marie, fille de noble homme Charles le Grand, seigneur de la Haye. Il se remaria, par articles sous seings privés du 25 novembre 1575, avec Marie de Bailleul, veuve de Charles le Bouteillier, seigneur de la Bouteillerie, de Roquefort et des Landres. Il eut plusieurs enfants :

1^o Charles des Champs qui continua la lignée.

2^o Antoine des Champs, avocat en Parlement. Il fut marié à Marguerite de Bennetot.

3^o Nicolas des Champs, avocat en Parlement. Il épousa Jeanne de Houel.

4^o Marie des Champs mariée à Guillaume Dedes, conseiller du roi et son premier avocat au siège présidial de Caux.

VI.—Charles des Champs, écuyer, seigneur de Boishébert, de Beuzeville-la-Guérand, des Landres et du fief Hancelin, patron honoraire des paroisses de

Hautot-le Valois, d'Anvronville et de Roquefort, obtint les 26 et dernier février 1598 deux certificats, l'un du lieutenant-général pour le roi au baillage de Caux, et l'autre du duc de Montpensier, portant qu'il avait servi Sa Majesté en ses armées, avec armes et équipages convenables à sa qualité. Il donna son aveu au roi le 22 mars 1602 du fief de Boishébert relevant de Sa Majesté, à cause de la vicomté de Caudebec. Il mourut avant le 12 janvier 1621. Il avait épousé, par articles sous seings privés du 28 avril 1586, Suzanne, fille de noble homme Charles le Bouteillier et de dame Marie de Bailloul. Elle décéda avant le 18 mai 1654. Elle avait eu :

1° Antoine des Champs, seigneur de Boishébert, etc, qui épousa Françoise, fille de Charles de Pelletot, chevalier, et de Marie de Clercy.

2° Adrien des Champs, écuyer, seigneur de la Bouteillerie et de Roquetfort. Il épousa Jeanne Asselin, mais mourut sans enfants le 3 mars 1654.

3° Jean des Champs qui continua la lignée.

4° Isabeau des Champs mariée à Pierre Clouet, sieur de Rucquemare, conseiller du roi en son siège présidial de Caudebec.

5° Suzanne des Champs mariée à Jean des Pourmares ou d'Espommars, écuyer, seigneur de Bourdemare.

6° Charlotte des Champs mariée à Guillaume Compoinctz, écuyer, seigneur du Bosquesnay, lieutenant en l'élection de Montivilliers.

7° Marguerite des Champs mariée, par articles sous seings privés du 17 avril 1628, à Jean Le Canu, écuyer, sieur de Frédéru.

8° Marie des Champs. Elle fit profession religieuse au monastère des Hospitalières de Dieppe sous le nom de Saint-Joachim. En 1643, elle se décida, avec la per-

mission de ses supérieures, à passer dans la Nouvelle-France pour venir renforcer les héroïques fondatrices de l'Hôtel-Dieu de Québec. Elle rendit de grands services à cette communauté. La mère Juchereau de Saint-Ignace en fait beaucoup d'éloges. " Le 1er mai 1690, écrit-elle, la mère Marie des Champs de Saint-Joachim mourut âgée de 79 ans. Ce qu'on admirait en elle le plus, c'était sa rare humilité dans laquelle elle s'est perfectionnée jusqu'à la mort d'une manière qui a beaucoup édifié tous ceux qui l'ont connue : cette belle vertu qui n'est jamais seule dans une âme, lui en avait fait acquérir un grand nombre d'autres. Son exactitude, sa dépendance dans les moindres choses, sa ferveur au service des malades ne s'est jamais ralentie, sa grande dévotion était au verbe incarné, à la très-sainte Vierge, et à l'archange saint Michel. Elle s'est acquittée très religieusement de tous les emplois dont on l'a chargée, et surtout de celui d'hospitalière qu'elle a exercé 11 ans. " (1)

VII.—Jean des Champs, seigneur de Costecoste, de Montaubert, des Landres, paroisse de Clipponville, évêché de Rouen, fut nommé gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi le 14 janvier 1629 en considération des services que ses ancêtres et lui avaient rendus aux rois et à Sa Majesté depuis son avènement au trône. Il épousa par articles sous seings privés du 3 juin 1626, Elizabeth ou Isabeau, fille d'Adrien de Bin et de Marie Clouet. On le trouve qualifié noble seigneur dans un acte du 10 octobre 1662, et il mourut avant le 9 août 1677, ayant eu de son mariage les enfants qui suivent :

1° Charles des Champs mort sans avoir été marié.

2° Antoine des Champs, religieux bénédictin. Le 2

(1) *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, p. 216.

octobre 1654, son père lui faisait donation de la tierce partie de ses biens situés dans le baillage de Caux, à partager avec ses autres frères. Il mourut avant le 1er août 1670.

3° Adrien des Champs qui continua la descendance.

4° Jean-Augustin des Champs, écuyer, sieur de Costecoste, chevalier commandeur des ordres royaux, militaires et hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Lazare, de Jérusalem. Il était gentilhomme ordinaire de la chambre de S. A. R. Mgr le prince de Condé. Il obtint par provisions du 23 mars 1685, la commanderie de Dampmartin, nommée ci-devant la maladrerie de Dampmartin, située dans l'étendue du grand prieuré de Normandie, diocèse de Meaux, et nouvellement érigé en commanderie par lettres patentes du roi du mois de décembre précédent, en considération des bons et fidèles services qu'il avait rendus au roi dans les troupes et armées. Cette commanderie avait alors 900 livres de revenu. Il fit son testament le 27 juillet suivant par lequel il demandait à être enterré dans le cimetière de la paroisse de Saint-Sulpice de Paris. Il mourut sans avoir été marié avant le 28 février 1687. Il avait été gouverneur de Mgr le duc de Bourbon.

5° Jean-Baptiste-François des Champs. C'est lui qui passa dans la Nouvelle-France.

6° Pierre des Champs mourut religieux à l'abbaye de la Trappe.

7° Nicolas des Champs était diacre et chanoine de l'église cathédrale de Notre-Dame de Tournay en Flandre le 9 août 1677 et fit son testament le 17 novembre 1698.

8° Suzanne des Champs mourut religieuse à l'abbaye de Bondeville.

9° Jeanne des Champs fut religieuse à l'abbaye de Port-Royal.

10° Anne des Champs mourut sans alliance le 23 septembre 1713. /

11° Marie des Champs mourut aussi sans s'être mariée le 24 septembre 1713.

VIII.—Adrien des Champs est qualifié de chevalier, seigneur de Costecoste, des Landres, de Cliponville, d'Hardenville et de Montaubert. Il épousa, le 1er août 1670, Anne, fille de noble homme maître Charles Boullays, écuyer, conseiller du roi, lieutenant particulier au baillage et siège présidial de Rouen, et de dame Madeleine Hébert. Ils eurent deux enfants :

1° Charles-Adrien des Champs qui suit.

2° Antoine des Champs dit le chevalier de Costecoste. Il fut capitaine dans un régiment de dragons.

IX.—Charles-Adrien des Champs fut chevalier, seigneur de Costecoste, d'Hardenville, de Boishébert, de Montlévêque et de Cliponville, seigneur et patron honoraire d'Anvronville et de Hautot-le-Valois. Il épousa, par articles sous seings privés du 9 mai 1713, Marie-Elizabeth, fille de Jacques de Quiros, écuyer, sieur de Coquereaumont, conseiller du roi, auditeur en la cour des comptes, aides et finances de Normandie, et de noble dame Marie Boullard. Ils eurent un fils :

X.—Antoine-Adrien Joseph des Champs de Boishébert qui épousa, par articles sous seings privés du 31 octobre 1741, noble demoiselle Catherine-Elizabeth-Marie-Gabrielle, fille de Gédéon Auber, chevalier, seigneur de Beaumonsel, de Beuzeville, etc., et de dame Marie-Françoise de Parey-de-Combray. Ils eurent un fils et une fille :

1o François-Adrien des Champs de Boishébert.

2o Charlotte-Antoinette des Champs de Boishébert mariée à son cousin Charles des Champs, sieur de Boishébert et de Raffetot, qui se distingua pendant les guerres de la conquête au Canada.

XI—François-Adrien des Champs de Boishébert né le 15 mai 1748. Il fut reçu page du roi en 1762, et entra ensuite comme lieutenant au régiment de cavalerie royale où il parvint au grade de capitaine. Il épousa, en 1772, Gabrielle, fille de M. Chauvin d'Offranville, chevalier de Saint-Louis, maréchal de camp des armées du roi, et de dame Asselin. De leur mariage naquirent cinq enfants :

1^o Raoul des Champs de Boishébert qui suit.

2^o Antoine-Adrien des Champs de Boishébert né le 27 mars 1784, membre du conseil général de la Seine Inférieure. Il épousa, le 28 mars 1811, Adèle, fille de M. Esprit de Piperey, chevalier de Saint-Louis, conseiller au parlement de Normandie, et de dame Carel de Thibouville. Enfants : A. Adrien-Siméon-Paul des Champs né le 29 février 1812 et décédé le 6 novembre 1862. Il avait épousé, le 7 février 1848, Léopoldine Guy Du Val d'Angoville qui lui donna un fils, Jean des Champs de Boishébert marié à Mlle Courcelles. (1) B. Raoul-Alexandre des Champs de Boishébert né le 14 avril 1814, marié le 22 septembre 1840, à Ernestine de Mire. (2) C. Marie-Frédéric des Champs de Boishébert né à Cliponville le 29 septembre 1819. Marié à Aglaé, fille de Joseph Chauffer de Saint-Martin et de dame Bouglie. (3) D. Marie-Charles-François des Champs

(1) Leur fils, Paul-Sébastien-Guy-Marie, a épousé, en mai 1901, Marie-Anne de Bovel, fille du général de ce nom.

(2) Enfants : 1. Adrien-Joseph-Emile. Décédé 2. Marie-Alexandre-Gaston marié à Jeanne de Bras de Fer. D'où : Marthe mariée à Joseph de Burgault ; Henri marié à Marie Revel de Belleville, et Roger.

(3) Enfants : 1. Joséphine-Adèle-Adrienne mariée à Henri Collet de Cantelou. 2. Marie-Blanche mariée à Maurice du Bos. 3. Marie-Frédéric décédé en bas âge. 4. Antoine-Marie-Charles-Raoul marié à Marie Criquet. 5. Alexandre-Marie-Adrien.

de Boishébert né le 22 décembre 1827, marié le 17 novembre 1851 à Mlle Fromont de Bouaille. (1) Il est décédé le 21 mai 1900. E. Marie-Louise-Caroline des Champs de Boishébert née le 30 mars 1813, mariée le 7 juillet 1830 à Hippolyte Desson de Saint-Aignan. F. Marie-Thérèse-Juliette des Champs de Boishébert née le 25 mai 1815, mariée le 1er février 1841, à Frédéric de Grieu d'Estimauville. G Gabrielle-Pauline-Antoinette des Champs de Boishébert née le 24 décembre 1817, mariée le 20 novembre 1849 à Henri Dulong. H. Marie-Elise-Caroline-Émilie des Champs de Boishébert née le 30 janvier 1826, mariée le 22 juin 1849 à Ernest Fillimin.

3o Marie-Anne-Joséphine des Champs de Boishébert mariée, en 1798, à Henri-Charles LeRègue, comte de Germiny, qui fut pair de France, préfet, député de la Seine-Intérieure, etc. Elle décéda le 12 avril 1851.

4o Adrienne des Champs de Boishébert mariée au comte Raoul de Germiny.

5o Honorine des Champs de Boishébert née le 13 août 1793 et mariée à Raoul Haguët de Saint-Vulfran.

XII.—Raoul des Champs de Boishébert né en 1784. Il épousa Mlle Thorel de Bonneval qui lui donna :

1o Adrien des Champs de Boishébert qui suit.

2o Raëulphine des Champs de Boishébert mariée à Hyppolite de Saint-Victor. (2)

(1) Enfants : 1. Emerence-Marie-Alix. Religieuse de Marie-Reparatrice, à Tournay. 2. Ignace-Marie-Charles-Antoine marié à Clotilde de Riperey. 3. Berthe-Pauline-Marie-Germaine mariée à Maurice de Graveron. 4. Pauline-Adèle-Antoinette-Marie. Décédée. 5. Marie-Alexandre-George-Émeric. 6. Marie-Frédéric-Joseph-George. 7. Marie-Frédéric-Louis. 8. Marie-Eugénie-Cécile-Adèle. 9. Marie-Louise-Léonie-Gabrielle. 10. Charles-Marie-Rodolphe. 11. Maurice-Raymond. Il est missionnaire dans la Gambie Anglaise.

(2) Aïeul de M. R.-R. de Saint-Victor, agent de publicité du *Soleil*, à Québec.

3o Elise des Champs de Boishébert décédée à Eten-
nemare le 24 mai 1894.

XIII.—Adrien des Champs de Boishébert né le 1er
mars 1807. Il avait épousé, en 1834, Mlle Quesnel.
D'où :

1o Marie-Raoul-Gabriel des Champs de Boishébert
né le 16 décembre 1835. Marié, le 11 décembre 1862,
à sa cousine germaine, Marie-Adrienne-Robert de Saint-
Victor. Ils ont eu deux enfants. M. des Champs
de Boishébert habite le château d'Offranville (Seine
Inférieure).

2o Marie-Adrien-Ernest des Champs de Boishébert
né au château d'Offranville le 20 décembre 1841. Marié,
le 7 juin 1870, à Marie-Cécile Duclos. De ce mariage
sont issus trois enfants. M. des Champs de Boishébert
habite le château de Ry (Seine Inférieure).

3o Bathilde des Champs de Boishébert.

Armes des des Champs de Boishébert : *D'argent à
trois perroquets de sinople passant et contourné, onglé et
bequeté de gueule.*



JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS DES CHAMPS
DE LA BOUTEILLERIE

Le premier des Champs qui passa dans la Nouvelle-France avait pour père Jean des Champs, seigneur de Costecoste, de Montaubert, des Landres, paroisse de Cliponville, évêché de Rouen.

Il vint ici dans le régiment de Carignan-Salières.

Lorsque ce régiment fut licencié en 1670, M. des Champs décida de se fixer dans la Nouvelle-France.

Dans une lettre du 2 novembre 1671, après avoir parlé de l'établissement de M. des Champs au Canada, l'intendant Talon ajoute :

“ Si les gens de cette qualité prennent aisément cette route, bientôt le Canada se remplira de personnes capables de le bien soutenir. ”

Le 29 octobre 1672, l'intendant Talon concédait à M. des Champs, au nom du roi de France, deux lieues de front sur une lieue de profondeur, sur le bord du Saint-Laurent, de chaque côté de la rivière Ouelle.

Cette concession était faite à la charge de la foi et hommage.

Le nouveau seigneur transporta dans sa seigneurie plusieurs familles d'habitants qu'il fit venir des terres et seigneuries appartenant à ses parents, et attira encore d'autres familles d'ailleurs.

“ La carrière de M. des Champs de la Bouteillerie, remarque M. l'abbé Casgrain, fut semée de bien des incidents dont le récit serait aujourd'hui d'un vif intérêt. Outre l'expédition qu'il fit avec son régiment, sous le commandement du marquis de Tracy, contre les cantons iroquois, il est bien probable qu'il commanda ou accompagna avec plusieurs de ses censitaires des partis de guerre alors très-fréquents, soit contre les tribus ennemies, soit contre les colonies anglaises.

Malheureusement, aucun souvenir de ces entreprises aventureuses n'est parvenu jusqu'à nous. (1)

M. des Champs de la Bouteillerie décéda à la Rivière-Ouelle le 16 décembre 1703, et fut inhumé dans l'église paroissiale, sous le banc seigneurial.

Il avait épousé, à Québec, le 24 octobre 1672, Catherine-Gertrude, fille de Nicolas Macard dit Champagne et de Marguerite Couillard.

Elle décéda le 21 novembre 1681, et fut inhumée à l'Islet.

En secondes noces, à la Rivière-Ouelle, le 5 avril 1701, M. des Champs de la Bouteillerie avait épousé Jeanne-Marguerite Le Chevalier, veuve de Robert Levesque, et fille de Jean Le Chevalier et de Marguerite Romian. Elle décéda à la Rivière-Ouelle le 25 novembre 1716.

M. des Champs de la Bouteillerie n'eut pas d'enfants de son second mariage. Il avait eu cinq enfants de son union avec Catherine-Gertrude Macard :

I

JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS DES CHAMPS DE LA BOUTEILLERIE
Né à Québec le 27 septembre 1673.

En 1690, il était au séminaire du Cap Tourmente établi par Mgr de Laval. (2)

II

CHARLES-JOSEPH DES CHAMPS DE LA BOUTEILLERIE
Né à la Rivière-Ouelle le 31 juillet 1674. (3)

Mgr de Laval l'ordonna prêtre le 15 avril 1702.

Il desservit successivement l'Islet, Saint-Augustin de Portneuf et Saint-Joachim.

En 1712, Mgr de Laval le nomma chanoine du chapitre de la cathédrale de Québec.

(1) *Une paroisse canadienne au XVII^e siècle*, p. 171.

(2) Ernest Myrand, *Pêches de Saint-Québec*, p. 261.

(3) L'acte de baptême est au registre de Québec, à la date du 18 août 1674.

Pris de maladie, M. des Champs de la Bouteillerie se fit transporter à l'Hôtel-Dieu de Québec où il mourut le 24 février 1726. Il fut inhumé le lendemain dans la cathédrale, au milieu du chœur.

III

JEAN-BAPTISTE DES CHAMPS DE LA BOUTEILLERIE
Né à la Rivière-Ouelle le 6 juillet 1676. (1)
Il entra dans l'armée et fut tué au service de la France.

IV

HENRY-LOUIS DES CHAMPS DE BOISHÉBERT
Le continuateur de la lignée.

V

JEAN-FRANÇOIS DES CHAMPS DE LA BOUTEILLERIE
Né à la Rivière-Ouelle le 20 novembre 1681. (2)
Décédé en bas âge.
(La fin dans la prochaine livraison)

ORIGINE DE NOMS CANADIENS

Rousseau : Roseau.
Roussel : Roseau.
Savard : Terrain inculte.
Sempé : Transformation de Saint-Pé (Saint-Pierre)
Tarte : Corruption de tertre
Tremblay : Plantation de trembles.
Valade : Petite vallée, descente.
Varennés : Terrains vagues et ingrats.
Ventadour : Lieu exposé à tous les vents.
Verchères : Terres cultivées, vergers.
Viger : Terrain planté de vige (osier).
Villiers : Du latin *villare*, augmentation de villa, domaine rural.

(1) L'acte de baptême est au registre de Québec, à la date du 12 août 1676.

(2) Baptisé à l'Islet.

EDMUND-WILLIAM-ROMER ANTROBUS

Edmund-William-Romer Antrobus naquit en 1795. Son père, John Antrobus, était alors grand-voyer du district de Trois-Rivières. (1)

Le jeune Antrobus étudia le droit pendant quelque temps dans le bureau du procureur-général Bowen, plus tard juge-en-chef du Bas-Canada.

En 1812, il entra comme cadet dans le régiment des *Canadian Fencibles*, commandé par son oncle, le colonel Robinson, et obtint bientôt une commission dans ce corps, après s'être distingué dans quelques-uns des engagements qui eurent lieu dans le Haut-Canada.

Du régiment des *Canadian Fencibles*, il passa dans un régiment de ligne avec lequel il servit jusqu'à la fin de la guerre d'Espagne et de Portugal. Il revint alors au pays.

Le 28 janvier 1820, Edmund-William-Romer Antrobus succédait à son père, atteint d'une maladie mortelle, (2) dans la charge de grand-voyer du district de Trois-Rivières.

Aux élections générales de 1824, M. Antrobus offrit ses services aux électeurs du comté de Saint-Maurice. Nous trouvons son petit boniment dans la *Gazette de Québec* du 19 juillet 1824 :

“ Aux libres et indépendants électeurs du comté de Saint-Maurice.

“ Messieurs,

“ Vos représentants à la dernière assemblée n'ayant pas intention de venir en avant à l'élection prochaine, je prends la liberté de me présenter comme candidat

(1) Voyez *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. X, p. 228.

(2) Il mourut le 8 mai suivant.

pour votre appui en cette occasion, vous assurant qu'en cela je n'ai d'autre motif que le désir de vous servir.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre très obéissant serviteur,

Edmund Antrobus

Trois-Rivières, 17 juillet 1824. ”

M. Antrobus fut battu à plate couture par MM. Pierre Bureau et Charles Caron. Il n'avait obtenu que 67 votes pendant que M. Bureau en recevait 296 et M. Caron 224.

Sa lutte lui avait fait cependant du bien auprès du pouvoir. Le 21 novembre 1826, il était promu grand-voyer du district de Québec, à la place de l'honorable Thomas-Pierre-Joseph Taschereau, décédé.

Deux ans plus tard, le 12 novembre 1828, M. Antrobus était fait aide de camp provincial extra. Il n'y avait pas d'appointements attachés à cette position, mais c'était un honneur très recherché.

L'aide de camp provincial en titre, l'honorable Jean-Baptiste Juchereau Duchesnay, étant mort presque subitement le 12 janvier 1833, M. Antrobus lui succéda deux jours plus tard.

Le 25 février 1836, la Chambre d'Assemblée adoptait la résolution suivante :

“ Quel le cumul, dans la même personne, des charges de grand-voyer du district de Québec, et d'aide de camp provincial, est contraire au bien public, et incompatible avec l'accomplissement fidèle et efficace des devoirs attachés aux dites charges, et que chacune de ces charges devrait être remplie par une personne différente. ”

Le gouverneur, loin de se rendre à la demande des représentants du peuple, donnait, quelques mois plus tard, une troisième position à M. Antrobus.

Le 14 décembre 1837, il lui confiait la charge pleine de responsabilité d'assistant-adjutant-général des milices. Il l'exerça concurremment avec ses emplois de grand-voyer et d'aide de camp provincial.

En 1841, l'office de grand-voyer fut aboli et on accorda à M. Antrobus une pension comme compensation.

Il resta avec sa charge d'aide de camp qui ne lui donnait que 200 louis par année. Comme grand-voyer il retirait 1200 à 1400 louis par année. On comprend quel vide ce changement opéra dans son budget.

M. Antrobus mourut à Québec le 31 octobre 1852. Il laissait dans la misère une veuve—née Catherine-Esther Bréhaut—et douze enfants.

Lord Elgin essaya de leur venir en aide en priant, le 3 novembre 1852, l'Assemblée législative d'accorder à madame veuve Antrobus une pension de £ 200 par année. Cette pension lui fut votée le 6 novembre suivant.

Madame Antrobus mourut à Trois-Rivières le 18 janvier 1880. Elle avait retiré sa pension de £ 200 jusqu'à sa mort. (1)

LENNOXVILLE

Lennoxville fut nommé ainsi, à la demande de ses habitants, en mars 1819, par le duc de Richmond, gouverneur-général du Canada. On sait que le gouverneur Richmond était duc de Richmond, Lennox et Aubigny.

(1) Son frère, William-Henri Bréhaut, greffier de la paix à Montréal, venu à Trois-Rivières pour assister à ses funérailles, mourut subitement dans la soirée du 21 janvier 1880, chez son ami, J.-K. Ogden, directeur de la poste.

INSCRIPTION SUR LE MONUMENT ÉRIGÉ À
LA MÉMOIRE DE SIR GEORGE PREVOST,
GOUVERNEUR DU CANADA, DANS LA
CATHÉDRALE DE WINCHESTER,
EN ANGLETERRE

Sacred to the Memory
Of Lieutenant-General Sir George Prevost, Baronet,
of Belmont, in this County,
Governor-General and Commander-in-chief of the Bri-
Forces in North America ; [tish
In which command, by his wise and energetic measures,
And with a very inferior force,
He preserved the Canadas to the British Crown,
From the repeated invasions of a powerful Enemy.
His Constitution at length sunk
Under incessant bodily and mental exertions,
In discharging the duties of that arduous station,
And having returned to England,
He died shortly afterwards in London, on the 5th Jan.
Aged forty-eight years ; [1816,
Thirty-four of which had been devoted
To the service of his Country.
He was interred near the remains of his Father,
Major-General Augustin Prevost,
At East Barnet, in Middlesex.
His Royal Highness the Prince Regent,
To evince in an especial manner the sense he entertain-
Of his distinguished conduct and services, [ed
During a long period of constant active employment,
In situations of great trust, both military and civil,
Was pleased to ordain,
As a lasting memorial of His Majesty's Royal Favour,
That the names of the Countries,

Where is courage and abilities had been most signally
displayed,

The West Indies and Canada,

Should be inscribed on the banners of the supporters,
Granted to be borne by his Family and his descendants.

In Testimony of his private worth,

His piety, integrity, and benevolence,

And all those tender, domestic virtues

Which endeared him

To his Family, his Children, his Friends and Depen-
[dants,

As well as to prove her unfeigned love, gratitude and

Catharine Ann Prevost [respect,

His afflicted Widow,

Caused this Monument to be erected,

Anno Domini, 1818.

FRONTENAC POÈTE

Frontenac qui, à ses loisirs, cultivait les muses,
n'était guère tendre pour ceux qui se sentaient pris de
la même passion.

En 1675, Jacques Fournier, sieur de la Ville, était
en procès avec les Pères Jésuites, de Québec. La
femme de Fournier, Hélène Du Vivier, une parisienne,
s'avisait de présenter au gouverneur une requête en
vers et en prose.

Celui-ci trouva la chose plaisante et répondit de
même.

Mais la femme Fournier, en plaideuse avisée, fit met-
tre la réponse de Frontenac comme pièce au dossier
de son mari.

Frontenac, froissé, la fit condamner par le Conseil
Souverain à dix livres d'amende. Il ordonna ensuite
d'appliquer cette amende aux enfants de la femme
Fournier.

MICHEL LE COURTOIS DE SURLAVILLE

Michel Le Courtois, qui s'illustra sous le nom de Surlaville, naquit à Bayeux, en Basse-Normandie, le 17 juillet 1714. Fils d'un avocat, sa naissance semblait le destiner à la robe qu'avaient portée la plupart des membres de sa famille, mais peut-être sa mère Charlotte de Blais, qui appartenait à une des plus anciennes maisons de la Province, rêva-t-elle pour lui de plus brillantes destinées. Quoi qu'il en ait été de ses débuts, le futur lieutenant général avait fait des études complètes, et ce bagage littéraire, peu commun chez un officier de son temps, dut lui assurer un avantage marqué sur ses camarades, mieux nés que lui. A l'exemple de Chevert et de quelques autres dont le mérite brisa le cadre étroit des hiérarchies sociales, ce fils de bourgeois ne pouvait être, malgré l'extraction de sa mère, qu'un officier de fortune, mais l'avancement que lui refusait sa naissance, il le dut, lui, à sa vive intelligence et à une grande force de travail servie par cette solide instruction première que les familles de robe donnaient à leurs enfants.

Ces qualités n'auraient cependant pas suffi à faire sortir M. de Surlaville des grades subalternes auxquels il semblait voué, sans des amitiés puissantes qu'il sut acquérir et conserver pendant tout le cours de sa carrière qui, dès lors, devint rapide. Sous-lieutenant au régiment de *Foix* en 1734, capitaine dans *la Couronne* en 1745, il reçoit la croix de Saint-Louis pour sa belle conduite à la bataille de Fontenoy. Promu colonel au corps des Grenadiers de France en 1751, il est envoyé à l'île Royale, avec le titre de major des troupes de la marine, qui s'étaient révoltées l'année d'avant, avec mission de les discipliner, et exercer pendant trois ans. Il fut en outre chargé de faire, pendant l'été, des

reconnaissances sur les côtes de cette île, et sur celles de l'Acadie, pour en désigner les points susceptibles de défense en vue de la guerre qui semblait devoir être prochaine avec les Anglais.

Nommé successivement, à son retour, major général de l'armée du Bas-Rhin (1754), inspecteur général des gardes côtes de Provence, Languedoc et Roussillon (1760), il est fait brigadier le 21 février 1761, et maréchal de camp le 25 juillet de l'année suivante, grade qui lui conférait de droit la noblesse héréditaire. Il avait alors 48 ans, et les plus grandes espérances, confirmées par les commandements du Havre et de la province de Boulonnais, lui étaient permises, quand la disgrâce du duc de Choiseul, son protecteur et presque son ami, vint brusquement arrêter cet essor, et ce ne fut qu'en 1781, à 67 ans, au seuil de la vieillesse, que le grade suprême de lieutenant général lui fut enfin donné.

Quand arriva la Révolution, M. de Surlaville qui, depuis de longues années déjà, vivait dans la retraite, n'émigra point. Il n'en fut pas moins, malgré ses 80 ans, mis au secret chez lui, pendant la Terreur, et ne dut son salut qu'à la chute de Robespierre.

Il mourut à Paris le 18 nivôse, an IV (8 janvier 1796), et faute d'héritiers directs, sa succession, qui promettait d'être fort importante (environ sept cent mille francs), échut à des parents éloignés ; mais la dépréciation des assignats réduisit considérablement cette fortune dont les débris furent presque totalement absorbés par d'interminables procès. (1)

G. DU BOSQ DE BEAUMONT

(1) Sous le titre *Les derniers jours de l'Acadie*, M. Du Bosq de Beaumont a publié, avec d'importantes annotations, des lettres et des mémoires retrouvés dans les papiers de M. de Surlaville.



LE GÉNÉRAL BARON ANTOINE-PIERRE JUCHE-
REAU DE SAINT-DENYS

REPONSES

Les debuts de l'imprimerie au Canada. (X, V, 1009)—Au Canada, si nous tenons compte de toutes les provinces qui forment aujourd'hui la Puissance, c'est à Halifax à qui revient l'honneur d'avoir été la pionnière de l'imprimerie. En effet, dès 1757, John Bushell imprimait un petit journal intitulé : *The Halifax Gazette*. Cette publication ne parut que quelques mois, mais fut de nouveau ressuscitée en 1760. Après la mort de Bushell, arrivée à l'automne de 1760, la publication en fut continuée en 1761, par Anthony Henry. Le tirage de cette gazette était de 75 exemplaires en 1765. En 1770, Henry changea le titre de son journal en celui de *The Nova-Scotia Gazette, and the Weekly Chronicle*. La *Gazette* cessa de paraître vers 1800.

Le premier journal de Québec fut la *Gazette de Québec* en 1764 ; et à Montréal, la *Gazette de Montréal*, en 1775. Le premier était publié par William Brown et Thomas Gilmore ; et le second, par Charles Berger et Fleury Mesplet.

La première brochure connue imprimée au Canada, est sortie de la presse de Bushell, à Halifax, en 1753. Elle est intitulée : *Treaty, or, Articles of Peace and Friendship renewed, between His Excellency Peregrine Thomas Hopson, Esq, captain general and governor in Chief in and over His Majesty's Province of Nova-Scotia or Acadie etc., and major Jean Baptiste Cope, Chief Sachem of the tribe of Micmack Indians, etc.* Cette plaquette n'a que quatre pages in-folio.

L'introduction de l'imprimerie dans la province de Québec paraît remonter à 1764, d'après la plupart des écrivains qui se sont occupés de la question, et qui s'accordent à dire que le premier imprimé est le numéro

prospectus de la *Gazette de Québec*, publié le 21 juin 1764. Cependant, M. Philéas Gagnon est d'opinion qu'il y a eu des imprimés canadiens avant cette date. D'après lui, il y aurait eu au moins un atelier typographique en Canada, quelque temps avant la cession. (Voir *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. X, p. 190)

S'il est évident qu'il ait existé une petite presse en 1759, devons-nous conclure que l'origine de l'imprimerie au Canada, doit remonter à cette époque ? Je ne crois pas, car les seuls échantillons qui nous restent de cette petite presse ne sont que des feuilles volantes.

L'honneur de la fondation de l'imprimerie dans notre province doit rester, jusqu'à preuve du contraire, à Brown et Gilmore, et le premier imprimé canadien, la *Gazette de Québec*, dont le numéro prospectus fut publié le 21 juin 1764.

La *Gazette de Québec* a cessé de paraître le 30 octobre 1874.

C'est à Québec à qui revient l'honneur d'avoir été le berceau de l'imprimerie. Ce n'est que onze ans plus tard que parut la première plaquette imprimée à Montréal. Elle était intitulée : *Règlement de la Confrérie de l'Adoration Perpétuelle du Saint-Sacrement et de la bonne mort*, et fut publiée par F. Mesplets et C. Berger. C'est une petite brochure in-32, de 40 pages, dont on ne connaît que quelques exemplaires, conservés jusqu'à nos jours.

Cependant, s'il fallait en croire les assertions du Dr Hubert Neilson, dont l'ancêtre, Samuel Neilson, a hérité de l'atelier que William Brown avait à Québec, le catéchisme de Mgr Languet ne serait pas le premier volume imprimé dans la province de Québec.

Dans une correspondance qui parut dans le *Mail de Toronto*, en 1888, en réponse à un article de M. Philéas Gagnon, qui signait du pseudonyme de Biblo d'inté-

ressantes études dans l'*Union libérale*, le Dr Neilson affirmait, en s'appuyant sur le journal de Brown et Gilmore, qu'il a en sa possession, une brochure qui parut avant le catéchisme mentionné plus haut. Cette brochure serait intitulée : *Presentment of the grand Juries, their workshop's strictures thereon, and the grand juries remarks on these strictures.*

" M. Neilson m'a assuré, dit M. Gagnon, dans le *Courrier du Livre*, vol. III, p. 188, avoir en sa possession un exemplaire de cette brochure intéressante, d'à peu près 36 pages in-4 ; mais malgré tout le zèle que j'y ai mis, je n'ai pu réussir à la voir de mes yeux pour en donner le titre exact. "

RAOUL RENAULT

Le choléra asiatique a Québec. (XII, I, 1118.)

—Le choléra asiatique a visité la ville de Québec en six différentes circonstances : en 1832, en 1834, en 1849, en 1851, en 1852 et en 1854.

Le 8 juin 1832, la rumeur se répandait dans Québec qu'un émigrant, passager du brick *Carrick*, de Dublin, et qui avait été détenu en quarantaine à la Grosse-Isle, avait succombé au choléra asiatique dans une maison de pension de la rue Champlain tenue par un nommé Roche. (1)

Le même jour, le secrétaire du bureau de santé, T. A. Young, publiait l'avis suivant dans les journaux :

" Attendu qu'il a circulé divers bruits qu'il était arrivé à la Grosse-Isle un vaisseau dans lequel il y avait plusieurs personnes atteintes du choléra asiatique, avis public est par le présent donné que le commissaire de santé s'étant transporté à la Grosse-Isle, par l'ordre

(1) 56 personnes furent emportées par le choléra, dans cette maison pendant la saison de navigation de 1832.

du bureau, a rapporté que le brick *Carrick*, James Midson, maître, de Dublin, arriva au lazaret le 8 courant, qu'il y avait à bord, lors de son arrivée, 133 passagers, que tous ont été mis à terre, et sont dans l'hôpital des émigrés à la Grosse-Isle ; que le vaisseau est maintenant à subir les procédés ordinaires de désinfection, et que lors du départ du commissaire de santé, le 7 courant, il n'y avait pas un seul cas de choléra asiatique sur l'île. ”

Le *Canadien*, encore le même jour, pour rassurer ses lecteurs, affirmait qu'il n'y avait aucun cas de choléra dans la ville.

Le lendemain, 9 juin, six personnes moururent du choléra à Québec, et les journaux de la ville annoncèrent l'apparition du terrible fléau et avertirent les citoyens de prendre toutes les précautions nécessaires afin de l'enrayer dès ses débuts.

En 1832, au moins 30,000 émigrants irlandais s'étaient embarqués pour venir au Canada. Le passage des ports d'Irlande à Québec prenait de quatre à douze semaines.

“ Jamais, dit le docteur Marsden, depuis les jours de Wolfe et de Montcalm, la cité n'avait vu pareilles scènes de terreur, de détresse et de souffrances. Au lieu du grondement des canons, du fracas des bulles et du bruit des hommes armés, on assistait au progrès sourd mais certain d'un destructeur que les murs épais et les sentinelles les plus vigilantes étaient impuissantes à empêcher de passer. Au lieu des flots de sang et des gémissements de ceux qui se mouraient des blessures reçues dans les batailles, on entendait les plaintes et les cris des malheureux qui souffraient la torture des coups reçus d'un ennemi inconnu, mais aussi prompt et sûr et plus difficile à abattre que le sabre ou le boulet. ”

Les hôpitaux de Québec furent bientôt remplis.
On aura une idée des progrès de la contagion à Québec par le tableau suivant :

9 juin 1832	6 morts
10 " "	7 "
11 " "	29 "
12 " "	77 "
13 " "	70 "
14 " "	92 "
15 " "	143 "
16 " "	120 "
17 " "	97 "
18 " "	108 "
19 " "	112 "
20 " "	117 "
21 " "	122 "
22 " "	70 "
23 " "	78 "
24 " "	84 "
25 " "	33 "
26 " "	49 "
27 " "	40 "
28 " "	31 "
29 " "	38 "
30 " "	33 "
1 juillet "	31 "
2 " "	21 "

Du 8 juin aux premiers froids de l'hiver, le choléra fit dans la capitale plus de 3451 victimes.

En 1834, le choléra reparut à Québec. On signala le premier cas le 7 juillet. Il fit 2509 victimes. Il s'était introduit à Québec, comme en 1832, par la voie du Saint-Laurent.

En 1849, nouvelle apparition du choléra à Québec. La première victime fut un nommé McGill, cordonnier, de la rue Champlain, qui mourut après quelques heures de maladie le 4 juillet. Le 26 septembre 1849, le choléra disparaît entièrement après avoir enlevé 1185 victimes. Cette fois le fléau avait été amené des États-Unis.

Les citoyens de Québec virent avec terreur reparaitre le choléra en juin 1851. La première victime fut un voyageur, allemand d'origine, qui habitait New-York. Il mourut à l'hôtel Sword (aujourd'hui l'Hôtel-Saint-Louis). Le fléau, cette fois, se contenta de 280 victimes.

Le 28 septembre 1852, le choléra asiatique visitait Québec pour la cinquième fois. Sa première victime fut un ouvrier de bord du nom de Knight. Il prit la contagion à bord du navire l'*Advance*, de New-York, qu'il aidait à décharger. Le dernier décès causé par le choléra en 1852 eut lieu le 9 novembre. Dans ses 42 jours de passage à Québec, il avait fait 144 victimes. De ces 144 personnes, 3 habitaient le quartier du Palais ; 4, le quartier Saint-Pierre ; 28, le quartier Champlain ; 6, le quartier Saint-Jean ; 9, le quartier Saint-Louis ; 10, le quartier Saint-Roch. Les 84 autres personnes qui succombèrent étaient des étrangers, émigrants, hommes de cages, etc.

Le 19 juin 1854, le choléra éclatait pour la sixième fois à Québec. Le *Glenmanna* l'emporta à la Grosse-Isle d'où le *John Howells* le transmit à Québec. 803 personnes succombèrent au fléau.

En résumé, pendant ses six visites à Québec, le choléra enleva 8372 personnes.

On trouvera de précieux renseignements sur l'épidémie du choléra à Québec dans une étude du docteur Marsden intitulé : *Essay on the contagion, infection,*

portability and communicability of the Asiatic cholera in its relations to Quarantine, with a history of its origin and course in Canada, from 1832.

Emilien Dupont. (III, V, 322.)—De 1855 à 1859, Toronto fut le siège du gouvernement. Alors, comme aujourd'hui, beaucoup de graves sujets passionnaient l'opinion publique et fournissaient aux politiciens et aux journalistes une abondante matière de dissentiments. Le ministre Taché-McDonald daigna pourtant, au milieu de ses soucis, s'intéresser même à une humble plante et chercher les moyens de la défendre contre des ennemis qui, pour n'avoir pas explicitement juré sa perte, ne menaçaient pas moins son existence.

Cette humble plante, c'était le blé, que l'on cultivait à cette époque, dans nos provinces, beaucoup plus qu'aujourd'hui. Divers insectes, diverses maladies s'attaquaient à cette graminée, et l'on s'alarmait des dangers que courait une culture de telle importance. Il n'y avait pas, en ce temps-là, à compter sur les plaines de l'Ouest, pour nous fournir de pain. L'Ouest n'existait pas alors pour les provinces du Canada.

Puisque les insectes et les champignons nous avaient déclaré la guerre, il fallait nous défendre. Il fallait lutter, sinon pour nos foyers, pour la Constitution, pour Sa Majesté britannique, au moins pour le four, la huche, la table ! Le gouvernement du Canada ne faillit pas à la tâche. Il appela aux armes.

Cet armement, en l'espèce, c'était d'abord la connaissance suffisante de ces ennemis et des moyens propres à les combattre. On communiquerait à la classe agricole tous ces renseignements, et l'on serait partout en état de lutter efficacement.

On résolut de s'adresser aux spécialistes, pour obtenir les données nécessaires sur la question, et d'offrir

des prix pour récompenser les meilleurs travaux qui seraient présentés. Le 15 août 1856, le ministère de l'agriculture publia la proclamation suivante :

“ Bureau d'Agriculture et des Statistiques
“ Toronto, 15 août 1856.

“ Prix de concours £ 45, £ 25 et £ 15.

“ Les prix désignés ci-dessus seront payés pour les meilleurs essais, concernant la nature, les habitudes et l'histoire des progrès, de temps en temps, et des causes des progrès du Charançon, de la Mouche Hessoise, du Cousin et des autres insectes qui ont fait des ravages dans les récoltes de blé au Canada, ainsi que sur les maladies auxquelles ces blés ont été soumis, et les meilleurs moyens de les éviter ou de s'en préserver.

“ L'Essai devra être déposé au bureau, vers le 15 janvier prochain, et distingué par une devise, dont copie sera aussi envoyée dans une lettre cachetée avec le nom et l'adresse de l'auteur. Les prix seront décernés d'après la décision d'un comité, qui sera nommé par le Bureau d'Agriculture du Haut et du Bas-Canada, ou, à défaut de telle décision prise par le Bureau, les Essais choisis deviendront la propriété du Bureau. Il ne sera accordé de prix que dans le cas où l'on produira un Essai ayant des mérites suffisants.

“ On craint que les fermiers, dans leur ardeur pour produire le blé, n'accordent pas assez d'attention au danger de laisser trop mûrir les grains, et l'on espère que les avis et renseignements que pourront procurer les Essais désirés aideront à faire cesser les grandes épidémies auxquelles le blé est sujet.

“ P. M. Vankoughnet,
ministre de l'agriculture, etc. ”

Les professeurs Hinks, de l'University College de Toronto, et Dawson, du Collège McGill de Montréal, furent nommés comme Juges du concours, auquel vingt-deux personnes prirent part. Le premier prix

fut accordé à M. H. G. Hind, professeur de chimie au Trinity College, Toronto ; le deuxième, au Révérend Gen. Hill, recteur de Markham ; et le troisième à Emilien Dupont, Ecr, de Saint-Joachim (Montmorency), dont le travail était désigné par la devise suivante : *Spinas et tribulos germinabit tibi (terra) et comest herbam terrae.*

Cet Emilien Dupont, Ecr, n'était autre que l'abbé Provencher, curé de Saint-Joachim. Pourquoi notre concurrent avait-il cru devoir se cacher sous un pseudonyme ? Craignait-il de n'être pas jugé avec toute l'impartialité désirable, s'il se présentait en sa qualité de prêtre catholique ? Il ne devait aucunement redouter ce péril, puisque les juges ne pouvaient connaître les auteurs des essais, qui ne portaient pas de signature, mais que des " devises " seulement permettaient de distinguer. Il faut croire, plutôt, que M. Provencher se défiait du mérite de son travail, peu habitué encore qu'il était à affronter pour ses écrits les hasards de la publicité. En tous cas, s'il n'y eut pas d'autre motif à son déguisement intentionnel, ce motif était assez peu fondé, comme il fut prouvé par l'événement.

Il est de toute évidence que le second, et, à plus forte raison, le premier prix, aurait davantage affirmé la valeur du travail de M. Provencher. Mais on ne saurait manquer de reconnaître qu'il y avait de l'honneur, pour un " petit Canayen, " à arriver au troisième rang parmi les vingt-deux personnes qui prirent part à ce concours. La plupart des autres concurrents, sinon tous, appartenaient vraisemblablement à la " race supérieure " ; ils avaient eu à leur disposition, pour s'aider dans l'étude de l'histoire naturelle de ce pays, toute la littérature scientifique des Etats-Unis et du Canada, tandis que notre " petit Canayen " n'avait rien trouvé d'écrit en sa langue, pour se guider, et n'ayant pas une connaissance bien parfaite de l'anglais, n'avait pu pro-

fiter qu'à moitié des écrits dûs aux naturalistes de ce continent. Il a donc, en cette circonstance comme en nombre d'autres, bien mérité du nom canadien-français. Honneur à lui !

L'Essai sur les insectes et les maladies qui affectent le blé fut publié en 1857, à Montréal, en une brochure de 38 pages in-8, et imprimé par les " presses à vapeur du Canada Directory, rue Saint-Nicolas. " Le fait de cette publication à Montréal donne à penser qu'elle se fit aux frais du gouvernement.

L'ABBÉ V.-A. HUARD

" Bishop " ou " eveque " ? (X, 1, 991.)—Les universités de Lennoxville et de Montréal s'appellent en anglais *University of Bishops College*, ce que certains journaux traduisent par *Université du collège Bishop*. Un Bishop quelconque a-t-il été mêlé à la fondation de ces universités ?

Hé bien le M. Bishop en question n'existe pas et la traduction est une de celles qui ont mérité aux traducteurs le mot de Pie VI : Traduttore traditore.

Ces universités de Montréal et de Lennoxville sont les universités de l'évêque anglican ainsi que l'indique très clairement et de manière à rendre toute contestation impossible, le sceau de l'institution. Ce sceau de forme circulaire, porte les armoiries de l'évêque de Québec, un petit écusson en forme de cœur, d'argent à la croix de gueule, chargée d'un livre ouvert d'argent, accompagné d'une banderolle à devise et portant en cimier une mitre épiscopale, ornée d'une croix. Le tout contenu dans un écu d'argent plus grand, également en forme de cœur. Le tout enfin entouré de la devise : "*Episcopi Collegium de Lennoxville.*" Ce qui signifie : en français *Collège de Lennoxville de l'évêque* et non pas *Bishop* !

Il est donc parfaitement inutile de chercher les exploits du M. Bishop en question. COURR. DE ST-H.

QUESTIONS

1129—Pouvez-vous me dire pourquoi on a donné le nom de Montauban au canton d'abord et ensuite à la paroisse bien qu'elle soit extraite et de Montauban et du canton Chavigny ?
S. G.

1130—Quelle est cette dame Prévost, de Sainte-Scholastique, qui, en 1837, fut emprisonnée à Montréal pour avoir pris part aux troubles politiques ?
STE-S.

1131—Pouvez-vous me donner l'origine de la devise des zouaves pontificaux canadiens : "Aime Dieu et va ton chemin" ?
ZOUA.

1132—A la page 34 de *Papineau*, M. DeCelles, à propos du refus des subsides par l'Assemblée, dit que "le gouverneur para le coup en puisant dans la caisse militaire les deniers nécessaires au service public." A la page 153 on lit : "Durant quatre ans, à partir de 1834, la couronne se trouva sans subsides, situation anormale dont le gouverneur se tirait en puisant dans la caisse militaire." A quelles sources s'alimentait cette caisse militaire, qui suppléait ainsi au manque des subsides ?
D.

1133—On sait que lors de son retour en Angleterre lord Aylmer, gouverneur du Canada, faillit périr dans une tempête. Il publia en 1837 une brochure intitulée *Relation du voyage de la Pique à travers l'Atlantique*. Existe-t-il encore des exemplaires de cette brochure ?
BIBLI.

1134—Est-il vrai que le propre frère de Jean-Claude Panet vota contre lui comme orateur de la Chambre d'Assemblée en 1792 ?
P. P.

VOL. XII

AVRIL 1906

No 4

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison d'avril : La famille des Champs de Boishébert (suite et fin) ; François Clairambault d'Aigremont, P. G. R. ; Manière de faire le sucre d'érable en ce pays, Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau ; Panet vs Panet ; Une escapade de journalistes ; Madame Guillaume Prévost ; Aime Dieu et va ton chemin, C.-E. Rouleau ; Le gouverneur DuQuesne, A. B. C. ; Questions, etc., etc.

Gravure : Charles des Champs de Boishébert et de Raffetot.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Le livre d'or de l'Académie commerciale catholique de Montréal contenant aussi de nombreux renseignements sur l'organisation de l'enseignement primaire laïque à Montréal, par A. Leblond de Brumath—Montréal—1906.

Code des lois du bâtiment de la cité de Montréal comprenant les règlements concernant la construction, etc, etc, les lois et règlements provinciaux concernant les édifices publics et les établissements industriels, par Alcide Chaussé, inspecteur des bâtiments de la cité de Montréal. Prix : \$2.50.

Angeline de Montbrun, par Laure Conan. Troisième édition, revue et corrigée. Québec, Ed. Marcotte, imprimeur-relieur. S'adresser à l'auteur, à la Malbaie.

Croire c'est vivre, par Mgr William Stang, évêque de Fall-River. Préface par le P. Louis Lalonde, S. J., Montréal—1906. Prix : \$0.35.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

AVRIL 1906

No 4

LA FAMILLE DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

(Suite et fin)

HENRY-LOUIS DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

Né à la Rivière-Ouelle le 7 février 1679. (1)

Il se destina à la carrière militaire et entra, tout jeune, dans le détachement des troupes de la marine.

En 1706, il était fait enseigne.

En 1711, l'amiral sir Hovenden Walker vint avec une flotte considérable pour faire le siège de Québec. On sait que huit de ses transports se brisèrent sur l'île aux Oeufs, et que plus de 900 de ses hommes périrent.

L'intendant Bégon fit un marché avec le sieur Riverin pour retirer le plus d'effets possibles du naufrage des Anglais. L'enseigne de Boishébert fut chargé, par le gouverneur de Vaudreuil, de surveiller les intérêts du roi dans ce sauvetage. Il s'acquitta parfaitement de cette opération difficile.

En 1712, le gouverneur de Vaudreuil ayant eu avis de plusieurs endroits que les Anglais avaient encore

(1) Son acte de baptême fut cependant inscrit dans les registres de Québec.

l'intention de venir attaquer Québec, fit travailler avec vigueur aux fortifications de la capitale. Deux tours bastionnées furent construites, l'une dans la courtive du bastion Saint Jean et l'autre au-dessus du palais de l'intendant. On fit une muraille de six pieds de hauteur et de deux pieds d'épaisseur le long de la côte du Palais, " depuis la redoute du bourreau jusqu'à la grange de l'hôpital." On termina aussi la tenaille de la maçonnerie de la redoute du Cap aux Diamants jusqu'à celle du moulin du Pont, soit une longueur de 160 toises. Ces travaux coûtèrent 60,000 livres. Ils furent faits sous la direction de l'ingénieur de Beau-cours, aidé de M. de Boishébert.

" J'ai eu l'honneur de vous écrire l'année dernière en faveur des sieurs de Boishébert, Dupuy, enseignes, et du sieur Frérot, ancien lieutenant réformé, mandait, le 14 novembre 1713, le gouverneur de Vaudreuil au ministre. Je leur rends la même justice cette année, et vous prie de vouloir bien vous souvenir d'eux dans la promotion de l'année prochaine." (1)

Cette demande ne demeura pas sans effet puisque, en 1715, M. de Boishébert fut promu lieutenant.

Les sieurs Peire, Vitré et Hazeur avaient obtenu de MM. de Callières et Champigny en 1700, le privilège exclusif de la pêche aux marsouins dans les lieux de Kamouraska, Rivière-Ouelle, Pointe-aux-Alouettes et autres endroits du fleuve Saint-Laurent. En 1705, ce privilège fut prolongé pour quinze ans en faveur de MM. Hazeur et Peire. Il devait donc expirer en 1720.

Le frère du sieur Peire, décédé, prit de l'avance, et, en 1719, demanda la prolongation du privilège de la pêche aux marsouins pour dix autres années.

M. de Boishébert pria aussi le Conseil de marine de

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 34, c. 11.

lui accorder le même privilège pour la pêche qui se faisait en face de sa seigneurie de la Rivière-Ouelle.

Le Conseil de marine embarrassé demanda à MM. de Vaudreuil et Bégon leur avis sur ces demandes.

Le 26 octobre 1719, ils marquaient en réponse que M. de Boishébert, qui demandait que le privilège pour la pêche des marsouins, dans l'étendue de sa seigneurie, lui fut accordé à l'expiration de celui du sieur Peire, se fondait sur ce que Peire avait renoncé à la succession de son frère, et que, cependant, il avait continué à jouir de ce privilège, et sur ce que M. de la Bouteillerie, père de M. de Boishébert, avait dépensé environ 50,000 francs pour l'établissement de sa terre dont il ne retirait que 900 francs de revenu, et aussi sur les services qu'il rendait comme lieutenant des troupes.

La renonciation du sieur Peire à la succession de son frère montrait que les pertes qu'il avait faites pour l'établissement de cette pêche se montaient, le 9 septembre 1707, à 61,116 francs. Comme il était le premier qui avait entrepris cette pêche au Canada, il y avait fait des dépenses considérables pour achats de cordages, filets et autres ustensiles de pêche. Ce ne fut que quelques années plus tard qu'il se rendit compte qu'on pouvait faire cette pêche sans filets, en faisant seulement un parc avec des perches.

D'un autre côté, la dépense de M. de la Bouteillerie n'avait eu d'autre objet que l'établissement de sa terre, n'en ayant fait aucune qui eut rapport à la pêche en question.

MM. de Vaudreuil et Bégon terminaient comme suit :

“ Comme des six pêches que le sieur Peire a établis, il n'y en a que deux dans la seigneurie du sieur de Boishébert, ils estiment qu'en considération des services de ce dernier, qui est bon officier, et des pertes et

dépenses du sieur Peire, il convient de leur accorder le privilège de ces six pêches et des autres qu'ils pourront établir, pour en jouir conjointement et par moitié pendant dix années, en remboursant par le sieur de Boishébert la moitié du prix des hangars, logements et ustensiles de pêches qui se trouveront aux lieux où elles sont établis, suivant l'estimation qui en sera faite par des arbitres dont ils conviendront."

Le 27 février 1720, le Conseil de marine décidait de suivre l'avis de MM. de Vaudreuil et Bégon. (1)

Le 18 mars 1721, le roi accordait à MM. de Boishébert et Peire, le privilège exclusif des pêches établies aux îles de Kamouraska et autres lieux du fleuve Saint-Laurent, pour en jouir conjointement et par moitié, jusques et compris l'année 1729, à condition que le sieur de Boishébert remboursât au sieur Peire la moitié du prix des hangars, logements et ustensiles qui se trouvaient aux lieux où les pêches étaient établies.

Le roi leur donnait en même temps en commun une gratification de 400 livres. (2)

Le 27 octobre 1722, le gouverneur de Vaudreuil écrivait au Conseil de marine :

" J'ai l'honneur d'informer le Conseil qu'ayant fait faire l'exercice du canon tous les dimanches et les fêtes de cet été dernier aux soldats canonniers, l'émulation a pris à plusieurs jeunes gens de Québec d'essayer aussi à tirer, ce que leur ayant été permis, ils y ont si bien réussi que je puis assurer le Conseil que j'ai à présent au moins cinquante canonniers aussi capables qu'il s'en puisse trouver en aucun endroit.

" Je continuerai l'été prochain à faire faire cet exer-

(1) *Nouvelle-France. Documents historiques.* Vol. I. p. 153.

(2) Cette gratification leur fut payée jusqu'en 1732.

cice pour lequel on n'emploie que de vieille poudre à canon qui se gâterait entièrement pour peu qu'on la gardât plus longtemps.

“ Le sieur Gaillard, commissaire d'artillerie qui commande seul le détachement des canonniers, ayant baissé par son âge avancé et ne se trouvant plus en état de les bien discipliner, il me paraît qu'il serait nécessaire de mettre à la tête de ce détachement un officier capable pour les entretenir dans une bonne discipline et soulager le sieur Gaillard.

“ Et comme le sieur de Boishébert, lieutenant qui depuis . . . ans, sert en qualité d'aide-major de Québec a les qualités nécessaires pour bien s'acquitter de cet emploi, j'ai l'honneur de le proposer pour cela et de prier très humblement le Conseil de lui accorder une commission de lieutenant d'artillerie en ce pays, sans cependant qu'il y ait des appointements.” (1)

Le 22 avril 1727, M. de Boishébert obtenait une expectative de capitaine.

Le 14 mai 1728, M. de Lignery devenait major de Trois-Rivières, et le Conseil de marine donnait sa compagnie à M. de Boishébert. (2)

C'est à la fin de cette même année 1728 que M. de Beauharnois confia à M. de Boishébert le commandement de Détroit. Il y resta jusqu'au 10 juin 1734. L'acte le plus important de son administration à Détroit fut de régulariser les titres de propriété de la plupart des habitants. Ceux-ci s'étaient établis sur une simple permission du commandant et on comprend que n'étant pas propriétaires du fond ils n'étaient guère portés à améliorer leur culture. Le changement

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 44, c. 11.

(2) En 1728, M. de Boishébert était en France. Il devait revenir à bord de l'*Eléphant*, mais il tomba malade de la petite vérole à Blois et dût retarder son retour au pays.

opéré par M. de Boishébert augmenta le nombre des concessionnaires. Le Conseil de marine fut très satisfait de l'œuvre accomplie par M. de Boishébert à Détroit et lui fit des éloges mérités.

Le 15 octobre 1750, M. de Beauharnois demandait la croix de Saint-Louis pour M. de Boishébert. Le ministre lui fit répondre qu'il ne pouvait la lui accorder parce que plusieurs capitaines plus anciens que lui ne l'avaient pas. Il devait mourir sans obtenir cette récompense qu'il avait pourtant bien gagnée.

M. de Boishébert décéda à Québec le 6 juin 1736. (1)

Il avait épousé, à Montréal, le 10 décembre 1721, Louise-Geneviève, fille de Claude de Ramezay, gouverneur de Montréal, et de Marie-Charlotte Denis.

Elle décéda à l'Hôpital-Général de Québec le 15 octobre 1769. " La fortune de sa famille, nous disent les annales de cette communauté, avait subi le choc des événements ; mais le cœur de cette noble dame était demeuré grand et généreux, et, jusqu'à la fin, elle fit à l'Hôpital-Général tout le bien que lui permettaient ses modestes ressources."

Madame de Boishébert avait eu cinq enfants :

I

CLAUDE-LOUIS DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

Né à Montréal le 22 septembre 1722.

Décédé au même endroit le 3 juin 1723.

(1) " Les services qu'avait rendus son père, dit l'abbé Casgrain (*Une paroisse canadienne*, p. 180, aussi bien que ses mérites personnels, lui valurent le poste de gouverneur de Louisbourg." M. l'abbé Casgrain fait erreur. M. de Boishébert n'a jamais été gouverneur de Louisbourg.

II

LOUISE-CHARLOTTE DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

Née à Québec le 1er septembre 1724.

Mariée, à Québec, le 30 juin 1745, à Pierre Roch de Saint-Ours, sieur D'Eschaillons, lieutenant d'une compagnie du détachement de la marine, fils de Jean-Baptiste de Saint-Ours et de Marguerite LeGardeur de Repentigny.

M. de Saint-Ours, sieur D'Eschaillons, mourut à Montréal, le 24 septembre 1782.

Sa veuve décéda au même endroit le 22 mai 1795.

III

LOUISE-GENEVIÈVE DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

Née à Québec le 7 octobre 1725.

Mariée, à Québec, le 6 janvier 1743, à Charles-François Tardieu de Lanaudière, lieutenant dans les troupes, fils de Pierre-Thomas Tardieu de la Pérade et de Marguerite de Verchères.

Pendant les dernières années du régime français, le salon de madame de Lanaudière fut un des plus recherchés de la capitale. " La petite rue du Parloir, dit M. l'abbé Casgrain, était un des principaux centres où se réunissait le beau monde de Québec ; deux salons surtout y étaient recherchés : celui de madame de Lanaudière et celui de madame de Beaubassin, toutes deux étaient renommées pour leur élégance et leur esprit. Les charmes de la conversation de madame de Beaubassin semblent avoir eu particulièrement de l'attrait pour Montcalm, car son salon était celui qu'il fréquentait le plus souvent. Ailleurs, comme chez l'intendant, ou chez madame Péan, il se désennuyait, quelquefois il s'étourdissait ; chez madame de Lanaudière, il s'intéressait, mais chez madame de Beaubassin, il s'attachait. La condescendance ou

la politesse l'entraînaient ailleurs ; ici c'était l'amitié." (1)

Madame de Lanaudière décéda à Québec le 4 juillet 1762, et fut inhumée dans l'église des Ursulines.

M. de Lanaudière se remaria, le 12 janvier 1764, à Marie-Catherine, fille de Charles LeMoine, baron de Longueuil, et de Catherine-Charlotte Le Gouès.

Il mourut à l'Hôpital-Général de Québec le 1er février 1776, et fut inhumé dans l'église de ce monastère.

IV

CHARLES DES CHAMPS DE BOISHÉBERT ET DE RAFFETOT

Le continuateur de la lignée.

V

ANGÉLIQUE-JOSEPHE DES CHAMPS DE BOISHÉBERT

Née à Montréal le 20 mars 1728.

Le 31 août 1745, elle faisait profession à l'Hôpital-Général de Québec sous le nom de Sainte-Geneviève.

La mère Sainte-Geneviève mourut le 4 octobre 1757, à l'âge de 30 ans, après douze ans de profession religieuse.

"Elle embrassa les pratiques de la vie religieuse avec une ferveur et un courage qui édifiaient toutes ses compagnes. De si heureux commencements présageaient ce qu'elle serait dans la suite. Elle avait un bon cœur et un esprit droit, ennemi de tout artifice. Elle était bienfaisante et charitable, non moins qu'généreuse et désintéressée, aimant à faire plaisir et à rendre service, dût-elle se gêner beaucoup pour cela." (2)

(1) *Montcalm peint par lui même. Mémoires et comptes rendus de la Société Royale du Canada*, tome VIII, p. 14.

(2) *Monseigneur de Saint-Vallier et l'Hôpital-Général de Québec*, p. 341.

CHARLES DES CHAMPS DE BOISHÉBERT ET
DE RAFFETOT

Né à Québec le 7 février 1727.

Il entra au service en 1742, à l'âge de 15 ans, en qualité de sous-aide-major, dans la garnison de Québec.

En 1743, il fut détaché au fort Saint-Frédéric, sous les ordres du sieur de Fonville. Les préparatifs de guerre que faisaient les Anglais sur les frontières fournirent à cet officier la première occasion d'essayer les talents militaires du jeune de Boishébert. Il l'envoya à la tête de 25 hommes, vers la rivière de Sarasto, pour reconnaître les préparatifs de l'ennemi. Il s'acquitta de cette mission avec succès. La course était de 60 lieues. Cependant, il revint au bout de 12 jours avec tous les renseignements qu'on pouvait désirer sur les préparatifs des Anglais.

Le gouverneur de Beauharnois informé des travaux des Anglais, envoya un corps de 500 hommes sous la conduite du sieur Marin pour les détruire. M. de Boishébert fit cette expédition en qualité d'aide-major. Le village de Sarasto fut brûlé, de même que les magasins et bâtiments élevés par les Anglais. 150 ennemis furent tués et autant furent faits prisonniers.

En 1746, M. de Boishébert accompagna son oncle, M. de Ramezay, dans son expédition en Acadie. On apprit, en arrivant à la Baie Verte, que les Anglais avaient au port LaJoie, dans l'île Saint-Jean, une frégate de 24 canons, la *Shirley*, et un autre vaisseau de 16 canons, et qu'ils voulaient faire une descente dans cet endroit.

M. de Ramezay donna ordre à M. de Boishébert



CHARLES DES CHAMPS DE BOISHÉBERT ET DE RAFFETOT

d'aller s'assurer de la vérité de ce rapport. Il s'embarqua dans un canot d'écorce et malgré une mer très forte, s'acquitta très rapidement de sa mission. Il rendit à son chef un compte exact de la force des vaisseaux et du nombre d'hommes que les Anglais avaient débarqués dans l'île. M. de Ramezay se décida aussitôt à envoyer M. de Saint-Pierre, avec 500 hommes, pour attaquer ceux qui étaient descendus à terre. M. de Boishébert fut encore de ce détachement. Le camp ennemi fut surpris et attaqué si vivement, que, de 200 hommes qui le composaient, il ne s'en sauva qu'un seul ; le reste fut pris ou tué.

M. de Boishébert prit ensuite part au siège de Port-Royal sous M. de Ramezay. Mais la flotte commandée par le marquis de la Jonquière n'ayant pu aider à l'assaut de la ville, l'armée canadienne dût se retirer à l'approche de l'hiver. Elle se rendit d'abord aux Mines, puis à Beaubassin.

Dans le cours de l'hiver, les Anglais s'emparèrent du village des Mines. M. de Ramezay organisa un parti de 250 Canadiens pour aller attaquer et déloger les Anglais qui étaient au nombre de 600. L'attaque se fit à quatre heures du matin. Après une lutte acharnée qui dura jusqu'à trois heures de l'après-midi, les Anglais capitulèrent. M. de Boishébert s'était couvert de gloire dans cette occasion.

Dès que la saison le permit M. de Ramezay et sa petite armée reprirent la route de Québec.

Au mois d'août 1747, M. de la Galissonnière, qui venait relever le marquis de Beauharnois, donna à M. de Boishébert le commandement d'un vaisseau parlementaire pour aller à la baie de Gaspé échanger quelques prisonniers.

Un des premiers soins de M. de la Galissonnière fut d'assurer le commerce des pays d'en haut, où les

Sauvages, alliés des Anglais, attaquaient souvent les traiteurs français. Il détacha, pour l'exécution de ce dessein, 600 hommes sous la conduite du sieur de Celoron.

M. de Boishébert fut employé dans le détachement qui se porta de Montréal au Détroit. Pendant que les troupes s'journaient au Détroit, 60 Sauvages pillèrent une habitation française et firent plusieurs prisonniers. MM. de Courtemanche et de Boishébert se mirent à la tête de 150 hommes et poursuivirent ces brigands. Ils leur tuèrent 10 hommes, en prirent 15 et recouvrèrent les prisonniers français.

M. de la Galissonnière ayant résolu de s'opposer au projet formé par les Anglais de rétablir au bas de la rivière Saint-Jean un fort qui avait été détruit en exécution du traité d'Utrecht, jeta les yeux sur M. de Boishébert pour exécuter ce dessein.

Il lui donna 180 soldats et miliciens. Le voyage se fit en raquettes de Québec à la rivière Saint-Jean. Le 28 avril 1749, il était rendu au havre de Ménacoché, et y arborait le pavillon de la France. Le capitaine Rouse, commandant d'une petite escadre anglaise, essaya de lui en imposer, mais de Boishébert lui répondit qu'il ne commencerait par les hostilités, mais qu'il n'abandonnerait pas non plus le terrain qu'il avait ordre d'occuper.

Peu après, M. de Boishébert reçut ordre de M. de la Galissonnière d'aller à Beaubassin pour engager les Acadiens de se donner à la France, et les prévenir qu'on leur envoyait à Chédaïk un commandant qui les soutiendrait.

M. de Boishébert commanda à la rivière Saint-Jean jusqu'en 1751.

Au mois d'octobre 1751, le marquis de la Jonquière, pour donner à M. de Boishébert des preuves de

la confiance et de la satisfaction qu'il avait de sa conduite, le chargea de porter ses dépêches à la Cour. Le Roi honora le jeune officier d'une gratification de 2000 livres. Il revint au Canada l'année suivante.

Au commencement de 1753, le marquis Duquesne, qui avait succédé à M. de la Jonquière, envoya un corps de troupes à la Presqu'île, pour y construire un fort. M. de Boishébert conduisit l'avant-garde composée de 500 hommes. Il essuya de grandes fatigues, et contribua beaucoup à l'exécution de ce dessein, par l'attention qu'il eut de ménager les vivres pour le lieu où on devait séjourner, et d'en retirer la plus grande partie des mains des soldats, pour en faire un magasin dans la baie de Quinté. Le fort fut bâti ; une garnison y fut laissée, et M. de Boishébert revint à Québec.

M. Duquesne envoya, l'année suivante, M. de Boishébert sur la rivière Saint-Jean, où il lui confia le commandement du fort de La Tour. Un des articles de ses instructions était de lever le plan des havres situés depuis la rivière Saint-Jean jusqu'à Boston. Il s'en acquitta promptement, parcourant la côte en chaloupe, déguisé en pêcheur.

En 1755, après avoir pris le fort de Beauséjour, le général Monckton détacha 1500 hommes pour aller s'emparer du fort La Tour. Les Acadiens et les Sauvages, effrayés de la prise de Beauséjour, refusèrent de soutenir la garnison du fort La Tour. Elle n'était que de 60 hommes. Il eut été impossible, avec cette poignée de monde, de résister à l'ennemi. M. de Boishébert fit transporter toutes ses munitions au haut de la rivière, puis il fit sauter sa petite place. Retranché sur les hauteurs, il attendit les ennemis. Ceux-ci, malgré leur prodigieuse supériorité, n'osèrent entreprendre de l'y forcer, et ils se rembarquèrent.

M. de Boishébert voyant qu'avec les faibles moyens laissés à sa disposition il ne pouvait rien faire contre les Anglais, s'occupa à transporter dans le gouvernement de Québec et à l'île Saint-Jean une partie des habitants de l'Acadie.

Il se dévoua à cette tâche pendant deux années. Avec sa petite troupe il harcelait les Anglais afin de donner aux pauvres Acadiens le temps de fuir avec leur peu de bien. M. de Druccour, gouverneur de l'île Royale, et M. Dubois de Lamothe, chef d'escadre, rendirent à la Cour un témoignage si avantageux de ses services que le roi lui accorda, le 15 février 1758, la croix de Saint-Louis.

En 1758, les Anglais firent encore le siège de Louisbourg. M. de Vaudreuil envoya M. de Boishébert au secours de cette place. Ses officiers et ses hommes firent des prodiges de valeur, mais les Anglais étaient tellement supérieurs en nombre qu'il dût se retirer après leur avoir fait subir le plus de dommage possible.

En 1759, M. de Boishébert prit une part brillante à la défense de Québec. A la fatale journée du 13 septembre, il se leva de son lit de douleur—il était sérieusement malade depuis plusieurs semaines—pour aller se mettre sous les ordres du marquis de Montcalm.

A la bataille de Sainte-Foy, le 28 avril 1760, le chevalier de Lévis chargea M. de Boishébert du commandement des grenadiers. Là encore, il se conduisit en héros.

Enfin, lorsque le pays fut passé aux mains des Anglais, M. de Boishébert s'embarqua pour la France avec la plupart des officiers et soldats qui avaient résisté si longtemps à l'armée anglaise beaucoup plus nombreuse et pourvue de tout en abondance.

Après avoir prodigué sa santé et ses forces pour la défense du Canada, M. de Boishébert, en arrivant en France, fut jeté à la Bastille. Il était accusé avec une cinquantaine de ses compagnons d'armes d'avoir pris part aux prévarications de l'intendant Bigot. Le procès dura quinze mois, mais M. de Boishébert fut déchargé de l'accusation. (1)

M. de Boishébert, fatigué et affaibli par ses nombreuses campagnes, abandonna l'armée et vécut ensuite dans la commune de Raffetot, non loin de Rouen, dont il était le seigneur. Il y vivait encore en 1783. Nous n'avons pu nous procurer la date de sa mort, les registres de cette commune ayant été détruits pendant la Révolution.

M. des Champs de Boishébert et de Raffetot avait épousé à Cliponville, bailliage de Caudebec (Normandie), le 7 septembre 1700, sa cousine Charlotte-Antoinette, fille de messire Antoine-Adrien des Champs, chevalier, seigneur de Boishébert, seigneur haut justicier et patron honoraire de Cliponville, Anvronville, Hautot-le-Valois, etc, etc, et de noble dame Marie-Catherine-Elizabeth-Gabrielle Auber.

De ce mariage naquit un fils : (2)

(1) Nous avons pris nos renseignements sur la carrière de M. de Boishébert dans le mémoire présentée par son procureur, M. Clos, à la commission présidée par M. de Sartine.

(2) M. l'abbé Daniel (*Histoire des grandes familles françaises du Canada*, p. 287) dit au sujet de Charles des Champs de Boishébert : " Etant passé en France à la conquête, il donna en mariage une de ses demoiselles à M. Henri-Charles LeBègue de Germigny, d'abord pair de France en 1819, puis préfet en 1826." M. l'abbé Casgrain (*Une paroisse canadienne*, p. 182) fait la même remarque On a vu (p. 73) qu'ils font erreur.

ROCH-CHARLES-GABRIEL DES CHAMPS
DE RAFFETOT

Né à Saint-Sulpice de Paris le 18 juin 1762.

Le 16 septembre 1774, il entra en qualité de volontaire au régiment royal étranger, cavalerie.

Il épousa une demoiselle de Toulesmesnils qui lui donna deux enfants :

1° Henriette des Champs de Raffetot qui devint la marquise de Tardieu de Mallersaye.

2° Roch des Champs de Raffetot qui épousa Agathe Grandin, et mourut sans postérité.

JEAN-BAPTISTE-FRANÇOIS DES CHAMPS DE LA BOUTEILLERIE

M. Benjamin Salte nous communique la note suivante au sujet du premier des Champs qui vint s'établir dans la Nouvelle-France :

“ Parlant de l'année 1672, qui fut remarquable par le grand nombre de concessions de terres en seigneuries, M. l'abbé Faillon (III, 346) dit : “ Le roi avait déjà fait une concession de mille arpents de terre, située entre les Trois-Rivières et Montréal, en faveur d'un gentilhomme normand du pays de Caux, le sieur de la Bouteillerie qui, dans le dessein de s'y établir et de la mettre en valeur, s'embarqua à Dieppe, à la fin du mois de juin 1671, sur le navire le *Saint-Jean-Baptiste*, conduisant pour cela avec lui deux charpentiers, deux maçons et quatre manœuvres. Mais il paraît qu'arrivé en Canada, il craignit de s'établir sur des terres si exposées aux incursions des barbares et renonça à sa concession pour se fixer sur une autre où il n'eût pas les mêmes dangers à courir. Du moins, le 29 octobre de l'année suivante 1672, il obtint de M. Talon deux lieues de terre de front au bord du fleuve Saint-Laurent, savoir : une lieue au dessus et une lieue au des-

sous de la rivière Ouelle, cette rivière y comprise, sur une lieue et demie de profondeur, et ce fut là qu'il s'établit."

" Cette note a été imprimée en 1866. Je ne l'ai pas remarquée dans le temps, n'en ayant aucun besoin.

En 1880, M. l'abbé Casgrain disait dans *Une paroisse Canadienne* (pp. 17, 31) que des Champs de la Bouteillerie était officier au régiment de Carignan.

" En 1882, dans le tome IV, p. 48, de l'*Histoire des Canadiens-Français* j'ai répété cela, pensant bien que M. Casgrain avait étudié son homme. Or, depuis vingt-cinq ans que je guette partout les noms des officiers du régiment en question, je n'ai point rencontré celui de des Champs, et je suis persuadé qu'il n'était ni militaire ni autre chose qu'un simple particulier. Le fait d'avoir accepté des terres au-dessus des Trois-Rivières avant que de venir dans le pays montre qu'il ne se rendait pas compte de la situation puisqu'il craignait les Iroquois et n'eut rien de plus pressé, une fois ici, que d'abandonner cette concession pour une autre au bas de Québec.

M. Casgrain a fait comme tant d'autres : il a rattaché son personnage au régiment de Carignan parce que c'est de bon ton.

" A la page 92 de *Une paroisse Canadienne*, M. Casgrain nous donne les noms des premiers habitants de la seigneurie de la Bouteillerie et y ajoute le lieu de leur origine. Ainsi : Guillaume Lissot y est marqué comme étant venu de 1681 à 1690 et tout droit de Lisieux en Normandie pour se fixer sur la terre de la Bouteillerie. Cependant, Lissot était à Québec avant M. des Champs, puisqu'il s'y était marié en janvier 1670. C'est de Québec qu'il passa à la Bouteillerie quelques années plus tard. Tout le tableau de M. Casgrain est incorrect : il a été fait pour grossir le mérite du sieur des Champs.

FRANÇOIS CLAIRAMBAULT D'AIGREMONT

La famille D'Aigremont est originaire de la Franche-Comté, province de l'ancien royaume de Bourgogne. Elle est très ancienne puisqu'on voit un D'Aigremont chevalier croisé en 1191. Elle a produit onze chambellans de l'archevêché de Besançon. Renaud D'Aigremont se joignit à Jean de la Rochelle pour faire la guerre à Jean de Vergy au quatorzième siècle. A la mort de François D'Aigremont, en 1688, l'office héréditaire de chambellan passa à la maison de Grammont.

C'est le 1er juin 1701 que François Clairambault, sieur D'Aigremont, fut nommé, par le roi, commissaire ordinaire de la marine dans la Nouvelle-France, au lieu et place du sieur de la Touche, transféré à Rochefort.

M. D'Aigremont vint immédiatement prendre possession de sa charge.

Le 10 mai 1702, le ministre du roi informait M. D'Aigremont que son maître venait de créer cent charges de commissaires de la marine et des galères, dont le salaire serait de 2000 livres. Ces charges devaient se vendre 30,000 livres. M. D'Aigremont était en même temps averti qu'il devait en acheter une s'il voulait être continué dans son emploi.

M. D'Aigremont n'avait pas le moyen de faire pareil déboursé, et il demanda au roi de le continuer dans sa charge.

Le 20 juin 1703, le ministre du roi informait M. D'Aigremont que n'ayant pas acheté la charge de commissaire il ne pouvait être continué. Il le consolait en lui offrant la charge de secrétaire de M. de Beauharnois et en lui faisant espérer, pour plus tard, une subdélégation.

Le 30 juin 1707, le roi choisissait M. D'Aigremont pour aller au fort Cataracoui, à Niagara, au fort du détroit de Pontchartrain et à Michillimakinac.

“ Sa Majesté, lisons-nous dans les instructions de M. D'Aigremont, ayant dessein de soutenir ses postes, elle a été bien aise d'y envoyer un homme de confiance pour vérifier l'état où ils sont et le commerce qui s'y fait et l'utilité dont ils peuvent être pour la colonie du Canada. Elle a jeté les yeux sur lui, étant bien persuadée qu'il exécutera ponctuellement ce qui est porté par ce mémoire et qu'il en rendra un bon compte à son retour. (1)

Le roi fut très satisfait du voyage de M. D'Aigremont. Le 6 juillet 1709, il lui faisait écrire par son ministre qu'il avait tenu compte de ses avis, qu'il conserverait le fort Frontenac, qu'il ne ferait rien pour en établir un à Niagara, etc, etc. (2)

Le 10 novembre 1707, M. Raudot père écrivait au ministre :

“ Je crois pouvoir prendre, Mgr, la liberté de vous dire que vous m'avez donné pour secrétaire le sieur D'Aigremont. Il en touche aussi les appointements, et je suis néanmoins obligé de le laisser à Montréal en qualité de commissaire et de subdélégué, parce que c'est l'endroit du pays où il y a toujours le plus de troupes n'y ayant guère que lui ici capable de faire ce détail auquel il est d'autant plus propre qu'outre la capacité que l'exercice qu'il a toujours fait ici de la charge de commissaire lui a donné, il a encore toute la probité et l'honneur que demande cet emploi.” (3)

Le 15 juin 1712, le roi informait M. Bégon, nommé intendant de la Nouvelle-France, qu'il devait prendre avis de M. D'Aigremont à qui Raudot avait remis en partant les affaires d'intendance. “C'est un bon sujet,” ajoutait-il.

(1) *Nouvelle-France. Documents historiques*, vol. I, p. 48.

(2) Édouard Richard, *Supplément du rapport du Dr Brymner sur les archives canadiennes*, p. 414.

(3) *Correspondance générale, Canada*, vol. 26, c. 11.

... n'aurait pas à se rendre compte
... M. D'Aigremont,
... pour faire fonc-

... au ministre

... au Conseil
... en 1701 com-

... dont copie est
... sur les états du Roi en la

... les commis-

... en titre d'office et
... en état d'en

... sur l'état du Roi en qualité

... de continuer de

... de la marine, les-

... à présent et

... même dans

... M. Raudot au mois de

... le sieur Bégon au

... et il a toujours

... de capacité ainsi

... qu'il a reçues de

... est ci-jointe Il mérite

... qualité de commissaire

... le Conseil de lui accor-

... aux mêmes appointe-

... de la marine et

...

... de l'inten-

... fut enfin entendu.

... de marine, en récom-

... de M. D'Aigremont.

... de commissaire de la

Le 14 octobre 1728, MM. de Vaudreuil et Bégon écrivirent au ministre :

“ Nous avons l'honneur de vous représenter que M. D'Aigremont, commissaire de la marine, qui sert le Roi depuis trente-sept ans, avec tous les désintéressements, capacités et autres bonnes qualités qu'on peut désirer, n'a que 1800 livres d'appointements et qu'il mérite que Sa Majesté eut égard à ses bons services ; nous vous supplions de vouloir bien lui accorder une augmentation de 600 livres n'ayant d'autres fonds ni ressources que ses appointements.” (1)

En mai 1726, le feu détruisait le palais de l'intendant situé sur les bords de la rivière Saint-Charles, à Québec. Il ne resta debout que les murs, les voûtes et les cheminées. M. D'Aigremont perdit dans cet incendie à peu près tout ce qu'il avait.

On sait les difficultés qui éclatèrent en 1728 entre le gouverneur de Beauharnois et l'intendant Dupuy. Celui-ci forcé de retourner en France fut temporairement remplacé par M. D'Aigremont.

Le 1er octobre 1728, le gouverneur informait le ministre qu'il avait fait venir M. D'Aigremont de Montréal pour remplacer M. Dupuy parti pour la France. (2)

M. D'Aigremont mourut à Québec le 1er décembre 1728.

Le gouverneur de Beauharnois annonçait sa mort au ministre, le lendemain, dans les termes suivants :

“ J'ai l'honneur de vous donner avis de la mort de M. D'Aigremont, qui est universellement regretté en ce pays. Il mourut hier à une heure après-midi ; son désintéressement a été si grand pendant sa vie, qu'on n'a pas trouvé, à sa mort, de quoi le faire enterrer. Je

(1) Correspondance générale, Canada, vol. 48, c. 11.

(2) Correspondance générale, Canada, vol. 50, c. 11.

lui ferai rendre les honneurs qui lui sont dûs, et tout le monde se porte d'inclination à y contribuer." (1)

P. G. R.

MANIÈRE DE FAIRE LE SUCRE D'ÉRABLE EN CE PAYS

Vers le 25 mars de chaque année, les habitants qui veulent faire du sucre d'érable (seul sucre que l'on fasse dans ce pays) se transportent dans les érablières, avec un grand chandron de 10 seaux, des haches, des batte-feu, pierre-fusil, une pelle, et des vivres ; ce qu'ils transportent sur une petite traine à leur cou, étant impossible d'y aller avec des chevaux.

Rendus-là, ils commencent à faire un trou dans la neige jusqu'à la terre d'environ 23 pieds en superficie, et y élèvent une petite cabane ronde dont le haut au milieu est à jour de deux pieds, pour laisser passer la fumée du feu qu'ils font au milieu de la cabane. Lorsqu'ils l'ont parachevée, ils font des auges de deux pieds de long, sur dix pouces de large, et en font autant qu'ils veulent entailler d'arbres ; c'est ordinairement deux ou trois cents.

Leurs auges creusés, si le temps le permet, c'est-à-dire qu'il soit assez chaud, ils entaillent leurs érables de la manière suivante : Ils font avec leur hache une entaille oblique de quatre pouces sur deux, et mettent au bord de la coupe, un petit morceau de bois de huit pouces de long, sur un de large, qui est fait en façon de dalle (qu'ils appellent goudrilles) dans laquelle l'eau qui sort de l'arbre s'écoule et va tomber dans l'auge qui est au pied et qui peut contenir trois pots.

Sur les cinq heures après-midi, ils charroient l'eau dans des seaux, à leur cabane, et ce en raquettes. Ils mettent cette eau dans des cuves ou barriques.

(1) Correspondance générale, Canada. vol. 50, c. 11.

Lorsque l'eau qui a coulé dans la journée est ramassée, ils mettent leur chaudron plein, sur le feu, et l'y font bouillir à gros bouillon jusqu'à ce que l'eau y soit réduite en sirop. Dès qu'il est bien épais, c'est alors qu'il faut beaucoup d'attention pour éviter qu'il ne se gonfle et ne se renverse dans le feu. Ce qu'ils évitent en brassant continuellement ce sirop avec une *spatule* ou palette de bois franc, jusqu'à ce qu'il soit en sucre, ce qu'ils connaissent par le moyen de cette même spatule, qui est percé au milieu, de sorte qu'en soufflant sur l'endroit où est le trou, s'il en sort une petite rotonde ou boule, qui en tombant sèche aussitôt, ils sont certains que leur sucre est cuit. Ils le tirent alors sans perdre de temps, et portent le chaudron sur la neige, continuant de brasser avec la palette jusqu'à ce qu'il ne bouille plus, pendant ce temps un petit garçon prépare des moules faits d'écorce de bouleau de différente grandeur, qu'il pose dans la neige : et dès que le sucre ne bouille plus, ils le transvident dans ces moules avec une *gamèle* ou cuiller. Ils le laissent là environ une demi-heure après quoi il le retirent et le mettent sécher à sa fin sur des planches aérées.

Le degré de chaleur pour que les érables coulent est depuis deux degrés et au-dessus, et jamais au-dessous.

Le vent le plus favorable est le sud-ouest et qu'il ait gelé la nuit précédente.

Chaque érable coule par jour deux pots d'eau, et il en faut dix pour faire une livre de sucre, qui se vend dans ce pays douze sols.

Ce sucre est très estimé quoiqu'il soit aussi brun que la cassonade qui nous vient des îles étrangères. Il est très bon pour le rhume ; il s'en fait une grande consommation ici. L'on peut faire du sucre tant qu'il y a de la neige au pied des arbres, ce qui dure environ un mois. (*Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau*)

REPOSES

Panet vs Panet. (XII, IM, 1134)—La Chambre d'Assemblée et le Conseil législatif créés par la constitution de 1791 se réunirent à Québec le 17 décembre 1792. "C'était un événement solennel, remarque Ignotus. Pour la première fois, un parlement canadien était appelé à donner des lois à son pays."

Les honorables MM. Pierre Panet, Jenkin Williams et James Monk, commissaires nommés pour administrer les serments aux membres de la Chambre d'Assemblée, s'acquittèrent d'abord de leur besogne, puis le gentilhomme huissier de la Verge Noire, M. William Bouthillier, vint informer la Chambre que le lieutenant-gouverneur Alured Clarke requérait sa présence immédiatement dans la salle du Conseil législatif. Là, Son Excellence s'adressant aux députés leur dit en anglais :

"L'usage parlementaire et la manière convenable de conduire les affaires que vous allez entreprendre, rendent nécessaire que vous ayez un orateur ; c'est mon plaisir que vous retourniez dans votre Chambre, et que vous fassiez choix d'une personne capable de remplir cet office, que vous me présenterez pour mon approbation jeudi prochain à midi, auquel temps je vous déclarerai les causes pour lesquelles j'ai convoqué cette Assemblée."

A la demande du lieutenant-gouverneur, qui ne parlait pas le français, l'honorable Pierre Panet, un des commissaires nommés pour administrer le serment aux députés, répéta ce discours en français.

Les députés retournèrent ensuite dans leur salle et décidèrent, après discussion, de faire l'élection de l'orateur le lendemain.

Le 18 décembre, tous les députés, moins quatre, étaient rendus à leur poste.

M. Louis Dunière, député de Hertford, proposa

comme orateur M. Jean-Antoine Panet, député de la haute-ville de Québec. M. de Bonne, député de York, appuya cette proposition par un discours dans lequel il faisait ressortir toutes les brillantes qualités de M. Panet, sa science légale et surtout sa connaissance approfondie des lois municipales.

M. Panet parlait peu la langue anglaise, et le parti anglais tira parti de ce côté faible chez le candidat à la présidence, pour proposer un Anglais sachant le français. MM. James McGill, John Lees et James Walker proposèrent successivement comme orateur MM. William Grant, James McGill et Jacob Jordan.

Finalement, la motion de M. Dunière fut adoptée par une majorité de 10 voix, 28 contre 18.

Le vote se partagea ainsi :

Pour M. Panet : MM. Malhiot, de Rouville, Dunière, Digé, Papineau, de Lavaltrie, de Tonnancour, de Rocheblave, de Bonne, Bédard, Duchesnay, Cherrier, Guerout, Legras Pierreville, Boileau, Dupré, Saint-Martin, Bonaventure Panet, Rivard, Lacroix, Boisseau, Marcoux, de Lotbinière, Durocher, Dufour, Boudreau, Taschereau, Olivier.

Contre M. Panet : MM. Coffin, McGill, Barnes, Lees, Frobisher, Lester, Walker, Tod, Dambourgès, Jordan, de Salaberry, Grant, Young, McNider, O'Hara, Lynd, P.-L. Panet, Richardson.

Des trois Canadiens qui se prononcèrent contre l'élection de M. Jean-Antoine Panet à la charge d'orateur, un seul, M. Pierre-Louis Panet, député de Cornwallis, motiva son vote. Il parla ainsi :

“ Je dirai mon sentiment sur la nécessité que l'orateur que nous allons choisir possède et parle également les deux langues. Dans laquelle doit-il s'adresser au gouverneur ? Sera-ce dans la langue anglaise ou française ? Pour résoudre la question, je demande si

cette colonie est ou n'est pas colonie anglaise ? Quelle est la langue du souverain et de la législature dont nous tenons la constitution qui nous rassemble aujourd'hui ? Quel est le langage général de l'empire ? Quel est celui d'une partie de nos concitoyens ? Et quel sera celui de l'autre et de toute la province en général à une certaine époque ? Je suis Canadien, fils de Français, ma langue maternelle est la française, car grâce à la division toujours subsistante entre les Canadiens et les Anglais depuis la cession du pays, je n'ai pu savoir qu'imparfaitement la langue de ces derniers. Aussi mon témoignage n'est pas suspect. Ainsi je dirai qu'il y a une nécessité absolue pour les Canadiens d'adopter avec le temps la langue anglaise. Seul moyen de dissiper la répugnance et les soupçons que la diversité de langage entretiendra toujours entre deux peuples réunis par les circonstances et forcés de vivre ensemble, mais en attendant cette heureuse révolution, je crois qu'il est de la décence que l'orateur dont nous ferons choix puisse s'exprimer dans la langue anglaise lorsqu'il s'adressera au représentant de notre Souverain."

L'étrange attitude de M. Panet en cette circonstance a été justement censurée par nos historiens.

"Une telle conduite, dit M. T.-P. Bédard, dans son *Histoire de cinquante ans*, (p. 3), inqualifiable envers un frère, était en même temps une lâcheté envers les Canadiens ses compatriotes ; le mépris des membres des deux origines en fut la récompense."

Mais M. Pierre-Louis Panet était-il le frère de M. Jean-Antoine Panet, ainsi que le disent notre historien Garneau et M. T.-P. Bédard.

Non.

Trois Panet firent partie de notre premier parlement : Pierre-Louis Panet, député de Cornwallis ;

Bonaventure Panet, député de Leinster ; et Jean-Antoine Panet, député de la haute-ville de Québec. Les deux premiers étaient frères ; Jean-Antoine Panet était leur cousin germain.

Une escapade de journalistes. (VIII, II, 859.)

— Le 12 février 1836, pendant que nos députés discutaient de graves problèmes, Philippe Aubert de Gaspé et Napoléon Aubin, tous deux rédacteurs du *Fantasque*, se glissaient dans la garde-robe de la Chambre d'Assemblée, et de Gaspé jetait sur le poêle une certaine quantité d'*assa-fœtida*.

Une odeur nauséabonde se répandit presque aussitôt non seulement dans la garde-robe et la Chambre d'Assemblée mais dans toutes les autres pièces du bâtiment. Nos deux espions s'étaient aussitôt esquivés.

Le *Canadien* du même jour disait :

“ Avant hier la nuit quelque étourdi a essayé de jeter une bouteille d'*assa-fœtida* liquide sur un des poêles de la salle des séances, dans la Chambre d'Assemblée. On s'est servi d'une échelle pour monter jusqu'à la croisée du coin du nord, et on a cassé deux vitres, une dans chacune des deux premières fenêtres, mais soit oubli soit manque de force, la bouteille est restée en dehors de la croisée intérieure, où elle a été trouvée le matin cassée et la plus grande partie du liquide empestant renversée sur la tablette.

“ La même tentative a été répétée ce soir aussitôt après l'ouverture de la séance. De l'*assa-fœtida* a été jetée sur plusieurs poêles dans l'intérieur de la Chambre, et bientôt l'odeur est devenu insupportable dans tout le bâtiment, qu'on a aussitôt fumigé avec de la résine. Les empesteurs ont été vus.”

Le *Canadien* disait vrai. Les empesteurs avaient en effet été vus et, le lendemain, 13 février, MM. Séraphin

Bouc, député de Terrebonne, et Alphonso Wells, député de Shefford, les dénonçaient à la Chambre.

La Chambre décréta, le même jour, que de Gaspé et Aubin s'étaient rendus coupables d'infraction à ses privilèges et elle ordonna à son orateur d'expédier son warrant pour les mettre sous la garde du sergent d'armes.

L'orateur se hâta de confier un mandat d'arrestation au sergent d'armes, M. Coulson. (1)

Les deux journalistes, qui avaient été tenus, par leurs amis, au courant des délibérations de la Chambre d'Assemblée, eurent le temps d'échapper à la poursuite du sergent d'armes.

Ils se réfugièrent au manoir de Saint-Jean Port-Joli où ils passèrent le reste de l'hiver.

Dans l'intervalle, des amis influents avaient fait des démarches auprès des députés et lorsque les deux journalistes se montrèrent de nouveau dans les rues de Québec on les laissa en paix.

Philippe Aubert de Gaspé était le fils aîné de l'auteur des *Anciens Canadiens*. Il mourut prématurément en 1842 à Halifax, où il était traducteur à la Chambre d'Assemblée (2)

(1) Le mandat ordonnant l'arrestation de M. de Gaspé est aujourd'hui conservé au château de Ramezay à Montréal.

(2) Dans les *Recherches Historiques*, vol. XI, p. 363, nous avons raconté que Philippe Aubert de Gaspé, l'auteur des *Anciens Canadiens*, fut condamné, le 10 novembre 1835, par la Chambre d'Assemblée, à un mois de prison pour avoir menacé un député. Il n'est jamais trop tard pour réparer une erreur. C'est Philippe Aubert de Gaspé fils qui fut condamné à la prison le 10 novembre 1835. Le lecteur est prié de faire la correction.

Madame Guillaume Prévost. (XII, III, 1130.)

—Le comté des Deux-Montagnes était en 1837 dans une effervescence complète. Les *patriotes*, abusant de leur force, molestaient tous ceux qui ne pensaient pas comme eux.

Madame Guillaume Prévost, de Sainte-Scholastique, ne s'était pas gêné en maintes et maintes circonstances de blâmer les *patriotes* de leurs excès, et de déclarer son attachement au gouvernement.

Dans la journée du 6 juillet, on informa secrètement madame Prévost que les *patriotes* viendraient l'attaquer pendant la nuit et on lui conseilla de fermer sa porte et de se cacher dans le voisinage.

Madame Prévost avait en ce moment un enfant de trois mois et demi sur les *planches*, et elle refusa d'abandonner ce petit cadavre. La nuit arrivée, elle plaça des lumières à toutes ses fenêtres qu'elle tint ouvertes ainsi que ses portes. Elle endossa l'habit de son mari et son bonnet bleu, puis chargea avec calme tous les fusils et les pistolets qu'elle put se procurer.

Au milieu de la nuit, les *patriotes*, au nombre d'une cinquantaine, entourèrent la maison et se disposèrent à l'attaquer. Madame Prévost, lorsqu'elle les vit venir, se mit dans une fenêtre un fusil chargé au bras. Les *patriotes*, qui ne voulaient pas pousser les choses trop loin, la reconnurent malgré son déguisement, et se retirèrent en disant :—“ C'est elle, elle est capable de tirer sur nous, retirons nous ! ”

Les loyaux de Montréal, qui ne manquaient jamais l'occasion de manifester, firent une démonstration à madame Prévost. Ils lui offrirent une superbe théière comme marque d'admiration pour sa conduite héroïque.

Cette théière portait l'inscription suivante :

Presented to
Madame G. Prevost,
of Ste-Scholastique,
By a few loyalists of Montreal, in testimony
of heroism beyond her sex, displayed on
the evening of the 6th july
1837.

Madame Prévost reçut très cordialement la délégation des loyalistes montréalais qui, en septembre 1837, alla lui présenter, à Sainte-Scholastique, le cadeau en question.

Quelques semaines plus tard, madame Prévost eut une nouvelle occasion de se distinguer. Mais cette fois son aventure se termina d'une autre façon.

Le 15 octobre, au sortir de la messe, quelques-uns des *patriotes* de Sainte-Scholastique ayant adressé aux paroissiens des appels à la rébellion, madame Prévost prit la parole et engagea ses concitoyens à rester fidèles au gouvernement. Sur l'injonction qui lui fut faite de se taire, sinon qu'elle y serait forcée, elle sortit un pistolet et déclara qu'elle tuerait le premier qui mettrait la main sur elle. Les patriotes se retirèrent, mais, le lendemain, ils la firent arrêter pour port d'armes illégal et menaces. Madame Prévost fut détenue dans la prison de Montréal. (1)

Madame Prévost était la fille du docteur Auguste Globensky, qui arriva dans le pays en qualité de chirurgien dans les troupes auxiliaires allemandes, et épousa à Verchères, en 1784, une demoiselle Brosseau. Le lieutenant-colonel Maximilien Globensky, décédé à Saint-Eustache en 1866, était son frère.

(1) M. C.-A. Vallée, gouverneur de la prison de Montréal, nous informe qu'il n'a pu trouver dans les registres de la prison aucun indice qui lui permette d'établir que madame Prévost y ait séjourné en 1837.

Aime Dieu et va ton chemin. (XII, III, 1131.)—On s'est souvent demandé quelle était l'origine de la belle devise des zouaves pontificaux canadiens : "Aime Dieu et va ton chemin."

M. l'abbé Denis Gérin, ancien zouave et aujourd'hui curé de Saint-Justin, explique clairement cette origine dans l'histoire du séminaire de Nicolet publiée, il y a quelques années, par M. l'abbé J.-A.-T. Douville. Voici le précieux document que nous fournit notre ancien compagnon d'armes :

" Dans l'automne 1867 avait lieu l'invasion du territoire pontifical par les nouveaux barbares du Nord. Après les brillants faits d'armes de Bagnorca, de Monte-Libretti, de Nercola, quelques cents soldats pontificaux se réunissaient à Mentana où ils attaquaient et mettaient en déroute les hordes garibaldiennes. Deux soldats canadiens, Murray et Laroque, avaient pris part à cette victoire en se couvrant de glorieuses blessures. Watts Russel agonisant, des dernières gouttes de son sang, venait d'écrire sur une pierre les mots devenus chers à tous les Canadiens : *ama Dio e tira via*, aime Dieu et va ton chemin. Ces événements, télégraphiés à l'univers catholique, créèrent un saint enthousiasme partout, mais nulle part plus qu'en Canada. Le vieux sang gaulois se réveilla. Le soif du dévouement descendit au cœur d'une foule de jeunes gens et bientôt l'on commença à ébaucher le plan d'une croisade canadienne."

C.-E. ROULEAU

Le gouverneur DuQuesne (XI, XII, 1111.)—Notre ancien gouverneur, M. DuQuesne de Menneville, fit, le 14 décembre 1774, son testament devant maître Boulard, notaire à Paris, et institua pour héritière et légataire universelle sa sœur Ursule DuQuesne, veuve de Guillaume d'Icard.

A. B. C.

QUESTIONS

1135—Dans quelles circonstances Gaspard Gaurault et ses huit compagnons sont-ils allés faire naufrage au Cap à la Roche ?
NAVG.

1136—Connait-on l'origine de l'expression populaire : " Envoyer quelqu'un au diable au vert " ?
•
POPULO

1137—Où trouverais-je les noms des seigneurs canadiens qui, pendant le siège du fort Saint-Jean en 1775, furent faits prisonniers et amenés en captivité aux Etats-Unis ?
MILIT.

1138—Je voudrais bien mettre la main sur le contrat de mariage de Guillaume Pepin avec Jeanne Méchin, de Trois-Rivières. Leur premier enfant naquit dans cette ville le 14 avril 1646
S. P.

1139—Le rapport de la commission formée par lord Dorchester le 29 décembre 1787 pour faire enquête sur les biens des Jésuites a-t-il été publié ? On se rappelle que les commissaires étaient MM. Kenelm Chandler, Thomas Scott, Coffin, G.-E. Taschereau, J.-A. Panet, Geo. Lawes, James McGill, Quinson de St-Ours et Hertel de Rouville.
CUR.

1140—Nos historiens nous apprennent que le marquis de Denonville, en venant prendre le gouvernement du Canada en 1685, amena avec lui un certain nombre de jeunes seigneurs appartenant à de hautes familles. Trouve-t-on quelque part les noms des jeunes nobles arrivés ici en même temps que M. de Denonville ?
A. G. B.

VOL. XII

MAI 1906

No 5

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de mai : L'hon. René-Ovide Hertel de Rouville, P. G. R. ; La profession médicale au Canada, Ignotus ; Sir Jeffery Amherst et les biens des Jésuites, P. G. R. ; Le corps du général Wolfe ; Le Père Anselme, Borel d'Hauterive ; Le pilote Joseph Pelletier ; Questions, etc., etc.

Gravure : Joseph-Charles Taché.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Oiseaux de cage, par Horace Têtu—Québec—1906. Prix : \$0.25. S'adresser à l'auteur, à Québec.

University of Toronto Studies. Review of Historical Publications relating to Canada for the year 1905, edited by professor George M. Wrong and H.-H. Langton. Prix : \$1.00.

Abrégé chronologique de l'histoire du Canada suivi des principaux faits de l'histoire des Etats-Unis, par F. T. D. En vente à la procure provinciale des Frères Maristes, à Iberville.

Les diamants de Kruger, par Gaston Morelles—Mercier & cie, Lévis—1906.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

MAI 1906

No 5

L'HON. RENÉ-OVIDE HERTEL DE ROUVILLE

René-Ovide Hertel de Rouville naquit à Port-Toulouse, île Royale (aujourd'hui Cap-Breton) le 6 septembre 1720, du mariage de Jean-Baptiste Hertel de Rouville, capitaine dans les troupes de la marine et commandant au Port-Toulouse, et de Marie-Anne Beaudoin. (1)

C'est probablement à cause de sa naissance au Cap-Breton qu'il porta dans sa jeunesse le surnom de Labrador. Au baptême de sa fille, à Québec, le 24 février 1742, il signe encore " R.-O. Rouville Labrador."

Le procureur-général Verrier, qui était un savant, commença à donner dans Québec des leçons de droit dès l'année 1733. Plusieurs conseillers au Conseil Supérieur suivirent les cours de M. Verrier. Le jeune de Rouville qui voulait se faire une carrière dans la magistrature s'empessa de s'inscrire au nombre des élèves du procureur-général de la Nouvelle-France. (2)

Le 28 janvier 1745, l'intendant Hocquart donnait instruction à M. de Rouville de visiter quelques chemins du gouvernement de Québec. Il lui remettait

(1) *Annuaire de Ville-Marie*, p. 97.

(2) Lettre de M. Verrier au ministre, 2 octobre 1740.

en même temps le mémoire suivant pour se guider dans sa tournée :

“ Il partira incessamment de cette ville avec David Corbin, M^e charpentier entretenu, et Joseph Maufet, autre charpentier, pour aller à Montréal.

“ Arrivé dans cette ville, il s'arrangera pour se rendre à la rivière Châteauguë et à la rivière à la Tortue, aux environs desquelles rivières on prétend qu'il se trouve de vastes chenières de chêne blanc. Il verra avec M. Michel quel guide il conviendra de prendre, pour le conduire dans les dites forêts ; ils s'y rendront ensemble.

“ Ils examineront l'étendue des dites forêts, s'il y a des chênes d'une belle tournure et s'ils sont en quantité, s'ils ont de belles racines : la qualité et le grain du bois, s'il est plain ou gétif, à l'effet de quoi ils feront sonder et même abattre quelques uns de ces arbres en différents quartiers dans les hauteurs et dans les bas fonds, et nous apporteront des échantillons ou copeaux bien étiquetés de la tête et du pied : ils suivront les différents terrains ou sol sur lequel les arbres sont complantés.

“ Ils remarqueront avec attention l'éloignement de ces forêts des bords des rivières, les difficultés et les obstacles qui peuvent s'y rencontrer dans la descente des rapides ; s'ils sont insurmontables ou non ; enfin ils prendront toutes les connaissances nécessaires pour rendre leur visite utile au service.

“ Si on leur indiquait quelques rivières de pin rouge aux environs, ils les visiteront et feront les mêmes observations que sur les chênes.

“ Le sieur Cavalier s'était offert de visiter les forêts de la rivière de la Tortue et de Châteauguë et devait s'y faire accompagner par le nommé Oseauvai, sauvage du Sault ; si cette visite a été faite, le sieur de Rou-

ville se servira des mêmes guides que le sieur Cavalier, si ce dernier en a été content.

“ A son arrivée à Montréal, il s'adressera à M. Michel qui lui donnera tous les ordres et secours nécessaires pour l'exécution de la présente instruction.

“ Nous lui recommandons de tenir un journal exact de son voyage sur lequel il écrira toutes ses observations à mesure qu'il les fera afin qu'à son retour il puisse en être dressé un procès verbal.

“ David Corbin a été prévenu qu'il se trouve de belles épinetières aux environs de Trois-Rivières ; il faudra les visiter en montant ou en descendant, pourvu néanmoins que cela n'occasionne pas un trop grand retardement.

“ Il faut aussi tâcher de découvrir quelques frenières de frêne batard que l'on assure être d'une excellente qualité pour poulies et pour faire des avirons, examiner la qualité de ce bois, et des différentes espèces d'orme qui pourront se rencontrer, en apporter de même des copeaux étiquetés.” (1)

Le 1^{er} avril 1745, M. de Rouville était nommé lieutenant-général civil et criminel en la juridiction royale de Trois Rivières, en remplacement de Louis-Jean Poulain de Courval.

Le 18 avril 1746, M. de Rouville partait de Québec sur une biscaïenne pour l'île Saint-Barnabé où il devait avoir la direction d'un poste d'observation. Il avait ordre de donner des informations par signaux et par courriers rapides sur tous les vaisseaux qui remonteraient le fleuve, français ou ennemis. M. de Rouville laissa son poste pour Québec le 10 octobre.

L'année suivante, et encore en 1748, M. de Rouville eut la même mission de confiance. (2)

(1) Ordonnances des intendants, vol. 33, folio 11.

(2) E. B. O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. X, pp. 51, 65, 95 et 175.

Le 16 février 1747, l'intendant Hocquart nommait M. de Rouville son subdélégué aux forges Saint-Maurice. Il devait avoir la police des forges, et prononcer définitivement sur les différends qui pourraient naître entre les ouvriers des forges sauf l'appel pardevant lui. (1)

Le 20 avril 1749, l'intendant Bigot renouvelait en faveur de M. de Rouville la commission de subdélégué aux forges Saint-Maurice que M. Hocquart lui avait donné en 1747. (2)

L'intendant Bigot ayant été informé qu'au préjudice de l'Ordonnance du roi de 1745, qui défendait aux habitants de construire des maisons sur moins d'un arpent et demi de front sur trente de profondeur, quelques habitants de la paroisse de l'Ange-Gardien s'étaient bâtis sur une moindre quantité de terre, il commit, le 25 juin 1749, le sieur de Rouville pour connaître des contraventions à la dite ordonnance, et faire démolir les dites maisons sur-le-champ. (3)

Dans l'été de 1749, le navire le *Cerf* ayant fait naufrage sur l'île Verte, et les officiers de l'amirauté de Québec ne pouvant s'absenter de la ville, à cause de la multiplicité de leurs affaires, l'intendant Bigot, le 30 septembre, donnait commission à M. de Rouville de se transporter au lieu du naufrage pour pourvoir à la sûreté et à la conservation des effets sauvés du vaisseau naufragé, recevoir la déclaration du capitaine, des officiers et des matelots, et faire un inventaire des effets sauvés, etc. (4)

(1) Ordonnances des Intendants, vol. 34, folio 88.

(2) Idem, vol. 36, folio 69.

(3) *Edits et ordonnances*, vol II, p. 400.

(4) Ordonnances des intendants, vol. 36, folio 117.

Le roi avait fait des dépenses considérables pour l'exploitation des forges Saint-Maurice. Les directeurs, MM. Cressé et Martel, ne s'occupaient guère d'administrer ces forges avec économie.

Le 15 octobre 1749, l'intendant Bigot nommait M. de Rouville " pour avoir une inspection générale sur tout ce qui a rapport au dit établissement, remédier aux abus qui auraient pu se glisser dans la régio des forges, diminuer les dépenses autant qu'il sera possible et généralement faire tout ce qui pourra contribuer au bien et avantage de cet établissement." (1)

L'ingénieur Franquet, qui visita les forges en 1752, parle avec avantage de l'hospitalité de M. de Rouville. " Après avoir visité tout ce qu'il y a de remarquable à cet établissement dont l'endroit montagneux quoique défriché conserve encore un air sauvage, nous rabbatîmes chez M. de Rouville, directeur, où nous dinâmes splendidement et en partîmes vers les cinq heures du soir, discourûmes beaucoup, chemin faisant, sur la forme de sa régie, qui ne saurait être que très onéreuse au Roi." (2)

A la conquête, M. de Rouville perdit ses emplois. Il passa en France où il devint, nous apprend l'abbé Daniel, intendant de la maison du prince de Condé. (3)

La paix ayant été conclue entre la France et l'Angleterre, M. de Rouville revint dans sa patrie.

Il ne tarda pas à entrer dans les bonnes grâces des nouveaux maîtres du pays puisque, le 20 mars 1765, ils lui donnaient la charge importante de grand-voyer pour le district de Montréal.

(1) Ordonnances des Intendants, vol. 36, folio 124.

(2) *Voyages et mémoires sur le Canada*, p. 50.

(3) *Histoire des grandes familles françaises du Canada*, p. 415.

L'Acte de Québec entrant en vigueur le 1er mai 1775, et, à cette date, tous les tribunaux alors existants devaient disparaître. Le gouverneur Carleton, occupé ailleurs, n'avait pu organiser de nouvelles cours de justice. En attendant, le 25 avril 1775, il nommait à Québec et à Montréal trois magistrats qu'il appela gardiens de la paix et commissaires. Ceux de Québec furent MM. Adam Mabane, Thomas Dunn et Jean-Claude Panet. MM. Jean Marteilhe, John Fraser et de Rouville furent nommés pour le district de Montréal. Ils devaient entrer en fonction le 1er mai.

On peut donc réclamer MM. Panet et de Rouville comme les deux premiers juges canadiens-français sous la domination anglaise.

La nomination de M. de Rouville comme juge ne rencontra pas, paraît-il, les suffrages unanimes de ses compatriotes de Montréal. Nous lisons dans une lettre du 9 novembre 1775 :

“ La nomination de M. de Rouville est si blessante pour les Canadiens de Montréal, qu'ils en ont été très exaspérés et sur le point de présenter une pétition au gouverneur contre cette nomination. Mais la prise de Crown-Point et les dégâts subséquents dans la Province, ont tout arrêté et empêché l'exécution de ce projet.” (1)

M. l'abbé Daniel dit qu'en 1775 M. de Rouville alla défendre le fort Saint-Jean, où il fut fait prisonnier et conduit en Pensylvanie, d'où il ne revint qu'en 1777. (2)

(1) L'abbé Verreau, *Invasion du Canada*, p. 372.

(2) *Histoire des grandes familles françaises du Canada*, p. 416.

Nous croyons qu'en 1775-76 M. de Rouville ne s'absenta pas de Montréal. Du moins le *Témoin oculaire*, journal tenu par M. Sanguinet, le laisse croire.

“ Le 16 janvier 1776, y lisons-nous, le sieur Wooster envoya chercher MM. Hertel de Rouville et Edward-William Gray pour les envoyer prisonniers dans la Nouvelle-Angleterre. Les citoyens de Montréal s'assemblèrent et furent chez le sieur Wooster pour lui représenter que cette démarche était contre le traité fait avec M. Montgomery. Alors il promit qu'il laisserait les citoyens tranquilles, quoiqu'il eût fait faire une liste de 64 citoyens pour les envoyer prisonniers dans les colonies.”

Deux jours plus tard, le 18 janvier, Wooster fit de nouvelles menaces :

“ Il donna ordre à M. Hertel de Rouville de se préparer à partir pour les colonies. Les citoyens s'assemblèrent de nouveau et furent le trouver pour lui faire des représentations à ce sujet. Il répondit qu'il regardait tous ceux qui étaient présents comme des ennemis et des coquins et que dans quelque temps les choses iraient autrement.”

En 1779, le gouverneur Carleton parvenait enfin à réorganiser les tribunaux, et, le 30 août de cette année, M. de Rouville était nommé juge de la Cour des Plaidoyers Communs pour le district de Montréal.

En 1786, le procureur-général Monk porta devant le Conseil législatif des accusations tellement graves contre certains juges, que ce corps crut devoir prier le gouverneur d'ordonner une enquête publique et sévère sur l'administration de la justice.

Le juge en chef Smith fut chargé en qualité de commissaire de faire cette enquête qui s'ouvrit au mois de juin 1787. Elle dévoila des choses piquantes. Des

citoyens vinrent jurer qu'ils avaient vu à différentes reprises le juge de Rouville monter ivre sur le banc et s'y conduire de la façon la plus messéante ; qu'il refusait souvent d'entendre la preuve, donnant ingénument pour raison qu'il avait vu les parties hors de cour. (1)

Cette enquête, à tout événement, ne nuisit pas beaucoup au juge de Rouville, puisque le 7 janvier 1790, il recevait une nouvelle commission étendant ses pouvoirs aux districts de Montréal et de Québec.

M. de Rouville décéda à Montréal le 12 août 1793. (2)

M. de Rouville, s'il faut en croire les mémoires du temps, à côté de qualités incontestables, avait des défauts qui rendaient le commerce avec lui très difficile. Son ambition d'arriver l'avait rendu courtisan, inquisiteur et même dénonciateur.

Dans une lettre écrite de Québec le 25 octobre 1775, on lit :

“ Un jour, Rouville se prit de querelle avec Thomas Walker, sur le marché de Montréal : peu importe la cause de la dispute ; mais Rouville voulut soutenir son dire par cette proposition *que le roi est maître*, c'est-à-dire qu'on doit toujours se conformer à sa volonté. M. Walker répondit très-froidement : “ Pour ce qui est de M. de Rouville, il peut en être ainsi, puisqu'il mange le pain de Sa Majesté ; mais, ajouta-t-il, je nie que le Roi soit mon maître. Je le respecte comme mon souverain et roi légitime, et je suis prêt à

(1) Bibaud, *Histoire du Canada*, vol. II, p. 93 ; Garneau, *Histoire du Canada*, vol. III, p. 58.

(2) Le 28 janvier 1794, M. de Rouville était remplacé comme juge de la Cour des Plaids Communs par l'honorable Jean-Antoine Panet.

obéir à ses ordres légitimes, mais je ne puis le reconnaître pour mon maître, quand je ne dépends que de mon industrie. Quand j'en recevrai un salaire, je le reconnaitrai pour mon maître." Rouville écrivit aussitôt cette conversation au gouverneur, et il ajouta qu'il n'avait rien répliqué à M. Walker. Au bout de quelques jours, il reçut une réponse du gouverneur qu'il montra à plusieurs personnes à Montréal : le gouverneur louait sa prudence et promettait de ne le point oublier. En effet, il fut bientôt après nommé un des juges de Montréal, à la surprise et au grand étonnement de tous les habitants français de Montréal, qui en avaient une mauvaise opinion et le détestaient à cause de sa conduite lorsqu'il était juge de quelque chose ou d'autre, il y a quelques années, sous le gouvernement français. Ce M. Rouville est remarquable par son empressement à saisir toutes les occasions de se jeter sur le chemin des Anglais de Montréal, parce qu'il parle un peu l'anglais, pour ramasser toutes les histoires qu'il peut, afin de les envoyer au gouverneur. C'est si bien connu, que plusieurs personnes se sont amusées à le tromper, en ouvrant, par exemple, leurs lettres au bureau de poste, où l'on est toujours sûr de le rencontrer, et mentionnant certaines choses comme s'ils les liaient dans leur correspondance qui n'en renfermait pas un mot." (1)

DuCalvet, qui avait eu à se plaindre de M. de Rouville, fait de lui un portrait assez chargé :

" M. de Rouville est un gentilhomme canadien, mince ment initié dans les mystères de la jurisprudence française et, à ce titre, personnage peu compétent pour la judicature ; mais d'un génie si impérieux, d'un caractère si superbe, d'une humeur si identifiée avec

(1) L'abbé Verreau, *Invasion du Canada*, p. 361.

le despotisme, qu'elle se trahit partout, non seulement sur les tribunaux de justice, où elle peut dogmatiser et trancher de la souveraine, sans contrôle, mais dans le commerce même de la vie civile, et jusque dans le sein de sa famille. Au reste, homme tout paîtri et boursoufflé des prétentions de l'amour-propre, préoccupé de ses prétendues lumières, entier dans ses jugements, intolérant de la plus juste et de la plus humble opposition, grand formaliste, partial, non-seulement, de système réfléchi, mais d'instinct, assez chaud pour ses amis, que j'appellerais plus pertinemment ses clients et ses protégés, mais tout de flammes et de volcans contre ses ennemis, que son âme, naturellement vindicative, ne juge jamais assez punis." (1)

Bibaud est plutôt sympathique à M. de Rouville.

"On a plusieurs fois, dit-il, accusé la conduite de Hertel de Rouville dans l'exercice de la magistrature; mais on doit se rappeler qu'il combattit pour son Roi et avec l'ancienne bravoure de ses ancêtres contre les Américains, dont il fut le prisonnier et que, commissaire royal pour le cadastre des biens des Jésuites, il réclama, comme M. Taschereau, contre la partialité des commissaires anglais." (2)

M. de Rouville avait épousé, à Québec, le 20 mai 1741, Marie-Louise-Catherine, fille de Pierre André

(1) *Appel à la Justice de l'Etat*, p. 90.

(2) *Dictionnaire historique des hommes illustres du Canada*, p. 145. Les éloges que Bibaud fait à M. de Rouville tombent à plat puisque, comme nous l'avons vu, en 1775-76 il ne quitta pas Montréal. De plus, en 1788-89, il ne put protester contre la partialité des Anglais pour la bonne raison que ce ne fut pas lui qui fit partie de la commission royale pour le cadastre des biens des Jésuites mais bien son fils, Jean-Baptiste-Melchior.

de Leigne, lieutenant civil et criminel, et de Claudine Frenin.

Ce mariage fit tout un scandale à Québec.

Cette demoiselle André de Leigne avait eu des aventures plutôt cocasses quelques années auparavant dans cette même ville de Québec. Mais laissons la parole à M. Joseph Marmette :

“ Le chroniqueur et le romancier, friands d'anecdotes et d'aventures, ne trouveront pas moins leurs comptes dans le récit des escapades de mademoiselle André, fille de Pierre André, sieur de Leigne, lieutenant-général civil et criminel de Québec. La conduite légère de cette jeune fille par trop délurée avait déterminé son père et MM. de Beauharnois et Hocquart à la faire passer en France. On l'embarque donc sur le vaisseau du Roi ; mais, la nuit suivante, aidée de deux jeunes officiers, sans doute épris de ses charmes, elle s'évade, déguisée en homme, et se rend à terre. Le lendemain, cependant, très embarrassée de son équipée et de sa personne, elle va se livrer elle-même et prend passage, volontairement cette fois, sur la *Renommée*, pour la France. Mais voici que, l'année suivante, elle revient inopinément à Québec. Et MM. de Beauharnois et Hocquart d'écrire au ministre, le 4 octobre 1737 : “ La demoiselle André a trouvé moyen de revenir au Canada et elle demeure actuellement chez M. Lanouillier, son beau-frère. Elle y est convenablement, madame Lanouillier étant une femme vertueuse et raisonnable. Son père n'a pas voulu la recevoir ; mais le temps accommodera toutes choses. Les auteurs de son évasion de l'année dernière, les sieurs de Saint-Vincent, fils, et Duplessis, ont été mis aux arrêts, le premier au fort Chambly et le second aux Trois-Rivières. Le sieur de Saint-Vincent qui avait un attachement pour mademoiselle André, la-

quelle est spirituelle, adroite et jolie, a été averti que s'il lui arrivait de donner encore matière à la méditation à l'égard de celle-ci, il serait mis en prison et pour longtemps. Ces deux jeunes gens sont assez punis. Quelques personnes ont plaint le sort de la jeune fille...."

" Nous voyons reparaître pour la dernière fois la sémillante jeune personne dans une lettre conjointe du gouverneur et de l'intendant en date du 11 octobre 1736 : " Les sieurs de Saint-Vincent, fils, et Duplessis ont été avertis que Sa Majesté se contentait des arrêts qu'ils avaient subis pour avoir facilité l'évasion de la demoiselle André. Le père de celle-ci prétend lui avoir pardonné ; mais on n'a pu le déterminer à la recevoir chez lui. Elle est en pension chez un habitant de Beauport ; le temps raccommode toutes choses." (1)

Quoiqu'il en soit, M. de Rouville connut Marie-Louise-Catherine André de Leigne et l'aima. Le 20 mai 1741, les deux amoureux faisaient leur contrat de mariage devant le notaire Boisseau, à Québec. Le même jour, après avoir obtenu dispense de trois bancs et la permission de se marier, du grand-vicaire du diocèse, ils s'épousaient devant le Père Valentin, récollet.

Deux jours plus tard, le 22 mai, M. Plante, curé de Québec, déclarait n'avoir pas donné permission au mariage et n'avoir pas été informé de sa célébration.

Le 29 mai, madame veuve de Rouville, mère et tutrice du marié, s'opposait devant le Conseil Supérieur au mariage de son fils.

(1) *Rapport sur les archives canadiennes pour 1886*, p. XXXV.

M. André de Leigne, père de la jeune femme, répondit vigoureusement, et réclama douze mille livres de dommages de la veuve de Rouville, pour "sa réputation atteinte et celle de sa fille."

Le 12 juin 1741, le Conseil Supérieur déclarait le mariage nul, défendait aux tourtereaux de prendre la qualité de mari et femme et de se hanter et fréquenter. (1)

Le 12 octobre suivant, ils contractaient de nouveau mariage.

Cette fois personne ne s'opposa à leur union.

Madame de Rouville mourut à Trois-Rivières le 16 janvier 1766.

M. de Rouville se remaria, à Montréal, le 5 février 1767, à Charlotte-Gabrielle, fille de Jean-Baptiste Jarret de Verchères et de Madeleine d'Ailleboust, et veuve de Pierre-Joseph Rimbault de Saint-Blin.

Le juge de Rouville appartenait à une famille qui avait fait ses preuves dans les temps héroïques de la Nouvelle-France. Son grand-père, François Hertel, fut anobli en 1716. C'est lui qui, prisonnier des Iroquois, qui lui avaient fait subir d'horribles tourments, avait la force d'écrire au Père LeMoine :

" Mon Père, je vous prie de bénir la main qui vous écrit, et qui a un doigt brûlé dans un calumet pour amende honorable à la majesté de Dieu que j'ai offensé. L'autre a un pouce coupé ; mais ne le dites pas à ma pauvre mère."

P. G. R.

(1) *Edits et ordonnances*, vol. II, p 204.

LA PROFESSION MÉDICALE AU CANADA

Parmi les professions libérales, la profession médicale est la première dont il soit fait mention dans nos récits historiques.

On voit dans les œuvres de Champlain que le chirurgien Bonnerme, un de ses compagnons, fut impliqué dans le complot criminel de Jean du Val, mais que son innocence fut ultérieurement reconnue. Robert Giffard, médecin et colon, venu au Canada pour la première fois en 1627, fonda la seigneurie de Beauport, et joua un rôle important dans la colonie. Jean Madry, barbier chirurgien, établi au Canada vers 1653, obtint en 1658 de François de Barnoin, conseiller du roi, son premier barbier et chirurgien ordinaire, prévôt honoraire et à perpétuité du collège royal de Saint-Côme, en l'université de Paris, non seulement le titre de maître-barbier-chirurgien, mais aussi le droit "d'établir la maîtrise de barbier-chirurgien pour le bien public en tout pays de la Nouvelle-France." Par cette commission, que l'on trouve au volume troisième des *Edits et ordonnances*, la profession de barbier-chirurgien se trouvait organisée au Canada. Jean Madry, qui fut aussi le premier échevin de Québec, mourut en 1669. Son successeur fut Gervais Beaudoin, décédé en 1700, qui fut remplacé, à son tour, par Jourdain Lajus, en 1709.

"Les premiers officiers de santé, en Canada, dit l'abbé Faillon, étaient médecins, pharmaciens et chirurgiens tout à la fois ; ils traitaient les malades, préparaient les remèdes et opéraient les blessés. Si, cependant, dans les actes publics, on les qualifie simplement du titre de chirurgiens, ainsi que sur les vaisseaux on donnait ce nom à l'officier de santé qui accompagnait

l'équipage, c'est que, dans un pays où l'on avait été sans cesse exposé à en venir aux mains avec les Iroquois, comme à Montréal, dont même presque tous les premiers colons avaient péri par les armes, l'art de la chirurgie était d'une nécessité plus pressante et d'un usage plus fréquent." (1)

Les premiers médecins de la Nouvelle-France ne furent sans doute pas des hommes très remarquables dans leur art. Mais à partir de la fin du dix-septième siècle, et durant le dix-huitième, le niveau de la profession s'éleva. Le célèbre Michel Sarrazin jeta sur elle un grand lustre par son réel savoir et ses travaux scientifiques. Après lui Berthier, Benoist, Gauthier, Lacroix méritèrent la confiance publique et les encouragements officiels. Le docteur Gauthier, de Québec, fut le digne successeur de Sarrazin. Il se distingua dans la botanique.

Cependant, nonobstant la maîtrise de barbier-chirurgien, établie par Jean Madry, en 1658, on ne peut pas dire que la profession médicale fût vraiment organisée au Canada, telle qu'elle l'était en France, et telle qu'elle l'a été depuis parmi nous. Il y avait des médecins qui arrivaient ici diplômés, après avoir étudié en Europe. Il y en avait d'autres qui devenaient praticiens, après avoir fait apprentissage, pendant quelque temps, sous un ancien. Ainsi on voit qu'en 1674, Jean Martinet de Fonblanche, qui exerçait la chirurgie à Montréal, recevait "pour son apprenti, Paul Prud'homme, son beau-frère, promettant de lui enseigner, dans l'espace de trois ans et demi qu'il le retiendrait auprès de lui, son art de chirurgien et tout ce dont il s'occupait et entremettait dans cette profession." Comme le fait observer l'abbé Faillon, ces

(1) *Histoire de la colonie française*, vol. III, p. 251.

dernières expressions se rapportaient non seulement à la chirurgie proprement dite, mais encore à la médecine et à la pharmacie.

Nous n'avons constaté nulle part qu'il fût besoin de parchemins, de diplômes ou de commissions officielles pour pratiquer la médecine au Canada, sous la domination française. La profession médicale n'était soumise à aucune réglementation particulière.

Elle resta dans le "statu quo" durant les premières années de la domination anglaise. Mais, en 1788, sous l'administration de lord Dorchester, il fut jugé opportun de légiférer sur la pratique de la médecine, afin de faire cesser les abus et les inconvénients dont on commençait à se plaindre. Le gouverneur, de concert avec le Conseil législatif, édicta l'ordonnance 28, George III, chapitre 8, dont on trouve assez difficilement le texte. Pour cette raison, nous croyons utile d'en reproduire les dispositions principales :

"ACTE OU ORDONNANCE qui défend à qui que ce soit de pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec, ou la profession d'accoucheur dans les villes de Québec ou de Montréal, sans une permission.

"Plusieurs inconvénients étant arrivés aux sujets de Sa Majesté en cette province par des ignorans qui pratiquent la médecine et la chirurgie, qu'il soit statué par Son Excellence le Gouverneur et le Conseil législatif, qu'après le premier jour de novembre prochain, qui que ce soit ne pourra, sous aucun prétexte, vendre ou distribuer des médecines en détail, ni en ordonner pour les malades, dont il tirera aucun profit, ni exercer la médecine et la chirurgie dans la province ni la profession d'accoucheur dans les villes et faubourgs de Québec et Montréal, sans avoir auparavant obtenu une permission de Son Excellence le Gouver-

neur ou le commandant en chef alors ; qui ne pourra être obtenue, avant que celui qui la demandera ne présente un certificat qu'il a été examiné et approuvé par ceux que le Gouverneur ou le commandant en Chef pourra nommer, pour examiner et s'informer de ses connaissances et talens dans la médecine, la chirurgie et la pharmacie ou dans la profession d'accoucheur, et que copie de tel certificat sera annexée à la permission, qui sera enregistré au greffe de la paix du district, où réside celui qui veut pratiquer."

L'ordonnance imposait une amende de 20 louis, pour la première contravention, de 50 louis pour la seconde, et de 100 louis, outre trois mois d'emprisonnement, pour chaque contravention subséquente. Elle fut adoptée le 30 avril 1788.

Sans doute, il y avait des abus qui nécessitaient l'ouverture d'une loi. Une profession dont l'exercice est si difficile, si délicat, et entraîne une responsabilité si lourde, ne pouvait être abandonnée indéfiniment aux entreprises de l'ignorance, à l'audace des exploiters et des charlatans. Mais l'ordonnance de 1788 était entachée d'un vice radical. Elle mettait l'étude et la pratique de la médecine absolument sous la main du pouvoir exécutif. Elle ouvrait la porte à la partialité, à l'injustice et à la tyrannie administrative. Les licences devaient être données par le gouverneur, et les examinateurs devaient être nommés aussi par le gouverneur, ce qui faisait d'eux de simples officiers du gouvernement exécutif. A cette époque où il régnait tant de préjugés, tant d'idées étroites dans les sphères officielles, cette domestication de la profession pouvait déterminer de graves denis de justice.

A mesure que le pays se développa, que la population s'accrut, que le nombre des aspirants à la médecine devint plus considérable, les sujets de griefs

devinrent aussi plus fréquents. La question nationale et politique fit sentir son influence dans cette sphère comme dans la plupart des autres. Les médecins canadiens-français se plaignirent que, grâce à l'appui officiel, les médecins anglais leur tenaient la dragée haute, et conservaient une autorité exclusive sur la direction de la profession et sur les conditions d'admission au sein de la docte confrérie.

Pendant environ quarante ans, il n'y eut pas un seul examinateur canadien-français à Québec et à Montréal. Vers 1823, des pétitions furent adressées à la législature pour demander une loi nouvelle. Mais à plusieurs reprises, des bills destinés à remplacer l'ordonnance de 1788 allèrent échouer au Conseil législatif.

Enfin en 1831, les médecins canadiens revinrent à la charge. Le 4 février, M. Duval, avocat, et député de la haute-ville de Québec, présenta une pétition des membres de la société médicale de cette ville, association qui existait depuis quelque temps. "Les pétitionnaires regardent comme un devoir impérieux, lisait-on dans ce document, de s'adresser encore une fois à la Chambre pour lui demander la révocation ou l'amendement de l'ordonnance qui règle maintenant la pratique de la médecine et de la chirurgie en cette province, laquelle est à leur avis insuffisante pour réprimer les abus qui, au grand dommage du public et au préjudice de la profession, vont croissant d'une manière alarmante." Cette fois leurs démarches ne restèrent pas sans résultat. Un bill intitulé : "Acte qui règle la profession de la médecine, de la chirurgie," etc., fut adopté par les deux Chambres.

Voici un précis de cette loi importante qui fut la première constitution, la première organisation du corps médical bas-canadien, comme profession autono-

me. Personne ne pouvant pratiquer la médecine en se faisant payer, à moins d'avoir obtenu une licence du gouverneur, du lieutenant-gouverneur ou de l'administrateur. Toute contravention à cette disposition était passible d'une amende de dix louis pour la première offense, de vingt louis pour la seconde, de trente louis pour la troisième et pour chaque offense subséquente. Toute personne qui voulait étudier la médecine, afin d'obtenir une licence, devait d'abord subir un examen sur sa langue maternelle, sur la langue latine, et montrer qu'elle était, sous tous rapports, qualifiée à entrer dans l'étude de la profession. Pour obtenir une licence, il fallait être âgé d'au moins vingt-un ans, et avoir fait un apprentissage de cinq ans chez un médecin pratiquant en cette province. L'examen d'admission à l'étude devait être subi devant un bureau d'examineurs, dont les membres devaient être élus par les médecins licenciés de la manière suivante : les médecins dans les districts de Québec et de Montréal, devaient s'assembler, après avis de trois semaines ou plus, donné dans un ou plusieurs journaux, à Québec et à Montréal, dans un endroit désigné par le gouverneur sur requête d'un médecin. La première assemblée de ce genre devait avoir lieu le premier lundi de juillet 1831.

Là, les médecins de chaque district devaient élire, à la pluralité des voix, douze membres de la profession, lesquels formeraient un bureau d'examineurs devant lequel devraient se présenter tous ceux qui voudraient étudier la médecine, et obtenir des licences pour pratiquer. L'assemblée devait être présidée par le plus ancien médecin présent, qui devait transmettre le résultat de la réunion au gouverneur, pour approbation. Sept membres du bureau devaient former un quorum. L'élection du bureau devait se faire tous

les trois ans. S'il survenait une vacance dans le bureau, elle devait être remplie par ballottage. Le premier lundi de chaque troisième mois, le bureau devait se réunir pour délibérer, adopter tels règlements qu'il jugerait convenables pour l'exécution de cet acte, règlements dont il y aurait appel à la Cour du Banc du Roi. Voilà quel était, dans ses grandes lignes, le Statuts 1 Guillaume IV, chap. XXVII.

Une proclamation de lord Aylmer désigna les palais de justice de Québec et Montréal comme les endroits où devaient avoir lieu les premières assemblées de médecins, en vertu de la nouvelle loi.

A Québec, tout se passa bien. Les médecins se réunirent, et, après ballottage, les messieurs dont les noms suivent furent élus membres du bureau d'examineurs : 1. Jos. Parant, avec 28 voix ; 2. Jos. Painchaud, avec 27 voix ; 3. A. G. Couillard, avec 27 voix ; 4. C.-N. Perrault, avec 25 voix ; 5. J. Noël, avec 23 voix ; 6. Jos. Morrin, avec 21 voix ; 7. F. Fortier, avec 17 voix ; 8. J. Blancher, avec 17 voix ; 9. Thos. Fargues, avec 17 voix ; 10. X. Tessier, avec 16 voix ; 11. É.-P. Taché, avec 15 voix ; 12. J. Clark, avec 14 voix.

A Québec, avant la création du nouveau bureau d'examineurs, les examinateurs officiels étaient MM. W. Holmes, Ths Lloyd, Thos. Fargues, Joseph Morrin et C.-N. Perrault. Trois d'entre eux, MM. Fargues, Morrin et Perrault, furent élus membres du nouveau bureau, MM. Holmes et Llyod furent laissés de côté.

A Montréal, les choses ne se passèrent pas aussi bien : MM. les Drs Arnoldi, R. Nelson, Labrie, Demers, W. Nelson, J.-O. Nelson, Bourdages, Duvert, Beau-bien, Vallée, J. Kimber, Meilleur, Lebourdais obtinrent la majorité des suffrages.

L'élection fut animée parce que deux partis y vin-

rent en conflit. Sous le règne de lord Dalhousie un groupe de médecins anglais avaient formé à Montréal une école médicale affiliée au collège McGill. Ils s'étaient ensuite fait nommer examinateurs officiels, en faisant destituer ceux qui avaient rempli ces fonctions jusque là. Et ils avaient ainsi exercé un véritable monopole dans la profession. Un médecin qui signait " Pro medianâ et patriâ " portait contre eux cette accusation dans la *Minerve* du 28 juillet 1831 : " Les professeurs de l'école médicale étant devenus les examinateurs, se trouvèrent investis de tous les pouvoirs, et par conséquent tenaient entre leurs mains le sort des aspirants à la profession. Revêtus de leur autorité, ils commencèrent à établir un système d'exclusion en n'admettant pour professeurs que ceux qui avaient un diplôme de quelque université ou collège dans les limites de l'empire britannique. Non satisfaits de cette préférence injurieuse, ils mirent en œuvre tous les moyens possibles pour parvenir à soutenir leur école médicale. Messieurs les professeurs firent sentir le besoin et la nécessité qu'il y avait d'assister à leurs lectures en admettant au bout de 15 à 16 mois de cléricature ceux qui avaient été leurs élèves, et en rejetant ceux qui avaient étudié pendant plusieurs années chez d'autres médecins, de sorte que les élèves en médecine virent qu'ils n'avaient pas d'autres chances pour avoir leur licence que celle d'assister à leurs lectures qu'ils furent satisfaits ou non."

Sous le nouveau régime, ces professeurs essayèrent de retenir leur monopole. Ils manœuvrèrent pour faire manquer l'assemblée des médecins, et manifestèrent un vif dépit quand ils virent qu'aucun d'entre eux n'était élu pour faire partie du bureau d'examineurs créé en vertu de la loi récente. Le *Herald* de Montréal se fit le véhicule de leurs colères et la *Minerve*

riposta par des correspondances et des articles. La politique et la question nationale avaient fait invasion jusque dans les affaires de la pacifique profession médicale. L'ancien bureau avait, paraît-il, manifesté beaucoup d'hostilité envers tout ce qui était canadien-français. Voici quelle en était la composition : MM. W. Robertson, W. Caldwell, John Stephenson, A.-F. Holmes, Henry-P. Leodel. Les professeurs de la " Montreal Medical Institution " affiliée à McGill, étaient MM. W. Robertson, W. Caldwell, J. Stephenson, A.-F. Holmes. Comme on le voit, c'était la même tête sous deux bonnets différents.

Les procédés de l'assemblée des médecins de Québec furent approuvés sans difficultés par le gouverneur, et le lundi suivant, 18 juillet 1881, les membres du bureau d'examineurs se réunirent et élurent le docteur Joseph Painchaud, président, et le docteur C.-N. Perrault, secrétaire.

Pendant que le bureau de Québec s'organisait et se préparait à marcher, celui de Montréal semblait paralysé. Les procédés n'avaient pas encore été approuvés par le gouverneur.

Il y avait eu intrigue auprès du gouverneur pour lui faire refuser son approbation aux procédés de l'assemblée. Voyant que cette approbation ne venait pas, le bureau médical de Montréal délégua MM. Arnoldi et Nelson, pour s'enquérir des causes du délai, et solliciter la sanction du chef de l'Exécutif. Cette mission fut couronnée de succès, et les procédés de l'assemblée furent enfin approuvés.

IGNOTUS



JOSEPH-CHARLES TACHÉ

REPONSES

Sir Jeffery Amherst et les biens des Jésuites. (XII, IV, 1139.)—En 1759, pour remercier sir Jeffery Amherst de ses services dans la guerre d'Amérique, la Chambre des Communes d'Angleterre lui avait donné la charge de gouverneur de la Virginie. Cette sinécure lui rapportait 1500 louis par année.

En 1768, Amherst se prononça contre le rappel de l'Acte des timbres, ce qui lui valut la perte de sa sinécure.

En 1770, ses amis étant revenus au pouvoir, Amherst essaya de se faire donner les biens des Jésuites du Canada qui, depuis longtemps, avaient éveillé sa cupidité. Georges III, qui avait beaucoup d'estime pour Amherst, les lui promit inconsidérément.

Le 2 novembre 1770, le procureur et le solliciteur-général d'Angleterre recevaient instruction de préparer l'instrument accordant les biens des Jésuites du Canada à Amherst. Sa Majesté se réservait cependant, pour des usages publics, les collèges et chapelles qui appartenaient aux Jésuites à Québec, à Montréal et à Trois-Rivières.

Mais le procureur et le solliciteur-général d'Angleterre rencontrèrent tant de difficultés sur la nature et le caractère des biens des Jésuites, qu'ils refusèrent de dresser cet instrument avant d'avoir des renseignements plus explicites.

Il faut croire qu'on ne pouvait leur en fournir puisque les choses traînèrent en longueur plusieurs années.

Amherst s'impatiait. On le voit présenter des pétitions à Sa Majesté la suppliant de hâter les choses, le 20 décembre 1770, le 8 mars 1771 et encore le 6 juillet 1786.

Finalement, le 18 août 1786, le conseil du roi ordonna à lord Dorchester, alors gouverneur du Canada, de nommer une commission d'enquête au sujet des biens des Jésuites.

Dorchester nomma cette commission le 29 décembre 1787.

Les lettres patentes signées par ce gouverneur nous donnent les noms des commissaires et la tâche qui leur était assignée :

“ Georges Trois par la grâce de Dieu roi de la Grande-Bretagne, France et Irlande, défenseur de la foi, etc.

“ A nos bien aimés sujets Kenelm Chandler, Thomas Scott, John Coffin, Elzéar Taschereau, Jean-Antoine Panet, Georges Lawes, James McGill, Quinson, de Saint-Ours et Jean Hertel de Rouville, salut :

“ Mu au sujet des terres et biens qui nous appartiennent actuellement et qui ont été jusqu'ici occupés et revendiqués dans notre province de Québec par une certaine communauté religieuse désignée sous le nom d'ordre des Jésuites, par le fait que nous voulons donner ou concéder partie ou parties de ces terres et biens à notre digne et bien-aimé sujet Jeffery lord Amherst, ses héritiers et ayants cause ; désireux qu'on s'assure suivant le cours de la loi avant que le don ou la concession en soit faite en la manière mentionnée plus haut, quelles terres et quels biens le dit ordre des Jésuites occupait, possédait et revendiquait dans la province, et la manière d'après laquelle il les avait acquis et quelles portions et parties il a aliénées et quelles parties et portions nous appartiennent et que nous pouvons donner et concéder en la manière mentionnée plus haut, désireux également de bien connaître la nature et la qualité des dites terres et les titres actuels de leurs possesseurs, leur valeur présente, la

nature et l'étendue du droit de seigneurie, la nature des tenures d'après lesquelles elles sont occupées, leur situation exacte, l'état de leur culture et population, et si les héritiers des donateurs des terres données par des particuliers au dit ordre religieux font des réclamations et quelles elles sont ;

“ A ces causes nous avons nommé et donné commission, et par ces présentes nommons et donnons commission à Kenelm Chandler, Thomas Scott, John Coffin, Gabriel - Elzéar Taschereau, Jean - Antoine Panet, George Lawes, James McGill, Quinson de Saint-Ours et Jean Hertel de Rouville, ou à aucun de trois d'entre eux de s'enquérir sans délai au sujet de tous et chacun des points mentionnés plus haut par toutes voies et tous moyens légaux en leur pouvoir, et nous leur commandons d'attester ce qu'ils feront faire au sujet de ces terres et biens sous leur sceau et signature au gouverneur de notre dite province ou au gouverneur ou commandant en chef en exercice. En foi de quoi nous avons délivré nos lettres patentes scellées du grand sceau de notre dite province.

“ Témoin notre digne et bien aimé Guy lord Dorchester, notre capitaine général et gouverneur en chef de notre dite province, à notre château de Saint-Louis, à Québec, le vingt-neuvième jour de décembre, dans la vingt-huitième année de notre règne en l'année de Notre-Seigneur mil sept cent quatre-vingt-sept.

Dorchester ”

Les Canadiens ne virent pas sans crainte la nomination de ces commissaires. Ils avaient toujours espéré que les biens des Jésuites seraient appliqués à l'instruction de la jeunesse.

M. de Rocheblave, alors à Québec, écrivait vers ce temps à son ami, M. Pierre Guy, à Montréal :

“ Vous avez su sans doute, par la rumeur publique,

que des commissaires ont été nommés, tant à Québec, qu'à Montréal, pour constater l'état des biens des Jésuites, dont M. Amherst a hâte d'être mis en possession. De nouveaux ordres sont venus à cet effet. Si cette mesure est adoptée, la Province se trouvera frustrée de l'unique moyen de procurer de l'éducation à la jeunesse. Il importe donc que les citoyens établissent la légitimité de leurs prétentions sur des propriétés appropriées à une fin aussi louable qu'utile. Une très-humble adresse sera présentée dans ce but au noble lord (Dorchester) de la part des citoyens de cette ville. . . ." (1)

En 1789, les commissaires faisaient leur rapport à lord Dorchester. Ils disaient, entre autres choses :

" Quant aux parties ou portions des dits biens dont Sa Majesté est présentement revêtue, et qu'elle peut donner et concéder en la manière demandée par Geoffroi lord Amherst, ses héritiers et ayant cause, nous ne croyons pouvoir être en état d'en faire rapport qu'après que les sujets de Sa Majesté qui peuvent avoir quelques droits de jouissance, de propriété, de charges, servitudes ou retours, soit à titre de fondation, de succession, d'achat ou autrement, aient été commandés d'en faire, dans le délai suffisant, leur déclaration formelle, et de produire les titres et preuves qu'ils peuvent avoir pour les appuyer." (2)

Le rapport des commissaires ne rebuta pas lord Amherst. En juin 1791, il renouvelait sa demande pour entrer en possession des biens des Jésuites. Mais le gouvernement anglais fit la sourde oreille.

(1) *La famille Guy*, p. 12.

(2) On trouvera ce rapport dans un des appendices des *Journaux de la Chambre d'Assemblée pour 1823-1824*.

Lord Amherst mourut sans avoir obtenu ce qu'il désirait depuis 1759.

Le 9 mai 1798, son neveu et héritier, lord Amherst, demandait au roi de remplir la promesse qui avait été faite à son oncle.

Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1803.

Le 11 juillet 1803, le Roi envoyait le message suivant à la Chambre des Communes :

“ Sa Majesté informe la Chambre des Communes qu'en considération des services éminents de feu Jeffery, lord Amherst, durant le temps qu'il a commandé en Amérique, et particulièrement dans la réduction de la province du Canada, Sa Majesté a été induite, après la guerre durant laquelle ces services ont été rendus, à ordonner qu'il soit fait à Sa Seigneurie, ses héritiers et ses successeurs, un don d'une certaine étendue de terre dans la dite province ; mais qu'en conséquence des difficultés provenant de circonstances locales les intentions de Sa Majesté n'ont pas été mises à effet. Sa Majesté a ordonné que les procédés sur ce sujet soient mis devant cette Chambre ; et Sa Majesté espère avec confiance que ses fidèles communes feront, dans leur justice et libéralité, telle compensation aux représentants de feu lord Amherst que d'après les circonstances il leur paraîtra juste et convenable ”

En conséquence, le 12 août 1803, le parlement du Royaume-Uni adoptait une loi “ pour établir et assurer une pension viagère à William, lord Amherst, et aux représentants de feu Jeffery, lord Amherst, en considération des services éminents rendus par lui pendant qu'il commandait en Amérique. ” C'est le Statut 43, Georges III, chapitre 159. L'annuité ainsi votée aux héritiers de lord Amherst était de 3000 livres.

P. G. R.

Le corps du general Wolfe. (I, XII, 123.) — “ J’ai souvent entendu dire, dit sir James-M. LeMoine, que le corps du général Wolfe fut expédié en Angleterre dans un tonneau de Jamaïque, faute d’autre moyen pour le conserver. Est-ce là une simple tradition ou bien un fait attesté par l’histoire ? ”

Après la bataille des Plaines d’Abraham, le cadavre de Wolfe fut transporté à la Pointe-Lévy, probablement dans l’église de Saint-Joseph de la Pointe-Lévy.

Le 19 septembre 1759, le capitaine Knox, qui était présent, écrit dans son *Journal* :

“ Our late much lamented General has been embalmed, and this day his remains were sent from Point Levi on board a ship, to be carried to England : the detachments in that quarter, under Colonel James, attended the corpse on the water-side, and the officers and men most sensibly expressed their grief on this melancholy occasion.”

C’est à bord du *Royal William* que le corps de Wolfe fut transporté en Angleterre. Ce vaisseau entra en rade de Portsmouth le 17 novembre suivant.

On voit que l’histoire et la tradition ne s’accordent pas au sujet du transport du corps du héros en Angleterre. Knox dit positivement qu’il fut *embaumé*. En 1759, les procédés d’embaumement étaient assez avancés pour ne pas être obligé de déposer un cadavre dans l’alcool afin de le conserver quelques semaines.

Le Pere Anselme. (XI, XII, 1110.) — Le Père Anselme, augustin déchaussé, publia en 1663 et 1664 deux livres : le *Palais de l’Honneur* et le *Palais de la Gloire*. Ces deux volumes contenaient des notices généalogiques, des petits traités sur les armoiries, les devises, les tournois, les ordres militaires, etc.

Le Père Anselme refondit ses deux livres, les augmenta et en forma, en 1674, deux volumes in-4, sous le titre d'*Histoire généalogique de la maison de France et des grands officiers de la couronne*. Ce n'était encore qu'une œuvre incomplète, et son auteur rassemblait de nouveaux matériaux quand, surpris par la mort, il fut obligé de laisser le soin de continuer ses travaux à son ami Honoré Caille, sieur du Fourny, fils d'un secrétaire du roi et auditeur à la chambre des comptes.

Une nouvelle édition du Père Anselme, en deux volumes in-folio, parut, en 1712, sous les auspices de Honoré Caille, sieur du Fourny.

Ce dernier mourut en 1713, et ses manuscrits furent recueillis par les Pères Anges et Simplicien, augustins déchaussés, qui préparèrent une refonte de l'ouvrage, en neuf volumes in-folio.

C'est sous cette dernière forme que l'*Histoire généalogique des grands officiers de la couronne*, appelée vulgairement le *Père Anselme*, a acquis une grande célébrité et jouit aujourd'hui d'un tel crédit, que quelques personnes en font un oracle. Cependant quoique le livre ait été plusieurs fois revu, corrigé et augmenté, les auteurs eux-mêmes ne se flattaient pas de cette infailibilité. Les inexactitudes et les erreurs qui abondent dans ce recueil s'expliquent facilement cependant par les difficultés d'un travail de ce genre, malgré l'érudition et les soins consciencieux de ses auteurs. (1)

BOREL D'HAUTERIVE

(1) On peut consulter le *Père Anselme* à la bibliothèque de l'université Laval, à Québec, et à la bibliothèque du Parlement, à Ottawa.

Le pilote Joseph Pellejier. (VIII, XII, 913.)— Un des naufragés de la barque *Endeavour* résidant à Saint-Michel, probablement le pilote Guillaume Lachance, portait, le 14 décembre 1835, à la connaissance des lecteurs du *Canadien* l'acte de bravoure accompli par le pilote Pelletier. (1)

“ La reconnaissance, écrivait-il, me dicte le devoir de publier dans votre journal, si vous me le permettez, la conduite héroïque de l'intrépide marin, M. Jos. Pelletier, pilote no 84, de la Rivière-du-Loup, à l'égard de la barque *Endeavour*, commandée par le capitaine Waller Douglass, perdue dernièrement dans les glaces en descendant le fleuve. Cet équipage composé de quinze hommes, y compris le susdit commandant et M. Guillaume Lachance, pilote, était au Pot-à-l'eau-de-vie, le seul endroit où il avait pu débarquer, exposé au plus grand froid que nous ayons eu cet automne, et sans aucun espoir de pouvoir se rendre à la terre ferme, à moins d'être secouru par des personnes de la rive sud, chose qui était presque impossible, vu la grande distance qu'il y avait à traverser, et conséquemment de s'exposer à y périr. Que, cependant, le susdit M. Pelletier après avoir aperçu les signaux de détresse qui étaient faits le soir sur une éminence, entreprit, avec quelques autres personnes, qui ne purent se refuser à ses pressantes sollicitations, de traverser en canot, l'espace de quatre lieues pour sauver la vie aux infortunés dont je faisais parti. Son zèle fut couronné de succès, etc. M. Pelletier parvint, après beaucoup de travail, de fatigue et de dangers, à nous arracher à une mort certaine. L'action est d'autant plus digne d'éloges, que M. Pelletier fut le premier et presque le seul qui voulût courir le risque de l'entreprise.”

(1) Voir *Recherches Historiques*, vol. X, p. 251.

QUESTIONS

1141—Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye, le découvreur du Nord-Ouest, a-t-il laissé des descendants ?
CUR.

1142—On lit dans le *Journal de Foligné* que le 21 septembre 1759 les bourgeois et habitants de Québec prêtèrent serment de fidélité à la Couronne d'Angleterre entre les mains des officiers de l'armée anglaise. A-t-on conservé le texte de ce serment de même que la liste de ceux qui le prêtèrent ?
A. B. O.

1143—Vers 1777, un notaire de Montréal, M. Jean-Guillaume Delisle, publia, paraît-il, un ouvrage sur les lois relatives au bon fonctionnement des fabriques. Cet ouvrage existe-t-il encore ?
BIBLIO.

1144—N'a-t-on pas exploité une ardoisière sous le régime français quelque part dans la Gaspésie ?

HONGUEDO

1145—Est-il prouvé qu'il a existé un loge maçonni-que à Québec avant la cession du pays à l'Angleterre ?

C. F.

1146—Le 13 septembre 1664, le Conseil Souverain accorde la somme de 160 livres à Martin Boutet pour le "récompenser des deux mois de temps qu'il a été dans le voyage qu'il a fait à la mine indiquée par le sieur de Lespinay." Où était cette mine ? A-t-on un rapport quelconque de Boutet au sujet de ce voyage ?

CURIEX

VOL. XII

JUIN 1906

No 6

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juin : Notes sur la famille Coulon de Villiers ; Le mariage des habitants de la campagne autrefois, (Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau) ; Origine de noms ; *Le loch terrestre* de l'arpenteur Laurier ; *L'Armorial de France* de d'Hozier ; Questions, etc., etc.

Gravure : Hubert LaRue.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye, capitaine des troupes de la marine, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, découvreur du Nord-Ouest, 1685-1749, par le juge L.-A. Prud'homme. Ottawa—1905.

The first report of the Missisquoi county historical Society with papers and items of local interest and containing portraits of past and present officers.—1906.

Catalogue annoté d'ouvrage canadiens français, publié par Granger frères, libraires-éditeurs, Montréal, Canada.

Charles Héon, fondateurs de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, premier colon du comté d'Arthabaska—1906—S'adresser à l'auteur, à Nicolet.

La vulgarisation de la science social chez les Canadiens-français, par Léon Gérin—Ottawa. S'adresser à l'auteur, Chambre des Communes, Ottawa.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

JUIN 1906

No 6

NOTES SUR LA FAMILLE COULON DE VILLIERS

Parmi les familles qui se sont distinguées au Canada, durant les dernières années de la domination française, il en est peu de plus remarquables que celle des Coulon de Villiers qui pourtant n'est pas aussi connue qu'elle devrait l'être.

Deux de ses membres, Jumouville et son vengeur, ont plus facilement échappé à l'oubli. La raison en est bien simple : les Coulon de Villiers sont rarement désignés dans les documents par leurs noms de baptême et les historiens, sans trop s'occuper de donner à chacun ce qui lui appartenait, ont mis au compte de l'un d'eux, le vengeur de Jumouville, les faits et gestes de deux de ses frères.

L'absence des noms de baptême et la confusion qui en est résultée ont donc été cause que certains membres de cette famille intéressante sont restés dans l'ombre et qu'on ne leur a pas rendu toute la justice à laquelle ils avaient droit.

Malgré toutes les difficultés, nous avons voulu essayer de jeter un peu de lumière sur cette question. Nous ne nous flatons pas d'y avoir réussi, mais nous pouvons du moins nous rendre le témoignage de n'avoir épargné ni le temps ni les recherches. Que ceux

qui sont mieux renseignés que nous, nous corrigent et nous complètent.

Le titre que nous donnons à notre travail indique assez que nous n'avons pas l'intention d'écrire une histoire détaillée des Coulon de Villiers. Notre but est simplement de faire connaître les différents membres de cette famille, de donner à chacun la part qui lui revient, de présenter le pour et le contre dans les questions débattues, de recueillir enfin des matériaux pour le futur historien.

Quant aux faits déjà connus et qui appartiennent à l'histoire générale du Canada, nous n'en donnons que juste ce qu'il faut pour montrer la part qu'y ont prise ceux dont nous parlons : pour les autres détails, nous prenons la liberté de renvoyer aux historiens qui ont traité ces questions. Ces pages paraîtront sèches à plusieurs ; néanmoins, elles auront peut-être un certain intérêt pour ceux qui s'occupent de l'histoire de nos vieilles familles canadiennes, et c'est ce qui nous engage à les publier.

Nous tenons à remercier ici ceux qui ont bien voulu nous aider dans notre travail ; nous ne pouvons les nommer tous mais nous croirions manquer aux plus stricts devoirs de la reconnaissance si nous ne mentionnions pas le nom de l'un des descendants de la famille de Villiers, M. J.-W. Cruzat, de la Nouvelle-Orléans, qui nous a fourni plusieurs documents précieux sur son ancêtre.

I

CHEF DE LA FAMILLE : NICOLAS-ANT. COULON DE VILLIERS

On a dit et répété que les frères Coulon de Villiers

étaient originaires de France. (1) C'est une erreur ; tous sont nés au Canada. Mais le chef de cette famille était venu de France et il convient de faire connaître le père avant de parler des enfants.

Nicolas-Antoine Colon (sic) de Villiers semble être arrivé au Canada à la fin du XVII^e siècle. Il y était du moins en 1700. En effet le 16 octobre de cette année, M. de Callière, écrivant au ministre, lui-annonce que, suivant les lettres du Roi, il a fait recevoir enseignes les Srs Duplessis fils, Fournier de Belleval et de Villiers. (2)

Une note au catalogue des officiers du Canada, (3) pour 1701, le dit originaire de Nantes et âgé de 19 ans. (4) En 1708, on le trouve en garnison à Mont-

(1) Cf Thomas : *Poème de Jumonville*, 1759. Sargent : *The history of an expedition against fort Duquesne in 1755*.

(2) Correspondance officielle des gouverneurs, VI, 21. (Copie aux archives du séminaire de Québec.)

(3) Arch. du Sém.

(4) L'abbé Casgrain dans la biographie de M. de Gaspé dont l'aïeule maternelle était une Coulon, le dit allié au grand maître de l'ordre de Malte, Villiers de l'Île Adam. Nous n'avons pu contrôler cette affirmation.

Daniel, (*Histoire des grandes familles*, supplément p. 417) en parlant des Coulon de Villiers, assure qu'une famille de ce nom existe encore en France ; ses armes sont : " *D'azur au chevron d'or, accompagné, en chef, de deux étoiles, et en pointe d'un cerf, le tout de même.*"

L'*Annuaire de la noblesse*, dont M. P.-G. Roy a eu l'obligeance de nous fournir bon nombre d'extraits, mentionne plusieurs familles de Villiers vivant encore, dans ces dernières années, en France et à la Guadeloupe ; mais il n'est pas question de Coulon de Villiers.

réal. Appelé comme témoin à un procès, il décline ainsi ses noms et prénoms : " Nicolas Antoine Colon de Villiers, écuyer, seigneur du dit lieu, enseigne dans la compagnie de Longueuil, âgé de 20 ans ou environ étant en garnison présentement en cette ville." (1)

Il était encore à Montréal, au moins de passage, en 1706 ; en effet, le 17 juillet, il paraît comme témoin à un acte de donation faite par Philibert Roy aux Dames de la Congrégation. (2)

Nous ne voulons pas affirmer que M. de Villiers demeurait habituellement à Montréal ; en sa qualité de militaire il ne devait pas rester longtemps au même endroit. Il ne s'éloigna pas beaucoup cependant de la région de Montréal et il vécut plusieurs années à Verchères où le roi entretenait des troupes. C'est là du moins qu'il alla se chercher une épouse et que naquirent la plupart de ses enfants sinon tous.

L'acte de mariage qui nous aurait été si utile pour nous faire connaître le lieu précis de sa naissance, les noms des parents, père et mère, n'existe plus ; les années 1704, 1705 et 1706 manquent aux registres de Contrecoeur où se faisaient alors tous les mariages, baptêmes et sépultures des paroisses environnantes. (3)

Cependant nous connaissons à peu près la date du mariage de M. de Villiers. D'après le registre des Insinuations, à Montréal, le contrat aurait été passé, devant le notaire Abel Michon, le 7 décembre 1705 ; malheureusement ce cahier ne contient que ce que

(1) Nous devons cette note et plusieurs autres à l'obligeance de M. Ph. Gagnon.

(2) Greffe d'Adhémar, Montréal.

(3) Nous sommes redevable de cette note et de plusieurs extraits de baptêmes à M. l'abbé Ducharme, curé de Contrecoeur.

l'on pourrait appeler la partie *financière* du contrat. (1)

Si le registre des Insinuations est exact, M. de Villiers s'est donc marié à la fin de 1705 ou au commencement de 1706. (2)

Il épousa Angélique Jarret de Verchères, fille de François et de Marie Perrot et sœur de l'héroïne de ce nom. (3) Cette alliance, une des plus brillantes que l'on pût faire à cette époque, montre que M. de Villiers devait appartenir lui-même à une bonne famille et avoir, en outre, des qualités personnelles.

De cette union, naquirent plusieurs enfants que nous ferons connaître plus loin.

Les documents nous apprennent peu de choses sur la vie de M. Villiers, de 1705 à 1725 ; il faut se rappeler que le pays, sous le gouvernement heureux de M. de Vaudreuil, jouissait d'une paix presque complète et que les occasions de se signaler étaient relativement rares. M. de Villiers dut donc, comme bien

(1) En nous envoyant ce renseignement M. Léandre Lamontagne nous a fait remarquer que le greffe de Michon est à Montmagny. Les recherches que nous y avons fait faire par un ami n'ont abouti à rien. Abel Michon qui aurait fait cet acte en 1705 ne reçut sa commission de notaire que le 17 juin 1706. Comment expliquer cela ?

(2) En règle générale, le contrat se passait quelques jours, parfois quelques semaines avant la célébration du mariage ; il y a cependant des cas où le contrat se faisait après, mais ces exemples sont rares.

(3) Madeleine de Verchères est bien connue par sa belle défense contre les Iroquois en octobre 1696 : seulement notre héroïne qui se donne 14 ans à cette époque, avait en réalité 18½ ans, ayant été baptisée le 17 avril 1678. Heureux temps que celui où, si jeune, on oubliait déjà son âge ! Cf. Rap. de Richard, 1899.

d'autres, mener la vie assez monotone des garnisons, soit à Montréal, soit dans les environs, mais plus particulièrement à Verchères où demeurait sa famille.

En 1714, la majorité des troupes du Canada et celle des Trois-Rivières se trouvaient vacantes par la mort de leurs titulaires. Deux promotions de capitaines à ces emplois laissaient libres deux compagnies et, par suite, deux lieutenances. M. de Villiers demanda l'une de ces lieutenances, car il nous semble que c'est bien à lui que se rapporte la note suivante au tableau des avancements : " Des Villiers ; Français, neveu du Sr de la Fausse, valet de garde-robe du Roi qui demande son avancement, — Est enseigne depuis 1700 — est bon officier." (1)

Le 14 mars 1715, le ministre écrit à madame la princesse de Nesmond qu'il proposera au Roi l'avancement de M. Coulon de Villiers. (2)

Grâce à ce certificat de " bon officier ", grâce aussi peut-être à la recommandation de son oncle et au patronage de la princesse de Nesmond, M. de Villiers obtint sa promotion. Elle était annoncée dans un mémoire du roi à M. de Ramezay, le 10 juillet 1715. (3)

Trois jours après, le 13 juillet, M. de Pontchartrain écrivait à M. de Villiers lui-même pour lui apprendre que le roi lui avait accordé une lieutenance. (4)

Puis le silence se fait encore sur le compte de M. de Villiers et ce n'est qu'en 1725 qu'on le retrouve, commandant pour le roi au poste de la Rivière St-Joseph

(1) Correspondance officielle des gouverneurs citée par M. J.-E. Roy, *Bul. R. H.*, II, p. 117.

(2) Rapport de Richard, 1899, p. 475.

(3) Ibid, p. 115.

(4) Ibid, p. 482.

des Illinois, où il semble avoir remplacé M. de Villedonné.

Le 26 août 1725, le nom de M. de Villiers apparaît, pour la première fois, au Registre du Fort. C'est à un acte de baptême où le parrain est Nicolas-Antoine Coulon de Villiers, " fils de M. de Villiers, commandant." (1)

M. de Villiers père est lui-même parrain le 30 novembre 1726, et le registre le dit " de présent commandant pour le Roy en ce poste."

Le 25 novembre 1730, il tient encore un enfant sur les fonts baptismaux. Cette fois, le missionnaire, le Père Mesuiger, S. J., écrit : " M. Coulon de Villiers, écuyer, seigneur de Verchères et commandant pour le Roy en ce Poste " (2)

Enfin, le 31 janvier 1731, un acte de baptême au même poste lui donne encore le titre de commandant.

Au bas de presque tous ces actes que nous venons de mentionner, M. de Villiers signe d'une bonne et assez belle écriture :

A handwritten signature in cursive script, reading "Coulon de Villiers". The ink is dark and the handwriting is fluid, with a large initial 'C' and a long, sweeping tail on the 's'.

Nous venons de dire que le 25 novembre, M. de Villiers est appelé au registre : seigneur de Verchères. Cette seigneurie que M. de Verchères avait acquise en 1672 et augmentée en 1673 et 1678 (3) était, par

(1) Reg. St-Joseph des Illinois—Arch. du Séminaire.

(2) Ibid.

(3) *Doc. sur la Tenure seigneuriale*, Québec, 1852, pp. 6, 7, 8.

sa mort, passée à sa femme. Il semblerait par un acte sous seing privé de François Raimbault, seigneur de St-Blin, que madame de Verchères la concéda en tout ou en partie à M. de Villiers. Dans cet acte, du 22 août 1733, St-Blin se déclare autorisé par M. de Villiers à concéder des terres dans la seigneurie qu'il a acquise de madame de Verchères. (1)

Madame de Verchères était décédée à la fin de septembre 1728, (2) et il peut se faire que madame de Villiers, sa fille, ait reçu en partage une partie de la seigneurie.

Quoi qu'il en soit, les actes de foy et hommage ne mentionnent pas cette mutation de propriété.

Les dernières années que M. de Villiers passa dans les pays d'en haut furent assez mouvementées. C'était l'époque où les Outagamis ou Renards que l'on avait crus détruits en 1712, reparaissaient plus insolents et plus dangereux que jamais. Abandonnés par les Kikapous et les Mascoutins, leurs anciens alliés, ils n'en continuaient pas moins à jeter la terreur chez les nations environnantes.

En mai 1730, ils avaient fait quelques prisonniers, auprès du Rocher, sur la Rivière St-Joseph des Illinois. M. de St-Ange qui commandait alors au fort de Chartres, réunit quatre cents Sauvages et une centaine de Français et vint les attaquer dans le fort qu'ils s'étaient bâti près du Rocher. C'était le 17 août ; deux jours après les Renards demandèrent à parlementer mais on ne voulut pas les entendre et on continua de tirer sur eux. Quelques jours après, M. de Villiers arrivait avec cinq cents Sauvages et cinquante ou soixante Français ; de son côté, M. de Noyelles ame-

(1) Greffe de Montmerqué, Montréal.

(2) Tanguay, *Dictionnaire*, IV, p. 588.

nait deux cents Miamis. Contre des forces si considérables on aurait pu croire que les Renards ne pourraient résister longtemps ; cependant le siège fut plus long qu'on ne s'y attendait. La famine régnait des deux côtés. (1) Dans la relation qu'il a laissée de cette expédition, M. de Villiers disait : “ Le siège de leur fort a duré 23 jours ; ils en étaient réduits à manger le cuir et nous n'étions guère mieux.” Puis il raconte comment, au milieu d'une tempête et à la faveur de la nuit, les Renards avaient pu s'échapper, comment aussi on les avait poursuivis, rejoints et massacrés, etc.” (2)

Cette relation est du mois de septembre et malgré la saison avancée, M. de Villiers dut s'empresser d'envoyer des nouvelles au gouverneur. Il chargea de cette commission l'un de ses fils, probablement l'aîné, Nicolas-Antoine. Parkman écrit (3) “ que tard, en 1730, le jeune Coulon de Villiers qui, 24 ans plus tard, défit Washington au fort Nécéssité, arriva à Québec, avec la nouvelle que le Sr de Villiers, son père, commandant au fort St-Joseph, avait frappé d'un coup mortel les Outagamis et qu'il avait tué deux cents de leurs guerriers.”

Si ce jeune Coulon est l'aîné des fils de M. de Villiers, comme nous le pensons, Parkman fait erreur en disant que c'est le même qui prit le fort Nécéssité en 1754.

Quant à la date de ce voyage, elle doit être exacte puisque dès le mois de mai 1731, M. de Beauharnois avait la nouvelle. Ce jour là, il écrivait à M. de

(1) Ferland, *Cours d'Histoire*, II, pp. 437 et suiv.

(2) Rich. 1899, p. 133.

(3) *A half century of conflict*, I, p. 328.

Maurepas au sujet des Outagamis : "Voilà une nation humiliée de façon qu'elle ne troublera plus la terre." (1)

Il y a ici quelque chose que nous avonous ne pas trop comprendre. M. de Montigny, écrivait de Michilimakinac, à M. de St-Pierre, le 18 juin 1731 : "M. de Villiers est passé, il y a quelques jours, qui conduit le Renard à Montréal, qui s'en va demander grâce de vie à M. le Général, accompagné de quelques personnes de chaque nation des environs de la Rivière St-Joseph. Je ne sais positivement quelle est l'intention des uns et des autres." (2)

Quel est ce M. de Villiers ? Est-ce encore le jeune Coulon ? Avait-il eu le temps depuis l'automne précédent de remonter à la Rivière St-Joseph et de se remettre en route pour Québec dès le 18 juin ? La chose est possible, cependant nous ne croyons pas qu'il s'agisse ici du jeune Coulon, mais de M. de Villiers, le père. Et c'est probablement à ce voyage à Québec qu'il reçut sa nomination de commandant au poste de la Baie des Puants.

Il fut certainement nommé à ce poste en 1731. En effet le 22 avril 1732, dans un mémoire qu'il adresse à MM. de Beauharnois et Hocquart, le roi approuve qu'ils aient envoyé le Sr de Villiers pour rétablir le poste de la Baie. (3)

Cette nouvelle n'avait pu être envoyée à la Cour que l'année précédente.

Ferland raconte (4) qu'en 1732, un certain nombre d'Iroquois chrétiens et de Hurons voulurent porter un dernier coup contre les Renards ; trois cents personnes

(1) Ferland, II, p. 439.

(2) Lettre originale ; arch. du Séminaire.

(3) Richard, 1904, p. 157.

(4) *Cours d'Histoire*, II, p. 439.

furent tuées ou prises. Le petit nombre qui s'échappa alla se rendre à M. de Villiers qui commandait alors à la Baie des Puants.

Malgré leurs défaites réitérées, les Renards ne se tenaient pas pour battus : ils avaient fini par s'aboucher avec les Sakis et s'étaient réfugiés chez eux, au fond de la Baie. M. de Villiers entreprit d'aller les en déloger. Le 16 septembre (1733), il arrivait au poste : il fit venir les chefs Sakis et leur annonça que le gouverneur était prêt à leur pardonner pourvu qu'ils se rendissent à Montréal et il ajouta que si, à telle heure qu'il indiqua, les Renards n'étaient pas devant lui, il irait les chercher. Ceux-ci ne bougèrent pas. M. de Villiers, avec M. de Repentigny et quelques Français, se dirigea vers le fort ennemi. Là, sans s'occuper des avertissements des Sakis, il se mit en devoir d'arracher la barrière. A ce moment un coup de fusil tiré par un Saki, renversa mort le fils de M. de Villiers ; une décharge générale suivit et M. de Villiers lui-même fut tué avec MM. de Repentigny, Duplessis-Faber et plusieurs français. (1)

M. de Villiers avait fait preuve d'un grand courage mais il avait manqué de prudence et on le lui reprocha. Le Président du Conseil de Marine écrivait à M. de Beauharnois le 12 avril 1735 : " Il apparaît que dans l'affaire de la Baie ce fut la conduite imprudente et téméraire du Sr de Villiers qui contribua le plus à ce qui s'est passé. (2)

A sa mort, M. de Villiers était capitaine. Le 13 avril 1732, le Président du Conseil de Marine lui avait écrit que pour le récompenser de ses services et de sa conduite dans le combat contre les Renards, le roi

(1) Ferland II, p. 440.

(2) Rapport de Richard, 1904 p. 209.

lui avait "accordé l'expectative d'une compagnie et à son fils qui faisait partie de l'expédition une enseigne en second." (1)

M. de Villiers n'attendit pas longtemps son grade de capitaine ; il fut nommé à la promotion du 1^{er} avril 1733 (2) C'est à peine s'il en eût la nouvelle : en tout cas, nous avons vu qu'il n'en jouit pas longtemps.

Le 13 avril 1734, le Conseil de Marine annonçait à madame de Villiers qu'une pension de 300 livres lui avait été accordée. (3) C'était bien peu quand on considère qu'elle restait veuve avec plusieurs enfants dont quelques-uns encore peu avancés en âge. Du reste, elle ne reçut que le premier versement de cette pension, car elle mourut la même année. Elle fut inhumée à Montréal le 30 décembre 1734. (4)

Cette famille maintenant sans chef dut se disperser : les garçons étaient déjà au service et les plus jeunes filles allèrent chez quelque parent, peut-être chez leurs sœurs aînées qui étaient déjà mariées.

II

LES ENFANTS DE NICOLAS-ANTOINE COULON DE VILLIERS

Dans le catalogue des officiers, cité plus haut, il est dit, à la date de 1732, que M. de Villiers a onze enfants.

Ferland après avoir raconté la mort de M. de Villiers (1733) ajoute qu'il laissait dix enfants. (5)

Cette note s'accorde avec la première, puisque M. de Villiers eut un fils tué avec lui en 1733.

(1) Rich. 1904, p. 155.

(2) Arch. du Sém.

(3) Rap. de Richard, Archives, 1904, p. 193.

(4) Tanguay, IV, p. 588.

(5) *Cours d'Histoire*, II, p. 440.

Or un des enfants était mort en bas âge, ce qui porterait le nombre de ces enfants à douze. Et si l'on admet que Thérèse, dont personne ne parle, soit de la famille, il faudra compter treize enfants issus de Nicolas-Antoine Coulon de Villiers. D'après nous, sept fils et six filles.

Reconstituer cette famille n'est pas chose facile ; nous allons l'essayer cependant à l'aide du *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes* de Mgr Tanguay, que nous corrigerons du reste assez souvent, (1) et avec les notes que nous avons pu recueillir.

L'auteur du *Dictionnaire*, dans les deux articles (2) qu'il a consacrés à Nicolas-Antoine de Villiers et sa famille nous fait connaître huit ou neuf des enfants et encore en fait-il deux avec l'aîné des fils, Nicolas-Antoine.

La famille devait se composer de douze enfants au moins, peut-être même de treize.

Nous les donnons ici dans l'ordre que nous croyons devoir leur appartenir, mais nous pouvons nous tromper.

I et II. — MARIE ET MADELEINE, jumelles, nées à la fin de 1706 ou au commencement de 1707. Tanguay dit bien que la première est née en 1706 et la seconde en 1707, mais il donne ces dates approximativement, car il n'a pas vu les actes. Nous ne les avons pas vus nous-même puisqu'ils sont disparus, mais nous appuyons sur une note trouvée aux archives des Dames Ursulines de Québec et qui dit qu'en 1720

(1) Nous n'en reconnaissons pas moins le mérite de l'abbé Tanguay : le *Dictionnaire* est une œuvre colossale dans laquelle des erreurs ont pu et dû se glisser ; c'est pourquoi il est toujours bon de le contrôler quand on le peut.

(2) I, p. 144 ; III, p. 167.

sont entrées les deux demoiselles de Villiers, âgées de 14 ans. (1) Nous ne comprendrions pas qu'on eût donné aux deux sœurs le même âge si réellement elles étaient d'âge différent.

III.—NICOLAS-ANTOINE, né le 25 juin et baptisé le 26 août 1708. (2) Tanguay en fait deux de celui-ci : Antoine, baptisé en 1708 et Nicolas, en 1709. L'acte de baptême que nous citerons plus loin prouve que ce n'est qu'un seul et même individu.

IV.—LOUIS, né le 10 août 1710, baptisé le 13 novembre, dit l'acte. A la marge le missionnaire a écrit : Baptême de Louis Coulon ce 13 août 1710, mais le 18 novembre n'a pas été corrigé.

V.—FRANÇOIS. C'est celui qui fut connu plus tard sous le nom de chevalier de Villiers. Tanguay ne le nomme pas, mais la tradition dans la famille veut qu'il soit né en 1712, et à Montréal. L'acte de baptême ne se trouve pas aux registres de Notre-Dame de Montréal que nous avons fait compiler. Nous pensons que François, comme ses frères et ses sœurs, est né à Verchères et que ce fut entre 1712 et 1715 : malheureusement les années 1712, 1713, 1714, manquent complètement aux registres de Contrecoeur, (1) et nous ne pouvons rien affirmer.

(1) Nous tenons ce renseignement de la Rev. Mère Marie de l'Assomption, assistante et archiviste au monastère des Dames Ursulines de Québec.

(2) Tous les actes de baptême que nous allons citer sont aux registres de la paroisse de Contrecoeur où résidait le missionnaire. M. l'abbé Ducharme, curé actuel de Contrecoeur, a bien voulu nous envoyer les extraits certifiés de ces actes.

(3) Lettre de M. l'abbé Ducharme à feu M. l'abbé Rhéaume, 9 décembre 1901. (Arch. du Scm.)

VI. ——— Immédiatement avant ou après François nous placerions celui de ses frères qui fut tué avec son père, en 1733, et dont nous ne connaissons pas le prénom.

VII. — JOSEPH, surnommé de Jumouville, né le 8 septembre 1718, baptisé le lendemain.

VIII. — PIERRE, né le 4 mai 1720, baptisé le lendemain.

IX. — CHARLES-FRANÇOIS, né le 14 juin 1721, baptisé le 22 du même mois et décédé le 4 novembre de la même année.

X. — MARIE-ANNE, baptisée le 6 septembre 1722.

XI. — THÉRÈSE ? Nous plaçons ici cette demoiselle de Villiers dont personne ne parle, parce que, au recensement de Québec, en 1744, elle se donne 22 ans ce qui mettrait sa naissance en 1722. Était-elle jumelle de Marie-Anne ? (1) A-t-elle fait erreur en donnant son âge ? Est-elle bien même de la famille ? Ce qui nous le fait croire c'est qu'elle demeurait en 1744 chez Nicolas-Antoine.

XII. — MADELEINE-ANGÉLIQUE et non *Maria*-Angélique, baptisée le 31 janvier 1726, née onze jours auparavant dit l'acte.

XIII. — MARGUERITE, dont on n'a retrouvé ni l'acte de baptême, ni l'acte de son mariage avec Pierre de Gannes Falaise, n'est connue que par la sépulture de sa fille, inhumée à la Pointe-du-Lac, le 27 septembre 1757.

Nous ne serions pas surpris si on nous prouvait, un jour ou l'autre, que Marguerite et Thérèse sont une seule et même personne qui serait née vers 1724.

(1) Dans ce cas n'aurait-elle pas été baptisé avec Marie-Anne ?

Cette liste, si elle est exacte, nous fait connaître treize enfants : sept garçons et six filles.

Dans un certificat daté de 1734, M. de Beauharnois disait que M. de Villiers capitaine tué dans l'action contre les Sakis et les Renards avait six enfants et deux gendres. (1)

Bien que le gouverneur ne dise pas que M. de Villiers avait six enfants *avec lui* à la Rivière St-Joseph, il nous semble qu'on ne peut entendre cette phrase autrement : car c'est probablement lui qui, en 1732, avait informé la Cour que M. de Villiers avait onze enfants. (2)

Ces fils étaient donc Nicolas-Antoine, Louis, François, Joseph, Pierre et un autre dont nous n'avons pas trouvé le nom et qui fut tué avec son père. (3)

Quant aux deux gendres dont parle M. de Beauharnois c'étaient M. Duplessis-Faber, qui fut tué dans l'action, et M. Dagneau-Douville.

Nous avons fait connaître la famille, dans son ensemble, il nous reste à parler de chacun de ses membres en particulier et ce n'est pas la partie la plus facile de notre travail.

Jusqu'ici, ce qui a trompé les historiens qui se sont occupés des de Villiers, c'est l'uniformité des noms ou, si l'on aime mieux, l'absence des noms de baptême. A première vue, il semble que tous ces frères, à part de Jumonville, n'aient été connus que sous le nom de Mrs de Villiers. Mais une étude attentive des documents nous porte à croire qu'ils avaient chacun une appellation propre qui permettait à leurs contemporains de les distinguer les uns des autres.

(1) Note de M. Villiers du Terrage à M. J.-W. Cruzat.

(2) Catalogue des officiers du Canada. (Arch. du Sém.)

(3) Cf. Reg. St-Joseph des Illinois et Etats de services de Jumonville.

Ainsi, l'aîné, Nicolas-Antoine, c'est le plus souvent M. Coulon, simplement. Louis devait répondre au nom de M. de Villiers, et plus tard à celui de capitaine de Villiers. Joseph, s'appelait et signait Jumonville. François était connu comme le chevalier de Villiers. Enfin Pierre semble avoir ajouté à son nom celui de Lespiney.

Pour être plus clair, nous suivrons non pas l'ordre chronologique de leur naissance mais celui de leur décès.

Charles-François étant mort en bas âge nous n'avons pas à en parler ; il en est de même pour celui qui fut tué en 1733 et dont nous ne connaissons pas le nom.

Nous venons de dire que Pierre semble avoir ajouté à son nom de de Villiers celui de Lespiney. Peut-être faisons-nous erreur, mais malgré toutes nos recherches nous n'avons pu le rattacher à aucune autre famille. LeGardeur de Villiers n'a pas laissé de fils, croyons nous ; les autres LeGardeur, non plus que les L'Espinay, ne semblent pas avoir eu de Villiers dans leurs familles et d'ailleurs nous ne trouvons pas dans leurs généalogies un seul enfant du nom de Pierre qui corresponde, au moins pour l'âge, à celui qui nous occupe : nous en avons conclu que Lespiney de Villiers appartenait à la famille des Coulon comme Jumonville de Villiers en était lui-même.

Le 24 mars 1742, Lespiney de Villiers était parrain à la Rivière St-Joseph des Illinois où Nicolas-Antoine, l'aîné des Coulon, était alors commandant. Le missionnaire, le P. DuJaunay, jésuite, après avoir écrit à l'acte, Pierre Lespiney de Villiers rature le mot Lespiney, mais, un peu plus loin, il se ravise et écrit de nouveau Pierre Lespiney de Villiers.

Deux ans plus tard, en mars 1744, celui-ci est encore parrain ; l'acte le dit : cadet à l'aiguillette.

Dans le premier cas le parrain signe d'une assez belle écriture : (1)

Lepinay de Villiers

Dans un rôle d'officiers et de cadets, désignés pour aller avec M. de St-Pierre et daté du 22 octobre 1745, on trouve le nom de Villiers Lepinay. (2)

Enfin on le rencontre en 1746 faisant partie de l'expédition contre les Anglais en Acadie : c'est là qu'il mourut.

Dans son journal de la campagne de 1746-1747, en Acadie, M. de Beaujeu dit, à la date du 25 décembre 1746 : " M. de Lepinay de Villiers tomba malade assez dangereusement venant du lieu où il était en quartier d'hiver pour entendre la messe à Beaubassin."

Et le 2 janvier il écrit : " M. Lepinay de Villiers mourut à 3 heures du matin ayant donné pendant sa maladie qui fut des plus rudes des preuves d'une grande patience et d'une parfaite résignation à la volonté du Seigneur, surtout lorsqu'on lui annonça qu'il fallait lui faire le sacrifice de sa vie. Tous ceux qui l'approchèrent à ce dernier moment furent sans doute édifiés des sentiments de religion dont il parut sans cesse s'occuper." (3)

(1) Registre de St-Joseph des Illinois.

(2) Arch. du Séminaire.

(3) *Canada Français*, 1889, Doc. inédits, p. 37.

Voilà tout ce que nous savons touchant ce Pierre Lespiney de Villiers ; nous attendons qu'un chercheur nous dise s'il appartenait ou non à la famille des Coulon.

On nous demandera peut-être si ce Pierre Neyon de Villiers qui fut l'un des principaux officiers de la Louisiane au temps de la conquête, n'est pas celui que nous cherchons à identifier.

O'Callaghan (1) et quelques autres avec lui l'ont cru ; nous avouons que nous même nous n'avions pas pensé autrement tout d'abord. Heureusement, M. Villiers du Terrage dans les *Dernières années de la Louisiane française*, (2) a mis la chose au point et l'extrait qui suit ne laisse plus de doute à ce sujet :

“ Chevalier Pierre Joseph Neyon de Villiers, dit-il, était né en Lorraine d'une famille plus noble que riche. En 1735, il était enseigne au régiment de Choiseul, 1738, réformé, 1742, lieutenant dans Marinville ; 1744, aide-major dans le Royal-Lorrain (blessé à Wessembourg) ; 1747, capitaine (prit part à la bataille de Land-pest) ; 1748, réformé ; 1749, attaché au corps de la Louisiane ; 1755, major commandant au fort de Chartres des Illinois ; 1759, chevalier de St-Louis ; de retour à Paris en 1765, il y séjourna jusqu'en 1772 ; se met à la disposition de Kerlerec pour le défendre dans son procès ; 1773, colonel du régiment de la Guadeloupe ; brigadier-général en 1775 ; gouverneur de *Marie-Galante* ; décédé en mer, août 1779.” (3)

Cette note se passe de commentaires et il reste établi que Pierre Neyon de Villiers n'était pas de la famille des Coulon.

(A suivre)

(1) *Doc. de New-York*, X, p. 1160, noto.

(2) Paris, Guilmoto, 1904.

(3) Note due à l'obligeance de M. J. W. Cruzat.

LE MARIAGE DES HABITANTS DE LA CAMPAGNE AUTREFOIS

Lorsqu'un Canadien veut se marier, s'il est parent de la fille qu'il veut épouser, il est obligé d'avoir dispense de son évêque, ce qu'on obtient jusqu'au troisième degré (quant à ce point on obtient la même chose dans les villes). Si quelquefois l'évêque en accorde au second degré, il faut qu'il y ait de grandes raisons, comme à ceux qui habitent des îles, vu qu'ils sont obligés de faire des traverses et qu'il leur en coûterait beaucoup, on leur accorde dispense au deuxième degré, ce qui est cependant bien rare ; lors donc qu'il sont parents et qu'ils ont obtenus dispense, le curé où réside la future épouse en voyant la dispense, publie pendant trois dimanches consécutifs les bans des futurs époux, ce qui se fait aussi quoiqu'ils ne soient point alliés : quelquefois on ne publie qu'un ou deux bans, mais il faut alors une seconde dispense de l'évêque diocésain, et l'argent provenant des dispenses est employé pour la nourriture des pauvres.

La publication des bans étant faite, s'il ne se trouve personne qui s'oppose au mariage, le curé préside à la célébration, le mardi d'après le dimanche de la dernière publication ; ce jour a été changé du lundi, parce que les habitants employaient ordinairement le dimanche à préparer le festin et c'est pour éviter cela que l'évêque a sagement remis au mardi.

Le samedi d'avant le dimanche à la dernière publication les futurs époux font faire devant un notaire leur contrat de mariage auxquels assistent tous leurs parents.

Le jour du mariage venu le futur époux se rend de grand matin à la maison de la future épouse avec tous

les parents et amis des deux parties, et font à leur façon le compliment à la futur épouse sur son mariage.

Vers les sept heures du matin, la future épouse conduite par son père, ou son plus proche parent, ainsi que le futur époux, montent dans leur voiture avec tous les autres parents et se rendent (deux ou trois par voiture) à l'église de la paroisse de la future épouse (car c'est toujours dans le lieu où elle demeure que le mariage se célèbre.)

Dès qu'ils sont arrivés, le père conduit sa fille par la main à la sainte Table de l'église et le garçon va se mettre à son côté à genoux : le curé vient aussitôt avec ses habits sacerdotaux, et prend leur consentement mutuel ; après quoi le marié prend l'anneau qu'il avait mis auparavant sur une assiette et béni par le curé ; et le met au doigt de la mariée, ce qui est le signe du mariage. Le curé dit ensuite quelques prières et va célébrer la sainte messe pour les mariés, qui deux jours auparavant se sont mis en état de recevoir ce sacrement par une confession et communion.

Après la messe, les mariés se rendent avec toute leur suite à la maison presbytérale, où le curé écrit leur mutuel consentement avec l'avis des parents, sur deux registres, un desquels reste à la fabrique du lieu, et l'autre se porte tous les ans au greffe des archives dans la ville de Québec, pour servir de minute déposée afin d'y avoir recours dans le besoin.

Le mariage transcrit sur les registres, le marié donne seulement cinq chelins au curé pour les honoraires, et les mariés suivis de leurs conviés, s'en retournent dans le même ordre qu'ils sont venus (à l'exception que les mariés sont dans la même voiture) à la maison du père de la mariée, pour y faire les noces ; en y entrant les mariés s'embrassent et le sont ensuite tous deux par leurs parents, ce qui marque la parfaite union qui doit

subsister dans les deux familles qui se lient ensemble. Ils boivent ensuite chacun un coup d'eau de vie.

Après quoi, ne serait-il que dix ou onze heures, ils se mettent tous à table, excepté le marié, son beau-père et sa belle-mère qui restent debout et servent la mariée qui est au haut de la table, ayant à ses côtés son frère ou autre proche parent, et la sœur ou autre proche parente du marié, qu'ils nomment garçon et fille d'honneur pour les cérémonies de la noce ; le nombre des convives est toujours de près de cent personnes.

Le repas est toujours composé de pièces de lard frais et de mouton qu'ils font cuire dans le four, ou qu'ils font bouillir, les deux seules manières de faire cuir leur viande, ils ont aussi quelquefois mais très rarement des volailles.

Vers le milieu du repas, ils font chanter la mariée, qui le fait bien ou mal, et chacun ensuite chante sa chanson qui ne finit guère sans boire un coup d'eau de vie, étant la seule liqueur qu'ils y boivent, et ce en grande quantité.

Lorsque les esprits commencent à s'échauffer, on voit avec un œil surpris le père s'approcher de son fils qui quelquefois n'a pas quinze ans, on le voit, dis-je, boire avec lui pendant plus d'une heure et se saluer réciproquement, et déchirer avec un appétit incroyable des morceaux de viande d'une énorme grosseur, ainsi que des pâtés à demi-cuits composés de pommes et de melasse qu'ils trouvent meilleurs que nous des chapons rôtis ; ce qui me surprend le plus c'est qu'ils en sont très rarement incommodés ; il faut croire que l'eau de vie qu'ils boivent recuit les aliments qu'ils mangent et les fait digérer aussitôt. J'en ai cependant vu un qui en fut malade. Je lui conseillai de boire de l'eau chaude ; quand il m'entendit parler d'eau chaude il

se mit à rire, et demanda au contraire encore à manger. cela, me dit-il, fera passer le reste.

Le diner de la noce fait qui dure une heure et demi, le garçon d'honneur tenant un gant va prendre le marié par la main, et la fille d'honneur la mariée et les conduisent ainsi au milieu de la chambre, où un mauvais joueur de violon leur fait danser un menuet. Dès qu'ils sont fini on prie quatre autres couples dansent aussi tous ensemble le menuet, dans une chambre qui souvent n'a pas dix pieds en carré. Je fus prié un jour à une de ces noces et je me perdis si bien en dansant de la sorte, que je ne pouvais plus trouver ma partenaire. Quant à eux ils y sont si bien accoutumés qu'ils ne se trompent jamais.

Leur danse qui n'est composée que de menuet et de quelques contredanses, dure aussi jusqu'au soleil couché, temps où ils se remettent à table et soupent avec le même appétit et agissent de la même manière qu'au diner.

Dès que le souper est fini, on voit entrer en foules des jeunes hommes et des jeunes filles que l'on admet toujours pour danser ; ils les nomment survenants. Les jeunes gens ont pour coutume et ne manquent jamais de porter chacun une bouteille d'eau de vie sous le bras qu'ils cachent autour de la maison de la mariée, ou dans des bûchers, et vont de temps à autre boire un coup pendant la danse ; ils se croiraient déshonorés s'ils n'étaient pas ainsi munis chacun de leur bouteille ; on ne voit jamais de vin dans un repas, ils disent pour raison négative, que le vin n'a pas assez de force ; ils le donnent cependant quelquefois à leur femme dans les maladies de leur sexe, auxquelles celles-ci sont assez sujettes, ne prenant aucune précaution ; quant aux hommes ils sont rarement malades.

Mais je m'écarte, ce me semble, de mon sujet, voici donc ce qu'il font après le souper de noces. La danse recommence de la même manière qu'après le diner et avec les mêmes cérémonies, ce qui continue ordinairement jusqu'à minuit, heure où les mariés se retirent incognito et les convives en font autant peu de temps après.

Le lendemain, de grand matin, les convives viennent rejoindre les mariés et partent tous ensemble de la maison de la mariée et se rendent dans celle de l'époux et passent encore la journée à faire les mêmes suites de repas, danses et cérémonies qu'ils avaient faits la veille, ce qui dure souvent chez ceux qui sont riches deux ou trois jours. De sorte qu'ils mangent et boivent pendant ces jours, ce qui leur suffirait pour un an. (Extrait des Mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau).

ORIGINE DE NOMS

Nouvelle-Orléans : En 1717, de Bienville reconnaissant sur les bords du Mississipi un lieu favorable pour l'érection d'une ville, y jeta les fondements de cette ville qui reçut le nom de Nouvelle-Orléans, en l'honneur du duc d'Orléans, régent du royaume à cette époque.

Penobscot : Pena8obskets. C'est le nom d'une tribu abénakise qui résidait sur cette rivière. Ce nom veut dire : ceux de la terre qui est couverte de pierres. Il y a en effet tant de pierres dans les environs de la rivière Penobscot qu'en certains endroits la terre en paraît entièrement recouverte.



HUBERT LARUE

REPONSES

Le loch terrestre de l'arpenteur Laurier. (II, VII, 112.)—Une lettre de Montréal publiée dans la *Gazette de Québec* du 24 juin 1822 disait :

“ Une machine ingénieuse fixée à la roue d'une voiture pour mesurer la distance parcourue a été exhibée ici la semaine dernière. L'inventeur est M. Charles Delaurier dit Cotineau. Il a l'intention de demander une patente pour son invention pendant la prochaine session. Elle est régularisée par une révolution entière de la roue, dont la longueur est connue exactement. Une autre pièce placée en avant de la voiture dit au voyageur l'espace parcouru.”

M. Laurier expliquait lui-même son invention dans le prospectus suivant publié quelques jours plus tard :

“ Le loch terrestre indique de lui-même le nombre des efforts qui le font mouvoir, et plus ou moins à proportion du nombre des indicateurs ou cadrans. Par exemple, quatre cadrans nombrent 9999 efforts ou tours de la roue qui fait mouvoir le mécanisme ; que ce soit la roue d'une voiture, l'arbre ou la meule d'un moulin, etc. Cinq cadrans nombrent 99999 efforts ou 999,999,999. Il faudrait encore un tour de la roue pour faire faire une période entière au dixième cadran ; mais alors on aurait 0,000,000,000, et l'on croirait qu'il est à son point de départ et qu'il n'a rien compté. Il faudrait un onzième cadran qui compterait 1, c'est-à-dire une dizaine de billion ; car onze cadrans nombreraient dix fois autant que dix ; douze cadrans, cent fois autant, etc. Ce nombre de 10,000,000,000 de points ou tours d'une roue de voiture, arbre ou meule de moulin, etc, nombrables par dix cadrans, est déjà si grand qu'on a de la peine à le

concevoir distinctement ; pour avoir une idée plus claire de sa valeur, supposons que ces 10,000,000,000 sont énumérés par les oscillations d'une pendule à secondes ; ils désigneront toutes les secondes comprises en 316 ans, 10 mois, 21 jours, 17 heures, 46 minutes, 40 secondes, ni plus ni moins, en prenant 365 $\frac{1}{4}$ jours pour l'année, et 30 jours pour chaque mois en sus des années.

“ Les secondes d'une année donneraient sur huit cadrans la numération suivante 31,557,600 ; celles de dix ans y ajouteraient un 0 à droite, en reculant chaque chiffre d'un rang sur le cadran voisin à gauche ; et celles de cent ans y ajouteraient deux 00 à droite, en reculant chaque chiffre sur le deuxième cadran à gauche. Là, le chiffre 3, qui désigne trente millions, se trouverait sur le dixième cadran, et désignerait trois milliards ou billions, et ainsi des autres chiffres, qui se trouveraient multipliées par cent, par leur transposition sur la seconde numération à gauche.

“ Trois cents ans multiplieraient les chiffres suivants 3,155,760,000, par 3 ; ce qui ferait 9,467,280,000 secondes contenues en trois cents ans, et nombrables par dix cadrans de l'instrument, et sans erreur quelconque.

“ Cet instrument adapté à une voiture roulante décrit tout le chemin qu'elle fait, aussi exactement que le pourrait faire un arpenteur, et même plus exactement en fait de long mesurage : car dans l'arpentage, il est possible qu'on oublie de marquer, ou qu'on marque deux fois pour une. L'instrument dont il s'agit n'est pas sujet à erreur ; il ne peut démontrer que les efforts qui le font mouvoir, et il les démontre infailliblement.

“ On mesure la longueur des chemins avec des roues de hauteurs ordinaires, en lieues et décimales de mille,

etc, en donnant aux circonférences des roues les proportions convenables pour chacune de ces mesures, ainsi qu'il suit :

“ Hauteurs ou diamètres des roues, y compris le bandage, en pieds français et décimales, pour mesurer par les mesures ci-dessus :

“ 1. Pour mesurer en lieues du Canada de 84 arpents, et décimales, il faut que les roues des voitures aient de hauteur	4,8109 4,3735 4,0090
“ 2. Pour mesurer en arpents et perches..	4,7727 4,4055
“ 3. Pour mesurer en milles géographiques de 60 au degré	4,5365
“ 4. Pour mesurer en milles d'Angleterre de 69½ au degré	3,9164

“ Faisant sept hauteurs différentes de roues pour mesurer par des mesures connues.

“ On pourrait aussi mesurer avec des roues sans proportions ou dimensions prises préalablement ; mais alors il faudrait se servir des règles de trois pour réduire les nombres trouvés en mesures vulgaires, ou de tables faites exprès. Cela n'occasionnerait pas une très grande difficulté ; mais il serait plus commode de se servir de l'une des hauteurs données ci-dessus.

“ Avec des voitures munies de cet instrument, on mesure la longueur des chemins, en faisant ses affaires ou en se promenant ; on voit le train de son cheval, combien on fait par jour, par heure et par minute, si l'on veut ; enfin cela vaut une compagnie pour se désennuyer dans la route.

“ Avec de telles voitures, on pourrait presque faire le plan d'une province en se promenant, pourvu qu'on fût muni d'un bon compas. Quand on a une fois observé et pris en notes la longueur, des détours, les

fourches, les ponts, en un mot les points remarquables d'un chemin, pour aller à un endroit quelconque, à une ville, un village ou même une maison, on pourrait y envoyer qui l'on voudrait, même un étranger arrivant d'un pays éloigné, et il s'y rendrait sans avoir besoin de s'arrêter sur la route, ni de demander aucun renseignement.

“ Si l'on adapte cet instrument à l'arbre ou la meule d'un moulin, on pourra connaître en tout temps combien cet arbre ou cette meule aura fait de tours depuis un temps donné, quand même il y aurait dix ans, vingt ans, etc, pourvu qu'on ait marqué la numération du départ ; de manière qu'avec quelque expérience, un seigneur ou un propriétaire qui n'irait qu'une fois par an à son moulin, pourrait connaître combien il a moulu de minots de grain pendant l'année.”

M. Laurier adaptait de la manière suivante le *loch terrestre* à une voiture ordinaire ou calèche. Une boîte, renfermant cinq roues dentées, était placée à l'endroit du garde-boue, en face de ceux qui étaient dans la voiture. Sur une planche posée sur le devant de la boîte, étaient placées les cadrans, au nombre de cinq, comme celui des roues qui les font mouvoir. Le premier de ces cadrans, en commençant par la gauche, indiquait les dizaines de lieues ; le second, les unités ; le troisième, les dixièmes ; le quatrième, les centièmes, et le cinquième les millièmes de lieues.

En 1823, M. Laurier adapta son *loch terrestre* à sa calèche et fit le voyage de Lachenaie, lieu de sa résidence, à Québec. Il prit note des distances des églises le long de son parcours et communiqua le résultat de ses calculs aux journaux :

	Numéra- tion.	Sous- traction.
*1. Numération de son point de départ chez lui en lieues et décimales.	44,393	
2. A l'église St-Charles de Lachenaie.	45,250	0.857
3. A l'église de Repentigny.	47,343	2.093
4. A l'église de St-Sulpice.	49,840	2.497
5. A la montée de l'église de Lavaltrie.	51,716	1.876
6. A l'église de Lanoraie.	53,623	1.907
7. Vis-à-vis l'église de Berthier.	57,559	2.936
8. Vis-à-vis l'église de Maskinongé (y compris 0,019 de perte)	61,863	5.285
9. A l'église de la Rivière-du-Loup.	63,936	2.073
10. A l'église de Machiche (y compris 3,18 de perte)	69,310	2,191
11. A l'église de la Pointe-du-Lac (y com- pris 0,056 de perte)	71,967	2.601
12. A la cathédrale de Trois Rivières (y compris 0,078 de perte)	74,958	2,913
13. Vis-à-vis l'église du Cap.	76,566	1,608
14. A l'église de Champlain.	79,654	3,088
15. A l'église de Batiscan.	81,450	1,796
16. Sur la traverse de l'église Ste-Anne.	83,627	2,177
17. A la descente de l'église des Grondines.	86,451	2,824
18. Vis-à-vis l'église de Deschambault.	88,777	2,326
19. Vis-à-vis l'église du Cap Santé.	91,759	2,982
20. A l'église des Ecureuils.	93,126	1,367
21. A l'église de la Pointe-aux-Trembles.	95,255	2,129
22. Dans la côte St-Augustin (y compris 0,061 de perte)	98,087	2,771
23. A l'église de Ste-Foy.	100,654	2,567
N. B. La révolution du cinquième et dernier cadran fini, il n'y avait sur le loch que.	0,654	

24. A la porte de la ville(y compris 0,031
de perte)..... 2,308 1,623

Faisant en tout, de chez Charles Laurier à la ville
de Québec, les traverses exceptées, 54,487 ou 54 lieues
487 millièmes, sauf erreur de calcul."

Pendant la session de 1823, M. Laurier demanda à
la législature de lui accorder le privilège exclusif de
fabriquer et vendre le *loch terrestre*.

La Chambre d'Assemblée, après avoir entendu MM.
E. D. Wells, horloger de Québec, et Joseph Bouchette,
arpenteur-général, sur les mérites du *loch terrestre*,
accorda à son inventeur le privilège de construire les
lochs terrestres, et d'en faire usage exclusivement à
tous autres.

L'invention de M. Laurier est la première de toutes
décrite dans les *Patents of Canada* publié à Toronto en
1860.

M. Laurier était le grand père de sir Wilfrid
Laurier.

L' "*Armorial de France* " de d'Hozier. (XI,
XII, 1110) — Pierre d'Hozier, sieur de la Garde, juge
d'armes de France, est le premier qui ait débrouillé
l'histoire généalogique et qui en ait fait une science.
Ses notes sur les principales familles de France for-
ment 150 cahiers in-folio et sont conservées à la Biblio-
thèque nationale de Paris. Il dressa à part et publia
la généalogie de plusieurs familles. Son fils, Charles-
René d'Hozier, qui lui succéda dans sa charge de juge
d'armes, l'aida beaucoup dans ses recherches. C'est le
neveu de ce dernier, Louis-Pierre d'Hozier, juge
d'armes lui aussi, qui publia l'*Armorial de France* en
dix volumes. Il fut aidé dans sa tâche par son fils,
Antoine-Marie d'Hozier de Sérigny. Plusieurs biblio-
thèques canadiennes possèdent l'*Armorial de France*
de d'Hozier.

QUESTIONS

1147—En 1783, MM. Adhémar et Mézières, de Montréal, furent délégués auprès du gouverneur Haldimand par les citoyens de Montréal pour obtenir de lui la permission de laisser à Montréal deux prêtres français qui s'étaient introduits subrepticement dans la colonie. Pouvez-vous me donner les noms de ces deux prêtres ? Quel fut le résultat de la démarche de MM. Adhémar et Mézières ?
MONTR.

1148—Quel est ce chef sauvage du Canada à qui Louis XIV accorda la croix de Saint-Louis ? A. G.

1149—Est-il parfaitement établi que François de La Forest, que l'on voit commandant au Détroit dans les premières années du dix-huitième siècle, et l'officier du nom de La Forest que M. d'Iberville laissa en commandement du fort Bourbon à la baie d'Hudson en 1695 sont deux personnages différents ? Il me semble qu'il y a confusion dans nos histoires du Canada sur le rôle joué par ces deux officiers.

A. G. C.

1150—L'excellent ouvrage *Autrefois et aujourd'hui à Sainte-Anne de la Pérade* laisse entendre que le fameux médecin du roi, Jean-François Gaultier, établi à Québec vers le milieu du dix-septième siècle, et qui fut élu membre correspondant de l'Académie des Sciences, appartenait à la famille Gaultier de Varennes. Pouvez-vous me fixer sur ce point ? Le docteur Gaultier est-il mort à Québec ?
GAULT.

1151—Peut-on me donner l'origine du mot Arthabaska ?
VICT.

VOL. XII

JUILLET 1906

No 7

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de juillet : Notes sur la famille Coulon de Villiers (suite), Amédée Gosselin, prêtre ; Lac Abitibi ; " Envoyer au diable au vert," Eug. Rouillard ; M. de La Forest à la Baie d'Hudson ; Questions, etc., etc.

Gravure : Mgr Bernard-Claude Panet, archevêque de Québec.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Compendium Juris canonici ad usum cleri canadensis—De Personis auctore Jos.-N. Gignac—Editor altera ab auctore recognita et decretis recentioribus locupletata—Quebeci—1906.

Guerre à l'alcoolisme—Causerie médicale sur l'alcoolisme, par le docteur L. V. Vézina—Québec—1906.

L'abus des alcools—Causeries par Jean des Erables—Prix : \$1.05. S'adresser à G. Vekeman, publiciste, Trois-Rivières.

Bulletin paroissial de Charlesbourg pour l'année 1905, par M. l'abbé David Gosselin—Québec—1906.

Dictionnaire généalogique des familles de Charlesbourg depuis la fondation de la paroisse jusqu'à nos jours, par l'abbé D. Gosselin—Québec—1906. Prix : \$2.00. S'adresser à l'auteur, à Charlesbourg.

VOL. XII **JUILLET 1906** **No 7**

NICOLAS-ANTOINE COULON DE VILLIERS, FILS

“ L'an de Nostre (seigneur) mil sept cent huit le vingt-cinquième de juin est né un fils—on lui a donné pour nom Nicolas-Antoine—du légitime mariage de Nicolas-Antoine Coulon de Villiers enseigne dans une compagnie du détachement de la marine et de Angélique Jaret de Verchères son épouse et le vingt-sixième du mois d'Août, je, Louis de la faye, prêtre, curé de Verchères, luy ay suppléé les cérémonies du baptême parce qu'il a été ondoyé à la maison par la sage-femme Catherine Cara. Le parrain a été Joseph Jaret de Verchères et la marraine a été marguerite perrau. Le parrain a déclaré ne scavoir signer et la marraine a signé avec moy. (1)

(Signé) Coulon de Villiers De la faye.
Marguerite perrot

(1) Registre de Contrecœur.

Né le 25 juin 1708, cet enfant a été baptisé solennellement le 26 août sous le nom de Nicolas-Antoine. (1)

Comment se fait-il que Mgr Tanguay, au premier volume de son *Dictionnaire*, (2) ne l'inscrive que sous le nom d'Antoine, lorsque l'acte est si clair ? (3) Nous n'en savons rien ; mais cette erreur l'a conduit à d'autres erreurs et il ne faudra pas être surpris s'il fait mourir Nicolas-Antoine deux fois : Nicolas en 1750 et Antoine en 1757.

Nicolas-Antoine fit ses premières armes, croyons-nous, à la Rivière St-Joseph des Illinois. C'est, du moins, au registre de ce poste que l'on rencontre son nom pour la première fois.

Le 26 août 1725 il est parrain : "Nicolas-Antoine Coulon, fils de M. de Villiers, commandant," dit l'acte. Il signe Coulon tout simplement ; c'est la seule fois que nous ayons rencontré cette signature.

En 1730, on se le rappelle, il fut député par son père à M. de Beauharnois pour lui annoncer la défaite des Outagamis.

Il prit une part active à la campagne de 1733 contre les Sakis. M. de Villiers père l'avait envoyé, avec 10 Français et 50 Sauvages, au passage du petit Cascadin, par où les Renards pouvaient se sauver. C'est pendant qu'il était là que se passait, le 16 septembre, la tragédie dont nous avons parlé plus haut.

(1) Baptisé deux mois après sa naissance ; les faits de ce genre ne son pas rares dans nos vieux registres. Le missionnaire était souvent absent et il fallait attendre son retour pour porter l'enfant à l'église.

(2) p. 144.

(3) Dans le premier volume du *Dictionnaire*, Tanguay ne parle pas de Nicolas ; en revanche, au troisième volume, il n'est pas question d'Antoine mais de Nicolas baptisé en 1709.

Trois jours après, les Sakis ayant abandonné leur fort à la faveur de la nuit, Coulon de Villiers rassembla tous les Français et Sauvages Outaouais, Folles-Avoines et Santeux qu'il pût trouver, se mit à la poursuite des fuyards et les atteignit à huit lieues du poste. Il les attaqua, en tua vingt-six et en blessa neuf mortellement.

De son côté, Villiers eut deux français tués et quelques blessés parmi lesquels se trouvait son frère, cadet à l'aiguillette. Les Sauvages alliés perdirent aussi quelques-uns des leurs.

Coulon de Villiers resta par la mort de son père commandant au poste de la Baie. Il s'empressa d'envoyer les dernières nouvelles à M. de Beauharnois. Son frère (le chevalier de Villiers) blessé à la dernière affaire et M. Douville partirent donc pour Québec où ils arrivèrent le 11 novembre au soir.

Le même jour, le gouverneur et l'intendant écrivaient au ministre pour l'informer du dernier coup des Sakis. (1)

MM. de Beauharnois et Hocquart profitèrent de l'occasion pour rappeler au ministre que la mort de M. Villiers, capitaine, et de Repentigny, lieutenant, "deux grands sujets que perd la colonie," avait laissé deux places pour MM. de Ramezay et de la Martinière et qu'une lieutenance, deux enseignes en pied, etc, étaient encore libres.

"Le sieur de Villiers," disaient-ils, "qui s'est fort distingué, qui a eu son père et son frère tués et un autre frère, cadet à l'aiguillette blessé, mériterait la

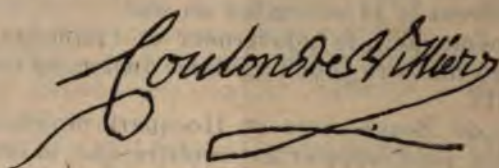
(1) Archives d'Ottawa—Correspondance générale, vol. 60, p. 134. Toutes ces notes tirées de la correspondance générale nous ont été fournies par le Rév. Père Odoric, O. F. M., à qui nous offrons nos meilleurs remerciements.

lieutenance vacante, la dernière affaire n'ayant roulé que sur lui." (1)

Le ministre accueillit favorablement cette demande et Coulon de Villiers fut fait lieutenant à la promotion du 30 mars 1734. (2)

Combien de temps demeura-t-il commandant au poste de la rivière St-Joseph ? Nous ne pouvons le dire. On voit par le registre de l'endroit que M. DeMuy y commandait en 1735 et M. de Lusignan en 1738.

En 1740, le 27 avril, le nom de Nicolas-Antoine Coulon, commandant en ce poste, réapparaît au registre de St-Joseph des Illinois. On l'y trouve encore le 24 mars 1742. Au bas de chacun de ces actes Coulon signe d'une belle écriture :



Le 30 octobre 1742, M. de Beauharnois demandait une compagnie pour M. Coulon. (3)

L'année suivante, le 20 octobre, le gouverneur revient à la charge auprès du ministre en faveur de

(1) Correspondance générale, vol. 59, p. 37. Dans cette lettre du 11 novembre 1733, M. de Beauharnois dit que M. de Villiers, père, avait avec lui six de ses enfants et deux de ses gendres. Ceci confirme ce que nous avons écrit plus haut (p. 176) à propos d'un certificat de ce gouverneur.

(2) Arch. du Sém.

(3) Correspondance générale, vol. 75, p. 312.

Coulon de Villiers " bon officier et très propre pour les négociations des pays d'en haut." (1)

M. Coulon descendit des pays d'en haut entre le 24 mars 1742 et le 7 octobre 1743. A cette dernière date, il épousait à Québec, Marie-Anne Tardieu de la Pérade, veuve du sieur Têtu de la Richarderie. (2)

Il se maria sous le nom d'Antoine Coulon, Sr de Villiers, lieutenant, etc, en présence du Sr de la Gorgendière, de M. de la Pérade, etc.

Les époux étaient proches parents, cousins germains, leurs pères respectifs étant mariés aux deux sœurs, Madeleine et Angélique de Verchères. La dispense fut accordée. (3)

En 1744, M. Jacrau fit le recensement de la ville de Québec. Il inscrit M. de Villiers sous le seul nom de Nicolas, le dit âgé de 36 ans et enseigne de troupes. (4)

Voyez comme tout est exact ! En 1743, M. de Villiers s'appelait Antoine et il était lieutenant. Cette année, il se nomme Nicolas et n'est plus qu'enseigne ! On voit de suite où peuvent conduire de semblables données.

Et pourtant il s'agit bien ici du même personnage puisque dans les deux cas il a pour épouse Marie-Anne de la Pérade. (5)

(1) Correspondance générale, vol. 79, p. 233.

(2) Contrat du 4 octobre, Du Laurent, not. (Note de M. Ph. Gagnon).

(3) Reg. de N.-D. de Québec (au greffe).—Nous avons d'abord consulté le registre de la cure de Québec ; il n'y est pas fait mention du degré de parenté et le curé ne signe pas ; la copie conservée au greffe est complète.

(4) Archives de Notre-Dame de Québec.

(5) M. de Villiers demeurait dans la côte Lamontagne. Il avait pour voisin Louis Levrard, beau-frère de sa femme, avec lequel il eut un procès peu de temps après son mariage. De Villiers gagna son point. (Arch. du Séminaire).

Nicolas-Antoine Coulon paraît être demeuré à Québec jusqu'au printemps de 1746. Nous venons de l'y voir au recensement de 1744. Le 25 avril 1745, il est parrain de son neveu, Nicolas-Antoine Tarieu. (1) Dans l'acte, on dit M. de Villiers capitaine, ce qui mettrait sa promotion à l'année 1744.

Le 30 juin 1745, il signe à l'acte de mariage de Roch St-Ours Deschaillons et le même jour à celui de sa sœur Marie-Anne qui épouse M. de Gaspé.

Le 15 avril 1746, il est parrain d'une fille de M. de Gaspé. (2) Après cette date, le nom de Coulon ne reparaît plus aux registres de la paroisse. C'est qu'il était parti de Québec et qu'il ne devait y revenir qu'en passant.

Plusieurs historiens, entre autre Casgrain (3) et Parkman (4) ont prétendu que Coulon de Villiers qui prit une si belle part à la campagne des Mines était le même que celui qui vengea Jumonville en 1754. C'est une erreur car celui qui fit cette campagne des Mines n'est autre que Nicolas-Antoine qui ne put venger son frère en 1754 pour l'excellente raison qu'il était mort depuis quatre ans.

L'expédition qui devait se terminer par le combat des Mines partit de Québec en juin 1746 et était commandée en chef par M. de Ramezay. A cette époque, cinq MM. de Villiers étaient vivants :

Pierre, simple cadet à l'aiguillette ou tout au plus enseigne, qui mourut à Beaubassin le 2 janvier 1747, plus d'un mois avant l'affaire des Mines.

(1) Archives de Notre-Dame de Québec.

(2) Tous ces actes sont aux registres de N.-D. de Québec.

(3) *Une seconde Acadie*, p. 160. Dans *Relations et Journaux*, collection Lévis, p. 65, note, M. l'abbé Casgrain attribue au même de Villiers, la prise du fort Granville en 1756.

(4) *A half century*, etc, II, p. 202.

Jumonville, qui se dit en Acadie (1) avec M. de Ramezay, n'était encore qu'enseigne ; ce n'est pas lui qui commandait à Grand-Pré.

Louis, lieutenant, était à Québec au mois de novembre 1746 : “ M. le général fait partir M. de Villiers lieutenant des troupes avec cent Sauvages de l'Acadie qui hivernent aux environs de Québec pour se rendre à Montréal.” (2)

François, qui était tout au plus lieutenant puisqu'il fut fait capitaine en 1753, était dans les pays d'en haut. Le 9 juillet 1746, M. de Beauharnois, dans une ordonnance à M. De Muy disait : “ Il commandera le parti d'en haut et aura sous ses ordres..... le sieur chevalier de Villiers.” (3)

Enfin Nicolas-Antoine, est le seul qui fût capitaine à cette date. C'est le seul aussi qui pût commander aux Mines puisque ce ne fut pas Jumonville et que Louis et François n'étaient pas alors en Acadie.

Rappelons en quelques mots cette campagne qui se termina par l'un des plus beaux faits-d'armes qui se soient passés au Canada. Nous nous occuperons plus particulièrement de ce qui concerne Coulon de Villiers. (4)

M. de Beaujeu écrit dans son journal le 5 juin 1746 : “ Six bâtiments destinés pour transporter le détachement des milices du Canada à l'Acadie, composées de sept cents hommes y compris vingt et un officiers de troupes suivant la liste, mit à la voile le 5 juin 1746,

(1) Etats de services.

(2) Corresp. offi. des gouv. (Copie aux Arch. du Sém.)

(3) Arch. du Sém.

(4) Pour plus amples détails : Cf. Casgrain, *Une seconde Acadie* ; le journal de M. de Beaujeu, et celui de Lacorne publiés dans le *Canada français*, 1889.

à neuf heures du matin dans la rade de Québec, sous les ordres de M. Coulon, capitaine, second du détachement, pour aller attendre au Pot-à-l'eau-de-vie, (1) le navire le *Tourneur*, dans lequel M. de Ramezay, commandant général était embarqué."

Par suite de circonstances qu'il serait trop long de raconter ici, cette expédition n'eut pas d'abord tout le succès qu'on en attendait. Aussi, le 20 août, M. de Ramezay reçut-il l'ordre de remonter à Québec avec une partie de ses troupes, après avoir laissé 5 officiers et 250 hommes à M. Coulon qui était alors aux Mines.

La présence du détachement de M. Coulon avait été mal vue par les Acadiens et les députés des Mines représentèrent à M. de Ramezay qu'il leur était impossible de nourrir autant d'hommes durant l'hiver et que d'ailleurs ce corps de troupes, bien loin d'avoir un bon effet, contribuerait à les mettre plus mal avec les Anglais.

Pour les calmer, M. de Ramezay leur répondit qu'il communiquerait leurs représentations à M. le général ; ce qu'il fit en effet, puisque le 8 septembre le gouverneur envoyait des ordres " au sieur Coulon, capitaine, qui doit commander le détachement de 300 canadiens qui doit hiverner en Acadie pour tranquilliser et protéger les Acadiens contre le ressentiment des Anglais." (2)

Sur les entrefaites, arriva à Chibouctou l'escadre du duc D'Anville. Malgré les ordres réitérés du gouverneur, M. de Ramezay, crut qu'il pouvait ne pas revenir de suite à Québec.

(1) C'est notre Brandy-Pot d'aujourd'hui. Pourquoi ne pas lui avoir conservé son nom français ?

(2) *Doc. relatif à la Nouvelle-France*, III, p. 302.

L'automne et une partie de l'hiver se passèrent en marches et contre-marches des divers détachements qui étaient distribués un peu partout : aux Mines, à Beaubassin, à Chibouctou, etc. M. de Ramezay avait pris ses quartiers d'hiver à Beaubassin.

Le 8 janvier 1747, on apprit par un Acadien que 250 Anglais étaient rendus aux Mines depuis le 24 décembre. (1)

A cette nouvelle, M. de Ramezay réunit ses officiers et leur proposa d'aller attaquer les Anglais et de les déloger de Grand-Pré. Malgré les difficultés de l'entreprise tous applaudirent au projet.

M. de Ramezay qui souffrait d'un mal de genou étant dans l'impossibilité de marcher, remit le commandement de ce détachement à M. Coulon, capitaine. "Ce contretemps, dit Casgrain, (2) était plus regrettable pour lui que pour l'expédition ; car elle comptait dans ses rangs ce que la noblesse canadienne avait de plus brave et de plus expérimenté en ce genre de guerre. Coulon de Villiers était le même qui huit ans plus tard devait venger la mort de son frère le chevalier de Jumonville au fort Nécéssité, battre Washington et le faire prisonnier," etc. (3)

Le 9 février, la petite troupe arrivait à Pigiquit, à cinq lieues de Grand-Pré. Là on apprit que les Anglais étaient à Grand-Pré au nombre d'à peu près six cents hommes sous les ordres du colonel Noble.

M. de Coulon fit reposer son monde une journée. Le 10 à midi, la troupe se remit en marche et le soir

(1) Journal de Lacorne, *Canada Français* 1889. p. 11. De Beaujeu dit le 24 nov. (Ibid.)

(2) *Une seconde Acadie*, p. 160.

(3) La suite prouvera que ceci n'est pas exact et que le commandant aux Mines ne fut pas le vainqueur de Washington.

à 9 heures elle campait à une demi-lieue de Grand-Pré.

Lorsqu'on eut placé des sentinelles sur les chemins, le détachement qui avait été divisé en dix compagnies de 28 hommes, se répandit dans les maisons situées de l'autre côté de la rivière Gaspareau. On put alors se reposer, sécher les vêtements et prendre un peu de nourriture tout en recueillant des informations sur la position des Anglais.

Ceux-ci étaient dispersés dans 24 maisons dont l'une, en pierre, était défendu par du canon.

Aussitôt M. Coulon régla son plan d'attaque. Comme il n'y avait pas assez de monde pour attaquer les 24 maisons en même temps il fut décidé qu'on frapperait sur dix d'entre elles. Coulon, avec 55 hommes se réserva la maison de pierre.

A deux heures du matin, tout le monde sortit ; chacun prit son rang et, à un signal donné, officiers et soldats s'étant agenouillés, l'abbé Maillard donna l'absolution générale. Puis l'on partit. Une grosse *poudrière* qui durait depuis quelques jours avait rendu les chemins difficiles et le guide qui s'était chargé de conduire M. Coulon à la maison de pierre, ayant perdu sa route, s'arrêta devant une autre que devait attaquer M. de Repentigny.

M. Coulon voyant qu'il était dangereux de passer outre, fonça sur la maison et toute la troupe le suivit. De Beaujeu tua la sentinelle ; les anglais un instant abasourdis, se ressaisirent, firent une décharge générale et M. Coulon tomba gravement blessé au bras. De Beaujeu le crut mort, mais, ajoute-il, " il se retira de son mieux hors des coups." En même temps M. de Lusignan recevait deux blessures graves.

Le combat continua acharné durant une dizaine de minutes pendant lesquelles vingt et un anglais furent tués et trois faits prisonniers.

Pendant ce temps les autres maisons étaient attaquées et les Anglais tués ou faits prisonniers.

“... Nous forçâmes les maisons à coups de haches, dit Lacorne, et en très peu de temps nous nous en rendîmes maîtres. MM. les officiers et cadets se distinguèrent en cette action et tous nos canadiens donnèrent des marques de leur courage. Il y eut de la part des ennemis cent quarante hommes tués, du nombre desquelles furent le colonel Noble, son frère et trois autres; trente-huit blessés et cinquante quatre prisonniers. Ils ne nous tuèrent que sept hommes dont deux Sauvages et nous en blessèrent quatorze parmi lesquels furent M. Coulon et M. Lusignan.” (1)

Bien que le gros de la bataille n'eût duré que quelques minutes, le feu continua cependant, d'une maison à l'autre, jusqu'à onze heures du matin; les Anglais demandèrent d'abord une suspension d'armes qui leur fut accordée, puis ils consentirent à capituler.

Le 12 février, la capitulation fut signée par les officiers anglais et français et portée à M. de Coulon qui la signa à son tour.

Celui-ci s'était fait transporter à la rivière Gaspareau où le chirurgien lui avait donné les premiers pansements, puis il revint à Beaubassin avec le détachement.

M. de Villiers avait reçu une blessure plus grave qu'on ne le pensait tout d'abord. Il souffrait horriblement. Il fallait revenir à Québec, mais la distance était grande et les communications difficiles. Aussi bien n'arriva-t-il que le 22 juin au soir: “M. de Coulon arrive de la Baie Verte dans son esquif; il est encore fort incommodé de son bras.” (2)

(1) Journal de Lacorne, *Canada-Français*—Ces chiffres diffèrent un peu de ceux que donne M. de Beaujeu.

(2) Corresp. off. des gouv. 22 juin 1747. (Copie au Sém.)

Le 10 juillet, Mgr de Pontbriand écrivant en faveur de M. de Lusignan disait : " M. Coulon, capitaine y a soutenu sa réputation. Une blessure dont il se ressentira longtemps le mit bientôt hors de combat. (1)

Coulon de Villiers ne guérit jamais de cette blessure. Pensant qu'un voyage aux eaux pouvait lui faire du bien, il obtint la permission de passer en France.

Le 9 octobre 1747, l'intendant Hocquart donnait ordre au Sr Causse, commandant la flûte *La Gironde* de prendre à son bord un certain nombre de passagers auxquels " il sera tenu de fournir la subsistance à sa table et à son office pendant la traversée d'ici en France." Parmi ces passagers se trouvaient : " M. de Coulon, capitaine, madame sa femme et un domestique." (2)

M. de Villiers alla prendre les eaux à Barèges, station thermale des Pyrénées. (3) C'est du moins ce que nous apprend la correspondance de la Louisiane pour l'année 1749. (4)

Comme Coulon de Villiers était un homme de mérite, les autorités du Canada le recommandèrent chaudement au ministre. Le 3 novembre 1747, M. de la Galissonnière écrivait à ce dernier : " J'ai l'honneur de vous représenter qu'il y a des officiers qui par leurs blessures ou par quelque autre action d'éclat méritent la croix de St-Louis ou d'autres récompenses ou toutes les deux. Le sieur Coulon de Villiers est dans ce dernier cas ; le voyage qu'il est obligé de faire en France pour sa blessure dérangera entièrement sa

(1) *Canada Français*, 1889. Doc. inédits. p. 77.

(2) Correspondance générale, vol. 89, p. 15.

(3) Eaux thermales sulfureuses, célèbres surtout pour la guérison des plaies d'armes à feu. (Bouillet.)

(4) Ministère des colonies—Note de M. J.-W. Cruzat, à lui fournie par M. Villiers du Terrage.

fortune si vous n'avez la bonté de l'aider libéralement." (1)

Cette recommandation eut son effet. Une liste de promotions pour 1748 nous apprend que Coulon de Villiers était nommé major des Trois-Rivières et chevalier de St-Louis. (2)

La croix pour le récompenser de sa bravoure et la majorité pour lui permettre, tout en restant au service, de ménager son bras malade. Que pouvait-on désirer de mieux ?

M. de Villiers passa deux ans en Europe. A son retour, il prit possession de sa charge de major des Trois-Rivières. Le 23 octobre 1749, il assistait, en cette ville, au mariage de sa sœur Angélique qui épousait Charles de Gannes de Falaise. L'acte qualifie M. de Villiers de chevalier de St-Louis et major des Trois-Rivières. (3)

Après cette date on ne trouve plus rien à son sujet aux registres de cette paroisse.

Il mourut le printemps suivant "à Montréal, après s'être fait couper le bras qu'il avait blessé et dont il ne pouvait plus supporter les douleurs," écrivent la Jonquière et Bigot, le 2 octobre 1759. (4) Il fut inhumé en cette ville le 4 avril 1750 : "Nicolas Coulon, Ecuyer, Sr de Villiers, major des Trois-Rivières, à l'âge de 41 ans, enterré dans la chapelle St-Amable," dit l'acte. (5)

(1) Correspondance générale, vol. 87 bis, p. 218.

(2) Arch. du Séminaire.

(3) Registre des Trois-Rivières — Nous sommes redevable d'une copie de cet acte au Rév. Père Oloric, O. F. M., qui a bien voulu compiler pour nous une partie de ces registres.

(4) Correspondance générale, vol. 95, p. 40.

(5) Registre de N.-D. de Montréal.

Le 2 octobre 1750, le gouverneur et l'intendant demandaient au ministre une pension pour la veuve du major des Trois-Rivières :

“ Il a laissé, disaient ils, une veuve à qui il ne reste pas de quoi vivre ; elle a mangé une partie de son bien pendant les deux ans qu'elle a demeuré en France avec lui, pour la guérison de sa blessure. — Nous vous supplions, Mgr. de vouloir bien lui procurer une pension qui puisse la faire subeister. Nous nous flattons que vous aurez égard à notre demande qui nous paraît bien fondée, la mort de M. Coulon provenant de la blessure qu'il eût à l'action des Mines où il commandait.” (1)

L'inventaire des biens de feu M. Coulon et de dame de la Perade, sa veuve, eut lieu les 2, 3 et 4 février 1752. (2)

Quelques semaines après, le 12 mars, madame de Villiers épousait Jean François Gaultier, médecin de Sa Majesté, conseiller, etc. (3)

Nous ne connaissons pas d'enfants issus de son mariage avec M. de Villiers D'après l'abbé Daniel.(4) elle décéda vers 1776, sans laisser de postérité.

Les documents que nous avons prodigués à dessein prouvent clairement que Nicolas-Antoine est celui des frères Coulon de Villiers qui commandait aux Mines en 1747, et qui mourut de ses blessures en 1750. Il ne peut donc être question de lui à la prise du fort Nécessité en 1754 et encore moins à celle du fort Grauville en 1756. Il nous sera plus facile maintenant de faire la part de ceux qui restent.

(1) Correspondance générale, vol. 95. p. 40.

(2) Sanguinet et Du Laurent, notaires

(3) Le contrat passé devant Du Laurent est du 2 mars 1752.

(4) *Histoire des grandes familles*, p. 457.

IV

JOSEPH COULON DE VILLIERS DIT DE JUMONVILLE

Joseph Coulon de Villiers naquit à Verchères le 8 septembre 1718 et fut baptisé le lendemain sous le seul nom de Joseph et non pas Joseph-Louis comme on l'a dit quelques fois.

Il eut pour parrain Joseph de Verchères et pour marraine Marie-Anne Déjourdy. (1)

La carrière militaire de Jumonville, relativement courte, fut cependant bien remplie. Elle est aussi mieux connue que celle de ses frères, car, outre que le nom même de Jumonville empêche qu'on ne le confonde avec les autres de Villiers, ses *Etats de services*, nous permettent de le suivre assez sûrement.

Ces *Etats de services* faits pour être présentés à M. Rouillé, ministre et secrétaire d'état de la marine vont de 1733 à 1749 inclusivement. (2) Nous les donnons ici, sinon dans la forme du moins pour le fond.

En 1733, n'étant âgé que de 15 ans, Jumonville était à la Baie des Puants, sous les ordres de son père.

Que fit Jumonville de 1733 à 1739 ? Il ne le dit pas. Peut-être demeura-t-il au poste St-Joseph des Illinois ? En 1739, il prit part à l'expédition contre les Chichas, qui, comme on sait, furent vaincus et forcés de faire la paix. (3)

(1) Registre de Contrecoeur.

(2) Arch. du Séminaire.—Copie ancienne apportée d'Europe par l'abbé Holmes en 1837.

(3) Le volume 44 de la collection Moreau St-Méry (Archives de la marine), renferme plusieurs relations de cette expédition ; on y trouve les noms de M. de Villiers et du chevalier de Villiers. (Rap. de Richard, 1899, p. 32.)

Pendant l'hiver de 1745, on le trouve en Acadie sous les ordres de M. Marin et il nous apprend qu'il passa l'hiver à parcourir les bois, en raquettes.

L'année suivante il était encore en Acadie, mais sous M. de Lamezay ; il n'est pas impossible qu'il ait pris part au combat des Mines, bien que son nom ne soit pas mentionné.

En 1747, il est envoyé à la Rivière-aux-Sables, à la tête d'un parti de Français et de Sauvages pour s'opposer aux incursions des Agniers ; la même année, il fait encore la campagne contre Corlar, sous les ordres de M. de Lacorne l'aîné.

Un parti de Français et de Sauvages ayant été levé en 1748 pour aller contre les Anglais, Jumonville en eut le commandement. Il partit de Montréal aux premiers jours de juin et le 26 du même mois il était de retour ; il avait tué quatorze ou quinze ennemis.(1)

Enfin en 1749, M. de la Galissonnière, lui confia la mission d'aller mettre l'ordre dans un poste "dérangé", ce à quoi il réussit parfaitement."

Après avoir rappelé que son frère Coulon était mort des suites du coup d'arme à feu qu'il avait reçu en Acadie, Jumonville termine ainsi ses " États de services " :

" Le suppliant espère, Mgr, qu'en vertu des services cy-dessus dont il a en mains les certificats vous ne lui refuserez pas votre puissante protection pour une des trois lieutenances vacantes en Canada. Il prie Votre Grandeur de ne pas perdre de vue la mort de son père, deux de ses frères et d'un beau-frère tués au service. Sa reconnaissance égalera la sincérité des vœux qu'il formera pour votre conservation."

(1) E. B. O'Callaghan, *Documents relative to the colonial history of the state of New-York*, vol. X, p. 168.

Ce document a dû être écrit après le 4 avril 1750, puisque Jumonville y parle de la mort de Coulon qui mourut à cette date.

Cette supplique si bien motivée pourtant, ne fut pas entendue et Jumonville mourut enseigne.

Et encore ce grade d'enseigne il avait dû l'attendre longtemps. Le 20 octobre 1743, Beauharnois proposait Jumonville pour enseigne en second. (1)

L'année suivante, le 30 octobre, le gouverneur revient à la charge et fait remarquer que les enseignes en second se trouveraient remplies par les Srs Villiers de Jumonville et Rigauville qui ont les premières expectatives de cette année. (2)

Enfin, le 8 novembre 1745, Beauharnois écrit encore au ministre qu'il pourrait pourvoir d'une enseigne en pied, Villiers de Jumonville. (3) Fut-il écouté cette fois-ci ? nous aimons à le croire.

Il est difficile de dire ce que fit Jumonville de 1750 à 1754. Seulement, l'inventaire des biens de son frère Nicolas-Antoine, fait en 1752, nous apprend qu'il était alors en garnison à Montréal. Il donne sa procuration et signe :

A handwritten signature in cursive script, reading "Jumonville". The signature is written in dark ink on a light background.

Puis nous arrivons au fait qui a rendu son nom célèbre non-seulement au Canada mais dans une partie de l'Europe.

Ce que l'on a appelé à tort ou à raison l'assassinat

(1) Correspondance générale, vol. 79, p. 233.

(2) " " " 81, bis, p. 282.

(3) " " " 83, p. 221.

de Jumonville, est bien connu. Les historiens tant français et canadiens qu'anglais et américains ont traité ce sujet assez au long pour qu'il ne soit pas nécessaire d'entrer dans tous les détails.

Cependant nous pensons qu'il ne sera pas inutile de donner un aperçu des faits.

Tout le monde sait que les Français et les Anglais se disputaient la possession de la vallée de l'Ohio, appelée la Belle-Rivière.

Peu après son arrivée au pays, M. Duquesne écrivait à M. de Contrecoeur alors commandant à Niagara, pour l'informer qu'il allait envoyer bientôt un détachement de 2,20⁰ hommes pour occuper le territoire contesté. (1)

Des retards inévitables empêchèrent le gouverneur de mettre, tout de suite, son projet à exécution.

Le 27 janvier 1754, il écrivait à M. de Contrecoeur, qu'il avait nommé, le 25 décembre 1753 (2) commandant à la Rivière aux Bœufs et dépendances, d'aller avec 600 hommes, prendre possession de la Belle-Rivière. " Quoique, dit-il, je n'aie pas lieu de présumer que les Anglais ni les Sauvages aient nulle envie de s'opposer à force ouverte à la prise de possession d'un terrain qui nous appartient, il est de la prudence et de la sage précaution que dès l'instant que vous serez au bas de la Rivière aux Bœufs avec le dernier envoi des effets, vous pressiez vos mouvements pour aller construire le fort Duquesne à Chinengué ou aux environs." (3)

Le même jour, M. Duquesne nommait M. de Contrecoeur commandant du nouveau fort et de toute la Belle-Rivière. (4)

(1) Lettre du 28 oct. 1752.—Arch. du Sém.

(2) Arch du Sém.

(3) Ibid.

(4) Ibid.

Le gouverneur se faisait illusion en pensant que les Anglais ne s'opposeraient pas à la prise de possession de la vallée de l'Ohio.

Avant qu'il eût écrit ce qui précède, vers la fin de 1753, Dinwiddie, gouverneur de la Virginie, avait envoyé Washington sommer M. de St-Pierre d'abandonner le territoire qu'il occupait. Celui-ci avait répondu qu'il ne pouvait rien faire sans le consentement de son général et qu'en attendant il garderait son poste.

Informé du fait, Duquesne écrivit aussitôt à M. de Contrecoeur : " Je viens de recevoir une dépêche du Sr de St-Pierre qui m'a envoyé exprès une lettre du gouverneur de la Virginie par laquelle il prétend que la Belle-Rivière leur appartient et qui somme le commandant du détachement de se retirer paisiblement. Comme ce gouverneur ne m'écrit point directement, je me bornerai à vous ordonner qu'en cas qu'il vous somme de nouveau, vous ayez à lui mander que dans vos instructions il est inséré que la Belle-Rivière et ses dépendances appartiennent au Roi Très Chrétien incontestablement. Qu'à l'égard des insultes faites contre le droit des gens, il ne peut nous en attribuer aucune et que si on arrête les Anglais qui viennent traiter sur notre terrain, c'est qu'on est en droit de le faire parce que nous n'allons pas chez eux ; qu'au surplus le Roi, mon maître, ne demande que son droit, il n'a nulle intention de troubler la bonne harmonie et l'amitié qui règne entre sa Majesté et le roi de la Grande-Bretagne.

" Le Général du Canada peut donner des preuves comme il concourt à entretenir la parfaite union entre deux princes amis, puisqu'ayant appris que les Iroquois et Nipissingues du Lac des Deux Montagnes avaient frappé et détruit une famille anglaise du côté de la

Caroline, il leur a barré le chemin et les a forcés de lui remettre un petit garçon de cette famille qui était le seul vivant et que M. Werich (sic) qui était en négociation à Montréal a ramené à Boston.

“ De plus il a défendu à tous les Sauvages de ne point exercer leurs cruautés ordinaires sur les Anglais avec qui nous sommes amis.

“ Voilà, Monsieur, la réponse que vous aurez à faire à ce gouverneur et même aux autres en cas de nouvelle députation. Celle de M. de St-Pierre qu'il vous aura sans doute communiquée est frappée avec beaucoup de dignité, de fermeté et de politesse.” (1)

Bien qu'un peu longue, nous avons voulu faire cette citation parce qu'elle montre bien les idées du gouverneur général du Canada.

Peu après, Duquesne envoyait à la Belle-Rivière le chevalier LeMercier avec les meilleurs officiers et cadets alors à Montréal.

M. de Contrecoeur apprit bientôt que les Anglais étaient à construire un fort à la jonction de la Monongahéla et de l'Ohio.

Il crut que c'était le temps de se servir de la réponse que Duquesne l'avait chargé de faire au gouverneur de la Virginie. Il confia cette mission à M. LeMercier.

Nous avons sous les yeux une belle copie de la sommation faite par cet officier; elle est du 16 avril 1754, “ dernière fête de Pasques ” et signée Contrecoeur. (2)

Cette démarche eut un bon effet; les Anglais abandonnèrent leurs travaux et s'enfuirent. Il n'y eut aucun

(1) Duquesne à Contrecoeur, 30 janv. 1754—Arch. du Séminaire.

(2) Arch. du Sém.—A cette sommation M. de Contrecoeur ajouta des “ Paroles pour les Sauvages qui sont avec les Anglais à leur établissement.”

désordre et Duquesne écrivait le 11 mai : " Il est à souhait que dans votre conduite il ne se soit rien passé qui approche de l'acte d'hostilité." (1)

Washington ne tarda pas à être informé du coup que les Français venaient de porter à leur établissement. Le 1er mai 1754, il partit de Will's Creek, se rendit aux Grandes Prairies et y bâtit un fort. (2)

Pendant ce temps, M. de Contrecoeur qui prévoyait que les Anglais ne se laisseraient pas décourager pour si peu, avait chargé Jumonville d'aller à la découverte. Il en avertit le gouverneur qui répondit le 20 juin : " J'ai appris avec plaisir que vous vous servez utilement des Srs de Jumonville et Drouillon pour vous assurer des bruits qui se répandaient que l'Anglais marche à force ouverte." (3)

En partant, M. de Jumonville avait reçu de M. de Contrecoeur une sommation qu'il devait lire aux Anglais, s'il les rencontrait. Nous avons devant nous une copie de ce document ; elle est signée de la main de M. de Contrecoeur qui a écrit au revers : " cegonde sommation au zanglois ei M. de Jumonville lès trouves dans sa découverte, du 23 May 1754." Plus tard et d'une autre encre M. de Contrecoeur écrivit : " illés za trouvé et l'on tué en leur fesan lire." (4)

En effet, M. de Jumonville, parti avec une escorte de 34 hommes, fut cerné, dans la nuit du 27 au 28 mai par le détachement de Washington. Les Français se voyant entourés saisirent leur armes. " Feu," cria Washington, et lui-même déchargea son fusil ; une seconde décharge suivit de près la première. Mais

(1) Arch. du Sém.

(2) Ferland, II, p. 506.

(3) Arch. du Sém.

(4) Ibid.—Appendice L.

Jumonville, par un interprète, avertit qu'il avait quelque chose à communiquer. Le feu cessa et pendant que Jumonville faisait lire la sommation, il reçut à la tête une balle qui le renversa mort. Les Anglais se jetèrent alors sur la petite troupe ; il y eut dix Canadiens tués, un blessé et vingt et un prisonniers. Deux Canadiens purent se sauver et apportèrent la nouvelle. (1)

M. de Contrecoeur s'empresse de faire connaître à M. Duquesne les circonstances de cette affaire. Celui-ci répondit le 24 juin : " Je ne m'attendais pas, monsieur, à un changement si subit que celui dont vous m'informez par votre lettre du deux courant et que les Anglais aient poussé la cruauté jusqu'à l'assassin (sic) d'un officier chargé de mes ordres ; oui ce meurtre est unique et ne peut se laver que par une effusion de sang, si l'anglais ne se presse point de m'envoyer les meurtriers pour preuve de son désaveu, démarche qu'il devrait faire sur le lieu où l'assassinat a été commis ; en attendant qu'il vous donne satisfaction, faites main basse sur tout ce que l'on trouvera de cette nation." (2)

On le voit, Duquesne ne parlait de rien moins que d'un assassinat. Aussi l'indignation fut-elle extrême non seulement au Canada mais encore en France. Les autorités racontèrent et commentèrent les détails de l'affaire et le futur académicien Thomas se mit à travailler à un long poème consacré à la mémoire de Jumonville. (3)

De leur côté, les Anglais expliquèrent leur conduite et assurèrent qu'il n'y avait eu ni guet-apens, ni assas-

(1) Ferland, II, 506.

(2) Arch. du Sém.

(3) Ce poème fut publié en 1759.

sinat mais acte de bonne guerre, ajoutant que M. de Jumonville avait été imprudent et que c'était à lui qu'il fallait s'en prendre de ce qui venait d'arriver.

Washington écrivit dans son journal : " que les prisonniers lui apprirent qu'ils avaient été envoyés avec une sommation pour le faire retirer " et il ajoute : " spécieux prétexte pour pouvoir découvrir notre camp et prendre connaissance de nos forces et de notre situation." Et plus loin : " Ils prétendent qu'ils nous appelèrent aussitôt que nous fûmes découverts ; c'est une absolue fausseté, car j'étais alors à la tête de la marche en allant à eux et je puis affirmer qu'aussitôt qu'ils nous virent, ils coururent à leurs armes, sans appeler, ce que j'aurais du entendre s'ils l'avaient fait." (1)

Toutes ces affirmations si contraires à celles des Français ne sont pas faites pour éclaircir l'affaire. Si, comme le dit Washington, ce furent les prisonniers qui lui apprirent qu'ils étaient porteurs d'une sommation il faudrait en conclure que Jumonville n'a pas lu la sommation et alors on s'expliquerait que le commandant n'ait pas vu un ambassadeur dans la personne de l'officier français.

Mais il reste à savoir si les choses se sont bien passées ainsi.

On a dit que l'apologie que Washington fait de lui-même et de sa conduite, dans son journal, montre qu'il sent le besoin de se justifier.

C'était son droit. Toutefois il nous semble qu'il feint un peu trop de ne pas croire à une ambassade. Mais était-ce une chose si rare ? Le vent était aux sommations. Dinwiddie lui-même en avait fait servir une à M. de St-Pierre en octobre 1758 et l'officier chargé de la lui remettre avait été reçu avec toute la politesse

(1) Cf. Mémoire du duc de Choiseul, p. 127.

possible ; le 16 avril précédent (1754) M. de Contre-cœur avait fait sommer les Anglais de se retirer du confluent de l'Ohio et de la Monongahéla et les choses s'étaient bien passées.

Quoi d'étonnant que M. de Contre-cœur, informé que les Anglais avançaient toujours, ait envoyé porter une nouvelle sommation ? Et cette nouvelle sommation, quoiqu'en dise Washington, n'était pas si insolente et ne sentait pas si fort la gasconnade ; elle n'était que le pendant de celle que M. LeMercier avait servie aux Anglais quelques semaines auparavant et dont personne ne s'était plaint.

Enfin Washington nous paraît exagérer quand il dit que la suite qui accompagnait Jumonville aurait été digne d'un prince qui aurait été ambassadeur tandis qu'il n'était qu'un simple officier français.

A Londres, à Paris ou à Boston la chose aurait pu paraître ainsi mais à travers les bois, en pleine forêt, exposé à rencontrer des Sauvages ennemis, prince ou manant aurait fait une folie de partir avec quelques hommes seulement.

Encore une fois tout n'est pas clair dans cette affaire et il sera toujours difficile de faire la part des responsabilités qui revient à chacun.

Si l'on admet que Washington avait trop de noblesse de caractère pour avoir voulu profiter d'un guet-apens, on devra reconnaître aussi que Duquesne, Contre-cœur et Jumonville étaient trop gentilshommes pour avoir eu les intentions qu'on leur prête. Les extraits que nous avons donnés plus haut prouvent assez jusqu'à quel point les Français cherchaient à éviter la guerre.

• Disons donc, si l'on veut, qu'il y a eu de part ou d'autre malentendu, précipitation, imprudence même, mais laissons à chacun des commandants le bénéfice

du doute et n'allons pas pour blanchir l'un noircir l'autre.

Le 10 octobre 1754, Duquesne écrivait au ministre :
“ La Ve du sieur Villiers de Jumonville, enseigne en pied qui était un sujet des plus distingués dans son grade, mérite commisération. (1) ”

M. de Jumonville avait épousé à Montréal, le 11 octobre 1745, Marie-Anne-Marguerite Soumande, fille de Jean-Pascal Soumande et d'Ursule LeVerrier. De cette union naquirent cinq enfants : Joseph né et décédé en 1746 ; Joseph né en 1748 ; Hippolyte-Etienne né en 1749 ; Marie-Anne-Catherine née le 12 juin 1752 et inhumée le 30 août suivant à Montréal ; (2) enfin Charlotte-Amable baptisée le 16 août 1754 et née probablement après la mort de son père. (3)

Charlotte-Amable vivait encore en 1760.

Le 15 décembre 1755, madame de Jumonville épousa en secondes noces Pierre Bacheie, sieur de Barrante, chevalier, capitaine au régiment de Béarn.

Le 21 mai 1760, madame de Barrante devenait veuve une seconde fois et le 28 juin suivant le marquis de Lévis écrivait au ministre Berryer : “ Je joins mes sollicitations à celles de M. le marquis de Vaudreuil en faveur de madame Barrante veuve anciennement de M. de Jumonville, officier de la colonie, tué au commencement de la guerre, dont elle a une fille. Elle avait épousé en secondes noces le sieur Barrante, premier capitaine du régiment de Béarn, homme de condition dont elle a une fille. (4) Il vient de mourir

(1) Correspondance générale, vol 99, p. 275.

(2) Tanguay ne mentionne pas cette fille.

(3) Rég. N. D. de Montréal.

(4) Louise-Charlotte, baptisée le 18 Déc. 1756 à Montréal—M. de Montcalm fut son parrain.—Reg. de Montréal.

de ses blessures. Cette veuve est sans biens; chargée de ses deux filles; je vous serai particulièrement obligé de ce que vous voudrez bien faire pour elle et lui procurer une pension et places à St-Cyr pour ses filles." (1)

Le même jour il écrivait à peu près dans les mêmes termes au maréchal de Belle-Isle, seulement il ajoutait : " elle est petite fille à M. le Marquis de Vaudreuil." (2)

Madame de Jumonville obtint-elle une pension pour elle et des places à St-Cyr pour ses filles? Nous n'en savons rien.

Nous ne pouvons pas même dire ni où ni quand elle mourut. Ce que nous savons c'est que le nom de Jumonville, si célèbre au Canada, ne s'y rencontre plus depuis longtemps.

AMÉDÉE GOSSELIN, PTRE.

(A suivre)

LAC ABITIBI

Apitaunipi, en montagnais, veut dire : " là où l'eau se rencontre à mi-chemin."

Dans la langue crise ce mot a à peu près la même signification. Il est formé de *Abittaw*, milieu, moitié, et *nipiy*, eau, qui fait *ipi*, d'où *abitibi*, eau du milieu, eau à mi-distance. Le nom de ce lac, dit le Père Lacombe, vient de sa position à la hauteur des terres entre la baie d'Hudson et le Saint-Laurent. (3)

(1) Lettre de Lévis.--Collection Lévis, p. 365.

(2) Elle était petite fille de Vaudreuil, par alliance : la grand'mère maternelle de madame de Jumonville, Charlotte-Fleury d'Eschambault, avait épousé, en secondes noces, le marquis de Vaudreuil.

(3) *Dictionnaire de la langue des Cris*, p. 705.



MGR BERNARD-CLAUDE PANET
-ARCHEVÊQUE DE QUÉBEC

REPONSES

"Envoyer au diable au vert." (XII, IV, 1136.)
Il est un juron que les gens du peuple ont souvent à la bouche, lorsqu'ils veulent se débarrasser d'un importun. Ils disent tout crûment : *Allez vous en au diable au vert !*

Cette formule—disons-le tout de suite—n'est pas de facture canadienne. Elle nous vient en ligne directe de France où elle est encore en usage.

Envoyer quelqu'un "au diable au vert", c'est lui signifier simplement qu'il s'en aille le plus loin possible.

L'origine de cette formule passée dans le langage courant, est assez curieuse et même assez peu connue du grand nombre. Disons d'abord que le mot *Auvert* est une corruption de *Vauvert* ou *Val-vert*, château habité par le roi de France Philippe-Auguste, après son excommunication et hanté depuis lors par des revenants et des démons.

Ce château était situé dans les environs de Paris et l'on y arrivait, paraît-il, par le chemin de Vauvert qui prit plus tard à cause des superstitions populaires le nom de rue d'Enfer. Il y a une vingtaine d'années, cette même rue a été baptisée par le conseil municipal de rue Denfert-Rochereau.

EUG. ROUILLARD

M. de La Forest a la Baie d'Hudson. (XII, VI, 1149.)—Deux officiers du nom de La Forest sont venus dans la Nouvelle-France. Le premier, François de la Forest, fut un des principaux lieutenants de Cavelier de la Salle dans les pays d'en haut. Il commanda successivement les forts Saint-Louis, Cataracoui et Détroit. Il mourut à Québec le 15 octobre 1714. Le Père de Charlevoix dit qu'il était fort honnête homme, bon officier et qu'il servit très bien le roi.

Pour aujourd'hui nous ne nous occuperons que de l'autre M. de La Forest, celui qui fit le voyage de la baie d'Hudson

En 1694, M. d'Iberville recevait du roi l'ordre d'aller s'emparer du fort Nelson, à la baie d'Hudson. Deux vaisseaux lui furent donnés pour cet objet, le *Poli*, commandé par lui-même, et la *Salamandre*, commandée par son frère M. de Sérigny.

Au nombre des officiers qui s'embarquèrent avec les deux frères LeMoine nous voyons MM. LeMoine de Châteauguay, LeGardeur de Tilly, Du Tast, LeGardeur de Caumont, La Forest, etc., etc.

Les Canadiens ne partaient jamais en expédition guerrière sans amener un prêtre avec eux. C'est le Père Pierre-Gabriel Marest, Jésuite, qui les suivit en qualité d'aumônier.

L'expédition partit de Québec le 10 août 1694. Les vents contraires la retardèrent beaucoup et ce ne fut que le 24 septembre qu'elle arriva à la rivière Bourbon. "La joie fut grande dans tout l'équipage, dit le Père Marest, qui était à bord du *Poli*. C'était un vendredi. Nous chantâmes l'hyme *Vexilla Regis* et surtout l'*O crux Ave*, que nous répétâmes plusieurs fois pour honorer la croix adorable du Sauveur, dans un pays où elle est inconnue aux barbares, et où elle a été tant de fois profanée par les hérétiques qui y ont abattu avec mépris toutes les croix que nos Français y avaient autrefois élevées."

Le 13 octobre, M. d'Iberville, après avoir fait tous ses préparatifs de siège, somma le commandant du fort Nelson de se rendre. L'Anglais demanda jusqu'au lendemain pour donner sa réponse. Ce qui lui fut accordé. Le lendemain, il amenait pavillon, et M. d'Iberville envoyait aussitôt un de ses lieutenants et 60 hommes prendre possession du fort. Lui-même y

entra le 15 octobre, et changea son nom de fort Nelson en celui de fort Bourbon.

M. d'Iberville resta au fort Bourbon près d'une année.

Au mois de septembre 1695, M. d'Iberville partit pour la France avec ses deux vaisseaux. Il laissa au fort Nelson ou Bourbon une garnison de 80 hommes avec M. La Forest, un de ses officiers, comme commandant. Le Père Marest resta aussi avec la garnison.

M. de La Forest était depuis onze mois commandant du fort Bourbon lorsque, au mois d'août 1696, il fut attaqué par cinq vaisseaux anglais commandés par le capitaine Guillaume Allen. Il offrit d'abord quelque résistance, mais les forces étaient tellement disproportionnées qu'il fut bientôt forcé de capituler. Le 31 août, les deux commandants convinrent et signèrent les articles de capitulation préparés par La Forest :

“ Je consens de vous rendre mon fort sur les conditions suivantes :

“ 1^o Que moi et tous mes gens, tant Français que Sauvages et un Anglais qui est mon domestique, auront tous la vie sauve et la liberté, sans qu'il nous soit fait aucun tort ou violence, soit en nos personnes ou en ce qui nous appartient.

“ 2^o Nous sortirons du fort avec nos armes, tambour battant, mèche allumée, balle en bouche, enseignes déployées et emporterons avec nous, les deux canons que nous avons emportés de France.

“ 3^o Nous seront transportés tous ensemble, en votre propre vaisseau, à Plaisance, qui est un fort français de Terre-Neuve. Nous ne voulons point rendre le fort jusqu'à ce qu'on nous embarque et nous aurons le pavillon français arboré dans le fort jusqu'à ce que nous en sortions.

“ 4^o Si nous rencontrons de nos vaisseaux, il y aura

trêve entre vous et eux, et il leur sera permis de nous transporter avec tout ce qui nous appartient.

“ 5° Nous emporterons avec nous tous les castors et autres marchandises que nous avons traités cette année, qui seront embarqués avec nous sur vos vaisseaux.

“ 6° Tous mes gens emporteront leurs hardes et tout ce qui leur appartient sans qu'ils soient visités ni pillés de quoique ce soit.

“ 7° Pendant le voyage en cas de maladie, vous nous fournirez tous les remèdes et médicaments dont nous aurons besoin.

“ 8° Les deux Français qui doivent revenir avec les Indiens seront reçus dans le fort à leur retour, où ils seront traités comme les Anglais et transportés en Europe la même année, où il leur sera fourni toutes choses nécessaires pour les rendre à La Rochelle.

“ Nous aurons le libre exercice de notre religion et il sera permis au père Jésuite, notre missionnaire, de faire publiquement les fonctions de son ministère.”

Allen, au mépris de ses engagements, conduisit LaForest et ses gens en Angleterre. Arrivé à Plymouth en octobre suivant, LaForest porta aussitôt ses plaintes au commissaire de la marine de ce port.

Mais Allen qui voulait garder son riche butin trouva des gens assez influents pour faire retarder indéfiniment la prise en considération de la plainte de La Forest.

Celui-ci tomba malade et mourut à Londres le 27 août 1697.

La Cour de France s'occupa cependant de ce déni de justice et le 8^e article du traité de paix signé à Ryswick le 20 septembre 1697 déclare que la capitulation accordée par les Anglais au commandant du fort Bourbon le 31 août 1696 sera exécutée suivant sa forme et teneur, et les effets dont il fait mention incessamment rendus.

QUESTIONS

1152—Dans la Notice Biographique sur le Vte Walsh, écrite par le comte d'Hossonville, en préface des *Souvenirs de Cinquante Ans* de Walsh, je lis, page 12 : " Enfin le même comte de Walsh-Serrant fut créé par Louis XV colonel propriétaire de l'un des trois régiments de la brigade irlandaise qui se classait ainsi : Berwick, Walsh, Dillon ". Et en note, au bas de la page : " Le régiment de Walsh a contribué par sa valeur à la conquête du Canada et particulièrement de Québec. Le burin s'est chargé de consigner ce fait historique ".

Il y a évidemment erreur quant à la conquête du Canada par un régiment français, mais pour la défense ?

Le régiment de Walsh est-il venu au Canada ? Si oui, sous quel nom ?

GONZAGUE

1153—Quels services le pilote Raby avait-il rendus aux Anglais pour être si bien traité par eux quelques années après la conquête ?

NAVIG.

1154—Je lis dans Daniel qu'en 1784 Louis XVI créa Michel Chartier de Lotbinière marquis. Ce fait est-il bien authentique ? Les lettres de création de ce marquisat existent-elles encore ?

NOBLE

1155—En mai 1665, le Conseil Souverain décide de tenir ses séances dans la maison du nommé Lavigne, huissier, le palais étant réservé pour Mgr de Tracy que l'on attendait. Le Conseil donne en même temps plusieurs ordres pour des réparations au palais destiné au vice-roi. Quel était ce palais ? Où était-il situé ?

RIP.

VOL. XII

AOUT 1906

No 8

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de août : Notes sur la famille Coulon de Villiers (suite), Amédée Gosselin, prêtre ; Le gouverneur Haldimand et les prêtres français ; Le découvreur du Nord-Ouest ; Le livre de M. Delisle ; Questions, etc., etc.

Gravure : L'hon. Jean-Anfoine Panet.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Bibliographie du parler français au Canada—Catalogue analytique des ouvrages traitant de la langue française au Canada dressé par James Geddes et Adjutor Rivard. Québec—1906.

Notes historiques sur la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, par l'abbé F.-E.-J. Casault—Québec. Typ. Dussault & Proulx—1906. Prix : \$0.50.

Leçons d'hygiène pratique, par E.-F. Panneton, M. D. Montréal, librairie Beauchemin—1906. Prix : \$0.25.

La préoccupation religieuse dans la littérature contemporaine, par le Père Hyacinthe Schmitt, des Frères Prêcheurs —St-Hyacinthe—1906.

Octave Crémazie, par Fernand Rinfret—St-Jérôme, librairie J.-E. Prévost—1906 —Prix : \$0.25.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

AOUT 1906

No 8.

NOTES SUR LA FAMILLE COULON DE VILLIERS

(Suite)

V

LOUIS COULON DE VILLIERS DIT LE GRAND VILLIERS

La mort de Jumonville en 1754, ne laisse plus que deux survivants des frères Coulon de Villiers : Louis et François. Tous deux se sont fait remarquer tant pour le nombre que pour l'importance des services qu'ils ont rendus à la colonie ; seulement il faut donner à chacun la part qui lui revient et c'est, à notre avis, la partie importante de notre travail.

Jumonville fut vengé par un de ses frères : Louis ou François évidemment, puisque ce sont les seuls qui lui survécurent ; mais lequel des deux ?

Certains historiens ont prétendu, il est vrai, que Nicolas-Antoine avait été le vengeur de Jumonville, mais nous avons prouvé en son lieu que cette affirmation n'est pas exacte et nous n'y reviendrons pas.

D'autres, comme Dussieux, (1) Thwaites, (2) M. E. Mallet, (3) etc., affirment que c'est Louis ; enfin une

(1) *Le Canada sous la domination française*, p. 123, note.

(2) *Relations des Jésuites*, Edition Burrows, vol. 70.

(3) *Washington et Coulon de Villiers*, (Bulletin de la Société historique Franco-Américaine, Boston 1906.)

tradition respectable conservée dans la famille de François attribue à ce dernier l'honneur de cette vengeance mémorable.

Si, à notre tour, il nous est permis de donner notre opinion, nous dirons, sans cependant prétendre à l'infailibilité, que Louis, surnommé le Grand Villiers, a été le véritable vengeur de Jumonville, c'est-à-dire celui qui prit le fort Nécéssité en 1754.

Quelques documents bien clairs, bien catégoriques auraient réglé la question ; il eut suffi qu'un bon vieux papier du temps eût porté en toutes lettres le nom de Louis ou celui de François, en rapport avec la prise du fort Nécéssité ; malheureusement les messieurs de Villiers n'étaient pas prodigues de leurs noms de baptême et les autorités du temps ne s'en souciaient pas davantage.

Nous nous contenterons donc de documents moins affirmatifs mais dont l'ensemble, croyons-nous, ne laisse pas que de prouver notre avancé.

Le moyen le plus sûr est de donner le *cursus vitæ* de Louis, de le dégager, pour ainsi dire, de ces *à peu près* qui ont fait qu'on l'a confondu si facilement avec son frère le chevalier François.

Une remarque avant d'aller plus loin. Les nombreux manuscrits et imprimés que nous avons consultés, à quelques exceptions près, nous ont permis de constater que Louis était généralement connu sous le seul nom de M. de Villiers, capitaine ou officier de la colonie, tandis que François était toujours ou presque toujours appelé M. le chevalier de Villiers. Ajoutons encore que Louis fut plus particulièrement employé dans le pays des grands lacs ou dans les environs de Montréal tandis que François qui était officier à la Louisiane y demeurait le plus souvent.

Louis naquit à Verchères le 10 août 1710 ; il eut pour parrain Louis Audet Sr de Bailleul et pour marraine Marguerite de Verchères. (1)

Comme ses frères, il entra jeune dans le service et suivit son père au poste de la Rivière St-Joseph des Illinois. Le 7 mars 1729, il y est parrain : " Louis Coulon de Villiers le fils ", dit l'acte. En 1731, le 26 janvier, il tient encore un enfant sur les fonts ; il est alors cadet à l'aiguillette et signe simplement Villiers. (2)

Il fut fait enseigne en second à la promotion de 1732 qui donnait à son père une expectative de compagnie " Villiers fils cadet," dit la liste. (3)

Nous ne pouvons dire avec certitude ce qu'il devint après cette date ; peut-être demeura-t-il encore plusieurs années dans les pays d'en haut.

Une liste des officiers pour 1739, mentionne un Coulon de Villiers enseigne en second, qui promet. (4) Ne serait-ce pas Louis ?

Plusieurs relations de 1740 sur l'affaire des Chicachas indiquent les noms du chevalier de Villiers et de M. de Villiers ; (5) ce dernier nous laisse encore dans l'incertitude de même que le Sr de Villiers qui est au fort St-Frédéric de 1741 à 1744. (6) Dans les deux cas pourtant, nous sommes porté à croire que c'est Louis.

(1) Reg. de Contrecoeur.

(2) Reg. St-Joseph des Illinois.

(3) Arch. du Séminaire.—L'aîné était déjà enseigne à cette date et François ne le fut qu'après 1733.

(4) L'abbé Daniel, *Famille De Léry*, p. 202.

(5) *Rap. de Richard* 1899, p. 32.

(6) U. Beaudry, *Un vieux fort français. Rapports de la Société Royale*, V, p. 97.

En novembre 1746, le général fait partir " M. de Villiers, lieutenant des troupes avec cent Sauvages de l'Acadie qui hivernent aux environs de Québec pour se rendre à Montréal pour, de là, être distribués dans les différentes garnisons établies sur les frontières vers le fort St-Frédéric." (1)

Il doit s'agir ici de Louis puisqu'au mois de juillet précédent M. de Beauharnois avait nommé le chevalier pour servir sous les ordres de M. DeMuy dans les pays d'en haut (2) et que Nicolas-Antoine et Jumouville étaient en Acadie.

Le 12 avril 1747, M. de Villiers officier, 8 cadets et 100 habitants partent de Montréal pour Chateaugué à l'occasion de plusieurs pistes que les Iroquois assuraient avoir vues ; ils revinrent sans avoir rien trouvé. (3)

M. de Villiers était souvent à Montréal où il demeurait au retour de ses expéditions.

Le 10 février 1749, il y est témoin à un mariage " Coulon de Villiers, lieutenant dans les troupes ", il signe " de Villiers ". (4)

Le 7 juin 1750, il est parrain et encore lieutenant ; il signe tout court : " Villiers ". (5)

Peu après, il alla prendre le commandement du poste des Miamis.

Ses instructions, signées par la Jonquière, sont datées de Montréal, 10 juillet 1750 : " pour le Sr de Villiers, lieutenant d'infanterie, commandant au poste des Miamis."

(1) Corresp off. des gouv.—copie aux Arch. du Sém.

(2) Arch. du Sém.

(3) *Doc. R. à la N.-F.* III, p. 332.

(4) Reg. de Montréal.

(5) Ibid.

Après lui avoir ordonné de partir incessamment dans un canot du roi avec deux soldats pour se rendre au poste des Miamis avec le convoi de M. de Céloron qui va au Détroit, le gouverneur ajoute : “ Nous l’avons instruit des dispositions peu avantageuses des nations du dit poste pour les français et il sait que nous nous sommes déterminé à lui en donner le commandement que sur le crédit qu’il s’est acquis parmi ces nations, sur sa capacité et le zèle qu’il a pour le service du roi ; ainsi il doit faire son possible pour répondre à la confiance que nous avons en lui dans un commandement si important eu égard aux circonstances présentes.” (1)

M. de la Jonquière entre ensuite dans une foule de détails qu’il serait trop long de rapporter ici mais qu’on peut résumer ainsi : accorder une amnistie générale aux Miamis, les détacher de l’alliance anglaise et en faire des amis des français. Il termine en ordonnant à M. de Villiers de lui rendre compte de ce qui se passera dans son poste, par toutes les occasions possibles et de ne lui envoyer des exprès que pour des cas extraordinaires et très pressants. “ Au surplus,” dit-il, “ nous nous en rapportons à la sagesse, prudence et expérience du dit Sr de Villiers pour tous les autres cas que nous n’avons pu prévoir dans la présente instruction.” (2)

On se demandera peut-être si ce M. de Villiers est bien Louis. Nous trouvons la réponse à cette question dans l’inventaire des biens de Nicolas-Antoine, fait en 1752. Le notaire mentionnant les absents écrit : “ Louis Coulon, Ecuyer Sr de Villiers, lieute-

(1) Arch. d’Ottawa. Amérique du Nord. Canada. Etablissement de divers postes, vol. 13, p. 285.

(2) Loco. cit.

nant dans les troupes, actuellement dans les pays d'en haut, et M. le chevalier de Villiers, lieutenant au Mississipy. (1)

C'est donc bien Louis de Villiers qui commandait aux Miamis. Il y demeura jusqu'à l'automne de 1753. Au mois de juillet de la même année. M. de Courtemanche écrivait à M. de Contrecoeur : " Je ne doute pas, comme ami de M. de Villiers que vous ne vouliez bien vous charger de ses paquets que M. Chabert doit vous remettre à Niagara." (2)

Et le 31 octobre, M. Duquesne écrivait au ministre : " Malgré la précaution du sieur de Villiers, les Miamis rebelles ont été lever la chevelure chez les anglais. (3)

M. de Villiers revenait peu après à Montréal. Le 29 décembre 1753, il se mariait. A l'acte il est dit : " capitaine des troupes de cette garnison " et signe : Coulon Villiers. (4)

M. de Villiers ne demeura pas longtemps à Montréal. Le gouverneur avait été informé par M. de Contrecoeur des tentatives des Anglais contre les établissements de la Belle-Rivière et il se prépara à lui envoyer des secours et à renforcer les postes des environs.

Il réussit à lever un certain nombre de Sauvages chrétiens du Sault, du Lac des Deux-Montagnes et de Lorette et après avoir mis à leur tête de bons officiers,

(1) Du Laurent, not.—Greffé de Québec.

(2) Arch. du Sém.

(3) Brymner, 1888, CLXIV.

(4) Louis de Villiers variait ses signatures ; nous lui en connaissons quatre ou cinq différentes : Louis de Villiers, Villiers, De Villiers et Coulon Villiers. Les trois dont nous donnons les fac-simile plus loin se ressemblent absolument, comme écriture.

il les fit partir pour la Belle-Rivière. Le 14 juin (1754) ils étaient rendus à Chatocoin (1) et l'ingénieur de Léry fils, qui se trouvait là écrivait dans son journal : (2) " Le 14 juin, à 6 heures du soir, sont arrivés *M. de Villiers* capitaine à la tête des Nipissingues et Algonquins ; *M. de Longueuil*, *idem*, à la tête des Iroquois ; *M. de Montesson*, lieutenant, à la tête des Abénakis ; *M. de Longueuil*, enseigne en second, avec les Hurons de Lorette. Toutes ces nations pouvaient faire ensemble le nombre de 120 à 130 hommes."

Pour nous, ces paroles de M. de Léry ont une grande importance : elles prouvent que M. de Villiers, lorsqu'il arriva au fort Duquesne, ne venait ni des pays d'en haut, ni du Mississipi, mais de la région de Montréal.

Les Nipissingues et les Algonquins qu'il commandait plus particulièrement avaient leur résidence, avec un certain nombre d'Iroquois et de Hurons, au Lac des Deux-Montagnes. (3)

On comprend maintenant que de Villiers ait pu écrire dans son journal qu'il était arrivé au fort Duquesne " avec les différentes nations dont M. le général m'avait donné le commandement."

Le général, ou si l'on aime mieux, le gouverneur, était à Montréal à cette époque, et il envoyait, par groupes, les renforts qu'il avait promis à M. de Contrecoeur.

(1) Chatocoin ou Chatauque, lac situé dans le comté de Chatauque, état de New-York ; à quelques lieues du lac Erie." — *Cours d'Histoire*, II, p. 39, note.

(2) Arch. du Sém.

(3) Cf. *Cours d'histoire*, II, p. 458.—Un plan de la mission du lac des Deux-Montagnes indique la place qu'y occupaient les différentes nations. (Arch. du Sém.)

“ Lorsque la nouvelle de la mort de Jumonville parvint à Montréal, écrit Parkman, (1) Coulon de Villiers frère de l'officier massacré fut envoyé sur le lieu.”

On lit encore dans : *Illinois historical and statistical Moses* : (2) “ En apprenant la défaite et la mort de Jumonville, son frère Coulon de Villiers qui avait été envoyé à cet effet de Montréal, partit du fort Duquesne..... pour venger sa mort.”

Que de Villiers soit parti de Montréal ou des environs, nous en sommes convaincu, mais qu'il ait été envoyé, comme le dit cet auteur pour venger Jumonville c'est ce que nous ne pouvons admettre pour la raison que quand de Villiers partit avec les nations pour l'Ohio la nouvelle de la mort de Jumonville n'était pas encore connue à Montréal. De Villiers dut l'apprendre en chemin.

Deux jours après son arrivée à Chatocoin il en repartait et M. de Léry écrivait dans son journal, le 16 juin : “ M. de Villiers et les autres officiers à la tête des Sauvages, partent pour le fort Duquesne par la route du lac Chatocoin en canots d'écorce.” M. de Villiers portait à M. de Contrecoeur des marchandises et de la poudre. (3)

Péan qui était alors à Chatocoin écrivait à M. de Contrecoeur, son oncle : “ J'ai eu bien de la peine à me défaire de M. de Carqueville qui est un excellent officier ; lui, avec Mrs de Villiers et LeMercier vous secorderont parfaitement, j'envie leur bonheur.” (4)

(1) *Montcalm et Wolfe*, I, p. 153.

(2) Vol. I, p. 113.

(3) Lettre de Péan, 15 juin 1754.— Arch. du Sém.

(4) Péan, loco. cit.

Le même jour, Péan envoyait avertir le gouverneur, à Montréal, du départ de M. de Villiers pour le fort Duquesne.

L'intention de M. Duquesne était que M. de Villiers, après avoir porté des vivres à M. de Contrecoeur, revînt pour continuer la tournée des postes, dans le cas où M. Péan qui était malade ne pourrait la faire (1)

Cependant les choses ne se passèrent pas tout à fait ainsi. M. de Villiers était arrivé au fort Duquesne le 26 juin sur les huit heures du matin "avec les différentes nations dont M. le général m'avait donné le commandement," dit-il dans son journal. (2)

Il apprit en arrivant que M. de Contrecoeur devait faire partir le lendemain un détachement de 500 Français et quelques Sauvages pour aller chasser les Anglais et venger la mort de Jumonville. Le chevalier LeMercier avait été nommé pour commander cette petite troupe ; c'était un excellent officier, "mais," écrit M. de Villiers, "comme j'étais son ancien, que je commandais les nations et que mon frère avait été assassiné, M. de Contrecoeur m'honora de ce commandement et M. LeMercier me témoigna, quoique privé du commandement, qu'il se ferait un grand plaisir de faire la campagne sous mes ordres." (3)

M. Duquesne averti de ce changement écrivait à M. de Contrecoeur le 19 juillet : "J'aurais été égale-

(1) Duquesne à Contrecoeur, 1er juillet 1754 — Arch. du Séminaire.

(2) Le journal de M. de Villiers a été publié en grande partie dans le Précis des faits, dit Mémoire du duc de Choiseul, en 1756, etc ; il a été réimprimé en entier par la Société historique de la Louisiane en 1905, d'après une copie faite par nous même sur celle de M. de Contrecoeur conservée au Sém. de Québec. Nous le donnons en appendice.

(3) Journal de de Villiers.

ment tranquille si le chevalier LeMercier avait commandé cette troupe, mais on ne pouvait la refuser au Sr de Villiers qui est un officier de distinction et auquel le Sauvage a beaucoup de confiance." (1)

Les détails de cette expédition sont connus ; on les trouvera d'ailleurs au journal de M. de Villiers et dans la plupart des Histoires du Canada ; nous prenons la liberté d'y renvoyer le lecteur.

Notons seulement que l'expédition fut heureuse. Le 3 juillet le détachement était devant le fort Nécéssité ; il fallut combattre en plein jour et à découvert ce qui n'empêcha pas les Canadiens de montrer beaucoup d'ardeur. Les Anglais se défendirent bien mais après un combat qui dura dix heures ils consentirent, suivant la proposition qu'on leur en fit, à capituler pour éviter l'assaut.

Le même soir, les articles de la capitulation étaient signés par James MacKaye, G. Washington et Coulon-Villiers.

Puis le commandant français ramena en bon ordre sa petite troupe au fort Duquesne où il arriva le 7 juillet à 4 heures.

Cette brillante victoire eut un grand retentissement dans toute la colonie.

Le 25 juillet, Duquesne écrivait à M. de Contrecoeur : " Rien de plus à souhait, monsieur, que la jolie affaire qui vient de se passer au haut de la rivière Malengueulée puisqu'elle concilie la bravoure, la prudence et l'humanité. C'est, selon moi, le plus beau coup qui se soit fait en Canada, parcequ'il est rare que dans ce pays-ci on ait vu des combats en front de Bandière et que ce n'est toujours que par surprise que l'on attaque son ennemi. Tout s'est passé selon

(1) Arch. du Séminaire.

mes désirs, la leçon est bonne et je m'attends qu'elle sera incrustée dans la mémoire des Anglais et des Sauvages." (1)

Le 30 du même mois, Bigot, après avoir félicité Contrecoeur d'avoir si bien pris ses mesures pour l'affaire du fort Nécessité, ajoutait : "...et le sieur de Villiers a exécuté au mieux de son côté, les ordres que vous lui avez donnés." (2)

Vers la fin de juillet, M. de Villiers revint à Montréal apportant à M. Duquesne les lettres de M. de Contrecoeur. Le gouverneur écrivait à ce dernier le 14 août 1754 : "J'ai été fort aise d'embrasser cet officier qui vient de servir si bien l'État et sa patrie." (3)

Le gouverneur ne se contenta pas de féliciter de Villiers mais il le recommanda au ministre. Le 10 octobre 1754, après avoir demandé la croix de St-Louis pour MM. de Contrecoeur et Péan, il ajoutait : "J'ai lieu d'espérer, Mgr, que vous ne vous refuserez pas à procurer la même décoration au Sr de Villiers après l'action brillante qu'il vient de faire dans la Rivière Oyo, que tout militaire aura peine à croire dans un pays où l'on ne connaît que les guerres de surprise ; vous aurez vu dans son journal la sagesse et la prudence avec laquelle ce brave officier s'est conduit malgré son ressentiment de l'assassinat de son frère." (4)

Les éloges et la recommandation de Duquesne n'eurent pas d'effet pour le moment et de Villiers ne fut décoré que trois ans après.

Cependant M. de Villiers n'était pas arrivé en bonne santé (c'est du moins ce que M. Duquesne disait dans

(1) Arch. du Sém.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

(4) Correspondance générale, vol. 99, p. 275.

une lettre à Contrecoeur) et ne paraît pas s'être éloigné de Montréal durant l'hiver.

Bientôt, on apprit que les Anglais devaient faire, au printemps, une attaque générale sur le Canada. Les forts Duquesne, St-Frédéric et Niagara semblaient plus particulièrement menacés.

M. de Villiers fut envoyé à ce dernier poste pour couvrir le fort et empêcher les incursions des Anglais. Il y demeura cinq mois. (1) Il dut partir à la fin de juin car le 23, M. Duquesne écrivait à M. Laperrière alors à Niagara : "Je n'ai pas besoin de vous recommander d'avoir pour le sieur de Villiers toutes les prévenances qu'il mérite et vous trouverez de la part de ce capitaine tout le retour que vous pouvez désirer." (2)

De Villiers avait un détachement de 200 hommes pour former un camp d'observation ; (3) c'était peu, mais quand le danger semblait plus menaçant, il tirait des postes environnants, les secours nécessaires. Le 21 août, M. Benoît écrivait à M. de Contrecoeur, du fort de la Presqu'île, que, "sur l'avis de M. de Villiers, il envoyait à Niagara, tous les détachements de la Belle-Rivière." (4)

L'arrivée de ces renforts et la nouvelle de la défaite de Braddock, découragèrent Shirley et il abandonna l'idée d'attaquer Niagara pour cette année du moins.

La retraite du commandant anglais et de ses quinze cents hommes ramena la tranquillité à Niagara et M. de Villiers fut rappelé à Montréal. "Vous partirez, écrivait M. de Vaudreuil à Laperrière, du 15 au 20

(1) *Mémoires de M^{de} Gaspé*, Edition de 1895, p. 136.

(2) Arch. du Sém.

(3) M. de Ligneris à M. de Contrecoeur, 31 juillet 1755. Arch. du Sém.

(4) Arch. du Sém.

novembre avec M. de Villiers pour revenir ensemble à Montréal.” (1)

Pendant l’hiver de 1755-56, M. de Vaudreuil se prépara à déloger les Anglais de Chouaguen. Cette campagne était réservée à Montcalm qui arriva à Québec en mai 1756. Elle fut couronnée de succès et M. de Villiers s’y distingua. Ce fut lui qui, après s’être fortifié à Niaouré, commanda le camp d’observation, harcela les ennemis et les empêcha de communiquer avec les pays d’en haut (2). Au siège même de Chouaguen, il commandait la colonne de droite et était chargé d’empêcher les Anglais de sortir du fort.

Enfin, le 14 août, Montcalm était maître des trois forts et le soir du même jour, à 8 heures, M. de Villiers partait pour aller porter à M. de Vaudreuil les cinq drapeaux que les Anglais avaient laissés dans la place. (3)

On peut croire qu’il fut bien reçu par le gouverneur !

M. de Vaudreuil qui l’avait déjà recommandé à la Cour l’année précédente écrivait le 8 novembre 1756 en le proposant pour la croix de St-Louis : “ Je dois ajouter aux observations que j’eus l’honneur de vous faire l’année dernière en faveur de cet officier, les

(1) Lettre du 19 oct. 1755.—Arch du Sém.

(2) *Journal de Montcalm*.

(3) Journal de M. de Léry.—Dans son ouvrage : *La jeunesse de Bougainville*, M. de Kerallain, si bien renseigné du reste, écrit (p. 46) que Bougainville dépêché à Montréal, y porta la glorieuse nouvelle. Or, Bougainville dit dans son journal qu’il arriva à Montréal le 26 août à 10½ heures, dépêché la veille du fort de la Présentation. M. de Villiers n’était-il pas déjà rendu ?

succès qu'il a eus pendant qu'il a commandé le camp d'observation que j'avais établi à portée de Chouagnen pour intercepter les secours ennemis. Il s'est parfaitement distingué à l'expédition des trois forts après quoi, il a rejoint l'armée à Carillon et y a resté pendant la campagne." (1)

Montcalm qui arrivait au Canada et qui n'est pas tendre pour certains officiers canadiens qui prirent part à cette campagne, trouve pourtant que M. de Villiers est bon. (2)

Nous verrons que bientôt Montcalm reconnaîtra tout son mérite.

La campagne une fois terminée, M. de Villiers revint de Carillon à Montréal où il passa l'hiver en garnison.

On sait que lors de la capitulation du fort Nécéssité, le commandant français s'était fait remettre, comme otages, deux officiers anglais : Jacob Van Braam et Robert Stobo. Ce dernier profita de son séjour au fort Duquesne, où on lui avait laissé une liberté presque complète, pour jouer le rôle d'espion. Il leva même le plan du fort et l'envoya à l'ennemi. On trouva la lettre qui accompagnait ce plan dans les papiers de Braddock après la bataille de la Monongahéla.

Indigné, M. de Vaudreuil fit passer les deux otages devant un conseil de guerre. Le procès s'ouvrit en octobre 1756, à Montréal où Van Braam et Stobo étaient depuis assez longtemps.

Appelé en témoignage, M. de Villiers parut le 3 novembre 1756 et déclina ses noms, prénoms, etc, comme suit : " Louis Coulon Écuyer, sieur de Villiers,

(1) Arch. de la marine. — Copie au Sém.

(2) *Montcalm à Lévis*, 17 août 1756—Collect. Lévis.

capitaine d'infanterie, âgé de 47 ans, demeurant en garnison à Montréal, rue St-Paul, paroisse Notre-Dame." (1)

Il fut interrogé sur une conversation qu'il avait entendue durant l'hiver de 1755, à Montréal, chez M. de St-Luc, conversation dans laquelle Stobo aurait avoué avoir écrit la lettre en question.

Au cours du procès M. de Villiers et Stobo déclarèrent qu'ils se connaissaient bien.

Le conseil de guerre condamna le traître à avoir la tête tranchée, ce qui ne fut pas exécuté.

L'année 1757 fut remarquable surtout par la prise du fort William-Henry. Dans cette campagne, de Villiers, à la tête de 300 volontaires et de quelques Sauvages, se distingua comme toujours.

Dès le 24 juin, Montcalm écrivant à Vaudreuil pour lui faire part du succès de deux détachements français et de celui de M. Rigaud de Vaudreuil surtout, disait : " M. de Villiers dont je ne saurais trop me louer a eu beaucoup de part à l'arrangement de ce détachement et à la détermination des Sauvages. Cet officier a marché hier, avec ce zèle que vous lui connaissez, mais infructueusement, pour couper retraite à un petit parti de Sauvages ennemis. Cet officier dont la réputation est bien faite n'a pas besoin d'actions pour l'augmenter, mais il profitera bien de toutes celles que la fortune lui présentera à la guerre." (2)

Voilà, certes, un bel éloge et pourtant on n'était qu'au début de la campagne qui se termina par la prise de William-Henry et pendant laquelle de Villiers ne se démentit pas.

(1) Arch. de la marine 1756.—Copie au Sém.

(2) *Doc. Rel. à la Nouvelle-France*, IV, p. 111.

Tant d'intelligence, d'activité et de bravoure méritait bien une récompense ; elle arriva à l'automne de 1757. Au mois de mai précédent, Moras avait écrit à Montcalm que de Villiers avait été nommé chevalier de St-Louis. (1)

Mazas (2) met cette nomination au 1er mai ; elle comprenait : " de Sermonville, de la Corne la Colombière, de Villiers, Le Gardeur de Repentigny et le chevalier LeMercier, capitaines dans les troupes du Canada."

Le 9 septembre, Montcalm écrivait à Bourlamaque que M. de Vaudreuil venait de recevoir une lettre d'avis des grâces de la colonie. (3) Dans la liste qu'il donne Montcalm nomme M. de Villiers.

Le brave capitaine ne jouit pas longtemps de sa nouvelle décoration.

Au mois d'octobre, étant à Québec, il tomba malade et le 26, Montcalm écrivait au chevalier de Lévis : " Je suis inquiet de de Villiers, je crois qu'il va avoir la petite vérole. Si on ne le sait à Montréal, n'en dites rien." (4)

De Villiers eut en effet la petite vérole et il en mourut le 2 novembre 1757. Le même jour, Montcalm apprenait cette fâcheuse nouvelle à Lévis : " Je suis, mon cher chevalier, disait-il, inconsolable de la perte du pauvre Villiers, je n'écris pas à sa veuve mais dites lui combien je regrette son mari et qu'indépendam-

(1) Cf. *Lettres de la Cour de Versailles*, p. 67.—Coll. Lévis.

(2) *Histoire de l'Ordre de St-Louis*, vol. II, p. 172.

(3) Montcalm à Bourlamaque—*Lettres de Bourlamaque*, p. 193.

(4) Montcalm à Lévis.—*Lettres*, Col. Lévis, p. 72.

ment de tout ce qu'elle mérite par elle-même, je serai toujours fort aise de lui témoigner en toute occasion l'estime singulière que j'avais pour Villiers." (1)

Le 6 du même mois, Montcalm écrivait encore dans son journal : " Le sieur de Villiers, l'un des meilleurs officiers de la colonie et des plus connus par ses actions, est mort de la petite vérole le 3 (sic) universellement regretté." (2)

M. de Vaudreuil appréciait lui aussi cet excellent officier. Voici comment, le 2 novembre, il annonçait au ministre la mort de M. de Villiers : " J'ai l'honneur de vous rendre compte que M. de Villiers capitaine etc. . . . vient de décéder sur le moment de la petite vérole. Il est domnage, Monseigneur, qu'un si excellent officier soit mort de cette maladie, après s'être exposé aux plus grands dangers. Les services qu'il a constamment rendus notamment depuis cette guerre et à l'expédition du fort George, lui méritent mes regrets. C'est une grande perte que nous faisons." (3)

M. de Villiers était mort le 2 novembre ; il fut inhumé le lendemain dans l'église cathédrale de Québec.

Voici l'acte de sépulture : " Le trois novembre de l'année mil sept cent cinquante sept a été inhumé dans l'église paroissiale, M. Colon, Ecuier Sr de Villiers, capitaine d'une compagnie de la marine, Chevalier de St-Louis, décédé le jour précédent à l'âge de quarante-huit ans. Furent présents MM. Parent et Gravé et grand nombre d'autres de toute condition (signé) J. F. Récher, curé." (4)

(1) Lettre de Montcalm à Lévis, p. 72.

(2) p. 316.

(3) Arch. de la marine 1757—Copie au Sém.

(4) Arch. de N. D. de Québec.

Le nom de baptême ne se trouve pas dans cet acte. Mgr Tanguay a cru qu'il s'agissait ici d'Antoine. Nous avons démontré qu'il a fait erreur. Et comme en 1757 il ne restait plus que deux frères de la famille des Villiers, Louis et François, et que ce dernier ne mourut qu'en 1794, il s'ensuit que celui dont nous venons de donner l'acte de sépulture ne peut être autre que Louis.

M. de Villiers avait épousé à Montréal, le 29 décembre 1753, Marie-Amable Prud'homme (1) dont il eut une fille, Louise, baptisée le 3 juin et inhumée le 6 septembre 1755. On ne lui connaît pas d'autres enfants. (2)

Comme la plupart des officiers canadiens, M. de Villiers était plus brave que riche et sa veuve resta à peu près sans ressources. M. de Vaudreuil le savait et dans la lettre qu'il adressait au ministre pour annoncer la mort de M. de Villiers il disait : " Il laisse une veuve peu fortunée pour laquelle je ne puis me dispenser de m'intéresser, d'autant plus que tout engage, Mgr, à vous supplier de vouloir bien lui procurer une pension du roi en considération des importants services de feu son mari." (3)

Cette requête fut entendue car on voit qu'en 1760 madame de Villiers recevait une pension de 150 livres. (4)

Après un veuvage de près de trois années, madame de Villiers épousa à Montréal, le 15 septembre 1760, Michel Mougon de Jarimeau, seigneur de la Garde,

(1) Arch. de N.-D. de Montréal.

(2) Tanguay, III, p. 168.

(3) Arch. de la marine.—loc. cit.

(4) Coll. Moreau St-Méry—Copie au Sém.

capitaine au régiment de Berry. (1) L'auteur du *Dictionnaire généalogique* ne mentionne pas d'enfants issus de ce mariage.

Il nous reste maintenant à ajouter quelques explications et éclaircissements sur un point que nous n'avons pas voulu discuter en son lieu afin de ne pas interrompre la suite de notre récit, c'est-à-dire, ce Louis de Villiers est-il réellement le vengeur de Jumonville ?

Pour nous, nous n'en doutons pas, malgré la tradition ou plutôt avec la tradition qui veut que ce soit François.

En effet, cette tradition sera vraie si on l'applique à ce qui s'est passé en 1756 alors que le chevalier de Villiers, parti des Illinois dans le dessein d'aller venger son frère Jumonville, attaqua et prit le fort Granville. Ce serait comme une seconde vengeance et on s'expliquerait comment on a pu la confondre avec la première en 1754.

D'ailleurs à cette tradition on peut en opposer une autre non moins respectable et plus rapprochée des événements. Nous voulons parler de celle de la famille de Gaspé alliée aux Coulon de Villiers.

Ignace Aubert de Gaspé qui avait épousé Marie-Anne, sœur des MM. de Villiers, faisait partie de l'expédition commandée par son beau-frère de Villiers contre le fort Nécéssité. (2)

Il devait donc savoir et madame de Gaspé de même quel fut le commandant de l'expédition et l'on parlait souvent, dans la famille, et de Jumonville et de son vengeur. Or Ignace Aubert de Gaspé et Marie-Anne

(1) Tanguay, III, p. 168.

(2) Arch. du Sém.—Papiers de Gaspé.

Coulon de Villiers étaient le grand'père et la grand'mère de l'auteur des *Anciens Canadiens*, et celui-ci, dans les notes qu'il a ajoutées à son ouvrage, écrit, en parlant de celui qui commandait le détachement français qui prit le fort Nécéssité : " Mon grand oncle Coulon de Villiers mourut de la picote à l'âge de soixante et quelques années (sic) en répétant sans cesse ces paroles : " Moi, mourir dans un lit, comme une femme ! Quelle triste destinée pour un homme qui a affronté tant de fois la mort sur le champ de bataille ! J'espérais pourtant verser la dernière goutte de mon sang pour ma patrie." (1)

Et qu'on ne dise pas, parce que M. de Gaspé ne donne pas le nom de baptême, que ces paroles peuvent s'appliquer à tous les Coulon ; car il n'y en eut qu'un qui mourut de la petite vérole après 1754 et c'est Louis, nous l'avons prouvé.

Encore un mot. Bossu, un contemporain, que nous avons déjà cité, écrivait au sujet de l'expédition du chevalier, en 1756 : " Il ne faut pas confondre M. de Villiers surnommé le Grand Villiers qui fut venger la mort de Jumonville, immédiatement après son assassinat en 1753 (sic), avec le chevalier de Villiers qui commandait ce détachement." (2)

Cette phrase se passe de commentaires. A ces preuves nous en ajoutons une autre, sinon certaine du moins probable, tirée des signatures des deux frères. Nous n'en connaissons qu'une de François ; elle est de 1762 et se trouve aux registres de St-Louis de la Nouvelle-Orléans.

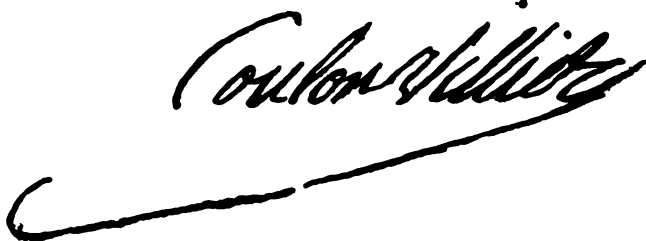
(1) *Anciens Canadiens*, édition Côté, 1877, p. 215.

(2) Bossu, *Nouveaux voyages*, etc, Paris, 1768, p. 212, note.

M. Cruzat a bien voulu nous en envoyer une photographie que nous reproduisons ici.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Louis de Villiers', with a long, sweeping horizontal flourish underneath.

Quant aux signatures de Louis elles sont variées mais elles se ressemblent toutes. Nous en donnons trois. La première est celle de son acte de mariage ; il ne peut donc y avoir de doute sur celle là. (1)

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Louis de Villiers', with a long, sweeping horizontal flourish underneath.

La seconde a été prise dans les ouvrages de Winsor (2) et de l'abbé Daniel ; (3) on ne dit pas que c'est la signature de Louis, mais elle ne ressemble à celle d'aucun de ses frères.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Villiers', with a long, sweeping horizontal flourish underneath.

-
- (1) Calquée sur le registre de N.-D. de Montréal.
(2) *Narrative and critical History of America.*
(3) *Histoire des grandes familles.*

La troisième est extraite d'un fac-simile de la capitulation, conservé au séminaire de Québec. (1)

Ces trois dernières signatures de de Villiers nous paraissent bien de la même main ; plus ou moins grosses ou plus ou moins lourdes, suivant la plume, l'encre ou le papier peut-être, elles n'en restent pas moins ressemblantes et il serait difficile d'attribuer la signature de la capitulation au chevalier de Villiers si on en juge par celle que nous avons de lui.

On remarquera que Louis signe, à la capitulation, Coulon-Villiers et non Coulon de Villiers et encore moins Coulon et Villiers comme dit Ferland. (2)

Ces preuves, pour n'être pas sans réplique, peuvent avoir une certaine valeur et nous les donnons pour être plus complet.

AMÉDÉE GOSSELIN, P^{TR}E
(A suivre)

(1) Ce fac-simile est de P.-L. Morin.

(2) *Cours d'histoire*, II, p. 509. Ferland note à la page précédente que plusieurs copies de cette capitulation furent faites et signées par Mackay, Washington et Villiers. Nous nous demandons si la signature donnée par

Winsor et l'abbé Daniel n'a pas été tirée d'une de ces copies.

James Mackay, L^g
Coulon de Villiers, Washington



L'HONORABLE JEAN-ANTOINE PANET
PREMIER ORATEUR DE LA CHAMBRE D'ASSEMBLÉE

REPOSES

Le gouverneur Haldimand et les prêtres français. (XII, VI, 1147.)—Nous lisons dans les *Mémoires* (inédits) de Nicolas-Gaspard Boisseau :

“ Dans l'été de 1783 sont arrivés à Québec deux prêtres français, vêtus en marchands, qui étaient venus avec M. Bouthillier, négociant de Montréal. En débarquant du vaisseau ils furent se loger au Café de la basse-ville, et partirent dès le lendemain pour Montréal, ville pour laquelle ils étaient envoyés. Ils s'y firent connaître en arrivant, ce qu'ils n'auraient pas dû faire avant que le gouverneur (c'était pour lors M. Haldimand) eut été instruit de leur arrivée.

“ Le général Haldimand n'eut pas plutôt appris qu'il y avait des prêtres étrangers d'arrivés dans ce pays, et qu'ils étaient allés à Montréal incognito, qu'il dépêcha secrètement un de ses aides de camp dans cette ville avec ordre de les faire embarquer dans la goélette de Sa Majesté *La Mercure* pour Québec, ce qui fut fait avec une célérité inouïe. A peine les messieurs du Séminaire eurent-ils le temps de leur glisser une bourse pour les conduire sans savoir où. C'est ainsi qu'ils partirent de Montréal.

“ Arrivés au port de Québec on ne voulut seulement pas leur permettre de descendre à terre pour faire quelques préparatifs nécessaires pour un si long voyage que celui qu'on leur voulait faire faire, mais qu'ils ignoraient. On les fit donc embarquer sans plus ample informé dans un navire pour l'Angleterre. Un seul s'est rendu, que l'on a renvoyé honteusement dans son pays. L'autre a péri sur mer, de chagrin.”

C'est le 22 mai 1783 que les abbés François Ciquard et Cassel débarquèrent à Québec. Ils montèrent dès

le lendemain à Montréal où ils se retirèrent au séminaire de Saint-Sulpice.

Le gouverneur Haldimand, aussitôt qu'il connut leur arrivée, envoya un détachement de soldats sous les ordres d'un officier pour opérer leur arrestation et les renvoyer en France.

La population de Montréal, qui manquait de prêtres, fit présenter une *adresse* portant plus de 500 signatures à Haldimand lui demandant de permettre à MM. Ciquard et Cassel de rester au Canada.

Cette adresse se lisait comme suit :

“ Montréal, 21 juin 1783.

“ A Son Excellence Frédéric Haldimand, gouverneur en chef de la province de Québec, etc., etc., etc.,

“ La très humble adresse des citoyens de la ville et faubourg de Montréal.

“ Qu'il plaise à Votre Excellence

“ De nous permettre de lui représenter très respectueusement que deux jeunes prêtres français voulant exercer leur zèle dans les missions étrangères, sont arrivés ce printemps dans notre ville dépourvue depuis longtemps de sujets ecclésiastiques suffisants pour en desservir la paroisse, les collèges, hôpitaux et communautés ; qu'ils ont restés jusqu'à présent dans la maison du Séminaire établi en cette ville, abri d'autant moins suspect que le zèle, la fidélité, la loyauté des prêtres qui le composent, sont connus de Votre Excellence et de vos prédécesseurs et plus singulièrement encore par leur conduite depuis la naissance des troubles en Amérique, ce qu'ils ont eu de commun avec tout le clergé du Canada, dont l'influence sur l'esprit du peuple quant au spirituel, a opéré dans les circonstances des effets très salutaires à la Province ; que nous sommes informés qu'il a plu à Votre Excellence

ordonner que ces deux prêtres descendent incessamment à Québec et comme nous craignons qu'ils ne passent de là en Europe, nous nous joignons en ce jour pour vous supplier très humblement, mais avec la confiance que sa bonté et sa justice nous inspirent, de vouloir bien permettre que ces deux prêtres, après avoir obéi aux ordres de Votre Excellence, obtiennent la permission de revenir en cette ville pour y rester sous notre cautionnement général qu'ils se comporteront avec conduite et loyauté envers le gouvernement, jusqu'à ce que la volonté de Sa Très Gracieuse Majesté soit connue, au pied du trône de laquelle, et sous les auspices de Votre Excellence, nous nous proposons de faire parvenir à cet effet nos très humbles représentations.

“ Telle est la grâce, telle est la faveur, en attendant, que nous supplions Votre Excellence de nous accorder et nous ne cesserons de prier pour sa conservation et sa plus grande prospérité.

Nous prenons de plus la liberté de supplier Votre Excellence de vouloir bien être favorable à MM. Pierre Mezière et Jean-Baptiste Adhémar, élus par la voix publique pour nous représenter auprès de Votre Excellence.”

Trois jours plus tard le gouverneur Haldimand répondait à MM. Adhémar et Mezières qui étaient venus lui présenter cette adresse :

“ Québec, 24 juin 1783.

“ Messieurs,

“ J'ai lu la requête que vous m'avez présentée avec cette attention que je donnerai à toutes les représentations qui pourront m'être faites par les citoyens de Montréal, surtout lorsqu'il s'agit de ce qui peut intéresser la religion. M. de Mongolfier et les prêtres du Séminaire n'ignorent pas les démarches que j'ai faites

pour procurer des sujets ecclésiastiques de l'Europe pour suppléer aux besoins de la province et peuvent vous avoir instruits des preuves que je leur ai données en toutes les occasions de la confiance entière que j'ai dans leur zèle et leur attachement pour le gouvernement et de la bonne volonté que j'ai pour leur maison—mais les ordres que j'ai donnés pour faire passer en Europe les deux prêtres français qui se sont introduits clandestinement dans la Province sont le résultat de mon devoir envers l'Etat et duquel je ne pourrais pas m'exempter. Vous ferez part de ma réponse à MM. les citoyens de Montréal et leur donnerez les assurances les plus fortes, des intentions favorables que je conserverai toujours pour eux et pour tous les sujets du Roi.

Je suis très parfaitement,

Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Fred. Haldimand.”

MM. Mezières et Adhémar répondirent au général Haldimand :

“ Montréal, 30 juin 1783.

“ Monsieur,

“ Nous avons l'honneur d'informer Votre Excellence qu'aussitôt notre arrivée samedi à Montréal, en conséquence de ses ordres nous avons communiqué à nos concitoyens la réponse très gracieuse qu'il a plu à Votre Excellence de faire à leur très humble adresse. Les expressions qu'elle contient les ont sensiblement touchés et pénétrés de la plus vive reconnaissance.

Encouragés par vos bontés constantes envers eux et dont ce dernier procédé leur est un témoignage nouveau, ils se reposent absolument sur la bienveillance

et la protection de Votre Excellence. Par notre voix ils la réclament avec confiance et la supplient très-humblement d'appuyer de son crédit et de sa recommandation la très humble adresse qu'ils se proposent de faire parvenir par leurs députés à Sa Très Gracieuse Majesté, aux fins d'obtenir les secours nécessaires pour le soutien de la religion de leurs pères.

Nous avons l'honneur d'être avec
un très profond respect,
Monsieur,
de Votre Excellence,
les très-humbles et très-obéissants serviteurs.

Pierre Mezière
Jean-Bte. Adhémar

Au général Haldimand."

Pendant que les citoyens de Montréal faisaient ces démarches auprès du gouverneur, les abbés Ciquard et Cassel avaient été amenés à la Malbaie pour y attendre un bâtiment en partance pour l'Europe. M. Ciquard, à qui le séjour du Canada plaisait évidemment, se sauva à travers les bois et retourna à Montréal. Il fut pris une seconde fois et embarqué au Bic le 20 août 1783 à bord d'un vaisseau qui partait pour l'Angleterre. Le 20 septembre suivant, il était de retour à Paris.

Neuf ans plus tard, M. Ciquard repassa au Canada. Les dispositions des autorités étaient bien changées à l'égard des prêtres français. Il fut plusieurs années missionnaire des Micmacs du Nouveau-Brunswick. M. Ciquard mourut plein de mérites au séminaire Saint-Sulpice, à Montréal, le 28 septembre 1824.

Le découvreur du Nord-Ouest. (XII, V, 1141.)

— Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye, le célèbre découvreur du Nord-Ouest, a-t-il laissé des descendants ?

Varennes de La Vérendrye mourut à Montréal le 5 décembre 1749, à l'âge de 64 ans. Il avait été terrassé par les maladies contractées au milieu de ses longs et durs voyages.

“ Cet homme, dit M. le juge Prud'homme, après avoir sacrifié son avenir militaire, ses enfants et ses biens, arboré le drapeau de sa patrie jusque sur les premiers pics des Montagnes Rocheuses et depuis les bords du Missouri jusqu'à ceux de la Saskatchewan, bravé souvent la bise glaciale de nos hivers, sans autre abri que la voute des cieux, affronté les mille dangers de voyages continuels, sur de frêles esquifs, au milieu de lacs immenses et de rapides écumeux, exposé sans cesse aux passions haineuses et cruelles de nombreuses tribus barbares, cet homme si honorable, si intègre et si dévoué à son pays, se voyait pour toute récompense de ses longs états de service, traité comme un vulgaire commerçant de fourrures, âpre au gain, ne cherchant qu'à s'enrichir *per fas et nefas*. On éprouve un serrement de cœur en face d'une injustice aussi révoltante et on sent notre admiration grandir et s'élever à la hauteur des mépris dont on a voulu couvrir le caractère de La Vérendrye.”

De son mariage avec Marie-Anne Dandonneau Du Sablé, La Vérendrye avait eu quatre fils : Jean-Baptiste né le 5 septembre 1713, Pierre né le 26 décembre 1714, François né le 22 décembre 1715, et Louis-Joseph né le 9 novembre 1717.

Le 8 juin 1736, le Père Aulneau, Jean-Baptiste Varennes de La Vérendrye, qui avait suivi son père au Nord-Ouest, et 19 autres Français abordaient une

île du lac des Bois pour y passer la nuit. Un parti de Sioux maraudeurs, attirés par la fumée de leur camp, débarquèrent sur l'île et égorgèrent les Français plongés dans le sommeil. Leurs corps furent retrouvés une douzaine de jours plus tard par 5 voyageurs canadiens accompagnés de 30 Christineaux. Ils les enterrèrent à quelque distance du rivage de l'île. Le 17 septembre de la même année, La Vérendrye fit inhumér les restes du Père Aulneau, de son fils et de leurs compagnons dans la chapelle du fort Saint-Charles. (1)

Pierre Gaultier de Varennes de La Vérendrye, plus connu sous le nom de chevalier de La Vérendrye, accompagna, lui aussi, son père dans ses expéditions à travers le Nord-Ouest. Il périt le 15 novembre 1761 dans le naufrage de l'*Auguste*.

Le troisième des fils de La Vérendrye, François, fit, comme ses deux frères aînés plusieurs voyages au Nord-Ouest. Il fut tué à la bataille de Sainte-Foy, le 28 avril 1760. Il était lieutenant dans les troupes du détachement de la marine.

Enfin, Louis-Joseph, le dernier des fils de La Vérendrye, suivit les traces de ses aînés. Il fit aussi partie du détachement des troupes de la marine et mourut avant 1780.

“ Il est vraiment pénible d'avoir à consigner le fait, dit M. le juge Prud'homme, qu'au bout d'environ 30 ans après la mort du découvreur La Vérendrye, son nom disparaît sans laisser de descendants mâles pour le perpétuer.”

(1) En septembre 1902, Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface, accompagné du juge Prud'homme et de quelques membres du clergé, visita l'île du Massacre. Grâce aux renseignements du chef Powassin qui accompagnait l'expédition, Mgr Langevin put retrouver les restes du fort Saint-Charles.

Le livre de M. Delisle. (XII, V, 1143.)—Nous n'avons pas vu le livre de M. Jean-Guillaume Delisle sur l'administration des fabriques. Il existe cependant puisque M. l'abbé Daniel, dans sa *Notice sur la famille Guy* (p. 14), en cite la dédicace adressée au lieutenant-colonel Pierre Guy. " Lorsque je commençai cet ouvrage, dit-il, je ne songeais d'abord qu'à me procurer quelques connaissances dans les affaires de la fabrique de cette ville (Notre-Dame de Montréal), dont je venais d'être nommé greffier. Mais, ayant jugé qu'il pourrait être utile à d'autres par la suite, je me suis déterminé à faire des recherches plus étendues. Son titre vous fera voir que je me suis plus attaché à traiter les matières selon qu'elles se présentaient, qu'à lui donner une forme régulière. Comme je sais que vous aimez à prendre connaissance de tous les ouvrages qui peuvent contribuer à éclairer davantage vos concitoyens et tous les Canadiens en général, je prends la liberté de vous dédier celui-ci, d'un genre nouveau et singulier. Si, dans vos moments de loisir, vous prenez la peine d'y jeter les yeux, j'ose espérer que vous me saurez quelque gré de mon application. Mais quelque utile que puisse être ce recueil, quelque prévenu que je sois en sa faveur, je l'estimerai peu s'il n'avait l'avantage de vous plaire, tant je sens le prix d'une approbation telle que la vôtre. Pour l'obtenir, j'évite de rappeler dans la présente tout ce qui pourrait alarmer votre modestie. L'habileté avec laquelle vous avez conduit les affaires de la fabrique de cette ville ; le haut rang auquel vous êtes parvenu par votre mérite dans la magistrature et les milices, sont d'ailleurs choses trop connues pour rien apprendre à personne.

Jean Guil. Delisle."

QUESTIONS

1156— Dans une étude que je viens de lire sur William Pitt, il est dit que le grand ministre anglais refusa de devenir gouverneur général du Canada. Pouvez-vous me dire à quelle époque de sa carrière Pitt a refusé ainsi de venir en notre pays ? PRESSE

1157— Il y a dans le comté de Beauce un ou deux cantons qui portent le nom de Metgermette. Ces cantons ont très probablement emprunté leur nom de la petite rivière Metgermette qui coule dans les environs. Pouvez-vous me donner l'étymologie et l'origine du mot Metgermette ? Est-il d'origine française, anglaise ou indienne ? Je pencherais pour la dernière alternative ? P.

1158— J'ai déjà demandé aux lecteurs du *Bulletin* où et quand est mort Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay, le dernier lieutenant du Roi à Québec. Ma question est demeurée sans réponse. Serais-je plus heureux cette fois ? Je sais qu'après la conquête il vécut à Paris. Je perds ses traces vers 1770 ou 1772.

CANADA

1159— Les descendants des Acadiens établis à la Louisiane après le *grand dérangement* ont-ils conservé leur langue et leur foi ? XXX

1160— Kalm dit quelque part que, sous le régime français, pas un seul des Canadiens entrés dans la Compagnie de Jésus ne revint exercer son ministère dans la Nouvelle-France. A part le Père Duplessis y a-t-il eu des Jésuites canadiens sous le régime français ? J. B. B.

VOL. XII

SEPTEMBRE 1906

No 9

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

— // —

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de septembre : Notes sur la famille Coulon de Villiers (suite et fin), Amédée Gosselin, ptre ; Yankees ; Le gouverneur d'Ailleboust ; Le *Great Eastern* ; Le capitaine Chabot, P. G. R. ; La milice canadienne, Benjamin Salte ; Questions, etc.

Gravure : Le Chevalier de Villiers.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Cent fleurs de mon herbier—Etudes sur le monde végétal, à la portée de tous suivies d'un calendrier de la flore de la province de Québec, par E.-Z. Massicotte. Montréal, 1906. Prix : \$0.75. S'adresser à l'auteur, 161, rue Coursol, Ste-Cunégonde, Montréal.

Le secret de la marquise et Un homme d'honneur, par Adèle Bibaud. Montréal—1906. S'adresser à l'auteur, 299a, rue St-Denis, Montréal.

Le nouveau Québec : région du Témiscamingue, par Alfred Pelland—Québec—1906.

Le subside fédéral—Etude d'histoire politique relative au rajustement de la subvention fédéral aux provinces, par Alphonse Lessard—Québec—Imprimerie du *Soleil*—1906.

Couronne poétique des mystères du Rosaires, par le Frère Symphorien—S'adresser à l'auteur, Mont St-Louis, 444, rue Sherbrooke, Montréal.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

SEPTEMBRE 1906

No 9

NOTES SUR LA FAMILLE COULON DE VILLIERS

(Suite et fin)

VI

FRANÇOIS COULON DE VILLIERS LIT LE CHEVALIER

François de Villiers fut, de tous les fils de Nicolas-Antoine, celui qui fournit la plus longue carrière. Ce que nous savons de ses états de services prouve qu'il ne le cédait en rien aux autres Coulon tant pour la bravoure que pour l'activité. Bien qu'on l'ait confondu avec quelques-uns de ses frères et plus particulièrement avec Louis, il est pourtant assez facile de le distinguer des autres, au moins pour ce qui concerne sa carrière militaire, parce que, dans les documents officiels, il est presque toujours surnommé le Chevalier. Ce qui nous manque plutôt ce sont les renseignements précis sur sa vie privée et il ne faut pas s'en étonner. Officier de la Louisiane et, par suite, presque toujours absent du Canada, François de Villiers a laissé ici peu de traces. C'est de la Louisiane que nous sont venus les détails que nous allons donner sur les alliances et la mort du Chevalier et c'est là aussi qu'on devra aller chercher tout ce qui manquera à ces notes.

On ne peut indiquer d'une manière certaine ni le lieu ni la date de naissance du Chevalier de Villiers. Dans l'acte de son troisième mariage, en 1762, on le

dit natif de Montréal et son acte de sépulture en 1794 lui donne 91 ans, ce qui reporterait sa naissance à l'année 1703. (1)

Ces indications sont-elles bien exactes ? Nous ne le pensons pas. Les registres de Montréal sont complets pour cette époque ; nous les avons fait compiler soigneusement et l'acte de baptême ne s'y trouve pas.

L'acte de sépulture porte bien que François, à sa mort, était âgé de 91 ans, mais nous savons que Nicolas-Antoine de Villiers père ne s'est marié qu'à la fin de 1705 ou au commencement de 1706, et vraisemblablement, on ne saurait mettre la naissance de François en 1703. De plus, entre les années 1706 et 1712 les autres enfants : Marie et Madeleine, Nicolas-Antoine, Louis se suivent d'assez près.

M^{gr} Tanguay ne parle pas de François dans son *Dictionnaire généalogique*. Pour nous, voici ce que nous pensons.

François de Villiers, comme ses frères et ses sœurs, est né à Verchères, et si dans l'acte de mariage il est dit natif de Montréal cela peut s'entendre de la région de Montréal. Quant à la date de sa naissance, nous la placerions entre les années 1712 et 1715. Les registres de Contrecoeur manquant totalement pour les années 1712, 1713 et 1714, (2) il s'ensuit qu'on n'a pu retrouver l'acte de baptême.

Ce qui nous confirme un peu dans nos dires c'est que la tradition, dans la famille de François, veut qu'il soit né en 1712, et que M. Villiers du Terrage, dans les *Derniers jours de la Louisiane française*, place sa naissance à l'année 1715.

(1) Registre de St-Louis, N. O.

(2) Lettre de M. l'abbé Ducharme à feu M. l'abbé Rhéaume, 9 déc. 1901.—Arch. du Sémin.

Pour se distinguer de ses frères, sans doute, François se faisait appeler le Chevalier de Villiers. Et qu'on veuille bien le remarquer, *Chevalier* ne signifie pas nécessairement Croix de St-Louis. On pouvait être chevalier longtemps avant d'être décoré ; tel fut le cas pour celui-ci. (1)

François de Villiers était à la Rivière St-Joseph avec son père et ses frères ; il prit part au combat contre les Sakis, le 16 septembre 1733.

Trois jours après, il accompagna son frère Nicolas-Antoine qui s'était mis à la poursuite des ennemis ; pendant le combat qui eut lieu quand on les eut rejoints, le Chevalier fut blessé au bras d'un coup de fusil. C'est du moins ce que disent, Beauharnois et Hocquart dans leur lettre du 11 novembre 1733 où ils font le récit de ce dernier coup et indiquent le nombre des morts et des blessés : " Du côté du Sr de Villiers, son frère, cadet à l'aiguillette, a été blessé d'un coup de fusil dans le bras." (2) Dans d'autres lettres le gouverneur dit que Villiers, cadet à l'aiguillette, a été blessé dans l'affaire contre les Renards ou encore à l'action où son père fut tué. Nous nous en tenons plutôt à celle que nous venons de citer.

Des documents postérieurs à ces lettres nous apprennent qu'il s'agit bien ici du Chevalier.

Nicolas-Antoine de Villiers qui était resté commandant du fort par la mort de son père, envoya la nou-

(1) " Le fils aîné d'un baron, le troisième fils d'un comte, le cinquième fils d'un marquis étaient appelés Chevaliers sans appartenir à aucun ordre de Chevalerie." — *Bescherelle*, cité par M. B. Sulte qui ajoute qu'on a imité tout cela dans la Nouvelle-France. — *Bulletin des Recherches Historiques*, VIII, p. 36.

(2) Correspondance générale, vol. 60, p. 134.

velle au gouverneur par son frère et Douville fils. " Les Srs de Villiers, blessé, et Douville fils sont arrivés ce soir de Montréal, " écrivait Beauharnois le 11 novembre. (1)

Le même jour, le gouverneur écrivait au ministre pour lui suggérer certaines promotions et, après lui avoir recommandé Nicolas-Antoine pour une lieutenance, il ajoutait : " Si vous avancez, Mgr, le Sr de Villiers l'aîné, ce sera une place d'augmentation que son frère qui vient d'être blessé remplira très bien. " (2) Cette place d'enseigne qu'on demandait lui fut peut-être accordée peu après mais alors il ne fut qu'enseigne en second. Dans un projet de promotions, du 4 novembre 1740, Beauharnois désignait plusieurs jeunes officiers pour le grade d'enseigne en pied et parmi eux se trouvait " de Villiers blessé dans l'affaire des Renards, a été aux Chicachas. " (3)

En effet, le Chevalier avait pris part à l'expédition contre les Chicachas. Les différentes relations de cette affaire que l'on trouvera au volume 44 de la collection Moreau St-Méry, indiquent les noms de M. de Villiers et du chevalier de Villiers. (4) On sait aussi que Jumonville s'y trouvait. (5)

La même année (1740), Bienville, gouverneur de la Louisiane écrivait au sujet d'un Coulon : " Il est sage actif, intelligent, et a des sentiments fort propres pour

(1) Correspondance générale, vol. 60, p. 134.—Le gouverneur était alors à Québec.

(2) Correspondance générale, vol. 59, p. 37.

(3) " " " " vol. 74, p. 89.

(4) Rap. de Richard, 1899, p. 32.

(5) *Etats de services*.—Arch. du Sém.

le service de la colonie." (1) Le nom du Chevalier ne se trouve pas dans cette note, il est vrai, mais nous croyons qu'elle s'applique à lui puisque, semble-t-il, il appartenait au gouvernement de la Louisiane. (2)

On voit par une liste des officiers qui servaient dans les différents postes en 1748, que le Chevalier de Villiers, enseigne, commandait alors à la Rivière St-Joseph. (3) Il y aurait donc remplacé son frère Nicolas-Antoine qui revint à Québec vers cette époque.

Un ordre du gouverneur à M. DeMuy, 9 juillet 1746, nous apprend que celui-ci devait commander dans les pays d'en haut ayant sous ses ordres "le Sr Chevalier de Villiers, à la tête des Pouteouatamis, Puants, Illinois qui sont descendus avec lui." (4)

En 1748, le Chevalier de Villiers n'était encore qu'enseigne en pied. Cette année là, on le propose pour le grade de lieutenant : "Cher de Villiers, bon officier, a beaucoup servi, s'est trouvé à des actions et a été blessé dans celle où furent tués son père et un de ses frères." Et plus loin, au chapitre des pensions, on ajoute : "Cher de Villiers, enseigne en pied, blessé dans l'action où son père et un de ses frères furent tués." (5)

Ces recommandations réitérées prouvent sinon la bonne volonté du ministre du moins l'excellente mémoire du gouverneur du Canada.

(1) Villiers du Terrage—*Dernières années de la Louisiane*, etc., p. 87.

(2) La Louisiane et le pays des Illinois avaient été remis au roi par la Compagnie des Indes en 1731.—Cf. Ferland, II, p. 466.

(3) *Correspondance générale*, vol. 79, p. 153.

(4) Arch. du Sém.

(5) *Correspondance générale*, vol. 91, p. 164.

L'inventaire des biens de Nicolas-Antoine, en 1752, nous montre le Chevalier François lieutenant au Mississippi. Il fut fait capitaine l'année suivante. Une note du 1er avril 1753 et datée de Versailles annonce que M. de Montigny remplacera la lieutenance vacante par l'avancement du Sr Chevalier de Villiers fait capitaine. (1)

Varin écrivait la même chose à Contreccœur le 15 septembre. (2)

Les documents ne nous apprennent rien sur le Chevalier de Villiers durant les années 1754 et 1755. Il n'est pas impossible qu'il ait été présent à la prise du fort Nécessité mais non en qualité de commandant. Il dut cependant faire plusieurs voyages, de la Louisiane aux forts de la Belle-Rivière : "il a fait toutes les campagnes de la Belle-Rivière, depuis mon arrivée dans la colonie" écrivait Vaudreuil en 1758. (3)

Bossu raconte (4) qu'au printemps de 1756 le Chevalier de Villiers obtint du commandant du fort de Chartres la permission de lever un parti de Français et de Sauvages pour aller venger Jumonville, son frère, assassiné par les anglais avant la guerre."

De Villiers était chargé en même temps de conduire un convoi de vivres pour M. Dumas, commandant au fort Duquesne. Il partit du fort de Chartres le 1er avril 1756 (5) et le 8 août suivant Vaudreuil écrivait

(1) Arch. du Sém.

(2) Ibid.

(3) Arch. des colonies.--Louisiane, Corresp. générale.— Vaudreuil était arrivé au Canada en juillet 1755.

(4) *Nouveaux voyages*, vol. I, pp. 211-212.

(5) Une lettre de Kerlerec au ministre et datée du 23 décembre 1757 place cette expédition au printemps précédent, par conséquent en 1757 ; c'est une erreur : elle eut lieu en 1756, comme le prouvent tous les documents.

au ministre : “ Les vivres que M. Dumas avait demandés aux Illinois sont arrivés. . . . M. le Chevalier de Villiers qui commandait l'escorte de ces vivres est monté jusqu'au fort Duquesne avec un bateau de 18 milliers. . . . M. de Villiers a mené avec lui un chef et quatre guerriers Illinois, il les a fait tuer avec les Chouanons ; la paix va être solide ; les Chouanons paraissent disposés à envoyer un de leurs chefs avec M. de Villiers pour achever de la cimenter.

“ Ces Illinois retournent chez eux, bien fâchés d'avoir fait une course d'environ 20 jours avec M. de Villiers sans avoir trouvé l'occasion de frapper.” (1)

Quand M. de Vaudreuil écrivait ces lignes, il ne savait pas que les Illinois allaient trouver l'occasion de se signaler à la prise du fort Granville.

Il y a plusieurs relations de cette expédition, (2) mais la plus complète est celle de Kerlerec au ministre. Elle est datée du 23 décembre 1757 et commence ainsi : “ J'ai l'honneur de vous rendre compte que le Chevalier de Villiers capitaine d'infanterie au service de cette colonie, détaché au poste des Illinois et que j'avais commandé pour convoyer les secours de vivres que M. MaKarty a envoyé le printemps dernier à M. Dumas commandant du fort Duquesne, s'est acquitté de cette mission avec toute la prudence et distinction possible.

“ A peine cet officier eut-il remis à M. Dumas en très bon ordre les vivres dont il était chargé qu'il désira aller en parti sur les Anglais (la saison s'opposant qu'il se rendit aux Illinois) guidé premièrement par le désir de concourir à la gloire des armes du Roi, il

(1) Arch. de la Marine. — (Copie au Sém.)

(2) Cf. Bossu, loco cit ; journal de Montcalm, p. 111. Doc. rel. à la Nouvelle-France, 1756, etc.

fut de même charmé de profiter de toutes les occasions qui se présenteraient de venger la mort du Sr Jumonville, son frère, assassiné par les Anglais." (1)

Dumas se rendit au désir de de Villiers et lui permit d'aller du côté du fort Cumberland, afin d'empêcher les Anglais de communiquer d'un fort à l'autre.

Parti avec un détachement de 60 hommes tant Français que Sauvages, de Villiers avait déjà parcouru 60 lieues de pays, lorsque le manque de vivres et la maladie le forcèrent à revenir sur ses pas et à relâcher au fort Duquesne d'où il était parti vingt-cinq jours auparavant.

Une fois rétabli, il demanda de nouveau la permission d'aller contre les Anglais ce qui lui fut accordé.

"Le Chevalier de Villiers," dit Kerlerec, "repartit donc le 18 juillet avec 22 Français pour aller au village d'Attiquer (distant de 15 lieues du fort Duquesne) où il leva un parti de 32 Sauvages des nations des Loups, Chouannons et Illinois qui lui formaient en total un détachement de 55 hommes, avec lequel il partit de ce village le 17 du même mois, dans le dessein de se rendre au fort anglais George de Craon, mais son guide s'étant trompé de route, il se trouva le 30 à midi à vue de celui de Grandville ; ils découvrirent 3 hommes qu'il voulut cerner, mais ayant été aperçu, ils s'enfuirent dans le fort malgré quelques coups de fusil."

Le fort était bien gardé et de Villiers ne vit qu'un moyen de s'en emparer : y mettre le feu. Après avoir fait investir le fort par une partie de son monde, il employa le reste de ses hommes à transporter du bois sec près d'un bastion, puis on y mit le feu que les ennemis ne purent éteindre. La brèche était ouverte et

(1) Cf. *Dernières années de la Louisiane française*, p. 87.

Le Chevalier se proposait au petit jour à foncer dans le fort la bayonnette au bout du fusil, lorsque la garnison qui avait perdu son commandant, deux officiers et six soldats, ouvrit les portes du fort et se rendit à discrétion. Cette garnison comprenait encore 30 soldats. Il y avait aussi 3 femmes et 7 enfants. Grâce à ses harangues pathétiques, "de Villiers réussit à les sauver tous de la fureur des Sauvages qui voulaient en brûler quelques-uns."

De Villiers acheva d'incendier le fort, emcloua les canons, s'empara de la poudre et de la farine qui se trouvaient là et revint au fort Duquesne avec ses prisonniers. Il y arriva le 12 août.

Kerlerrec à qui nous avons emprunté tous ces détails termine ainsi sa lettre : " Je crois devoir vous représenter qu'il est de l'intérêt essentiel du service que cet officier reçoive quelque marque de satisfaction du Roi. Je vous supplie donc, Mgr, de lui procurer la croix de St-Louis ; cette grâce fera un effet sensible dans le militaire confié à mes ordres. J'ose même vous dire qu'elle est nécessaire surtout dans la dépendance des Illinois où le service est on ne peut pas plus dur, et il est bon que ces Messieurs apprennent par épreuve que si le travail est grand, la récompense du monarque est toujours proportionnée."

De leur côté Vaudreuil et Montcalm écrivaient en France et ce dernier disait à M. de la Bourdonnaye : " Le chevalier de Villiers, lieutenant, frère de M. de Jumonville, assassiné par les Anglais et de M. de Villiers, capitaine qui a fait cette année une campagne très brillante sur le lac Ontario, ce Chevalier, dis-je, vient, avec 55 hommes, de brûler le fort Granville, dans la Pennsylvanie." (1)

(1) O'Callaghan, *Doc. de New-York*, X, p. 490.

A son tour, le Chevalier de Villiers avait vengé son frère Jumonville. Ce second coup fait par un Villiers contre les Anglais, pour venir deux ans après le premier n'en fut pas moins regardé, et avec raison, comme une vengeance. Ainsi, on s'explique facilement que peu à peu les dates se soient confondues et qu'on ait fini par ne plus voir qu'un seul fait, une seule vengeance, celle de 1754.

L'excellente recommandation de Kerlerec n'eut pas l'effet qu'on en pouvait attendre : cette croix de St-Louis que le Chevalier méritait si bien ne devait venir que deux ans plus tard, mais il n'en continua pas moins à servir avec zèle.

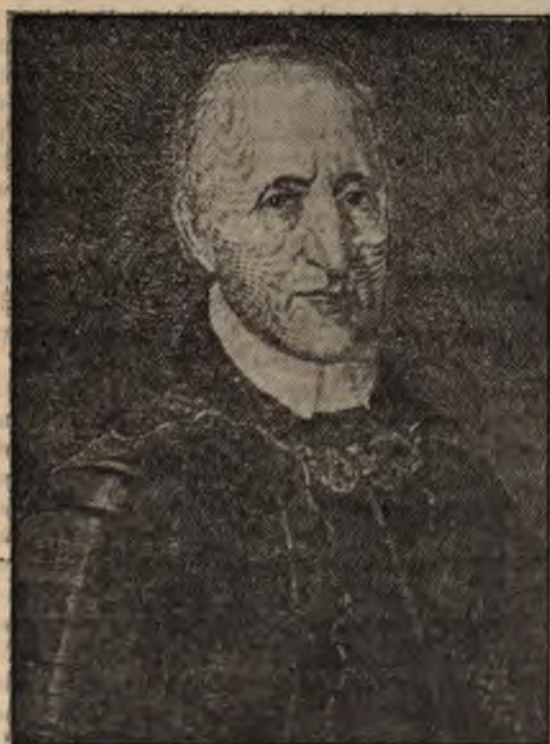
Une note annexée à une lettre de M. de Vaudreuil, 28 septembre 1757, nous fait connaître les titres du Chevalier à cette date : " M. François, Chevalier, Ecuyer Sr de Villiers, lieutenant d'une compagnie d'infanterie détachée de la Louisiane, faisant fonction d'ayde-major au fort de Chartres a l'honneur de vous représenter." (1) . . .

Au printemps de 1758, il fut encore chargé de conduire un convoi de vivres à la Belle-Rivière. (2)

Le 18 avril de la même année, Vaudreuil écrivait au ministre : " M. le Chevalier de Villiers que M. de Macarty, commandant aux Illinois, avait fait en conséquence de mes ordres marcher sur la Virginie à la tête d'un parti sauvage aurait pu surprendre un fort anglais dont la porte était ouverte sans la trop grande

(1) Ministère des colonies—Louisiane. Correspondance générale 1755-1757.—Cette note et la lettre de Montcalm à le Bourdonnaye, (1756) s'accordent pour donner à de Villiers le grade de lieutenant ; il était pourtant capitaine depuis 1753.

(2) *Journal de Montcalm*, p. 366, 13 juin 1756—Coll. Lévis.



LE CHEVALIER DE VILLIERS

ardeur de ses Sauvages qui le firent découvrir en courant après trois Anglais ; ils en tuèrent un, prirent l'autre et le troisième se retira au fort ; une femme en y allant reçut un coup de lance. Ce parti a tué plus de 500 animaux. . . . M. le Chevalier de Villiers trouva plus de 30 lieues de pays dont les habitations étaient abandonnées sur la rivière qu'on appelle rivière des Anglais à 40 lieues au dessus de Sonnioto. Ce parti n'a mis que quatre jours de cette rivière en traversant les montagnes pour se rendre au fort en question et en revenant il a pris beaucoup de chevaux aux Anglais qu'ils a menés aux Illinois." (1)

A l'automne de la même année, de Villiers était encore au fort Duquesne. — Il prit part à la brillante victoire qu'Aubry, officier de la Louisiane, remporta sur le major Grant à la porte du fort. (2) Il fut l'un des officiers qui s'y distinguèrent le plus.

Le 20 novembre, M. de Vaudrenil faisait au ministre l'éloge de MM. Aubry et de Villiers. Il écrivait au sujet de ce dernier : " Le second a très bien servi depuis son âge le plus tendre ; il a fait toutes les campagnes de la Belle-Rivière depuis mon arrivée dans le pays et s'est toujours distingué par ses découvertes . . . et s'est particulièrement distingué dans la dernière affaire en commandait en second le détachement de M. Aubry." (3)

De son côté, M. de Kerlerec écrivait le 20 décembre 1758 : " Le Sieur de Villiers dont je viens de parler est le même, Mgr, pour lequel je vous ai demandé la croix de St-Louis par ma dépêche No 132 du 28

(1) Correspondance générale, vol. 103, p. 41.

(2) Cf. Casgrain, *Montcalm et Lévis*, II, pp. 549 et suiv.

(3) Archives des colonies—Louisiane.

janvier 1757. J'ai détaillé l'action de cet officier qui prit un fort sur les Anglais en 1756." (1)

Les longs services du Chevalier de Villiers, tous ces beaux succès qui lui avaient valu tant et de si bonnes recommandations auraient dû, ce semble, toucher le ministre. Il n'en fut rien pour le moment et de Villiers ne fut décoré que l'année suivante.

Cette année-là, 1759, les Anglais faisaient des préparatifs énormes pour attaquer le Canada de tous les côtés à la fois.

Le fort Niagara que Pouchot avait relevé en 1756, était le plus important des postes de cette région et par suite l'un des plus exposés aux attaques de l'ennemi. On prit donc des mesures pour le mettre en état de défense.

A l'appel du gouverneur, la population de l'Ouest envoya des secours. Il en vint de tous les côtés et Aubry qui avait pour second le Chevalier de Villiers amenait six ou sept cents hommes des bords du Mississipi ; il se rendit au fort de la Presqu'île et se mit aux ordres de M. de Ligneris commandant du fort Machault.

Le 6 juillet, le général Prideaux parut devant Niagara. Pouchot fit aussitôt mander des secours du fort de la Presqu'île et des postes environnants.

Le 9 juillet, Prideaux fit sommer Pouchot de lui remettre le fort ; il fut refusé, comme bien l'on pense, et le siège commença. Le 23, MM. de Ligneris et Aubry arrivèrent avec les secours demandés. Malheureusement Johnson qui avait remplacé Prideaux tué peu auparavant, était averti de l'arrivée du détachement français. — Il plaça sur le chemin par où devaient

(1) Ibid.—On le voit, M. de Kerlerec donne ici la vraie date de la prise du fort Granville.

passer M. de Ligneris et son monde, une partie de son armée tandis que les Sauvages se répandaient dans les bois. Cachés par un abatis, les Anglais pouvaient frapper presque sans danger. Aussi, on devine ce qui arriva. La petite troupe française prise à l'improviste, obligée de combattre à découvert, contre un ennemi supérieur en nombre, fut mise en déroute ou taillée en pièces. "La fin du combat," dit Casgrain à qui nous avons emprunté tous ces détails, "ne fut plus qu'un massacre dont les horreurs sont restées le secret des solitudes de Niagara." (1)

La plupart des officiers furent tués ; les autres, presque tous blessés, furent faits prisonniers ; parmi eux se trouvait le Chevalier de Villiers.

Pouchot comprenant que ce serait folie de résister plus longtemps se résigna à déposer les armes et la capitulation fut signée le 25 juillet.

D'après les articles de la capitulation, la garnison de Niagara et les prisonniers devaient être transportés à New-York. On lit dans les Mémoires de Pouchot qu'avant que lui Pouchot signât la capitulation le général anglais proposa de stipuler que la garnison serait conduite en France. "Il n'avait pas", dit-il, "tout d'abord pensé à en agir ainsi, au contraire il avait décidé de désigner l'endroit le plus convenable où les prisonniers pussent être échangés, ce qui fut fait." (2)

Si on en croit ces dernières paroles, il devait donc y avoir échange de prisonniers à New-York, et M. de Villiers a pu retourner à la Louisiane. M. Villiers du Terrage nous apprend que le Chevalier passa en France

(1) Cf. *Montcalm et Lévis*, II, pp. 167 et suiv.

(2) Mémoires de Pouchot, vol. I, p. 201.

avec Aubry. (1) Celui-ci, d'après le même auteur, n'y serait arrivé que le 24 février 1761. (2) Si cette date est exacte, M. de Villiers ne demeura pas en France bien longtemps, tout au plus une année, puisqu'il était à la Louisiane en juin 1762.

Peu après la prise de Niagara, mais avant qu'on en eût la nouvelle à Paris, François de Villiers était nommé Chevalier de St-Louis. Mazas (3) fixe la date de cette nomination au 7 septembre 1759. Cependant une lettre du roi, datée de Versailles, 1er août 1759, et adressée à M. de Kerlerec, gouverneur de la Louisiane, donne à ce dernier des ordres et instructions pour recevoir Chevaliers de St-Louis un certain nombre d'officiers de la Louisiane parmi lesquels se trouvait le Chevalier de Villiers. (4) En tout cas ce n'était pas trop tôt.

M. de Villiers qui était fixé à la Louisiane depuis longtemps continua d'y vivre après que la guerre eût cessé. Nous ne connaissons rien de son histoire à partir de 1762.

Il mourut à St-Louis, Nouvelle-Orléans, le 22 mai 1794 et fut inhumé le lendemain dans le cimetière de cette paroisse. L'acte de sépulture dont nous avons la copie en espagnol avec la traduction française, (5) se lit comme suit : " Le vingt trois de mai de l'an mil sept cent quatre-vingt-quatorze, je soussigné vicaire de la paroisse de St-Louis de la Nouvelle-Orléans, ai enterré dans le cimetière d'icelle le corps de Messire François Coulon de Villiers, natif du Canada, cheva-

(1) *Dernières années de la Louisiane française*, p. 201.

(2) *Ibid.*, p. 207.

(3) *Histoire de l'Ordre Royal*, etc, vol. II, p. 170.

(4) Archives des colonies 1747-1762—Série P, vol. 3, p. 124. (Note de M. Cruzat à lui fournie par M. de Pontalba.)

(5) M. J.-W. Cruzat nous a fourni l'une et l'autre.

lier de l'Ordre Royal de St-Louis, marié à Dame Marie de Livaudais, décédé la nuit passée à l'âge de quatre-vingt-onze ans, muni des sacrements de Pénitence, Viatique et Extrême-Onction que je lui ai administrés avec la solennité correspondante à ces dits offices. En foi de quoi, j'ai signé le présent acte ce dit mois et année."

(Signé) Fr. Louis de Quintallina.

L'original porte bien 91 ans, "noventa y un anos," cependant nous croyons toujours que c'est plutôt 81 qu'on aurait dû écrire.

Les *Annales* des Ursulines de Québec rapportent que sur la tombe d'un M. de Villiers, mort à la Louisiane, on écrivit ces mots : "Rejeton d'une noble race.... c'est au milieu des infortunes qu'il a montré son grand cœur." (1)

Cette épitaphe à laquelle on fait ici allusion n'est pas celle du Chevalier comme on serait porté à le croire, mais celle de Charles-Philippe Jumonville Coulon de Villiers, fils de François et de Delle de Livaudais son épouse en troisièmes noces. Voici cette épitaphe en son entier : (2)

Rejeton d'une illustre race
Sans cesse aux coups du sort opposant son grand cœur
Dans l'étroit sentier de l'honneur
De ses ayeux toujours il a suivi la trace.

Bon sang ne peut mentir ; il n'est donc pas étonnant que Charles Coulon de Villiers se soit montré le digne fils du Chevalier François, qui fut l'un des officiers les plus distingués de son temps tant au Canada qu'en Louisiane.

(1) Vol. III, p. 141.

(2) Nous la devons à l'obligeance de M. J.-W. Cruzat.

Si, comme nous le pensons, le Chevalier de Villiers ne fut pas le vengeur de Jumonville au fort Nécéssité en 1754, on pourra toujours dire avec vérité qu'il en fut le second vengeur par la victoire qu'il remporta en 1756 au fort Granville.

François de Villiers s'était marié trois fois. Il avait épousé d'abord, avant 1740, Elizabeth de St-Ange de Bellerive, sœur du dernier commandant français aux Illinois, dont il eut quatre enfants. Il épousa en secondes nocces, Madeleine Marin, fille de Paul Mariu, capitaine au fort de la Rivière-aux-Bœufs; elle lui laissa un fils.

Le 28 juin 1762, François de Villiers convolait en troisièmes nocces avec Geneviève Esnoul de Livaudais qui mourut à la Nouvelle-Orléans en 1803 : elle laissait un fils dont nous avons donné l'építaphe plus haut.

Il existe encore aujourd'hui des descendants du Chevalier de Villiers à la Louisiane, en Floride et à la Havane probablement.

Marc, issu de son mariage avec Madeleine Marin, étant resté fidèle à l'Espagne à la cession de 1803, émigra à Pensacola, Floride, avec sa famille, puis avec ses fils passa à la Havane où il mourut vers 1840.

Une des filles de ce dernier, Marie-Suzanne-Alice épousa le 30 septembre 1814 M. Jose-Ignace Cruzat et fut l'aïeule de M. J.-W. Cruzat de la Nouvelle-Orléans à qui nous devons tant pour la préparation de ce travail.

Nous donnons en appendice la généalogie du Chevalier de Villiers telle qu'elle nous a été fournie par M. Cruzat lui-même : elle ne comprend que les fils et petits-fils de François. Notre travail n'en étant pas un de généalogie, on nous pardonnera de n'avoir pas poussé nos recherches plus loin.

Pour terminer ces notes sur les frères Coulon de Villiers nous nous résumons.

D'abord, tous les fils de Nicolas-Antoine Coulon de Villiers et d'Angélique de Verchères, sont nés au Canada et non en France.

Deuxièmement, il est certain que Nicolas Antoine, l'aîné des Coulon, fut le vainqueur de Noble, aux Mines, mais non de Washington au fort Nécessité.

Il nous paraît très probable si non certain que le vengeur de Jumonville en 1754 fut Louis dit le Grand Villiers et que François en fut comme le second vengeur en 1756.

Troisièmement enfin, on ne peut dire avec vérité que des sept frères qui composaient cette famille, six furent tués sur le champ de bataille. (1) Voyons plutôt :

CHARLES-FRANÇOIS, né le 14 juin 1721 et décédé cinq mois après, n'est pas mort sur le champ de bataille.

PIERRE, si c'est le même que Lespiney de Villiers, est décédé par maladie à Beaubassin en 1747.

NICOLAS-ANTOINE, est bien mort des suites de ses blessures, mais il ne fut pas tué en combattant.

LOUIS, enlevé par la petite vérole en 1757 n'est pas mort, non plus, les armes à la main.

Enfin, le Chevalier François, décédé à 91 ans (disons 81 ans) a dû mourir lui aussi dans son lit.

Il ne reste donc que Jumonville qui fut tué on sait comment et celui qui perdit la vie en 1733 en combattant avec son père contre les Sakis.

Au reste, il n'était pas nécessaire de mourir les armes à la main pour bien mériter de la patrie : Nicolas-Antoine, Louis et François Coulon de Villiers l'ont

(1) Cf. Bossu, *Nouveaux voyages*, I, p. 213 ; Sargent : *Expédition de Braddock*, p. 56.

prouvé surabondamment. Si la mort ne les a pas couchés sur le champ de bataille ce n'est pas qu'ils aient fui les occasions ni manqué de courage : leur heure n'était pas venue.

Quatre membres de cette famille, le père, deux fils et un gendre avaient perdu la vie dans l'exercice même du devoir ; deux autres avaient été blessés grièvement ; c'était déjà assez pour prouver que les Coulon n'étaient pas avarés de leur sang quand il s'agissait de la défense du pays.

VII

LES DEMOISELLES DE VILLIERS

Nous nous reprocherions de terminer ce travail sans ajouter un mot au sujet des Demoiselles de Villiers. Nous les avons nommées déjà mais nous voulons dire ici quelles furent leurs alliances et faire connaître ceux de leurs enfants dont les noms nous sont parvenus.

Les deux aînées, MARIE et MADELEINE étaient aux Ursulines de Québec en 1720 et 1721.

I. Le 7 août 1720, MARIE épousait à Montréal Alexandre Dagneau-Douville. (1)

MARIE-LOUISE, née de ce mariage, baptisée le 16 février 1734, se maria le 23 avril 1759 à Pierre-Philippe d'Aubruspy de Lafarelle, chevalier, officier du régiment de Bearn. Mgr Tanguay n'indique pas d'autres enfants issus de ce mariage. D'après le même auteur madame Douville serait morte avant 1740 puisque cette année là, le 13 septembre, M. Douville fait baptiser une fille née de son mariage avec Marie Courtemanche.

Chose curieuse, une autre enfant de M. Douville,

(1) *Dictionnaire généalogique*, III, p. 218.

MARGUERITE, entrée à l'Hôpital-Général le 23 mai 1772 à 26½ ans se dit aussi fille de Marie Coulon de Villiers. Et pourtant elle était née après 1740 et Tanguay inscrit son baptême au 12 novembre 1744 et lui donne pour mère Marie Courtemanche. Elle prit en religion le nom de Marguerite Pierre de St-Amable, fit profession le 25 novembre 1773 et décéda le 23 décembre 1782. (1)

II MADELEINE COULON DE VILLIERS, sœur jumelle de la précédente se maria trois fois. Elle épousa d'abord à la fin de 1727 ou au commencement de 1728, (2) François Duplessis-Faber qui fut tué en 1733, avec son beau-père.

De ce mariage était née GENEVIEVE baptisée à Montréal le 6 novembre 1728 et inhumée au même endroit le 22 avril 1729. (3)

Quatre ans après la mort de son premier époux, le 30 décembre 1737, Madeleine de Villiers se remariait à Montréal, avec Claude Marin. (4) Tous les deux étaient à la Rivière St-Joseph des Illinois en 1742 et 1745. M. Marin signait : Laperrière-Marin, et sa femme : Villiers de la perrière ou bien M. de Villiers la perrière. (5)

D'après l'auteur du *Dictionnaire généalogique*, une fille, MARIE, née de ce mariage aurait été inhumée à Ste-Foy, le 13 avril 1748. Il nous semble que Mgr

(1) Cf. *Mgr de St-Vallier et l'Hôpital-Général*, p. 722.

(2) Tanguay dit 1727 ; le contrat de mariage passé à Montréal devant Adhémar est du 11 juin 1724 ; l'époux est nommé à l'acte : François Lefebvre Duplessis-Faber.— Note de M. Ph. Gagnon

(3) Tanguay, III, p. 545.

(4) Idem, V, p. 514.

(5) Reg. St-Joseph des Illinois.

Tanguay a usé ici un peu largement du droit de supposition. En effet, l'acte de sépulture sur lequel il s'est appuyé ne porte ni le nom de baptême du père, ni le nom de la mère, ni même celui de l'enfant. (1) Comment, après lecture de cet acte, l'auteur du *Dictionnaire* a-t-il pu en conclure que cette enfant s'appelait *Marie* et qu'elle était fille de *Claude* Marin et de *Madeleine* de Villiers ? c'est ce que nous ne pouvons dire.

Cette enfant en nourrice à Ste-Foy n'était-elle pas plutôt Marie-Charlotte, baptisée le 11 août 1746, et fille de Joseph Marin et de Charlotte De Fleury (de la Gorgendière) dont les noms se rencontrent aux registres de Ste-Foy à cette époque ? Nous posons le cas sans le résoudre.

Enfin, Madeleine de Villiers, devenue veuve une seconde fois, convola en troisièmes noces avec Joseph Damours Sr des Plaines, le 29 juillet 1754, à Québec. Nous ne connaissons pas d'enfants issus de ces deux derniers mariages.

III. MARIE-ANNE de Villiers était née en 1722. Elle entra pensionnaire aux Ursulines de Québec le 12 octobre 1733 et en sortit le 29 mai 1735. (2)

Le 30 juin 1745, elle épousa à Québec, Ignace-Aubert de Gaspé. Les huit enfants issus de ce mariage furent : Marie-Anne-Angélique ; Pierre-Ignace ; Geneviève ; Ignace ; Marie-Anne-Joseph ; Pierre-Ignace ; Louis-Ignace et Marie-Catherine. (3)

(1) Reg. de Ste-Foy. Voici l'acte dans toute sa nudité :
" Le 13 avril 1748, j'ai enterré dans le Cimetière de N.-D. de Foy une petite fille de M. Marin qui était en nourrice chez Antoine Samson âgée d'environ deux ans."

(Signé) Leprévost, prêtre.

(2) Note de la Révérende Mère M. de l'Assomption.

(3) Tanguay, II, p. 63.

L'abbé Daniel ne nomme pas les deux derniers. (1)
Madame de Gaspé mourut à St-Jean-Port-Joli où elle fut inhumée le 18 mars 1789.

Philippe Aubert de Gaspé, l'auteur des *Anciens Canadiens*, était son petit-fils.

IV. MADELEINE-ANGÉLIQUE de Villiers, née le 20 janvier 1726, était, croyons-nous, la dernière de la famille. (2) Elle épousa, aux Trois-Rivières, le 23 octobre 1749, Charles-Thomas de Gannes Falaise. (3)

Tanguay nous fait connaître cinq filles nées de ce mariage; elles moururent toutes avant 1759. (4) C'étaient : Marguerite-Anne ; Marguerite-Angélique ; Charlotte ; Gabrielle et Marie-Antoinette. Cette liste n'est pas complète puisqu'en 1767, le 16 février, la *Gazette de Québec* publiait l'avis suivant : "Demoiselle Angélique Villiers épouse de M. Charles de Gannes Ecr. Chevalier de la Falaise, avertit le public que pour son avantage et celui de ses enfants, elle a renoncé par un acte public à la communauté d'entre elle et son époux de présent en France et dans le dessein d'y rester etc." (5)

Madame de Gannes Falaise demeurait alors à Maskinongé.

En 1773 elle fit enregistrer son inventaire, aux

(1) *Histoire des grandes familles*, p. 363.

(2) On voit par l'état de la distribution des congés que Melle Coulon reçoit 120 livres en 1741 et Melle Angélique Coulon 72 livres en 1743. *Corresp. gén.*, vol. 75, p. 335 et 79, p. 258.

(3) *Reg. des Trois-Rivières*.--Note du R^{év}. P. Odoric, O. F. M.

(4) *Dictionnaire etc*, III, p. 275.

(5) Note due à l'obligeance de M. Pierre-Georges Roy.

Trois-Rivières ; elle se dit alors veuve en premières noces de Charles Falaise. (1)

V. MARGUERITE de Villiers, épousa on ne sait quand ni où Pierre de Gannes Falaise, frère du précédent ; une fille, MARIE ANNE, née de ce mariage, fut inhumée à la Pointe-du-Lac, le 27 septembre 1750. (2)

Quant à Thérèse, nous avons rien à ajouter à ce que nous en avons dit plus haut.

Notre tâche est terminée. Nous laissons à d'autres le soin de compléter ces notes et de les corriger au besoin, car nous n'avons pas la prétention d'avoir élucidé toutes les questions controversées. Nous serons quand même satisfait, si notre travail, malgré ses lacunes, contribue quelque peu à faire connaître et mieux apprécier la belle et intéressante famille des Coulon de Villiers.

AMÉDÉE GOSSELIN, P^{TR}E.

YANKEES

Quand les émigrés anglais débarquèrent à Plymouth Rock, les Indiens leur demandèrent de quelle nationalité ils étaient. "English", répondirent-ils. Mais les hommes rouges ne pouvant tourner leur langue pour prononcer ce mot, ils l'articulèrent "Yenkeese" qui bientôt, par une transition naturelle et facile, devint Yankee. Maintenant, les Américains des Etats du Sud appellent indistinctement Yankees les habitants du nord, aussi bien que ceux du nord-ouest, tandis que ceux de l'ouest donnent le titre de Yankees aux populations à l'est du fleuve Hudson. Mais les Anglais désignent sous le nom Yankees, sans distinction, tous les citoyens des Etats-Unis. Ce mot signifie donc English, Anglais, dont il n'est que la corruption.

(1) Reg. Cloture d'inventaires.—Note du R. P. Odoric, O. F. M.

(2) Tanguay, III, p. 275.

RÉPONSES

Le gouverneur D'Ailleboust. (VIII, VII, 887.)

— Quel est ce d'Ailleboust, descendant du gouverneur d'Ailleboust, que John Lambert commut aux Trois-Rivières en 1806 ? ”

Louis d'Ailleboust de Coulonges, troisième gouverneur de la Nouvelle-France, ne laissa pas de postérité. Son neveu Charles d'Ailleboust des Musseaux, s'établi dans la colonie, et y fit souche. Le d'Ailleboust en question pourrait être un descendant de celui-ci, mais non du gouverneur.

Le gouverneur d'Ailleboust n'eut pas d'enfants. Le document suivant est de M. de Maisonneuve :

“ Je, soubsigné, Gouverneur de Lisle de Montréal, en la Nouvelle-France, certifie a tous qu'il appartiendra, que deffunct Messire Louis Dailleboust, Chevalier. Seigneur de Coulonges. Lieutenant General pour Sa Majesté en la Nouvelle-France, est decedde au dict Montreal le dernier jour de May mil six cents soixante, sans avoir laissé aucuns enfans procréés du mariage d'entre luy et dame Barbe de Boulongne son espouse. En foy de quoy j'ay signé le présent certificat à Québec, le, douzième jour d'aoust mil six cents soixante quatre.”

(Signé) De Maisonneuve.

Louis d'Ailleboust avait épousé Barbe de Boulongne vers 1638. Après la mort de son mari, Madame d'Ailleboust se retira à l'Hôtel-Dieu de Québec, où elle vécut de la vie la plus édifiante. Elle fut inhumée dans le chœur de l'église des Hospitalières du Précieux Sang, le 7 juin 1685.

RIMBAULT, aîné

Le "**Great Eastern.**" (IX, XII, 985) — Nous trouvons dans le *Canadien* du 8 juillet 1861 les renseignements suivants sur le *Great Eastern*, qui, l'avant-veille, était entré dans le port de Québec :

" Ce vaisseau géant est la propriété de la compagnie de navigation à vapeur de l'Est, incorporée par une charte royale. Le capital de la compagnie est de \$6,000,000 en actions de \$100 chacune, avec pouvoir de porter ce montant à \$10,000,000.

" Les gabaris du *Great Eastern* ont été fournis par Isambard-Kingdom Brunel, Ecr, F. R. S. (1)

Les principales dimensions du vaisseau, son état de jaugeage et ses forces motrices sont définis comme suit :

Longeur	680 pieds
Largeur	83 "
Profondeur du pont à la quille.....	60 "
Longeur des principaux salons.....	400 "
Nombre des ponts	4
Jaugeage	22,500 tonneaux
Pour contenir le charbon et la cargaison	18,000 tonneaux
Force motrice des engins à roues...	1,000 chevaux
Force motrice des engins à hélice..	1,600 "
Nombre des cylindres des engins à roues.....	4
Diamètres des cylindres.....	74 pouces
Longueur du piston.....	14 pds 6 pcs
Tirant d'eau, chargé.....	30 pieds
" " sur lest.....	20 pieds

(1) Voyez *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. I, p. 174.

Pourra recevoir (800 de 1ère ; 2000 de 2ème et 1200 de 3ème classe)	4000 passagers
Hommes de troupes (sans autres passagers).....	10,000
Pesanteur du fer employé pour sa construction....	7,000 tonnes

“ La marche de ce vaisseau est calculée par M. Brunel à 15 nœuds à l’heure, sans diminution et sans arrêt, en aucun temps ; une marche qui permettra d’effectuer la route entre l’Angleterre et l’Inde, par le Cap, en 30 ou 33 jours, et entre l’Angleterre et l’Australie en 33 ou 36 jours.”

Puis le *Canadien* reproduit d’un journal anglais les détails qui suivent publiés avant le lancement de ce géant des mers :

“ Une particularité de ce vaisseau, c’est que son pont sera dans toute sa longueur sans ravalement ni interruption, excepté toutefois à l’entrée des cabines et autres salons. Son parcours fournira conséquemment aux passagers une promenade de plus d’un quart de mille, et l’on assure que la hauteur du vaisseau l’exemptera de recevoir en aucun temps une seule goutte d’eau.

“ Joint à la forme du vaisseau sont encore ses agrès et sa force motrice. Il n’est pas de vaisseaux dans lesquels les accidents ont été prévenus avec plus de précautions que dans le *Great Eastern*. Ces précautions contre de telles occurrences peuvent être ainsi définies : 1° un bordage inférieur et extérieur dans chaque compartiment ; 2° cloisons étanches ; 3° mats et voiles de relais ; 4° roues à palettes ; 5° vis à hélice.

“ Quant à sa force motrice, le vent pourra être utilisé, et dans ce but, le vaisseau sera pourvu de sept

mats. Les mats du centre seront considérés les principaux, et seront grées de voiles carrées comme un vaisseau de ligne ; les autres mats seront plus petits, et leurs voiles seront de forme ordinaire.

“ C’est surtout par sa force au moyen de la vapeur que ce vaisseau se distinguera d’entre tous les autres, combinant l’hélice avec la roue. Les engins sont de beaucoup plus grands que tous ceux qui ont encore été faits à l’usage de la marine, et leur force d’action sera de beaucoup plus considérable que celle qui leur est assignée. Ils seront placés dans diverses parties du vaisseau, et seront parfaitement isolés les uns des autres. Ce vaisseau sera pourvu de dix bouilloires et cinq tuyaux, et chaque bouilloire pourra être séparée de sa voisine, et l’on pourra s’en servir ou non à volonté.

“ Les engins à roues, mis en mouvement par des cylindres oscillatoires, sont doubles et faits d’après le principe de séparation afin qu’il soit possible de s’en servir conjointement ou séparément. Ainsi les deux roues ou une seule à la fois pourront être mises en mouvement. Le diamètre des roues sera de 60 pieds.

“ La vis à hélice sera de 24 pieds de diamètre. Elle sera placée à la poupe du vaisseau et sera mise en mouvement suivant les règles ordinaires.

“ Le *Great Eastern* aura sur ses ponts inférieurs, de grands espaces pour recevoir des wagons de chemins de fer, des chariots et de lourds colis. On a pratiqué de chaque côté de ce vaisseau 60 ouvertures de 2 pieds 6 pouces carrés pour la ventilation, et pour une profusion d’éclairage. Les appartements inférieurs seront 10 pieds au-dessus du niveau de la mer lorsque le vaisseau sera chargé.”

Le capitaine Chabot. (III, I, 274.)—Tout le monde connaît l'épisode de la mort du général Montgomery tué avec ses aides de camp et plusieurs de ses compagnons en essayant d'emporter d'assaut la deuxième barrière de Près-de-ville dans la nuit du 31 décembre 1775. Cette barrière était défendue par trente Canadiens, huit miliciens et neuf matelots anglais. Le capitaine Chabot commandait cette poignée de braves.

Le gouverneur Carleton, dans une dépêche, mentionne spécialement avec éloge la conduite du capitaine Chabot en cette occasion.

Qui était ce capitaine Chabot ?

La question a été posée bien souvent et toujours elle est demeurée sans réponse. Nous croyons enfin pouvoir identifier ce héros canadien.

Le 11 août 1778, Louis Chabot, capitaine de milice, de Saint-Antoine sur Richelieu, adressait la supplique suivante au gouverneur Haldimand :

“ A Son Excellence Messire Frédéric Haldimand, Ecuier, Capitaine Général, Gouverneur en chef dans toute la Province de Québec et Territoires en dépendants en Amérique, Vice-Amiral d'Icelle, Général et Commandant en chef des Troupes de Sa Majesté en la dite Province et Frontière, etc.

“ Louis Chabot, un des Capitaines des Milices de la Paroisse St-Antoine de la Rivière Le Richelieu,

“ Représente Très Humblement à Votre Excellence

“ Qu'il s'est entièrement dévoué au Service de Sa Majesté depuis l'Invasion des Rebelles en cette Province en qualité de Volontaire Partisan, qu'il a maintes fois exposé sa vie pour le Bien du Gouvernement ainsi qu'il peut être vérifié, et qu'il est toujours disposé à continuer les bons services autant qu'il dépendra de lui, d'autant que Votre Excellence jugera à propos.

“ Qu’il est chargé d’une grosse Famille et n’a d’autres Talents que celui qu’il pratique actuellement, c’est-à-dire (disposé au Service du Gouvernement) et ne peut contenir sa dite Famille à moins qu’il ne plaise à Votre Excellence d’y avoir égard ; A ces Causes Supplie très humblement Votre Excellence de vouloir prendre son Etat en considération et lui accorder la Protection de Votre Excellence laquelle il fera ses efforts pour la mériter en le continuant dans sa charge ou telle autre que Votre Excellence jugera le mieux à propos lui convenir avec aussi telle paye ou appointement qu’il plaise à Votre Excellence y attacher pour le maintien de sa famille.

“ Et ne cessera de redoubler ses Vœux pour la prospérité de Votre Excellence.

Louis Chabot.

Montréal, 11 août 1778.”

Le capitaine Chabot ne dit pas explicitement qu’il assistait à l’engagement de Près-de-Villa, mais il se désigne sous le titre de “ capitaine des milices ”. Et nous n’avons pas trouvé d’autres capitaines Chabot sur les rôles des milices pour 1775.

Louis Chabot, originaire de Saint-Laurent, île d’Orléans, était fils de Joseph Chabot et de Madeleine Coulombe.

Il mourut à Saint-Autoine de Richelieu le 3 mai 1810, à l’âge de 70 ans.

P. G. R.

La milice canadienne. (V, III, 589.) — Les débuts de la milice canadienne remontent à l’année 1649, alors que la population de la colonie ne dépassait pas mille âmes. On plaça alors cinquante hommes sous les armes pour effrayer un peu les maraudeurs iroquois.

Depuis ce moment la milice a toujours eu sa place marquée parmi nous, parce que, sous le régime français, elle tint lieu des troupes royales et, depuis 1760, le plus souvent elle compta comme la principale force du pays. La légende, qui s'est formée sur l'ensemble des choses allant jusqu'à deux siècles et demi en arrière de nous, confond assez volontiers les miliciens avec les troupes régulières, tant françaises qu'anglaises, mais qu'on ne s'y trompe pas, la longue chaîne des services militaires durant cette période compose avant tout l'histoire de la milice.

Le régiment de Carignan, qui arriva en 1665 et repartit en 1669, n'a fait que passer parmi nous. Déjà la milice existait ; c'est elle qui joua le plus beau rôle dans la première campagne de 1666 contre les Iroquois. En 1674-1676, le comte de Frontenac la réorganisa et, jusqu'à 1760, elle est restée sous la forme qu'il lui avait donnée. Les autorités britanniques la maintinrent encore un siècle après cela, sans presque rien changer à son organisation.

Les rares compagnies qu'on envoya de France, à partir de 1684 jusque vers 1740, n'étaient en quelque sorte que des auxiliaires de notre milice parce que celle-ci avait assumé, avec une prépondérance manifeste, la tâche de défendre le Canada. Lorsque Dieskau puis Montcalm, amenèrent des régiments français (1753-1755) pour soutenir le conflit survenu entre les deux couronnes, la guerre changea d'aspect, vu les circonstances de cette grande lutte : la milice prit le second rang pour la première fois depuis 1665, mais on sait qu'elle s'est couverte de gloire durant cette guerre de sept ans qui se termina le 18 septembre 1760, par la capitulation de Montréal.

Lorsque l'Angleterre reçut possession du Canada (1763), elle y trouva le régime seigneurial, qui avait toujours été une institution sur le papier, et ne pouvait

rendre presque aucun service. Il n'était pas question de s'appuyer non plus sur la classe industrielle, car elle n'a jamais existé au Canada du temps des Français. Quant aux commerçants comme leurs opérations avaient toujours été liées intimement avec l'administration française, ils disparaissent comme elle. Restaient trois choses méritant considération : 1^o le clergé catholique ; 2^o les habitants ou cultivateurs nés sur le sol ; 3^o la milice, composée de ces mêmes cultivateurs—tout cela très actif et pénétré d'un excellent esprit.

L'institution des " capitaines de paroisses " ne fut pas dédaignée par les conquérants—loin de là ! ils lui reconnurent une importance que la suite des années rendit plus grande encore.

Aux yeux de la plupart des lecteurs, la milice canadienne-française ne s'impose à la curiosité que depuis 1760, parce que l'on se demande comment, sous un sceptre nouveau, les colons fondateurs du pays pouvaient réconcilier leurs idées avec la situation qui leur était faite. Les " habitants " se regardaient comme chez eux et la transformation résultant d'une guerre malheureuse, ne changeait rien à leur manière de voir. Allégeance pour allégeance, cela ne les empêcha pas d'être Canadiens avant tout, et, lorsqu'il a été question de défendre le pays, on aurait jamais pu croire que le drapeau sous lequel ils combattaient jadis avait été remplacé par un autre. De fait, les " Français de France " étaient partis ; il ne restait sur les bords du grand fleuve que des " Canadiens " ; les Anglais avaient leurs défauts, mais ce n'était pas pire que l'ancien régime. De deux maux, choisissant le moindre, nos pères s'accommodèrent assez bien du changement. Et cela n'a pas cessé, cela continue, cela peut durer longtemps encore.

BENJAMIN SULTE

QUESTIONS

1161—Existe-t-il un portrait authentique du chanoine Bertrand de LaTour, grand vicaire de l'évêque de Québec ?
Ptre

1162—On m'a souvent affirmé que les protestants ne pouvaient venir s'établir au Canada sous le régime français. Comment se fait-il alors que les registres de nos paroisses contiennent tant d'*actes d'abjuration* ?
Adg.

1163 —Pourriez-vous me donner la liste des ouvrages publiés dans notre province sur la question de la tempérance ou de l'alcoolisme ?
M. D.

1164—“ Je lis dans *La Huronne* d'Emile Chevalier le passage suivant : “ Les élections de 1832 donnèrent lieu à des troubles et la position se dessina plus nettement. Dans ces troubles, quelques hommes furent tués par la soldatesque entre autres les nommés Billette, Chauvain, Languedoc, Marcoux et Nadeau. Ce dernier, accroché par la mâchoire à un clou fiché dans l'aile d'un moulin à vent, mit trois jours à mourir.”

Ce fait est-il authentique ou est-ce une invention de romancier ?
E.-Z. M.

1165—Les *habitants* désignent sous le nom de *pain de ménage* le pain qu'ils fabriquent eux-mêmes à la maison, dans leur four. Cette expression, *pain de ménage*, est-elle d'origine canadienne ou nous vient-elle de la vieille France ?
HABT.

VOL. XII

OCTOBRE 1906

No 10

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

*Qui manet in patria et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit*

— // —

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de octobre : Notes sur la famille Coulon de Villiers, Appendice ; Juges de la Cour de Vice-Amirauté de Québec, Lucien Lemieux ; "Joliet" ou "Joliet", Ernest Gagnon ; L'assassinat du lieutenant Weir ; La reddition du fort St-Jean en 1775 ; William Pitt et le Canada, Benjamin Sulte ; Le nom Rougemont ; Questions, etc, etc.

Gravure : L'hon. juge Philippe Panet.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Cent fleurs de mon herbier—Études sur le monde végétal, à la portée de tous suivies d'un calendrier de la flore de la province de Québec, par E.-Z. Massicotte. Montréal, 1906. Prix : \$0.75. S'adresser à l'auteur, 161, rue Coursol, Ste-Cunégonde, Montréal.

Le secret de la marquise et Un homme d'honneur, par Adèle Bibaud. Montréal—1906. S'adresser à l'auteur, 299a, rue St-Denis, Montréal.

Correspondances judiciaires publiées sous forme de "Chroniques" dans le journal LE SOLEIL, par L.-Omer Beaubien, avocat—Québec—1906. Prix : \$1.50.

Petit traité d'hygiène à l'usage de l'école primaire, par le Dr J.-G. Paradis. S'adresser à l'auteur, à Montmagny.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

OCTOBRE 1906

No 10

NOTES SUR LA FAMILLE COULON DE VILLIERS

APPENDICE

I

Somation que fera M. de Jumonville officier des troupes du Roy très chretien au commandant des troupes Angloises, si il en trouve sur les terres du domaine du Roy.

Monsieur,

Il m'est déjà revenu par la voye des sauvages que vous veniés armé et à forces ouvertes sur les terres du Roy mon maître, sans toutes fois pouvoir le croire, mais ne devant rien négliger pour en être informé au juste, je détache M. de Jumonville pour le voir par lui-même, et en cas qu'il vous y trouve, vous sommer de la part du Roy, en vertu des ordres que j'en ay de mon général de vous retirer paisiblement avec votre troupe, sans quoy, Monsieur, vous m'obligeriés à vous y contraindre par toutes les voyes que je regarderois les plus efficaces pour l'honneur des armes du Roy.

La vente des terres de la Belle-Rivière par les sauvages vous est un si faible titre que je ne pourray m'empêcher, Monsieur, de repousser la force par la force je vous préviens que si après cette somation qui sera la dernière que je vous feray faire il arrive quelque acte d'hostilité que ce sera à vous d'en répon-

dre puisque notre intention est de maintenir l'union qui règne entre deux Princes amis.

Tels que soient vos projets, Monsieur, je me flatte que vous aurés pour Mr de Jumonyville tous les égards que mérite cet officier, et que vous me le renvoyerez sur le champ pour m'informer de vos intentions.

Je suis en attendant avec respect

Monsieur

Votre très humble et très obeisst. serviteur

Contrecœur

fait au camp du fort Duquesne

pour copie

le 23e May 1754.

Sur le revers de la copie que nous avons sous les yeux, M. de Contrecœur écrivit de sa meilleure main : " ce gonde sommation au zanglois si mr de Jumonville les trouve dan sa dé couverte, du 23 may 1754." A la suite, mais d'une autre encre, il ajouta : " illés za trouvé et lon tuée en leur fesan lire." (1)

II

La copie du journal de M. de Villiers que nous donnons ici diffère un peu, sinon pour le fond du moins pour la forme, de celle qui a été publiée par la Société Historique de la Louisiane et que nous avions fournie nous-même.

C'est une copie faite pour M. de Contrecœur qui a écrit de sa main au revers : " Copie du journal de de M. de Villiers, du 3 jnette 1754."

Elle ne comprend que le journal proprement dit et M. de Contrecœur n'y a fait insérer ni les paroles aux Sauvages, ni le résultat de la conférence des officiers, ni l'ordre donné à M. de Villiers, ni enfin les articles de la capitulation. Comme ces documents peuvent

(1) Archives du Sém. de Québec.

avoir leur intérêt, nous avons cru devoir les remettre à leur place dans le cours du journal ; nous les empruntons à la copie déjà publiée, excepté les articles de la capitulation que nous transcrivons d'un fac-simile fait par P.-L. Morin et conservé aux archives du Séminaire de Québec.

Journal de la Campagne de Mr de Villiers depuis son arrivée au fort Duquesne jusqu'à son retour au dit fort.

J'arrivay le 26^e juin au fort Duquesne sur les huit heures du matin avec les différentes nations dont Mr le Général m'avait donné le commandement.

J'appris en arrivant que Mr de Contrecoeur avait fait un Détachement de cinq cens hommes et onze sauvages de différentes Nations de la Belle-Rivière dont il avait confié le commandement à Mr Le Cher Le Mercier qui devoit partir le lendemain.

Comme j'étois l'ancien de cet officier, que je commandois les Nations, et que mon frère avait été assassiné, Mr de Contrecoeur m'honora de ce commandement, et Mr Le Mercier me témoigna, que quoique privé du commandement, il se teroit un grand plaisir de faire la campagne sous mes ordres.

J'assemblay les sauvages domiciliés pour leur faire accepter la hache que M. de Contrecoeur leur présenta avec un collier à chaque Nation en leur prononçant ce discours avec sept branches à la main.

Par 7 branches Mes Enfans je vous invite tous par de porcelaine. ces branches à écouter ma parole qui est celle de votre père Onontio, je vous débouche les oreilles pour bien entendre, et vous débouche le gozier pour que mes paroles vous touchent au cœur, et que vous ressentiez la meme peine que je ressens.

Par 7 branches Mes Enfans, votre père Onontio de porcelaine m'informe qu'il ne vous a envoyez ici que pour travailler aux bonnes affaires. je suis venu dans cette vue. Mais il m'ordonne en mesme temps, que si quelqu'un m'insulte de l'écraser et qu'il ne doute pas par votre attachement à ses volonteés que vous ne suiviez notre exemple et que vous ne nous aidiez à le venger. Vous n'ignorez pas l'assassin qui m'a été fait ; je vas vous parler à tous au cœur parceque je n'ay rien de caché pour les véritables enfans d'Onontio. Je vous apprens mes Enfans que je ne suis venu ici que pour travailler aux bonnes affaires, que j'ay trouvé l'anglois, et que je l'ay sommé suivant les ordres de votre Père de se retirer, que je leur ay fourni leurs besoins pour s'en aller paisiblement chez eux. J'ay appris par vos frères qu'ils venoient pour frapper sur votre Père, j'ay envoyé un officier pour leur parler et travailler à maintenir la paix. Ils l'ont assassiné. Mes Enfans j'en ay le cœur malade, et je faisois partir demain les françois pour m'en venger, vous arrivez mes Enfans quand j'ay déjà fait délivré les souliers, la poudre et les balles. Et je vous invite vous autres gens du Saut, du lac Huron, Abénaquis, Iroquois de la Présentation, Nepissings, Algonquins et Outtaouais, par ce collier, à accepter la hache pour accompagner votre Père et luy aider à écraser les anglois qui ont violé toutes les lois les plus fortes en assassinant des porteurs de paroles. je joins a cette hache deux barils de vin pour vous faire festin n'ayant pas de bœuf icy.

C'est M. de Villiers que je mets à votre tête pour vous conduire et vous servir de père. Il va de cœur venger la mort de son frère. Ceux qui l'aimeront suivront son exemple, je vous invite de faire tout ce qu'il vous commandera.

Par 4 branches de porcelaine, vous autres Loups si vous êtes les véritables enfans d'Onontio, je vous invite par ces branches à suivre l'exemple de vos frères.

L'un des chefs des Iroquois nous dit, que leur Père Onontio ne les avoit envoyés que pour travailler aux bonnes affaires, ainsy, qu'ils ne vouloient point troubler la terre, Et que leur Père les avoit assurés qu'ils ne seroient que pour regarder, et pour maintenir la Paix.

Les Guerriers emportèrent cependant les haches, les Colliers, et deux Barils de vin qui avoient été mis pour leur faire festin.

Deux heures après, le Conseil se retint, et toutes les Nations acceptèrent la hache, on chanta les chansons de guerre, les chefs demandèrent le jour suivant pour faire leurs souliers et les choses furent disposées à souhait.

Le 27^e on commença à travailler aux préparatifs de la campagne, Mr de Contrecoeur appella Mrs Le Mercier, de Longueuil et moy pour délibérer sur ce qui seroit à faire dans la campagne vû le lieu, la force de l'ennemi, l'assassin qu'il nous avoit fait, et la Paix que nous avions dessein de maintenir entre les deux couronnes ; voicy ci joint le résultat de cette conférence.

Résultat—Qu'il étoit convenable de marcher avec le plus de sauvages et françois qu'il seroit possible pour aller à la rencontre des anglois pour nous venger et les chatier d'avoir violé les lois les plus sacrées des nations Policées.

Que l'action qu'ils ont faite mérite de n'avoir nul égard à la dernière paix.

Que comme l'intention du Roy étoit de maintenir la paix entre les deux couronnes que sitôt le coup fait et qu'on les aura chassés de dessus les terres du do-

maine du Roy—l'offier commandant enverra un Prisonnier au commandant anglois du lieu le plus proche pour luy annoncer que notre intention a été de soutenir les sommations que nous leur avons fait faire de se retirer de dessus les terres du Domaine du Roy, et venger l'assassin qu'il nous ont fait.

Que maintenant ils doivent ressentir le prix de l'indignité de leur action.

Que voulant toujours seconder les intentions du Roy qui ne tendent qu'à la paix Il ne tiendra qu'au commandant de se retirer paisiblement de dessus les terres du Roy et que sitôt la réponse conforme aux droits de Sa Majesté très Chrétienne, nous empescherons nos troupes de continuer leurs incursions et de regarder les anglois comme nos amis (sic).

Que pour ce qui est des Prisonniers qui ont été faits dans le coup, sitôt qu'ils auront envoyé ceux dont ils se sont saisis, qu'on leur renvoyera ceux qui sont entre les mains des François.

Que nos sauvages domiciliez indignez d'une action aussi inouïe que surprenante nous ont déclaré en allant venger leur Père qu'ils ne vouloient plus rendre les prisonniers qui seront entre leurs mains. Mais que nous ne doutons pas que Mr le Général n'employe ainsi qu'il l'a déjà fait tous les moyens pour les retirer sans trop se flatter qu'il puisse y réussir. Si les anglois s'estoient retirez de dessus nos terres, qu'on iroit jusques dans leurs habitations pour les détruire et les traiter comme ennemis jusqu'à ample satisfaction et changement de conduite de cette nation. fait au camp du fort Duquesne le 27 juin 1754. (signé)

De Contreccœur, De Villiers, Lemer cier et Longueuil.

Les chefs vinrent ensuite pour annoncer à Mr de Contreccœur que les Guerriers alloient me suivre, et

qu'eux qui étoient venu pour travailler aux bonnes affaires resteroient près de luy.

Le 28 M. De Contrecœur me remit mon ordre de partir, conçu en ces termes :

Nous Cap^{ne} d'une Comp^{ie} du détachement de la Marine Commandant en chef Les parti de la Belle Rivière, des forts Duquesne, Presqu'île et Rivière au bœuf. Il est ordonné au Sr De Villiers Capitaine d'Infanterie de partir incessamment avec le détachement françois et les sauvages que nous lui confions pour aller à la rencontre de l'armée angloise. Luy ordonnons de les attaquer s'il voit jour à le faire et de les détruire mesme en entier s'il le peut pour les châtier de l'assassin qu'ils nous ont fait en violant les droits les plus sacrez des nations policées.

Si le dt Sieur de Villiers ne trouvoit plus les anglois il les suivra autant qu'il le jugera nécessaire pour l'honneur des armes du Roy Et dans le cas qu'ile fussent retranchez et qu'il ne vit pas jour a les combattre, Il ravagera leurs Bestiaux et taschera de tomber sur quelques uns de leurs convois pour les défaire en entier.

Malgré leur action inouïe recommandons au dt Sr. de Villiers deviter toute cruauté autant qu'il sera en son pouvoir.

S'il peut les battre et nous venger de leur mauvais procédé il détachera un des Prisonniers pour annoncer au commandant anglois que s'il veut se retirer de dessus les terres du Roy et nous renvoyer nos prisonniers, nous défendrons à nos troupes de les regarder à l'avenir comme nos ennemis.

Il ne leur laissera pas ignorer que nos sauvages indignez de leur action nous ont déclaré ne pas vouloir rendre les prisonniers qui sont entre leurs mains, mais

que nous ne doutons point que Mr le Général ne fasse à leur égard comme il a été fait par le passé.

Comme nous nous en rapportons entièrement à la prudence de Mr De Villiers pour tous les cas que nous ne pouvons pas prévoir nous approuvons tout ce qu'il fera en se consultant dans ces cas avec le capitaine seulement. fait au Camp du fort Duquesne le 28 juin 1754.

(signé) Contrecœur.

Aussitôt on distribua les vivres, chacun embarqua et nous partîmes du fort vers dix heures du matin.

Je commençai dès cette instant à avoir des déconvenances sauvages par terre pour éviter toute surprise, et j'y joignis quelques cadets qui se sont mutuellement relevés, ainsi que les sauvages pendant le reste du voyage. Je fus concher à sept à huit arpents au dessus de la première fourche de la rivière mal engueulée quoique je ne fusse pas dans le dessein de prendre cette route.

J'assemblai les sauvages et leur demandai leur avis, ils déferent la route à un chef Sonontsen de la Belle Rivière, comme connoissant mieux le local. Il y fût décidé, que quoique la route fût plus longue, il étoit convenable de prendre la rivière mal engueulée, vû que si l'anglois avoit continué sa marche, il pourroit avoir gagné le hangard, et que d'ailleurs l'autre Bras de la Rivière pourroit être susceptible de manquer d'eau.

Les sauvages me firent appercevoir que la Bande de Mississakin manquant, il auroit pû avoir été faire coup, ce qui leur feroit grand tort, mais je les rassurai de ce côté-là.

Le 29^e on dit la Messe au Camp, après quoy nous mîmes en marche avec les précautions ordinaires, je vis Misissakin qui venoit me rejoindre et qui

nous apporta des lettres de Mr de Contrecoeur : nous n'eûmes ce jour aucun événement, et nous fîmes une bonne journée.

Le 30^e nous nous rendîmes au hangard qui étoit de pièces sur pièces bien crânelé, et d'environ trente piés de longueur, sur vingt-deux de largeur. Comme il étoit tard, et que je ne voulois rien faire sans me consulter avec les sauvages je tûs camper a deux portées de fusil de là.

J'appellay le soir les Chefs et je délibéray avec eux, sur les précautions a prendre pour la sûreté de nos pirogues, des vivres que nous laissions en réserve et du monde qui devoit les garder. Je leur fis envisager les avantages du hangard pour cela on vingt hommes pouvoient faire une forte resistance, ils applaudirent tous ; il fut question ensuite de s'arranger au sujet des découvreurs, pour obvier à la jalousie qui se lève parmi les Nations, quand il paroît de la prédilection, et il fut conclu qu'il n'en iroit qu'un très petit nombre près du camp, que les autres reviendroient au devant de nous sitôt qu'ils auroient connaissance de quelque chose, qu'au contraire, ceux qui devoient découvrir le camp, le feroient pendant la nuit, et viendroient pour que nous puissions frapper au point du jour.

Le 1^{er} de juillet nous fîmes mettre nos pirogues en sûreté, nous arrangeames nos effets, et tout ce dont nous pouvions nous passer ; dans le hangard j'y laissay un bon sergent avec vingt hommes et quelques sauvages malades ; on donna de la munition, et on se mit en marche vers les onze heures. Nous trouvames des chemins si pénibles, que dès la première pose, l'Aumônier n'étoit plus en état de continuer le voyage, il nous donna l'absolution générale, et retourna au hangard. nous aperçumes des pistes, ce qui nous fit suspecter d'être découverts.

Sur les trois heures après midy, n'ayant point de nouvelles de nos découvreurs, j'en renvoyay d'autres qui rencontrèrent nos premiers, ils se méconnurent et furent sur le point de se fusiller, mais heureusement ils cessèrent de prendre le change, ils revinrent à nous, et nous annoncèrent avoir été au chemin que faisoient les anglois, qu'ils n'y avoient vû personne, et qu'il paroissoit qu'il y avoit environ trois jours qu'on n'y avoit été ; nous ne doutames plus que l'Anglois ne fût informé de nos démarches, nous continuâmes cependant notre route jusqu'à une maison avantage^{ment} située d'où nous envoyâmes à la découverte de tous côtés, on y arrangea la troupe de façon à s'y deffendre, et nous y passâmes la nuit dans l'attente de nos découvreurs.

Le 2^e dès la pointe du jour, nous nous mîmes en marche, sans que les découvreurs fussent arrivés ; après avoir marché quelque tems, on arrêta, et je résolus de ne point aller outre que je n'eusse des nouvelles positives, et j'envoyay des découvreurs au chemin ; pendant ce tems il me revint des sauvages qui avoient restés au hangard, et qui avoient pris un prisonnier qui se dit deserteur, je le questionnay et le menacay de le faire pendre s'il m'en imposoit. J'appris que les Anglois avoient quitté leur poste pour rejoindre leur fort, et qu'ils avoient remmenés leurs canons. Nos derniers découvreurs arrivèrent et me dirent que les premiers avoient vû la piste de dix à douze hommes, et qu'ils ne doutoient pas que ce ne fût les leurs. je continuai ma route et j'arrivay à une maison abandonnée d'où quelques uns de nos gens apperçurent le Camp abandonné des anglois et nous y rendîmes ; ce lieu consistoit en trois maisons entourées de quelques pièces de bôût, et de clotures dont l'intérieur étoit commandé par les hauteurs voisines. J'envoyay des découvreurs

et fis fouiller par tout, il s'y trouva plusieurs caches d'outils et autres ustencils, que je fis enlever ; comme il était tard, j'y fis camper le Détachement qui étoit arassé des mauvais chemins, d'ailleurs le tems étoit à la pluie, nous y eumes une alerte causée par nos sauvages qui étoient à la poursuite de quelques animaux.

Je questionnay de nouveau l'Anglois en l'intimidant et luy donnant l'espoir de récompense. je fis part aux sauvages de tout ce que j'en appris, et de la résolution ou j'étois de ne point les exposer témérairement ; nous eumes toute la nuit de la pluie.

Le 3e dès la pointe du jour, je me préparay au départ. j'invitay les sauvages à fournir des decouvreurs. le tems étoit à la pluie, mais je voyois la nécessité de prevenir l'ennemi dans les travaux qu'il pourroit faire, je me flattois même qu'il seroit moins surveillant par un aussi mauvais tems.

Les Nepissingues et Algonkins, ne voulurent point passer outre, je leur dis qu'ils pouvoient rester ; je me mis en marche avec les autres Nations, ce qui hontoys les premiers au point de venir me joindre à l'exception de deux.

Avant mon départ deux de mes premiers decouvreurs dont j'étois inquiet, vinrent me rejoindre et me dirent avoir fait trois prisonniers qui venoient des Chasénons, et qu'ils les avoient remis au hangard, ce qui me fut confirmé par une lettre qu'ils me remirent du sergent que j'y avois laissé.

Nous marchames tout le jour par la pluie et j'envoyay decouvreurs sur decouvreurs, j'arretay au lieu où mon frère avoit été assassiné, et j'y vis encore des cadavres.

J'envoyai des decouvreurs pour aller jusque contre

le camp, vingt autres pour les soutenir, et j'avancay en ordre, lorsqu'on vint m'annoncer que nous avions été decouverts, que les Anglois venoient en bataille pour nous attaquer. Comme on me les dit tout contre je fis mettre la troupe en bataille dans le genre convenable, pour le combat des Bois, je ne fus pas longtemps a m'appercevoir que nos decouvreurs m'avoient mal conduit et j'ordonnay a la troupe d'avancer du côté dont on pouvoit venir nous attaquer ; comme nous n'avions point connaissance du local, nous présentames le flanc au fort, d'ou il commencèrent a tirer du canon sur nous. J'apperçus presque dans le même tems les Anglois sur la droite en Bataille qui venoient a nous. Les sauvages ainsy que nous, fines le cry et avançames à eux, mais ils ne nous donnèrent pas le tems de faire notre décharge, qu'ils se replièrent dans un retranchement qui tenoit à leur fort, alors nous nous attachames a investir le fort, il étoit situé assés avantageusement dans une prairie dont le Bois étoit à la portée du fusil, nous approchames d'eux le plus qu'il nous fut possible, pour ne pas exposer inutilement les sujets de sa Majesté. Le feu de part et d'autre fût tres vif, et je me portay au lieu qui me paroissoit le plus a portée d'essuyer une sortie, nous parvinmes a éteindre pour ainsi dire, avec notre mousquetterie, le feu de leur canon, il est vray que le zèle de nos canadiens et soldats, m'inquiéta, parceque je voyois que nous allions être dans peu sans munition. Mr LeMercier me proposa de travailler a faire faire des facines pour assurer nos postes, et resserer pendant la nuit les Anglois dans leur fort, et les empêcher totalement d'en sortir. J'ordonnay a Mr. De Bailleul d'y aller et de rassembler le plus de monde qu'il seroit possible

pour secourir le quartier qui seroit attaqué en cas de sortie générale. nous primes pendant ce tems des caches de vivres, munitions et marchandises, qui encouragèrent les sauvages et Miliciens.

Le feu des ennemis se ralluma vers les six heures du soir avec plus de vigueur que jamais, et dura jusqu'à huit heures ; comme nous avions essuyé toute la journée la pluye, que le détachement étoit très fatigué, que les sauvages me faisoient annoncer leur départ pour le lendemain, et qu'on débitoit entendre battre au loin la caisse et tirer du canon, je proposay à Mr LeMercier d'offrir aux Anglois de parler ; il fût de mon avis, et nous fîmes crier, que si ils vouloient nous parler, nous ferions cesser le feu, ils acceptèrent la proposition, il vint un capitaine à l'attaque ou j'étois, je détachay Mr LeMercier pour le recevoir et me rendis dans la prairie, ou nous leur dîmes que n'étans pas en guerre, nous voulions bien leur éviter les cruautés ou ils s'exposaient de la part des sauvages. s'ils s'obstinoient à une résistance plus opiniâtre, que dès cette nuit, nous leur ôterions toute espérance de pouvoir s'évader, que nous consentions maintenant à leur faire grace, n'étants venu que pour venger l'assassin qu'ils avoient fait de mon frère en violant les loix les plus sacrées, et les obliger à déguerpir de dessus les terres du domaine du Roy, et nous convinmes avec eux de leur accorder la capitulation dont voicy ci-joint la copie :

Capitulation accordez par le commandant des troupes de Sa Majesté très chrethienne à celui des troupes angloises actuellement dans le fort de nécessité qui avoit été construit sur les terres du domaine du Roy, ce 3e juillet 1754 à huit heures du soir.

Scavoir.

Comme notre intantion na jamais été de troubler la paix et la bonne armonie qui regnoit entre les deux princes amis, mais seulement de venger l'assassin qui a été fait sur un de nos officier porteur dune sommation et sur son escorte, comme aussi d'empêcher aucun etablissement sur les terres du domaine du Roy mon maître.

A ces considérations nous voulons bien accorder grace a tous les anglois qui sont dans le dit fort aux conditions cy après.

Article p^r

nous accordons au commandant anglois de se retirer avec toute sa garnison pour sen retourner paisiblement dans son pais et lui prometons dempecher qu'il luy soit fait aucune insulte par nos françois et de maintenir autant qu'il sera en notre pouvoir tous les sauvages qui sont avec nous.

2^o

il luy sera permi de sortir et d'emporter tout ce qui leur appartiendra a l'exception de l'artillerie et munitions de guerre que nous nous reservons.

3^o

que nous leur accordons les honneurs de la Guerre qu'ils sortiront tembour batant, avec une pièce de petit canon, voulant bien par la leur prouver que nous les traitons en amis.

4^o

que sitôt les article signés de part et d'autre ils ameneront le pavillon anglois.

5°

que demain a la p^{te} du jour un détachement françois ira pour faire defiler la garnison et prendre possession du dt. fort.

6°

que comme les anglois n'ont presque plus de chevaux ni bœufs ils seront libres de metre leurs effets caché pour venir les chercher quand ils auront rejoint des chevaux, ils pourront a cette fin y laisser des Gardiens en tel nombre qu'ils voudront aux conditions qu'ils donneront parolles d'honneur de ne plus travailler a aucun établissement dans ce lieu icy ni en deçà la hauteur des terres pendant (une) l'année à compter de ce jour.

7°

que comme les anglois ont en leur pouvoir un officier deux cadets et generalement les prisonniers qu'ils nous ont faits dans l'assassinat du Sr de Jumonville et qu'ils promettent de les renvoyer avec sauvegarde jusque au fort Duquesne situé sur la belle Rivière, et que pour sureté de cet article ainsi que de ce traité Mrs Jacob Vanebrane et Robert Scobo—tous deux capitaines nous seront remis en ôtage jusqu'à l'arrivez de nos canadiens et françois cy-dessus mentionés, nous nous obligeons de notre coté a donner escorte pour remener en sureté les deux officiers qui nous promettent nos françois dans deux mois et demi pour le plus tard.

fait double sur un des postes de notre Blocus ce jour et an que dessus.

James Mackay

Ge Washington

Coulon-Villier

Nous envisageames que rien ne pouvoit être plus avantageux pour la Nation que cette capitulation,

n'étant pas naturel en tems de paix de faire des prisonniers qui dans un tems de guerre nous auroient été nuisibles, puisqu'ils eussent consommé nos vivres. nous les faisons d'ailleurs consentir a signer qu'il nous avoient fait un assassin dans le coup de mon frère, nous avons des otages pour la sûreté des françois qui étoient en leur pouvoir, nous leur faisons abandonner le pays comme appartenant au Roy très chrétien, nous les obligeons a nous laisser leur canon qui consistoit en neuf pièces, nous avons détruit tous leurs chevaux et leurs bêtes a cornes, et nous leur faisons signer que la grace que nous leur accordions, n'étoit que pour leur prouver combien nous avions envie de les traiter en amis.

Pouvions nous attendre des avantages si considérables vis a vis des ennemis presque aussy nombreux que nous, qui nous attendoient depuis plusieurs jours, qui avoient une prairie au milieu de laquelle étoit leur fort, qui avoient neuf pces de canon, et qui n'étoient attaqués que par une mousquetterie sauvage, ou d'habitans peu accoutumés a cette discipline militaire; aussy ne dois-je le succès de cette entreprise qu'à leur valeur, a la fermeté des officiers, et a l'exemple des cadets qui composoient ce parti.

Dès le soir même les articles de la capitulation furent signés, et j'eû au camp les otages que j'avois demandé.

Le 4e dés la pointe du jour, j'envoyay un détachement pour prendre possession du fort. La garnison défila, et le nombre de leurs morts et de leurs blessés m'excita à la pitié, malgré le ressentiment que j'avois de la façon dont ils avoient fait périr mon frère.

Nos sauvages qui avoient en tout adhésés à mes volontés prétendirent au pillage, je m'y opposay, mais les Anglois encore petris d'effroy, prirent la fuite, et

laissèrent jusqu'à leur pavillon et un de leurs drapeaux. je demolis leur fort, et Mr LeMercier fit casser leurs canons, ainsi que celui qui étoit accordé par la capitulation, les Anglois n'ayant pu l'emporter.

Je me pressay de partir après avoir cassé les futailles de boissons, pour obvier au désordre qui seroit infailliblement arrivé. un de mes sauvages prit dix anglois qu'il m'amena et que je renvoyai par un autre qui m'a rapporté qu'il venoit derrière aux Anglois un secours de deux cens hommes, avec un Grand Chef.

J'en ay été quitte dans cet attaque pour deux françois tués et un Pany, dix sept blessés, dont deux sauvages, sans compter nombre de blessures si legeres, qu'elles n'ont pas eû besoin du secours du chirurgien.

Je fis ce jour environ deux lieues et fis porter par des détachements sur des branquards, nos principaux malades.

Le 5e j'arrivay sur les neuf heures au camp abandonné des Anglois, je fis deffaire le retranchement, et brûler les maisons, après quoy je continuay route, après avoir détaché Mr de la Chauvignerie, pour brûler celles qui étoient aux environs ; je fus camper a trois lieues de là.

Le 6e je partis de grand matin et arrivay au hangard. vers les dix heures on fit l'arrangement des pirogues, on ravitailla le détachement ; remportames la reserve, trouvames quelques caches, apres quoy je fis brûler le hangard.

J'embarquay et marchay jusque sur les six heures du soir, ou je fus obligé de camper par une tres grosse pluye qui dura toute la nuit.

Le 7e je continuay route après avoir detaché Mr de la Chauvignerie pour apprendre le succès de notre campagne a Mr de Contrecoeur. je brulay en m'en

allant tous les établissements que je trouvay et je remis sur les quatre heures à Mr de Contrecoeur mon détachement.

III

LE PORTRAIT DU CHEVALIER DE VILLIERS

Ce portrait ainsi que les notes qui suivent nous ont été gracieusement fournis par M. J.-W. Cruzat.

L'original de cette peinture était d'abord la propriété de Marc Coulon de Villiers, fils de François et il passa ensuite à son gendre, Arnould Guillemard qui demeurait à Pensacola. Pendant la guerre de Sécession le portrait disparut. Par bonheur, la branche louisianaise des de Villiers en avait fait faire une copie aujourd'hui en la possession de M. Geo. Villeré de la Louisiane. C'est de cette copie qu'on a tiré toutes celles qui ont paru depuis quelque vingt ans, soit aux États-Unis soit au Canada.

IV

GÉNÉALOGIE DU CHEVALIER DE VILLIERS

1er mariage. — François Coulon de Villiers épousa en premières noces Elizabeth Groston de St-Ange.

Enfants :

1. *Isabelle*, née en 1740, épousa François de Volsay, capitaine aux Illinois.
 2. *Joachime*, née en 1746, épousa François Picoté de Belestre, capitaine.
 3. *Joseph*, né en 1747, mort sans enfants.
 4. *Louis*, né en 1751 épousa Marie Fontenelle, aux Attakapas, Louisiane. Il y a actuellement postérité en ligne masculine et féminine à la Louisiane.
-

2ème mariage—François Coulon de Villiers épousa en secondes noces, Madeleine Marin, fille de Paul, capitaine etc.

Enfant :

Jean-Marc Coulon de Villiers qui épousa le 1er août 1784, Josephine Catherine Griffon d'Anneville, décédé à la Havane.

Enfants :

1. *Marie-Victoire*, née le 19 octobre 1785, épousa Jean Innerarity.

2. *Jean-François*, né le 9 août 1786.

3. *Marie-Joseph-Hugues*, épousa Arneuld Guille-mard.

4. *Charles-Marie-Hucher*, né le 20 février 1795.

5. *Marie-Suzanne*, née le 28 octobre 1792 ; mariée le 30 septembre 1814 à Jos.-Ignace Cruzat, décédée le 18 novembre 1860.

6. *Marie-Jean*, né le 30 mars 1796.

7. *Firmin*, né le 26 septembre 1797.

8. *Louis*, né le 17 août 1799.

9. *Manuel*, né le 19 août 1801.

10. *Félix*, né le 15 mars 1804.

Jean-François, Charles-Marie-Hucher, Marie-Jean, Louis, Félix, sont émigrés avec le père à la Havane.

Marie-Joseph Hugues mourut sans enfants.

Manuel passa en Espagne où il se maria.

Marie-Victoire a laissé des descendants à Pensacola et à la Louisiane.

Marie-Suzanne (madame Cruzat) et Firmin ont encore des descendants en Louisiane ; la descendance de Firmin qui est en ligne féminine porte cependant le nom de de Villiers.

3ème mariage. — François Coulon de Villiers épousa en troisièmes noces, le 28 juin .1762, Geneviève Enould de Livaudais.

Enfant :

Charles-Philippe qui se maria deux fois : 1^o à Delle d'Acosta dont il eut :

a Frs-Coulon Jumonville.

b Claire-Jumonville de Villiers qui épousa Pierre Huchet de Kerniou.

c Amable qui épousa R. Ducros.

Il existe encore des descendants de Claire et d'Amable à la Louisiane.

2^o *Chs-Philippe* épousa en secondes noces Marie Frsc Aimée Enoul Beaumont de Livaudais.

De ce mariage sont nés six enfants :

a Gustave, épousa Stéphanie Guérin.

b Louis, chevalier Jumonville, épousa : 1^o Delle Buisson, 2^o Delle Commagère.

c Alexandre, épousa Delle Vela.

d Aimée, épousa 1^o Canon, 2^o Dupuy.

e Célestine, épousa Fleitas.

f Odile, mariée à M. Guérin.

Tous ont laissé postérité en Louisiane ; les enfants de Louis et d'Alexandre portent le nom de Jumonville.

JUGES DE LA COUR DE VICE-AMIRAUTÉ DE QUÉBEC

James Potts, 1764 ; Peter Livius, 1768 ; Isaac Ogden, 1788 ; Jonathan Sewell, 1796 ; James Kerr, 1831 ; Henry Black, 1836 ; Okill Stuart, 1873 ; Georges Irvine, 1884 ; Adolphe Bazile Routhier, 1897, juge actuel.

LUCIEN LEMIEUX

“ JOLLIET ” ou “ JOLIET ”

On a bien voulu me communiquer un article du *Chicago Evening Post* dans lequel on demande comment il faut épeler le nom de l'explorateur québécois Louis Jolliet. L'auteur de cet article donne un fac-similé de la signature de Claire Jolliet (femme ou fille de Louis Jolliet), et la présence de deux “ l ” dans le nom de Jolliet le porte à mettre en doute l'exactitude de l'orthographe ordinairement adoptée pour écrire le nom de la ville de “ Joliet ” sur la rivière des Illinois.

Is Joliet misspelled ?, écrit-il. — La réponse est facile à donner. Il suffit de reproduire un ou plusieurs fac-similés de la signature de Jolliet lui-même. J'en donne cinq ci-après. La première signature A a été prise sur le contrat de mariage de Louis Jolliet et de Claire-Françoise Bissot, Romain Becquet, notaire, 1er octobre 1675. Les autres se trouvent dans les registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Notre-Dame de Québec. La signature B est du 4 avril 1698. La signature C est du 1er septembre 1698. La signature D est du 26 octobre 1699. Enfin la signature E est du 4 mai 1700. C'est la dernière signature connue de l'illustre découvreur du pays des Illinois.

Louis Jolliet mourut entre le 4 mai 1700 et le 18 octobre de la même année, date d'une lettre de M^M. de Callières et de Champigny (le gouverneur et l'intendant) où il est question de son décès.

ERNEST GAGNON

A Louis Golliet 1er octobre 1675

B Golliet 4 avril 1698

C Golliet 1er septembre 1698

D Golliet 26 octobre 1699

E Golliet 4 mai 1700

RÉPONSES

L'assassinat du lieutenant Weir. (X, VIII, 1026.)—En novembre 1837, avant de marcher contre les insurgés réunis à Saint-Denis, le colonel Gore avait envoyé en avant comme éclaireur le lieutenant George Weir, du 32ème Régiment. Celui-ci, très imprudent et ne connaissant pas les routes, tomba entre les mains des *patriotes* dans la soirée du 22 novembre, quelques arpents avant d'entrer dans le village de Saint-Denis.

C'est le lendemain qu'il fut mis à mort par les *patriotes*. M. l'abbé Allaire raconte ainsi ce triste épisode des troubles de 1837 dans son *Histoire de Saint-Denis*, en cours de publication :

“ Mais, à cet instant, se déroulait au centre du village une scène non moins regrettable. Le prisonnier Weir venait de monter en voiture pour être conduit en lieu plus sûr à Saint Charles. L'hôtelier François Mignaut, accompagné de Jean-Baptiste Maillet et de Pierre Guertin, était chargé de sa translation. Assis à l'avant du quatre-roues, le conducteur avait l'Anglais à sa gauche. Derrière lui était Guertin ; Maillet occupait l'autre place. Sur promesse de Weir de ne point remuer, on fit presque aussitôt descendre Guertin pour continuer trois seulement à cause de la difficulté des chemins pas assez gelés pour devenir beaucoup meilleurs que la veille. Puis sur les instances du captif on consentit à lui délier les mains et les pieds ; mais, en revanche, on le ceintura d'une solide courroie, dont Maillet reçut les extrémités. On était à peine reparti que l'on entendit la fusillade, dont Mandeville fut la victime. Bon ! les voilà, pensa l'éclaireur de la veille, si je pouvais m'échapper et les rejoindre ! Et, peu soucieux de sa parole jurée, il s'é-

lança de son mieux hors du véhicule. Mais il comptait sans Maillet qui retenait ses liens plus vigoureusement qu'il ne croyait, et ils furent cause de sa chute à côté des roues. Cette tentative fut le signal d'une explosion de colère contre lui. Maillet, le premier, le frappe du plat de son épée. Survient Joseph Pratte, instituteur, qui y va plus rudement. Il ne lui inflige pas moins que dix entailles tant à la tête et au cou qu'à la poitrine et au dos. Ces blessures, porte l'acte d'accusation, étaient toutes mortelles et, après les avoir minutieusement décrites, il est ajouté qu'à la suite de chacune d'elles " George Weir mourut instantanément là et alors ". Toujours que la victime se débattit et cria jusqu'à ce que Louis Lussier lui eut accordé le coup de grâce avec son fusil. C'est au bruit de cette détonation que l'acte d'accusation, déjà cité et daté du 27 août 1838, redouble d'éloquence : " Louis Lussier, y lit-on, avec un certain fusil valant cinq chelins sterling, et chargé de poudre et d'une balle de plomb, lequel dit fusil il tenait de ses deux mains, félonieusement et avec malice préméditée, tira sur le dit George Weir et le dit Louis Lussier, avec la dite balle de plomb sortie par l'effet de la dite poudre du dit fusil, qu'il tenait de ses deux mains, félonieusement et avec malice préméditée, visa, pressa la détente du dit fusil, et atteignit là et alors le dit George Weir, au côté gauche du ventre, infligeant au dit George Weir là et alors avec la dite balle de plomb sortie par l'effet de la dite poudre du dit fusil qu'il portait et alors dans ses deux mains, au côté gauche du dit George Weir, dans l'âme d'icelui, une blessure mortelle d'une profondeur de six pouces et d'une largeur d'un pouce et demi, à laquelle dite blessure, le dit George Weir succomba instantanément là et alors."

En effet, le vivace prisonnier était bien mort là et alors.

“ Quand François Jalbert, qui avait crié avec la foule de l'achever, eut été exaucé, il s'approcha, trempa son épée dans la mare de sang et partit triomphalement à cheval par le village en répétant de regarder une arme teinte du sang anglais. Ceci insinua qu'il était l'auteur du meurtre et lui attira dans la suite les ennuis d'un procès resté célèbre.

“ Cet assassinat se perpétrait à côté du couvent. On glissa aussitôt le cadavre jusqu'au bas de la côte, où on le cacha à la hâte sous un amas de gros cailloux sur le bord de l'eau.

“ Pratte et Lussier, dans leur long exil aux États-Unis, durent avec amertume regretter ce méfait, qu'aucune raison ne justifie, puisque le prisonnier ne pouvait nullement s'esquiver malgré tout le désir qu'il en montrait. Lussier n'est passé dans la république voisine qu'après avoir été assez heureux pour tromper la surveillance des geôliers de la prison de Montréal, où il a été d'abord quelque temps détenu.

“ Le cadavre de Weir, au retour des Anglais à Saint-Denis, après la bataille, a été réclamé par eux et transporté à Montréal, où il a été déposé au cimetière militaire de la rue Papineau. Sur sa pierre sépulcrale, entourée d'un clôture de fer, on lit : “ Beneath this stone are deposited the remains of George Weir, Esq., of Kames, in Berwickshire, Scotland, late lieutenant in Her Majesty's 32nd of Cornwall regiment, aged 29 years, who was barbarously murdered at St. Denis, Lower Canada, on the 23rd of november 1837 ” ; traduction : “ Sous cette pierre sont déposés les restes de George Weir, écuyer, de Kames, comté

de Berwickshire, Ecosse, ci-devant lieutenant dans les troupes de Sa Majesté, au 32^e régiment de Cornwall, lequel, à l'âge de 29 ans, fut tué avec barbarie à St-Denis, dans le Bas-Canada, le 23 novembre 1837."

La reddition du fort Saint-Jean en 1775. (XII, IV, 1137.)—C'est le 18 septembre 1775 que les Bastonnais au nombre d'environ mille hommes, sous le commandement du général Montgomery, vinrent mettre le siège devant le fort Saint-Jean. Ils avaient trois mortiers et seize pièces de canon.

Le fort Saint-Jean construit tout en bois était défendu par cinq cents hommes du 26^{ème} régiment commandés par le major Preston et une centaine de volontaires canadiens sous les ordres de MM. de Belestre, de Longueuil et Mackay.

Malgré son infériorité numérique et le peu d'artillerie dont elle disposait la vaillante garnison du fort Saint-Jean aurait pu résister longtemps, si le major Stefford n'eut rendu, sans coup férir, le 18 octobre, le fort de Chambly. La reddition de cette place donna à Montgomery un renfort d'hommes assez considérable et des munitions en abondance. A partir de ce moment le siège du fort Saint-Jean fut d'une violence inouïe. Dans une seule journée, les Bastonnais tirèrent 840 coups de canons et 120 bombes.

Le 1^{er} novembre, Montgomery envoya au major Preston un parlementaire porteur de la lettre suivante :

" Monsieur,

" C'est avec le plus grand regret du monde que je vois une troupe aussi vaillante et de si bons patriotes si obstinés à répandre leur sang et à défendre une place qui n'est point soutenable par aucun endroit. J'ai

appris par un de vos déserteurs que vous perdiez vos munitions et vos instruments de guerre ; une telle conduite pourrait me forcer dans la suite à jurer devant mon armée que je serais excusable des extrémités auxquelles se pourraient porter mes soldats. Faites, je vous prie, vos réflexions à ce sujet."

Preston, voyant qu'il y avait folie à résister plus longtemps, demanda une suspension d'armes jusqu'au lendemain midi ; ce qui lui fut accordée.

Le 2 novembre au soir, la capitulation fut signée par le général Montgomery et le major Preston.

Le lendemain, 3 novembre, aux termes de cette capitulation, la garnison sortit du fort, les armes à la main, avec deux pièces de canon, mèche allumée, tambour battant, et, au commandement du major Preston, mit bas les armes. Montgomery, comme marque de respect pour leur bravoure, ne voulut pas accepter les sabres et les épées des officiers anglais et des volontaires canadiens.

Les volontaires canadiens partirent le même jour pour les États-Unis où ils furent détenus.

Pendant le siège de Saint-Jean, qui avait duré quarante-cinq jours, il y eut, du côté canadien, quatorze hommes tués ou morts de leurs blessures, dix-sept ou dix-huit blessés grièvement et environ soixante de blessés légèrement.

La liste des officiers ou volontaires canadiens faits prisonniers au fort Saint-Jean et amenés en captivité aux États-Unis dressée par le gouverneur Carleton lui-même n'a jamais été publiée. Nous en devons la primeur à M. F.-J. Audet, assistant-archiviste du Dominion, à Ottawa :

LISTE DE MESSIEURS LES OFFICIERS ET GENTILSHOMMES CANADIENS QUI ONT SERVI EN QUALITÉ DE VOLONTAIRES SOUS LES ORDRES DE M. BELESTRE, ET PRIS PRISONNIERS DANS LA GARNISON DE SAINT-JEAN SOUS LE COMMANDEMENT DU MAJOR PRESTON.

Officiers et gentilshommes : Belestre, chevalier de Saint-Louis ; de Longueuil ; Duchesnay ; Rouville ; Deschambault ; Saint-Blain du Verger ; La Ronde ; La Morandière ; Boucherville ; chevalier Hertel ; Cuisy ; La Madelaine ; Lotbinière ; Saint-Ours ; Fleurimont ; Tonnancour ; Soumande ; Salaberry ; Pothier Vincennes ; Gaucher.

Volontaires particuliers : Montesson, capitaine et chevalier de Saint-Louis ; MacKay ; Monnin ; Luc Schmith ; Robertson.

Officiers de milice et citoyens des villes de Montréal et Trois-Rivières ; Hervieux ; Gamelin ; Moquin ; Des Ruisseaux ; Jacques Hervieux ; Giasson, l'aîné ; Giasson, cadet ; Dupré ; Foucher ; La Marque ; Du Musseau ; Bellefeuille (Trois-Rivières) ; Boulanger (Trois-Rivières) ; Duchenois ; Jean-Baptiste Despins ; Lamothe.

Officiers de milice des campagnes : Félix Jolly ; Frs. Corbin ; Mich. Baussin ; Pierre Auger ; Augustin La Ronde ; Bapt. Pothier ; Joseph LaForté ; Louis Tims ; Louis Rainville ; Léveillé.

Miliciens des villes et des campagnes : de Montréal, Joseph Ethier ; Francoeur ; Guérbois ; Rouillard ; de Trois-Rivières, Joseph Lebrun ; Raphaël Cormier ; Pierre LaMérise ; de Mascouche, Pierre Leclair ; Michel Beauchamp ; de Saint-Eustache et de Sainte-Geneviève, Joseph Ethier ; Gabriel Ethier ; Paul Ethier ; de Varennes, Amable Richard ; de Machiche,

Jean-Baptiste Millet ; Alexis Gélinais ; de la Pointe-du-Lac, Joseph Gautier ; Etienne Duval ; François Lafleur ; André Camirand ; Charles Tessier ; de la Rivière-du-Loup, Jean-Marie Mousset ; Jean-Marie Paquin ; Charles Auclair ; François Lamirande ; Antoine Desparlais ; Pierre Plante ; Joseph Grenier ; Louis Lessard ; Antoine Lessard ; Volontaires de M. Mackay, King ; Croan ; Sears ; Ab. Baron ; Thos. Bacon ; Jean McMeal ; Lacoste ; 2 Sauvages.

William Pitt et le Canada. (XII, VIII, 1156)—

Je ne trouve rien d'extraordinaire dans l'idée que le gouvernement du Canada ait été offert à William Pitt le père, mais pour rendre la chose plus claire, il faudrait dire à quelle date on lui en parla. La carrière de ce grand ministre a traversé des phases si variées que rien chez lui ne peut s'entendre si l'année, le mois, le jour même ne sont précisés. Une fois ceci connu, nous pourrions raisonner sur le projet. En tout cas, ce ne pouvait être qu'un moyen recherché par ses adversaires pour l'écarter des îles britanniques et, quant à lui, il a dû sourire de pitié à cette proposition. Ses vues politiques étaient trop vastes pour se diminuer au point de vouloir gouverner une colonie. C'eût été Napoléon relégué à l'île d'Elbe.

A ce propos mentionnons un fait véritable que nos historiens n'ont passignalé, que je sache. Il y avait, en 1759, un membre de la Chambre des Communes qui causait du tapage, non pas en parlement, où personne ne l'écoutait, mais dans le public, au moyen de gazette, plus ou moins clandestines, dans lesquelles il diffamait les sommités de l'administration—un chercheur de popularité d'un aplomb, d'un force et d'une adresse peu ordinaires. Son nom était John Wilkes. Dès qu'il apprit la chute de Québec, il demanda d'être

nommé gouverneur de la colonie, disant que son éloignement donnerait la paix au ministère ; sa requête, verbale ou écrite, je ne sais, ne fut pas écoutée. Il continua son agitation, se sauva en France, retourna aux Communes, devint lord maire de Londres en 1774, puis "chamberlain" de cette ville en 1779 ; enfin il mourut en 1797, ayant rempli le rôle le plus troublant de tous les gazetiers de son siècle. Imaginez ce qu'il aurait fait parmi nous si Pitt l'eut envoyé en Canada, car Pitt était premier ministre en 1759-60.

Ceci me rappelle une espièglerie dont nous nous sommes bien amusés en son temps. Le 1er juillet 1867, pendant que le canon tonnait à Ottawa, annonçant la naissance de la Confédération, un employé eut l'idée de répandre le bruit que M. Cartier (un an après, sir George-Etienne) allait se faire nommer greffier de notre Chambre des Communes et cette folle nouvelle courut comme le vent. Lorsque M. William Lindsay, le greffier en titre, l'apprit de la bouche d'un naïf qui avait gobé tout cela, il se donna un air sérieux et déclara que M. Cartier ne manquait pas de talent, que sa nomination était désirable, qu'il ferait un bon greffier, que Nous nous sauvâmes pour ne pas éclater de rire au nez de l'autre.

BENJAMIN SULTE

Le nom Rougemont. (XII, I, 1119.)—On voit dans la *Relation* de 1666 que M. de Rougemont, capitaine au régiment de Carignan, était dans l'hiver de cette même année 1666 commandant au fort Sainte-Thérèse. Ce M. de Rougemont repassa en France l'année suivante. Du moins, il n'est plus mentionné à partir de la fin de 1667.

Rougemont n'aurait-il pas plutôt emprunté son nom au baron de Rottenburg ? Le mot allemand Rottenburg ou Rottemburg se traduit par Rouge-mont.

QUESTIONS

1166—Est-il bien vrai que c'est le gouvernement anglais qui a payé tous les frais d'explorations du chemin de fer Intercolonial ? Le parcours de l'Intercolonial fut, paraît-il, en premier lieu fixé sur le territoire qui fut plus tard cédé aux Etats-Unis et qui forme aujourd'hui partie de l'état du Maine. INT.

1167—Bibaud dit quelque part qu'après la prise du pays par les Anglais, ceux-ci constatant que l'exportation du thé canadien nuisait à l'importation du thé étranger, la prohibèrent. Où est le décret du gouvernement anglais ou du gouverneur prohibant l'exportation du thé canadien ? MARCH.

1168—Où trouverais-je des renseignements biographiques sur le sieur Dupont, nommé par Louis XIV commissaire " pour prendre possession du pays, recevoir le serment des peuples et établir son autorité après la remise de la Nouvelle-France par la Cie des Cent-Associés " ? CURIO

1169—Quelles étaient sous le régime français les attributions du " médecin du roi au Canada " ? Etait-il payé par le roi ? Soignait-il simplement les soldats ou s'il donnait aussi ses soins au peuple ? M. D.

1170—Retrace-t-on quelque part des horloges fabriquées par le fameux horloger Dubois, qui vivait au Canada dans les dernières années de la domination française. Dubois fut obligé de faire lui-même ou plutôt d'inventer pour ainsi dire tous les outils dont il se servait. H. O.

VOL. XII

NOVEMBRE 1906

No 11

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet.
Is mihi non civis sed peregrinus erit

M. M.

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de novembre : " Tant pis, tant mieux ", Camille Roy, ptre ; MM. Adhémar et Delisle ; Batonniers du Barreau de Québec ; Les fils de lord Dorchester ; Lettres d'annoblissement de Simon Denys ; Pain de ménage, " Le Parler Français " ; Le médecin du roi Gaultier ; Le suicide sous le régime français ; L'Ordre du Bain ; M. D'Hozier et la Nouvelle-France ; Le mot Arthabaska ; Les conseillers d'honneur ou honoraires au Conseil Supérieur de Québec ; Questions, etc, etc.

Gravure : L'hon. Pierre-Ignace Aubert de Gaspé.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Correspondances judiciaires publiées sous forme de " Chroniques " dans le journal LE SOLEIL, par L.-Omer Beaubien, avocat—Québec—1906. Prix : \$1.50.

Petit traité d'hygiène à l'usage de l'école primaire, par le Dr J.-G. Paradis. S'adresser à l'auteur, à Montmagny.

Le monument Crémazie. Séance d'inauguration le 24 juin 1906 sous la présidence de M. H.-A. Ekers, maire de Montréal—Brochure commémorative—Montréal, librairie Beauchemin, limitée, 256, rue St-Paul—1906.

Poésies de Alfred Garneau, publiées par son fils Hector Garneau—Montréal, librairie Beauchemin, limitée, 256, rue St-Paul—1906.

BULLETIN

DES

RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

NOVEMBRE 1906

No 11

“ TANT PIS TANT MIEUX ”

On a longtemps hésité sur la nature de cette feuille libellique qui, en 1779, aurait valu la prison à ses rédacteur et imprimeur Joutard et Mesplet.

Pierre de Sales Laterrière écrit, dans ses *Mémoires*, (1) qu'il vit un jour arriver dans sa chambre de la prison de Québec, où il était lui-même enfermé, “ un avocat appelé Jotard et un imprimeur appelé Fleury Mesplet, inculpés le premier d'être rédacteur et le second imprimeur d'un papier connu sous le nom de *Tant pis, tant mieux*, du genre libellique qui se permettait d'attaquer la sage politique du gouvernement anglais et surtout de combattre le despotisme du Suisse Haldimand.”

Partant sans doute de ce texte un peu vague et équivoque, M. Benjamin Sulte, avec une assurance qui est bien propre à faire croire qu'il tient la vérité, écrit à son tour dans son *Histoire des Canadiens-français* (2) : “ Fleury Mesplet entreprit de publier (1779) une gazette “ du genre libellique ”, selon que s'exprime un annaliste du temps. Le rédacteur fut un nommé Valentin Jotard ou Joutard, avocat, de Montréal, où s'imprimait la feuille nouvelle sous le titre de : *Tant pis, tant mieux*, premier journal entièrement français publié en Amérique. Le gouverneur ne se le fit pas dire longtemps : il coffra l'imprimeur et le ré-

(1) P. 117-118.

(2) Cf. tome VII, p. 135-136.

dacteur... *Tant pis, tant mieux* mourut du coup. Cela se passait en 1780."

Au cours de nos recherches sur les origines de la littérature canadienne, nous nous sommes plus d'une fois heurté à cette question du *Tant pis, tant mieux*. Nous avons d'abord pensé, avec quelques chercheurs, que le journal *Tant pis, tant mieux*, étant introuvable, le papier qui porte ce nom fut plutôt une feuille isolée, imprimée et répandue dans le public par Jautard et Mesplet. Mais la lecture du numéro de la *Gazette littéraire* de Montréal, 2 juin 1779, nous permet aujourd'hui de modifier et peut-être de fixer définitivement notre opinion.

Ce numéro du 2 juin est le dernier de la *Gazette littéraire*. Deux jours après, le 4 juin, Jautard et Mesplet étaient arrêtés et conduits à la prison de Québec où ils furent détenus jusqu'en septembre 1782. Or, ce dernier numéro du 2 juin contient en troisième page un article intitulé, *Tant pis, tant mieux*, qui n'est pas signé, mais qui est visiblement écrit par Jautard, lequel écrivit beaucoup, d'abord sous le nom de *le spectateur tranquille* puis sous son propre nom, dans les colonnes de la *Gazette*. La *Gazette* était elle-même imprimée par Fleury Mesplet. Et depuis quelque temps, elle publiait des articles hostiles à l'administration et au gouvernement. L'article *Tant pis, tant mieux* nous paraît moins violent que d'autres qui ont précédé, mais il mit sans doute le comble à la mesure qu'avait fixée la patience gouvernementale. L'imprimeur et le rédacteur furent arrêtés, et la *Gazette littéraire* en mourut.

Les exemplaires de la *Gazette littéraire* sont extrêmement rares. C'est ce qui fait que l'on a souvent interprété de façon fantaisiste le texte de Pierre de Sales Laterrière. Nous croyons donc intéresser les chercheurs en mettant sous leurs yeux l'article *Tant*

pis, tant mieux, tel que nous le lisons dans le dernier numéro de la série complète de la *Gazette littéraire* qui se trouve aux archives du Séminaire de Québec.

Tant pis, tant mieux

Le Papier Périodique est sur le point d'être interrompu, *tant pis*. Plusieurs disent au contraire, qu'étant applaudi généralement il sera continué, *tant mieux*.

On emploie tout pour anéantir l'Imprimeur et la Presse, pour priver par ce moyen le Public de s'éclairer et de s'instruire, *tant pis*. Les personnes de bon sens disent à cela, le bon droit de l'Imprimeur, l'utilité de la Presse et l'équité d'un gouvernement éclairé, empêcheront l'effet, *tant mieux*.

On se plaint qu'il règne trop de liberté, dans les écrits, et que les Auteurs ne ménagent personne, *tant pis*. Mais aussi dit-on que cette naïveté est absolument nécessaire, et qu'il est à propos de châtier les mœurs en riant, *tant mieux*.

Dans l'Imprimerie ont met les homes à la Presse, on les y écorche tous vifs, *tant pis*. Mais c'est pour les rendre meilleurs, *tant mieux*.

Le Spectateur tranquille est hai, et tous les Ouvrages dans lesquels il critique trop ouvertement lui font bien des ennemis, *tant pis*. Mais tous les honêtes gens que la bone conduite a mis à couvert de ses coups l'estiment tout plein, *tant mieux*.

La dernière Production de l'Ingénu (1) a fait murmurer contre l'Auteur et l'Imprimeur, *tant pis*. Mais l'un et l'autre dédaignent tous ces propos sourds, et n'y font pas la moindre attention, *tant mieux*.

On dit que le Spectateur tranquille aurait dû ménager un peu plus Simon Sanguinet comme son Contrère, et qu'il devait se taire, puisqu'il ne lui en reve-

(1) L'Ingénu est un collaborateur anonyme de la *Gazette littéraire*.

nait rien de plus, et on l'accuse même d'avoir agi par un esprit de vengeance, *tant pis*. Mais le Spectateur, dit-on, avait raison de se venger d'un home qui ne mérite pas même le moindre coup d'œil d'un honête home, et les observations du Spectateur l'on fait connaître, par conséquent mépriser, *tant mieux*.

Il est prouvé qu'il a usurpé une Succession, *tant pis*. Mais aussi il paraît clair qu'il restituera honteusement au centuple, *tant mieux*.

Plusieurs n'approuvent pas que Pierre Ducalvet, Ecuyer ait mis au jour tant de vérités qui n'étaient pas connues, et il est blâmé d'avoir tout dit, *tant pis*. Mais ses intérêts particuliers et le bien public l'ont obligé de le faire, et toutes ses démarches ont procuré l'avantage qu'il en attendait, *tant mieux*.

On n'a pas été dupe du Sincère moderne (1), son adresse est ironique, et s'il étoit connu on pourroit le rembarrer, et je crois qu'il s'en repentiroit, *tant pis*. Mais ne pourroit-il pas faire encore pis, et si cela arrivoit que diroit on, *tant mieux*.

Tous les petits Saints se sont ligués contre le Papier Périodique, les Auteurs et Imprimeur, *tant pis*. Mais les grands Saints les couvrent de leurs ailes, *sub umbra alarum eorum ambulans*, *tant mieux*.

Aussi, tout bien considéré, on trouvera du *tant pis* et du *tant mieux*. *Tant pis* pour les uns et *tant mieux* pour les autres."

Voilà le document qui, d'après Pierre de Sales Laterrière, fit coffrer Mesplet et Jautard. Ce qu'il enferme ne nous paraît pas être d'une gravité propre à faire pendre ; mais il faudrait, pour en bien saisir la portée, se reporter au temps où il était publié, et tenir compte de l'irritation qu'il y avait alors dans l'esprit des gouvernants.

CAMILLE ROY, ptie

(1) Autre écrivain de la Gazette littéraire.

MM. ADHEMAR ET DELISLE

“ Les Anglais, dit Bibaud, avaient toujours été mécontents de l'acte de 1774, les uns, parce qu'il ne leur accordait pas assez ; les autres, parce qu'il accordait trop, suivant eux, aux Canadiens ; et si ces derniers s'étaient d'abord montrés satisfaits de ce statut, quelques-unes des mesures auxquelles le gouverneur Carleton avait voulu recourir, et plus encore la conduite arbitraire et violente du général Haldimand, leur firent comprendre que ce simulacre de constitution ne les mettait pas à l'abri des coups du despotisme, n'était pas pour eux une garantie suffisante, sous le rapport de la propriété et de la liberté même personnelle, et que le Congrès américain pouvait bien ne leur en avoir pas exagéré la défectuosité.” (1)

Après bien des pourparlers et des démarches, Anglais et Canadiens s'associèrent pour obtenir le rappel de l'acte de 1774 ou y opérer des changements qui leur donneraient de plus amples privilèges. Des comités dressèrent des projets de requêtes au roi et au Parlement. Ces projets traduits en français furent profusément répandus dans toute la Province.

“ On y demandait, dit encore Bibaud, qu'il fut établi une Chambre d'Assemblée ; que l'*habeas corpus* fit partie de la Constitution ; que le procès par jurés eût lieu en matière civile ; que les anciennes lois et coutumes du Canada relatives à la propriété foncière, aux contrats de mariage, au droit d'héritage et au douaire, demeurassent en force dans les districts de Québec et de Montréal, mais que les lois anglaises concernant ces matières fussent introduites dans les parties de la province qui, par la suite, seraient éta-

(1) *Histoire du Canada*, vol. II, p. 83.

blies par les Anglais ; que les affaires de commerce fussent aussi réglées par les lois anglaises, dans toute l'étendue de la province, et que le code criminel d'Angleterre demeurât en force." (1)

Une fois ces requêtes signées il fallut nommer des députés pour les porter en Angleterre. Les Anglais choisirent M. William-Dummer Powell, et les Canadiens élirent MM. Jean-Baptiste-Amable Adhémar et Jean-Guillaume Delisle.

Ils s'embarquèrent pour l'Angleterre dans l'automne de 1783.

Le baron Masères, agent-général de la province de Québec, fut d'un grand secours aux délégués canadiens.

En février 1784, il leur remit les cinq questions suivantes avec prière de lui donner sur ce sujet leurs sentiments et ceux de leurs commettants :

" 1^o Serait-il agréable aux Canadiens que la loi anglaise de l'*Habeas Corpus* fut introduite solennellement, par acte du Parlement, en Canada ?

" 2^o Serait-il agréable aux Canadiens de faire rétablir, dans les cours de justice de la Province, le droit d'avoir des jurés pour décider les faits qui seraient contestés entre les parties litigantes en matières civiles, si les parties, ou l'une d'elles le demandaient, comme il existait dans la province depuis le mois de septembre 1764 jusqu'au premier de mai 1775 ?

" 3^o Serait-il agréable aux Canadiens que, pour faire agir les membres du Conseil Législatif de la Province avec plus de liberté et de zèle pour le bien de la Province, et pour les rendre plus respectables aux yeux des autres habitants de la Province, il fut ordonné de la façon la moins équivoque et la plus

(1) *Histoire du Canada*, vol. II, p. 83.

solemnelle, par un acte du Parlement, que le gouverneur n'eût pas le pouvoir ou de destituer aucun membre de ce Conseil de son office de conseiller, ou même de le suspendre pour un temps, quelque court qu'il fût, sans le consentement des quatre cinquièmes parties des membres du Conseil ?

“ 4° Serait-il agréable aux Canadiens que, pour rendre les juges de la province plus courageux à administrer la justice avec impartialité, il fût ordonné par un acte du Parlement, qu'aucun d'eux ne fut amovible de son office de juge par le gouverneur de la Province, sous quelque prétexte que ce fut....

“ 5° Serait-il agréable aux Canadiens, qu'il fut déclaré par un acte du Parlement, que le gouverneur de la Province ne pût jamais emprisonner aucune personne dans la Province, pour quelque cause que ce fut ; mais que le devoir d'emprisonner les personnes qui auraient offensé les loix, et mériteraient d'être mises en prison, n'appartint qu'aux juges criminels.....”

Le 13 mars 1784, le baron Masères assembla chez lui MM. Powell, Adhémar et Delisle, et ceux-ci appuyèrent les cinq propositions. Ils manifestèrent leur plus sincère désir de l'institution d'une Chambre d'Assemblée.

Le fameux jésuite Pierre Roubaud écrivait de Londres à M. Montigny de Louvigny, le 13 août 1784 :

“ Mais, que vous avez ici de tristes gens, il n'y a pas jusqu'à ce manant d'Adhémar, Dieu me pardonne le terme, car je ne voudrais pas insulter le dernier des hommes et beaucoup moins un Canadien. Mais cet argousin pour parler le langage de Lanaudière, est ici à publier partout que vous n'êtes pas des hommes à rien faire, que dès qu'il s'agira de déboursier

deux sols vous choisirez de vous laisser mettre les pieds sur la gorge, à vous, à vos enfants et à toute votre postérité, que ce n'est qu'à la force des sollicitations du clergé que vous vous êtes déterminés à ramasser une centaine de louis, pour sa mesquine députation, qu'il ne doute pas que Mrs Longueuil, Baby, de Saint-Luc et de Rouville ne fassent plus pour conserver leurs places, que vous pour conserver votre religion, et rattrapper votre liberté. " Ah ! je vois clair, s'écria-t-il hier dans un accès d'enthousiasme sur sa flatteuse situation et sur la conviction de son excellence, ah ! je vois clair, nos Canadiens ne feront rien ; il n'en coûtera que peu, me voici pour une année encore dans Londres, chargé tout seul des affaires du Canada. Je ne me trompe pas, je connais le terrain."

" S'il est vrai qu'il connaisse le terrain comme il le dit, je vous souhaite à tous le bonsoir et un bon repos, mais il est difficile que vous puissiez dormir bien tranquillement avec le sort qui vous menace, car, savez-vous que depuis votre départ, votre admirable député n'a pas fait une seule apparition chez les ministres. Il vit tranquillement et en homme obscur dans son auberge, connu de peu, visité par personne. A l'arrivée de Williams, il a refusé d'écrire même une simple lettre à milord Sidney, quoiqu'il crie à pleine tête contre la députation ; partout où il va (quand cependant il va, et il ne va guère) il parle en faveur de l'assemblée, qu'il publie être conforme aux intentions de ses constituants, mais il a refusé de donner ce témoignage par écrit, pour le bien de la province. Mrs de Longueuil et Baby dirent l'automne passé : " Si nous savions qu'Adhémar dit un mot en faveur de l'assemblée nous irions rayer notre signature." Il ne faut pas les effaroucher pour le présent. Voilà son excuse, il n'a pas voulu dépenser un sol pour acheter

quelques papiers publics qui prennent les intérêts du Canada, il a fallu que Du Calvet ait tout pris sur lui, au reste n'hésitez pas, non seulement j'y consens, mais je vous y invite. Lisez cette lettre à tout le monde, j'écris sans passion. Mais à propos, M. Adhémar serait-il un homme à bien parler en public et à la barre d'un Parlement ? avec ses deux grands bras élargis et étendus il a dégoûté et effrayé même les ministres, je vous parle savamment, serait-il plus heureux devant les deux chambres du parlement ? Entend-il le droit des gens, la constitution d'Angleterre, les procédures du sénat, etc ? C'est à vous à juger. Je ne propose ces questions, et je n'ai entassé toutes ces intelligences et ces réflexions que pour vous mettre à même de faire un bon choix parce que votre sort dépend du choix et si vous vous méprenez j'ai bien peur que la méprise ne soit irréparable, je ne puis rien écrire de plus fort, et me voilà quitte, je crois, de l'événement et envers vous et envers Dieu."

Quelques semaines après l'envoi de sa lettre à M. Montigny de Louvigny, l'ex-jésuite Roubaud adressait une longue épître à " Messieurs les habitants du Canada." On pourra juger de sa versatilité par les quelques passages suivants :

" Je dois en concluant vous faire observer justement ici, que vous devez une bonne partie de vos succès au zèle et à la prudence de votre député M. Adhémar. Il a fait tout ce qui était à la portée d'un particulier de faire. Je dois à la vérité de confesser ici, à la face du Canada, que M. Adhémar est un parfait honnête homme, droit, franc, d'une conversation aisée et aimable, d'un esprit plus éclairée que la profession de négociant ne semblerait d'abord l'annoncer. Il est d'un zèle à tout sacrifier pour le Canada. Enfin pour tout dire d'un seul mot, c'est un bon et vertueux

Canadien. Il aurait fallu seulement un peu plus d'éclat dans sa mission ; mais cela dépend plus de vous que de lui. Vous savez sa fortune, et dans Londres, l'économie la plus stricte dépense énormément. Comme je connais votre générosité, je ne plains pas M. Adhémar dans ses avances. Ce portrait que je viens de vous présenter de votre député contraste un peu avec celui que j'ai pu donner dans mes lettres antérieures ; mais je conviens sans façon que j'ai été surpris. Je n'avais jamais connu M. Adhémar en Canada ; il n'y était pas durant ma résidence dans la Province ; sur un plus ample informé pris sur le témoignage de l'expérience et de mes yeux, voilà M. Adhémar au naturel." (1)

M. Delisle revint au pays au commencement de l'été de 1784.

Quant à M. Adhémar il ne repassa au Canada qu'au mois de mai 1786. (2)

La mission de MM. Adhémar et Delisle n'eut pas un grand succès en Angleterre. " Ces députés, dit DuCalvet, étaient recommandables par la droiture, le patriotisme, le bon esprit, le mérite personnel ; mais c'étaient de simples citoyens, et le mérite individuel, la vertu isolée, ne brillant que de leur lustre interne et modeste, ne suffisent pas pour réussir auprès d'un gouvernement : il faut de la grandeur, de l'éclat et de la pompe dans les cours, pour s'y faire remarquer et écouter ; et ce n'est que par l'importance de l'ambassadeur qu'on y juge de l'importance de l'ambassade."

On aimera peut-être à avoir quelques renseignements sur les deux délégués canadiens envoyés en Angleterre en 1783-84.

(1) Ces deux lettres sont en la possession de M. Philéas Gagnon.

(2) C'est lui qui apporta les bulles de Mgr Hubert, coadjuteur de Québec et évêque d'Almore.

Jean-Baptiste-Amable Adhémar, né à Montréal le 29 janvier 1736 du mariage de Jean Baptiste Adhémar, notaire royal, et de Catherine Moreau, descendait, paraît-il, de l'illustre famille de Lantagnac. M. Adhémar fit un commerce très considérable avec les Sauvages. Il mourut à Montréal le 26 juillet 1800.

La lettre suivante que M. Adhémar écrivait au gouverneur Haldimand quelques mois après son retour au pays jette un jour curieux sur sa sincérité :

“ Monsieur,

“ J'ay fais depuis longtems mais trop tard la triste Expérience que j'ay eu tort d'accepter contre le gré de votre Excellence la députation Canadienne.

“ Je ne l'ay fait qu'à la pressante sollicitation des principaux officiers civils et religieux de mon païs, ils sont actuellement divisés en opinion, et de là il est aisé pour moy de conclure que je ne Recouvreray jamais les sommes que mon Inconsidération m'a fait deppenser icy pour remplir de mon mieux leurs différentes vues et malheureusement je ne me sens plus assez de vigueur, pour tenter de nouveau la Ressource pénible du Commerce Sauvage : Un modique Emolument L'Employ de Juge au Détroit ou tout autre assortie à mes faibles facultés peut me suffire. Je suis heureusement sans ambition, il est toujours tems de faire le bien de même contre le mal et quoique j'aye manqué Essentiellement a Votre Excellence j'ose encore la supplier de vouloir bien me Recommander à Sa Seigneurie Le Lord Sydney et de me donner le jour et l'heure où je pouray avoir l'honneur de vous assurer de vive voix que je suis avec un très proford Respect

Monsieur de Votre Excellence

le Très humble et très ob Serviteur,

A. Adhémar ”

Jean-Guillaume Delisle était notaire à Montréal. Il fut pendant plusieurs années greffier de la fabrique de Montréal. M. l'abbé Daniel dit qu'il publia vers 1777 un ouvrage qui traitait de l'administration des œuvres de fabrique en Canada. C'était un érudit, très estimé et pour son beau caractère et pour sa science.

PIÈCES RELATIVES A LA MISSION DE MM. ADHÉMAR ET DELISLE EN ANGLETERRE EN 1783-1784.

A Son Excellence le général Haldimand.
Monsieur,

Nous prenons la liberté d'informer Votre Excellence que nous avons été légalement élus députés par nos concitoyens de tous états pour porter à Londres leur humble supplique au roi. Nous avons plus particulièrement besoin en cette qualité de votre protection. Permettez-nous, monsieur, de vous supplier de vouloir bien nous recommander et appuyer de votre crédit notre mission. L'intention de nos compatriotes est seulement de demander des prêtres d'Europe qui nous manquent ici et de supplier Sa Majesté de nous faire participer avec ses autres sujets aux grâces qui ressortissent de son bon plaisir et de jouir à l'égard de certains droits civils des privilèges que tout sujet britannique peut avec raison réclamer. Nos demandes étant ainsi appuyées sur la justice et le droit, auront certainement une heureuse issue, particulièrement si elles sont dirigées sous les ailes de votre protection. Nous aurons l'honneur de transmettre à Votre Excellence une copie fidèle de la supplique et du mémoire qui doit l'accompagner, sitôt que cette dernière pièce aura été parachevée. Qu'il nous soit permis de nous dire en attendant avec un très profond respect,

De Votre Excellence

les très humbles serviteurs,

Adhémar et Delisle

Le 18 août 1783.

Québec, ce 28 août 1783.

Messieurs,

J'ai reçu hier une lettre de votre part datée du 18 du courant par laquelle vous m'informez que vous êtes légalement élus députés de la part des citoyens de tous les états de Montréal pour porter à Londres la très-humble supplique qu'ils se proposent de présenter au roi.

N'étant point informé si ces assemblées ont été faites avec l'approbation et l'autorité des magistrats (dans leurs séances) je ne saurais décider sur leur légalité ; au contraire, j'ai appris par un bruit confus qu'il s'est commis beaucoup d'irrégularités sur ce sujet dans le district de Montréal.

Je me ferai toujours un devoir et un vrai plaisir de faire parvenir au pied du trône les représentations respectueuses des peuples de cette province et d'appuyer celles qui me paraîtront pouvoir contribuer à leur bonheur et pour être en état d'en juger, il est nécessaire que j'aie communication de la supplique et du mémoire mentionnés dans votre lettre.

Je suis, messieurs,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Fred. Haldimand.

A Son Excellence le général Haldimand,

Monsieur,

Nous prenons l'humble liberté de répondre à l'honneur de votre lettre en date du 28 août dernier et nous prions Votre Excellence de nous excuser si nous n'avons pû lui transmettre plus tôt les copies fidèles de la supplique et du mémoire que nous avons eu l'honneur de lui annoncer par notre précédente. Cette dernière pièce contient seulement les objets qui ser-

vent à prouver le besoin que nous avons de demander des prêtres d'Europe. Quant à nos droits civils nos concitoyens sont d'opinion qu'ils sont assez exprimés en la supplique par laquelle nous prions que quoique, catholiques romains, nous soyons traités en cette province comme tous les autres sujets de Sa Majesté et que les députés étant à Londres, pourront plus certainement les représenter suivant les circonstances et les objections qui pourront survenir dans le temps sur ce sujet.

Nous osons présumer que la manière avec laquelle les citoyens de cette ville ont procédé à l'élection des députés, a été présentée à Votre Excellence sous un point de vue tout différent de ce qu'elle est réellement : intimement persuadés de la nécessité absolue de se faire représenter à Londres par des membres de leur propre corps, dans un temps où, suivant toute probabilité, le gouvernement civil de cette province peut prendre une forme nouvelle, ils ont fait recueillir par deux notables d'entr'eux, les voix de chaque citoyen dans sa propre maison, lequel par sa signature a librement et sans aucune suggestion nommé les personnes qui étaient suivant son choix. Dans une assemblée générale peut-être tumultueuse et peut-être aussi désagréable à Votre Excellence, l'élection eut jamais pû devenir aussi légale.

Nous osons croire aussi que d'un rien sans doute on a fait un énorme fantôme à Votre Excellence à l'égard des irrégularités commises dans le district de Montréal sur ce sujet. L'un de nous, le sieur Adhémar, avait écrit pour faire une collection volontaire d'argent à plusieurs capitaines, non pas en leur qualité d'officiers, comme étant les plus notables habitants

de leurs paroisse respectives. Les lettres ont été retirées, l'argent remis à ceux qui avaient librement donné et le dit sieur Adhémar a été le premier à recommander aux capitaines l'obéissance à leurs supérieurs qui disaient agir d'après les ordres de Votre Excellence. Telle est, monsieur, en toute vérité la marche qui a été tenue en cette occasion. Permettez-nous d'ajouter que nous deviendrions indignes d'obtenir votre protection que nous réclamons avec respect, si nous pouvions conserver en nous-mêmes la basse idée de soustraire à Votre Excellence aucun autre mémoire relatif à notre députation ; nous conduisent sur des principes aussi vils, nous agirions directement contre l'intention générale de nos concitoyens. Nous prenons donc l'humble liberté de vous assurer que si nos concitoyens jugent à propos de nous charger ultérieurement d'aucun autre mémoire, nous regarderons comme notre premier devoir d'en remettre une copie fidèle à Votre Excellence avant ou lors notre passage à Québec. La candeur et la bonne foi guide ont toujours nos démarches ; nous ne nous déshonorons jamais au point de manquer en rien que ce soit à Votre Excellence ; nous supporterons avec patience les oppositions qui pourront survenir, mais nous ferons tous nos efforts pour soutenir et défendre les intérêts qui nous sont confiés. Pour mettre le comble à notre bonheur, il ne nous manque que l'honneur de votre protection et nous vous supplions derechef de vouloir bien nous l'accorder, osant nous dire encore avec un très profond respect.

Vos très-humbles serviteurs,

Adhémar et Delisle

Montréal, le 4 septembre 1783.

Québec, 6 octobre 1783.

Messieurs,

Ayant considéré avec attention votre lettre du 4e septembre de même que le titre de députés de la province que vous vous arroyez en conséquence de la nomination de quelques citoyens de Montréal, j'ai cru devoir vous répéter ici, messieurs, que les démarches que vous avez faites en cette qualité ne sont point légales ni convenables. Les marques de bienveillance que Sa Majesté a déjà données aux peuples de cette Province, devraient les convaincre que le Roi et la nation britannique n'ont d'autre but que leur bonheur ; Ainsi je ne saurais approuver la requête ni le mémoire que vous me communiquez, ne prévoyant pas qu'il en puisse résulter aucun bien pour la Province.

Je demeure très parfaitement,

Messieurs,

Votre très-humble et très obéissant serviteur,

Fred. Haldimand.

A MM. Adhémar et Delisle.

Montréal, le 15 octobre 1783.

Monsieur,

En réponse à l'honneur de votre lettre du 6 du présent, nous disons avec respect que nous sommes avec raison surpris que Votre Excellence soit toujours assez mal instruite pour croire que nous sommes capables de nous arroger un titre que nous n'aurions aucun droit de prendre. Notre élection (comme nous avons déjà pris la liberté de l'avancer précédemment à la présente) a été légale, générale et non mendiée. Ce ne sont pas quelques citoyens de Montréal, mais la province entière qui nous a choisis pour faire ses justes représentations. Etant ainsi élus et de plus

étant sujets libres d'une constitution libre, nos démarches sont d'une légalité indisputable : elles sont nécessaires et de toute convenance. Nous avons toujours été convaincus que Sa Majesté et la nation britannique n'ont d'autre but que notre bonheur.

Nous sommes péniblement affectés de ce que vous nous refusez votre protection et comme nous ne pouvons raisonnablement pas prévoir qu'il puisse résulter à la province aucun mal de la démarche que nous allons faire auprès de Sa Majesté et aussi quoiqu'il ne plaise pas à Votre Excellence approuver ni notre supplique ni notre mémoire ; nous allons néanmoins, suivant les intentions de nos constituants, remplir l'objet qu'ils ont bien voulu confier à nos soins. Les différents obstacles qui ici nous environnent et nous affaiblissent de toutes parts, se dissiperont comme la nue, lorsqu'étayés par la justice et le bon droit, nous aurons le bonheur de déposer au pied du trône de notre Prince les humbles représentations d'un peuple que Sa Majesté chérit et qu'elle veut rendre heureux.

Nous sommes
très-respectueusement,
Monsieur,
Adhémar et Delisle.

MÉMOIRE QUI SERT A PROUVER LE BESOIN OU SE TROUVE
LA PROVINCE DE QUÉBEC D'AVOIR DES PRÊTRES D'EUROPE
POUR L'EXERCICE DE LA RELIGION ROMAINE QUI Y EST
ÉTABLIE.

Lorsqu'en l'année mil sept cent soixante la province de Québec fut soumise à l'Empire Britannique, elle renfermait dans ses vastes limites un peuple nombreux

qui professait la Religion Romaine. Depuis cette époque, le libre exercice de la religion n'a été nullement interrompu ni empêché et notre très gracieux Souverain en Parlement et de Son consentement a déclaré en mil sept cent soixante quatorze que pour l'entière sécurité et tranquillité des habitants de la province de Québec, les catholiques romains y résidants pouvaient avoir, conserver et jouir du libre exercice de la religion de l'Eglise romaine. Par la disposition favorable de cet acte authentique le culte de nos pères a été légalement établi dans la dite province sous la sanction du corps respectable qui représente la nation dans laquelle nous avons le bonheur de nous trouver réunis et confondus depuis l'espace de vingt-trois années. Cette précieuse prérogative accordée aux Canadiens, en mettant le comble à leur bonheur, les a pénétrés de la plus vive reconnaissance et elle a resserré plus fortement le lien sacré de la religion qui les tenait attachés aux intérêts de la très auguste personne de Sa Majesté et de son gouvernement. Les membres qui composent notre clergé n'ont pas tardé à donner des preuves évidentes que les vrais principes de notre culte tendent d'une manière particulière à inculquer aux peuples cette maxime essentielle et nécessaire dans un état : l'obéissance au roi et aux lois.

En l'automne de mil sept cent soixante quinze, les ennemis de Sa Majesté envahirent notre province ; ils avaient déjà séduit plusieurs individus dans les villes et plus encore dans les campagnes : alors tous les ministres de notre religion d'un commun accord se portèrent ouvertement à arrêter le désordre dans son principe ; avis, menaces, argent, peines et voyages de leur part, rien ne fut épargné pour ramener ou soute-

vir dans leur devoir de fidèles sujets les peuples confiés à leur soin. Leurs travaux ne furent infructueux et le feu de la rébellion qui étincelait déjà dans quelques parties de la Province, fut, par leur vigilance, éteint et arrêté. Plusieurs d'entre eux furent enlevés de leur domaine, menés au loin, emprisonnés, chargés de chaînes, insultés et pillés par les ennemis de Sa Majesté ; mais toujours constamment attachés à la vraie cause et guidés par les sentiments que leur inspire la religion qu'ils professent et qu'ils enseignent, ils ont souffert sans se plaindre, ils ont ouvertement manifesté à la face même des généraux ennemis, leur zèle pour le service du Roi. Tous les officiers militaires et civils qui ont connu la conduite qu'ils ont tenue pendant les malheureux troubles qui ont menacé si longtemps notre Province, les ont publiquement préconisés : ils ont même attribué le salut de la colonie à leur infatigable activité et à leur loyauté sincère et constante. Le général Carleton dont la mémoire et le nom seront à jamais gravés dans tous les cœurs canadiens, a lui-même donné les éloges les plus flatteurs à leur attachement au gouvernement. Le digne officier de la Couronne qui a été lui-même témoin oculaire des faits que nous rapportons, connaît tout le prix des services de notre clergé en général et en particulier des sujets attachés aux deux séminaires de Québec et de Montréal. Il nous paraît résulter des objets que nous venons de mettre humblement sous les yeux du gouvernement qu'il ne peut lui être qu'avantageux de soutenir dans notre province la religion et d'en favoriser les ministres qui ont déjà donné des preuves indubitables de leur double utilité morale et civile. Alors les individus seront plus retenus dans les justes bornes de leur devoir ; les nations sauvages

réunies en corps deviendront plus faciles à civiliser et recevront plus aisément des impressions favorables au gouvernement. L'expérience démontre clairement que les missionnaires dans tous les temps ont fait servir l'influence spirituelle qu'ils ont sur les naturels de l'Amérique à l'avantage de l'état. L'éducation de la jeunesse nous paraît aussi un objet digne de l'attention du gouvernement de Sa Majesté. Elle n'est bornée et négligée dans notre province que parce que nous manquons de professeurs et de maître qui puissent, parmi nous, comme partout ailleurs, exciter une noble émulation pour les arts et pour les sciences.

Nous reconnaissons avec gratitude que le libre exercice de notre religion est légalement établi dans la province de Québec ; nous osons présumer que la liberté du culte emporte aussi la liberté des moyens ; or les moyens nous manquent et qu'il nous soit permis de déduire ici succinctement les différentes causes qui produisent un tel effet. Depuis le principe de son établissement jusqu'à l'époque de sa conquête, notre province n'avait pu par elle-même se fournir assez de sujets ecclésiastiques ; environ les deux tiers du clergé du Canada étaient européens. La source d'où nous les tirions annuellement nous est devenue étrangère depuis l'année mil sept cent soixante et depuis cette période de temps jusqu'à présent la plupart d'entr'eux sont décédés et ceux qui nous restent sont vieux ou infirmes ; et encore par un heureux contraste notre colonie qui était demeurée longtemps pour ainsi dire dans un état léthargique et languissant est devenue sous la douce administration du gouvernement britannique plus peuplée et plus fertilisée, d'où il est nécessairement résulté que de nouvelles paroisses se sont rapidement établies dans presque toutes les par-

ties de la province. En outre le digne prélat qu'il a plu à Sa Majesté de proposer au gouvernement spirituel de notre église, ne peut, malgré tous ses soins, avoir assez de sujets pour remplir les besoins multipliés d'un si vaste diocèse qui contient environ cent trente mille fidèles sujets de Sa Majesté tous catholiques romains ; de sorte qu'à présent environ soixante et quinze paroisses se trouvent dénuées de curés ; les collèges, les communautés, les hôpitaux de nos villes et les missions sauvages manquent presque entièrement de directeurs, de supérieurs et de missionnaires.

Par tant de considérations puissantes qui nous paraissent militer fortement en notre faveur, nous supplions très humblement qu'il soit permis à notre évêque de tirer à nos propres frais et suivant que le besoin de son diocèse l'exigera, des sujets ecclésiastiques d'Europe parlant le langage de notre pays et dont les mœurs soient connues, lesquels seront par notre dit évêque présentés au gouverneur de la province pour prêter le serment de fidélité accoutumé lors de leur arrivée à Québec et lesquels demeureront ensuite sous la direction spirituelle de notre dit évêque pour être par lui employés et placés ainsi qu'il le jugera à propos.

Ces demandes sont si justes et si modérées, que nous espérons avec confiance qu'elles nous seront accordées par Notre Très Gracieuse Souveraine. Cette insigne faveur ajoutée à tant d'autres, produira la félicité et la sécurité de cette province et l'avantage de ses colons et de la Grande-Bretagne.

(La fin dans la prochaine livraison)

BATONNIERS DU BARREAU DE QUEBEC

G. Vanfelson.....	27 juillet 1849
Charles Panet.....	1er mai 1850
G.-Okill Stuart.....	1er mai 1851
Siméon Lelièvre.....	1er mai 1853
L'hon. F.-W. Primrose.....	1er mai 1854
L'hon. Jean Chabot.....	1er mai 1855
Andrew Stuart.....	1er mai 1856
L'hon. Narcisse-Fortunat Belleau.....	1er mai 1857
Frederic Andrews.....	1er mai 1858
Louis de Gonzague Baillairgé.....	1er mai 1859
Dunbar Ross.....	1er mai 1860
Cyrille Delagrave.....	1er mai 1861
Jean-Baptiste Parkin.....	1er mai 1862
François Lemieux.....	1er mai 1863
C.-G. Holt.....	1er mai 1864
P. Legaré.....	1er mai 1865
L'hon. Charles Alleyne.....	1er mai 1866
Telesphore Fournier.....	1er mai 1867
Mathew-A. Hearn.....	1er mai 1868
Jacques-A. Malouin.....	1er mai 1869
Archibald Campbell.....	1er mai 1870
Jean Langlois.....	1er mai 1871
L'hon. G. Irvine.....	1er mai 1872
Louis de Gonzague Baillairgé.....	1er mai 1873
David-A. Ross.....	1er mai 1874
Jean Langlois.....	1er mai 1875
James Dunbar.....	1er mai 1876
Jacques-A. Malouin.....	1er mai 1877
Richard Alleyne.....	1er mai 1878
J.-G. Bossé.....	1er mai 1879
L'hon. G. Irvine.....	1er mai 1884
L'hon. François Langelier.....	1er mai 1885
L'hon. David-A. Ross.....	1er mai 1886
L'hon. François Langelier.....	1er mai 1887

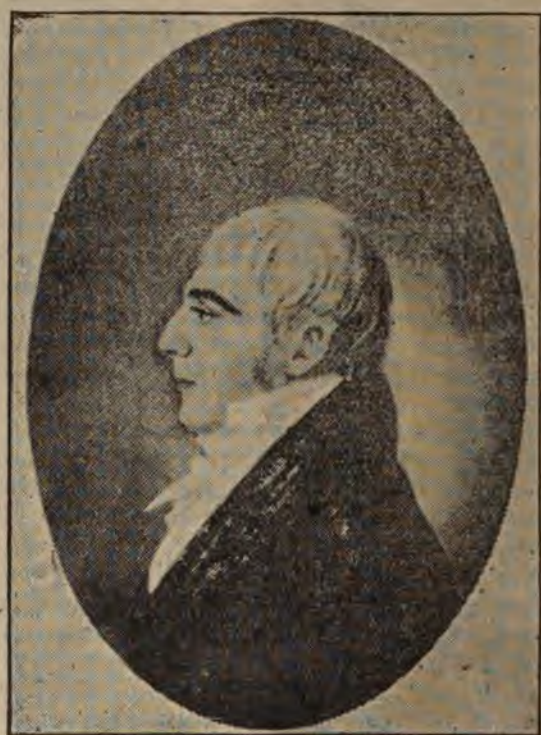
L'hon. Jean-G. Blanchet.....	1 ^{er} mai 1889
L'hon. Chs-Alph.-Pantaléon Pelletier ..	1 ^{er} mai 1892
Charles-A. Pentland	1 ^{er} mai 1893
François-Xavier Lemieux.....	1 ^{er} mai 1896
L'hon. Charles Fitzpatrick.....	15 nov embre 1897
Joseph-E. Bédard	1 ^{er} mai 1900
Gustave-G. Stuart.....	1 ^{er} mai 1902
François-Xavier Drouin.....	1 ^{er} mai 1904

LES FILS DE LORD DORCHESTER

Le 10 mai 1787, les deux MM. Carleton âgés d'environ douze à treize ans frappèrent leur maître et firent par la crainte des châtimens une action qui causa beaucoup de peine à leur père. Ils se rendirent chez les Sauvages de Lorette et leur demandèrent à se faire conduire dans les états voisins, chez les Américains.

Les Sauvages craignant (avec juste raison) d'aller contre l'intention de leur père (car c'est ainsi qu'ils appellent le général) furent trouver le R. P. Giroux, jésuite, leur missionnaire, pour le consulter sur ce qu'ils devaient faire. Le P. Giroux, homme d'esprit, leur dit qu'il fallait attendre au lendemain, qu'il voulait premièrement les régaler. Il fit en conséquence donner à dîner aux jeunes lords et pendant qu'ils étaient à table envoya à grand hâte un courrier à Sa Seigneurie pour l'avertir de la démarche de ces jeunes messieurs. Il envoya aussitôt leur précepteur et ses aides de camp qui amenèrent les lords non sans faire quelque résistance.

Cette petite histoire est très disgracieuse de la part de tels enfans envers un si bon père ; mais grands et petits sont sujets nécessairement à quelque peine. (Extrait des mémoires inédits de Nicolas-Gaspard Boisseau.)



L'HON. PIERRE-IGNACE AUBERT DE GASPÉ

LETTRES D'ANNOBLISSEMENT DE SIMON
DENYS (1)

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre,

A tous présens et à venir, salut :

Les Roys nos prédécesseurs ayant toujours estimé que l'honneur estoit le plus puissant motif pour porter leurs sujets aux généreuses actions, ont pris soin de reconnoistre par des marques d'honneur ceux qu'une vertu extraordinaire en avoit rendu dignes, et comme nous sommes informez des bonnes actions que font journellement les Peuples du Canada, soit en réduisant ou disciplinant les Sauvages, soit en se défendant contre leurs fréquentes insultes et celles des Iroquois ; aussi nous avons estimé qu'il estoit de nostre justice de distinguer par des récompenses d'honneur ceux qui se sont le plus signalez, pour exciter les autres à mériter de semblables graces ; A ces causes, et désirant traiter favorablement nostre cher et bien amez Simon Denis pour le bon et louable raport qui nous a esté faict des belles actions qu'il a faites dans le dict pays du Canada, et pour autres considérations à ce nous mouvans, Et de nostre grâce spéciale, pleine puissance et autorité Royale ; nous avons annobly, et par ces présentes signées de nostre main annoblissons et décorons du titre et qualité de noblesse le dit Simon Denis, ensemble sa femme et enfans, postérité et lignée, tant masles que femelles nais et à naistre en loyal mariage, voulons et nous plaist qu'en tous actes tant en jugement que dehors ils soient tenus censez et réputez nobles, portent la qualité d'Escuyers, et puissent parvenir à tous degres de Chevalerie et de nostre

(1) Sieur de la Trinité.

gendarmerie, acquérir, tenir et posséder toutes sortes de fiefs, seigneuries et héritages nobles de quelque titre et qualité qu'ils soient, et qu'ils jouissent de tous honneurs, autoritez, prérogatives, prééminences, privilèges, franchises, exemptions et immunités dont jouissent et ont accoustumé de jouir et user les autres nobles de nostre Royaume, et de porter armes telles qu'elles sont cy empraintes, sans que pour ce le dict Simon Denis soit tenu nous payer ny à nos successeurs Roys aucune finance ny indemnité dont, à quelque somme qu'elles se puissent monter nous l'avons déchargé et déchargeons et luy avons faict et faisons don par ces présentes. Si donnons en mandement à nos amés et féaux, Conseillers les gens tenant nostre Cour de Parlement à Paris, Chambre de nos Comptes & Cour des Aydes au dict lieu, que ces présentes Lettres d'annoblissement ils ayent à registrer et du Contenu en icelle faire, souffrir et laisser jouir et user le dict Simon Denis, ses enfans et postérité naiz et à naistre en loyale Mariage, plainement, paisiblement et perpétuellement cessant et faisant cesser tous troubles et empeschemens, nonobstant tous Edits, déclarations, arrêts, réglemens et autres choses à ce contraires, auxquelles nous avons dérogé et dérogeons par ces dictes présentes ; Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours nous y avons faict mettre nostre Scel. Donné à St-Germain en Laye au mois de Mars l'an de grace mil six cent soixante huit, et de nostre Regne le vingt cinquième, signé, " Louis ", et sur le reply Par le Roy " De Lionne ", et scellé du grand sceau en cire verte, sur lacs de soye rouge et verte, Et à costé est escrit, visa " seigneur " pour servir aux lettres de noblesse, et au dessous est aussi escrit : vu au Conseil—
" Colbert ".

RÉPONSES

Pain de ménage. (XII, IX, 1165).—L'expression *pain de ménage* nous vient sans doute de la vieille France, car c'est de la vieille France surtout que nous avons appris le français. Mais nous aurions pu aussi bien l'emprunter à la langue moderne, qui connaît *pain de ménage, toile de ménage, liqueur de ménage, jambon de ménage*. . . . " *Pain de ménage*, dit Littré, *pain* que l'on cuit dans les maisons particulières." Pareillement, la *toile de ménage* est la toile qu'on tisse chez soi, etc.

" LE PARLER FRANÇAIS "

Le medecin du roi Gaultier. (XII, VI, 1150.) —C'est dans l'été de 1742 que Jean-François Gaultier, nommé médecin du roi en Canada en remplacement du docteur Sarrazin, arriva dans la Nouvelle-France.

Deux années plus tard, le 25 mars 1744, Gaultier succédait au sieur Gaillard comme conseiller au Conseil Supérieur.

M. Gaultier mourut à Québec le 11 juillet 1756, victime d'une épidémie de fièvre pestilentielle apportée ici par le *Léopard*, une des frégates de l'escadre qui amena Montcalm.

Comme son prédécesseur Sarrazin, M. Gaultier fut membre correspondant de l'Académie des Sciences. Il avait été élu le 27 mars 1745.

Bibaud nous apprend que le docteur Gaultier découvrit le thé du Canada et démontra à l'Académie des Sciences la supériorité de notre capillaire sur le capillaire français qui n'a rien, dit-on, des qualités précieuses de la plante du Canada. Il désigna notre thé comme un breuvage excellent, aromatique, sans acreté ni amertume, et il le donna comme très utile

aux personnes que les affaires ou les infirmités retiennent sédentaires, et qui sont par là exposées à l'attaque de la *pierre*. Bibaud ajoute que l'Académie des Sciences fut si satisfaite du mémoire que lui envoya M. Gaultier à cette occasion qu'elle voulut que cette plante portât son nom et qu'elle fût appelée *Gaultheria*.

Le docteur Gaultier n'avait, quoiqu'on en ait dit, aucun lien de parenté avec les Gaultier de Varennes. Il était originaire de la paroisse de la Croix, diocèse d'Avranches, en Normandie. Il avait épousé, à Sainte-Anne de la Pérade, le 12 mars 1752, Marie-Anne de la Pérade, veuve en premières noces de Richard Testu de la Richardière et en secondes noces de Nicolas-Antoine Coulou de Villiers. Elle ne lui donna pas d'enfants.

Le suicide sous le regime francais. (II, V, 201.)—En 1687, un nommé Pierre Lefebvre, habitant du bourg de Fargy, seigneurie de Beauport, fut trouvé mort dans sa grange. Il s'était suicidé.

La loi française était alors très sévère contre le suicide.

Le 26 septembre de la même année, le sénéchal de Beauport rendait la sentence suivante contre le cadavre de Lefebvre : " Que le corps mort du dit Lefebvre sera par l'exécuteur de la haute justice, tiré du lieu où il a été mis en terre, qu'il sera trainé sur une claie d'un bout à l'autre du bourg de Fargy par deux fois et ensuite pendu par les pieds à une potence qui sera à cet effet dressé devant sa grange pour y demeurer le temps de quatre hivers et ensuite trainé à la voirie." De plus, la sentence portait que tous les biens de Lefebvre seraient confisqués au profit du seigneur.

Jean Clouet, créé curateur au cadavre de Lefebvre, en appela au Conseil Souverain de cette sentence infamante.

Le 20 octobre 1687, le Conseil Souverain mettait à néant la sentence du sénéchal de Beauport, ordonnait de mettre la veuve de Lefebvre en possession de ses biens, et il lui permettait de faire exhumer le corps de son mari et de le faire déposer en terre sainte, si bon lui semblait.

En 1735, Jean Dupuy se suicidait à Québec. Son cadavre fut condamné à être attaché au derrière d'une charrette et traîné sur une claie la tête en bas et la face contre terre par les rues de la ville jusqu'à la place royale, et de là être ramené devant la prison, pour être pendu par les pieds et demeurer ainsi pendant vingt-quatre heures et être ensuite jeté à l'eau faute de voirie. Le Conseil Supérieur, le 24 mai 1735, modifia cette sentence et le cadavre de Jean Dupuy fut simplement privé de la sépulture chrétienne.

L'Ordre du Bain. (III, XII, 393.) — Le Très Honorable Ordre du Bain (Most Honourable Order of the Bath) fut institué en 1399 par Henri IV. Selon l'usage des temps de chevalerie, le roi avait fait la *veillée des armes* la veille de son sacre, trente-six écuyers avaient veillé avec lui et pris le bain ; ce furent les premiers chevaliers de cet ordre.

L'ordre subsista brillant jusqu'à la Réforme ; à cette époque il avait de nombreuses commanderies qui furent confisquées dans la spoliation des biens religieux.

Dans l'obscurité sous Henri VIII et Edouard IV, l'ordre du Bain se transforma sous Elisabeth ; il devint non plus un ordre religieux ou militaire, mais une distinction de cour purement honorifique. Le fameux Walter Raleigh fut créé chevalier du Bain par la

grande Reine. Jacques 1^{er} vendit ce titre plus d'une fois, comme il vendit tous les titres pour combler le vide que ses prodigalités occasionnaient dans les finances.

L'ordre du Bain fut emporté dans la tourmente révolutionnaire du dix-septième siècle.

En 1725, George 1^{er} le rétablit. Par sa nouvelle organisation, l'ordre du Bain devait consister en un grand-maître et trente-six chevaliers, un aumônier, un archiviste, un roi d'armes, un généalogiste, un secrétaire, un huissier et un messager.

En 1815, une nouvelle organisation fut donnée à l'ordre du Bain qui fut divisé en trois classes et destiné surtout à récompenser les services militaires, mais qui, depuis 1847, est aussi conféré aux hommes politiques, aux diplomates, etc, etc.

Les trois classes de l'ordre du Bain sont : 1^o les chevaliers grand-croix (Knight Grand Cross, G. C. B.) dont le nombre ne peut dépasser soixante-quinze, non compris les princes du sang royal et les militaires étrangers de distinction ; 2^o les chevaliers-commandeurs (Knight Commander ; K. C. B.) dont le nombre fixé d'abord à cent cinquante-deux, s'élève aujourd'hui bien au-delà, non compris les officiers étrangers à qui ce titre peut être conféré comme distinction honorifique ; les compagnons ou simples chevaliers (Companions ; C. B.) dont le nombre peut être porté jusqu'à sept-cent-vingt-cinq, classe contenant des militaires et des fonctionnaires civils.

Les membres des deux premières classes, c'est-à-dire les chevaliers grand-croix et les chevaliers-commandeurs, ont le droit de faire précéder leur nom du qualificatif Sir.

La décoration consiste en une croix en or à huit pointes perlées émaillées de blanc, surmontée d'une

couronne. Quatre lions passant sont posés entre les branches de la croix. Le médaillon en émail blanc est chargé de trois couronnes impériales d'or, séparées par une tige à deux branches fleuries rose et chardon. Ce médaillon est entouré d'un cercle en émail rouge portant la devise : *Tria juncta in uno* (trois couronnes unies en une seule.) La croix pour les militaires a son médaillon enserré dans une couronne de lauriers au-dessus de laquelle, sur un petit lis ton bleu, on lit *Ich Dien*. Le ruban qui suspend la croix est rouge. Les grands-croix le portent en écharpe de gauche à droite, plus une plaque d'argent sur le côté gauche de la poitrine ; les commandeurs, en sautoir, aussi avec plaque, et les compagnons, à la boutonnière.

Nous croyons que deux Canadiens-Français seulement ont reçu l'ordre du Bain :

L'hon. Chs-Michel de Salaberry (C. B.), 1817 ;

L'hon. Hector L. Langevin (C. B.), 1867.

M. D'Hozier et la Nouvelle-France. (XI, XII, 1110.)—Dans une lettre du ministre au gouverneur de Beauharnois en date du 15 mai 1738, on voit que M. d'Hozier avait l'intention de s'occuper dans son ouvrage des familles nobles établies dans la Nouvelle-France.

Le mot Arthabaska. (XII, VI, 1151.)—Le mot Arthabaska vient probablement du cris *Ayabaskaw*, il y a des joncs ou du foin ça et là : Les cris de la forêt prononcent *Arabaskaw*.

Les conseillers d'honneur ou honoraires au Conseil Supérieur de Québec. (XI, I, 1048.)—Le 21 juin 1712, le ministre Pontchartrain écrivait à M. de Saint-Ours qu'il n'avait pu le proposer pour conseiller, parce que Sa Majesté ne voulait pas faire de conseillers d'honneur.

QUESTIONS

1171—Est-il bien établi que l'Amérique tire son nom d'Americe Vespuce comme l'ont dit Charlevoix et après lui la plupart de nos historiens. A. B. C.

1172—A la page 342 de *Jean Talon* (par Th. Chappais), on lit que Colbert avait pourvu à l'engagement de "cent matelots pour établir la pêche sédentaire à l'Île Percée".

Les noms de ces cent hommes pourraient intéresser plusieurs familles gaspésiennes en particulier

GASPÉSIEN

1173—L'auteur des *Anciens Canadiens*, M. de Gaspé, rapporte que sa tante, madame Baby, rencontra le célèbre Volney aux Etats-Unis. C'était sur le lac Erié. Une violente tempête s'étant déclarée, Volney se mit à trembler de tous ses membres, lui, qui, quelques minutes auparavant, s'était moqué de ceux qui craignaient la mort. Pouvez-vous me dire en quelle année l'auteur des *Ruines* vint aux Etats-Unis ? Passa-t-il par le Canada ?

BIBLIO.

1174—Par qui et en quelle année les fortifications militaires de l'île aux Noix ont-elles été élevées ? Ces fortifications remontent-elles au régime français ?

MILIT.

1175—Sous le règne de Louis XIV on voit une marquise de Courcelles avoir une telle horreur pour la campagne qu'elle demande à son mari de s'engager par contrat à ne la jamais mener à la campagne. Cette belle capricieuse était-elle parente de notre gouverneur de Courcelles ?

XXX

1176—A-t-on les noms des chefs sauvages qui furent présentés à la cour de France ?

Fr.

VOL. XII

DECEMBRE 1906.

N^o 12

BULLETIN

— DES —

RECHERCHES HISTORIQUES

ARCHÉOLOGIE—HISTOIRE—BIOGRAPHIE
BIBLIOGRAPHIE—NUMISMATIQUE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTUDES HISTORIQUES

Qui manet in patriâ et patriam cognoscere tenet
Is mihi non civis sed peregrinus erit

✥ ✥

PIERRE-GEORGES ROY
ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE
RUE WOLFE
LÉVIS

RECHERCHES HISTORIQUES

Sommaire de la livraison de décembre : Pièces relatives à la mission de MM. Adhémar et Delisle en Angleterre en 1788-1784 ; Le testament de Champlain ; Les Sauvages en France, N.-E. Dionne ; La traite de l'eau-de-vie avec les Sauvages ; Questions ; Table des matières ; Table des gravures, etc, etc.

On peut se procurer gratuitement une livraison spécimen des *Recherches Historiques* en s'adressant au directeur de la revue, Pierre-Georges Roy, rue Wolfe, Lévis.

Abonnement : \$2 par année.

PUBLICATIONS RÉCENTES

Correspondances judiciaires publiées sous forme de "Chroniques" dans le journal LE SOLEIL, par L.-Omer Beaubien, avocat—Québec—1906. Prix : \$1.50.

Petit traité d'hygiène à l'usage de l'école primaire, par le Dr J.-G. Paradis. S'adresser à l'auteur, à Montmagny.

Le monument Crémazie. Séance d'inauguration le 24 juin 1906 sous la présidence de M. H.-A. Ekers, maire de Montréal—Brochure commémorative—Montréal, librairie Beauchemin, limitée, 256, rue St-Paul—1906.

Poésies de Alfred Garneau, publiées par son fils Hector Garneau—Montréal, librairie Beauchemin, limitée, 256, rue St-Paul—1906.

BULLETIN
DES
RECHERCHES HISTORIQUES

VOL. XII

DECEMBRE 1906

No 12

**PIÈCES RELATIVES À LA MISSION DE MM.
ADHEMAR ET DELISLE EN ANGLE-
TERRE EN 1783-1784**
(Suite et fin)

**MÉMOIRE QUI SERT À PROUVER QUE LES CANADIENS
PEUVENT SE CHOISIR EUX-MÊMES DES SUJETS ECCLÉSIASTI-
QUES POUR L'EXERCISE DE LA RELIGION ROMAINE QU'ILS
PROFESSENT, SANS QU'IL PUISSE RÉSULTER DE CETTE
LIBERTÉ AUCUNE CONSÉQUENCE DANGEREUSE À L'ÉTAT.**

Si dans les temps obscurs pendant lesquels l'ignorance et la superstition ont exercé sur presque toutes les parties du globe un empire odieux et tyrannique, on a vu souvent presque toutes les religions plus ou moins persécutées, il n'y a rien là qui doive étonner et surprendre ; mais que dans un siècle que le flambeau de la tolérance éclaire et sous un gouvernement libre dont l'Europe entière admire et la sagesse et la douceur, un peuple nombreux et fidèle rencontre à l'égard de son culte de la part de ce gouvernement des oppositions affligeantes, c'est le comble de la surprise et de l'étonnement : tel est, néanmoins, le cas actuel du peuple canadien.

Animés du vertueux désir de transmettre à leurs neveux la religion de leurs pères dans toute sa pureté, les Canadiens ont député deux de leurs membres pour venir en leur nom représenter humblement au pied

du trône de leur Roi le besoin spirituel de leur église. Ces deux membres ont présenté sur ce sujet un mémoire détaillé au Très Honorable Lord North dans le mois de décembre dernier. On n'a point alors répondu à ce mémoire parce qu'il est survenu tout à coup un changement général dans le ministère ; mais comme dans le moment présent les mesures dernièrement prises par le gouvernement pour faire passer dans notre province des prêtres de la Savoie (1), démontrent une intention de priver les Canadiens d'une partie de leurs privilèges en matière de culte, de celle de pouvoir se choisir des sujets ecclésiastiques, les mêmes représentants de ce peuple croiraient se manquer à eux mêmes, si dans une circonstance aussi intéressante, ils ne formulaient par officiellement leurs oppositions contre une intention aussi contraire aux espérances, au repos et à la tranquillité de cent trente mille fidèles sujets de Sa Majesté.

Le culte de l'église de Rome est légalement établi dans la province de Québec par un acte émané du Parlement en mil-sept-cent-soixante-quatorze. Etant légalement établi il est légalement libre : or la liberté du culte emporte nécessairement avec elle la liberté des moyens de l'exercer et de conserver ce culte (comme nous avons déjà eu l'honneur de l'avancer dans notre premier mémoire) ; il s'ensuit donc évidemment que les Canadiens ont à présent par le dit acte, le droit légal de se procurer eux-mêmes ces moyens en toute liberté ; d'ailleurs elle leur était déjà acquise par le droit naturel, par le droit des nations et par deux conventions solennelles et sacrées, la capitulation de Montréal et le traité définitif de Paris.

(1) Voir *Recherches Historiques*, vol X, p. 225.

Appuyés par des principes aussi incontestables ils supplient avec respect qu'il leur soit permis de tirer d'Europe des prêtres catholiques romains : ils demandent à choisir eux-mêmes les sujets dont ils ont besoin, alléguant humblement que le gouvernement ne peut aussi bien qu'eux faire le choix des sujets ; au surplus ils ne prétendent point que le fisc public soit chargé des dépenses qui peuvent résulter d'une pareille mission : c'est à leurs propres frais qu'ils offrent de se pourvoir.

A des raisons aussi puissantes le ministère oppose et répond : " qu'il fera lui-même passer dans notre colonie des sujets ecclésiastiques, que nous n'aurons point la liberté du choix, qu'il se réserve, et qu'en conséquence il tiendra à sa solde les prêtres qu'il aura lui-même choisis." Une réponse aussi défavorable ne peut que répandre dans tous les cœurs canadiens la consternation et la douleur. Les objets de religion dans tous les temps et chez tous les peuples ont voulu être touchés par des mains délicates et prudentes. Les Canadiens sont véritablement attachés au culte romain ; d'ailleurs ils osent présumer humblement qu'ils sont autant les sujets de Sa Majesté que tous les autres peuples qui constituent le corps de la nation britannique ; et il nous semble que de vouloir les restreindre et les gêner dans l'exercice de leur religion, les obliger de se servir de sujets qu'ils n'auraient pas choisis, les forcer à les prendre dans une seule partie de l'Europe, ce serait vouloir exactement leur faire ressentir d'une manière trop pénible qu'ils ne doivent point oser prétendre à la puissance des droits et des privilèges que tout sujet britannique peut hautement réclamer. L'idée seule d'une pareille distinction nous afflige et nous humilie.

Sujets du meilleur des rois, nous avons donné de

notre loyauté des preuves incontestables et le gouvernement ne peut nous regarder d'un œil inquiet et méfiant. S'il ne montre pas avoir en notre fidélité une confiance marquée, nous serons sensiblement affectés d'une indifférence aussi peu méritée. S'il craint que trois ou quatre prêtres qui ne seraient pas de la Savoie pourraient dans un temps de paix et de tranquillité succiter dans notre province des troubles dangereux, leur jeunesse, leur ignorance en politique, leurs principes de religion et le cautionnement qu'offrent de donner de leur bonne conduite cent trent mille individus, démontrent assez clairement qu'une pareille appréhension est appuyée sur une base trop peu solide pour être observée. Un acquiescement favorable à nos vœux ne pourra produire que d'heureux effets : la politique, l'humanité concourent ensemble pour en prouver la nécessité. Les ministres d'un culte ne causent plus dans les Etats des révolutions sinistres : l'oppression et la tyrannie seules font des malheureux.

Enfin la justice de notre cause, l'humanité et la bienveillance de notre Prince, la sagesse de son gouvernement et l'évidence qu'il ne peut en résulter rien de fâcheux à l'Etat, tout nous fait espérer que bientôt nos craintes seront dissipées et que les conclusions modérées de notre premier mémoire nous seront accordées.

Le 24 mars 1784.

London, King street,

Decr 4, 1783.

Messieurs Adhémar et Delisle ont l'honneur de présenter leurs respects à milord North et l'informent qu'ils sont députés de la part du peuple canadien et qu'en cette qualité ils sont chargés d'une supplique

au Roi : ils désirent savoir le jour et l'heure où ils pourront avoir l'honneur de se présenter à Sa Seigneurie.

To wish His Lordship's answer.

Lord North presents his compliments to Messrs Adhémar et Delisle, shall be glad to see them, on tuesday morning, at ten o'clock.

To Messrs. Adhémar et Delisle.

A Milord Sydney,

Albermale street, mars 2, 1784.

Milord,

En notre capacité publique de députés du peuple canadien, nous eûmes en décembre dernier, l'honneur de remettre au lord North, un mémoire concluant à ce qu'il nous fut permis de tirer d'Europe des sujets ecclésiastiques, pour l'exercice de notre religion en Canada. Le changement général du ministère, survenu depuis ce temps, nous a empêché de faire sur ce sujet, aucune démarche officielle. Mais comme la saison du départ de notre flotte avance à grands pas, nous croyons qu'il est de notre devoir de nous adresser présentement à Votre Seigneurie, pour lui représenter avec respect que le peuple canadien se trouverait sensiblement affecté, si, au printemps, lors de l'arrivée du premier vaisseau de l'Europe, il apprenait que ses représentants ont été négligés par le ministère et qu'ils n'ont pas même encore présenté leur supplique à Sa Majesté. Nous vous prions donc, Milord, de vouloir devenir à cette occasion notre protecteur et notre soutien, de faire l'examen de notre mémoire, de nous en accorder les conclusions justes et modérées et de nous introduire à notre Souverain. Il nous paraît qu'après un espace de vingt-trois années, la première

députation d'un peuple nombreux et fidèle doit mériter à quelques égards une réception favorable, marquée au coin de la bienfaisance et de la générosité, et pénétrera cent trente mille individus de la foi la plus parfaite et de la plus vive reconnaissance. Notre noble Roi ne veut certainement pas d'un peuple libre, en faire un peuple esclave, il veut, au contraire, le rendre heureux. Sa Majesté en remettra sans doute les moyens à la discrétion de l'officier de Sa Couronne qui se trouve chargé du département de notre province. Vous êtes, Milord, le digne officier et le caractère distinctif d'homme impartial et juste que vous donne la voix publique nous fait espérer que bientôt Votre Seigneurie prendra les mesures les plus efficaces pour opérer notre bonheur et notre tranquillité. La position actuelle de notre province, notre loyauté prouvée, nos droits, l'équité, la saine politique et vos propres lumières suggéreront assez à Votre Seigneurie une marche assurée ; permettez-nous seulement de vous prier de nous appointer le jour et l'heure où nous pourrions présenter à Votre Seigneurie nos respectueux devoirs étant, en attendant cette faveur, avec un très profond respect,

De Votre Seigneurie,

Les très-humbles, etc.

Adhémar et Delisle.

Milord Sydney fait bien des compliments à MM. Adhémar et Delisle et prie d'avoir l'honneur de voir ces messieurs demain matin à dix heures et demie dans Albermale street.

Albermale street, mercredi, 3 mars 1784.

A son Excellence le général Carleton

Canon street, 14 mars 1784.

Monsieur,

En conséquence des instructions et suivant les intentions et désirs de nos constituants, nous prenons aujourd'hui l'humble liberté de réclamer avec respect votre protection et votre appui. Le peuple canadien auquel votre Excellence a donné tant de marques de clémence et d'humanité ose espérer que vous voudrez bien encore, en cette circonstance, soutenir de votre puissant crédit ses justes représentations. Craignant de retenir trop longtemps Votre Excellence sur des objets qui demandent un examen en détail, nous la supplions seulement d'avoir la bonté de vouloir bien nous faire connaître le jour et l'heure où nous pourrions vous présenter nos très humbles devoirs, ayant l'honneur d'être avec un très profond respect de Votre Excellence

Les très humbles, etc,

Adhémar et Delisle

To Sir Guy Carleton,
Lothian hotel.

Hotel, Albermale street,

16th March, 1784.

Gentlemen,

I am directed by Sir Guy Carleton to inform you that His Excellency has allotted either Friday or Saturday next, at eleven o'clock in the morning, to receive the visit you have proposed in your letter of the 14th inst.

I am, Gentlemen,

Your most obd't servant,

John Odell

Messrs Adhémar et Delisle.

MM. Adhemar et Delisle present their very humble respects to Lord Sydney and beg of his Lordship the favour of knowing whether it will be agreeable that they should have the honour of waiting upon him, Tuesday next, at eleven of the clock in the morning to take his advice respecting a particular address which they are to deliver to His Majesty according to directions and desires of the most eminent citizens of the nobility and other Canadian subjects in the province of Quebec, whom have subscribed to the same ; and if his lordship finds it convenient that the said Adhemar and Delisle should be the same day presented to the King under his patronage they will keep themselves in readiness to that effect.

London, Quebec House,
March 20, 1784.

Lord Sydney presents his compliments to Messrs Adhemar and Delisle, and shall be glad to see them on Tuesday next, at half an hour after eleven at White Hall.

Saturday, 20th March, 1784.

N. B.—We attended the very day and hour we saw Mr Nepeane who read us a letter from Lord Sydney to him by which it appeared that his Lordship was sick with a cold and busy with General Carleton.

And we, at his request, left in writing our desire of obtaining leave to take with us to Canada Messrs. Duchesne, Gambier et Aubert, three young secular Teachers for the Seminary of Quebec, also, three young priests from St-Sulpice for the Seminary of Montreal. He sent us the following answer :

Sir,

I mentioned to Lord Sydney your intention of presenting the memorial which you are charged with from Montreal, to His Majesty at the levée to-morrow, and his Lordship has promised to apprise his Majesty of it ; I suppose M. Adhemar will attend you.

It will be impossible to comply with your requisition relating to the three young men now in England whom you proposed to take out as teachers to Montreal, and the same objection that can be brought forward on that occasion exists in a more forcible degree towards the refusal of the admission of three Ecclesiastics from St-Sulpice.

I am, sir,

Your most obed't servant,

Evans Nepeane

White Hall, 23rd March, 1784.

To Mr Delisle.

Canon street, March 24, 1784.

To Evans Nepeane, Esqr,

White Hall.

Sir,

Since the reception of your letter, directed to Mr Delisle only, I have good reasons to think that some despicable persons have indisposed you against me, I beg you would let me know them that I might soon prove to you the contrary of their base assertion, and to take of them in due time the revenge they deserve. I am a man of honour, a true subject, a deputy of the Canadian people, I beg you would look upon me as such, the particular confidence of my countrymen is a proof that I have among them a particular influence and that I do not, nor never did belong to the low class of people. A short explanation will soon settle

the matter, and I am confident that afterwards you will find me deserving of your good office, which I pray for in the behalf of our constituents,

Being with respect,

Your most obd't servant,

Jn. Adhemar

White Hall, 25th March, 1784.

Gentlemen,

I am sorry that my letter to Mr. Delisle was not received in time to make you to attend the levée yesterday; I delivered it to a messenger on Tuesday night and directed him to carry it early the next morning, but since that accident has happened, there certainly can be no objection to your presenting the memorial to morrow.

It seems necessary for me to declare that I had no sort of intention by addressing myself in my former letter only to Mr. Delisle of offering the smallest slight towards Mr. Adhemar, nor have I ever heard a word to his prejudice, to induce me so to do: I beg therefore that every idea of such a nature may be entirely suppressed. I shall deliver the memorial immediately to Lord Sydney and I desire you will believe me with much respect.

Gentlemen,

Your most obd't servant,

Evans Nepeane

To Messrs Adhemar et Delisle.

White Hall, 25 March 1784.

Gentlemen,

Since I had the honour of writing to you this morning, I have seen Lord Sidney, and his lordship has desired me to acquaint you that His Majesty

rather wishes that the petition should be transmitted to Lord Sidney at St. James.

Your M. ob. servt.

Evans Nepeave

To Messrs Adhémar & Delisle.

Sir,

The honour of your letter not having been remitted to us until three of the o'clock in the afternoon this day, we find it is too late to attend the levee, therefore we pray that the presentation of our constituents petition to his Most Gracious Majesty be postponed to Friday next if agreeable to his Lordship. The direction of your letter to Mr Delisle only, seems to imply that Mr Adhemar is merely to attend him, which evidently shews that you think the last gentlemen indirectly concerned with the former in the said deputation hence it is our duty to acquaint you that we are both fully impowered to act publicly relating to both the civil and religious right of our Canadian constituents, and the said Mr Delisle being ready to sail by the first ship for Quebec will give a full and true account of our transactions here to our constituents ; said Mr. Adhemar will remain in London in his present capacity of deputy of the Canadians and here to wait for the return of his co-deputy next summer. During his absence the same confidence may be placed as if they were both present.

The refusal of the government to comply with our humble requisition, relating to the three young french secular teachers and three young ecclesiastics from St. Sulpice, is of a very alarming nature for us in particular, and will be much more so for the Canadian people in general, and we find ourselves under the necessity to transmit officially a second memorial on this subject

in hopes that the servants of the crown after having more fully considered the matter, will be propitious to the just and equitable desires of a numerous people.

Adhemar & Delisle

London, Canon Street, 24 March 1784.

To Evans Nepeane,
White Hall.

London, 26 march 1784.

To Evans Nepeane. Esq.,
White Hall.

Sir,

In answer to your two obliging letters of yesterday, we are very glad to find that you have not been prejudiced against Mr. Adhemar and we return you our sincere thanks for having so soon dissipated our apprehensions on that subject. But in the mean time we are extremely sorry to learn that his Majesty rather wishes that the petition should only be transmitted to Lord Sidney. Being not actuated by any private views, but solely according to the desires of our constituents and for their greater satisfaction, we have humbly sued for that favour and we would be very happy to receive an appointment from his Lordship for Monday next, if it is convenient that we may explain ourselves more fully on the matter. We take the liberty of entreating you, kind sir, to take the interest of the Canadians in this as well as in every other occasion. We remain in expectatives of your good offices, with the utmost respect.

Yours,
Adhemar & Delisle.

Cannon street.

White Hall, Friday,
26 march 1784.

Gentlemen,

I have this moment seen Lord Sidney, and I have his Lordship direction to acquaint you that he shall be at leisure to wait upon you at his house in Albemarle street next monday morning, at ten o'clock.

I am, gentlemen,

Your most obd. servt.

Evans Nepeane

Messrs Adhomar & Delisle.

To Sir Guy Carleton
at Mr. Coxwell, No 21,
Lower Brook street.

London, 26 march 1784.

Sir.

Since we had the honour of seeing your Excellency, we waited upon Lord Sidney at White Hall, tuesday last, according to appointment, but his Lordship being unwell, we only met wit Mr Nepeane, who has been so obliging as to communicate to his Lordship our intentions and desires relatively to our presenting ourselves the petitions of our constituents to his Majesty, as also for leave to take with us to Canada three young secular teachers now in this Metropolis for the seminary of Quebec, and three young priests from St-Sulpice at Paris, not yet sent for, but intended for the seminary of Montreal. With respect to these three objects, we are sorry to learn by the answers of the said gentleman, that his Majesty is pleased that the first should not take place and the ministry finds an impossibility to comply with the two last.

We, in this critical moment, are in need more than ever of your powerfull protection, and as such refusal is of a very alarming nature, we beg that your Excellency would be pleased to appoint a day and an hour that we may have the honour of explaining ourselves morefully on that subject, and the day of Mr. Delisle departure being fixed on tuesday next, we beg, if it is convenient to your Excellency, that the appointment should take place to morrow or the day after, in expectation of that signalled favour, we most respectfully remain.

Your humble servant,
Adhémar & Delisle

— — —
LETTRE DE MM. ADHÉMAR ET DELISLE A L'ÉVÊQUE DE
QUÉBEC.

— — —
Londres, ce 1er avril 1784.

Monseigneur,

Comme le respect que nous vous devons et le bien de la religion dont vous êtes le respectable chef, nous imposent le devoir de vous informer de nos démarches relativement à l'objet principal de notre mission, nous prenons aujourd'hui l'humble liberté de transmettre à Votre Grandeur un détail succinct.

A notre arrivée en cette métropole, ne voulant pas, suivant le désir de nos constituants, nous appuyer sur une branche étrangère et précaire, nous nous sommes présentés à Sa Grandeur, le docteur Talbot. Il nous a procuré un pilote habile et zélé, M. Hussey, sous les auspices duquel nous avons délivré au lord North un mémoire dont copie vous sera remise par un de nous, M. Delisle, porteur de la présente. Depuis ce temps un changement survenu dans le ministère, des

troubles élevés dans les deux chambres du Parlement et enfin la dissolution ont interrompu le cours de nos opérations que nous avons repris depuis peu ; mais le ministère élude encore et attaque des raisons de politique, prétexte spécieux qui couvre celles qui lui ont été insinuées. Nous lui avons encore délivré un second mémoire sur ce sujet, dont également copie vous sera remise par notre dit sieur Delisle. Nous avons vu le général Carleton ; il a toujours le cœur bon et conserve toujours pour Votre Grandeur l'estime qu'elle mérite. Il trouve que notre députation ouvertement soutenue par Votre Grandeur aura eu beaucoup plus de poids quant à la partie de la religion. Nous lui avons déduit avec confiance les raisons qui vous ont arrêté ; il les approuve, loue votre prudence et vous plaint, le tout dans le secret et comme simple particulier. Un officier général ne peut agir qu'avec circonspection, lorsqu'un de ses semblables peut être compromis. Néanmoins nous avons à présent l'agréable satisfaction de vous dire que nous avons plus que jamais lieu d'espérer un avenir plus favorable à nos justes dessein.

Il est plus que probable, car ceci n'est point encore officiellement reconnu, que le général Haldimand est rappelé ; M. Carleton sera vice-roi de l'Amérique divisée en trois provinces, Halifax, Nouvelle-Ecosse et Québec. Son représentant dans la dernière sera M. le colonel son frère et si comme lui il chérit le peuple canadien, nous serons heureux et contents. D'après ce précis, il nous paraît, Monseigneur, que pour le plus grand bien de la cause, Votre Grandeur devrait nous faire parvenir son approbation, aussitôt qu'il lui sera possible, soit par le fleuve ou par la voie de la Nouvelle-York, afin que M. Adhémar qui reste ici pour suivre jusqu'à sa fin notre mission, se trouve

plus fortement étayé et puisse plus aisément nos vus et celles de tous les bons catholiques diocèse.

En terminant notre épître, nous prions de vous être assurée que nous étant complaisamment avec la prudence et l'activité qu'exige l'importance de l'objet remis à nos soins, nous n'aurons à l'avenir aucune occasion de plus en plus la continuation de votre sollicitude avec instance, quoiqu'indignes, de la Grandeur dans ses prières, nous osons avec un très-profond respect,

Monseigneur,
Les très-humbles et très
obéissants serv
Adhémar

LETTRE DE MM. ADHÉMAR ET DELISLE A
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Londres, ce 1er

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous transmettre succinctement de nos démarches relativement à ce que vous avez confiée à nos soins.

Notre inclination et notre devoir nous ont confié cette tâche ; nous la remplissons avec plaisir, rien tant à cœur que de nous montrer en toute sion véritablement digne de votre confiance.

À notre arrivée en cette métropole, nous avons voulu nous occuper premièrement de l'objet de la religion ; et par les auspices de personnages respectés, nous avons délivré au lord North, un mémoire

fidèle vous sera remise par l'un de nous, M. Delisle, porteur de la présente. Depuis ce temps un changement général survenu dans le ministère, des troubles élevés dans les deux chambres du Parlement et enfin sa dissolution ont interrompu le cours de nos opérations. Nous l'avons repris depuis peu, mais le ministère élude encore : il allègue des raisons de politique, dont nous espérons avec le temps détruire la force. Nous avons même déjà délivré au lord Sidney, qui est l'officier de la Couronne chargé du département de notre province, un second mémoire sur ce sujet dont copie vous sera également remise par notre dit sieur Delisle. Voilà à peu près où nous en sommes à l'égard de l'affaire de la religion.

Quant aux objets civils que vous nous avez aussi particulièrement recommandé nous n'avons pu, encore, comme vous pouvez le concevoir, les soumettre à la considération du gouvernement. Nous ne pouvons le faire que bien après la rentrée du parlement qui n'aura lieu qu'en mai prochain. Les sujets européens de notre Province ont chargé leurs députés d'introduire dans la maison des Communes leur supplique au Roi. Cette résolution nous fait trouver à propos et de la dernière conséquence que le sieur Adhémar demeure ici en sa qualité publique, pour veiller à la défense et à la conservation de nos intérêts tant religieux que civils, lesquels ne peuvent absolument être bien établis que par un acte solennel du Corps Législatif de notre nation. Les autres messieurs canadiens qui se trouvent actuellement dans cette ville sont aussi de la même opinion. Ainsi, messieurs, comme il est plus que probable que dans le cours de la séance prochaine du parlement, le bill de Québec sera amendé ou qu'une maison d'assemblée sera créée et établie dans notre

province, il nous semble que dans une telle circonstance, vous ne devez pas manquer à nous faire parvenir, le plus promptement que vous le pouvez, soit par le fleuve ou par la voie des Etats-Unis, nos instructions ultérieures accompagnées de pouvoirs amples, afin que suivant l'exigence des cas, nous puissions d'une manière plus convenable soutenir et discuter nos droits. Il est aussi nécessaire que vous nous expliquiez clairement et distinctement les points principaux qui nous paraissent mériter de notre part une attention particulière. Nous devons vous faire observer que tout paraît en ce moment tourner en notre faveur. Le gouvernement conçoit aisément que nous formons la généralité des individus de notre province. La disproportion de dix-neuf à un, est trop frappante pour n'être pas observée par la partie généreuse et impartiale du reste de la nation. Ajoutez que notre gracieux Souverain étant juste et bienfaisant ne veut pas d'un peuple libre en faire un peuple esclave et que Sa Majesté au contraire veut les rendre heureux et contents. En outre une personne de haute distinction que nous avons eu l'honneur de voir chérit le peuple canadien et se montrera en toute occasion leur protecteur. En outre le général Carleton que nous avons eu l'honneur de voir, chérit toujours les Canadiens et se montrera toujours leurs protecteur. Il doit être bientôt officiellement nommé gouverneur de notre province par un représentant qu'on assure être M. son frère, le colonel. Ceci est au moins le bruit public. Tous ces motifs et beaucoup d'autres dont le détail serait trop long, doivent vous porter à considérer que des demandes raisonnables unanimement approuvées par nos compatriotes seront probablement écoutées. Ne laissez pas échapper une circonstance aussi favorable,

assurez votre sort civil et celui de votre postérité. Notre corps législatif revient sur son objet sur lequel il a une fois prononcé. Ainsi des démarches que nous allons faire, il doit résulter pour un très long espace de temps, ou le bonheur ou le malheur du peuple canadien. Ne vous laissez pas entraîner par aucune vue particulière. N'ayez d'autre but que celui de procurer le bien général de tous les individus de notre province. Vous êtes Anglais, sujets libres, et comme tels, vous avez l'incontestable droit de représentation. Nous sommes donc, ainsi que vous le voyez, suffisamment encouragé à croire que si nous désirons fortement un amendement du bill de Québec, nous l'obtiendrons et que si nous croyons que l'établissement d'une maison d'assemblée dans laquelle nous serions indistinctement admis, notre religion et nos lois préalablement conservées, nous l'obtiendrons également. Voyez et consultez : tâchons d'obtenir un mode de gouvernement sous lequel les prérogatives de la Couronne et la liberté des sujets puissent être également inviolables et sacrés. Enfin, chers compatriotes, transmettez nous vos ordres et soyez persuadés que désirant autant que vous, le plus grand bien de la chose publique, nous les exécuterons avec toute la diligence et l'activité qu'ils méritent. Nous ne confierons point notre cause en des mains étrangères ; nous ferons de notre mieux pour la soutenir comme il convient et nous ne déshonorerons jamais en aucune occasion le titre honorable que nous portons, de représentants d'un peuple nombreux, fidèle et libre. C'est avec ces sentiments que nous avons l'honneur d'être très respectueusement,

Messieurs,
Vos très humbles et obéissants serviteurs,
Adhémar et Delisle

RÉPONSES

Le testament de Champlain. (X,
— Nous ne croyons pas que le testament ait jamais été publié. Nous doutons même en existe encore une copie.

Dans un curieux ouvrage intitulé *Revue du Parlement de Paris*, et publié par un M. Bardet, nous trouvons les détails suivant ment du fondateur de Québec :

“ Le sieur de Champlain étant allé au Canada, à présent appelé la Nouvelle-France, en la ville de Québec, capitale du pays, y fit son testament en la présence de plusieurs témoins, et d'un nommé de la Ville seigneur de ce lieu. Par ce testament conçu en écrit par une personne et écrit par un qui ne s'était ni le sieur de Champlain légua au collège de Québec tous et chacun ses meubles, et ordonna de quatre mille livres à prendre sur ses biens. Après son décès procès se fut pardevant le Parlement de Paris ou son lieutenant civil touchant ce testament. Par sentence il fut déclaré valide, et ordonné que délivrance de legs se fût aux héritiers du sieur de Champlain en interjugeant. Pour eux, Me Boileau dit, que ce testament n'étant olographe ni passé pardevant notaire, n'était valable, néanmoins les deux seules formes par lesquelles on peut rendre un testament valide. Il n'est point olographe, puisqu'il n'est ni écrit de la main du sieur de Champlain ni de celle d'une personne inconnue et n'est néanmoins étant conçu en la première forme, comme si le testateur avait parlé lui-même, et en la forme d'un testament olographe, et n'est

le reste, étant écrit de main étrangère. Il n'est point passé pardevant notaires, puisqu'aucun de cette qualité n'y était présent. Ce prétendu greffier n'est point considérable, sa qualité n'étant pas suffisante pour autoriser un testament, qui est un acte important. Les appelants sont pauvres et leur cause favorable : et conclut au mal jugé, émendant que le testament soit déclaré nul.

“ Me de Montholon, pour les légataires, dit que le testament est bon et valable, soit que l'on considère le pays où il a été fait, ou la forme en laquelle il se trouve. Le pays est étranger, quoique sous l'obéissance du roi ; ainsi ceux qui y habitent sont excusables s'ils ne savent pas les formes qui s'observent en ce royaume pour la validité des testaments, qui par la plupart de nos coutumes sont bons et valables faits en présence de témoins sans aucun notaire ni autre personne publique. Il est indifférent que le testament soit conçu en la première, ou en la troisième personne : *Nichil interest talem sermonem quis verborum usus profuderit*, comme parle la loi en cela suivie du droit canon. Le legs est modique et fait pour une cause si favorable, qu'il ne doit être contesté et conclut au bien jugé.

“ M. l'avocat général Bignon dit que les testaments faits hors du royaume sont toujours suspects. Parmi nous la faveur des héritiers légitimes l'emporte sur les legs pieux, pour la validité desquels les mêmes formalités sont requises et nécessaires, que pour les autres. Le testament dont il s'agit est tellement hétéroclite qu'il y a plus d'assurance de l'annuler que de confirmer la sentence.

“ La Cour mit l'appellation et ce dont était appel, au néant ; émendant et corrigeant, sur la demande en délivrant du legs mit les parties hors de cours et de procès : le mardi 15 mars 1639, M. le premier président prononçant.”

Les Sauvages en France. (XII, XI, 1176).—

Les Sauvages canadiens qui, les premiers, foulèrent le sol de la France, furent Taignoagny et Domagaya. Tout deux appartenaient à la tribu de Honguêdo laquelle était fixée, d'une manière plus ou moins sédentaire, dans la baie de Gaspé. C'était lors du premier voyage de Jacques Cartier au Canada, en 1534. Repatriés en 1535, ils retournèrent en France l'année suivante avec le découvreur qui amenait avec eux Donnacona, seigneur ou *agouhanna* de Canada, trois autres Sauvages de Stadaconé, et la petite fille d'Agona, chef de la bourgade d'Achelay échelonnée sur la pointe du Platon de Sainte-Croix. Tous moururent en France, et lorsque Cartier revint à Québec, en 1541, la petite sauvagesse seule survivait. Trois avaient été baptisés, et nous possédons l'acte qui en fait foi. La cérémonie eut lieu à Saint-Malo, le 25 mars 1538.

“ Ce jour Nostre-Dame XXVe de mars, l'an mil cinq centz trante ouict, furent baptisés troys sauvages hommes des parties du Canada prins audit pays par honeste homme Jacques Cartier, cappitaine pour le Roy notre Sire, pour découvrir les dites terres ; le premier fut nommé Charles par vénérable et discret maistre Charles de Champ-Girault, doyen et chanoine dudit lieu, parrain principal, et petit parrain, Monsieur le lieutenant, seigneur de la Verderye, et commère Catherine Desgranches, et le second fut nommé Franczoys, nom du Roy, notre Sire, par honeste homme Jacques Cartier principal compère et petit compère maistre Pierre Le Gobien, commère, Madame la lieutenantte (*déchiré*), Laverderye (*déchiré*) tiers fut nommé (*déchiré*) par maistre Servan May (*déchiré*) du dit lieu et petit (*déchiré*) Nouel (*déchiré*) et commère (*déchiré*). . . . Ingart (*déchiré*). ”

Durant les soixante années qui s'écoulèrent depuis le dernier voyage de Cartier (1543) et la venue de Champlain à Tadoussac (1603), il n'y a pas le moindre doute que plusieurs Sauvages du Canada traversèrent l'Atlantique, entre autres des Montagnais et des Souriquois. Mais il est presque impossible de citer des noms, tant est profonde l'obscurité qui règne sur cette période de l'histoire de la Nouvelle-France.

N.-E. DIONNE

La traite de l'eau-de-vie avec les Sauvages. (IV, VIII, 255.)—Le 12 mai 1678, Louis XIV, par commission signée à Saint-Germain-en-Laye, ordonnait au gouverneur de Frontenac et à l'intendant Duchesneau conjointement avec le Conseil Souverain, d'assembler les vingt principaux et plus anciens habitants du pays pour avoir leur avis sur le commerce de l'eau-de-vie avec les Sauvages.

MM. d'Ailleboust de Musseaux, Dugué de Boisbriand, LeBer de Saint-Paul, LeGardeur de Repentigny, Boucher, Saurel, Berthier, Jarret de Verchères, Crevier, Pezard de La Touche, Duplessis-Gatineau, Chotel Dorvilliers de Saint-Romain, Robineau de Béancour et de Portneuf, Charron, de Lestre de Wallon, Roger des Colombiers, Jolliet, Picoté de Bellestre, Saint-Ours et Saint-Pierre furent choisis pour donner cette consultation.

Le 26 octobre 1678, jour fixé pour la réunion, MM. Boucher, d'Ailleboust de Musseaux et Saint-Pierre ne s'étant pas rendus à Québec, quoiqu'avertis de s'y trouver, le Conseil Souverain les remplaça par les sieurs Cavelier de la Salle, Bourdon de Dombourg et Pelletier de la Prade.

Malheureusement, la plupart de ceux qui avaient

été choisis étaient intéressés dans le pernicieux commerce de l'eau-de-vie. Quinze parmi eux soutinrent que la traite de l'eau-de-vie avec les Sauvages étaient absolument nécessaire au bien de la colonie. MM. LeBer de Saint-Paul, Duplessis-Gatineau, de Lestre de Wallon, Jolliet et Bourdon de Dombourg agirent comme des hommes de caractère et se prononcèrent contre la traite avec les Sauvages. (1)

M. de La Tour, dans ses *Mémoires sur la vie de Mgr de Laval*, signale comme un coup de la vengeance divine la mort funeste ou violente des vingt citoyens qui prirent part à cette délibération importante.

M. de La Tour a-t-il dit vrai ou s'il a voulu blaguer ses lecteurs ?

L'affirmation de l'abbé de La Tour n'est pas toute vraie. Ainsi MM. Dugué de Boisbriand, Saurel, Pezard de La Touche, Duplessis-Gatineau, Chotel Dorvilliers de St-Romain, Robineau de Bécancour, Claude Charron, de Lestre de Wallon, Rogers des Colombiers moururent paisiblement dans leurs lits, donnant toutes les marques d'une piété singulière, après avoir reçu tous les sacrements." Quant aux autres citoyens qui prirent part à la délibération du 26 octobre 1678 le fait de ne pas trouver leurs actes de sépulture dans nos registres généralement bien tenus nous permet de présumer qu'ils moururent à la guerre, dans les bois ou à l'étranger.

(1) Margry (*Mémoires et documents inédits*, p. 405) a publié la délibération du 26 octobre 1678. On y trouve l'opinion motivée de chacun des vingt habitants assemblés par les ordres du roi de France.

QUESTIONS

1177—Je vois dans le récit de voyage d'un voyageur enthousiaste qu'on doit les fortifications de Québec au génie de Vauban. Qu'en pensez-vous ?

QUÉBEC

1178—En parlant du Saguenay on dit souvent "le royaume du Saguenay". Qui s'est servi le premier de cette appellation ? Pour quelle raison ?

STE-CROIX

1179—George Pavie, voyageur français qui visita le Canada en 1838 dit que le gouverneur se promenait dans les rues de Québec dans un char ou traîneau attelé de deux originaux dressés comme des rennes de Laponie. M. Pavie, était doué d'une imagination fertile et il pu inventer ce détail comme il en a inventé bien d'autres. Où est la vérité ?

RIOU.

1180—Lord Grey, gouverneur général actuel du Canada, est-il allié à la famille de l'infortunée Jane Grey, qui périt sur l'échafaud sous le règne de Marie la catholique, reine d'Angleterre ?

ABON.

1181—Dans son journal du siège de Québec en 1759 le capitaine Knox dit que saint Charles Borromée, archevêque de Milan, donna une rente considérable à l'Hôpital-Général de Québec. Que peut-il y avoir de vrai là-dedans ? Lorsque saint Charles Borromée mourut Québec n'était pas encore fondée.

XXX

TABLE DES MATIÈRES

<i>Abeille canadienne</i> et Henry Mezière, L'.....	32
Abitibi, Origine du nom.....	218
Acadiens à la Louisiane, Les.....	256
<i>Active</i> , Le naufrage de l'.....	31
Adhémar et Delisle, MM.....	325, 353
Adhémar et les prêtres français.....	192, 248
" Aime Dieu et va ton chemin ".....	96, 127
Alcoolisme, Ouvrages publiés au Canada sur l'..	288
Amherst et les biens des Jésuites, Le général	128, 152
Amirauté à Québec, Juges de la Cour de Vice-..	308
Anselme, Le Père.....	157
Annexion de Montréal au Haut-Canada.....	64
Antrobus, Edmund-William-Romer.....	78
Ardoisière à Gaspé. Une.....	160
<i>Armorial de France</i> de d'Hozier.....	191
Arthabaska, Origine du nom.....	142, 351
Aubin, Napoléon.....	123
Aylmer et son retour en Angleterre, Lord.....	96
Baby, L'honorable François.....	41
Bain, Ordre du.....	349
Barreau de Québec, Les bâtonniers du.....	342
Bernière, L'abbé Henri de.....	57
Bishop ou Evêque.....	95
Boiscler, Jeun-Eustache Lanoullier de.....	17
Boishébert, La famille Des Champs de.....	65
" Angélique-Josephite Des Champs de.....	104
" Charles Des Champs de.....	105
" Henry-Louis Des Champs de.....	97
" Louise-Charlotte Des Champs de.....	103
" Louise-Geneviève Des Champs de.....	103
" Roch Charles-Gabriel Des Champs de.....	112
Bouteillerie, J.-B.-Frs. Des Champs de la... 75, 112	
" L'abbé Chs-Jos. Des Champs de la... 76	

Boutet et la mine de Lespinay, Martin.....	160
Caisse militaire au Canada, La.....	96
Canser, Remède pour la guérison du.....	23
Cassel, L'abbé.....	248
Catalogne, L'ingénieur de.....	64
Chabot, Le capitaine.....	284
Champlain a-t-il eu des enfants ?.....	32
Chevalier et les patriotes canadiens, Le romancier.....	288
Choléra asiatique à Québec, Le.....	32, 88
Ciquard, L'abbé.....	248
Compain, L'abbé P.-J.....	23
Conseillers d'honneur au Conseil Souverain.....	351
Courcelles, La marquise de.....	352
Crête-de-Coq, Origine du nom.....	40
D'Aigremont François Clairambault.....	115
D'Ailleboust, Le gouverneur.....	280
D'Allet, L'abbé François.....	57
Delisle, M.M. Adhémar et.....	325, 353
Delisle et son ouvrage sur les fab., Le notaire.....	160, 255
Denys, Lettres d'annoblissement de Simon.....	345
Denonville à son arrivée au Canada en 1685.....	128
Deschamps de Boishébert, La famille.....	65
“ de la Bouteillerie, J.-B.-Frs.....	75
“ de Saint-Joachim, La Mère.....	68
Devise, Origine d'une vieille.....	96, 127
D'Hozier et la Nouvelle France, M.....	351
<i>Dictionnaire de la noblesse de la Chesnaye des Bois</i>	30
Dorchester, Les fils de lord.....	343
Dubois et ses horloges.....	320
Dupont, Le sieur.....	320
“ Emilien.....	92
DuQuesne, Le gouverneur.....	53, 127
“ Envoyer au diable au vert ”.....	128, 220
Evêque ou Bishop.....	95
Familles, “ Histoires ” ou “ Généalogies ” de.....	63

Formule, Origine d'une vieille formule.....	32, 55
Fortifications de Québec en 1780, Les.....	24
Fort Saint-Jean en 1775, La reddition du..	128, 315
Francs-Maçons à Québec, Une loge de.....	160
Franklin et le Canada, Sir John.....	60
Frontenac poète.....	82
Gaspé, L'hon. Pierre-Ignace Aubert de....	344
“ Philippe Aubert de	123
Gaultier, Le médecin du roi....	192, 347
Gauvrault, Le naufrage de Gaspard.	128
Girod, Amury.....	64
Granges, Paul-Ant.-Frs Lanoullier des....	21
<i>Great-Eastern</i> , Le.....	281
Grégoire-le-Grand, Ordre de Saint.....	27
Haldimand, Les prêtres français et le gouv..	192, 248
Hertel de Rouville, L'hon. René-Ovide.....	129
Hozier, <i>L'Armorial de France</i> de d'.....	191
Ile aux Noix, Les fortifications de l'.....	352
Imprimerie au Canada, Les débuts de l'.....	86
Intercolonial, Les explorations du chemin de fer	320
Iroquois, L'expédition de M. de Tracy contre les.	32
Jésuites et Amherst, Les biens des.....	128, 152
Jésuites canadiens sous le régime français, Les..	256
Joliet ou Jolliet ? Faut-il écrire.....	309
Journal <i>Tant pis, tant mieux</i> , Le.....	321
Journalistes, Escapade de.....	123
Juchereau de Saint-Denys, Le baron.....	85
Jumonville, Joseph Coulon de Villiers dit..	207, 289
La Chesnaye des Bois et son <i>Dict. de la noblesse</i> ..	30
La Forest, François de.....	192, 220
La Forest et la baie d'Hudson.....	192, 220
Lanaudière, Charles-François de.....	103
Langloiserie, Charles-Gaspard Piot de	38
Lanoullier, Les trois frères	3
“ Nicolas.....	3

Lanoullier de Boiscler, Jean-Eustache.....	17
“ des Granges, Paul-Ant.-Frs.....	21
LaRue, Hubert.....	48, 185
LaRue, Les ouvrages de Hubert.....	48
LaTour, Le portrait du chanoine Bertrand de...	288
Laurier, Le loch terrestre de l'arpenteur.....	186
LaVérendrye a-t-il laissé des descendants?... 160,	253
Lennoxville, Origine du nom.....	80
Lery, Frs-Joseph Chaussegros de.....	22
Lesquade et l'île de la Visitation.....	64
Lotbinière, Le marquis de.....	224
Mariage des habitants de la campagne autrefois..	180
Médecin du roi, Les attributions du.....	320
Médecine au Canada, La.....	142
Metgermette, Origine du nom.....	256
Mezière et l' <i>Abeille canadienne</i> , Henry.....	32
“ et les prêtres français, Henry.....	192, 248
Milice canadienne, La.....	285
Milice d'élite et incorporées, La.....	61
Missisquoi, Origine du nom.....	33
Montauban, Origine du nom.....	96
Montréal et son annexion au Haut-Canada.....	64
Mornay, Mgr de.....	55
Murray et les processions religieuses.....	32, 58
Naufrage de l' <i>Active</i> , Le.....	31
“ de la <i>Pique</i>	96
“ de Walker sur l'Île-aux-Oeufs.....	64
Noblesse héréditaire pour les chevaliers de St-Louis	64
Noms canadiens, Origine de.....	77, 184
Nord-Ouest, Le découvreur du.....	160, 253
Nouvelle-Orléans, Origine du nom.....	184
Ordre de Pie IX.....	59
“ de Saint-Grégoire-le-Grand.....	27
“ du Bain.....	349

Origine de noms canadiens.....	77, 184
“ du nom Abitibi.....	218
“ “ “ Arthabaska.....	172, 351
“ “ “ Crête-de-Coq.....	40
“ “ “ Lennoxville.....	80
“ “ “ Metgermette.....	256
“ “ “ Missisquoi.....	33
“ “ “ Montauban.....	96
“ “ “ Penobscot.....	184
“ “ “ Rougemont.....	32, 319
“ “ “ Yankees.....	279
Ouvrages de Hubert LaRue.....	48
Palais du vice-roi à Québec.....	224
Pain de ménage, Le.....	288, 347
Panet, L'hon. Jean-Antoine.....	247
“ L'hon. juge Philippe.....	311
“ Mgr Bernard-Claude.....	219
“ vs Panet.....	96, 120
Pelletier, Le pilote Joseph.....	159
Penobscot, Origine du nom.....	184
Pepin, Le contrat de mariage de Guillaume.....	128
Pie IX, Ordre de.....	59
Pinguet, Charles-Casimir.....	52
“ François-Xavier.....	51
“ Louis-Basile.....	51
Piot de Langloiserie, Charles-Gaspard.....	38
<i>Pique</i> , Naufrage de la.....	96
Pitt et le gouvernement du Canada.....	256, 318
Plaisir, La formule du Bon.....	32, 55
Prêtre ordonné au Canada, Premier.....	57
Prêtres français et le gouverneur Haldimand.....	192, 248
Prévost, Inscription sur le monument de sir G.....	81
“ Madame Guillaume.....	96, 125
Processions religieuses et le général Murray.....	32, 58
Protestants sous le régime français, Les.....	288
Québec, Juges de la Cour d'Amirauté à.....	308

Québec, Le choléra asiatique à	32, 88
“ Les bâtonniers du barreau de	342
“ Palais du vice-roi à	224
“ avant 1759, Une loge de francs-maçons à	160
“ en 1759, Le serment des habitants de	160
“ en 1730, Les fortifications de	24
Raby, Les services du pilote	224
Ramezay, Où est mort M. de	256
Rougemont, L'origine du nom	32, 319
Rouville, L'hon. René-Ovide Hertel de	129
Saint-Jean en 1775, La reddition du fort	128, 315
Saint-Ours, Pierre Roch de	103
Sauvage décoré par Louis XIV	192
Sauvages à la Cour de France, Les	352, 375
Sucre d'érable en ce pays, Manière de fabriquer le	118
Suicide, La punition du	64, 348
Surlaville, Michel LeCourtois de	83
Taché, Joseph-Charles	151
“ Mgr Alexandre-Antoine	47
<i>Tant pis, tant mieux</i> , Le journal	321
Thé canadien, L'exportation du	320
Tracy et son expédition contre les Iroquois	32
Vérendrye a-t-il laissé des descendants ? La	253
Vespuce, Amerigo	352
Villiers, La famille Coulon de	161, 193, 225, 257
Villiers, François-Coulon (Chevalier) de	257, 303
“ Joseph-Coulon de	207
“ Louis Coulon de	225
“ Nicolas-Antoine Coulon de	162, 193
Volney aux Etats-Unis	352
Walker et son naufrage sur l'île-aux Oeufs	64
Walsh, Le régiment de	224
Weir, L'assassinat du lieutenant	312
Wolfe, Le corps du général	157
Yankoes, Origine du	279

TABLE DES GRAVURES

Boishébert, Armes des des Champs de.....	74
“ Charles des Champs de.....	106
Gaspé, L'hon. Pierre-Ignace Aubert de.....	344
Juchereau de St-Denis, Le général baron.....	85
Jumonville, Signature de Villiers de.....	209
LaRue, Hubert.....	185
Lery, Vicomte Frs-Joseph Chaussegros de.....	22
Panet, L'hon. Jean-Antoine.....	247
“ “ Philippe.....	311
“ Mgr Bernard-Claude.....	219
Taché, Joseph-Charles.....	151
“ Mgr Alexandre-Antonin.....	47
Villiers, Signature de Nicolas-Antoine Coulon de	167
“ “ “ Lespiny de.....	178
“ “ “ Coulon de.....	246, 196
“ “ “ François Coulon de..	245
“ “ “ Louis.....	245
“ Chevalier de.....	267

QUÉBEC-CENTRAL

LES TRAINS QUITTENT LÉVIS

8.00 } EXPRESS DES MONTAGNES BLANCHES
A. M. } Pour Fabyans, Portland, Sherbrooke, Beauce
et Mégantic, chars Pullmand, Parloir, Buffet
jusqu'à Portland.

3.50 } EXPRESS DE BOSTON ET NEW-YORK,
P. M. } pour Sherbrooke, Boston, Springfield, New-
York, tous les points de la Nouvelle-Angleterre.
aussi Beauce et Mégantic, chars Pullman d'ortoirs sur ce
train.

2.05 } SPÉCIAL DE NEW-YORK ET BOSTON.
P. M. } Ce nouveau train commencera à circuler le 24.
juin avec chars directs faisant le trajet le plus
rapide entre Québec et New-York.

7.00 } ACCOMMODATION. De Lévis à Sherbrooke,
P. M. } et tous les points sur le chemin de fer Boston
& Maine.

LES TRAINS ARRIVENT À LÉVIS

Express de Boston et New-York à 12 hrs, midi. Spécial
de Boston et New-York à 1.10 hr. p. m. Express des Mon-
tagnes Blanches à 8.55 hrs p. m. Accommodation à 8.45 h
a.m.

LA FAMILLE PANET

PAR

PIERRE-GEORGES ROY

Renseignements généalogiques sur les familles Angers, Abbott, Badelard, Bernier, Bouthillier, Belleau, Baby, Baril, Barry, Blanchet, de Berczy, Couillard, Caron, Chouinard, Carling, Coote, Cabana, Duchesnay, Des Rivières, Dunn, Dorion, De Celles, Dupuis, Delmosse, Fournier, Fiset, Frémont, Feer, Fauteux, Faribault, Hamel, Hecker, Kuérouac, Kilkelly, Lebourdais, LaRue, Lévesque, Laterrière, Lyon, Lamothe, de Martigny, Mercier, McDonald, Pope, Prendergast, Pouliot, Raymond, Rocher, Routh, Shakespeare, Sills, Taschereau, Vidal, etc, etc.

PRIX : \$3 L'EXEMPLAIRE

(ou \$5 POUR DEUX EXEMPLAIRES)

S'adresser à l'auteur, rue Wolfe, Lévis.

VIENT DE PARAÎTRE :

NOTES SUR LA FAMILLE
COULON DE VILLIERS

PAR

L'ABBÉ AMÉDÉE GOSSELIN

PROFESSEUR D'HISTOIRE DU CANADA

À L'UNIVERSITÉ LAVAL

QUÉBEC.

PRIX : **\$1.00** franco.

S'adresser à l'auteur, séminaire de Québec.







UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 03589 8140

BOUND

APR 1 1966

UNIV OF MICH.
LIBRARY

